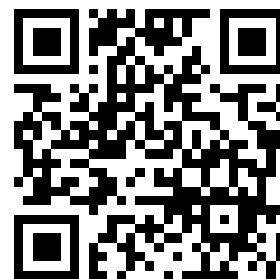

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



Mason.
V. 137.

COLLECTION
DE
LOIS MARITIMES

ANTÉRIEURES AU XVIII^e SIÈCLE.

TOME CINQUIÈME.

CET OUVRAGE SE TROUVE,

A PARIS,

Chez { TREUTTEL ET WÜRTZ, libraires, rue de Bourbon, n° 17;
NÈVE, libraire de la Cour de cassation, au Palais de Justice, n° 19;

A STRASBOURG,

Chez TREUTTEL ET WÜRTZ, libraires;

ET

Chez les principaux libraires de la France et de l'étranger.

COLLECTION
DE
LOIS MARITIMES

ANTÉRIEURES AU XVIII^e SIÈCLE,

PAR J. M. PARDESSUS,

**MEMBRE DE L'INSTITUT (ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES),
ET DE PLUSIEURS ACADÉMIES NATIONALES ET ÉTRANGÈRES.**

TOME CINQUIÈME.



PARIS.

**IMPRIMÉ PAR AUTORISATION DU ROI
A L'IMPRIMERIE ROYALE.**

M DCCC XXXIX.

AVERTISSEMENT

DE L'AUTEUR.

Le premier volume de la Collection dont je publie le cinquième a paru en 1828. D'après le nombre des documens réunis dans mes mains, j'avois présumé que cette Collection s'élèveroit seulement à cinq volumes de 600 pages environ.

Des recherches nouvelles et de bienveillantes communications ont augmenté ces matériaux, et m'ont fait trouver d'autres pièces importantes, inédites ou contenues dans des ouvrages anciens, rares, et qu'aucune bibliothèque de France ne possédoit.

J'ai maintenant l'assurance que le sixième volume sera le dernier : c'est ce qu'il sera facile de reconnoître par le tableau sommaire de ce que j'ai publié et de ce qui me reste à publier.

Indépendamment du *Tableau historique du commerce antérieurement à la découverte de l'Amérique*, placé en trois livraisons à la tête des trois premiers volumes, voici en quoi consistent les cinq actuellement imprimés :

TOME PREMIER (PUBLIÉ EN 1828).

Chapitre préliminaire. — Objet et plan de l'ouvrage.

Chapitre I^{er}. Des peuples anciens dont il n'existe aucun monument de législation maritime.

Chapitre II. Législation maritime des Grecs, et principalement des Athéniens.

Chapitre III. Législation maritime des Romains.

Chapitre IV. Législation maritime de l'Europe pendant l'invasion des peuples du Nord.

Chapitre V. Droit maritime de l'empire d'Orient.

Chapitre VI. Compilation connue sous le nom de *Droit maritime des Rhodiens*.

Chapitre VII. Droit maritime des pays conquis par les Croisés en Orient.

Chapitre VIII. Coutumes de la mer, connues sous le nom de *Rooles* ou *Jugemens d'Oléron*.

Chapitre IX. Usages maritimes des Pays-Bas méridionaux, connus sous le nom de *Jugemens de Damme* ou *Lois de Westcapelle*.

Chapitre X. Usages maritimes des Pays-Bas septentrionaux, connus sous le nom de *Coutumes d'Amsterdam, d'Enchuysen et de Stavern*.

- Chapitre XI. Compilation vulgairement connue sous le nom de *Droit maritime de Wisby*.

TOME SECOND (PUBLIÉ EN 1831).

- Chapitre XII. Compilation connue sous le nom de *Consulat de la mer*.
Chapitre XIII. Ouvrage connu sous le nom de *Guidon de la mer*.
Chapitre XIV. Droit maritime de la Ligue Anseatique.

TOME TROISIÈME (PUBLIÉ EN 1834).

- Chapitre XV. Droit maritime de la Norvège.
Chapitre XVI. Droit maritime de l'Islande.
Chapitre XVII. Droit maritime de la Suède.
Chapitre XVIII. Droit maritime du Danemarck.
Chapitre XIX. Droit maritime de Brème.
Chapitre XX. Droit maritime de Hambourg.
Chapitre XXI. Droit maritime de Lubeck.
Chapitre XXII. Droit maritime des États prussiens.
Chapitre XXIII. Droit maritime de la Russie.

TOME QUATRIÈME (PUBLIÉ EN 1837).

- Chapitre XXIV. Droit maritime des Pays-Bas méridionaux et septentrionaux.
Chapitre XXV. Droit maritime de l'Angleterre.
Chapitre XXVI. Droit maritime de la France.
Chapitre XXVII. Droit maritime de la république de Gènes.
Chapitre XXVIII. Droit maritime de Pise et de Florence.

TOME CINQUIÈME (PUBLIÉ EN 1839).

- Chapitre XXIX. Droit maritime de Venise et des pays appartenant à la monarchie autrichienne.
Chapitre XXX. Droit maritime des États pontificaux.
Chapitre XXXI. Droit maritime du royaume des Deux-Siciles.
Chapitre XXXII. Droit maritime de la Sardaigne.
Chapitre XXXIII. Droit maritime de la Catalogne, de l'Aragon, de Valence et de Majorque.

La position géographique de l'Espagne m'a fourni le moyen de diviser en deux chapitres les documens relatifs à ce royaume. En effet, les provinces de Catalogne, d'Aragon, de Valence, situées sur la Méditerranée, ont toujours eu une législation maritime particulière, et même rédigée dans une langue (le catalan) qui n'est point celle du reste de la Péninsule. Les monumens de cette législation forment, ainsi qu'on l'a vu, le chapitre XXXIII.

Le chapitre XXXIV sera consacré aux lois des autres parties de l'Espagne, toutes écrites en langue castillane.

Le chapitre XXXV offrira ce qu'il m'a été possible de recueillir au sujet du Portugal.

Le chapitre XXXVI sera consacré à l'île de Malte, dont je n'ai pu, ainsi que je l'avois projeté, insérer la législation maritime immédiatement après celle des Deux-Siciles. (Voir les pages 235 et 236 du présent volume.)

J'ai fait tout ce qui dépendoit de moi pour joindre à ma Collection des documens relatifs au droit maritime de la mer des Indes. Je me suis procuré quelques pièces sur cette matière, j'en attends d'autres, et j'ai même donné des notes à des missionnaires français pour découvrir s'il existeroit en Chine quelques documens qui, par leur objet et leur date antérieure au dix-huitième siècle, fussent de nature à entrer dans ma Collection.

J'ai tout lieu d'espérer que, pendant le temps nécessaire pour composer et faire imprimer les chapitres XXXIV, XXXV et XXXVI, j'aurai reçu des réponses qui fixeront mes résolutions.

Je peux, dès à présent, donner l'assurance que deux années ou trente mois au plus ne seront pas écoulés avant que le sixième et dernier volume ait paru.

L'ouvrage sera terminé par des *addenda* et *emendanda* dont quelques-uns rectifieront ou développeront mes opinions sous certains rapports. Les autres consisteront dans la publication de textes meilleurs que ceux dont j'avois d'abord fait usage.

Ainsi, le droit maritime de l'Assise des bourgeois du royaume de Jérusalem, dont il ne m'avoit été possible de donner le texte que d'après un extrait envoyé des archives de Vienne, dans lequel s'étoient glissées quelques erreurs d'orthographe de mots anciens, sera reproduit sur la copie du manuscrit de Venise, offerte à Louis XVI en 1791, sur un manuscrit de la Bibliothèque royale, fonds Saint-Germain, n° 430, et sur un manuscrit de Munich.

Ainsi, les rôles d'Oléron, dont je n'avois à ma disposition, pour les textes anciens, que les manuscrits d'Angleterre (Oxford et bibliothèque Cottonienne), seront de nouveau publiés d'après deux autres manuscrits que j'ai retrouvés à la Bibliothèque royale, et dont l'un porte la date de transcription de 1350. A ces documens qui concernent la France, je me propose d'en ajouter un dont je dois la connoissance à M. de la Fontenelle de Vaudoré, conseiller à la cour royale de Poitiers, correspondant de l'Académie des inscriptions, l'un des hommes qui s'occupent dans nos provinces, avec le plus d'activité, de la recherche des anciens monumens de l'histoire. Ce document, que je

n'avois pu découvrir dans aucune bibliothèque de Paris, et dont ce savant a bien voulu me communiquer l'exemplaire, peut-être unique, dont il est propriétaire, a pour titre : *Us et coutumes d'Ollonne*. Ce n'est point une loi, ni même une coutume rédigée avec l'intervention de l'autorité publique; c'est l'ouvrage d'un particulier, nommé Charles Giraud, bourgeois, et maître de navire aux Sables. Il est donc du même genre que le *Guidon de la mer*, dont j'ai donné le texte, tome II, pages 369 et suivantes. L'auteur paroît avoir eu sous les yeux le *Consulat de la mer* : il traite, avec de très-grands détails, de la construction des navires, des obligations respectives des patrons, matelots, armateurs et chargeurs, et des pêches de la morue à Terre-Neuve. Ce petit ouvrage, ainsi qu'on le voit dans la préface, avoit déjà paru en 1644; il forme 1 volume in-12, de 134 pages, indépendamment de la table des matières.

Valin, que ses fonctions de procureur du roi à la Rochelle auroient pu mettre à portée de le connoître, ne l'indique et ne le cite point. M. de la Fontenelle m'a donc rendu un grand service en me le communiquant.

Je ferai aussi réimprimer un nouveau texte de la compilation de Wisby, d'après un manuscrit des archives de Dantzic, et la collation de quelques autres dont je n'avois pas eu connoissance.

Telles seront les principales additions. Je ne peux encore en indiquer d'autres moins considérables.

Une collection aussi volumineuse que celle dont j'ai fait l'entreprise ne sauroit se passer de tables chronologiques indiquant le volume dans lequel se trouve chaque document, et surtout d'une table alphabétique et raisonnée des matières; je m'occupe, dès à présent, de les composer. Je n'en confierai le soin à personne, parce qu'un tel travail ne peut être fait, avec quelque exactitude, que par l'auteur même de l'ouvrage.

Paris, ce 30 avril 1839.

COLLECTION

DE

LOIS MARITIMES

ANTÉRIEURES AU XVIII^e SIÈCLE.

CHAPITRE XXIX.

*Droit maritime de Venise et des pays maritimes
appartenant à l'Autriche.*

J'ai dit plusieurs fois, et peut-être me fera-t-on le reproche de répéter une observation dont la vérité est évidente, qu'un peuple qui doit sa puissance, ses richesses, son existence, au commerce maritime, a été conduit avec plus ou moins de promptitude, selon les formes de son organisation politique, à rédiger des lois pour servir de guide aux particuliers dans leurs négociations, et de règle aux magistrats dans la décision des contestations qu'elles produisoient.

Si les causes qui ont fait périr une multitude de documents anciens ne permettent pas de retrouver les lois maritimes rédigées par la république de Venise avant le XIII^e siècle, il est impossible de croire qu'antérieurement à cette époque on n'y suivit pas des usages traditionnels, fondés sur la jurisprudence des tribunaux, et même qu'on n'y eût pas fait des rédactions écrites de ces usages.

Venise est la plus ancienne des républiques maritimes de l'Italie au moyen âge (1).

A peine eut-elle été assez peuplée pour que ses habitants se livrassent au commerce lointain, qu'elle s'assura des relations avec l'empire grec. Ses navigateurs prirent une part active à la première croisade, et formèrent des comptoirs importants dans les ports de Syrie et de Palestine conquis par les princes latins.

(1) Paul. Diacon. lib. VI, ap. LIX. — Cassiodor. *Variarum*, lib. XII, ep. 24. — Guill. Apul. *De rebus Norman.* lib. IV.

Un état qui étend ainsi son commerce dans les pays étrangers a dû nécessairement commencer par l'exercer sur son propre territoire; et ce commerce a dû donner lieu, sinon à des lois proprement dites, du moins à des usages nés du besoin et consacrés par la jurisprudence. C'est ce qui a fait dire avec une grande raison à Bernard Justiniani, *ap. Grævium*, t. V, part. I, col. 109, en se reportant aux premiers temps de l'existence de Venise, *quis credat iudices non datos mercaturæ, non datos rei nauticæ?*

Sandi, qui reproduit la même opinion dans son *Istoria civile Veneziana*, t. II, part. I, lib. IV, pag. 785, s'appuie sur ce que, dans deux compilations de statuts criminels et de statuts civils faites en 1232 et en 1242, par ordre du doge Tiépolo, il est question des *Proveditori dei comuni, dei forestieri, dei consoli di mercanti, dei sopraconsoli*. Tout en reconnoissant que Sandi a raison au fond, je dois avouer que la compilation des statuts civils de 1242 ne contient rien de relatif, soit aux opérations du commerce, soit aux magistratures instituées pour le surveiller, le protéger, et rendre justice aux commerçans; que si le statut criminel de 1232 prévoyait quelques délits maritimes, il garde le silence, comme le statut civil, sur les autres objets.

Le même auteur assure du reste que ces magistratures, établies, soit pour l'administration, soit pour la distribution de la justice en matière commerciale, existoient au XIII^e siècle; je n'en doute point, surtout d'après ce que dit Marin dans sa *Storia civile e politica del commercio dei Veneziani*, t. III, pag. 179, que les causes commerciales jusque-là attribuées au suprême magistrat furent déléguées, en 1187, à des juges spéciaux; et le statut de 1255, dont je vais bientôt parler, en contient la preuve, notamment dans le chapitre XCVIII.

On ne connoît pas les règles d'après lesquelles ces juges se guidoient, mais on ne peut raisonnablement en conclure qu'il n'en ait pas existé. Tout ce qu'on doit dire, c'est que les textes ont été perdus, comme l'ont été une multitude de documens, principalement ceux qui, étant relatifs à la législation et aux usages coutumiers, n'offroient plus d'intérêt lorsqu'ils avoient été remplacés par des actes ou par des rédactions appropriés à de nouveaux besoins et à un nouvel état de choses.

Ce que je viens de dire sur la très-grande probabilité que Venise ait eu, dès les premiers temps de son existence, des lois ou des coutumes relatives à la navigation, est fortifié par des documens d'une autre espèce qu'il est utile de faire connoître.

Un privilège des empereurs Basile et Constantin, cité par Marin, sous la date de 991, et dont il rapporte quelques fragmens, t. I^{er}, pag. 114, et t. II, pag. 110 et 211, d'après un manuscrit appelé *Codice Trevisaneo*, dont il ne m'a pas été possible d'obtenir communication, garantit aux Vénitiens le droit d'être, dans l'empire grec, exempts de la juridiction des tribunaux ordinaires et de ne reconnoître d'autre juge que le logothète de la cour impériale.

Ce document, qui se réfère à un état de choses ancien, *secundum quod ab antiquo fuit consuetudo*, et par conséquent à un temps très-voisin de celui où les Vénitiens commencèrent à se livrer au commerce extérieur, ne constate point si, comme cela a eu lieu dans la suite, les Vénitiens étoient jugés par le logothète d'après leurs lois propres. Je suis porté à le croire. En prenant cette mesure, les empereurs de Constantinople conservoient quelques formes des anciennes institutions romaines, suivant lesquelles le *Prætor peregrinus* rendoit justice aux étrangers, conformément à leur droit propre ou aux principes du droit naturel et des gens.

La faveur accordée aux Vénitiens dans l'empire grec dépassa par la suite ces limites. Ils obtinrent dès le XI^e siècle, ce qui devint très-fréquent au moyen âge, et même ce qui, dans quelques pays, s'est conservé jusqu'à nos temps, que la république eût la faculté d'envoyer et d'entretenir à Constantinople des délégués, connus sous le nom de *Bailes*, chargés de juger les différends entre leurs compatriotes, sans aucune intervention des magistrats impériaux. Enfin leur influence et leurs exigences croissant de plus en plus, ils obtinrent, ce dont on n'avoit jamais eu d'exemple, que leur baile connoîtroit, même des contestations que les Vénitiens auroient avec des sujets de l'empire grec. C'est ce que constate un diplôme de 1199 [6707, ère de Constantinople] rapporté par Marin, appendice du tome III, pages 310 et suivantes.

Dans les pays conquis par les croisés en Syrie, un traité de 1117 accordoit à la république le *merum et mixtum imperium* sur les Vénitiens, et le droit de juger leurs contestations. Foscarini (1), qui cite ce document et nomme le magistrat alors délégué par la république, paroît croire que de semblables privilèges avoient déjà été obtenus (2). Le même écrivain, en rapportant les expressions d'un privilège concédé, ou plutôt renouvelé par le prince d'Antioche en 1167 (3), fait observer avec raison que les contestations des Vénitiens dans les dépendances de l'empire grec et en Palestine ne pouvoient avoir trait qu'au commerce et à la navigation; que les lois vénitiennes auxquelles ce document fait allusion, par les mots *eorum statuta*, devoient être des lois commerciales et maritimes, non moins qu'un simple droit civil.

Lorsqu'on voit la république de Venise si occupée du soin d'assurer à ses sujets les moyens d'être jugés en pays étranger par leurs juges nationaux et suivant leurs lois, il est évident qu'elle ne dut pas moins prendre des mesures pour que les affaires commerciales fussent aussi jugées dans son propre territoire avec promptitude et équité. C'étoit même un devoir de réciprocité envers les étrangers chez lesquels les Vénitiens s'étoient fait accorder ces garanties.

(1) *Della Veneziana letteratura*, pag. 15.

(2) Foscarini, page 15. — Marin, *Storia civile e politica*, etc. t. III, page 188.

(3) Dandolo, ap. Murat. *R. I. S.* t. XII, col. 158.

Il ne subsiste plus de documens qui constatent, d'une manière expresse, en quoi consistoient la législation et la jurisprudence maritimes des Vénitiens dans ces premiers siècles. Le plus ancien qui les fasse connoître est un statut de 1255 sur lequel j'aurai bientôt à donner quelques détails; car le code de 1232 se borne à prononcer des peines, dans le chapitre I^{er}, contre ceux qui pillent les naufragés, dans les chapitres XXII et XXIII, contre les matelots et les patrons qui n'exécutent pas leurs engagements, dans le chapitre XXVI, contre ceux qui vendent leurs navires en contravention à une loi prohibitive dont il ne rappelle, ni le texte ni la date.

Ce statut de 1255 n'est, toutefois, qu'une révision de réglemens antérieurs. On n'en peut douter lorsqu'on lit, dans le préambule, ces expressions remarquables : *Hæc sunt statuta et ordinamenta super navibus et lignis aliis quæ . . . emendata, reformata, et correctæ fuerunt . . . anno MCCLV*. Il est évident qu'on ne corrige, qu'on ne réforme que ce qui existe, et qu'en général, en matière de législation privée et usuelle surtout, on ne se livre à cette sorte de travail qu'après une assez longue expérience. D'ailleurs, on verra que le chapitre CXIII se réfère à d'autres lois qui existoient déjà sur la construction des navires, et auxquelles faisoit allusion le chapitre XXVI du code de 1232.

Il ne faut pas néanmoins s'exagérer l'importance du statut de 1255. Quoique fort étendu, puisqu'il se compose de cent vingt-neuf chapitres, dont quelques-uns très-détaillés, il est loin de former un corps de droit maritime. C'est presque en totalité une série de réglemens de police empreints d'un esprit local; et dans les parties qui concernent le droit maritime proprement dit, c'est plutôt une modification apportée, sur quelques points particuliers, aux lois romaines qui, selon moi, avoient continué de régir le pays, ou un supplément pour les cas que ces lois n'avoient pas résolus d'une manière assez précise et assez développée, qu'un véritable code rédigé dans une vue d'ensemble.

On ne peut douter, en effet, d'après les considérations que j'ai présentées tome I^{er}, page 139, et que j'ai eu occasion de reproduire tome IV, pages 547 et suivantes, qu'il n'existât à Venise, comme dans tous les autres états formés des débris de l'empire romain, un ancien droit commun indépendant des statuts spéciaux faits à diverses époques; droit qui avoit précédé ces statuts et qui continuoit d'être observé dans tous les cas où il n'avoit pas été modifié expressément.

Il dut, à plus forte raison, en être ainsi du droit maritime. Mais les lois romaines dont j'ai donné le texte, tome I^{er}, pages 179 et suivantes, ne prévoyoiént point un grand nombre de questions relatives à la police de la navigation, aux mesures propres à prévenir les accidens et les pertes occasionées par la mauvaise construction des navires et l'insuffisance des agrès ou des équipages, à la surcharge des navires, à leur police intérieure, aux obligations respectives des armateurs et des gens de mer. A plus forte raison

ces lois ne contenoient-elles ou n'offroient-elles que d'une manière insuffisante des règles sur la surveillance des ports et des expéditions, parce que, par leur nature et leur objet, ces règles doivent nécessairement être locales et variables.

On a vu, dans tous les documens dont sont composés les quatre premiers volumes de cette collection, avec quelle attention toutes les villes maritimes s'étoient occupées de ces importans objets, et Venise ne pouvoit manquer de prendre des mesures analogues.

D'un autre côté, les causes qui avoient porté à modifier le droit romain, ancienne législation du pays, dans plusieurs points relatifs au droit purement civil, c'est-à-dire des besoins nouveaux, décidèrent les Vénitiens à adopter des modifications dans le droit maritime.

La plus importante, je pourrois dire la seule, mais elle est immense, que constate le statut de 1255, est relative aux cas où il y avoit lieu à une contribution d'avaries.

Pour bien comprendre cette modification il est nécessaire de rappeler les principes du droit romain.

Les avaries, comme dans nos législations modernes, étoient divisées en deux classes : 1° avaries communes donnant lieu à la contribution chaque fois que la perte résultoit de la nécessité d'un sacrifice pour éviter un danger commun, *communis periculi removendi causâ* (*Dig.* lib. XIV, tit. 11, fr. 1, § 2, fr. 5, § 2.); 2° avaries particulières qui n'avoient point cette cause, et qui étoient supportées, sans espoir de contribution, par le propriétaire de la chose endommagée (*Dig.* *ibid.* fr. 2, *passim*).

Il ne paroît pas douteux que les sacrifices pour le salut commun, notamment le jet, ne fussent régis, à Venise, par les principes du droit romain. Cela résulte de ce qu'on ne trouve rien de contraire dans les statuts, qui, ainsi que je l'ai dit, étoient faits pour suppléer au silence du droit commun ou pour le modifier.

On en a d'ailleurs la preuve littérale. Les chapitres du statut de 1255 dont je vais bientôt expliquer les dispositions, en introduisant quelques cas nouveaux de contribution inconnus dans le droit romain, déclarent que, quant au mode de l'opérer, on procédera *secundum usum* (cap. XCI et XCII); et le même chapitre CVII résout un cas d'après le droit romain. En second lieu, un statut fait du temps de François Dandolo, c'est-à-dire au commencement du XIV^e siècle, voulant réformer quelques abus dans les opérations relatives à la contribution pour jet, refuse indemnité aux marchandises non inscrites sur le livre de l'écrivain qui auroient été sacrifiées, tout en les faisant contribuer lorsqu'elles étoient sauvées; c'est précisément la législation qu'on a trouvée dans les anciens statuts de Marseille, Gênes et Pise.

Ainsi les sacrifices pour le salut commun donnoient évidemment lieu à la contribution, chez les Vénitiens, conformément au principe du droit romain.

Mais, d'après ce droit, les choses prises ou déprédées par l'ennemi ne donnoient pas lieu à la contribution (*Dig.* lib. XIV, tit. II, fr. 2, § 3). Le chapitre CVIII du statut vénitien de 1255 modifia ce principe. Un autre, fait du temps de François Dandolo, maintient cette modification en attestant que si le navire ou quelques marchandises du chargement étoient pris par l'ennemi ou des pirates, l'usage étoit de réparer cette perte par contribution, de même que celles résultant du jet.

Le droit romain n'accordoit point à un armateur le droit d'exiger des chargeurs une contribution pour la détérioration de ses agrès (*Dig.* lib. XIV, tit. II, fr. 2, § 1; fr. 6). La législation vénitienne modifia cette règle d'une manière fort compliquée dans les chapitres LXXXIX, XC, XCI, XCII, XCIII et XCIV du statut de 1255.

On distingua parmi les agrès. S'il s'agissoit des mâts, des antennes et du timon, le propriétaire du navire ne pouvoit exiger des chargeurs aucune contribution (cap. LXXXIX, XCIV). A l'égard des autres agrès, tels que les ancres, cordages, voiles, etc., il devoit les réparer s'ils étoient jugés réparables. Lorsqu'on reconnoissoit qu'ils étoient irréparables, il devoit en acheter de neufs; mais la différence du prix de ces agrès neufs, comparé à la valeur des vieux, donnoit lieu à une contribution sur le navire, les marchandises et le fret des marchands et des passagers (cap. XCI).

Si un dommage arrivoit aux agrès, sans distinction, à l'occasion de la chasse donnée à l'ennemi ou par l'ennemi, la contribution avoit lieu (cap. XCII). Les passagers, c'est-à-dire les hommes voyageant pour leur personne et leur bagage, sans marchandises, n'y contribuoient pas. Le fret dû par eux étoit bien compris comme élément de la contribution; mais la part due par ce fret étoit supportée par le propriétaire du navire (cap. XCIII et XCIV).

Ce système, que n'adoptèrent point les villes maritimes d'Italie situées sur la Méditerranée occidentale, paroît avoir subsisté à Venise jusqu'à un statut du 9 juin 1428, qui se rapprocha beaucoup du droit commun sans y revenir complètement.

Mais les lois romaines continuoient de régir les négociations maritimes, dans tous les autres cas. Ainsi, pour en donner un exemple spécial, ni le statut de 1255, ni aucune autre loi connue antérieure à 1585, ne parle des prêts à la grosse. Il est impossible néanmoins de concevoir comment, dans un temps où les assurances n'étoient pas en usage, le contrat à la grosse n'auroit pas été un des plus puissans ressorts du commerce maritime vénitien.

La seule question qui n'est pas sans intérêt, et que toutefois on ne peut résoudre avec certitude, consisteroit à savoir si cette législation supplémentaire ou modificative a pris son origine dès les premiers momens où Venise a eu un commerce assez considérable pour rendre des lois nécessaires; si déjà elle existoit, lorsque des actes diplomatiques de 1127 et de 1167

consentis par des souverains étrangers, permettoient aux Vénitiens d'invoquer *eorum leges et statuta*.

Réduit à mes seules conjectures propres, je suis porté à croire que la législation vénitienne avoit, dès l'origine de la république, admis cette modification. On en trouvera du même genre, sans être littéralement semblables à celles qu'adoptèrent les Vénitiens, dans les *Ordinamenta et consuetudo maris* de Trani, rédigés en 1063, d'après les avis des marins les plus expérimentés de l'Adriatique, et dans un statut d'Ancône écrit en 1397. On peut donc croire que ce fut dans cette partie de la Méditerranée, par un système ancien et général, fondé sur des causes peu faciles à expliquer aujourd'hui, qu'on se décida à s'écarter du droit romain. Toutefois le statut de 1255 en est la première preuve que nous ayons relativement à Venise.

L'existence de ce statut et l'époque à laquelle il a été rédigé se trouvent attestées par Dandolo, dans sa Chronique (ap. Murat. *R. I. S.* t. XII, col. 363), et par Sanudo, dans les *Vite de' Duchi* (ap. Murat. *ibid.* t. XXII, col. 558). Sandi a rapporté leur témoignage, lib. IV, cap. IV; mais il se trompe en donnant à ce statut la date de 1252; Rainier n'a été nommé doge qu'en 1252, et Dandolo dit expressément que le statut a été fait la troisième année du dogat de ce prince; ce qui donne la date de 1255, précisément celle que porte le manuscrit.

On ne peut douter qu'il n'ait continué pendant longtemps d'être observé, puisque des lois de 1281 et du commencement du XIV^e siècle y ont apporté des corrections. Ces lois sont réunies à la fin du VI^e livre des *Statuta civilia Veneta*, compilés en 1347 par ordre du doge André Dandolo, sous le titre : *Additiones et correctiones super statutis navium et navigantium*. On a donc sujet d'être étonné que lorsque la collection des *Statuta civilia* a été imprimée, jamais on n'ait pensé à y insérer le statut de 1255, tandis qu'on imprimoit les additions et corrections qu'il avoit reçues jusqu'en 1347.

Foscarini, qui paroît avoir mis une grande importance à faire connoître le statut de 1255, dont il a décrit, page 16, un manuscrit appartenant au sénateur Quirini, descendant de l'un des rédacteurs, a essayé d'expliquer quel avoit pu être le droit maritime vénitien antérieur à ce code. Il suppose que d'abord la république fit des lois ou des statuts, désignés dans les privilèges de 1117 et 1167, cités plus haut, sous le nom de *eorum statuta*; qu'ensuite elle les abandonna pour le Consulat de la mer, adopté, selon lui, en 1215; et qu'enfin on se décida à rédiger le statut de 1255.

Marin a reproduit cette opinion, tome III, page 190, dans les termes suivans : *Non è luogo per ora di addur la ragione perchè i Veneti hanno adottato le leggi di Barcellona abbandonando le proprie, dovendosi in altra epoca più a proposito addurla. Basti dire che cambiate le circostanze un nuovo statuto mercantile venne a formarsi alla metà di quel secolo (XIII^e), non volendosi più servire di leggi straniere.*

Canciani exprime le même sentiment dans sa collection intitulée *Barbarorum leges*, t. V, page 344.

Ainsi, selon ces auteurs, les Vénitiens avoient d'abord eu des lois maritimes propres, dont le privilège de 1167 atteste l'existence; ils les abandonnèrent pour adopter, en 1215, les lois barcelonaises, c'est-à-dire le Consulat; puis, revenant sur cette mesure, ils voulurent avoir une législation maritime nationale, ce qui fut exécuté par la rédaction du statut de 1255.

Les faits et la raison s'accordent à repousser cette opinion; non pas en ce sens qu'il n'y auroit eu ni jurisprudence ni législation maritime à Venise avant 1255, ce qui est loin de ma pensée; mais en ce sens que je ne crois point qu'en 1215 on ait remplacé l'ancienne législation, quelle qu'elle ait été, par le Consulat de la mer.

Il est fort douteux que cette compilation existât en 1215, et la prétendue acceptation que Foscarini, Marin et Canciani allèguent d'après le document que j'ai soumis à un examen critique, t. II, pages 6 et suiv., n'a rien qui puisse fournir un appui raisonnable à leur sentiment.

Quand il seroit constant que le Consulat étoit déjà rédigé au commencement du XIII^e siècle, et même bien auparavant, s'il falloit en croire le document dit *des acceptations*, qui remonte jusqu'en 1075, comment les Vénitiens, après l'avoir adopté en 1215, pour remplacer leurs anciennes lois maritimes, aujourd'hui inconnues et sans doute très-incomplètes, auroient-ils, sur un essai qui auroit duré quarante ans seulement, pris de nouveau la résolution d'abandonner le Consulat, compilation très-développée, très-sage, très-utile, nonobstant sa fatigante diffusion, pour y substituer le statut de 1255, travail peu développé, extrêmement imparfait, et plus rempli de détails minutieux et locaux que de véritables principes de droit?

Mais, à part ces improbabilités, on ne voit pas comment il seroit possible d'expliquer pourquoi le statut de 1255 est à son tour tombé dans un oubli profond, et comment, au contraire, le Consulat de la mer a acquis, au XV^e siècle, un tel crédit à Venise, que c'est là qu'en ont été faites les premières traductions italiennes et leurs nombreuses éditions.

Sandi a voulu expliquer l'oubli dans lequel étoit tombé le statut de 1255, en disant qu'il avoit été remplacé par les lois maritimes contenues dans le livre VI des *Statuta*, compilé, comme on l'a vu, en 1347, par les soins d'André Dandolo; mais il commet une erreur matérielle. Loin de présenter un corps de législation maritime, que sans doute l'expérience auroit pu rendre plus parfait que le travail de 1255, les dispositions de la compilation de 1347 sont intitulées: *Additiones et correctiones super statutis navium et navigantium*. Elles se réfèrent à un code antérieur dont elles indiquent les chapitres; car, sauf la différence des chiffres, qui tient sans doute à ce que l'exemplaire officiel d'après lequel on faisoit les citations a disparu, et à ce que l'édition que nous possédons aujourd'hui a été faite sur une copie différemment numérotée,

il est incontestable que ces additions et corrections se rattachent au statut rédigé sous le dogat de Rainier, en 1255.

Ces dispositions additionnelles ne sont pas d'un seul contexte et d'une seule date. Il y en a une faite en 1281. Sandi parle d'une loi de 1302 qui avoit ordonné qu'on rassemblât les statuts et ordonnances publiés relativement à la navigation et au commerce; ce qui eut lieu effectivement en 1347, mais d'une manière imparfaite, puisqu'on n'y comprit point le statut de 1255, tandis qu'on recueilloit les additions qu'il avoit reçues.

D'après ces aperçus, l'histoire de la jurisprudence maritime de Venise me semble facile à expliquer. Dans l'origine, le petit nombre de procès que faisoit naître un commerce encore peu développé étoit jugé d'après les traditions du droit romain, de l'empire d'Orient, et peut-être aussi du document grec faussement appelé *droit rhodien*, annexé à la *Synopsis* des basiliques : on ne fit des lois que suivant l'occasion, à l'effet de pourvoir à des besoins nouveaux et à des cas que le droit commun n'offroit pas le moyen de résoudre, ou dans lesquels on avoit reconnu la nécessité de modifier ce même droit : ces lois, ainsi que le rendent évident la lecture du statut de 1255 et le statut des *malefici* de 1232, eurent pour objet, bien plus de donner des réglemens de police pour la navigation que de statuer sur les contrats relatifs au commerce maritime.

Le temps et l'expérience firent sentir le besoin de réunir ces modifications dans un seul corps, non pour être le code unique de la navigation vénitienne, mais pour que les juges, tout en se conformant au droit commun, connussent d'une manière précise en quoi et comment il y avoit été dérogé ou suppléé. Tel fut évidemment l'objet du statut ou plutôt de la révision de 1255. Les mêmes motifs rendirent encore nécessaires des modifications qui eurent lieu jusqu'en 1347, époque à laquelle le doge André Dandolo les réunit dans un appendice au livre VI des *Statuta civilia*.

Mais il est probable que, dans le siècle suivant, le Consulat, formé d'usages maritimes, non pas seulement propres à la Catalogne et aux pays dépendans des rois d'Aragon, mais rédigé par des hommes qui connoissoient parfaitement le commerce de la Méditerranée et même celui du golfe Adriatique, fut porté à Venise, par suite des relations de cette ville avec la Catalogne.

L'époque de la rédaction du Consulat est incertaine. J'ai dit, tome II, page 26, qu'elle pouvoit être fixée au plus tôt à la fin du XIII^e, et plus probablement au XIV^e siècle. La connoissance que j'ai récemment acquise de la traduction italienne du Consulat, imprimée en 1539, dont je vais bientôt parler, me fournit même un argument qui pourroit porter à considérer cette rédaction comme postérieure à 1340.

En effet, cette traduction de 1539 a été faite évidemment sur un texte catalan différent de l'édition de 1494 et de ses réimpressions, texte qui ne contenoit pas les chapitres CIX, CX, CXI, CXII et CXIII (154, 155, 156, 157,

et 158 des éditions catalanes vulgaires] ; à leur place étoient deux chapitres littéralement copiés des articles 1 et 2 d'une ordonnance de Pierre IV, de 1340.

Quelle que soit, du reste, l'opinion qu'on adopte sur l'époque de la rédaction du Consulat, un temps assez long a dû s'écouler avant que cette compilation fût connue et appréciée en Italie. D'abord, parce que l'imprimerie n'étant pas encore découverte, la propagation des écrits d'un pays à un autre étoit lente ; en second lieu, parce que les guerres acharnées qui existoient entre plusieurs des républiques d'Italie, Venise surtout, et la Catalogne, étoient un obstacle à l'adoption d'un travail composé dans un pays ennemi ; peut-être aussi parce que le style obscur et diffus du Consulat en rendoit l'intelligence peu facile.

La découverte de l'imprimerie, dans la seconde moitié du xv^e siècle, leva une partie de ces obstacles. Le Consulat de la mer acquit un grand crédit à Venise ; et les règles nombreuses et développées qu'il contenoit rendirent inutiles les lois précédentes, qui étoient loin d'avoir prévu un aussi grand nombre de questions. D'un autre côté, la partie purement réglementaire et de police contenue dans ces lois fut améliorée et changée par le résultat de l'expérience, comme c'est le sort des actes de cette espèce.

On n'éprouva plus le besoin de consulter le statut de 1255. Personne même, lorsque l'imprimerie eut été connue à Venise et y reçut une prodigieuse activité, ne songea à faire imprimer cet ancien document. Dédaigné par les légistes, pour qui on faisoit les compilations des lois, il n'auroit eu d'intérêt qu'aux yeux d'un petit nombre de savans, curieux de connoître les sources et les anciens documens de la jurisprudence ; et longtemps ces hommes patiens et laborieux ont été rares et dédaignés, ou du moins laissés sans encouragemens par les gouvernemens.

On peut douter même que l'exemplaire original du code de 1255 eût été conservé dans les archives vénitiennes, qui, malgré la jalouse surveillance des magistrats, n'étoient pas plus qu'ailleurs à l'abri des amateurs de manuscrits anciens. Sandi assure que, de son temps, on en connoissoit deux exemplaires, l'un dans la bibliothèque d'un couvent de Venise, l'autre dans la maison Gradenigo ; mais il ne paroît pas s'être mis en peine de les rechercher.

Ce fut tout le contraire pour le Consulat. On s'étoit empressé de l'imprimer en Catalogne, et, quoique l'édition qui passe pour *princeps* porte la date de 1494, il est moralement certain qu'il en a existé une plus ancienne, sans date, dont une déplorable incurie a laissé passer, de France en pays étranger, le seul exemplaire connu. J'en ai donné, t. II, pages 5 et suivantes, la description d'après Capinany, à qui une heureuse occasion s'offrit d'en prendre communication. La trop courte notice que nous en devons à ce savant ne permet pas de savoir exactement en quoi cette édition différoit de celle de

1494 ; mais il est incontestable qu'elle en différoit et qu'elle étoit plus ancienne.

La même édition, ou quelque autre différente de celle de 1494, servit à faire la première traduction italienne imprimée à Venise, sur laquelle je crois utile de donner des renseignemens qui, m'étant parvenus récemment, n'ont pu entrer dans ce que j'ai dit au chapitre XII de ma collection, sur les traductions italiennes du Consulat.

Cette première traduction a été, comme je l'ai dit, imprimée à Venise en 1539. Sandi, qui en parle, paroît ne l'avoir pas vue ; il assure même qu'on ne la trouve nulle part. Valsechi, dans son *Epistola de veteribus Pisanæ civitatis constitutis*, paroît mieux instruit. Il en donne la date exacte, page 32, et fait la remarque qu'elle diffère des éditions postérieures. Je n'avois pu être à même de la connoître jusqu'en 1835, époque à laquelle le savant et obligeant abbé Spotorno a bien voulu m'en communiquer un exemplaire récemment acquis par lui pour la bibliothèque de Gènes.

Il est facile, en la comparant, non-seulement aux éditions postérieures, dont la plus ancienne, celle de 1549, est décrite tome II de ma collection, pages 41 et suivantes, mais même aux textes catalans imprimés depuis et y compris 1494, de voir que le traducteur italien de 1539 a eu sous les yeux un texte différent.

Le volume est un petit in-4° de 122 feuillets, numérotés sur le recto en chiffres romains. Il a pour titre au frontispice : *Libro di Consolato nuovamente stampato e ricoretto, nel quale sono scritti capitoli e statuti e buone ordinationi che li antichi ordinerono per li casi de mercantie et di mare et mercante et marinari et patroni di navilio.*

Ce titre feroit presque croire qu'il y avoit eu une ou plusieurs éditions antérieures ; mais nous avons des preuves multipliées que, dans le langage des anciens imprimeurs d'Italie, le mot *nuovamente* signifioit *pour la première fois*, et non pas *de nouveau*. Je ne crois même pas qu'on doive être arrêté davantage par le mot *ricoretto*, qui me paroît s'appliquer plutôt au soin qu'on a mis à surveiller l'impression qu'à la correction d'une édition précédente.

A la suite de ce titre, qui porte au bas de la page le millésime de MDXXXIX, est une table de chapitres en neuf pages. La dixième et la onzième contiennent une dédicace de Jean-Baptiste Pedrezano à Martin Zornosa, consul de S. M. impériale et catholique à Venise. Ce Jean-Baptiste Pedrezano est très-probablement le traducteur, puisqu'à la fin du volume on lit : *Stampato in Vinegia per Giovanni Padoanno ad instantia de Giovan Battista Pedrezano.*

On peut être surpris que Pedrezano, qui dédioit son ouvrage au consul de Charles-Quint, empereur, et en même temps, comme roi d'Espagne, souverain de la Catalogne, n'ait point dit, ainsi qu'on le voit dans les éditions

postérieures, qu'il avoit traduit le Consulat *da lingua spagnuola nella nostra italiana*; mais cette omission est sans conséquence, car personne ne doute que l'original ne soit catalan.

Le Consulat commence immédiatement, dans cette édition de 1539, par une feuille numérotée 1. On n'y trouve point en tête les chapitres relatifs à la procédure devant le tribunal consulaire de Valence, qui, dans les éditions catalanes de 1494 et autres successives, forment les n^{os} 1 à 45. Ce fait est d'une grande importance, parce qu'il sert à corroborer les preuves que j'ai données t. II, pages 1 et 2, pour établir que ces chapitres étoient un hors-d'œuvre local qui n'avoit point originairement fait partie du Consulat.

Cette traduction ne contient pas le premier chapitre du véritable Consulat [édit. cat. 46], chapitre, il est vrai, très-insignifiant, puisqu'il a pour unique objet de faire connoître le but qu'on se propose dans la composition de l'ouvrage.

Elle réunit en un seul chapitre numéroté 1, les chapitres II et III suivant le texte que j'ai publié [édit. 47 et 48]. De même elle a omis le chapitre LXVIII, [113 des éditions catalanes]; réuni en un seul les chapitres LXXIII et LXXI [118 et 119]; omis entièrement, comme je l'ai déjà dit, page 9, les chapitres CIX, CX, CXI, CXII et CXIII [154, 155, 156, 157, 158], en place desquels sont deux chapitres empruntés d'une ordonnance du roi d'Aragon Pierre IV, de 1340; elle a enfin omis le chapitre CCLII [297].

Par le résultat de ces différences, la traduction italienne finit à un chapitre numéroté 226 et correspondant au chapitre CCLI du texte que j'ai publié [296 des éditions catalanes].

Cette traduction de 1539 ne contient point non plus les chapitres sur la course, ajoutés au véritable Consulat par les éditions catalanes, et qui, dans mon opinion, motivée sur les preuves que j'en ai données, tome II, pages 2 et 3, ne font point partie de cette compilation.

On n'y trouve point davantage la plupart des pièces annexées dans ces mêmes éditions. Seulement, sous le n^o 227, la traduction de 1539 a donné le chapitre 1^{er} d'une ordonnance de 1435, des magistrats de Barcelone, sur les faits maritimes, dont les éditions catalanes présentent le texte entier. Le chapitre suivant, numéroté encore 229, et les autres, jusques y compris le n^o 246, contiennent la presque totalité d'une ordonnance d'assurance des mêmes magistrats de 1484, ordonnance qui n'étoit qu'une refonte et une révision d'ordonnances sur le même objet, faites par ces magistrats en 1435, 1436, 1443, 1458 et 1461; le 247^e et dernier chapitre est l'extrait d'une ordonnance de ces magistrats, de 1349, sur les acceptations des lettres de change.

A la suite est la traduction du document dit *des acceptations*.

Jean-Baptiste Pedrezano, qui avoit fait cette traduction, imprimée en 1539, d'après un texte catalan évidemment autre que celui qu'on avoit imprimé à

Barcelone en 1494, ainsi qu'il est facile de le voir, eut sans doute connoissance de cette édition et s'en servit pour refaire ou plutôt pour compléter sa première traduction. C'est ce qu'il a exécuté en 1549, en faisant imprimer la nouvelle traduction dont j'ai donné la description, t. II, pages 41 et 42.

C'est la seule qui ait ensuite eu cours et dont il a été fait un grand nombre d'éditions toutes semblables, jusqu'à l'époque où Casaregis essaya d'en reviser le style pour éclaircir quelques passages obscurs, moins par la faute du traducteur que par celle de l'original. Ce savant jurisconsulte y a joint une explication, et le grand nombre d'éditions qu'on en a faites à Venise et dans toute l'Italie prouve combien le Consulat y étoit considéré.

Quoique tout porte à penser que le Consulat de la mer a été la règle des négociations maritimes et des jugemens y relatifs dans l'étendue de la république de Venise, je ne crois pas, comme le disent Foscarini, et après lui Marin et Canciani, qu'à une époque quelconque, plus ou moins ancienne, un acte de l'autorité publique eût adopté cette compilation. Ils ne se fondent que sur le faux document dit *des acceptations*.

Mais le Consulat acquit à Venise une autorité de confiance et d'estime qui souvent, et surtout en matière commerciale, est plus grande que celle d'une sanction officielle.

Il y eut quelquefois nécessité de prendre des mesures répressives contre les personnes qui enfreignoient leurs obligations, ou de statuer sur des objets que le Consulat n'avoit point prévus, notamment au sujet des assurances, qui ne paroissent avoir été bien connues à Venise qu'à la fin du xv^e siècle. Ce fut l'objet de quelques lois que je recueillerai dans le présent chapitre.

D'après ce que j'ai dit, les extraits, quoique peu importants, du statut de 1232, dit *Promissio maleficii*, commenceront le recueil des documens relatifs au droit maritime de Venise; je donnerai ensuite le statut de 1255.

Quoique Foscarini et Sandi en eussent parlé, Canciani est le seul auteur qui l'ait véritablement tiré de l'oubli dans lequel il étoit depuis plus de cinq siècles. Il l'a inséré à la fin du tome V, imprimé en 1792, de sa collection intitulée *Barbarorum leges*, sous le titre *Capitulare nauticum pro emporio Veneto*.

Il eût mieux fait, sans doute, de le publier séparément, que de l'enfouir dans une collection à laquelle il n'appartient, ni par son objet, ni par sa date, et où peu de personnes savent qu'il existe; mais il n'en a pas moins rendu un grand service. Les catastrophes qui ont frappé la république de Venise eussent prolongé et éternisé notre ignorance sur ce curieux document; le manuscrit eût probablement été transporté à la bibliothèque impériale de Vienne, comme l'a été le manuscrit authentique des Assises de Jérusalem, dont on n'aura jamais d'édition complète et exacte, si le gouver-

nement français laisse sans exécution la décision royale du 4 juillet 1829 qui en ordonne l'impression, d'après la magnifique copie offerte par le sénat de Venise à Louis XVI en 1791.

Un reproche plus grave pourroit être fait à Canciani, celui de n'avoir joint au texte original aucune note pour expliquer les mots de basse latinité locale ou les expressions techniques dont il n'étoit possible de connoître la signification que dans le lieu même, où ils sont probablement restés avec peu d'altération dans la langue du peuple.

Il est encore à regretter qu'il ne se soit pas occupé de rechercher ou de conférer plusieurs manuscrits. On a vu que Sandi en avoit connu deux; peut-être en existoit-il d'autres. Il est certain que le manuscrit connu de Foscarini est le même dont Canciani a fait usage; ce savant l'atteste. Seroit-il l'un des deux dont a parlé Sandi? Canciani ne s'en est point expliqué. Ce qui est certain, c'est que les lois modificatives recueillies par les soins d'André Dandolo, en 1347, désignent, sous le n° 80, un chapitre qui dans l'édition de Canciani est le 84°, et sous le n° 83, un chapitre qui est le 95°. Une collation de manuscrits, possible à Canciani, ne l'est pas pour moi, qui, malgré une longue correspondance, n'ai pu découvrir même si le manuscrit dont ce savant a fait usage existe encore. La collation eût été d'autant plus utile, qu'il est évident que le texte publié par Canciani contient des fautes qui rendent quelques chapitres très-difficiles à comprendre.

Dans l'impossibilité où je suis de faire mieux, je donnerai le texte publié par Canciani; texte qu'on peut, en quelque sorte, considérer comme inédit, à cause de la rareté et du prix de l'ouvrage dont il fait partie.

Les lois promulguées à Venise sur le commerce maritime suivront dans l'ordre de leurs dates. Je publierai en texte latin celles qui font partie du livre VI des *Statuta civilia*, parce que cette langue étoit encore celle des lois, et que l'italien, dont le latin est accompagné dans les éditions officielles, n'est qu'une traduction.

Pour la publication de ces textes latins et des lois rédigées en langue italienne, je me servirai des éditions officielles imprimées en 1527, 1586, 1638 et 1729. Mais ces éditions ne contiennent pas, j'ignore par quels motifs, quelques lois que j'ai trouvées seulement à la suite d'une édition du Consulat, commenté par Casaregis, imprimée en 1737, et dans la *Biblioteca di gius nautico*, commencée à Florence en 1782. J'ai vainement adressé des questions à Venise pour connoître si effectivement ces lois se trouvent sur les registres publics. Dans l'impossibilité où je suis de rien assurer à cet égard, comme je ne saurois suspecter la fidélité des éditeurs des deux ouvrages indiqués, j'en ferai usage pour publier les documens qu'on ne trouve point dans les éditions des *Statuta civilia*.

Les détails dans lesquels je suis entré sur les anciennes lois maritimes de

Venise étoient d'autant plus nécessaires qu'aucun des auteurs qui ont écrit l'histoire du droit maritime n'en avoit parlé. Lange, dans son *Introductio in notitiam, etc.*, indique, page 88, le livre VI des *Statuta civilia*, édition de 1638, comme contenant des dispositions sur le droit maritime. Jorio, dans son *Codice Ferdinando*, t. II, page 152, se borne à dire que les statuts de Venise ont été imprimés en 1626, sans dire un mot de ce qu'ils contiennent. Azuni, qui l'a presque toujours copié, qui, cependant, puisqu'il a composé ses ouvrages en 1796, 1804 et 1810, auroit dû connoître le recueil de Canciani, et surtout les *Statuta civilia*, imprimés depuis plus d'un siècle, s'est borné à quelques lignes insignifiantes.

Le recueil que je donne de tout ce qu'il m'a été possible de réunir des anciennes lois maritimes de Venise fera connoître que le droit commun, fondé sur les lois romaines, et modifié par les usages, notamment par ceux du Consulat, étoit le fond principal de cette législation. C'est une réflexion qu'on ne doit jamais perdre de vue lorsqu'on s'occupe du droit maritime du moyen âge. Tous les pays que Rome avoit soumis à ses lois continuèrent de les observer, avec quelques modifications qui, par la nature des choses, durent rarement s'appliquer aux règles fondamentales du droit maritime. Ces états éprouvèrent sans doute le besoin de suppléer au silence de l'ancien droit, de prescrire des mesures réglementaires résultant de leurs institutions publiques ou de leur situation locale; l'introduction des nouveaux contrats exigea des lois spéciales; mais, en général, tout ce que les coutumes écrites ou les statuts de chaque pays contiennent de relatif au droit maritime n'est qu'un supplément, un appendice au droit commun, qui le plus souvent consistoit dans des traditions.

C'est à une époque assez rapprochée de nous qu'on a cru devoir mettre tout en écrit, et consigner les législations maritime et commerciale dans des codes complets, méthodiques et distincts des corps de droit civil.

On a vu, dans les volumes précédens, que le code de Suède de 1667 et l'ordonnance de Louis XIV de 1681 sont les premiers monumens de ce genre.

Venise ne songea que très-tard à prendre une mesure semblable. Le *Codice per la Veneta mercantile marina*, qui régissoit cette république dans les dernières années de son existence, a été promulgué le 21 septembre 1786, et même a reçu quelques additions dans les années 1789 et 1791.

Les révolutions qui ont changé la face d'une partie de l'Europe ont enlevé à Venise, qui depuis longtemps n'étoit plus que l'ombre d'elle-même, une indépendance impossible à conserver. Devenue partie intégrante du royaume lombardo-vénitien, elle est régie, pour les négociations maritimes, par le code de commerce français promulgué dans l'Italie en 1808; et si le code de 1786 y a conservé quelque autorité, ce ne peut être que sous des rapports locaux, très-probablement modifiés par les réglemens postérieurs.

J'ai maintenant à parler de quelques pays qui ont dépendu de Venise. A la fin du x^e siècle, la république avoit commencé d'importantes conquêtes sur une partie du littoral septentrional et occidental de l'Adriatique.

La division de l'empire romain, faite par Théodose, en deux empires qui portèrent le nom d'Occident et d'Orient, avoit laissé l'Istrie, située au nord du golfe, parmi les dépendances du premier de ces empires; le reste de la côte orientale étoit attribué au second. Mais bientôt un peuple barbare inonda l'Illyrie. Les empereurs grecs purent seulement conserver quelques villes fortes situées sur le rivage de la mer; et dans l'impossibilité où ils étoient d'y entretenir des garnisons, ils rendirent aux habitans le droit de porter les armes et les moyens de se défendre (1). Ces villes ainsi abandonnées à elles-mêmes arrivèrent bientôt à l'indépendance, et furent en un état d'hostilité perpétuelle avec les Narentins, peuples d'origine esclavone qui, après s'être emparés de Naron, ville maritime, en firent le siège d'une redoutable piraterie.

Trop foibles pour résister à ces infatigables ennemis, les villes d'Istrie s'allièrent avec Venise et, au moyen de ce secours, vainquirent les Narentins et les îles de Curzola et de Lezinia, qui avoient fait cause commune avec ces pirates; mais bientôt vainqueurs et vaincus devinrent sujets de l'ambitieuse république, dont le doge prit le titre de souverain de la Dalmatie.

J'ai fait des recherches pour connoître si quelques-unes des villes maritimes de ces côtes avoient des statuts particuliers dans lesquels on pût trouver des dispositions relatives au droit maritime. Je n'en ai découvert que dans les statuts de l'île de Curzola et de la ville de Cattaro; le statut de Sebenico, dont j'ai eu l'occasion de me procurer une copie, n'en contient point.

Curzola avoit rédigé des statuts civils qui portent la date de 1214. Ils ont été imprimés en latin et en italien, en 1614, à Venise, 1 vol. in-4°, par ordre du provvediteur de Dalmatie et d'Albanie, J. B. Grimani, avec une réformation de 1394, et diverses additions ou explications faites à des époques postérieures.

Le statut principal de 1214 est le seul dans lequel on trouve quelques dispositions sur le droit maritime, formant les chapitres LXXXII et CXXVII. Mais l'insignifiance de ces chapitres annonce assez qu'il existoit dans ces parages, longtemps dépendans de l'empire grec, un droit commun maritime qui a dû consister dans les basiliques, et très-probablement dans la compilation dite *rhodienne* que j'ai publiée dans le tome I^{er}. Je fonde cette dernière conjecture sur ce que cette compilation admettoit des règles différentes du droit romain et des basiliques sur la contribution aux avaries, et que précisément, comme on l'a vu page 5, ces règles paroissent avoir eu un empire spécial dans l'Adriatique, ainsi que le prouve le statut de Venise de 1255,

(1) Constant. Porphyrog. *De administr. imp.* part. II, cap. LXIX.

et qu'on le verra dans les statuts d'Ancône et de Trani, tandis que le droit romain continuoît toujours d'être observé dans les ports de la Méditerranée occidentale.

Les mêmes considérations peuvent être appliquées à Cattaro et aux autres villes de la Dalmatie qui, après avoir été ravagées par les peuples barbares et laissées sans défense par l'empire grec, devinrent des repaires de pirates pendant leur orageuse indépendance, et finirent par se soumettre au gouvernement vénitien.

Le statut civil de Cattaro a été imprimé à Venise, en 1616, 1 vol. in-4°. Un grand nombre de chapitres contiennent des dates du XIV^e siècle, et sont probablement des intercalations faites dans une rédaction plus ancienne, dont je n'ai pu découvrir la date.

Les chapitres 70, 378, 379, 383 et 400, sont les seuls qui aient quelques rapports avec le droit maritime. Il est facile en les lisant, et surtout le chapitre 379, qui décide qu'une espèce particulière de dépenses dans la navigation entrera en contribution d'avarie, sans donner plus de développement à cette règle, d'en conclure qu'on suivoit à Cattaro et dans le reste de la Dalmatie un droit maritime commun, qui devoit être le même que celui dont j'ai parlé au sujet de Curzola.

Près de ces anciennes dépendances de l'empire vénitien étoit la petite république de Raguse, qui avoit et a toujours conservé un commerce maritime assez actif. Je n'ai pu me procurer aucun exemplaire de ses statuts civils, qui cependant ont été imprimés, puisque du Cange les cite, *voc. Strina*. La citation que fait ce savant est littéralement conforme au chapitre CCCLXXIX du statut de Cattaro. Très-probablement, et par les motifs expliqués plus haut, ils n'offrent point de dispositions plus expresses. On a dû suivre à Raguse les usages anciens et locaux des pays autrefois soumis à l'empire grec; et lorsque le Consulat de la mer a été connu dans l'Adriatique, il a dû y obtenir la même faveur qu'à Venise.

Toutes les anciennes provinces continentales de Venise, et cette ville elle-même, étant soumises actuellement à la domination autrichienne, comme dépendances du royaume lombardo-vénitien, ce seroit naturellement ici le lieu de parler du droit maritime de l'Autriche. Cette puissance possède depuis longtemps sur l'Adriatique le port de Trieste, qui a de plus en plus acquis de l'importance, et où presque tout l'ancien commerce maritime de Venise s'est porté. J'ai donc dû faire des recherches pour connoître le droit maritime de cette ville, antérieur au XVIII^e siècle.

Le statut civil rédigé en 1550, dont j'ai consulté une édition en langue latine et italienne, imprimée en 1625, ne m'a offert aucune disposition propre à entrer dans ma collection. Il contient seulement, dans la rubrique X du livre IV, quelques tarifs de douanes et quelques mesures propres à assurer la perception des droits.

Il est évident qu'à une époque où la navigation de Venise éclipsoit et annuloit en quelque sorte celle de Trieste, cette dernière ville dut adopter les usages suivis sur l'Adriatique, et emprunter la jurisprudence vénitienne. Le Consulat de la mer dut en conséquence y être connu dès qu'il le fut à Venise, et y servir de règle.

J'ignore s'il a été fait quelques lois maritimes pour Trieste avant 1700 ; j'en doute : jusqu'en 1719 que son port a été déclaré franc, et qu'elle n'a cessé de voir accroître sa prospérité, le commerce maritime y étoit peu considérable. Je ne connois que l'édit de Marie-Thérèse, du 25 avril 1774, dont je possède un exemplaire imprimé à Venise en 1816, avec diverses annexes. Cet édit est une sorte de code maritime assez étendu. Mais il n'entre point dans mon plan d'en recueillir le texte, ni de m'occuper des modifications ou des additions que cette législation a pu recevoir.

Les relations commerciales de Venise et des villes maritimes de l'Adriatique avec la Syrie, la Palestine, l'Égypte, étoient trop habituelles pour qu'on ait pu négliger d'y prendre des mesures contre l'invasion de la peste. A l'exception d'énonciations purement occasionnelles qu'offrent les lois des 16 avril 1605 et 13 septembre 1622, je n'en ai point trouvé d'écrites dans les documens que je publie. S'il s'y en étoit rencontré, je ne les aurois pas supprimées, quoique la collection de ces sortes de dispositions n'entre point dans mon plan.

Je dois dire cependant que Venise avoit très-anciennement organisé un lazaret pour la quarantaine des navires, des marchandises et des personnes venant de lieux suspects d'infection. J'ai trouvé la preuve de l'existence de réglemens sur cette matière faits en 1510 et 1572, refondus et développés dans celui du 31 octobre 1656, imprimé à Venise en la même année ; mais ces réglemens supposent l'établissement bien antérieur et d'un lazaret et de magistrats qui en avoient l'intendance, sous le nom de *Proveditori alla sanità*.

EXTRAITS

DES STATUTS DE VENISE ET DE L'AUTRICHE

RELATIFS AU DROIT MARITIME.

EXTRAIT DU STATUT CRIMINEL DE 1232.

CAP. I. *De illis qui ex naufragiis alicujus navis aliquid abstulerint.*

Statuentes statuimus, ut si deinceps aliqua navis, tam Venetorum, quam extraneorum, in toto districtu Venetiarum naufragium passa fuerit, quicumque ad navem illam iverit, et aliquid de bonis, vel habere (1), aut rebus ipsius navis, occasione auxilii, aut violenter abstulerit, reddere infra tertium diem debeat homini cujus fuerit, vel mansioni ejus, aut in commendatione locare (2) apud procuratores Sancti Marci, ejus nomine cujus erat. De quibus talem partem habebit, qualem nos, vel successores nostri cum nostro consilio habendam assignaverimus ei.

Quod si non ita fecerit, totum quod abstulerit, personæ cujus fuit in duplum debeat emendare, et nobis insuper bannum nostrum.

Volentes, ut ille cujus causa fuit, potestatem habeat comprobandi ei qui rem abstulit, quantum poterit de ablatis, et calumniandi eum insuper, ut, si de causa plus habuit, veritatem debeat per sacramentum exprimere, et quantum, et etiam omnes homines quos de bonis ipsius navis sciverit habuisse. Et totum, quod fuerit illi probatum, aut per sacramentum confessus fuerit ille habuisse, in duplum reddat personæ cujus causa fuit, nobis insuper bannum nostrum. Et si non habuerit, unde reddat, domus ejus ruinetur ad terram, et illum in vinculis tantum insuper debeamus habere, quousque det quæ habuit universa, et bannum nostrum.

CAP. XXII. *Qui acceperit communis rogam, seu alicujus navis marinaritiam, et servitium non fecerit, reddat in duplum.*

Item statuimus, ut quicumque communis rogam (3) acceperit, aut alicujus navis

(1) Les documens de Pise disent *apere*; voir du Cange, voc. *Habere*.

(2) Pour *collocare*, c'est-à-dire *mettre en dépôt*; les glossaires n'indiquent pas ce sens.

(3) Le sens générique de *roga* est bien déterminé par *marinaritia*, qu'on trouve ensuite; cependant je suppose une différence entre l'un et l'autre mot. Je crois que *roga communis* signifie les *arrhes* payées au nom de la ville pour engagement sur les navires de l'état, et *marinaritia navis*, l'à-compte sur le loyer qu'un matelot stipule avec le patron qui l'engage.

marinaritiam (1) (sive fugiat, sive non fugiat) servitium non fecerit quo rogam accepit vel marinaritiam, quicumque inventus fuerit, tamdiu debeat in carcere detineri quousque ipsam rogam vel marinaritiam reddat in duplum, et nobis bannum nostrum, nisi justum impedimentum habuisset, dum tamen rogam vel marinaritiam ipsam reddat. Quod si infra octo dies non fecerit frustetur, et bulletur (2).

CAP. XXIII. *De illis qui cum galea vel ligno, amicos Venetiarum offendunt* (3).

Statuimus etiam de his, qui cum galea vel ligno, a Venetiis exeuntes, amicos Venetiarum offenderint, illi omnes, qui illius prædæ, vel raubarie partem habuerint, reddere debeant universa; et ille, qui derobatus erit, tenendi se cui voluerit uni, vel pluribus de his qui partem illato sibi damno habuerint, habeat potestatem, si tamen ipse vel ipsi se non poterint per sacramentum defendere, quod nesciverint illos esse amicos Venetiarum.

CAP. XXVI. *De illis qui jurant non vendere navem suam contra statutum.*

Item statuimus, ut eorum quisque [qui], juramentum habet non vendere navem suam contra nostrum statutum (4), et eam vendiderit, perdat totum quod habet in mundo, et illud totum veniat in nostrum commune, et perjurus stridetur in scala (5).

STATUT MARITIME DE 1255 (6).

Hec sunt statuta et ordinamenta super navibus et lignis aliis que de mandato domini Raynerii Geno, Dei gratia incliti Veneciarum, Dalmacie, atque Chroacie Ducum cum suo consilio, emendata, reformati, et composita fuerint per viros nobiles Nicolaum Quirinum, Petrum Badoarium, et Marinum Dandulum, per ipsum dominum Ducem et in suum consilium majus et minus, et quadraginta, laudata et concione publica approbata, et voce Veneti populi confirmata, currente anno ab incarnatione Domini

(1) On a déjà vu, t. IV, page 569, note 6, que le statut de Pise désignait la solde ou le salaire des matelots par le mot *marinaraticum*. D'après l'explication que j'ai donnée dans la note précédente, il s'agit de l'a-compte donné au matelot engagé au moment de la location.

(2) Fouetté et marqué d'un fer chaud. On a vu, t. II, page 457, qu'après avoir prononcé la peine de mort contre les déserteurs, les recès anséatiques la modifièrent, et que celui de 1591 prononça celle de la marque avec un fer chaud. Cette peine étoit même plus ancienne; voir t. I^{er}, page 41.

(3) Ce chapitre est un des plus anciens monumens relatifs à la police de la mer pour la protection des navires amis; voir un statut de Pise, t. IV, page 586 de ma collection.

(4) Il n'est pas facile de connoître l'objet spécial de ce chapitre, parce que le statut auquel il se rapporte n'existe plus. C'étoit évidemment une mesure semblable à celle qui a longtemps subsisté dans les états modernes, et qu'on observe encore dans quelques-uns, de défendre la vente des navires nationaux à des étrangers: on en trouve la preuve dans le chapitre cxliii du statut de 1255 ci-après, où la même prohibition est rappelée.

(5) On voit par le chapitre xiv de notre statut et par le chapitre iv du livre V des *Statuta civilia*, que *stridare* signifie *proclamer*; le mot *scala* désigne l'escalier de Saint-Marc où se faisoient ces sortes d'exécutions.

(6) Voir ce que j'ai dit sur ce document, page 13. Canciani l'a intitulé *Capitulare nauticum pro emporio Veneto*; mais il ne paroît pas que le manuscrit porte ce titre. Les statuts qui l'ont modifié le nomment *Statuta navium et navigantium* ou *Statuta navium*. Je me suis conformé à l'orthographe de Canciani.

nostri Jesu-Christi MCCLV indictione prima (1), die VI intrante Augusto, in ecclesia beati Marci (2).

I. *Qualiter patroni naves et alia ligna corzatas debeant habere.*

Statuentes statuimus, quod patroni navium debeant dare naves suas bene corzatas (3), et calcatas (4) de foris, et paredos (5), et ambas cohopenuras, et vanum, et supervanum (6), et coredorium (7), et andicta (8), scermum (9), et barcham, et gondofam, sub pena librarum denariorum Venetorum XX pro quolibet centenatio milliari de eo

(1) Cette indiction ne paroît pas exacte; mais l'année 1255 n'en est pas moins véritable, puisqu'elle répond à la troisième du dogat de Rainier Zeno, celle précisément que donne Dandolo pour l'époque de la rédaction du statut.

(2) Ce document, comme les statuts génois publiés dans le tome IV, pages 439 et suivantes, contient un grand nombre de mots techniques locaux, relatifs à des parties d'un navire, à son équipement, aux agrès et aux armes, qui n'ont point été expliqués dans les glossaires, ou qui ne l'ont été que d'une manière imparfaite. Au moment où je me disposois à livrer mon manuscrit à l'impression, une heureuse circonstance m'a fait connoître M. Jal, chef de la section historique au ministère de la marine, qui m'a permis de prendre communication d'un mémoire sur les navires au temps de S. Louis, auquel l'Académie des inscriptions vient d'accorder l'une des trois médailles destinées aux meilleurs écrits sur les antiquités nationales. J'ai usé de cette faculté, et j'ai reconnu en le lisant que je m'étois mépris sur le sens de quelques mots techniques des statuts de Gazarie. Lorsque les mêmes mots ou des mots analogues se présenteront dans le statut de Venise, je profiterai de cette occasion pour me rectifier. Quant aux autres, j'en ferai l'objet des *addenda* que je me propose d'imprimer à la fin de mon ouvrage. Il est probable qu'à cette époque le mémoire de M. Jal aura été publié.

(3) Peut-être ce mot est-il pour *conzatas*, du verbe *conciare*, synonyme de *ornare*, d'après Carpentier. Le dialecte vénitien dit *conzare* pour *acconciare*, et ce mot *conzatus* se trouvera plus bas, dans le chapitre cxx. Le mot *corzatas* peut cependant être une corruption à la manière vénitienne de *corredatas*, ce qui donneroit le même sens.

(4) Ce mot ne vient point évidemment de *calcare*, même dans l'acception particulière que lui donne Carpentier, *bien visiter*. La jonction de *calcatas* à *de foris* annonce qu'il est pour *calfatas*, du verbe *calfatare*, signifiant, d'après du Cange, *clorre les fentes ou coutures d'un navire*; d'où nous avons fait *calfater*.

(5) Ce mot a très-évidemment le même sens que *paradisos*, qu'on lit dans la convention de transports maritimes faite en 1268 entre S. Louis et les Vénitiens (Leibnitz, *Codex diplomaticus*, pag. 24). D'après du Cange, voc. *Parada*, ce mot désigne des chambres du navire; mais cette explication laisse beaucoup à désirer, parce qu'elle n'indique, ni quelles étoient ces chambres, ni à quel point du navire elles étoient établies. On peut induire de ce que quelques auteurs ont dit des *parada* la même chose que les *paradisi*, que c'étoient des appartemens plus beaux et plus ornés que les autres chambres des navires, établis à l'avant, c'est-à-dire à la proue. M. Jal a examiné ce point dans son mémoire.

(6) Du Cange dit également que ce sont des parties du navire, et n'entre dans aucune autre explication. Il ne seroit pas impossible, au moyen de la transmutation si fréquente du *v* en *b*, que ce mot *vanum* fût resté dans notre langue, où nous appelons *banne*, suivant le dictionnaire de l'Académie, un abri destiné à garantir des injures de l'air. Le *vanum* devoit donc être un abri élevé au-dessus des chambres de l'arrière du navire; car c'est l'emplacement que paroît désigner le chapitre xxvi, ci-après. Le second abri dont on le surmontoit devoit s'appeler *supervannum*.

(7) Ce mot ne se trouve ni dans du Cange ni dans Carpentier. Le dictionnaire de l'Escallier nous apprendant que, dans l'ancien langage maritime, le mot *coursive* désignoit l'espace compris sur le plus haut pont entre le gaillard d'arrière et le gaillard d'avant, où l'on fait les manœuvres des mâts, et où pendant la navigation on place les chaloupes et canots. M. Jal pense que *corredorium* a cette signification, et qu'il n'est pas la même chose que *correrium* du statut génois de 1441; voir t. IV, page 482, note 4.

(8) Du Cange donne au mot *andictus*, qui dans notre statut auroit été *andictum*, le sens de *place, entrée*: suivant M. Jal, ce sont les petits ponts sur la coursive, pour communiquer du gaillard d'arrière au gaillard d'avant.

(9) Du Cange et Carpentier ne donnent point ce mot ni aucun analogue. Je serois porté à le considérer comme ayant la même signification que *schermo*, italien, signifiant *rempart*, et par analogie pouvant très-bien s'entendre d'un *parapet* ou autre ouvrage destiné à garantir des chutes ceux qui marchent sur le pont d'un navire. Ce qui me conduit à cette conjecture, c'est l'emploi du mot *schermo*, qu'on trouvera ci-après, page 87, dans une loi vénitienne de 1602, où il est dit que les effets des matelots peuvent y être placés: *che le portade di essi marinari siano poste sopra il schermo*, et même *sopra coperta*, par exception à la défense, toujours maintenue, de *caricarsi mercantia sopra copertura*.

quod navis fuerit extimata (1), que pena in nostrum comune deveniat; et hoc intelligimus de nave et quolibet ligno cohopto.

II. Quod naves et ligna cohopta debeant palmicari.

Affirmamus, quod navis et lignum aliud cohoptum palmizetur (2), sicut patroni fuerint concordés cum naulizatis (3), sub pena librarum veneciarum L; quam penam patroni solvere debeant, et deveniat in nostrum comune ipsa pena.

III. Quod naves debeant saornari.

Statuimus, quod cum navis fuerit mercatoribus naulizata, debeat saornari (4). Patroni (5) vocare debeant mercatores, qui sunt ituri in sua nave, et ab ipsis duos mercatores petere debeant, qui pro parte mercatorum navem debeant saornare, et ipsis assignatis, navis, expensis patronorum, debeat saornari, sicut mercatoribus et nauclerio et uni ex patronis videbitur convenire. Et si de hoc concordés non poterunt esse, unum quintum elligant quem voluerint, in concordia; ita navis debeat saornari. Et si de quinto tollendo ipsi non concordaverint, nos Dux, aut Bajulus, sive rector Veneciarum, qui fuerimus in ipsa terra in qua navis fuerit, ipsum quintum quem voluerimus, eis dare debeamus. Et si in eo loco fuerit rector pro nobis, et comuni Veneciarum et non fuerint alii mercatores navis, illum quintum quem voluerint, eis debeat assignare (6). Et sicut omnes vel major pars ipsorum in concordia venerit, ita patroni navem debeant saornare sub pena XX soldorum venetorum pro quolibet milliaro de eo quod navis fuerit extimata; que pena in nostrum comune deveniat. Et patroni, antequam navis sit saornata, non possint, neque debeant caricum recipere, nec imbolium (7), nisi de consensu et voluntate predictorum, vel majoris

(1) Il ne s'agit pas d'une appréciation de valeur, mais de ce que le navire est en état de porter.

(2) Espalmer un navire, c'est, après l'avoir chauffé, le frotter avec la main, d'un enduit de suif et d'autres matières mélangées, depuis la quille jusqu'à la flottaison, pour rendre sa marche plus facile. Ce mot *espalmare* est resté en usage sur la Méditerranée, et dans les documens latins il est exprimé par *palmizare* ou *palmicare*, comme le porte la rubrique; voir du Cange, voc. *Palmizare*.

(3) C'est-à-dire les marchands qui ont pris le navire à loyer. Le verbe *naulizare* paroît, par les documens du moyen âge, avoir été employé indistinctement dans deux sens, comme le mot *louer* en français, qui signifie *donner* et *prendre* à loyer. Le statut de Venise l'emploie généralement dans le second sens.

(4) C'est-à-dire *lester*. Le mot italien *savara*, dont les Vénitiens ont fait *saora*, signifie *lest*; il me paroît une corruption du mot latin *saburare*; voir Facciolati, *h. v.*

(5) Dans le statut de Venise, ce mot est synonyme de *dominus*, et ne signifie pas, comme dans beaucoup d'autres documens, *naucerus*, *ductor navis*, ni, comme en français, *patron de navire*. On conçoit donc qu'un navire pouvant appartenir à plusieurs, il y avoit plusieurs *patroni* d'un seul navire; les documens en langue vénitienne ont, comme on le verra, appelé ces copropriétaires *parcenepoli*. Le chef ou directeur du navire s'appeloit *naucerus*, *noclerius*, ainsi qu'il est dit plus bas, et dans le chapitre xxxvi.

(6) Cette phrase, que je reproduis littéralement, me paroît corrompue: il faut *non* après *loco*, et ce même mot *non* doit être supprimé avant *fuerint*; alors le sens est clair.

(7) Ce mot, souvent reproduit dans notre document, accompagne fréquemment *caricum*, mais avec une disjonctive, *aut*, *vel*, *nec*. Souvent, comme on le verra dans les chapitres cxvii et suivans, la mise ou imposition de marchandises sur un navire est présentée d'une manière différente dans ses effets, selon qu'elle a lieu *pro carico* ou *pro imbolio*. Si nous admettions qu'*imbolium* fût pour *emبولium*, *embola*, qu'on lit dans du Cange, ce mot seroit le synonyme de *caricum*, signifiant *chargement*; et cependant il doit y avoir une différence. Je pense qu'il ne faut pas chercher l'origine d'*imbolium* dans *emبولium*, *embolum*, *embola*, au moins d'après leur sens ordinaire. Mais on voit dans Carpentier qu'*imbogare* signifioit *lier* et *attacher*; on sait qu'en bonne latinité *involutum* signifie *enveloppe*; n'en pourroit-on pas conclure que par des corruptions et des transmutations de lettres, *imبولium* signifie ici, privativement, des choses chargées avec *couvertures* ou *enveloppes*. Il paroît que ce mot *emبولium* est devenu l'*imbogio* du dialecte vénitien, que les Italiens disent *invaglia*.

partis eorum sub pena predicta. Et si quintus ille, vel aliquis illorum supradictorum quatuor ad navem saornandam esse recusabit, rector noster illius loci in quo navis fuerit, debeat et possit illi vel illis penam imponere quam voluerit, et auferre. Et si navis fuerit in loco, in quo rector pro nobis et comune Veneciarum non fuerit, [et aliquis] predictorum ad saornandum navem esse recusaverit, penam librarum XXV incurat; que pena deveniat in nostrum comune. Et intelligimus hoc de nave et ligno quolibet cohopto.

IV. *Quod astringantur sacramento, qui in saornanda nave fuerint electi.*

Mandamus, quod omnes partes predicti, qui naves saornabunt, astringantur sacramento, quod bona fide, sine fraude navem saornabunt, sicut ipsis bonum videbitur pro salute navis in viatico (1) in quo debeat ire, et ipsis videbitur convenire. Et eciam si fuerint aliquae partes, in quibus rector non fuerit pro nobis et comune Veneciarum, predicti duo mercatores, qui pro parte mercatorum navem saornaverint, ipsam mensurabunt vel extimabunt simul cum scribano ipsius navis secundum tenorem de mensuracione statuti nostri, extimacionem navis, et omnia alia faciant, que continentur in ipso capitulo. Et hoc intelligimus de nave et omni ligno cohopto.

V. *De saorna non accipienda (2) de nave.*

Precipimus, postquam navis predicto ordine fuerit saornada (3), nihil de nave per aliquam personam de ipsa saorna extrahatur, vel minuatur modo aliquo vel ingenio, et si de ipsa saorna fuerit aliquid minuitum, vel extra navem projectum, patronus, vel patroni ipsius navis nostro comuni emendare teneatur soldos XX denariorum Venetorum parvorum per quodlibet milliare quod navis fuerit extimata; nisi causa necessitatis ad intrandum in portum Rivoalti, vel per voluntatem illorum qui navem ipsam habeant saornatam, foras projectum fuerit de saorna, et patroni nihil de pena teneantur. Et hoc de nave intelligimus et omni ligno cohopto.

VI. *De fero, plombo, vel stagno, et rame ponendo pro saorna, quod tantum de saorna foras extrahatur de nave.*

Statuimus, quod postquam navis fuerit saornata, si patroni navis plumbum et rame non laboratum, stagnum (4), fero (5), vel de omnibus istis quatuor simul tantum posuerint pro saorna, tantum possint de saorna extrahere, quantum posuerint de predictis quatuor rebus: et hoc sit presente naucerio et scribano ipsius navis. Si autem de ipsa saorna aliquid aliter extraheretur de navi, patroni navis nostro comuni emendare teneantur soldos XX denariorum parvorum pro quolibet milliario de tanto quanto ipsa navis fuerit extimata. Et hoc intelligimus de nave et ligno aliquo cohopto.

(1) Ce mot, que d'autres documens, et même notre statut, écrivent *viadium*, *viaggiu*, *viasium*, signifie, sans le moindre doute, *voyage*: souvent aussi il signifie *les provisions*, *l'argent* pour la traversée.

(2) Ce mot, qui peut-être a été ou a dû être écrit *excipienda*, signifie *extrahenda*, comme on le verra dans le texte: Cicéron l'a employé dans ce sens, *De republica*, lib. IV, cap. VIII.

(3) Forme italienne, du participe *saornata*, qu'on trouvera plus bas.

(4) Pour *stannum*, signifiant de l'étain; voir du Cange, *h. v.*

(5) Mot italien pour *ferrum*; on trouvera dans la suite, comme déjà on en a vu dans les documens de Gènes et de Pise, des mots italiens glissés dans une rédaction latine.

VII. *Quod navis convenienter ornetur.*

Dicimus, quod de arboribus et antenis et eciam antenis de dolone (1) et timonibus, navis et omne aliud lignum de milliariis CC et inde supra, decenter sit ornata.

VIII. *De ornatione coredum.*

Volumus, quod navis et alia ligna extimata de milliariis CC usque ad CCL, ancoras septem habeat, et endegarios (2) septem convenientes, canovos (3) novos in corcoma (4) septem, et alios canovos septem convenientes, et in vellis sic ornetur, sicut patroni cum naulizatis simul fuerint concordati.

IX. *De ornatione corredum (5).*

Affirmamus, quod navis vel aliud lignum extimatum de milliariis CCC usque ad CCCL, habeat X ancoras, endegarios X convenientes, canovos novos X in corcoma, et alios canovos XII (6) convenientes.

X. *De eodem.*

Stabilimus, quod navis vel aliud lignum extimatum de milliariis CCCC usque ad CCCCL, ancoras XIII habeat, endegarios XIII convenientes, canovos novos XIII in corcoma, et alios canovos XIII convenientes.

XI. *De eodem.*

Mandamus, quod navis vel aliud lignum extimatum de milliariis D usque DL, habeat ancoras XV, endegarios XV convenientes, canovos novos XV in corcoma, et alios canovos XV convenientes.

XII. *De eodem.*

Statuimus, quod navis vel aliud lignum, extimata vel extimatum de milliariis DC

(1) Isidore, *Originum* lib. XIX, cap. III, dit que ce mot signifie une petite voile, qu'on trouvera effectivement nommée dans le chapitre XVIII, ci-après : il s'agiroit donc des antennes auxquelles cette voile est attachée : il y en avoit plusieurs pour les cas de rechange ; voir la note 8 de la page 26.

(2) Ce mot ne se trouve dans aucun glossaire ; mais la place qu'il occupe après les *ancres* et le nombre égal exigé constatent, selon moi, qu'il s'agit d'accessoires aux ancres. Un de ces plus importants accessoires sont les *bouées*, puisqu'elles ont pour objet d'indiquer la place des ancres lorsque celles-ci sont au fond de la mer. Je ne connois point de terme latin spécial pour désigner une bouée ; mais du verbe *indicare* on a pu très-bien faire *indicarius*, *indecarius*, *endegarius*, et je crois que telle est la source de notre mot.

(3) Ce mot, qui n'est point dans les glossaires, vient évidemment de *canaba*, signifiant *chanvre*, nommé *canevo* dans le dialecte vénitien.

(4) Isidore, liv. XIX, chap. IV, § 2, met sur la voie que je crois véritable, en disant que le mot *spiræ* répond, en langage des marins, à *cucurba* ou *cocurba*, conservé dans le catalan *corcoba* ; voir du Cange, *Cucurba*. Le statut veut qu'on ait sur le navire pour les sept ancres, outre *septem canovos convenientes*, une réserve de *septem canovos novos in corcoma*. Ces sept câbles ne sont point attachés aux ancres ; ils sont pour le besoin ; ils doivent donc être en paquets, roulés, *spiræ* ; ce qu'on nomme *roulés en glène* ; voir l'Escallier, *h. voc.*

(5) Ce chapitre et les suivans, jusques et y compris le XVIII^e, répètent les noms des agrès désignés au chapitre précédent, avec des proportions différentes, suivant la portée du navire.

(6) Très-probablement il faut lire X ; mais Canciani n'en a pas fait la remarque.

usque DCL, habeat ancoras XVI, endegarios XVI, convenientes, canovos novos in corcoma XVI, et alios canovos XVI novos convenientes.

XIII. (*Deest titulus.*)

Dicimus, quod navis aut lignum extimata vel extimatum de milliariis DCC usque DCCL, habeat ancoras XVII, endegarios XVII convenientes, canovos novos XVII in corcoma, et alios canovos novos XVII convenientes.

XIV. *De eodem.*

Decernimus, quod navis aut lignum, extimata vel extimatum de milliariis DCCC usque DCCCL, habeat ancoras XVIII, endegarios XVIII convenientes, canovos novos XVIII in corcoma, et alios canovos novos XVIII convenientes.

XV. *De eodem.*

Confirmamus, quod navis aut lignum, extimata vel extimatum de milliariis DCCCC usque DCCCCL, habeat ancoras XIX, endegarios convenientes XIX, canovos novos in corcoma XX, et alios canovos XX convenientes.

XVI. *De eodem.*

Volumus, quod navis vel aliud lignum, extimata, vel extimatum de milliariis M, habeat ancoras XX, endegarios XX convenientes, canovos novos in corcoma XXII, et alios canovos XXII convenientes.

XVII. (*Deest titulus.*)

Decernimus, quod navis, vel buzo, aut buzonavis (1), vel aliud lignum, de CC milliariis usque ad CCC non completa, habeat canovos quos debet habere in corcoma, longos passibus LXII, et navis, vel buzo, aut buzonavis de milliariis CCC usque CCCC non completa, habeat canovos in corcoma longos passibus LXV, et navis, vel buzo, aut buzonavis de milliariis CCCC usque DL *non completa, in corcoma canovos longos de passibus LXX, et navis, vel buzo, vel buzonavis de milliariis* (2) DL usque DCC non completa, in corcoma canovos longos habeat de passibus LXXV, et navis, vel buzo, aut buzonavis de milliariis DCCC et inde supra, habeat canovos in corcoma de passibus LXXX. Ordinamus, quod omnes isti canovi sint convenientes in grossecia (3) secundum longitudinem illorum.

XVIII. *De vellis.*

Affirmamus, quod navis, vel buzo, aut buzonavis de milliariis CCC usque DC

(1) Ces mots, qu'explique l'italien *buzzo*, signifiant *ventre*, ont évidemment la même signification que *bussa* et *busa*, qui, d'après du Cange, désignent des navires de forte dimension. Il est bon de voir Marin, *Storia del commercio dei Veneziani*, t. IV, lib. II, cap. III.

(2) Tous ces mots, depuis *non completa*, ont été imprimés par Canciani en italique, très-probablement parce qu'il les a suppléés dans le manuscrit.

(3) Ce mot signifie *grosceur*, ainsi que l'explique Carpentier, voc. *Grossicies*.

in proda ita sit contiata (1) in vellis : habeat antimonem (2), terzarolum (3), et dolocium (4) unum de fustagno, vel de bambasio (5), et parpaglonem (6) unum de canevasa (7), in medio habeat majorem, et dolonem (8) unum de bambacio vel de baracame (9), et parpaglonem unum de canevasa.

XIX. (*Deest titulus.*)

Mandamus, quod navis, vel buzo, vel buzonavis, vel aliud lignum de milliariis DC et inde supra, sic ornetur in vellis : in proda habeat artimonem, terzarolum, et dolonem unum de fustagno, et de bambasino, et parpaglonem unum de canevasa ; in medio habeat majorem terzarolum et dolonem unum de bambacio, vel baracame, parpaglonem unum de canevasa.

XX. *De arboribus et antenis.*

Ordinamus, quod arbores et antenne cujuscunque navis vel ligni de CC milliariis et inde supra concientur de bovistis (10), et sostis (11), et sarcis convenienter.

XXI. *De novis mantis superfluis.*

Decernimus, quod navis, et buzo, et buzonavis, et aliud lignum de CCC milliariis usque ad DC, unum mantum novum superfluum (12) habere debeat; et navis vel aliud lignum de milliariis DC, et inde supra, habere debeat duos mantos novos superfluos.

XXII. *De emendatione defectus.*

Statuimus, quod si aliquis defectus fuerit in coredis, et ornamento navium, bu-

(1) Pour *conciata*; j'ai déjà expliqué, t. IV, page 589, note 4, et ci-dessus, page 21, note 3, que *conciare* étoit synonyme d'*ornare*.

(2) Pour *artemonem*, qu'on lit dans le chapitre suivant et dans tous les autres documens; tout le monde connoît ce mât et la voile qui en porte le nom.

(3) Le mot *terzarolus*, qui est écrit dans le chapitre suivant *tezzarolus* et quelquefois *teyssarolus*, désigne une voile du navire moins grande que celle d'artimon; voir du Cange, voc. *Tezzarolus*, *Teysserolus*.

(4) Voile différente du *dolo* ou *dolon*, dont il va être parlé.

(5) C'étoit aussi une voile faite avec du coton ou de la futaine; mais celle-ci étoit plus forte et plus épaisse; voir du Cange, *h. voc.*

(6) Si ce mot étoit le même que les documens génois écrivent *papafigus*, ce seroit une basse voile appelée maintenant *pacfi* (voir l'Escallier, *h. voc.*); mais il paroît plutôt avoir le sens de *parpaglione*, nom de très-petites voiles dans la langue italienne.

(7) C'est une toile de chanvre; voir du Cange, voc. *Canabacius*, *Canava*.

(8) Espèce de voile d'exception, dont on a vu, page 24, note 1, qu'Isidore n'avoit parlé sous le même nom; c'est la même que du Cange appelle *dalum*.

(9) Le texte constate suffisamment que cette voile n'étoit ni de toile de coton, ni de toile de lin. C'étoit une espèce de camelot, appelé encore par les Italiens *baracane*, et par nous *baracan* ou *bouracan*.

(10) Je n'ai trouvé ce mot dans aucun glossaire. M. Jal pense qu'il désigne les morceaux de cuir ou de basane dont on garnit les antennes pour que leur frottement contre les mâts soit moins dommageable.

(11) Du Cange dit que ce mot signifie une espèce de cordage, et c'est effectivement dans ce sens qu'on trouvera le mot italien *sosta*, dans l'article 14 du statut de Trani, où il signifie un cordage servant à tenir l'ancre. M. Jal croit néanmoins qu'ici ce mot signifie les étais des mâts.

(12) *Mantus* n'a, dans aucun dictionnaire, d'autre acception que celle de *manteau* ou *couverture*. Je crois qu'il signifie la tente destinée à abriter du soleil ou de la pluie, en quelque sorte le manteau du navire, voir le Consulat, chapitre CCIV [249]. Quant à *superfluis*, il désigne évidemment la destination pour le rechange.

zorum, buzonavium, vel aliorum lignorum predictorum, patroni lignorum illorum duplum naulizantium (1) teneantur emendare defectus.

XXIII. *De preparatione mantorum.*

Ordinamus, quod nulla navis de milliariis cc et inde supra, mantum habere debeat reperatum (2) in arbore de proda, et manti alii, qui fuerint in arboribus, sint convenientes. Patronus navis, qui sue navi mantum posuerit reperatum, aut poni fecerit modo aliquo vel ingenio, vel permittet, nostro comuni in duplo valimenti boni et novi mantis computatis illi navi, vel in simili, debeat emendare. Et hoc intelligimus in nave, et buzo, et buzonave, et alio ligno.

XXIV. *De preparatione coredum.*

Dicimus, quod quilibet navis et alia ligna de milliariis cc et inde supra, que de Veneciis exiverit, sit ornata de omnibus suis corredis secundum tenorem statuti nostri, sub pena dupli naulizamenti tocius defectus, et ipsam penam nostro comuni pacabit (3) patronus navis, si aliquid sibi defecerit de coredis. Et hoc intelligimus de nave, et buzo, et buzonave, et aliis lignis cohoptis.

XXV. (*Sine titulo.*)

Volumus, quod brulla (4) stupa, et acuti (5) debeant esse in expensis patronorum navium, et omnium lignorum cohoptorum de milliariis cc et inde supra.

XXVI. *Ubi patroni possint facere camerelas.*

Decernimus, quod patroni navium in pope navis possint facere camerelas sub vanno navis, et etiam sub coredorio, atque portam sentine versus popem usque ad antevannum, et in proda similiter a cathene colatoria (6) usque ad portam prode; et in alio loco non possint cameram facere sub pena xxx soldorum grossorum pro omni camera in alio loco facta, que pena in nostro comune deveniat. Et hoc intelligimus de nave, et buzo, et buzonave, et ligno cohopto.

(1) Canciani croit qu'il faut lire *naulizamenti*; je proposerois plutôt *valimentum*, comme au chapitre xli.

(2) Canciani propose de lire *repezatum*; et je crois qu'il a raison, car précisément dans le dialecte vénitien, *rapiecer*, *raccomoder*, se dit *repezzare*, au lieu de l'italien *rapezzare*.

(3) Ce mot, souvent et presque toujours écrit par un *g* dans les documents du moyen âge, signifie *payer*; voir du Cange, *h. voc.*

(4) Je crois que ce mot, qu'on ne trouve point dans les glossaires, a le sens de l'italien *brusca*, signifiant les objets qu'on brûle pour échauffer le navire dans l'opération de l'espalnage.

(5) Ces deux mots signifient l'étonpe et les clous nécessaires pour bien calfatier le navire.

(6) Ces deux mots désignent évidemment un point du navire. Voici l'opinion de M. Jal. Les constructions étoient peu solides. Dans l'origine on serroit fortement le navire, pour prévenir l'écartement, par des espèces de sangles, ce qu'on appeloit *circumstringere*, *substringere*; au moyen âge on y substitua, ou même on ajouta l'emploi d'une chaîne qui traversoit intérieurement le navire et en retenoit les parties. Il falloit que cette chaîne fût isolée, pour qu'on pût la rider ou la réparer; l'espace libre s'appeloit *colatorium* ou *colatoria catenæ*, c'est-à-dire *couloir*, *corridor de la chaîne*; et c'est pour assurer la liberté de cet espace que notre chapitre défend d'y établir *camerelas*. Il est question de cette chaîne dans le chapitre cxx [165] du Consulat de la mer.

XXVII. *Quod patroni facere debent expensas pro nave de portu Veneciarum trahenda.*

Precipimus, quod expense que fuerint pro navibus et lignis omnibus cohoptis de portu Veneciarum trahendis, sint super patronis navium et omnium lignorum facte (1).

XXVIII. *De marinariis habendis (2).*

Affirmamus, quod navis et omne aliud lignum de CC milliariis, habeat XX marinarios, et pro omnibus X milliariis, quod plus navis fuerit extimata, unum marinarium plus habere debeat. Si marinarius aliquis moriretur, vel navem reliquerit, patronus illius navis ipsum marinarium secundum ordinem et tenorem nostri statuti recuperare (3) debeat, ubi navis portum fecerit; aut qui (4) hoc fecerit contra, nostro comuni in duplum teneatur emendare marinariciam suam, scilicet comunalem, que in nave fuerit, pro quolibet marinario, qui navem defecerit.

XXIX. *De habere intromittendo marinariorum.*

Dicimus, quod si aliquis marinariorum moriretur, patrono sit licitum intromittere (5) tantum de bonis illius que fuerint in nave, quantum per rationem ipsi habere pertinet de residuo quod sibi pertinet habere, et debet servire.

XXX. *De trombatoribus et trombis habendis.*

Volumus, quod navis de cccc milliariis, que iverit extra culsum, habere debeat duos trombatores cum duabus trombis convenientibus, qui sint marinarii computati, et hoc sub pena xxv librarum per quenlibet trombatores, et nostro comuni ipsam penam patroni paccare teneantur. Similiter dicimus, quod omnis navis, que fuerit de cccc milliariis et inde supra, habere teneatur unam trombetam, et unum tamburlum, et duos timpanos (6), sub pena predicta. Et hoc intelligimus in nave et quolibet ligno.

XXXI. *De patronis, qui non possunt esse marinarii.*

Dicimus, quod nullus patronus possit esse marinarius sue navis, si tantum unus

(1) Tous les chapitres qui précèdent et celui-ci ne contiennent point, à proprement parler, de règles de droit commun; ils en supposent l'existence. D'après ce droit commun, celui qui prenoit l'engagement de faire transporter des hommes ou des marchandises devoit mettre le navire en bon état de navigation et le munir de tous les agrès nécessaires; c'est ce qui résulte de l'ensemble des textes du Digeste et des Basiliques, recueillis dans le tome I^{er}. Mais des réglemens locaux parurent nécessaires pour déterminer tout ce que l'armateur ou les armateurs devoient faire; et tel a été l'objet des vingt-sept premiers chapitres du statut, qui consacrent ou plutôt reconnoissent que toutes ces dépenses sont à la charge des propriétaires de navires.

(2) Après s'être occupé de l'équipement du navire, le statut parle des matelots qui doivent le monter.

(3) Ce mot doit signifier *remplacer*, quoique du Cange ne lui donne point cette acception.

(4) Le manuscrit porte à ce qu'il paroît *aut q.* Canciani a conservé l'abréviation et propose de lire *qui autem*; on pourroit même lire *autem qui*, ou, comme je l'ai imprimé, *aut qui*.

(5) Ce mot a ici une acception particulière, que du Cange, *h. voc.* explique très-bien. Il veut dire que le propriétaire envers qui le matelot étoit engagé peut retenir, sans doute pour en exiger le fret, une partie relative de ce que ce matelot avoit chargé. Il paroît résulter de l'ensemble de notre statut que les matelots ne recevoient point, en général, de solde; ils étoient payés par la gratuité du fret pour leurs chargemens particuliers.

(6) L'explication de ces mots se trouve dans tous les glossaires.

patronus, vel duo, fuerint in ipsa navi; salvo quod si fuerint tres (1), unus illorum possit esse marinarius; et si fuerint quatuor, duo illorum marinarii esse possint, et plus duobus patronis in aliqua navi esse non possint marinarii, sub pena librarum L nostre monete, quam penam quilibet illorum nostro comuni emendare teneatur, qui fecerit contra hoc statutum. Et hoc intelligimus de nave, et buzo, et buzonave, vel ligno alio de milliariis cc, et inde supra.

XXXII. *De illis qui non possunt esse marinarii.*

Statuimus, quod nullus minor XVIII annorum possit esse marinarius, et eciam nec miles, nec peregrinus, nec serviens in aliqua navi, marinarius possit esse. Patronus vero, qui in sua nave [minorem] XVIII annorum habuerit, vel militem, vel peregrinum, aut servientem pro marinario, nostro comuni, pro quolibet, libras xxv debeat emendare. Et hoc intelligimus in nave, et omni ligno cohopto de cc milliariis et inde supra.

XXXIII. *De tollendo sacramento marinariis.*

Jubemus, quod cum patronus pro sua nave acceperit marinarios, accipiat sacramentum ab eis; si marinarii fuerint minores XVIII annorum, et ipsis credat per sacramentum, patronus penam non incurat (2). Et hoc intelligimus de nave de cc milliariis, et omni ligno cohopto, et inde supra.

XXXIV. *De locis non habendis in nave.*

Affirmamus, quod marinarius, vel alius qui marinariam defenderunt (3), in nave mercatorum locum mercatoris dormiendi habere non possit de medio versus popem, nisi super bertescam (4) discovertam, que est supra corredorium, et supra vanum, excepto patrono marinario computato, qui dormire possit ab arbore de medio usque pope. Marinarius, vel aliquis alius, qui contra hoc fecerit, nostro comuni soldos x denariorum grossorum debeant emendare. Et hoc intelligimus de nave, et buzo, et buzonave, et omni ligno cohopte de cc milliariis, et inde supra.

XXXV. *De armis que marinarii tenentur habere (5).*

Statuimus, quod omnis marinarius de omni nave, vel de alio ligno de milliariis cc

(1) On peut voir par l'explication du mot *patronus*, que j'ai donnée note 5 de la page 22, comment il pouvoit y avoir trois patrons et même plus. C'étoient des copropriétaires, qui souvent même servoient comme matelots; mais notre chapitre a pour objet de limiter cette faculté.

(2) A cette époque, où il devoit exister une grande difficulté d'avoir la preuve authentique de l'âge, on veut que le propriétaire d'un navire ait une suffisante justification dans le serment du matelot engagé.

(3) Ce mot signifie évidemment, qui ont stipulé les conditions de leur engagement; mais du Cange ne donne point *defendere* dans cette acception. Elle est restée dans notre langage usuel; on dit à *prix défendu*, c'est-à-dire *débatu, convenu*.

(4) Du Cange, voc. *Berthesca*, se borne à dire que c'est une partie du navire exposée à l'air. On voit par le voyage de Marc Paul (édit. dite du *Millione*, cap. LXIV) que *bertesca* désignoit une tour élevée sur un navire, très-certainement au-dessus du *vannum* et du château d'avant. Pour éviter la surcharge du navire de ce côté, il n'étoit pas permis d'établir plusieurs bertesques, comme on le verra au chapitre CXXVI, ci-après.

(5) L'explication de ces armes, se trouvant dans tous les glossaires, me paroît inutile ici.

et inde supra, habeat unam capelinam (1) de corrio, aut helmum de corrio, vel de fero, et scutum, et zupam, et cultelum de ferire, et spatam, et lanceas III; marinarius qui libras XL et plus habebit pro marinaria (2), panceram (3), vel lameram de fero cum armis predictis habeat. Similiter nauclerius, si libras XL et plus habuerit, panceram vel lameram de fero, et unam balestram de corno cum c quadrellis cum armis supradictis habeat. Et hoc intelligimus quod in hoc capitulo continetur de omnibus supradictorum sub pena librarum x venetorum parvorum, quam solvere teneatur quilibet comuni Veneciarum.

XXXVI. *De noclerio, qui a navi tolli non potest.*

Ordinamus, quod omnis nauclerius et marinarius, qui navi servire tenetur, non possit tolli armis (4) per aliquod debitum (5), donec patrono servire teneatur (6).

XXXVII. *De armis que naves vel alia ligna debent habere (7).*

Precipimus, quod navis, et buzo, et buzonavis, vel aliud lignum de cc milliariis usque ad ccc non completa, teneantur habere duas panceras, duos capironos (8), duos helmos (9), vel duas capellinas, cum mascaris (10), lanzones (11) vel gitarolleas (12) centum, scutos II, balistras II de corno, II de strevo (13) et unam de pesarola (14) vel de turno (15), quadrellos c pro ballista de strevo, et L quadrellos pro ballesta de pesarolla, I croco (16), I pesarollam, cordas II, magistram unam pro omni ballista.

(1) *Capelline*, espèce de couvre-chef; voir du Cange, *h. voc.*

(2) On voit ici la preuve de ce que j'ai dit, page 28, note 3, que le loyer des matelots, *marinaria*, étoit payé par le fret gratuit d'une certaine partie de marchandises.

(3) Ce mot signifie, de même que *pancere* ou *panceria* de du Cange, une cuirasse.

(4) Je crois devoir indiquer la nécessité d'une correction dont Canciani ne s'est pas aperçu. Il faut, au lieu de *armis*, lire *a navi*, comme dans la rubrique.

(5) Ainsi autre est le *patronus*, autre est le *noclerius*. Le *patronus* est le propriétaire qui engage un *noclerius*, comme nos armateurs engagent un *patron*, maître ou capitaine; voir la note 5 de la page 22, ci-dessus.

(6) Cette prohibition d'exercer la contrainte par corps contre un homme engagé étoit, comme on l'a vu dans plusieurs statuts du moyen âge, une règle générale, dont le droit romain n'offroit pas de traces.

(7) Ici commence une nouvelle série de dispositions qui concernent la sûreté des navires et leurs chargemens.

(8) Ce mot, comme *caparo* de du Cange, signifie *chaperon*.

(9) *Heaume*, espèce de casque, du mot allemand *Helm*; voir du Cange, *h. voc.*

(10) Ce mot, de même que *mascaratus* de du Cange, signifie un masque propre à garantir le visage.

(11) Quoique, d'après Carpentier, ce mot paroisse signifier une longue lance, le nombre annonce assez qu'il ne peut s'agir que de javelots ou javelines.

(12) Ce mot, qui n'est point dans du Cange et Carpentier, annonce par sa racine *gittare*, italien, qu'il a le même sens que le précédent : le mot *vel* paroît d'ailleurs annoncer que c'est la même arme sous deux dénominations.

(13) Je saisis l'occasion de ce mot pour compléter la note 8 de la page 488 du tome IV. Sur la foi de la copie qu'on m'avoit envoyée de Gènes, j'ai écrit *strena*, et dans la note j'ai fait observer qu'un document antérieur portoit *streva*, en ajoutant que le sens de ce mot m'étoit inconnu; mais d'après du Cange, *voc. Strevus*, on voit qu'il s'agit d'une *arbalète à étrier*, espèce d'arme sur laquelle on peut consulter le glossaire de Sainte-Palaye, *voc. Archabestre*.

(14) Du Cange a connu ce mot sans en donner l'explication. Il s'agit d'une espèce particulière d'arbalète, qui avoit une partie ou un accessoire nommé *pesarola*, du genre des arbalètes qu'on bandoit à l'aide d'un tour, sans être la même chose; peut-être étoit-ce celle qu'on bandoit à l'aide d'une poulie.

(15) *Turnus*, que Canciani écrit indistinctement *turnus*, désigne le tour servant à bander l'arbalète.

(16) L'imprimé de Canciani porte *troco*; mais, sur la foi des chapitres xxxix et xl, j'ai corrigé ce mot, qui, d'après les détails donnés par les auteurs au sujet des arbalètes, est le véritable, et signifie *croc* ou *crochet*; Sainte-Palaye parle de ces sortes d'arbalètes.

XXXVIII. *Item de eodem capitulo.*

Asserimus, quod navis, et buzo, et buzonavis, vel aliud lignum de CCC milliariis usque D non completa, habere teneantur quatuor panceras, quatuor capironos, quatuor helmos vel capellinas cum mascheris, quatuor scutos, lanzonos vel gitarolas CC, ballistas duas de strevo, et duas de pesarola vel de torno, quadrellos L pro omni ballista de strevo, quadrellos L pro omni ballistra de turno vel pesarola, et duas cordas, et unam magistram pro omni ballistra.

XXXIX. *Idem.*

Mandamus, quod omnis navis de milliariis D usque DCC non completa, teneatur habere sex panceras, sex capironos, lanzonos et gittarolas CCC, *ballistas* sex de corno, tres de strevo, et tres de pesarola vel turno, CL quadrellos pro omni balestra de strevo, L pro omni balestra de pesarola vel de torno, tres crochos, tres tornos, tres pesarolas, duas cordas, unam magistram per quamlibet balistam.

XL. *Idem.*

Injungimus, quod navis, vel aliud lignum de DCC milliariis et inde supra, habeat octo panceras, octo capironos, octo helmos, vel capelinas cum mascheris, octo scutos, lanzones vel gitarollas CCCC, ballistas quatuor de corno, de strevo, ballestras quatuor de pesarola vel torno, quadrellos CL pro omni balestra de strevo, quadrellos L pro omni balestra de pesarola vel torno, quatuor crochos, quatuor tornos, quatuor pesarolas, duas cordas, unam magistram per omnem balistram.

XLI. *De emendatione armorum.*

Statuimus, quod si aliquis defectus in armis fuerit de istis quatuor capitulis supradictis, patronus vel marinarius navis (1), vel alius ligni, cui aliquid defecerit de predictis, valimentum de omni defectu in duplum comuni nostro debeat emendare.

XLII. *De statera in nave habenda (2).*

Volumus, quod patroni cujuslibet navis, vel alterius ligni de milliariis CC et inde supra, pro sua nave unam stateram habere debeant de justo pondere Veneciarum, cum qua, at minus libras DCC ad grossum, possint pesare sub pena soldorum grossorum XX, que pena in nostrum comune deveniat.

XLIII. *Ubi patroni navem intrare tenentur.*

Dicimus, quod si navis in ipsa ituros patronos plures habuerit, unus, at minus, in

(1) Le mot *marinarius* a ici le sens privatif de *noclerius*; il signifie le conducteur du navire. On prononce une peine contre le *patronus*, c'est-à-dire le propriétaire, ou contre le *marinarius*, conducteur de navire qui, tenant la place du propriétaire, est responsable de l'infraction à des règlements d'ordre public.

(2) Dans ce chapitre et quelques suivans on s'occupe du chargement des marchandises, et des obligations qui en résultent pour les armateurs envers les chargeurs.

navem intret, antequam navis transeat modulum sancti Nicolai in causa (1) omni die morando; similiter in reditu suo in Venecias moram in ipsa nave faciendo, usque dum navis non fuerit infra modulum predictum: patronus autem qui contra hoc fecerit, penam librarum L incurat; quam penam nostri consules in Veneciis exigere debeant et accipere infra XV dies, *postquam eis datum fuerit in notitia; et si dictam penam non poterint excutere, nos cum nostro consilio infra dies XV* (2), postquam nobis fuerit declaratum, ipsam in duplum accipere, vel accipi facere teneamur. Et hoc intelligimus de nave et ligno de milliariis CC, et inde supra.

XLIV. *De illis qui in nave morari possunt per patronos.*

Precipimus, quod si navis tantum unum patronum habuerit, qui cum nave ire teneatur, ille navem intrare debeat, antequam navis modulum transeat sancti Nicolai semper in ipsa morando. Similiter in reditu suo Venecias moram in navem ipsam faciendo, dum navis non fuerit infra predictum modulum, nisi patronus ille aliquem dimiserit loco sui, fratrem, filium, filium fratris vel sororis, consanguineum, vel parentem germanum, fratrem patris, vel matris, generum, vel cognatum; et omnem, prout sibi videbitur, poterit in nave dimittere de prædictis; et ille qui remanserit per patronum, ipsam potestatem habeat quam habuit qui navem reliquit. Et si predicta non observaverit que patroni observare tenentur, patronus qui eum dimisit loco sui, nostro comuni solvere teneatur *libras* (3) L, quam penam nostri consules excutere teneantur infra dies XV, postquam eis datum fuerit in noticia: et si dictam penam non poterint excutere, nos cum nostro consilio infra dies XV postquam nobis fuerit declaratum, ipsam penam in duplum tollere vel tolli facere teneamur. Nauclerius autem et marinarius sacramento teneatur, quam cito poterit nostris consulibus in Veneciis manifestare patronum, vel illum quem dimiserit loco sui, facientem contra predicta. Et hoc intelligimus in nave, buzo, et buzonave, et omni alio ligno de milliariis CC et inde supra.

XLV. *De marinariis et nauclerio qui navem tenentur intrare, antequam transeant modulum sancti Nicolai.*

Mandamus, quod nauclerius et marinarius navem intrare debeant, antequam navis ipsa transeat modulum sancti Nicolai, et de nave non exeat, nisi a patrono vel patronis navium, aut a naucleriis, vel a majori parte ipsorum sibi licentia data fuerit. Similiter in suo reddito in Venecias nullus de nave exeat, donec navis fuerit infra modulum predictum, aut licenciatus fuerit a prefatis (4) hominibus; tam in eundo quam redeundo due partes marinariorum semper sint in nave residenciam facientes. Qui autem fecerit contra predicta, pro omni die quo fuerit extra navem et steterit, penam

(1) Canciani propose de substituer *in ed*, et certainement cette leçon seroit bonne; mais *in causd*, pour signifier *afin de, dans le but de*, peut très-bien être admis dans un document dont la latinité est fort mauvaise.

(2) Canciani a imprimé ce qui commence à *postquam* en caractères italiques, parce que c'est sans doute un supplément qu'il a emprunté du chapitre suivant.

(3) Ce mot, imprimé en italique par Canciani, est une addition que le sens commandoit.

(4) S'il n'y a pas faute d'impression de la part de Canciani, qui a mis *prefatis*, il y a certainement erreur dans le manuscrit. Il faut *prefatis*, c'est-à-dire *nommés ci-dessus*.

soldorum XL incurat. Statuimus, quod a patrono vel patronis navis marinarii sacramento astringantur manifestare patrono vel patronis, ac scribano navis, nec non et bajulis et locorum rectoribus et civitatum, qui pro nobis et comuni Veneciarum fuerint in terris in quibus portum navis fecerit, facientes contra predicta; tunc vero rectores nostri vel bajuli dictam penam pro nostro comuni excutere (1) teneantur et accipere. Et in Veneciis marinarii infra octo dies, postquam Venecias intrabunt, manifestare nostris consulibus teneantur; et tunc nostri consules infra dies XV dictam penam teneantur excutere, postquam eis dictum fuerit: si autem dictam penam non poterunt excutere, nos cum nostro consilio infra dies XV, postquam nobis dictum fuerit, eam accipere vel accipi [et] tollere faciemus, de qua pena comune habeat duas partes, et accusator terciam. Hoc intelligimus in nave et omni ligno de CC milliariis, et inde supra (2).

XLVI. *Quod patroni non possunt marinarios cambiare.*

Confirmamus, quod patronus aliquem marinarium, quem in sua nave habuerit, in viatico vel viaticis non debeat cambiare, nisi de voluntate majoris partis mercatorum (3). Ipsius vero navis patronus, qui contra hoc fecerit, nostro comuni in duplum marinariam marinarii emendare teneatur. Ordinamus, quod omnes marinarii teneantur hoc manifestare scribano navis, aut bajulo, vel rectoribus, qui erunt in ipsis terris et locis pro comuni Veneciarum, in quibus naves portum fecerint. Si patronus minime observabit ante dicta, nostri bajuli vel rectores pro comuni Veneciarum a patrono illius navis dictam penam auferre debeant: si tollere non poterunt, nobis debeant suis literis intimare: marinarii autem infra dies XV postquam Venecias intrabunt, similiter debeant consulibus manifestare; et tunc dicti consules a patrono navis infra dies XV debeant dictam penam excutere; et si predictam penam excutere non poterint, nos cum nostro consilio infra dies XV postquam nobis datum fuerit in noticia, ipsam penam accipere, vel accipi facere teneamur. Et hoc intelligimus de nave et ligno alio de milliariis CC et inde supra.

XLVII. *De nave naulizanda.*

Affirmamus, quod nullus nisi qui navem juraverit (4), navem aliquam debeat naulizare, donec ipsa navis non fuerit naulizata usque ad tercium sui extimacionem (5).

(1) *Exiger, contraindre à payer*; voir du Cange, *h. voc.*

(2) On trouve ici une règle de droit commun maritime; dans tous les documents antérieurs et de cette époque, comme de nos jours, c'est pour les matelots une étroite obligation de ne pas sortir du navire.

(3) Cette obligation de se munir du consentement des chargeurs, qui paroîtroit aujourd'hui fort extraordinaire, étoit de droit commun; voir le Consulat de la mer, chapitre XLVII [92].

(4) Je ne crois pas que ce mot ait de rapport avec le serment exigé par le chapitre CXIII, ci-après, serment que des lois antérieures, refondues dans notre statut, avoient déjà prescrit, comme le prouve le chapitre XXVI du statut criminel de 1232, ci-dessus, page 20. On veut ici que celui-là seul qui a donné par son serment la garantie nécessaire puisse prendre à loyer le navire pour le premier tiers de sa portée. J'ai déjà expliqué, page 22, note 3, que le verbe *naulizare* est susceptible de deux sens, comme notre mot *louer*, qui signifie, ou donner ou prendre à loyer; et c'est encore dans ce dernier sens qu'il est employé ici. Ainsi, d'après cette explication, les premiers mots de notre chapitre me paroissent signifier que celui-là seul peut *prendre à location* un navire pour le premier tiers, qui a prêté un serment dont la formule est à la fin de notre chapitre.

(5) Suivant l'appréciation de la portée du navire d'après les règles données par le statut.

Quicumque vero contra hoc fecerit, et navem naulizaverit, penam soldorum v per quodlibet milliare incurat de tanto quanto navis fuerit extimata; quam penam nostri consules in Veneciis tollere debeant infra dies xv postquam eis dictum fuerit: et si accipere non poterunt, nos cum nostro consilio infra xv dies, postquam nobis fuerit dictum, ipsam tollere vel tolli facere faciemus; que pena in nostro comuni veniat. Ipse cum navem juraverit astringi debeat sacramento, cum navem voluerit (1) naulizare; inquiret vel inquire faciat sine fraude dilligenter, si correda illius navis, videlicet arbores, antene, timones, timonarie, fuerint magagnate (2), ipsis corredis dilligentissime cercatis; cum ad partes aliquas navis fuerit naulizata, si magagna aliqua in ipsis coredis inventa fuerit, vel sciverit, aut credetur, statim ipsam magagnam manifestabo (3) quam scivero vel credidero, et dicam primis naulizatis, tam si pro ipsis requisitus fuero, quam non; et si per eos interrogatus fuero, si alicui navem comiserit, ipsis dicam cui comisit. Similiter patronus, qui navem jurabit, teneatur sacramento habere predicta coreda et varnimenta (4) sue navis, et eciam marinarios quos secundum formam statuti habere tenetur; que sacramenta nostri consules ab eo recipere tenentur. Hoc intelligimus in nave et quolibet alio ligno de milliariis cc et inde supra.

XLVIII. *Quod non vendantur neque alienentur sarcia vel correda navis.*

Precipimus, quod patronus astringi debeat sacramento, quod non vendat, neque vendi faciat, neque alienabit, neque alienari faciet, modo aliquo vel ingenio, illa sarcia vel correda, vel aliquid ex eis, que in viatico, vel in viaticis, pro sua nave habuerit, nisi causa meliorandi pro utilitate ipsius navis illa sarcia, vel correda, vel ad subveniendam (5) in necessitate aliquam navem, cui necessaria fuerint ipsa sarcia vel correda; de quibus licitum sit patrono cum voluntate et consensu majoris partis naulizatorum et marinariorum ipsius navis vendere ex suis coredis vel sarcis illi navi: ita tamen quod illa correda vel sarcia, que vendiderit ipse patronus, quam cicius poterit per sacramentum recuperare teneatur. Patronus autem qui contra hoc fecerit in duplum valimentum corredi, quod vendiderit, debeat emendare nostro comuni (6). Et hoc intelligimus in nave et alio ligno de milliariis cc et inde supra.

XLIX. *De aliquo non ponendo super crucem.*

Item patroni astringantur sacramento, quod non ponent, neque poni facient,

(1) Le manuscrit porte *voluerit*, et Canciani a imprimé ce mot en faisant observer qu'il falloit *voluerit*. La nécessité de la correction est si évidente que je n'ai pas hésité à la faire.

(2) Voir la note 8 de la page 585 du tome IV de ma collection. Il est parlé de cette inspection du navire et des agrès par l'affrèteur dans le chapitre xi de la troisième partie de la compilation dite *Droit rhodien*.

(3) Il me paroît probable que le copiste a omis quelque chose dans le manuscrit. Canciani n'a point essayé de suppléer la lacune; il se borne à dire que ce passage du style indirect au style direct n'empêche pas de comprendre le sens; ce qui est vrai.

(4) Pour *garnimenta*, c'est-à-dire *les objets qui garnissent*; rien n'est plus commun que la transmutation du *g* en *v*.

(5) S'il n'y a pas de faute dans Canciani, il faut croire qu'on disoit *suvenire* pour *subvenire*; mais je n'en trouve point d'exemple dans les glossaires.

(6) Cette obligation des propriétaires de navires d'y conserver les agrès et de n'en pas diminuer la quantité, à moins d'urgence, étoit une règle de droit commun que constatent ou supposent plus ou moins explicitement les lois maritimes du moyen âge; voir le Consulat de la mer, chapitre XLVII [92].

neque etiam poni permittent aliquid super crucem (1), quod possit facere aliquod impedimentum ad rectam mensuracionem faciendam illius navis, sub pena dupli de omni eo quod posuerit. Et si illius patroni, vel illorum patronorum navis non fuerit, sed illi fuerit comissa (2), et ipse aut ipsi predictam penam solvere non poterit, patronus, vel patroni, cujus aut quorum navis fuerit, nostro comuni penam predictam debeat vel debeant emendare. Hoc intelligimus in nave et alio ligno de milliariis cc et inde supra.

L. *De tollendo sacramento a marinariis navium.*

Imponimus, cum patroni alicujus navis, vel alterius ligni, de milliariis cc et inde supra, pro sua nave aut ligno acceperit marinarios, et cum aliquo illorum fuerint concordés, talle ab ipso accipiat sacramentum. Hec est forma sacramenti, quod facere debent marinarii (3).

LI. *Capitulum sacramenti quod faciunt marinarii.*

Juro bona fide sine fraude, quod navem et correda et avere quod erit in nave, cujus sum marinarius, custodiam et salvabo; et in viazo isto non furabor nec furari faciam ultra soldos quinque (4) denariorum Venetorum parvorum in ipsa navi. Si vero per totum istum viazum aliquem scivero qui defraudabit ultra soldos quinque denariorum Venetorum parvorum in ipsa nave, ipsum, quam cito potero, patrono vel patronis istius navis, aut nauclerio, vel minus, quinque de naulizatoribus, si tanti erunt in ipsa nave, et si quinque non erunt, illis qui erunt, manifestare non tardabo. Et si aliquam magagnam scivero in arboribus ipsius navis, vel timonariis, timonibus, ipsam magagnam nauclerio, et penasio (5), et quinque naulizatis, si tanti fuerint naulizati in ipsa navi, et si tanti non fuerint, illis qui erunt, quam cicius potero, dicam et manifestabo. Similiter et si de saorna projectum fuerit extra navem, postquam fuerit saornata, avocatori comuni, si in Venecias intravero, manifestabo; et si ad partes aliquas ibo, in quibus fuerit rector pro domino Duce, et comuni Veneciarum, quam cicius potero dicam rectori ibidem moranti, nisi esset factum de comuni utilitate, et voluntate majoris partis illorum qui saornaverunt ipsam navem, aut pro cambio quatuor rerum, que inferius continentur, scilicet ferri, stagni, plumbi, et rami non laborati: dicendo mercatoribus, avocatoribus comunis, vel rectori supradicto, quanta fuerit illa saorna bona fide, que extra navem projecta fuerit. Et manifestabo patrono, vel patronis, scribano navis, nec non bajullo, vel rectori qui pro domino

(1) On a vu, t. IV, page 463, quelles étoient les précautions prises à Gênes pour qu'un signe visible permit de vérifier si un navire étoit surchargé. J'ai fait mon possible pour les expliquer. On trouve ici une mesure analogue; voir encore, ci-après, les chapitres LXXII et LXXV.

(2) *Donné en commande.* Le Consulat de la mer, chapitres CLXXIII [218] et suivants, contient beaucoup de détails sur les commandes de navire, et on trouve aussi des règles générales sur la matière dans les statuts de Marseille et de Gênes.

(3) Cette ligne me semble appartenir au chapitre suivant.

(4) C'est une chose assez bizarre que cette obligation de ne dénoncer que les vols excédant une certaine somme.

(5) Du Cange, voc. *Penarius*, cite un glossaire latin et grec d'après lequel ce mot auroit la même signification que le grec *ταμὴχος*, désignant un officier supérieur, peut-être celui qui préside aux manœuvres et à l'inspection du navire; voir la note 2 de la page 126, ci-après.

Duce, et communi Veneciarum in loco extiterit, in quo navis portum fecerit, et in Veneciis avocatoribus comunis in reddito meo, omnes facientes contra tenorem statuti de nave, postquam ipsa in eundo modulum transierit sancti Nicolai, vel antequam navis sit infra modulum predictum in redeundo, qui tenentur stare in ipsa nave secundum formam statuti. Et habeo arma in isto viazo sicut in statuto comunis Veneciarum continetur. Et si in illa navi ellectus fuero timonarius, non recusabo, nisi justum habuero impedimentum, a marinariis illud precium habendo (1), quod quicumque sentenciabunt, vel major pars illorum qui navem habent regere. Et si navis illa frangeretur, quod Deus avertat, ad recuperandum navem, res et merces, et correda ipsius stabo per quindecim dies, nisi remanserit per mercatores vel majorem partem eorum; de rebus quas recuperabo, per centenarium tres habebo, et non plus. Hoc intelligimus in nave et omni ligno de cc milliariis et inde supra.

LII. *De scribanis habendis.*

Mandamus, quod quelibet navis aut lignum de milliariis cc et inde supra duos scribanos habere debeat, qui scribere debeant omnes merces, et numerum, et pondere, que in nave caricabuntur, signo signantes; qui constitui debent, si accepti fuerint in Veneciis per nostros consules, vel majorem partem eorum. Si autem accepti fuerint in locis quibus per nos existit *rector*, constitui debeant de voluntate majoris partis *patronorum navis, et mercatorum* (2), et ipsius rectoris ibidem existentis. Et si fuerint accepti in loco in quo pro nobis et comune Veneciarum non fuerit rector, constitui debeant de voluntate majoris partis patronorum navis, et mercatorum, patronus tanquam unus ipsorum in ipsis computatus. Qui cum fuerint accepti examinentur, si ad istud officium fuerint sufficientes et legales. Patronus autem vel patroni, qui aliter scribanum vel scribanos accipient, vel accipiet, nostro comuni pro omni scribano emendare debeat vel debeant libras centum pro omni scribano; quam penam nostri consules in Veneciis infra dies xv postquam eis dictum fuerit excutere teneantur; similiter et rectores dictam penam teneantur excutere in omnibus locis quibus fuerint infra dies xv postquam eis dictum fuerit, et accipere. Et si predicti nostri bajuli, et consules ac rectores ipsam penam non poterint accipere, nos cum nostro consilio, infra xv dies postquam nobis dictum fuerit per nostros consules, bajulos et rectores, illam penam tolli faciemus predictam; de qua pena qui acusabit libras x denariorum debeat habere. Qui scribani in hunc modum jurare debeant, et facere sacramentum.

LIII. *Sacramentum scribanorum.*

Juro ad sancta Dei evangelia, quod scribam numerum et pondere et omnes merces que caricabuntur in nave, cujus sum scribanus, legaliter et bona fide; et omni ebdomada, usquedum navis non fuerit caricata, concors ero cum socio meo scribano de omni quod in quaterno meo scriptum habeo, et quod socius meus in suo quaterno scriptum habuerit, et quod ponderatum et caricatum erit in ipsa nave, aut positum sine pondere, quod propter defectum statere non posset ponderari, vel quia totum

(1) Voir la note 2 de la page 47, ci-après.

(2) Les mots imprimés en italique par Cantiani ont sans doute été suppléés par lui.

conveniensi non fuerit ponderandi; et in quaternio meo scribam omnia que socius meus scripta habebit in quaternio suo, que michi ad scribendum dabit, et que ipso presente ponderata fuerint et caricata, scribam; et nullam mercem scribam in quaternio meo, vel dabo socio meo ad scribendum, nisi illa, que ut dictum est fuerit pesata, vel de concordia patroni et mercatoris in nave fuerit posita, que non potuit pesari pro eo quod statera haberi non potuit, vel que non fuit conveniens ad pesandum, sicut sal, mandule, valania (1), granum, nuces, nucele, et res consimiles, pars quarum ponderari debeat; et cum merces caricabuntur, et pesabuntur, aut ponentur in nave de concordia patroni et mercatoris me presente, vel socio meo, scribam in quaternio meo nomen illius, cujus merces fuerint, et signabo signum illius, quod erit in colo (2) suo, aut fasso, vel bala; et dabo et presentabo omni mercatori et marinario, si voluerint recipere scriptum omnium suorum colorum, fassorum, et ballarum, et omnium aliarum suarum rerum, sicut scriptum habeo in quaternio meo, et dari faciam socio meo infra octo dies postquam navis vellum fecerit; et si ero ad partes aliquas, in quibus non fuerit rector pro domino Duce et comuni Veneciarum, ipsam navem cum caricata fuerit mensurabo simul cum scribano socio meo, et duobus mercatoribus illis, qui deputati fuerint ad ipsam caricandam et saornandam; et si navis ipsa ultra statutum erit caricata, totum illud quod plus caricatum fuerit de statuto, quanta miliaria fuerit vel cantaria cum eis legaliter extimabo, et scribam in quaternio meo ipsam quantitatem que ultra statutum plus fuerit caricata; et infra octo dies postquam in Venecias intravero, domino Duci, et ejus consilio in scriptis presentabo; et si ad aliquem locum navis portum fecerit, *ubi est* rector pro domino Duce, et comuni Veneciarum, dabo in scriptis ipsam quantitatem ipsi rectori qui ibidem steterit, et fuit: dum scapulus (3) fuero, si requisitus fuero de aliquibus rebus, que ad meum officium pertinebunt, secundum bonam meam conscientiam veritatem non tacebo. Item pesabo omnia, que a patrono et mercatoribus fuerint presentata, ipsis presentibus vel ipsorum nunciis pro utraque parte legaliter et bona fide. Hoc intelligimus in nave et omni ligno cooperto de milliariis cc et inde supra.

LIV. Quod merces iterum debeant pesari.

Precipimus, quod merces omnes debeant iterum pesari, que in alia nave caricabuntur, presente uno de scribanis; et omnes merces in nave posite camarate (4) computentur in milliariis, vel cantariis: si esset per defectum statere, quod tantum statera simul non levaret merces, aliquod non poterit ponderari, merces ille ponantur in nave, sicut patroni se cum naulizatis concordabunt; et si alique merces fuerint, que omnes non essent apte ad portandum (5), sicut sal, mandule, valenea, granum, nuces, et nucelle, et res consimiles, pars quarum debeat ponderari, reliqua vero computetur et ponetur in nave secundum rationem partis ponderate. Patronus, qui

(1) *Mandule* signifie des amandes, et *valania* des châtaignes; voir du Cange, *h. voc.*

(2) L'imprimé porte *loco*; Canciani croit qu'il faut lire *colo*, signifiant *colis*, encore usité. La suite du chapitre, ainsi que le chapitre LXXV du livre VI des *Statuta*, justifiant sa conjecture, j'ai fait la correction.

(3) Si, comme je crois l'avoir prouvé, t. IV, page 501, note 4, et page 507, note 3, *scapulus*, *scapolus*, *scapolatus*, signifient congédié, libéré d'un engagement, le sens de ce passage est facile à comprendre.

(4) Je n'ai trouvé ce mot dans aucun glossaire; mais, soit qu'on le considère comme adjectif de *merces*, soit qu'on le croie un adverbe, il doit signifier des marchandises encaissées; voir la note 1 de la page 149.

(5) Canciani propose de lire *ponderandum*; il faut évidemment ce mot, ou bien *ad pezandum*, comme dans le chapitre précédent.

contra hoc fecerit, duplum quantitatis nauli posite in sua nave sine pondere, vel aliter quod dictum est, nostro comuni debeat emendare, nos tenentes semper ad carum nabulum, quod in ipsa nave fuerit naulizatum. Hoc intelligimus in nave et omni alio ligno de milliariis CC et inde supra.

LV. *Quando consules mensurare tenentur naves* (1).

Affirmamus, quod nostri consules, vel major pars ipsorum in Veneciis teneantur, et ire debeant extra portum Rivoalti ad mensurandum naves secundum tenorem nostri statuti, postquam fuerint caricate, causa suum viacium faciendi; et si ultra statutum navem aliquam invenient caricatam, illud plus quod milliaria fuerint extimabunt; et omni milliari de toto illo quod ultra statutum plus caricatum fuerit, duplum nabulum a patronis ipsius navis exigere debeant, et accipere: et si penam illam auferre non poterunt, nobis, nostroque consilio debeant declarare, et nos cum nostro consilio infra XV dies, postquam nobis dictum fuerit, penam predictam auferre, vel accipi facere teneamur, nos tenentes ad carius naulum quod in ipsa fuerit naulizatum. Hoc intelligimus in nave et ligno alio cooperto de CC milliariis et inde supra.

LVI. *Quod potestates, duces, bajuli, castelani, consules debeant naves mensurare.*

Decernimus, quod potestates, duces, bajuli, consules, et rectores, vel ipsorum consilarii, qui pro nobis et comuni Veneciarum fuerint in terris, quibus naves Veneciarum fuerint, debeant ire ad mensurandum naves, postquam fuerint caricate causa suum viacium faciendi; et si plus navem invenient caricatam de statuto, illud plus extimabunt, quot miliaria vel cantaria fuerint, et totum superfluum in duplum nauli accipere debeant a patrono navis, semper se tenentes ad carius naulum, quod in ipsa nave fuerit naulizatum; quam penam nobis pro comuni Veneciarum mittere bona fide, quam cicius poterunt, teneantur: si tollere non poterint penam illam, nobis suis litteris intimabunt, et nos infra XV dies postquam sciverimus dictam penam a patronis, quorum naves erunt, vel ab illis quibus comisse fuerint, accipere vel tolli facere teneamur; videlicet, a navibus que caricabunt in Romaniam soldos XXXII iperperorum (2) pro omni iperpero; et a patronis navis que caricabit ultra mare, pro omni bizancio soldos XXVIII, et a patronis navium que caricabunt Carbo (3), vel in Barbaria, soldos XVIII pro omni bisancio; et a patronis navium que caricabunt in Ciciliam, et in Calabriam, et in Apuliam, pro omni uncia auri libras IX. Si vero predicti rectores, vel consilarii eorum ire non poterint ad mensurandas naves, sicut superius continetur, duobus legalibus hominibus vel (4) comittant, ab eis sacramentum accipientes, quod naves ipsas bona fide legaliter mensurabunt; et si ultra statutum navem aliquam invenerint caricatam, superfluum caricatum quot miliaria vel cantaria fuerint extimabunt, dantes eis in scriptis totum illud superfluum. Tunc autem

(1) Ce chapitre, ainsi que quelques-uns des précédens et des suivans, peuvent être comparés avec les statuts de Gênes pour connoître comment on prenoit partout des mesures contre la surcharge des navires.

(2) Voir, sur cette monnaie bysantine, du Cange, voc. *Hyperpera*.

(3) L'île de Gerbes, sur la côte de Tunis.

(4) Canciani croit ce mot superflu; peut-être se rapporte-t-il à un mot omis dans le manuscrit.

rectores nostri penam ipsam a patronis accipere debeant, vel nobis significare, ut est superius denotatum. Et si isti duo predicti ire recusabunt ad naves mensurandas, tunc rectores nostri possint ipsis penam vel penas imponere et auferre; et si tollere non poterunt, nobis debeant suis litteris intimare, et nos cum nostro consilio infra xv dies postquam nobis notificaverit, penam illam vel penas tollere vel tolli facere teneamur. Si autem aliqua navis ad talem partem venerit, in qua rector pro nobis et comuni Veneciarum non fuerit, duo mercatores *qui* ad navem saornandam fuerant deputati, et duo scribani ejusdem navis navem ipsam debeant mensurare; si vero navem ipsam ultra statutum invenerint caricatam, quot miliaria vel cantaria fuerit, illud superfluum quod fuerit caricatum extimabunt, et illud ponentes in scriptis in suo reditu in Venecias nobis infra octo dies postquam Venecias intraverint, presentabunt; et si in viatico illo Venecias non venerint, nobis suis litteris, quam cicius poterunt, denotabunt, et eciam rectoribus ipsarum terrarum, et nobis; et eis carius naulum, quod in ipsa fuerit naulizatum, ipsi rectores secundum ipsum naulum teneantur et debeant duplicem penam a patronibus qui plus caricabunt, excutere et accipere; et si excutere non poterunt, nobis teneantur suis litteris denotare, et nos cum nostro consilio dictam penam infra xv dies, postquam notificaverit accipere vel accipi facere teneamur. Hoc intelligimus de nave et ligno alio cooperto de milliariis cc et inde supra.

LVII. *Si naves mensurari non poterunt.*

Precipimus, ut omnes predicti qui naves mensurare tenentur ordine premissis eas iverint mensurare, impediende mare vel alia justa causa non poterunt mensurare, ipsam debeant bona fide legaliter extimare; et si plus ipsam invenerint caricatam, secundum modum ipsum superfluum extimabunt, et ordine superius comprehenso. Hoc intelligimus in nave et ligno de milliariis cc et inde supra.

LVIII. *Si navis fuerit mensurata quod nichil in nave potest poni.*

Inponimus, quod postquam aliqua navis, ut supradictum est, fuerit extimata, vel mensurata, si aliquid in ipsa positum fuerit, patronus navis illius duplum recepti (1) nabuli pro quantitate posita post mensurationem, nostro comuni emendare debeat, nos ad carius naulum semper tenentes, quod in ipsa fuerit naulizatum. Hoc intelligimus in nave et omni ligno de cc milliariis et inde supra.

LIX. *Quod inter duas covertas nichil habeat caricatum, nisi tantum imbolium, et victualia non debeat habere.*

Mandamus, quod nulla navis inter duas coopertas (2) caricatum habeat, nisi tantum imbolium, exceptis victualibus que ponuntur in glavam (3) pro illis homi-

(1) Canciani a imprimé *repti*; mais on il n'a pas vu, ou le copiste avoit omis le signe d'abréviation. Je n'ai donc pas hésité à imprimer *recepti*.

(2) On disoit aussi *covertas*, comme le constatent la rubrique et les chapitres suivans.

(3) Je n'ai trouvé ce mot dans aucun glossaire. Il a produit l'italien *giava*, signifiant chambre du navire, et le français *gavon*, employé pour les galères; voir l'Escallier, *h. v.* C'est très-probablement la même chose que *compagna*, *camera patroni*, *sala*, du statut génois de 1441; voir t. IV, page 464, note 1.

nibus qui sunt in nave. Super coverta de supra nulla mercis mittatur, nisi zambe-loti (1), et opera de seta; que omnia supradicta super coverta de supra cum voluntate mercatoris et patroni fuerint posita, in patronorum custodia non debeant permanere. Hoc intelligimus de omni nave et ligno de cc miliariis et inde supra.

LX. De victualibus ponendis inter duas covertas.

Volumus, quod si navis aliqua de victualibus caricabitur in aliis partibus hujus mundi (2) licitum sit patrono illius navis inter duas covertas ponere de victualibus, glava non impediante per nostra statuta ordinata. Hoc intelligimus in nave et ligno alio de miliariis cc et inde supra.

LXI. De mercibus in nave recipiendis.

Injungimus, quod quando mercatores et marinarii juxta navem et scalam (3) voluerint conducere suas merces, et ipsas patronis ad caricandum dare, antequam fiat hoc, ut convenienter possit recipi de noticia patroni, tunc patronus vel alius pro ipso permanendo, eas recipere teneantur, et in navem eciam caricare suis expensis. Similiter suis expensis teneantur patroni suas naves discaricare et dare mercatoribus et marinariis integre suas merces, et in nave vel plato (4) ponere, ubi navis discaricabitur. Patronus autem qui contra hoc fecerit, in duplum emendare teneatur mercatori vel marinario de omnibus que expendiderit pro suis mercibus tam caricando, quam discaricando. Et si patronus illud duplum emendare mercatori vel marinario recusabit, nos cum nostro consilio, postquam nobis in noticia datum fuerit, infra xv dies illud duplum tollere vel tolli facere, et dare mercatori vel marinariis teneamur. Hoc intelligimus de nave et omni alio ligno de cc miliariis et inde supra.

LXII. Quod patroni habeant in custodia merces mercatorum vel marinariorum per scriptum.

Dicimus, quod postquam merces in nave fuerint posite secundum tenorem et ordinem statuti, vel buzonave, et alio ligno de cc miliariis et inde supra, in patronorum custodia debeant permanere; et sicut in patroni custodia per scriptum merces receperit, ita eas per scriptum mercatori cum integritate restituere teneatur, excepto per forcium, per ignem, per fortunam temporis, aut quod extra projecte fuissent (5).

LXIII. Quando mercatores debent accipere merces suas.

Volumus, quod postquam navis vel aliud lignum de cc miliariis et inde supra in aliquo loco portum fecerit, in quod debeat discaricare, patronus cum properaverit (6) merces

(1) Des camelots, appelés en italien *ciambelotti*; voir du Cange, voc. *Cambellinum*.

(2) Pour *mundi*. Canciani a imprimé *modi*, en indiquant la nécessité d'une correction.

(3) Planche faisant pont, pour conduire de terre dans le navire.

(4) Bateau plat, que le statut de Pise, rapporté page 581 du tome IV, appelle *placta*.

(5) Ce chapitre et le précédent contiennent des règles de droit commun maritime, dont le principe étoit emprunté du titre ix du livre IV du Digeste, *Nautæ, cauponæ, etc.*

(6) Canciani propose de substituer *preparaverit*. Je n'en vois pas la nécessité. On emploie quelquefois *properare* pour *parare*; voir Virgile, *Æneid.* lib. VIII, vers. 454.

mercatoris ad portum ad discaricandum, notificet mercatori ut suas merces recipiat; et tunc mercator ipso die, vel alio, suas merces recipere teneatur. Omnis mercator qui hoc non fecerit, libras III omni die quod plus steterit suas merces recipere, patrono illius navis solvere tencatur; salvo per impedimentum mali temporis, et de mercibus vastatis, quod in Veneciis nostri consules, vel extra Venecias nostri rectores debeant diffinire.

LXIV. *De vastatione mercimoniarum.*

Volumus, cum merces mercatoris, postquam in nave vastabuntur, si de restauratione dampni mercator concors esse non poterit cum patrono, tunc nostri consules et rectores illius loci, in quo navis fuerit, illud dampnum, antequam merces extrahantur de nave, videre debeant, et stimare dampnum quod sit. Si vero dampnum in nave stimare non poterunt, merces discaricari faciant, ut illud dampnum stimare valeant. Facta existimatione, tunc dicti consules vel rectores de illo dampno possint et debeant fieri satisfacere mercatori, secundum quod ipsis de jure videbitur convenire. Salvo si patronus posset probare, quod illud dampnum fuisset occaxione ignem extinguendi, vel fortunam temporis habuisset, propter quam patronus penam aliquam non incurat; que probatio fieri et cognosci debeat et determinari per consules vel rectores predictos. Si vero merces aliter vastarentur, et videbitur supradictis quod occaxione patronorum evenisset, illi cujus merces fuerant, fiant satisfieri secundum stimationem dampni. Et si dampnum aliquod in oleo, vino, melle, et cucaro (1), vel aliud liquidum eveniret, si videbitur supradictis, quod occaxione patronorum eveniret, ipsi secundum stimationem dampni facient satisfieri. Et si aliter extraherent suas merces, nulla restauratio fiat eis. Si rectores illius loci, in quo navis fuerit, non poterit satisfieri facere mercatori, nobis debeant suis litteris quam cicius poterunt intimare: similiter in Veneciis nostri consules infra xv dies nobis debeant declarare; et nos cum nostro consilio infra xv dies postquam nobis a consulibus vel rectoribus nostris fuerit declaratum, mercatori secundum dampni stimationem satisfieri facere teneamur in duplum. Hoc intelligimus in nave et omni ligno de milliariis cc et inde supra.

LXV. *De mercibus que trahantur per pilum, quantum patroni solvere teneantur.*

Injungimus, quod de omni sacco bambacii de ultra mare qui de nave discarigabitur fuerit extractum per pilum (2), patronus ipsius navis libras VII pro omni sacco extracto per pilum, cujus sacus fuerit, debeat emendare: de omni sacco de Romania, vel Calabria, libras IV, et de omni sacco de lana de Toniso, vel Barbaria, libras VI, de omni sacco de lana rota, libras IV, et de omni sacco et storra (3) aliarum lanarum, soldos XL. Et si patroni recusarent solvere, nos cum nostro consilio infra xv dies postquam nobis dictum fuerit, solvi facere teneamur, dantes illi cujus sacus vel storia fuerit. Hoc intelligimus in nave et omni ligno de cc milliariis et inde supra.

(1) Du sucre, appelé en italien *zucchero*.

(2) On pourroit croire qu'il s'agit de marchandises qu'on met en *pile*, d'après du Cange, voc. *Pilum*. Cependant je présume qu'il s'agit de l'extraction par le moyen de leviers ou autres moteurs.

(3) Le tas; voir du Cange, voc. *Storia*, qu'on lit dans la suite du chapitre.

LXVI. *De cassellis in nave portandis.*

Mandamus, quod quilibet mercator, vel marinarius, aut miles, aut presbiter ipsius navis, tantum unam caselam (1) habeat in ipsa nave ad mittendum in ipsa quidquid voluerit; et nullus servitor in ipsa nave caselam habeat.

LXVII. *De mataraciis in nave portandis.*

Dicimus, quod omnes naulizati et marinarii potestatem habeant ponendi et portandi in nave unum mataracium de septem rotulis (2), et non plus; et si plus fuerit, de toto mataracio naulum solvat patrono: hoc ei locum habeat ut dictum est, si lectum non habuerit. Si lectum habuerit, et in nave posuerit mataracium, de ipso solvat naulum patrono.

LXVIII. *De portandis lignis in nave.*

Jubemus, quod nullus mercator vel marinarius ligna portet in nave, nisi quanta ei fuerit suficiencia usque ad locum ad quem est iturus; et totum lignum quod fuerit superfluum, patroni debeant habere (3). Hoc intelligimus in nave et omni ligno de cc miliaris et inde supra.

LXIX. *De vino in nave portando.*

Confirmamus, ut ituri ultra mare per totam Barbariam unum biguncium (4) de vino, et unum de aqua, et non plus omnis eorum habere possit in nave, tam eundo quam redeundo; ad omnes alias partes hujus mundi, duas partes de biguncio de vino, et duas partes de biguncio de aqua in nave portare debeat, et non plus. Quicunque plus portaverit, illud plus in suis miliaris vel cantariis debeat computari. Hoc intelligimus in nave et omni ligno de miliaris cc et inde supra.

LXX. *De farina et biscoto in nave portando.*

Statuimus, quod illi qui debent ire ultra mare, et ad omnes alias partes hujus mundi extra gulfum, quilibet de vobis portare possit duo staria et unam quartam inter farinam et biscotum tam eundo quam redeundo, eciam et in omni viatico, extra gulfum. Quicunque plus possuerit, totum illud plus in suis miliaris vel cantariis debeat computari (5).

(1) *Casela*, ou comme dans la rubrique *cassella*, signifie un petit coffre, une cassette; voir du Cange, voc. *Casella*.

(2) Des matelas du poids de sept rotuli. Le *rotulo* est un poids vénitien d'environ trente-deux onces; voir du Cange, voc. *Rotulo*. Federici, *De gli antichi duci. . . di Gaeta*, page 189, dit que le *rotolo* pèse trente-trois onces.

(3) Ce chapitre, le précédent et quelques-uns des suivans, ne sont pas sans intérêt pour les usages de la navigation au moyen âge. On voit que chacun de ceux qui alloient sur un navire chargeoit avec lui le mobilier et les autres objets nécessaires à ses besoins; mais le statut prend des précautions pour que, sous ce prétexte, nul n'emporte des objets dont il feroit le commerce, sans en payer le fret.

(4) Ce mot, qui n'est point dans du Cange, désigne une petite barrique de vin, en italien *bigoncia*.

(5) Cette disposition et celle du chapitre suivant justifient ce que j'ai dit dans la note 3 ci-dessus.

LXXI. (*Deest titulus.*)

Volumus, quod si aliquis plus in nave possuerit quod ponere non debeat, de illo plus in nave posito duplum nauli carioris patrono navis solvere teneatur. Hoc intelligimus in nave et omni ligno de CC milliariis et inde supra.

LXXII. *Quantum navis et ligna caricari debeant super crucem.*

Affirmamus, quod navis vel aliud lignum de milliariis CC et inde supra, super crucem que plus est sub aqua debeat caricari tantum duobus pedibus et quarta, et hoc a primo die quo velum fecerit usque ad quinque annos; et a quinque annis usque ad septem tantum possit duobus pedibus caricari; et a septem annis supra, uno pede et medio possit caricari. Patronus qui contra hoc fecerit, nauli duplum de omni eo quod plus caricaverit, nostro comuni emendare teneatur de omni caro naulo quod in ipsa nave vel ligno fuerit naulizatum (1).

LXXIII. *De nave et lignis que caricabuntur de peregrinis.*

Mandamus, quod navis aliqua in Veneciis vel extra Venecias, que tota peregrinis fuerit naulizata, licitum sit patrono ipsam carigare, sicut cum peregrinis in concordia fuerit. Si plus caricaverit, nostro comuni in duplum debeat emendare. Hoc intelligimus in nave et alio ligno de CC miliariis et inde supra.

LXXIV. *De lignis et nave que caricabuntur de victualibus.*

Dicimus, quod navis vel aliud lignum de CC miliariis et inde supra, que caricabitur de victualibus, vel de sale, per cultum nostrum euntes aut venientes, ut cum naulizatis concordabunt, caricari debeant. Si autem plus caricaverit, illud quod receperit in duplum nostro comuni debeat emendare.

LXXV. *De nave et ligno quod caricabitur extra cultum Veneciarum.*

Imponimus, quod navis vel aliud lignum de CC miliariis et inde supra, quod infra nostrum cultum navigaverit, et de mercibus caricaverit, tantum duobus et medio pedibus super crucem que magis est sub aqua debeat caricari; et hoc primo postquam velum fecerit usque ad septem annos. Si plus caricabit, duplum nauli de ipsa quantitate nostro comuni debeat emendare, ita quod tenere debeamus ad carius naulum quod in ipsa nave fuerit naulizatum. Navis que a septem annis supra fuerit, navigaverit per ipsum gulfum, tantum duobus pedibus super dictam crucem sub pena predicta debeat caricari (2).

(1) Quoique le chapitre XLIX eût interdit cette surcharge, il paroît qu'on la toléroît, dans certaines proportions, selon que le navire étoit plus ou moins vieux.

(2) Ce chapitre sembleroit faire une véritable antinomie avec le LXXII^e, si l'on n'admettoit pas une distinction d'après la nature du voyage. Ici il s'agit de navires qui vont *extra* ou *infra gulfum*, c'est-à-dire hors de l'Adriatique. Ces expressions ne se trouvant point dans le chapitre LXXII, on peut croire qu'il s'entend des voyages intérieurs.

LXXVI. *Idem.*

Confirmamus, quod navis vel alia ligna de cc miliariis et inde supra, que in culfo occasione eundi extra culfum de victualibus caricabunt, tantum duobus pedibus et medio super crucem que plus est sub aqua possint caricari, et hoc postquam velum fecerit usque ad septem annos; a septem annis supradictis in antea, duobus pedibus tantum. Patronus qui contra hoc fecerit, naulum duplum de omni eo quod plus caricaverit, nostro comuni debeat emendare, ita ut nos semper teneamus ad carius naulum quod in ipso fuerit naulizatum (1).

LXXVII. *De valania caricanda.*

Volumus, quod navis vel aliud lignum de cc miliariis et inde supra, quod vel que caricabitur de valania, in quo vel in qua non fuerint mercatores, tantum duobus pedibus et dimidio debeant caricari. Valania tantum poni debeat ubi sibi melius placuerit, excepto super cooperta superiori et glava; que debet dimitti per naves que veniunt de Romania (2).

LXXVIII. *De ajutorio in navi dando in necessitate.*

Dicimus, quod postquam navis de portu exiverit, et contigerit ut cum alia nave, cui fuerit aqua molata (3) vel fuerit periculata, se viserit (4), ipsam invenerit in aliquo portu, liceat patrono ejusdem navis et illis qui fuerint in ipsa nave, de rebus ipsius navis ad suam voluntatem recipere cum consensu et voluntate majoris partis mercatorum et marinariorum, ponendo eas ubi melius vobis placuerit. Si autem propter hoc patronus plus caricaverit, penam aliquam non incurat (5). Patronus qui contra hunc ordinem fecerit, totum naulum quod recipiet de rebus illis nostro comuni debeat emendare. Hoc intelligimus in nave et omni ligno de miliariis cc et inde supra.

LXXIX. *De naulo non recipiendo.*

Ordinamus, quod navis que de aliquo portu exiverit de aliqua parte, et intraverit in aliquo loco in quo naulum habere poterit, non debeat recipere aliquod naulum nisi cum majori parte de naulizatis et marinariis, de quo naulo navis quartam partem habeat; illius quod remanet, secundum usum dividatur: et quicumque contra hoc fecerit, ipsum naulum in duplum debeat emendare comuni Veneciarum; salvis ordinamentis inter ipsos factis de ipso naulo; et nostra statuta salva, firma, et stabilita per omnia esse debeant (6).

(1) Ce chapitre reproduit le précédent; mais il est relatif aux vivres, tandis que l'autre concernoit des marchandises en général.

(2) On trouve ici une règle spéciale pour les chargemens de châtaignes, qui étoient un objet assez considérable de commerce.

(3) Je n'ai point trouvé dans les glossaires d'explication convenable pour ce mot; mais peut-être faut-il lire *molesta*, qui conviendrait ici d'après une des acceptions que Facciolati donne à *molestus*.

(4) Canciani suppose qu'il faut suppléer ici *aut*, et je le crois.

(5) L'humanité et l'intérêt public faisoient un devoir de modifier, dans ce cas, les règles prohibitives sur les excès de chargemens.

(6) Il paroît que les navires, ou du moins, si ce chapitre est pour un cas particulier, le navir naviguoient à fret commun: il y avoit société; le consentement étoit donc nécessaire.

LXXX. *De glava in nave dimittenda.*

Injungimus, quod naves que a Veneciis caricabuntur occaxione eundi extra culfum, glavam dimittere (1) debeant a secundis stantis (2) arboris de medio usque ad stantos qui sunt ultra portam. Hoc intelligimus in nave et omni ligno de cc miliariis et inde supra.

LXXXI. *De mercibus habendis inter duas covertas.*

Statuimus, quod naves que caricabuntur in Alexandria usque Sathaliam, inter duas covertas merces habeant ab arbore de medio usque ad arborem de proda, sed una camarela esse debeat ab arbore de medio usque ad portam inter stantes pro utilitate sarciorum ipsarum navium. Hoc intelligimus in nave et omni ligno de cc miliariis et inde supra.

LXXXII. *De glava inter stantes quatuor dimittenda.*

Ordinamus, quod naves que caricabuntur a montibus de Barchis (3) in antea usque ad Septam, vel Ciciliam, dimittere glavam debeant in quantum tenent quatuor stanti ipse porte de proda de latere in latere. Hoc intelligimus in omni ligno de cc miliariis et inde supra.

LXXXIII. *De glavu.*

Injungimus, quod naves que veniunt de Romania extra culfum glavam dimittere debeant ab arbore de medio usque ad stantes qui sunt ultra portam. Hoc intelligimus in ligno et nave que sunt de milliariis cc et inde supra.

LXXXIV. *De marinariis retinendis qui navem reliquerint.*

Volumus, quod si aliquis marinarius contra pactum convencionis voluerit relinquere navem, licitum sit patrono ipsum marinarium retinere, donec pactum convencionis adimpleat. Marinarius qui navem reliquerit per forcium (4) vel fortive contra pactum convencionis, totum illud quod receptum habet per marinariam, in duplum patrono reddere teneatur; et insuper tantum plus, quantum super hoc statuere aut diffinire voluerint iudices ordinati (5). Hoc intelligimus in nave et omni ligno de milliariis cc et inde supra.

LXXXV. *De pagamento non facto marinariis ad terminum.*

Ordinamus, quod si patroni marinariorum ad statutum terminum non fecerint pacamentum, ex tunc in antea teneantur patroni ipsum pacamentum (6) in duplum

(1) J'ai proposé, note 3 de la page 39, le sens du mot *glava*. Ce chapitre et les suivans prouvent qu'on donnoit plus ou moins d'étendue à cet emplacement : ainsi *dimittere* signifie *étendre, prolonger*.

(2) Suivant l'opinion de M. Jal, le mot *stans* ou *stantus* désigne les *épontilles* ou supports du pont du navire, et non, comme le croit du Cange, *h. voc.* des chambres du navire.

(3) Barcé, dans l'état de Tripoli de Barbarie.

(4) *Forcium* me paroît signifier ici *par violence, par voie de fait*.

(5) On trouvera ci-après, page 65, une addition faite à ce chapitre le 19 juin 1468.

(6) La construction de la phrase me paroît être : *patroni qui non fecerint pacamentum*.

marinariis restaurare. Similiter si naulizati patronis ad statutum terminum non pacaverint, naulum in duplum ex tunc in antea patronis mercatores solvere teneantur, et insuper pro pena soldos II pro libra; ubi non erit terminus constitutus, volumus sub pena predicta, quod secundum convenciones que facte sunt observetur.

LXXXVI. *De juncta marinariorum et patronorum.*

Statuimus, quod navis naulizata ad partes Romanie eundum, vel ultra mare, vel ad alias partes hujus mundi, que cum marinariis ex pacto ybernare tenetur ibidem et Venecias reverti, et aliquid jungi (1) debuerit navi et marinariis pro ybernare; et advenerit quod ipsa navis eundo in viatico ad partes alias de comuni voluntate debeat ybernare, statuimus quod in ipso loco in quo ybernaverit, totum illud marinariis jungatur et patronis, quod est ex pacto stabilitum ybernare (2) fuerat ordinatum: nichilominus statuentes ut patroni et marinarii quod statutum quod fuerat primo teneantur per omnia naulizantibus observare. Hoc intelligimus in mave et omni ligno de cc milliariis et inde supra.

LXXXVII. *Aliud capitulum.*

Volumus, quod navis naulizata ad partes Romanie, vel ultra mare, aut ad partes alias hujus mundi, ita ut in illo loco scapula (3) esse debeat, et advenerit quod ipsa navis ad alias partes eundo et redeundo in viatico de voluntate omnium mercatorum et marinariorum, aut de voluntate majoris partis ipsorum debeat ybernare, statuimus quod in illo loco, in quo navis taliter ybernabit, quarta pars ipsius precii omnes debeant naulizati jungere patronis, et quartam partem marinarie patroni marinariis jungere teneantur. Patroni et marinarii naulizatis quod ordinatum primo fuerat debeant observare. Hoc intelligimus in nave et omni ligno coverto de milliariis cc et inde supra.

LXXXVIII. *De quinque hominibus constituendis super factis navium.*

Dicimus, quod patronus vel patroni omnis navis vel alius ligni extimate vel extimati milliariis cc et inde supra, mercatoribus naulizate vel naulizati, que vel quod iverat Ragusium vel inde in antea, seu Sipantum (4) vel inde in antea, tam eundo quam redeundo, ita procurare debeat cum mercatoribus ipsius navis et ligni, quod in ipsa nave et ligno sint quinque homines constituti, ex quibus unus sit patronus constitutus, et alius naclerius, et alii tres sint mercatores. Illi mercatores qui fuerint accipi debeant per majorem partem mercatorum, et ellegi; et si patronus vel patroni hoc non possuerint coram mercatoribus, et ut dictum est procuraverint, penam incurant librarum c pro omni eorum patronorum; et mercatores qui ad hanc electionem et hoc factum fuerint et contradixerunt, penam librarum x pro omni mercatore incurant. Qui quinque supra dicti, vel major pars ipsorum potestatem

(1) C'est-à-dire, être fait une augmentation de salaire.

(2) Canciani propose de lire *dum ybernare*. Je ne conçois pas cette correction. *Pactum stabilitum ybernare*, sans être de bon latin, signifie, comme plus haut, *pacto ybernare*, la convention d'hivernage.

(3) *Le congédiement*; voir la note 3 de la page 37, ci-dessus.

(4) Sipanto, ville qui étoit alors près de Manfredonia, sur la côte du golfe opposée à Raguse.

habeant (1) navigandi, armizandi, collandi, vellum ponendi, vellum mutandi, et temonarios elligendi, qui timonarii a marinariis illud precium quod videbitur istis quinque (2); et in omnibus aliis quod ad navis regimentum pertinebunt in navigando; salvis omnibus nostris capitulis que continentur in hoc statuto; et salvo eo quod capitaneo in suo regimine est concessum. Et si aliquis istorum quinque supradictorum in dicto officio esse recusabit, nostro comuni libras c solvere teneatur; salvo si majori parti mercatorum videbitur quod justam habeant occaxionem. Si patronus vel patroni taliter facere contradicerent, quod isti supra dicti vel major pars eorum non possent complere sicut eis melius videretur quod datum est eis vel majori parti ipsorum, penam librarum ccc incurant nostro comuni pagandam. Et mercatores qui ad hoc contradicerent penam librarum x pro omni et marinarii soldorum xl pro quolibet ipsorum penam incurant. Quam penam nostri consules in Veneciis infra dies xv postquam habuerint in noticia, accipere et excutere teneantur; et si auferre non poterunt, nos cum nostro consilio infra dies xv postquam nobis dictum fuerit, ipsam penam faciemus tolli. Si fuerint in loco, in quo rector fuerit pro nobis et comuni Veneciarum, rector illius loci penam infra dies xv postquam sciverit auferre et exigere teneatur; et si penam auferre non poterit, nobis quam cicius poterit, suis litteris debeat intimare, et nos cum nostro consilio infra dies xv postquam in noticiam habuimus, ipsam auferre vel auferri facere teneamur. Et istud idem dicimus de omnibus navibus Venetorum et burgensium que fuerint Venetis naulizate in aliquibus partibus a predictis locis et confinibus in antea.

LXXXIX. *De dapnis* (3).

Ordinamus, quod si alicui navi vel ligno evenierit, quod Deus avertat, de arboribus, antenis et timonibus dapnum, illud non sit in varea (4). Et hoc intelligimus in nave et omni ligno de milliariis cc et inde supra (5).

XC. *Quod corredi concientur de marsupio patronorum.*

Et si isti corredi supra dicti dapnum aliquod habuerint qui convenienter valeant reparari, de avere patronorum reparacio illa fiat; et si de reparacione ista inter mercatores et patronos questio oriretur, scilicet quod patroni dicerent, ista reparacio non est necesse, et mercatores dicerent, sic est necesse, questio ista remaneat in

(1) On a vu déjà des preuves de cet établissement sur les navires, dans le tome IV, page 233.

(2) On a déjà vu la même règle dans le chapitre 1.1, ci-dessus. Il paroît que d'abord l'équipage étoit loué par le patron; mais parmi les matelots ainsi engagés, les cinq commissaires désignaient ceux qui seroient timoniers, et régloient la haute-paye qui leur étoit due par prélèvement ou par retenue sur les fonds de la masse.

(3) Ce chapitre et les suivans sont du véritable droit maritime et non de simples réglemens de police; ils méritent une attention particulière.

(4) Canciani fait observer que le manuscrit portoit *sit in varea*, et qu'une main plus récente a ajouté *non*. La correction étoit d'autant mieux fondée qu'elle est justifiée par le chapitre xciv, ci-après, où on lit : *in varea esse non debet ut superius continetur*. C'étoit le principe consacré par le Digeste, liv. XIV, tit. 11, *De lege Rhodia de jactu*, fr. 2, § 1; mais il comprenoit tous les agrès, et nous allons voir dans les chapitres suivans les modifications et distinctions que la législation vénitienne avoit admises.

(5) On a pu remarquer que dans ce chapitre, comme dans un grand nombre de précédens et de suivans, il n'est parlé que de navires du port de deux cents milliers et au-dessus. Un statut sans date, inséré dans la compilation de 1347, déclara, précisément pour les cas de réglemens d'avaries, qu'on suivroit les mêmes règles pour les navires d'une moindre portée.

sentencia capitanei vel capitaneorum cum illis a quibus super hoc consilium habere voluerit vel voluerint; salvo quem in libertatem capitanei vel capitaneorum sentencia debeat remanere. Si autem in loco fuerint, in quo rector pro nobis et comuni Veneciarum extiterit, in libertate rectoris vel rectorum illius loci remaneat predicta sentencia. Et si fuerint in loco, in quo capitaneus vel capitanei, rector vel rectores non fuerint, remaneat in majori parte sentencia illorum quinque qui navem habuerint ad regendum. Similiter si contingeret quod propter fortunam temporis vel aliquod impedimentum capitaneus ire non posset ad videndam questionem predictam, remaneat sentencia in majori parte quinque supra dictorum. Et hoc intelligimus in nave et omni ligno de cc milliariis et inde supra (1).

XCI. *Qualiter fieri debeant supra dicta coreda si taliter vastarentur quod reparari non possent, et questiones inde orirentur inter patronos et mercatores.*

Si vero contigerit quod arbores, sive anthene, vel temones taliter vastarentur quod reparari non possent, si de hoc questio oriretur inter patronos et mercatores, videlicet quod patroni dicerent, hoc bene potest reparari, et mercatores dicerent, quod reparari non posset, remaneat hoc in sentencia capitanei vel capitaneorum. Si vero fuerint in loco in quo rectoria pro nobis vel comuni Veneciarum extiterit, in libertate rectoris vel rectorum illius loci remaneat sentencia supra dicta. Et si fuerint in loco in quo rector vel capitaneus pro nobis non fuerit, in majori parte illorum quinque rectorum navis sentencia illa remaneat. Sentenciam vero istam predicti quinque dicere teneantur. Verumnanque (2), si sentencia per istos supra dictos fuerit data, reparationem istam minime fieri posse, teneantur et debeant patroni vel patronus unum alium coredum, videlicet arborem, antenam, vel temonem emere, quod sit sufficiens illi navi; ita tamen quod patroni teneantur tantum dare et solvere ante parte in ipsa arbore, anthena, vel timone qui comparabitur, quantum constiterat ipsa arbor, anthena, vel timon devastatus. Et si plus ipsa arbor, anthena, vel timon constiterit, illud plus de comuni avere navis et de ipsa nave solvatur. Volentes quod si plus constiterit arbor illa, anthena, vel timon de eo quod constiterit arbor, anthena, vel timon devastatus, debeat esse ipsa arbor, anthena, vel timon sic emptus de comuni avere navis, et de ipsa nave. Et si arbor illa, anthena, vel timon plus non constiterit de eo quod constiterat arbor, anthena, vel timon vastatus, remaneat et esse debeat patronorum navis. Patroni vero qui contra hoc fecerint, penam librarum D nostro comuni solvere teneantur. Et si in aliis corredis dampnum aliquod evenerit, restitutio ipsius dampni fiat de comuni avere ipsius navis, et eciam de ipsa nave secundum usum (3). Et si coredum istud quod vastatum fuerit, decenter poterit reparari, tanta fiat restitutio ipsius dampni, quanta fuerit ejus pejoracio. Hoc intelligimus in nave et quolibet ligno cooperto de cc milliariis et inde supra.

(1) Ce chapitre établit une distinction que j'ai indiquée dans la note 4 de la page 47, ci-dessus, et dont il règle les effets. On peut voir ce que j'ai dit à ce sujet, page 5.

(2) Pour *verumtamen*; je n'en ai pas trouvé d'exemples dans les glossaires.

(3) Ainsi, comme je l'ai dit page 5, ce chapitre et le suivant prouvent qu'il y avait des règles, *secundum usum*, sur la manière de procéder à la contribution, qui durent être celles du droit romain.

XCII. *Qualiter fieri debeat, si dampnum evenerit in coredis navium et aliorum lignorum occaxione cazandi, vel quod cazaretur ab aliis navibus.*

Asserimus, quod si dampnum aliquod alicui navi in coredis ipsius navis evenerit occaxione cazandi (1) aliquam navem, vel aliud lignum, vel quod ipsa cazaretur, dampnum illud sit in avariam averis ipsius navis et eciam de nave, secundum usum : salvo (2) si videbitur quinque rectoribus navis vel majori parti eorum, quod dampnum, illud supra dicta occaxione venisset (3). Hoc intelligimus in nave et quolibet ligno cooperto de cc milliariis et inde supra.

XCIII. *Qualiter fieri debeat si dampnum evenerit in coredis navium vel aliorum lignorum que fuerint naulizate peregrinis.*

Affirmamus quod si alicui navi vel alio ligno de cc milliariis et inde supra, que vel quod tota naulizata vel naulizatum fuerit peregrinis, dampnum aliquod evenerit in arboribus vel anthenis, seu vellis, vel temonibus, aut anchoris, sive barcha, vel alio coreda navis vel ligni, supersalientes et marinarii in ipsa nave vel ligno existentes restaurare de ipso dampno minime teneantur (4).

XCIV. *Qualiter fieri debeat, si dampnum evenerit in coredis navium, vel aliorum lignorum que naulizate fuerint mercatoribus, in quibus fuerint peregrini.*

Dicimus, quod si in supradictis coredis dampnum aliquod evenerit alicui navi, vel alicui ligno, de cc milliariis et inde supra, mercatoribus ad millaria vel cantharia naulizate vel naulizato, in qua vel in quo peregrini existent, fiat restitutio ipsius dampni secundum quod evenerit pro ratione tocus quantitatis nauli peregrinorum et mercatorum. Statuentes quod partem peregrinorum ipsius dampni patroni navium debeant restaurare (5); excepto si dampnum illud esset in arboribus, vel anthenis, atque temonibus, quia dampnum illud in avaria (6) esse non debet, ut superius continetur (7).

XCV. *De pignore dando iudicibus pro discordis et diferenciis.*

Mandamus de navibus que completo viatico suo ad portum aplicuerint, et alique discordie et difference fuerint inter euntes in eisdem navibus, infra quintum diem postquam aplicuerint debeant dare peregrini pignus iudici vel iudicibus super hoc

(1) *Poursuivre, donner la chasse; voir du Cange, voc. Cazare.*

(2) *C'est-à-dire si toutefois.*

(3) Dans ce chapitre, comme dans le précédent, on a modifié le droit romain, ainsi que je l'ai expliqué page 6.

(4) Ce chapitre crée encore un nouveau système : si le navire n'a été nolisé que pour transporter des passagers, on rentre dans les termes du pur droit romain; les détériorations, à quelque espèce d'agres qu'elles surviennent, restent à la charge des propriétaires de navires; voir ce qui a été dit, pages 5 et 6.

(5) Ici on combine les deux systèmes, l'un qui fait contribuer les chargeurs, l'autre qui affranchit les passagers; voir ce qui a été dit pages 5 et 6.

(6) Canciani a écrit *auria*, en faisant observer qu'il faut *avaritia*; mais, ou il n'a pas vu le signe d'abréviation, ou l'auteur du manuscrit l'avoit omis; je n'ai donc point hésité à corriger.

(7) Voir la note 4 de la page 47, ci-dessus.

ordinato vel ordinatis ad ipsam definiendam rationem ; pignore vero dato , absque condicione discaricari valeat ipsa navis. Nave discaricata infra xv dies ratio ex ipsis diferenciis vel discordiis exigatur. Et si infra xv dies non pecietur ratio ex predictis , pignus reddatur illi qui illud dedit , ita ut ex tunc in antea nulla questio valeat inde moveri. Si vero in dando pignus insuficiens aliqua diferencia inter querentem et quesitum oriretur, tunc secundum quod iudex vel iudices super hoc electus vel electi statuerit vel statuerint, utraque pars debeat observare : salvis questionibus quas debent nostri consules difinire. Hoc intelligimus in nave et quolibet ligno cooperto de cc milliariis et inde supra (1).

XCVI. Qualiter observari debeat, si aliquis rebellis fuerit in dicto pignore dando.

Decernimus, quod si aliquis rebelis fuerit tam in non dando pignus quam in dando pignus insuficiens secundum arbitrium iudicis, vel iudicum, ex tunc in antea liceat querenti rationem intrmittere de bonis quesiti que sunt in nave, ut ipsis diferenciis atque discordiis valeat esse securus. Si autem bona ejus non fuerint in nave ipsius, iudices debeant tollere tantum ex bonis ejus ubicunque fuerint, quantum eis bonum super hoc apparuerit; et per hoc non remaneat quod navis discarigetur. Hoc intelligimus in nave et quolibet ligno cooperto (2).

XCVII. Quod iudices possint penam et penas imponere et auferre patronis, si non discarigaverint ad terminum eis impositum.

Volumus, quod si patroni navium ad terminum eis impositum (3) naves non discaricarent, tunc nostri iudices possint eis penam et penas imponere et auferre, que pene in nostrum comune deveniant : et si eam vel eas auferre non possent, nos cum nostro consilio, infra xv dies postquam noticiam habuerimus, eas vel eam auferre vel auferri facere teneamur. Hoc intelligimus in nave et quolibet ligno cooperto.

XCVIII. Quod iudices elligantur in Veneciis pro istis statutis servandis.

Asserimus, ut pro nostris statutis servandis in Veneciis tres ydonei homines pro iudicibus elligantur ad difiniendum omnes diferencias et discordias que inter euntes in navibus oriuntur : salvis questionibus, quas nos Dux et nostri consules debent difinire. Et eciam in quocunque loco, in quo potestas, vel duca, vel bajulus per nos et comune Veneciarum extiterit, dicte diferencie atque discordie coram eis aut coram hiis quibus comiserint terminari debeant, et difiniri secundum tenorem nostri statuti. Statuentes ut vocatus ad primum terminum super hiis diferenciis atque discordiis, vocanti responsurus accedat. Hoc intelligimus in nave et quolibet ligno cooperto.

(1) Il a été fait le 3 juin 1281 une addition à ce chapitre, qu'on trouvera page 61, ci-après.

(2) Il est assez remarquable que dans ce chapitre et dans plusieurs des suivans on ne trouve point, comme à tous les autres chapitres, les mots de *cc milliariis et inde supra*.

(3) Canciani fait observer avec raison qu'il faut lire ainsi, au lieu de *in portum* qu'il a imprimé d'après le manuscrit. Je n'ai pas hésité à faire la correction, puisqu'elle est indiquée par la rubrique.

XCIX. *De pena auferenda pro carico posito inter duas coopertas.*

Mandamus, quod si aliquod caricum positum fuerit inter duas coopertas, quidquid valuerit naulum ipsius carici in duplum nostro comuni patronus debeat emendare, ita quod teneamur ad carius naulum; exceptis navibus de victualibus caricatis, et exceptis victualibus qui ponuntur in glava pro illis hominibus qui vadunt in navibus (1).

C. *De pena auferenda pro mercimoniis positis supra cooperturas.*

Ordinamus, quod si navis vel aliud lignum plures coopertas habuerit, super cooperta superiori mercimonie alique non ponantur, excepto eo quod *per* nos superius est statutum. Si vero navis vel aliud lignum tantum unam coopertam habuerit, super illa cooperta mercimonie alique non ponantur, similiter excepto quod per nos est superius declaratum. Quicumque vero contra hoc fecerit, de hoc quod positum fuerit supra dictam coopertam, duplum naulum nostro comuni debeat emendare, ita quod tenere nos debeamus ad carius naulum quod naulum in nave vel ligno fuerit naulizatum. Et intelligimus quod equi sint mercimonia.

CI. *De glava ingombrata contra tenorem statuti.*

Dicimus, quod si glava aliqua alicujus navis, vel alterius ligni, de CC milliariis et inde supra, fuerit ingombrata (2) contra tenorem nostri statuti, duplum carioris nauli in nave naulizati pro illa quantitate que ingombraret glavam, patronus illius navis vel alterius ligni nostro comuni debeat emendare.

CII. *De navibus et aliis lignis euntibus ultro marinas partes vel alias partes, causa disfaciendi ibidem.*

Imponimus, de navibus euntibus ad partes ultro (3) marinas vel ad alias partes, occaxione disfaciendi (4) ibidem, in quibus non extiterint mercatores, secundum ordinem quem a nobis vel a majori parte nostri consilii, vel a bajulo, aut potestate vel duca receperint, ita facere teneantur. Quicumque vero contra hoc fecerint nostro comuni libras centum pro quolibet centenario milliari de eo quod fuerit extimata debeat emendare. Hoc intelligimus in nave et quolibet ligno cooperto.

CIII. *De navibus et aliis lignis euntibus ad aliquem locum pro ybernare, in quibus non fuerint mercatores.*

Injungimus, quod navis in qua non extiterint mercatores ad aliquem locum pro

(1) Les statuts de Marseille et de Gènes, recueillis dans le tome IV, défendoient de charger *super coopertam*; et cette défense existoit aussi à Venise, comme le prouve le chapitre suivant, ainsi qu'un statut de 1428, qu'on trouvera page 64; mais ici on défend de charger certaines choses *inter coopertas*, c'est-à-dire dans l'espace qui étoit particulièrement destiné à placer les personnes ou d'autres objets permis.

(2) Ce mot, signifiant *embarrassé, encombré*, explique ce que j'ai dit, page 39, note 3, sur le sens du mot *glava*.

(3) Canciani ayant toujours imprimé *ultro*, je le conserve, quoique certainement il faille lire *ultra*.

(4) Je crois que ce mot veut dire, *pour être détruit, désassemblé*; voir du Cange, voc. *Disfacere*.

ybernare itura, secundum ordinem quem a nobis vel a majori parte nostri consilii receperit, ita facere teneantur (1). Quicumque contra hoc fecerit cadat in penam, quam nos Dux cum nostro consilio ei auferre voluerimus. Hoc intelligimus in nave et quolibet ligno cooperto.

CIV. *Quantum marinarii navium et aliorum lignorum que naufragium paciuntur cum patronis et mercatoribus stare debent ad reparandum res et merces ipsarum navium et lignorum.*

Statuimus, quod marinarii navis naufragium patientis, cum patronis et mercatoribus ipsius navis per XV dies postquam naufragium passa fuerit, stare et moram facere teneantur, ad recuperandum res et merces et navem ac sarcia navis ejusdem legaliter et bona fide, et hoc, si patroni vel mercatores, vel major pars eorum, voluerit vel voluerint; de rebus, quas infra spacium illud invenerint, per centenarium tres habentes et non plus. Si quis vero marinarius contra hoc fecerit, totam marinariam quam a patronis suscepit nostro comuni debeat emendare : in Veneciis advocatores comunis, vel alibi rectores, qui pro nobis et comuni Veneciarum extiterint, pro ipsa pena solvenda ipsum possint et debeant convenire (2). Hoc intelligimus in nave et quolibet ligno cooperto.

CV. *Quod cooperta inferior navium et aliorum lignorum de CC milliariis et inde supra levare non possit, postquam ipse naves et ligna fuerint complete.*

Affirmamus, quod postquam navis de CC milliariis, aut banzonus, aut buzonavis de CC milliariis et inde supra, laboratus fuerit et completus, ejus cooperta inferior modo in anthea (3), sub pena librarum CC, levare non possit; quam penam nos cum nostro consilio infra XV dies postquam habuerimus in noticia auferre vel auferri facere teneamur. Et si a modo in anthea levaretur, in loco in quo prime cruces fuerunt semper debeat mensurari, nihilominus penam solventes. Si vero hic retro levata fuisset, in loco in quo prime cruces fuerunt semper debeat mensurari.

CVI. *Qualiter non debet fieri gaita per servientes in navibus et aliis lignis.*

Asserimus, quod nullus mercator nec patronus nec marinarius, nec suprasalientis, alicujus navis guaitam pro se fieri faciat per aliquem servientem sub pena librarum quinque nostro comuni solvenda pro qualibet vice; cujus pene quintum accusatori concedimus. Hoc intelligimus in nave et quolibet ligno cooperto.

CVII. *De dampnis que evenerint causa libacionis.*

Affirmamus, quod si navis in Ystoria (4) libaverit (5) vel supra portum aut in alio

(1) On voit qu'il existoit à Venise, comme à Pise et à Gênes, des prohibitions de naviguer en hiver. Plusieurs documens, rapportés pages 81 et suivantes, en donneront encore la preuve.

(2) La formule de serment du chapitre LI ci-dessus contient cet engagement. On a vu, tome IV, de semblables dispositions dans les statuts de Pise, de Gênes et de Marseille.

(3) Mauvaise orthographe d'*antea*, signifiant à l'*avenir*, dorénavant.

(4) Évidemment pour *Ystria*, c'est-à-dire l'Istrie.

(5) Du Cange, voc. *Libatio*, ne donne point d'explication qui convienne ici; mais en italien *libare* désigne le jet maritime, et c'est ce dont il s'agit.

loco, vel aliquid ex mercibus extraheretur de nave cum consensu et voluntate majoris partis mercatorum et patronorum ipsius navis utilitate, si vero aliquod dampnum evenerit in illo avere sic de nave extracto, dampnum illud sit in comuni avere navis, et eciam expense que fuerint causa libationis; salvis conductionibus que inter fratres mercatores fuerint facte et patronos (1). Hoc intelligimus in nave et quolibet ligno cooperto.

CVIII. De dapnis que evenerint causa robarie.

Volumus, quod si navis vel aliud lignum robata fuerit vel robatum, dapnum illud sit comuni avere navis. Statuentes ut si [post] aliquod tempus dictum dapnum recuperaretur, in ipsum comune avere debeat redumdare (2).

CIX. De convencionibus factis inter patronos et naulizatos, et alios de navibus et lignis.

Precipimus ut omnes convenciones que facte fuerint inter patronos et naulizatos ac sorcerios (3) vel marinarios navium, vel inter omnes alias personas in eisdem navibus existentes, firme et stabiles debeant permanere (4); salvis omnibus nostris statutis vel ordinamentis que integraliter observentur. Hoc intelligimus in nave et quolibet ligno cooperto.

CX. De advocatoribus qualiter placitare debent et auferre penam vel penas ab iis qui iverint contra nostra statuta.

Injungimus, quod in Veneciis advocatores comunis, ab illis hominibus qui iverint contra nostra statuta tollere debeant et placitare pro nostro comuni ea omnia in quibus ipsi ceciderint; et nostri iudices, ad cognoscendam veritatem super hoc a quibuscunque eis melius placuerit plenissimam potestatem habeant, qui pro comuni Veneciarum extiterint; salvis omnibus que debemus nos Dux et nostri consules diffinire.

CXI. De termino ad quem pacamentum fieri debet patronis et marinariis.

Mandamus, quod mercatores per muduam (5) Augusti extra cultum ituri, totum pacamentum quod ex pacto in Veneciis facere debent patronis, quarto die exeunte Julii sub pena soldorum duorum pro qualibet libra eisdem facere teneantur. Secundo vero die, exeunte Julio, eodem modo sub pena predicta patroni pacamentum marinariis facere teneantur.

CXII. De termino statuto de navibus et aliis lignis extrahendis extra portum.

Volumus, quod omnes naves per muduam Augusti extra cultum iture, taliter sint

(1) Dans ce cas, il est évident que notre chapitre conserve les principes du Digeste, lib. XIV, tit. 11, *De lege Rhodia*, fr. 4, car le déchargement a eu lieu *voluntate majoris partis mercatorum*.

(2) Ce chapitre, comme le précédent, est encore relatif à la contribution aux avaries; mais ici on s'écarte du droit romain (*Dig.* lib. XIV, tit. 11, fr. 2, § 3), qui laissoit cette perte à la charge du propriétaire déprédé. Cette modification se trouvoit déjà dans la compilation dite *Droit rhodien*, part. III, cap. IX.

(3) Il est douteux que le mot *vel* annonce que *sorcerios* et *marinarios* soient synonymes; je crois plutôt que *sorcerios* est une corruption de *socius*, *sociarius*, et désigne des *intéressés*.

(4) Les lois maritimes du moyen âge accordoient une grande faveur à ces sortes de conventions.

(5) Ce mot, qui ne se trouve point dans les glossaires, signifie évidemment la saison d'août, ce qui dans les Rôles d'Oléron de France est appelé *muesson*.

parate, ut usque ad medium mensem Augusti, omni occasione cessante, patroni navium eas extra portum Sancti Nicolai trahere possint ad viaticum suum sine dillacione faciendum. Et hoc facere teneantur sub pena soldorum XX pro quolibet milliaro quod de hoc navis fuerit extimata; quam penam patroni navium contra hoc facientes nostro comuni debeant emendare. Hoc intelligimus in nave et quolibet ligno cooperto de cc milliariis et inde supra.

CXIII. Qualiter naves et alia ligna que facte fuerint extra Venecias extimari debent.

Mandamus, quod si aliquis Venetus faceret fieri navem in terris in quibus rector pro nobis extiterit, que extimationis cc milliarium vel plurium esse videretur, rector illius loci navem illam secundum tenorem nostri statuti debeat extimare, dando ei illum ordinem quem naves Venetorum habent secundum formam statuti. Si vero fieri faceret navem in terris in quibus rector pro nobis et comuni Veneciarum non fuerit, cum pervenerit ad locum in quo rector pro nobis extiterit, rector illius loci navem illam secundum tenorem nostri statuti debeat extimare, dando ei ordinem illum quem alie naves Venetorum habent secundum formam statuti. Ordinantes quod navem illam alicui forensi vendere non debeat; et si vendiderit, cadat in penam in quam cadunt illi qui vendunt naves que sunt Veneciis extimate. Sed si eam Veneto voluerit vendere et fuerit in loco in quo rector pro nobis extiterit, eam vendere non possit, nisi prius fecerit, quod rector illius loci, ab illo qui navem illam emere voluerit, accipiat sacramentum secundum quod faciunt illi qui emunt naves in Veneciis factas. Si vero fuerit in loco in quo rector pro nobis non fuerit, et eam Veneto vendere voluerit, prius ab eo accipiat sacramentum secundum quod faciunt illi qui emunt naves in Veneciis factas. Statuentes quod ille qui navem Veneto vendiderit faciat fieri breviarium de sacramento secundum quod juraverit ille qui navem illam emerit, et Venecias quam cicius potest ducere vel mittere teneatur; et infra xv dies postquam breviarium fuerit in Veneciis, nostris consulibus debeat presentari. Quicumque contra hoc fecerit cadat in penam, in quam cadunt illi qui vendunt naves Veneto factas in Veneciis. Hoc intelligimus in nave, et quolibet ligno cooperto (1).

CXIV. Qualiter naves et alia ligna computari debent ad caricandum in cantariis.

Ordinamus, quod navis de milliariis mille computetur de cetero ad caricandum de cantariis mille quinquaginta, scilicet navis que caricaverit in ultra maris partibus; et navis DCCCCXC milliariis, computetur de kanthariis MXXXVIII; — de milliariis DCCCCLXXX, kantharia MXXVI; — de milliariis DCCCCLXX, kantharia MXIV; — de milliariis DCCCCLX, kantharia MII; — de milliariis DCCCCL, kantharia DCCCCXC; — de milliariis DCCCCL, kantharia DCCCCLXXXVIII; — de milliariis DCCCCLXXX, kantharia DCCCCLXVI; — de milliariis DCCCCLXX, kantharia DCCCCLIV; — de milliariis DCCCCL, kantharia DCCCCLXII; — de milliariis DCCCC, kantharia DCCCCLXXX; — de milliariis DCCCXC, kantharia DCCCCLXXXVIII; — de milliariis DCCCCLXXX, kantharia DCCCCLVI; — de milliariis DCCCCLXX, kantharia DCCCCLXIV; — de milliariis DCCCCLX, kantharia DCCCCLXXXII; — de mil-

(1) Ce chapitre reproduit évidemment une loi plus ancienne, qui existoit en 1232, puisque le chapitre xxvi du statut de cette date s'y réfère. On y trouve la source des nationalisations de navires.

liariis DCCCL, kantharia DCCCLXX; — de milliariis DCCCXL, kantharia DCCCLVIII; — de milliariis DCCCXXX, kantharia DCCCXLVI; — de milliariis DCCCXX, kantharia DCCCXXXIV; — de milliariis DCCCX, kantharia DCCCXXII; — de milliariis DCCC, kantharia DCCCX; — de milliariis DCCXC, kantharia DCCXCVIII; — de milliariis DCCLXXX, kantharia DCCLXXXVI; — de milliariis DCCLXX, kantharia DCCLXXIV; — de milliariis DCCLX, kantharia DCCLXII; — de milliariis DCCL, kantharia DCCL; — de milliariis DCCXL, kantharia DCCXXXVIII; — de milliariis DCCXXX, kantharia DCCXXVI; — de milliariis DCCXX, kantharia DCCXIV; — de milliariis DCCX, kantharia DCCII; — de milliariis DCC, kantharia DCXC; — de milliariis DCXC, kantharia DCLXXVIII; — de milliariis DCLXXX, kantharia DCLXVI; — de milliariis DCLXX, kantharia DCLIV; — de milliariis DCLX, kantharia DCLXII; — de milliariis DCL, kantharia DCXXX; — de milliariis DCXL, kantharia DCXVIII; — de milliariis DCXXX, kantharia DCVI; — de milliariis DCXX, kantharia DXCIV; — de milliariis DCX, kantharia DLXXXII; — de milliariis DC, kantharia DLXX; — de milliariis DXC, kantharia DLVIII; — de milliariis DLXXX, kantharia DXLVI; — de milliariis DLXX, kantharia DXXXIV; — de milliariis DLX, kantharia DXXII; — de milliariis DL, kantharia DX; — de milliariis DXL, kantharia CDXCVIII; — de milliariis DXXX, kantharia CDLXXXVI; — de milliariis DXX, kantharia CDLXXIV; — de milliariis DX, kantharia CDLXII; — de milliariis D, kantharia CDL; — de milliariis CDXC, kantharia CDXXXVIII; — de milliariis CDLXXX, kantharia CDXXVI; — de milliariis CDLXX, kantharia CDXIV; — de milliariis CDLX, kantharia CDII; — de milliariis CDL, kantharia CCCXC; — de milliariis CDXL, kantharia CCCLXXVIII; — de milliariis CDXXX, kantharia CCCLXVI; — de milliariis CDXX, kantharia CCCLIV; — de milliariis CDX, kantharia CCCXLI; — de milliariis CD, kantharia CCCXXX; — de milliariis CCCXC, kantharia CCCXVIII; — de milliariis CCCLXXX, kantharia CCCVI; — de milliariis CCCLXX, kantharia CCXCIV; — de milliariis CCCLX, kantharia CCLXXXII; — de milliariis CCCL, kantharia CCLXX; — de milliariis CCCXL, kantharia CCLVIII; — de milliariis CCCXXX, kantharia CCXLVI; — de milliariis CCCXX, kantharia CCXXXIV; — de milliariis CCCX, kantharia CCXXII; — de milliariis CCC, kantharia CCX; — de milliariis CCXC, kantharia CC; — de milliariis CCLXXX, kantharia CXC; — de milliariis CCLXX, kantharia CLXXX; — de milliariis CCLX, kantharia CLXX; — de milliariis CCL, kantharia CLX; — de milliariis CCXL, kantharia CL; — de milliariis CCXXX, kantharia CXL; — de milliariis CCXX, kantharia CXXX; — de milliariis CCX, kantharia CXX; — de milliariis CC, kantharia CX (1).

CXV. *Hec sunt merces que poni debent pro saorna.*

Hec sunt merces que pro saorna ponuntur; videlicet plumbum, ferum, stagnum, et ramum non laboratum.

CXVI. *Hec sunt merces de quibus tantum debet poni pro saorna quantum videbitur illis qui navem vel aliud lignum saornabunt.*

Hec sunt merces de quibus tantum debet poni pro saorna quantum videbitur illis

(1) On ne voit point qu'une règle précise de proportion ait présidé à ces calculs, qui paroissent être de simple approximation ou fondés sur des causes qu'on ne peut deviner.

qui navem saornabunt; scilicet vitreum in masa (1), smerilum (2), aut pigmentum (3), vitreolum, alumen de roza, alumen album de Alexandria.

CXVII. *De mercibus que poni debent pro carico (4).*

Hec sunt merces que poni debent pro carico, scilicet galla (5), moftoline (6), infilachis (7), bocarani, canavacia, pani de lino, piper, incensum, endegum, zinziber, bedoana (8), zucaram in capellis (9) et sine cassis, mira (10), laca, gomarabica (11), alloe, nuces muscate, garofalli, gardamoni (12), melegete (13), canfora, auri-sium (14), sandalli, mirabolani, gallenga (15), simoniacum (16), cubebe, piper fun-gum, armoniacum (17), mandule fracte, seta et opera sete, cera, pulvis zucari in sachis, mel, vinum, granum et tota alia blava, excepto ordeo, oleum cum vasellis metra XXII pro milliario, et oleum cum udris metra XXVIII pro milliario.

CXVIII. *De mercibus que poni debent tres de carico pro quatuor de carico.*

Hec sunt merces que poni debent III de carico pro IV de carico (18); becune (19)

(1) Ce mot est évidemment pour *massa*; réuni au précédent, il exprime du verre dont les feuilles sont réunies en paquet.

(2) Du Cange n'indique point la signification de ce mot, qui du reste ne peut être douteuse; c'est l'*émeri*, pierre ferrugineuse servant à polir des corps très-durs, en latin *smiris* et en italien *smuriglio*.

(3) Parmi les différentes significations que du Cange donne à ce mot, celle qui le traduirait par *épices* conviendrait seule à la matière; mais je ne crois pas qu'on employât les épices pour faire un objet de lest. L'analogie des autres mots m'a conduit à rechercher quelque substance minérale, et je crois que *pigmentum* signifie l'*orpiment*, substance minérale qui servoit aux couleurs, et qui en latin est appelée *auripigmentum*. Pline, lib. XXX, cap. xx, dit qu'on le trouvoit dans la Syrie, et Vitruve, *De architectura*, lib. VII, cap. vii, dans le Pont, d'autres auteurs dans la Mysie sur l'Hellespont. Ces lieux étoient très-frequentés par les Vénitiens.

(4) Les deux chapitres précédens, celui-ci et les suivans, sont très-curieux pour faire connoître les marchandises de cette époque. Je ne me dissimule pas à combien de méprises je m'expose en essayant d'expliquer ceux de ces mots qu'on ne trouve point expressément dans les glossaires; mais on me pardonnera plutôt quelques erreurs qu'on n'auroit excusé un silence absolu.

(5) Noix de galle; voir du Cange, *h. voc.*

(6) Ce mot n'est point dans du Cange; mais *multo*, dans le dialecte vénitien, signifie *mouton*; je crois donc qu'on a voulu exprimer des étoffes de laine que nous appelons encore *molleton*.

(7) Je n'ai trouvé ce mot dans aucun glossaire; mais du Cange dit que *fillacium* signifie un *filet*.

(8) La même chose que *bedellium*, espèce de baume; voir Facciolati, *h. voc.*

(9) Je crois que ce mot signifie *sucré en pain*.

(10) Ce mot est évidemment pour *mirra*, c'est-à-dire la myrrhe, gomme venant de l'Arabie et de l'Inde.

(11) Pour *gomma arabica*; le sens ne peut être douteux.

(12) Pour *cardamoni*, plante odoriférante bien connue.

(13) Espèce de poivre nommé *malaguette*.

(14) Il me paroît très-probable que ce mot signifie *riz*, appelé en latin *oryzia*.

(15) Ce mot a la même signification que *galiga* ou *galanga*, dans le voyage de Marc-Paul. Il désigne une espèce de plante aromatique qui croissoit, du temps du célèbre voyageur vénitien, dans la partie de l'Inde qu'il nomma *Gangala* ou *Bengala*.

(16) Je présume que c'est la gomme résine appelée *gomme ammoniacque*. Pline, lib. XII, cap. XLIX, dit qu'elle étoit recueillie en Afrique dans les déserts voisins du temple d'Ammon.

(17) Je serois tenté de croire que ce mot signifie une racine que Pline, lib. XIX, cap. III, appelle *armon*, qui avoit été apportée de Syrie.

(18) Ce qui veut dire probablement que dans un chargement à tant du cent ou du mille on comptoit trois pour quatre.

(19) J'ai expliqué ce mot, t. IV, page 276, note 4, d'après du Cange, comme signifiant *basane*, qui est une peau de mouton préparée; mais ici ces cuirs ou peaux sont crus, c'est-à-dire non préparés, ce que Varron, *De lingud latind*, lib. IV, pag. 33 (edit. Bipont.), appelle *corium crudum*.

crude cum pilo et sine pilo, moltoline crude, tossoni (1) crudi, et mezalana (2).

CXIX. *De mercibus quibus debent duo milliaria de carico pro tribus de carico.*

Hec merces debent poni duo milliaria de carico pro tribus de carico; scilicet moltoline, tatalana (3).

CXX. *De mercibus que ponuntur in cantaria tres pro duobus cantariis imbolii.*

Hec merces ponuntur in caricum tria kantaria pro duobus cantariis imbolii (4); scilicet verzi (5), linum, canella, cuminum, mazi (6), anizi, cambeloti (7), ordeum, nuces, nucele, mandole cum scorzo, zucorum cum cassis.

CXXI. *De mercibus que ponuntur pro imbolio.*

Hec merces pro imbolio ponuntur; scilicet becune, moltoline conzate (8), agneline, leporine, mastici, grana, pani de lana, bambacium, lana lavata (9).

CXXII. *De coris sicis qualiter poni debent.*

Coria sica (10) ponantur quatuor de carico pro quinque de carico.

CXXIII. *De mercibus non specificatis qualiter poni debent.*

Omnes alie merces que non sunt superius in istis capitulis specificate ponantur secundum quod mercatores in concordia evenerunt (11) cum patronis. Hec autem omnia jubemus et volumus observari; salvis nostris statutis de navibus caricandis super crucem; salvis etiam omnibus ordinamentis navium et statutis.

CXXIV. *Quantum mercatores accipere possunt pro expensis ex denariis quos habent.*

Ordinamus, quod omnes mercatores tam Veneti quam burgenses qui ad aliquas partes

(1) Je crois que ce mot a le sens de l'italien *tosone*, substantif masculin signifiant *toison*; il s'agit probablement de toisons non lavées.

(2) Le mot *mezzalana* désigne en langue italienne une étoffe formée de laine et de lin.

(3) J'ai suivi la ponctuation et l'orthographe de Canciani, et *tatalana* est par conséquent un substantif exprimant une étoffe toute de laine, comme *mezalana* en exprimoit une mée de laine et de lin. Si l'on veut changer la ponctuation et l'orthographe, *tatalana* deviendrait l'adjectif de *mutoline*.

(4) On avoit reconnu, avec raison, que certaines marchandises resserrées sous des enveloppes occupoient moins de place, tout en ayant le même poids.

(5) Ce mot paroît avoir le même sens que *verzine*, italien, qui signifie un bois de teinture appelé *brasil*.

(6) Ce mot me paroît signifier le *macis*, écorce intérieure de la noix muscade, qui semble avoir été connue très-anciennement des Romains, si l'on en juge par le vers 43 de la scène II de l'acte III du *Pseudolus* de Plaute.

(7) Des camelots; voir la note 1 de la page 40 ci-dessus.

(8) *Préparées*, qui ont reçu un travail de perfection, par opposition aux *moltoline crude* du chapitre CXVIII; *conzate* vient du verbe *conciare*, et en effet, dans le dialecte vénitien on dit *conzare* pour *accinciare*.

(9) Laine lavée, par opposition à *tossoni*, que je considère comme signifiant des toisons non lavées.

(10) Pour *sicca*; des cuirs secs.

(11) Pour *convenerunt*; peut-être est-ce une faute du manuscrit ou de Canciani.

hujus mundi vadunt cum mercato (1), possint accipere et habere pro vestimentis et calciamentis et omnibus suis aliis arnesiis soldos XX pro centenatio in anno, a libris c usque a tria millia librarum completa. Et si plus uno anno steterint, plus accipiant pro racione; si vero minus steterint, minus accipiant pro racione. Et si aliquis plus librarum tria millia habuerit in mercato, de illo plus nihil accipere possit, nec debeat. Set id quod sibi evenit de libris tribus millibus, videlicet libras XXX, sicut dictum est, dividere et computare debeat comuniter inter totum avere quod habuerit. Insuper vero omnibus mercatoribus arma omnia, et expensas pro cibo et potu factas et eciam solutionem quam debent facere servitores, super colleganciam habere concedimus (2).

CXXV. *De banderiis quas mercatores habere et portare tenentur.*

Dicimus ut quilibet mercator qui habuerit in mercato libras M et plus usque ad tria millia libras completas habere teneantur ex denariis, quos eis pro vestimentis et calciamentis et aliis arnesiis concedimus, supra unam banderiam pro quolibet milliaro. Et si plus trium millium librarum habuerit, pro illo plus non teneantur habere aliquam banderiam. Quicumque vero contra hoc fecerit, penam librarum trium pro qualibet banderia incurat; que pena in nostrum comune debeat devenire.

CXXVI. *Capitulum de berteschis.*

Ordinamus, quod nulla navis nec aliud lignum de CC milliariis et inde supra habere debeat a modo in anthea supra coredorium ab arbore de medio usque ad vanum supra camarelas, plus de una bertescha (3) sub pena librarum quinquaginta pro qualibet nave vel ligno pro quolibet viatico. Et patroni navium et aliorum lignorum de CC milliariis et inde supra que habent plus de una bertesca supra dictum coredorium, debeant ipsam bertescam destruere et remove sub eadem pena quinquaginta librarum denariorum pro quolibet viatico; que pena in comune nostrum debeat devenire. Et nos cum nostro consilio ipsam penam ab omnibus contrafacientibus debeamus auferre qualibet vice qua contrafecerint infra octo dies postquam aliquem contrafecisse sciverunt (4).

CXXVII. *Capitulum super peregrinis.*

Preterea statuimus, quod naves que de partibus Syrie cum peregrinis exiverint, debeant exire et collare secundum quod patroni ipsarum navium fuerint in concordia et pacto cum eisdem peregrinis, nisi remaneret justo impedimento temporis. Et patroni navium teneantur se presentare et jurare coram bajulo, ac comite, vel rectore nostro qui ibidem fuerit pro tempore, sub pena tocius medietatis nauli quod receperint (5) a peregrinis, quod legaliter et bona fide portabunt et conducent peregrinos suarum navium ubi ire debent, prout cum eis ordinaverint et pactum fecerint, et

(1) Avec de la marchandise. Les glossaires ne donnent point *mercatus* ou *mercatum* dans ce sens.

(2) On ne peut comprendre ce chapitre qu'en supposant une société de fret et d'expédition entre tous les chargeurs, qui, en général, à cette époque, accompagnoient leurs marchandises.

(3) Voir la note 5 de la page 29 ci-dessus.

(4) Canciani fait observer avec raison qu'il faut lire *sciverimus*.

(5) L'imprimé de Canciani porte *receperit*; mais il a soin de dire que *receperint* est nécessaire, et sans doute le copiste du manuscrit avoit omis le signe d'abréviation.

quod personas et res eorum salvabunt et custodient, et si acciderit illos applicare in aliqua terra vel loco Romanie aut in alia terra vel parte, et tres partes ipsorum peregrinorum voluerint exire de navi et ire viam suam, et quarta pars voluerit ire viaticum suum, patroni navium teneantur eos conducere et portare secundum eorum pactum et convencionem, tanquam [si] omnes peregrini essent in navi. Et si in navi remanserit minus de quarta parte peregrinorum, aut patroni portent eos et conducant ad locum prout convenerunt cum ipsis peregrinis, vel redant eis et restituant totum naulum quod ab eis receperunt. Si quis vero patronus predicta vel aliquid predictorum non observaverit, nostro comuni solvere teneatur pro pena soldos XX Veneciarum parvos (1) pro unoquoque milliaro de quanto navis fuerit extimata, quam penam nos et nostrum consilium exigere teneamur (2). Et hoc intelligimus in nave et quolibet de CC milliariis et inde supra.

CXXVIII. Capitulum generale de penis tollendis patronis, tam illis quorum sunt naves, quam illis quibus sunt comisse.

Statuimus, quod in predictis statutis nostris navium, ubicunque dicitur quod patroni navium incurant in aliquam penam tam comuni Veneciarum, quam mercatoribus, quam marinariis, quam eciam aliis personis modo aliquo, si non observaverint ea que facere et observare tenentur secundum ipsa statuta, naves ipse non fuerint ipsorum patronorum, sed fuerint sibi comisse, penam vel penas ipsas ipsi patroni solvere cogantur et debeant de suo mobili [si vero aliquis non] (3) habuerit unde possint ipse pene vel pena persolvi, patroni quorum naves fuerint cogantur et debeant predictas penas vel penam persolvere, vel id quod defecerit, de suo mobili, et immobili, si mobile ad solvendum non sufficeret. Quas penas nos Dux cum nostro consilio vel officiales nostri exigere vel auferre teneamur, secundum quod supra dicta statuta declarant.

CXXIX. De potestate quam habet dominus Dux et consilium minus et majus declarandi obscuritates que essent in dictis statutis.

Si autem in predictis statutis nostris aliqua obscuritas alicubi fuerit, potestatem habemus nos Dux cum nostro consilio minori et majori declarandi et reformandi ipsas obscuritates, sicut bonum videbitur (4).

(1) L'imprimé de Canciani porte *parvi*; je suppose que c'est par inadvertance ou par faute d'impression.

(2) Il n'est pas sans intérêt de comparer ce chapitre avec les chapitres XIV et XXV du livre IV du statut de Marseille; voir tome IV, pages 277 et suivantes.

(3) J'ai ajouté entre des crochets ces mots, dont Canciani a indiqué la nécessité dans une note, au lieu de les intercaler en italiques comme il l'a fait souvent pour d'autres chapitres.

(4) A cette époque le pouvoir législatif appartenait encore au peuple, comme on le voit par le préambule de ce statut.

EX LIBRO SEXTO STATUTORUM CIVILIU (1).

CAP. LXVIII. *Quòd bona caricata in lignis, non scripta in quaterno, non veniant in vaream, et salvata veniant cum aliis* (2).

Cum multæ fraudes committantur in ponendo et occultando mercationes multas in navibus, et alia bona quæ ponuntur occulte in navibus, taretis, et aliis lignis navigantibus, quæ non scribuntur in quaternis navium et aliorum lignorum, quod vertitur in fraudem communis, in damnum patronorum, et aliarum mercationum propter dacia, tabula, et vareas, volumus, et observandum de cætero ordinamus, quod si aliquis posuerit in aliqua navi, taretæ, vel ligno aliquas mercationes, sive bona cujuscunque conditionis extiterint, quæ non fuerint scripta in quaterno navis, taretæ, vel ligni, et ipsa navis, taretæ, vel lignum fuerit derobata, vel derobatum, vel res ipsæ sic occulte positæ in ipsis navigiis fuerint captæ (3), sive modo aliquo projectæ in mari, quod de dictis rebus sic occulte in navigiis positæ nullo modo cum aliis rebus in quaterno scriptis vel ad navem spectantibus, possit vel debeat fieri varea (4).

Et si aliquo casu navis, vel lignum navigabile fuerit derobatum, seu bona scripta in quaterno, casu aliquo in mari fuerint projecta, volumus et ordinamus, quod omnia bona tam scripta, quam in navi occulte posita, si reperiri in navi poterunt, vel quod tunc in navi fuerint, ad vaream teneantur cum aliis, et sint penitus obligata (5).

Non intelligendo, quod arma, arnisæ, et res aliæ patronorum navium, vel aliorum lignorum, et mercatorum, quæ non sunt consuetæ scribi in quaternis navium, taretarum, sive lignorum, astricta sint ad conditiones prædictas, sed transeant, et esse debeant in statu et conditione quibus fuerunt huc usque (6).

CAP. LXIX. *Quod in sententiis latis contra marinarios inseratur, quod etiam incarcerari debeant usque ad plenam satisfactionem* (7).

Viso et examinato quodam navigii statuto, capitulo LXXX, quod incipit : « Volu-

(1) Ce livre VI est une compilation de lois faites depuis la promulgation des *Statuta civilia*, en cinq livres, rédigés sous le dogat de Tiepolo en 1242. Cette promulgation est, selon les éditions de 1528 et de 1586, de l'année 1346, et, selon les autres éditions, de 1347; mais plusieurs des lois qu'elle contient sont antérieures, ainsi que le constatent les dates qu'on y a conservées. Ce sixième livre est composé de soixante et dix-sept chapitres. Au-dessus du chapitre portant le n° 68 on lit les mots : *Sequuntur additiones et correctiones super statutis navium et navigantium*. Plusieurs sont indiqués appartenir au dogat de François Dandolo, ce qui les placeroit entre 1328 et 1343, et même le 71^e est la transcription d'une loi de 1281. J'ai cru toutefois ne pas devoir m'écarter de l'ordre établi dans la rédaction du livre IV des *Statuta*.

(2) Ce chapitre est une loi faite sous le doge François Dandolo pour assurer l'exécution des chapitres xcix et c du statut de 1255.

(3) Les éditions imprimées dont j'ai fait usage portent *acceptæ*, ce qui m'a paru une faute évidente; j'ai donc substitué *captæ*, d'après le sens et la traduction officielle en italien, qui porte *tolte*.

(4) Ce mot signifie *contribution d'avarie*. Les chapitres xciv et suivantes du statut de 1255 avoient bien donné des règles sur la contribution; mais cette addition a paru nécessaire pour priver du droit de participer à la contribution les marchandises non inscrites sur le livre du navire.

(5) Cette disposition et la précédente sont conformes aux chapitres clxxi et ccxii [187 et 257] du Consulat de la mer; mais d'après ce que j'ai dit, pages 9 et suivantes, ci-dessus, cette compilation n'étoit pas, selon moi, connue à Venise au commencement du xiv^e siècle.

(6) Le principe de cette disposition étoit déjà dans le droit romain, fr. 2, § 2 du titre II du livre XIV, *De lege Rhodiæ de jactu*. Le Consulat de la mer, chapitres lxxxvi et lxxxvii [131 et 132], fait quelque distinction relativement aux portées des matelots.

(7) Il est probable que ce chapitre a été fait sous le dogat de François Dandolo.

« mus, quod si aliquis marinarius contra pactum conventionis voluerit relinquere navium, etc. (1) » Et dictum capitulum imponat dictis marinariis solummodo pœnam dupli quantitatis susceptæ, et insuper quantum statuere voluerint iudices super hoc deputati, et dicti iudices nihil aliud sententient, nisi in duplum per suam sententiam dare ad intromittendum bona talium marinariorum, de qua sententia mali occultantes sua bona modicum curant : ut naves taliter a marinariis non relinquantur, et ut illi, qui occultare volunt bona, teneantur etiam de personis, volumus et ordinamus, quod quoties iudices nostri contra marinarios de marinaria, et aliis pactis cum patrono navis firmatis tulerint sententiam in duplum, dabunt ad intromittendum bona debitoris in duplum secundum formam dicti capituli, quod continuando in sententia dicant, et scribi faciant, quod persona marinarii sententiati stare debeat in carcere usque dum plene satisfecerit totum illud quod contra eam sententialiter fuerit diffinitum.

CAP. LXX. *Quod in quæstionibus navigiorum, nabulorum, et affectuum persona debitoris per iudices, si requisiti fuerint, condemnetur in carcere* (2).

Ut malitiis debitorum conantium occultare bona sua in declinationem satisfactionis debitæ creditorum justis remediis obvietur, laudabili provisione duximus statuendum, quod de cætero in omnibus quæstionibus navigiorum, videlicet navium, taretarum, barcarum, et aliorum quorumcunque navigiorum, sive fuerint occasione naulizamentorum, sive pactorum marinariorum, sive viagii non secuti, sive nabulorum, aut barchæ, seu ligni conductori non restituti, aut alio modo, vel causa quocunque nomine censeatur, et etiam in quæstionibus omnibus affectuum domorum, vel possessionum, aquarum, aut vallium, seu quorumcunque aliorum affectuum, iudices, et officiales nostri, coram quibus ventilabitur quæstio de prædictis, seu aliquo prædictorum, si ad condemnationem processerint debitoris, debeant per sententiam dicere (si a debentibus recipere fuerint requisiti) quod, ultra intromissionem bonorum, persona debitoris debeat in carceribus detineri, quousque creditori in favorem cujus lata fuerit sententia, erit plenarie satisfactum.

Inhibentes tamen (quoniam humanitati contrarium esset nimis) quod pater, aut mater ad instantiam filii, vel filiæ occasione alicujus debiti, quod per ipsos peteretur ab eis, non debeant in carceribus condemnari.

CAP. LXXI. *De pactis servandis inter patronos, et marinarios, et quod iudices per adjectionem pœnarum illa faciant servari* (3).

Cum, ad corrigendum et supplendum statuta navium, in majori consilio capta fuisset quædam pars in 1281 (4) die 3 exeunte mense junii, nona indictione, infrascripti

(1) Il est évident que le document nommé ici *Statutum navigii* ou *Statuta navium*, comme il est dit page 60, note 1, est le statut précédent de 1255 ; mais le chapitre auquel on fait une addition est le LXXXIV^e dans l'édition de Canciani, ce qui prouve quelque différence, au moins en ce qui concerne l'ordre des chapitres, entre le manuscrit des archives auquel on se référoit et celui qui a été connu de Canciani.

(2) Ce chapitre a été fait sous le dogat d'André Dandolo. Il a pour objet de prononcer la contrainte par corps dans toutes les contestations maritimes et même dans d'autres affaires civiles.

(3) Ce chapitre a été fait sous le dogat de François Dandolo ; il est bon de le rapprocher du chapitre LXXV, ci-après.

(4) Ce chapitre, comme on le voit, a une origine antérieure à sa date, puisque François Dandolo n'a été nommé doge qu'en 1328.

tenoris videlicet (1) : quod postquam patronus fuerit in concordia cum marinariis de marinaria, et marinarii cum patrono ad invicem dederit sibi manus, quod patronus teneatur recipere marinarium, et solvere sibi marinariam sub pœna soldorum quinque pro libra totius marinariæ. Et si per subitum recessum navium, eo quod aut patronus, aut marinarius, inter quos erit quæstio, absentes erunt, et pœna contenta in consilio peti non poterit ab aggravato, et insuper si certa pacta fuerint inter patronos et marinarios, quibus pactis marinarii promittunt facere omnia servitia in Venetiis usque ad recessum navis, et conducere navem ad portum et extra portum sub certis pœnis, et licet pacta non servantur, tamen pœnæ minime accipiuntur, quod vertitur in damnum maximum navium et patronorum; ut prædicta, et similia pro utraque parte de cætero cessent, volumus, et ordinamus, quod illa, quæ continentur in dicto consilio, debeant de cætero observari : remaneat in libertate nostrorum iudicum, quoties fuerit coram eis querela probata, quod inter patronos et marinarios non fuerint pacta servata, imponendi etiam pœnam et pœnas, ut facta omnia servantur, inspecta qualitate et conditione facti, et hoc toties quoties iudices super pactis talibus fuerint requisiti, ut naves propterea nullum patiantur defectum. Et si forte aliqui in dictas pœnas incurrerent propter inobedientiam, vel inobservantiam earundem, quod iudices nostri per sacramentum teneantur contrafacientes dare, pro cadutis, officialibus de nocte, et ipsi officiales a contrafacientibus teneantur excutere dictas pœnas, et ipsi talem partem habeant, qualem habent de aliis pœnis.

CAP. LXXII. *Quod non præsentetur, vel detur amplius pignus de quæstionibus navium, et sit terminus triginta dierum deffiniendi eas (2).*

Super capitulo LXXXIII (3) libri statutorum navium quod incipit : « Mandamus de « navibus, quæ completo viatico suo ad portum applicuerunt, et si aliquæ discordiæ, et « differentiæ fuerint inter euntes in eisdem navibus infra quintum diem debeant dare « pignus iudicibus super hoc ordinatis in ipsam rationem diffiniendam, et pignore dato « absque conditione discaricari valeat ipsa navis, et navi discaricata infra quindecim dies « ratio ex ipsis differentiis, vel discordiis exigatur. » Considerantes, quod suprascripti termini viderentur esse breves, propter quorum brevitate multorum jura perierunt, et possunt sine dubio deperire; ut sub brevitate termini jura aliquorum non pereant, sic de cætero volumus observari, quod ubi in dicto capitulo dicitur, quod pignus dari debeat iudicibus infra quintum diem, dicatur, et observetur, quod non sit necesse de cætero pignus aliquod præsentari, et ubi capitulum loquitur, quod navi discaricata infra XV dies ratio ex ipsis differentiis, et discordiis exigatur, dicatur, et observetur infra xxx dies, in omnibus aliis capitulo firmo manente (4).

(1) C'est probablement au chapitre XLV du statut de 1255 que se rapporte cette addition; mais le texte n'en est pas cité littéralement.

(2) Ce chapitre paroît avoir été fait sous le dogat de François Dandolo.

(3) Le chapitre dont il s'agit est le xc^e de l'édition de Canciani que j'ai suivie.

(4) Ainsi, on voit qu'au xiv^e siècle le statut de 1255, appelé *Statuta navium*, étoit la loi de Venise. Sandi s'est donc trompé, comme je l'ai déjà dit, page 8, lorsqu'il avance que le livre VI des *Statuta civilia* avoit remplacé le statut maritime de 1255.

CAP. LXXIII. *De vareis diffiniendis, non obstante absentia minoris partis* (1).

Præterea, quia quæstiones sæpe occurrunt in facto vareæ (2), coram iudicibus nostris, quæ expediri non possunt per absentiam, quorum interest, in dispendium siquidem, et damnum, tam patronorum navium, quam etiam mercatorum, ad evitandum dilationes hujusmodi, et nostratum dispendia, duximus statuendum, quod ad placita varearum de cætero clamentur omnes illi quorum intererit, et Venetiis præsentibus fuerint, dummodo sit major et sanior pars, tam in personis, quam etiam in habere, de quo varea fieri debuerit. Et iudices nostri bene et diligenter audiant et examinent quæstiones vareæ positas coram ipsis, et tales quæstiones per justitiam, laudum et arbitrium debeant examinare, et diffinire. Et alii absentes (videlicet dummodo fuerit major pars, tam in personis, quam etiam in habere) de sententia hujusmodi per dictos nostros iudices lata contenti esse debeant, et eisdem sententiis debeant obedire, et ipsæ sententiæ tanquam justæ debeant executioni mandari.

CAP. LXXIV. *Quod iudices servant et procedant in facto vareæ in lignis CC miliaribus inde, sicut faciunt a CC miliaribus supra* (3).

Cum in majori parte nostrorum statutorum navium (4) fiat mentio de navibus a CC miliaribus, et inde supra, et de navibus a CC miliaribus infra mentio nulla fiat (5), et ex illis a CC miliaribus inferius possint similiter multæ quæstiones oriri, in facto et occasione vareæ, ad tollendum omne dubium, statuimus de cætero observandum, quod sicut iudices nostri procedere debeant, vel teneantur de navibus a CC miliaribus supra in facto vareæ, ita, et per similem modum procedant, et procedere teneantur, de navibus, et navigiis a CC miliaribus inferius in dicto facto vareæ, in hoc aliquo statuti capitulo non obstante.

CAP. LXXV. *Quod scribani navium habere debeant suum capitulare juramenti, et scribere pacta naulizantium* (6).

Quia capitulum statuti (7) juramenti scribanorum navium ignoratur, ob quod concurrunt plurimæ quæstiones; ad supplendum defectum hujusmodi, præsentis nostro statuto mandamus, quod quilibet scribanus alicujus navis, seu navigii teneatur habere in suo quaterno proprio naulizationis navis, vel ligni, dictum capitulare sui sacramenti in scriptis, sicut in statuto continetur, vel vulgariter propter ignorantes litterarum sermonem.

(1) Il est très-probable que ce chapitre a été fait sous le dogat de François Dandolo.

(2) Il s'agit de dresser les réglemens d'avarie; on sent l'inconvénient qu'il y a d'attendre la présence de tous les intéressés, et on donne un mode de procédure sommaire qui a toujours été admis en cette matière; on exige seulement que la majorité des intéressés concoure à ce règlement, ce qui n'est pas même nécessaire dans la plupart des législations modernes.

(3) Ce chapitre appartient encore au dogat de François Dandolo.

(4) Ces *Statuta navium* sont encore évidemment le statut de 1255.

(5) Effectivement le chapitre CXVI du statut de 1255, d'après l'édition de Canciani et la finale de presque tous les autres, présente pour dernier terme les navires de 200 à 210 milliers de cantares, et par conséquent garde le silence sur les navires de moindre portée.

(6) Ce chapitre paroît encore appartenir au dogat de François Dandolo.

(7) Ce chapitre est le LIII^e du statut de 1255 d'après l'édition de Canciani; on voit qu'il étoit mal observé et en quelque sorte oublié, mais on en ordonne l'exécution.

Et insuper teneantur ipsi scribani omnia pacta, et naulum, quod patroni habere debent a naulizantibus, seriatim scribere, et de quibus mercationibus, sive fuerint colli, sive ballæ, sive alia pondera; nam propterea cessabunt plurimæ quæstiones. Et hæc, quæ dicta sunt, teneantur scribani jam dicti facere, et observare sub pœna librarum xxv pro quolibet, et qualibet vice. Et hæc sint commissæ cercatoribus navium, qui inquirent inde, et faciant observari, a contrafacientibus pœnas exigentes, ex quibus talem partem habeant, qualem habent de aliis pœnis.

CAP. LXXVI. *De parte danda patronis de pœnis marinariorum* (1).

Quoniam utile, quinimo necessarium est, quod marinarii observent ea quæ tenentur, et propterea sunt eis pœnæ oppositæ, quæ omnes deveniunt in commune; ideo ut observentur et exigantur cum effectu, statuimus de cætero observandum, quod pro omnibus et singulis pœnis per statuta communis Venetiarum ordinatis et conditis contra marinarios, quæ (ut proceditur) deveniunt in commune, patronus possit convincere et convenire marinarios suos coram nostris iudicibus, et habeant patroni hujusmodi medietatem pœnæ in qua marinarii fuerint convicti, ut dictum est, et residuum sit communis; nam sic, ipsi patroni magis erunt solliciti ad executionem pœnarum præmissarum, et per consequens marinarii verentes observationem pœnarum prædictarum, plenius facient quod debebunt.

LOI DU 9 JUIN 1428 (2).

Vareas dari non debere, nisi in casu jacturæ, aut prædæ, videlicet de his rebus tantummodo quæ sub cooperta essent, et in libro scribani scriptæ.

Cum sit dignum dare omnem possibilem largitatem et beneficium mercaturæ, ubi cum honestate fieri possit; et (prout est omnibus manifestum) per patronos navium, et navigiorum de tempore in tempus dantur infinitæ gravedines et expensæ mercaturæ sub colore varearum; et sit utile, et necessarium modificare et limitare dictas vareas sic, quod omnes sciant se intelligere:

Vadit pars, quod de cætero, per aliquem, seu aliquos patronos navium, seu navigiorum, quæ ab hac die antea de Venetiis recedent, non possit dari aliqua varea aliquibus mercatoribus, vel rebus, nisi in his duobus tantum videlicet:

In casu geti rerum de subtus coopertarum (3), quæ essent scriptæ super quaternis dictarum navium et navigiorum, et in casu dérobaionis; in quibus duobus casibus tantum,

(1) Il est encore probable que ce chapitre appartient au dogat de François Dandolo. Il présente certainement une addition au statut de 1255.

(2) Cette loi du grand conseil fait partie des *Consulta quædam in diversis consiliis Venetorum deliberata*, imprimés à la suite des six livres des *Statuta civilia*, page 118 de l'édition de 1729.

(3) On détermine ici d'une manière explicite que les objets placés sous le tillac et inscrits au livre de l'écrivain donneront seuls lieu à contribution lorsqu'ils seront jetés: c'étoit la sanction nécessaire des prohibitions prononcées par le chapitre LXVIII ci-dessus, page 50.

et quolibet eorum dari possit varea mercationibus et navibus, et tunc servetur forma ordinum nostrorum superinde captorum.

In cæteris autem casibus nullo modo dari possit aliqua varea aliquibus mercationibus. Et intelligant se patroni cum mercatoribus in facto nabulorum, prout eis melius videbitur et placebit; et scribatur omnibus rectoribus a parte maris, et incipiat hæc pars observari in ipsis terris die qua fuerit publicata.

ORDONNANCE DU 2 JUILLET 1468 (1).

L'è justa cosa proveder all' espeditione delle controversie, et lite de rason de mercantie; et conciosia che per le male condition de homini sia stà introdotto una mala e pessima condition, che quelli li quali assicurano coloro che hanno mercantie sopra nave et navili, et ogni altro fusto, si per essi fusti intravenuto el naufragio, over captura de li ditti navilii, ardiscono con modi dishonesti et nove çavillation, andar a litigio con longhezze et nove dilation; che non solum passano et dilatano el termine statuido per le leze, ma reducono le cose in diffinition perpetua: però essendo omnino necessario a proveder.

L'anderà parte, che de cætero, le controversie et lite da tal segurtade siano remosse da ogni officio del nostro palazzo, e debbiano esser commesse, et sia commesso all' officio nostro di consoli di mercadanti, eccettuando quelle appartenesse

Il est juste de pourvoir à l'expédition des contestations et des procès auxquels donne lieu le commerce; et attendu que, par suite de la perversité humaine, il s'est introduit parmi les personnes qui ont l'habitude de se rendre assureurs (2) envers ceux qui chargent des marchandises sur de grands ou de petits navires, ou sur tous autres bâtimens d'un rang inférieur, la pernicieuse et détestable coutume, lorsque ceux-ci font naufrage ou que les navires sont capturés, d'oser recourir à des moyens illicites et à une série de chicanes pour susciter des procès dont les longueurs et les retards multipliés non-seulement reculent et excèdent les délais fixés par la loi, mais laissent les affaires languir indéfiniment sans décision positive; à quoi il devient absolument nécessaire de remédier:

Il est décidé qu'à l'avenir les contestations et les procès qu'engendreront lesdites assurances seront distraits de tous les offices de notre palais, pour être définitivement attribués à notre office des consuls des marchands (3), à l'exception des affaires qui appartiendroient à l'office du magistrat des

(1) Cette loi, faite par le grand conseil, se trouve dans l'édition des *Novissima Veneta statuta civilia* de 1729, page 230; dans l'appendice de la traduction italienne du Consulat, page xj, et dans la *Biblioteca di gius nautico*, t. I^{er}, page 234.

(2) Il est évident, d'après cette loi, que les assurances maritimes étoient habituellement pratiquées à Venise en 1468; et cela n'a rien de surprenant, puisqu'on a vu, t. IV, pages 566 et 567, qu'elles étoient connues à Pise et à Florence dès la première moitié du XIV^e siècle. Mais quel étoit le fond de la législation sur cette matière? Voilà ce que nous ignorons; car notre loi du 2 juillet 1468 n'est qu'une loi de procédure. Les statuts d'assurances de Florence ne sont que de 1523; mais ils en supposent de plus anciens. D'un autre côté, on verra dans le chapitre relatif à l'Aragon que dès 1435 Barcelone avoit rédigé des lois d'assurances; c'étoit sans doute par cette sorte de droit commun emprunté qu'on se dirigeoit à Venise.

(3) Ainsi à Venise, jusqu'en 1468, les consuls, qui, d'après le statut de 1255, jugeoient les causes maritimes, n'avoient pas connu des assurances; les contestations qui en résultoient étoient restées dans les attributions des juridictions ordinaires. Il ne faut pas, du reste, en être surpris; les assurances restèrent bien plus longtemps en Angleterre sous la juridiction ordinaire; voir le statut de 1601, t. IV, page 210.

all' officio del zudega de procurator, che per dignità della procuratia non dieno esser remosse. Et al detto officio de consoli di mercadanti tal cosa si debbia osservar a questo modo : che li dannizadi, quali si attroverranno in questa terra, siano tenuti dal zorno della nova a mesi doi, haver fatto citar avanti li consoli nostri tutti li preditti assicuratori; et avanti essi consoli aver provato, sì per li libri, come per altro mezzo, il suo danno, et con sagramento; quelli veramente che non fusseno in questa terra, habbino termine mesi doi doppoi zonti a provar ut supra. Et fatto questo, et passado li doi mesi, li assicuradori siano obligati dar, et pagar, le sopraditte segurtà a beneplacido delli dannificadi, et se quelli non vorranno pagar, possino li ditti dannificadi levar la subvention de tutta la sorte della segurtà, over di quella parte, che restasseno haver contra ditto asegurador, overo aseguradori.

Et li consoli nostri siano obligati darli la ditta subvention, come delle littere di cambio si osserva : et habbiano le spese, che fanno per la preditta subvention di cambii. Dichiarando, che se delle preditte robbe naufragade, se ritrovaranno, et si recuperassino robbe de navilio, se intenda esser a conto, et per conto di aseguradori, et delli dannizadi per ratta, secondo quello fosse stato constado per li ditti dannizadi avanti li preditti consoli. Et di tal cosa, come è preditto, li detti consoli debbiano far summaria rason, senza libelli, come al ditto officio si osserva : postpo-

procurateurs (1), lesquelles, à raison de la dignité dont la procurature est investie, ne doivent pas lui être enlevées. Ledit office des consuls des marchands devra donc procéder de la manière suivante : les assurés, lorsqu'ils se trouveront sur notre territoire, devront, dans le délai de deux mois, à partir du jour auquel la nouvelle du sinistre leur sera parvenue, faire citer tous les assureurs devant nosdits consuls, et prouver, devant eux, tant par la production des livres que par tout autre moyen et avec serment, le dommage qu'ils auront souffert : ceux qui se trouveroient réellement hors de notre territoire jouiront, à compter de leur retour, d'un délai de deux mois pour fournir la preuve susdite. Cette formalité accomplie et le laps de deux mois écoulé, les assureurs seront tenus de payer le montant des assurances par eux souscrites, à la simple réquisition des assurés; et, s'ils s'y refusent, ceux-ci pourront obtenir, contre l'assureur ou les assureurs, une condamnation au paiement, soit de la totalité du montant de l'assurance, soit de la partie qui leur resteroit due.

Nos consuls seront tenus de prononcer cette condamnation, comme il se pratique en fait de lettres de change; et les dépens seront les mêmes qu'en cas de condamnation pour lettres de change.

Nous déclarons, en outre, que si l'on recouvre quelques-unes des marchandises perdues dans un naufrage, ou quelques-uns des objets appartenant au navire, le tout devra donner lieu à une répartition à effectuer entre les assureurs et les assurés, au prorata des droits de chacun d'eux, selon ce qui aura été établi à l'égard des assurés devant les consuls (2). Lesdits consuls devront décider sommairement les affaires ci-dessus mentionnées, sans formalités d'écritures, selon ce qui s'observe devant leur office, en ayant

(1) Ce mot désigne très-probablement les procurateurs de Saint-Marc, qui, d'après le chapitre XXI du livre VI des *Statuta civilia*, compilé, comme je l'ai dit, page 9, en 1347, étoient les protecteurs spéciaux des pupilles et des orphelins. Il s'ensuivroit que du moment où des individus de cette classe se trouvoient avoir intérêt dans un procès d'assurance, les consuls de commerce étoient incompétens.

(2) On voit ici que la théorie actuellement adoptée dans tous les pays commerçans sur les réparations des pertes éprouvées par les assurés étoit loin d'être connue à Venise en 1468. Aujourd'hui si l'assuré intente une action d'avarie, il est indemnisé de la perte dont il justifie jusqu'à concurrence de la somme promise par l'assureur, et tout ce qui a été sauvé ou pourra être sauvé de l'accident lui appartient. Ce n'est que dans les cas où le délaissement lui est permis (et le naufrage est du nombre de ces cas), qu'il peut abandonner le tout aux assureurs; alors ce qui est ou pourra être sauvé appartient à ceux-ci.

nendo ogni cavillation, et dilation di tempo, perche così ricerca ogni giustitia, et honestà.

soin de proscrire toutes chicanes et tous retards, parce qu'ainsi l'exigent la justice et l'honnêteté.

ORDONNANCE DU 12 JUILLET 1527 (1).

Le introdotto da certo tempo in quà un pessimo disordine, che le nave nostre portano su la coverta molte et molte mercantie, ita che se puol dir, che le nave non abbiano due coperte, ma tre, cosa molto pericolosa, sì in adoprarsi li marinari in li servitii che bisognano per nave, come per il vasto delle mercadantie (et quod prius est), è pericolosa di trabaltarse, mettendo tante mercantie, quante se mettono in coverta, et su le garide d' alto è causa de molti pericoli, come a tutti è noto, et come molte volte è occorso, et notissimo della nave patron Luca Gobbo, et però è da farne opportuna, et presta provision, acciò che tal inconveniente non vadi più de longo, sì per beneficio delli nostri mercadanti, come per conservation della nave, et però :

L' anderà parte, che salve, et riservate tutte le altre parti in tal materia disponenti, sia per autorità di questo consiglio preso, et statuito, che de cætero alcun patron di nave non possi più cargar in coverta, gottoni, nè altra mercancia, sia de che sorte esser si voglia, dall' alboro fino a prova, nè sopra le garide, così a poppa come a prova, eccettuando le consuete portà delli marinari, sotto pena al patron, che cargasse, de ducati dusento delli suoi proprii beni, et non possa an-

Un abus déplorable s'est introduit ici depuis un certain temps : on voit nos navires porter sur leur pont une si grande quantité de marchandises, qu'il est permis de dire que ce n'est plus seulement de deux, mais de trois ponts qu'ils sont munis. Il en résulte de grands dangers, tant pour les marins, dans le cours de leur service à bord, que pour les marchandises qui, entassées en aussi grande quantité qu'elles le sont sur le pont et jusque sur les garides (2), éprouvent de tous les inconvéniens le plus grand, celui de s'entrechoquer. Les fréquens accidens que cet encombrement a occasionnés sont de notoriété publique; et l'on se rappelle, en particulier, le sort du navire monté par le patron *Luca Gobbo*. Il importe donc de prendre sans retard une mesure qui, dans l'intérêt de nos marchands et dans celui de la conservation du navire, prévienne le retour de pareils accidens.

En conséquence, tout en maintenant d'ailleurs les autres mesures prises en cette matière, il est arrêté et décidé, de l'autorité du conseil, que désormais aucun patron de navire ne pourra charger sur le pont des cotons ou toute autre marchandise de quelque nature que ce soit, depuis le mât jusqu'à la proue, ni sur les garides, soit en poupe, soit en proue, à l'exception de la pacotille habituelle des matelots; sous peine, pour le patron qui aura disposé de la sorte son chargement, de payer sur ses propres biens deux cents ducats et de ne pouvoir plus monter, en qualité de patron, ni un navire

(1) Cette ordonnance, rendue par le conseil du doge appelé les *Pregadi*, ne se trouve point dans l'édition des *Novissima Veneta statuta* de 1729. Elle est dans l'appendice de la traduction italienne du Consulat, page xij, et dans la *Biblioteca di gius nautico*, t. I^{er}, page 236. Elle a pour objet de prévenir les excès de chargemens des navires, matière dont s'étoit déjà occupé le chapitre LIX du statut de 1255.

(2) J'ai dit, t. IV, page 538, que ce mot me paroissoit désigner les pièces de bois courbes servant à porter la tente. C'est la définition que donne un vocabulaire italien des termes de marine, manuscrit de la Bibliothèque royale, n° 8113; mais M. Jal pense qu'à cette époque le mot *garides* répondoit à ce qu'on appelle *bastingages*, *pavesades*.

dar più patron di nave, nè d' altro navilio, s' el non haverà satisfatto i detti ducati dusento, la mità della qual sia dell' arsenal nostro, et l' altra mità, un quarto sia delli patroni, et l' altro quarto dell' accusador, essendo tenuto secreto, et non essendo accusator tutta la ditta mità sia delli patroni sopraditti dell' arsenal. I patroni del qual siano obligati far l' essecution senza altro consiglio. Item l' arsenal nostro habbi i doi terzi di noli de quelle robbe saranno stà portà in coverta, et su garide, et un terzo sia delli patroni del ditto arsenal.

Præterea, quando le nave verranno sopra porto, i patroni de ditte nave non possino venir in terra, sotto pena de ducati cinque delli suoi proprii beni, se prima la nave non sarà intrata in porto, la qual pena sia tolta per li patroni dell' arsenal nostro, della qual, la mità sia del detto arsenal, et altra mità sia delli patroni di detto arsenal. Et perche molte volte le nave discargano le loro mercadantie, et restano de fuori, senza venir in porto, per andar alli loro viazi: in questo caso ditto patron, discargata che sarà la nave, possi venir in terra.

Uterius li patroni dello arsenal nostro debbano mandar a chiamar li scrivani de tutte le nave, che verranno, et darghe solenne sagramento, se i haveranno cargati gottoni, et altre mercadantie in luoghi devedati, essendo in libertà de ditti patroni essaminar altre persone de ditta nave, sopra tal materia, per haver la verità.

Præterea l' armiraglio dell' arsenal nostro, discargate che saranno le nave, debba andar a veder se i haveranno passato il segnal dove è deputato al cargar, et tutto quello troverà, debba deponer per suo sagramento in l' officio dell' arsenal nostro, et trovando che sia passato ditto segnal, il ditto patron debba cazer alla pena de ducati dusento, de i quali siano dell' arsenal prefatto la mità, et l' altra mità de i patroni del ditto. Dichiarando, che

ni aucun autre bâtiment, tant qu'il n'aura pas soldé ces deux cents ducats. Sur cette somme, une moitié sera attribuée à notre arsenal, et quant à l'autre moitié, un quart sera remis aux patrons de l'arsenal, et l'autre quart au dénonciateur, dont on aura soin de tenir le nom secret. Dans le cas où il n'existeroit pas de dénonciateur, cette seconde moitié appartiendra en entier aux patrons de l'arsenal, lesquels exécuteront, en ce qui les concerne, sur ce point, notre décision, sans autre avis. Notre arsenal prélèvera de même les deux tiers du fret dû à raison des marchandises qui auront été indûment chargées sur le pont et sur les garides, et le dernier tiers sera abandonné aux patrons dudit arsenal.

De plus, quand les navires se dirigeront vers le port, les patrons desdits navires ne pourront, tant que le navire ne sera pas entré dans le port, venir à terre, sous peine de cinq ducats, à payer de leur bourse; le montant de cette amende sera perçu par les patrons de notre arsenal et sera réparti par moitié entre eux et ledit arsenal. Cependant, comme il arrive fréquemment que les navires, au lieu d'entrer dans le port, déchargent leurs marchandises hors de son enceinte afin de pouvoir appareiller de nouveau avec plus de promptitude, il sera permis au patron, dans ce cas, de venir à terre dès que le navire aura été déchargé.

En outre, les patrons de notre arsenal devront faire comparoître devant eux les écrivains de tous les navires qui arriveront, et leur déférer le serment sur la question de savoir s'ils ont ou non chargé des cotons ou toutes autres marchandises dans des espaces prohibés; ils auront aussi la faculté d'interroger, à ce sujet, d'autres personnes appartenant aux navires, afin d'arriver à la connaissance de la vérité.

De son côté, l'amiral de notre arsenal devra, après que les navires auront déposé leur cargaison, constater s'ils ont ou non dépassé le point déterminé pour le chargement; il rendra compte, sous le sceau du serment, devant l'office de notre arsenal, du résultat de son examen, et tout patron qui sera convaincu d'avoir dépassé le point dont il s'agit sera passible d'une amende de deux cents ducats, dont une moitié appartiendra à l'arsenal et l'autre moitié aux patrons de cet établissement.

Enfin, le conseil déclare qu'à l'avenir on

per modo alcuno de cætero non se possi più libar nave alcuna sopra porto, con burchi ferranti, nè piatte, sotto pena alli parcenevoli de ducati cento, per ogni volta, che i mandasseno tali burchi per il libar de ditte nave, et oltra di questo se l'intervenisse cosa alcuna, i detti parcenevoli siano obligati a pagar tutto quello, che fusse seguito de danno, quando i havessero cargati su i detti burchi, la qual pena vada all'arsenal nostro.

L'esecution veramente sia fatta per li detti patroni, senz'altro consiglio. Et la presente parte sia pubblicata sù le scale de San Marco, et de Rialto, ad intelligentia de tutti, et sia registrata nell'ufficio del nostro arsenal, etc.

ne pourra plus, pour quelque cause que ce soit, décharger sur le port aucun navire à l'aide de barques garnies de fer, ou de piattes (1); sous peine, contre les ayant parts dans ces navires, de cent ducats, chaque fois qu'ils auront employé de telles barques au déchargement d'un navire. En outre, en cas d'accident, les ayant parts dans les navires seront obligés de payer le montant total du dommage occasioné par les transports qu'ils auront fait faire sur des barques de cette espèce; et ce payement sera fait à notre arsenal.

Lesdits patrons exécuteront ponctuellement, sans autre avis, la présente ordonnance, qui, d'ailleurs, afin que la teneur en soit généralement connue, sera publiée sur les escaliers de Saint-Marc et du Rialto, et transcrite sur les registres de l'office de notre arsenal.

LOI DU 8 JUIN 1569 (2).

Occorre molte volte, che il naufragio delle navi, che si vede nascer spesso, con tanto danno e maleficio così publico come particolare, succede tra l'altre cause anco per negligenza, et poca avvertenza et malitia delli patroni delle sudette navi, et per l'imperitia de gli huomini, che vi sono sopra; et essendo a proposito farvi quelle provisioni, che sono convenienti, acciò che non passino senza il debito castigo, questi patroni per colpa di quali le nave se rompersero.

L'anderà parte, che sia commesso alli proveditori nostri di commun che habbiano a conoscer la causa, et successo del naufragio: et debbano sotto debito di sagramento, intesa che haveranno la rotta di qualche nave, formar diligentemente processo, acciò che sia conosciuto, se sarà il ditto naufragio successo per colpa d'essi patroni, over per semplice cattiva fortuna, i quali patroni non possano più andar ad

Il arrive souvent que les naufrages des navires qui, la plupart du temps, entraînent à leur suite tant de dommages publics et privés, proviennent, entre autres causes, de l'incurie, de l'indifférence et de la perversité des patrons de ces navires ou de leur impéritie; il devient donc urgent de prendre les mesures nécessaires pour que les patrons, par la faute de qui les navires auront fait naufrage, ne demeurent pas affranchis du châtement qu'ils auront encouru.

En conséquence, nos provediteurs du commun devront désormais s'enquérir de la cause et des suites de chaque naufrage. A cet effet, en vertu de leur serment, dès qu'ils auront été informés du naufrage d'un navire, ils s'empresseront de procéder à une enquête ayant pour but de constater si le naufrage a eu lieu par la faute des patrons, ou simplement par fortune de mer; et les patrons ne pourront entreprendre aucun nouveau voyage sur un navire ou sur un bâtiment inférieur, tant qu'ils ne se seront

(1) Petits bateaux ferrés. Le choc de ces embarcations pouvoit nuire aux navires.

(2) Cette loi, faite par le conseil des *Pregadi*, ne se trouve point dans les *Novissima statuta*; elle est seulement dans l'appendice du Consulat, page xvij, et dans la *Biblioteca di gius nautico*, t. I^{re}, page 240.

altro viaggio sopra nave, nè sopra altro navilio, se prima non si seranno di ciò particolarmente giustificati, et medesimamente di non haver stracagate le navi, ma d'haver osservata la parte 1527 in questa materia. Et essendo conosciuto essersi la nave per loro colpa, o negligenza naufragata, siano in perpetuo privi d'andar più patroni di nave, o d'altro navilio, et siano condannati in ducati cinquecento, da esser applicati alla casa nostra dell'arsenal, ut supra. Et se sarà provato essersi rotta essa nave, per malitia delli suddetti patroni, debbano i proveditori di commun soprannominati devenir oltra le altre pene sopra ditte a quell'altre maggiori, che loro parerà meritar la qualità del delitto. Oltra di ciò sia commessa a detti proveditori, et quando alcuna nave sarà per partire, debbano far diligentemente veder da periti il corpo di essa se sarà buono da navigar, et se la sarà ben al ordine de tutti gli corriedi, armizi, artiglierie, et cose necessarie per il navigar, et se haverà sempre tanti huomini buoni, et sufficienti, che possano servir alle cose, che occorrono per il governo della sudetta nave. La quale mancandole alcuna delle sopraditte cose, non debbano lassar partir per modo alcuno, fino a tanto, che non lesia proveduto di quanto si conoscerà il suo bisogno, per la sicurtà delle mercantie, et altre robbe, che vi seranno sopra : dovendo per tal effetto esser obediti dalli armiragli di questo porto, et del porto di Malamoco, et da quelli altri ministri publici, che farà bisogno, i quali con sagramento siano tenuti referir la verità di quanto haveranno veduto. Nè possa alcuna nave partir di questa città, se non haverà prima buona licentia dalli tre sopradetti proveditori nostri di

pas justifiés à cet égard et qu'ils n'aient pas prouvé que, loin d'avoir surchargé leurs navires, ils ont, au contraire, obéi aux dispositions de la loi de 1527 (1), rendue sur cette matière.

S'il est reconnu que le naufrage a été causé par leur faute et leur négligence, ils ne pourront plus jamais monter, en qualité de patrons, aucun navire de quelque rang que ce soit, et ils seront, en outre, condamnés au paiement de cinq cents ducats, qui devront être appliqués, selon les dispositions déjà établies, à l'hôtel de notre arsenal. S'il est prouvé que le naufrage du navire doit être attribué à la perversité des patrons, nos provediteurs du commun leur infligeront, outre les peines ci-dessus mentionnées, telles autres peines plus étendues que la nature du délit leur paroitra requérir.

Lesdits provediteurs auront soin aussi, chaque fois qu'un navire sera sur le point de mettre à la voile, de le faire visiter (2) minutieusement par des experts, qui examineront si son corps est en assez bon état pour prendre la mer, s'il est convenablement pourvu d'agrès, d'appareux, d'artillerie et de tous les objets nécessaires à la navigation, et, enfin, s'il est monté par de bons marins dont le nombre puisse satisfaire aux besoins du service pendant le voyage.

En cas d'inaccomplissement de l'une de ces conditions, lesdits provediteurs ne laisseront partir, sous aucun prétexte, le navire, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu de ce qu'on aura constaté lui être indispensable pour la sûreté des marchandises et des autres objets composant son chargement; et, à cet égard, ils devront exiger que les amiraux de ce port et ceux du port de Malamoco, ainsi que tous autres fonctionnaires publics qui en seroient requis, leur garantissent, sous la foi du serment, la réalité des faits dont ils auront été les témoins oculaires.

Enfin, aucun navire ne pourra quitter cette ville, sans qu'il lui ait été préalablement délivré, dans les formes requises, par nos trois

(1) Voir cette loi, page 67 ci-dessus.

(2) Il est douteux qu'on ait commencé seulement en 1569 à prendre cette mesure à Venise. Le statut de 1255 la suppose dans plusieurs dispositions; on a vu par les statuts d'Arles, Marseille, Gènes et Pise, qu'elle étoit observée dans toute la Méditerranée dès les ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles.

commun, con bolettino sottoscritto almeno per due di loro.

provéditeurs, un permis accompagné d'un billet souscrit par deux au moins d'entre eux.

LOI DU 8 JUIN 1569 (1).

Si conosce chiaramente, quanto sia grande il danno, et maleficio, che questa città nostra ne vien a ricevere, et sentire, così in publico come nel particolare, per il romper et naufragar, che fanno le navi, il che si vede da un tempo in quà spesso succedere, con notabil perdita, e di grossissimo cavedale, che si ritrova sopra, si come è occorso ultimamente nel naufragio delle due navi *Quetina* et *Viviana*, su l'isola di Cipro. Et perche si conosce tali naufragii nascer principalmente da due cose, l'una perche si vede che navigando su'l cuor dell'invernata, con tanto pericolo, l'altra, perche sono stracargate così le navi, che in bisogno di fortuna, o di combattere, essendo impedita l'artiglierie, et gl'armizi, non possono haver campo, nè modo da difendersi. Et se ben di ciò vengono date le denontie all'arsenal non sono mai espedite, li quali disordini non succederiano, se fosse data essecutione alle bone, et sante ordenationi di questo consiglio; però essendo necessario farvi quelle provision, che sono convenienti per beneficio commune.

L'anderà parte, che non derogando ad altre parti prese in questa materia, circa li viaggi delle navi, non possano nell'avvenire i patroni di esse navi, nè debbano partir da Venetia, et dalli luochi di Levante, per ritornare in questa città, cioè d'Alessandria, Soria, et Costantinopoli

On ne connoît que trop l'étendue des dommages publics et privés que causent à notre ville le bris et le naufrage des navires. Ces événemens désastreux se sont fréquemment renouvelés depuis un certain temps et ont entraîné à leur suite la perte d'une quantité de valeurs qui composoient les chargemens. Tel a été, à une époque récente, le résultat du naufrage qu'ont fait sur les côtes de l'île de Chypre les deux navires *Quetina* et *Viviana*.

Or, on sait que deux causes principales produisent ces déplorables naufrages : l'une consiste dans l'habitude de naviguer au cœur de l'hiver, ce qui entraîne les plus grands dangers ; l'autre est l'habitude de surcharger tellement les navires, qu'en cas d'événement grave ou de combat il n'y a aucun moyen de se servir ou de l'artillerie, ou des armes pour se défendre.

Quelles que soient les dénonciations faites à ce sujet à notre arsenal, on n'y donne aucune suite ; et, assurément, d'aussi graves désordres ne se manifesteroient pas si les sages et prévoyantes décisions de ce conseil étoient fidèlement exécutées : il y a donc nécessité de prendre sur ce point, dans l'intérêt commun, les mesures commandées par les circonstances.

Le conseil, sans déroger d'ailleurs aux dispositions déjà existantes en cette matière, concernant les voyages des navires, arrête que désormais les patrons desdits navires ne pourront partir, soit de Venise, soit des échelles du Levant, par exemple, d'Alexandrie, de Syrie ou de Constantinople pour retourner à Venise, depuis le 15 novembre

(1) Cette loi, faite par les *Pregadi*, se trouve dans les *Novissima statuta*, page 259 ; dans l'appendice du Consulat, page xviii, et dans la *Biblioteca di gius nautico*, t. I^{er}, page 241. Elle a pour objet de prévenir les naufrages occasionés par une navigation d'hiver ou par la surcharge et le mauvais armement des navires, par conséquent de compléter la loi précédente et celle du 12 juillet 1527, à laquelle elle se réfère.

da mezo novembre, per fino alli 20 di gennaro, ma per sicurtà di esse navi, et delli cavedali, debbano lasciar passar il tempo sopraditto delli mesi del crudo inverno per schivar il pericolo grande del naufragio, in che possono facilmente incorrere, sotto pena alli patroni, che partissero in detto tempo di ducati cinquecento, et alli parcenevoli che li facessero partir, di ducati mille per cadauna volta, che contrafacessero all'ordine predetto. La qual pena debba loro esser tolta per li proveditori, et patroni di esso arsenal senz'altro consiglio, et applicata alla suddetta casa dell'arsenal nostro. Li quali proveditori et patroni debbano haverne special cura, et farne diligente inquisitione che non sia preterito il presente ordine nostro. Nè possa alcuna nave, o navilio tornar a viaggio nuovo, se non haverà prima un bolletino dall'arsenal sottoscritto per duoi proveditori, et duoi patroni almeno, con sacramento che sia stata fatta inquisitione, et ritrovato che non siano stati preteriti gl'ordini sopradetti. Nè possano essi proveditori et patroni, dopo finito l'ufficio, andar a capello, se non porteranno fede dal secretario, che attenderà all'arsenal, con sacramento, che habbiano fatta la suddetta inquisitione, et essequito quanto per la presente legge è disposto, et che parimente habbiano espedite tutte le denontie che li saranno state date circa il stracargar delle navi, dovendo condannar tutti quelli, che stracargheranno, secondo la forma della parte presa in questo consiglio del 1527, 12 luglio. Alla qual parte sia aggiunto, che non si possa metter robba davanti il balaor, nè sopra il balaor, su la tolda di fuori via del cassaro, nè sopra il cassaro, et l'armiraglio, che per essa parte è obligato andar a veder, se le nave haveranno stracargato, ritrovando, che habbino contrafatto, et denunciando debbano haver un quarto delle condannason che fossero fatte, dovendo

jusqu'au 20 janvier; mais que, pour la sûreté des navires et des marchandises, ils devront attendre que l'époque précitée, qui est celle de la partie la plus rigoureuse de l'hiver, se soit écoulée, afin qu'ils échappent par ce moyen aux périls d'un naufrage qui, sans cela, ne les menacerait que trop certainement; sous peine, pour les patrons qui partiraient dans l'intervalle, de cinq cents ducats, et pour les intéressés dans les navires qui les feraient partir, de mille ducats par chaque contravention à la présente ordonnance, laquelle peine leur sera infligée, sans autre avis, par les provediteurs et patrons de notre arsenal, pour être appliquée à l'hôtel dudit arsenal. Lesdits provediteurs et patrons devront prévenir, par la surveillance la plus active, toute infraction à la présente ordonnance. Aucun navire, de quelque rang qu'il soit, ne pourra entreprendre un nouveau voyage s'il n'est muni d'un billet émané de l'arsenal, et signé au moins par deux provediteurs et deux patrons, certifiant qu'après un scrupuleux examen il a été reconnu que les mesures ci-dessus prescrites ont été observées. Les provediteurs et patrons, après l'expiration de leurs fonctions, ne pourront exercer des droits civiques, s'ils ne sont porteurs d'un certificat délivré par le secrétaire de l'arsenal qui attestera, sous la foi du serment, qu'ils ont procédé à l'examen ci-dessus mentionné, rempli les formalités prescrites par la présente ordonnance, et donné suite à toutes les dénonciations qui leur ont été faites relativement à l'excès de chargement des navires, en prononçant, contre quiconque a été convaincu de s'être rendu coupable de ce dernier fait, la peine portée par l'arrêté de ce conseil en date du 12 juillet 1527.

Aux dispositions de cet arrêté le conseil ajoute ici la défense formelle de placer des marchandises devant le château d'avant, ni sur ce château, ni sur le toit de la galerie qui règne autour du château d'arrière, ni sur ce château lui-même, et enjoint à l'amiral de vérifier si les navires ont ou non un surcroît de chargement; il devra dénoncer les contraventions commises à ce sujet, et aura droit au quart du montant des amendes qui seront prononcées en pareils cas, le surplus devant

il restante andar secondo che per la detta legge è disposto.

faire l'objet d'une répartition dont le mode a été précédemment déterminé.

LOI DU 4 AOUT 1585 (1).

Che per autorità di questo consiglio sia statuito, che nè dalli marinari, nè da altri ministri di vasselli sudditi nostri, possano esser tolti a modo alcuno denari, o robbe a cambio, o risigo di nave; sia solamente alli patroni, over scrivani d'essi vasselli lecito, per semplice bisogno et occorrenze del vassello ritrovandosi per il viaggio in necessità, pigliare quel tanto, et non più che li sarà necessario per parer della maggior parte del consiglio di XII di quella scala ove si ritroverà il vassello, et non altrimenti, sotto pena alli contrafacienti, che daranno per il modo sopradetto robba o danari, di perder il capitale, il qual sia irremisibilmente applicato un terzo all'accusator da esser tenuto secreto, et li altri doi terzi alla casa dell'arsenal nostro, et a quelli che riceveranno essi danari o robbe come di sopra, oltre l'haver a restituire il capitale intieramente, di stare anno uno in prigion serrato, o altra pena corporale ad arbitrio delli avogadori nostri di commun, alli quali questa essecution sia particolarmente commessa, et tanto sia deliberato, per levar l'occasione a gli huomini cattivi l'insidie per tal via di cambii a risico di nave, alla sicurezza di vasselli.

Et la presente parte sia publicata sopra le scale di San Marco et di Rialto ad intelligentia di ciascuno, et ne sia mandata copia ove farà bisogno.

Le conseil déclare qu'il ne pourra être fait d'emprunts à la grosse (2), consistant en argent ou autres objets, par les simples marins ou gens d'équipage des navires vénitiens, mais qu'aux seuls patrons ou écrivains desdits navires est accordé le droit de contracter des emprunts de ce genre, pourvu qu'ils en mesurent l'étendue uniquement sur les besoins du navire, en ne prenant rien au delà de ce que commanderont les circonstances relatives au voyage du navire, suivant ce qui sera reconnu par le conseil des douze de l'échelle où se trouvera le navire, et non autrement, sous peine pour les contrevenans qui prêteront ainsi de l'argent ou tous autres objets de perdre le capital, qui sera, sans rémission, attribué, pour un tiers, au dénonciateur, dont le nom sera tenu secret, et pour les deux tiers, à l'hôtel de notre arsenal; comme aussi sous peine pour les emprunteurs, auxquels l'argent ou tous autres objets auroient été livrés, d'être non-seulement soumis à l'obligation d'en restituer la valeur intégrale, mais en outre d'être passibles de condamnation à une année d'étroite incarcération, ou à tout autre châtiment personnel qui sera déterminé par les avocats du commun, auxquels est spécialement confiée en ce point l'exécution de la présente ordonnance, dont le but général est d'enlever aux hommes pervers les moyens de compromettre le salut des navires par l'emploi d'un mode abusif d'emprunts à la grosse.

La présente ordonnance, pour être portée à la connaissance de chacun, sera publiée sur les escaliers de Saint-Marc et du Rialto, et copie en sera adressée partout où cela aura été jugé nécessaire.

(1) Cette loi, faite par le grand conseil, se trouve dans les *Novissima statuta*, page 268; dans l'appendice du Consulat, page xx, et dans la *Biblioteca di gius nautico*, t. I^{er}, page 243.

(2) Ce contrat, aussi ancien que les plus anciennes expéditions maritimes, et dont le code indien, appelé *Lois de Manou*, qui passe pour être antérieur de mille ans à l'ère chrétienne, parle d'une manière expresse, étoit certainement connu à Venise bien avant le xvi^e siècle. Il y étoit régi évidemment par les principes du droit romain et des Basiliques. L'objet de cette loi est simplement d'en prévenir les abus.

LOI DU 28 JUIN 1586 (1).

È manifesto a ciascuno di questo consiglio il disordine grave, et di pessimo essemplio introdotto nei casi delli naufragii, che succedono nelle acque, et alle rive dello stato nostro da mare, et quanto sia necessario farvi provisione, acciocche a coloro, che incorrono in questa calamità, non sia accresciuto danno, et afflictione, ma prestato anzi da rappresentanti, et ministri nostri ogni aiuto, et favore in sollevatione così de sudditi come de forestieri, conforme al giusto, et cristiano istituto della signoria nostra.

Però havuto anco in tal materia il parer delli cinque savii nostri sopra la mercantia; l'anderà parte, che ogni volta, che occorreranno di simili naufragii di qualunque sorte di nave, o navilii nelli luoghi del nostro stato da mare, debbino esser obligati li rettori, che per tempora saranno di quel luoco, sotto la giurisdittione del quale sarà occorso il naufragio, immediate dopo havuta la cognitione di esso, far far publici proclami con quelle pene che a loro parerà, che non sia tolta, nè asportata cosa alcuna di essi naufragii, et che qualunque persona, et sia chi si voglia, ne havesse alcuna presso di se o altrove, debba di subito presentar, et consegnar il tutto in mano di essi rettori, et se sapesse, che alcuno altro havesse di esse robbe, sia tenuto a manifestarlo: con libertà in questo proposito di metter tutti quelli ordini, et far tutte quelle essecutioni, che possono coadjuvare la recuperatione. Debbono oltra di ciò immediate far chiamar consiglio di XII, nel qual si debba far intervenire il patron del vassello, il scrivano, et altri

Chacun des membres de ce conseil connoît les graves désordres qui, comme autant de précédens pernicioeux, ont éclaté lors des naufrages survenus dans les parages et sur les côtes de la partie maritime de nos états, et est pénétré de la nécessité d'y mettre un terme, afin que les personnes sur lesquelles pèsent d'aussi rigoureux événemens, loin de recevoir un surcroît de préjudice et d'affliction, trouvent au contraire dans nos représentans et nos délégués les secours et la faveur que nos sujets et les étrangers eux-mêmes sont en droit d'attendre de l'esprit de justice et de christianisme qui anime notre seigneurie.

En conséquence, et appuyés d'ailleurs en cette matière sur l'opinion émise par notre conseil des cinq magistrats du commerce, nous ordonnons que chaque fois que des navires, de quelque rang que ce soit, ou tous autres bâtimens, feront naufrage dans l'étendue de nos possessions maritimes, les gouverneurs dans le ressort administratif desquels sera situé le lieu qui aura été le théâtre de cet accident, devront, aussitôt qu'ils en auront été informés, publier des proclamations dans lesquelles ils défendront, sous telles peines qu'ils jugeront à propos de spécifier, qu'on n'enlève ni ne transporte aucun objet provenant de ce naufrage, et ordonneront que toute personne qui, directement ou indirectement, auroit en sa possession quelques-uns de ces objets, les représente aussitôt tous, les dépose entre les mains des gouverneurs, et désigne quiconque à sa connoissance seroit détenteur de semblables objets. Noudits gouverneurs sont investis à cet effet du droit de donner tous les ordres et de prendre toutes les voies exécutoires propres à procurer la restitution dont il s'agit. Ils devront aussi convoquer immédiatement le conseil des douze, qui fera comparoître devant lui le patron du navire, l'écrivain et toutes autres personnes plus expérimentées, soit parmi les gens d'équipage, soit parmi les habitans du lieu, et, autant

(1) Cette loi, faite par les *Pregadi*, se trouve dans les *Novissima statuta*, page 269; dans l'appendice du Consulat, page xxj, et dans la *Biblioteca di gius nautico*, t. I^{er}, page 243. Elle offre un des plus sages réglemens de cette époque sur les secours à donner dans les naufrages. Les recès anséatiques du xiv^e siècle contenoient bien quelques dispositions analogues; mais la loi de Venise entre dans des détails remplis de justice et d'humanité, que l'ordonnance française de 1681 avoit adoptés; voir t. IV, page 400.

più pratici, sì del vassello come di quel loco, et se si potrà delli mercanti passeggeri. Il qual consiglio dopo ridotto, et sacramentato, sia in obbligo di far elettione di quanti operarii saranno stimati bisognosi per detta recuperatione; dovendo parimente far elettione di doi soprastanti, persone di buona fama, et intendenti; li quali insieme con il cancellier di quel loco siano obligati di haver cura, et proveder con diligentia alla recuperatione, dovendo cadauno di loro separatamente tener conto distinto et particolare della quantità et qualità della mercantia che si ricupererà, con le sue marche, et segnali, et quella far governar, et restaurar secondo il bisogno, et poi riponer in un magazzino, et haver una chiave per uno.

Che questi similmente siano obligati di giorno in giorno, se sarà possibile, se non in quel più breve termine, che si potrà per la lontanenza del luogo, dar relatione alli rettori di quanto haveranno operato, et separatamente presentar una nota in cancelleria del recuperato, non permettendo che alcun ministro della nave, o vassello naufragato possa participar di utilità alcuna come mercenario: essendo obligato il scrivano di essa nave o navilio de tenir ancor lui conto particolare come faranno li detti soprastanti, al quale li debba correr per quel tempo il salario istesso, et le spese del vitto solamente, che haveva della nave o navilio. Et se li mercanti interessati mandassero loro, o gli assicuratori suoi agenti per tal effetto, possino all' hora, secondo che parerà a' loro agenti, o continuar, o cessar dall' opera. A quelli che saranno eletti per la ricuperatione, sia assignato quel tanto giornalmente per loro mercede, che parerà al detto consiglio di XII alli soprastanti, che saranno eletti, sia deputato solamente quel salario, che parerà al detto consiglio di XII a giorno per giorno in danari contadi. Il cancelliero sia soddisfatto per le

que possible, les passagers marchands. Ce conseil s'étant assemblé, et la prestation de serment ayant eu lieu, il devra commettre autant d'ouvriers qu'il le jugera nécessaire pour faciliter le recouvrement des susdits objets, et faire choix en même temps de deux surveillans, hommes d'une bonne réputation et d'une intelligence exercée, lesquels, de concert avec le chancelier du lieu, seront tenus de consacrer leurs soins et leur activité à opérer ce recouvrement. Chacun d'eux devra de son côté tenir un compte distinct et spécial, énonçant la quantité et la qualité, les marques et les empreintes des marchandises recouvrées, y faire les réparations nécessitées par les circonstances, et les déposer dans un magasin dont chacun d'eux aura une clef.

Ces mêmes surveillans devront, autant que possible, immédiatement ou au moins dans le plus bref délai, selon la distance des lieux, informer les gouverneurs de tout ce qu'ils auront fait, et présenter séparément à la chancellerie une note sur l'état de leurs opérations. Ils ne devront au surplus jamais permettre à aucun des hommes de l'équipage du navire ou bâtiment naufragé, de travailler en qualité de mercenaire au sauvetage; mais l'écrivain du navire ou bâtiment naufragé devra, ainsi que les surveillans, allouer aux gens de l'équipage qui travailleront au sauvetage le même salaire et les mêmes frais de nourriture que ceux qui leur étoient fournis à bord.

Si les marchands intéressés au chargement ou les assureurs adressent leurs agens aux surveillans, ceux-ci pourront alors, selon qu'ils le jugeront convenable, leur laisser ou leur interdire les opérations du sauvetage. Les personnes appelées au sauvetage recevront un salaire dont le montant, pour chaque journée, sera fixé par le conseil des douze, lequel déterminera aussi le salaire à payer chaque jour, en argent comptant, aux surveillans qui auront été nommés.

Le chancelier, à raison des écritures qu'il

scritture solamente, che farà in simili occasioni, secondo la tariffa ordinaria delle scritture, che fa per altri conti. Et il cavallier, contestabile, et altri ufficiali giusta la tariffa loro ordinaria, et alli rettori per recognitione dell' opera, et diligentia loro sia assegnato di tutto quello che si ricupererà, doi per cento solamente trà tutti in danari contadi, senza che possano conseguire alcun' altro beneficio, nè di regalia, nè di donazione, nè in qual si voglia altro modo che dir et imaginar si possa, sotto debito di sagramento, et sotto le pene statuite dalle leggi a' furanti in caso di contrafattione. Et perche potria occorrer, che non si trovasse danaro per la satisfattione delli mercenarii, che giornalmente si adopereranno, sia perciò per il consiglio di XII fatta elettione di doi, i quali siano sagramentati, che debbano vender con quel mazor vantaggio, che sia possibile, tanta di essa mercantia recuperata, quanta che farà bisogno per la satisfattione di detti mercenarii: la qual vendita non vaglia se non sarà approvata per il consiglio di XII. Non potendosi in modo alcuno per tali pagamenti far alcuna distributione o compartita della robba recuperata, la qual tutta (di quelli naufragii però, che saranno destinati per Venetia) sia mandata in questa città nelle doane solite, di dove non possa esser estratta, se prima non saranno stati satisfatti in contadi li sopra scritti rettori, et cancellieri, come di sopra. Et perche similmente potrà avvenir naufragi di vasselli, o mercantie, non possino esser levate se non sarà prima satisfatto quanto si deve, come è sopradetto. Essendo obligati li rettori di mandar la copia di tutte le scritture, processi, et inventarii alli cinque savii nostri sopra la mercantia, li quali rettori debbano far similmente formar diligente processo della causa del naufragio per inquisitione, et quello mandar alli avogadori nostri di commun, accioche sia amministrata giust-

aura faites en cette occasion, recevra des émolumens réglés sur le pied de ceux qu'accorde le tarif ordinaire en fait d'écritures pour tous autres comptes. Les émolumens du chancelier, du connétable et des autres officiers, seront basés sur le tarif habituel qui les concerne; et quant aux gouverneurs, à raison des vérifications et des diligences auxquelles ils se seront livrés, ils ne percevront, sur les valeurs recouvrées, que deux pour cent des deniers comptans, sans pouvoir prétendre à rien d'autre chose, soit à titre de prélèvement ou de don, soit à quelque autre titre que ce puisse être. Ils devront s'engager par serment à ne pas enfreindre cette prohibition, et en cas d'infraction ils seront passibles des peines portées par les lois contre le vol. Mais comme il pourroit advenir qu'on ne trouvât pas assez d'argent comptant pour payer aux ouvriers leurs journées de travail, le conseil des douze chargera deux personnes assermentées de vendre, le plus avantageusement possible, telle quantité des marchandises recouvrées qu'il faudra pour réaliser les fonds nécessaires au paiement desdits ouvriers. La vente ainsi faite ne sera réputée valable qu'autant qu'elle aura été approuvée par le conseil des douze.

En aucun cas on ne pourra, pour payer les ouvriers, leur faire ni distributions ni partages des marchandises recouvrées; car toutes ces marchandises (c'est-à-dire celles qui auront fait naufrage dans un voyage de destination pour Venise) seront dirigées sur cette ville, et consignées dans les magasins habituels des douanes, d'où l'on ne pourra les extraire qu'après que les gouverneurs et chanceliers auront été payés en espèces, de la manière ci-dessus mentionnée. Enfin, en tous cas de naufrage d'un navire, les marchandises ne pourront être remises aux destinataires qu'après que les divers paiemens dont il vient d'être parlé auront été effectués.

Les gouverneurs enverront au conseil des cinq magistrats du commerce copie de toutes les écritures, de tous les procès-verbaux et inventaires qui auront été rédigés, et ils dresseront, sur la nature des causes du naufrage, une enquête dont ils remettront le procès-verbal à nos avocats du commun, afin qu'il soit fait justice des personnes dont la con-

titia contra quelli, che per avventura malitiosamente havessero procurato simil naufragio. Et la essecutione della presente parte sia commessa alli predetti cinque savii nostri sopra la mercantia, li quali debbano espedir sommariamente le differenze, che potranno occorer alla giornata in tal materia, essendo tenuti al ritorno portar legitime fedi di haver essequito ad unguem la presente deliberatione. Della quale sia mandata copia a tutti li rettori, et rappresentanti nostri di mar, et anco alli capi dell' armata nostra, registrandola anco nell' avvenire in tutte le loro commissioni, con espresso ordine a tutti di essequirla, et farla essequire inviolabilmente.

duite perverse auroit occasioné ce désastreux événement.

L'exécution de la présente ordonnance est confiée aux susdits cinq magistrats du commerce, chargés de juger sommairement les difficultés qui d'un jour à l'autre pourroient survenir dans les cas qu'elle prévoit; ils devront présenter, lors de la cessation de leurs opérations, les actes et certificats propres à établir qu'ils ont ponctuellement suivi les dispositions de la présente ordonnance, dont copie sera adressée à tous nos gouverneurs, à nos commissaires maritimes et aux officiers supérieurs de notre marine, afin qu'à l'avenir ils la relatent dans toutes leurs commissions, et que tous soient contraints tant de l'exécuter eux-mêmes que d'en assurer strictement l'exécution.

LOI DU 26 SEPTEMBRE 1586 (1).

Essendosi molto ben conosciuto da nostri maggiori il danno che sentiva questa città, et sudditi nostri per le assicurazioni, che si facevano sopra navilii forestieri, li quali non si sapendo di che qualità fossero, si poteva incorrer in grandissimi risighi, fu da loro con diverse leggi strettamente prohibito, che alcun cittadino, suddito, o habitante in questa città non potesse assicurare detti navilii forestieri, nè manco le robbe, che sopra essi erano cariche: ma perche il mancamento de' navilii venetiani, per necessità di alcune robbe, che bisognavano alla città, molte volte era necessario valersi di essi, però in diversi tempi questa prohibition per parte di questo consiglio, fu dispensata in casi particolari. Delle quali concessioni, e dalla longhezza del tempo le sopradette parti di prohibition sono andate in dissuetudine, et quasi che in obli-

Nos ancêtres ayant parfaitement connu le préjudice que causoient à cette cité et à nos sujets les assurances faites sur navires étrangers, dont on ne pouvoit pas toujours connaître la qualité, ce qui étoit une source féconde de risques, interdirent positivement dans diverses lois, à tout citoyen, sujet ou habitant de cette cité, le droit d'assurer tant les navires étrangers que les marchandises qui en composoient les chargemens; mais comme, par suite de l'insuffisance du nombre des navires vénitiens, il falloit, pour opérer les transports de divers produits nécessaires à notre cité, recourir fréquemment à l'emploi de navires étrangers, les prohibitions qui pesoient sur ceux-ci furent levées à diverses époques, par le présent conseil, dans des cas spéciaux.

Les concessions octroyées en pareil cas, et un long espace de temps, ont fait tomber en désuétude, et en quelque sorte dans l'oubli, les prohibitions ci-dessus mentionnées. Les abus qui se sont introduits à cet égard sur

(1) Cette loi des *Pregadi* se trouve dans les *Novissima statuta*, page 270; dans l'appendice du Consulat, page xxiv, et dans la *Biblioteca di gius nautico*, page 246. Son objet est de modifier la faculté d'assurer, et par conséquent elle suppose l'existence d'un corps d'usages sur le contrat en lui-même, qui n'avoient pas été rédigés en forme de lois promulguées; voir encore la loi du 12 mars 1624, page 93.

vione. Onde l'uso della piazza ha causato, che siano fatte sententie da' magistrati nostri contra esse parti, da che al presente ne nasce un grandissimo inconveniente, che ben spesso gli uomini senza alcun rispetto, posponendo ogni obbligo di coscienza, si fanno assicurar sopra navilii che quasi non possono star sopra acqua, et che a pena sono fuori delli porti, che vanno a fondo, con estermínio di questa piazza, cittadini, et sudditi nostri, et non dovendosi restar di provvedere a cosa di tanta conseguenza.

L'andarà parte, che per l'avvenir non possa alcuna persona, sia di che condition esser si voglia, nobile, cittadino, suddito, o habitante in questa città, et stato nostro, o altro che si sia, assicurare, o farsi assicurare di robba, over navilio, così Venetiano, come forestiero, o per scrittura, o in fede come s'intende, che molti usano al presente, che non venga in questa città, o non si parta da essa, per andar dove si voglia, o da altri luochi sudditi nostri che vada in Levante, o in Ponente fuor di questo nostro golfo, sotto pena, così al sicurador come a chi si farà assicurare, di perder la mità di quello importa il capitale, che vien assicurato, la qual mità debba esser divisa, trà l'accusator et l'officio di consoli di mercadanti (a chi sono raccomandate le assicurazioni delle navi) facendone l'essecutione. Nè alcun magistrato possa in alcun delli casi sopradetti suffragar, nè far sententia di alcuna sorta in questo proposito, et facendoli sententia, li auditori vecchi habbino autorità di tagliarla, senza altro consiglio; il qual taglio fatto, conseguiscano essi auditori le pene sopradette, et se al-

notre place exigent donc que nos magistrats, en obviant par des mesures convenables à la violation ultérieure de ces prohibitions, préviennent le grave préjudice qui de nos jours se fait sentir, alors qu'on voit en maintes conjonctures des hommes éhontés, et mettant en oubli tout devoir de conscience, se faire assurer sur des navires à peine capables de tenir la mer, et qui à leur sortie du port sombrent aussitôt. Il en résulte pour notre place, nos concitoyens et nos sujets, une source trop abondante de désastres pour qu'on ne doive pas s'efforcer de la tarir promptement.

Il est donc décidé qu'à l'avenir aucune personne, à quelque condition qu'elle appartienne, soit noble, soit simple citoyen ou sujet, soit domicilié à Venise ou dans d'autres parties du territoire de la république, soit domicilié à l'étranger, ne pourra ni assurer ni faire assurer à son profit, soit par conventions écrites, soit sous la clause dite de confiance (1), ainsi que cela se pratique fréquemment, des marchandises, ou un navire vénitien ou étranger qui ne viendrait pas à destination de Venise, ou qui partirait d'un autre port que celui de Venise pour se rendre à telle destination que bon sembleroit, ou bien de tout autre lieu soumis à la république pour aller, soit dans le Levant, soit en Occident, ailleurs que dans l'étendue du golfe Adriatique, sous peine, tant pour l'assureur que pour l'assuré, de perdre la moitié de la valeur représentative du capital assuré, laquelle moitié sera répartie entre le dénonciateur et l'office des consuls du commerce, auxquels est confié le soin d'opérer cette répartition et de présider à la formation des conventions d'assurances sur navires. Nul magistrat ne pourra, dans aucun des cas précités, émettre une opinion ni rendre une sentence sur le point dont il s'agit; et dans le cas où une sentence seroit rendue par lui, les auditeurs anciens sont et demeurent dès à présent investis du droit de l'annuler, et, après en avoir opéré l'annulation, d'infliger aux délinquans les peines ci-

(1) D'après le chapitre 1^{er} du Guidon de la mer (t. II de ma collection, page 377), ces sortes d'assurances étoient verbales. Quoiqu'elles pussent très-bien avoir pour objet des assurances licites, il est probable que le plus souvent elles avoient lieu pour couvrir des gageures et la contrebande. On les masquoit également par des assurances écrites, mais sans désignations précises des choses assurées, dont il est question dans les statuts de Florence (t. IV de ma collection, page 599), où précisément il est question du commerce dans le golfe de Venise.

cun delli contrafacenti venirà ad accusar l'altro, resti libero della pena, sii tenuto secreto, et guadagna la mità della pena dell' accusato, come di sopra, nè in questa materia possi esser fatta gratia, nè remission alcuna, et il sansaro, messetto o altri che servissero a detto essercitio facesse far simil sorte di assicurazioni, s' intendi bandito di questa città per anni cinque, paghi in danari contanti al magistrato, che farà l' essecutione ducati dusento, et sia privato di essercitar simil sansaria in perpetuo, ma accusando egli, chi havesse fattosi assicurar o assicurato contra l' ordine della presente parte, sii assolto, guadagni le pene sopradette, et sii tenuto secreto. Et questa sorte di giudicio sii fatto dalli consoli di mercadanti summariamente, et anco per via d' inquisizione, a' quali come cosa di molta importantia sia raccomandata la presente parte.

dessus mentionnées. Si l'un des délinquans en accuse un autre, il restera à l'abri de toute peine, son nom sera tenu secret, et il acquerra la moitié du montant de la condamnation infligée de la manière et pour les causes susénoncées. En pareille matière il n'y aura jamais ni grâce ni remise de peine. Tout courtier ou autre intermédiaire qui s'emploieroit à la négociation d'une assurance du genre de celles qui viennent d'être prohibées sera banni de Venise pendant cinq années, paiera au magistrat qui aura annulé l'assurance deux cents ducats en deniers comptans, et sera destitué pour toujours de ses fonctions de courtier. Mais dans le cas où il dénoncerait une personne qui se seroit fait assurer contrairement aux dispositions de la présente ordonnance, il sera absous, il gagnera sur le montant de la condamnation pécuniaire infligée au délinquant la part ci-dessus fixée, et son nom sera tenu secret. La connoissance des affaires dont il vient d'être parlé est dévolue aux consuls du commerce, qui procéderont par voie sommaire, et, au besoin, par voie d'enquête. Enfin, vu son extrême importance, la présente ordonnance leur sera fortement recommandée.

LOI DU 4 NOVEMBRE 1589 (1).

Dal ricordo presentato alla signoria nostra, per il fidel Pietro Brevi, et dalla risposta delli signori Savii sopra la mercantia, hora letta in questo consiglio, ha inteso il gran maleficio, che questa giustizia nostra vien a sentire, per l'abuso, et disordine del modo delli parcenevoli, et patroni di marciliane, et altri vasselli, che conducono ogli della Puglia, vini et altre mercantie de Levante, nel caricarle in coperta, fuori di ogni dovere, da che nasce che in bisogno de fortuna o di combattere, restando impedita le artellarie, et altri armizzi, non possono li marinari haver campo, nè modo da difendersi dalla fortuna del mare, nè da assalto de

Le conseil, après avoir pris connoissance du rapport qui lui a été présenté par le fidèle Pierre Brevi, et avoir lu la réponse des cinq magistrats du commerce, a reconnu l'étendue du préjudice causé aux personnes soumises à sa juridiction par l'habitude pernicieuse et désordonnée dans laquelle sont les armateurs et patrons de marsilienes, ou autres bâtimens qui transportent des huiles de la Pouille, des vins et autres marchandises du Levant, de les charger sur le pont, bien que rien ne les y autorise; d'où il résulte qu'en cas de fortune de mer, ou lorsqu'il s'agit de combattre, les pièces d'artillerie et autres objets d'armement étant encombrés, les marins ne peuvent ni se livrer aux manœuvres nécessaires dans le premier cas, ni repousser les attaques des corsaires dans le second; inconvénient dont la gravité occasionne de

(1) Cette loi, faite par les *Pregadi*, est dans les *Novissima statuta*, page 270; dans l'appendice du Consulat, page xxvj, et dans la *Biblioteca di gius nautico*, t. 1^{er}, page 247. Elle a pour objet d'amplifier les mesures prises par les lois précédentes contre l'excès des chargemens de navires.

corsari, onde ne seguono molti naufragii, et prese di essi vasselli, non senza detrimento publico, et danno de particolari persone: et dovendosi a tal inconveniente provvedere, con opportuno rimedio, et per beneficio delli nostri mercanti, come per conservatione delle marciliane, et vasselli sopradetti.

L'anderà parte, che salve, et riservate tutte l'altre parte in tal materia disponente, sia per autorità di questo consiglio preso, et fermamente statuito, che alcun patron de marciliana, o altro vassello, non possi per l'avvenir sotto pena de ducati ducento per cadauno viaggio caricar in coperta, o sotto il cassaro, più di sei per cento delli ogli, o altra mercantia, che haveranno caricata sotto coperta, le qual però sei per cento, in occasione di getto, debbano esser poste a varia giusto alle leggi, acciò di questa maniera possino contrapesar le ancore, gomme, et altri armizi, che per ordinario si tengono a prova, sotto el ballador. Non potendo essi patroni caricar fuori del cassaro alcuna sorte di mercantie, riservate però sempre le ordinarie portade de marinari, come il solito, et essendo parimente le medeme pene nell'avvenir: prohibiscono alli parcenevoli, et altri, che faranno fabricar marciliane, o simili vasselli, di poterli far aggonger altra coperta, che le due, con quali sono fabricate al presente.

Et perche si possi in ogni tempo sapere, che a queste deliberation nostre venghi dato la sua debita esecutione, sia parimente preso, che nell'arrivo in porto de tali vasselli debba l'armiraglio del porto suddetto, veder diligentemente se dalli loro patroni, sarà stato contraffatto alle sopradette deliberationi; et ritrovandosi alcun contrafaciente, per relation di esso armiraglio, o altro denunciante giustificcherà la contrafattione, habbino esso armiraglio, o altro, un quarto della sopradetta pena, da esser irremissibilmente ris-

nombreux naufrages et captures de nos navires, au détriment du public et des simples particuliers. Il est essentiel dès lors d'apporter à de tels abus un remède salutaire, tant dans l'intérêt de nos négocians que dans celui de la conservation des marsilienes et autres bâtimens précités.

En conséquence le conseil, sans déroger d'ailleurs aux dispositions déjà existantes en cette matière, décrète et ordonne de la manière la plus formelle, qu'aucun patron de marsiliane ou de tout autre navire ne pourra désormais charger sur le pont, sous peine de deux cents ducats par chaque voyage, ou sous le château d'arrière, plus de six pour cent du total des huiles ou des autres marchandises arrimées sous le pont, laquelle quotité de six pour cent devra, en cas de jet, être considérée comme avarie selon les lois, afin que de la sorte on puisse se ménager un contre-poids, des ancres, des cordages et autres agrès, qui pour l'ordinaire sont à la proue sous le château d'avant.

Les patrons ne pourront charger hors du château d'arrière aucune marchandise, si ce n'est cependant les pacotilles des marins autorisées par l'usage, sous les peines ci-dessus prononcées. Défense est faite aux armateurs et à tous autres qui feront construire des marsilienes, ou des navires d'une espèce semblable, de les faire garnir d'un plus grand nombre de ponts que celui de deux qu'ils ont actuellement, selon leur genre habituel de construction.

Afin qu'il soit en tout temps notoire pour chacun que le conseil veillera à la stricte exécution de la présente ordonnance, il est enjoint à l'amiral de chaque port dans lequel mouilleront des navires de l'espèce dont il s'agit, de vérifier avec le plus grand soin si les patrons ont ou non contrevenu aux dispositions de l'ordonnance. Dans le cas où, soit sur le rapport de l'amiral, soit sur la dénonciation faite par un tiers, il seroit reconnu qu'une contravention a été réellement commise, l'amiral ou ce tiers recevra un quart du montant de la peine pécuniaire ci-dessus infligée, et dont le recouvrement sera effectué, soit par les patrons de l'arsenal, soit

cosà dalli patroni all' arsenal, overo dalli signori savii nostri sopra la mercantia, o cadauno de quelli magistrati sia commessa la esecutione della presente parte da esser publicata nelli luoghi soliti; et gli altri tre quarti applicati all' arsenal nostro.

par le conseil des cinq magistrats du commerce, soit enfin par tout autre magistrat à qui sera confiée l'exécution de la présente ordonnance, laquelle sera publiée dans les lieux accoutumés; quant aux trois autres quarts, ils seront dévolus à notre arsenal.

LOI DU 18 JUIN 1598 (1).

Conoscendosi dall' isperienza non esser osservato quello, che con molta prudenza è stato deliberato da questo consiglio del 1527, 12 luglio, intorno al caricar delle navi, et 1569, 8 zugno, circa il navigar di quelle, anzi vedersi più che mai, che contra ogni ragione, et dovere sono caricate sopra la broca, portando, et sopra la tolda, et in altri luoghi insoliti molte mercantie, con grave pericolo, così di fortuna di mare come de corsari, per esser impedita alli servitii, et al combattere, et insieme, che navigano da tutti li tempi, et nel cuor dell' inverno con manifesto pericolo et estermínio così delli vasselli come della mercantia et marinari, a grave pregiudicio del publico et particolar servitio, al che dovendosi opportunamente proveder.

L'anderà parte, che tutti li parcenevoli di nave, et altri navilli di che condition esser si voglia, che partiranno da Venetia, et dalli luoghi di Levante, per ritornar in questa città nel tempo prohibito per la detta legge 1569, 8 giugno, ella quale non s' intende derogato in alcuna parte, et che cagheranno sopra la broca, et in coperta, com' è dichiarato nella parte sopradetta 12 luglio 1527, la qual parimente resti nel suo vigor, overo,

L'expérience a fait connoître au conseil que les ordonnances qu'il avait eu la sage prévision de promulguer le 12 juillet 1527 concernant le chargement des navires, et le 8 juin 1569 relativement à leur mode de navigation, n'ont pas été exécutées. Loin de là, maintenant plus que jamais, et au mépris de tout esprit de précaution et de devoir, une grande quantité de marchandises sont chargées sur la broche (2), sur le tillac et en d'autres endroits où elles ne devroient jamais l'être; ce qui entraîne de grands périls en cas de fortune de mer ou de rencontre de corsaires, puisque le service du bord et les moyens de combattre sont entravés par là. En outre, on a l'habitude de naviguer en toutes saisons, même dans le cœur de l'hiver, habitude qui expose à des dangers incontestables et même à une perte totale, tant les navires que les marchandises et les marins, au grand détriment du public et des intérêts des simples particuliers.

En conséquence, pour remédier d'une manière salutaire à de tels abus, il est décidé que tous les armateurs de navires et autres bâtiments de quelque rang que ce soit, qui partiront de Venise ou des échelles du Levant pour retourner à Venise à l'époque prohibée par ladite loi du 8 juin 1569, à laquelle le conseil n'entend nullement déroger ici, et qui chargeront sur la broche et sur le pont, ainsi que cela a été prévu par l'ordonnance précitée du 12 juillet 1527, laquelle reste également en pleine vigueur, ou bien qui auront chargé sur le château

(1) Cette loi, faite par les *Pregadi*, n'est point dans les *Novissima statuta*. On la trouve dans l'appendice du Consulat, page xxvij, et dans la *Biblioteca di gius nautico*, t. I^{er}, page 248. L'objet de cette loi est d'assurer de plus en plus l'exécution de celles du 12 juillet 1527 et autres additionnelles, faites pour prévenir la surcharge des navires.

(2) Partie de l'avant du navire, qui étoit l'éperon des anciens.

che cargassero sopra il cassaro, balaor, camera del patron, parasartie, et che tenissero le botte dell'acque sopra la tolda, com'è introdotto da certo tempo in quà, non possano per qual si voglia caso di guasto, di getto, o perdita di qual si voglia imaginabil cosa, etiam di perdita di barca, taglio di gomene, arbori, o altro buttar varea di sorte alcuna, nè provar fortuna, in modo, che non habbino da conseguir refacimento delli danni, e perdite dalli mercanti, che havessero mercantie sopra dette nave; ma tutto debba andar a loro danno, con obligo di refar, et resarcir li mercanti di quel danno, che havessero patito nella loro mercantia per tal causa; et se li parcenevoli in alcun delli casi predetti facessero sottoscrivere alcuna varea delli capi de mercanti, ovvero dalli tre quarti de' mercanti interessati in dette mercantie, o maggior numero, et similmente facessero alcun patto per via di scrittura a parte, o noleggiati, per li quali essi mercanti si obligassero a detta varea, nè vagliano esse scritture, et noleggiati in niun modo, le sottoscrizioni siano nulle, et di niun valore, come se non fussero fatte, nè per quelle possi esser fatta ragion da alcuno giudice, o rappresentante nostro. Et oltre di ciò quello sarà deputato alle varea che negli predetti casi gettasse essa varea, se sarà principal, sia privo dell' officio suo, et se fusse sustituto sia privo per dieci anni di non poter essercitar alcun' officio in questa città nostra, et quanto haverà operato contra al presente ordine sia nullo, et di niun valor: siano in oltre obligati l' armiraglio dell' arsenal nostro, o altri, che havessero tal carico; immediate gionte le navi, andar a veder se esse, 'o altri vasselli haveranno passato la broca, o segnal, dove è deputato il cargar, et tutto quello troveranno di stracarico, ovvero non, riferirlo con loro

d'arriere, le château d'avant, la chambre où le patron place les cordages, ou qui auront placé des tonnes d'eau sur le tillac, comme cela s'est pratiqué depuis un certain temps, ne pourront, dans quelque cas que ce soit de dommage, de jet ou de perte d'un objet quelconque, même de la perte d'une allège, de rupture de câbles, de mâts ou d'autres agrès, rien faire entrer en avarie, ni avoir droit à aucune réparation du dommage et des pertes subies envers les négocians auxquels appartenoient les marchandises chargées sur le navire; tout devra, au contraire, retomber à leur charge, et ils seront contraints d'indemniser les négocians du dommage que leurs marchandises auront souffert en pareille occurrence. Si les armateurs, dans l'un des cas susénoncés, avoient fait souscrire une reconnaissance anticipée d'avarie aux principaux négocians ou aux trois quarts des négocians intéressés dans le chargement, ou même à un plus grand nombre d'entre eux; comme aussi, dans le cas où il existeroit, soit dans une contre-lettre, soit dans une charte-partie, une convention aux termes de laquelle lesdits négocians s'obligeroient à supporter l'avarie précitée, ladite contre-lettre ou charte-partie, ainsi que les signatures qui y auront été apposées, seront réputées nulles et de nul effet, de même que si elles n'eussent point existé, et de tels actes ne pourront jamais servir de base aux décisions des magistrats ou de nos représentans (1).

De plus, l'agent chargé de constater les avaries, qui, dans les cas dont il est fait ci-dessus mention, admettroit une prétendue avarie de ce genre, devra, s'il est agent en titre, être dépouillé de ses fonctions, et, s'il n'est que suppléant, être déclaré incapable de remplir un office quelconque dans notre ville. Tout ce qu'il aura fait en contravention à la teneur de la présente ordonnance sera nul et de nul effet. Il est, en outre, ordonné à l'amiral de notre arsenal, de même qu'à tous autres fonctionnaires dans les attributions desquels cela entrera, d'aller reconnaître, aussitôt que les navires ou autres bâtimens seront arrivés, si l'on y a fait des chargemens sur la broche ou autres points du navire où il est défendu de placer des marchandises; et d'adresser à notre arsenal,

(1) On trouvoit les mêmes principes dans le chapitre VIII du statut de Gènes de 1441.

giuramento all' arsenal nostro ; acciò li mercanti , et altri interessati possano veder se la relation sarà vera , o nò , essendo obligato il nodaro immediate , che tal relatione sarà fatta , notarla distintamente , come sarà stata refatta , in pena de ducati 200 ; et in caso che li sopraditti non andassero a far la relation di sopra dichiarita , siano et s' intendano immediate privi del loro carico , et oltre di ciò caschino alla pena di ducati 200 , la mità della qual , se vi sarà denontiante , sia sua , et il resto applicato all' arsenal nostro , al qual sia commesso l' essecution della presente deliberatione , et non vi essendo denontiante , resti tutta essa pena all' arsenal predetto , et in tal caso sia anco in libertà de' capi , et mercanti interessati , mandar doi periti , quali habbiano a veder se starà stracarico il vassello , o nò , et far la relation all' arsenal , nel modo sopradetto , et di più far esaminar per venir in luce delle cose predette , il che sia dell' istesso valor , come se fusse fatta per l' armiraglio , o altri deputati , et trovando in alcun delli casi predetti , che sia stato trasgresso , siano esequite le leggi sopradette inviolabilmente . Et la presente parte per intelligentia di cadauno sia ogn' anno publicata nel mese di marzo , et agosto , et intimata al detto tempo anco alli parcenevoli delle navi , et altri navilii , et anco alli armiragli nostri del porto di Venetia , et Malamoco , li quali non possano in niun modo nel tempo proibito della sopraditta legge condur essi vasselli fuora del porto , sotto pena d' immediata privation dell' officio suo . Et tamen , intimata et publicata , ò no , debba sempre haver l' intiera sua esecutione , et siano così questa , come le nominate di sopra poste in stampa , e mandate al bailo in Costantinopoli , alli consoli in Soria , et Alessandria , alli reggimenti di Candia , Canea , Zante , Cefalonia , et Corfu , et altri luoghi dove farà bisogno , perchè habbino ad osservarle , et

sous le sceau du serment , un rapport relatif à ce qu'ils auront reconnu d'irrégulier dans chaque chargement . Afin que , de leur côté , les négocians et autres intéressés puissent s'assurer de l'exactitude ou de l'inexactitude de ce rapport , le notaire devra , dès que le rapport sera fait , le transcrire lisiblement dans tout son contexte , sous peine de deux cents ducats . Si les fonctionnaires susdits manquent de dresser le rapport dont il s'agit , ils seront immédiatement destitués et passibles , chacun , d'une amende de deux cents ducats , dont une moitié sera donnée au dénonciateur , s'il y en a un , et dont l'autre moitié sera pour notre arsenal , auquel est confiée d'ailleurs l'exécution de la présente ordonnance . A défaut de dénonciation , la totalité des deux cents ducats sera attribuée à l'arsenal . Dans le cas dont il s'agit ici , il sera libre aux négocians et aux principaux intéressés de confier à deux experts la mission de constater si le chargement du navire est irrégulier , de faire , à ce sujet , en la forme ci-dessus énoncée , un rapport à l'arsenal , comme aussi de diriger leur examen sur la constatation des divers faits prévus par la présente ordonnance . Ce rapport aura le même caractère que celui dont seront revêtus les rapports de l'amiral ou des autres fonctionnaires , et chaque fois que , dans l'un des cas précités , une infraction aux lois aura été reconnue , ces lois seront strictement appliquées .

La présente ordonnance , pour être mieux connue de chacun , sera publiée , chaque année , dans les mois de mars et d'août , et notifiée , en outre , à ces deux époques , aux armateurs de navires ou autres bâtimens , de même qu'à nos amiraux des ports de Venise et de Malamoco , qui ne pourront , pour quelque cause que ce soit , faire sortir du port les navires durant l'époque de prohibition de sortie , sous peine d'être immédiatement privés de leur emploi .

Au surplus , que la présente ordonnance soit ou non publiée ou notifiée , elle n'en devra pas moins recevoir sa complète exécution , et elle sera , de même que les ordonnances susdites , imprimée et adressée au baile à Constantinople , aux consuls en Syrie et à Alexandrie , et aux chargés d'affaires en résidence à Candie , à la Canée , à Zante , à Céphalonie , à Corfou , et en tels autres lieux que cela sera jugé nécessaire , afin que les uns et les autres aient à l'observer et à la

farle osservar da cadauno, nel modo di sopra dechiarito.

faire observer par chacun, de la manière ci-dessus énoncée.

LOI DU 31 AOUT 1602 (1).

Che a tutti quelli, che voranno fabricar navi in questa città, e dogado, terre, e luoghi del dominio nostro, sia per anni cinque prossimi venturi, delli denari a questo deputati concesso imprestido con le solite piezarie, e con tutti gli altri oblighi, modi, conditioni, et fedi, che sono dechiarite dalle leggi nostre in tal proposito disponenti.

Quelli che fabricheranno navi in questa città, e dogado, haver debbano l'infra-scritto imprestido, come di sopra videlicet. Per ogni nave da botte quattrocento sin seicento, ducati otto per botta, da botte seicento in sù ducati dieci per botta: non potendo però aver imprestido per più che per mille botte. Et quelli che fabricheranno navi fuori del dogado nelli luoghi nostri, haver debbano, ut infra videlicet. Per ogni nave da botte quattrocento fin seicento, ducati sei per botta, da botte seicento in sù ducati otto per botta: non potendo medesimamente haver imprestido per più, che per mille botte. Li quali tutti imprestidi li siano sborsati, la metà di essi quando sarà fatta la prima coperta, e l'altra metà al finir di tutte due le coperte, iusta leggi et ordeni in tal proposito. Dovendo essi imprestidi esser restituiti in termine di anni dieci a tanto all'anno a portione, sotto quelle pene che sono dichiaride da esse leggi, e non possa esser tolto alcun piezo per maggior summa de ducati tre mille.

Quanto veramente alli galioni, che si

Tous ceux qui voudront construire des navires dans notre cité, notre duché ou dans l'étendue de nos possessions, pourront, pendant les cinq années qui vont s'écouler, profiter des fonds spécialement affectés à cet effet, en les empruntant sous les cautionnements ordinaires, et sous telles autres obligations, formes, conditions et clauses que les lois relatives à cette matière ont spécifiées.

Ceux qui construiront des navires dans cette cité ou dans ce duché recevront, à titre de prêt, les sommes suivantes, savoir: pour chaque navire de quatre cents jusqu'à six cents tonneaux, huit ducats par tonneau; et pour les navires de six cents tonneaux et au-dessus, dix ducats par tonneau, sans que le montant du prêt puisse néanmoins jamais avoir lieu pour plus de mille tonneaux. Quant à ceux qui construiront des navires hors des limites de cet état, mais toutefois dans des localités soumises à notre domination, ils recevront pour chaque navire de quatre cents à six cents tonneaux, six ducats par tonneau, et pour ceux de six cents tonneaux et au delà, huit ducats par tonneau. Dans ce cas, de même que dans le précédent, le prêt n'aura jamais lieu pour plus de mille tonneaux. Sur les diverses sommes dont il s'agit ici, il sera avancé, conformément aux lois et ordonnances relatives à cette matière, une première moitié, lorsque le premier pont aura été construit, et une autre moitié lorsque le deuxième pont aura été terminé. Les sommes ainsi prêtées seront restituées dans le délai de dix années, et sous telles peines que de droit, dans une proportion déterminée pour chaque année. En outre, il ne pourra être admis de cautions pour une somme supérieure à celle de trois mille ducats.

En ce qui concerne les galions qui seront

(1) Cette loi, qui ne se trouve pas dans les *Novissima statuta*, est dans l'appendice du Consulat, page xxx, et dans la *Biblioteca di gius nautico*, t. Ier, page 250. Elle contient des mesures économiques, qui furent peut-être abandonnées dans la suite, ce qui explique pourquoi les éditeurs des *Statuta* ne l'ont pas recueillie; mais elle contient aussi des règles de droit maritime qu'il n'étoit pas convenable d'omettre.

fabricheranno nel regno di Candia con obligo di navigarli alla latina, si doverà far quanto prima particolar deliberatione, e trattanto quelli che ne fabricheranno habbiano l'imprestido deliberato da questo consiglio, et godano li privilegii di antianità, et altro iusta gli ordini del diletissimo nobil nostro Giacomo Foscari cavaliere, et procurator, mentre era proveditore generale, et inquisitor nel regno di Candia.

Che tutte le navi nostre venetiane, et de' sudditi nostri nelli cargadori, et scale di Alessandria, Soria, Constantinopoli, et ogni altro luogo, così suddito come alieno, dove siano rappresentanti nostri, o mercanti nostri sudditi, siano sempre preferite nel caricar per Venetia a cadauna nave forestiera, et il medesimo sia anco osservato et essequito in questa città dove siano sempre preferite le navi venetiane et de' sudditi a qualsivoglia altro vassello forestiero.

Dechiarando appresso, che per l'avvenire quando capiteranno vasselli forestieri in questa città, alli quali per la parte di questo cons. del 1543, è stata data licentia, di caricar quando habbiano condotto in questa città la maggior parte del suo carico, per ogni luogo; che non possa esser data licentia per l'avvenire, se prima non haveranno condotto in questa città li dui terzi del suo carico, et che non habbino discaricato mercantie, nè da una parte, nè dall'altra del golfo nostro: la qual licentia non le possa esser data, se non per quelli luoghi di dove saranno esse navi, o vasselli, cioè a Ponentini per Ponente, et a Levantini per Levante, sotto tutte quelle pene, oblihi, et altre conditioni dechiarite in essa parte; la quale così regolata nel resto haver debba in tutte le sue parti la sua debita essecutione, come stà et giace. Et contra gli inobedienti habbino autorità in questa città li

construits dans le royaume de Candie avec obligation de les faire naviguer à la latine, ils deviendront, dès qu'il sera possible, l'objet d'une délibération particulière; et provisoirement, ceux qui en construiront recevront le prêt fixé par le conseil et jouiront des privilèges d'ancienneté ainsi que de tous autres, selon les réglemens établis par notre noble et affectionné chevalier et procureur Jacques Foscari, lorsqu'il étoit provveditore général et inquisiteur de Candie.

Tous nos navires vénitiens et ceux de nos sujets dans les ports et échelles d'Alexandrie, de Syrie, de Constantinople, et en tous autres lieux soumis ou non à notre puissance dans lesquels se trouvent des représentans de notre nation ou quelques-uns de nos sujets négocians, seront toujours préférés, à raison des chargemens à faire pour Venise, à tous navires étrangers. Il en devra être exactement ainsi dans cette cité, où les navires vénitiens, de même que ceux du reste de nos sujets, obtiendront la préférence sur les bâtimens étrangers quels qu'ils soient.

Il est décidé qu'à l'avenir, lorsqu'il abordera dans cette cité des navires étrangers auxquels il est accordé permission, par l'ordonnance du conseil en date de 1543 (1), de charger pour une destination quelconque, quand ils ont conduit ici la majeure partie de leur cargaison, ladite permission ne pourra plus leur être accordée qu'autant qu'ils auront préalablement conduit dans cette cité les deux tiers de leur chargement, et qu'ils n'auront mis à terre aucune marchandise sur l'une ou l'autre côte de notre golfe. Ladite permission ne leur sera donnée que pour les contrées auxquelles appartiendront lesdits navires ou bâtimens, c'est-à-dire qu'elle ne le sera à ceux du Ponent que pour le Ponent, à ceux du Levant que pour le Levant, et cela, sous les peines, obligations et autres conditions énoncées dans l'ordonnance susmentionnée, laquelle devra d'ailleurs, dans tout le reste de ses dispositions, continuer à être observée selon sa forme et teneur.

Les contrevenans seront justiciables, dans cette cité, du conseil des cinq magistrats

(1) Je n'ai trouvé dans aucun recueil cette loi, qui du reste est sans importance pour ma collection.

cinque savii nostri alla mercantia, et nelle altre scale li rappresentanti, di divenire a quelle pene che li pareranno convenienti per essecution del presente capitolo.

Non possano sopra questa piazza esser assicurate navi, o altri navilii forestieri, che saranno comprati da nostri Venetiani, o sudditi, se non per li dui terzi del valor di essi vasselli espediti, et alla vella con licentia però delli savii nostri alla mercantia, li quali havuta informazione da periti con giuramento, debbano a boscagli, et ballotte darli quella stima, di viaggio in viaggio iuxta esse depositioni, et con quei ordini, che pareranno loro convenienti: acciochè possano esser fatte le sicurtà per li dui terzi solamente di quanto sarà da essi alla mercantia terminato: dovendo dette navi esser governate, et comandate da ufficiali tutti sudditi nostri, o Greci, et ciurmate da marinari almeno per li dui terzi per sudditi, o Greci, et le sicurtà che saranno fatte contra il presente ordine, siano nulle, et di niun valore.

Che a tutte le marciliane, che si fabbricheranno dopo la publication della presente parte, sia prohibito caricar, far noleggiati, navigar, et far viaggi per li luoghi, et scale di Levante; le quali scale siano, et esser debbano riservate per conto delle navi sopradette: ma possono solamente negoziare, et navigare per il golfo nostro, et arrivar fino al Zante, dal qual luogo in poi s'intenda la loro prohibition per Levante. Dovendo li savii alla mercantia, et altri rappresentanti nostri divenir contra gli inobedienti, et altri trasgressori a pena di bando alli patroni, et perdita di vasselli alli porcionevoli, et

du commerce, et dans les autres lieux, des représentans du gouvernement, lesquels infligeront les peines qu'ils jugeront convenables pour l'exécution de la présente disposition (1).

Il est interdit d'assurer sur cette place des navires ou des bâtimens étrangers qui auront été achetés par nos sujets vénitiens ou autres, pour plus des deux tiers de la valeur qu'ils auront à leur départ ou au moment de faire voile; et cela, en vertu de la licence accordée par notre conseil des cinq magistrats du commerce, lesquels, après avoir reçu l'avis d'experts procédant sous le sceau du serment, devront, à chaque voyage, fixer, d'après les documens et les bases qu'ils croiront devoir adopter, la valeur réelle de la cargaison; de telle sorte que les assurances ne soient faites véritablement que sur les deux tiers de la valeur assignée aux marchandises chargées. Lesdits navires devront être gouvernés et commandés par des officiers qui tous seront où du nombre de nos sujets, ou Grecs, et les deux tiers des marins qui monteront ces navires devront être également au nombre de nos sujets, ou Grecs. Les assurances qui seroient faites contrairement aux dispositions de la présente ordonnance seront nulles et de nul effet (2).

Il est interdit à toutes les marcilianes qui seront construites après la publication de la présente ordonnance, de charger, de noiser, de naviguer et de faire des voyages pour les contrées et les échelles du Levant, lesdites échelles devant demeurer réservées pour les navires dont il est parlé ci-dessus. Il leur est seulement permis de commercer et de naviguer dans l'étendue de notre golfe et d'arriver jusqu'à Zante, qui est la limite à laquelle elles devront s'arrêter dans la direction des régions du Levant. Les cinq magistrats du commerce et tous autres agens de notre gouvernement séviront contre toute infraction commise à ce sujet, en prononçant, contre les patrons, la peine du bannissement, et contre les armateurs celle de la saisie des navires, de même que toutes

(1) Ces mesures restrictives du commerce étranger ont longtemps été le fond de la législation vénitienne; Marin, t. V, page 295, en donne pour exemple une loi de 1272 que je n'ai pu découvrir.

(2) Cette disposition sur les assurances a été renouvelée par une loi du 12 mars 1624, ci-après, page 92. Cette dernière loi sert à expliquer le sens un peu ambigu du présent alinéa. On pourroit en effet croire qu'il ne s'entend que de navires achetés par des Vénitiens à des étrangers, tandis qu'il est général pour tous navires, soit construits à Venise, soit achetés à l'étranger.

altre pene che li parerà meritar la trasgressione. Quanto veramente alle marciliane fin' hora fabricate, debbano in termine di giorni vinti prossimi farsi udir gli interessati dalli cinque savii nostri alla mercantia, et ne sia da loro fatta relatione alli savj del collegio nostro, li quali siano obligati immediate consultar questo particolare di esse marciliane, et venir con le loro opinioni a questo consiglio.

Sia ancora di più preso, et deliberato, che alli marinari, che navigheranno sopra le dette navi, siano inviolabilmente osservati, et essequiti li privilegi, et grazie concesse loro dal nostro maggior consiglio sotto 12 maggio 1414, et 12 febraro 1497.

Et di più che essi marinari non siano obligati pagar varie, cottimi, o tanse di sorte alcuna, nè qui, nè in Levante per conto delle sue portade.

Che le portade di essi marinari siano poste sopra il schermo della nave, sì come si faceva per il passato, et essendo quelle poste sopra coperta in caso di getto, quelle li siano pagate per li porcionevoli, essendo che il caricarsi mercantie sopra coperta è proibito dalle leggi nostri.

Nel tempo che essi marinari staranno in contumacia, per la sanità al lazaretto, li sia data la panatica, come se fossero in nave al viaggio, da esser posta questa spesa a varia, sopra la nave et mercantia, juxta l'ordinario.

Che sia osservato l'antico costume ad essi marinari et ciurme che possano haver la bevanda, et biscotto per il necessario servitio del viver loro dalli patroni delle navi sopradette.

Che li salarii alli marinari, et ciurme sovradette, non possano loro esser sequestrati da alcuno per qualsivoglia pubblico, o particolare.

Che le case pertinenti per ordine de'

autres peines qui leur paroîtront méritées pour les infractions commises. En ce qui touche les marcilienes construites jusqu'à ce moment, les parties intéressées devront, dans le délai de vingt jours, à dater de la présente ordonnance, s'expliquer devant les cinq magistrats du commerce, qui en référeront au conseil de notre collège, afin que celui-ci, après s'être immédiatement informé des faits particuliers auxdites marcilienes, soumette sa propre opinion au présent conseil.

Il est, de plus, ordonné et arrêté que les marins qui navigueront à bord desdits navires jouiront, sans réserve, des privilèges et immunités qui leur ont été accordés par notre grand conseil le 12 mai 1414 et le 12 février 1497 (1);

De plus, que lesdits marins ne seront tenus de payer ni avaries, ni impôts ou taxes d'aucune sorte, soit ici, soit dans le Levant, à raison de leurs pacotilles;

Que les pacotilles desdits marins seront placées sur la pavesade du navire, ainsi que cela se faisoit autrefois; et si elles ont été placées sur le pont, elles leur seront, en cas de jet, remboursées par les armateurs, attendu qu'il est défendu par nos lois de charger des marchandises sur le pont;

Que pendant le temps durant lequel lesdits marins seront retenus en quarantaine au lazaret, on leur donnera la même nourriture que si le navire étoit en cour de voyage; et que cette dépense sera répartie à titre d'avarie entre le navire et la cargaison, selon l'usage;

Que l'on continuera d'observer à l'égard desdits marins et chiourmes l'ancienne habitude, consistant à leur fournir la boisson et le biscuit nécessaires à leur entretien, et que ce soin concernera les patrons desdits navires;

Que les salaires desdits marins et chiourmes ne pourront jamais être saisis par aucune personne, soit fonctionnaire public, soit simple particulier;

Que les objets appartenant, en vertu de

(1) Je n'ai pu réussir à connoître ces lois, dont il est probable que les dispositions sont rappelées dans le reste de celle-ci.

testamenti a marinari, non possano per alcun modo esser concesse ad altre persone che ad essi marinari.

Et non essendo osservati li sopradetti ordini possano comparer gli interessati innanzi alli savj alla mercantia, li quali debbano, secondo che parerà alla maggior parte di loro, farli osservar, et eseguire.

Adì 19 settemb. 1622. Publicata sopra le scale di S. Marco et di Rialto.

testamens aux marins ne pourront, pour quelque cause que ce soit, être accordés à d'autres personnes qu'auxdits marins (1);

En cas d'inexécution des dispositions ci-dessus prescrites, les magistrats du commerce pourront faire comparoître devant eux les individus qu'elles concernent, et en assurer, de leur part, l'exécution, en prenant, à cet effet, les mesures qu'ils jugeront, à la majorité des opinions, être nécessaires.

Ce 19 septembre 1622. Publiée sur les escaliers de Saint-Marc et du Rialto.

LOI DU 16 AVRIL 1605 (2).

Le nave poi venetiane, e de sudditi dello stato nostro, che saranno destinate per Soria, Alessandria, Constantinopoli, et altre scale di Levante (oltre le revisioni, che per il carico loro, et altro a cadauna devono esser fatte, secondo la disposition delle leggi, le quali in tutte le loro parti siano inviolabilmente essequite con tutte le navi, che doveranno partir tanto per li sopradetti, quanto anco per tutti gl'altri viaggi) non possano partir da questa città, se anco prima dalli proveditori nostri all' armar, et quando loro non potessero ritrovarsi dalli proveditori del collegio della militia da mar, non saranno state diligentemente rivedute le loro genti, le armi, e le munitioni per esser sicuri, che habbino il numero, la qualità, e sufficienza esse genti, e le necessarie munitioni, facendo supplire in ciò ad ogni mancamento per la debita essecution delle leggi, et ordini in tal proposito, et di tutto sia di viaggio in viaggio fatta particolar nota da esser letta nel collegio nos-

Les navires vénitiens et appartenant aux sujets de notre gouvernement, qui auront pour destination la Syrie, Alexandrie, Constantinople, et les autres échelles du Levant (outre l'inspection qui devra être faite du chargement de chacun d'eux, conformément aux dispositions législatives qui demeureront dans chacune de leurs parties strictement applicables à tous les navires destinés à faire voile, tant pour les contrées ci-dessus mentionnées que pour toutes autres), ne pourront partir de cette ville qu'autant qu'au préalable nos provediteurs de l'armement, et à défaut d'eux les provediteurs du collège de la milice maritime, auront examiné en détail leurs équipages, leurs armes et leurs munitions, de manière à acquérir la certitude qu'ils sont pourvus du nombre et de la qualité d'hommes nécessaires, ainsi que des munitions indispensables. Les fonctionnaires susdits feront pourvoir à tout ce qui manqueroit sous ce rapport, en agissant selon les lois et ordonnances relatives à cette matière. Il sera fait sur le tout, à chaque voyage, un rapport spécial, destiné à être lu dans notre collège avant qu'il délibère sur la concession de l'autorisation habituellement requise pour que les navires soient conduits hors du port. Ce même rapport sera

(1) C'est à cause des dispositions contenues dans ces six alinéas que j'ai recueilli cette loi : ils offrent, en effet, des règles générales sur les locations des matelots.

(2) Cette loi, faite par les *Pregadi*, ne se trouve point dans le recueil des *Novissima statuta* : elle est dans l'appendice du Consulat, page xxxiv, et dans la *Biblioteca di gius nautico*, t. I^{er}, pag. 252. Elle a pour objet de compléter les mesures relatives à la sûreté de la navigation par la visite des navires. On y trouve un résumé des règles prescrites à Gènes dans les statuts de Gazarie; mais très-probablement ces règles étoient observées aussi à Venise depuis longtemps.

tro prima che si possa balottar in esso il solito mandato di condur le navi fuori del porto, et sia l'istessa nota anco tenuta nell'ufficio dell'armamento, al quale debbano li patroni delle navi al ritorno loro riportar fede da quel console, o altro rappresentante, o ministro pubblico, dove saranno state di haverli fatto riveder le genti di esse navi con distinta espressione in essa delli nomi loro; perche resti levata di questa maniera l'occasione delle fraudi, non potendo esser espedito nel collegio nostro il detto mandato di condurle fuori del porto se non si haverà fede sottoscritta con giuramento per due proveditori all'armar, o proveditori nel collegio della militia da mar, che sia stato adempito l'obbligo loro conforme alla presente deliberatione.

Et perche le navi, che haveranno a condursi alli detti viaggi siano ben provviste, et habbino questa quantità, et qualità de genti, che al governo di esse sono necessarie, debbano li proveditori all'armar insieme con i proveditori del collegio della militia da mar prender buona informatione da persone più provette nella marinareccia di quanto stimeranno necessario per assicurarsi se le navi saranno sufficientemente provvedute, e secondo che si presenteranno le occasioni, et che giudicheranno per la qualità delli viaggi, et del carico di esse doversi per quelle occorrenze dar qualche accrescimento al numero ordinario de marinari, e de bombardieri; diano con loro terminatione carico alli parcenevoli della quantità, e qualità delle genti, che doveranno esser accresciute. Et si come tutte quelle genti, che per ordinario sono obligate di aver le navi doveranno esser pagate secondo l'uso consueto, così l'accrescimento, che di più per occasion, e rispetto straordinarii fosse fatto di altri marinari, e bombardieri sia pagato a varia solita per quel tempo, et nel modo, che dalli medesimi

V.

également consigné à l'office de l'armement. Les patrons des navires devront, à leur retour, remettre audit office un certificat délivré soit par le consul, soit par tout autre représentant ou ministre public séant dans le lieu où ces patrons auront séjourné, à l'effet de constater qu'il a visité, sur leur demande, les personnes qui se trouvoient à bord des navires, et dont au surplus les noms devront être positivement relatés dans le certificat. De cette manière on obviara aux fraudes, puisqu'il ne pourra être octroyé par notre collège aucune permission de conduire les navires en dehors du port, tant qu'on ne sera pas muni du certificat précité, revêtu de l'attestation de deux provediteurs de l'armement, ou de deux provediteurs du collège de la milice maritime, établissant qu'ils ont rempli le devoir que la présente ordonnance leur impose.

Comme il est essentiel que les navires qui devront faire les voyages ci-dessus mentionnés soient convenablement pourvus, et qu'ils aient le nombre et la qualité d'hommes nécessaires à leur bonne direction, il sera du devoir des provediteurs de l'armement, de même que des provediteurs du collège de la milice maritime, de s'enquérir, près des personnes le plus versées dans la connoissance des expéditions maritimes, de tout ce qu'elles jugeront nécessaire pour acquérir la certitude que les navires sont suffisamment pourvus; et selon les circonstances, comme aussi dans le cas où ils estimeroient qu'à raison de la nature des voyages et du chargement des navires, il seroit utile d'augmenter, suivant les circonstances, le nombre habituel des marins et des bombardiers, ils donneront, en même temps qu'une solution définitive sur le fait du voyage, l'ordre aux armateurs de se pourvoir du nombre et de la qualité des individus destinés à accroître l'équipage.

Enfin, comme tous ces individus, qui ordinairement sont tenus de monter les navires, devront être payés suivant l'usage, le surcroît de dépenses occasioné par la présence des marins et des bombardiers que les circonstances prescriront d'employer extraordinairement sera remboursé, à titre d'avarie ordinaire, à l'époque et de la manière que fixeront lesdits magistrats, aux-

magistrati sarà terminato a quali in questo s' intenda concessa la debita autorità.

quels, à cet égard, de pleins pouvoirs sont concédés.

LOI DU 3 OCTOBRE 1608 (1).

Conosce cadauno di quanto utile et comodo sii in questa città la navigatione, et come sia necessario per il mantenimento, et augumento di essa favorire, et ajutare la marinarezza con privilegii, et beneficij, in modo, che allettati da questi, pensino non solo quelli, che esercitano la ditta professione al presente di continovarla, ma si inanimiscano anco di quelli altri ad incaminarsi in essa, et però.

L' anderà parte, che oltre quanto fu deliberato del 1414, 12 maggio, et 1602, 31 agosto in proposito di conceder privilegio alli marinieri che navigano con navi, et altri vasselli sudditi de poter portar robbe per il valsente de ducati dieci senza pagar datio, nè cottimo di sorte alcuna, sii al presente preso per le cause espresse, et nella loro supplicatione, et nelle risposte dalli cinque savii alla mercantia, et delli cottimieri, di tutti tre li cottimi, che la portata di essi marinari in luoco delli detti ducati dieci, s' intendi esser de ducati vinti, della quale non siano tenuti pagare nè datio, nè cottimo alcuno, accioche con questo benigno sovegno questi poveri huomini nella qualità de presenti tempi, habbino modo di continuare consolatamente, et con quel frutto che ricerca servitio tanto importante, e così necessario, et frutuoso in questa città nostra.

Chacun sait de quelle utilité et de quel avantage est pour cette cité la navigation, et combien, afin de contribuer à son maintien et à ses développemens, il est nécessaire de favoriser les marins, et de les seconder par la concession de privilèges et de bienfaits, de telle sorte que, excités par ces concessions, non-seulement ceux qui déjà exercent la profession de marins soient portés à en continuer l'exercice, mais que d'autres qu'eux conçoivent le désir d'embrasser la même profession.

En conséquence, il est décidé, indépendamment des déterminations prises le 12 mai 1414 et le 31 août 1602, lesquelles accordent aux marins naviguant à bord des navires et autres bâtimens y énoncés, le privilège de charger une pacotille de dix ducats, sans avoir à payer pour elle ni impôt ni droit de consulat d'aucun genre, qu'à dater d'à présent, et pour les causes exprimées, tant dans la requête desdits marins que dans les réponses faites par le conseil des cinq magistrats du commerce et par les collecteurs des droits de consulat appartenant aux trois classes de perception de ces droits, la pacotille desdits marins, au lieu d'être de la valeur des dix ducats susénoncés, pourra être de vingt ducats, sans qu'ils aient à payer pour elle ni impôts ni droits de consulat. Il en sera désormais ainsi afin que, grâce à cette faveur, ces pauvres gens, dans les circonstances actuelles, trouvent le moyen de continuer l'exercice de leur profession avec quelque bien-être, et avec les avantages que méritent les services importans, indispensables et fructueux, qu'ils rendent à notre cité.

(1) Cette loi des *Pregadi*, qui n'est point dans les *Novissima statuta*, mais seulement dans l'appendice du Consulat, page xxxvij, et dans la *Biblioteca di gius nautico*, t. I^{er}, page 254, a pour objet de compléter ce qui étoit établi en faveur des matelots par la loi du 31 août 1602, et par d'autres lois antérieures de 1414, 1497 et 1543. J'aurois désiré me procurer le texte de ces lois, parce qu'elles sont bien évidemment du nombre de celles dont il entre dans mon plan de recueillir les textes, et qu'elles sont indiquées comme contenant des dispositions sur diverses matières de droit maritime; mais j'ai fait d'inutiles démarches, et mes lettres sont restées sans réponse.

LOI DU 13 SEPTEMBRE 1622 (1).

Sono così importanti li disordini, che si è inteso dalla scrittura hora letta de' cinque savii alla mercantia giornalmente seguiti per l'abuso introdotto da alcuni parcionevoli, et interessati nei vasselli venetiani nell' antianità, che li è permessa dalle leggi di caricare alle Scale di Levante a vasselli forestieri et in particolare con quella delli 31 agosto 1602, di poter esser preferito nel carico, così in questa città per le Scale del Levante, come in quelle per questa medesima città a qualsivoglia forestiero, poiche questa deliberatione, male interpretata nella essecutione, ha bisogno di regola, in modo, che habbia il suo debito fine, poiche fin' hora con danno publico, e particolare non è stata essequita nel modo, che è stata prudentissima la intentione di questo consiglio, però :

L' anderà parte, che come viene ricordato dal magistrato sopradetto de' cinque savii, sia preso, e fermamente statuito, che i vasselli venetiani, che vengono ispediti alle Scale del Levante, siano posti all' ordine, così di gente, come di arme, quante possino bastare al bisogno, et alla propria difesa, et li sia proibito il darsi in nota nell' officio sopradetto de' cinque savij, o altro luogo, se non haveranno fede dal magistrato alla sanità di essere ispediti dalla contumacia, et anco dal magistrato all' arsenal, che sia finita la contumacia alla quale fossero stati posti : sia parimente preso, che quando qual si sia qualità di vassello, si haverà fatto notare nell' officio sopradetto de' cinque savij, o altrove, per andare ad una Scala, non possa in alcun modo, nè per qual si voglia causa esser mutata, nè sotto qual si sia pretesto

Le rapport écrit du conseil des cinq magistrats du commerce, dont il vient d'être fait lecture, signale la gravité des désordres causés journellement par l'abus auquel se livrent depuis longtemps certains armateurs et intéressés dans les navires vénitiens, qui se prévalent, à l'égard des navires étrangers, de l'autorisation qui leur est accordée par les lois d'opérer des chargemens aux échelles du Levant, et spécialement de la prérogative que la loi du 31 août 1602 leur concède, d'être préférés à tout navire étranger, quel qu'il soit, tant pour les chargemens de Venise à destination des échelles du Levant, que pour ceux de ces échelles à destination de Venise. Le vœu de la loi sous ce rapport étant méconnu dans la pratique, il est essentiel de la faire respecter, de telle sorte qu'elle atteigne son but, puisque jusqu'à présent, au détriment général, elle n'a pas été exécutée. En conséquence, le conseil a pris la résolution suivante :

Il veut et décide formellement, d'après le rapport susénoncé du conseil des cinq magistrats du commerce, que les navires vénitiens expédiés dans les échelles du Levant seront régulièrement armés et équipés, de manière à pourvoir convenablement aux besoins du service, ainsi qu'à leur propre défense. En outre, il leur est défendu de se faire inscrire au bureau desdits cinq magistrats du commerce ou ailleurs, s'ils n'ont un certificat de l'intendant de la santé constatant qu'ils ont été soumis à la quarantaine, et un autre certificat délivré par le directeur de l'arsenal, établissant qu'ils ont terminé la quarantaine qui leur avoit été prescrite. Il est également décidé que, quand un navire, de quelque rang que ce soit, se sera fait inscrire au susdit bureau des cinq magistrats du commerce, ou tout autre, comme devant se rendre dans telle ou telle partie déterminée des échelles du Levant, il ne pourra, en aucune manière, ni pour quelque cause que ce soit, faire voile pour une autre destination, ni même changer, sous un prétexte quelconque, cette des-

(1) Cette loi des *Pregadi* n'est point dans les *Novissima statuta*, mais dans l'appendice du Consulat, page xxxvii, et dans la *Biblioteca di gius nautico*, t. I^{er}, pages 255 - 256. Elle a pour objet d'assurer l'exécution de celle du 31 août 1602, qu'on trouve page 84 ci-dessus. L'une et l'autre méritent d'être remarquées sous le rapport de ce qu'elles prescrivent relativement aux quarantaines.

concambiata con altre; se però la licentia di poterlo fare non sarà decretata dal collegio nostro con le strettzze de' quattro quinti, ordinate prima da' consiglieri sopra la supplicatione, che doverà esser presentata, le riposte da' cinque savii sopradetti alla mercantia con loro giuramento, e sottoscrizione di mano propria, et lette al predetto collegio prima dell' approbatione, o ballottatione della licentia per la permuta della scala; et ogni nota, che fosse fatta in contrario, resti nulla, e di niun valor, come se fatta non fosse, e chi la facesse, incorri nelle pene, che verranno alla giustitia. Resti appresso proibito a chi voglia, il ricever noli di quelle mercantie, che fossero caricate sopra vasselli forestieri, sotto pretesto, che per l'ancianità doveriano esser sopra navi venetiane caricate come fin' hora s' intende esser seguito, poiche questi dannosi abusi portano, come s' intende, gravissimi incomodi a questa piazza per la interruptione del negotio, et altro inconveniente maggiore. Quelli, che contrafaranno alla presente deliberatione, siano castigati col mezzo dell' avogaria di commun: per quello veramente si aspetta alla ordinaria espeditione delle navi, ma nel modo di sopra espresso, la esecutione sia commessa a' cinque savii sopradetti. Nel resto la suddetta deliberatione 31 agosto 1602 stia nel suo vigor di prima: et la presente deliberatione sia publicata ne' luoghi soliti, et fatta stampare a chiara notizia di cadauno.

Adì 19 settemb. 1622 publicata sopra le scale di S. Marco et di Rialto.

tination contre celle d'un autre navire, à moins que l'autorisation de le faire n'ait été accordée par notre collège, à la majorité au moins des quatre cinquièmes des voix, sur admission préalable, par les conseillers, d'une requête présentée à cet effet, ainsi que sur l'avis que les magistrats du commerce seront tenus de rédiger et de signer de leur propre main, sous la foi du serment, et dont lecture sera faite au collège susénoncé avant le débat et la concession relative au changement de destination.

Toute inscription qui seroit faite contrairement à la présente ordonnance sera nulle et de nul effet, et comme non avenue, et celui qui l'auroit opérée encourra telles peines que la justice croira devoir lui infliger. Il est, de plus, défendu à quiconque le voudroit d'ailleurs, de recevoir un nolis à raison des marchandises chargées sur des navires étrangers, sous prétexte qu'autrefois elles auroient dû l'être sur des navires vénitiens; prétention que, dans la pratique, on a réussi à faire accueillir jusqu'à ce moment, mais qui ne repose que sur des abus pernicieux dont les funestes conséquences sont, à n'en pas douter, d'entraver le mouvement commercial de notre place et d'engendrer un préjudice plus grand encore. Seront punis, à la diligence de l'avocat du commun, ceux qui contreviendront à la présente ordonnance, dont, au surplus, l'exécution, en ce qui concerne réellement l'expédition ordinaire des navires, conformément aux dispositions ci-dessus arrêtées, appartiendra au conseil précité des cinq magistrats du commerce. Du reste, l'ordonnance susdite, du 31 août 1602, continuera d'être observée comme précédemment. Enfin, la présente ordonnance sera publiée dans les lieux accoutumés, et imprimée, afin de pouvoir être mieux connue de tous.

Ce 19 septembre 1622. Publié sur les marches de Saint-Marc et du Rialto.

LOI DU 12 MARS 1624 (1).

Grandemente importando per molti rispetti, ma specialmente perche li parcene-

Il est d'une haute importance, à plusieurs égards, mais surtout afin que les arma-

(1) Cette loi des *Pregadi* n'est point dans les *Novissima statuta*, mais seulement dans l'appendice du Consulat, page xxxix, et dans la *Biblioteca di gius nautico*, t. I^{er}, page 256. Elle a pour objet d'assurer l'exécution de celle du 31 août 1602, en ce qui concerne les assurancés.

voli siano con ciò maggiormente eccitati a quello, che conviene, et resti rimosso ogni dubbio di fraude, et ogni diffidentia, che il capitolo hora letto di parte di questo consiglio 1602, 31 agosto, che proibisse il potersi assicurar navi, o altri vasselli de nostri sudditi per più delli due terzi del valsente ispediti, et alla vella, sia puntualmente essequito, et non posano gli huomini artificiosi, et di poca conscientia prevaricar per modo alcuno dall' adempimento di questa tanto giusta et ragionevole deliberatione: sia commesso alli cinque savii alla mercantia, a quali dalla parte sudetta resta raccomandato questo negotio, che debbano deputar a bossoli, et ballotte quattro soggetti di conditione, et buona fama, che siano stati patroni di nave, da quali di volta in volta, che li vasselli vorranno andar alli viaggi, siano di uno in uno con la presentia di uno almeno di essi cinque savii, et di uno delli proveditori all' armar, stimati del loro giusto valsente nel stato, che si ritroveranno alla vella, et delle loro stime con giuramento sia tenuto registro in un libro a posta nell' officio di detti cinque savii, et quando li parcenevoli eccedessero nell' assicurarsi di più delli doi terzi, et per più del vero valsente di essi giusta la stima, siano, et se intendano in qual si voglia accidente decaduti senza altro, da ogni ragion, atton, et pretension contra li assicuratori, ma ben ad essi assicuratori siano tenuti pagar medemamente in ogni caso il pretio della sicurtà nella summa, che sarà conveniente. Et sia mandata la copia della presente parte alli cinque savi, et che la facciano stampar, intimar, publicar, et essequir, et sia mandata anco alli proveditori all' armar.

1624 adi 22 maggio. Publicata sopra le scale di San Marco, et di Rialto, et per Marco Benaglia comandador.

teurs soient en cela d'autant plus contrainsts de remplir leurs obligations et qu'il n'y ait plus lieu aux doutes ni aux soupçons de fraude, que l'on mette ponctuellement à exécution l'ordonnance du 31 août 1602, émanée de ce conseil, lue de nouveau dans cette séance, et relative à la défense d'assurer des navires ou autres bâtimens appartenant à nos sujets pour une valeur supérieure à celle des deux tiers de leur valeur réelle au moment de leur chargement et départ, et que par là les hommes astucieux et dépourvus de conscience soient réduits à l'impossibilité de contrevenir, de quelque façon que ce soit, à l'accomplissement d'une décision aussi juste et aussi sage.

En conséquence, le conseil des cinq magistrats du commerce, déjà chargé, par l'ordonnance ci-dessus mentionnée, de veiller à l'accomplissement de la mesure ici rappelée, devra élire à la pluralité des suffrages quatre personnes d'une condition honorable et de bonne renommée, qui aient été capitaines de navire, et il leur confiera le soin, chaque fois que des navires voudront mettre à la voile, de procéder successivement, en présence de l'un au moins des cinq magistrats du commerce et de l'un des provediteurs de l'armement, à l'estimation de la juste valeur de chacun de ces navires au moment de sa mise à la voile. Ces estimations ainsi faites sous la foi du serment seront consignées sur un registre ouvert à cet effet au bureau desdits magistrats du commerce; et quand il sera reconnu que les armateurs auront fait assurer plus des deux tiers de la valeur réelle de leurs navires constatée par l'estimation, ils seront, en cas de survenance d'un dommage quel qu'il soit, déchus de l'exercice de tout droit, action ou prétention contre les assureurs, tout en restant soumis à l'obligation de payer, en tous cas indistinctement, aux assureurs, la prime d'assurance au taux jugé convenable. Une expédition de la présente ordonnance sera adressée au conseil des magistrats du commerce, afin qu'ils la fassent imprimer, annoncer, publier et observer. Une expédition sera adressée aussi aux provediteurs de l'armement.

Ce 22 mai 1624. Publié sur les marches de Saint-Marc et du Rialto par Marc Benaglia, commandant.

LOI DU 30 AVRIL 1632 (1).

Quanto le provisioni, e deliberationi fatte da questo consiglio, e specialmente quella de 16 april 1605, che quelle navi, che da questa città son destinate per Soria, Alessandria, Constantinopoli, et altre Scale di Levante, vi si portino di tal modo rinforzate, et all' ordine, che possano bravamente sostenersi, e difendersi anche da lor stesse da corsari, sono più utili, e conosciute proficue, e necessarie, altrettanto più si rende conveniente, et opportuna l' esecuzione loro. Però

L' anderà parte, che sia ancor più strettamente incaricato alli proveditori all' armar, et alli proveditori del collegio della militia dare questa publica risoluta volontà dell' osservanza intiera delle leggi, e della sopradetta del 1605 in particolare in tutte le sue parti quanto alle revisioni, e perche opportune non solo delle genti, ma dell' armi, e monitioni, che havesse cadauna nave per assicurarsi, che habbian l' adempimento d' ogni requisito; con tutte le altre diligenze, osservazioni, cautioni, et obblighi, come in detta deliberatione; e coll' osservanza in spetie di non espedirsi dal collegio nostro li mandati per la condotta delle dette navi fuor del porto, se non sarà portata fede in esso de medesimi proveditori all' armar, o proveditori del collegio della militia da mare con giuramento dell' adempimento de gli obblighi, come è predetto; con aggiunta appresso, che non possa in avvenire alcuna nave al suo ritorno levar, o riscuoter i noli all' officio dell' straordinario, se non porterà fede de consoli; o altri ministri publici de luoghi, ove saran state a caricare di partire, e d' essersi mantenute con tutto il numero de marinari, e delle genti, con

Plus on reconnoît l'utilité, l'avantage et la nécessité des décisions et ordonnances émanées de ce conseil, spécialement de celle du 16 avril 1605, qui prescrivent que les navires partant de cette ville pour la Syrie, Alexandrie, Constantinople et le reste des échelles du Levant, ne se rendent dans ces parages qu'autant qu'ils sont équipés et armés de manière à pouvoir opposer une vigoureuse résistance aux attaques des corsaires, plus il est convenable et utile d'assurer la stricte exécution de ces décisions et ordonnances.

En conséquence, le conseil charge d'une manière encore plus positive les provediteurs de l'armement, ainsi que les provediteurs du collège de la milice maritime, de faire ponctuellement observer, comme mesures dictées par l'intérêt public, les dispositions des lois, et en particulier celles de la loi précitée de 1605 dans toutes ses parties, en ce qui concerne l'indispensable nécessité de procéder à l'inspection tant des hommes d'équipage que des armes et munitions de chaque navire, à l'effet de reconnoître s'il est pourvu de tout ce qui lui est nécessaire sous ce triple rapport. Lesdits provediteurs devront aussi accomplir toutes les autres formalités, mesures de surveillance et de précaution, en un mot, toutes les obligations imposées par la loi précitée, et veiller spécialement à ce qu'il ne soit délivré par notre collège aucun mandat pour la conduite des navires hors de l'enceinte du port, tant qu'il ne sera pas produit un certificat des mêmes provediteurs à l'armement ou des provediteurs du collège de la milice maritime, constatant, sous la foi du serment, que les mesures ci-dessus prescrites ont été accomplies. Il est décidé, en outre, que désormais aucun navire ne pourra, à son arrivée, réclamer ni recevoir un noli à l'office de l'extraordinaire, s'il ne représente un certificat émané des consuls ou autres officiers publics résidant dans le lieu d'où il sera parti avec son chargement, et attestant qu'il a continuellement été pourvu du nombre de marins

(1) Cette loi des *Pregadi* ne se trouve que dans la *Biblioteca di gius nautico*, t. I^{er}, page 260. Elle a pour objet d'assurer d'une manière encore plus précise l'exécution de la loi du 16 avril 1605 sur les visites des navires, dont on a vu le texte page 88, ci-dessus.

tutte l'armi, le munitioni, e l'occorenze a sufficientia, et a misura della pubblica intentione dichiarita; e se non porteran' anche un rollo sottoscritto da medesimi consoli, o ministri del nome, pelo, segno, patria, et altro delle medesime genti imbarcate, perche quà possino esser egualmente rincontrate, et riconosciute. Il che sia per autorità di questo consiglio fermamente statuito, e ne sia commesso il riguardo, e l'essecution puntuale a detti proveditori all'armar, et avvisatone i consoli, dove occorre per la sua intiera osservanza.

et gens d'équipage, ainsi que des armes et munitions nécessaires, suivant les conjonctures, au soin de sa défense, conformément au vœu de la loi susénoncée, qui est d'ordre public; et s'il ne produit en même temps un rôle signé des mêmes consuls ou fonctionnaires spécifiant le nom, l'état, la qualité et la patrie des gens d'équipage étant à bord, afin que par là on puisse reconnoître si tous s'y trouvent au complet. Tel est l'ordre donné par l'autorité du conseil, ordre dont il confie l'accomplissement et l'exécution la plus sévère auxdits provediteurs de l'armement, et dont seront instruits les consuls partout où besoin sera, afin qu'ils s'y conforment entièrement.

LOI DU 1^{er} MAI 1632 (1).

Che sia aggiunto alla parte presa sotto il giorno di hieri in profito delle navi, che navigano per le Scale di Levante, che debbano li proveditori all'armar, ovvero li proveditori del collegio della militia da mare consegnar sotto bollo, e sotto ogni custodia le cerche, che faranno a quelle, che partiranno al patron della nave medesima, perche gionto al luogo, ove sarà destinato possa consegnarle a quel pubblico ministro per esser incontrate, et assicurarsi, che non vi sia fraude, o mancamento; et così nel ritorno riportar lo stesso rollo, o cerca sigillata, e sottoscritta a magistrati predetti, perche vi si possan tener sopra le medesime diligenze. E sia la parte suddetta, questa aggiunta, e quella del 1605 fin dove contiene materia tale stampata, e publicata ad intelligenza di cadauno.

Comme complément des dispositions de l'ordonnance rendue hier dans l'intérêt des navires qui font voile pour les échelles du Levant, il est enjoint aux provediteurs de l'armement, de même qu'aux provediteurs du collège de la milice maritime, de sceller et cacheter sous bonne enveloppe les renseignements par eux pris, afin que le capitaine du navire qu'ils en auront constitué dépositaire au moment de son départ les remette, lors de son arrivée au lieu de destination, au fonctionnaire public chargé de les recevoir, lequel pourra s'assurer par ce moyen s'il existe ou non quelque fraude ou défautosité. Le capitaine, lors de son retour, sera tenu de rapporter le même rôle ou bulletin de renseignements également signé et cacheté par les magistrats susdits, afin qu'à l'aide de cette pièce on puisse, à l'arrivée, procéder aux mêmes vérifications que celles dont il vient d'être parlé. Enfin, l'ordonnance précitée, le complément actuel qui lui est donné, et l'ordonnance de 1605, en tant que de besoin, seront imprimés et publiés pour être connus de chacun.

(1) Cette loi des *Pregadi* ne se trouve que dans la *Biblioteca di gius nautico*, t. 1^{er}, page 261. Elle est une addition à la précédente.

EXTRAITS DES STATUTS CIVILS DE CURZOLA DE 1214 (1).

CAP. LXXXII. *De navigiis rumpendis.*

Item statuimus ac inviolabiliter observari volumus, quod [si] in futurum quodcumque navigium extraneum in districtu civitatis, seu insulæ maris contingeret tempestate rumpi et per aliquem hominem, seu fæminam visum fuerit, talis, statim teneatur venire ad civitatem et annuntiare regimini, et habeat perpera (2) unum, quodd regimen de fiendis (3) habeat providere; et, si fuerit annuntiatum in villa, quod illi de villis dent dictum perpera annuntiatoribus. Et si quis vellet ire ad recuperandum aliquid, primo concordet cum patrono; et si patronus nollet auxilium, nec concordare, nullus audeat accipere, pæna perpera quinquaginta, qui deveniant in commune, et restituat res quas acceperit. Et si patronus sit contantus (4), quod liceat unicuique rescatare (5) et recuperare cum eo pacto quod concordaverit cum patrono (6).

CAP. CXXVII. *De navigiis frangendis.*

Item statuimus, quod si aliquod navigium rumperetur, nullus Curzulanus audeat emere res, seu mercantiam in mari, videlicet quæ sint in fundo, sub pæna perdendi totum id quod expenderet, et accusans habeat medietatem, dummodo probet per duos idoneos testes (7).

EXTRAITS DU STATUT CIVIL DU CATARO (XIV^e SIÈCLE).CAP. LXX. *De vocatis ad curiam super iis quæ spectant ad primum viagium.*

Si inter mercatores, inter se societatem habentes, vel inter patronum navis et mercatorem, et inter nauclerum et marinarium et patronum, vel inter patronum et marinarium, seu inter aliquos euntes simul ad viagium, aliqua quæstio oriatur super aliquibus pertinentibus ad ipsum viagium, ille qui vocatus fuerit ad curiam super iis, incontinenti respondere teneatur et aliquas inducias habere non possit; et hoc etiam intelligatur de turmis (8) euntibus ad viagium (9).

(1) Voir sur ce statut ce que j'ai dit page 16, ci-dessus.

(2) Pour *hyperpera* ou *hyperperum*, monnaie bysantine dont j'ai parlé, page 38, note 2, ci-dessus; voir du Cange, *voc. Perpera*.

(3) Ce mot est le datif pluriel de *fienda*, qui, d'après du Cange, a le même sens que *facienda* ou *fazenda*, et signifie *revenus*.

(4) Je crois que ce mot signifie *d'accord*, quoique du Cange ne le donne pas précisément dans ce sens.

(5) Ce mot, qui n'est pas littéralement dans les glossaires, doit signifier *racheter*, d'après le sens que du Cange attribue à *rescactum*, *rescattum*, etc.

(6) Ces principes sont ceux de la législation des Basiliques, qu'on trouve t. I^{er}, page 187.

(7) C'est encore le principe de la législation des Basiliques *ubi sup.*

(8) Ce mot doit signifier les *caravanes* qui servoient au commerce de terre, comme les *conserves*, pour la navigation.

(9) On trouve ici les mêmes règles que dans le *Constitutum usus* de Pise; voir t. IV, page 569.

CAP. CCCLXXXVIII. *De navibus naulizatis, galeis, barcosis, zolis, gondolis et londris.*

Statuimus ut omnes patroni debeant suas naves et barchas dare bene acceptatas (1) et calcatas a lateribus et copertas, et barcha et quælibet navis seu lignum quodlibet palmizetur, secundum quod patroni fuerint concordés cum naulizatore, ad expensas patronorum (2); similiter de stoppa, pice et omnibus aliis necessariis præparentur; et hoc idem dicimus de barchosiis (3), gondolis et londris (4).

CCCLXXIX. *De strina navium et pedotis.*

Volumus quod si aliqua navis, lignum vel barchosium, gondola vel barcha aut zola (5) ubi essent mercatores, aliquid dederint pro strina (6) vel pedocia (7) de voluntate majoris partis pro utilitate ligni, illud dividatur per avariam (8).

CAP. CCCLXXXIII. *De iis qui accipiunt barchas, zolas, gondolas, et londros sine voluntate patroni.*

Si quis acceperit barcham, barchosium, gondolam, barcellam, collam (9), londrum vel aliquod lignum sine voluntate patroni, solvat unum yperperum, et si ipsum lignum perderetur aut zola, ille qui accepit teneatur emendare et solvere omni die pro zola aut barcha grossum unum et pro londro solaros decem; et si remos aut spatulas, aut alia guarnimenta perdidit, teneatur similiter emendare, et lignum vadat super ipsum usque ad unum annum; completo vero anno, non possit petere naulum nisi valorem barchæ, et hoc si patronus ligni ostendere poterit; sin autem, ille qui acceperit vel accusatus fuerit purgetur per sacramentum in tertia manu sua (10) cum melioribus et propinquioribus suis.

(1) Ce mot, pour lequel je n'ai point trouvé d'explication convenable dans les glossaires, doit signifier bien conditionnées ou agréées par les visiteurs.

(2) Voir le chapitre 11 du statut de Venise de 1255, page 22, ci-dessus.

(3) Ce mot ne se trouve point dans les glossaires; mais il doit, comme *barcussius*, donné par du Cange, désigner un navire de petite dimension.

(4) Muratori, *Antiquitates italicæ mediæ ævi*, t. I^{er}, col. 195, emploie le mot *londra* pour désigner un petit navire.

(5) Ce mot ne se trouve point dans les glossaires; je crois qu'il désigne une espèce de navire; voir cependant du Cange, voc. *Zata, Zatta*.

(6) *Strina*, probablement pour *strena*, signifie présent, don, étrenne, ainsi que l'explique du Cange, qui cite une disposition littéralement semblable du chapitre LVI du livre VII du statut de Raguse.

(7) Ce mot est une corruption ou une variante de *pedagium*; voir du Cange, qui cite également le statut de Raguse.

(8) Le sacrifice étant fait *voluntate majoris partis* et *pro utilitate*, la contribution est juste. Ce chapitre constate donc, comme je l'ai déjà dit, page 6 ci-dessus, qu'il y avait un droit commun sur la contribution aux avaries.

(9) Espèce de navire dont les glossaires n'indiquent point le nom.

(10) Serment connu chez les peuples barbares sous le nom de *conjuratio*; voir du Cange, voc. *Sacramentum*.

CAP. CCCC. *De Piratis.*

Statuimus et ordinamus quod nullus noster civis vel habitator Cathari præsumat ire in cursu, aut pirata esse; quod si facere præsumpserit sit forbanditus et solvat communi yperperos quinquaginta; salvo si habuerit licentiam communitalis (1).

(1) Le chapitre cccci a pour objet d'appliquer la même mesure aux habitans de Cataro, qui s'associeroient pour la piraterie avec les Dalmates; il m'a paru inutile de le recueillir.

CHAPITRE XXX.

Droit maritime des États pontificaux.

Le territoire italique dont la souveraineté appartient au saint-siège s'étend sur la côte occidentale et sur la côte orientale de la presqu'île. Civita-Vecchia, le plus considérable des ports occidentaux, n'ayant acquis d'importance que sous le pontificat du grand Benoît XIV, je n'ai point à m'occuper des lois maritimes qui ont pu y être promulguées, puisqu'elles seroient du XVIII^e siècle.

Sans doute la position de Civita-Vecchia et de quelques autres ports sur la même côte a pu se prêter antérieurement au commerce maritime, qui, du reste, n'étoit pas très-étendu, parce que cette côte offroit peu de sûreté; mais je n'ai point découvert de lois ou de statuts qu'on y ait rédigés. On y suivoit évidemment le droit romain, les usages des navigateurs étrangers qui fréquentoient ces parages, et, dans la suite, le Consulat de la mer, lorsqu'il fut connu en Italie.

Du côté oriental le saint-siège possède la Romagne, le duché d'Urbin et la marche d'Ancône, dans lesquels Rimini, Pesaro, Sinigaglia, Ancône et Fermo sont les ports les plus fréquentés.

Après une assez longue correspondance, j'ai appris qu'il existoit un statut inédit de Rimini, connu sous le nom de statut de Malatesta, adopté en conseil général le 26 novembre 1303, et rédigé en latin. Je n'ai pas obtenu plus de renseignemens; mais les titres des rubriques m'ayant été communiqués, j'en ai reconnu deux relatives au droit maritime, et M. le gonfalonier de Rimini a bien voulu m'en envoyer une copie.

Les statuts de Pesaro, de 1532, ne contiennent que la rubrique CXVIII du livre V, rédigée en latin, et une rubrique sans numéro, du livre VI, rédigée en italien, qui soient de nature à entrer dans ma collection. Il existe aussi, pour la même ville, des statuts du collège des marchands promulgués en 1592; mais on n'y trouve rien sur le droit maritime.

Celui de Sinigaglia, imprimé en 1584, ne m'a rien offert; mais cette ville, ainsi que Pesaro, étant une dépendance du duché d'Urbin, j'ai dû faire des recherches dans le recueil des statuts de ce duché publié par Campello en 1709, et j'y ai trouvé un décret de 1591 relatif aux naufrages.

Tous ces statuts contiennent des tarifs de douanes ou d'entrées sur les marchandises arrivant ou sortant par mer, et des mesures préventives contre

les fraudes (1), qu'il n'entre point dans mon plan de recueillir; mais il en résulte la preuve d'un commerce maritime assez actif.

Le statut de Fermo, rédigé ou plutôt révisé en 1506, dont la Bibliothèque royale possède deux éditions, l'une de 1507, l'autre de 1589, contient, outre divers tarifs de douanes et d'entrées, une rubrique xx du livre II, intitulée *De officio consulum mercatorum*, qu'il m'a paru utile de recueillir.

Puisqu'il existoit un commerce maritime dans les villes que je viens de nommer, il faut en conclure qu'une jurisprudence servit à en régler les négociations. Elle fut certainement formée du droit romain, modifié et complété par les usages des villes voisines. Nous en avons même la preuve écrite pour Fermo. Dans chacune des éditions du statut de cette ville on a annexé les *Ordinamenta et consuetudines maris* de Trani, ville dépendant du royaume de Naples et située sur l'Adriatique, au midi de Fermo. On y a également annexé la LXXXVI^e rubrique d'un statut d'Ancône dont je vais bientôt parler, laquelle est relative à la contribution pour les avaries. Les autres parties du droit maritime d'Ancône durent y être d'autant mieux adoptées qu'avant d'appartenir au même souverain, ces villes étoient unies politiquement, comme le constate un traité de 1203.

De toutes les villes des états pontificaux, Ancône est celle qui, par ses anciens souvenirs et la richesse de ses documens relatifs au droit maritime, mérite de fixer spécialement l'attention.

On sait qu'Ancône existoit avant que les Romains eussent étendu leurs conquêtes jusqu'à l'Adriatique : son port avoit été réparé par Trajan (2). Au moyen âge elle devint république, et fleurit longtemps par le commerce et la navigation; elle rivalisoit avec Venise dans ses relations avec l'empire grec. Éclipsée par cette ancienne reine de l'Adriatique, Ancône avoit conservé, avec sa situation favorable, quelques-uns de ses avantages, nonobstant les révolutions nombreuses qu'elle éprouva jusqu'à sa réunion aux états du saint-siège, en 1532.

Dès que le commerce maritime refleurit à Ancône après la cessation des invasions, elle eut évidemment une législation puisée, comme celle de Venise, dans le droit romain et les Basiliques; probablement aussi les mêmes motifs qui avoient porté les Vénitiens à modifier ce droit y déterminèrent les Ancônitains.

Les statuts qu'ils rédigèrent ou les usages qu'ils suivirent dans l'origine sont inconnus; on peut croire qu'ils se retrouvent en grande partie dans les documens sur lesquels je vais donner quelques détails.

Le premier indice sur l'existence d'un statut maritime d'Ancône m'a été donné par la lecture d'une pièce imprimée, comme je l'ai déjà dit, à la suite des statuts de Fermo, sous le titre *Ordo, consuetudo et jus varear secundum Anconitanos*. Rien n'annonçoit que ce morceau fût partie d'un document

(1) Voir le statut de Florence, t. IV, page 598 de ma collection.

(2) Gruter, *Inscript.* CCXLVII, n° 6.

beaucoup plus étendu ; le seul désir d'en connoître la date, que l'imprimé n'indiquoit pas, m'avoit porté à écrire à Ancône en 1825. Ma surprise et ma joie furent égales lorsque j'appris que le fragment imprimé étoit la LXXXVI^e rubrique d'un statut inédit qui en contenoit quatre-vingt-dix-sept, et que M. le gouverneur de S. S. étoit disposé à m'en faire accorder une copie entière si je la désirois.

Je ne dus pas tarder de mettre à profit des dispositions si bienveillantes, et j'ai promptement reçu cette copie, certifiée par M. l'archiviste Alberto Albertini, qui a eu la bonté de me fournir ultérieurement plusieurs explications dont je profiterai dans cette dissertation.

Son obligeance ne s'est pas bornée à me donner des renseignemens sur l'ancien droit maritime d'Ancône : il a bien voulu, à ma prière, faire des recherches sur les *Ordinamenta* de Trani ; et quoique ses peines aient été infructueuses, je lui dois ce témoignage public de ma reconnaissance.

J'ai vainement espéré de trouver des notions qui puissent confirmer ou développer celles que M. Alberto Albertini m'a données, dans la *Storia d' Ancona*, publiée par M. Peruzzi en 1835 ; mais cet écrivain a passé sous silence tout ce qui concerne les statuts maritimes dont je donne le texte, et que sans doute il auroit expliqués beaucoup mieux que moi.

D'après ce que m'a écrit M. Alberto Albertini, les archives d'Ancône, dont presque tous les anciens documens ont été dispersés, brûlés, lacérés ou mutilés par l'effet de révolutions diverses, possèdent, parmi quelques débris de cette sorte de naufrage, un registre écrit par le chancelier Silvestre, en 1397, contenant le statut maritime dont je me propose de publier le texte. La vétusté du manuscrit et de l'écriture porta un autre chancelier, nommé Grazioso Benincosa, à transcrire ce document avec quelques autres dans un *Portulario* qu'il rédigea en 1457, lequel existe dans les mêmes archives. Après la XCVII^e rubrique de notre statut, on lit dans ce *Portulario* la mention suivante : *Lo soprascripto statuto apare nell libro de S. Selvestro cancelliero del nostro M. comuno d' Anchona del MCCCXCVII.*

Les mutilations et les avaries qu'a éprouvées le manuscrit du chancelier Silvestre n'ayant pas permis d'en faire usage pour la copie que je demandois, M. Alberto Albertini l'a exécutée d'après le *Portulario* de Benincosa. Cette copie doit donc inspirer toute confiance, sauf les erreurs qu'auroit pu commettre Benincosa en copiant Silvestre, et même celles qui auroient échappé à M. Albertini, dont toutefois la correspondance indique un homme fort éclairé et digne de son emploi.

Je dois même dire que sa scrupuleuse exactitude a été souvent pour moi une cause de grands embarras. Il a fidèlement reproduit les abréviations de l'original, et ce n'a pas été une médiocre difficulté que de les deviner ; je crains de n'avoir pas toujours bien réussi.

Comme on l'a vu, l'attestation de Benincosa transcrite plus haut se borne

à dire que la copie insérée dans son *Portulario* de 1435 a été faite d'après le registre du chancelier Silvestre de 1397. Cette expression ne prouve rien autre chose, sinon que ce registre avoit été écrit en 1397, mais elle n'atteste point, et même elle ne laisse point entendre que les documens contenus dans ce registre appartiennent seulement à cette année; au contraire, elle prouve qu'ils existoient antérieurement.

A quelle époque falloit-il se reporter? Ici, j'en conviens, on tombe dans le domaine des conjectures. M. Alberto Albertini m'a assuré, qu'en 1390, époque à laquelle Ancône étoit gouvernée en république et par des magistratures souvent nommées dans notre statut, on chargea des citoyens distingués par leurs lumières et leur intégrité de mettre en ordre, reviser et réformer la législation commune. Les commissaires achevèrent leur travail en 1413, selon d'autres en 1458, et même, suivant Peruzzi, *Storia d'Ancona*, t. II, page 328, en 1460. Il en résulta cinq livres ou collations, rédigées en latin, imprimées en 1513, 1566, 1576. La Bibliothèque royale possède un exemplaire de cette dernière édition.

Le statut maritime dont j'ai parlé plus haut, et auquel, pour mieux me faire comprendre, je donnerai la date de 1397, quoique certainement il soit antérieur, ne fut point refondu dans ce statut commun. Voici le motif qu'on peut en donner.

D'après un usage alors très-général, et auquel nous avons vu qu'on se conformoit encore à Gênes en 1588, le statut commun d'Ancône étoit rédigé en latin. Quoique sans doute les simples citoyens, pour qui le latin n'étoit plus qu'une langue savante, dussent en éprouver beaucoup d'inconvéniens, ces inconvéniens eussent été bien plus grands dans un statut maritime, que devoient connoître et exécuter, à chaque instant, des marins grossiers accoutumés à entendre et à parler le langage vulgaire. Comme précisément le statut maritime copié sur le registre du chancelier Silvestre étoit dans cette langue vulgaire, on le laissa subsister.

Mais on étoit loin de le considérer comme abrogé; plusieurs dispositions du statut commun s'y réfèrent, les unes implicitement, les autres expressément. Ainsi la rubrique XC de la collation II contient des dispositions sur les écrivains des navires et sur la foi due à leurs écritures, qui supposent évidemment l'existence de tout ce que le statut maritime dit à ce sujet: elle leur prescrit notamment de porter avec eux *copiam statutorum maris*, ce qui ne peut s'entendre que du statut maritime. Ainsi la rubrique CII contient quelques règles sur les biens des Ancônitaîns décédés en pays étrangers, règles qui seroient inintelligibles et incomplètes sans leur relation avec celles que contient le statut maritime, d'une manière très-développée, dans la rubrique XXI.

Des dispositions du statut commun, celles que je viens d'indiquer, ainsi que les rubriques CXX de la III^e collation, et XXXVIII de la IV^e, sont les

seules qui aient quelques rapports avec le droit maritime. Les motifs qui ont présidé à leur rédaction sont faciles à reconnoître.

Par la xc^e rubrique de la II^e collation, le législateur complétoit les rubriques xv, xxxvii et xxxviii du statut maritime; il en assuroit l'exécution en déterminant devant quel magistrat les écrivains prêteroient serment, et en attribuant à leurs écritures la *fides instrumentorum*.

La rubrique cii de la même collation inséroit à leur véritable place des règles sur les successions, qui, par leur nature, n'étoient pas bien classées dans un statut maritime.

La rubrique cxx de la III^e collation est relative à l'obligation imposée à tout navire ancônitain d'arborer le pavillon de la ville. Cette obligation est bien supposée dans diverses dispositions du statut maritime, mais il y manquoit une sanction pénale, que prononce le statut commun.

Il en est de même de la rubrique xxxviii de la IV^e collation, relative aux secours à prêter aux navires en détresse. La rubrique lvii du statut maritime l'ordonnoit; mais elle ne contenoit point de sanction pénale, et le statut commun la prononce.

Non-seulement, comme on l'a vu, les rédacteurs ou réformateurs du statut commun considéroient le statut maritime comme toujours en vigueur, s'y référoient, et le laissoient subsister par cela seul qu'ils ne le remplaçoient pas; ils voulurent, de plus, prendre une sage précaution pour en conserver une copie authentique dans les archives. M. Alberto Albertini m'a assuré qu'on avoit commencé de faire exécuter cette copie sur le manuscrit en parchemin du statut commun, et qu'elle n'a pas été terminée.

Cet oubli est sans importance, car c'étoit la copie du chancelier Silvestre qui servoit de type; or, elle subsiste encore en original et dans la transcription faite par Benincosa. On doit même être surpris qu'il n'en existe pas un plus grand nombre à Ancône, lorsqu'on lit dans plusieurs rubriques que tous les écrivains des navires devoient être porteurs des chapitres de mer, et qu'en outre les consuls en pays étrangers, les capitaines du port et de l'arsenal, devoient aussi en avoir des copies (1).

Les détails dans lesquels je viens d'entrer, fondés non-seulement sur la correspondance de M. Alberto Albertini, mais encore sur le texte du statut commun, constatent donc deux faits importans pour les recherches dont je m'occupe : le premier, qu'indépendamment du statut commun, le seul qui ait été imprimé, il existoit un statut maritime inédit (2); le second, que les archives d'Ancône contiennent une copie de ce statut faite en 1397, d'après laquelle une autre copie a été exécutée en 1457; par conséquent, qu'il est raisonnable et logique de supposer que le statut ainsi copié avoit été rédigé avant 1397.

(1) Statut, rubr. xxxvii, xxxviii, xlvi, lxxviii et lxxxiv.

(2) Le registre contient aussi un statut de la douane qui ne m'a rien fourni.

Toutefois j'emploierai cette dernière date, dans l'impossibilité où je suis d'assigner la véritable. Mais comme il est évident que ce statut est plus ancien, il n'est pas hors de propos d'examiner s'il ne seroit pas une traduction en langue italienne d'un travail antérieur qui auroit été rédigé en latin.

On a vu, dans les chapitres précédens, que les lois maritimes de Marseille, de Gênes, de Pise, de Venise, étoient rédigées en latin; on a vu même qu'à Gênes et à Pise il étoit prescrit aux greffiers ou notaires des tribunaux de commerce de traduire ces lois en langue vulgaire, pour l'usage du public et pour la lecture qu'on en faisoit aux équipages. La même mesure, prise à Ancône, auroit-elle produit le texte italien que nous possédons, et fait disparaître l'ancien texte latin?

Il n'y a sans doute rien d'improbable; je dois même dire que des additions à ce statut, dont la date est incertaine, mais qui cependant sont antérieures à 1435, ont été rédigées en latin. Toutefois, en lisant avec attention le texte conservé par le chancelier Silvestre, il est facile, même avec une faible connoissance de la langue italienne parlée aux XIV^e et XV^e siècles, de s'assurer que notre rédaction est originale et non une simple traduction d'un document composé en latin. Je n'ai pas dû néanmoins m'en rapporter à mes propres lumières. J'ai consulté M. Alberto Albertini, plus en état que moi de donner une solution digne de confiance. Voici ce qu'il m'a répondu le 28 février 1836 : « Chiunque alquanto conosce dell' indole della lingua italiana non può non accorgersi che lo statuto del mare non è traduzione; « sibbene è scritto nella lingua, in cui ora lo leggiamo. E che primamente la « lingua italiana in lui si adoprassse, si prova ancor da questo, che le ordinanze « del comune relative ad arti popolari e necessarie a sapersi ed eseguirsi da « uomini non istruiti e non studiosi, si scriveano in italiano circa il MCCCC. »

Je crois d'ailleurs qu'il existe dans la rubrique XXI, relative aux biens des Ancônitaîns décédés en pays étranger, une forte présomption que le statut a été rédigé en langue italienne. Cette rubrique veut qu'on dresse un inventaire des biens du défunt, et permet de le faire en latin, ce qui, à mon avis, n'a pu être inséré que dans un statut composé en langue vulgaire.

Mais il est très-probable que les élémens de cette rédaction furent empruntés d'anciens statuts dont la plupart avoient dû être composés en latin. Ancône, aussi anciennement commerçante que Venise, et qui avoit devancé cette république dans ses relations avec Constantinople, a pu et dû avoir des usages maritimes dans les X^e, XI^e, XII^e siècles; au moins dans le XIII^e siècle, époque à laquelle sa rivale rédigeoit en latin les *Statuta navium* de 1255. On pourra même s'assurer, en lisant notre statut, qu'il est moins un travail d'un seul jet que la collection et la réunion, dans un ordre souvent peu méthodique, de statuts distincts faits en différens temps sur des matières de droit maritime. En effet, plusieurs rubriques en reproduisent de précédentes ou littéralement ou avec de légers changemens.

Les usages ou statuts maritimes de Marseille, de Gènes, de Pise et de Venise, qui font l'objet des quatre chapitres précédens, ont dû paroître, comme ils le sont en effet, dignes d'un grand intérêt, par le soin que les rédacteurs ont eu de régler, avec une exactitude souvent minutieuse, tous les cas qui pouvoient fournir matière à des contestations.

Mais ce seroit trahir la vérité que de ne pas reconnoître combien le statut d'Ancône leur est supérieur par son ensemble et l'exactitude de sa rédaction. Cette perfection m'a paru si grande, que s'il n'étoit pas démontré d'une manière incontestable, tant par le manuscrit du chancelier Silvestre que par les allusions qu'y fait le statut commun, que ce statut maritime existoit, tel qu'il nous est parvenu, dès la fin du XIV^e siècle, je serois tenté de lui assigner une époque de rédaction plus récente.

Je dois même ajouter que, si on le compare avec le Consulat de la mer, il est impossible de ne pas reconnoître entre ces deux documens une ressemblance si frappante, qu'on seroit induit à croire que le rédacteur de l'un a eu l'autre sous les yeux.

Cette ressemblance existe jusque dans la dénomination. Les rubriques XXXVII, XXXVIII, XLVII, LXXVIII et LXXXIV du statut maritime d'Ancône le qualifient de *Capitoli* ou *Chapitoli, overo Statuti del mare*; or, on a vu, t. II, page 40, que le Consulat ne portoit point originairement le titre que lui ont donné les éditeurs; dans les premiers documens qui en parlent, et dans le manuscrit que j'ai découvert à la Bibliothèque royale, il est intitulé *Capitols de mar*, nom qui se lit même dans quelques passages de cette compilation.

Cette circonstance me paroît cependant trop foible pour en tirer la preuve que l'un de ces documens ait été fait à l'imitation et d'après la connoissance de l'autre. Si des besoins semblables produits par la navigation, surtout dans les mêmes parages, ont pu et dû dicter, dans plusieurs villes, des dispositions législatives presque identiques, on a pu aussi désigner les collections de ces règles ou décisions par un nom semblable.

La jurisprudence maritime qui a servi de base aux rédacteurs du Consulat existoit depuis longtemps en Catalogne, patrie de ce document, et dans les autres dépendances de l'Aragon. Les coutumes, comme je l'ai dit souvent, sont en pratique et en tradition bien avant qu'on s'occupe de les rédiger. Des navigateurs d'Ancône, expérimentés et exacts observateurs, ont pu, en fréquentant les ports aragonais, connoître la jurisprudence des tribunaux consulaires établis à Valence, à Majorque, à Barcelone, en Sardaigne, à la fin du XIII^e et au commencement du XIV^e siècle. Quoique très-probablement à cette époque le Consulat de la mer n'existât point encore dans l'état où nous le connoissons, déjà, sans doute, une partie des usages maritimes dont il offre une compilation fort étendue étoient écrits. On peut le présumer d'après un règlement donné à Valence par le roi Pierre IV, dont la date est nécessairement

entre 1336, époque où ce roi est monté sur le trône, et 1343, où il a concédé ce règlement à Majorque. On y lit, chapitres VIII, XXII, XXXI, XXXVI et XLI : *Les consuls jugeront d'après les règles écrites dans les coutumes de la mer*. Il existoit même, plus anciennement, des coutumes maritimes écrites, à Barcelone, puisqu'on lit dans le privilège donné par le roi Jacques I^{er}, à Valence, en 1283, pour y établir une juridiction de consuls : *Terminent contractus et dissentiones inter homines maris et mercatores quæ juxta consuetudinem maris fuerint terminandæ, prout est in Barchinona fieri constitutum*. Nous savons aussi qu'indépendamment des stiles ou résultats de la jurisprudence traditionnelle, le roi Jacques I^{er}, en 1258, et le roi Pierre IV, en 1340, avoient promulgué des réglemens importans sur le droit maritime; que même il y avoit des titres assez étendus sur cette matière dans la coutume de Valence de 1250, ouvrage du roi Jacques I^{er}, dont le chapitre destiné à la Catalogne contiendra le texte.

Si des Ancônitains ont pu si facilement connoître les usages de l'Aragon, il n'est pas plus invraisemblable que des navigateurs de ce dernier pays aient pu connoître les usages d'Ancône, ville, comme je l'ai dit, très-anciennement commerçante. La ressemblance que j'ai dû signaler s'explique donc très-bien, sans recourir à l'hypothèse que le statut d'Ancône auroit servi de type au Consulat, ou ce dernier document au statut d'Ancône. Ce que j'ai dit dans le chapitre précédent rend peu vraisemblable la présomption que le Consulat de la mer, en supposant qu'il fût déjà rédigé tel qu'il nous est parvenu, fût connu dans les ports adriatiques au XIV^e siècle. Il n'est pas d'ailleurs sans importance de faire remarquer que les points de ressemblance entre le statut d'Ancône et le Consulat n'existent en général que sur ce qu'on peut appeler droit commun; droit que les mêmes positions et les mêmes besoins ont dû faire exprimer de la même manière et presque en termes identiques dans des langues qui ont une extrême affinité.

Mais lorsqu'on arrive à ce que je pourrais appeler droit systématique, à ces points sur lesquels les statuts maritimes du moyen âge présentent une grande variété et même des oppositions formelles, il n'y a plus de ressemblance entre le statut d'Ancône et le Consulat.

L'exemple le plus frappant que je puisse en donner est la contribution aux avaries simples. J'ai eu occasion d'expliquer (1) comment dans plusieurs villes maritimes on s'écarta du droit romain, comment d'autres le conservèrent scrupuleusement.

Le Consulat présente, sur cette importante matière, des règles qu'il est bon de rappeler. Il adopte le principe du droit romain, d'après lequel si un navire échouoit ou se brisoit, aucune contribution n'avoit lieu, ni en faveur de ce navire, ni en faveur des marchandises péries ou endommagées

(1) Tome I^{er}, pages 141 et suiv.; t. II, pages 20 et suiv.; t. V, pages 5 et 6.

par l'accident (1). Mais il autorise, ce qui probablement n'étoit pas interdit dans le droit romain, la convention par laquelle le patron et les chargeurs, dans la prévision de cet accident, stipuleroient qu'il y aura contribution entre eux : c'est ce qui résulte du chapitre CL [195]. Au contraire, la rubrique LXXXVI du statut d'Ancône fait une obligation légale de la contribution, dans ce cas, sans qu'une convention soit nécessaire.

En autorisant le pacte dont je viens de parler, le Consulat soumettoit la contribution aux règles du droit commun, c'est-à-dire à la répartition au marc la livre de toute la perte, sur tout ce qui avoit été conservé : *l'aver perduto deu esser comptato sobre l'aver restaurato per sou e per livra*.

C'est tout autre chose dans la rubrique LXXXVI du statut d'Ancône. Chaque espèce de marchandise ne contribue qu'en faveur de la marchandise de son espèce ou de celle que la loi y a assimilée.

Il est inutile d'apprécier et de juger ce système, dont on ne voit aucun autre exemple; il suffit de dire qu'il est littéralement écrit dans le statut, et certes il n'a été ni emprunté, ni imité du Consulat.

Je pourrais en donner d'autres. Ainsi à Ancône les matelots jouissoient d'un port franc ou droit de *portée* qui formoit une partie de leur salaire; le Consulat contient le même principe. Mais le chapitre LXXXIX [134] interdit aux matelots de céder leur droit, et refuse la franchise au cessionnaire. La rubrique LII du statut d'Ancône, conforme en cela à l'article 18 des Rôles d'Oléron, permet la cession et en règle les effets.

D'ailleurs il est impossible de se dissimuler que le travail des rédacteurs du statut d'Ancône, quelque remarquable qu'il soit, auroit été beaucoup plus complet s'ils avoient eu le Consulat sous les yeux. Ce statut n'a pas prévu un grand nombre de cas (je me borne à indiquer les constructions et radoubs des navires) que le Consulat a traités avec étendue, même avec diffusion. D'un autre côté, le statut traite d'autres questions dont il n'est pas fait mention dans le Consulat, et dont probablement les rédacteurs de ce document auroient parlé s'ils eussent connu la législation d'Ancône.

Ce statut, auquel, par les motifs exposés plus haut, je donne la date de 1397, étoit toujours la loi d'Ancône au XV^e siècle. Quelques additions y furent faites. Les unes n'ont pas de dates précises, les autres en portent.

Celles de la première espèce sont contenues dans le *Portulario* de Benincosa; et comme il a été écrit en 1435, elles sont au moins de cette époque. Les autres, de 1493 et 1515, dont M. Alberto Albertini m'a transmis une copie, sont dans un registre nommé *Liber rubeus*.

Ancône étoit encore république. Elle passa en 1532 sous la souveraineté du saint-siège, et l'on ne peut douter qu'elle n'ait conservé ses anciennes lois, sauf quelques modifications résultant de son nouvel état politique.

(1) Dig. lib. XIV, tit. 11, *De lege Rhodid de jactu*, fr. 2, § 1, et fr. 7

C'est même, comme on l'a vu, en 1569 et 1579 qu'a été imprimé, avec l'approbation du gouverneur du pape, le statut commun qui reconnoissoit et sanctionnoit l'existence du statut maritime. Un bref de Clément VIII de 1594, rapporté par Sarasini, *Notitie storiche d'Ancona*, pag. 379, constate l'intérêt que le saint-siège mettoit à encourager la navigation d'Ancône; mais il n'y est parlé d'aucune loi maritime.

On sait que vers ce même temps le Consulat de la mer fut connu en Italie, traduit plusieurs fois à Venise, ainsi qu'on l'a vu dans le chapitre précédent, et adopté, comme raison écrite, dans presque toutes les villes maritimes de la Méditerranée. Il est probable que cette compilation obtint le même crédit à Ancône, et que les statuts maritimes dont j'ai parlé jusqu'ici tombèrent pour la majeure partie en désuétude. Il est en effet remarquable que Straccha, patricien et jurisconsulte d'Ancône, qui, en faisant le commentaire d'une formule de police d'assurance de 1567, dont je vais bientôt parler, a composé un véritable traité de droit maritime, cite le Consulat et jamais les statuts; mais cet oubli ne pouvoit être un motif qui me dispensât de les recueillir.

De tous les documens que j'ai publiés, le statut d'Ancône est celui qui s'est occupé avec le plus d'étendue des moyens d'assurer aux nationaux le droit de faire juger, en pays étranger, les contestations entre eux, par leurs propres juges et d'après leurs lois.

Les statuts de Marseille sont les seuls de ceux que j'ai déjà fait connoître où l'on trouve quelques règles assez importantes sur cette matière. Ceux de Gènes, de Pise, de Venise, l'ont presque entièrement passée sous silence. Peut-être est-ce avec intention. Ces villes avoient stipulé des traités et obtenu des privilèges pour entretenir des consuls à résidence dans tous les lieux où se portoit leur commerce (1). Ces traités ou privilèges contenoient presque toujours, et souvent même avec assez de détail, des règles sur les attributions et les droits des consuls : les insérer dans les statuts civils parut inutile; peut-être même eût-ce été en atténuer le caractère.

On agit différemment à Ancône; soit que les actes diplomatiques qui autorisoient les consulats ne fussent pas assez explicites ou assez connus des simples citoyens, soit que dans certains pays la juridiction des consuls ancônitains fût de simple tolérance et sans que des actes diplomatiques l'eussent constituée.

Quel qu'en soit le motif, le statut d'Ancône est beaucoup plus étendu sur cet objet que le statut de Marseille et qu'aucun autre statut des villes maritimes de cette époque. Sous ce point de vue il est extrêmement pré-

(1) J'ai réuni, pour les seules villes de la Méditerranée, plus de trois cents de ces traités ou privilèges, en grande partie inédits. Probablement ils resteront dans mes portefeuilles, tant parce que je dois avant tout achever ma collection de lois maritimes, que parce qu'une publication de ce genre donneroit lieu à des frais considérables qu'un simple particulier ne peut hasarder.

cieux, car, dans mon opinion, il constate des usages observés aussi dans les villes dont les statuts gardent le silence. On ne doit jamais perdre de vue qu'à l'exception de quelques mesures locales, ou d'un petit nombre de règles dictées par l'intérêt ou la constitution particulière d'un pays, toutes les lois maritimes du moyen âge sont prises dans une sorte de fonds commun de jurisprudence et de coutumes générales. Si le statut écrit d'un pays contient plus de développemens que celui d'un autre, il ne faut pas en conclure que dans celui-ci on ne pratiquât pas les usages que les rédacteurs de son statut ont omis d'y insérer, ni par conséquent qu'ils appartenissent privativement au pays dont la loi est plus explicite.

Je crois donc faire ici une chose utile d'exposer, le plus brièvement possible, les notions sur cette juridiction consulaire.

Par ce mot je n'entends point celle que des tribunaux établis dans les villes maritimes, sous le nom assez général de *consuls de la mer*, exerçoient dans le territoire de l'état qui les avoit institués; je n'entends parler que des consuls établis ou envoyés par un état, en pays étranger. Voici à quoi on peut résumer ce qui étoit pratiqué au moyen âge.

Lorsqu'une ville ou un état avoit obtenu d'un autre la faculté d'y envoyer et d'y entretenir à résidence des délégués sous différens noms, dont le plus usité étoit *consuls*, les pouvoirs de ces envoyés étoient déterminés par le privilège ou le traité d'autorisation. Quelquefois le souverain étranger avoit concédé, sinon la propriété, au moins la faculté d'occupation exclusive d'un quartier. Les commerçans de l'état auquel un tel privilège avoit été accordé y étoient administrés par les magistrats de leur nation, conformément aux lois de cette même nation et aux réglemens particuliers faits pour la police de ce quartier ou comptoir. L'entrée en étoit, sauf dans quelques cas graves et qui intéressoient la souveraineté, interdite aux officiers et juges du prince qui avoit fait la concession. Ces magistrats ou consuls, qui administroient ainsi leurs compatriotes et leur rendoient justice, étoient nommés par le gouvernement de leur patrie, suivant certaines règles et sous certaines conditions, dont les chapitres XVIII et XIX du livre I^{er} du statut de Marseille contiennent les développemens mieux qu'aucune autre loi du moyen âge. Le consul avoit des conseillers nommés de la même manière; mais si, par une cause quelconque, le comptoir étoit privé de son consul ou de quelques-uns de ses conseillers, les commerçans de la nation faisoient des choix provisoires, et l'élu jouissoit des mêmes prérogatives que le consul ou les conseillers choisis dans la mère-patrie, jusqu'au moment où un fonctionnaire en titre venoit le remplacer. C'est encore ce que constate le statut de Marseille et ce que développe celui d'Ancône.

Il est probable que la nation qui avoit ce droit de consulat interdisait à ses sujets la faculté de traduire leurs concitoyens devant les juridictions du pays. Je n'ai trouvé aucune prohibition de cette espèce dans les statuts

des villes qui ont fait l'objet des chapitres précédens : mais leur silence à cet égard n'est point une preuve décisive ; la prohibition dérivait de la nature des choses. Ce qui domine en général dans toutes les lois relatives aux consuls en pays étranger, c'est une extrême défiance de la juridiction locale, ou, si on l'aime mieux, la conviction, très-raisonnable du reste, que les magistrats de cette juridiction, telle impartialité qu'on leur supposât, ignorant la langue, les lois, les usages des étrangers qu'ils auroient à juger, ne pouvoient leur rendre bonne justice. Le but des gouvernemens qui avoient des consuls n'auroit pas été rempli, s'il eût été permis à un de leurs nationaux de traduire son compatriote devant les juges étrangers. Aussi les rubriques XLVII et XLVIII du statut d'Ancône prononcent des peines dans ce cas, en exceptant les personnes que l'impossibilité de trouver des juges ou des arbitres ancônitains, ou toute autre force majeure, mettoit dans la nécessité de s'adresser aux juges locaux. Je ne doute point que la même règle n'ait été adoptée ailleurs par des statuts qui ne nous sont pas parvenus.

Mais toutes les villes maritimes n'avoient pas obtenu, par des traités ou des privilèges, la permanence de leurs consuls, ainsi que je viens de l'expliquer. Ces avantages n'appartenoient qu'à un petit nombre, plus puissantes ou plus habiles que les autres : telles paroissent avoir été, d'après ce qu'on a vu de leurs statuts, et d'après ce qui résulte des documens diplomatiques, Marseille, Gênes, Pise et Venise. Je n'ai encore rien trouvé de semblable pour Ancône, qui pourroit cependant avoir joui de ce droit à Constantinople, où les premiers privilèges accordés aux Vénitiens furent à l'instar de ceux des Ancônitains.

D'autres villes, telles que Montpellier, comme je l'ai dit t. IV, pages 232 et 233, n'avoient que des consuls temporaires. Au départ d'un navire ou d'un convoi, les magistrats de la ville désignaient un consul qui exerçoit ses pouvoirs pendant la traversée, et qui, parvenu à la destination, restoit juge des différends entre ses compatriotes tant qu'ils résidoient dans ce lieu. C'étoit ce qui arrivoit très-souvent à Ancône ; au moins cela résulte de la lecture des rubriques XLVII et XLVIII du statut.

On avoit aussi reconnu dans le moyen âge qu'il étoit utile d'instituer sur les navires un consul ou un conseil d'hommes chargés de prononcer sur les contestations qui surviendroient pendant la traversée : alors elle étoit longue et les relâches fréquentes, car on ne sauroit comparer les voyages de cette époque avec ceux de notre temps.

Le plus ancien document qui atteste cet usage est l'ordonnance de S. Louis pour Aigues-Mortes, de 1246, dont j'ai cité le texte, t. IV, page 233. Elle constate très-certainement une coutume ancienne et générale ; et, quoiqu'il n'en soit pas parlé dans le statut de Marseille, il me paroît évident qu'on agissoit de même dans cette ville, en ce sens que les juges de la traversée étoient choisis par les intéressés, car à leur arrivée ils trouvoient le consul

officiel et permanent sous l'autorité et la protection de qui ils étoient placés. Ceux d'Aigues-Mortes, de Montpellier et d'autres villes qui n'avoient pas obtenu les privilèges de consulats permanens ou de comptoirs indépendans, étoient nommés par l'autorité publique ; ils conservoient leur pouvoir après le débarquement.

Le statut d'Ancône suppose les deux systèmes. Si l'autorité publique avoit désigné un consul, il exerçoit la juridiction pendant le voyage, le séjour et le retour : si cette désignation n'avoit pas été faite, la juridiction étoit exercée par des commissaires que les marchands choisissoient, et même s'il n'y en avoit point d'élus régulièrement ou s'ils étoient empêchés, les Ancônitains étoient obligés de choisir d'autres Ancônitains pour arbitres.

Le statut d'Ancône a traité aussi avec beaucoup d'étendue des mesures à prendre pour conserver et rapporter les biens ou effets laissés par des Ancônitains morts en pays étrangers. Ces mesures sont entièrement semblables à celles qu'on a vues, t. IV, pages 253 et suiv., 264 et 265, dans les statuts de Montpellier et de Marseille ; mais elles sont développées avec encore plus de détails.

Les documens dont je viens de parler ne contiennent rien de relatif aux assurances, qui cependant ont dû être en usage à Ancône dès le commencement du xvi^e siècle et même à la fin du xv^e, ces parages de la mer Adriatique étant nommés dans l'ordonnance d'assurances de Florence de 1523. Le seul document sur cette matière qui appartienne à Ancône est une formule de police datée de 1567, qui a servi de texte au traité de Straccha, *De assecurationibus*.

J'ai désiré savoir si ce document avoit été rédigé par ordre des magistrats ou approuvé par eux. M. Alberto Albertini, après de soigneuses recherches, m'a assuré qu'il n'en avoit trouvé aucune trace dans les registres des archives. Je crois néanmoins devoir l'imprimer, parce qu'il est évident que cette formule servoit d'usage général à Ancône. On sait que dans les premiers temps de l'introduction du contrat d'assurances, beaucoup de villes n'avoient pas de statuts, et que les formules de police convenues entre les commerçans étoient les seules règles suivies pour le jugement des contestations ; ce qui explique le soin que Straccha a pris de la commenter, et les citations qu'en font les jurisconsultes d'Italie. Cette formule n'a point été recueillie par Magens et Baldasseroni dans leurs collections de documens relatifs aux assurances, et en général ni Jorio, ni Azuni, ni aucun des auteurs qui ont écrit sur le droit maritime n'ont parlé des statuts d'Ancône.

Les états pontificaux sont maintenant régis par un code qui, à quelques légères modifications près, est une traduction du Code de commerce de France. Il a été promulgué par édit du 1^{er} juin 1821, sous le titre de *Regolamento provvisorio di commercio*. Les lois anciennes, déjà tombées presque entièrement en désuétude depuis que le Consulat de la mer formoit le droit

commun, n'y subsistent plus que pour régler quelques besoins locaux, ainsi qu'on le voit par l'article 2 de l'édit, qui les maintient seulement en ce qui n'est pas contraire au *Regolamento provvisorio*.

Ces lois anciennes sont celles sur lesquelles je viens de donner quelques notions; mes recherches ne m'en ont pas fait découvrir d'autres appartenant aux époques dont je m'occupe dans cette collection. Comme elles ont été faites dans des villes différentes, quoique aujourd'hui réunies sous la même souveraineté, je ne crois pas devoir les placer dans un ordre purement chronologique; je commencerai donc, en suivant la position géographique, par Rimini, et je terminerai par Fermo.

EXTRAITS

DES STATUTS DES ÉTATS PONTIFICAUX

RELATIFS AU DROIT MARITIME.

EXTRAITS DU STATUT DE RIMINI DE 1303 (1).

LIB. III. — RUB. LVI. *Ne quis navem expugnet* (2).

Statutum et ordinatum est quod nullus in districtu Arimanis navem aliquam expugnet, vel depredat nisi fuerit piratæ vel inimicorum Arimini; nec alicui naufrago per vim aliquod tollat, vel injuriam faciat, pœna et banno centum soldorum Ravenensium; et ablatum restituat. Si vero aliquid projectum fuerit, vel dejectum de nave vel casu amissum, ille ad cujus manus pervenerit, sub eadem pœna amittenti (3) restituat, et restituere teneatur.

LIB. IV. — RUB. CXXXVIII. *De pactis inter marinarios, nauclerios et patronos navium servandis.*

Statutum et ordinatum est quod omnia pacta facta et quæ fierent in futurum inter patronos et nauclerios et marinarios occasione navigandi simul in aliqua navi, debeant inter ipsos et eorum quemlibet, observari et fieri secundum quod inter se promiserint. Et si quæstio fuerit de prædictis inter eos, Potestas et judices ipsius et alii officiales communis Arimini ipsas quæstiones cognoscere, diffinire et terminare debeant summarie, sine strepitu et figura judicii, et cogere eorum quemlibet, mulcta indicta et pignoribus captis, ipsa pacta et conventiones servare.

RUB. CXLI. *De lignis armatis et hominibus, quod præstent adjutorium aliis lignis et navibus in periculo constitutis.*

Statutum et ordinatum est, quod quælibet persona terrigena vel forensis, quæ reperiretur esse in portu Arimini cum aliquo ligno, sive barca armata et aliqua barca, si lignum ante portum prædictum esset in periculo et periclitaretur in mari, in tali

(1) Voir ce que j'ai dit de ce statut inédit, page 99 ci-dessus.

(2) Cette rubrique contient les principes du droit romain, qu'on a déjà vus t. 1^{er}, pag. 123 et suivantes.

(3) La copie que j'ai reçue porte très-lisiblement *commitenti*, ce qui, sans contredit, est une faute. J'ai cru qu'*amittenti* étoit la leçon véritable.

loco quod posset humane sine periculo personarum illorum qui eam vellent juvare, quod ille vel illi qui dicta ligna armata habent in portu et quilibet alius qui est de arte maris, debeat ire ad dictum portum, et omni modo quo poterint debeant dictam navem periclitantem trahere a periculo prædicto; et qui contra fecerit non faciendo dicta, puniatur arbitrio Potestatis, habito respectu ad negligentiam et culpam delinquentis.

EXTRAITS DU STATUT DE LA VILLE DE PESARO DE 1532.

EX LIB. V. — RUBR. CXVIII. *De locis consignandis navibus venientibus ad portum* (1).

Statuimus etiam quod officialis qui pro tempore fuerit, teneatur et debeat, uinculo sacramenti, assignare locum et stationes nauigiis et nauibus uenientibus ad portum Pisauri, ubi erit maior uel minor aqua, secundum portatum nauium et nauigiorum, ita quod maiores naues et ligna, loca in dicto portu, assignanda per dictos officiales uel officialem, habeant secundum gradum cuiuslibet, et minora nauigia locum habeant in minori aqua, assignandum ut supra dictum est. Et nihilominus teneantur uenientes ad portum Pisauri, eadem die uel sequenti qua ingressi fuerint cum eorum nauigiis, temones de eorum nauigiis et extrahere et extractos tenere de temonalis; et secundum loca prædicta eis assignata teneantur dicti uenientes dicta eorum nauigia tenere. Quicumque vero ad dictum portum ueniens prædicta et quodlibet prædictorum teneantur observare pæna centum soldorum ravenensium communi Pisauri applicanda, et stetur sacramento officialis portus. Et quod tota saorna quæ portatur per dicta nauigia prohiberi debeat extra portum uersus Arriminum, sub pæna prædicta: officiales seu officialis existens pro communi Pisauri ad portum, quemlibet contrafacientem in prædictis et quolibet prædictorum denunciare teneantur, pæna uiginti soldorum ravenensium pro qualibet uice.

EX LIBRO SEXTO. — *Provisione de le cose se troueranno in mare o sopra el lito.*

Item, che ciascuna persona che trouasse alcuna cosa de qualunque ragione, se sia nella marina, o lito de la citta, conta, o distretto de Pesaro, sia tenuto quella infra tre di consignarla alli ministri de la camera, over capitaneo del porto, sotto pena del doppio del ualore della dita roba et ducati cento. Et qualunque trouera sopra acqua o fora di acqua, assignarla come

LIVRE VI. *Règlemens sur les choses qui se trouvent en mer et sur le rivage.*

Item, que toute personne qui trouuera quelque chose, de quelque espèce que ce soit, sur les flots ou sur le rivage de la ville, du comté ou du district de Pesaro, est tenue, dans les trois jours, d'en faire le dépôt ès mains des trésoriers ou du capitaine du port, sous peine d'une valeur double de ces objets et d'une amende de cent ducats.

Celui qui aura ainsi trouvé des objets sur l'eau ou hors de l'eau, et qui en fera le

(1) Cette rubrique n'est qu'un règlement de police locale, semblable à ce que nous verrons plus bas dans les rubriques LXXXIX et XC du statut d'Ancône.

e ditto disopra, habia la meta et lo resto del terzo de la meta sia del commune; salvo si comparisse el signor de la ditta roba et facia fede che la sia sua, che allhora gli sia restituita; et questo sempre e stato anticamente usato et practicato.

dépôt, comme il est dit ci-dessus, en aura la moitié, et le reste du tiers (1) de la moitié sera pour la commune. Mais si celui à qui ces objets appartenoient se présente et justifie de son droit, ils devront lui être restitués : tout ce qui a été dit ci-dessus est très-anciennement suivi et pratiqué.

EXTRAIT DES STATUTS DU DUCHÉ D'URBIN.

DECRET. CXV. *Ordini per i casi de' naufragi.*

Luogotenente. Perche molti si querelano che (oltre la rovina che gli apporta l'impero del mare, che per fortuna gli fa dare con loro barche in terra) gli vengono tolte di molte robbe e mercanzie : dove, per darvi rimedio, farete andando alla pena che vien porta dalle leggi e statuti, e di più, a quella pecuniaria e corporale che parerà a sua Eccellenza, che non sia alcuno che ardisca torre cosa alcuna di dette robbe senza licenza vostra ò del capitano del porto à quali siano tenuti dar subito notizia di dette robbe, et con saputa de' nostre camerali, quando non ci siano li padroni, farne inventario e depositarle per farne poi quanto vuole la giustizia. E se alcuno contravverrà, usavrete diligenza, che ne riposti il meritato castigo, acciòchè si rinmovino con tali esempi gli altri dall'attendere in avvenire a tali rubbarie.

Pesaro, 10 aprile 1591.

DÉCRET CXV. *Ordonnance pour les cas de naufrage (2).*

Lieutenant! Plusieurs personnes se plaignent de ce que, outre le désastre venant de sinistre maritime, et les accidens qui font échouer leurs barques, il y a des gens qui viennent s'emparer de leurs marchandises. A l'effet d'y remédier, vous ferez publier une ordonnance pour rappeler les peines que prononcent les lois et les statuts : et déclarant, de plus, que, sous les peines corporelles et pécuniaires qu'il plaira à S. Ex. de prononcer, nul ne soit assez audacieux pour enlever aucune chose sans votre permission ou celle du capitaine du port, à qui ceux qui auront trouvé quelques objets doivent en donner connoissance ; et après en avoir prévenu notre chambre, on en dressera, en l'absence des propriétaires, un inventaire, et on en fera le dépôt, pour que la justice statue.

Si quelqu'un contrevient à nos ordres, vous userez de diligence pour le faire punir, afin que cet exemple détourne d'autres de commettre de semblables vols.

Pesaro, 10 avril 1591.

(1) J'ai dû me conformer au texte ; mais je crois qu'il y a une lacune sur l'emploi des deux autres tiers de la seconde moitié.

(2) Ce décret, qui est de la princesse Victoire, se trouve dans la collection faite par le cardinal Astelli, part. II, décret 7. Je le publie d'après l'édition donnée par Campello, avec de longs commentaires, en 1709, page 659.

STATUT MARITIME D'ANCÔNE DE 1397 (1).

Al nomine sia delo honipotente Iddio et de la sua madre Madonna Santa Maria et di tutti li santi et sante de la chorte celestiale del paradixo, et de meser Santo Criacho, Liviero (Liberio), Marcellino, Nicholo et Palatia, padri et governatori nostri, possa esser et sia ogni mio principio mezo et fine (2).

RUB. I. *Delo viaggio ordonato in che modo sia avuto per fermo.*

In prima statuto et ordinato è, chesse in Anchona, overo fuora d'Anchona sarà holcuna nave, overo altro navilio de Anchona el quale sia de più persone de Ancona, e li ditti navili vorrà essere inolegiati, overo holchuni d'essi per olchuno merchatante, overo per holchuno de li ditti parzonevoli, per andare in holchuno viaggio, possa quello, hovero quelli el quale, overo i quali averanno magiore parte in la ditta nave hovero navilj, la detta nave hovero navilj noleggiare in qualunqua parte volesse andare; e li altri parzonevoli li quali non à tanta parte in holchuno de li ditti navilj debia essere tenuti seguire el ditto viaggio. Et dapuoj chel' ditto navilio fusse inoleggiato d'andare ad olcuno lucho, el patrone overo patronj non possa ganbiare overo mutare viagio, andando in olcuno altro lucho, senza la volontà de li merchanti che serrà nel ditto navilio, overo di quelli li quali avesse la magiore parte della merchadantia nel detto navilio; et magiore parte se intenda da li doi terzi in su de la valluita de la merchantia. Esserà chontrafatto, sia chondanato

RUB. I. *Du voyage entrepris; comment il devra être exécuté.*

En premier lieu, il est statué et ordonné que si, dans Ancône ou hors d'Ancône, un navire ou tout autre bâtiment appartient à plusieurs personnes de cette ville, et si l'un ou plusieurs de ces navires viennent à être affrétés par un marchand ou par l'un des copropriétaires pour faire un voyage, celui ou ceux d'entre eux qui auront la plus forte part dans le navire ou dans le bâtiment pourront le faire aller en quelque lieu que bon leur semblera; et les autres copropriétaires dont la part n'est pas aussi considérable seront tenus de suivre le même voyage (3).

Après que ledit navire aura été affrété pour aller dans un lieu déterminé, le propriétaire ou les propriétaires de ce navire ne seront pas maîtres de changer le voyage, en allant dans un autre lieu sans le consentement des marchands qui seront sur ledit navire, ou de ceux qui auront la majeure partie des marchandises; et par majeure partie on entendra plus des deux tiers dans la valeur des marchandises chargées.

S'il est contrevenu à cette défense, celui

(1) La copie qui m'a été envoyée présente quelques fautes, qu'il m'étoit plus facile de reconnoître que de corriger. Je m'y suis fidèlement conformé, non-seulement pour l'accentuation, qui n'est pas toujours régulière, mais encore pour les variétés d'orthographe des mêmes mots.

(2) Ce préambule, que j'ai fait imprimer sans le traduire, paroît être l'ouvrage de Benincosa et une sorte de préface de son *Portulario*. Il est daté de 1435; mais ce millésime est évidemment celui du temps où Benincosa a composé son manuscrit. On verra à la fin du statut dont je donne le texte que déjà il portoit la date de 1397 dans le livre du chancelier Silvestre.

(3) Le Consulat ne contient point de disposition analogue à celle-ci; mais on peut voir le chapitre XIII du statut de Pise de 1160, t. IV, page 575.

cholluj overo cholloro, de chi è el ditto navilio, in cc fiorini doro, de la qual pena la mità sia del chomuno d' Anchona, ell'altra mità sia de la merchantia laquale è nel detto navilio a la quale fusse chontrafatto. Et nientemeno se olchuno danno ne seguisse a li ditti merchatanti overo a la sua merchantia, sia tenuto cholluj overo cholloro de chisserà el detto navilio d'emendare homni dampno et interesse che ne seguisse per la detta cagione ad quelli chesseran contrafatto. Essel detto chaso adurrà de fuora de Ancona, el ditto dampno et interesse sia tenuto d'emendare chi chontrafarà secondo che serrà dechiarato per li chonsolj d' Ancona, che serrà nel detto luoch. Et ssel ditto chaso adurrà in Anchona el detto dampno, sia tenuto d'emendare sechondo la dichiaratione che se farran per li chonsolj.

RUB. II. *Del sacramento de cholloro che ordenati seran sopra li fatti de la nave.*

Quelli che ordinati sarranno sopra li fatti de la nave, nelle intrate et nelle uscite[dovranno] giurare tutte quellechose le quali farrà e deverà fare, di farle et amministrarle a buona fide, effare et assignare fedelmente la ragione. E li nochiere semelliante metodo giura nel principio del loro ufficio, che tutto quello che alloro mano pervenisse per chagione del na-

ou ceux à qui appartient le navire seront condamnés à payer deux cents florins (1) d'or, dont la moitié sera pour la commune d'Ancône et l'autre moitié au profit de ceux à qui appartient la marchandise chargée dans le navire, au préjudice de laquelle cette contravention aura été faite : et en outre, s'il en résulte quelque dommage pour le marchand ou pour la marchandise, celui ou ceux à qui le navire ou le bâtiment appartiendra seront tenus de payer tous les dommages-intérêts qui résulteront de cette contravention.

Si cela arrive hors d'Ancône, les dommages-intérêts devront être payés par le contrevenant, suivant la fixation qu'en feront les consuls d'Ancône qui seront dans ce lieu.

Et si cela arrive à Ancône, ledit dommage sera réparé, suivant la fixation qu'en feront les consuls (2).

RUB. II. *Du serment de ceux qui seront préposés pour conduire le navire.*

Quiconque sera commis pour soigner les intérêts d'un navire (3) devra, à l'entrée et à la sortie, prêter serment que tout ce à quoi il est tenu, il le fera et s'oblige à le faire, qu'il dirigera le navire et l'administrera de bonne foi et qu'il en rendra fidèlement compte.

De même les nochers jureront, avant de commencer leurs fonctions, que tout ce qui entrera dans leurs mains à l'occasion du navire sera pour le compte commun, sauf ce

(1) Ce mot est omis dans la copie ; je l'ai adopté par analogie d'autres cas où on lit *fiorini*.

(2) Ce chapitre constate évidemment qu'Ancône avoit des consuls en pays étrangers, et en outre des consuls établis dans la ville pour rendre justice aux commerçans et notamment aux navigateurs. Cependant Sarasini, dans son ouvrage intitulé *Notizie storiche d'Ancona*, page 294, laisse croire que ces derniers consuls ne furent créés qu'en 1494. Probablement il entendoit parler du statut du 29 août 1493, dont je donnerai le texte ; mais sans doute il n'avoit pas connu notre statut. D'ailleurs le statut civil, révisé en 1413, 1458 ou 1460, comme on l'a vu page 102, prononce, dans la rubrique XVIII de la collation III, des peines contre ceux qui *offendunt consules maris*. On doit d'autant moins être surpris de voir des consuls, juges commerciaux, à Ancône, qu'il en existoit à Messine en 1129 (Baluze, *Miscell.* t. VI, page 188), et que, d'après un document que je publierai au chapitre suivant, il y en avoit à Trani, située aussi sur l'Adriatique, en 1063. Voir ce que je dirai sur la rubrique XLVII.

(3) Je ne crois pas qu'il s'agisse ici des personnes chargées de maintenir l'ordre, de juger les contestations et d'exercer la surveillance dont il sera question dans les rubriques XI et XLVII. Il s'agit seulement de l'un des copropriétaires du navire ou du fondé de pouvoirs de tous ces copropriétaires, conformément à ce qui sera expliqué ci-après, page 121, note 2.

villio, sia de la chomunita del navilio; salvo quello che a quesso de la chomunita del navilio fosse costituito. El detto giuramento in Anchona facciase fare per el giudice di messer el Podestà ali civilj deputato: et de fuori d' Anchona quello faccia fare el chonsoło, el quale fusse in quelle parti per el chomuno de Anchona.

RUB. III. De li parzonavellj che non vuole pagare per la chontia de la nave et per altre spese.

Statuto et hordinato è, chesse alchuno de li parzonevolj de holcuno navilio non vorrà pagare quello chelli viene per la chontia et per altre spese necessarie del navilio infra sei di, puoi che saran domandati per el patrone, o per el scrivano de la nave, o pel nochiere, possa el patrone et chadeuno de quessi officiali levare in presto, overo a chambio, sopra la sua parte de la nave quello chelli altrj parzonevolj de la nave avesse pagato per rata, effarne omni spesa, la quale se appartiene de fare ad quello el quale non volesse pagare la sua parte, et quella parte obligare. E quello abbia luocho si in Anchona chome di fuori de Anchona; et quello chel ditto patrone, nochiere, o scrivano farrà in quello chaso sia fermo. Effacendo che le predette chose aparà

qui, d'un commun accord, leur aura été attribué en particulier (1).

Ce serment sera fait à Ancône devant le juge délégué au civil par M. le podestat (2), et hors d'Ancône par le consul que la ville aura dans ce lieu.

RUB. III. Du copropriétaire qui refusera de contribuer pour la mise en état du navire et autres dépenses.

Il est statué et ordonné que si quelqu'un des copropriétaires d'un navire refuse de payer sa part des dépenses pour la mise en état du navire et autres dépenses, dans les six jours après qu'il en aura été requis par le patron (3) ou par l'écrivain, ou par le nocher, le patron ou l'un de ces officiers pourra prendre, par emprunt ou par change sur sa part dans le navire, une somme proportionnelle à ce que les autres copropriétaires auront payé pour la dépense qui étoit à faire et dont ce copropriétaire a refusé de payer sa portion, et y obliger la part de ce dernier dans le navire.

On agira ainsi à Ancône, comme hors d'Ancône; et ce que le patron, le nocher ou l'écrivain aura fait, dans ce cas, sera tenu pour valable.

Mais il faut qu'il soit justifié, par écrit

(1) Il n'est pas facile, à une si grande distance des temps et des lieux, de bien déterminer en quoi consistoit l'office des nochers, et notamment de savoir à quoi s'appliquoit cette obligation de tenir compte à la communauté, c'est-à-dire sans doute à la société de fret, de ce qui pourroit entrer dans les mains des nochers; car les recettes et les dépenses étoient confiées à l'écrivain, comme on le verra dans la suite. Le Consulat parle dans le chapitre XVII [62] du *noter*, que j'ai traduit par contre-maitre; mais il ne suppose point que cet officier soit dans le cas de toucher des valeurs dont il ait à faire compte. Peut-être s'agit-il de certaines gratifications payées par les chargeurs au nocher, et dont le statut d'Ancône l'oblige de faire compte à la masse, parce que l'équipage navigue à la part. C'est encore en effet la jurisprudence générale, comme je l'ai dit dans mon *Cours de droit commercial*, n° 691.

(2) La délégation n'est pas donnée aux consuls dont il est parlé dans le chapitre précédent; mais je n'en conclus pas, ni qu'il y ait disparate, ni qu'on puisse supposer que ces deux chapitres appartiennent à des temps différens. Les consuls de la mer étoient, comme nos tribunaux de commerce, des espèces d'arbitres, et l'exécution des jugemens ne leur appartenoit pas. Il s'agit ici d'un acte solennel, qui devoit être reçu par un magistrat.

(3) Le mot *patron* ne me paroît pas avoir dans notre statut la signification qu'on lui donne dans le langage moderne, c'est-à-dire d'un chef directeur de la navigation. Ce chef porte dans notre statut le nom de *nocherio*, comme dans le statut de Venise de 1255 il s'appelle *nauclerus*. J'expliquerai, à la note 2 de la page 121, ce qu'étoit le *patrone* et en quoi ce mot différoit de *parzonevole*.

per charta publica, cioè de li denarij che levarà a presto overo a cambio. Et se olchuno de li ditti parzonevolj de la detta nave non vorrà pagare quello che l' ditto patrono, nochiero, o scrivano per quella spesa avrà levato in presto; el detto patrono, nochiero o scrivano possa e debbia essia tenuti sotto pena de c libre, de la quale la mità sia de porto, et l'altra mità sia de la parte a la quale fusse chontravenuto, vendere la parte de la nave de quello parzonevole per lo quale li diti danarij sarà levati in prestat; fatta allui prima la protestanza, che debia pagare la detta moneta levata in prestanza per la detta spesa. Et se la detta parte del navilio fusse venduta meno che quella quantità de li danarij, li quali fusse levati inprestat per la detta chagione, essefusse di fuori d'Anchona, el chonsolo del comune d'Anchona sia tenuto de fare adimpire de pagare el detto debito delli altri suoi bienj. Essefusse in Anchona el giudice de messer el Potestà sia tenuto de fare la detta exechuzione. Esse avenisse che la detta parte del ditto navilio fusse venduta più che l' debito sopradetto, el detto parcionevole sia tenuto de restorare el più, sotto pena de libre xxv, la quale pena debia venire al porto d' Anchona; esse non volesse ricevere, li ditti patronj, nocchieri o scrivani, sia tenuto el ditto resto de' ditti denarij rechomandarli assuffiziente persona, e farli tornare in Anchona a rissicho et ventura di cholluj de chi è li ditti danarij et alluj dare quello che de li detti danarij se farrà. Esse olcuna lite overo questione volesse essere data el ditto patrono, nochiero o scriuano per la ditta chagione, per nullo ufficiale del chomuno de Anchona sia inteso.

public, de la somme prise par emprunt ou par change.

Et si l'un desdits copropriétaires refuse de payer sur-le-champ ce que le patron, le nocher ou l'écrivain aura ainsi emprunté pour les dépenses, ce patron, ce nocher ou cet écrivain devra et sera tenu, sous la peine de cent livres, dont moitié pour les dépenses du port et l'autre pour la partie à qui le refus de paiement aura été fait, de vendre la part du navire qui appartient à ce copropriétaire pour le compte de qui l'emprunt aura eu lieu, après l'avoir sommé d'acquitter la somme ainsi empruntée pour la dépense susdite.

Dans le cas où ladite part du navire seroit vendue moins que la somme à laquelle se monte l'emprunt, si cela arrive dans un pays hors d'Ancône, le consul que la ville entretient dans ce lieu sera tenu de contraindre ce copropriétaire à payer le complément sur ses autres biens. Si cela arrive à Ancône, le juge de M. le podestat devra faire cette exécution.

Dans le cas où la part seroit vendue pour une somme supérieure à ce qu'il faut pour payer l'emprunt, ce copropriétaire sera tenu de recevoir l'excédant, sous peine de vingt-cinq livres, au profit du port d'Ancône; et s'il s'y refuse, lesdits patron, nocher ou écrivain devront déposer la somme chez une personne solvable, pour la faire parvenir à Ancône aux risques et périls de ce copropriétaire, et ne lui donner que ce qui en restera.

S'il se permettoit d'intenter quelque action ou procès contre lesdits patron, nocher ou écrivain, la demande ne devra être accueillie par aucun juge d'Ancône (1).

(1) Cette rubrique, qu'il faut rapprocher de la XL^e ci-après, est le développement d'un principe contenu dans le fr. 7 du titre 1 du livre XIV du Digeste, *De exercitoria actione*. Elle a une ressemblance frappante avec le chapitre cxciv [239] du Consulat de la mer; mais il suffit d'une simple lecture pour reconnaître qu'il n'y a pas eu emprunt de l'un à l'autre.

RUB. IV. *De la stiva de la nave fatta del nochiere, et che le merchatantie non se descasse.*

Qualunqua chargo de nave el nochiere choli stivadorj de la naue stivarà, sia tenuto fermo chon salveza en per tanto de la nave et de li omeni; et quello faccia senza fraude. E el patrono de la nave faccia assenno del nochiere de calcare e de conciare la nave; esse non el farrà, e alchuno danno de l'avere mesto in nave avverrà, di quello danno debbia emendare li signiorj de la naue, cioè per ciascheduno de loro per rata de la parte sua. Essia eletti tre merchatanti, cioè uno da ciasche una di le parte, et el terzo se alliega per el chonsofo ultra mare, per tanto che quel terzo non sia sospetto a le parti; li quali tre merchanti non sia parzonavelj de la merchantia, nè de la naue; li quali debia vedere et chogniosiere el ditto dampno. Li quali merchadanti debia avere el ditto del nochiere e de li stivadori a chomuno sacramento, et quessi esaminare, et quessi auditi ed examinati, la difinisca chome alloro pare, et ciò che quessi tre merchatanti chosi eletti, overo la maggiore parte de loro dirà, vedrà et terminerà, se de la choipa de la nave chome di questo dampno, sia avuto fermo, e debiase observare per li merchanti et per li patroni; esse alchuno chontrafarra, sia tenuto de pagar al porto d' Anchona c libre. Esse le ditte chose di sopra ne serrà questione in Anchona, semelliantemente tre merchatanti sia eletti, cioè uno se debbia elegere per el giudice de meser el Podestà de Anchona, et per tanto che non sia sospetto a le parte; e ciocchè quessi overo la maggiore parte de loro dirrà, sia per fermo.

(1) Ces dispositions présentent quelque analogie avec le chapitre cxciv [239] du Consulat, en ce qui concerne l'obligation de mettre le navire en état propre à naviguer; mais il a une ressemblance plus frappante avec le chapitre 111 du statut de Venise de 1255; voir ci-dessus, page 22.

RUB. IV. *De l'estivage du navire par le nocher, et des précautions pour empêcher la marchandise de s'avarier.*

Tout chargement que le nocher et les estiveurs feront sera exécuté convenablement, tant pour la conservation du navire que pour celle des personnes, le tout sans fraude.

Le patron du navire chargera le nocher de le calfater et de l'appareiller; et s'il y manque et qu'il en résulte quelque dommage pour le chargement, les propriétaires de ce navire devront le réparer, chacun au prorata de son intérêt.

Pour cet effet, on choisira trois marchands, savoir : un, nommé par chacune des parties, et le troisième par le consul d'outremer, pourvu que ce tiers ne soit suspect à l'une ni à l'autre partie. Ces trois marchands, qui devront être sans intérêt dans le navire ou le chargement, devront voir et vérifier le dommage.

Ils recevront le serment du nocher et des estiveurs, les examineront, les interrogeront et jugeront ainsi qu'ils le croiront convenable; de manière que ce que les trois marchands ainsi choisis ou la majorité auront reconnu et décidé, tant sur le mauvais estivage du navire que sur la quotité du dommage, sera irrévocable et devra être exécuté par les marchands et le patron (1). Si quelqu'un s'y refuse, il sera condamné en une amende de cent livres, applicable au port d'Ancône.

Si la même chose a lieu à Ancône, la même élection sera faite, et l'un des trois sera nommé par le juge de M. le podestat d'Ancône, pourvu que ce tiers ne soit suspect à aucune des parties; et ce que ces trois ou la majorité auront décidé sera définitif.

Et quesse questione el detto chonsellio, ouero el giudice de meser el Podesta silabbia ad difinire infra otto dj, et quelle mandare ad exechutione; e la communita de la naue sia tenuta de pagare quello che li ditti merchatanti dirrà, sotto pena de L libre; e nientemeno si menda el pigioramento de la merchantia sichome sarrà stimato. Questo agionto che nullo possa ne presumischa descassare, ne desballare, overo tramutare holchuna merchantie de lo essere e de la forma chesserrà assigniate quando si charicha, senza la volontà di cholluj di chi sonno le merchantie, ma debiase chargare in quella forma e in quello essere chesse assegna. Esse chontrafatto sarrà, perda el patrono el nolo di quelle merchantie, et il nochiero paga in nome di pena XXV libre.

**RUB. V. *Del parzonevole el quale do-
mandarà ragione al patrono.***

Statuto et ordinato è, che se olchuno navilio sarà infra più persone, esserà innolegiato in olchuno viaggio per andare, li parzonavelj d'essi debia ellegiere uno de quessi parzonaveli, ouero un'altra persona, de loro chomuna choncordia, overo de la magiore parte de loro, laquale eletto

Le conseil, ou le juge de M. le podestat, si l'affaire est portée devant lui, devra la terminer dans le délai de huit jours (1), et ordonner l'exécution de la décision; et la communauté du navire sera tenue de payer la somme que lesdits marchands auront déterminée, sous peine de cinquante livres, indépendamment de ce qui sera dû pour le dommage et la détérioration de la marchandise, ainsi qu'ils auront été appréciés. Il est ajouté que nul ne pourra déballer ou extraire des caisses, ni changer dans sa nature ou sa forme, la marchandise présentée au chargement, sans la volonté de celui à qui elle appartient; on doit la charger dans la même nature et dans la même forme qu'elle a été présentée.

En cas de contravention, le patron perdra son nolis de cette marchandise, et le nocher payera une amende de vingt-cinq livres.

RUB. V. *Des copropriétaires d'un navire, et du droit qu'ils ont de demander compte au patron.*

Il est statué et ordonné que si un navire appartient à plusieurs personnes et a été affrété pour faire un voyage, ces copropriétaires doivent choisir un d'entre eux ou une autre personne, d'un commun accord (2), ou à la majorité, qui sera chargée de faire et tenir les comptes de ce navire; et s'il arrive qu'un de ces copropriétaires veuille se faire

(1) On voit par le statut civil général, collation II, rubrique xxvii, que le délai pour juger les causes étoit de deux mois; mais on sait que partout les causes commerciales, et surtout maritimes, ont été considérées comme requérant célérité.

(2) Je dois ici donner les explications que j'ai promises dans les notes 2 de la page 117 et 3 de la page 118. Au moyen âge, les propriétaires des navires les accompagnaient; ils veilloient aux dépenses et aux recettes provenant du fret ou nolis dû par des marchandises que des tiers avoient chargées, ou par des passagers; mais comme ils n'avoient pas les connoissances nautiques suffisantes, ils préposaient un nocher chargé de conduire le navire et de commander à l'équipage. On n'avoit pas cru aussi devoir s'en rapporter à eux seuls pour l'enregistrement des marchandises chargées et pour la rédaction des actes auxquels la navigation donnoit lieu; de là l'institution des écrivains. Ces propriétaires de navires s'appeloient *patroni*, d'après le statut de Venise de 1255, comme on l'a vu page 22, note 5; ainsi lorsque le navire appartenoit à plusieurs personnes, ce statut reconnoît qu'il y avoit plusieurs *patroni*. Le statut d'Ancone est rédigé dans le même système, et nomme les copropriétaires d'un navire *parzonevoli*; mais il paroît qu'un d'entre eux devoit avoir spécialement l'administration; les copropriétaires devoient le choisir parmi eux ou donner cette délégation à un tiers, et c'est à ce préposé qu'est attribué ici le nom de *patrone*. On peut induire du chapitre xv, ci-après, que les copropriétaires désignoient quelquefois deux *patroni*, ou peut-être que lorsque le navire appartenoit à plusieurs, mais en très-petit nombre, s'ils le montoient ils administroient les affaires en commun, sans être obligés de faire le choix de délégation ordonné par la présente rubrique. Ce mot ne répond donc point exactement à ce que nous appelons aujourd'hui *patron*, capitaine.

debia essia tenuto de avere et tenere la ragione de li ditti navilij; esse avenisse che olchuno de li ditti parzonaveli volesse vedere la ragione del detto navilio, sia tenuto chollui che averra la detta ragione in mano, di mostrarla tante volte, quanto che per olchuno di ditti parzonevoli li sarrà domandata. Esse li ditti parzonaveli, overo de holchuno di loro volesse levare le dette ragioni de mano di chollui el quale fusse eletto per fare la ragione de la nave ad altro navilio; non possa levare le dette ragioni de mano del detto ufficiale, fino che l' detto navilio non avrà chonpiuto el suo viaggio. Salvo che se l' detto hofficiale non fusse trovato che la ragione de la nave non fesse lialmente, possa li ditti parzonaveli, overo suoi procuratori chassarelo, effarne un' altro in suo luochio. E li ditti parzonaveli possa adomandare le ragioni sue a chi larrà affare tre agni chompito el viaggio; et chollui sia tenuto de mostrarli ad ogne petizione de li ditti parzonaveli infra el detto termene. Et passato el detto termene, non se li possa adomandare le ditte ragioni; esse la dimandasse, non sia inteso per olchuno ufficiale. Et questo non progudichi nè a popilli, nè ad vidue, nè a minori di xx agni, nè ad quelli che fusse assente.

RUB. VI. *Dello inchanto et partimento di li navilii.*

Utilemente è proveduto che qualunqua persona arrà parte in navilio grande ho picholo di qualunqua chondizione sia, e uolesse partirse da li parzonavelj del ditto nauilio, licito sia ad quesso di ponere a li compagnj, overo al chonpagnio lo inchanto, overo la parte de tanta parte

représenter ces comptes, celui qui les aura dans les mains devra les montrer à chacun desdits copropriétaires autant de fois qu'il en sera requis.

Si ces propriétaires ou l'un d'eux veut que le comptable se dessaisisse de ces comptes, celui-ci ne pourra y être contraint tant que le navire n'aura pas achevé son voyage.

Si, néanmoins, on découvre que ce comptable n'opère pas loyalement, les copropriétaires ou leurs mandataires pourront le révoquer et en choisir un autre à sa place.

L'action en reddition de compte durera trois ans après le voyage terminé, dans lequel délai celui qui doit les rendre sera tenu de répondre à la demande de comptes qui lui sera faite par ses copropriétaires; mais ce délai passé, ils ne seront plus fondés à les lui demander, et s'ils le font, ils ne seront écoutés par aucun magistrat.

Néanmoins cette déchéance ne pourra être opposée aux pupilles, aux veuves, aux mineurs de vingt ans, ni aux absens (1).

RUB. VI. *De la licitation et du partage des navires.*

Il est utilement décidé que lorsqu'une personne qui aura part dans un navire, grand ou petit et d'une qualité quelconque, voudra sortir de communauté, il lui sera permis de demander à son ou à ses co-intéressés la licitation ou sa part d'intérêt dans le navire.

(1) Il y a une très-grande ressemblance entre cette rubrique et les chapitres cxcv et cxcvi [240 et 241] du Consulat de la mer; on remarquera seulement que dans ce cas, comme dans beaucoup d'autres, la rédaction du Consulat est celle d'un homme qui converse et qui explique, tandis que celle du statut a la brièveté et la sobriété de mots qui conviennent à une loi.

quanta che è la sua. Esse quello che se vorrà partire, averrà maggiore parte, debia mettere a l'inchanto o parte tanti charati di suoi, quanti che è quellj de cholluj se vorrà partire : ell' altra parte sia tenuta de lassare overo de pilliare l'inchanto o parte chelli sarrà messa ; essendo l'inchanto overo la parte hoguale. Esse pilliare o lassiare non volesse, seffosse di fuora de Anchona, el chonsolo de Anchona debbia pilliare la parte per chi non volesse pilliare o lassiare. Et quello che non vorrà pilliare la deta parte o lassiare, debbia pagare al chomuno d' Anchona denarj vi per libra de la stima de la chosa de che si faj l'inchanto o la parte ; e li ditti denarj sia del porto d' Anchona. Essel chaxo fusse che in Anchona fusse l'inchanto o la parte, sia djnzanzi de meser el giudicj di civilj del Podestà ; et el detto giudici si debbia pilliare o lassiare lo inchanto o la parte, per quello che non vorrà pilliare ne lassiare, sia chondannato dj fatto dj denarj vi per libra di quello che varrà la quantità de la detta chosa ; et la detta chondanagione vegnia al chomuno d' Anchona : et niente-meno sia tenuto di pilliare o lassiare la detta parte, ouero inchanto.

RUB. VII. *Che li marinarij seguischa el viaggio.*

Statuto et hordinato è, che se olchuno marinaro overo fante serrà achordato chon olchuno navilio per andare in olchuno viaggio, debia seguire el detto viaggio si in andare, chome in tornare. Esse non volesse seguire el ditto viaggio, debia rendere quella parte de la marnaria,

Si celui qui voudra faire cesser l'indivision possède la portion la plus considérable, il devra mettre à prix, et en même proportion, les carats qui lui appartiennent et ceux que possède celui contre qui il provoque la licitation ; et celui-ci devra ou prendre pour son compte la part de l'autre, ou lui laisser la sienne au prix ainsi fixé, de manière qu'il y ait égalité de chances entre eux.

S'il ne veut pas prendre l'un ou l'autre parti, et si les choses se passent hors d'Ancône, le consul que la ville entretient dans ce lieu devra faire le choix pour celui qui n'aura pas voulu le faire, et le condamnera à payer à la commune d'Ancône six deniers par livre de l'estimation de l'objet dont la licitation aura été faite, ladite somme applicable au port d'Ancône.

Si c'est à Ancône qu'ait lieu cette demande en licitation, elle sera portée devant le juge civil du podestat, lequel devra faire le choix pour celui qui s'y sera refusé ; et ce dernier sera condamné à une amende de six deniers pour livre, au profit de la commune d'Ancône ; mais, dans l'un ou l'autre cas, il n'en sera pas moins tenu de prendre la part de son copropriétaire, ou de lui laisser la sienne suivant le choix qu'aura fait le magistrat (1).

RUB. VII. *Que les matelots doivent faire le voyage.*

Il est statué et ordonné que si un matelot ou serviteur s'est engagé à un navire pour aller en voyage, il devra l'accomplir tant d'aller que de retour.

S'il se refuse à faire ou à continuer ledit voyage, il devra restituer la portion de loyers ou de solde qu'il avoit reçue, et en

(1) On a vu dans les statuts de Pise que j'ai recueillis, t. IV, page 577, qu'on s'y étoit occupé des licitations de navires. Ceux de Venise gardent le silence sur cet objet important. Il a été prévu et réglé par le statut d'Ancône avec clarté et précision. Les chapitres x et xi [55 et 56] du Consulat contiennent sur cet objet des règles exposées avec beaucoup de diffusion. On peut voir, à ce sujet, les lois norvégiennes et islandaises, t. III, pages 25 et 62 ; celles de Lubeck, même tome, pages 400 et 410, et la coutume d'Oléron, que j'ai recueillie, t. IV, page 291.

ouero soldo el quale avesse livata, et el dopio di quessa marnaria overo soldo; et el patrone de la detta nave non possa schapelare, nè chacciare nullo marina-ro, neffante difino che 'l detto marina-ro overo fante arrà chonpito el suo viaggio, sotto pena de xxv libre; la quale pena la meta sia del chomuno d' Anchona, ell'altra meta sia dj quello el quale fusse licenziato dal detto patrone.

RUB. VIII. *Che li marinarij giuri al patrone, e al nochiero de consigliare a buona fede.*

In pertanto ognj marina-ro, el quale doverà chon nave grande o pichola navigare in olchuno viaggio, nel comminciamiento del pagamento overo marnaria, sia tenuti dj chonsigliare, e giurare dj chonsigliare a buona fede el patrone, el nochiero; e de guardare essalvare la nave e li chorredj de la nave, a pena e bando de c soldj da esserlj tolto ad quello che non vorrà giurare. Anchora ciassche uno marina-ro, o fante de naue navigando estando in porto, sia tenuto, quando li tocha la sua guata, de guatare bene e diligentemente non giaciendo; esse per el patrone, o nochiero, o altro hoffsiale deputato accerchare le ditte guate, fusse trovato che non guaitasse, o che giacesse, pagha per ciascheduna volta doi anchonitani, li quali vegnia all' uopera del vescho-vato : et el patrone, nochiero, osscrivano li possa tenere de la sua paga.

outre le double de cette solde; et de son côté, le patron dudit navire n'aura pas le droit de congédier ou de chasser un matelot ou serviteur avant qu'il ait accompli son voyage (1), sous peine d'une amende de vingt-cinq livres, dont moitié pour la commune d'Ancône, et l'autre moitié au profit de celui qui aura été ainsi congédié par le patron.

RUB. VIII. *Que tout matelot doit faire serment au patron de le conseiller de bonne foi dans le voyage.*

Tout matelot qui se sera engagé pour le service d'un navire sera tenu, à l'instant où il recevra un payement sur ses loyers, de promettre et jurer (2) qu'il conseillera de bonne foi le patron et le nocher, qu'il gardera et conservera le navire et ses agrès, à peine d'une amende de cent sous contre celui qui ne voudra pas faire ce serment.

De plus, tout matelot ou serviteur d'un navire, qui naviguera ou sera au port, sera tenu de faire sa garde avec exactitude et sans se coucher; et si le patron, le nocher ou tout autre préposé à la surveillance de la garde, constate qu'il ne la fait pas exactement ou qu'il s'est couché, il payera par chaque fois deux anconitains, applicables à l'œuvre de l'évêché (3), et le patron, le nocher ou l'écrivain en pourront faire la retenue sur sa solde.

(1) Il seroit fastidieux de citer tous les documens déjà publiés dans ma collection où ces principes sont énoncés; il suffit de dire que le Consulat y a consacré un grand nombre de chapitres, notamment LXXIX [124] jusques et y compris CXXXVIII [183], et encore les chapitres CXLVIII, CLXXXI, CLXXXVII, CXCHII, CCII, CCXXII, CCXXIII, CCXXVIII et CCLII [193, 226, 232, 238, 247, 267, 268, 273 et 297; voir la note 1 de la page 122 du tome II. Le complément de notre rubrique se retrouvera dans les rubriques x, xxviii, xli et xlv ci-après.

(2) On a vu la même règle dans le chapitre LI du statut de Venise de 1255, et dans le Consulat de la mer, chapitres xvi et cix [61 et 154].

(3) Cet établissement religieux étoit, à ce qu'il paroît, d'un très-grand intérêt à Ancône. On voit par la rubrique xxvi de la collation I^{re} du statut général que les administrateurs de cet office prêtoient serment entre les mains du prieur des anciens, et que leur comptabilité étoit sous la surveillance de l'autorité publique.

RUB. IX. *Del scharichamento scharicare e charichamento de la nave.*

Li marinarij tutti de la nave, li qualj in quessa navigarà, debia schargare et charichare tutto el charicho, e mettere la sagorna, et tutti li servigi de la nave, sia tenuti di fare assenno e volontà del nochiere. Et se holchuno dal nochiere sarrà richiesto di fare li preditti servigi, chontenderà, ovvero renonziarà de fare li servigi sopradetti, el preditto nochiere possa mettere, et trovare un omo in luoch suo affare li preditti servitij; et tutto quello che li darà, lo marinaio el quale li detti servitij non vorrà fare, sia tenuto alluj pagare. Esse pagare non vorrà, el nochiere abbia libertà di tollirli, tanto senza pena, di quello che l' predetto arrà in mano, che a cholluj, el quale affatti li preditti servizij sia de la sua fatigga intiegramente sadisfatto.

RUB. X. *Dell' arra ovvero speranza data dal patrono ovvero nochiere ad olchuno marinaio de sua fermezza.*

Se l' nochiere, ovvero patrono d' olchuna nave, ovvero navilio, ovvero altre persone cheffosse ordinate, ovvero deputati attrovare marinarij, e darà arra ad alchuno marinaio, o vero speranza de menarlo in holcuno viaggio, sia tenuto de menarlo; esse menare non lo volesse, sia tenuto de darli la marnaria, laquale alluj se chonviene. Esse holchuno marinaio, puoi che arrà data al patrono, ovvero al nochiere speranza, ovvero fermato serrà de gire in olchuno viaggio, siccome detto è di sopra, e gire non vorrà, sia tenuto de rendere la sua marnaria,

RUB. IX. *Du chargement et du déchargement du navire.*

Tous les matelots engagés pour naviguer sur le navire seront tenus de le charger et décharger, de le lester et de faire tous les services qui leur seront commandés par le nocher (1).

Si quelqu'un d'eux, requis par le nocher de faire ce service, lui résiste ou refuse de l'exécuter, celui-ci pourra le faire remplacer dans le service; et le matelot désobéissant sera tenu de payer ce que le nocher aura donné au remplaçant.

Dans le cas où il s'y refuseroit, le nocher aura le droit de prendre, sans autre peine, cette somme sur ce que le matelot désobéissant possède, afin que celui qui a fait son service soit entièrement indemnisé de son travail.

RUB. X. *Des arrhes ou gages d'accord donnés par un patron ou nocher à un matelot.*

Si le nocher ou le patron d'un navire ou autre bâtiment, ou toute autre personne chargée d'engager des matelots, a donné à quelqu'un des arrhes ou une promesse d'engagement pour un voyage, il sera tenu de l'emmener, et s'il s'y refuse, il sera tenu de lui payer le loyer convenu (2).

Si un matelot, après que des arrhes ou un engagement parfait aura eu lieu entre lui et le patron, ou le nocher, pour aller dans un voyage, comme il est dit ci-dessus, refuse de partir, il sera tenu de rendre ce qu'il aura reçu et de payer le double à la communauté du navire (3); et la convention est

(1) Il seroit inutile d'indiquer toutes les lois dans lesquelles on trouve des décisions analogues; mais la ressemblance de cette rubrique avec le chapitre CXXV [180] du Consulat mérite d'être remarquée.

(2) Ces dispositions sont presque littéralement conformes au chapitre LXXXI [126] du Consulat de la mer.

(3) On trouve aussi de semblables dispositions dans les chapitres CIX [154] et CXI [156] du Consulat de la mer.

e de dare a la comunita della nave, el doppio; e la speranza se intenda quando insieme l' uno choll' altro se daj la mano et fede in prexenzia del scrivano, overo de altra buona persona, avendo fatto el patto de la sua marnaria.

RUB. XI. *De le questioni chesse de chogniossiere in nave sopra mare.*

Se alchuna lite o questione nassisse intre homenj, andando in olchuna nave grande o pichola sopra mare, si debbia chogniossiere per el nochiero e per el pennese, e per tre altrj de la nave, buonj, ellialj, essuffizienti, li quali el nocchiero ce vorrà domandare et chiamare, li quali non abbia parte inlla lite: acciochè ciascheuno possa avere sua ragione; et questo se intenda di questione cheffosse de sino in x libre, o el valore desse: esse in questa nave fusse chonsolo de Ancona, el detto consolo debbia vedere et terminare la detta questione.

RUB. XII. *Che qualunque homo arrà parte in olcuna nave e non andará con essa, sia tenuto de richomandare questa sua parte ad altruj.*

Qualunque persona avesse parte in olchuna nave, in quessa nave non vorrà andare in viaggio, sia tenuto, la preditta sua parte richomandare ad olchuna persona, la quale sia tenuta de respondere

réputée parfaite lorsque l'un et l'autre, se donnant la main et la foi en présence de l'écrivain ou de toute autre personne recommandable, seront tombés d'accord sur le louage (1).

RUB. XI. *Du jugement des contestations qui s'élèveront sur le navire pendant la navigation.*

Si quelque difficulté s'élève pendant la navigation entre des hommes qui sont sur un navire grand ou petit, elles devront être décidées par le nocher, le contre-maître (2) et trois des personnes qui sont à bord, bons, loyaux et instruits, que le nocher devra désigner et requérir, et qui n'auront aucun intérêt dans le procès, et ce afin que chacun puisse obtenir justice; mais seulement lorsque l'objet du procès n'excédera pas dix livres ou la valeur de cette somme (3).

Néanmoins, si dans le navire il se trouve un consul d'Ancône, le droit de statuer sur les contestations lui appartiendra (4).

RUB. XII. *Que toute personne qui aura une part dans un navire et qui ne le montera pas, doit confier sa part à une autre.*

Toute personne qui aura une part dans un navire et qui ne voudra point le monter pendant le voyage sera tenue de remettre cette part en commande à une autre personne, qui devra répondre pour tout cet intérêt au nocher et à l'écrivain, et faire, relativement à

(1) Il y a encore une ressemblance frappante entre cette rubrique et les chapitres LXXXI et CIX [126 et 154] du Consulat; il faut la rapprocher des rubriques VII, XXVII, XLI et XLIV.

(2) J'aurais pu traduire le mot *pennese*, qui se trouve dans le texte et qu'on verra dans beaucoup d'autres chapitres, par *officier de poupe*, de même que tous les traducteurs espagnols, italiens, hollandais, allemands et français, et moi-même, nous avons traduit *panesos* du chapitre XLVIII [93] du Consulat de la mer. Ce mot, ne se trouvant dans aucun dictionnaire catalan, espagnol, portugais ou italien, peut répondre au *penasius* dont parle le statut de Venise de 1255, cap. LI; voir la note 5 de la page 35. D'après quelques explications de M. Alberto Albertini, le mot *contre-maître* m'a paru préférable. C'est d'ailleurs le sens indiqué dans le règlement des courses pour l'Aragon, chapitre IX.

(3) On a vu dans le chapitre LXXXVIII du statut de Venise de 1255 une semblable institution. Le Consulat LXXIV [119] suppose l'existence d'un consul dans le navire, mais n'entre dans aucun détail sur sa nomination et la nature de ses fonctions.

(4) Le sens de cette restriction ne peut être bien compris qu'au moyen de ce que je dirai dans les notes de la rubrique XLVII, auxquelles je renvoie.

de quessa parte tutto quello al nochiero et al scrivano, effare per quessa sua parte ciò che sarrà mestiero nella nave. Et qualunqua chontrafarà non richomandando la sua parte sichome è ditto, et alchuno danno alluj di ciò advenisse, non li sia tenuta la comunita de la nave, overo holchuno spiziale homo in holchuna cosa respondere nè domandare. Et quello che li altrj parzonavelj farrà chol nochiero o chol scrivano, sia fatto.

RUB. XIII. *De mettere el charicho in nave al termine.*

Et quando el patrone o el nochiero cholla magiore parte de li parzonavelj de la nave ordenarà de mettere el charicho in nave, cholluj el quale non ciè metterà la parte sua del charigo al termene ordenato, non ne possa mettere puoi el detto charicho. Et el nochiero el scrivano non sia tenuti, nè debia rispondere ad chollui el quale non metterà el chargo al tempo et al termine ordenato. Esse olchuno dampno di ciò adverrà, non li sia tenuto d'alchuna cosa. Essi li patronj, chome li altrj merchadanti, sia tenuti de mettere el chargho infra quatro mudue, sechondo chesserà domandato per el patrone, nochiero, o scrivano; e li ditti patronj, overo nochiero, overo scrivano sia tenuti de recevoir le ditte merchantie in nel detto termene per tutto el chargho per v dj

cette part, tout ce qui sera nécessaire sur le navire (1).

Si quelqu'un contrevient à cette disposition, en ne donnant point sa part en commande, ainsi qu'il est dit, et en éprouve quelque dommage, la communauté du navire ni aucun des autres copropriétaires en particulier ne seront point tenus de l'en indemniser.

Tout ce que feront les autres copropriétaires, de concert avec le nocher et l'écrivain, sera obligatoire pour lui.

RUB. XIII. *Du chargement du navire au temps convenu.*

Lorsque le patron du navire, le nocher et la majorité des copropriétaires auront résolu de charger le navire, celui qui n'aura pas fait sa part de chargement au terme convenu n'y sera plus admis ensuite.

Le nocher et l'écrivain ne seront tenus à aucune responsabilité envers celui qui n'aura pas chargé à temps; et s'il en résulte quelque dommage pour lui, il n'aura point le droit d'en être indemnisé.

Le chargement devra être exécuté par les copropriétaires et les autres marchands en quatre tours (2), ainsi que le patron, le nocher et l'écrivain l'auront prescrit; et ces patron, nocher et écrivain seront tenus de recevoir lesdites marchandises livrées dans ledit délai, et toutefois cinq jours avant le départ du navire, tant à l'aller qu'au retour, sous peine de vingt-cinq petites livres d'An-

(1) On suppose ici un cas différent de celui que prévoit la rubrique v; les copropriétaires du navire ne renoncent point à leur droit de le monter en déléguant le soin de les représenter tous, à l'un d'entre eux ou à un tiers. La majorité décide d'aller sur le navire; mais une cause quelconque peut empêcher l'un d'eux d'accompagner les autres; on exige qu'il soit représenté par une personne à qui il aura confié l'exercice de ses droits, sinon ce que les autres auront fait sera obligatoire pour lui. Cette rubrique trouve son complément dans la xxxv^e ci-après, qui attribue au nocher le soin de représenter cet absent.

(2) J'aurais peut-être dû transcrire le mot italien plutôt que d'offrir une traduction conjecturale, aucun glossaire ne m'ayant offert le mot *mudue*. Les personnes que j'ai consultées en France n'ont trouvé aucun moyen d'expliquer ce mot. M. Raynouard avoit fait quelques recherches peu de mois avant que la mort nous l'enlevât; il m'en avoit promis de nouvelles. M. Jal pense que le manuscrit avoit pu présenter l'abréviation du mot *mediane*, employé quelquefois pour signifier *jour*. Le Consulat de la mer, chapitres xxxviii et clxxxix [83 et 234], se borne à dire que les marchandises doivent être chargées dans un délai convenu, dans un délai suffisant, et par conséquent il ne m'a offert aucun secours d'interprétation. J'ai eu recours à M. Alberto Albertini, qui, tout en ne se dissimulant point la difficulté d'interpréter ce mot hors d'usage, croit qu'il vient de *muta* et m'a indiqué le sens d'après lequel j'ai traduit.

nanti el termene del partire de la nave, si in andando, essi in tornando, sotto pena de xxv libre de' Anconitanj piccioli per ciascheduno che contrafarà, de la quale pena la mità sia del comuno de Anchona, ell'altra de la chomunita de la nave, et credasi a la scripta del scrivano.

RUB. XIV. *Di cholluj che farà testamento sopra mare.*

Statuto et ordinato è che qualunqua persona sopra mare farà testamento chon scripto o senza scripto, in prexentia del patrono, del nochiero e del pennese e del prete, selli serrà, o de' sei testimonij, silli sarranno, esse non ciè fusse tanti testimonij, in prexentia di quellj chesse truova in quello navilio overo de la maggiore parte, non obstante che holchuna soblenità de ragione ciè manchasse, valia ettegnia, e abia piena fermeza, sichome fusse scripto per mano dj publico notario chon ligictimo numero dj testimonij, et chon altre soblenità che richiete.

RUB. XV. *De li scrivanj de la nave e delli legnj.*

Li scrivanj de la nave et delli legnj sia tenuti di giurare ciascheuno in chominciamento di suo offizio, in nanti che chomincia el suo offizio, de farlo a buona fede, essenza fraude, e de osservare el presente statuto, e tutte le altre chose le quale ettenuto de osservare per la forma de holchuno statuto del chomuno d' Anchona, si per li mercadanti, si per li patronj essi per li marinarij. Et sia tenuti de dare la chopia de le scripture a ciascheduno chesse li apartiene che le adomandarà, nonobstante la contraditione del patrone overo

cône pour chaque contrevenant, dont la moitié sera pour la commune d'Ancône et l'autre pour la communauté du navire: on s'en rapportera au registre de l'écrivain.

RUB. XIV. *De celui qui fera son testament sur mer.*

Il est statué et ordonné que toute personne pourra faire son testament sur mer, par écrit ou sans écrit, en présence du patron, du nocher, du contre-maitre et du prêtre, s'il y en a un sur le navire, ou de six témoins s'il y en a en ce nombre, et s'il n'y en a pas tant, en présence de ceux qui se trouveront dans le navire ou de la majeure partie d'entre eux; et nonobstant l'inobservation des solennités du droit, ce testament vaudra et aura pleine force, comme s'il avoit été écrit de la main d'un notaire public, avec le nombre légal de témoins et avec les autres solennités requises (1).

RUB. XV. *Des écrivains du navire ou bâtiment.*

Les écrivains des navires ou des bâtimens (2) seront tenus de prêter serment, chaque fois qu'ils entreront en fonctions et avant de les exercer, de s'y comporter de bonne foi et sans fraude, d'observer le présent statut, et tout ce qui doit être observé en vertu des lois de la commune d'Ancône, tant par les marchands que par les patrons et les matelots.

Tout écrivain sera tenu de donner copie de son registre aux intéressés qui la demanderont, suivant ce qui leur appartient, et ce nonobstant toute opposition du patron ou des patrons.

(1) Les fragmens du Digeste, lib. XIX, tit. 1, *De testamento militari*, ont dû fournir l'idée d'en appliquer les règles aux testamens faits pendant la traversée. Ici il est question surtout du testament dit nuncupatif ou verbal, fait devant témoins; la rubrique suivante parlera du testament reçu par l'écrivain du navire.

(2) C'est seulement dans la rubrique 1. qu'il sera question de la nécessité d'avoir un écrivain sur chaque navire.

de li patronj. Et eciandio sia tenuti ciascheduno scrivano de navilio, infra uno mese, ritornato el navilio in Anchona, o esso scrivano. la chopia de le scripture de intrate e de ussite, e de le merchantie charigate nel navilio, e de chadaune altre scripture che avesse fatte per chagione del navilio; et questo debbia fare assue spese, cioè del scrivano; essia tenuto de chonservare appossè lo originale de le dette scripture. Essia tenuto lo detto scrivano, puoiche la nave overo el navilio, s' inchomincià a cargare, de stare chontinuo a nave, overo in legnio, e scrivere certamente tutte quelle chose chesse mette in nave, overo al legnio, et che olcuna merchantia non se metta in nave senza la prexenzia del scrivano. Esse holchuna persona ce le mettesse senza la presentia del scrivano, et holchuna lamentanza de ciò ne fosse, el patrone non ne sia tenuto in alchuna chosa. Et puoj ch' el scrivano averrà giurato lo suo offizio, se è fuora d' Anchona, denanti dal chonsofo, esse è in Anchona, denanti al giudice de meser el Podestà ali civilj deputato, a tutte le sue scripture se creda e deaseli fede in tutte le chose, sichome fusse notario publico; non obstante che olchuna solennità, la quale se dè ponere o agiongere in chontratti, non ce fosse posta; emper tanto che chontegnia li agni domini, el dj, el mese, el luocho, e baste el luocho si contenerà chessia fatto in chotale navilio. Et questo abbia luocho se infra li patronj, nochieri et marinarij, et iandio infra li merchadanti et altrj naveganti in la ditta naue, overo legnio, o grande o picolo. Et infra li preditti, durante el ditto viaggio, li ditti scrivanj possa scrivere contratti e testamenti, effare tutte quelle chose le quale ciaschuno notario può scrivere effare. Et se holchuna questione de cio nassisse, o li fusse opposto per olchuno che cotalj instrumenti overo

V.

Tout écrivain de navire sera en outre tenu, dans le délai d'un mois après le retour à Ancône du navire ou dudit écrivain, de déposer une copie des écritures d'entrée et de sortie, et du chargement de marchandises sur le navire, ainsi que de toutes autres écritures qu'il y aura faites, et ce à ses propres frais; il en conservera l'original par-devers lui.

Est également tenu ledit écrivain, dès que le navire ou bâtiment commencera de prendre charge, de s'y tenir constamment, et d'écrire avec exactitude tout ce qu'on y chargera; et aucune marchandise ne pourra y être placée hors de sa présence.

Et si quelque personne a mis quelque marchandise dans le navire hors de la présence de l'écrivain, le patron ne sera point tenu de répondre à la demande qui lui en sera faite.

Et lorsque l'écrivain aura prêté son serment hors d'Ancône, devant le consul, ou à Ancône devant le juge civil de M. le podestat, il sera ajouté foi à tout ce qu'il aura écrit, comme si l'écrit eût été fait par un notaire public, encore que les solennités qu'il est d'usage d'observer dans les conventions ne l'aient pas été, pourvu qu'il indique les dates d'année du Seigneur, de jour, de mois et de lieu; mais en ce qui concerne le lieu, il suffira qu'il déclare en quel navire l'acte a été passé.

Tout cela sera observé non-seulement entre les patrons, nochers et matelots, mais encore entre les marchands et autres qui navigueront sur un bâtiment, grand ou petit. Entre toutes ces personnes, l'écrivain pourra, pendant le voyage, écrire les contrats et testaments, et faire tout ce qu'un notaire a droit d'écrire ou de faire.

S'il s'élève quelque contestation dans laquelle on opposeroit que ces contrats ou testaments ne sont pas valables, parce qu'il

17

testamenti non valesse, perciò che alcuna soblenità cie manchasse, non sia inteso, avendo le ditte scripture numero de testimoni e altre chose secondo la forma preditta; e li scriuanj sia tenuti de osservare le chose preditte sotto pena di XXV libre de Anconitanj picciolj.

RUB. XVI. *Che li marinarij aiuta asschargare.*

De li marinarij li quali vai per la rivièra, sichome detto stato, e che li marinarij non potesse avere cholloro che li aiutasse a descargare la merchantia et le cose sue, li marinarij sia tenuti de scargare et abbia per ciascheduno miliario dodeci denarij. Et questo abia luoco per mal tempo, la quale chosa se non la farrà paghe in nome di bando x soldj, de li quali la mità sia del chomuno et l'altra de la merchantia.

RUB. XVII. *Del danno chesse mendare a quello che serrà mandato a la guaita.*

Qualunqua serrà mandato fuora de la nave a la guaita, dal nochiero et dal patrono overo patronj de la nave, esserrà preso, overo ferito, overo dampno avesse in arme overo in vestimenti, overo in reschattandose, sillisia restituito da la comunità de la nave et de la merchantia; esse portasse holchuna pechunia, portala assua ventura. Esse rimanesse in terra che non lo potesse ricoverare a nave, tutta la spesa la quale farrà per la sua persona sillisia restituita da la chomunità de la nave, e de la merchantia. Et questo abialuoco ecian-dio in quello che mandasse li patronj con volontà de la chomunità de la nave, overo de la magiore parte de la chomunità.

y manque quelques solennités, l'exception ne sera pas admise, dès que ces actes auront été faits avec le nombre de témoins et les formes ci-dessus; et l'écrivain sera tenu d'observer ces dispositions, sous peine de vingt-cinq livres d'Ancône (1).

RUB. XVI. *Que les matelots doivent aider au déchargement.*

Relativement aux marins de la plage, il est statué que lorsque l'équipage d'un navire ne pourra trouver des hommes pour l'aider à décharger les marchandises et les effets, ces matelots seront tenus d'opérer le déchargement (2) et recevront douze deniers pour chaque millier. Ils ne pourront s'en excuser sur le mauvais temps, sous peine de payer une amende de dix sous, dont moitié au profit de la communauté du navire et l'autre au profit des propriétaires de la marchandise.

RUB. XVII. *Du dédommagement qui devra être accordé à celui qui aura été envoyé faire la garde hors du navire.*

Lorsque celui qui a été envoyé hors du navire par le nocher, le patron ou les patrons, pour faire la garde, aura été pris ou blessé, ou aura éprouvé quelque perte de ses armes, de ses vêtements, ou pour se racheter, il en sera indemnisé par le navire et la cargaison (3); et s'il emporte avec lui quelque argent, cet argent sera à ses risques.

S'il reste à terre, de manière que le navire ne puisse l'emmener, toute la dépense qu'il fera pour sa personne lui sera rendue par la communauté du navire et la cargaison.

Et cela aura lieu pour toute autre commission que le patron auroit donnée à cet homme avec le consentement des co-intéressés dans le navire, ou de la majorité.

(1) Les mêmes règles se trouvent dans le chapitre L du livre II et dans le chapitre xxvi du livre IV du statut de Marseille. On peut comparer cette rubrique aux chapitres xii, xiii, xiv, xv, lxxii, lxxiv [57, 58, 59, 60, 117, 119] du Consulat de la mer.

(2) Le chapitre ccxxxii [277] du Consulat de la mer contient des principes analogues.

(3) Le plus ancien document dans lequel se trouve ce principe est un des chapitres inédits de la compilation rhodienne que j'ai publiés, t. I^{er}, pages 256 et 257. Il est devenu une règle de droit commun, consacrée par le chapitre cxxxvii [182] du Consulat de la mer.

RUB. XVIII. *De la promissione del minore ad uso de marnaria.*

Cadauno minore de xxv agni, maggiore de xvii, el quale vai in barcha, overo in nave, seffarra promissione de chosa mobile ad uso de marnaria, overo che abia parte, overo che non, sia tenuto rato effermo, et non si possa defendere per ragione de etade, overo di figlio de famiglia; esse lamentanza di ciò fusse, da alchuno non sia inteso.

RUB. XIX. *De le nave legitimamente remigate.*

Qualunque nave, overo barche, overo altrj legnj fusse legitimamente remegiate, secondo che remegiare si conviene, et li quali a li guardianj, e che in le preditte nave overo legnj se faccia quelle chose che cadauno diligente et buono patrono et nochiere deffare, ronpesse sarta, overo anchora, overo palj, de fortuna de tempo, et facesse dampno ad altre nave, non sia tenuti. En altra maniera li patronj, overo segniorj di questa nave, sia tenuti ad integra mendatione del dampno; et questa mendatione del dampno; sia tenuto el nochiere del detto navilio che dampnegiasse, ne la quantita de doj soldi per libra; et sel depto dampno fusse si grande che la detta mendeta de doj soldi per libra passasse le ditte c libre, el detto nochiere non sia tenuto a mendatione del detto dampno ultra la detta quantita de c libre. Et se per olchuna persona sera protestato, e detto ch' el nochiere di quello a chi protesta è male remegiato,

RUB. XVIII. *Des engagemens d'un mineur en choses maritimes.*

Tout mineur de moins de vingt-cinq ans, mais de plus de dix-sept, qui, allant sur une barque ou un navire, fera une convention pour quelque objet mobilier, suivant l'usage maritime, soit qu'il ait ou non une part d'intérêt dans l'expédition, sera obligé, et ne pourra se défendre en alléguant son âge ou sa qualité de fils de famille; et si l'on fait valoir cette exception, elle ne sera pas reçue (1).

RUB. XIX. *Du navire qui est bien manœuvré.*

Lorsqu'un navire ou autre bâtiment bien conduit à la rame, ainsi qu'on doit le faire, bien surveillé, et dans lequel on fait tout ce qui est du devoir de patrons et de nochers bons et diligens, rompant par fortune de mer ses câbles, ses ancres, ses amarres, aura causé du dommage à un autre navire, il ne sera dû aucune réparation.

S'il en est autrement, les patrons ou propriétaires de ce navire seront tenus à l'entière réparation. Dans cette indemnité, le nocher du navire qui aura causé le dommage supportera deux sous pour livre; et si ce dommage est tellement considérable que ces deux sous pour livre excédassent cent liyres, ce nocher ne sera tenu de rien au delà.

Si quelqu'un a fait une protestation, en prétendant que le nocher de ce navire fait une mauvaise manœuvre, et qu'ensuite ce

(1) La rubrique XLII de la collation II du statut civil parle de la validité des conventions faites par des mineurs en ces termes : *Contractus ex quo minor xxv annis obligaretur vel promissio facta a minore xxv annis etiam majore xiv in viro et xii in muliere, non valeat ipso jure, nisi intervenerit auctoritas curatoris, etc.* Elle faisoit toutefois une exception pour les mineurs marchands publics : *Et prædictum statutum non vindicet sibi locum in minoribus mercatoribus et artem mercantiæ exercentibus publice, majoribus tamen viginti annis, etc.* Peut-être l'exception étoit-elle encore plus grande pour la navigation, à moins qu'on ne suppose que le statut civil avoit dérogé au statut maritime.

e de puoi quello navilio schattasse, intendase quello navilio scattato essere stato male remeggiato; salvo quello de chi è el navilio scattato chiaramente provasse per altruj che per suoj guardianj o per suoi famillj, el detto navilio essere stato bene remeggiato.

RUB. XX. *De li marnarj li qualj infermasse o morisse.*

Et se olchuno marinaro puoi che serrà fermato, et puoi che cominciarà el servizio de la nave, o infermasse o magagniasse, o che per la detta infermità o magagnia morisse in servizio de la nave, et de choncellio de medicho remanesse in terra, debbia avere la mità della marnaria ello, o la sua herede. Et se puoi che la nave farrà vela del porto, overo luocho dove el marinaro serrà tornato in nave, infermasse, overo morisse, debia avere la marnaria intiegra, sichome fusse sano, overo vivo, lo suo viaggio avesse chonpito, el quale arrà fermato in Anchona; et questa marnaria se intenda per li primi tre mesi. Et questo medesimo diceme delli parzonavelj e de li nochieri.

RUB. XXI. *De quellj che muore senza testamento fuora de la cità d' Anchona.*

Statuto et ordenato è acciò che li fatti, e li bienj de li citadinj d' Anchona, li qualj muore di fuora d' Anchona, non sia fraudati, qualunqua persona, citadino overo abitadore d' Anchona, morendo senza testamento fuora de la cità d' Anchona, doj buonj homenj d' Anchona che li fosse

navire se détache, on présumera qu'il s'est détaché parce qu'il avoit été mal amarré, à moins que le propriétaire du navire détaché ne prouve clairement par des témoins, qui ne soient ni ses gardiens ni de ses proches, que son navire avoit été bien amarré (1).

RUB. XX. *Du matelot qui tombe malade ou qui meurt.*

Si quelque matelot, après qu'il se sera engagé et qu'il aura commencé le service du navire, tombe malade ou devient infirme, ou si, par suite de cette maladie ou de cette infirmité, il meurt, ayant quitté le service du navire pour être mis à terre par ordre du médecin, la moitié de ses loyers doit être payée à lui ou à ses héritiers.

S'il tombe malade ou s'il meurt pendant le retour du navire au port ou au lieu d'où le matelot étoit parti, ses loyers entiers seront payés comme s'il fût resté bien portant et vivant, et comme s'il avoit terminé le voyage, selon les conventions d'engagement faites à Ancône (2); et ces loyers s'entendent des trois premiers mois.

Cette disposition s'applique également aux co-intéressés dans le navire (3) et aux nochers.

RUB. XXI. *De celui qui meurt sans testament hors de la ville d'Ancône.*

Il est statué et ordonné, afin que les facultés et les biens des citoyens d'Ancône qui meurent en pays étranger soient conservés, que si un citoyen ou habitant d'Ancône meurt sans testament en pays étranger, deux hommes probes d'Ancône seront élus et appelés par les autres hommes probes ou marchands d'Ancône, demeurant au lieu où

(1) Ces principes sont évidemment empruntés du fr. 29 du titre 11 du livre IX du Digeste, *Ad legem Aquiliam*. On a vu des dispositions semblables dans le chapitre xxxvi de la troisième partie de la compilation rhodienne, dans l'article 6 des Rôles d'Oléron, et dans les chapitres clv [200] et suivans du Consulat.

(2) Cette rubrique, dont on trouve la source dans le chapitre xlvj de la troisième partie de la compilation rhodienne et dans l'article 7 des Rôles d'Oléron, est devenue une règle de droit général, adoptée dans les chapitres lxxxii et lxxxiii [127 et 128] du Consulat de la mer.

(3) Ils pouvoient être matelots; voir le chapitre xxxi du statut de Venise de 1255.

eletti et chiamati per altri buonj omenj ovvero merchadanti d' Anchona addemonstrando in quello luocho dove quello ciptadino d' Anchona morisse, ovvero per la maggiore parte de quessi buonj huomenj ovvero merchadanti, li qualj doi buonj huomenj, quelli che stessee in quello luocho, sia tenuti e debia elegiere, a la pena infra scripta per ciascheduno de loro, infra cinque dj dal dj de la morte del ditto citadino d' Anchona, la quale eletione et iandio se li ditti cinque dj se facesse, vallia ettegnia et abbia piena fermezza. Sia tenuti, a vincholo de sacramento, ricevere in scripto tutte le chose, moneta, merchantia, arnesi, arme, chasse, et altrj bienj d' esso morto ne la prexentia d' alcuno d' Ancona che li stattesse, almeno tre merchatanti ovvero altrj, effare de le predette chose tutte lo inventario et d' esso fare scrivere per mano di notario publico, ovvero per lo scrivano giurato, tutti li bienj preditti li quali se trovasse al detto morto; in lo quale inventario sesse scriva li cittadinj d' Anchona che li stattesse almeno tre; et in luocho di quello che non sapesse scrivere, se sosscriva el forestiero, dove che non se trovasse citadinj d' Anchona che sapesse scrivere. Et dove che notario ovvero scrivano non ciè fosse, scrivase lo inventario per un altro buono huomo, per lettera o per vulgare; el quale inventario vallia e tegnia non obstante che non chontegnia le sollenita de la ragione chesse rechiete. Et donde che non fusse citadino d' Anchona, sia chiamati li forestierj chessiaseno prexenti esso scrivesse in questo inventario. Se faccia doi scripture simele et chonforme, con simele substantia et chon segnialj, ovvero sugellj de chadauno de quellj chesse ciè scrive; de li quali inventarij uno ne debia remanere appo li ditti doi buonj huomenj, ell altro remagnia appo li altrj d' Anchona chelli staj. Li qualj buonj huomenj cosi eletti siano tenute quesse merchantie, arnesi e

ledit citoyen d'Ancône est mort, ou par la majorité de ces hommes probes ou marchands. L'élection de ces deux hommes doit être faite par ceux qui se trouvent audit lieu, dans les cinq jours après la mort dudit citoyen d'Ancône, sous la peine, contre chacun d'eux, qui sera plus bas déterminée; mais lors même que cette élection auroit lieu après les cinq jours, elle sera valable et aura tout son effet.

Ces deux hommes probes seront tenus, sous la foi du serment, de faire un inventaire écrit de toutes les choses, argent comptant, marchandises, meubles, armes, caisses, et autres biens du décédé, en présence et avec l'assistance, au moins, de trois marchands ou autres citoyens d'Ancône, et de faire écrire par la main d'un notaire public ou d'un écrivain assermenté tous les biens susdits qui se trouveront appartenir audit décédé: lequel inventaire sera signé par les citoyens d'Ancône présens, au moins par trois; et à la place de celui qui ne sait écrire, un étranger pourra signer, s'il n'y a pas de citoyen d'Ancône qui sache écrire.

Dans les pays où il n'y a pas de notaire ou d'écrivain public, l'inventaire pourra être écrit par un homme probe, en latin ou en langue vulgaire; et cet inventaire sera valable nonobstant l'absence des formes légales exigées. Et s'il n'y a pas de citoyens d'Ancône, on appellera des étrangers pour être présens et pour signer ledit inventaire.

On en fera deux copies semblables et conformes, du même contenu, et avec les signes et sceaux de chaque signataire; desquelles copies l'une restera entre les mains desdits deux hommes probes, et l'autre près des autres Ancônitaîns qui s'y trouvent.

Lesdits deux hommes probes ainsi élus devront vendre les marchandises, équipages

bienj preditti, sesserrà de le chose condutte d' Anchona ad quelle parte, vendere et similmente se faccia de tutti li bienj trovati appo quesso morto; et el prezo reinvestire a buona fede senza fraude in quelle merchantie, le quale ad essi parerà. Salvo ad essi altramente non se scrivesse per li rechomandatori de le merchantie, in el quale chaxo sia tenuti de seguire la volontà de quello chesscrivesse. Et quesse merchantie comperate per essi, overo per el detto morto, et ognj altrj suoi bienj conduchano caducano overo manda in Anchona infra uno anno ad rissicho, pericholo, effortuna de le ditte merchantie, e de li bienj e cose preditte. Inpertanto le ditte merchantie, cose, e bienj segnano, essia tenuti de segnare del segnio de chotale morto, et ecianadio effaccia quesse scrivere per el scrivano de la nave, in laquale chargati serra li ditti bienj et merchantie, che quessi bienj e merchantie forono trovate appo el ditto morto, e la copia de la scriptura de le ditte mercantie così scripture lassarà, essia tenuta in quella terra overo luochò, dove chesserra charge, appo el consolo d' Anchona, el quale fusse nella ditta terra, overo holcuno altro buonuomo, merchante d' Anchona, dove che non fosse consolo de Anchona, esse non ciè fosse alcuno buono huomo d' Anchona, sia tenuti de lassarla appo alcuno buono huomo effiale forestiero. Et che quesso navilio giongendo, e descargando nel porto d' Anchona li ditti bienj inchoptenente siano dati e achonsegniati per quello che la ducie et conducie preditto a cholloro li quali recomandò la moneta, overo le merchantie al morto preditto, overo a li loro eredi per rata de quello che chadauno de' avere, et ecianadio al erede del detto morto per la parte che alluj tocha in nele ditte chose et merchantie. Si inpertanto chel detto dare e assegnare si faccia chon la prexentia del herede del morto se ello è maggiore de xx

et biens susdits, s'ils ont été portés d'Ancône dans ces lieux; et ainsi on procédera pour tous les biens qu'on trouvera en possession dudit mort; et ils doivent employer le prix de bonne foi et sans fraude à l'achat d'autres marchandises qui leur paraîtront convenables. Dans le cas où ils le croiront utile, et non autrement, ils doivent écrire aux consignataires des marchandises; et alors ils seront tenus d'exécuter les ordres qu'ils recevront de ceux à qui ils auront écrit. Les marchandises qui auront été ainsi achetées par eux ou par le défunt, et tous ses autres biens, seront conduits ou envoyés à Ancône, dans le délai d'un an, aux risques et périls desdites marchandises, biens et effets.

Si lesdites marchandises et biens doivent recevoir des marques, on sera tenu d'y apposer celles dudit défunt. On fera encore annoter, par l'écrivain du navire dans lequel les marchandises et biens seront chargés, qu'elles ont été trouvées en la possession d'un tel, décédé; et une copie de la note ainsi inscrite restera et sera mise en dépôt, dans le pays ou lieu où les marchandises auront été chargées, entre les mains du consul d'Ancône qui s'y trouvera, ou d'un autre homme notable marchand d'Ancône, dans les localités où il n'y aura pas de consul d'Ancône; et s'il ne se trouve pas d'homme notable d'Ancône, on la déposera près d'un notable et loyal étranger.

Aussitôt après que ledit navire sera aborde et aura mis à terre sa cargaison dans le port d'Ancône, les biens susdits seront, sans délai, donnés et délivrés, par celui qui les aura conduits et amenés, à ceux qui auront confié les deniers ou les marchandises audit décédé ou à leurs héritiers, en proportion de la part de chacun, et encore à l'héritier dudit défunt pour la part qui lui appartiendra dans lesdits biens et dans lesdites marchandises.

Cette délivrance et distribution doit se faire en présence de l'héritier du défunt s'il est majeur de vingt ans, et s'il ne l'est pas,

agni, in altramente cho la presenza del curatore, ovvero del tutore del detto herede, et de doi attenenti, ovvero parenti d'esso erede del detto morto, ovvero solamente de quessi parenti, o attenenti, se tutore o churatore non a. Et de quesso herede et faccia la detta assegnatione li ditti heredi del ditto morto, per vigore del prexente statuto, intendase et siano liberati de quello nel quale erano obligati per chagione de li ditti rechomandigi, per fino al conchorrente quanta per rata di quello che assegniato fusse. Et per questo medesimo muodo cholluj che lo assegna et daj intendase essia liberato; et in prima inanti et ogni cosa, li ditti che advesse e conducie, sia tenuti, e debiano el detto inventario assigniare al Massaro del chomuno d' Anchona infra terzo dj dal dj de la tornata a la pena de cento fiorinj doro, la qual pena tante volte se cometta depuo el detto termene, quante volte serrà rechiesto con dilatione de III dj, dassegniasse el detto inventario, et nonllo assegniasse a lo detto Massaro. Et quale Massaro sia tenuto de dare la copia del detto inventario ad qualunqua persona, che li apertiene, che lo domandarà. Li qualj doi buonj huomenj avere debia per sua fatiga doi e mezzo per chadauno c de li reccomandigi, e de le mercantie, li qualj e le quale essi svestirà, e investirà, et chondurrà a la ciptà d' Anchona de le cose, e de le merchantie sopradette; salvo impertanto reservata la quarta parte del guadagno che viene a li eredi del deto morto de li reccomandigi per lui portati et chonduti d' Anchona in le dette parti fuoro d' Anchona per el gire a quessi parti. Laquale quarta parte a li heredj di questo morto se debia intieramente assigniare per li ditti aducenti a la ciptà d' Anchona. Et tutto el guadagno chesse farrà de le chose preditte per el tornare ad Anchona,

en présence de son tuteur ou curateur et de deux de ses proches ou parens, ou seulement de ses voisins ou parens, s'il n'a ni curateur ni tuteur.

Lesdits héritiers du défunt exerceront leurs droits et feront ladite distribution en vertu du présent statut, et ils seront déchargés des obligations résultant desdites consignations jusqu'à concurrence de ce qui aura été distribué.

De même celui qui leur aura remis et délivré lesdits effets sera dûment déchargé; mais d'abord et avant tout, celui qui aura amené et conduit lesdits objets devra déposer l'inventaire ci-dessus indiqué dans les trois jours après son retour au *massaro* (1) de la commune d'Ancône, sous peine de cent florins d'or, laquelle amende sera due autant de fois qu'après l'expiration du délai indiqué il aura été sommé de déposer ledit inventaire dans les trois jours et qu'il ne l'aura pas fait.

Ledit *massaro* sera tenu de donner copie dudit inventaire à tout ayant intérêt qui la lui demandera.

Les deux hommes notables auront pour leur peine deux et demi pour cent des consignations et marchandises qu'ils auront réalisées et employées, et qu'ils auront conduites à la ville d'Ancône. Ils auront cette rétribution sur les choses et marchandises, mais non sur le quart du profit qui reviendra aux héritiers du défunt pour les consignations par lui transportées à l'étranger, à titre de frais de voyage.

Cette portion sera, sans aucune déduction, distribuée aux héritiers du défunt par ceux qui auront amené les effets à la ville d'Ancône. Mais tout le gain qu'on fera sur lesdits effets en revenant à Ancône doit être distribué auxdits consignataires. Celui qui

(1) C'est, ainsi que me l'a expliqué M. Alberto Albertini, le depositaire des gages judiciaires.

se debia assegnare ad quessi reccomandati. Et a qualunqua serrà negligente et in le cose preditte, overo in olchuna desse, sia condapnato per el Podesta d' Anchona in c fiorini d' oro al chomuno d' Anchona, et nelli dampnj et interessi a li heredj del detto morto, et a li ditti reccomandati. Et a quelle cose lequale sonno ditte de doi, intendase quando più Anchonitani se trovasse inlo luocho nel quale cotale fusse morto; ma quando se trovasse solo uno Anconitano, cholluj solo tutte et ciaschedune de le ditte chose sia tenuto integramente de fare e adenpire. Et acciò che questo statuto sia notorio a li naviganti, sia tenuto chadauno scrivano in publica forma portare chonesso; et etiandio li chonsolj che è per andare a le parte de ultra mare, simelmente portare sia tenuti el presente statuto apposse averlo, et in li ditti caxi fare et osservare sotto pena de xxv lib. per ciascheduno. Ma se morrà con testamento, et allegierà holchuno in suo comessario, overo amministradore de l'j bienj de questo che staj ne li ditti parti, sia tenuto et debbia questo administradore osservare e adenpire tutte e ciaschedune le sopradette chose sotto quessa medesima pena; salvo altramente fosse proveduto et ordinato per el testadore. Et intendase de morire senza testamento, quanto a le preditte chose, se non farrà testamento nel detto luocho fuora d' Anchona.

RUB. XXII. *Del muodo che se debia pagare li nolj de li navilij.*

Statuto et ordinato è, che tornati li navilij al porto d' Anchona d' alcuno viaggio de fuora del golfo, sia tenuti li merchadanti del detto navilio, infra vi dj, da puoi cheserrà tornato el detto navilio al porto

sera négligent dans l'exécution des dispositions ci-dessus ou d'aucune d'elles sera condamné par le podestat d'Ancône à une amende de cent florins d'or envers la commune d'Ancône, et aux dommages et intérêts envers les héritiers du défunt et envers lesdits consignans.

Quant à ce qui a été dit des deux hommes notables, on doit l'entendre du cas où il y en aura plusieurs au lieu du décès; mais s'il n'y a qu'un seul Ancônitaïn, celui-ci sera tenu, seul, de faire et exécuter toutes et chacune des choses susdites (1).

Et afin que ce statut soit connu des navigateurs, tout écrivain devra en avoir un exemplaire en forme authentique; de même les consuls d'outre-mer seront tenus de l'avoir avec eux dans une forme semblable, et de le faire exécuter dans les cas indiqués, sous peine d'une amende de vingt-cinq livres pour chaque contravention.

Mais si le défunt laisse un testament et nomme quelqu'un de ceux qui sont sur les lieux exécuteur ou administrateur de ses biens, cet administrateur doit faire et exécuter toutes les choses ci-dessus indiquées, sous peine de la même amende, à moins que le testateur n'en ait ordonné et disposé autrement.

Et quant à l'application des dispositions ci-dessus, elle sera faite au cas où quelqu'un sera mort sans testament dans un lieu hors d'Ancône.

RUB. XXII. *De quelle manière le fret doit être payé.*

Il est statué et ordonné que, lorsqu'un navire est rentré au port d'Ancône après un voyage hors du golfe, les chargeurs dudit navire seront tenus, dans les six jours après sa rentrée, d'indiquer au patron une banque solvable à Ancône, où il sera payé dans le

(1) On a vu des règles semblables dans le statut de Montpellier de 1223 et dans le chapitre I du livre II du statut de Marseille de 1255; mais j'ai fait remarquer, t. IV, page 556, que le *Constitutum legis* de Pise, beaucoup plus ancien, avoit déjà statué sur cette matière avec beaucoup de détail.

d' Anchona, de dare al patrono, in Anchona, uno banco sufficiente de dare et pagare al detto patrono el nolo che li ditti mercatanti dè dare per le loro mercantie, infra doi mesi ritornato el detto navilio al porto d' Anchona. Et simelmente el detto patrone sia tenuto, infra li ditti vi dj, de dare a li detti merchatanti un altro banco diverso sufficiente in Anchona, de dare et assigniare alloro le loro merchantie secondo che è tenuto d' assigniare. Et se li ditti merchadanti, per cagione de le ditte loro merchadantie, volesse muovere al patrono alchuno questionì, siano tenuti li ditti merchadanti de muovere le dette questionì al patrono infra otto dj conpita de assigniare a chotale merchantie tutte le sue merchantie; esse non le muove infra li ditti otto dj, dapuòj non sia inteso. Et sia tenuto el detto patrono, et etiandio el ditto merchantie allora, infra terzo dj, de chonpromettere de ragione e de fatto la detta questione de mossa infra li detti otto dj, in tre mercanti, li quali se debia elegiere da chadauno de li parti uno, et el terzo se allega chomunamente, e debia giurare de osservare la sentenza delli ditti albitrj, li qualj conpromessarij e albitrj sia tenuti de spacciare la detta questione infra li detti doi mesi; et la loro declaratione sia avuta rata efferma da li dite parti. Esse el ditto patrono se rechiamasse de la sentenza de li detti albitrj, allora el detto patrono non debia avere el detto nolo per fino che serra terminata la detta questione. Et sisse appellasse el detto merchantie, allora el ditto patrone possa e debbia avere el detto suo nolo infra li detti doi mesi, non obstante che ne fusse rechiamato. Et sel ditto merchadante non podesse dare al detto patrono el detto banco, allora sia licito al patrono de tenere le merchantie del mercante appegno uno tanto emmezzo del nolo che de avere secondo el valore de la cipta, le quale merchantie debbia stare

V.

mois, à compter du retour du navire, du montant du fret qu'ils lui devront pour leurs marchandises.

De même ledit patron sera tenu, dans le même délai de six jours, d'indiquer auxdits chargeurs une autre banque solvable à Ancône, où on leur délivrera leurs marchandises selon qu'il appartiendra.

Et si lesdits chargeurs veulent former une action contre le patron à l'occasion de leurs marchandises, ils seront tenus de lui en faire la signification dans les huit jours après que les marchandises auront été délivrées à chacun d'eux; après l'expiration desdits huit jours, aucune action ne pourra plus être formée.

Lorsque l'action aura été ainsi formée dans le délai prescrit, lesdits patron et chargeurs seront tenus, dans trois jours de la demande, d'en soumettre le jugement, tant en droit qu'en fait, à trois marchands qui seront élus, un par chacune des parties, et le troisième d'un commun accord; et ils promettront, par serment, d'exécuter la sentence desdits arbitres. Ces derniers seront tenus de prononcer sur la contestation dans les deux mois indiqués ci-dessus, et leur décision sera observée et exécutée par les parties.

Si le patron appelle de la sentence desdits arbitres, le fret ne lui sera pas payé avant que la contestation soit terminée; et si le chargeur en appelle, le patron peut et doit avoir son fret dans les deux mois indiqués, nonobstant cet appel.

Si un chargeur ne peut indiquer une banque au patron, celui-ci pourra retenir, à titre de gage, les marchandises, jusqu'à concurrence d'une fois et demie le montant de son fret, selon les prix de la ville; le chargeur courant les risques de ces marchandises.

18

ad rissicho del merchadante. Eppassati li doi mesi sia licito al patrono de vendere le dette marchantie, ettenerse el suo nolo e le spese che avesse fatte : et el resto sia tenuto de dare al detto merchadante. Esse per olchuno patrono o mercadante serrà chontravenuto ad alcuna de le ditte chose, debia pagare chi chontrafarà lib. L. de anconitanj picciolj per chadauno e per ciaschuna volta; de la qual pena la mità sia del comuno d' Anchona, e l'altra de la parte a chi fusse chontrafatto. Et inper tanto la detta pena non se possa schotere sennon et apètetione de la parte a chi fusse chontrafatto.

RUB. XXIII. De li pelegrinj che morrà sopra mare o altrj huomenj de passaggio.

Et se alcuno pelegrino morrà o altro huomo de passaggio et ultima volontà ordenata, in qualunqua muodo la ordenarà, sia tenuto fermo. Et se alcuno pelegrino o altro homo de passaggio morisse senza testamento sopra mare, sia date et assegniate le cose sue a li suoi parenti, overo ad quellj de la terra sua, overo a quellj suoi chonpagni. Et el patrono, el nochiero si faccia dare buona sicurtà che quelle chose deverrà nello erede del morto; et quando sicurtà non podesse avere, debbia fare giurare quellj a chi le cose viene in mano, de assegniarle al erede del morto sopra detto. Et se parenti, overo chonpagni, o pelegrinj de la sua terra non ciè fosse in nave, la detta moneta e chose vegnia nel patrono de la nave; et el detto patrono gionto in Ancona debia assegniare al operario del veschovato d' Anchona. Et el detto operario li debia tenere de fino in tre agnj per li eredi del detto morto; et se eredi

Passé ces deux mois, le patron pourra les vendre et retenir sur le prix son fret et les frais, et il sera tenu de restituer le reliquat audit chargeur.

Et en cas de contravention à quelqu'une des dispositions ci-dessus par le patron ou par les chargeurs, le contrevenant payera, pour chaque fois, une amende de cinquante petites livres d'Ancône, moitié au profit de la ville et moitié au profit de sa partie adverse.

Et cette amende ne pourra jamais être remise que sur la requête de la partie lésée (1).

RUB. XXIII. Des pèlerins ou autres passagers qui meurent sur mer.

Lorsqu'un pèlerin ou autre passager décédé sur mer aura fait un testament dans quelque forme que ce soit, il sera valable. Et si un pèlerin ou autre passager meurt sans testament, ses effets seront donnés et délivrés à ses parens, à ses compatriotes ou à ses compagnons.

Le patron ou le nocher se fera donner une caution suffisante pour que ces effets parviennent aux héritiers du défunt, et s'il ne peut avoir de caution, il fera jurer à ceux qui prendront les effets de les faire parvenir auxdits héritiers.

S'il n'y a à bord ni parens, ni compatriotes, ni compagnons du défunt, le patron du navire se chargera des deniers et effets; et à son retour à Ancône il devra les délivrer à l'administrateur des œuvres de l'évêché.

Cet administrateur les conservera pendant trois ans pour les héritiers du défunt; et si aucun héritier ne se présente à An-

(1) Le Consulat de la mer n'entre dans aucun des détails que présente cette rubrique. Les chapitres xv, xxxviii, ccxxv et ccxxx [61, 83, 270 et 275] parlent seulement du droit de demander un gage et d'exercer une rétention.

olchuno non aparisse in Anchona d'avere fra li ditti tre agnj, li debia convertire nella opera del veschovato; e de tutte chose apparire scripta per mano del scrivano.

RUB. XXIV. *Che non se rimuova la barcha dal lato de la nave.*

Nulla persona prosuma de remuovere la barcha della nave grande o pichola, da lato de la nave, overo de menarla altrove, senza licenzia del patrono, overo del nochiero, overo per cholluj che per el patrono o per lo nochiero fusse. Et chi contrafarrà paghe de pena per la barcha grande, libre xxv, et per la barcha pichola, libre x. E la detta pena vegnia nel comuno d'Anchona; et tuttavia sia tenuto de mendare ognj dapno che ne seguisse per la detta cagione, alli predetti.

RUB. XXV. *Del nolo che non se de mettere in varea, e che non se paghe nolo de le cose perdute.*

Se per caxo de fortuna alcuno arrà dapnita de fare varea de chose perdute, non si debbia pagare nolo de le chose perdute preditte. Et dellaltre che rimarrà paghe el nolo; e el detto nolo non se debbia mettere avarea.

cône pour les réclamer dans ce délai, il les convertira au profit de l'œuvre de l'évêché; et toutes ces choses seront constatées par écrit de la main de l'écrivain (1).

RUB. XXIV. *Que l'on ne doit point éloigner la chaloupe du bord des navires.*

Personne ne doit éloigner la chaloupe, grande ou petite, du bord du navire, ni la conduire autre part sans la permission du patron ou du nocher, ou de celui qui remplace le patron ou le nocher (2). Celui qui le fera payera, pour la grande chaloupe, une amende de vingt-cinq livres, et pour la petite, une amende de dix livres.

Ladite amende sera au profit de la commune d'Ancône, sans préjudice de l'obligation de répondre, envers les personnes lésées, de tout dommage qui resultera de ce fait.

RUB. XXV. *Que le fret ne doit pas contribuer aux avaries (3), et qu'on ne paye pas le fret pour des choses perdues.*

Si par un accident il y a lieu à quelque contribution d'avarie pour choses perdues, on ne payera pas le fret de ces choses. Il sera payé pour celles qui resteront à bord (4); et ce fret ne doit pas contribuer au payement de l'avarie (5).

(1) On ne peut s'empêcher de remarquer une parfaite ressemblance entre ce chapitre et le chapitre LXXII [117] du Consulat de la mer.

(2) Une disposition analogue se trouve dans le chapitre CXXVI [171] du Consulat de la mer, qui défend aux matelots de s'éloigner du navire sans permission. On trouve une ressemblance bien plus directe avec l'article 27 du recès anseatique de 1530 et l'article 31 de l'ordonnance de Lubeck de 1542; mais je n'ai pas la pensée de supposer pour cela que le statut d'Ancône fût connu sur les bords de la Baltique. C'est une règle de droit commun; et nous trouverons de fréquens exemples de ces ressemblances.

(3) Le manuscrit porte *barcha*; l'erreur est si évidente que je l'ai corrigée.

(4) Ce principe est emprunté du fr. 15, § 6, du titre II du livre XIV du Digeste, *Locati, conducti*. Le Consulat de la mer, chapitres CLI et CLXXXVII [196 et 232], l'avoit adopté, mais avec beaucoup de distinctions et de modifications.

(5) Le Consulat de la mer avoit adopté des principes différens dans les chapitres LIII, CLI, CLXXXVII [98, 196, 232]; il est même à remarquer que dans le chapitre CCLI [296] les rédacteurs du Consulat, après avoir exposé les différens systèmes, sont entrés dans une discussion par suite de laquelle ils ont modifié les chapitres précédens. Parmi ces systèmes, dont ils balancent les raisons, est celui qu'a adopté notre rubrique; c'est, je crois, un nouvel argument pour établir que le statut d'Ancône est antérieur à la rédaction du Consulat, du moins tel que nous le possédons.

RUB. XXVI. *Che non se chostrenga de fare ragione qualunqua serrà a la colla.*

Dapuoï che alcuno serrà a la cholla de alcuno navilio, non sia costretto a de respondere a ragione personalmente infra cinque dj prossimj al termine del suo partimento. Nel qual chaxo sia tenuto de lassiare in Anchona suo procuratore legitimamente chonstituito et suo legitimo peggio a promettere quello procuratore stare in giudicio, e de pagare tutto quello che quesso principale o suo procuratore fusse chondapnato. Et questo statuto non abbia luocho nelli forestierj che non possiede in Anchona, overo nel suo destretto, li qualj possa essere chostretto non obstante chessia a la cholla.

RUB. XXVII. *Sel nochiero darrà speranza ad alchuno marinaro.*

En chotal maniera è ordenato, che ciascheduno nochiero de barcha, dapuoï che darrà speranza d'andare in su, overo in giu d'Anchona ad alchuno marnaro; et poi non lo volesse menare, sia tenuto de pagare alluj quanto arrà un altro marnaro che girrà con esso. Et sel marnaro non se volesse andare, paghe al nochiero, e a la sua communita de la barcha, quanto che ello avesse de marnaria secciè fusse andato; o vero che sia tenuto de darlj uno altro marnaro assenno del nochiero in luocho suo: et quesso si faccia senza fraude. E li marnarj debia aiutare la barcha, e li armamenti de la barcha mettere a la volontà del nochiero a pena de doi soldi per ciascheduna

RUB. XXVI. *Qu'on ne peut contraindre à plaider celui qui charge un navire.*

Celui qui sera en cours de chargement d'un navire ne pourra être astreint à plaider en personne pendant les cinq jours qui précéderont son départ.

Dans ce cas, il devra laisser à Ancône un mandataire légitimement constitué et un crédit suffisant pour garantir que le mandataire se présentera en justice et payera tout ce à quoi son commettant ou lui-même sera condamné (1).

Ce statut ne s'applique pas aux étrangers qui ne possèdent rien à Ancône ou dans son territoire; ils seront contraints de répondre en justice, bien qu'ils soient en cours de chargement d'un navire.

RUB. XXVII. *Si le nocher prend un engagement envers un matelot.*

Il est ordonné, ainsi qu'il suit, que tout nocher de barque qui aura engagé un matelot pour aller en amont ou en aval d'Ancône, et qui ensuite ne veut pas l'emmener, doit lui payer tout ce que gagnera un autre matelot qui ira avec lui.

Et si le matelot ne veut pas faire le voyage, il doit payer au nocher et à la compagnie de la barque tout ce qu'il auroit gagné s'il avoit accompli ce voyage, ou bien fournir un remplaçant au gré du nocher; et ceci doit être fait sans fraude (2).

Et les matelots doivent travailler à la manœuvre de la barque et des agrès, à la volonté du nocher, sous peine de deux sous (3) pour chaque contravention.

(1) On a vu des principes semblables dans la rubrique 1^{re} du *Constitutum usus* de Pise, et des règles analogues se trouvent aussi dans la rubrique xxv de la collation II du statut civil d'Ancône, mais sans application spéciale au droit maritime. Cette théorie étoit fondée sur ce qu'au moyen âge on exigeoit la comparution des parties en personne, sous peine d'être déclarées *contumaces*; c'étoit un reste de la procédure du *Digeste*, modifiée cependant par le droit canonique.

(2) Voir la rubrique x, page 125 ci-dessus.

(3) Le manuscrit, ou du moins la copie qui m'a été envoyée, présente ici et dans un grand nombre de rubriques un signe monétaire sur la signification duquel j'ai consulté M. Alberto Albertini, qui m'a répondu que ce signe désignoit des *soldi*.

volta. E nullo marnaro debia lassiare la barcha con la merchadantia, infino attanto che el viaggio costituito infra loro non serrà conpito al luocho ordinato, a la pena de c soldi de laqual pena la mità sia de comune d' Anchona, et l'altra de li marnarj.

RUB. XXVIII. *Del nolo che se pagará se l' avere serrà venduto in Anchona.*

Se alchuno merchadante d' Anchona fermerà barcha a cargare in su overo in giu d' Anchona, et l' avere che a innanchona el vende, sia tenuto de pagare tutto el nolo al nochiéro, e a li conpagnj. Et se non li vorrà dare altro chargo, acciochè non perda tempo, sia tenuto el merchadante de pagare el nochiéro e li conpagni la parte sua tutta del nolo. Esselli vorrà dare chargo in cambio dj quello, sia tenuto de portarlo acciochè non perda tempo : esse non li desse altro chargo, el nochiéro sia tenuto d' andare con altre merchantie. Et se in quel chargo che se li darrà in chambio de quel primo chargo, fusse olcuno errore intre li merchadanti el nochiéro, sia in albitrio de li consolj affinirlo senza capo soldj de la quantità del chargo; et chi contrafarà paga in nome de bando xxv soldi, della quale la mità sia del comune d' Anchona, l'altra del aversario; et questo capitolo sia fermo.

RUB. XXIX. *Chel scrivano de la nave sia tenuto de dare lo esemplo.*

De le scripture fatte innel catasto de

Et aucun matelot ne peut abandonner la barque avec les marchandises, avant que le voyage convenu entre eux ne soit terminé au lieu convenu, sous peine de cent sous; de laquelle amende la moitié profitera à la ville d'Ancône et la moitié aux matelots (1).

RUB. XXVIII. *Du fret qu'on doit payer quand les marchandises seront vendues à Ancône.*

Si un marchand d'Ancône affrète une barque pour l'expédier en aval ou en amont d'Ancône et vend ensuite sa marchandise dans cette ville, tout le fret sera dû au nocher et à ses compagnons.

S'il ne veut pas leur donner une autre cargaison sans perte de temps, il sera tenu de leur payer tout ce qu'il a promis pour fret; et s'il veut leur donner une autre cargaison à la place de la première, il doit l'apporter sans perte de temps. Et s'il ne leur donne pas une autre cargaison, le nocher sera maître d'aller avec d'autres marchandises (2).

Et si, à l'occasion du chargement donné en remplacement du premier il s'élève quelque contestation entre les chargeurs et le nocher, les consuls pourront la terminer sans autre vérification que celle de la quantité du chargement (3). Tout acte contraire à ces dispositions donnera lieu à une amende de vingt-cinq sous, moitié au profit de la commune d'Ancône et moitié au profit de la partie lésée; et ce chapitre doit être observé.

RUB. XXIX. *Des copies que l'écrivain est tenu de donner.*

L'écrivain doit, sous peine d'une amende

(1) Cette rubrique forme, avec les rubriques VII, X, XLI et XLIV, une théorie assez complète sur les obligations respectives entre ceux qui engagent des matelots et ces derniers. Des règles analogues se trouvent dans les chapitres LXXXI, LXXXII, CIX, CXII, CXIII, CCXXIII [126, 127, 154, 157, 158, 268] du Consulat de la mer.

(2) On trouve une théorie presque semblable, mais cependant un peu moins complète, dans le chapitre XL [85] du Consulat de la mer.

(3) J'ai fait imprimer exactement le texte tel que je l'ai reçu; mais je crois qu'il contient quelques fautes, et j'ai traduit par conjecture, suivant ce qui me paroissoit vraisemblable d'après le sens de la rubrique.

la nave per el scrivano de la navè de le cose meste in nave, sia tenuto quesso scrivano de dare lo exemplo scripto de sua mano, infra terzo dj poi che domandato li serrà in presentia de doi o de tre testimonij, sotto pena de x libre : la qual pena sia del comuno d' Anchona, essia tenuto de ogne dampno e interesse ad cholluj a chi e rehusato de dare el detto scripto overo exemplo.

RUB. XXX. *De l'albitrio che a li chapitanij del porto sopra le barche e li burchi.*

Statuto et ordenato è, ch' el capitano del porto debia e possa commandare a ciaschuno patrone, nochiere e marinaio de nave, o de legnio, de barcha, o de burcho, overo de qualunqua altro navilio el quale fusse remegiato in olcuna parte del porto d' Anchona non convenuta, nè chonvenevolesse, che si debia partire del detto luocho. El detto patrone, nochiere o marnaro, sia tenuto incontenente de partirse del detto luocho, per el comandamento del detto chapitano, chol detto legnio, barcha, burcho, o altrj navilj, apena de c soldi per ciaschuno et per ciaschuna volta che chontrafacesse. Et che nulla persona debia figgere in nel porto d' Ancona palo neuno senza licenzia del detto chapitano. Et quelli che cie sono fitti, se debia figgere, per quellj che cieli fisse o fece sfiggere sotto la pena detta, ad ognj comandamento del chapitano. Et abbia albitrio el detto chapitano, anchi mo sia tenuto, e debbia sotto pena de x libre per ciascheduna volta che contrafacesse de commandare ali patronj overo nochierj de nave, de barche, de burchi, overo de altrj navilj, che faccia luocho l' uno all'

de dix livres envers la ville d'Ancône, donner, dans les trois jours après que la demande lui en aura été faite en présence de deux ou de trois témoins, copie de ce qu'il aura écrit sur son registre, relativement aux choses chargées sur le navire; et il répondra de tous dommages et intérêts envers celui à qui il aura refusé de donner cette copie (1).

RUB. XXX. *Du pouvoir que le capitaine du port a sur les barques et les chaloupes.*

Il est statué et ordonné que le capitaine du port doit et peut enjoindre à tout patron, nocher et matelot de navire, bateau, barque ou chaloupe, ou de tout autre bâtiment stationné dans une partie du port d'Ancône qui ne lui aura pas été ou ne peut lui être assignée, qu'il ait à se départir de cette station.

Ce patron, nocher ou matelot, doit, sur le commandement dudit capitaine, et sans aucun retard, quitter la place avec son navire, barque, chaloupe ou autre bâtiment, sous peine de cent sous pour chaque contravention.

Personne ne doit également enfoncer des pieux dans le port d'Ancône sans la permission dudit capitaine; et ceux qui y sont actuellement doivent être enlevés par les personnes qui les auront plantés ou fait planter, au premier ordre du capitaine, sous la même peine.

Ledit capitaine aura encore le pouvoir, il sera même tenu et obligé, sous peine de dix livres pour chaque contravention commise par lui, d'ordonner aux patrons ou nochers de navires, barques, chaloupes ou autres bâtimens, de se faire place les uns aux autres, à mesure qu'ils arrivent et suivant que le

(1) Le Consulat de la mer, chapitres xii [57] et suivans, contient, sur les fonctions et les devoirs de l'écrivain, des règles dont on peut sans doute tirer les conséquences énoncées dans notre rubrique et dans les xv^e et l^e; mais elles n'y sont pas écrites littéralement. Une disposition plus exactement semblable se trouve dans le chapitre xxvi du livre IV du statut de Marseille, t. IV, page 279 de cette collection.

altro, sicomo viene, considerato el fondo ell' aqua che richiete; et le sopradette pene sia aplicate al porto d' Anchona. El giudici de li civilj de meser el Podestà, ovvero el ufficiale maggiore de la douana sia tenuto de fare la exechutione a petitione del detto chapetanio et assua domanda, sotto pena del loro giuramento, non obstante che alchuno altro statuto che in contrario parlasse.

RUB. XXXI. *Che li marnarj siano tenuti de remegiare la nave assenno del nochiero in qualunque luochio overo porto sia.*

In qualunque luochio overo porto anchuna nave d' Anchona se ponesse, tutti li marnarj de la detta nave sia tenuti de stare e de remegiare la nave assenno e volontà del nochiero de quessa nave. Et chi contrafarrà paga in nome di bando c soldi; essia de la comunità de la nave. Esse fusse in olcuno luoco dubbitoso, non debbia ussire olchuno marnaro de la nave senza licenzia del patrone o del nochiero, appena del detto bando; et inel porto d' Anchona el semegliante; e la comunità de la nave sia tenuta de levare la detta pena per ciascheduna volta.

RUB. XXXII. *De tre merchadanti collo chonseglio de li qualj se dè navigare.*

Statuto et ordenato è, chel patrone che menarà alcuno navelio, infra terzo dj puoi che avrà fatto vela dal porto d' Anchona per andare fuora del golfo, overo che arrà fatto vela d' alcuno altro luochio per tornare in Anchona, debbia fare elegiere tre navegadorj de li marchadanti che

fond de l'eau le requiert; et les amendes susdites seront appliquées au port d'Ancône.

Le juge civil de M. le podestat ou l'officier supérieur de la douane seront tenus de procéder aux exécutions sur la demande et à la requête dudit capitaine, sous peine d'être réputés avoir manqué à leur serment : ce qui vient d'être dit s'exécutera nonobstant tout autre statut qui pourroit ordonner le contraire (1). •

RUB. XXXI. *Que les matelots doivent amarrer le navire au gré du nocher dans quel lieu ou port que ce soit.*

Dans tout lieu ou port où un navire d'Ancône veut faire relâche, les matelots sont tenus de rester à bord et d'amarrer le navire au gré et à la volonté du nocher. Celui qui ne le fera pas payera, à titre d'amende, cent sous, au profit de la communauté du navire.

Et si l'on se trouve dans un lieu peu sûr, aucun matelot ne doit quitter le navire sans la permission du patron ou du nocher, sous peine de la susdite amende (2). Il en sera de même dans le port d'Ancône; et la communauté du navire doit faire payer l'amende, le cas échéant.

RUB. XXXII. *De trois marchands avec le conseil desquels on doit naviguer.*

Il est statué et ordonné que tout patron qui emmène un navire doit, dans les trois jours après être sorti du port d'Ancône pour aller hors du golfe, ou après avoir quitté un autre lieu pour retourner à Ancône, faire élire trois navigateurs par les marchands qui se trouveront à bord.

(1) Les dispositions de cette rubrique, qui sont reproduites presque littéralement dans la rubrique LXXXIX, sont de pure police locale, et on en trouve d'analogues dans un grand nombre de documens; mais elles n'ont aucun intérêt pour le droit commun maritime.

(2) On a vu des règles analogues dans l'article 21 des Rôles d'Oléron. Le Consulat de la mer contient une disposition semblable dans le chapitre CXIV [159].

fosse in esso navilio. Et questa eletione debia fare infra loro li ditti mercanti, et questo non s'intenda merchadanti che avesse salario de cotale navilio, dove che fosse; e debiasse elegere quellj che più bocie arrà infralloro, cho la deliberatione de li qualj tre navigadorj, patrono e nochiero, si debbia navigare. Li ditti tre navigadori, patrono e nochiero, debia avere el consiglio de li merchadanti e pennesi che serrà nel detto navilio; li qualj tre navigadori, patrone e nochiero, avuto el detto consiglio, debia deliberare infra loro quello che mellio li pare; et secondo la deliberatione de li detti patronj, nochierj, e li tre navigadori, overo de la magior parte de loro, debia mandare ad exechuzione si el patrono, chome el nochiero, chosi navigare, vela, essartia mutare, chanbiare et prendere porto, et ussire di porto; chomè etiandio altre necessità et utilità fare in navigando. E el detto consiglio si debbia adunare effare a petezione del detto patrono, nochiero, et tre navigadorj: esse alcuno contrafarrà, el patrono sia tenuto de pagare in nome de pena c libre, e el nochiero L libre: et ciascheduno marinaro x libre. Et uno patrone tanto abbia luocho in le ditte chose.

RUB. XXXIII. *Che in tempo de furtuna e de periculo nullo rimuova la barcha da lato de la nave, e che li marinari non se parta.*

Statuto et ordenato è, che se alcuna nave, Iddio guarda che non sia, fosse in pericholo alcuno per furtuna de tempo, sichè andasse in terra, nullo patrone, ne merchadante, overo alcuna altra persona, ne debia partirse, overo levare la barcha da lato de la nave, innanti che la nave guasta, overo rotta, overo in terra sia senza volontà de tutti, overo de la magiore

Et cette élection doit être faite entre les marchands, à l'exclusion de ceux qui reçoivent un salaire du navire, à quelque titre que ce soit; elle aura lieu à la pluralité des voix.

On naviguera conformément à la délibération prise par ces trois personnes, le patron et le nocher; ils devront s'éclairer par l'avis des marchands et des contre-maîtres qui seront à bord du navire, et, après avoir pris cet avis, ils délibéreront entre eux ce qui leur paroîtra le mieux: et la délibération prise ainsi entre le patron, le nocher et les trois navigateurs, ou par la majorité, devra être suivie et mise à exécution par le patron et le nocher, tant pour naviguer, changer de voiles ou d'agres, que pour entrer dans un port, en sortir et faire tout ce qui sera nécessaire et utile au voyage (1).

Le conseil doit se réunir et délibérer sur la demande du patron, du nocher et des trois navigateurs; et, en cas de contravention, le patron sera tenu de payer, à titre d'amende, cent livres et le nocher cinquante livres, et tout homme de l'équipage dix livres; lorsqu'il y aura lieu d'opérer ainsi, on ne pourra admettre qu'un patron à la délibération.

RUB. XXXIII. *Qu'en temps de tempête ou de danger personne ne doit éloigner la barque du bord du navire, et que les matelots ne doivent pas le quitter.*

Il est statué et ordonné que si un navire, ce que Dieu ne veuille, se trouve en danger par suite d'une tempête, de manière à échouer, aucun patron, aucun marchand, ni aucune autre personne, ne doit le quitter ni emmener la barque du bord du navire sans le consentement de tous ou de la majorité, avant que le navire ne soit échoué, ou brisé, ou jeté à terre.

(1) Cette institution est conforme au chapitre LXXXVIII du statut de Venise de 1255.

parte. Esse alcuno contrafarrà, perda la mano, essia in bando perpetuale dal comune d' Anchona. E nessuno marnaro d' esso navilio se possa partire del navilio nel detto chaso, per fino che non se delibera per el patrono, nochiero, o merchanti, o per la maggiore parte, chel navilio se abbandona, overo per fino che non se abbandona per li preditti patroni, nochiero, e merchantanti, overo per la maggiore parte de loro. Et se nessuno de li marnari contrafarrà in quesso, perda la mano ritta, essia in bando perpetuale della ciptà, e del destretto d' Anchona, tutti suoi bienj sia confiscati al comune d' Anchona. Esse la nave fusse guasta, overo rotta in terra, overo ad alchuno porto, li marnari de quessa nave debia stare asservire a li patronj, e a li merchanti, a rechoverare la nave e le chose per xv dj; esse più de xv dj resta al tempo de la paga loro, debia stare tutto quello che più restasse per de fino ad un mese e non più, a volontà de li merchanti e del patrono, avendo le spese de la bocha da li merchanti e da li patronj. Et questo etiandio abbia luochio in barche et ghalee, e in qualunqua altro navilio fosse.

RUB. XXXIV. *Che ciascheduna barcha da otto milliara in su porta doi timonj.*

Statuto è, che ciaschuna barcha da otto milliara in su, porta doi timonj per salvamento de la barcha, e de la nave. Et chi contrafarrà, paghe in nome di bando c soldj de anchonitanj picciolj.

Si quelqu'un contrevient, il perdra la main droite (1) et sera banni à perpétuité de la commune d'Ancône. Aucun matelot du navire ne pourra le quitter audit cas, à moins qu'une délibération du patron, du nocher, des marchands ou de la majorité, n'ait décidé que le navire sera abandonné, ou à moins qu'il ne soit abandonné par le patron, le nocher et les marchands, ou par la majeure partie d'entre eux.

Si un matelot contrevient à ces dispositions, il perdra la main droite (2); il sera banni à perpétuité de la ville d'Ancône et de son district, et ses biens seront confisqués au profit de la commune d'Ancône.

Et si le navire se brise ou échoue à terre ou dans un port, les matelots de ce navire doivent y rester pour aider le patron et les marchands au sauvetage du navire et des marchandises pendant quinze jours; et s'il y a plus de quinze jours à courir sur la paye qui leur a été donnée, ils seront tenus, au cas où le patron et les marchands l'exigeroient, de rester jusqu'à l'expiration du mois, et non plus; le patron et les marchands pourvoiront à leur nourriture (3).

Et ceci aura également lieu pour les barques et les galères, et généralement pour tous navires.

RUB. XXXIV. *Que toute barque de huit milliers et plus portera deux timons.*

Il est statué que toute barque de huit milliers et plus doit porter deux timons pour la sûreté de cette barque ou de ce navire. Tout contrevenant payera, à titre de peine, une amende de cent sous de petits ancônitains.

(1) La copie que j'ai reçue porte *perda la nave*; la faute est si évidente que j'ai dû la corriger.

(2) Ici le texte dit très-expressément *la mano ritta*; je crois que dans le cas précédent comme dans celui-ci il faut toujours entendre *la main droite*.

(3) On a vu des dispositions analogues dans le chapitre xxxi de la troisième partie de la compilation rhodienne, et c'étoit aussi l'ancien droit sur l'Océan, comme on le voit par l'article 3 des Rôles d'Oléron, qui avoient été adoptés en Angleterre, en Flandre et sur la Baltique. Le chapitre cxi [247] du Consulat contient aussi une règle semblable; voir ce que j'ai dit, t. II, page 244, note 1.

RUB. XXXV. *Che li marnarj de la nave che fosse fra alcuno Anconitano et alcuno forestiero, sia tenuto de conpire el viagio, se la nave, fatto lo incanto, rimanesse al Anchonitano.*

Dicemo et statuimo, che ciaschuna nave, che serrà infra alchuno Anchonitano e alcuno forestiero, seffarà alcuno viaggio et incantasse infra cholloro, e la nave rimanesse al Anchonitano, li marnarj di questa nave sia tenuti et debia chonpire el viaggio per quella medesima maniera.

RUB. XXXVI. *De cholluj che arrà parte in nave, o in altro navilio, et quesse parte non riccomandarà ad alchuno.*

Et se alchuno huomo arrà parte in nave, ovvero in altro navilio, e la detta parte ovvero chose non reccomanderà ad alcuno, el nochiero sia tenuto, la detta parte de la nave, ovvero altro navilio, ovvero de le cose de questo absente, levarla, e procurarla, effare tutto quello che è necessario a la detta parte de la nave, ovvero d'altro navilio, ovvero de le chose. Et quello che avanza el nochiero debia condure, ovvero mandare ad cholluj de chi serrà le chose; et de le dette chose el nochiero debbia avere per sua fatiga, sisserrà ultra mare, dodeci denarj de anconitanj piccioli per bexanto; essesserrà in Romania, VI denarj per perpero; essisserà in Pullia ovvero in Cicilia, IV per oncia. Essel nochiero non tornasse in Anchona, debbia mandare quelle chose ad cholluj de chi serrà, e debia le dette chose dare et assegniare al nochiero, ovvero al patrone de quesso legnio, che verrà in Ancona; effarle scrivere nel chatasto de quesso legnio in

RUB. XXXV. *Que les matelots d'un navire appartenant à un Ancônitaïn et à un étranger sont obligés de terminer le voyage, si par le résultat des enchères le navire reste à l'Ancônitaïn.*

Nous disons et statuons que si un navire appartenant en commun à un Ancônitaïn et à un étranger est, pendant le voyage, mis aux enchères et reste à l'Ancônitaïn, les gens de l'équipage du navire sont obligés de terminer le voyage comme si rien n'étoit changé (1).

RUB. XXXVI. *De celui qui a une part dans un navire et qui ne nomme pas de mandataire pour cette part.*

Et si quelqu'un a une part dans un navire ou dans un autre bâtiment quelconque, et n'a pas choisi un représentant pour cette part dans le navire ou pour ses marchandises, le nocher sera tenu de l'administrer et de faire valoir le tout de la manière la plus convenable.

Le nocher rapportera ou fera parvenir tout ce qui en proviendra à celui à qui appartiennent les objets administrés, et il aura pour sa peine sur ces produits, si c'est outre-mer, douze petits deniers d'Ancône par besant; si c'est en Grèce, six deniers par hyperpère; si c'est en Pouille ou en Sicile, quatre deniers par once.

Et si le nocher ne retourne pas à Ancône, il doit envoyer les choses au propriétaire, en les délivrant et consignat au nocher ou au patron d'un navire qui ira à Ancône; il les fera en outre inscrire sur le rôle de ce navire, en présence de deux ou de trois témoins, et en indiquant le nom de celui à qui on délivrera ou comptera les choses

(1) On a vu des dispositions semblables expliquées d'une manière plus diffuse et plus obscure dans le chapitre XVI du livre IV du statut de Marseille, et dans le chapitre XLVIII du *Breve curia maris* de Pise de 1298. On trouve aussi, sur ce cas, une règle, mais différente, dans le chapitre CVI [151] du Consulat.

presenzia de doi o de tre testimonj; e el nome de chossui a chi se darrà et contrarà le cose che se manda, et quante sonno, et quanto costo; et di questo trare publico istrumento, o scriptura de scrivano; et se altramente se farrà, non valia. Et poi che le cose predette serrà date et assegniate siccome è detto, sia e vada aventura de chi le chose sarrà; e el detto nochiero dapuoi non sia tenuto; essel ditto nochiero contrafarrà nele dette chose, o in alcuna desse, paghe in nome dj pena per ciascheduna volta XXV libre de anconitanj picciolj.

RUB. XXXVII. *Che la nave e li altri navilij porte li chapitoli de mare exenplati.*

Anchi mo statuto et ordinato è, che ognj scrivano de nave, e de ognj altro navilio, la quale, overo el quale di fuora del porto d' Anchona ussirà per navigare in alchuna parte di fuori del golfo, debia portare li chapitolj del mare exenplati publici, sotto pena de c soldi de anchonitanj picciolj, acciochè ello possa dechiarare li ditti chapitolj, quando bixogna quessi chapitolj.

RUB. XXXVIII. *Che li chonsolj de ultra mare porte li chapitolj del mare exenplati.*

Dicemo et statuimo, che li consolj d' ultra mare porta li chapitoli del mare exenplati, essia tenuti de farli exenplare, e portarli, et averli con secho; acciochè

consignées, avec énonciation de leur qualité et du prix d'achat; et de tout cela il se fera donner un acte authentique ou un écrit délivré par l'écrivain; tout ce qui sera fait autrement sera nul.

Les choses susdites, délivrées et consignées de cette manière, seront aux risques de celui à qui elles appartiennent, et le nocher qui les aura consignées n'en répondra plus. Si le nocher n'observe pas les dispositions ci-dessus ou une d'elles, il payera, à titre d'amende, pour chaque contravention, vingt-cinq livres de petits ancônitains (1).

RUB. XXXVII. *Que les navires et les autres bâtimens doivent porter un exemplaire authentiqué des chapitres de la mer.*

Il est encore statué et ordonné que tout écrivain d'un navire ou d'un bâtiment qui partira d'Ancône pour aller quelque part en dehors du golfe doit avoir un exemplaire authentiqué des chapitres de la mer (2), sous peine de cent sous de petits ancônitains, afin qu'il puisse faire connoître ce que décident ces chapitres quand on en aura besoin.

RUB. XXXVIII. *Que les consuls d'outre-mer doivent avoir un exemplaire authentiqué des chapitres de la mer.*

Nous disons et statuons que les consuls d'outre-mer doivent avoir un exemplaire authentiqué des chapitres de la mer, et qu'ils seront tenus d'en faire authentifier et d'en

(1) Cette rubrique doit être rapprochée de la xii^e, ci-dessus. Il est probable même qu'elle faisoit avec celle-ci partie d'un même statut relatif à l'administration des choses appartenant à un intéressé absent, statut qui aura été refondu dans une rédaction générale.

(2) Il ne me paroît pas douteux que cette expression ne désigne le statut lui-même, qui, étant exclusivement consacré au droit maritime, portoit le nom de *Chapitres de la mer*. Il est bien vrai que la même dénomination étoit donnée au Consulat de la mer; mais indépendamment de ce que, d'après ce que j'ai dit, page 105, on ne peut présumer que le Consulat fût connu en Italie à la fin du xiv^e siècle, l'emploi que d'autres statuts d'Ancône font des mots *chapitres de la mer* pour désigner notre statut ne permet pas le moindre doute.

secondo quessi possa fare ragione acciascheduno, pena de c soldi a qualunqua contrafacesse.

RUB. XXXIX. *De le cose che se dè mettere in nave ad ragione de mesta.*

Statuto et ordinato è in chotale maniera de le cose che se dè mettere in nave che vai ultra mare cioè :

Una botte de vino de sei some per una mesta, overo doi charatellj de vino de tre some per una mesta per rata da lì in sù e in giù per rata. — Ollio una botte de xx mietrij fino in xxiv per una mesta. — Carta rixeme xx a mesta conle invollie ordenate. — Carta reale rixeme x a mesta colle invollie ordenate. — Collj tovaglie e chana-vazzi channe cccc, a mesta. — Ammandole doi charatellj de tre some l'uno, a mesta; insachate libre mille, a mesta. — Miele libre mille cinquecento, a mesta, incam-

porter et avoir avec eux, pour pouvoir faire droit à chacun selon leur contenu, sous peine de cent sous pour chaque contrevenant (1).

RUB. XXXIX. *Des quantités de marchandises chargées sur un navire qui répondent à une meste (2).*

Il a été statué et ordonné ainsi qu'il suit au sujet des marchandises qui doivent être chargées sur des navires qui vont outre-mer :

Une barrique de vin de six charges comptera pour une *meste* (3) ou deux barils de vin de chacun trois charges (4) aussi pour une *meste*, et en proportion du plus ou moins. — Huile, une barrique de 20 mètres (5) jusqu'à 24 pour une *meste* (6). — Papier avec l'emballage régulier, vingt rames pour une *meste*. — Papier royal avec l'emballage régulier, dix rames pour la *meste* (7). — Ballots de toile et de canevas (8), 400 cannes (9) pour une *meste*. — Amandes, deux barils de trois charges chacun pour une *meste*; et en sacs, mille livres (10) pour une *meste*. — Miel non purifié, quinze cents livres

(1) On a vu, t. IV, page 557, que le même usage étoit observé à Pise dès le XIII^e siècle; voir les notes de la rubrique XLVII, ci-après.

(2) Cette rubrique n'a pas, à proprement parler, de rapports avec le droit maritime, tel que je le considère dans cette collection, mais, par des motifs que j'ai déjà expliqués plusieurs fois, je n'ai pas dû la supprimer. Je tâcherai d'expliquer les expressions difficiles avec le secours de l'ouvrage de Pegolotti (*Della decima*, t. III), rempli des plus curieuses notions sur les détails du commerce dans toutes les parties du monde au XIV^e siècle. Lorsque les autorités me manqueront, je proposerai mes conjectures.

(3) La véritable acception du mot *mesta* n'est donnée par aucun glossaire : du Cange dit seulement que *mestadarium* est une mesure de choses sèches; Pegolotti, pages 153 et suivantes, en donnant des tarifs d'Ancone analogues à celui de la présente rubrique, emploie le mot *migliario* partout où nous trouvons ici *mesta*. Il est impossible de ne pas reconnoître que cette expression désigne, comme chez nous le tonneau, comme au nord le *last*, une mesure maritime variable dans sa correspondance avec le volume et le poids intrinsèque des marchandises chargées sur un navire. J'ai consulté M. Alberto Albertini, et dans une réponse du 3 mars 1838, il m'apprend que le mot *mesta* n'est plus resté en usage que dans les campagnes, où il équivaut à ce qu'on nomme une *charge*, sans désignation précise. Il m'est donc impossible de dire quel étoit le poids ou l'espace d'encombrement d'une *meste*, mais il me paroît certain que c'étoit, au temps où notre rubrique a été composée, une mesure nautique du même genre que le cantare à Venise et ailleurs.

(4) J'ai traduit *soma* par *charge*, non-seulement à cause de l'évidente analogie et de l'autorité de du Cange et de Carpentier, voc. *Carga* et *Somaza*, mais encore parce que Pegolotti ne laisse aucun doute à ce sujet, pages 153 et 157.

(5) La mesure connue sous le nom de *metra*, *metreta*, *metrum* (voir du Cange, *h. voc.*), étoit employée, sans toutefois être uniforme, pour les liquides et même pour les grains.

(6) Pegolotti, relativement au commerce d'Ancone, emploie, pages 153 et 154, les mêmes expressions que notre statut.

(7) Il n'est point question de papier dans le chapitre de Pegolotti relatif à Ancone.

(8) Voir du Cange, voc. *Canaba*, n° 2, et voc. *Toacula*.

(9) On lit dans Pegolotti, page 155, ligne 7, *canovacci braccia 400 per una balla*. Suivant le même auteur, page 153, ligne 9, la *canne*, mesure de longueur très-usitée dans le midi, répondoit à Ancone à trois brasses un tiers.

(10) Suivant Pegolotti, page 153, il y avoit à Ancone une livre grosse et une livre subtile, moindre de la première de trois pour cent.

merato. — Saffrano libra una per cento de libre per nolo de esse. — Argento libra una per cento de libre per nolo de esse. — Stoppa libre mille, a mesta, non insachata. — Cera libre mille cinquecento, a mesta. — Cuorj de bufalo libre mille cinquecento, per mesta. — Remi da galea concì xxxv, a mesta. — Remi da galea non concì xx, a mesta. — Ramo libre mille cinquecento, a mesta. — Stagnio libre mille cinquecento, a mesta. — Fustagnj pezze quaranta, a mesta. — Pagnj fiorentinj et Iunbardj, involliati ragionevelmente, pezze sette, a mesta. — Pagnj franceschi peze sei, a mesta. — Pionbo libre mille cinquecento, a mesta. — Ferro libre mille cinquecento, a mesta. — Pagnj bigiellj braccia quattrocento, a mesta. — Saggie fiorentine pezze dieci, a mesta. — Sapone libre MCC chamberato o lordo, a mesta. — Insachato libre MC, a mesta.

pour une *meste* (1). — Safran, une livre par cent livres pour nolis de ces objets (2). — Argent, une livre par cent livres pour nolis. — Etoupe, lorsqu'elle n'est pas en sacs, mille livres pour une *meste* (3). — Cire, quinze cents livres pour une *meste* (4). — Cuirs de buffle, quinze cents livres pour une *meste* (5). — Rames de galères préparées, trente-cinq pour une *meste* (6). — Rames de galères brutes, vingt pour une *meste*. — Cuivre, quinze cents livres pour une *meste*. — Étain, quinze cents livres pour une *meste*. — Futaine, quarante pièces pour une *meste* (7). — Draps de Florence et de Lombardie convenablement emballés, sept pièces pour une *meste* (8). — Draps de France, six pièces pour une *meste* (9). — Plomb, quinze cents livres pour une *meste*. — Fer, quinze cents livres pour une *meste*. — Draps communs, quatre cents brasses (10) pour une *meste*. — Serges de Florence, dix pièces pour une *meste* (11). — Savon non purifié (12), douze cents livres pour une *meste*. — Savon en sacs, onze cents livres pour une *meste*.

Le meste de Levante a Ponente cio è de Ciprij.

Mestes du Levant au Ponent, c'est-à-dire de Chypre.

Dattalj chantara due per cantaro. —

Dattes, deux cantares pour un cantare de

(1) Suivant l'acception la plus ordinaire que donne du Cange du mot *incameratus*, il faut dire, du miel *falsifié* ou du moins non purifié. Mais cet auteur indique aussi le mot *incamaratus* pour signifier *enfermé*; alors on pourroit dire du miel *en caisses*. J'ai adopté le premier sens sans oser en garantir l'exactitude, par la considération que le mot est suivi dans plusieurs passages de *lordo*, qui précisément signifie une chose *non purifiée*. Pegolotti, page 35, indique le miel comme un objet du commerce d'Ancone avec Constantinople; mais il ne donne aucune indication propre à expliquer le mot *incammerato*, dont il ne fait point usage.

(2) Le nolis des marchandises énoncées jusqu'ici étoit payé sans doute à tant la *mesta*; ici nous trouvons une règle de nolis différente; on paye un centième, non, je crois, de la valeur estimative, mais de la quotité. Il est assez probable que cette règle s'appliquoit à beaucoup d'autres marchandises précieuses, telles que les épiceries fines, la soie, que Pegolotti, page 153, ligne 3, indique avec le safran comme se vendant à Ancone au poids subtil.

(3) Pegolotti, page 154, ligne 32, dit exactement la même chose.

(4) On trouve la même énonciation dans Pegolotti, page 154, ligne 13.

(5) Pegolotti, page 154, ligne 35, s'exprime dans les mêmes termes.

(6) La copie que j'ai reçue porte, ainsi que je l'imprime, *trente-cinq*; mais Pegolotti, page 154, dit *vingt-cinq*. Du reste, les deux textes sont identiques.

(7) On lit dans Pegolotti, page 155, ligne 1^{re}, *fustani pezzo 40 per uno migliajo ovvero per una balla*; ainsi la balle d'étoffes répondoit à une *meste*.

(8) Même observation qu'à la note précédente.

(9) Pegolotti, page 155, ligne 5, dit : *panni franceschi pezze 5 per una balla*.

(10) Pegolotti, page 155, ligne 6, dit : *panni bigielli braccia 300 per una balla*.

(11) Pegolotti, page 155, ligne 4, s'exprime dans les mêmes termes.

(12) Pegolotti, page 155, lignes 8 et suivantes, s'exprime dans les termes suivans : *sapone in casse libb. 200, per uno migliajo e puote pesare una cassa piena di sapone come va da Ancona in Cipri da libb. 400 d' Ancona è lo fusto de la cassa senza lo sapone da libb. 55 in 60 d' Ancona*.

Cottone chantaro uno per cantaro. — Pevere chantara doi per cantaro. — Giengevero cantara doi per cantaro. — Polvere de zucharo incassato o incaratellato cantara doi per cantaro cammerato overo lordo. — Zucharo chantaro uno per cantaro, camerato. — Chassia fistola cantaro per cantaro. — Cenamomo overo channella cantaro per cantaro. — Incenso inchammerato cantaro uno e mezzo per cantaro. — Lana lavata cantaro uno per cantaro. — Lana sucida cantara doi per cantaro. — Botte sfassiate ellegate con sagole sette per cantaro uno. — Lino soriano cantaro uno e mezzo per cantaro. — Botte sfassiate non legati n° xv per uno cantaro. — Curami chantara doi per uno cantaro. — Pegola de Ciprij cantara tre per cantaro. — Alume chantara quatro per cantaro. — Pelle de bechi chantara doi per uno cantaro. — Cenere da sauonj cantara quatro per cantaro.

Le meste che viene de Romania.

Churame concio e non concio libre MD, a mesta. — Cera libre mille cinquecento, a mesta. — Uva da Choranto libre mille cinquecento, a mesta. — Schiavine a peso

nolis (1). — Coton, un cantare pour un cantare de nolis. — Poivre, deux cantares pour un cantare de nolis. — Gingembre, deux cantares pour un cantare de nolis. — Poudre de sucre dans des caisses ou des barils, deux cantares pour un de sucre non raffiné (2). — Sucre, un cantare pour un cantare de nolis. — Casse fistule, un cantare pour un cantare de nolis. — Cannelle, un cantare pour un cantare de nolis. — Encens en caisse, un cantare et demi pour un cantare de nolis. — Laine lavée, un cantare pour un cantare de nolis. — Laine grasse, deux cantares pour un cantare de nolis. — Futailles désassemblées, sept paquets de douves liées avec des cordes, pour un cantare de nolis. — Lin de Syrie, un cantare et demi pour un cantare de nolis. — Futailles désassemblées et non liées, quinze pour un cantare de nolis (3). — Cuirs, deux cantares pour un cantare de nolis. — Poix de Chypre, trois cantares pour un cantare de nolis. — Alun, quatre cantares pour un cantare de nolis. — Peaux de boucs, deux cantares pour un cantare de nolis. — Cendre de savon (4), quatre cantares pour un cantare de nolis.

Mestes des marchandises qui viennent de la Romanie (5).

Cuir apprêté et non apprêté, quinze cents livres pour une mesta. — Cire, quinze cents livres pour une mesta. — Raisins de Corinthe, quinze cents livres pour une mesta. — Couvertures de laine, un poids de quinze

(1) J'ai éprouvé quelque embarras pour la traduction de cette division de la rubrique xxxix, à cause de l'emploi qu'on y fait, en deux acceptions différentes, des mots *cantaro per cantaro*, qui ne peuvent être traduits que par *cantare*. Pegolotti atteste, page 63, qu'à Chypre on donnoit le nom de *cantara* à une mesure de poids et à une mesure de contenance; mais il paroît résulter de notre statut que le *cantaro* étoit une mesure pour le nolis, comme nous avons le tonneau de mer, dont les rapports avec les mesures de poids et de contenance étoient variables, parce qu'ils résultent de la combinaison du poids spécifique et de l'encombrement. Cette mesure s'appeloit à Ancône, comme on l'a vu plus haut, *mesta*. C'est dans l'hypothèse de cette explication que j'ai traduit le second mot *cantaro* par *cantare de nolis*.

(2) Ce texte fortifie l'opinion que j'ai adoptée note 1 de la page précédente sur le sens des mots *camerato* et *incamerato*; car on vient de parler de sucre en caisse, et le *zuccharo camerato* est mis en opposition. Je suis, du reste, bien éloigné de croire que cette interprétation, ainsi que d'autres que j'ai proposées, soient à l'abri de la critique. Il faudroit avoir des connaissances locales, et même relatives au commerce du xiv^e siècle, qui me manquent absolument.

(3) Cette disposition se concilie très-bien avec une précédente, où il est parlé de douves en paquet: l'usage avoit déterminé la grosseur de ces paquets, et alors il étoit facile de déclarer combien il en falloit pour répondre à un cantare de nolis; mais ce moyen manquant lorsque les douves n'étoient pas en paquet, on a décidé que les douves de quinze futailles répondoient au cantare. Le Consulat de la mer contient des dispositions dans le chapitre ccxxxix [274] sur le transport des futailles désassemblées.

(4) Je crois que le statut entend par *cenere di sapone* la soude en poudre qui sert à la fabrication du savon.

(5) Partie de la Grèce appartenant alors aux Vénitiens, qu'on nomme la *Morée*.

libre mille cinquecento, a mesta. — Formaggio libre MD a mesta. — Carne salata libre mille cinquecento, a mesta. — Schinalj doicento, a mesta. — Chavalline intiegro cento, a mesta. — Spalle cento settantacinque, a mesta. — Segho libre mille cinquecento, a mesta. — Seta de chavallo libre mille cinquecento, a mesta. — Alume libre tre milia cinquecento, a mesta. — Seme santo libre mille cinquecento, a mesta. — Cottone de Romania libre novecento, a mesta. — Cenere da sauonj libre tre milia cinquecento, a mesta.

RUB. XL. De le spese fatte per lo scrivano per utilità de la nave.

Ad schifare ognj errore dicemo et ordenamo, et questo se debia osservare, chel nochiero de alcuna nave farrà alcuna spesa per utilità de questa nave, quesso nochiero et quesso scrivano sia tenuti de nunziarle et notificarle a li signiorj de quessa nave, li qualj signiorj per rata alloro pertinente dare et pagare sia tenuti a quesso nochiero et scrivano per li fatti de quessa nave, se presenti cie serrà in Ancona, overo oltrove in qualunqua lucho serrà. Et se li detti signiorj, overo olcuno de loro non serrà prexente, et alchune spese che fatte serrà per el nochiero, overo per lo scrivano de volontà de quello overo di quelli che arrà la maggiore parte de li charati del ditto navilio, sia tenuti de dare et pagare ad quesso nochiero overo scrivano quella parte chesseli appartiene ad quesso overo ad quessi che non pagarà; accioche a quessa spesa legitimamente apperrà scripto per el scrivano de quessa nave; esse per olchuno patrone overo parzonavelo serrà fatte spese, non sia tenuti. Et nientemeno el detto nochiero e scrivano sia tenuti de domandare

cents livres pour une *meste*. — Fromage, quinze cents livres pour une *meste*. — Viande salée, quinze cents livres pour une *meste*. — Filets d'esturgeon (1), deux cents pour une *meste*. — Peaux de cheval entières, cent pour une *meste*. — Peaux de dos de cheval, cent soixante et quinze pour une *meste*. — Suif, quinze cents livres pour une *meste*. — Crins de chevaux, quinze cents livres pour une *meste*. — Alun, trois mille cinq cents pour une *meste*. — Sementine, quinze cents livres pour une *meste*. — Coton de Romanie, neuf cents livres pour une *meste*. — Cendres de savon, trois mille cinq cents pour une *meste*.

RUB. XL. Des frais faits par l'écrivain pour le navire.

Pour prévenir toute erreur, nous disons et ordonnons, et ceci doit être observé, que si le nocher d'un navire fait quelque dépense pour l'utilité de ce navire, ce nocher et l'écrivain sont tenus d'en donner avis et notification aux copropriétaires, qui seront tenus de payer et rembourser à raison de leur part au nocher et à l'écrivain ce qui aura été dépensé, s'ils sont présents à Ancône ou autre part, dans quelque lieu que ce soit.

Et si lesdits copropriétaires ou quelques-uns ne sont pas présents, et que des dépenses aient été faites par le nocher ou par l'écrivain, du consentement de celui ou de ceux qui avoient la plus grande part dans ledit navire, ceux-ci seront tenus de rembourser et de payer les dépenses au nocher ou à l'écrivain à raison de la part de celui ou de ceux qui n'auront pas payé; bien entendu que ces dépenses résultent légalement des registres de l'écrivain. Et si la dépense n'a été faite que par le patron ou un ayant part dans le navire, les autres n'en seront pas tenus.

Néanmoins ledit nocher et l'écrivain seront tenus de faire la demande à tous les

(1) Je me suis décidé à traduire ainsi d'après Pegolotti, page 380.

tutti li parzonavelj de la nave per li parti che alloro se appartiene, acciochè ciaschuno paghe la sua parte de le spese ditte. E de tutto el guadagno de la detta nave che arrà, sia tenuto quesso scrivano de dare la parte acciascheduno, e de schuotere tutto el nolo, et el guadagio de la detta nave assegnare a li detti parzonavelj ragionevolmente. Essi li preditti nochiero esscrivano chontra le preditte chose farrà, paghe al comuno d' Anchona per ciascheduno xxv libre de anconitanj picciolj.

RUB. XLI. De li marinarij che puoi che arrà ricevuta la paga se ne fuggirà.

Statuto è, che se alchuno marnaro d' alchuna nave, ovvero legnio, puoi che arrà ricevuta la marnaria se ne fugirà, o poi che la nave ovvero legnio serrà partito, non seguendo el viagio, l'j patronj possa quesso marnaro personalmente pilliare ettenere, ovvero fare pilliare ettenere in qualunqua parte el trovasse, infino attanto che quessa marnaria col doppio restituirà. Esse fuggirà essendo la detta nave, ovvero legnio nel porto d' Anchona, ovvero se nasschonderà, quando la nave, ovvero legnio serrà aparechiato de andare; allora el patrono dimanda licentia dal giudice de meser el Podestà, ovvero a l'offiziale de la dovana, de farlo pilliare o de pilliarlo personalmente, o in chasa, o di fuori di casa, e in qualunqua altro luoco fusse e di mandarlo in nave, ovvero in legnio, per el quale ovvero per la quale la detta marnaria a ricevuta. Et le predette chose abbia luoco s' el patrono, o nochiero, o scrivano

copropriétaires à raison de leur intérêt, afin que chacun paye sa part dans les dépenses.

L'écrivain sera encore tenu de donner à chacun sa part du gain que le navire fera, de recouvrer tout le fret et d'assigner une part dans le gain dudit navire aux ayants droit à raison de leurs intérêts.

Et si le nocher et l'écrivain n'observent pas les dispositions ci-dessus, ils payeront chacun à la commune d'Ancône vingt-cinq livres de petits ancônitains (1).

RUB. XLI. Des matelots qui désertèrent après avoir reçu leurs loyers.

Il est statué que si un matelot d'un navire ou autre bâtiment déserte après avoir reçu ses loyers ou après le départ du navire ou bâtiment, et ne termine pas le voyage, le patron pourra l'arrêter et le retenir personnellement ou le faire arrêter et retenir partout où il le trouvera, jusqu'à ce qu'il ait restitué les loyers au double.

Et s'il s'enfuit pendant que ledit navire ou bâtiment est dans le port d'Ancône, ou s'il se tient caché lorsque le navire sera prêt à partir, le patron demandera au juge de M. le podestat ou à l'officier de la douane une autorisation pour l'arrêter ou le faire arrêter personnellement dans son domicile, ou hors de son domicile, ou dans quelque lieu que ce soit, et de le faire transporter à bord du navire pour le service duquel il aura reçu des arrhes de location, (2).

Et ce qui est dit aura lieu lorsque le patron, ou le nocher, ou l'écrivain, prouveront

(1) Cette rubrique est en quelque sorte le complément de la rubrique III ci-dessus, ou du moins elle est la conséquence des mêmes principes, qu'on trouve aussi dans le chapitre cxcxiv [239] du Consulat de la mer.

(2) Lorsque l'on compare cette rubrique avec les rubriques VII, X et XXVII, on est porté à croire qu'elle est d'une rédaction moins ancienne. Les rubriques que je viens d'indiquer se bornoient à donner de simples actions pécuniaires; ici nous voyons des moyens de contrainte par l'apprehension de la personne. Au reste ce n'étoit pas un droit nouveau, tous les documens que j'ai publiés contiennent des règles analogues; il faut voir encore la rubrique XLIV, ci-après.

detto marnaro abbia recievuta la detta marnaria, per la scriptura scripta del scrivano de la nave overo legnio, legitimamente ordinato secondo el tenore del capitolo, o per carta publica overo buoni testimonij. Et la detta licentia sia tenuto el detto giudice overo ufficiale de concedere e dare a petizione del patrone o nochiere overo scrivano del navilio, de di e de notte, e di qualcunqua tempo etian-do feriato o non feriato in onore de Dio, a la pena de L libre.

RUB. XLII. *Che nullo marnaro porta in nave se non una chassa.*

Statuto è, che nullo marnaro possa portare in nave, cholla quale navigarà, se non una chassa, salvo el nochiere, e li pennese, ciaschuno possa portare cassa e chassettina; e le ditte chasse sia giuste, et chonvenevole a dechiaratione del patrone et del nochiere, sotto pena de c soldj per chadauno che contrafarà.

RUB. XLIII. *De cholluj che può essere chostretto per li consolj de Ancona di fuoro d' Ancona.*

Se alchuno consolo de fuora d' Anchona nelli parti de ultra mare, o dentro, o di fuora del golfo, non potesse costren-giere alchuno Anconitano affare ragione ad alcuno dinanzi da se, possa e debia dare licenzia a l' attore de preseguire la ragione sua denante ad qualunqua rettore vorrà; et per questo non chagia in ol-chuna pena. E a chadauno d' Anchona sia licito de lamentarse di fuora d' Ancona, in le parti de ultra mare de ciaschuno Anchonitano denanti a qualunqua giudicie, se in quella terra non fusse vi huomenj d' Anchona, esse instrumento pub-blico de ciò avesse overo testimonij liaj.

que ce matelot a reçu un à-compte sur ses loyers, par les registres dudit écrivain légalement tenus, selon ce que prescrit le chapitre, ou par un instrument public ou par de bons témoins.

Et ledit juge ou officier sera tenu de délivrer ladite autorisation sur la requête du patron, du nocher ou de l'écrivain du navire, de jour et de nuit, et en tout temps, férié ou non férié en l'honneur de Dieu, sous peine de cinquante livres.

RUB. XLII. *Qu'aucun homme de l'équipage ne peut porter à bord plus d'un coffre.*

Il est statué qu'aucun homme de l'équipage ne peut porter à bord du navire avec lequel il doit aller en mer plus d'un coffre, sauf le nocher et les contre-maitres, qui chacun pourront porter un coffre et une cassette; et lesdits coffres doivent être convenables, d'après la déclaration du patron et du nocher, sous peine de cent sous pour chaque contravention (1).

RUB. XLIII. *De celui qui peut être contraint par les consuls d'Ancône, hors d'Ancône.*

Si un consul hors d'Ancône, dans les régions d'outre-mer, dedans ou en dehors du golfe, ne peut contraindre un Ancônitaïn de répondre à quelqu'un par-devant lui, il pourra et devra autoriser le poursuivant à porter sa demande par-devant tel magistrat qu'il voudra, et pour cela ce demandeur n'encourra aucune punition.

Et tout Ancônitaïn pourra, hors d'Ancône, dans les régions d'outre-mer, poursuivre un Ancônitaïn devant un juge quelconque, si dans ce pays on ne trouve pas six Ancônitaïns, et s'il peut fournir sa preuve par acte authentique ou par des témoins loyaux.

(1) Voir ce que j'ai dit au sujet des portées, t. I^{er}, page 336, note 3. °

Et s'el debbitore averrà el bando d' Anchona per ragione del debito, el creditore si possa lamentare de luj dinante ad qualunqua giudicie, et in qualunqua parte serrà possa e debia quesso prendere, overo farlo prendere, overo tenerlo, overo farlo tenere personalmente, sichome potesse meser el Podesta d' Anchona. E li console d' Anconia sia tenuto de dare a quesso creditore aiutore effavore acciocchè possa le preditte chose fare.

RUB. XLIV. *Del patrone overo marinaro li qualj lassiasse el viaggio.*

Et s'el patrone overo li patronj d' alchuna nave o legnio, overo barcha in qualunqua nome è appellato, lassiasse alchuno marnaro in alchuno viaggio, sia tenuti al detto marnaro de darlj la marnaria doppia; e per el contrario s' el marnaro lassiasse la nave, legnio, overo barcha, sia tenuto al patrono de restituirli la marnaria doppia; esefosse el marnaro el quale recevesse la parte, sia tenuto la parte doppia al patrone de restituire.

RUB. XLV. *Che le merchantie non se pognia sopra la choverta de la nave.*

Statuto è, che nulla merchantia se pognia sopra la choverta viva del navilio, si in andando, essi in tornando; et li patronj de li navilij non li debia mettere per nullo muodo, nè fare cargare, overo mettere se non l' armamento e li chorriedj di quesso navilio, efferramenti de li

Et si le débiteur est banni d'Ancône à cause de dettes, le créancier pourra le poursuivre par-devant tout juge; et dans quelque pays que ce soit, ce juge doit l'arrêter ou le faire arrêter, et le retenir ou le faire retenir, ainsi que pourroit le faire M. le podestat d'Ancône.

Et les consuls d'Ancône devront aider et assister ce créancier⁽¹⁾ pour qu'il puisse faire les choses susdites⁽²⁾.

RUB. XLIV. *Du patron ou de l'homme d'équipage qui abandonne le voyage* (3).

Et si le patron ou les patrons d'un navire, bâtiment ou bateau, quelle qu'en soit la dénomination, abandonnent un homme de l'équipage dans un voyage quelconque, ils seront tenus de donner à cet homme le double de ses loyers; et si au contraire l'homme de l'équipage abandonne le navire, bâtiment ou barque, il sera tenu envers le patron de restituer le double de ses loyers; et si l'homme de l'équipage naviguoit à la part, il devra restituer au patron le double de cette part (4).

RUB. XLV. *Qu'on ne doit pas placer des marchandises sur le tillac du navire.*

Il est statué qu'on ne doit poser aucune marchandise sur le tillac véritable du navire, tant au voyage d'aller qu'au retour; et les patrons ne doivent point en placer ou en faire charger ni mettre d'aucune manière, sauf les agrès et ce qui concerne l'armement du navire, les outils des charpentiers et calfats, les coffres de l'armement, et les

(1) La copie que j'ai reçue porte *e li creditore... a questo consolo*; la faute étant évidente, je n'ai pas hésité à la corriger.

(2) Cette rubrique, ainsi que les XLVII^e et XLVIII^e ci-après, sont très-curieuses relativement à la juridiction des consuls d'une nation chez une autre nation. Je suis entré, page 109, dans des développemens qu'il est inutile de reproduire, et qui d'ailleurs seroient trop longs pour une note. J'en donnerai de plus amples sur la nomination des consuls d'Ancône dans les notes de la rubrique XLVIII; voir aussi ce que je dirai, page 230.

(3) Il y a dans cet intitulé, ou erreur, ou omission de quelques mots; la rubrique a pour objet de traiter à la fois et du patron qui abandonne un matelot et du matelot qui abandonne le navire.

(4) Il faut rapprocher de cette disposition les rubriques VII, X, XXVII et XLI.

marangonj e galafati, e chassetine de l'armi, et chassetine e chasse grande e pichole de li merchanti e marnarj, e li botti dell'aqua, avendo el navilio choverta morta, che gionga dall'una murata all'altra de la nave; et s'el navilio non avesse la detta coverta morta, debia mettere la terza parte dell'aqua sotto la choverta. Esse chontrafatto serrà, sia chondapnato el patrone del navilio in xxv libre de anconitanj picciolj, e in ognj dapno che ne seguisse ad cholluj de chi fusse la merchantia: salvo che questo statuto non abbia luochò nellj navilij che chargasse de legniamè, li qualj se possa cargare sì de sopra choverta, chome dj sotto, non passando li ferrij; et se dapnità seguisse de varea, debia gire a varea ellegniamè sì di sopra choverta, chome quello dj sotto choverta. Ecciascheduno abbia podestà de achuxare, et abbia la mità del bando; et el Podestà sia tenuto e debia per vincholo de sacramento fare inquisitione de le preditte chose; et quellj che cie fallarà punire e chondapnare nella detta pena.

RUB. XLVI. *De le merchantie che se debia fare mettere in nave per li patronj, et che non receva alchuna cosa per li timonierj e gabierj, et che non se faccia de li arnesi de la nave varea.*

Statuto è, che li segniorj de la nave metta, effaccia mettere, essia tenuti de mettere le merchantie e l'altre chose in nave, e la stivatura de la nave fare fare sichome se conviene, puoi che li mercatanti è li noleggiadorj de le ditte merchantie e cose portara allata de la nave. Et non

coffres et caisses grandes et petites des marchands et des hommes de l'équipage, et les tonnes d'eau, lorsque le navire a un faux tillac qui va d'un bord à l'autre; et si le navire n'a pas de faux tillac, on doit placer le tiers de l'eau sous le tillac (1).

En cas de contravention, le patron du navire sera condamné à vingt-cinq livres de petits ancônitains, et en tout le dommage qui pourra en résulter envers le propriétaire des marchandises; mais ce statut ne sera pas applicable aux navires qui chargeront du bois; on pourra le placer tant au-dessus qu'au-dessous du tillac, à condition de ne pas passer les fers; et s'il arrive quelque dommage qui donne lieu à contribution d'avarie, tout ce bois chargé, tant dessus que dessous le pont, doit y être soumis.

Chacun aura le droit de dénoncer les susdites contraventions, et ce dénonciateur aura la moitié de l'amende; et le podestat sera tenu et devra informer sur ces contraventions par témoins assermentés, et punir, en les condamnant à l'amende indiquée, ceux qu'il trouvera en faute.

RUB. XLVI. *Des marchandises que le patron doit faire charger, et que rien ne doit être perçu par les timoniers et gabiers, et qu'il n'y a pas lieu à contribution à l'occasion des agrès du navire.*

Il est statué que les propriétaires du navire doivent charger et faire charger, et sont tenus de charger dans le navire les marchandises et les autres objets [qu'ils s'obligent à transporter], et qu'ils doivent faire faire l'estivage (2) du navire ainsi qu'il convient, après que les marchands et les affréteurs auront porté lesdits objets et marchandises à côté du navire. Et les propriétaires du navire

(1) Un grand nombre de documens contiennent la même précaution; il suffit de citer le statut de Marseille de 1255, liv. IV, chap. xx; le statut de Venise de 1255, chap. LIX; celui de Gènes de 1441, chap. VIII. Les mêmes règles ont été adoptées dans le chapitre CXXI [186] du Consulat de la mer.

(2) Ce mot me paroît désigner le placement des marchandises de toute sorte dans le navire; voir l'Escallier, voc. *Arrimage* et *Estivage*.

recieva li signiorj de la nave, neffaccia receive da li merchanti per li gabieri halcuna chosa; et chi contrafarrà paghe in nome de pena c soldi; e nientemeno sia tenuto de osservare le preditte cose. E li chorriedj, arnesi, e barche, e arme de nave vada estra a periculo de la nave: esse altro ne advenisse, non sia tenuto de ciò fare varea; et chosi si intenda de ciaschuno navilio.

RUB. XLVII. *De li consolj ultramarin, e che li parzonavelj non sia scrivani.*

Li chonsolj de Ancona, innanzi che li navilij d'Anchona incomincia li suo viaggi ultra mare di fuori del golfo, allega uno chonsolo de li merchanti che navega, homenj buonj et sufficiente, acciochè non se allega alcuno patrono, ovvero parzonavele de nave; et similliantemente nullo patrono ovvero parzonavele de nave sia scrivano de quesse nave sotto pena de xxv libre de anconitanj picciolj. Per el detto chonsolo e per li merchanti d'An-

n'exigeront des marchands, ni ne feront percevoir par les gabiers (1) aucune rétribution; et, en cas de contravention, on payera, à titre d'amende, cent sous, sans être néanmoins dispensé d'observer ce qui vient d'être dit (2). Les agrès, barques et armes du navire seront aux risques du navire, et s'il leur arrive quelques accidens, on ne sera pas tenu de les réparer par contribution d'avarie (3); et ceci s'entend de tout navire.

RUB. XLVII. *Des consuls d'outre-mer, et que les copropriétaires d'un navire ne doivent pas en être écrivains.*

Les consuls d'Ancône (4) nommeront, avant qu'un navire ancônitaïn commence un voyage hors du golfe, un consul (5) pris parmi les marchands qui sont sur le navire, les plus probes et les plus capables; mais ils ne pourront nommer à cet office un patron ou un copropriétaire du navire, et semblablement nul patron ou copropriétaire d'un navire ne peut en être l'écrivain, sous peine de vingt-cinq livres de petits ancônitaïns.

Ledit consul et les marchands d'Ancône qui seront présens nommeront deux mar-

(1) Les gabiers sont des matelots destinés à se tenir sur les hunes; la gabie, d'où ils ont tiré leur nom, est l'espèce de hune ou cage qui est à la tête du mât. Je saisis cette occasion pour déclarer que je me suis trompé dans les notes 7 de la page 466 et 1 de la page 470 du tome IV, où j'ai dit que *gabbia* signifioit un carquois; voir du Cange, voc. *Gabia*. Dans les passages auxquels ces notes se rapportent, *gabbia* signifie la cage ou hune; *papexii*, les boucliers qui en formoient le rempart, la pavesade; et *todus*, l'espèce de sac en rond qui garnissoit cette hune.

(2) Dans la jurisprudence du Consulat, cette obligation des frèteurs de faire charger et placer les marchandises dans le navire dépendoit des conventions; voir chapitres xxviii, xxix et cxc [73, 74 et 236]. Notre statut leur en impose l'obligation; ce qui dans la suite est devenu le droit commun.

(3) Ce principe est emprunté du fr. 2, § 1^{er}, du titre II du livre XIV du Digeste, *De lege Rhodiæ de jactu*; le statut de Venise de 1255 contenoit, dans les chapitres xc, xcI et xcII, des règles différentes. On verra dans la rubrique LXXXVI que par suite de cette règle, lorsque le navire contribuoit, on diminueoit sur le prix de son estimation un tiers pour les agrès; car, puisqu'on n'en réparoit pas la perte par contribution, il n'étoit pas juste de les faire contribuer.

(4) Il s'agit évidemment ici des consuls institués à Ancône pour connoître de toutes les contestations commerciales, et même des appels des décisions consulaires ou arbitrales rendues en pays étranger. C'est ce que j'ai expliqué dans la note 2 de la page 117 ci-dessus.

(5) Il y a une similitude parfaite entre cette disposition et l'article 7 de l'ordonnance rendue en 1246 par S. Louis pour la ville d'Aigues-Mortes, dont j'ai donné le texte, t. IV, page 233, note 2. Au premier coup d'œil, notre rubrique sembleroit être en contradiction avec la rubrique XI, qui crée une sorte de tribunal sur le navire, composé des principaux officiers; mais la contradiction n'est qu'apparente, et la fin de cette même rubrique fournit un moyen de solution, en prévoyant qu'il peut y avoir sur le navire un consul nommé par l'autorité compétente d'Ancône, et que dans ce cas c'est à lui qu'appartiennent les fonctions judiciaires. Il faut seulement en conclure que la règle écrite en tête de notre rubrique XLVII n'étoit pas absolue; que les consuls d'Ancône ne faisoient pas de nomination à chaque départ de navire et pour chaque navire; en un mot, qu'ils n'usoient de ce droit que suivant le besoin et les circonstances.

chona che fusse in quella parte se allega doi merchanti de li preditti, li qualj sia ed esser debia consiglierj del detto chonso, chol consiglio de li quali o uno de loro, possa, essia tenuto el detto chonso chonossiere e difinire le questione che serrà denanti da esso. Esse alcuno de li ditti consiglierj avesse questione con alcuno, allora in quesso caso possa e debbia el detto consolo, col consellio dell' altro chonsegliero, che non avesse la detta questione, overo che non fosse participo in quella questione, quessa questione conossiere etterminare. Esse ciascuno de li detti consellierj tochasse la detta questione, allora in quesso caso possa e debbia solo el detto chonso chonossiere etterminare la detta questione. Et se el consolo avesse questione con alcuno, allora possa e debbia li ditti consiglierj conossiere etterminare la detta questione; et se la questione apartenesse al consolo e ad uno de li detti consiglierj, allora possa e debbia l' altro chonsegliero che non li apartenesse la questione, quessa questione conossiere etterminare. Et se al consolo, e a li detti consiglierj apartenesse la detta questione, allora essi sia tenuti e debia chonpromettere la questione in doi merchadanti. El quale chonso giura el detto offitio fare a buona fede, senza fraude, essia tenuto de fare ragione e regimento secondo li capitoli, overo statuti del mare; e le sententie, e le condapnatione, le quale farrà

chands entre eux qui seront et devront être les conseillers dudit consul (1), et avec le conseil de ces deux personnes ou d'une d'entre elles, le consul pourra et devra juger et décider les contestations qui seront portées devant lui.

Et si l'un desdits conseillers avoit une contestation avec quelqu'un, le consul pourra et devra en connoître, et la décider conjointement avec l'autre conseiller étranger à la contestation et qui n'y a aucun intérêt.

Et si les deux conseillers ont intérêt dans la contestation, alors ledit consul doit seul en connoître et la décider.

Et si ledit consul a une contestation avec quelqu'un, alors lesdits conseillers peuvent et doivent en connoître; et si le consul et l'un des conseillers ont intérêt dans la contestation, alors l'autre conseiller qui n'y a pas d'intérêt doit en connoître et la terminer.

Et si le consul et les deux conseillers ont intérêt dans la contestation, dans ce cas ils sont tenus de se soumettre à l'arbitrage de deux marchands. Ce consul prêtera serment de remplir son office de bonne foi et sans fraude, et il sera tenu de faire droit, selon les chapitres ou statuts de la mer (2); les sentences et condamnations qu'il prononcera conformément auxdits chapitres seront valables; et les amendes et peines qu'il imposera confor-

(1) On a vu dans le chapitre XVIII du livre I^{er} du statut de Marseille que les consuls nommés par les magistrats de cette ville pour la Syrie et la Barbarie ne prononçoient aussi qu'assistés de conseillers; mais il n'y est pas question des consuls nommés pour le cours de la navigation, quoique je ne doute point qu'on ne suivit à Marseille le même usage que l'ordonnance de 1246 constate pour Aigues-Mortes. Je ne connois aucun document autre que celui d'Ancône où l'on ait prévu avec autant de détails tous les cas divers d'empêchemens, et dans lequel on y ait pourvu avec autant de soin. Je suis toutefois convaincu que ce statut constate un usage généralement observé par toutes les villes commerçantes de la Méditerranée qui avoient adopté le système consulaire.

(2) Je ne doute pas, comme je l'ai dit page 147, note 2, qu'on n'ait voulu désigner la collection d'usages maritimes que je publie en ce moment sous la date de 1397, qui très-probablement étoient déjà en vigueur dans une autre forme de rédaction. Cela me paroît résulter de la rubrique XXXVIII, qui impose aux consuls l'obligation d'en avoir une copie authentiquée; et c'est ce que démontre la suite de notre rubrique XLVII, où on lit que le consul doit être muni d'une copie des chapitres de mer et des chapitres *Del malo offitio* (code pénal) de la commune d'Ancône.

sechondo li ditti chapitoli, sia ferme; e li bandj e pene, li qualj serrà inposte da li ditti consolj secondo li chapitolj, sia tenuti fermi; e li malefitij possa punire secondo li ditti chapitoli; salvo che quello se sentisse gravato se possa appellare a li consolj d' Anchona, essia tenuto e debbia perseguire la detta appellagione a li ditti consolj, infra nove mesi, se serrà fuora del golfo, infra tre mesi, se serrà dentro del golfo. Esse innanzi venisse in Anchona, sia tenuto de perseguirla infra otto dj puoj che verrà in Anchona; et se infra quessi termenj non la proseguirà, allora li chorrà li terminj si-chome chorre alli altrj apellati in Anchona. Et acciò che nullo de li preditti abbia materia de apellare per acagione de subterfugio, sia tenuto ciascheduno de li preditti, che se appellasse, chessefosse condapnato in alchuna quantità per el detto chonsolo, inanti che se appella, de depocere quessa quantità in quello luoch, dove che serrà apuo una persona sufficiente, del quale esso condapnato, et l'altra parte ad chuj fusse chondapnato serrà in conchordia. Et se non fusse in conchordia sia tenuto de deponere ad colluj che dechiararà el detto chonsolo; esso non farrà el detto depoxito, abbiase, e sia tenuto quanto che non fusse apellato: et questo depoxito sia tenuto el detto consolo e el detto condapnato de mandare in Ancona infra li ditti termenj: e se piacerà a li parti el detto depoxito, se manda investito. In medesima forma se observa, debbiase osservare in tutte le altre sententie, che se darà fuora della ciptà de Ancona per li albitrij, e albitratorj eletti infra alchune persone, o che se elegierà sopra fati de merchadantie e de navilij, e de chose che aperterrà a merchadantie et a navilij, ovvero ad olchuno d' essi. Et tutto quello che a li mano del detto chonsolo

mément auxdits chapitres seront valables; et il pourra punir les délits selon lesdits chapitres, sauf que celui qui se croira lésé pourra appeler de la décision devant les consuls d'Ancône (1); mais il sera tenu et devra poursuivre ledit appel dans les neuf mois s'il est hors du golfe, et dans les trois mois s'il est dans le golfe.

Néanmoins, s'il vient à Ancône avant l'expiration de ce terme, il sera tenu de suivre son appel dans la huitaine après son retour; et s'il ne le suit pas dans ce délai, il n'aura que les délais que l'on a ordinairement pour l'appel à Ancône.

Et afin que le droit d'appeler ne devienne pas un moyen dilatoire, tout appelant sera tenu, s'il a été condamné au paiement d'une certaine quantité, de la déposer au lieu où l'on se trouvera, entre les mains d'une personne solvable, choisie d'un commun accord entre celui qui aura été condamné et celui au profit de qui la condamnation aura été prononcée.

Et si les parties ne peuvent pas convenir du choix d'un depositaire, le consul le nommera; et si ledit dépôt n'a pas été effectué, l'appel sera réputé non venu. Le consul et ledit condamné seront tenus de faire parvenir ce dépôt à Ancône dans les délais indiqués ci-dessus, et si les parties y consentent, le dépôt peut être employé en marchandises et envoyé de la même manière.

Ces dispositions doivent être et seront observées quant à toutes les décisions prononcées hors de la ville d'Ancône par des arbitres nommés par les parties pour statuer sur des faits de commerce et de navigation ou sur des faits qui tiennent au commerce et à la navigation ou à l'une ou l'autre.

Et tout ce qui sera perçu par ledit consul à l'occasion dudit office sera versé par lui

(1) Le chapitre xviii du livre 1^{er} du statut de Marseille consacrait aussi ce droit d'appel devant les magistrats de la ville.

per cagione del detto offitio perverrà, debia assegnare al depositario del chomuno de Anchona. E lo offizio del detto consolo debia durare dal dj che se partirà dal porto d' Anchona de fino attanto che ritornerà in Anchona. Le chondanagione le quale farrà e le scripture sia tenuto el ditto consolo e lo scrivano, nella loro tornata al chomuno d' Ancona, assegnare infra otto dj puoi che serrà tornati in Ancona, e prexentarle denanti al Massaro del chomuno, sotto pena de c libre; e le condanagioni fatte per el detto chonsolo, se non serà scosse, messer el Podestà sia tenuto de farle schotere e metterle in chomuno. Ognj huomo d' Anchona che fusse in quellj parti, sia tenuto de obbidire al detto chonsolo, sotto pena de XL soldi per ciascheduno, e per ciaschuna volta; empertanto che in uno dj non se possa fare ad una medesima persona più che uno chomandamento de una medesima cosa; et questa pena possa el detto chonsolo scuotere de fatto acciasscheduno che chontrafarrà. E possa eligiere el detto chonsolo uno notario, overo scrivano, overo buono huomo che sapia scrivere, e la sua scriptura vallia chome publica scriptura de quello che scriverà per el detto offitio, non obstante che nel prociesso, overo in olchuna sentenza, non fosse observate le sollenità, elli ordinj delle ragioni, inpertanto che apparerà le pruova, overo le chonfessione del fatto. Et el consolo el quale serrà eletto in Anchona per consolo, sia tenuto per consolo; et li altri consoli li quali serrà eletti fuora d' Anchona, non debia fare el detto offitio, nè possa, dapuoij che el detto chonsolo in Anchona eletto serrà gionto al

entre les mains du receveur des consignations de la commune d'Ancône. L'office du consul durera depuis le jour de départ du port d'Ancône jusqu'à ce qu'on y soit revenu.

Les amendes exigées et les écritures devront être déposées par ledit consul et par l'écrivain à la commune d'Ancône, dans la huitaine après qu'ils seront de retour, et ils les présenteront au *massaro* de la commune avec le montant des amendes perçues, sous peine de cent livres; si le consul n'a pas exigé les amendes, M. le podestat sera tenu de les faire recouvrer au profit de la commune d'Ancône.

Tout homme qui se trouvera dans ces localités sera tenu d'obéir audit consul sous peine de quarante sous par chacun et pour chaque fois; toutefois, on ne pourra, dans la même journée, prononcer plus d'une condamnation contre la même personne pour la même cause; et ledit consul pourra exiger immédiatement cette amende de tout contrevenant.

Ledit consul pourra nommer un notaire, ou écrivain, ou homme probe sachant écrire, dont les actes, faits dans l'exercice dudit office, auront la force d'actes publics, nonobstant que, dans un procès ou dans un jugement, les formes solennelles et l'ordre de la procédure n'aient pas été observées, pourvu que le fait soit constaté par des preuves ou des aveux.

Le consul élu à Ancône sera reconnu comme consul, et les autres consuls élus hors d'Ancône (1) ne pourront et ne devront plus exercer cet office sitôt que ledit consul élu à Ancône sera arrivé aux lieux et au pays de sa destination (2); enfin tant que ledit consul élu à Ancône sera dans ce lieu, les consuls qui

(1) On a vu t. IV, page 258, que les Marseillais résidant en pays étrangers pouvoient, à défaut d'un consul envoyé par la métropole, s'en choisir un qui exerçoit provisoirement; la même règle étoit observée à Ancône, comme l'expliquent cette rubrique et la suivante.

(2) Ces consuls provisoires, à la nomination desquels l'autorité publique n'avoit pas participé, recevoient très-probablement des vacations des plaideurs, comme on l'a vu, t. IV, page 259, note 5, relativement aux consuls de Marseille, et comme les documens sur les assurances contenus dans le même tome nous apprennent qu'étoient payés les juges chargés de prononcer sur les contestations.

luocho dove che deverà andare, ovvero a la detta terra; infino attanto ch'el detto chonsolo eletto in Anchona serrà in quello luocho, quellj chonsolj chesserrà eletti fuora d' Anchona non sia tenuti per chonsolj. E li consoli eletti ultra mare sia eletti per la maggiore parte dell' uomenj d' Anchona in quella parte se trovarà; et abbia quella balia et podestà laquale a li consolj eletti in Anchona. Et ciascheduno de quessi consolj de fuora del golfo debbia avere li chapitolj del mare exemplati, e li chapitoli del malo offitio del chomuno d' Ancona; e meser el Podestà li faccia exemplare e dare a le spese del chomuno d' Ancona, appetizione de li ditti chonsolj. E li consolj cò la magiore parte del consiglio loro, possa trovare uno messo el quale abbia xx soldi el mese. Nullo chonsolo eletto possa avere dal chomuno d' Anchona salario. E nullo possa essere consolo se non da xxv agnj in sù; et li consellierj del detto consolo non possa essere seffusse minore de xxv agnj. Esse alcuno chonsolo minore de la detta età fosse eletto, e acciettasse lo offitio del chonsolato, sia condapnato in xxv libre, et niente di meno la sua eletione non valia; et semelliantemente alchuno che non fusse nativo d' Anchona non possa essere consolo d' Anchonitanj.

RUB. XLVIII. *De li consolj che se de' elegiere da sei homenj in sù.*

Li ciptadinj d' Anchona, li quali andarà in alchuno viaggio fuora de Anchona, da sei homenj in sù, se alchuna questione infra questi nassisse, sia tenuti de costituire uno de loro per consolo, el quale intenda quessi de la questione nate infra loro; et tutto quello che quesso dirà, ovvero farà, e definirà, sia fermo. E quello

auroient été élus hors d'Ancône ne seront pas admis à en exercer les fonctions.

Ces consuls nommés en pays d'outre-mer seront élus par la majorité des Ancônitaîns qui se trouveront dans le pays; ils auront le même pouvoir et la même autorité que les consuls élus à Ancône.

Et tout consul hors du golfe devra avoir un exemplaire authentique des chapitres de la mer, et des chapitres *Del malo offitio* de la commune d'Ancône, que M. le podestat fera authentifier et délivrer aux frais de la commune d'Ancône et sur la réquisition desdits consuls. Et les consuls, avec la majorité du conseil, pourront choisir un sergent, qui aura vingt sous par mois.

Aucun consul élu (1) ne pourra recevoir un salaire de la commune d'Ancône. Nul ne pourra être consul s'il n'a plus de vingt-cinq ans; de même les conseillers dudit consul ne peuvent avoir moins de vingt-cinq ans. Si quelqu'un, sans avoir l'âge requis, étoit nommé consul et acceptoit l'office du consulat, il sera passible d'une amende de vingt-cinq livres; son élection sera nulle, et pareillement tout homme qui ne sera pas natif d'Ancône ne pourra être consul pour les Ancônitaîns.

RUB. XLVIII. *Des consuls qui doivent être nommés par plus de six hommes.*

Les citoyens d'Ancône qui feront un voyage hors d'Ancône, et qui se trouveront plus de six, doivent nommer l'un d'entre eux consul, pour le cas où il s'élèveroit quelque contestation entre eux (2): il fera plaider devant lui la contestation; tout ce qu'il dira, fera et décidera sera valable.

Et si celui qui aura été nommé ne veut

(1) C'est-à-dire le consul provisoire, le consul non choisi par les magistrats d'Ancône.

(2) Cela avoit lieu seulement lorsque les magistrats d'Ancône n'avoient pas fait de nomination, suivant ce que décide la rubrique précédente.

che serà eletto non vorrà recievere el detto offitio, paghe in nome de bando xxv libre. Et s' el detto consolo serrà trovato fraulentemente arra data sentenza, a la parte offesa, intieramente sia tenuto de mendare, e conservare la detta parte, senza dampno; et più non possa essere consolo del communo d' Anchona. Esse alchuna persona porrà lamentanza ad alchuno homo, se non ad quellj che deputati col detto, paghe in nome de bando al communo d' Anchona L libre. Et qualunque Anconitano di fuora d' Ancona vorrà ponere lamentanza d' alchuno Anconitano in Soria overo altrove, sia tenuti d' elegiere uno ciptadino d' Anchona in luoco de consolo, el quale intenda questi, e difinisca; et quello ch' ello dirà, sia fermo. Esse discordia fusse de allegiere el consolo, e li altri ciptadinj in lo detto luoco, senza sospezione debbia elegiere el consolo, el quale debbia quessi intendere. Et nullo prosuma de ponere lamentanza ad altra chorte; e chi contrafarrà paghe in nome di bando al comune de Anchona libre L. Et qualunque ciptadino d' Anchona achusarà alchuno ciptadino d' Ancona de maloffitio, che avesse fatto di fuora de Anchona ultra mare, overo neli parti de Schiavenia appo alchuno reptore, overo rectorj, overo dovanierj, ciptà, overo chastelli de fuora d' Anchona, paghe in nome di pena L libre; e nientemeno non se debia elegiere in alchuno consolo, overo altro officiale; e chi li elegierà paghe al comune d' Ancona x libre in nome dj bapno; e la sua eletione non vallia niente.

pas accepter, il payera, à titre d'amende, vingt-cinq livres. Et si ledit consul est convaincu d'avoir prononcé de mauvaïse foi, il sera tenu d'indemniser la partie lésée et de réparer tous les torts qu'elle éprouveroit; et dans la suite il ne pourra plus être consul de la commune d'Ancône (1).

Si quelqu'un porte sa demande devant une autre personne que celles qui auront été nommées, il payera, à titre d'amende, à la commune d'Ancône, cinquante livres.

Et tout Ancônitaïn qui voudra faire une demande envers un Ancônitaïn hors d'Ancône, en Syrie ou autre part, sera tenu de prendre pour consul un bourgeois d'Ancône, qui entendra les parties et décidera; et ce qu'il prononcera sera valable. Et s'il y a quelque contestation sur le choix de ce consul, les autres bourgeois d'Ancône résidant dans ce lieu éliront un consul non suspect, qui connoitra du différend (2).

Personne ne doit porter la demande devant une autre cour, et celui qui l'aura fait payera, à titre d'amende, cinquante livres à la commune d'Ancône (3). Et tout bourgeois d'Ancône qui aura accusé un bourgeois d'Ancône d'un délit prétendu commis hors de cette ville, outre-mer ou dans les pays de l'Esclavonie, devant un juge ou des juges, ou des chefs de douanes de villes ou bourgs hors d'Ancône, payera, à titre d'amende, cinquante livres, et de plus, il ne pourra être nommé au consulat ou à tout autre office; celui qui le nommeroit payera dix livres à titre d'amende à la commune d'Ancône, et la nomination sera nulle.

(1) Cette disposition est parfaitement semblable à ce qu'on lit sur le même objet dans le chapitre xvii [18] du livre I^{er} du statut de Marseille; mais on va voir dans le reste de la rubrique qu'on avoit encore poussé plus loin la précaution pour empêcher que les Ancônitaïns ne fussent obligés de plaider devant des juges étrangers.

(2) Lors même qu'il n'y a dans un pays étranger où résident des Ancônitaïns, ni consul nommé par l'autorité compétente de la métropole, ni consul institué par des Ancônitaïns résidans au nombre au moins de six, on veut encore qu'aucun citoyen d'Ancône ne puisse traduire son concitoyen devant des juges étrangers. On lui impose l'obligation de se faire juger par un arbitre ancônitaïn, appelé encore *consul*.

(3) Cependant je crois qu'il ne faut point séparer cette rubrique de la XLIII^e, qui, prévoyant le cas d'impossibilité, permet de s'adresser au juge local.

RUB. XLIX. *Che li patronj de la nave non debia mutare viaggio, ma andare alluochò ordenato.*

Che nullo patrono, overo patronj de nave, overo de legnio presuma de mutare viaggio, neffare porto in alchuno luochò in uno viaggio per chagione de chargare, overo de schargare merchantie, overo huomenj, se non al luochò ordinato, overo posto per la magiore parte de li merchadanti de la nave. Et se alchuno patrono de nave chontrafarrà, paga in nome de bando al comune d'Ancona cc libre et el dampno et interesse che li merchadanti, overo alchuno de li merchadanti sostenesse, a chi sostenesse el dampno el patrono overo li patronj sia tenuti de restituirlo. Et el Podestà, che serrà per el tempo nello ritornamento de la nave, sia fratenuto de fare piena inquisitione, et condapnare quellj che contrafarrà à la detta pena, e el detto dampno al comune de Ancona fare pagare; et el dampno, e le interesse fare refare a li merchadanti, non computati li patronj per merchadanti, et in lo numero de li merchadanti. Et se alchuno patrone de alchuno navilio porterà alchuno pelegirino, overo passagiero, non li possa ne debia lassiare infra via in alcuno altro luochò senza loro volontà, sotto la detta pena; essia eciandio tenuto de refarlj ognj dampno loro e interesse.

RUB. L. *Qualunqua porterà de le cose altruj in recomandagione, e voralle mandare per altruj, e de doi scripture solidi.*

Qualunqua porterà de le chose altrui in rechomandagioni, overo chonpagnia, overo in altro in qualunqua muodo sia, per

RUB. XLIX. *Que les patrons de navire ne peuvent pas changer de route, mais qu'ils doivent aller au lieu de destination.*

Aucun patron de navire ou de bâtiment quelconque ne pourra, pendant la navigation, changer de route ou entrer dans un port autre que celui qu'aura indiqué et fixé la majorité des marchands qui sont sur le navire, pour charger ou pour décharger des marchandises ou des hommes. En cas de contravention, le patron payera, à titre d'amende, deux livres à la commune d'Ancône et les dommages-intérêts que les marchands ou un d'eux aura soufferts. Le patron ou les patrons devront répondre de tout le tort que quelqu'un aura ainsi éprouvé par leur fait (1).

Et le podestat en charge à l'époque du retour du navire sera tenu de poursuivre et de condamner aux peines susdites celui qui sera en faute; il fera payer l'amende au profit de la commune d'Ancône, et fera toucher ensuite l'indemnité aux marchands à l'exclusion des patrons, qui ne seront pas comptés au nombre des marchands.

Et si un patron de navire conduit des pèlerins ou des passagers, il ne pourra ni devra les laisser en route en aucun lieu sans leur consentement, sous peine de l'amende indiquée, et en outre il sera tenu envers eux à des dommages et intérêts.

RUB. L. *De celui qui a reçu des biens en commande ou par mandat d'un autre, et du double écrit qui doit en être rédigé.*

Si quelqu'un s'est chargé de biens d'autrui à titre de commande ou de société, ou à quelque titre que ce soit, pour aller hors du

(1) De semblables dispositions se trouvent dans les chapitres XVII et LVI [62 et 101] du Consulat de la mer; dans la rubrique XIII du statut de Pise de 1161 [1160] et dans les chapitres IX et X du livre IV du statut de Marseille de 1255.

andare di fuori del golfo; quelle cose altrui le quale mandarà, ovvero addurrà innante che la nave, ovvero altro legnio farrà vela, le faccia scrivere in nel chatasto de la nave. Nel quale catasto se consegna le chose, e la quantità, et el nome de le chose, le quale arrà messo in nave, et el nome de quello ovvero di quellj de chi le ditte chose sonno e de cholluj el quale a parte in quesse chose, e la quantità de la parte; et simele scripture, la quale consegna tutte le sopradette chose fare fare dobia de mano propria de quesso scrivano; et quessa scriptura debia lassare in quesso lucho, onde la nave se parte, appo fidata persona; si chè si caso contradio achadesse de quello navilio, e de la persona de lo scrivano, et de li suoi librij, appare per la detta scriptura scripta lassata, quesse chose che nel dito navilio era chargate, e la quantità d'esse, e de chi era. La quale scriptura debia essia tenuto de fare el detto scrivano a richiesta de chi averrà le dette chose chargate, sotto pena de xxv libre de anchonitanj picciolj. Et ciascheduna nave, ovvero legnio, ovvero li patronj de quessi debia avere, e menare uno scrivano, el quale scrivano sia tenuto de scrivere tutte quelle cose che in quessi viaggi adviene infra li patronj dall' una parte, e li mercatii, e li marnarj dall' altra parte. Et li scrivanj el detto capitolo intiegramente osservare sotto la detta pena; esse così non farrà de quesse cose che altramente fusse messe in nave, alchuno dampno advenisse, sia affurtuna de cholluj che riceverà le cose altrui in recomandigio, ovvero compagnia, ovvero altro muodo. Esse serrà alchuno scrivano forestiero, sia tenuto de dare, e lassare la copia de le scripture de l' offitio de la scrivania al Massaro del comune d' Anchona, innanti che se parta d' Anchona, fatto el viaggio; acciò chè ne

golfe, il doit faire inscrire sur le cartulaire du navire, avant le départ, les objets d'autrui qu'il enverra ou emportera.

Ce cartulaire indiquera les objets, la quantité et dénomination de ce qui aura été mis à bord, et le nom de celui ou de ceux à qui ils appartiennent et de celui qui a une part dans ces biens, ainsi que le montant de sa part; et il fera faire, par la main propre du même écrivain, une double copie qui contiendra toutes les choses susdites; et il laissera cette copie au lieu de départ du navire, entre les mains d'une personne de confiance, afin que si le navire essuie quelque accident ou l'écrivain, ou ses livres, on puisse trouver dans ladite copie déposée la preuve de ce qui a été chargé à bord dudit navire et de la quantité, ainsi que des noms des propriétaires.

Ledit écrivain sera tenu de faire ladite copie à la réquisition de celui qui aura chargé lesdits biens, sous peine de vingt-cinq livres de petits ancônitains.

Et tout navire ou bâtiment, c'est-à-dire les patrons seront tenus d'avoir et de conduire avec eux un écrivain (1) qui devra écrire tout ce qui, pendant le voyage, intéressera les patrons d'une part, et les marchands et hommes de l'équipage de l'autre.

Et les écrivains doivent observer les dispositions du présent chapitre sous ladite peine: si l'on n'accomplit pas ces formalités, si des objets sont chargés sans prendre ces précautions, le dommage qui leur arrivera sera aux risques de celui qui aura reçu les choses d'autrui à titre de commande ou de société, ou autre titre.

Et si un écrivain est étranger, il sera tenu de donner et de laisser une copie des écritures qu'il a rédigées à l'occasion de son office, au massaro de la commune d'Ancône, après que le voyage sera terminé et avant de repartir, afin que tout intéressé puisse

(1) Voir les rubriques xv et xlvii sur la nécessité d'un écrivain dans le navire.

possa avere copia ognj persona a chi appartiene, sotto pena de L libre.

en avoir une copie, sous peine de cinquante livres (1).

RUB. LI. *De li patronj de la nave, overo legnj, overo altra persona che noleggiarà merchantie, le quale non podesse portare; e de li merchadanti che non cargasse le merchantie, che promette de cargare; e che nolegiasse a meste, non s'intenda nè stoppa, nè legniamc.*

RUB. LI. *Des patrons de navires ou bâtimens et autres personnes qui s'engagent à transporter des marchandises qu'ils ne peuvent pas charger, et des marchands qui ne chargent pas les marchandises qu'ils ont promis de charger; et que si l'on frète à la meste, cela ne s'entend ni de l'étoupe ni du bois.*

Se alchuno patrone de nave, overo altro navilio, overo altra persona per lui, noleggiarà alchuna merchadantia, le quale non podesse portare in nave, overo in legnio, acciochè li merchanti non sia privati de la sua speranza, sia tenuto de dare, e de restituire el nolo che avesse ricevuto per le merchadantie, che non podesse portare; et altra quesso, sia tenuto eciandio de dare, et pagare al detto merchadante intiegramente el nolo, el quale montasse le dette merchadantie che non podesse portare, se serrà domandato inanti che la nave se parta de Ancona, sotto pena de libre L de anconitanj picciolj; de laquale pena la mità sia del comune d'Ancona, et l'altra sia de colluj che la chonducie. Esse alcuno merchadante non cargasse le merchantie che avesse promesse al patrono de cargare tutto overo parte, nientedimeno el detto merchadante sia tenuto de dare et pagare al patrono tutto el nolo de le dette merchantie, che non cargasse, a la detta pena. Inpertanto che el detto patrono sia tenuto de lassare nel navilio el spatio, el luoch dove che fosse chomunamente podute cargare le dette merchadantie, le quale el detto merchadante avesse promesso de cargare, et non l'avesse cargate, defino

Si un patron de navire ou autre bâtiment, ou une personne quelconque à sa place, fait une convention de fret pour des marchandises qu'il ne peut pas charger dans son navire ou bâtiment, il sera tenu, afin que le marchand ne soit point lésé par ce retard, de donner et restituer le fret qu'il aura reçu pour les marchandises qu'il ne pourra pas porter; et, en outre, il devra encore donner et payer audit marchand tout le fret jusqu'à concurrence des marchandises qu'il ne pourra pas charger, si la demande en est formée avant le départ du navire d'Ancône, sous peine de cinquante livres de petits ancônitains: la moitié de cette amende sera au profit de la ville d'Ancône et l'autre moitié au profit de celui envers qui le patron s'étoit obligé.

Et si un marchand ne charge pas en entier ou en partie les marchandises qu'il a promis au patron de charger, il sera néanmoins tenu de donner et de payer à ce dernier tout le fret des marchandises qu'il ne chargera pas, sous peine de l'amende indiquée ci-dessus (2).

Néanmoins ledit patron laissera dans le navire l'espace au lieu ordinaire où l'on auroit pu placer lesdites marchandises que le marchand aura promis de charger et qu'il n'aura pas chargées, jusqu'au terme de destination de ces marchandises; et le serment du

(1) Les statuts de Montpellier, de Marseille et de Gènes, et le Consulat de la mer contenoient, comme je l'ai fait remarquer plusieurs fois, beaucoup de dispositions sur les commandes ou autres affaires de ce genre; mais dans aucun de ces documens on ne trouve les sages précautions que présente notre rubrique.

(2) Les chapitres xxxviii, xxxix et xl [83, 84 et 85] du Consulat présentent des règles analogues à cette rubrique, mais différentes dans la fixation des indemnités.

al luochio dove che le dette mercantie se dovea portare; e ch'el detto patrono abia lassato el detto spazio se creda e dease piena fede al nochiero, e al scrivano con doi pennesi del navilio con sacramento. Questo è dechiarato che se alchuno nolegiarà a meste, che in questo caxo el merchadante non possa cargare nel navilio stoppa, nellegniam, se non le dechiara al patrono al tempo che se noleggia.

RUB. LII. *Che li scrivanzj de la nave scriva el milliaro de li marnarj.*

Et s'el milliaro, overo chantaro uno, overo più, sarrà choncieduto ad alchuno marnaro, e questo marnaro vorrà cargare quesso milliaro, overo chantaro uno, overo più, sichome si serrà concieduto, el scrivano de la nave sia tenuto de scriverlo nel chatasto de la nave le cose, overo le merchadantie, le quale se metterà per questo milliaro, overo chantaro che se de' cargare. Et s'el marnaro vorrà ad altrj conciederlo, overo nolegiare, semelliantemente el scrivano sia tenuto de quesse chose, overo merchadantie ad colluj a chi serrà conciedute dal marnaro de scriverle in nel catasto de la nave. Essel scrivano renontiarà le dette chose de scrivere, si al detto marnaro, chome che ad colluj ch'ell detto marnaro le conciederà, sia condapnato al comuno d'Ancona c soldi. Essel patrono al detto scrivano li conciederà, che non se scriva paghe semellianta pena.

nocher et de l'écrivain, et de deux contre-maîtres du navire, suffira pour attester que le patron a laissé l'espace vide (1).

Il est déclaré que si quelqu'un frète à la meste, il ne pourra charger de l'étope ou du bois, s'il n'en a averti le patron à l'époque de la convention (2).

RUB. LII. *Que l'écrivain du navire doit écrire les milliers des hommes de l'équipage.*

Et si un ou plusieurs milliers ou cantares ayant été accordés à un homme de l'équipage, il vent les charger, comme cela lui est accordé, l'écrivain doit inscrire sur les registres du navire les biens ou les marchandises qu'on chargera pour former ce millier ou cantare.

Et si un homme de l'équipage veut céder ou fréter ce droit à un autre (3), l'écrivain est également tenu, envers le cessionnaire de cet homme, d'inscrire sur le registre du navire ces biens ou marchandises.

Et si l'écrivain refuse à l'homme de l'équipage ou à son cessionnaire d'inscrire ces choses, il sera condamné à cent sous au profit de la commune d'Ancône.

Et si le patron a autorisé l'écrivain à ne pas l'écrire, il sera passible de la même amende.

(1) Le Consulat, qui traite la même matière avec beaucoup de diffusion dans les chapitres xxxviii et xxxix [83 et 84], ne parle point de cette obligation du patron, pour justifier sa demande d'un fret entier, de prouver qu'il a laissé l'emplacement vide. Je crois que c'étoit le droit commun; il est littéralement écrit dans l'article 11 de l'ordonnance nautique de 1591; voir tome II, page 512.

(2) Il paroît que le chargement à la meste étoit la règle commune, à moins de convention contraire entre les parties, et c'est ce qui explique le soin avec lequel la rubrique xxxix a réglé les diverses proportions; mais il paroît que l'étope et le bois faisoient exception. Le Consulat, dans le chapitre ccxlvii [291], contient aussi une règle spéciale pour les cargaisons de bois.

(3) Le Consulat contient, dans les chapitres lxxxvi [131] et suivans, des règles sur les conventions, par lesquelles des matelots sont loués moyennant un port-franc d'une certaine quantité de marchandises; mais le chapitre lxxxix [134] présente une disposition diamétralement opposée à notre rubrique: il interdit au matelot la cession de ses droits, tandis qu'ici elle est expressément autorisée comme elle l'étoit en France par l'article 18 des Rôles d'Oléron.

RUB. LIII. *Ch' el patrone de la nave che pelarà li sachi del banbagio sia tenuto de mendarlo.*

Et s' el patrone de la nave, ovvero altri per lui, estivando, e in destivando li sachi del banbagio, pelarà alchuno sacho de banbagio, ovvero guastarà contra la volontà del signiore del banbagio, sia tenuto de mendarlo; et del dapno sesse creda al sacramento de colluj che sostiene el dapno; che sia tenuto d' emendarlo, ovvero de farlo mendare infra otto dj puoi che di ciò serrà fatta lamentanza, sotto pena de xxv libre de anconitanj picciolj. Et nientemeno se creda el dapno chome è detto; e s' el patrone non fusse contento del dapno, che el merchadante diciesse che avesse recievuto per la detta achagione, allora el patrone possa essia licito de dare al detto merchadante uno altro sacho de banbagio de simele peso e de simele bontà, ovvero el pregio de quesso.

RUB. LIV. *Anche muodo li patronj paghe li marnarj de la nave, e delli altrj legnj, la marnaria; e che segua la nave.*

Li patronj de li legnj, li quali naviga de fuora del golfo, sia tenuti, XII dj nanti che la nave se parta del porto d' Anchona, de dare et pagare a li suoj marnarj, se serà marnarj d' Ancona ovvero se sarà le affaccione del comuno in Anchona, la paga de tre mesi; et gionto al luocho ordenato conpita la paga. Se staj più, debia pagare li suoi marnarj per quesso tempo che starà più, nanti che la nave se parta de quello luocho; e el scrivano non possa, nè debia scrivere la paga per inpresteto, appenà de c soldi per chadauno, e per cadauna volta che contrafaciesse. Et più che a la partita per el ritorno in Ponente li

RUB. LIII. *Que le patron du navire qui endommagera les sacs de coton sera tenu d'en indemniser le propriétaire.*

Et si le patron du navire, ou d'autres pour lui, en estivant ou en désestivant des sacs de coton, en crève un ou lui cause une avarie, contre la volonté du propriétaire de ce coton, il sera tenu d'une indemnité; et pour la détermination du dommage, on s'en rapportera au serment de celui qui l'a souffert: l'indemnité ou la réparation doit être donnée dans les huit jours après que la réclamation aura été formée, sous peine d'une amende de vingt-cinq livres de petits anconitains.

Et bien que le dommage doive être constaté de la manière ci-dessus, si le patron ne veut pas acquiescer à la déclaration du marchand au sujet de la quotité du dommage, il pourra donner audit marchand un autre sac de coton du même poids et de la même qualité, ou le prix (1).

RUB. LIV. *De quelle manière le patron doit payer aux matelots leurs loyers; et du devoir des matelots de suivre le patron.*

Les patrons des navires qui vont hors du golfe seront tenus, douze jours avant que le navire quitte le port d'Ancône, de donner et de payer à leurs matelots, s'ils sont natifs d'Ancône ou simples résidans dans la commune d'Ancône, les loyers de trois mois; et à leur arrivée au lieu de destination, ils payeront le surplus. Si le navire y reste plus longtemps ils devront, avant de quitter ce lieu, payer aux hommes de leur équipage ce qui leur sera dû pour cet excédant de séjour; et l'écrivain ne pourra ni ne devra écrire aucun payement, à titre de prêts ou avances, sous peine de cent sous pour chacun et pour chaque cas de contravention.

Ensuite, à son départ pour retourner dans l'Occident, le patron doit leur payer un mois

(1) On trouve des principes semblables dans les chapitres XVIII, XXV, XXVI, CXLi et CCIV [63, 70, 71, 186 et 289] du Consulat de la mer.

debba pagare per uno mese e mezo, e debiali pagare x dj, nanti la sua partita. Et debba dare a li ditti marnarj ne li parti sopradette la paga, denaro per denaro, salvo che s'el navilio partirà de Chiarenza per venire in Ancona, debba essere pagati li marnarj per un mese. Tuttavia se intenda, che se li detti navilij stesseno più ad venire ch'el tempo che fossero pagati, li marnarj siano pagati dj per dj; esse innanti venisse li ditti marnarj de li ditti luochi, ovvero de alchuno d'esse, debba rendere a li detti la paga laquale avesse recievuta per quelli dj, liquali essi fusse venuti innanti, e non averranno servito. Et che li marnarj, li quali se partiranno d'Anchona con alchuno navilio, sia tenuti de seguire el detto navilio dove el patrone volesse andare, salvo in terra devetata : e el patrone non possa lassiare nè schapelare li marnarj, defino che non serranno ritornati in Anchona. Salvo che li patronj possa schapelare li suoi marnarj per li frascripti chaxi; cioè se la nave se vendesse, ovvero si overnasse, o statteggiasse, ovvero se alchuno marnaro fusse furo, traditore, biastimadore de Dio, o de' Santi, o meschiero, barattiero, o bugiarone, o non obbidisse al nochiero. Per li ditti chasi possa el patrone schapelare li suo marnarj, e non in altro mudo; pena al patrone, e a li marnarj che contrafaciesse xxv libre per chadauno, e per ciascheduna volta : de la quale pena la mità sia del chomuno d'Ancona, et l'altra de la parte che fusse chontrafatto.

RUB. LV. *De cholluj che guastarà li coredj de la nave.*

Statuto è che se alchuno talliarà, ovvero

et demi, et cela dix jours avant son départ. Et il doit donner auxdits hommes de l'équipage, aux lieux indiqués ci-dessus, leur salaire denier par denier; néanmoins si le navire part de Chiarenza pour aller à Ancône, les hommes de l'équipage seront payés pour un mois.

Il est toutefois bien entendu que si les navires restent en route un temps plus long que celui pour lequel les hommes de l'équipage ont été payés, le surplus du temps leur sera payé jour par jour. Et si les gens de l'équipage reviennent plus tôt des lieux indiqués ou d'aucun d'eux, ils seront tenus de rembourser une somme proportionnée au temps qu'ils seront rentrés plus tôt et n'auront pas servi (1).

Les hommes de l'équipage qui partent d'Ancône avec un navire sont tenus de le suivre partout où le patron voudra aller, excepté dans un pays interdit; et le patron ne pourra abandonner ni congédier les hommes de l'équipage avant sa rentrée à Ancône, sauf dans les cas suivans : si le navire est vendu, ou s'il hiverne, ou s'il reste en station; ou si un homme de l'équipage est voleur, traître, blasphémateur de Dieu ou des saints; ou s'il est querelleur, infidèle ou menteur; ou s'il n'obéit pas au nocher (2).

Le patron ne pourra congédier un homme de l'équipage que pour ces causes et non pour d'autres, sous peine, contre le patron et les hommes de l'équipage qui seront en faute, de vingt-cinq livres pour chacun et pour chaque cas; laquelle amende profitera moitié à la commune d'Ancône et moitié à la partie lésée.

RUB. LV. *De celui qui endommage les agrès du navire.*

Il est statué que si quelqu'un coupe ou

(1) Le Consulat contient un grand nombre de dispositions sur les loyers des matelots, dont on trouve l'indication t. II, page 122, note 1; mais elles diffèrent extrêmement de celles de notre rubrique.

(2) Il y a beaucoup d'analogie entre ces causes de renvoi et celles qu'indique le Consulat, chapitre LXXX [125]; mais c'étoit, comme on le verra dans la suite par le statut de Trani, un principe de droit commun, au moins pour les cas de méfaits des matelots, suivi dans les législations qui ne s'en étoient pas expliquées.

magagniarà alchuna cosa de li coredj de la nave, sia punito in c soldi, et menda el dampno secondo la stimatione che sarà fatta per el nochiere; essel faciesse dolosamente, sia in albitrio de meser el Podestà de chondapnarlo più aspramente.

RUB. LVI. *De le barche quando udirà male novelle.*

Se alchuna barcha, overo legnio stando in alchuno porto udirà male novelle de saittie, overo chorsari, overo d'altro, el nochiere e li compagnj stea, e debia stare colli mercanti fino attanto che intenderà buone novelle. Et li marnarj debia stare chon essi a sue spese per tre dj, et non più; e da li tre dj in puoi, se li mercadanti vorrà tenere cholloro, stea e debia stare a le spese de li merchadanti, o qualunque statterà per quessi; e de stare e de andare stea in albitrio de li marchadanti; et qualunque contrafarà, paga in nome de pena c soldi al detto muodo. E in ciascheduno viaggio sia tenuto ciascheduno marnaro de barcha de portare una stuora; e la barcha sia tenuta de portare tante stuore per la comunità de la barcha, quante parti de guadagno retiene el signiore de la barcha; et quesso per salvare le cose de li merchadanti: et quesso se intenda de ultra del golfo.

RUB. LVII. *De li marnarj che aiude li navilj quando è maltempo.*

Tutti li marnarj li quali vai con nave, o legnio, o barca, o qualunque navilio sesia, ciaschuno sia tenuto de aiutare li navilij e l' avere per buono tempo, e per chattivo; et se andando a le cose predette,

endommage quelques pièces des agrès du navire, il sera puni de cent sous et il réparera le dommage selon l'estimation faite par le nocher. Et s'il l'a fait avec mauvaise intention, M. le podestat pourra arbitrairement lui infliger une punition plus sévère.

RUB. LVI. *Des navires, quand on apprend de mauvaises nouvelles.*

Si, une barque ou bâtiment étant dans un port, on apprend de mauvaises nouvelles au sujet de navires ennemis ou de corsaires ou autrement, le nocher et les compagnons attendront et doivent attendre jusqu'à ce qu'on apprenne de bonnes nouvelles. Et dans ce cas, les hommes de l'équipage doivent rester à leurs frais pendant trois jours, et non plus; si, après les trois jours, les marchands veulent les retenir avec eux, ils attendront et doivent attendre aux frais des marchands ou de leurs remplaçans; et les marchands décideront si l'on doit attendre ou aller; et tout contrevenant payera, à titre d'amende, cent sous, de la manière indiquée (1).

Et en tout voyage chaque homme de l'équipage sera tenu de porter une stuore (2), et la barque doit porter autant de stuores pour le service commun que le propriétaire de la barque a de parts dans le gain, le tout pour la conservation des biens des marchands: et ceci s'entend d'une navigation hors du golfe.

RUB. LVII. *Que les hommes de l'équipage doivent aider le navire en mauvais temps.*

Tous les hommes de l'équipage qui vont avec un navire, vaisseau, barque ou bâtiment quel qu'il soit, seront tenus d'aider les navires et les biens en bon comme en mauvais temps; et si en allant après lesdites choses un homme de l'équipage ou plusieurs

(1) L'indication est à la rubrique précédente. On trouve des dispositions analogues dans le chapitre second de la troisième partie de la compilation rhodienne.

(2) Je n'ai pu trouver ce que ce mot peut signifier en français; si c'est une arme, il y a analogie entre cette disposition et celle du chapitre CCXXXIII [178] du Consulat de la mer. Peut-être ce mot signifie-t-il une *naite*, qu'en italien on nomme *stuoja*, et qui servoit à garantir les marchandises chargées.

quessi marnari, ovvero holcuno d'essi, dampno avesse de le cose per la detta cagione, li debia essere mendate, e messe a varea.

RUB. LVIII. *In che maniera el nolo sia pagato, se el legnio fusse preso cho l'avere, effusse rechonperato.*

Se alcuno legnio fusse preso chollo avere, effusse reconperato, computando quello che se cie dai in reconperandolo, averra chavedale passe el navilio : in altra maniera, sichome se perde el chargo, così se perda el navilio, II soldi per libre; salvo che s'el nolo fusse pagato, non se debia rendere per la detta chagione.

RUB. LIX. *De colluj che serrà contradetto a ponere l'ancora.*

In qualunqua parte se ponesse anchora de nave grande o picchola, ovvero d'altri legnj, et uno altro de altri legnj chontradiciessse a quello, che non cie la ponesse, et quesso cie la ponesse, effacies-seli dapno, s'emenda alluj el dapno el quale li farrà.

RUB. LX. *Dell'avere trovato in mare.*

Et qualunqua trovasse e condurrà al porto d'Ancona alchuno avere natando in mare, la mità sia de cholluj che' el trovasse in fondo de mare, l'altra parte sia de cholluj che la trova; e li doi parti sia del signiore de la cosa. Et se l'avere avesse segniale (elsegniale se intenda per el modo che se mette a le anchora, o simele) sia restituito al signiore de la cosa senza alchuno guiderdone; salvo s'el signiore de la cosa li volesse alchuna chosa donare.

éprouvent quelque dommage, on doit les en indemniser et le porter en avarie.

RUB. LVIII. *De quelle manière le fret doit être payé si le navire est pris avec les biens et racheté.*

Si un navire ayant été pris avec le chargement est racheté, ce qu'il en aura coûté pour ce rachat sera réparti sur le navire et le chargement, c'est-à-dire que si la cargaison perd deux sous pour livre, le navire perdra deux sous pour livre (1); néanmoins si le fret est payé, il ne doit pas être rendu à cause de cela (2).

RUB. LIX. *De celui qui en jetant l'ancre sera contredit.*

Si, lorsqu'on veut jeter l'ancre d'un navire grand ou petit, ou de tout autre bâtiment, quelqu'un d'un autre navire s'y oppose et ne veut pas qu'on jette l'ancre à ce point, et que néanmoins l'ancre soit jetée et fasse du tort à l'autre navire, celui qui l'aura jetée répondra du dommage (3).

RUB. LX. *Des biens trouvés en mer.*

Si quelqu'un trouve et conduit au port d'Ancône des objets qui nagent sur la mer, la moitié sera partagée entre celui qui les aura tirés du fond de la mer et celui qui en aura fait la découverte, et les deux autres quarts appartiendront au propriétaire de la chose. Et si l'objet a une marque (la marque s'entend de ce qu'on attache aux ancres ou semblables indications), il sera restitué au propriétaire sans aucune rétribution, à moins qu'il ne veuille donner quelque gratification (4).

(1) Le texte que j'ai reçu m'a paru défectueux; néanmoins je ne puis proposer une rectification. J'ai tâché d'en présenter le sens dans ma traduction.

(2) Il n'est pas sans intérêt de consulter le chapitre CCXLV [290] du Consulat de la mer.

(3) Cette rubrique, un peu obscure à cause de son laconisme, peut avoir quelque analogie avec les règles données à ce sujet dans les chapitres CLV [200] et suivans du Consulat.

(4) Dans cette première hypothèse, il s'agit de ce qui est trouvé en pleine mer, au delà du port.

Et quando alchuna persona trovarà alchuna cosa per el porto, overo per la rivièra d' Anchona fino Affiumegino, effino a doi millia verso pelago, e d' Ancona fino Allaspia, natando, sia salvo, e abia III soldi per libra. Esse fraude alchuno se comettesse in quesse cose, menda el doppio. Allora quando el trovarà in fondo infra le dette senate, abia II soldi per libra; et quesse se intenda de le cose che non usirà del porto d' Ancona. Et s' el signiore de la cosa trovata non se trova, e non la domanda infra sei mesi, el resto de la detta cosa sia applicato al porto d' Anchona.

RUB. LXI. *Che la sagorna non se butta nel porto; e del schargare del sabbione.*

Che nulla nave, nè altro legnio butta sagorna nel porto d' Ancona; et chi contrafarrà sia condapnato per ciascheduna volta in XXV libre; e a ciascheduno sia licito de achuxare, et abbia la mità del bando; et sia tenuto el contrafattore de retrarre la detta sagorna, et achordarse col capetanio del porto del retrarre de la sagorna. Et nessuno navilio debia mettere la sagorna in terra, da la chiesa de Santa Maria de Toriano, per fino al molo, sotto la detta pena. E le dette pene la mità sia del porto, e l' altra sia de la fabricha de li muri d' Anchona. Et quafunqua persona scargerà sabbione in terra, sia tenuto de scarcarlo de longo da la portella de la marina, per spatio de cccc passi, e non se possa

Et si quelqu'un trouve dans le port ou dans la rivière [rivage] d'Ancône jusqu'au Fiumesino et à deux milles en mer, et d'Ancône jusqu'à l'Aspia (1), quelque objet qui surnage, il ne pourra être poursuivi (2) et il aura trois sous par livre; et si quelque fraude est commise, l'auteur de la fraude payera le double.

Si l'objet est trouvé au fond de la mer, dans le même arrondissement, on aura deux sous par livre (3), ce qui s'entend des choses qui ne sont pas sorties du port d'Ancône. Et si le propriétaire de la chose trouvée ne se fait pas connoître et ne la redemande pas dans les six mois, le restant de ladite chose sera appliqué au port d'Ancône.

RUB. LXI. *Que le lest ne doit pas être jeté dans le port; et du déchargement des sables.*

Aucun navire ou autre bâtiment ne doit jeter son lest dans le port d'Ancône, et celui qui le fera sera condamné pour chaque contravention à vingt-cinq livres; et chacun pourra se porter accusateur et aura la moitié de l'amende; et le délinquant sera tenu d'enlever ledit lest et de s'accorder à ce sujet avec le capitaine du port au sujet de cet enlèvement.

Et aucun navire ne doit mettre le lest à terre, depuis l'église de Sainte-Marie de Toriano jusqu'au môle, sous ladite peine; et la moitié de cette amende profitera au port, et l'autre moitié à la construction des murs d'Ancône.

Et toute personne qui veut décharger à terre du sable doit le décharger au delà de la porte de la marine, à une distance de quatre cents pas, sans pouvoir le déposer

(1) Je dois à l'obligeance de mon savant confrère M. Walckenaer les explications suivantes. Les mots *fino Affiumegino* désignent l'embouchure du Fiumesino, à deux milles et demi nord-ouest d'Ancône; *fino Allaspia* désignent une petite rivière nommée aujourd'hui l'*Aspido*, qui tombe dans le *Musone*, fleuve dont l'embouchure est au sud d'Ancône. On peut conclure de notre document que l'*Aspido*, appelée alors *Aspia*, comme dans la carte de Peutinger, *Aspias*, faisoit la limite du territoire d'Ancône.

(2) Ces mots font allusion aux réglemens qui défendoient de piller les naufragés : on ne considère pas comme délinquant celui qui a trouvé des objets nageant sur mer ou au fond de l'eau, pourvu, ainsi qu'on l'ajoute, qu'il n'y ait pas de fraude. Un statut du 6 décembre 1503, inséré à la page 68 du *Liber rubeus*, avoit déterminé à quels juges appartiendroit la connoissance des affaires civiles ou criminelles en fait de naufrage. J'ai cru qu'il étoit inutile d'en recueillir le texte, assez insignifiant.

(3) Il pourroit y avoir dans le texte quelque erreur de chiffres; car il semble qu'on devroit mieux rétribuer celui qui tire les objets du fond de la mer que celui qui les trouve surnageant. C'est ce que décidoit le chapitre XLVIII de la troisième partie de la compilation rhodienne.

mettere chonderitto de alchuna portella per achagione de la ferita del mare. Et cholloro, de chi è el detto sabione, sia tenuto de farlo levare de li ditti luochi infra otto dj dal dj che è schargato, sotto pena de c soldi.

RUB. LXII. *Che li testimonij del navilio medesimo se possa introdurre, se non cie serà altri testimonj.*

Et se alchuno de li parti vorrà introdurre testimonij in alchuna questione de quello medesimo navilio, onde la discordia fusse nata, advegnia iddio che sia participo, sia recieveduto senza sospezione, se altri testimonij non cie serrà, li quali de ragione possa testifichare. Ma se altri testimonij cie serrà, non sia ricevuti quelli che sia participi; esse fusse ricevuti, li loro detti non vallia.

RUB. LXIII. *De le fiche e del sale che se infondesse.*

Et se alchuno legnio, o barcha de riviera avesse fiche con altro chargo, e le fiche se infondesse per pioggia, o per spalmatura de mare, overo descargando l'altro avere, non sia tenuto alcuno de mendarle, nel avere, nel legnio, overo barcha; et quello medesimo sia del sale.

RUB. LXIV. *De le cose che se dè mettere in barcha de riviera in presentia de li marnarj.*

Se alchuna persona mettesse, overo faciesse mettere alchuna cosa in barcha, overo legnio de riviera, de volontà del patrone, overo del scrivano, debbiale met-

devant aucune porte, à cause du mouvement de la mer. Celui qui aura déposé du sable en contravention à cette disposition devra l'enlever dans le délai de huit jours, à compter de celui où il l'aura déchargé, sous peine de cent sous (1).

RUB. LXII. *Qu'on peut produire des témoins du navire même, s'il n'y a pas d'autres témoins.*

Et si l'une des parties veut, dans une contestation, produire des témoins du navire même à bord duquel la contestation s'est élevée, bien que ce témoin ait une part dans le navire, on doit l'admettre sans méfiance, s'il n'y a pas d'autres personnes qui pourroient témoigner des faits.

Mais s'il y a d'autres témoins, ceux qui auront part dans le navire ne seront pas admis, et s'ils sont admis, leurs dires seront sans valeur (2).

RUB. LXIII. *Des figues et du sel mouillé.*

Et si un navire ou une barque de rivière ayant chargé des figues avec d'autres marchandises, ces figues sont mouillées par la pluie ou par l'eau de la mer, ou en déchargeant d'autres objets, les propriétaires de ces objets, du navire ou de la barque, ne sont pas tenus de réparer le dommage; et il en sera de même du sel (3).

RUB. LXIV. *On doit charger les biens dans les barques de rivière en présence des hommes de l'équipage.*

Si quelqu'un charge ou fait charger des marchandises dans des barques ou bâtimens de rivière, du consentement du patron ou de l'écrivain, il doit effectuer ou faire effectuer

(1) Un grand nombre de documens présentent des règles analogues, dictées dans chaque pays par l'intérêt des localités.

(2) On peut comparer cette rubrique avec le chapitre CLXXIX [224] du Consulat de la mer, encore bien qu'il n'y ait pas d'identité. Mais il est facile de voir que cette disposition se rattache à d'autres précédentes sur le jugement des contestations. Notre rubrique est évidemment mal placée, ce qui peut faire accuser les compilateurs d'avoir manqué de méthode.

(3) C'est ici une exception à la règle générale sur la réparation des dommages, ou plutôt une explication dont l'objet est de voir ici un cas de force majeure.

tere, ovvero farle mettere in presentia de li marnarj, o parte d' essi, in chadauno movimento de porto, ovvero d' altro luochò che faciesse. Et se a le dette chose messe per el detto ordine avesse dapno alchuno per difetto del navilio, ovvero del patrone, ovvero par alchuno de li marnarj, sia mendato per el patrone, et cholluj che arrà quesso dapno, per sacramento sia tenuto de dechiararlo. Et se alcuna cosa se cie mettesse senza testimonj, ovvero che non se mostrasse, sicome è detto, et dapno li ne adverrà, niente li ne sia mendato. Esse alcuno riportasse, ovvero mettesse, ovvero faciesse mettere in li ditti lennj, o barca alchuna cosa sottile, o menuta, quesse faccia con volontà del patrone, e in presentia del nochiero, e de doi marnarj de li ditti legnj, ovvero barcha: esse alcuna de le ditte cose messe col detto ordine fusse furate per mala guardia, sia tenuto el patrone de mendarle. Esse alcuna persona faciesse alchuno de li detti dapnj, sia tenuto de satisfare al patrone quessi dapnj.

RUB. LXV. *Del forestiero el quale darà l' arra ad alchuno patrone, o nochiero de barca per alcuno viaggio.*

Qualunqua forestiero darrà arra ad alchuno patrone, o nochiero de barcha d' Ancona, che debia andare in sù, ovvero in giù, e represallie fusse infra li Anconitanj et quelli dove che dovesse andare, ovvero che li serrà contradetto dal rettore, el nochiero sia tenuto a renderlj l' arra, et non andare in quello viaggio; e se de questo lamentanza ne sarrà denanti ad alchuno ufficiale del comuno, non sia inteso.

le chargement en présence des hommes de l'équipage ou d'une partie d'entre eux, à chaque mouvement du port ou d'un autre lieu qu'il peut faire (1). Et si les biens chargés de cette manière souffrent quelque dommage par la faute du navire ou du patron ou d'un homme de l'équipage, le patron le réparera; et celui qui aura éprouvé le dommage sera cru à son serment.

Et si des biens sont chargés sans témoins ou qu'on ne les ait pas montrés, conformément à ce qui a été dit, et qu'ils souffrent quelque dommage, rien ne sera réparé (2). Et si quelqu'un porte ou charge, ou fait charger, dans lesdites barques ou bateaux, des choses précieuses et de petite dimension, il doit le faire avec le consentement du patron et en présence du nocher et de deux hommes de l'équipage desdites barques ou bateaux; et si quelque chose portée à bord avec ces formalités est volée, le patron sera tenu de la payer pour sa mauvaise garde.

Quiconque aura causé un dommage dans les cas susdits en répondra au patron.

RUB. LXV. *De l'étranger qui aura donné des arrhes à un patron ou nocher de barque pour un voyage.*

Si un étranger a donné des arrhes au patron ou nocher d'une barque d'Ancône, pour aller au-dessus ou au-dessous d'Ancône, à une époque où les Ancônitaîns seroient en état de représailles avec le pays de la destination du navire ou en interdiction de commerce, le nocher sera tenu de rendre les arrhes et de ne pas faire le voyage; et s'il est formé contre lui une demande pour cause de l'inexécution de ce voyage devant un magistrat de la commune, on ne doit pas l'admettre (3).

(1) Cette rubrique est le développement des principes écrits dans le Digeste, lib. IV, tit. IX, *Nautæ, caupones, etc.* fr. 1. Comme ils étoient évidemment de droit commun, il est inutile d'en rechercher la source.

(2) On trouve des dispositions analogues dans les chapitres LV [100], LXIX [114], LXX [115], CXLII [187] et CCXII [257] du Consulat de la mer.

(3) Le chapitre CCXL [285] du Consulat présente une règle semblable.

RUB. LXVI. *In che maniera de la comunità de la nave li vasciellj sfasiati sia mendati.*

Qualunqua patrone, ovvero nochiero, ovvero merchadante, ovvero marinaro, o qualunqua alchuno altro d' alchuna nave, o legnio, ovvero altro navilio desfassiarà, ovvero guastarà alchuno vasciello, si da aqua, o da ollio, ovvero botticiellj da vino, ovvero la buttarà in mare, ovvero per qualunqua altro muodo la perdesse, debiase mendare per la comunità de la nave al segnore de la cosa; e la comunità se intenda el navilio cho' la mercantia. Et chi contrafarrà paghe in nome di pena c soldi; del qual bando la mità sia de colluj che achusa, l'altra sia del chomuno de Anchona; e nientemeno se menda vasciello, ovvero botticiello, sichome è detto.

RUB. LXVII. *De li maranghoni et calafati.*

Li galafati, et marangoni, quando lavora ad alchuna nave, ovvero legnio dell' arte loro, sia tenuti de lavorare da levata de sole de fino ch' el sole tramuta. Esse per cagione de alchuna festività, ovvero per alchuna altra chagione alchuno de quessi maestri si partisse dal lavoriero, sia pagato essatisfatto per rata parte del di che lavora, et non per tutto el dj. Esse contrafatto serrà per li patronj de la nave, ovvero de li legnj, ovvero per alchuno de loro de quessi maestrj, sia puniti qualunqua contrafarrà, in v libre; et ciascheduno abbia podestà de achusare, et abia la mità del bapno.

(1) On s'écarte évidemment ici de la règle qui ne donneroit d'action que contre l'auteur du délit ou de la faute, ainsi que le décidait l'ancien droit maritime français, attesté par les articles 10 et 26 des Rôles d'Oléron (t. I^{er}, pages 330 et 341), qui étoit devenu la règle générale sur l'Océan, par suite de l'introduction de ces rôles en Angleterre, en Flandre et dans tout le Nord. La jurisprudence établie par cette rubrique paroît avoir été particulière à Ancône, où l'on voit que, dans ce cas, l'avarie étoit commune; mais je crois que la communauté avoit recours contre le délinquant, comme à la rubrique LXIV.

(2) Des dispositions analogues se trouvent dans le statut de Marseille, liv. II, chap. xxxiv, et dans le *Breve curiæ maris* de Pise, rubrique XLIX.

RUB. LXVI. *De quelle manière la communauté du navire doit répondre des tonneaux défaits.*

Si un patron, ou nocher, ou marchand, ou homme de l'équipage ou tout autre homme à bord d'un navire, barque ou autre bâtiment, endommage ou enfonce des tonneaux d'eau ou d'huile, ou des muids de vin, les jette à la mer ou les fait périr de toute autre manière, la communauté de ce navire doit payer le dommage au propriétaire de la chose, et par communauté on entend le navire avec les marchandises.

Et toute contravention sera punie d'une amende de cent sous, de laquelle l'amende la moitié profitera au dénonciateur et l'autre moitié à la commune d'Ancône, et cela sans préjudice du paiement des tonneaux ou barriques (1).

RUB. LXVII. *Des charpentiers et des calfats.*

Les calfats et les charpentiers, lorsqu'ils travaillent de leur métier à un navire ou bateau, sont tenus de travailler du lever jusqu'au coucher du soleil; et si, pour quelque solennité ou toute autre cause, un de ces maîtres quitte le travail, il ne sera payé et rétribué qu'à raison de la partie du jour pendant laquelle il aura travaillé et non pour le jour entier.

Et en cas de contravention par un patron de navire ou de bateau, ou par un de ces maîtres, celui qui sera en faute payera cinq livres, et chacun pourra se porter accusateur et aura la moitié de la condamnation (2).

RUB. LXVIII. *De la nave de forestierj
che cargasse de pelegrinj.*

Qualunqua persona de Anchona chonpararà navilio, o parte de esso d'alchuno forestiero, e vorrà cargare de pelegrinj per portare dentro el golfo a deschargare, non possa nè debia cargare de pelegrinj, salvo s'el detto navilio avesse conperato per uso, e possiduto per doi mesi, inanti Pasqua de la resuessione : esse per doi mesi nanti l'avesse conperato, e possiduto, sia quello licito de cargare, come li altrj ciptadinj, per quella parte che averà del navilio chonperato. Essel conperasse infra doi mesi, nanti la Pasqua de la resuessione, per quella parte che arrà conperata del detto navilio, o tutto, cargare debia in quesso muodo, cioè che se debia dare segortà al chapitano del porto de navigare e patroneggiare el detto navilio uno anno puoi che arrà cargato el detto navilio de pelegrinj; esse non porta, pena c fiorinj per qualunqua che contrafaciesse. E el chapitanio del porto debia levare acciascheduno navilio de forestierj, che serà nel porto d'Anchona li timonj, overo [richiedere] buona sigurtà, che ellj non debia cargare de pelegrinj nel porto de Ancona, nè d'Alaspia, Affiumegino, defino attanto che li navilij d'Ancona non sia chargati. El detto chapitanio del porto sia tenuto de osservare le dette cose, sotto pena de L libbre per ognj volta che chontrafarà. Et messer el Podestà, et eciandio lo offitiale maggiore de la douane sia tenuti a requigitione del detto chapitanio de dare ad esso chapitanio aiuto, effavore a le predette chose. Et qualunqua ciptadino d'Ancona patronegiasse, o patronegiarà, o menare facesse alchuno navilio de forestierj, per suo, fraudulentemente, ultra la parte che faciesse con li ditti pelegrinj, paga al

RUB. LXVIII. *Du navire d'étranger qui
prend des passagers à bord.*

Si un Ancônitain achète un navire ou une part dans un navire d'un étranger, et veut prendre à bord des passagers pour les transporter dans un lieu en dedans du golfe, il ne pourra ni ne devra prendre des passagers à bord, à moins qu'il n'ait acquis ledit navire par l'usage et ne l'ait possédé pendant deux mois avant les fêtes de la Résurrection. Et s'il l'a acquis et possédé avant ces deux mois, il lui sera permis de le charger comme les autres bourgeois pour la part qu'il aura acquise dans le navire.

Et s'il l'achète dans les deux mois avant les fêtes de la Résurrection, il doit charger la totalité ou la part qu'il aura achetée dans ledit navire, à la condition de donner caution au capitaine du port de naviguer et de commander ledit navire pendant une année après qu'il l'aura frété à des passagers; et s'il ne le fait pas, il payera cent florins d'amende.

Et le capitaine du port doit enlever le timon à tout navire étranger qui sera dans le port d'Ancône, ou se faire donner bonne caution qu'il ne prendra pas à bord des pèlerins, dans le port d'Ancône, ni de l'Aspia, jusqu'à Fiumesino, avant que les navires d'Ancône soient chargés (1).

Ledit capitaine du port sera tenu d'observer lesdites choses, sous peine de cinquante livres pour chaque cas de contravention.

M. le podestat et l'officier supérieur de la douane seront tenus, à réquisition dudit capitaine, de lui donner aide et assistance dans les choses susdites.

Et si un bourgeois d'Ancône commande ou fait passer frauduleusement pour le sien un navire étranger, il payera, en outre du fret qu'il gagnera desdits passagers, à titre d'amende, deux florins d'or à la commune

(1) Nous trouvons ici une des nombreuses preuves de l'esprit de monopole qui présidoit à la plupart des réglemens maritimes du moyen âge. On en a vu des exemples dans les recès anséatiques.

comuno d'Ancona in nome de pena II fiorinj d'oro ; et ciascheduna persona el possa achusare, et denuntiare, et abia el quarto de la detta pena; e la mità del resto sia del porto, ell'altra mità sia del comuno de Ancona.

RUB. LXIX. *Che el chapetagnio del terzenale prochuri, che li navilj de li forestierj non sia innaulizati in nanti che quellj de li ciptadinj; et dove se dè buttare la sagorna.*

Prochuri el chapetaneo del porto, che li navilj de li forestierj, li quali vorrà cargare de li pelegrinj, per scargare entro nel golfo, non se debia naulizare inanti che li navilj de Anchona; et che se la sagorra, o altra chosa buttarà, non se debia buttare nel porto de Ancona; ma debiala portare, e buttare derieto dal muro del terzenale verso terra, chosi li ciptadinj, chome li forestierj, a la pena de XXV libbre per ciascheduno che contrafarà, e per ciascheduna volta; et ciascheduno possa achusare, e denuntiare quellj che contrafaciesse; e abbia la terza parte de la pena; essia tenuto el suo nome segreto.

RUB. LXX. *De li legnj chargati de sale, e de biadi, li quali è dentro da le senate.*

Quando li navilj chargati venia denanti al porto d'Ancona, era grandj errorj, se li detti navilj era dentro da le senate o de fuora; attorre via ognj dubbio, che in ciò podesse essere, diciemo, che tutti navilj chargati de sale, o de biada, o de ognj altra merchadantia, li quali verrà apresso al porto de Ancona, esserà

d'Ancône; toute personne pourra le dénoncer et l'accuser, et elle aura le quart de ladite amende. La moitié du restant profitera au port, et l'autre moitié à la commune d'Ancône (1).

RUB. LXIX. *Que le capitaine de l'arsenal doit avoir soin que les navires étrangers ne soient pas affrétés avant les navires des bourgeois, et où l'on doit jeter le lest.*

Le capitaine du port doit avoir soin que les navires étrangers qui voudront prendre à bord des passagers pour les porter à une destination en dedans du golfe ne soient pas affrétés avant les navires ancônitains; et que le lest ou autre chose que l'on jettera ne soit pas jeté dans le port d'Ancône; mais on doit le porter et le jeter derrière la muraille de l'arsenal vers la terre, aussi bien les bourgeois que les étrangers, sous peine de vingt-cinq livres pour chacun et pour chaque cas de contravention; et chacun pourra accuser et dénoncer les délinquans: il aura le tiers de l'amende et son nom sera tenu secret (2).

RUB. LXX. *Des navires chargés de sel et de blé qui sont dans le district.*

Lorsque des navires chargés arrivent devant le port d'Ancône, il y a souvent de grandes difficultés pour décider si ces navires sont en dehors ou en dedans; voulant lever tous les doutes qui pourroient s'élever à ce sujet, nous décidons que tous les navires chargés de sel, de blé ou de toute autre espèce de marchandise, qui seront à l'approche du port d'Ancône, et dans

(1) On a lu dans un grand nombre de rubriques précédentes cette attribution d'une partie de l'amende à l'accusateur; mais comme il étoit question de torts privés, on pouvoit croire qu'il s'agissoit d'une partie plaignante. Ici il est bien évident qu'il s'agit d'un délit public. On verra même dans la rubrique suivante que le nom du dénonciateur étoit tenu secret; mesure dont les statuts de Gènes et de Venise nous ont offert plusieurs exemples. Je ne dois pourtant pas omettre de dire que le statut civil d'Ancône, rubriques II et XLVIII de la III^e collation, punissoit l'auteur d'une dénonciation fausse ou frauduleuse.

(2) Voir la note précédente.

dentro da le senate, se intenda d'essere sichome fusse dentro in el porto de Ancona; e le senate se intenda da le spelle assanto golfo, sicchome retraj a deritta linea. Et se contesa cie fusse, debia stare a la dechiaratione del chapetagnio del porto, e de li suoi chonseglieij.

RUB. LXXI. *De nave, ovvero altro legnio che rompesse.*

Nulla persona debia alchuna nave, ovvero altro legnio che per furtuna andasse a rompere allito, nè alchuno che navigasse in quesse, offondere non debia nè in persona, nè in avere, nè veruna chosa tollia di quesse, cioè da la torre de l'Aspia per defino Affumegino. Et chi contrafarrà, el dampno, el quale in ciò avesse fatto, mende in doppio; e anchimo sia condapnato in x libre al chomuno d'Ancona; salvo ognj altra maggiore pena, la quale se ponesse per lo statuto, ovvero per la ragione.

RUB. LXXII. *Che nullo debia chociere pegola, nè abruschare alchuno legnio nel terzenale del comuno.*

Nulla persona chuocha pegola, nè faccia pecie chuociere per alcuno legnio, nè possa abruschare nel terzenale del chomuno d'Ancona, nè anchimo nella riviera del terzenale, acciò ch'el comuno d'Ancona non possa per cagione de le dette cose alchuno dapno sostenere; et chi contrafarrà, paga in nome de bampno al comuno d'Ancona c soldi. Et qualunqua averrà alchuna cosa apportato in lo terzenale del comuno d'Ancona, sia tenuto de rimuoverlo de l; et non prosoma per alchuno muodo de ponerl; alchuna cosa senza volontà del chapitanio del terzenale sotto pena de c soldi. Et nullo

l'espace adjacent, seront réputés être dans le port; l'espace adjacent s'entend..... en droite ligne (1).

Toute contestation à ce sujet sera décidée par le capitaine du port et son conseil.

RUB. LXXI. *Du navire qui se brise.*

Si un navire ou autre bâtiment se brise en échouant au rivage, personne ne doit lui causer de tort, ni à ceux qui le montent, dans leur personne ou dans leurs biens, ni enlever quelque chose, depuis la tour de l'Aspia (2) jusqu'au Fiumesino.

Celui qui le fera payera des dommages-intérêts doubles du tort causé, et sera, en outre, condamné à dix livres envers la commune d'Ancône, sans préjudice des autres peines plus graves prononcées par le statut ou par la justice.

RUB. LXXII. *Que personne ne doit fondre de la résine ou brûler du bois dans l'arsenal de la commune.*

Personne ne doit fondre de la résine ou de la poix ni brûler du bois dans l'arsenal de la commune d'Ancône, ni sur le rivage de l'arsenal, afin que la commune d'Ancône ne souffre pas de dommage à cette occasion : quiconque le fera payera, à titre d'amende, à la commune d'Ancône, cent sous.

Et quiconque aura porté quelque chose dans l'arsenal de la commune d'Ancône doit l'enlever, et n'y rien placer sans la permission du capitaine, sous peine de cent sous.

Et personne ne doit s'aviser d'aucune

(1) Je n'ai pas compris les mots qui indiquent ces localités, parce qu'il faudroit avoir un plan détaillé de l'ancien état du port d'Ancône; j'ai cru devoir les laisser en blanc dans la traduction.

(2) Jadis à l'embouchure de l'Aspia étoit la ville d'Umana, ruinée depuis longtemps.

debia, nè prosuma de abruschare legnio, overo 'ordegno nel terzenale del chomuno; non cie debia chuociere petie, overo sego per conciare quessj legnj, salvo de fuora de la ciptà, cioè derieto al terzenale del comuno d' Anchona, et altrove in ognj parte. Et chi contrafarrà paga in nome de pena, per ciascheduna volta, x libre; de li quali la mità sia de colluj che achusa, overo denuntia, ell' altra mità del porto : e ciascheduno sia licito de achusare e denuntiare. Et nullo tollia, overo rimuova del terzenale del chomuno, pietre, sabbione, nè ghiera, dal muro del detto terzenale, defino in una secha che vaj verso Santa Maria de Ghanba, acciochè al fondamento del terzenale non se guasta. Et s' el chapitanio del porto permetterà che se faccia alchuna cosa nel detto terzenale contra la forma de questo statuto, sia chondapnato el detto chapetagnio per ognj volta nella detta pena.

RUB. LXXIII. *Che le barche se possa ridurre nel terzenale del chomuno d' Anchona.*

Le barche delli huomenj de Anchona se possa ridurre nel terzenale del chomuno depuo el terzenale del comuno dove che staj le ghalee appo la garita; et el chapetanio del terzenale debia nolegiare quessi navarj, e recievare li nolj per el comuno per concime del terzenale, secondo che se contiene nel statuto, che parla di ciò nela cholatione de li statuti del terzenale.

RUB. LXXIV. *Che li omenj d' Ancona, e li forestierj possa scargare e tenere le merchantie nela riva del mare.*

Tutti li omenj de Ancona, et ognj forestiero possa cargare et scargare ognj

manière de brûler du bois ou toutes autres choses dans ledit arsenal; on ne doit pas y fondre de la poix ou du suif pour enduire les navires, si ce n'est en dehors de la ville et derrière l'arsenal, et autre part où l'on voudra.

Celui qui n'observera pas ces dispositions payera, à titre d'amende, dix livres pour chaque fait, dont la moitié sera au profit de l'accusateur ou dénonciateur, et l'autre moitié au profit du port; et chacun pourra accuser et dénoncer.

Personne ne doit aussi enlever de l'arsenal de la commune des pierres, du sable ou de la terre, depuis les murailles dudit arsenal jusqu'au banc de sable qui s'étend vers Sainte-Marie de Ghanba, afin que les fondemens dudit arsenal ne soient pas endommagés.

Et si le capitaine du port permet qu'on fasse quelque chose dans ledit arsenal, contre le contenu de ce statut, il sera condamné pour chaque fois à la peine indiquée.

RUB. LXXIII. *Qu'on peut mettre les barques dans l'arsenal de la commune d' Ancône.*

Les barques des Ancônitains peuvent être mises à l'arsenal de la commune, là où sont les galères, près de la garite; et le capitaine de l'arsenal doit louer ces emplacements et percevoir les loyers au nom de la commune, pour les réparations de l'arsenal, selon ce qui est dit dans le statut qui en parle dans la collation des statuts de l'arsenal (1).

RUB. LXXIV. *Que les Ancônitains et les étrangers peuvent décharger et laisser leurs marchandises sur le rivage de la mer.*

Tous les Ancônitains et tous les étrangers pourront charger et décharger toutes les

(1) J'ai pris sans succès des informations sur cette collection de statuts, dans laquelle je supposois qu'il pourroit y avoir quelques dispositions sur le droit maritime.

mercadantia, et ognj cosa nella riva del mare, e mettere vasciellj, doghe, et bot-ticiellj senza alchuno guiderdone, e li tenerlj per XII dj, senza offensione del signiore de la cosa. Et chi contrafarrà nele dette chose, paghe in nome de banno c soldi, li quali la mità sia de choluj che achusa e l'altra del porto.

RUB. LXXV. *Che nullo porta pietre da monte Conaro de fuora del destretto d' Anchona.*

Nullo forestiero, et nullo ciptadino debia portare pietre vive, nè chalzinare, ovvero altre pietre de monte Conaro de fuora del destretto d' Ancona; e chi le porterà, la barcha ovvero legnio, che le porterà, se perda, essia applicata al chomuno d' Ancona; et nientemeno paghe al chomuno d' Anchona in nome de bampno x libre; et ciascheduno abia podestà de achusare, e abia la mità del bampno; e li sindichi del Pogio, e de Massegnano, e de Siruolo, en chuj senate le dette pietre se levasse, siano tenuti de denuntiare quellj che contrafaciesse sotto la detta pena.

RUB. LXXVI. *Che nullo d' Anchona venda alchuno legnio, o fusto de chorso ad alcuno forestiero.*

Nullo d' Anchona debia vendere, nè venda, nè dona, ovvero per alchuno alienj barcha alchuna corrente ne legnio ouero fusta corrente, in tutto, ovvero in parte ad alchuno forestiero, cioè de la cipta de Tremolj infino a Ravenna; et chi contrafarrà paghe xxv libre de anconitanj picciolj in nome de bampno al chomuno d' Anchona. Et nullo maestro marrangone debia fare de fuora de la ciptà

marchandises et tout ce qui leur appartient sur le rivage de la mer, et y placer des tonneaux, des douves et des muids sans aucune rétribution, et les y laisser pendant douze jours, sans que le propriétaire de ces choses soit répréhensible en rien. Et celui qui les laissera plus longtemps payera, à titre d'amende, cent sous, dont la moitié au profit de l'accusateur et la moitié au profit du port.

RUB. LXXV. *Que personne ne doit porter des pierres du mont Conaro hors du district d'Ancône.*

Aucun étranger ou bourgeois ne doit porter des pierres dures, calcaires ou autres pierres du mont Conaro hors du district d'Ancône. Si l'on en exporte, la barque ou le bateau qui les aura chargées sera confisqué au profit de la ville d'Ancône; et on payera en sus à la commune d'Ancône, à titre d'amende, dix livres, et chacun pourra se porter accusateur et aura la moitié de l'amende; et les syndics du Pogio, de Massegnano et de Siruolo, dans le territoire desquels les pierres seront enlevées, doivent dénoncer les contrevenans, sous la peine indiquée (1).

RUB. LXXVI. *Qu'aucun Ancônitain ne doit vendre des navires ou fustes propres à la course, à des étrangers.*

Aucun Ancônitain ne doit vendre, donner, ou aliéner de quelque manière que ce soit, à des étrangers, des barques propres à la course ou des navires ou fustes propres au même objet, en totalité ou en partie, depuis la ville de Tremoli jusqu'à Ravenne; tout contrevenant payera vingt-cinq livres de petits ancônitains à titre d'amende, à la commune d'Ancône. Et aucun maître charpentier ne doit construire hors de la ville d'Ancône aucun bâtiment ou barque propre à la course dans les limites indiquées

(1) Il est question de ce mont Conaro dans l'*Histoire d'Ancône*, par Sarraceni, page 319, et dans celle de M. Peruzzi, t. I^{er}, page 16. Le statut civil, coll. IV, rub. LI, défendoit d'y couper du bois. Au surplus, notre rubrique paroît avoir peu de rapports avec le droit maritime.

d' Anchona alchuno legnio chorrente, nè barcha, de li confignj sopradscripti in entro. Et chi contrafarrà sia punito in xxv. libre, le quale sia tenuto de pagare al chomuno d' Ancona. Et questo de li detti maestri marangonj, se intenda se farrà le ditte chose senza la volontà de li signiori Antianj. Et questo statuto non abia luochò in barche de navilj, nè in ghondole.

RUB. LXXVII. *De le nave a che tempo se dè partire de li parti de Levante.*

Ciaschuno patrone de nave, el quale se trovasse al Levante, o in altri parti de mezo dj, choi suo navilio per venire in Ponente, se debia partire de fino a mezo dj de ottobre; e sisse trovasse in Constantinopolj, o in Romania, o in Turchia per venire in Ponente, se debia partire fino in chalende de novembre; e sessi trovasse in Chiarenza, o in la Romania bassa per venire in Ponente, se debia partire per de fino a mezo novembre. Essisse partirà al detto termene, e infra via overnasse, compita la paga la quale serrà fatte a li marnarj in le dette parte nel tempo che serrà in porto al sioverno, li marnarj non debia luicrare soldo, se non per mezo tempo. Esse dal detto termine in puoj la nave demorasse nelli ditti parti a partirse, per questo statuto li marnarj non sia tenuti de lassiare a li patronj niente per siovernatura che faciesse; e li patronj non possa schapelare li marnarj.

RUB. LXXVIII. *De li scrivanj de la nave, e de li legnj che debia exemplare li capitoli che se apertiene a navigare.*

Tutti li scrivanj de la nave, e de li legnj che naviga de fuora del golfo sia

ci-dessus. En cas de contravention, il sera puni d'une amende de vingt-cinq livres, qu'il devra payer à la commune d'Ancône.

Et ce qui est dit de ces maîtres charpentiers s'entend du cas où ils font ces choses sans le consentement du conseil des anciens (1). Et ce statut ne s'applique pas aux chaloupes de navires et aux gondoles.

RUB. LXXVII. *De l'époque à laquelle les navires doivent partir d'Orient.*

Tout patron qui se trouvera avec son navire dans le Levant ou en d'autres pays du midi, et qui veut retourner au Ponent, doit partir dans le courant d'octobre; et s'il est à Constantinople, en Romanie ou en Turquie, pour retourner vers le Ponent il doit partir avant le premier novembre; et s'il est à Clarence ou dans la basse Romanie, pour retourner vers le Ponent il doit partir avant la mi-novembre.

Si, étant parti avant lesdits termes, il hiverne en route, et si les loyers payés aux gens de l'équipage dans ces pays se trouvent épuisés, ces gens ne gagneront que de demi-loyers pendant qu'ils seront au port d'hivernage.

Mais si le navire reste dans ces pays au delà des époques indiquées, les hommes de l'équipage sont autorisés par ce statut à ne faire aucune remise au patron pendant l'hivernage; et le patron ne pourra pas les congédier (2).

RUB. LXXVIII. *Que les écrivains des navires et des bâtimens doivent copier les chapitres relatifs à la navigation.*

Tout écrivain de navire ou de bâtiment qui ira hors du golfe sera tenu de copier les

(1) Une disposition analogue se trouve dans le chapitre xcii du statut de Gènes de 1441; mais dans beaucoup d'autres villes la défense n'étoit pas limitée aux navires propres à la course.

(2) On a vu des règles analogues dans les statuts de Gènes et de Pise; c'est, comme je l'ai souvent fait remarquer, la conséquence de l'usage où l'on étoit encore de ne point naviguer pendant l'hiver.

tenuti e debia exemplare li statuti che apartiene a navigare, et portarli con seco, quando andasse, o quando navigasse, acciochè in qualunqua parte fusse de bixognio se possa avere e osservare; et questo li scrivanzj sia tenuti sotto pena de x libre per ciascheduno.

RUB. LXXIX. *De le arme che se dè portare in nave per li marnarj.*

Ciaschuna nave che se partirà d'Anchona per andare fuera del golfo, se è da vi meste in sù, debia portare doi bunbarde, overo schoppj, et ii pietre, overo ballotte de ferro per le dette bunbarde, overo scoppi; x balestre da staffa, e domilia buonj verettonj, d lancia, x para de chorazze, tre barche de pietra, xxx pavesi. Et ognj merchante sia tenuto de portare uno paro de armadure fornite, e una balestra, e uno paveso con c verettonj; e ognj marnaro d'Anchona sia tenuto de portare choraza, gorzale, barbata, o cievelliera, paveso, spada o coltello. Et la minore nave porta l'armadure per rata de meste, a la pena de xxv libre per ciascheduno patrono, et x libre per ciascheduno merchadante, et c soldi per ciascheduno marinaro, che chontrafaciesse.

RUB. LXXX. *Del datio che se dè pagare da quellj che vaj in Costantinopolj, per la chiezza de Santo Stephano de Chonstantinopolj.*

Tutti li merchadanti, che naviga in Chonstantinopolj sia tenuti, et debia pagare per ciascheduno cento de ciascheduna mercantia tre carati per c de perpari per

statuts relatifs à la navigation et de les porter avec lui pendant le voyage, afin que partout où besoin sera on puisse les avoir et observer; et à cela les écrivains sont tenus sous peine de dix livres pour chacun (1).

RUB. LXXIX. *Des armes qui doivent être portées à bord par les hommes de l'équipage.*

Tout navire qui partira d'Ancône pour aller hors du golfe, s'il est de six mestes ou de plus, doit porter deux bombardes ou fusils et deux pierres ou boulets de fer pour lesdites bombardes ou fusils, dix arbalètes de staffe et deux mille bons viretons, cinq cents lances, dix paires de cuirasses, trois barques de pierres, trente boucliers.

Et tout marchand sera tenu de porter une paire d'armures complètes, une arbalète et un bouclier avec cent viretons; et tout matelot d'Ancône sera tenu de porter une cuirasse, un gorgerin, un casque ou cervellière, un bouclier, une épée ou un sabre (2).

Un bâtiment moindre portera un armement proportionné au nombre de mestes, sous peine de vingt-cinq livres d'amende contre chaque patron, de dix livres contre chaque marchand, et de cent sous contre chaque matelot en contravention.

RUB. LXXX. *De la contribution qui doit être payée par ceux qui vont à Constantinople, à l'église de Saint-Étienne de Constantinople.*

Tous les marchands qui vont par mer à Constantinople sont tenus de payer par chaque cent de marchandises trois carats par cent hyperpères, à l'église de Saint-Étienne

(1) On a déjà vu la même règle dans les rubriques XXXVII, XXXVIII et XLVII ci-dessus.

(2) Les mots de ces diverses armures ont été expliqués sur les statuts de Gènes, dans le tome IV. Je dois seulement faire observer que l'usage des bombardes, attesté par cette rubrique, ne permettrait pas de supposer qu'elle ait été rédigée avant la seconde moitié du XIV^e siècle, s'il s'agit de bombardes lançant des boulets de fer ou de pierre à l'aide de la poudre. Cependant il faut reconnaître qu'avant l'usage de la poudre on connoissoit des bombardes avec lesquelles on lançoit des pierres et même des boulets ardents; voir du Cange, voc. *Bombarda*.

la chiezia de Santo Stefano, laquale staj nella detta ciptà de Costantinopolj, e per l'opera de concime de quessa chiezia.

RUB. LXXXI. *De li galioti de le ghalee che debia seguire el viaggio.*

Qualunqua farrà alchuna promissione al patrone, overo al ghometo, overo al scrivano de alchuna ghalea, overo ad alchuno chostituito e ordinato altrovare la ciurma, sichè quessa promissione appara per la scriptura del scrivano de la detta galea, de andare in alchuno viago, sia tenuto de andare in lo ditto viago eseguire, e non lassiare la galea e adenpire al pertutto ognj promissione da lui fatta, a la pena de x libre, da esser pagati al detto chomuno; et sia tenuto de restituire la marnaria el doppio, laquale avesse ricevuta, a colluj dal quale, overo per el quale la recieveo. Et semelliantemente el patrone, overo el cometo, overo lo scrivano, overo altrj che lui avesse promesto, sia tenuto de attendirli, sotto quella medesima pena; et nientemeno paghe al lui la marnaria el doppio. Et le predette cose sisse creda a la scriptura del scrivano. Et meser el Podestà, overo lo offitiale de la dovana, e la sua corte sia tenuti, e debiano ad ognj a requigitione del patrone, overo del gometo, o del scrivano, de strengiere realmente, e personalmente colluj che averrà fatta la promissione d'attendere con alchuna galea in alchuno viago; se richolga in galea e finischa el viago; sichome ad quesso Podestà, overo a la sua corte, overo al detto offitiale parrà che si convegna. Et poi che serà messo el banno per la ciptà, che tutti li

qui est dans ladite ville de Constantinople, pour l'œuvre des réparations de cette église.

RUB. LXXXI. *Que les hommes au service des galères doivent faire le voyage.*

Si quelqu'un prend un engagement avec le patron ou le comite (1), ou l'écrivain d'une galère (2), ou avec quelqu'un constitué et autorisé pour engager l'équipage, et si cette promesse est constatée par les registres de l'écrivain de ladite galère, l'engagement devra être exécuté, et celui qui l'a contracté devra suivre la galère, ne pas l'abandonner, et remplir en entier sa promesse, sous peine de dix livres payables à ladite commune; et il devra restituer le double des loyers qu'il aura reçus à celui qui les lui aura payés.

Et de même le patron, le comite ou l'écrivain, ou toute autre personne qui l'aura engagé, sera tenu d'exécuter ses engagements envers lui, sous la même peine, et en outre de lui payer le double des loyers. Et sur tous ces points on ajoutera foi au registre de l'écrivain.

Et M. le podestat ou l'officier de la douane et sa cour seront tenus et devront, sur la requête du patron ou du comite, ou de l'écrivain, contraindre réellement et personnellement celui qui aura promis de faire un voyage au service d'une galère, à se rendre à bord de la galère et à faire tout le voyage, comme il paroîtra convenable au podestat ou à sa cour, ou audit officier.

Et après qu'on aura fait proclamer par la ville que tous les gens engagés pour

(1) C'est ainsi que j'ai cru devoir traduire le mot *ghometo*, qui est dans le texte. Nous verrons dans un grand nombre de documents relatifs aux courses, que sur les galères destinées à ces expéditions il y avait un chef appelé *comite*.

(2) Je ne crois pas que le statut entende parler ici d'hommes qui, soit par l'effet de condamnations, soit peut-être comme pris sur les musulmans, étoient à la disposition de l'autorité publique; c'est ce qui me paroît résulter de la fin de la rubrique suivante; par ce motif j'ai évité d'employer les mots *galériens* et *chiourme* dans ma traduction.

galeoti se debia richolgiere in chotale galea infra el chotale termine, essequire el viago; e se alchuno al detto termine non si richolgiesse, tanto tenere de la sua giusta merciede, overo soldo quanto alluj se podesse chonvenire per quelli dj li quali la galea serà stata inloporto ultra el termine chonstituito; esse alchuno al detto termine se recholliera dal dj del detto termine, overo innanti che la galea andasse in lo suo viago in quesso termine, overo puoi, debia avere la sua merciede overo soldo, per quellj di nelli qualj la galea sarrà stata dal detto termene innanti in porto, e quesso serà stato in galea; acciochi quellj che sono chontumaci, el despergimento debia nociere, e ad quellj che sono ubidienti la ubidientia li debia fare pro. Et s'el patrone, overo gometo, overo nochiere per achagione de fare a operare lo suo offizio sichomo è uxanza, alchuna cosa faciesse chontra alchuno de li galeoti ferendolo chon bastone, overo chon altro in altro modo, aciochè ubidisca el suo comandamento, in tale maniera che sia el ferire chon moderatione, e senza effusione de sangue, e pena alchuna non sia.

RUB. LXXXII. De readdure li galeoti.

Anchi mo tutti li patronj de le galee armate che andarà de fuora d' Anchona sia tenuti, e debia ritornare con quesse galee, e readdure in Anchona tutti e ciascheduno galioto, li qualj avesse tratti d' Anchona chon quello medesimo soldo, colo quale quessi averrà tratti. E chondutti d' Anchona attuta loro spesa, pagando a quessi galeoti el soldo loro, se starà ultra el tempo chostituito, per quello tenpo che più che servisse per rata infra xv dj puoi che la galea serrà gionta in Anchona, sotto pena de xxv libre per ciascheduno

servir sur la galère doivent se rendre à bord dans un certain délai pour faire le voyage, si au jour indiqué quelqu'un ne s'est pas rendu à bord, on doit lui rabattre de ses loyers ou solde ce qui lui auroit appartené pour le temps que la galère reste au port au delà du jour indiqué; et celui qui, au jour indiqué, se sera rendu à bord, aura, dudit jour à celui où la galère partira, si elle part plus tard, ses loyers ou solde pour le temps pendant lequel il aura été à bord au delà du jour indiqué; car ceux qui sont désobéissans doivent supporter une peine à cause de leur négligence, et ceux qui sont obéissans doivent profiter de leur exactitude.

Et si le patron, le comite ou le nocher, à raison de leur charge, comme c'est l'usage, infligent quelque peine à un homme engagé pour le service de la galère, en le battant avec un bâton ou autrement pour le faire obéir à leurs ordres, ils ne seront passibles d'aucune peine, à condition qu'ils battent avec modération et sans effusion de sang (1).

RUB. LXXXII. De ramener les personnes engagées au service de la galère.

De plus, tout les patrons de galères armées qui partiront d'Ancône seront tenus et devront rentrer avec ces galères et ramener à Ancône tous et chacun des engagés au service qu'ils auront emmenés d'Ancône, pour la même solde qu'ils leur ont donnée au voyage d'aller. Et si un engagé reste à bord au delà du temps convenu, il recevra les loyers proportionnellement au temps qu'il sera resté de plus dans les quinze jours après que la galère sera revenue à Ancône, sous peine de vingt-cinq livres pour chaque patron qui fera autrement.

(1) Les galères étant destinées à la course, on sent la nécessité d'une discipline sévère, qui subsiste encore dans nos temps modernes. Les règles sur la solde diffèrent aussi de la rubrique LIV.

de li patronj che contrafarrà. Salvo che se alchuno galeoto faciesse meschia, furto, biastemiasse Iddio o Santi, tradimento, o non volesse ubidire el suo gometo, el detto patrone el possa lassiare.

RUB. LXXXIII. *Del pane quanto ne possa portare li navilij de Anchona.*

Ciaschuna nave, e ciaschuno altro legno, el quale, ovvero la quale navigarà de fuora del golfo, possa portare pane tarallo, ovvero beschotto in quesso, ovvero in quesse, cioè una soma de cccc libre per ciaschuno huomo, che girà in quessa nave, ovvero legnio; e più non possa portare: e quesso sia de procurare el patrono, o lo scrivano de ciaschuna nave, e de ciascheduno legnio. Che per alcuno non si faccia el contrario; et s'el contrario serrà fatto, sia condapnato el patrone in xxv libre, e lo scrivano in x libre; et ciascheduno che ultra la detta summa cie mettesse più, sia condapnato c soldi per ciaschuno; e el pane, ovvero beschotto che cie mettesse più, devegnia in comuno. Et qualunqua nave, ovvero legnio andarà dentro dal golfo possa portare cc libre de pane, ovvero beschotto per ciascheduno huomo, e non più; esse per alchuno se farà el contrario, semelliantemente sia punito in le pene sopradette.

RUB. LXXXIV. *Che li chapetanj del terzenale sia tenuti de vedere li statuti del mare.*

Ordenato è ch' el capitano del porto e del terzenale non possa errare in quelle chose, che apertiene al suo officio, e liberamente se possa per cadauno chopia avere de li statuti del mare, e de li malefitij, che esso chapetanio appose avere debia la

Néanmoins le patron peut abandonner un homme, s'il commet un méfait, vol, trahison, blasphème Dieu ou les Saints, ou s'il ne veut pas obéir à son comite (1).

RUB. LXXXIII. *Combien de pain peut charger un navire anconitain.*

Tout navire et autre bâtiment qui ira hors du golfe pourra porter du pain taral, autrement dit biscuit, à raison de quatre cents livres pour toute personne qui sera à bord de ce navire ou bâtiment, et pas plus, et l'achat doit en être fait par le patron et l'écrivain du navire ou bâtiment.

Personne ne doit faire le contraire, et si quelqu'un le fait, le patron sera condamné à vingt-cinq livres et l'écrivain à dix livres, et toute autre personne qui emporterait au delà de la quantité indiquée sera condamnée à cent sous, et le pain ou le biscuit qu'il y aura porté en sus appartiendra à la communauté du navire.

Et tout navire ou bâtiment qui ne sortira pas du golfe pourra porter deux cents livres de pain ou de biscuit par chaque homme et pas plus; et si quelqu'un fait le contraire, il sera également condamné aux amendes indiquées ci-dessus.

RUB. LXXXIV. *Que le capitaine de l'arsenal est tenu de connoître les statuts de la mer.*

Il est ordonné, afin que le capitaine du port et de l'arsenal soit instruit de toutes les choses relatives à sa charge, et afin que chacun puisse avoir une copie des statuts de la mer et des malélices, que ledit capitaine sera tenu d'avoir toujours près de lui une copie de ces documens et des statuts relatifs aux

(1) Il est évident qu'il ne s'agit pas d'hommes condamnés à des travaux publics, ce que de nos jours on nomme *galériens*; il eût été ridicule d'autoriser le patron mécontent d'un tel homme à le renvoyer en route, et par conséquent à le délivrer de sa peine.

chopia, e tutti li statuti del mare, e de li maleficij, e de li altri che se apertiene al suo offitio, a pena de x libre.

autres matières qui ont rapport avec sa charge, sous peine de dix livres.

RUB. LXXXV. Dell' ordine de le legnie.

Statuto e ordenato è, che neguna persona presuma de chondure a la ciptà d'Anchona de li parti de Senegallia, overo de Fiumegino, overo de Rachanati, stelle da ardere, minore, nè de minore misura de iv palmi grossi, e de uguale grossezza à la longhezza; e sia nella providenzia del ufficiale predetto a la pena de c soldi per ciascheduno milliaro, e de perdere le legnie; e devegnia al porto sì la pena e sì le legnie. E el chapetanio del terzenale e ciascheduno altro possa denuntiare chi chontrafarrà, e abia la mità de la pena; e le legnie se chonverta in utilità del porto.

RUB. LXXXV. De l'ordonnance des bois.

Il est statué et ordonné qu'aucune personne ne doit porter à la ville d'Ancône du côté de Sinigaglia ou du Fiumesino, ou de Recanati, des bûches à brûler d'une moindre dimension que de quatre palmes de grosseur et d'une longueur égale; et l'officier susdit veillera à ce que cette disposition soit exécutée, sous peine de cent sous par chaque mille et de confiscation du bois; et l'amende ainsi que le bois seront appliqués à l'usage du port. Le capitaine de l'arsenal, ainsi que tout autre, pourront dénoncer le fraudeur; et il aura la moitié de l'amende, et le bois sera employé à l'usage du port.

RUB. LXXXVI. De la varea in che muodo se debia partire.

Statuto et ordinato è, che se alchuno navilio ronpesse, o perichulasse in mare, debiasse fare varea sì de la nave, chome de le merchantie che sonno nela nave, per questo modo: cioè che la nave sia obligata de fare la varea chon tutte merchadantie, et tutte merchadantie debia fare varea cho' la nave. In nel qual chaso se debia stimare la nave per tre merchadanti, li quali non fusse participi nella detta varea; li qualj tre merchadanti etandio dechiara la ditta varea sechondo l'ordine del presente statuto. Li qualj tre merchadanti se ellegia chomunamente per quellj a chi apertiene la varea, cioè uno per ciascheduna de li parti ellaltro chomunamente: li qualj eletti siano chostretti a dechiarare la detta varea infra iv mesi.

RUB. LXXXVI. De quelle manière on doit contribuer à l'avarie (1).

Il est statué et ordonné que si un navire se brise ou est endommagé en mer (2), on doit faire le règlement d'avarie, tant pour le navire que pour les marchandises qui sont dedans, de la manière suivante: c'est à savoir que le navire sera obligé de contribuer à l'avarie de toutes les marchandises, et toutes les marchandises doivent contribuer à l'avarie du navire. Dans ce cas, le navire doit être estimé par trois marchands qui n'ont aucun intérêt dans la contribution; lesquels trois marchands répartiront les pertes selon les dispositions du présent statut.

Ces trois marchands seront élus en commun par ceux qui ont intérêt à la contribution, c'est-à-dire un par chacune des parties et le troisième en commun, lesquels élus sont tenus de répartir ladite avarie dans quatre mois.

(1) Cette rubrique est la seule de tout notre statut qui ait été imprimée à la suite du statut de Fermo. La comparaison de ces textes avec celui du manuscrit pouvant montrer comment les copistes corrigeoient d'après le style et l'orthographe de leur temps, et aussi l'imperfection de leurs éditions, je les placerai à la page 199, ci-après, parce qu'ils n'auroient pu entrer dans cette note.

(2) Il ne s'agit pas ici des sacrifices par délibération commune; voir la note 1 de la page 188.

Et la dette dechiaratione che se farrà per li ditti eletti, o per la maggiore parte de loro, ciascheduno de li predetti sia tenuto de osservare, sotto pena de perdere la parte de chi tocha de la varea, la quale devegnia nelli altri participi. E de la stima che se farrà de la detta nave per li detti eletti, se ne debia abattere el terzo per li chorredj, li qualj non sia tenuti a la varea. Et la detta merchadantia se debia stimare secondo el chosto, che fo de quello e in quello lucho, onde che fo tratta le dette merchantie. Et el dampno che fosse recievuto se debia partire, cioè la nave cho' le merchantie predette, e le dette merchantie cho' la detta nave soldo per libra. Et acciochè nella ditta varea non se possa conmettere malitia, non se debia mettere se non quelle chose, overo merchantie, che fusse scripte per lo scrivano. Salvo che sisse trovasse per alchuno essere messe nella detta nave melliori merchadantie, che non fusse scripte per el scrivano, allora in quello chaso mettase a la detta varea, et in vantaggio de la varea, le ditte chose, overo merchadantie, migliore che non fusse scripte, et in disadvantage de le merchantie de chuj fusse per longanno che cie chommise, debiase mettere per quelle merchantie, le quale avesse fatte scrivere. Et acciochè el presente statuto sia de maggiore intelligentia, dechiareremo che la detta varea se debia fare per la figura che qui se dechiara. Cioè ponemo, per figura, che'l navilio che dè fare varea cho' le merchadantie, sia de valuta de mille cinquecento fiorinj; volsene abbattere el terzo per li choreddi che non vaj a varea, resta fiorini mille al navilio che se dè mettere ad varea. E le merchantie che fo chargate nel detto navilio nello lucho che fo chargate, costò fiorinj IIII mille, essono de IIII merchadanti, e de quattro diverse merchadantie; e l'una

La déclaration prononcée par eux ou par la majorité d'entre eux doit être exécutée par les personnes susdites, sous peine de perdre la part qui lui revient, laquelle accroitra aux autres intéressés.

Sur le prix auquel lesdits élus auront estimé le navire, on doit déduire le tiers pour les agrès, qui ne sont pas tenus de supporter de contribution (1). Les marchandises seront estimées au prix d'achat au lieu d'où elles viennent.

Le dommage que l'on aura souffert doit être réparti, savoir, le navire à l'égard des marchandises susdites, et les marchandises à l'égard du navire, au sou la livre.

Et afin qu'aucune fraude ne puisse avoir lieu dans la contribution aux avaries, on ne doit y admettre que les biens et marchandises inscrits par l'écrivain.

Cependant, si l'on découvre que quelqu'un a chargé des marchandises d'une qualité supérieure à celles qu'il a déclarées à l'écrivain et que celui-ci a inscrites, ces marchandises seront portées, dans l'estimation, suivant la qualité véritable supérieure à celle qui a été inscrite, ce qui tournera à l'avantage de la contribution et au désavantage du propriétaire desdites marchandises, pour punition de la fraude qu'il aura commise en les faisant inscrire.

Et afin que le présent statut soit plus intelligible, nous déclarons que la contribution d'avarie doit être établie conformément à l'exemple qui suit. Nous supposons que le navire qui doit entrer en contribution avec les marchandises soit d'une valeur de mille cinq cents florins : on doit en déduire le tiers pour les agrès, qui ne contribuent pas ; restent mille florins pour lesquels le navire doit être établi comme soumis à la contribution.

Les marchandises chargées à bord dudit navire ont coûté quatre mille florins et appartiennent à quatre marchands ; elles sont de quatre espèces : l'une est du coton, l'autre de la cendre, l'autre du poivre, et l'autre du

(1) Ce principe est déjà écrit dans la rubrique XLVI ci-dessus.

è chottone, ell' altra è cenere, ell' altra è pevere, e l' altra è zucharo, sichè chadauna de quesse merchadantie è tenuta la nave, per lo quarto perduto de li ditti mille fiorinj, affare la detta varea che ne tocha per quarto fiorinj CCL; e chadauna de quelle merchadantie, che è stimata fiorinj mille, è obligata al navilio a la detta varea. Essel navilio, e alchuna de le dette merchantie fusse in tutto perdute, volemo ch' el navilio perduto, e quella merchantia perduta non faccia varea l' uno choll' altro. Esse in tutto non fusse perdute, ma fusse perdute in parte, allora la parte che non fusse perduta debia fare varea chon quella che è perduta, soldo per libra, e restituire a la parte più dampnificata, cioè el navilio cho' le merchadantie, e l' altre merchadantie dellj altrj merchadanti cargate nel detto navilio, le quale è obligate al detto navilio, cioè a ciascheduna per quarto. Et el navilio che è obligato a le dette merchadantie, cioè a ciascheduna per quarto, debia fare varea del dapno l' uno choll' altro, cioè el navilio cho' le merchadantie soldo per libra, perduto cho' non perduto. E simile ordene, modo, efforma se debia osservare ne la detta varea, selle merchadantie fusse altre merchantie, o più, o meno, o de minore, o de maggiore numero e valliuta; et chosì del navilio se valesse o più, o meno. Et la varea che dè fare merchantia chon merchantia, se faccia in questo modo, cioè, che non sia tenuta merchantia con merchantia, se non in questo modo, efforma : Sapone chon sapone. — Ollio chon hollio. — Tele chon tele. — Chanavazi chon chanavazi. — Safrano chon safrano. — Charte chon charte. — Ammandole chon ammandole. — Pagnj de lana chon pagnj de lana. — Stoppa chon stoppa. — Ferro, ramo, stagnio, pionbo, acciario et metallo, tutte e chadauna de quesse chon cadauna de quesse suoi chose. — Vino chon vino. — Fiche et noci chon fiche et noci. —

sucré; chacune de ces marchandises est tenue envers le navire pour le quart de la perte desdits mille florins, à contribuer pour un quart, à deux cent cinquante florins; c'est ainsi que chacune de ces marchandises, estimées à mille florins, est obligée à contribution envers le navire.

Nous voulons que si le navire et une desdites marchandises sont perdus en totalité, il n'y ait pas lieu à contribution de l'un envers l'autre.

Et s'ils ne sont pas perdus en totalité, mais en partie, dans ce cas, la partie conservée doit contribuer à l'avarie de la partie perdue au sou la livre, et refaire la partie plus endommagée, c'est-à-dire le navire envers la marchandise; et les autres marchandises des autres marchands qui sont chargées resteront tenues envers le navire, chacune pour le quart.

Et le navire qui est tenu envers les marchandises, c'est-à-dire à chacune pour un quart, devra contribuer au dommage réciproque, c'est-à-dire le navire comme les marchandises, sou pour livre, perdu comme non perdu.

Et on doit observer les mêmes formes, ordre et règle dans les avaries, si les marchandises sont d'une autre espèce, plus ou moins, ou ont plus ou moins de valeur et de quantité, et quoique le navire vaille plus ou moins.

Et la contribution qu'une marchandise doit à une autre marchandise doit être faite en ce sens, que toute marchandise ne doit pas indistinctement de contribution à toutes les autres, mais seulement ainsi qu'il suit :

Savon avec savon. — Huile avec huile. — Toile avec toile. — Canevas avec canevas. — Safran avec safran. — Papier avec papier. — Amandes avec amandes. — Drap de laine avec drap de laine. — Étope avec étoupe. — Fer, cuivre, étain, plomb, acier et métal, toutes et chacune de ces choses avec toutes et chacune d'elles. — Vin avec vin. — Figues et noix avec figues et noix. — Chair avec chair. — Fromage avec fromage. — Miel avec miel. — Bois avec bois.

Charne chon charne.—Chasio chon chasio.—Miele chon miele.—Legniam chon legniam.—Fustagnij chon fustagnij.—Fonnieciclj e seta, con fonnieciclj e seta.—Bambacie chon bambacie, o soda, o filata.—Zucharo o polvere, e chonfetti ciascheduno l' uno choll' altro.—Pevere chon pevere.—Gengieverj chon gengieverj.—Channella chon channella.—Gharoffanj chon gharoffanj.—Alume, e ciener chonalume et ciener.—Incenso chon incenso.—Noci moschate chon noci moschate.—Masticho chon masticho.—Cianbellotti chon cianbellotti.—Drappi ad oro chon drappi ad oro.—Drappi de seta chon drappi de seta.—Lana chon lana.—Lino chon lino.—Churame chon churame de ogni generatione, che sia lavorato o non lavorato, choncio o non choncio.—Ciera chon ciera.—Pessi chon pessi, d' ognj generatione che sia.—Biado chon biado, et chon legumj.—Segho chon segho, lavorato, o non lavorato.—Pegola chon pegola.—Et uva passa l' una choll' altra.

Et tutte le altre merchadantie, che de sopra non è numerate, faccia varea ciascheduna chon suo proprio e simile. Et ciascheduna merchantia non perduta, o rechoverata, faccia varea choll' altre, che fusse perdute, secondo che è dechiarato de sopra. Et tutte le dette merchadantie chanpate se debia deponere per quellj, a li qualj apartiene la varea appresso doi persone comune, a lequale non apartiene la varea, li qualj se allega per quellj a li qualj apartiene la varea. Et quellj depogitarij abbia libertà de costodirle, e venderle secondo che serrà più vantagio e utile de le merchantie; e le merchantie overo moneta che se ne trarrà, tenerle perfino che se dichiara la detta varea. Et nessuno de li merchadante le dette merchantie debia tohare, nè levare de le dette merchantie per portarsele, se non che le tegnia li detti depogitarij; sotto pena de perdere

— Futaine avec futaine.—Foncielles et soie avec foncielles et soie.—Coton avec coton en laine ou filé.—Sucre en poudre et dragées l'un avec l'autre.—Poivre avec poivre.—Gingembre avec gingembre.—Cannelle avec cannelle.—Clous de girofle avec clous de girofle.—Alun et cendre avec alun et cendre.—Encens avec encens.—Noix muscades avec noix muscades.—Mastic avec mastic.—Camelot avec camelot.—Drap d'or avec drap d'or.—Drap de soie avec drap de soie.—Laine avec laine.—Lin avec lin.—Cuir avec cuir de tout genre, brut ou préparé, corroyé ou non corroyé.—Cire avec cire.—Poisson avec poisson de toute espèce.—Blé avec blé et légumes.—Suif avec suif, purifié ou brut.—Poix avec poix.—Raisins secs avec raisins secs.

Et toutes les autres marchandises qui ne sont pas nommées ci-dessus contribueront chacune avec celles de la même espèce. Et toute marchandise conservée ou recouvrée doit contribuer envers celles qui sont perdues, selon ce qui est dit ci-dessus.

Et toutes les marchandises qui seront sauvées seront déposées, par ceux qui ont intérêt à l'avarie, entre les mains de deux personnes qui n'y ont aucun intérêt et qui seront élues par les premiers.

Et ces dépositaires pourront les garder ou les vendre, selon ce qui sera le plus avantageux et utile aux marchandises; et ils retiendront les marchandises ou le prix jusqu'à ce que l'avarie soit réglée.

Et aucun des marchands ne doit, jusqu'à ce que sa part dans la contribution ait été réglée, toucher aux marchandises ni les enlever auxdits dépositaires, nonobstant qu'elles se trouvent marquées de sa marque, sous peine de perdre la part qui

quello che li tochasse de la varea, per de-
fino che non è dechiarata la detta varea,
non obstante che fusse segniate de suo
segnio. Effatta la detta dechiaratione, li
detti depogitarij debia fare le dette chose,
e chonsegniarle secondo la detta dechia-
ratione fatta per li detti tre albitrj, overo
per li doi de loro. Et quesso statuto se de-
bia osservare in ognj luochio, dove che
chaso de varea intervenisse a navilj, e mer-
cantie d' Anchona. Quesso impertanto de-
chiarato quelle merchantie che fusse sotto
la choverta viva, non sia tenute in alchuna
chosa di varea chon quelle di sopra cho-
verta viva; ma le merchantie, che fossero
sopra choverta viva, siano tenute di chon-
tribuire, e di fare varea a le merchantie
de sotto choverta viva. Anchora dechia-
remo, che avere di chassa, che fusse sopra
choverta viva, cioè horo, argento, perle,
pietre pretiose, anelli, drappi d' oro, e
de seta, cianbellotti, vari, armellinj, et
arnesi de patronj, e merchanti, passagierj,
et ognj altra persona che fusse in nave,
che fusse sopra choverta viva, non se debia
mettere a varea, nè a pro, nè a danno.

RUB. LXXXVII. *De la dapnità
et stima.*

Statuto e hordinato, che se alchuno na-
vilio per chagione di furtuna. buttarà,
overo allebarà alchune merchantie di
quesso navilio, puoi che liberato serrà per
lo patrone, nochiero, et marinarij, che se-
ranno allora nel ditto navilio, hovero per
la maggiore parte de loro, hovero che ave-
ranno alchuno dapno, per chagione de
rischuotere el navilio detto, overo le mer-
chantie, sechondo che la detta delibera-
tione, che le predette chose buttate,
overo allebrate, li detti dapmni debia

devoit lui revenir dans la contribution, à moins
que ces dépositaires ne les lui remettent vo-
lontairement.

Et lorsque le règlement de l'avarie aura
été prononcé, les dépositaires doivent s'y
conformer et les consigner conformément
au dire des trois arbitres ou de deux d'entre
eux. Et ce statut doit être observé partout
où les cas de contribution aux avaries s'é-
lèveront relativement à des navires et mar-
chandises d'Ancône. Il est bien entendu
que les marchandises qui se trouvent sous
le pont ne sont tenues à aucune contribu-
tion envers les objets qui sont dessus, mais
les objets qui sont dessus doivent contribuer
à l'avarie de ceux qui sont dessous.

Nous déclarons encore que les objets en
caisse qui sont dessus le pont, comme or,
argent, perles, pierres précieuses, bagues,
drap d'or et de soie, camelots, fourrures,
hermines et bagages du patron, des mar-
chands, des passagers et de toute autre per-
sonne qui est à bord, ne peuvent jamais être
portés en avarie, ni pour recevoir ni pour
payer (1).

RUB. LXXXVII. *Du dommage et de l'esti-
mation.*

Il est statué et ordonné que si un na-
vire, pendant une tempête, jette ou allège
des marchandises de son chargement,
après qu'il en aura été délibéré par le
patron, le nocher et les hommes de l'é-
quipage qui se trouvent à bord de ce
navire ou par la majorité d'entre eux, ou
si l'on souffre quelque perte pour rache-
ter ledit navire ou les marchandises après
la délibération ci-dessus indiquée, les choses
jetées ou allégées, ou le dommage, doivent
être répartis proportionnellement, au sou
la livre, sur la valeur de toutes les mar-
chandises de la cargaison et sur la valeur

(1) Ce système de contribution, qui a quelque chose de bizarre et d'insolite, paroît avoir été connu
uniquement à Ancône; mais il n'avoit évidemment lieu, comme le prouve la rubrique suivante, que
pour les avaries simples, qui d'après le droit romain auroient dû être supportées par les propriétaires. Les
chapitres CLI et CLII [196 et 197] du Consulat avoient bien autorisé des conventions dans ce cas; mais
dans le statut d'Ancône, la loi paroît commander ce genre de contribution.

gire per rata, soldo per libra, per el valore de tutte le merchantie del navilio, et per el valore de la nave; sbattendo el terzo del valore per li choredj, el qual terzo non vada a varea. E questo dechiarato, perchiè se per corsarj se leverà alchuna chosa, o merchantia d'alchuno navilio, ch'el dapno sia de cholluj de chuj e le chose, overo merchantie levate; et neuno altro debia chonferire al detto dapno de le dette chose levate per chorsarj. Et questo statuto se debia osservare in ognj lucho, dove chaxo di varea intrevenisse a navilio, o a merchantie.

RUB. LXXXVIII. *De cholluj che per chaso de fortuna perderà le chose alluj rechomandate.*

Qualunque portarà per mare in alchuno navilio de le cose altruj de fuora d'Anchona in compagnia, overo in altro in qualunque modo portarà, e per caso di furtuna perderà le chose, lequale chon secho portare, per ronpimento de nave, hovero dj fucho, overo per robbamento, e potrallo provare per doi testimonj, li qualj serranno stato chon esso de la detta nave, o navillio, e de ciò sia publica vocie effama, sia creduto al scrivano suo; e sisserà doi, sia creso al sacramento di quellj; a ciò hosserva el tenore del statuto, che parla sopra di ciò, in qualunque portarà de le cose altruj in rechomandigio, overo in compagnia; et almente non sia schusato.

RUB. LXXXIX. *De l'autorità data al chapitanio del porto d'Anchona.*

Acciò che li fatti del porto de la ciptà d'Anchona de bene in mellio prociedano,

du navire (1), avec déduction du tiers pour les agrès, lequel tiers ne contribue pas à l'avarie.

Et il est déclaré que si des biens ou des marchandises sont enlevés d'un navire par des corsaires, le propriétaire des biens et marchandises enlevés supportera seul la perte, et personne ne contribuera à l'avarie des choses enlevées par des corsaires (2).

Et ce statut doit être observé en tout lieu où un cas d'avarie de navire et de marchandises peut se présenter.

RUB. LXXXVIII. *De celui qui, dans un désastre, perd les biens à lui confiés.*

Si quelqu'un transporte par mer dans un navire hors d'Ancône des biens d'autrui à titre de société ou de quelque autre manière que ce soit, et les perd par un désastre, tel que bris de navire, feu, pillage, s'il peut le prouver par deux témoins qui auront été sur ledit navire, ou si la rumeur publique en est constante, l'écrivain de ce navire en sera cru, et s'ils sont deux, on ajoutera foi à leur serment, à condition qu'on ait observé la teneur du statut qui parle de celui qui portera des biens d'autrui en commande ou en société (3); autrement il ne sera pas libéré.

RUB. LXXXIX. *De l'autorité du capitaine du port d'Ancône.*

Afin que tout ce qui concerne le port de la ville d'Ancône soit de plus en plus amé-

(1) On rentre ici, pour l'avarie provenant du jet et du rachat en vertu de délibération, dans la règle générale que, sans distinction d'espèces dans les choses sauvées par le sacrifice, toutes contribuent suivant leur valeur réelle à la perte éprouvée.

(2) On suit ici le droit commun, et non le droit spécial établi à Venise par les chapitres LXXXIX, xc, xci, xcii, xciii et xciv du statut de 1255; ainsi la rubrique LXXXVI ne s'applique point à ce cas.

(3) C'est la rubrique L. On voit que les rubriques compilées dans le statut que je date de 1397 avoient primitivement formé des statuts spéciaux et distincts, dont la date nous est maintenant inconnue.

statuto e ordinato, ch' el chapitanio del porto possa chomandare a ciascheduno patrone de navilio, legnio, o barcha, o burchio, o ciascheduno altro navilio di qualunqua nome se sia, el quale fusse remegiato in terra, o in mare nel detto porto, e in parte non debita nè chonvenevole, che se debia partire del detto luochò. Et el patrone, nochiero, o marinaro del detto navilio de qualunqua nome sia, per el chomandamento del detto chapitanio quello detto navilio a la pena de tre cento soldj per ciascheduna volta che contrafaciesse; inpertanto per el detto chapitanio se debia assegniare al detto patrone, nochiero, o marinarj de quello chotale navilio luochò chonveniente a la qualità d' esso navilio. E ch' esso chapitanio del porto predetto habia autorità e balia de fare remuovere ognj cosa sì per mare, e per terra, la quale avesse a inpedimentare el detto porto, o farli alchuno inpedimento, et chomandamento a qualunqua persona, la quale quelle chotale cose avesse commesse, a la pena de c soldi per ciascheduno, e per ciascheduna fiata che non se obedisse el detto chapetaneo per el detto chaso.

RUB. XC. *Che neuno navilio possa intrare dentro de la catena senza licentia del detto capitano.*

Anchora che nullo navilio de portata de cento meste in sù, non possa, nè debia intrare dentro da la catena del detto porto, se prima non requere el chapitanio predetto, che li debia assegniare luochò abile, e chonvenevole al detto navilio, a pena de libre x de anchonitanj picciolj per chadauno patrone, e per chadauna fiata che chontrafaciesse. E dè mendatione e refatione d' ognj dapno che nello intrare de quello chotale navilio faciesse

lioré, nous statuons que le capitaine du port aura droit de commander à tout patron de navire, bâtiment, barque, quelle qu'en soit la dénomination, amarré en terre ou en mer dans une partie dudit port qui ne lui sera pas due ni convenable, qu'il ait à se départir de cette station.

Et le patron, nocher ou matelot de ce navire, quelle qu'en soit la dénomination, devra obéir à cet ordre, sous peine d'une amende de trois cents sous pour chaque contravention; de son côté ledit capitaine devra assigner audit patron, nocher ou matelot une station convenable à la qualité de son navire.

Ledit capitaine aura pouvoir de faire enlever toutes choses placées sur terre ou dans la mer, susceptibles de nuire à la liberté ou à la sûreté du port; il pourra faire toutes injonctions nécessaires aux personnes qui auront placé ces choses, et toute désobéissance aux ordres du capitaine, dans ce cas, sera punie pour chaque contravention d'une amende de cent sous (1).

RUB. XC. *Qu'aucun navire ne peut entrer dans la chaîne sans l'autorisation dudit capitaine.*

Encore, qu'aucun navire qui jauge cent mestes ou plus ne pourra ni ne devra entrer derrière la chaîne dudit port avant d'avoir averti le capitaine, qui lui assignera une place convenable, sous peine de dix livres de petits ancônitains pour chaque patron et pour chaque cas de contravention.

Il devra en outre réparer et payer tout dommage que l'entrée de ce navire pourroit causer à d'autres navires qui se trouveroient

(1) Cette rubrique reproduit presque entièrement, avec quelques légers changemens, la rubrique xxx ci-dessus.

alli altrj navilij, che fussero in lo detto porto; de li qualj dapnj se debia dechiarare, e stimare per el detto chapitanio, e de li suoj chonsellierj, che per li tenpi serranno. E lo detto chapitanio sia tenuto, e debia a requiesta del patrone, no- chiero, o marnarj de quellj legnj, che intrare volesse dentro da la detta chatena, farli fare abile et idoneo luoch, sechondo la qualità de quellj navilij; deputando li magiorj navilij ne le maggiore aque, e li menorj navilij nelle minori aque, sechondo la qualità d'essi; a pena de x libre per chadauna fiata, che per el detto chapitanio se chontrafaciesse.

RUB. XCI. *Che neuno navilio choperto possa issire fuori de la detta chatena senza licentia.*

Ancho che nullo navilio choperto non debia ussire fuera de la detta chatena, senza licentia del chapitanio predetto, a la pena de x libre per ciascheduno, e per ciascheduna fiata che alchuno se chontrafacesse.

RUB. XCII. *Del modo che dè tenere el chapetagnio.*

Anchora che li tre chapitanj che per questo anno sono, e per li altri seguenti serranno dello detto porto, siano tenuti, e debiano schuotere, effare schuotere tutti li denarj, che al tempo de loro offitio se dè pagare al detto porto, in prima che finisca el loro uffitio, a la pena de xxv libre per chadauno che chontrafaciesse. Esse alchuna questione fusse con alchuno debitore del detto porto, che el chapitanio, che per li tenpi serrà cho' li suoj chonsellierj, et chon quatro ciptadinj d' Anchona degni de fede, li qualj alloro parerà, debiano vedere la detta questione; e quello che per loro o maggiore parte d'essi se ottiene, se debia mandare ad esechutione.

au port, lequel dommage sera fixé et estimé par le capitaine et par ses conseillers alors en fonctions.

Et ledit capitaine sera tenu et doit, sur la requête du patron, du nocher ou des hommes de l'équipage qui veulent entrer derrière la chaîne, leur faire une place convenable et suffisante, selon la qualité des navires, en envoyant les grands navires dans la grande eau et les petits navires dans la petite eau, selon leur qualité, sous peine de dix livres pour chaque contravention de la part dudit capitaine (1).

RUB. XCI. *Qu'aucun navire ponté ne pourra, sans permission, sortir de la chaîne.*

Encore, qu'aucun navire ponté ne devra sortir de ladite chaîne sans la permission dudit capitaine, sous peine de dix livres pour chacun et pour chaque cas de contravention.

RUB. XCII. *De ce que doit faire le capitaine.*

Encore, que les trois capitaines qui sont en fonctions au port pendant cette année, et qui le seront pendant celles qui suivront, sont tenus et doivent exiger et faire exiger tous les deniers qui, au temps de leurs fonctions, seront dus audit port, et cela avant que leurs fonctions soient expirées, sous peine de vingt-cinq livres contre chacun de ceux qui contreviendront. Et s'il y a des contestations avec un débiteur dudit port, le capitaine en fonctions, avec ses conseillers et quatre bourgeois d'Ancône, dignes de foi, qu'ils voudront choisir, doivent instruire ladite contestation; et ce qui sera décidé par eux ou par la majorité d'entre eux doit être exécuté.

(1) Cette rubrique développe la rubrique xxx, dont la précédente ne reproduisoit que le commencement.

RUB. XCIII. *Che mesere el vichario, elli altrj offitiali d' Ancona siano tenuti de fare le dette sechutioni.*

Ancho mo mesere el vichario de la ciptà d' Anchona, che è, ho per li tempi serrà, elli altrj offitialj per el chomuno d' Ancona siano tenuti, e debiano a ognj requiesta del detto chapitanio dello reschuotere de li detti debitorj, dare al detto chapitanio aiuto, consiglio, effavore. Et tutte le pene che se schoteronno, e ischuotere se debiano d' alchuna persona, la quale faciesse chontra a li statuti, li qualj favellano de li fatti del porto, che se debiano chonvertire in la fabricha, e utilità del porto, non obstante holchuno che in contrario parlasse, overo usanza che di ciò fusse presa. Esse essi, meser el vichario, o altrj hoffitialj del detto chomuno d' Ancona, li qualj fussero requiesti dal detto chapitanio affare alchuna sechutione chontra li debitori del detto porto, di qualunque chonditione se sia, o chontra quelle persone, che faciesse chontra a li detti statuti, e non faciessero, che al loro scindichato, se debia retenere de lo salario d' esso mesere el vichario, o de altrj hoffitialj predetti per li scindichatorj loro, altrettanto ad quello che le dette exechutione fare non volessero, quanto la detta sechutione montava.

RUB. XCIV. *Che li chapitanj nuovj debiano affanare li chapitanj vechj.*

Anchora che li chapitanj, che al presente sonno del detto porto, et per li tempi seronno, siano tenuti, e debia affanare li chapitanj dell' anno prossimo passato, a la pena de libre xxv per ciaschuno, e per ciaschuna volta, che per loro se chontra farrà. Esse trovassero li dittj chapitanij, che li loro prociessor avessero chomesso fraudo alchuno de li bienj del detto porto, che siano tenuti de farlo mendare el

RUB. XCIII. *Que M. le lieutenant et les autres officiers d' Ancône doivent faire ladite exécution.*

Et de plus, M. le lieutenant de la ville d' Ancône qui est ou qui sera en fonctions, et les autres officiers de la commune d' Ancône, seront tenus et devront, à la première réquisition dudit capitaine, lui donner aide, conseil et assistance à l'exécution contre lesdits débiteurs.

Et toutes les amendes qui seront exigées et devront être exigées de personnes qui ont contrevenu aux statuts relatifs au port devront être appliquées aux dépenses de ses constructions, nonobstant tout statut contraire ou tout usage différent.

Et si M. le lieutenant ou un autre officier d' Ancône, requis par le capitaine de faire une exécution contre un débiteur du port, de quelque condition qu'il soit, ou contre quelqu'un qui a enfreint les statuts du port, ne font pas ce qui leur est demandé, le lieutenant ou les autres officiers requis ou refusans, ou celui qui n'a pas voulu faire l'exécution, subiront sur leurs appointemens une retenue du montant de la somme qu'ils auront refusé d'exiger, laquelle sera faite par leurs syndics.

RUB. XCIV. *Que les capitaines nouveaux doivent demander compte aux capitaines sortans.*

Encore, que les capitaines du port qui sont ou qui reviendront en fonctions, sont tenus et doivent demander compte aux capitaines de l'année précédente, sous peine de vingt-cinq livres pour chaque cas de convention.

Et si lesdits capitaines trouvent que leurs prédécesseurs ont commis quelque fraude dans la gestion des biens du port, ils doivent faire restituer le double du montant des

dopio che montasse quello fraudo, e quella medesima pena; anchora li chapetanij vechj del detto porto debiano infra quatro dj fornito el suo offitio, avere assegnato a li chapetanij nuovj lo inventario de le cose del detto porto et terzenale, a la pena de xxv libre per ciascheduno, e per ciascheduna fiata che contra faciesse in le predette chose.

RUB. XCV. *Delle intrate del porto, et terzenale de la ciptà d' Ancona.*

Statuto et hordinato che in principio de ciaschuno anno per mesere el vichario, e per li segniorj antianj, et regolatorj, et chonseiglio de la libertà de la ciptà d' Anchona, elegiere debiano el chapitanio del porto d' Anchona, e del terzenale; el quale offitio duri per uno anno chonsolario de LXXV libre l' anno; el quale abia chura, e guardia del terzenale del chomuno d' Anchona, e de le galee, e navilij del detto chomuno, et anchora de ognj chosa messa, e che metterà nel detto terzenale; de le quale in principio del suo officio sia tenuto de fare inventario inchotenente, in presentia de doi regolatorj de lo chomuno. Essia tenuto de fare la chopia del detto inventario al chancieliero, hovero al notario de le reformationi del chomuno detto, e un altro al Massaro del detto chomuno, el quale notario, overo chancieliero sien tenuto la detta chopia mettere innillibro, overo a quaderno, sichè sempre n' abia chopia, quando bisogniasse. Anchora sia tenuto e debia avere chura de le mure de la riva de mate, e del muro del porto, e del terzenale; e prochurare, essollicitare debia ch' el porto se chava, e se monda, et choncia, e che pinnara, nè mondeza, nè grassia non vada nel detto porto. Effaccia fare le chioche, e altre chose necessarie al detto porto per recievare le pinare, e la mondeza, che viene nel detto porto. Anchora sia tenuto,

V.

fraudes, sous la même peine. Encore sont tenus les capitaines sortans, dans les quatre jours après leur remplacement, de délivrer aux capitaines nouveaux l'inventaire des propriétés dudit port et arsenal, sous peine de vingt-cinq livres pour chacun et pour chaque cas de contravention.

RUB. XCV. *Des revenus du port et de l'arsenal de la ville d'Ancône.*

Il est statué et ordonné qu'au commencement de chaque année M. le lieutenant, les seigneurs anciens, les ordonnateurs et le conseil de la liberté de la ville d'Ancône, doivent élire le capitaine du port et de l'arsenal, lequel office durera pendant une année consulaire, avec un traitement de soixante et quinze livres par an.

Il doit avoir soin et garde de l'arsenal de la commune d'Ancône, et des galères et navires de la commune, et encore de toutes choses mises ou à mettre dans l'arsenal; desquelles il doit faire un inventaire au commencement de ses fonctions, sans différer, et en présence de deux ordonnateurs de la commune.

Et il sera tenu de faire une copie dudit inventaire pour le chancelier ou pour le notaire de la réformation de la commune et une autre pour l'économe de la commune, lequel notaire ou chancelier sera tenu de faire relier ledit inventaire, afin que, le cas échéant, on puisse toujours en avoir la copie.

Il sera encore tenu d'avoir soin des murailles du rivage de la mer et des murailles du port et de l'arsenal, et il doit faire en sorte et demander que le port soit curé et nettoyé et réparé, et qu'on n'y fasse tomber ni vase, ni immondices, ni limon; et il fera exécuter tous les travaux nécessaires pour recevoir les vases et les immondices qui s'écoulent vers ledit port.

Ledit capitaine sera encore tenu de faire

25

e debia el detto chapitanio fare gittare ognj anno deritto al molo del detto porto per fortifichare el detto molo, dove più farrà bisogno, almeno dieci barchate de pietre. Sia tenuto anchora el detto chapitanio fare, et ordenare choi vichario d' Anchona, che se faccia li bandimenti ognj settimana spetialmente el sabato, che ognj persona si debia nettare e schomborare la via, e lè strade de la ciptà; e per le predette chose faccia fare li detti bandimenti, pena al vichario, e al notaro straordinario cento soldi per ciascheduno, e per ciascheduna volta; e credase al sacramento dello detto chapitanio, si serrà chontra fatto. Sia tenuto, e debia anchora el detto chapitanio schuotere tutti li nolj de li navilij, et etiandio de li navilij che sonno de fuora de la porta Santo Giachomo, e de le volte de torre di Ghanba, e de le volte che sonno sotto el palazo de le biade; salvo de le volte dove stanno le prigionj. Anchora sia tenuto, e debia schuotere li anchorage di tutti quellj navilij che debiano pagare; anchora sia tenuto e debia scuotere l'antrata del sale cento soldj per c de moggi, a la misura de pagho, et ognj altra cosa che se dè pagare per forma de alchuno statuto, overo usanza, e de quello pro e rata; et hognj intrate del detto porto, e del ponte de Fiumegino faccia venire appo uno bancho, overo appo uno chanbiatore, el quale se alega per el detto chonsellio, el quale ognj intrata del porto recevia e li debiti, e le spese paghe; et el detto banchiero scriva in nel suo libro ognj intrata, et ussita del detto porto; et simelmente scriva in nel libro, el quale remanirà apo el chapitanio del terzenale e del porto. Anchora sia tenuto et debia el detto chapitanio non tohare nè una moneta della intrata del terzenale, e del detto porto; et sia tenuto hognj cosa di fare el detto hoffitiale per sacramento, che è tenuto per forma d' alchuno statuto, che sia uti-

jeter, chaque année, au moins dix barques de pierres devant le môle dudit port, pour le fortifier.

Ledit capitaine sera encore tenu de prendre soin que le vicaire d'Ancône publie chaque semaine, et spécialement le samedi, l'ordre à toutes personnes de nettoyer et débarrasser les chemins et rues de la ville, à peine contre le vicaire et le notaire d'une amende de cent sous contre chacun et pour chaque omission; et le serment dudit capitaine suffira pour constater les contraventions.

Ledit capitaine sera tenu et obligé encore de percevoir le loyer à payer par les navires, tant de ceux qui sont au dehors de la porte Saint-Jacques, et du côté de la tour de Ghanba, que de ceux qui sont au-dessous du palais du blé, sauf de ceux qui se trouvent près des prisons.

Il sera encore tenu de percevoir les droits d'ancrage que devront payer lesdits navires; il devra encore percevoir l'entrée du sel, cent sous par cent de boisseaux à la mesure de payement, et toute autre chose qui doit acquitter des droits en vertu de quelques statuts ou coutumes, chaque chose proportionnellement; et à toute entrée dudit port ou du pont du Fiumegino, il fera tenir un banquier ou changeur, qui sera élu par ledit conseil; ce banquier écrira sur son livre toutes les entrées et sorties du port, et fera la même inscription sur le livre qui restera entre les mains du capitaine de l'arsenal et du port.

Il sera encore tenu et obligé de ne s'approprier aucune des sommes provenant des entrées dudit port et de remplir tous les devoirs de son office pour tout ce qui concernera l'utilité du port et ce qui en dépend, en vertu du serment qu'il aura prêté conformément aux statuts, sous peine d'une amende

lità del detto porto, e che al detto apertiene, a la pena de xxv libre per cadauna volta che contrafarrà. In fine dell' anno sia tenuto el detto chapitanio, et el detto banchiero, overo depogitario de le dette intrate, stare assindichato quindeci dj, rendere ragione de hognj cosa fatta per loro, si de la detta intrata, chome de la ussita del detto porto et terzenale, e de tutte quelle chose, che a le loro mane fusse pervenute, et quello che a li detti avançarà overo. . . . , dare e assegniare al suo sociessore; e dj quello che per lui effatto, et ministrato rendere, e assegniare debia in ragione a li ragionerj del chomuno d' Anchona, e dj quello che per lui fusse stato fatto neglignentemente, e de quello che avesse chommeso, e non avesse fatto, et dj chose chommesse dolosamente, et che avesse avuto cholpa. Et niuno altro uffitiale del chomuno d' Anchona usi, nè prosumj de le cose del detto terzenale, overo de le intrate d' esso terzenale, del porto alchuna chosa tolliere, nè tohare, hovero pilliare, hovero in holchuna altra chosa in sua utilità commettere, fare per neuno muodo, a la pena de cinquecento libre per ciascheduno, e per ciascheduna volta; e la detta pena inchorrà al detto chapetanio, se darrà, overo permutarà, che li sia levate. Questo agionto è dechiarato, che el detto banchiero, overo depogitario de le dette intrate, overo moneta del porto nè possa, nè debia fare alchuno pagamento, se non averrà la bolletta scripta per mano del detto chapetanio, essobscripta per mano de tre, o de doi chonsellierj del detto chapetagnio.

RUB. XCVI. *De cierta parte de nolo, che se paga al terzenale de li navilij che se chonpra dentro del golfo, e del pagamento che se dè fare per li forestierj per chagione de overnare.*

Statuto e ordenato è, che ognj persona,

de vint-cinq livres par chaque contravention.

A la fin de chaque année, lesdits capitaine, banquier ou dépositaire des droits d'entrée, seront tenus et requis de rendre compte, dans le délai de quinze jours, de tout ce qui aura été fait par eux, des entrées et des sorties du port et de l'arsenal, et de tout ce qui sera parvenu dans leurs mains, et de remettre tout ce qu'ils en auront entre les mains du successeur; et de soumettre tout ce qu'il aura fait aux vérificateurs de la commune d'Ancône, qui prononceront sur ce qui aura été fait négligemment, sur ce qui aura été omis de faire, et sur tout ce qui aura été fait par fraude ou par faute.

Aucun autre officier de la commune d'Ancône ne pourra s'ingérer de connoître de ce qui concerne l'arsenal ou les entrées de l'arsenal et du port, ni rien en prélever, ni rien s'en approprier ou appliquer à son utilité propre, sous peine d'une amende de cinq cents livres par chaque contrevenant et chaque contravention.

Il est ajouté et ordonné que ledit banquier ou dépositaire des deniers d'entrées et sorties du port ne devra faire aucun paiement, si ce n'est sur un bulletin écrit du capitaine et confirmé par la signature de trois conseillers dudit capitaine.

RUB. XCVI. *Du payement qu'on doit faire à l'arsenal d'une certaine partie du fret pour les navires achetés dans le port, et du payement que doivent faire les étrangers qui veulent hiverner.*

Il est statué et ordonné que toute per-

la quale chonperarà alchuno navilio dentro del golfo, e charicharà dentro del porto d' Anchona tutto, ovvero in parte per achagione de navigare de fuora del golfo, sia tenuto de pagare al chapetanio, e al depogitario del porto, e terzenale del chomuno d' Ancona per el primo viaggio, per la duodecima parte de tutto el nolo vale del... d' Anchona, innanti che se parta dal porto d' Anchona; e ciascheduno patrone de navilio forestiero, per ognj viaggio che chargarà nel porto d' Anchona per navigare, e andare di fuora del golfo, sia tenuto de dare et pagare al detto offitiale, ricevendo per el detto porto, la duodecima parte del nolo, el quale aurrà; esse alluj el detto nolo paresse pocho, e che fusse pocho, allora el detto huffitiale, chol consiglio de tre merchadanti d' Anchona, faccia la dechiaratione del detto navilio, alloro sechondo la dechiaratione fatta de la detta duodecima parte, el detto patrone sia tenuto de dare. E anchora alchuno navilio de alchuno forestiero overnarà in nel porto d' Anchona, e allora del suo partire non serrà chargato nel porto d' Anchona, allora in quello suo chaso sia tenuto de pagare el patrone de quello navilio al detto offitiale del porto etterzenale doi per cento de la stima del detto navilio, ditraita la terza parte de la stima de li choredj del detto navilio. Et intendase el detto navilio, essere charichato, si serà charichato de fino a la mità del detto navilio, hovero da inde in sù; e avenisse ch'el detto navilio venisse al porto d' Anchona chargato tutto, hovero in parte, ovvero de fino a la mità, non sia tenuto al detto pagamento de la stima, anchora sisse partisse voito. Et a svernare, se intenda s' el detto navilio serrà nel detto porto per tutto el mese de dicenbre e dj gennaro. Quesso statuto inpertanto non pregiudichi ad quelli che sonno franchi, nè anchora la forma de le lore franchigie.

sonne qui achètera un navire dans le golfe, et qui le chargera en totalité ou en partie dans le port d'Ancône pour aller hors du golfe, sera tenue de payer au capitaine et au receveur du port et arsenal de la commune d'Ancône, pour le premier voyage, la douzième partie de tout le fret qu'il a stipulé avant son départ du port d'Ancône.

Et tout patron d'un navire étranger, à chaque voyage, s'il a pris sa cargaison dans le port d'Ancône pour aller hors du golfe, payera audit officier, pour le port, la douzième partie du fret qu'il aura. Et si ledit fret lui paroît trop peu considérable, ledit officier pourra, avec le conseil de trois marchands d'Ancône, faire l'estimation du fret dudit navire, et ledit douzième doit être payé par le patron, selon cette estimation.

Et si le navire ayant hiverné dans le port d'Ancône en part sans cargaison, le patron devra payer à l'officier du port deux pour cent de l'estimation du navire, après déduction du tiers de l'estimation pour les agrès.

Et ledit navire sera censé avoir cargaison s'il est chargé à moitié ou plus; et si ledit navire revient au port d'Ancône chargé en totalité ou en partie jusqu'à la moitié, il ne sera pas tenu à ce paiement, pas plus que s'il est parti sans cargaison.

La présomption d'hivernement résultera de ce que le navire aura été dans le port pendant tout le mois de décembre et de janvier.

Ce statut ne doit pas porter préjudice à ceux qui ont des franchises.

RUB. XCVII. *Ordene che nullo non possa noleggiare navilij de forestierj.*

Statuto et ordenato è, acciochè li omenj e li navilij d' Anchona abia aviamiento, che veruno ciptadino, o habitante d' Anchona, nè di suo contado e destretto non possa noleggiare, nè condurre alcuno navilio de forestiero per navigarlo, nè mandarlo con merchantie, essendo nel porto d' Anchona navilio d' Anchona. Et acciochè le cose vada hogualj, che qualunqua ciptadino o habitante vorrà noleggiare alcuno navilio, prima debia rechietere qualunqua navilio d' Anchona li parerà; e s' el patrone de quello navilio domandasse nolo sconvenevole, overo che chi lo richiedesse non li volesse dare el convenevole, che non, fosse de concordia, allora debia essere in albitrio de li signiorj antiani, e regulatorj de la ditta ciptà, che saranno per li tempi, cioè che li detti signiorj debia elegere, e deputare tre ciptadinj d' Ancona buonj et intendentj omenj, et che non participa nè in quelle merchantie, nè in quello navilio, e sia omenj communj, li quali con sacramento debia dechiarare quello li verrà de nolo in tale forma che sa d' acordo. Et quello per loro se dechiarerà, sia fermo e rato; e nessuna de le parte possa dire el contrario, e debiasse osservare sotto pena de libre mille d' oro, e qualunqua de le ditte parte contrafarà; de laquale pena la mità sia del comuno d' Anchona, e l'altra de la parte observante.

Item che qualunqua navilio d' Anchona se trovarà in parte olcuna dove fosse mercante d' Ancona, non possa noleggiare a veruno forestiero, se prima non richiede li merchanti d' Anchona che serrà in quello luoco. Et in caso che li ditti mercantij avesse bixognio de quellj navilii, e lo patrone li domandasse sconvenevole nolo,

RUB. XCVII. *Ordonné que personne ne peut affréter des navires étrangers (1).*

Il est statué et ordonné, afin que les hommes et les navires d'Ancône trouvent de l'emploi, qu'aucun bourgeois ou habitant d'Ancône, ou de son territoire ou district, ne peut fréter ou louer des navires appartenant à des étrangers, pour les conduire ou les expédier avec des marchandises, s'il y a dans le port des navires d'Ancône. Et afin que les choses se passent régulièrement, tout bourgeois ou habitant qui voudra fréter un navire doit d'abord s'adresser à un navire ancônitaïn tel qu'il voudra; et si le patron de ce navire demande un prix exagéré, ou si le marchand ne veut pas donner un prix équitable, de sorte qu'ils ne s'accordent point, alors ils se soumettront à l'arbitrage des seigneurs anciens et des ordonnateurs de ladite ville qui seront en fonctions, c'est-à-dire que lesdits seigneurs doivent élire et députer trois bourgeois d'Ancône, hommes probes et prudents, qui n'auront aucun intérêt ni aux marchandises ni au navire, et qui seront étrangers aux parties, lesquels prononceront sous serment sur le fret, de manière à accorder les parties.

Et ce qu'ils prononceront sera ferme et valable, et personne ne pourra s'y opposer, et on doit l'observer sous peine de mille livres en or à payer par la partie qui est en faute; de laquelle amende la moitié sera au profit de la ville d'Ancône et la moitié au profit de la partie obéissante.

Item, que si des navires d'Ancône se trouvent dans un lieu où sont des marchands d'Ancône, ils ne peuvent prendre de cargaison d'un étranger avant qu'ils en aient demandé aux marchands ancônitaïns qui sont dans ce lieu. Et si les marchands ont besoin de ces navires et que le patron leur demande un fret exorbitant ou que les marchands ne veulent pas donner le fret convenable,

(1) Cette rubrique, qui doit être rapprochée des LXVIII^e et LXIX^e, a reçu, à une époque inconnue, des additions que je donnerai à la suite de notre statut, page 203.

overo che li mercanti non li volesse dare el convenevole, allora el consolo d' Anchona, che è in quello luoco, debia elegere tre omenj comunj non sospetti a le parti; e questi debia dechiarare e concordare li detti patronj e merchantj; e quello che per loro se dechiararà, se debia osservare, sotto la pena de sopra dechiarata, et in caso che in quellj luochi non fosse consolj, se debia fare consolo, secondo li ordenj, e statutj de mare de la ditta ciptà d' Anchona. Et questo non se intenda per li navilij piccioli de portata de vinticinque botti in giù.

Item che qualunqua ciptadino o abitante d' Anchona, o suo contado conpararà navilio veruno da forestiero fittitiamente, per fraudare el ditto ordine de sopra, chagia in pena de libre cinquecento al ditto comuno d' Anchona, e perda el navilio; e a ciascheduno sia licito de achusarlo, e denuntiarlo, e abia la mità de la ditta pena, e lo suo nome sia tenuto segreto. Ancora che li ditti navilij de forestierj, che se nolegiarà per citadinj, o abitantij, o contadinj d' Ancona, debia levare, e avere la mità de li omenj citadinj d' Ancono. Et questo se intenda nolegiandose in Ancona, acciochè li marnari d' Ancona abia inviamiento. Quesso agionto che lo ditto ordine se debia osservare per li offixiali del sale, e per ciascheduno altro offixiale del ditto comuno d' Anchona, come per li altri, sotto la detta pena, in caso che nolegiasse, o contrafacesse contra la forma dell' ordine soprascripto.

alors le consul d'Ancône qui est dans ce lieu doit élire trois hommes, étrangers aux parties et non suspects aux parties, et ceux-ci prononceront et accorderont le patron avec les marchands; et leur dire doit être observé sous la peine ci-dessus indiquée: et si dans ce lieu on n'a pas de consul, on doit en élire un selon les ordonnances et statuts de la mer de ladite ville d'Ancône; et ceci ne s'entend pas des petits navires qui jaugent moins que vingt-cinq bottes.

Item, que tout bourgeois ou habitant d'Ancône ou de son territoire, qui fera un achat simulé d'un navire pour frauder l'ordonnance ci-dessus, sera passible d'une amende de cinq cents livres envers la commune d'Ancône, et le navire sera confisqué, et chacun pourra l'accuser et le dénoncer et aura la moitié de l'amende, et son nom sera tenu secret.

Encore, que dans les navires étrangers frétés par des bourgeois ou des habitants de la ville ou des villages du territoire d'Ancône, la moitié des hommes de l'équipage doit être composée d'Ancônitains. Et ceci s'entend lorsque le navire est chargé à Ancône, pour donner de l'occupation aux marins ancônitains.

Il est ajouté que ladite ordonnance doit être observée par les officiers du sel et par tous les autres officiers de ladite commune d'Ancône, comme par tous autres, sous les peines indiquées, si l'on frète ou si l'on agit d'une manière contraire à la teneur de l'ordonnance ci-dessus (1).

(1) C'est immédiatement après cette xcvi^e rubrique qu'on trouve la mention, déjà indiquée page 101 : *Lo soprascripto statuto apare nel libro de S. Selvestro cancelliero del nostro M. comuno d' Anchona del mcccxcvii*. Il est bien évident que cette mention est celle de la date du livre ou du registre, composé en 1397 par le chancelier Silvestre, et non celle de la rédaction du statut, qui étoit nécessairement antérieur.

RUBRIQUE LXXXVI du Statut de 1397, d'après l'édition de 1507 (1).

Statuto et ordinato e che se alcuno nauilio rompesse ouero periculasse in mare debbiase fare uarea dela naue si como dela mercatantia che sono nela naue per questo modo et forma cioe che la naue sia obligata ad fare la uarea contutte le mercatantie. Et tutte le mercatantie debbia fare uarea con la naue in nelqual caso se debbia extimare la naue per tre mercatanti li quali non fosse participi a la dicta uarea : secondo l'ordine delo predicto statuto. Liguati tre mercanti, se debbia elegere per quilli ad cui apertiene la uarea cioe per ciascuna de le parte et laltro communamente liguati electi sia constrecti ad dechiarare la dicta uarea infra quatro mesi. Et la dicta dechiaratione che se fara per li dicti electi o per la maior parte de loro ciascuno de li predicti sia tenuto de obseruare sotto la pena de perdere la parte che li toccara de la uarea : la quale uenga neli dicti participi.

Et dela extima che se fara de la dicta naue per dicti electi se ne debbia abbattere el terzo per li corredi liguati non sia tenuti a la uarea et la dicta mercantia se debbia extimare secondo lo costo che fo de quella in quillo loco done fo trouata la dicta mercatantia et lo danno che fosse receuuto se debbia partire cioe la naue con le mercatantie et le dicte mercatantie con la naue predicta per soldo et per libra.

Acioche nela dicta uarea non se possa commettere malitia nela dicta uarea non se possa mettere se non quelle cose ouero mercatantie che fosse scripte per lo scriuano saluo che se trouasse per alchuni essere messe in nela dicta naue migliore mercatantie che non fosse scripte per lo scriuano alhora in quello caso mettesse. Et in uantagio dela dicta barcha le dicte cose ouero mercatantie migliore che non fosse scripte et in disuantageo deli mercatanti de cui fosse per lo inganno che commisse debbiase mettere per quelle mercatantie le quale auesse facto scriuere.

Et acioche el presente statuto sia de maggiore intelligentia dechiaramo che la dicta barcha se debbia fare per la figura che qui se dechiarara. Cioe ponamo per figura che lo nauilio che se deue far varea con le mercatantie sia de ualuta de mille et cinquecento fiorini uolsene abbattere lo terzo per li corredi che non se mette ne va ad uarea. Resta fiorini mille alo nauilio che se deue mettere a la uarea. Et le mercatantie che fo carcate nelo dicto nauilio nelo loco doue fo carcato costo fiorini quatro milia et sonno de quatro mercatanti et de quatro diuerse mercatantie. Et luna e coptone e laltra e cenere; laltra e peruere et laltra e zucaro siche ad ciaschuna de queste mercantie e tenuta la barcha per lo quarto predicto de li dicti mille fiorini ad fare la dicta uarea che ne tocca per quarto fiorini ducento cinquanta. Et ciaschuna de quelle mercantie che e de summa de fiorini mille e obligata alo nauilio et a la dicta uarea.

Et se el nauilio et alcune de dicte mercantie fosse in tutto perdute uolemo che lo nauilio perduto et la mercatantia perduta non faccia uarea uno collatro et se in tutto non fosse perdute ma fosse perdute in parte. Alhora la parte che non fosse perduta debbia fare uarea con quella che e perduta per soldo et per libra et restituire a la parte più damnificata (2) cioe al nauilio con le mercantie per soldo et per libra perduto con lo non perduto.

(1) J'ai expliqué, page 184, par quels motifs je donnerois le texte de la rubrique LXXXVI tel que l'avoient publié les éditeurs de 1507 et de 1589.

(2) L'éditeur a omis ici quelques lignes du véritable texte; voir page 186.

Et simile ordine et forma se debia obseruare nela dicta uarea se le mercatantie fosse altre mercatantie o piu o meno o de maior o de minor numero et ualuta, et cosi del nauilio se ualesse più o meno.

Et la uarea che se deue fare mercatantia con mercatantia se facia in questo modo cioe che non sia tenuto de far uarea mercatantia con mercatantia se non in questo modo et forma. Sapone con sapone : olio con olio : tele con tele : canauaci con canauaci : zaffrane con zaffrane : carte con carte : amandole con amandole : panno de lana con panno de lana : stoppa con stoppa : ferro rame stagno piombo acciaio et metallo tutte et ciaschuna de queste con ciascuna de queste cose : uino con uino : noce et fiche con noce et fiche : carne con carne : casio con casio : mele con mele : legname con legname : fustani con fustani : funicelli et seta con seta et funicelli : bambace con bambace o soda o filata : zuccaro o poluere et confecti luno con laltro : peuere con peuere : gengeuero con gengeuero : cenamo con cenamo : garofoli con garofoli : alume cenere con cenere et alume : incenso con incenso : nuce moscate con nuce moscate : mastici con mastici : zambelloti con zambelloti : drappi doro con drappi doro : drappi di seta con drappi di seta : lana con lana : lino con lino : corame con corame de ogni generatione che sia lauorato et concio : cera con cera : pesce con pesce dogni generatione : biado con biado et con legname : sego con sego lauorato et non lauorato : pegola con pegola : daptili con daptili : una passa luna con laltra et tutte le altre mercatantie che de sopra non e nominate facia la uarea col suo proprio et simile.

Et ciascuna mercatantia non perduta o recuperata facia uarea con laltre mercatantie che fosse perdute secundo che e dechiarado de sopra.

Et tutte le mercatantie campate se debia deponere per quilli aliquali appartiene la uarea, appo doi persone commune : alequale non appartiene la uarea. Et quilli depositarii habia liberta de custodire, et uenderle secondo che sera uantagio et piu utile de le mercatantie.

Et le mercatantie ouer moneta che se ne trahera tenerle per defino che se dechiarara la dicta uarea. Et nissuno deli dicti mercatanti le dicte mercatantie debia toccare ne leuare de le dicte mercatantie per portarsele se non che la tenga li dicti depositarii sotto pena de perdere quello che li toccasse dala uarea per don fin che non fosse dechiarata la dicta uarea non obstante che fosse signata del suo segnale.

Et facta la dicta dechiaratione li dicti depositarii debia fare uarea de le dicte cose et consigarle secondo la dechiaratione facta per li dicti tre arbitri o per li dui de loro.

Et questo statuto se debia obseruare in ogni loco doue che caso de uarea interuenesse ad nauilii et mercatanti de Ancona.

Questo per tanto dechiarato che mercatantie che sia sotto coperta uiue non sia tenute ad alcuna cosa de uarea con le mercatantie che fosse sopra coperta uiue. Ma la mercatantia che fosse sopra de coperta uiua sia tenuta de contribuire et de far uarea ale mercatantie che fosse sotto coperta uiue.

Anche dechiaramo che hauer de casseta che fosse sopra coperta uiua cioe oro argento perle prete preziose anella : drappi doro e de seta zambelloti uari armellini et arnisi de patroni de mercatanti marinari passegieri et dogni altre persone che fosse in naue che fosse sopra coperta uiua non se debia mettere ad uarea ne ad prodo ne ad danno.

Même rubrique LXXXVI, d'après l'édition de 1589.

E stato statuito, et ordinato, che se alcuno nauilio si rompesse, ouero pericolasse in mare, si debbia fare varea della naue, si come della mercantia che stà nella naue per questo modo, et forma : cioè, che la naue sia obligata à fare la varea con tutte le mercantie : et tutte le mercantie debbiano fare varea con la naue. Nel qual caso si debbia estimare la naue per tre mercanti, li quali non fossero participi alla detta varea, secondo l'ordine del predetto statuto. Li quali tre mercanti si debbiano eleggere per quelli à cui appartiene la varea, cioè per ciascuna delle parti, et l'altro communemente; li quali eletti siano costretti a dechiarare la detta varea fra quattro mesi. Et la detta dechiaratione che si farà per li detti eletti, ò per la maggior parte di loro, ciascuno delli predetti siano tenuti di osseruare, sotto la pena di perdere la parte che gli toccherà della varea, la quale venga nelli detti participi.

Et della stima che si farà della detta naue per detti eletti, se ne debbia battere il terzo per li corredi, li quali non siano tenuti alla varea, et la detta mercantia si debbia stimare secondo il costo che fu di quella in quel luogo doue fu trouata la detta mercantia, et il danno che fusse riceuuto si debbia partire, cioè la naue con le mercantie, et le dette mercantie con la naue predetta, per soldo et per libra.

Et accioche nella detta varea non si possa commettere malitia, non si possa mettere nella detta varea se non quelle cose, ouero mercantie che fossero scritte per il scrivano; saluo, che se si trouasse per alcuni essere messe nella detta naue migliore mercantie che non fussero scritte per il scriuano, all'hora in quel caso mettesse. Et in vantaggio della detta barcha le dette cose, ouero mercantie migliori che non fussero scritte, et in disuantageo delli mercanti di qui fussero per linganno che commisse, debbiasi mettere per quelle mercantie le quali hauesse fatto scriuere.

Et accioche il presente statuto sia di maggiore intelligenza, dechiaramo che la detta barcha si debbia fare per la figura che qui si dechiararà. Cioè poniamo per figura che il nauilio che si deue fare varea con le mercantie sia di valuta di mille, e cinquecento fiorini, se ne vuole abbattere il terzo per li corredi che non si mette, ne va a varea : resta fiorini mille al nauilio che si deue mettere alla varea. Et le mercantie che furono carcate nel detto nauilio nel luogo doue fu carcato costò fiorini quattro milia, et sono di quattro mercanti, et di quattro diuerse mercantie; l'vna è cotone, e l'altra è cenere, l'altra è pepe, e l'altra è zuccaro, si che à ciascuna di queste mercantie è tenuta la barcha per il quarto predetto delli dette mille fiorini à fare la detta varea, che ne tocca per quarto fiorini doicento, e cinquanta. Et ciascuna di quelle mercantie che è di somma di fiorini mille, è obligata al nauilio, et alla detta varea.

Et se il nauilio, et alcune di dette mercantie fussero in tutto perduto, volemo che il nauilio perduto, e la mercantia perduta non faccia varea uno con l'altro : et se in tutto non fussero perdute, ma fussero perdute in parte, all'hora la parte che non fusse perduta debbia fare varea con quella che è perduta per soldo, et per libra, et restituire alla parte più dannificata (1), cioè al nauilio con le mercantie per soldo, et per libra perduto con il non perduto.

Et simil'ordine, et forma si debbia osseruare nella detta varea, se le mercantie

(1) Voir la note 2 de la page 199 ci-dessus.

fussero altre mercantie, ò più, ò meno, ò di maggior, ò di minor numero, et valuta : et così del nauilio se valesse più, ò meno.

Et la varea che si deue fare mercantia con mercantia, si faccia in questo modo, cioè, che non sia tenuto di far varea mercantia con mercantia senon in questo modo, et forma : sapone con sapone, olio con olio, tele con tele, canauaci con canauaci, zaffarano con zaffarano, carte con carte, amandole con amandole, panno di lana con panno di lana, stoppa con stoppa, ferro, rame, stagno, piombo, acciaio, et metallo, tutte et ciascuna di queste con ciascuna di queste cose, vino con vino, noce, et fiche con noce et fiche, carne con carne, casio con casio, mele con mele, legname con legname, fustagni con fustagni, funicelli et seta, con seta et funicelli, bambace con bambace, ò soda, ò filata, zuccaro, ò poluere, et confetti, l'vno con l'altro, pepe con pepe, gengevero con gengevero, cinamomo con cinamomo, garofani con garofani, alume, cenere, con cenere et alume, incenso con incenso, noce moscate con noce moscate, mastici con mastici, zambellotti con zambellotti, drappi doro con drappi doro, drappi di seta con drappi di seta, lana con lana, lino con lino, corame con corame d'ogni generatione che sia lauorato, et concio, cera con cera, pesce con pesce dogni generatione, biado con biado, et con legname, sego con sego lauorato, e non lauorato, pegola con pegola, dattoli con dattoli, uva passa con uva passa l'una con l'altra. Et tutte l'altre mercantie che di sopra non sono nominate, facciano la varea col suo proprio, et simile.

Et ciascuna mercantia non perduta, ò recuperata faccia varea con l'altre mercantie che fussero perdute secondo che è dechiarato di sopra.

Et tutte le mercantie campate si debbiano deponere per quelli, alli quali appartiene la varea, appresso doi persone comuni, alle quali non appartiene la varea. Et quelli depositarij habbiano libertà di custodirle, et venderle secondo che sarà vantaggio, e più vtile delle mercantie.

Et le mercantie, ouero moneta che se ne traherà, tenerle per sin tanto che se dechiarerà la detta varea. Et nessuno delli detti mercanti debbia toccare le dette mercantie, ne leuare delle dette mercantie per portarsele, senon che la tenga li detti depositarij, sotto pena di perdere quello che gli toccasse dalla varea, per sin tanto che non fusse dechiarata la detta varea, non ostante che fusse segnata del suo segnale.

Et fatta la detta dechiaratione, li detti depositarij debbiano fare varea delle dette cose, et consignarle secondo la dechiaratione fatta per li detti tre arbitri, ò per doi di loro.

Et questo statuto si debbia osseruare in ogni luogo doue che 'l caso di varea interuenesse a' nauilij, e mercanti d'Ancona.

Questo pertanto dechiarato, che mercantie che siano sotto coperta viue, non siano tenute ad alcuna cosa di varea con le mercantie che fossero sopra coperta viue. Ma la mercantia che fosse sopra coperta viua, sia tenuta di contribuire, e di far varea alle mercantie che fossero sotto coperta viue.

Ancora dechiaramo, che hauer di cassetta che fusse sopra coperta viua, cioè oro, argento, perle, pietre pretiose, anella, drappi doro, e di ceta, zambellotti varij, armellini, et arnesi de patroni, di mercanti, marinari, passaggieri, et d'ogn' altre persone che fossero in naue, che fosse sopra coperta viua, non si debbia mettere a varea, ne à profitto, ne à danno.

STATUTS DE DATE INCERTAINE (1).

Additio ordinamenti de nauibus forensibus.

Quod illi ordinamento facto, quod nullus ciuis uel comitatus uel habitator ciuitatis Ancone et comitatus debent caricare aliquod nauigium forense, hoc declarato, et penitus reseruato, quod tunc possit et liceat, si patronus et scribanus dicte naus uel nauigij primo promittent ac sollemniter et ydonee obligabunt soluere cum effectu duane nostri comunis, pro omnibus mercantiis oneratis uel onerandis in dicta nauis uel nauigijs, tam in eundo quam in redeundo, omne et id totum, et eo modo et forma prout et sicut soluunt ciues et mercatores et naues Ancone dicte duane nostri comunis, pro eorum mercantijs.

Additio ordinamento de non onerando naues forensium.

Quod addatur dicto ordinamento facto, quod de cetero nulla nauis uel nauigium possit conciare uel sciouernare in portu Ancone pro eundo uersus Leuantem pro redeundo per gulfum, Anconam, nisi patronus et scribanus det fideiussionem de soluendo debitam duanam comuni Ancone pro rebus et mercantijs que in ipsis conducentur, ad penam ducatorum trecentorum; sed hoc non intelligatur pro nauis et nauigijs que haberent ciurmam super se, et suis expensis ad salarium; et etiam non intelligatur pro illis omnibus qui irent ad nauigandum in ciuitatem Venetiarum, et irent extra gulfum. Et nihilominus nauis habens ciurmam redeundo cum mercantijs in gulfum, teneatur cum mercantijs soluere debitam duanam.

Pro nauigijs forensibus non onerandis.

Quod nauigijs forensibus seruetur forma statuti dicti comunis, et quod nullus ciuis uel comitatus uel habitator Ancone possit aliquam mercantiam onerare uel onerari facere uel mittere uel denarios destinare in aliquo nauigio forensi, quod nauigaret extra gulfum, pena perditionis mercantiarum et denariorum predictorum. Et quod nullus ciuis uel habitator Ancone, comitatus uel districtualis dicte ciuitatis Ancone, possit ire in aliquo nauigio forensi, pena ducentorum ducatorum auri pro quolibet mercatore, et centum ducatorum auri pro quolibet marinaro, applicandorum camere comunis predicti.

EXTRAITS DES *STATUTA ANCONITANÆ URBIS* (2).

COLLAT. II. RUBR. XC. *De fide danda libris et scripturis scribanorum nauigiorum* (3).

Statutum et ordinatum est, quod si aliquis fuerit scribanus alicuius nauigij, quod

(1) Cette rubrique et les deux suivantes sont extraites du *Portulario* de Benincosa, écrit en 1435. Elles n'y portent point de date; mais par cela seul qu'elles sont des additions aux rubriques LXVII et surtout XCVII du statut de 1397, je devois les placer immédiatement après. Il est assez remarquable que ces additions ont été faites en latin. On pourroit en conclure qu'elles sont du même temps que le statut commun, dont je donne immédiatement des extraits.

(2) Ce statut est celui dont j'ai parlé, page 102, sous le nom de statut commun.

(3) Cette rubrique reproduit en partie, confirme et perfectionne, les rubriques XV, XXXVII et XXXVIII du statut maritime de 1397.

antequam incipiat suum officium, teneatur et debeat in principio cuiuslibet viagii comparare coram Potestate vel iudice causarum civilium communis Anconæ et jurare ad Sancta Dei Evangelia, corporaliter manu tactis scripturis, cum præsentia et voluntate majoris partis mercatorum, qui ire debeat vel eorum mercantias mittere cum dicto navigio; ubi vero non essent mercatores, tunc in præsentia nauclerii et trium marinariorum ipsius navigii de civitate Anconæ, dictum officium scribania bene et legaliter, bona fide facere et exercere, tam pro patronis dictorum navigiorum, quam pro mercatoribus et marinariis et aliis navigantibus in dictis navigiis: et quod teneatur in suis libris et quaternis omnia quæ pertinent ad dictum officium extense et ordinate scribere cum anno, mense et die, et eorum scripturis adhibeatur plena fides; et possint dicti scribani extra civitatem et districtum Anconæ scribere et conficere testamenta et omnem aliam ultimam voluntatem cuiuscunque persone, dummodo in testamentis et ultimis voluntatibus intervenerint quinque testes ad minus: et possint scribere cambia et recommanditias et omnes alios contractus inter ipsos navigantes factos cum numero duorum testium ad minus, et cum anno, mense, die et loco, et de ipsis rogari; et scripturis et libris talis scribani dicto modo factis credatur et plena fides adhibeatur ac si essent publica instrumenta facta et scripta manu publici notarii, non obstante quod in ipsis scripturis et libris non interveniant aliæ solennitates quæ requiruntur de iure: et pro publicis instrumentis habeantur. Hoc addito quod dictus scribanus teneatur dare copiam de ipsis scripturis unicuique petenti ad quem ipsæ scripturæ pertinent, sub pæna quinquaginta librarum, ipso iure, pro qualibet vice. Ac etiam teneantur scribani omnes extra gulfum portare copiam statutorum maris(1) et copiam statuti loquentis de morientibus ab intestato(2). Hoc addito quod scribanus non possit esse filius, frater carnalis, nepos, alicuius patroni alicuius navigii: qui scribani non possint nec debeant exercere officium scribania, nisi sint majores viginti annis.

COLLAT. III. RUBR. CXX. *De insigniis aliarum terrarum et dominorum per navigia non portandis.*

Statutum et ordinatum est quod in nullo navigio civium seu civitatis Anconæ in portu Anconæ portentur aliqua insignia sublevata, alicuius communis vel domini, nisi communis civitatis Anconæ (3), pæna 50 ducatorum auri, exigendorum a domino navigii in quo vel fuerit contraventum vel contrafactum, pro qualibet vice; et hoc non intelligatur de insigniis Romanæ Ecclesiæ.

COLLAT. IV. RUBR. XXXVIII. *Quod, tempore tempestatis, nautæ teneantur succurrere nautis.*

Statutum et ordinatum est, quod, tempore tempestatis, omnes et singuli nautæ sive marinarii, qui a patrono, nauclerio vel aliquo officiali alicuius navigii de die vel de nocte fuerint requisiti, quod vadant in succursum dicti navigii, teneantur et debeant ire et accedere in succursum dicti navigii; et ipsum sollicitè adjuvare, pro posse, donec expediatur. Et teneatur et debeat patronus talis navigii dare et solvere illis marinariis

(1) Ces mots désignent évidemment le statut maritime de 1397; voir ce que j'ai dit page 103.

(2) C'est la rubrique cii de la collation II, qu'il n'entre pas dans mon plan de recueillir.

(3) On a vu une disposition semblable dans le chapitre xiv du livre IV du statut de Marseille.

succurrentibus, pro labore ipsorum, illud quod declarabit nauclerius talis navigii, si habebit nauclerium: si vero non habebit nauclerium, secundum illud quod declarabit capitaneus portus, considerata quantitate laboris et qualitatibus personarum; pœna cui-libet marinario contrafacienti centum solidorum pro quolibet et qualibet vice (1).

STATUT DU 29 AVRIL 1493 (2).

Super naviliis nolegiandis et consulibus maris.

Statuto et ordinato et adcio, che li homini et li navilii de Ancona habiano inniamento, che veruno cittadino o habitatore de Ancona del suo conta et distretto non possa nolegiare ne condurre alcuno navilio de forestiari per navigarlo, ne mandarlo con mercantie, essendo nel porto de Ancona. Et adcioche le cose vadane eguale, che qualunque cittadino o habitatore, overo forastiero de qualunque essere o conditione se sia vorra nolegiare alcuno navilio prima debia rechiedere qualuncha navilio de Ancona li parera. Esse lo patrone de quello navilio demandasse nolo sconvenevole, overo che chi lo rechiedesse non li volesse dare il convenevole che non fusserono de concordia, alhora debia essere in arbitrio de li tre consuli per anno electi del magnifico consiglio supra de cio, come de sotto appare. Et quello per loro se dechiarara sia fermo et rato, et nisciuno de la parte possa dire in contrario: et debiase osservare ad pena de mille ducati de oro a qualunque de la parte contrafarra: de la quale pena la mista sia del commune de Ancona et la mista de la parte observante.

Item que qualuncha navilio de Ancona se trovava in parte alcuna dove fusse

Il est statué et ordonné que les hommes et les navires d'Ancône ont un droit de préférence, d'après lequel aucun citoyen ou habitant d'Ancône et de son territoire et district ne pourra prendre à loyer ou nolis aucun navire appartenant à un étranger, qui seroit dans le port d'Ancône, pour naviguer et pour l'expédier avec des marchandises.

En conséquence, pour assurer ces dispositions, si quelque citoyen ou habitant d'Ancône, ou même étranger, de quelque condition qu'il soit, veut noliser un navire, il doit s'enquérir s'il n'y a pas quelque navire d'Ancône convenable.

Si le patron de ce navire demande un nolis exagéré ou auquel ne voudra pas accéder celui qui veut le noliser, de manière qu'ils ne tombent pas d'accord, la question sera remise à l'arbitrage des trois consuls annuels élus par le magnifique conseil, comme il sera dit ci-après.

Ce qu'ils décideront sera ferme et stable, et aucune des parties ne pourra revenir contre; elles devront l'exécuter, sous peine d'une amende de mille ducats d'or contre la partie contrevenante, de laquelle amende moitié sera pour la commune d'Ancône et moitié pour la partie qui voudra exécuter la décision.

Item. Si quelque navire d'Ancône se trouve dans un lieu où seront des marchands

(1) Cette rubrique reproduit et confirme, en la munissant d'une sanction pénale, la rubrique LVII du statut maritime de 1397.

(2) Ce statut, contenu dans un registre intitulé *Liber rubeus*, page 7, commence ainsi: *Sub rogatione Ser Felicis, sub die xxix aprilis 1493, fuit in magnifico consilio decretum et obtentum, videlicet quod infrascripti tres cives sint consules maris pro uno anno ad observandum statutum infrascriptum emendatum auctoritate dicti consilii, videlicet, Quirinus Mazioli, Johannes Baptista Pichus, Bartholomeus Ser Thomæ, consules maris. Cujus statuti maris de verbo ad verbum tenor sic est, videlicet.* Le reste est le texte italien que je reproduis.

mercanti de Ancona non possa noleggiare alcuno navilio forestiero si prima non rechieda li mercanti de Ancona che saranno in quello loco; et in caso che li detti mercanti havessa bisogna de quelli navilii, o lo patrone li demandasse sconevevole-nolo, ovvero che li mercanti non li volesse dare a nolo convenevoli, allora el consule de Ancona che in quello loco, debia elegere tre homini communi non suspecti a le parte, et questi debia dichiarare et concordare li dicti patroni et mercanti: et quello per loro se dichiarara se debia observare subto la pæna de sopra dichiarata. Et in caso che in quelli lochi non fusse consule se debia refare el consule secundo li ordini et statuti del mare de la citta de Ancona. Et questo non se intenda per navilii picculi de la portata de vinticinque botta in giu.

Item che li mercanti se trovaranno in quello locho siano obligati ad richiedere di tre patroni subto le dicte pæna.

Item che tucte robbe se trovaranno fora del golfo de qualuncha conditione que essere se sia destinate per cõdurse in Ancona, li patroni di epse robbe siano obligati prima rechiedere li patroni de nave o navilii de Ancona essendoce in quello loco, prima che rechieda navilii de forastieri, cum li pacti et modi et pæne sopranominate: et quando non se trovasse nave o navilii de Ancona in quello loco, allora siano in loro liberta.

Item ad corrobatione de questo statuto, ovvero reformanza, se debia omne anno elegere nel consiglio de Ancona tre prudenti cittadini nominati consoli de mare supraspecificati, quali debiano fare osservare questo presente statuto subto pena de ducati cento de oro cadenno et cadenna volta contrafecesse; et loro officio etiam se extenda ne la approbatione de

d'Ancône, il ne pourra se noliser à aucun étranger, s'il ne s'offre d'abord aux marchands d'Ancône: si quelqu'un d'eux en a besoin et que le patron du navire demande un nolis exagéré, ou qu'ils ne puissent s'entendre amiablement, le consul d'Ancône qui sera dans ce lieu devra choisir trois hommes loyaux, non suspects à aucune des parties, qui devront régler et concilier ces patrons et marchands, et ce qu'ils décideront devra être exécuté sous la peine susdite.

Dans les lieux où il n'y aura pas de consul d'Ancône, on devra en nommer un provisoire, conformément aux ordonnances et statuts de la mer de la commune d'Ancône (1). Ces dispositions ne sont point applicables aux petits navires de la portée au plus de vingt-cinq bottes.

Item. Les marchands qui se trouveront ici seront obligés de s'adresser de préférence auxdits patrons sous les peines susdites.

Item. Les propriétaires de marchandises de toute espèce qui du dehors du golfe Adriatique devront être portées à Ancône seront obligés de s'adresser d'abord aux patrons de navires et vaisseaux ancônitains qui se trouveront en ce lieu, avant de s'adresser aux patrons de navires étrangers, sous les mêmes conditions et amendes que celles qui sont fixées ci-dessus. Mais si dans ce lieu il n'y a pas de navires d'Ancône, ils seront libres de charger tels navires qu'ils voudront (2).

Item. Pour assurer l'exécution de ce statut ou amendement, on doit élire tous les ans au conseil d'Ancône trois citoyens sages, nommés consuls de mer, qui doivent faire observer le présent statut, sous peine de cent ducats pour chaque contravention, à payer par chaque contrevenant.

Il sera aussi de leur charge d'examiner et d'approuver la navigabilité des navires et

(1) C'est notamment la rubrique XLVIII du statut de 1397.

(2) Toute cette partie du statut reproduit le fond et quelquefois le texte littéral des rubriques LXIX et XCVII du statut de 1397 et des additions que j'y ai annexées.

le nave o navilii essere navigabili; et etiam de li patroni et officiali de epse nave o navilii per loro de approvasse, subto le dicte pene a chi per alcuno questo colore machinasse dicto ordine.

Item che qualuncha cittadino o habitante de Ancona et suo conta, o forestiero comprara navilio veruno furtivamente per fraudare lo dicto ordine de supra, cada in pena de ducati cinquecento de oro al dicto commune de Ancona et perda el navilio, et a chiascheduno sia licito de accusarlo et denuntiarlo, et habia la mita de la dicta pena, et suo nome sia tenuto secreto. Et che facti li supradicti nolegiati cum le parte et conditione de sopra dechiarata et le patroni de naviglii et li mercanti haverano concluso el nolegiato debiano haverare notificato a tucti tre o almanco a dui de dicti consuli el nolegiato, subto pena de duecento ducati per cadenno et cadenna volta, da applicarse al communo d'Ancona per la mita, et l'altra mita a lo accusatore, et sia tenuto secreto.

vaisseaux, et la capacité des patrons et officiers de ces navires et vaisseaux, sous peine de ladite amende contre ceux qui, sous un prétexte quelconque, enfreindront ladite ordonnance.

Item. Tout citoyen ou habitant d'Ancône ou de son territoire, ou étranger, qui achètera un navire furtivement pour éluder l'ordonnance ci-dessus, encourra la peine de cinq cents ducats d'or envers la commune d'Ancône, et son navire sera confisqué : quiconque le dénoncera aura la moitié de cette amende, et son nom sera tenu secret.

Lorsque le contrat de nolis aura été fait de la manière indiquée et sera consenti par les patrons et les marchands, ils seront tenus de le notifier à tous les trois ou au moins à deux desdits consuls, sous peine de deux cents ducats par chacun et pour chaque fait, moitié au profit de la commune d'Ancône et l'autre moitié au dénonciateur, dont le nom sera tenu secret (1).

STATUT DU 21 JUIN 1511 (2).

De mutuo faciendo conducentibus naues in porta Ancone.

Sub die xxj junii 1511, sub rogatione Iv. B. fuit in magnifico consilio, et premissa dispensatione, decretum et obtentum videlicet :

Quod cuicumque civi et habitatori Anconæ qui conducet aliquam nauem in portum Anconæ, quæ nauis non sit minoris capacitatis, seu portate quatringerarum buttarum, et sit noua a quinque annis infra, causa eam nauigandi sub uexillo seu banderia comunis Anconæ, et cum ordinibus dicti comunis, mutuet de pecunijs prefate comunis usque ad summam mille ducatorum auri per quinque annis, quatenus prestiterit bonas et sufficientes fideiussiones, sub obligationibus et pænis contentis in ordine dationum comunis Anconæ. Et tale mutuum fieri possit usque ad numerum trium navium, et cum infrascriptis conditionibus, videlicet quod qui dictas naues emerint nauigandas ut supra, non possint illas uendere absque licencia magnifici consilij; et si uendiderint statim teneantur restituere pecunias eis pro comune mutuatas, sub eisdem pænis; et

(1) On trouve dans le même Livre rouge, folio 67, un statut du 6 décembre 1503, intitulé *De modo tenendo super naufragiis*, rédigé en italien; mais il n'a pour objet que de donner des règles de compétence civile et criminelle.

(2) Ce statut est dans le *Liber rubeus*, page 166.

non possint emere naues Ragusinas, neque aliquis Ragusinus possit in dictis nauibus habere aliquam partem : et cum pacto expresso quod pro naulo dictarum nauium non possit accipi plus duodecim ducatorum auri pro qualibet copta saponum, et de aliis mercantiis pro rata. Et magnifici D. Antiani et Regulatores, una cum tribus pro quolibet terzerio, debeant infra mensem cum dimidio, sub pœna xxv ducatorum pro quolibet, formare alia capitula et ordines quomodo dictæ naues debeant nauigare, autenticanda in magnifico concilio.

STATUT DU 19 DÉCEMBRE 1512 (1).

Ordines pro nauibus nauigantibus sub vexillo Anconæ, et pro imbussulatione iuuenum ad nauigandum.

Sub die 19 decembris 1512, fuit in magnifico consilio et sollempniter decretum et obtentum, etc.

Che siano auctenticati per auctorità del presente consiglio li infrascripti ordini, et capituli formati per li magnifici S. Antiani, et Regulatori, insemi cum tre per terzero, per vigore del decreto facto nel 1511 a di 21 de junio, et cusi se debiano labilmente obseruare :

Imprimis che le nave, ali conductori, e compratori de la quale sera facto lo impresso de li denari del comune de Ancona secondo la continentia del decreto supramemorato, ultra le altre obligatione et conditioni expresse in dicto decreto, siano tenute nauigare subto le infrascripte obligationi, ordini et capituli, videlicet :

Che se imbuxuleno tucti quelli de Ancona non minori de età de anni quattordecim, et non maggiori de anni quarantacinque, quali voranno nauigare, et se contentaranno essere imbuxulati, et quali non possono essere si non de quelli che sono del numero del consiglio, et de quelli che sono del numero deli duodeci consiglieri, et de quelli che possono essere del numero de li duodeci secondo li ordini et statuti de Ancona. Et si alcuno de Ancona, fora del numero de li predetti, uolesse essere imbuxulato, se possa mandare ad partito in

Que par autorité du présent conseil sont confirmées les ordonnances ci-dessous et les chapitres rédigés par les seigneurs anciens et régulateurs, en exécution du décret fait le 21 juin 1511, et qu'ils doivent être observés strictement.

Les navires dont les patrons et acheteurs auront fait un emprunt des deniers de la commune d'Ancône, selon la teneur du décret susmentionné, devront, en outre des obligations et conditions exprimées dans ce décret, être conduits conformément aux obligations, dispositions et chapitres écrits ci-après, savoir :

On mettra dans une boîte les noms de tous les Ancônitaîns âgés de plus de quatorze et de moins de quarante-cinq ans qui voudront naviguer et désireront que leurs noms soient mis dans la boîte. Ces noms seront tous ceux qui font partie du conseil, des douze conseillers, et de ceux qui, selon les statuts d'Ancône, peuvent être du nombre des douze.

Si quelque autre Ancônitaîn veut se faire inscrire, il peut le demander par une requête au conseil, et s'il obtient deux tiers des

(1) Ce statut est dans le *Liber rubeus*, pag 173. Il est rendu en exécution du précédent.

consiglio, et obtinendo per li dui terzi, sia imbuxulato. Et facta dicta imbuxulatione omne uolta accidera alcuna de dicte naue hauere ad fare alcuno viaggio, lo patrone de dicte naue sia obligato notificarlo ali magnificii S. S. Antiani et Regulatori; et loro magnificii Signorie siano obligate nel primo consiglio de celebrasse, extrahere del buxulo doue seranno imbuxulati li prædicti, uno per centenaro de botte, secondo serà la portata de dicte naue. Quali cusi extracti, dita naue sia obligata menarli per quello viaggio cum salario, et prouisione de tre ducati de moneta el mese per uno, et le expese a la mensa del patrone: ma del salario ne paghe el mezo lo comune de Ancona, et l'altro mezo la naue: et de la parte del salario che specta al comune se debia cadauno di loro far creditore in duhana, et poi compensare cum lo debito hauera in duhana per le sue mercantie. Ma non meritenno decta prouisione, ne se possano notare creditori ut supra, si non finiranno el loro viaggio destinato cum quella naue alla quale seranno deputati, cioe si andaranno et torneranno cum dicta naue, meritenno per tucto el tempo de lo andare, fino ad lo ultimo retorno: et si andaranno solum, et per qualche legitimo impedimento, non poteranno tornare in dicta naue, meritenno solum per lo andare, et fino che la naue se parte de retorno. Et dicti cusi extracti siano tenuti caricare del suo proprio, fino ad la summa de cinquanta ducati de oro per cadeuno et cadeuno viaggio da incep-tare in mercantie in lo andare et tornare: et valendo caricare più del suo, o de quello de altri a loro imposto, non se li possa negare ultra li cinquante ducati, fino in la valuta de una copta de sapone. Et dicti cusi extracti siano obligati honorare et obedire al patrone per le occurrentie et interessi de la naue et mercantie. Et quando se fara extractione de li predicti, et sera extracto alcuno, quale non se contente

V.

voix, il sera inscrit. Cette inscription faite, chaque fois qu'un desdits navires aura à faire un voyage, le patron en avertira les seigneurs anciens et régulateurs, et leurs seigneuries seront tenues, dans la première séance du conseil, de tirer, de la boîte dans laquelle on aura jeté les noms inscrits, un nom par chaque cent tonneaux, selon la portée dudit navire.

Ceux dont les noms auront été tirés feront le voyage sur ledit navire, avec un salaire de trois ducats par mois pour chacun; ils dîneront à la table du patron; quant au salaire, la moitié en sera payée par la commune d'Ancône et l'autre moitié par le navire. La partie du salaire qui doit être payée par la commune sera portée en crédit à chacun sur les livres de la douane, et ensuite ce crédit sera compensé avec ce qu'il devra à la douane pour ses marchandises.

N'auront aucun droit à cette allocation ni ne pourront être inscrits comme créanciers, ceux qui n'auront pas achevé le voyage avec le navire pour lequel ils auront été choisis; mais ceux qui vont et qui reviennent avec ledit navire seront crédités pour tout le temps du voyage jusqu'au retour final; et s'ils font seulement le voyage d'aller, et que, par un empêchement légitime, ils ne puissent pas revenir dans ledit navire, ils seront payés pour l'aller seulement et jusqu'au jour de départ pour le retour.

Et ceux dont les noms auront été ainsi tirés seront tenus de charger de leurs propres deniers jusqu'à concurrence de la somme de cinquante ducats d'or à chaque voyage, à l'aller et au retour; et s'ils veulent charger plus de leurs deniers et de ceux d'autrui qui leur auroient été confiés, on pourra leur refuser ce qui excédera cinquante ducats jusqu'à la valeur d'une caisse de savon.

Et lesdites personnes dont les noms ont été extraits devront respecter et honorer le patron dans tout ce qui a rapport au navire et aux marchandises.

Et si l'on tire le nom de quelqu'un qui ne veuille ou ne puisse faire le voyage, on le

27

andare in quello uiggio, overo non possa secundo lo ordine prædicto, se remetta nel buxulo, et se ne uace un altro in suo loco.

Item che dicte naue fin che ce sono robbe de Anconitani quali uogliono caricare, et siano in ordine de poter caricare senza far preiudicio a le naue in farle expectare per suo interesse, non possano caricare robbe de altri forassieri, in modo che prima siano cariche le robbe de Anconitani, essendoe in ordine che de alcuni altri, subto-pena el patrone de la naue che contrafacesse de ducati ducento. Et si alcuno hauesse promesso de caricare, et non caricasse, sia obligato ad pagare lo nolo de voito.

Item che dicte naui siano subiecte, et obligate in li altri casi de sopra non espressi a tucti statuti et ordini de mare del comune de Ancona.

remettra dans la boîte et on prendra un autre nom à sa place.

Item. Si des Ancônitains ont des marchandises qu'ils veulent charger et qui puissent être chargées sans retard, lesdits navires ne pourront pas charger des marchandises appartenant à des étrangers avant que les marchandises des Ancônitains aient été chargées, sous peine pour le patron de deux cents ducats.

Si quelqu'un a promis une cargaison et ne l'effectue pas, il devra le fret de ce qu'il n'aura pas chargé.

Item. Que lesdits navires seront obligés et tenus, dans tous les cas non mentionnés ci-dessus, d'observer tous les statuts et ordonnances de mer de la commune d'Ancône (1).

POLICE D'ASSURANCE D'ANCONÈ DE 1567 (2).

*Al nome d' Iddio, di buon viaggio,
salvamento et guadagno.*

Noto et chiaro sia a ciascuno legerà la presenta scritta de assecuratione, come M. Giovanni Straccha nobile Anconitano, si fa assecurare supra ciambellotti, pännine et ogn' altra sorte de mercantie, cariche ò da caricarsi per M. Nicolo Pilestri, ò qual si voglia altra persona, sopra la nave nominata *S. Mariada Loreto*, patronizzata per Angelo Picchi, ò qual si voglia altra persona attinente al detto M. Giovanni Straccha, ò altri à chi attenesse, como per

- lettere de caricamento appare ò apparirà, dal porto de Constantinopoli al porto d' Ancona. Potendosi con la detta nave et mercancie in essa cariche entrare in ogni

*Au nom de Dieu, de bon voyage, sauvement
et profit.*

Soit notoire et connu à quiconque lira la présente lettre d'assurance, que M. Jean Straccha, noble ancônitain, se fait assurer sur des camelots, draps, et toutes autres sortes de marchandises chargées ou à charger par M. Nicolas Pilestri, ou toute autre personne, sur le navire nommé *S^{te} Marie-de-Lorette*, duquel est patron Angelo Picchi, ou toute autre personne préposée par ledit M. Jean Straccha, ou par qui il appartiendra, comme il sera dit dans la charte-partie, du port de Constantinople au port d'Ancône.

Il sera permis d'entrer avec lesdits navire et marchandises dans tout port et lieu, et d'aller

(1) Ce statut étant un objet d'intérêt local et politique ne peut donner lieu à d'autres observations, sinon que les derniers mots constatent que le statut maritime de 1397 étoit toujours en vigueur.

(2) J'ai expliqué, page 111, les motifs qui me portoient à recueillir ce document, imprimé par Straccha.

porto et luogo et navigare innanzi et indietro, a destra ed a sinistra, à piacimento et volontà d' esso padrone, il viaggio non mutato. Correndo risico detti assicuratori sopra dette robbe d' ogni caso di mare, di fuoco, di getto in mare, di represaglie ò rubarie, d'amici, ò inimici ed d' ogn' altro caso portentevole, fortuito, disastro, sinistro, impedimento et caso sinistro, et fusse come si volesse, o intervenisse, tutti li detti risichi li corrino et tutti li portino li sotto scritti assicuratori sopra di loro, da l' hora che la sopra detta nave havrà fatto vela da detto porto de Constantinopoli con detti ciambellotti et altre sorti di mercantie, per insino che e sorta sarà nel porto d' Ancona à buon salvamento hore ventiquattro come è detto di sopra; et se alli detti ciambellotti intervenesse o fusse intervenuto alcun disastro (che Iddio guardi) li assicuratori debbano dare et pagare al detto M. Giovanni Straccha, ò à chi per lui, quelli danari assicurati, trà mesi due dal dì che in Ancona ne fusse vera nuova; e se pretendessero per ragione alcuna dire in contrario, non possano esser uditi da corto, giudice o magistrato alcuno, se prima non saranno pagato effettivamente si danari contative. Se frà mesi dodeci da hoggi della sopra detta nave non ce ne fosse vera nuova, li assicuratori debbano dare et pagare quel' denaro per loro assicurato senza ecceptione alcuna al sudetto M. Giovanni; et giongendo dipoi à salvamento, come è detto di sopra, detto M. Giovanni debba restituire quel' denaro c' havesse ricevuto dal detto assicuratore.

Dichiarando che da baratharia de patrone ò scrivano in fuora gli assicuratori à tutto altri risichi, casi sinistri, infortunii, vogliano esser tenuti et obligati in tutto et per tutto personalmente, ò in havere de ragione et de fatto al S. governatore d' Ancona, ò suo auditore, ò qual sivogli altro ufficiale, renuntiando de stare

en avant et en arrière, à droite et à gauche, à la volonté et au gré du patron, et sans que la destination soit changée. Lesdits assureurs supporteront les risques pour lesdits biens de tout accident de mer, de feu, de jet, de représailles ou pirateries d'amis et d'ennemis, de tout autre accident extraordinaire et fortuit, de tout événement malheureux, empêchement et cas advenu, de quelque manière que ce soit ou arrive.

Tous ces risques courront et seront supportés par les assureurs soussignés du moment que ledit navire aura mis à la voile dudit port de Constantinople, avec lesdits camelots et autres espèces de marchandises, jusqu'à ce qu'il soit amené pendant vingt-quatre heures à bon sauvement au port d'Ancône, comme il est dit ci-dessus; et si (ce que Dieu ne veuille) il arrive quelque accident auxdits camelots, les assureurs devront payer et délivrer audit M. Jean Straccha, ou à son mandataire, les deniers assurés, dans les deux mois après qu'il y en aura des nouvelles certaines à Ancône; et s'ils prétendent, par une raison quelconque, s'opposer, ils ne pourront être entendus d'une cour, d'un juge ou magistrat, avant que ces deniers ne soient versés en numéraire.

Si dans donze mois d'aujourd'hui on n'a pas de nouvelles certaines dudit navire, les assureurs doivent payer et délivrer l'argent par eux assuré audit M. Jean, sans aucune opposition; et si le navire arrive plus tard à bon port, comme il est dit ci-dessus, ledit M. Jean devra restituer l'argent qu'il aura reçu desdits assureurs.

Il est entendu qu'à l'exception de la baratharie du patron et de l'écrivain, les assureurs veulent être tenus de tout autre risque, désastre et malheur, en entier, personnellement et sur leurs biens, de droit et de fait, devant le sieur gouverneur d'Ancône ou son auditeur, ou tout autre officier, renonçant au domicile et au moratoire, selon la forme la plus étendue qui puisse être observée à la

in casa, moratorie, in la plenior forma della camera apostolica, et con potestà di essere astretti in ogni luoco, giudice o tribunale si sia. Renuntiando detti assicuratori ad ogni privilegio, indulto, prorogationi, leggi, statuti et franchisie et di feriat, che in lor favore facessero; et debbano in prima l'assicuratori pagare al detto M. Giovanni, o a chi per lui, quelli danari per loro assicurati, et dipoi litigare le cause.

Et volendo li detti assicuratori il detto M. Giovanni debba sodare sufficientemente de restituire à ciascuno quello havessero ricevuto contro il dovere, con interesse de venti per cento, et l'assicuratori habbino à provare tempo di mesi dodeci, di quello volesser dire in contrario; e passato detto tempo M. Giovanni sia libero et fuori d'ogni molestia da tutte le predette cose; et gli assicuratori giurano et obligansi al detto M. Giovanni essi et tutti loro heredi e beni mobili et immobili, presenti e futuri, in ogni miglior modo che obligar si potessero in forma della camera apostolica, con potestà d'esser astretti in tutte le parti fussero trovati, con l'osservanze sole de termini soliti celebrati, et consueti in detto modo et forma della camera apostolica; et vogliano che questo scritto habbi la medesima forza et forma, che s'habbi in tutto un contratto in forma cameræ.

Dichiarandosi che de tutte le cose non chiarite in detto scritto s'intendano ad uso et stilo della piazza de Fiorenze.

Et vogliano che 'l sensale, o mezzano che farà detta sigurtà habbi lui solo et sia bastante per fede autentica di sua mano, et per suo juramento essendo vivo alla recognitione delle lettere o mano di ciascuno, che pigliarà danari per tal ragione.

Fatta per me Marino Benincasa di commissione di Pietro Fantolini al presente mezzano de detta sigurtà in Ancona.

chambre apostolique, et se soumettant en tout lieu à tout juge et tribunal.

Renoncent lesdits assureurs à tout privilège, indult, prorogation, lois, statuts et franchises, et jours fériés qui leur seroient favorables; et les assureurs devront d'abord payer les sommes assurées audit M. Jean ou à son mandataire, et ensuite plaider.

Et si lesdits assureurs le demandent, ledit M. Jean doit donner caution suffisante de restituer à chacun ce qu'il aura reçu sans droit, avec intérêt de vingt pour cent; et les assureurs auront douze mois de temps pour faire connoître ce qu'ils veulent opposer, passé lequel temps M. Jean sera libre et hors d'atteinte de toutes les choses susdites; et les assureurs jurent et s'obligent audit M. Jean, eux et tous leurs héritiers, biens meubles et immeubles, présents et à venir, de la meilleure manière qu'ils peuvent s'obliger, selon le formulaire de la chambre apostolique, se reconnoissant contraignables partout où on les trouvera, avec la simple observation des délais alloués et usités dans ledit formulaire de la chambre apostolique; et nous voulons que cet écrit ait la même force et forme que si c'étoit un contrat in forma cameræ.

Déclarant que, pour toutes les choses qui ne sont pas expliquées dans cet écrit, on se rapporte à l'usage et au style de la place de Florence.

Et voulons que le courtier qui négociera cette assurance fasse foi, lui seul par son écrit et par son serment, de l'écriture et signature de quiconque aura contracté de la manière ci-dessus.

Fait par moi Marino Benincasa, par commission de Pietro Fantolini, courtier d'assurance.

EXTRAIT DU STATUT DE FERMO (1).

LIB. II. — RUB. XXI. *De officio consulum mercatorum.*

Consulum mercatorum ad officium consulatus, et eorum notarii officium tale sit : videlicet quod stare debeant ipsi consules et eorum notarius continue, horis congruis, in loco consueto, ad rationem reddendam, et ad cognoscendum et terminandum omnes quæstiones vertentes inter quascunque personas, tam ciuium, quam forensium occasione emptionis et venditionis mercationum, rerum mobilium tantum, factarum, et fiendarum per mare, vel per terram, per quoscunque et cuiuscunque fuerint quantitatis, et omnes alias quæstiones ex quibuscunque causis usque ad quantitatem centum sol. den. tantum ; dummodo actor iuret se debere recipere ex dicta causa non maiorem quantitatem, ut non fiat diuisio quantitatis ex eadem causa, ne fraus in iurisdictione prædicta committatur ; et semper consideretur quod debetur, et non quod petitur : et quod secus factum fuerit, non valeat, nec teneat ipso iure. In aliis vero quæstionibus, seu causis, dicti consules se intromittere non possint, nec de eis cognoscere valeant, nec iurisdictionem habeant, nisi litigantes, sponte, se coram eis voluerint convenire, et sponte litigauerint, et responderint coram eis : de quibus quæstionibus coram eis vertentibus possint cognoscere, et diffinire summarie, simpliciter, et de plano, sine strepitu et figura iudicii, solemnitatibus, et subtilitatibus quibuscunque omissis, sed sola facti veritate reperta. Et causas quascunque vertentes coram eis, quarum cognitionem habent, sine partium consensu teneantur decidere, et terminare infra viginti dies a die primæ citationis numerandos, pæna xxv lib. den. pro quolibet, et qualibet vice. Causas vero, quarum habent cognitionem ex consensu spontaneo, si sint pretii xxv lib. den. vel ab inde infra, decidant infra dictum terminum, sub dicta pæna. In aliis vero seruent modum, et terminos ordinatum et ordinatos in causis ciuilibus ordinariis, qui habentur in libro causarum ciuiliu : qui terminus in curia dictorum consulum currat a die licentiæ contumaciæ omnibus diebus etiam feriatis, non tamen in honorem Dei inductis : dummodo eis de prædictis semper sit liquidum, et manifestum per instrumentum, vel scripturam scriptam manu debitoris, seu promissoris quantitatis, vel alicuius rei, vel per confessionem partis, vel per testes, vel semiplenam probationem, et iuramentum partis eius cui videretur dictis consulibus mercatorum iuramentum deferendum. Et Potestas, vel capitaneus, qui pro tempore fuerint, teneantur, et debeant sententias, præcepta lata et facta per dictos consules secundum iurisdictionem ipsorum consulum executioni mandare, cogendo partem condemnatam realiter et personaliter prout ipsis D. D. rectoribus exequentibus dicta præcepta, seu sententias, vel alteri ipsorum videbitur expedire. Et possint dicti consules pro dicto eorum officio exercendo pænas et banna imponere usque ad quantitatem xxv lib. den. inclusiue, et ab inde infra, inspecta quantitate, et qualitate facti, et negotii causæ : quæ banna imposita, et imponenda per dictos consules, Potestas et capitaneus, et quilibet ipsorum teneatur exigere, et auferre inobedienti ad requisitionem ipsorum consulum, vel partis in cuius fauorem prædicta fierent, post lapsum decem dierum a die facti præcepti, et ipsos inobedientes cogere in palatio, et cogi facere, et

(1) Ce statut, comme je l'ai dit, page 100, ne contient point de droit maritime ; mais la rubrique que je publie offre d'utiles développemens sur la juridiction et la procédure des consuls des marchands.

eorum familiam et balium communis mittere ad capiendum illum, vel illos, quos ipsi consules voluerint, et dixerint, pro dictis debitis persoluendis, seu bannis impositis occasionibus supra dictis, secundum ipsorum sententiam et mandatum. Et prædicti consules teneantur prædicta facere, et fieri facere, et obseruare, et executioni mandare, ut supra dictum est: et bene, et legaliter dictum officium ipsi, et eorum notarius exercere et operari, sine fraude et malitia aliqua, et secundum modum prædictum: et si aliter procederent, non valeat ipso jure. Qui quidem consules, et eorum notarius in principio eorum officii iurare debeant, dictum officium bene et legaliter exercere: et nullum salarium habere possint, vel debeant a communi, vel specialibus personis, nisi pro scripturis, quæ fierent occasione dicti officii, et in ipso officio percipere secundum modum et formam traditam in capitulo de salario notariorum bancharum ciuiliū dictæ ciuitatis: quod quidem salarium, siue lucrum diuidatur inter dictos consules et notarium eorum, et quilibet prorata. Et consules prædicti, et eorum notarius eligantur hoc modo: videlicet quod fiat vnus sacculus, in quo ponantur tria marsupia, in quorum vno ponantur sex cedulæ in palluctis de cera, quarum quælibet pallucta contineat vnum aduocatum, vel procuratorem collegiatum et matriculatum, et unum mercatorem, et unum notarium inter contratam Castelli et contratam Pilæ; et in alio marsupio ponantur sex aliæ cedulæ in palluctis prædictis, quarum quælibet contineat unum aduocatum, vel procuratorem, vt supra collegiatum, et unum mercatorem, et unum notarium, inter contratam Sancti Martini et contratam Florentie: et eadem forma et modus seruetur in contrata Sancti Bartholomæi et Campiletti: et prædicta ordinatio fiat per DD. Priores, et Gonfalonarium iustitiæ, et duos bonos homines per contratam: et dicti consules, et notarius extrahantur de dicto sacco, donec durant dictæ cedulæ; quo finito, fiant aliæ de nouo, modo et forma prædictis. Et licentiæ tenutarum datarum, et dandarum, et accipiendarum auctoritate consulum pro creditoribus contra debitores valeant, et teneant auctoritate præsentis statuti, et ipsæ tenutæ, executioni mandentur, vt in capitulo de licentiis et tenutis plenius continetur. Et præsens statutum sit et esse debeat præcisum, et derogatorium omni alio statuto, prouisioni, et reformationi, facto, seu factæ. Et præsens statutum teneatur, et debeant dicti consules in omnibus, et per omnia obseruare, et se non immiscere in aliis quæstionibus, quarum cognitionem non haberent, secundum formam presentis statuti: et si contra contenta in præsentis statuto fecerint, non teneat ipso iure quod fecerint, nec ea, quæ fierent ultra dictam iurisdictionem, officiales communis teneantur exequi. Et teneantur dicti consules per se ipsos officium prædictum exercere, nec possint illud alteri committere: possit tamen vnus alteri vices suas committere in cognoscendo causas coram eis vertentes usque ad sententiam exclusiue. Sententias vero difinitiuas ambo simul dare et proferre teneantur: et si aliter fieret, non valeat sententia quoquo modo. Adjicientes, quod eorum notarius teneatur et debeat registrare, et annotare omnes eorum actus et sententias in libro, tempore cuiuslibet officii consulum faciendo, et librum prædictum publicatum restituat notario regulatorum, finito officio dictorum consulum; qui notarius regulatorum gratis, et sine aliqua mercede, teneatur ostendere dictum librum unicuique sua interesse putanti, quotiens dictum librum legere, vel uidere uoluerit.

CHAPITRE XXXI.

Droit maritime du royaume des Deux-Siciles.

Le royaume connu aujourd'hui sous le nom des Deux-Siciles est composé de deux portions de territoire très-distinctes, que leur position appeloit à l'exercice habituel du commerce maritime : 1° l'état de Naples, renfermant la partie méridionale du continent de l'Italie, depuis les états du saint-siège qui la bornent au nord ; 2° la Sicile, la plus grande des îles de la Méditerranée.

Il ne peut y avoir de doute sur la législation maritime qu'on observoit dans le territoire qui compose le royaume de Naples ; c'étoit évidemment la même que les relations habituelles des navigateurs des côtes et des îles de l'Asie y avoient fait connoître depuis longtemps, et que les Romains adoptèrent sous le nom de *lois rhodiennes*.

Les malheurs qui fondirent sur l'Italie dès le v^e siècle n'empêchèrent pas les empereurs d'Orient, seul reste de l'ancienne grandeur romaine, d'y conserver leur domination (1).

Il est prouvé qu'aux vii^e et viii^e siècles les premiers magistrats de Naples, d'Amalfi, de Gaëte, et d'autres cités importantes, étoient nommés par l'exarque de Ravenne (2). Après la prise de cette ville, ces nominations furent encore faites par les empereurs de Constantinople jusqu'au xi^e siècle ; mais les rapports de l'Italie avec l'empire d'Orient s'effaçant de plus en plus, ces villes acquirent une sorte d'indépendance de fait. Il paroît même qu'à l'exception de la supériorité nominale dont je viens de parler, dès le xi^e siècle ces villes, entre autres Naples, Amalfi, Salerne et Gaëte, étoient des sortes de républiques, dont des seigneurs avides et ambitieux cherchoient à s'emparer. La première est décorée de ce nom dans un traité avec Sicard, prince de Bénévent, de 836, connu dans les chroniques sous le titre de *Capitulare principis Sicardi* (3). Amalfi, après avoir été momentanément conquise par le même Sicard, recouvra son indépendance en 839 (4), et se gouvernoit par des magistrats électifs.

Toutes ces villes, après de grandes vicissitudes de fortune, attaquées et

(1) Muratori, *Rerum Italicarum Scriptores*, t. V, col. 173 à 187.

(2) Const. Porphyrogen. *De admin. imp.* part. II, cap. xxvii, pag. 68.

(3) Camillo Peregrini, ap. Murat. *R. I. S.* t. II, part. II, col. 256.

(4) Muratori, *Antiquitates Italiae medii ævi*, t. I, col. 208, 220.

subjuguées par les princes normands, devinrent au commencement du XII^e siècle des parties intégrantes du royaume de Naples.

Mais en perdant leur indépendance politique, elles conservoient une partie de leur liberté civile et de leurs franchises municipales, au nombre desquelles étoit le droit de faire des traités de commerce. Ainsi nous voyons qu'en 1125 les magistrats de Gaëte s'étant emparés d'un chargement de cuirs et de cire, qu'un commerçant de Salerne avoit expédié de Tunis à son com-mettant de Gaëte, une indemnité fut accordée pour cette prise (1).

Ainsi Amalfi avoit obtenu en 1178 des privilèges du roi de Jérusalem (2) et fait un traité semblable avec la cité de Naples en 1190 (3); Trani avoit obtenu les mêmes concessions qu'Amalfi dans le royaume de Jérusalem en 1196 (4). Un acte dont j'ai pris connoissance à la *Regia-Zeccha* de Naples, en date de 1272, a pour objet de faire affermer les produits des consulats de Gaëte en Afrique, notamment à Tunis et à Bugie; et sans doute, si tous les documens enfouis dans les archives presque inaccessibles des anciennes villes du royaume de Naples nous étoient connus, il seroit possible d'en donner bien d'autres preuves.

On voit par ceux que je viens de citer que ces villes avoient des lois ou du moins des usages d'après lesquels leurs magistrats rendoient la justice; qu'elles stipuloient par des traités le droit d'avoir en pays étranger des consuls ou autres envoyés chargés de rendre la justice à leurs navigateurs d'après leurs coutumes.

Quelles étoient ces coutumes? La réponse est facile pour tout le temps où ces villes ont continué d'être soumises d'une manière plus ou moins étroite à l'empire d'Occident et ensuite à l'empire d'Orient; c'étoit évidemment le droit romain, contenu dans les compilations de Justinien, et transporté dans celles des empereurs d'Orient appelées *Basiliques*.

Mais on a vu dans les chapitres précédens que Venise et Ancône, tout en conservant le fond de l'ancienne législation maritime des Romains, y avoient apporté des modifications ou des additions résultant de nouveaux besoins; que l'ancien système sur la réparation des avaries par voie de contribution avoit été considérablement modifié par les statuts de ces villes, et je crois qu'il en fut ainsi dans toute l'Adriatique. C'est précisément dans un statut de la ville de Trani, située sur cette mer et dépendant du royaume de Naples, statut dont la rédaction est attribuée aux navigateurs les plus expérimentés du golfe Adriatique, que se trouve la plus ancienne preuve de ce changement.

Pour que chacun soit à portée d'apprécier le caractère de ce document et

(1) Federici, *Degli antichi ducchi e consoli de Gaeta*, pag. 488.

(2) Ughelli, *Italia sacra*, t. VII, pag. 204.

(3) Pansa, *Istoria d'Amalfi*, t. I^{er}, pag. 104.

(4) Forges, *Dissert. sulla seconda moglie di Manfredi*, Doc. VII.

la foi qu'il mérite, je dois faire connoître où je l'ai trouvé et ce que j'ai fait pour arriver à des détails positifs.

La Bibliothèque royale de Paris possède les statuts de Fermo, ville des états pontificaux située sur le littoral Adriatique, imprimés à Venise en 1507 et réimprimés à Fermo en 1589, dont j'ai déjà eu occasion de parler dans le chapitre précédent.

En les compulsant pour savoir si j'y découvrirais quelques dispositions sur le droit maritime, j'ai trouvé, en appendice, un document intitulé, *Ordinamenta et consuetudo maris, edita per consules civitatis Trani*, dont j'étois loin de soupçonner l'existence.

Il commence ainsi : *Al nome delo onnipotente Dio, amen. Millesimo sexagesimo tertio, prima indictione.*

Cette date de 1063, par conséquent antérieure d'un siècle au *Constitutum usus* de Pise, qui étoit jusqu'à présent la plus ancienne loi maritime appartenant à l'Italie dont j'eusse acquis la connoissance ; le fait que le document ainsi daté étoit en idiome italien ; le désir très-naturel d'ailleurs de savoir si les archives de Trani ou quelque autre dépôt public ne contiendroient pas un manuscrit d'après lequel l'impression auroit eu lieu, m'excitèrent à faire des recherches : elles ont commencé en 1825 et n'ont cessé de m'occuper. Après de longues et infructueuses démarches, M. Desjobert, consul général de France à Naples, m'a répondu le 8 décembre 1827 :

« J'ai épuisé toutes les recherches qu'il étoit possible de faire relativement « à l'ordonnance de Trani.

« J'ai écrit successivement à l'agent consulaire de Trani et au syndic de la « même ville, pour les prier de faire vérifier si le statut original existoit encore « dans les archives de la province. J'ai appris d'eux que ces archives ont été « la proie des flammes dans un incendie qui a détruit une partie de la ville « en l'année 1799 (lors de l'entrée des Français, ainsi qu'on me l'a assuré « à Naples en 1833).

« On m'avoit dit qu'un ancien magistrat de Trani, M. Acclavio, aujourd'hui « vice-président de la cour suprême de Naples, avoit fait il y a quelques « années des recherches sur le même objet (c'étoit effectivement d'après ma « demande, à l'invitation du prédécesseur de M. Desjobert) : j'ai pris au- « près de lui des informations ; il en est résulté que les démarches qu'il avoit « faites pour découvrir ce document ont été inutiles. Enfin M. le directeur « des *Studi* de Naples, et M. le chanoine André de Jorio, ont fait dans la « bibliothèque de cet établissement beaucoup de recherches, et ils ne con- « noissent dans le royaume aucune bibliothèque où l'on puisse espérer de « se le procurer. »

De mon côté, j'ai pris des informations dans mon voyage à Naples en 1833 ; elles m'ont confirmé la véracité de la réponse de M. Desjobert.

Ainsi le seul texte de ce document qui existe et que je puisse faire entrer

dans ma collection, est celui qu'on trouve à la suite de l'édition des statuts de Fermo de 1507, réimprimés en 1589.

Il porte, comme on l'a vu, la date de 1063. Cette date est-elle exacte? L'éditeur qui, en 1507, a fait imprimer notre document, à une époque et dans un lieu où l'art de la critique étoit fort peu développé, n'a-t-il pas commis quelque erreur?

La perte des archives de Trani ne permettant point d'y chercher des moyens de vérification, et personne même, soit dans l'état de Naples, soit à Trani, ne paroissant avoir connu ce document, la seule opération critique consistoit à m'assurer si l'indiction première qu'il atteste répondoit bien à la date de 1063. Il n'y a pas de doute à ce sujet, ainsi qu'on peut s'en assurer en consultant l'*Art de vérifier les dates*. L'année 1063 et l'indiction première concourent exactement.

J'ai dû encore rechercher si cette indiction première ne tomberoit pas dans quelque autre année, telles que 1163, 1263, etc., dont le millésime ne différeroit de celui qu'offre le document que par l'omission d'un chiffre. La seule année qui seroit dans ces conditions est l'an 1363, avec lequel l'indiction première concourt exactement. On pourroit donc supposer que l'éditeur a imprimé *millesimo sexagesimo tertio*, au lieu de *millesimo trecentesimo sexagesimo tertio*. Arrêté quelque temps par cette difficulté, j'ai cru devoir consulter M. Alberto Albertini, archiviste d'Ancône, à qui je devois déjà beaucoup relativement au droit maritime de cette dernière ville. Il me sembloit qu'habitant à peu de distance de Fermo, il pourroit découvrir si l'on y avoit conservé l'original des *Statuta Firmanorum*; si les *Ordinamenta* de Trani s'y trouvoient annexés, et sous quelle date.

J'ai longtemps attendu une réponse, qui ne m'a été faite que le 10 janvier 1838. Elle m'apprend que M. le primicier Barili, bibliothécaire d'Ancône, a bien voulu écrire à Fermo; que d'après les explications qu'on lui a données il existe dans cette ville un exemplaire en parchemin des *Statuta Firmanorum*, imprimés en 1507, et que les *Ordinamenta* de Trani y sont datés de 1063. On ignore du reste comment et pourquoi ce statut d'une ville étrangère a été annexé à celui de Fermo.

Dans une telle situation, il m'a semblé que je n'avois pas le droit, de mon autorité privée, de changer la date de 1063, que présentent et l'original des *Statuta Firmanorum* et les éditions de 1507 et de 1589.

Le savant de Fermo qui a bien voulu répondre à M. le primicier Barili paroît croire, il est vrai, qu'en 1063 *Trani non potea aver tant' ordine di commercio ed i consoli, come suppongono quegli ordinamenti*.

Mais cette objection peut disparaître si l'on considère que la position commerciale de Trani n'étoit pas moins favorable que celle de Venise, d'Ancône, et des autres villes maritimes de l'Adriatique, dont la navigation étoit très-considérable au XI^e siècle; que partout où les opérations du com-

merce avoient quelque activité, on sentoit le besoin de confier à des hommes spéciaux, assez généralement appelés *consuls*, la surveillance de la navigation et le jugement des contestations maritimes; que cette institution, connue des Grecs anciens, avoit dû être portée dans leurs colonies; qu'on en trouvera des preuves authentiques au moyen âge dans des documens de 1124, 1129 et autres, cités dans le présent chapitre, précisément pour des villes dépendant comme Trani du royaume de Naples; qu'enfin cette ville avoit obtenu en 1196 des concessions dans le royaume latin de la Palestine, et faisoit au XII^e siècle un grand commerce avec le Levant (1).

Il n'y a donc aucune invraisemblance à admettre que Trani pouvoit avoir en 1063 des consuls de mer, dans les attributions de qui étoit la rédaction des usages maritimes destinés à servir de règles aux navigateurs, et que ces consuls ont pu, en conséquence de ces attributions, composer et promulguer le statut dont je m'occupe.

Ce statut ne nous est parvenu, comme on l'a vu, que par une édition donnée en 1507, à la suite des *Statuta Firmanorum*. Mais cette édition présente un texte italien du XV^e ou tout au plus du XIV^e siècle. Ce texte est-il la traduction d'un original composé en latin ou en italien? Cette question archéologique n'est pas sans intérêt.

Si l'on adoptoit l'opinion que la date imprimée est inexacte, qu'on doit la remplacer par le millésime de 1363, année dans laquelle tomboit l'indiction première, comme elle tomboit dans l'année 1063, rien n'empêcherait de croire que la rédaction originale a été faite en langue italienne. Le XIV^e siècle est celui où vécurent et écrivirent Dante, Boccace, et un grand nombre de littérateurs distingués dont l'Italie se glorifie à juste titre; leurs ouvrages sont presque exclusivement en langue italienne.

Il est bien vrai que les lois étoient rédigées en langue latine dans le cours de ce même siècle et du suivant; Venise conserva cette coutume jusqu'à la fin du XV^e, Gênes jusqu'à la fin du XVI^e.

Mais outre que cette langue étoit déjà hors de la portée du plus grand nombre, l'emploi n'en fut conservé dans la législation que pour la rédaction des statuts généraux, composés, étudiés, commentés, appliqués par des jurisconsultes dont le latin étoit la langue maternelle. Il n'y avoit pas le même motif pour écrire ainsi des usages maritimes, rédigés et appliqués par des hommes étrangers à la science du droit civil, qui adoptoient un système et des règles entièrement opposées aux décisions des Paul, des Papinien, etc., objet d'une espèce de culte pour les jurisconsultes.

Aussi avons-nous vu, t. IV, pages 568 et suiv., que le *Breve curiæ maris* de Pise fut traduit en italien dès 1323, et que le statut d'Ancône, antérieur à 1397, étoit aussi dans cet idiome.

(1) Forges, *Dissert. sulla seconda moglie de Manfredi*, Doc. VII. — Benjamin de Tudèle, page 8.

Je crois donc que si notre statut de Trani est de 1363, il n'y a aucun doute qu'il ait été rédigé en italien. Mais il y a beaucoup plus d'incertitude sur ce point si l'on admet mon opinion que ce statut doit conserver sa date de 1063.

La solution de la question se rattache aux sentimens assez divisés des savans sur les origines et les premiers temps de la langue italienne.

Dans tous les états formés des débris de l'empire romain on conserva longtemps sans doute l'usage de la langue des maîtres du monde; elle resta exclusivement celle du clergé, des jurisconsultes, des savans.

Mais à côté de cette langue, qu'on n'apprenoit que par l'étude, existoient dans la société, et surtout dans le peuple, des idiomes vulgaires dérivés du latin, quoiqu'ils n'en admissent plus la syntaxe et moins encore les locutions élégantes et savantes.

Ces idiomes avoient une grande ressemblance dans leurs bases fondamentales, et ne différoient guère entre eux que par une prononciation plus ou moins rude, les additions ou les suppressions de quelques lettres, le son de quelques finales. Une comparaison, dont probablement on ne se doutoit point alors et qui aujourd'hui est extrêmement facile, atteste leur origine commune.

Au-dessus de ces idiomes, qu'on peut, avec raison, appeler des *patois*, et qui ne dépassoient point en général des limites peu étendues, étoit née aussi une langue vulgaire plus polie. Formée d'un choix des expressions les plus élégantes de chaque idiome, elle devint le moyen de communication entre toutes les parties d'un vaste territoire que morceloient les patois locaux. Toutes les classes de la société l'entendoient facilement, parce que si elle étoit plus pure et plus harmonieuse que les patois, elle étoit cependant conforme à leur syntaxe. Cette langue, qu'on appeloit *aulique*, *cardinale*, *illustre*, fut probablement celle qu'on employoit lorsque les magistrats chargeoient leurs clercs, secrétaires ou chanceliers, de traduire (*vulgarizzare*) les lois latines pour en répandre mieux la connoissance : en effet, tout en n'étant pas celle du peuple, elle se trouvoit à sa portée, comme l'est le langage pur d'un homme bien élevé pour un paysan grossier.

Nous avons des preuves bien antérieures à 1063 que le peuple, et par ce mot j'entends une très-grande partie de la société et les classes les plus aisées, ne parloit plus ou n'entendoit plus le latin, même dans l'état de corruption où il étoit tombé. Dès l'an 813, le concile de Reims ordonnoit aux évêques d'instruire les peuples dans la langue du lieu, et de faire traduire dans cette langue les homélies et les sermons écrits en latin; les plus renommés par leur zèle se conformoient à ces ordonnances, prêchant le clergé en latin et le peuple en langue vulgaire (1).

Ces faits sont, j'en conviens, relatifs à la Gaule et à la Germanie; mais

(1) *Histoire littéraire de France*, t. VII, pag. xli.

l'ignorance, et l'espèce d'impossibilité pour le peuple, et même pour toutes les classes sociales, à l'exception du clergé, des jurisconsultes et de quelques hommes d'une éducation soignée, d'entendre des compositions faites en latin, n'étoient-ils pas les mêmes en Italie? D'ailleurs nous avons des preuves semblables pour ce pays. L'auteur des Antiquités d'Est, part. I, chap. xxvi, pag. 356, nous apprend que le patriarche d'Aquilée ayant fait une homélie au peuple, Gérard, évêque de Padoue, *interpretavit maternaliter ejus prædicationem*, ce qui certainement signifie qu'il la traduisit en langue vulgaire.

Je dois reconnoître avec franchise que jusqu'à présent les auteurs qui ont discuté avec le plus de soin les origines de la langue italienne pensent qu'on ne trouve pas de documens écrits en cette langue antérieurs au XII^e siècle (1); mais ils reconnoissent qu'une multitude d'expressions vulgaires se trouvent intercalées dans des chartes des siècles VIII^e et suivans, et souvent même comme moyen d'interprétation des expressions latines, ce qui constate un idiome vulgaire déjà susceptible d'être écrit.

Il ne faut pas d'ailleurs se dissimuler que ces savans ont rarement porté leurs investigations sur les recueils d'usages locaux relatifs à la jurisprudence; que, l'eussent-ils essayé, leurs tentatives n'auroient eu que de foibles résultats, la plupart des documens de ce genre, rédigés en langue vulgaire, ayant été successivement rajeunis dans les copies destinées à l'usage commun.

C'est ce qui est évidemment arrivé, comme on l'a vu, t. I^{er}, page 302, aux Rôles d'Oléron, le plus ancien monument du droit maritime sur l'Océan. Longtemps ils n'ont été connus que par une révision faite au XVI^e siècle; j'en ai découvert des rédactions très-probablement écrites au XIV^e siècle; d'autres plus anciennes seront peut-être trouvées quelque jour.

Je crois qu'il en a été de même pour le statut de Trani et qu'il a été originairement rédigé dans l'idiome italien qu'on parloit en 1063. Autant qu'il m'a été possible d'en juger, et d'ailleurs c'est l'opinion de M. Libri, que je pouvois consulter avec confiance, le texte imprimé en 1507 ne paroît pas être une traduction du latin; on y voit des locutions propres à la langue italienne, conformes à son mécanisme, et attestant une rédaction faite originairement dans cette langue, mais rajeunie à mesure des transcriptions.

Cependant je ne dois pas omettre d'indiquer une objection assez sérieuse que m'a faite M. Libri, non sur ce point de savoir s'il existoit en 1063 un idiome vulgaire dans lequel le statut de Trani auroit pu être rédigé, mais sur un rapport synchronique entre la date de 1063 et les noms inscrits en tête du document. On y lit qu'il a été fait, rédigé, *per li nobili et discreti homini misser Angelo de Bramo, misser Simone de Brado, et conte Nicola de Roggiero, de la cità de Trani*.

(1) Pignotti, *Delle origine e progressi della lingua italiana*, t. I^{er} de la *Storia Toscana*, pag. 280, édition in-12 de 1820. — M. Libri, *Histoire des sciences mathématiques*, etc. t. I^{er}, pages 175 et 176.

Si le titre de comte donné à Nicolas Roggiero désigne le comte (seigneur) de Trani, les chroniques ou monumens du temps infirment cette énonciation. Giustiniani, dans son *Dizionario geografico storico del regno di Napoli*, dit à l'article *Trani*, qu'en 1053 cette ville se donna au comte Unfred, et qu'ensuite elle fut accordée au comte Pietro ou Pietrone, auquel succéda son fils, le comte Goffreds. Cette dernière assertion se trouve encore dans Painchelli, *Regno di Napoli in prospettiva*, t. II, page 207; dans la *Chronica sancti monasterii Cassinensis*, page 280; dans Ughelli, *Italia sacra*, t. VIII, col. 885 (édit. de Venise); dans Muratori, *Rerum Italicarum Scriptores*, t. V, col. 44 et 45. Ce Pierre, comte de Trani, se révolta en 1073, suivant Muratori, col. 153. 264 et 269.

Ces faits historiques pourroient se concilier avec l'existence d'un comte Nicolas Roger (Roggiero), si l'on admet qu'à cette époque des particuliers recevoient et portoient le titre de comte, sans seigneurie ni territoire, ce qui peut être très-douteux. Mais ne peut-on pas proposer une explication plus simple. Les hommes qui s'étoient rendus célèbres dans l'enseignement du droit obtenoient, ainsi que l'atteste la constitution de 423, insérée au Code de Justinien, liv. XII, tit. XI, le titre de comte et les honneurs de la *comitive*; le titre de *comes legum* étoit donné à des jurisconsultes célèbres, suivant du Cange, voc. *Comes legum*. Nicolas Roger étoit peut-être dans ce cas, soit qu'il eût existé quelque chaire d'enseignement à Trani, soit que ce savant s'y fût retiré. Il étoit consul de mer, et cela est tout à fait conforme à l'usage qu'on avoit d'admettre un jurisconsulte dans des magistratures où il étoit utile de réunir ensemble les hommes savans en théorie, avec les hommes habiles en pratique et en expérience.

Je crois donc devoir persister dans l'opinion que le statut maritime de Trani a été rédigé en langue italienne, telle qu'on la parloit en 1063; que longtemps il en a circulé des copies, dont les scribes rajeunissoient le style et l'orthographe pour le mettre à la portée des marins et des navigateurs, qui n'en auroient pas compris un mot si l'on s'étoit attaché scrupuleusement à leur offrir aux XIV^e, XV^e et XVI^e siècles un style et une orthographe du XI^e. Le même procédé a certainement été suivi par l'éditeur de 1507; et ce qui le prouve, c'est que dans la réimpression de 1589 l'italien se trouve encore rajeuni. J'en donnerai le texte page 247 pour faciliter la comparaison.

Quelle que soit du reste l'opinion qu'on adopte, et quand on croiroit que le statut de Trani, originairement composé en latin, a été traduit en italien à diverses époques successives, et même en 1507, personne ne révoquera en doute la nécessité où j'étois de le publier. Renfermé qu'il est dans un ouvrage où rien n'en indique l'existence, il peut être réellement considéré comme manuscrit.

Par les motifs expliqués précédemment, je n'hésite point à lui donner la date de 1063, puisqu'elle lui est attribuée, non pas même dans une publica-

tion faite à Trani, dont l'éditeur pourroit être suspect d'avoir voulu vanter l'antiquité des lois de sa patrie, mais par les soins et sous l'autorité des magistrats de Fermo, ville voisine et peut-être rivale, où l'on n'avoit aucun intérêt à tromper le public sur une date, alors sans doute considérée comme incontestable.

En lui-même, ce statut a un caractère de généralité que ne présente point le statut vénitien de 1255. On voit que les auteurs de ce travail comprenoient leur mission; qu'ils ne rédigeoient pas une loi pour le seul port de Trani; qu'ils constatoient les usages alors observés dans les parages de la mer Adriatique, usages différant sous quelques rapports du droit romain, ainsi que je l'ai dit, mais par cela même d'autant plus curieux à connoître.

Je dois maintenant m'occuper du droit maritime suivi dans les villes maritimes du royaume de Naples qui ne sont pas situées sur l'Adriatique.

Nous aurions à ce sujet des notions positives, s'il étoit possible de découvrir un document que plusieurs écrivains attribuent à la ville d'Amalfi et désignent sous le nom de *Table amalfitaine*.

On ne possède d'autres renseignemens sur ce monument, en supposant qu'il ait existé, qu'un passage de Freccia, jurisconsulte napolitain qui vivoit au xvi^e siècle. Dans son ouvrage intitulé *De subfeudis*, il parle des grands officiers de la couronne de Naples, et le chapitre VII du livre I^{er} a pour titre: *De officio admirati maris*.

Après avoir dit qu'Amalfi avoit été fondée par des familles romaines fuyant les barbares, et que les patriciens y formèrent une magistrature chargée de surveiller la navigation et les affaires maritimes, magistrature que les empereurs de Constantinople, tant qu'ils eurent Amalfi sous leur dépendance, avoient entourée d'honneurs, il en tire l'origine de la jurisprudence suivie au tribunal d'amirauté du royaume napolitain, et s'exprime ainsi: *Hinc in regno non lege Rhodiâ maritima decernuntur, sed tabulâ quam Amalphitanam vocant; omnes controversiæ, omnes lites ac omnia maris discrimina eâ lege ac sanctione usque ad hæc tempora finiuntur*.

Pansa, dans son *Istoria della antica repubblica d'Amalfi*, t. I^{er}, pag. 17; Brencinan, qui a composé deux dissertations spéciales sur Amalfi, ont copié Freccia; ils ont été imités par Signorelli, *Della coltura delle due Sicilie*, § 7; par Fortunato, *Riflessioni intorno al commercio antico e moderno del regno di Napoli*, lib. I, cap. IV; par Giannone, *Storia civile del regno di Napoli*, lib. VII, cap. III; par Sismondi, *Histoire des républiques italiennes*, t. I^{er}, page 264. Aucun de ces historiens, ce qui est surprenant de la part des deux derniers surtout, ne paroît avoir fait de recherches pour découvrir l'existence d'un document d'autant plus digne d'attention qu'Amalfi avoit perdu depuis longtemps son éclat commercial et sa puissance, lorsque Freccia parloit de cette Table amalfitaine comme constituant encore au xvi^e siècle le droit maritime du royaume de Naples.

Jorio, qui, rédigeant en 1781 un projet de code maritime par ordre du roi de Naples, a consacré la moitié de son second volume à écrire l'histoire des législations et la bibliographie de la jurisprudence maritime, ne pouvoit passer sous silence cette Table amalfitaine. Je vais transcrire ce qu'il en dit, d'un côté parce que, son ouvrage étant très-rare et hors du commerce, les lecteurs auroient peu de moyens de vérification; de l'autre, parce que ses paroles, copiées et amplifiées par des écrivains postérieurs, sont devenues le fondement unique de ce qu'on a dit de nos jours sur cette législation maritime d'Amalfi.

Après une exposition assez étendue de l'ancienne prospérité d'Amalfi et de son commerce considérable en Orient, il dit, t. II, pag. 92 et 93 :

« In fatti la loro giurisprudenza navale, chiamata la Tavola amalfitana, « oscurò presso di noi la legge rodia, sicchè a norma della medesima e non « di questa si decidevano quì gli affari marittimi. Marino Freccia, che viveva « nel 1570, è colui che ci ha conservata la memoria di questo fatto, così « rimarchevole, ed attesta la memoria di questo fatto, che sino al suo tempo « aveva vigore la Tavola amalfitana. Errico Brenkmanno, tanto ammiratore « di questa città, non ha mancato di aggiungere alle sue glorie anche questa, « e parlando della Tavola amalfitana trascrive le parole di Freccia senza « dirci altro.

« Quando si fosse formata questa Tavola, da quai leggi, chi le avesse dato « tal nome, e perche, in che tempo si fosse adottata da tutto il regno, è tutto « oscuro. Resto sorpreso come i nostri scrittori, in un punto di tanta gloria « per Amalfi, e di tanta considerazione per le nostre parti, sieno stati muti su « questo punto. Se Freccia non ci avesse accennate quelle due parole, sa- « rebbe rimasta sepolta nell' obbligo una memoria così preziosa. La prima di « Freccia, nè dopo si trovano decisioni di cose marittime, dove si citano le « leggi di Amalfi, e pure quest' autore, e questo magistrato attesta con tanta « franchezza, che a' tempi suoi il nostro mare era da tali leggi regolato. »

Quelque joie patriotique qu'éprouvât Jorio de rencontrer un témoignage propre à attribuer à une des villes dépendantes du royaume de Naples l'honneur d'avoir rédigé le plus ancien monument de législation maritime du moyen âge, au moins s'est-il borné à ne rien ajouter à l'assertion de Freccia; il a exprimé seulement le regret de ce qu'aucune décision judiciaire ne citoit cette Table amalfitaine.

Mais le major Taylor, dans quelques notes assez insignifiantes sur les navigateurs du moyen âge, insérées à la fin de son *Voyage dans l'Inde*, va jusqu'à dire qu'Amalfi ayant étendu son commerce, « bientôt une cour d'amirauté, à laquelle ressortissoient librement toutes les nations commerçantes « autour de la Méditerranée, et Constantinople elle-même, donna une haute « idée des principes d'équité et des profondes connoissances d'Amalfi. » (Trad. franç. t. II, page 319.)

Un fait aussi extraordinaire, dont aucun des historiens du royaume de Naples n'a parlé, auroit besoin d'autres preuves que la simple assertion d'un Anglais écrivant au XIX^e siècle.

Cependant Azuni, dans l'édition française qu'il a donnée en 1808 de son *Système de droit maritime*, t. I^{er}, page 443, et dans l'extrait qu'il en a publié en 1811, sous le titre : *Origine et progrès du droit maritime*, page 166, a transcrit à la fois ce que disoit Jorio et ce que disoit le major Taylor, sans citer l'un et l'autre, et sans donner aucun appui à ces assertions, qu'il présente comme siennes.

Quel qu'en soit l'auteur, du reste, il est facile de reconnoître qu'elles sont hasardées et dénuées de fondement.

Quand on voudroit supposer, ce qui est toutefois démenti par l'histoire du commerce au moyen âge, que les navigateurs étrangers fréquentant le port d'Amalfi eurent assez de confiance dans la sagesse de la législation locale et dans l'impartialité des juges pour ne pas solliciter le privilège d'être jugés par leurs propres magistrats et leurs lois nationales, où seroit la vraisemblance que Venise, Pise, Gênes, qui, depuis les premiers temps de leur liberté, avoient des lois et des magistrats pour rendre justice à leurs sujets, eussent consenti à reconnoître dans ceux d'Amalfi un *tribunal d'appel* pour les jugemens rendus sur leur propre territoire? N'est-il pas encore plus déraisonnable de prétendre que les tribunaux de Constantinople, capitale d'un empire dont les souverains prétendoient l'être d'Amalfi, et à qui la force seule enleva cette partie de l'Italie, auroient consenti à ce que les appels des jugemens rendus en Grèce fussent portés au tribunal d'Amalfi?

Le major Taylor, et après lui Azuni, auroient-ils lu et mal compris un passage de du Cange dans ses notes sur l'*Alexiade* d'Anne Comnène, où, parlant d'Amalfi, ce savant critique dit : *Quod eâ tempestate ut et nostrâ circumjecta regio, totusque qui Amalfi adjacet maritimus tractus ab hac urbe appellationem sortiretur* (1). L'erreur seroit peu excusable : *sortiri appellationem* signifie *recevoir sa dénomination*, parce qu'en effet le territoire prit le nom de duché d'Amalfi ; mais certes on n'en peut conclure rien pour l'existence d'un *tribunal d'appel* où l'on seroit venu de toute l'Italie et même de Constantinople.

Il faut donc considérer comme une véritable rêverie l'assertion du major Taylor, et regretter qu'Azuni ait cru devoir la copier, sans examen, pour l'ajouter à ce qu'il avoit déjà copié dans Jorio.

Tout se réduit au témoignage de ce dernier, qui n'est que le témoignage de Freccia, jurisconsulte du XVI^e siècle ; et comme ni Freccia, ni ceux qui l'ont copié, ne se sont donné le soin de chercher et de nous apprendre ce

(1) Ad calcem Cinnami, édit. de Paris, page 238.

que c'étoit que la Table amalfitaine, nous pouvons légitimement douter qu'elle ait existé.

Je n'entends pas dire qu'Amalfi n'ait pas eu, comme en avoient les villes indépendantes ou semi-indépendantes de l'Italie, au moyen âge, une législation statutaire et des juges de commerce.

Plusieurs documens cités par Federici attestent l'existence de ces magistrats, appelés *consuls*, qu'il ne faut pas confondre avec les consuls administrateurs.

Un document de 1124, rapporté par Dominique Georgio, dans sa *Storia diplomatica della cattedra Vescovile della città di Sezza*, pag. 222, app. V, et un autre de 1132, cité par Federici, pag. 497, constatent que ces consuls avoient une haute intendance sur le commerce; et non-seulement ils jugeoient les contestations privées, mais encore ils faisoient au nom de la cité des traités de navigation. L'ancienneté de cette institution dans les villes de l'Italie n'avoit point échappé à la sagacité de Muratori, qui ne paroît pas cependant avoir connu les deux documens que je viens de citer, et n'en rapporte que de moins anciens. Très-probablement aussi ces consuls faisoient ou du moins proposoient à l'autorité publique, suivant les formes particulières de la constitution du pays, les lois que les besoins du commerce rendoient nécessaires. On l'a vu relativement à Gênes, à Pise; j'en ai donné dans ce chapitre une autre preuve relativement à Trani.

La certitude qu'Amalfi avoit aussi, comme les autres villes de l'Italie, des statuts propres, est attestée par un traité de 1190, entre les commerçans du duché d'Amalfi et les magistrats de Naples, dont j'ai déjà parlé t. I^{er}, p. 144.

En voici les termes, qui méritent d'être cités : *Concedimus* (disent les magistrats de Naples) *vobis vestrisque heredibus seu successoribus, negociatoribus. . . . de memorato ducatu Amalfie, in Napoli habitantibus vel habitaturis, ut liceat vobis vel eis in perpetuum de gente vestra inter vos consules statuere ac mutare. . . . quorum arbitrio et judicio SECUNDUM VETERES BONOS USUS VESTROS causas sive lites terminentur.*

Mais quelles étoient ces *veteres usus* d'Amalfi, auxquels le document fait allusion? Voilà ce qu'il ne nous apprend point; voilà ce qu'il est fâcheux que Freccia n'ait pas songé à rechercher et à nous faire connoître lorsqu'il nous parle de l'existence d'une *Tabula amalfitana*.

S'il faut l'en croire, cette Table amalfitaine étoit devenue la loi générale du royaume de Naples; elle étoit suivie de son temps, *usque ad hæc tempora*, au tribunal du grand amiral; mais si nous consultons les recueils des pragmatiques et des lois faites du temps des maisons de Souabe et d'Anjou, on n'y trouve pas un mot qui ait donné ces usages d'Amalfi comme règles de décision au tribunal dit *suprema curia admiralitatis*. Aucun commentateur de ces anciennes lois, ou de la coutume de Naples, capitale du royaume; aucun des compilateurs des décisions des rotes; aucun jurisconsulte, n'a cité

cette Table d'Amalfi : dans tous ces ouvrages nous ne trouvons citées que les lois du corps de droit romain, ou les rares et insignifiantes dispositions des lois royales sous les maisons de Souabe, d'Anjou et d'Aragon.

J'ai dit que Freccia ne faisoit point connoître ce qu'étoit cette prétendue Table amalfitaine; mais par une bizarrerie assez singulière, et qui rend son laconisme, ou peut-être sa crédulité peu excusable, il nous dit ce qu'elle n'étoit pas; il l'oppose à la loi *Rhodia*, par ces mots: *maritima decernuntur, non lege Rhodiâ, sed Tabulâ quâdam quam amalfitanam vocant.*

La loi rhodienne, qui, selon lui, auroit été exclue de la jurisprudence de Naples et remplacée par la Table amalfitaine, est-elle la *lex Rhodia*, citée et commentée par les jurisconsultes romains, dont les Pandectes ont conservé des fragmens? Alors comment expliquer l'usage et les citations de ces mêmes fragmens du Digeste, *De lege Rhodiâ*, que font les jurisconsultes napolitains dans le petit nombre d'écrits qu'ils ont composés sur des matières maritimes? Je citerai entre autres une dissertation fort étendue, et qu'on peut considérer comme un véritable traité sur la matière du jet, imprimée à Naples en 1761, par Denis de la Vista, sous le titre: *Esposizione della lege Rhodia de jactu*. A toutes les pages ce jurisconsulte cite les textes du Digeste et les commentateurs des compilations romaines: il n'y est pas rapporté un mot de la *Tabula amalfitana*.

Jorio, qui tenoit à cœur, comme on en voit des preuves multipliées, de constater et de consacrer la jurisprudence maritime de Naples, où il avoit exercé avec distinction la profession d'avocat et où il devint dans la suite conseiller au suprême magistrat (tribunal) de commerce, n'a recueilli que des décisions des jurisconsultes romains, *De lege Rhodiâ de jactu*.

La loi *Rhodia*, qui, selon Freccia, étoit repoussée par la jurisprudence de Naples, n'est donc pas celle que les Romains avoient adoptée.

Auroit-il voulu désigner la compilation faussement appelée *Droit rhodien*, que j'ai recueillie, t. I^{er}, pages 231 et suivantes, qui effectivement diffère du droit romain sur plusieurs points importants? Je serois porté à le croire. Au siècle où vivoit et où écrivoit Freccia, ce document commençoit à être répandu. Longtemps une partie en avoit été en quelque sorte ensevelie dans la *Synopsis major* des Basiliques, imprimée pour la première fois en 1596.

Le défaut de critique fit croire trop légèrement que c'étoient les véritables lois rhodiennes, célébrées par Cicéron et Strabon. Freccia, comparant le droit maritime suivi à Naples avec ce prétendu droit rhodien, dut s'apercevoir de la grande différence entre l'un et l'autre et la signaler.

Peut-être de son temps connoissoit-on mieux à Naples qu'on ne les connoît de nos jours les *Ordinamenta* de Trani, imprimés en 1507; il lui a été facile de voir que ces *Ordinamenta* ressembloient beaucoup, en ce qui concerne la contribution d'avarie, au prétendu droit rhodien; il a pu s'assurer

également qu'Amalfi et les villes d'Occident suivoient des règles différentes. Si c'est là ce qu'il a voulu dire, rien n'est plus exact ; mais il faudroit autre chose que son assertion pour croire à l'existence d'une loi ou d'un corps d'usages portant le nom de *Tabula amalfitana*.

J'ai dû entrer dans ces détails, dont quelques-uns avoient déjà été présentés, t. I^{er}, page 142, parce que c'étoit ici naturellement la place de ce qui concerne les anciens documens du droit maritime suivi dans le royaume de Naples.

J'ajoute que j'ai acquitté, autant qu'il étoit en moi, l'engagement de faire des recherches personnelles. Une correspondance de plusieurs années avec les autorités et avec d'obligeans jurisconsultes ; des recherches faites personnellement dans les bibliothèques et les archives du royaume de Naples ont été sans succès. Ce que j'ai appris de la législation maritime de ce royaume antérieure à la publication du Code de commerce de 1819, la lecture des jurisconsultes qui ont écrit sur ces matières à des époques même assez rapprochées du siècle où vivoit Freccia, principalement de ceux dont les ouvrages furent indiqués par un édit du 6 novembre 1797 comme devant mériter spécialement la confiance des membres du suprême tribunal de commerce, m'ont convaincu que le droit maritime des Pandectes étoit dans le royaume de Naples la base des décisions des tribunaux, et même il est rappelé d'une manière explicite dans une ordonnance du 30 juillet 1731 (1).

Roccus, jurisconsulte napolitain, dont l'ouvrage, publié en 1655, contient de savantes dissertations sur le droit maritime, ne cite que les lois romaines dans les matières qui, telles que les assurances ou autres semblables, n'appartiennent pas à des institutions modernes. Il en est de même des décisions des tribunaux, dont les recueils sont nombreux et volumineux.

Le recueil des décisions du conseil suprême, publié par de Marinis, contient même, dans la décision 213, la preuve qu'on suivoit à Naples les purs principes du droit romain sur les avaries, et non le système différent, constaté dans la prétendue compilation rhodienne, et que nous verrons plus bas avoir été adopté à Trani, ville du royaume de Naples sur l'Adriatique.

Jorio, qui, s'il avoit peu de critique et de goût, ne manquoit cependant d'aucune des connoissances usuelles nécessaires à un jurisconsulte, s'est borné à citer Freccia, sans essayer de l'expliquer. Dans les projets d'articles sur la législation maritime dont il proposoit de composer le *Codice Ferdinando*, et dont il indiquoit minutieusement les sources, tant d'après le droit romain que d'après les lois napolitaines et étrangères, il ne cite pas une seule fois la jurisprudence amalfitaine ; il ne s'écarte même pas en un seul point de cet ancien droit communiqué par les Rhodiens aux Romains, et qui est devenu la règle générale de la plupart des pays maritimes.

(1) De la Vista, *Esposizione della lege Rhodia*, etc. pag. 50.

On peut donc tenir pour certain que le droit romain, complété sans doute, comme dans tous les pays, par les lois, réglemens et usages introduits par des besoins nouveaux ou des intérêts de localité, continua d'être le fond de la législation maritime des ports occidentaux du royaume de Naples, comme il l'avoit été dans le temps où les provinces dont il se compose appartenoient à la république et à l'empire : surtout que, quelque idée qu'on se fasse, par l'imagination, de l'objet et de l'importance de la Table amalfitaine, en supposant qu'elle eût contenu des règles différentes du droit romain, ce document est totalement inconnu.

S'il a vraiment existé, nous pouvons regretter que le laps de temps et les révolutions nous aient privés d'un document que son antiquité rendroit curieux, mais je crois, avec Giannone, qu'on n'y trouveroit rien de plus que la législation des Pandectes et des Basiliques.

Cependant cet historien laisse entendre que le corps d'usages maritimes auquel, d'après Freccia, il donne le nom de *Table amalfitaine*, pourroit être le Consulat de la mer.

S'il en étoit ainsi, toutes recherches seroient inutiles. La Table amalfitaine n'auroit pas existé, ou si les Amalfitains ont donné ce nom à la compilation du Consulat lorsqu'ils l'ont adoptée, l'usage de cette compilation ne seroit pas antérieur au xv^e siècle.

L'inutilité de mes recherches relativement à Amalfi ne m'a pas empêché de voir si je ne trouverois pas quelques traces de droit maritime dans les statuts de Naples; et après avoir lu en entier les *Consuetudines napolitanæ*, dont il existe un grand nombre d'éditions, accrues de volumineux commentaires, j'ai reconnu qu'il n'y étoit pas dit un seul mot de droit maritime.

Je n'ai pu découvrir s'il existoit quelques coutumes rédigées à Salerne, ville qui très-certainement faisoit en 1125 le commerce avec la côte de Barbarie, comme on en a vu la preuve page 216.

J'ai été moins malheureux dans mes recherches sur Gaëte, qui ne le cédoit point à Naples en ancienneté, ni à Amalfi pour la situation favorable au commerce maritime, et qui avoit des relations fort anciennes sur les côtes de Barbarie, attestées par les actes de 1125 et 1272, cités plus haut.

Le statut de cette ville, indépendamment de quelques dispositions de simple règlement local et sans importance, au sujet de la navigation, m'a offert dans le livre II, chapitre CLXXXV, un texte d'un grand intérêt sur les droits des consuls étrangers; c'est très-probablement le texte le plus précis qu'on trouve dans les lois du moyen âge sur l'étendue de cette juridiction. Je ne pouvois donc me dispenser de le recueillir.

Il n'est pas facile d'en assigner la date. L'ouvrage dans lequel je l'ai trouvé est imprimé sans indication de lieu et de millésime, sous le titre *Statuta, privilegia, consuetudines civitatis Caietæ*, 1 vol. in-f^o, divisé en quatre livres.

Dans le chapitre 242 du livre I^{er} on trouve cité un statut de 1407; dans

le chapitre 320 du livre I^{er}, un statut de 1471; dans le chapitre 87 du livre IV, un statut de 1529; dans le chapitre 1^{er} du livre II, un statut de 1527; dans le chapitre 214 du livre I^{er}, un statut de 1556 : la compilation que reproduit cet imprimé est donc postérieure à 1556.

Mais, d'un autre côté, presque tous les autres chapitres répètent les mots *erat antiqua consuetudo ex antiquo erat statutum in antiquissimis statutis*. Les chapitres 151, 214, 218, 327 du livre I^{er}, 181 du livre II, et 69 du livre III, citent des statuts de 1356, 1376, 1389, 1390 et 1395, qu'on indique comme apportant des modifications *antiquioribus statutis*; et le chapitre 17 du livre III annonce que ces anciens statuts avoient été faits au temps où Gaëte, régie par des consuls, avoit une sorte d'indépendance ou d'autonomie; or, elle jouissoit de ce droit dès le X^e siècle, ainsi qu'on le voit dans Federici, pages 185 et 438.

Tout porte donc à croire que le chapitre sur les consuls étrangers, leurs droits et leur juridiction, au sujet desquels on dit *officium consulum est antiquissimum*, appartient à un état de législation antérieur peut-être au XIII^e siècle.

Ce chapitre est, je le répète, un des documens les plus curieux du moyen âge sur la compétence des consuls étrangers.

On a vu que le rapprochement des dispositions contenues dans le statut de Marseille et dans celui d'Ancône fournissoit une théorie assez complète sur la juridiction que les consuls, envoyés par une nation en pays étranger, avoient droit d'exercer sur leurs concitoyens.

Mais ni l'un ni l'autre de ces documens ne nous apprend quels usages on suivoit dans une ville à l'égard des consuls qu'envoyoit une ville étrangère, pour reconnoître et garantir l'exercice et l'indépendance de leur juridiction sur leurs nationaux.

J'ai dit, et à cet égard j'ai la certitude de ne m'être pas trompé, que presque toujours cette matière étoit réglée par les conventions diplomatiques. Jusqu'à ce moment je n'avois trouvé dans aucun statut municipal, dans aucune coutume écrite, de règles sur cet objet.

Le statut de Gaëte est le seul qui en présente. On y voit que les consuls étrangers étoient ou élus par leurs concitoyens, ou institués par le gouvernement de la nation à laquelle ils appartenoient; que leurs fonctions consistoient dans l'exercice de la juridiction civile sur leurs nationaux, qui ne pouvoient, en cas de contestations de cette espèce, être traduits devant aucune autre juridiction. S'ils y étoient traduits, ils avoient droit de la décliner, et les juges ou magistrats de Gaëte devant qui on invoquoit ce déclinatoire étoient tenus de renvoyer la cause au consul de la personne assignée; ce consul pouvoit même d'office revendiquer son justiciable. Le magistrat suprême de la ville devoit prêter protection et main-forte au consul étranger pour l'exercice de ses droits.

Mais dans les matières criminelles, tout étranger étoit soumis à la juridiction du magistrat de Gaëte, à moins qu'il n'en eût été autrement décidé par quelque privilège ou traité particulier.

A ces principes de droit commun, le statut de Gaëte avoit ajouté des conditions qui paroissent avoir formé un droit spécial dans cette ville.

Le consul d'une nation étrangère devoit bien être nommé, ou par les hommes de cette nation résidant à Gaëte, ou par le gouvernement de cette nation; mais il devoit être nécessairement citoyen de Gaëte.

Ses pouvoirs judiciaires n'étoient pas complètement ceux d'un juge ordinaire. Lorsqu'une contestation étoit portée devant lui, il devoit appeler des marchands, ou, si la question étoit maritime, des navigateurs; faire expliquer la cause devant eux et recueillir leur avis par écrit. Il envoyoit le tout à un jurisconsulte de son choix, et, d'après l'avis de ce jurisconsulte, il rendoit une décision qui n'étoit pas sujette à l'appel. J'ignore si ces usages ont été suivis dans d'autres villes d'Italie: on en trouve d'analogues en Catalogne.

Jusqu'ici je n'ai parlé que de la partie continentale du royaume; il est convenable aussi que je m'occupe de la Sicile.

Peu de pays ont éprouvé plus de révolutions, parce que peu de pays, par leur situation favorable, la fertilité du sol et la beauté du climat, devoient exciter autant l'intérêt des peuples commerçans à les posséder.

Dans les temps où l'histoire offre quelque chose de certain, on voit que les Grecs y occupoient plusieurs villes maritimes; ils y avoient été précédés par les Phéniciens, et les uns et les autres durent y introduire cet ancien droit maritime que Rome avoit emprunté des Rhodiens. La Sicile fut longtemps l'objet d'une guerre acharnée entre Rome et Carthage, et même avec la Grèce; elle devint une province romaine, et elle conserva son ancien droit maritime, venu d'une source à laquelle les vainqueurs puisèrent eux-mêmes.

Dans les derniers temps de l'empire, elle a été momentanément occupée par les Goths, reconquise par les empereurs de Constantinople, et enfin occupée par les Sarrasins en 635.

Il n'y a point d'embarras, d'après ce que je viens de dire, à rechercher et à découvrir quelle étoit la législation maritime de la Sicile jusqu'à cette époque.

Il paroît très-probable que les Sarrasins en s'emparant de la Sicile laissèrent aux habitans l'usage de leur ancienne législation (1); on ne pourroit même en douter, s'il étoit permis de croire à la vérité des documens attribués aux Arabes, publiés par un nommé Vella, et que Canciani a eu la crédulité d'insérer dans le tome V, pag. 316 et suivantes de sa collection.

Mais s'il n'y a plus aujourd'hui d'incertitude sur la fausseté de ces prétendues constitutions (2), je n'en crois pas moins que, dans le fait, les habitans

(1) Testa, *De statu et progressu juris siculi*, en tête des *Capitula regni Siciliae*.

(2) M. de Sacy, *Magasin encyclopédique*, VI^e année, t. VI, pag. 360 et suiv.

de la Sicile continuèrent d'être régis, en tout ce qui concernoit les affaires privées, par leurs anciennes lois.

Les aventuriers normands qui, dès le commencement du XI^e siècle, avoient enlevé plusieurs provinces de l'Italie méridionale aux Grecs et s'y étoient créé des principautés, entrèrent vers le milieu du même siècle en Sicile, d'où ils chassèrent les Sarrasins.

Cette nouvelle situation, qui rendoit les Siciliens à leurs anciens usages et à leur religion, dut concourir encore plus à y maintenir le droit romain, que les princes normands n'avoient aucun intérêt à remplacer par une législation qu'ils eussent été d'ailleurs incapables de faire. Le sort de la Sicile sous leur domination ne put et ne dut pas être différent de celui des autres provinces de la terre ferme.

Un de ces princes, Roger, qui porta le premier le titre de roi de Sicile, établit en 1128 à Messine, sous le nom de consuls, des magistrats chargés de rendre la justice aux commerçans (1). C'est un des plus anciens monumens de ces tribunaux, qui, sous le nom de consuls, ont successivement été établis dans tous les pays.

La Sicile passa, vers la fin du XII^e siècle, sous la domination de la maison impériale de Souabe, qui étoit également souveraine des provinces continentales dont a été formé le royaume de Naples.

Des révolutions et une série de guerres, dont il n'entre point dans mon plan de parler, firent passer tous ces états dans la maison d'Anjou.

Bientôt la Sicile en fut séparée pour appartenir aux rois d'Aragon, séparation qui subsista près de deux siècles. La maison d'Autriche parvint à posséder les deux royaumes, dont elle ne forma qu'un seul; et cet état de choses dura jusqu'au XVIII^e siècle, époque à laquelle s'arrêtent mes recherches.

Les princes de la maison de Souabe et d'Anjou, ainsi que ceux d'Aragon, lorsqu'ils possédoient séparément la Sicile, puis, après la réunion des deux royaumes, les princes de la maison d'Autriche, ont fait quelques lois relatives au commerce maritime; elles sont presque toutes locales et de peu d'importance, et je n'en publie un choix que pour ne pas encourir le reproche d'avoir omis quelques documens : mais ces lois supposent l'existence d'un fond de droit commun.

On ne peut douter que le Consulat de la mer n'ait constitué en majeure partie ce fond de législation; il dut être reçu avec faveur dans un pays où dominoient des princes d'Aragon.

Aussi voyons-nous que tous les jurisconsultes napolitains, en même temps qu'ils invoquent les lois romaines, invoquent le Consulat sur toutes les questions qu'elles n'avoient pas expressément décidées, et même sur celles dans

(1) Baluze, *Miscellanea*, t. VI, page 174.

lesquelles l'usage avoit amené des modifications. Cette compilation est placée au premier rang des écrits d'après lesquels l'édit du 6 novembre 1797 prescrit aux juges de commerce de rendre leurs décisions.

Je ne dois pas cependant omettre de dire que Jorio, tome II, page 122, assure qu'un code maritime avoit été fait pour le royaume des Deux-Siciles du temps des rois d'Aragon. Voici ses expressions : *e vi è chi avea veduto un codice di leggi marittime fatto in tempo degli Aragonesi che ora dicesi disperso.*

Les informations que j'ai prises à ce sujet ont été sans succès ; et franchement je crois que Jorio a ajouté foi à un récit fabuleux, ou que celui qui le lui a fait a confondu le Consulat avec un code qu'il attribuoit aux rois d'Aragon.

Les principaux documens que ce chapitre contiendra consisteront dans le statut de Trani, dont j'ai parlé suffisamment, et dans le chapitre CLXXXV du livre II du statut de Gaète.

Je n'ai pas dû négliger néanmoins de m'assurer si les constitutions dont Frédéric II confia la rédaction à Pierre des Vignes (Petrus a Vineis), et que ce prince promulgua dans les états convoqués à Melfi en 1231, renfermoient quelques dispositions sur le droit maritime. Les éditions de Venise 1580 et de Naples 1773, la réimpression qu'en a faite Canciani, t. II des *Barbarorum leges*, l'édition plus récente publiée à Naples en 1786, ne m'ont fourni que le titre XXXII du livre II, contenant des mesures en faveur des naufragés.

Les constitutions des princes de la maison d'Anjou, qui remplaça celle de Souabe, m'ont fourni quelques documens de peu d'importance, et qui paroissent même plutôt relatifs aux navires de l'état et à la police qu'aux négociations privées. Je me suis décidé néanmoins à les recueillir, parce que tout porte à croire que les mêmes règles étoient observées dans la marine marchande.

J'ai trouvé dans les pragmatiques publiées par les princes de la maison d'Aragon en Sicile, lorsqu'ils régnoient dans cette île sans y avoir encore réuni le royaume de Naples, une loi du roi Jacques I^{er} (Jacques II d'Aragon), faisant partie de celles qu'il promulgua lors de son couronnement à Palerme en 1286, dont l'objet est de remettre en vigueur les principes sur la protection assurée aux naufragés par la constitution de Frédéric II. Le même recueil m'a fourni des chapitres rédigés sous le règne de Martin, au sujet des droits de la juridiction du grand amiral ; quoique faits en Sicile, ils contiennent des règles observées dans les deux royaumes.

Le recueil des pragmatiques promulguées par les rois de la maison d'Autriche contient, pour la plus grande partie, des documens sans rapports directs avec l'objet de ma collection. Telle est la pragmatique de Charles-Quint, de 1531 (page 1228), pour autoriser les regnicoles à armer en course contre les infidèles ; celle de Philippe II, de 1561 (page 488), portant défense

d'accorder des sauvegardes et la faculté de relâcher dans les ports du royaume aux pirates, de peur qu'à l'aide de cette hospitalité ils n'y contractassent des intelligences et n'en étudiassent les forces; une seconde, de la même année, (page 716), relative à la police des ports, dans la vue surtout d'empêcher la fuite des esclaves sur des barques ou de petits navires qu'on laisseroit sans gardiens. Il en est de même de la défense faite en 1588 (page 153) de vendre à des étrangers des mâts, antennes, rames et autres agrès sans autorisation du gouvernement.

Une loi de Philippe IV, rendue en 1604, pour assurer l'exécution des obligations contractées par les matelots envers les patrons, m'a paru la seule qui méritât d'être recueillie; mais son laconisme fait assez connoître qu'il existoit sur cet objet, comme sur toutes les autres conventions maritimes, un fond de droit commun, formé de l'ancienne jurisprudence romaine et du Consulat de la mer.

Ces recueils m'ont offert peu de documens relatifs aux assurances. Il est évident qu'elles étoient connues dans le royaume des Deux-Siciles aussi anciennement que dans les autres ports de l'Italie, et très-certainement les lois barcelonaises, dont je donnerai le texte dans le chapitre XXXIII, y avoient été introduites. Des pragmatiques de 1602, 1623, 1637 et 1660 en donnent la preuve, puisqu'elles déterminent les droits fiscaux auxquels ces contrats doivent donner lieu, et même que celle de 1623 prescrit aux notaires qui les reçoivent de se servir de formules imprimées: je les recueillerai quoiqu'elles aient peu d'importance.

Quelques lois moins insignifiantes furent promulguées par les princes de la maison de Bourbon au XVIII^e siècle: telles sont les pragmatiques de 1728, 1739, 1741, 1742, 1746, 1751, 1756, 1757, 1759, 1761, 1764; mais il n'entre point dans mon plan de les recueillir, puisque ma collection s'arrête à la fin du XVII^e siècle.

Je ne dois pas néanmoins passer sous silence le projet que conçut, en 1779, le roi Ferdinand IV de donner à ses états un code maritime complet.

On jeta les yeux, pour préparer ce grand travail, sur Michel de Jorio, qui, après avoir consacré une grande partie de sa vie à l'étude des lois commerciales, n'étoit encore que simple avocat. Le ministre Acton lui écrivit, le 20 décembre 1779, la lettre suivante, que je crois convenable de transcrire parce qu'elle est peu connue:

« *Informato il Re della particolar cura con la quale V. S. ha procurato rendersi istruito delle varie leggi, usi, ordinanze, e regolamenti, che concernono il commercio e la navigazione, come altresì dello studio da ella fatto nella parte istorica del jus marittimo delle antiche e moderne nazioni, è venuta in risolvere la M. S. che V. S. si applichi riservatamente ad epilogare sotto titoli diversi e separati, il complesso dei varj capitoli che possono formare un nuovo codice di leggi marittime e navali, precisa-*

« mente utili a questi suoi regni ; dovendo la compilazione sudetta presentar
 « ogni titolo separatamente, tanto per le ordinanze , per li delitti e pene della
 « marina militare, adattabili a questo servizio ; le forme, e metodi di proce-
 « dere in questa parte, per le quali sarà ella munito da questa segretaria di
 « marina di mio carico dei materiali necessari ; che altresì ogni altro riguar-
 « dante la navigazione mercantile ed il commercio ; con presentare V. S.
 « unitamente ad ogni titolo in riassunto delle prammatiche di questo regno,
 « che possono avervi relazione, come di ogni altra legge antica, che abbia
 « avuta maggior celebrità presso le diverse nazioni, e di ogni regolamento
 « moderno in uso attuale presso le medesime. E sicuro il Re che
 « V. S. procurerà di dedicarsi con tutto lo zelo ed attività nel disimpegno
 « di questo così importante in carico, non lascerà la M. S. di riconoscere
 « in appresso col meritato premio la sua applicazione e fatica. Palazzo,
 « 20 decembre 1779. Giovanni ACTON. »

Jorio ne tarda point à exécuter cet ordre, et en 1781 son travail fut imprimé en quatre volumes in-4°.

Si le savant jurisconsulte napolitain avoit mieux compris sa mission, il est probable que le code auroit été revêtu de la sanction royale ; mais malheureusement il profita de l'occasion qui lui étoit donnée, pour rédiger en articles une longue théorie sur le commerce et la navigation, sur le droit de paix et de guerre, ainsi que pour écrire l'histoire des législations et des écrits relatifs au droit maritime. Ces immenses accessoires éclipsèrent ce qu'il y avoit dans son travail de bon et de nature à former un code ; le projet, imprimé seulement à vingt-cinq exemplaires pour être distribué aux conseillers de la couronne, fut oublié. La partie historique devint l'objet d'un plagiat de la part d'Azuni, qui, loin d'avouer ce qu'il devoit à Jorio, s'exprima sur l'ensemble du travail avec un ton de dédain peu convenable. Je renvoie à ce que j'ai dit à ce sujet, t. I^{er}, pages 9 et 10.

Le royaume de Naples fut, par cette circonstance, privé d'un code dont il auroit eu le droit de se faire honneur aux yeux de l'Europe.

On y a adopté, par une loi du 29 mars 1819, le Code de commerce français, avec quelques modifications assez utiles.

L'île de Malte a été longtemps une dépendance du royaume de Sicile. Puisqu'il m'est impossible, par les motifs que je vais expliquer, de publier en ce moment la législation maritime de cette île antérieure au XVIII^e siècle, je crois convenable d'exposer ici ce que j'ai fait pour découvrir s'il en existoit une.

La position de Malte en rendit de tout temps la possession importante aux peuples qui avoient l'empire de la mer sur la Méditerranée. Occupée

par les Phéniciens, les Carthaginois, les Romains, elle dut être pendant ces dominations diverses régie par l'ancien droit maritime qui des Phéniciens et des Rhodiens étoit passé aux Romains.

Les Arabes s'en étoient emparés dans le temps où leurs incursions s'éten-
doient à la Sicile et jusqu'à l'Italie. Roger I^{er} la conquit en 1122, et jus-
qu'à l'époque où Charles-Quint, en 1530, concéda Malte aux chevaliers de
Saint-Jean de Jérusalem, elle dut être soumise aux mêmes lois que la
Sicile.

Les nouveaux souverains s'occupèrent assez promptement, à ce qu'il
paroît, de rédiger un corps d'usages, formé très-probablement des coutumes
anciennes, pour servir de règles aux tribunaux.

Boisgelin, dans son ouvrage intitulé *Malte ancienne et moderne*, indique,
au nombre des livres qu'il a consultés, les deux ouvrages suivans : *Leggi
e costituzioni prammaticali dell' isola di Malta per ordine del grand
maestro F. Ugo Loubeux Verdela cardinale, compilate 1593.*—*Legum seu
statutorum municipalium insulæ Melitæ, nova editio jussu Em. Joh. Pauli
Lascaris de Castallar magni magistri, 1640.*

Si ces deux compilations contiennent des dispositions maritimes, il entre
évidemment dans mon plan d'en donner des extraits *in parte quâ*. J'ai plu-
sieurs fois remis des notes au ministère des affaires étrangères pour prier
les agens du gouvernement de rechercher un exemplaire de ces ouvrages,
et dans le cas où il y seroit question de droit maritime, d'en faire des
extraits.

Au moment où on alloit tirer cette feuille, j'ai reçu une très-obligeante
réponse de M. Gauthier, gérant du consulat français. Sa lettre m'apprend
qu'il n'a pu encore trouver les deux ouvrages indiqués plus haut, dont
l'existence n'est pas douteuse, puisqu'ils sont inscrits au catalogue. Il a l'espoir
de les découvrir dans une assez grande masse de volumes déplacés et non
rangés. Il m'a envoyé copie d'une ordonnance de 1667, concernant la com-
position et les pouvoirs du tribunal des consuls de mer, les capitaines et
patrons de navires; les écrivains des navires; les pilotes, nochers et servi-
teurs; les matelots; les affrétemens de navires.

Ce document et tout ce que je parviendrai à recueillir en outre seront
publiés dans le sixième et dernier volume de ma collection.

EXTRAITS

DES STATUTS DU ROYAUME DES DEUX-SICILES

RELATIFS AU DROIT MARITIME.

ORDONNANCE MARITIME DE TRANI DE 1063 (1).

Ordinamenta et consuetudo maris edita per consules civitatis Trani.

Al nome delo omnipotente Dio, amen. Millesimo sexagesimo tertio prima indictione. Quisti infrascripti ordinamenti et rasone fo facti ordinati et providuti et ancora deliberati per li nobili et discreti homini, misser Angelo de Bramo, misser Simone de Brado, et conte Nicola de Roggiero, dela cita de Trani, electi consuli in arte de mare, per li piu sufficienti che se potesse trovare in quisto golfo Adriano.

I. Propone dice termina et diffinisce questa infrascripta questione de l'arte del mare, laquale e cosi facta, che se alcuna nave grande ouer piccola gesse in terra per fortuna, et fosse partuta la poppa dala proda, la mercatantia que se nela dicta nave non sia tenuta al emendare la dicta nave. Et se la dicta nave non fosse par-

Ordonnances et coutumes de la mer publiées par les consuls de la ville de Trani.

Au nom de Dieu tout-puissant, amen. L'an mil soixante-trois, première indiction. Les ordonnances et dispositions ci-après écrites ont été rédigées, faites, rendues et délibérées par les nobles et sages hommes M. Angelo de Bramo, M. Simon de Brado et le comte Nicolas de Roggiero, de la ville de Trani, élus consuls de la corporation des navigateurs (2) comme les personnes les plus instruites qui puissent se trouver dans le golfe Adriatique (3).

I. On y propose, on y dit, on y détermine et décide la question de l'art de la mer, écrite ci-après, laquelle est que, lorsqu'un navire, grand ou petit, a été jeté contre terre par fortune de mer et que la poupe a été séparée de la proue, les marchandises qui se trouveront dans ledit navire ne seront pas tenues de contribuer à la perte (4); et si ledit navire n'est pas séparé de poupe à

(1) Voir sur cette date la discussion dans laquelle je suis entré, pages 217 et suivantes.

(2) Je crois avoir traduit exactement les mots *in arte de mare*; rapprochés qu'ils sont des mots *electi consuli*, ils ne peuvent signifier *art, science*; voir du Cange, voc. *Artes*.

(3) On peut donc considérer ce document comme constatant le droit maritime de la mer Adriatique, ou plutôt les modifications que le droit romain, ancienne législation de l'Italie, avoit reçues dans ces parages; car ce droit continuoit d'être suivi en tout ce qui n'avoit pas été modifié, ainsi que je l'ai dit, pages 5 et suivantes.

(4) On prévoit ici un cas connu dans le langage actuel du droit maritime sous le nom d'*échouement avec bris*; car dès que la partie antérieure du navire est séparée de la partie postérieure, il n'y a, à proprement parler, plus de navire; il ne reste que des débris. L'exclusion de la contribution est parfaitement conforme au droit romain, *Dig. lib. xiv, tit. 11, De lege Rhodii de jactu*, fr. 5, pr.

tuta da poppa ad proda, la mercatantia que se in essa sia tenuta ad emendare la dicta nave. Et li marinari dela nave sia tenuti ad aspectare octo di per scampare li suoi corredi; et qualunqua marinaro se partesse nanzi el dicto termine de octo di dela dicta nave sia tenuto ad pagare de ogni denaro de suo salaro de tre dinari dece.

II. Propone anchora dice et diffinisce li predicti consuli, que qualunqua corredo se perdesse non sia tenuto di andare ad varea, saluo che li dicti corredi non fusse guastadi ouer perduti per campare le persone, la mercatantia et anche la nave, che se in questo caso fosse li dicti corredi sia tenuti de andare ad varea.

III. Propone dice et diffinisce li dicti consuli, che se la mercatantia dela nave fusse robata da corsari, sia tenuta la dicta mercatantia robbata de andare ad varea, et che se ne campasse de queste mercatantie che non fosse robbate, tutte quelle che campasse sia tenute de emendare quella che fusse robbata; et che lo salario de li marinari non sia tenuto de emendare mercatantia veruna.

IV. Propone dice et diffinisce li pre-

proue, les marchandises qui s'y trouveront seront tenues de contribuer à la réparation du navire (1). Et les gens de l'équipage seront tenus d'y rester pendant huit jours pour sauver les agrès du navire (2); et tout homme de l'équipage qui quittera le navire avant ledit délai de huit jours devra payer sur le montant de son salaire trois deniers sur dix.

II. Les consuls susdits proposent encore, disent et décident, que les agrès qui se perdent ne doivent pas être payés à titre d'avarie (3), à moins qu'ils n'aient été perdus ou détériorés pour sauver les personnes, les marchandises et le navire; car dans ce cas lesdits agrès seront payés à titre d'avarie (4).

III. Lesdits consuls proposent, disent et décident, que si les marchandises chargées dans un navire sont volées par des corsaires, ces marchandises volées doivent être payées par contribution; et s'il y a des marchandises qui n'aient pas été volées, tout ce qui a été conservé doit contribuer au paiement de celles qui ont été volées (5); et le salaire des gens de l'équipage ne contribuera pas au paiement des marchandises (6).

IV. Les consuls susdits proposent, disent

(1) Dans ce second cas, où le navire est échoué, mais non brisé, on s'écarte du droit romain, qui dans le fr. 2, § 2, du titre 11 du livre XIV du Digeste, laissoit cet accident à la charge du propriétaire du navire.

(2) La même disposition se trouve dans l'article 3 des Rôles d'Oléron et dans plusieurs lois maritimes.

(3) C'est-à-dire par une contribution. En cela on ne s'écarte point du droit romain; et sous ce rapport les usages de Trani ne ressembloient pas à ceux de Venise, tels que les attestent les chapitres xcix et suivans du statut de 1255; voir ce que j'ai dit, page 6.

(4) Voir le chapitre xxii, ci-après, qui sembleroit contraire si l'on n'adoptoit pas une distinction que j'essaierai de proposer. On peut comparer ce chapitre avec le chapitre lxiv [109] du Consulat.

(5) On s'écarte ici du droit romain, qui n'admettoit point la contribution dans ce cas, mais seulement lorsque les marchandises de quelque chargeur avoient servi au rachat commun, ainsi que cela résulte du § 3 du fr. 2 du titre 11 du livre XIV du Digeste. Cette modification au droit romain, inscrite dans la compilation faussement appelée *Droit rhodien*, troisième partie, chapitre ix, avoit été admise par le chapitre cviii du statut de Venise de 1255, qui ordonnoit la répartition de la perte au marc la livre, *per soldum et libram*. On trouve la même disposition dans notre statut; mais à Ancône le même principe avoit conduit à un mode d'exécution assez bizarre, établi par la rubrique lxxxvi du statut de 1397; voir ce que j'ai dit, page 107. Toutes ces législations faisoient une obligation de la contribution pour des avaries qui, d'après le droit romain, n'y donnoient pas lieu; et en cela elles différoient du Consulat de la mer, dont le chapitre cl [195] supposoit bien que les intéressés pouvoient faire cette convention, mais n'en faisoit point une obligation légale.

(6) Cet affranchissement de contribution étoit accordé aux matelots par l'article 8 des Rôles d'Oléron.

dicti consuli de mare, che se una barcha scoperta andasse in terra ad sfassiare et sfassiassesi, la mercatantia non sia tenuta ad emendar la barca : et se la barcha scoperta fosse in pelago in fortuna et li marinari dela dicta barcha per questa fortuna gettasse in mare la mercatantia per meglio scampare, la mercatantia cosi perduta deue andare ad varea.

V. Propone dice et diffinisce li predicti consuli, che se una nave grande ouer piccola fosse noleggiata et carcata et partessese de porto et hauesse facto vela et la dicta nave, per caso, tornasse in porto, et se li mercatanti redomandasse la roba, et non volesse che la dicta nave la portasse piu ultra, lo patrone dela nave deue hauer tutto lo nolo convenuto, come che se lhavesse portata doue che li mercatanti hauesse voluto.

VI. Propone dice et diffinisce li predicti consuli, che qualunqua nave o grande o piccola fosse carcata in porto, et innanzi che la dicta nave se partesse de porto li mercatanti li indomandasse la lor mercatantia, lo patrone dela nave si li deue rendere la mercatantia, et esso patrone deve hauere et receuere da mercatanti lo mezo delo nolo conuenuto.

VII. Propone ancora dice et diffinisce li dicti consuli, che se la dicta nave fosse in porto per carcasse, et li mercatanti che lhauerse noleggiata et promesso al patrone de dar la mercatantia et non la

et décident, que lorsqu'une barque non pontée échoue sur le rivage et se brise, les marchandises ne contribueront point au dommage de cette barque (1); mais si, lorsqu'elle étoit en danger de périr en pleine mer, les matelots qui s'y trouvent jettent des marchandises pendant la tempête pour se sauver, la marchandise ainsi perdue doit être payée par contribution (2).

V. Les consuls susdits proposent, disent et décident, que si un navire, grand ou petit, affrété et chargé, ayant quitté le port, et, à cause d'un accident, étant forcé d'y rentrer après avoir mis à la voile, les chargeurs redemandent leurs marchandises et ne veulent pas que ce navire parte de nouveau, dans ce cas le patron doit avoir tout le fret convenu, comme s'il avoit porté les marchandises au lieu indiqué par les chargeurs (3).

VI. Les consuls susdits proposent, disent et déclarent, que si un navire, grand ou petit, a été chargé dans un port, et si, avant le départ dudit navire, les chargeurs redemandent leurs marchandises, le patron doit les leur rendre; mais qu'il peut exiger et doit avoir et recevoir des chargeurs la moitié du fret convenu (4).

VII. Lesdits consuls proposent encore, disent et décident, que si ledit navire est encore dans le port pour prendre sa cargaison, et si les chargeurs qui l'ont affrété et qui ont promis au patron de donner une cargaison, ne veulent pas ensuite la donner,

(1) On modifie évidemment ici la disposition du chapitre 1^{er}, en la réduisant aux navires pontés et en ne l'appliquant point aux simples barques sans pont; à l'égard de celles-ci, on rentre dans le droit commun.

(2) Cette règle est conforme au droit romain, *Dig. lib. XIV, tit. 11, De lege Rhodiâ de jactu*, fr. 1 et 5.

(3) On ne trouve ni dans le Digeste ni dans les Basiliques aucune décision semblable; mais ce chapitre est parfaitement conforme au droit et à l'équité. Il n'y a aucune faute de la part du patron, puisque c'est la force majeure qui l'a fait rentrer; il est prêt à exécuter son engagement dès qu'il le peut; il est donc en règle. Le chargeur qui s'oppose au nouveau départ n'est pas plus favorable que s'il s'y étoit opposé au premier instant de la mise à la voile. On peut comparer ce chapitre avec les chapitres xxxvi et xxxvii [81 et 82] du Consulat de la mer.

(4) On a vu, t. I^{er}, page 250, note 1, que la compilation rhodienne contenoit sur cette question des dispositions assez difficiles à concilier entre elles. On peut encore comparer ce chapitre avec les chapitres xxxvi et xxxvii [81 et 82] du Consulat de la mer.

volesse poi dare, lo patrone non li po domandare altro che lo quarto delo nolo.

VIII. Propone ancora dice et dechiara li sopradicti consuli, che se un patrone de nave andasse in lochi divetati et ancora andasse in porto dove non desse andare, salvo che non fosse per fortuna, gabella et ogni altro danno in quisto camino et altri lochi deuotati aduenesse, se li marinari dela dicta nave li uetasse al patrone, et lo patrone non uolesse fare, sia tenuto lo patrone ad pagar tutto questo danno; et in caso che li marinari et anche lo patrone non cognoscesse questo facto, el danno tutto che aduenesse deue andare ad uarea.

IX. Propone dice et determina et diffinisce li dicti consuli de mare, che ueruno patrone non possa lassare nisuno marinaro altro que non fosse per quatro casones et defecti de esso marinaro : prima per biastemare Dio, la secunda per esser meschiarolo, la terza per essere ladro, la quarta per luxuria. Et per queste quatro cose lo patrone possa lassare lo marinaro et condurlo in terra ferma et fare rasone loro in terra ferma.

X. Propone et diffinisce li predicti consuli de mare, che se uno marinaro se partesse con la naue de la sua terra et admalasse ipso deue hauere tutta la sua parte.

le patron ne peut leur demander plus que le quart du fret (1).

VIII. Les susdits consuls proposent encore, disent et déclarent, que si un patron de navire va dans des lieux défendus, et encore s'il entre dans un port où il n'aurait pas dû entrer, sans y être contraint par fortune de mer, les droits de douanes, et tout autre dommage qui pourroit résulter de ce chemin et du séjour dans des localités défendues, doivent être supportés par le patron, si les gens de l'équipage du navire lui ont défendu ce changement et s'il n'a pas voulu se conformer à leur avis (2); mais dans le cas où les gens de l'équipage, ainsi que le patron, auroient ignoré que ce port fût interdit, tout le dommage sera porté en avarie (3).

IX. Lesdits consuls de la mer proposent, disent, déterminent et décident, qu'un patron ne peut congédier un matelot, à moins que ce ne soit pour quatre causes et torts de ce matelot : premièrement, pour blasphèmes contre Dieu; deuxièmement, s'il est querelleur; troisièmement, s'il est voleur; et quatrièmement, pour débauche (4). Et pour ces quatre causes le patron pourra congédier le matelot et le conduire à terre, et y faire procéder envers lui.

X. Les susdits consuls de la mer proposent et décident, que si un matelot, parti de son pays avec le navire, tombe malade, il doit avoir toute sa part (5).

(1) L'hypothèse de ce chapitre et celle du précédent ne doivent pas être confondues. Dans le cas du chapitre VI, les marchandises ont été chargées et le navire eût pu mettre à la voile; ici il n'y a pas encore d'exécution commencée de la convention. En réunissant les chapitres V, VI et VII, on voit donc une théorie complète. Le premier suppose très-évidemment que, par son départ, le patron acquiert droit à tout le fret promis; a-t-il chargé, mais sans être encore parti, son droit est du demi-fret; n'y a-t-il qu'une convention qui n'a pas encore commencé d'être exécutée, il a simplement droit au quart.

(2) On trouve une disposition analogue dans le chapitre IV de la III^e partie de la compilation rhodienne.

(3) Dans ce cas, où il y a excuse de bonne foi, le principe du droit romain auroit conduit à laisser les pertes à la charge de chacun des propriétaires des objets qui en avoient été frappés. La mise en avaries communes est la conséquence de la modification apportée à l'ancien droit, sur les côtes de l'Adriatique.

(4) Je ne connois aucun document antérieur où l'on ait prévu ces causes de congédiement, qui, du reste, dérivent des règles d'un droit commun implicitement prévu par l'article 14 des Rôles d'Oléron, document qui par sa date se rapproche le plus des temps où paroit avoir été fait le statut de Trani. On peut comparer ce chapitre avec le chapitre LXXX [125] du Consulat de la mer.

(5) Ce principe est conforme à l'article 7 des Rôles d'Oléron, qui entre dans des développemens bien plus étendus. On peut comparer les chapitres XLVI de la III^e partie de la compilation rhodienne et les LXXXIII et LXXXIV [128 et 129] du Consulat de la mer.

XI. Propone et diffinisce li dicticonsulì, che se un marinaro se conducesse ouer partesse con la naue de casa sua, ello non se puo partire ne lasiare l'armaria dela dicta naue, saluo che per tre casone et cose : la prima e se ello fosse facto patrone de un altra nave; la seconda se fosse facto nochiero; la terza e se in quello presente viaggio hauesse facto voto de andare ad San Iacomo, al Sancto Sepulcro, o ad Roma; et per questa tre cose ha casone legitima de partirse et deue essere licentiato senza altro interesse o danno refare.

XII. Propone anchora dice et diffinisce li predicti consuli de mare, che qualunqua patrone menasse marinari ad parte in naue grande, ouer picola, et se lo dicto marinaro se uolesse partire, gli deue lassare la mitade de quello che deuesse hauere, ouero dela parte sua.

XIII. Propone dice et dichiara li dicti consuli de mare, che qualunqua patrone andasse con una fortuna ad vela et la sua vela se guastasse, se sia suo tutto el danno. Ma se ello andasse ad vela et dicesse alli marinari, *Calamo, che io voglio mettere lo terzarolo*; et li mercatanti et li marinari li desse questo, che non calasse, ma che tenesse duro, et la dicta vela se perdesse; in cio sia tenuta de gire et andare ad uarea.

XIV. Propone ancora et dice et diffinisce li dicti consuli de mare, che se la

XI. Lesdits consuls proposent et décident, que si un matelot s'engage ou part avec un navire du lieu de sa résidence, il ne peut s'en aller et abandonner ledit navire que pour trois raisons et causes : la première, s'il est fait patron d'un autre navire; la seconde, s'il est fait contre-maitre; la troisième, si pendant ce voyage il a fait vœu d'aller à Saint-Jacques, au Saint-Sépulcre ou à Rome; et pour ces trois causes il aura une raison légitime de s'en aller, et il devra recevoir son congé sans payer des dommages-intérêts (1).

XII. Les susdits consuls de la mer proposent encore, disent et décident, qu'un patron ayant engagé à la part des matelots pour le service d'un navire, grand ou petit, si un matelot veut s'en aller, il doit laisser au patron la moitié de ce qu'il devoit avoir, c'est-à-dire de sa part (2).

XIII. Lesdits consuls de la mer proposent, disent et déclarent, que si un patron va à voile déployée dans une tempête, et que sa voile se perde, il supportera seul le dommage. Mais si, allant à voile déployée, il dit aux matelots, *Or ça, amenez la voile; je veux mettre le terzarolo* (3); et si alors les chargeurs et les matelots lui disent de ne pas le faire, mais de tenir ferme, dans le cas où ladite voile se perdrait, elle doit entrer en avarie et être payée par contribution (4).

XIV. Lesdits consuls de la mer proposent encore, disent et décident, que, si le navire

(1) Je ne connois point de document plus ancien qui ait prévu ces causes d'excuse; car je considère toujours comme bien postérieur au statut de Trani le Consulat de la mer, dont le chapitre CXI [156] présente les mêmes dispositions.

(2) Il est évident que ce chapitre se rattache au précédent, dont il est le mode d'exécution; on peut le comparer avec les chapitres CXII, CXIII et CCXXX [157, 158 et 268] du Consulat. Mais il n'y a aucune ressemblance relativement aux bases de l'indemnité due par le matelot.

(3) On dit en italien *fare il terzarolo*, pour exprimer l'opération de ramener ou resserrer une voile en la réduisant au tiers, pour recevoir moins de vent; mais quoique ce dont on parle ici ait bien le même objet, les mots *mettere lo terzarolo* me paroissent s'appliquer à la substitution d'une voile plus petite à la grande; c'est d'ailleurs ce que prouve le reste du chapitre.

(4) Il n'y a rien ici d'opposé aux vrais principes du droit romain, puisque la mesure prise, et par suite de laquelle la voile est perdue, a été délibérée dans un but de salut commun; c'est donc le cas d'appliquer, comme on le fait, la règle sur la contribution.

nave fosse sorta, li marinari non deue leuare senza licentia delo patrone ouero delo nochiero. Et piu ad questo, se la garoppa, ouer lo canapo, se mozzasse, questo si deue andare ad uarea. Anche mo, se con lor litigia li facesse forza et perdesse lancora, non sia tenuto ad mendarse ne andare ad uarea,

XV. Propone et dice et diffinisce li dicti consuli de mare, che qualunqua naue facesse uela dela sua terra che nui li tolamo liberta che non debia calare uie colare, ne tenere sosta, ne mollare sosta, senza licentia del nochiero. Et la naue statendo in porto lo nochiero non possa trare la naue de porto senza licentia del patrone.

XVI. Proponemo dicemo et sententiamo nui consuli predicti, che qualunqua patrone menasse scriuano, ello debia essere iurato del suo commune et de esser bono et leale. Et questo dicto patrone non possa fare scriuere nisuna cosa che habia con nissuno mercatante che non sia el mercatante de presente, ouero altro testimonio. El simigliante caso et termine sia coli dicti marinari. Et se altro, ouero el contrario de cio, facesse et scriuesse, che quello suo quaterno ouer libro non sia tenuto ad nulla razione ne ad esso se deba dare fede alcuna. Et se questo scriuano receuesse mercatantia dali mercatanti et manchasseli sia tenuto ad mendarlo esso scriuano : et lo dicto quaterno si deue esser coperto di carta pecudina.

est à l'ancre (1), les matelots ne doivent pas la lever sans la permission du patron ou du contre-maitre. De plus, si le câble (2) qui attachoit le navire se rompt, on doit le payer par contribution. Si encore, par leurs contestations, les matelots font violence au patron et que l'ancre se perde, le patron ne doit pas supporter cette perte, et elle ne doit point non plus entrer en contribution (3).

XV. Lesdits consuls de la mer proposent, disent et décident que, dès qu'un navire a mis à la voile et quitté terre, il est interdit à qui que ce soit de caler les voiles, de descendre les cordages (4), de jeter l'ancre ou de mouiller en amarrage, sans la permission du nocher; et le navire étant dans le port, le nocher ne pourra le faire sortir du port sans la permission du patron (5).

XVI. Nous susdits consuls proposons, disons et décidons, que tout patron doit emmener un écrivain, qui devra prêter serment à la communauté du navire et jurer d'être bon et loyal. Et ledit patron ne pourra rien faire écrire de ce qui se rapporte à lui et à un chargeur, que ce ne soit en présence de ce chargeur ou d'un autre témoin.

Il en est de même à l'égard des gens de l'équipage. Et si quelqu'un fait autrement ou le contraire, et l'écrit, son cartulaire ou livre ne sera d'aucune valeur, et aucune foi ne lui sera attachée.

Et si cet écrivain ayant reçu des marchandises des chargeurs elles manquent, cet écrivain en répondra : et ledit cartulaire doit être couvert de parchemin (6).

(1) Tel est le sens que je crois devoir donner aux mots *nave fosse sorta*; le dictionnaire de la Crusca dit : *sorta l'ancora quando è fermata*, et dans le chapitre LXIV [109] du Consulat, pour dire que des navires ont été amarrés, on emploie les mots *les haran surtes*.

(2) Le texte porte *grop-pa*, qu'il explique par *ouer lo canapo*; on a vu en effet qu'on appelloit *grop-pales*, *gropiales*, les câbles retenant l'ancre; voir t. IV, page 468, note 7.

(3) Il est évident qu'alors le dommage est réparé par les matelots qui sont dans leur tort.

(4) Le texte emploie le mot *sosta*, que j'ai déjà expliqué note 11 de la page 26.

(5) Ce chapitre est aisé à comprendre lorsqu'on fait attention qu'au moyen âge le patron n'étoit point un chef maritime comme de nos jours; on peut voir ce que j'ai dit, page 22, note 5. Dans ce système, il est évident qu'une fois le navire à la voile, tout ce qui concernoit le voyage étoit du ressort exclusif du nocher; mais, dès que le navire étoit dans un port, il ne devoit plus mettre en mer que du consentement du patron.

(6) On voit dans ce chapitre une règle générale que contenoient ou supposoient toutes les lois maritimes du moyen âge, tant antérieures que postérieures à notre statut; il seroit trop long de les énumérer.

XVII. Propone et dice et diffinisce li dicti consuli de mare, che qualunqua patrone hauesse nissuna mercatantia in nave, et bisognasseli scaricare ouero in porto ouero in spiaggia, como la dicta roba ha dato in barcha, lo dicto patrone subito ipso facto e scapolo et liberato dela dicta roba; et mercatantia cosi decarcata sia tenuta ad emendare essa barcha, saluo che non la perdesse per fortuna de mare ouero de corsari; et in questi dui casi non sia tenuta.

XVIII. Propone dice et diffinisce li dicti consuli de mare, che qualunqua mercatante, ouer altro homo, desse mercatantia ad qualche suo factore, ouero ad altra persona, che gli la vendesse senza veruno testimonio che chi assegna si lisse deue credere alo dicto factore. Et che uolesse andare dricto ala rason de signoria ello habia dui testimonii diricti et liali; et ad costoro debia essere creduto et dato piena fede.

XIX. Propone et dice et diffinisce quisti savii consuli de mare, che qualunqua homo trouasse roba in mare che andasse torgida, si li sia licito ad tollerla et assignarla ala corte et darla per scripto fra terzo di dapoi che lha trouata et tolta. Et de questa roba cosi recouerata ne debia hauere la mita trouandose el patrone dessa.

XVII. Lesdits consuls de la mer proposent, disent et décident, que lorsqu'un patron porte à bord des marchandises destinées à être déchargées ou dans un port ou sur une plage, aussitôt qu'il les aura déchargées dans une barque (1), il sera dès cet instant libéré et quitte de ladite marchandise, laquelle ainsi déchargée doit contribuer aux avaries de la barque, sauf les cas où elle se perdrait par fortune de mer ou seroit prise par les corsaires; et dans ces deux cas, la marchandise n'est pas tenue de contribuer (2).

XVIII. Lesdits consuls de la mer proposent, disent et décident, que si un marchand, ou un autre homme, donne des marchandises à son facteur ou à une autre personne pour les vendre, mais sans pouvoir le prouver par témoins, on doit s'en rapporter à la déclaration de ce facteur. Si le demandeur veut le traduire devant la justice, il doit produire deux témoins honnêtes et loyaux que l'on croira, et dont la déclaration fera pleine foi (3).

XIX. Les sages consuls de la mer proposent, disent et décident, que si un homme trouve quelques objets qui flottent sur la mer (4), il pourra les enlever, à la charge de les consigner à la cour, avec un inventaire écrit, dans les trois jours après qu'il les aura trouvés et recueillis; et de ces objets ainsi trouvés il aura la moitié si le propriétaire se représente.

(1) Ce principe est conforme au § 1 du fr. 13 du titre 11 du livre XIX du Digeste, *Locati, conducti*.

(2) Les marchandises chargées dans cette barque, après être sorties du navire qui les avoit apportées, se trouvent dans la même situation que si elles eussent été toujours dans cette barque; on applique en conséquence les règles des chapitres II et III.

(3) Les commandes, dont il est parlé dans presque tous les documens maritimes que j'ai déjà publiés, n'étoient pas des négociations inconnues dans le droit romain, ainsi que je l'ai expliqué, t. IV, page 527, note 5; mais le statut de Trani est sans contredit, en lui supposant la date de 1063, le plus ancien document maritime du moyen âge où il en soit question.

(4) Les règles sur les choses trouvées en mer ont beaucoup varié au moyen âge, même dans les pays où les prétentions des seigneurs féodaux et du fisc ne les compliquoient pas. Le statut de Trani présente les principes du droit romain dans toute leur pureté. Si le propriétaire des objets trouvés se fait connoître et prouve son droit, ils lui sont restitués, ce qui est conforme au § du fr. 4 du titre 11 du livre XIV du Digeste, *De lege Rhodid de jactu*; mais une part en est attribuée à celui qui les a trouvés, conformément à ce texte et au chapitre XLVII de la III^e partie de la compilation rhodienne. S'il ne se présente point de propriétaire dans un délai que le droit romain n'avoit point fixé il est vrai, mais que le statut de Trani réduit à trente jours, celui qui les a trouvés en reste seul propriétaire, ce qui est conforme au fr. 3 du titre VIII du livre 1^{er} du Digeste, *De divisione rerum et qualitate*. On peut comparer ce chapitre et les deux suivans au CCV [255] du Consulat.

Et questa cotal roba debba stare in mano della corte trenta di continui. Et se per fine ad trenta di, el patrone non ce apparera, o altra legitima persona per lui, la roba debia essere de colui che lha trouata.

XX. Propone dice et diffinisce li consuli antedicti, che qualunqua persona troua roba sotto acque si debia essere le doi parte de quillo che la troua, et lo terzo debia essere del patrone de essa roba de robe che habia signale.

XXI. Propone ancora et dichiara, che qualunqua persona trouasse roba che habesse signale, che nissuno la debia toccare, sub pena de tre uolte che fusse extimata cotal mercatantia che fosse cosi trouata, et piu in arbitrio dela dicta rasone che se trouasse nela dicta terra.

XXII. Propone et dichiara li dicti consuli de mare, che qualunqua nave facesse alchuna uarea, se deue cauare fora el terzo per li corredi, perche gli corredi non e tenuti de andare ad uarea et non deue esser mendati se se perdessero; et cosi, uersa vice, li corredi non deue emendare l'altra mercatantia.

XXIII. Propone dice et diffinisce li dicti consuli de mare che qualunqua persona portasse oro, argento, o perle, o altre

Et ces objets doivent rester entre les mains de la cour pendant trente jours de suite; et si, à l'expiration de ce délai, le propriétaire ne s'est pas présenté, ni aucune personne dûment autorisée par lui, les objets resteront à celui qui les aura trouvés.

XX. Les consuls susdits proposent, disent et décident, que si quelqu'un trouve des objets dessous l'eau, les deux tiers seront à celui qui les aura trouvés et le troisième au propriétaire. Ceci s'entend des objets qui ont des marques (1).

XXI. Ils proposent encore et déclarent, que si une personne trouve des objets qui ont des marques, personne ne doit se les approprier, sous peine de trois fois la valeur estimative de la marchandise qu'on aura ainsi trouvée, et encore plus, suivant l'arbitrage du magistrat du lieu où la chose sera trouvée (2).

XXII. Lesdits consuls de la mer proposent et déclarent, que si un navire contribue à l'avarie, on doit déduire le tiers [de sa valeur] pour les agrès, parce que les agrès ne contribuent pas, au moyen de ce que leur perte ne doit pas être réparée (3) par contribution lorsqu'ils se perdent, et ainsi, *vice versâ*, les agrès ne doivent pas contribuer à payer les autres marchandises (4).

XXIII. Lesdits consuls de la mer proposent, disent et décident, que si une personne porte (5) avec'elle de l'or, de l'argent,

(1) Ce chapitre constate une distinction entre les objets flottant *sur l'eau*, dont il est question au précédent, et les objets trouvés *sous l'eau*; distinction que ne faisait pas le droit romain, mais qu'on a vue dans le chapitre XLVII de la III^e partie de la compilation rhodienne.

(2) Les derniers mots de ce chapitre sont obscurs et difficiles à entendre. On voit bien que la peine du triple est prononcée, et c'est ce qui est le plus important; mais probablement il y avoit des lieux où l'usage avoit admis une peine plus forte, telle que le quadruple, d'après la constitution 18 du titre 11 du livre VI du Code Justinien, *De furtis et servo corrupto*, et le chapitre XLVIII de la III^e partie de la compilation rhodienne.

(3) Les deux éditions de 1507 et de 1589 portent *mandati*; c'est évidemment une faute: il faut lire *mendati* pour *emendati*.

(4) Ce chapitre constate un usage local qui s'étoit conservé à Ancône, ainsi qu'on l'a vu dans les rubriques XII et LXXXVI du statut de 1397; mais au premier coup d'œil on peut croire qu'il y a une contradiction entre notre chapitre et le chapitre 11 ci-dessus. Je crois qu'elle s'explique par une distinction dont j'ai déjà parlé, page 188, note 1. Dans le cas du chapitre 11 il s'agit de sacrifices faits en vertu d'une délibération pour le salut commun. Ici au contraire je crois qu'il s'agit de la contribution convenue entre les intéressés, dont il est parlé au chapitre CL [125] du Consulat.

(5) Le texte des deux éditions de 1507 et 1589 présente le mot *trovasse*, qui me semble une faute; il ne s'agit pas de celui qui a *trouvé*, mais de celui qui *porte* avec lui des objets précieux.

cose sotile de ualore, et non lassignasse al patrone, ouero al nochiere, o alo scriuano et interuenesse che de queste cose et dal-tro se deuesse fare uarea, o per corsari, o per fortuna de mare, le predite cose non se deue emendare, et se le dicte cose se presentasse deuero andare ad uarea.

XXIV. Propone et dice et diffinisce li predicti consuli de mare, che se nissuno patrone de naue portasse roba mercatantia, non la possa trare for de naue senza licentia del patrone dela mercatantia. Et se ello la trahesse fora, senza licentia, et la mercatantia se perdesse, lo dicto patrone de la naue la debia emendare.

XXV. Propone et dice et diffinisce li sauii consuli de mare, che se alcuno mercatante nolegiasse alcuna nave grande ouer picolina, et non ce fosse nominato el pacto de carcare ne de spaciare la naue ne per l'una parte ne per l'altra, pero nui consuli sententiamo che la naue essendo al carcaturo, non la deue aspectare se non octo di de tempo de bonaza et debia hauer pagato lo suo nolo : et se li dicti mercatanti non uolessero spaciare la naue, che la naue se sia ad resico deli mercatanti. Et deba hauer la dicta naue de salario quello che terminaranno li consuli che seranno in quelle parte.

XXVI. Propone dice et diffinisce li dicti consuli de mare, che se uno patrone hauesse carcato la naue de mercatantia et fusse fortuna, et non ce fosse li mercatanti che lo dicto patrone se bisognasse, che la possa gittare fora, con le sue mane, la

des perles, ou autres objets d'une grande valeur sous un petit volume, sans en donner connoissance ni au patron, ni au contre-maitre, ni à l'écrivain, et qu'il y ait lieu à établir une contribution entre ces objets et d'autres par suite de pillage de corsaires ou d'un autre accident en mer, les susdites choses ne doivent pas, en cas de perte, être payées par contribution; mais si l'on en reconnoît l'existence (1), elles supporteront la contribution.

XXIV. Les susdits consuls de la mer proposent, disent et décident, que si un patron de navire porte des marchandises, il ne pourra les mettre hors du navire sans la permission de celui à qui elles appartiennent. S'il les décharge sans cette autorisation et que lesdites marchandises se perdent, ledit patron du navire doit les payer.

XXV. Les sages consuls de la mer proposent, disent et décident, que si un marchand frète un navire, grand ou petit, sans que d'une part ou de l'autre on ait fait de stipulation pour le chargement (2) et le départ, nous consuls disons que le navire étant à quai ne doit attendre que huit jours de bon temps, et son fret doit être payé; et si lesdits marchands ne veulent pas faire partir le navire, le navire sera au risque des marchands (3), et ledit navire doit avoir le fret qui sera fixé par les consuls de la localité.

XXVI. Lesdits consuls de la mer proposent, disent et décident, que si, après qu'un patron a chargé son navire de marchandises, il survient une tempête qui mette en danger de périr, le patron, si les marchands chargeurs ne sont pas sur le navire, pourra jeter les marchandises de sa propre

(1) Au lieu de *presentasse* que j'ai imprimé, l'édition de 1507 porte la lettre *p*, suivie d'une lacune; l'édition de 1589 porte *perdessero*, qui, exprimant une perte, conduiroit à un sens contraire à ce qu'on a voulu dire; je suppose donc qu'on doit lire *presentasse*, et je traduis dans ce sens.

(2) Les deux éditions de 1507 et de 1589 portent *scarcare*, décharger; il faut évidemment *carcare*, charger.

(3) On trouve une disposition analogue dans le chapitre xxviii de la III^e partie de la compilation rhodienne.

dicta mercatantia. Et nissuna rasona li possa contrariare, perche lo fa per scampo de le persone dela naue et de laltre mercatantie; et la dicta roba et mercatantia cosi gettata deue andare ad varea.

XXVII. Propone dice et diffinisce li dicti consuli, che se la naue fusse assalita et percossa da corsari, sententiano che lo patrone possa accordare lo dicto corsale, o per oro, o per argento, o per altra robba, et pacto per loquale se scampe la naue et laltre mercatantia, non essendo li mercatanti in naue.

XXVIII. Propone et diffinisce li dicti consuli de mare, che nisuno patrone non possa bacterie nisuno marinaro; ma lo marino deue scampare et gire de prode denanze ala catena del remiggio, et deue dire, *Dala parte dela mia signoria non me toccare*, tre uolte. Et se lo patrone passasse la catena per bacterlo, lo marino se deue defendere; et se lo marinaro occidesse el patrone non sia tenuto ad banno.

XXIX. Propone ancora et diffinisce li dicti consuli de mare che qualunqua naue o grande o piccola hauesse messa mercatantia, et la naue facesse acqua, ali mercatanti e licito de non darli piu robba. Et lo patrone ha liberta de andare per soi facti per scampare le persone et la naue.

XXX. Propone dice et sententiano li dicti consuli de mare, che nesuno navilio che sia in mare non debiano fare pacto ne conuentione alchuna, et sel el facesse in mare con mercatanti, o con marinari

autorité. Et aucune cause ne pourra l'en empêcher, parce qu'il l'a fait pour sauver les personnes du navire et les autres marchandises; et lesdits biens et marchandises ainsi jetés doivent être payés par contribution (1).

XXVII. Lesdits consuls proposent, disent et décident, que si le navire est attaqué et pris par des corsaires, le patron pourra s'accorder avec ledit corsaire au moyen d'or ou d'argent, ou d'autres valeurs, et la convention qu'il aura faite pour sauver le navire et les autres marchandises sera valable, lorsque les marchands ne sont pas dans le navire (2).

XXVIII. Lesdits consuls de la mer proposent et décident qu'aucun patron ne pourra battre un matelot; mais le matelot doit se sauver, et aller de la proue derrière la chaîne des rames, et il doit dire trois fois, *Au nom de ma seigneurie, ne me touchez pas*; et si le patron passe la chaîne pour le battre, le matelot a droit de se défendre; et si le matelot tue le patron, il n'encourra pas de condamnation (3).

XXIX. Lesdits consuls de la mer proposent encore et décident, que si un navire, grand ou petit, ayant commencé son chargement, fait eau, il est permis aux marchands de ne pas continuer d'y mettre leurs marchandises.

Et le patron est libre d'aller où il veut afin de sauver les personnes et le navire (4).

XXX. Lesdits consuls de la mer proposent, disent et déclarent, qu'un navire étant en mer on ne doit y faire ni pacte, ni convention; et si l'on en fait en mer avec des marchands ou avec des matelots, elles ne vaudront ni ne seront d'aucune valeur, et on ne pourra rien

(1) Ce chapitre reproduit exactement les principes du droit romain, Digeste, livre XIV, titre 11, *De lege Rhodia de jactu*, du chapitre xxxviii de la III^e partie de la compilation rhodienne, de l'article 8 des Rôles d'Oléron. On peut rapprocher les chapitres LIV et LXVI [99 et 111] du Consulat de la mer.

(2) Ces règles sont également celles du droit romain, Digeste, livre XIV, titre 11, fr. 2, § 3; on peut comparer le chapitre ccxlv [290] du Consulat.

(3) On peut considérer cette règle comme formant le droit commun, lorsqu'on voit qu'elle se trouve aussi dans l'article 12 des Rôles d'Oléron et dans le chapitre cxx [165] du Consulat.

(4) Ce chapitre contient deux parties distinctes. La seconde partie, *Et lo patrone*, quoique commençant par une conjonction, n'est point une conséquence de la précédente.

non uagliano ne siano de nisun valore, ne per epsi pacti se possa domandare; saluo che non fosse in porto in loco romeggiato in quatro, ouero che lo scripto appara da luna parte et dall'altra, ouero per mano delo scriuano, perche li testimonii non po andare la doue uanno le naue.

XXXI. Proponemo et diffinimo nui consuli de mare, che ciaschuno patrone de naue habia liberta de rescotere una naue o per fortuna de mare o per corsari. Et se bisognasse denari, habbia liberta de tollerli sopra de essa et dela naue; sia bono guardiano et faccia quello che deue.

XXXII. Propone dice et diffinisce li dicti consuli de mare che se sapresentasse che galea alcuna andasse in curso, et la naue hauesse roba entro, o in tucto, o in parte, e li mercatanti la reuolesse la lor roba et mercatantia, lo patrone non sia tenuto ad darghila, saluo che li mercatanti non li affrancasse la naue.

demander sur ces conventions, à moins qu'il ne se trouve dans un port et en un lieu où il tienne à la terre par quatre amarres, ou que la convention écrite soit reconnue des deux parties ou faite par la main de l'écrivain; car les témoins ne peuvent aller où vont les navires (1).

XXXI. Nous, consuls de la mer, proposons et décidons, que tout patron pourra faire toutes les dépenses convenables pour sauver son navire d'une tempête ou pour le racheter de corsaires; et s'il a besoin d'argent, il pourra l'emprunter en engageant le navire (2); car son devoir est de veiller à la conservation du navire et de faire tout ce qui est nécessaire à cet égard.

XXXII. Lesdits consuls de la mer proposent, disent et décident, que si le navire, ayant reçu son chargement en totalité ou en partie, on apprend que des navires ennemis armés sont proches, et les marchands redemandent leurs biens et marchandises, le patron ne sera pas tenu de les leur donner, à moins que les marchands ne lui garantissent ce qu'ils devoient pour le rachat du navire (3).

STATUT DE TRANI D'APRÈS L'ÉDITION DE 1589.

Al nome dell' onnipotente Iddio, amen. Millesimo sexagesimo tertio, prima indictione. Questi infrascritti ordinamenti, et ragione furono fatti, ordinati, et prouisti, et ancora deliberati per li nobili, et discreti huomini messer Angelo de Bramo, M. Simone de Brado, et conte Nicola di Roggiero della città di Trani eletti consoli in arte del mare per li più sufficienti che si potesse trouare in questo golfo Adriatico.

Propongono, dicono, determinano, e diffiniscono questa infrascritta questione dell' arte del mare, la quale è cosi fatta. Che se alcuna naue grande, ouero piccola

(1) Cet usage, fort ancien dans la navigation du moyen âge, est reproduit et développé dans le chapitre ccviii [253] du Consulat de la mer.

(2) On peut voir sur des dispositions analogues de l'article 1^{er} des Rôles d'Oléron et du chapitre cxiv [239], les notes 1 de la page 324 du tome I^{er}, et 2 de la page 225 du tome II.

(3) Une traduction littérale seroit, à moins que les marchands ne lui affranchissent le navire; mais cela est obscur. On commence par décider que le patron n'est pas tenu de rendre les marchandises au chargeur qu'effraie le voisinage des corsaires. A cet égard, quoique dans d'autres pays on suivit une règle différente, ainsi que l'atteste le Consulat, chapitre xxxvi [81], le sens de notre chapitre est clair. Mais le droit du patron de refuser les marchandises n'est pas absolu; il ne l'a qu'autant que les chargeurs non li affrancassero la nave. Ce sont ces mots dont une traduction littérale seroit insignifiante. La mienne est libre. C'est cependant, selon moi, la seule manière de traduire qui complète le sens du chapitre, parce qu'en effet, si les marchandises étoient restées, elles auroient contribué au rachat du navire.

desse in terra per fortuna, et fosse spartita la poppa dalla proda, la mercantia che sta nella detta naue non sia tenuta à emendare la detta naue. Et se la detta nave non fosse spartita da poppa à proda, la mercantia che sta in essa sia tenuta à emendare la detta naue. E li marinari siano tenuti ad aspettare otto dì per scampare li suoi corredi. Et qualunque marinaio che si partisse innanzi il detto termine di otto dì della detta nave, sia tenuto à pagare d'ogni denaro del suo salario, de' tre danari dieci.

Propongono ancora, dicono, et diffiniscono li predetti consoli, che qualunque corredo si perdesse, non sia tenuto d'andare à varea; salvo, che li detti corredi non fussero guasti, ouero perduti per campare le persone, la mercantia, et ancho la naue, che se in questo caso fossero li detti corredi, siano tenuti d'andare à varea.

Propongono, dicono, et diffiniscono li detti consoli, che se la mercantia della naue fusse robbata da corsari, sia tenuta la detta mercantia robbata d'andare à varea. Et che se ne campassero di queste mercantie, che non fussero robbate, tutte quelle che campassero siano tenute di emendare quella che fusse robbata. Et che lo salario delli marinari non sia tenuto di emendare mercantia veruna.

Propongono, dicono, et diffiniscono li predetti consoli del mare, che se vna barcha scoperta andasse in terra à sfarsi, et si sfiasse, la mercantia non sia tenuta à emendare la barcha. Et si la barcha scoperta fusse in pelago in fortuna, et li marinari della detta barcha per questa fortuna gettassero in mare la mercantia per meglio scampare la mercantia così perduta deue andare à varea.

Propongono, dicono, et diffiniscono li predetti consoli, che se vna naue grande, ouero piccola fusse noleggiata, e carcata, et si partisse del porto, et hauesse fatta vela, et la detta naue per caso tornasse in porto; et se li mercanti ridomandassero la robba, et non volessero che la detta naue la portasse più oltra, il patrone della naue deue hauer tutto lo nolo conuenuto, come che se l'hauesse portata doue che li mercanti hauessero voluto.

Propongono, dicono, et diffiniscono li predetti consoli, che qualunque naue, ò grande, ò piccola fusse carcata in porto, et innanzi che la detta naue si partisse del porto li mercanti gli domandassero la lor mercantia, il patrone della nave gli deve rendere la mercantia, et esso patrone deue hauere, et riceuere da' mercanti il mezo del nolo conuenuto.

Propongono ancora, dicono, et diffiniscono li detti consoli, che se la detta naue fusse in porto per carcarsi, et li mercanti che l'hauessero noleggiata, et promesso al patrone di dargli la mercantia, non la volessero poi dare, il patrone non gli può domandare altro che il quarto del nolo.

Propongono ancora, dicono, et dichiarano li sopradetti consoli, che se un patrone di naue andasse in luoghi diuetati, et ancora andasse in porto doue non douesse andare: salvo, che non fusse per fortuna, gabella, et ogni altro danno, in questo camino, et altri luoghi diuetati aduenessero, che li marinari della detta naue vetassero al patrone, et il patrone non lo volesse fare, sia tenuto il patrone à pagare tutto questo danno, et in caso che li marinari, et anco il patrone non conoscesse questo fatto, il danno tutto che aduenesse deue andare à varea.

Propongono, dicono, determinano, et diffiniscono li detti consoli del mare, che veruno patrone possa lasciare nessuno marinaio, altro che non fusse per quattro cagioni, et difetti di esso marinaio; prima per biastemare Dio; la seconda per esser meschiarolo; la terza per essere ladro; la quarta per lussuria: et per queste quattro

cose il patrone possa lasciare il marinaio, et condurlo in terra ferma, et fare le ragioni loro in terra ferma.

Propongono, et diffiniscono li predetti consoli del mare, che se vn marinaio si partisse con la naue della sua terra, et si amallasse, esso deue hauere tutta la sua parte.

Propongono, et diffiniscono li detti consoli, che se un marinaio si conducesse, ouer partisse con la naue da casa sua, esso non si può partire, ne lasciare l'armaria della detta naue: saluo che per tre cagioni et cose: la prima è, se esso fusse fatto patrone d'vn'altra naue; la seconda se fusse fatto nocchiero; la terza è, se in quello presente viaggio hauesse fatto voto di andare à San Giacomo, al Santo Sepolcro, ò à Roma, et per queste tre cose ha cagione legitima di partirsi, et deue essere licentato senz'altro interesse, ò danno refare.

Propongono ancora, dicono, et diffiniscono li predetti consoli del mare, che qualunque patrone menasse marinari à parte in naue grande, ouero piccola, et se lo detto marinaio si volesse partire, gli deue lasciar la metà di quello che douesse hauere, ouero della parte sua.

Propongono, dicono, et dichiarano li detti consoli del mare, che qualunque patrone andasse con vna fortuna à vela, et la sua vela si guastasse, sia suo tutto il danno. Ma se esso andasse à vela, et dicesse alli marinari, *Cala mo, che io voglio mettere lo terzarolo*, et li mercanti, et li marinari gli dicessero questo, che non calasse, ma che tenesse duro, et la detta vela si perdesse; in ciò sia tenuta de ire, et andare à varea.

Propongono ancora, dicono, et diffiniscono li detti consoli del mare, che se la naue fosse sorta, li marinari non deueno leuare senza licentia del patrone, ouero del nocchiero. E più à questo se la garoppa, ouero il canapo si mozzasse, questo si deue andare à varea. Anche mo se con lor litigia li facesse forza, et perdessero l'ancora, non sia tenuto à emendarsi, ne andare à varea.

Propongono, dicono, et diffiniscono li detti consoli del mare, che qualunque naue facesse vela della sua terra, che noi gli togliamo libertà, che non debba calare vie collare, ne tenere sosta, ne mollare sosta senza licentia del nocchiero. Et la naue stando in porto, il nocchiero non possa trare la naue del porto senza licentia del patrone.

Proponemo, dicemo, et sententiamo noi consoli predetti, che qualunque patrone che menasse scriuano, esso debba essere giurato del suo commune, et esser buono, et leale. Et questo detto patrone non possa fare scriuere nessuna cosa, che habbia con nessuno mercante, che non sia il mercante presente, ouero altro testimonio. E l' simil caso et termine sia con li detti marinari, et se altro, ouero il contrario facesse, et scriuesse, che quello suo quaterno, ouero libro non sia tenuto à nulla ragione, ne ad esso si debba dare fede alcuna. E se questo scriuano riceuesse mercantia dalli mercanti, et gli mancasse, sia tenuto esso scriuano à emendarla: et il detto quaterno deue essere coperto di carta pecudina.

Propongono, dicono, et diffiniscono li detti consoli del mare, che qualunque patrone che hauesse alcuna mercantia in naue, et gli bisognasse scaricare, o in porto, ouero in spiaggia, come la detta robba hà dato in barcha, il detto patrone subito ipso facto è scapolo, et libero della detta robba, e mercantia, cosi discarcata, et sia tenuta à emendarla essa barcha: salvo, che non la perdesse per fortuna di mare, ouero de' corsari: et in questi doi casi non sia tenuta.

Propongono, dicono, et diffiniscono li detti consoli del mare, che qualunque mercante, ouero altro huomo desse mercantia à qualche suo fattore, ouero ad altra persona, che gli la vendesse, senza veruno testimonio dell' assegna, se si deue credere al detto fattore, et che volesse andare dritto alla ragione di signoria, esso habbia doi testimonij diritti, e leali, et à costoro debbia essere creduto, et dato piena fede.

Propongono, dicono, et diffiniscono questi sauij consoli del mare, che qualunque huomo, che trouasse robba in mare che andasse à torno, gli sia lecito à torla, et assignarla alla corte, et darla per scritto fra 'l terzo di doppo che l' hà trouata, et tolta; et di questa robba cosi ricouerata ne debbia hauere la metà trouandosi il patrone d' essa. Et questa tal robba debba stare in mano della corte trenta di continoui: et se in capo di trenta di il patrone non ci apparirà, ò altra legittima persona per lui, la robba debbia essere di colui che l' hà trouata.

Propongono, dicono, et diffiniscono li consoli antedetti, che qualunque persona che troua robba sott' acqua, debbiano essere le doi parti di quello che la troua, et il terzo debbia essere del patrone di essa robba, di robbe che' habbia segnale.

Propongono ancora, et dichiarano, che qualunque persona trouasse robba che hauesse segnale, che nessuno la debbia toccare sotto pena di tre volte tanto quanto che fusse estimata cotal mercantia che fusse cosi trouata, et più in arbitrio della detta ragione, che si trouasse nella detta terra.

Propongono, et dichiarano li detti consoli del mare, che qualunque naue facesse alcuna varea, si deue cauare fuora il terzo per li corredi; perche li corredi non sono tenuti d' andare à varea, et non deueno essere mandati se si perdessero, et cosi versa vice li corredi non deueno emendare l' altra mercantia.

Propongono, dicono, et diffiniscono li detti consoli del mare, che qualunque persona che trouasse oro, argento, ò perle, ò altre cose sottili, et di valore, et non l' assignasse al patrone, ouero al nocchiero, ò al scriuano, et intervenesse, che di queste cose, et d' altre si deuesse fare varea, ò per corsori, ò per fortuna del mare, le predette cose non si deueno emendare: et se le dette cose si perdessero, deueno andare à varea.

Propongono, dicono, et diffiniscono li predetti consoli del mare, che se alcun patrone di naue portasse robba, o mercantia, non la possa trare fuor di naue senza licentia del patrone della mercantia. Et se esso la cauasse fuora senza licenza, e la mercantia si perdesse, il detto patrone della naue la debbia emendare.

Propongono, dicono, et diffiniscono li sauij consoli del mare, che se alcuno mercante noleggiasse alcuna naue grande, ouero piccola, et non ci fusse nominato il patto di scaricare, ne di spacciare la naue, ne per l' vna parte, ne per l' altra: però noi consoli sententiamo, che la naue essendò al carcatore non la deve aspettare sì non otto di di tempo di bonaza, et debbia hauer pagato il suo nolo. Et se li detti mercanti non volessero spacciare la naue, che la naue sia à risico delli mercanti; et debbia hauer la detta naue di salario quello che terminaranno li consoli che saranno in quelle parti.

Propongono, dicono, et diffiniscono li detti consoli del mare, che se un patrone hauesse carcata la naue di mercantia, et fusse fortuna, e non ci fussero li mercanti, che 'l detto patrone, se bisognasse, possa gettare fuora con le sue mani la detta mercantia. Et nessuna ragione gli possa contra, perche lo fa per scampo delle persone

della naue, et dell'altre mercantie; et la detta robba, et mercantia cosi gittata deue andare à varea.

Propongono, dicono, et diffiniscono li detti consoli, che se la naue fusse assalita, et percossa da' corsari, sententiano, che 'l patrone possa accordare il detto corsaro, ò per oro, ò per argento, ò per altra robba, et patto, per il quale si scampi la naue, et l'altra mercantia, non essendo li mercanti in naue.

Propongono, et diffiniscono li detti consoli del mare, che nessuno patrone non possa battere nessun marinaro, ma il marinaro deue scampare, et ire a proda dinanzi la catena del remiggio; et deue dire, *Dalla parte della mia signoria non mi toccare*, tre volte. E se il patrone passasse la catena per batterlo, il marinaro si deue defendere: et se il marinaro occidesse il patrone, non sia tenuto al bando.

Propongono ancora, et diffiniscono li detti consoli del mare, che qualunque naue, ò grande, ò piccola hauesse messa mercantia, et la naue facesse acqua alli mercanti, gl'è lecito di non dargli più robba, et il patrone ha libertà d'andare per i suoi fatti per scampare le persone et la naue.

Propongono, dicono, et sententiano li detti consoli del mare, che nessuno nauilio che sia in mare non debbia far patto, ne conuentione alcuna, e se 'l facesse in mare con mercanti, ò con marinari non vagliano, e siano di nessun valore, ne per essi patti si possa domandare; saluo, che non fosse in porto in luogo romeggiato in quattro, ouero che lo scritto appara da l'vna parte, e dall'altra, ouero per mano dello scriuano, perche li testimonij non ponno andare la doue vanno le nauì.

Proponemo, et diffinimo, noi consoli del mare, che ciascuno patrone di naue habbia libertà di riscuotere vna nave, ò per fortuna di mare, ò per corsari: et se bisognasse danari habbia libertà di torli sopra di essa, et della naue sia buono guardiano, et faccia quello che deue.

Propongono, dicono, et diffiniscono li detti consoli del mare, che s'appresentasse che galea alcuna andasse in corso, et la naue hauesse robba dentro, ò in tutto, ò in parte, et li mercanti reuolessero la lor robba, et mercantia, il patrone non sia tenuto à dargliela; saluo, che li mercanti non li affrancassero la naue.

EXTRAIT DU STATUT DE GAETE. (ANN. INCERT.)

LIB. II, CAP. CLXXXV. — *De officio consulum in ciuitate Caietæ* (1).

Officium consulum nationum est antiquissimum, ut ciues sint consules nationum in ciuitate prædicta, et eius territorio, ita ut quodlibet regnum, seu quelibet prouincia, et nationes ipsarum prouinciarum habeant consulem de per se, et separatam in ciuitate Caietæ et eius territorio. Et constituuntur, et ordinantur, nunc ipsi consules in ciuitate prædicta per electionem seu litteras cuiuscunque nationis uel domini ipsarum nationum, seu per priuilegium regis huius regni. Et officium consulis est in habendo iurisdictionem et cognitionem, maxime causarum ciuilium, inter

(1) Je me suis suffisamment expliqué, page 230, sur l'importance de ce statut, pour faire connoître quels étoient les droits et les attributions des consuls étrangers.

subditos, ut pro causa ciuili non conueniantur in alia curia, nec coram alio quam coram suo consule, et eius curia. Et ipse consul debet cognoscere et sententiare inter ipsos subditos, uel in subditum conuentum et non alia curia. Et si subditus consulis, uel aliquis de eius iurisdictione, cuiuscunque nationis fuerit, conueniatur in curia domini capitanei seu in dohana, aut in alia curia Caietæ, possit declinare forum et debeat remitti ad suum consulem, ut iudicem competentem; et ipse consul etiam, non petente parte, potest petere quod sibi remittatur et debeat remitti in causis ciuilibus: et dominus capitaneus et eius familia (1) teneatur et debeat prestare auxilium et fauorem ipsi consuli et suæ iurisdictioni in his quæ ad eum spectant. In criminalibus uero omnes subjiuntur iurisdictioni domini capitanei et eius curiæ, nisi aliter ex priuilegio fuerit concessum alicui consuli, seu nationi. Et consules non debent, nec possunt esse forenses in ipsa ciuitate Caietæ, sed debent esse ciues. Et ipsi subditi debent soluere consulibus eorum debitum pro nauigijs, seu mercibus et mercantijs et alijs, et pro sportulijs in causis gerendis, secundum eorum capitula consulatus, uel juxta consuetudinem cuiusque nationis seu consulatus. Et ipsi consules in causis, quæ agitantur coram eis debent summarie et de plano mercantiliter procedere, et cognoscere et summatim processare: et in sententiando si partes petierint, aut altera earum petierit, debeat consul facere consulatum et conuocare plures mercatores expertos, et eis simul stantibus cum alijs sibi uisis, proponere casum sine scriptis, uel in scriptis, iuxta ueritatem, aut ipse partes proponant, seu ipsum processum ostendant, si factus fuerit: et auditis uotis mercatorum aut nautarum, si casus maritimus fuerit, debeat consul scribi facere uota ipsa mercatorum, aut nautarum, aut aliorum conuocatorum, et secundum ea, uel maiorem partem sententiare. Si uero partes super causa, seu super processu uoluerint, et consul habeat consilium sapientis, tunc processum mittat sapienti non suspecto et secundum eius consilium sententiare debeat et ab eius sententia non appelletur, nec admittatur appellatio. Et statim lata sententia mandetur executioni, non obstante quacunque appellatione; cum idonea tamen fideiussione de restituendo in casu retractationis sententiæ.

CONSTITUTION DE FRÉDÉRIC II DE 1231 (2).

LIB. I, TIT. XXIX.

ΚΕΦΑΛ. ΛΓ'. (3)

De surripientibus aliquid de naufragiis uel incendiis.

Περὶ ποιῆς τῶν ἀρπαζόντων τι ἐκ ναυαγίου.

Rapinas eorum, qui de rebus naufragium, incendium aut ruinas subitas patientium rapere, inuitis dominis, tentauerint aliquid, tanto severius puniri censemus, quanto securius perpetrantur,

Τοὺς ἀρπαζόντας τι ἀπὸ τῶν πραγμάτων τῶν ὑποστάντων ναυάγιον ἢ ἐκκαυσιν οἴκου ἢ πτώσιν αἰφνίδιον, ἄκοντος τοῦ δεσπότου, τοσούτον ἀπηθῶς κολάζεσθαι ὀρίζομεν ὅσον ἀφόδως καὶ πλημμελεῦσιν, ἡνίκα οἱ τῶν πραγμάτων δεσπότης τοῖς κινδύνοις

(1) Les officiers ou subordonnés qui le suivent et lui prêtent main-forte.

(2) J'ai suivi pour les textes latin et grec l'édition donnée à Naples en 1786; mais comme il est évident que le texte grec a été une simple traduction pour l'usage des villes qui avoient conservé cet idiome, je l'ai placé à la seconde colonne. Voir ce que j'ai dit sur ce code, page 233 ci-dessus.

(3) Ce nombre, qui signifie xxxiii, est ainsi dans l'imprimé.

dum domini personarum aliquando periculis irretiti, circa rerum custodias redduntur incauti, nec ab illis damna pati verentur, quos ad ipsorum desideratum auxilium et opem necessariam existiment concurrisse. Tales itaque in rapinis hujusmodi deprehensos, aut sponte confessos, capitali sententia feriendos esse censemus, ac de bonis ipsorum, quæ ad legitimos successores pervenire debebunt, rapta, in quadruplum, restitui dominis debere mandamus. Huic etiam saluberrimæ sanctioni adjiciendum duximus, ut omnes, quibus facultas erit succurrere talibus in tantæ necessitatis articulo constitutis, sine mora, et occasione aliqua subvenire, cum his quæ ad incidentes casus necessaria viderint, pro posse festinent. Negligentes autem, si probata causa legitime se nequiverint excusare, unius augustalis pœna mulctandos esse censemus (2).

περιπαγόντες περὶ τὴν τῶν πραγμάτων παραφυλακὴν ἀπροφύλακτοι ἀποδίδονται, οὔτε παρ' ἐκείνων ζημίαν ὑποστήναι δειλιῶσιν οὐς πρὸς τὴν ἐπιθυμουμένην αὐτοῖς βοήθειαν καὶ ἀναγκαίαν ἀρωγὴν συντρέχειν ὑπονοοῦσι. Τοὺς τοιοῦτους τοῖνυν ταῖς τοιαύταις κλοπαῖς κατασχεθέντας, ἢ ἐκουσίως ὁμολογούντας, κεφαλικῇ ἀποφάσει πλήττεσθαι ὀρίζομεν· καὶ ἀπὸ τῶν αὐτῶν πραγμάτων, ἂν πρὸς τοὺς νομίμους αὐτῶν κληρονόμους καταβῇται ὀφείλουσι, τὰ ἀρπαγέντα εἰς τὸ τετραπλοῦν ἀποδοθῆναι τοῖς δεσπόταις ὀρίζομεν. Τῇ τοιαύτῃ σωτηριώδεϊ διατάξει προτιθέμεν (1) ἵνα πάντες οἷς ἀδεια ἔσται τὸ συντρέχειν, ἥνίκα τὰ χρεώδη καὶ ἀναγκαῖα ταῖς ἐπιγινομέναις τύχαις θεάσονται, κατὰ δύναμιν σπουδαζέτωσαν. Οἱ δὲ ἀμελοῦντες, εἰ εὐλόγως κατὰ δεδωκμασμένην αἰτίαν ἐξκουσατεύειν ἑαυτοὺς οὐ δυνήσονται, ἐνὸς αὐγουσταλίου ποινῇ κολάζεσθαι τούτους ὀρίζομεν.

EXTRAITS D'UNE CONSTITUTION DE 1282 (3).

CAP. XXXV. *De non capiendo vascella aliqua pro servitiis curiæ, iusto salario non soluto.*

Item prædicti magistri, procuratores, et magistri portulani singulorum portuum, occasione servitiorum curiæ, ad capiendas barcas, et alia vascella in portubus vel alibi residentia, sine mercede justa et debita non procedant. Et si processerint, restituto

(1) *Leg. προτιθέμεν.*

(2) Longtemps avant la promulgation de ce code, Frédéric I^{er}, dans sa constitution donnée à Osimo, le 4 décembre 1175 suivant Canciani, t. V, page 47, et 1177 selon Pertz, *Monumenta historica Germaniæ*; Vol. leg. t. II, pag. 162, s'étoit exprimé ainsi : *Si quis verò miserabili personæ fortunæ naufragiorum aliquid abstulerit, pœnæ antiquæ legum subjaceat.* Frédéric II, auteur de la constitution que je publie, en avoit fait une qu'on trouve dans toutes les éditions du *Corpus juris*, et dans Pertz, Vol. leg. t. II, pag. 244, sous la date du 22 novembre 1220, ainsi conçue : *Navigia quocumque locorum perveniant, si quo casu contingente rupta fuerint, vel aliàs ad terram perveniant, tam navigia ipsa, quam navigantium bona illis integrè reserventur, ad quos spectabant, antequàm navigium hujus modi periculum incurrisset, sublata penitus omni consuetudine locorum, quæ huic adversatur sanctioni : nisi talia sint navigia, quæ piraticam exercent, aut sint nobis, vel christiano nomini inimica. Transgressores autem hujus nostræ constitutionis bonorum publicatione mulcentur ; et si res exegerit eorum audaciam juxta mandatum nostrum modis aliis compescatur.* On voit par ces citations et par la constitution de Frédéric II pour Naples et la Sicile, que l'autorité publique cherchoit, nonobstant les mauvaises coutumes qui s'étoient introduites, à remettre en vigueur les principes du droit romain, que j'ai fait connoître, t. I^{er}, pag. 124 et suivantes. Il n'est pas sans importance de rappeler que, par des lettres patentes du 5 décembre 1315 (*Ordonnances du Louvre*, t. I^{er}, pages 610 et suivantes), Louis le Hutin, roi de France, ordonna la publication de la constitution impériale de Frédéric de 1220, dont fait partie le paragraphe transcrit ci-dessus.

(3) Cet extrait et les suivans ont été pris dans l'ouvrage intitulé *Constitutiones regni utriusque Siciliae*, Lugduni, 1560, 1 vol. in-f^o, pages 308 et suiv.

damno et interesse patronis vascellorum, pro qualibet vice et quolibet vascello nostræ curiæ componant unciam auri unam.

CAP. XXXVI. *De non capiendo aliquos extrahentes de portubus aliqua prohibita sine mandato curiæ, et proditores, bannitos, nisi publice constet.*

Item quod prædicti magistri procuratores, aut portulani, nisi liquide constet eis, vel sint quasi certi per convenientem et probabilem præsumptionem, aliquos extrahentes aliqua prohibita de portubus quibuscumque, sine, vel cum mandato nostro, ultra quantitatem in nostris litteris comprehensam, capere possint, nisi proditores nostros, bannitos, vel homicidas publicos invenerint, ad captionem eorum et vascellorum autoritate rerum suarum manus aliquatenus non extendant occasione officii sui. Et si contra fecerint, pro qualibet persona quam ceperint in terra, et pro quolibet vascello injuste capto solvant curiæ nostræ libram auri unam, et damnum restituant parti læsæ.

CAP. XLV. *De ammiratis, et viceammiratis, prothontinis et comitis.*

Ammirati et viceammirati in reparatione navium, galearum, thericarum (1) et aliorum vascellorum curiæ, illam formam diligenter observent, quæ vasa reparari faciunt, diligenter videre in reparatione per iudices, notarios et magistros assiæ, et calefatos expertos ad hoc, et in arte maris peritos, et alios probos viros hujus rei conscios, fideliter æstimari faciant. Et si interfuerint æstimationi vascellorum ipsorum viceamirati, ubi poterunt interesse, et si non poterunt interesse, mittant aliquos loco sui, de quibus confidant, consideratis, et particulariter æstimationis omnibus et singulis necessariis ad reparationem prædictam, itemque statuendi super reparatione ipsa præter personarum laborem quem ad hoc impendunt, nihil omnino de proprio ibi expendere, vel solvere compellantur, cum sufficiat eis propriis sumptibus in servitiis ipsis communiter laborare. Et si contra fecerint, restituto damno, quod ipsi statuti inde incurrerent, pro quolibet vascello in cujus reparatione prædicta commiserint, libram auri unam fisco nostro componant; ita tamen, quod ad reparationem ipsorum vascellorum in extalium (2) nemo compellatur invitus. Et si quis compulsus fuerit, ille qui compulerit eum teneatur emendare ipsi extalio compulso quantum amiserit in ipso extalio; et hoc stetur sacramento ipsius, ita quod de compulsione ipsa prius fidem faciat; et ad tantumdem dictus compulsor nobis teneatur, et idem in omnibus operibus nobis conservet.

CAP. XLVII. *De solvendo statutas comminantias marinariis conductis in armata, et non cogantur in armata ipsa boni burgenses, et cives ipsius artis ignari, et tribuantur eis panatica statuta.*

Item prædicti ammirati, prothontini, et comiti, qui armant galeas, et alia vascella

(1) J'ai dit, t. IV, page 439, note 5, que j'ignoreis quelle sorte de navires désignaient les statuts de Gazarie par les mots *teriæ, naves de teriis*; et à la page 544 j'ai proposé une explication d'après du Cange. Je crois que le mot *therica* avoit à Naples la même acception que *teriæ* à Gènes.

(2) A titre de corvée; voir *Extalium, Extallium*, dans du Cange et Carpentier: mais ils ne s'expriment pas bien nettement sur le sens que j'admets et qui me paroît résulter du texte. Il paroît par la ligne suivante qu'on disoit *extalerius* pour désigner la personne contrainte à la corvée.

de mandato curiæ, dent et solvant comminantias (1) marinariis, et aliis personis in arte maris expertis in sufficienti numero, et non ultra. Et post datam comminantiâ aliquam, eorum prece vel pretio, non committent, et in ipsa armata non vexent, nec statuant bonos burgenses et alios cives hujus artis ignaros, et inconvenientes ad hoc, sed convenientes et idoneos, respectu habito ad armatam parvam, seu mediam, siue magnam, et prædictis marinariis comminantiâ sine diminutione persolvant, et pânaticam tribuant eis integram sine aliqua diminutione et cum ea mensura in qua ipsos a curia mesurant, ut si contra fecerint, vel contra facientibus aliqui qui eorum consenserint, donec exercitus ille vel armata devenerit, in carcere teneantur. Et damna, vel turpiter ablata cum damnis parti læsæ restituant, et tantumdem nostræ curiæ pœnæ nomine exsolvere teneantur.

CAP. XLVIII. *De non onerando galeas victualibus et aliis infrascriptis.*

Prædicti ammirati, viceammirati, prothontini vel comiti, prout quisque eorum navigantibus galeis præfuerit, non onerent galeas, nec permittant ab aliis onerari victualibus, vino, vel oleo, ballis pannorum, et aliis quibuscumque arnis, seu mercibus, sicut hactenus usurpabant, cum ex hoc ad navigandum minus reddantur habiles. Et si contra fecerint, turpiter accepta in pœnam quadrupli nostræ curiæ restituere teneantur.

CAP. XLIX. *Quod marinarii non subtrahant se a vascellis postquam ascenderint eadem.*

Item marinarii tam supersalientes, quam remigi, postquam eis comminantiâ data fuerit ad mandatum et ad requisitionem ammirati, prothontini, et comiti ad galeas, seu alia vascella ascendant, nec aliqua fraude, arte, vel ingenio se subtrahant; qui si se subtraxerint, postquam inventi fuerint, capiantur, et tanto tempore teneantur in carcere, quanto duraverit exercitus, vel armata, a qua se subtraxerint. Et nihilominus si sunt in aliquibus facultatibus tantum dare curiæ teneantur, quantum curia solvit his, qui loco eorum, si se turpiter non subtraxerint, fuerint substituti. Et si non inveniuntur, diruantur domus eorum, si quas habent, et nihilominus dirutis eorum domibus, assignatis eorum nominibus, vel ammirati, vel viceammirati, prothontini, et comiti justitiarum regionum, in quibus ipsi consistunt per ipsos justitios banniantur, et sine speciali mandato nostro nullatenus extrahantur. Si vero post datas comminantias, galeas, seu vascella ascendant, et si inde post modum fugerint, amputato pede, debilitentur.

CAP. L. *Quod pro fugientibus a galeis, non capiantur filii pro patribus, vel e converso fratres pro sororibus, nec uxores pro maritis.*

Item prædicti ammirati, viceammirati, prothontini et comiti, pro sic se subtrahentibus, scilicet, non puniant, neque capiant filios, vel e contra, pro fratribus sorores, pro maritis uxores, cum pœna suos tenere debeat autores; et si contra fecerint, pœna privati carceris puniantur.

(1) Je n'ai point trouvé ce mot dans les glossaires; je crois, d'après le sens, qu'il signifie les avances faites aux matelots.

CAP. LI. *Quod non capiantur vascella inventa sine prohibitis mercibus navigare, et si qua inventa fuerint, onerata prohibitis mercibus, mittantur ad curiam.*

Item prædicti ammirati, viceammirati, prothontini, et comiti, et præsertim præpositi galeis, quæ quibuscumque locis regni ad custodiam maritimæ deputantur, non capiant, impediunt, vel turbent vascella, quæ sine prohibitis mercibus invenerint navigantia. Et si qua portantia merces prohibitas, vel sine prohibitis mercibus ad inimicos navigantia ceperint, vascella ipsa cum mercibus, et personis in eis receptis nostræ curiæ sine diminutione assignent. Qui si contra fecerint, amoti perpetuo ab officiis, bonorum omnium proscriptione, se noverint mulctandos.

EXTRAIT D'UNE CONSTITUTION DE CHARLES II DE 1283 (1).

CAP. XLIII. *Quod non compellantur aliqui inviti reparare vascella curiæ pro certo pretio, nisi voluerint ea ad extalium recipere facienda.*

Item statuimus, quod quoties contigerit curiam velle de novo fieri facere naves, vascella, et alia opera construi facere, vel etiam reparari, non deputentur ad hoc aliqui inviti pro certo pretio facienda, nisi ea, forte aliqui ad extalium velint sponte recipere facienda; alioquin hujusmodi opera committant bonis viris ad credentiam qui teneantur exinde debitam ponere rationem.

CONSTITUTION DE JACQUES I^{er} DE 1286.

CAP. XXIV. *De vassellis passis naufragium et rebus naufragiorum* (2).

Considerantes quod quanto fideles nostros prærogativa gratiæ, fauoris et benignitatis amplectimur et eis beneficia per nostram munificentiam conferuntur, tanto maioris fidei et devotionis ardore accensi, ad nostra servitia promptius et animosius inducuntur: eisdem fidelibus, et dicti regni habitatoribus concedimus et pleno fauore regio confirmamus, quod vasella, merces, pecuniam et omnes res alias fidelium et habitatorum ipsorum, quæ in eodem regno pati contigerit naufragium, quas patroni secundum consuetudinem hactenus observatam, infra ipsius naufragii triduum (3) recuperare poterunt, vasellis et rebus omnibus eiusdem, post ipsum triduum ad recuperandum residuis, fisci nostri commoditatibus applicatis, liceat fidelibus et

(1) Cette constitution, qui est de Charles II (d'Anjou), se trouve à la page 321 du recueil indiqué page 253, note 3, ci-dessus.

(2) On trouve ce texte à la page 7 des *Regni Siciliae capitula*, Panormi, 1623, in-fol.

(3) Ce délai de trois jours n'étoit point indiqué dans la constitution de l'empereur Frédéric de 1231. On voit que l'usage avoit limité à ce court espace le droit des propriétaires de réclamer leurs effets. L'objet de notre chapitre est d'abolir cette prescription, et de rentrer dans le droit établi par Frédéric II; mais cependant les statuts de l'office du grand-amiral de 1398 constatent que cet usage n'avoit pas été aboli à l'égard des étrangers.

habitoribus ipsis, ea, sine licentia aliqua curiæ et mandato, infra et post triduum toto tempore recuperare et habere, et utilitatibus suis acquirere; nihil pro recuperatione et habitatione ipsorum nostræ curiæ vel eius officialibus exhibendo. Quod perpetuo eis observari volumus, nulla, in hoc, constitutione seu consuetudine contraria valitura. Et si aliquæ publicæ personæ vel priuatæ aliquam pecuniam de mercibus, vasellis et rebus naufragiorum ipsorum, ob fauorem et potentiam curiæ, vel suum seu aliorum quarumlibet personarum caperent vel capi facerent, pecunia, res et bona ablata ad duplum in suæ transgressionis pœnam patronis ipsorum restituere per nostram curiam compellantur.

PRIVILÈGES DU GRAND AMIRAL DE SICILE DE 1399 (1).

I. Capitula edita per nostram curiam super exercitio admiratiæ regni nostri Siciliæ (2) per eundem admiratum, ac viceadmiratos ciuitatum, terrarum, et locorum dicti regni, nunc præsentés, et qui pro tempore fuerint, exercenda, et observanda, reformata, et in vnum corpus redacta ex diuersis capitulis, pro eodem officio ordinatis, de expressa voluntate, conscientia, et mandato nostro.

In primis, quod de nauibus, galeis, vel lignis de remis tam curiæ, quam quarumcunque aliarum personarum, cuiuscunque gradus, seu dignitatis existant, quæ ad piraticam exercendam, et quæ armantur de pecunijs curiæ, quam quarumcunque aliarum personarum, et solida (3) ad mensem soluantur marinarijs, et alijs personis ipsarum armationi deputatis, admiratus, vel eius locumtenens, pro parte admirati prædicti, habere debeat a quolibet marinariorum personarum ipsarum quolibet mense granos quinque, suis utilitatibus applicandos.

II. Item quod quælibet galea, seu lignum, piraticam exercentia, præfato admirato, seu eius locumtenenti, pro eo soluere teneantur tarenum vnum pro quolibet scâmo (4).

(1) J'ai donné dans le tome IV, pages 295 et suivantes, une ordonnance de France sur l'amirauté de 1384, dont on a vu que les dispositions reproduisoient des lois plus anciennes à compter de 1373. Il m'a paru assez curieux de fournir des moyens de comparaison avec une loi de Sicile qui appartient aussi à la fin du XIV^e siècle. Elle est contenue dans le recueil déjà cité des *Regni Siciliæ capitula*, imprimé à Palerme en 1623; mais on lui donne la date de 1499. Il y a très-évidemment erreur d'un siècle. En effet ce privilège est relaté et ratifié dans un acte du roi Jean de 1415: or en 1415 on ne pouvoit pas ratifier un privilège de 1499. D'un autre côté un roi Martin est annoncé comme auteur de ce privilège: or il y a eu deux rois Martin qui se sont succédé de 1397 à 1409, et aucun roi de ce nom n'existoit en Sicile en 1499.

(2) L'office de grand amiral existoit dans le royaume de Naples, de même que dans celui de Sicile, pendant que ces deux états étoient séparés, et même on ne peut douter, d'après ce que les auteurs napolitains ont écrit sur l'*officium magni admiralis*, que cette institution n'eût précédé la séparation des deux royaumes, causée par le tragique événement dit les *vêpres siciliennes*; mais je n'ai point trouvé dans les collections de lois du royaume de Naples de documens semblables à celui que je publie. Je crois, du reste, qu'il constate des usages communs aux deux pays.

(3) Ce mot, répété plusieurs fois dans la suite, signifie *solde des matelots*; *ad mensem* fait, selon moi, allusion à l'usage du roi, d'avancer un mois de solde, ainsi qu'on le verra dans des documens pour la Catalogne, de 1354 et 1356.

(4) Ce mot, dont du Cange ne donne pas l'explication, parce qu'en effet il appartient à la bonne latinité, doit signifier *banc de rameurs*; voir *Facciolati*, h. voc.

III. Item armatores dictarum nauium, galearum, et lignorum quorumcunque, armandorum de licentia curiæ ad piraticam exercendam, debent soluere pro iure cancellariæ, ratione fideiussoriæ cautionis recipiendæ ab eisdem armatoribus, de non offendendo fideles, amicos, et treugatos regios, atque nostros, in personis, rebus, vassellis, et mercibus eorum (1), et etiam pro litteris patentibus, pro qualibet naui, vncias auri duas; de lignis vero remigium, si lignum fuerit de remis duodecim vsque ad trigintaduobus, tarenos xv; si fuerit de remis trigintaduobus vsque ad remos octuaginta, vnciam auri vnam; si fuerit de remis octuaginta vsque ad centum viginti, vncias auri duas, pro quolibet viagio per eosdem faciendo. Si vero fuerit aliud vas, præter vasa nominata, admirati vel eius locumtenentis arbitrio, pro quolibet viagio relinquantur.

IV. Item de galeis, nauibus, seu lignis fidelium domini regis, quæ armantur ad partes ad piraticam exercendam, de licentia dicti admirati, deducta tertia parte tantum pro sebo, companagio, et pane, de seruis, pecunia, et rebus, et spolijs lucratis per armatores dictarum nauium, galearum, et lignorum quorumcunque, cuiuscunque generis, vel nominis existant, de quocunque restanti quintam dicto admirato, vel eius locumtenenti soluere teneatur.

V. Item de galeis, nauibus, seu lignis fidelium domini regis, quæ armantur ad solidum ad piraticam exercendam, de licentia dicti admirati, deducta prius tertia parte tantum pro sepo, panatica, companagio, mutuo, et solido, quod intelligatur pro solido vnus mensis tantum, de omni residuo vero dictus admiratus, vel eius locumtenens quintam partem habere debeat.

VI. Item de eisdem galeis, nauibus, et lignis, seu alijs, vt supra, de seruis lucratis, seu captis per eosdem a numero x vltra, a quolibet, vel qualibet ipsarum, vel ipsorum, ratione honorantiæ seruorum vnum, vel seruam vnam, ad electionem præfati admirati, vel sui locumtenentis, admiratus ipse, vel suus locumtenens habere debeat.

VII. Item de galeis et lignis exterorum, exercentibus piraticam, armatis ad piraticam exercendam, de seruis, rebus, et spolijs venditis per eosdem piratas, [in] terris, et locis regni nostri de licentia admirati, vel eius locumtenentis, de pecunia percepta ex venditione dictorum seruorum, rerum, et spoliiorum, dictus admiratus, vel eius locumtenens quintam partem debet habere; si vero res et spolia ipsa vendantur per piratas prædictos sine licentia admirati, seu eius locumtenentis, dictus admiratus, vel eius locumtenens, totam quantitatem pecuniæ perceptæ ex venditione dictorum seruorum, rerum, et spoliiorum, ratione pœnæ ei acquisitæ debet habere.

VIII. Item, si aliquæ galeæ, naues, vel ligna exterorum venient in aliquo portu regni præfati, et venderent robbam, seu (2), res, et merces lucratas per eosdem, sine licentia admirati, seu eius locumtenentis, simili modo emptores amittant robbas,

(1) Voir sur le même objet, t. IV, pages 440 et 586, les statuts de Gênes et de Pise, qui étoient d'une date antérieure à notre document. On trouvera encore dans ceux de la Catalogne la preuve de cet usage général d'exiger des cautions, de non offendendo fideles, amicos, etc.; voir aussi l'ordonnance du roi d'Aragon de 1288, Capmany, *Memorias*, t. II, page 26.

(2) Si le texte est exact, seu (sevo) seroit ici, par une forme de la langue italienne, pour *serum*, signifiant *suif*; voir du Cange, voc. *Servus*. Mais je crois qu'il y a faute, et qu'il faut lire *servos*, comme au chapitre vi.

seruos, res et merces per eos emptas, vel pretium dictarum rerum, nisi prius a dicto admirato, vel eius locumtenente, dictarum rerum emendi licentiam habuissent, et fuissent cum dicto admirato, vel eius locumtenente, concordés de eo quod sibi tenentur, ratione quintæ, seu honorantiæ prædictorum iurium suorum omnium.

IX. Item, si aliquæ galeæ, naues, vel ligna, aut nauiculæ mercatorum diuersorum locorum, seu regnorum, discederent a regionibus, more mercatorum, et vna, tanquam inimica, caperet alteram, et in regno Siciliæ applicarent, seu in aliquo portu regni præfati diuerterent, et dictas res per eos captas, inimicis prædictis venderent, dicto admirato, seu eius locumtenenti, quintam soluere debent.

X. Item de singulis rebus captis per quascunque personas in mari, dictus admiratus, seu eius locumtenens, quintam partem debet habere.

XI. Item, si casualiter aliqua galea, naus, seu lignum inimicorum in aliquo portu, seu maritima regni huius applicaret, seu discederet ab eisdem, dictus admiratus, vel eius locumtenens pro eo, quintam debet habere.

XII. Item, si amicorum galeæ, naues, vel ligna, ad partes huius regni venientes ligna et vassella inimicorum deprædarent, seu disrobarent, quæ curia capere vellet de dictis vassellis, et rebus, per curiam captis ab eisdem, admiratus, seu eius pro eo locumtenens quintam partem debet habere.

XIII. Item de nauibus, seu vassellis exterorum, quæ in maritimis, seu portubus regni huius naufragium patiuntur, triduo elapso (1), omnia, quæ de dicto naufragio in mari, seu maritimis dicti regni inueniuntur, admiratus, seu eius locumtenens pro eo, suis vtilitatibus applicanda habere debet.

XIV. Item, quod omne genus lignorum, vinum deferentium ex quacunque parte in maritimis, seu portubus Siciliæ applicantium, si vasa prædicta salmas vini centum portarent, eidem admirato, seu eius locumtenenti, vinum in mensuram salmæ dimidiæ soluere teneatur; si vero vasa prædicta portarent maiorem quantitatem salmarum centum, eidem admirato, vel eius locumtenenti, vini salmam unam soluere teneatur.

XV. Item omne genus lignorum, oleum deferentium in quantitate centum cafisium (2), eidem admirato, seu eius locumtenenti, soluere teneatur cafisium vnum. Et si ligna, seu vassella prædicta, maiorem quantitatem portarent, teneantur soluere cafisios duos.

XVI. Item, quod quodlibet genus lignorum, fructus deferentium, ex quocunque genere fructus existant, a decem salmis fructuum infra, soluere teneatur tumminum (3)

(1) On a vu, page 256, note 3, que la constitution de Frédéric II de 1231 ne limitoit point à un terme si court le délai de réclamation. Une coutume injuste l'avoit réduit à trois jours, et la pragmatique de Jacques I^{er} de 1286 avoit rétabli l'ancien droit en faveur des nationaux. Notre document constate que les étrangers restoient soumis à la restriction.

(2) Mesure usitée dans la Catalogne, ainsi qu'on le voit par les documens que du Cange cite dans son glossaire, voc. *Cafisium*.

(3) Mesure sicilienne, dont il est souvent parlé dans les anciennes constitutions; voir du Cange, voc. *Tuminus*.

vnum. Et, si maioris quantitatis salmarum decem esset, soluere teneantur dicto admirato, vel eius locumtenenti, tumminos duos. Et simili modo pro quolibet genere fructus soluere teneatur.

XVII. Item omne genus lignorum, oleum, vinum, et fructus deferentium, insimul, tam vini, quam olei, quam fructuum, ius suum, ut dictum est, soluere tenetur eidem admirato, vel eius locumtenenti pro eo.

XVIII. Item de cepis, et alijs, dictus admiratus, vel eius locumtenens pro eo debet habere pro quolibet centenario, causa honoris, duo.

XIX. Item, quod omne vas, deferens passas, et ficus de decem sportis infra, vnam soluere tenetur eidem admirato, vel eius locumtenenti pro eo; et, si plures, vel maiorem quantitatem portaret, soluere teneatur sportas duas.

XX. Item, quod omne vas deferens ab extra regnum, sal, de decem salmis infra, eidem admirato, vel eius locumtenenti, teneatur soluere tumminum vnum, et si maiorem quantitatem portaret, tumminos duos teneatur soluere.

XXI. Item de omni genere fructuum, per mare delatorum de vno loco ad alium regni præfati, ius suum, vt dictum est, dictus admiratus, vel eius locumtenens debet habere.

XXII. Item, quod omne vas, deferens fructus ab extra regnum in Siciliam, et applicans in vno loco si ibidem soluat ius prædictum, postea vero in alijs locis dicti regni cum dictis fructibus applicuerit, ius aliquod soluere non teneatur; dum tamen per albaranum (1) probetur ius prædictum viceadmirato, in loco in quo primo applicuit, exsolutum fuisse.

XXIII. Item lignum, seu naucula, deferens vasa terrea fictilia, causa honoris, duo pro quolibet centenario soluere teneatur dicto admirato, seu eius locumtenenti.

XXIV. Item, si aliquod lignum egrederetur regnum, et in terram Saracenorum pergeret, mancipia et seruos extrahere volens ab eodem (2), seu apportare extra regnum, soluere teneatur, causa honoris, dicto admirato, vel eius locumtenenti, florenos duos pro quolibet seruo, vel serua.

XXV. Item, si, absque licentia dicti admirati, vel eius locumtenentis, aliquod lignum seruos et mancipia extrahere a regno contigerit, et in dicto ligno reperti fuerint serui prædicti, seu liberti, ipsi serui, seu mancipia, tanquam res curiæ, capi possint per dictum admiratum, vel eius locumtenentem, et dicti admirati commodo debeant applicari.

(1) *Quittance*; voir du Cange, voc. *Albaranum*.

(2) On voit qu'il y avoit encore des esclaves, non-seulement par l'effet des guerres, mais par le résultat de spéculations, d'importations et d'exportations commerciales; voir ce que j'ai dit à ce sujet, tome IV, pages 436 et suivantes.

XXVI. Item, si dictus admiratus, vel eius locumtenens, tam ratione fideiussionis de redeundo (1) infra annum, per curiam præfigendæ, cum marinarijs et cum eisdem nauigantibus, quam ratione cedula sibi propter ea faciendæ sub sigillo admirati, vel eius locumtenentis, pro quolibet viagio, si nauigauerint infra regnum, pro qualibet barca sine coperta grana x; et pro quolibet vassello, seu ligno, iuxta capacitatem eorum. Et, si nauigauerint extra regnum, secundum capacitatem vassellorum prædictorum, pro quolibet vassello ad arbitrium admirati prædicti, seu eius locumtenentis, idem admiratus, vel eius locumtenens habere debeat.

XXVII. Item non nulli, sub specie mercantiæ, et alio colore, diuersorum armorum genera, et alias res prohibitas, ad barbaros, et infideles deferunt et distrahunt, perniciosumque sit, et perditioni proximum, barbaros, quos indigere armis, et telis conuenit, validiores reddere, et instruere; ideo dictus admiratus, et eius locumtenens naues, et alia vasa, ad dictos barbaros, ratione mercantiæ, aut alio colore, volentes se transferre, diligenter videant, et perquirant, si in eisdem sunt [barbaros, ratione mercantiæ, aut alio colore, volentes se transferre diligenter videant, et perquirant, si in eisdem sunt] (2) arma, aut aliæ res, ad barbaros, et infideles transferri prohibita; ad hoc, vt si aliqui in prædictis culpabiles reperti fuerint, non solum dicta arma, et aliæ prohibita, quæ detulerunt, dicto admirato acquirantur, immo per ipsum admiratum, seu eius locumtenentem, legitimis pœnis puniantur.

XXVIII. Item ab vnaquaque tonnariarum (3) tam ciuium, quam aliorum quorumcunque, dictus admiratus, vel eius locumtenens, pro qualibet morte (4), seu piscatura dictarum tonnariarum, debet habere piscem vnum maiorem totius mortis de piscibus captis in dicta tonnaria, quem portare tenentur marinarij et raisij in marfaragio (5), sub pœna vnius vnciæ, dicto admirato applicanda qualibet vice, qua contrarium fuerit attentatum: omnibus vero testibus piscium spatuum (6) dicto admirato reseruatis, seu eius locumtenenti; reseruato etiam viceadmirato, quod habeat, et consequatur pisces duos anno quolibet, iure suo sibi soluendos, videlicet in mense Maij vnum, et in mense Junij alium vnum, per dictos raisios et marinarios viceadmirato tradendos.

XXIX. Item, a quolibet palemedorum (7) pro quolibet anno dictus admiratus, vel

(1) Ce chapitre offre une des plus anciennes traces du cautionnement exigé des armateurs pour sûreté de leur obligation de revenir au lieu du départ avec le navire et son équipage; voir ce que j'ai dit, page 319, note 4, du tome IV de ma collection.

(2) Les mots que j'ai placés entre deux crochets sont évidemment une répétition de ce qui a été dit, et n'ont pu être insérés dans le texte que par une erreur de copiste ou d'impression; ils n'offrent aucun sens et empêchent de comprendre le chapitre.

(3) Construction pour pêcher des thons, que nous nommons en France *bordigue* ou *madrague*; voir du Cange, voc. *Tonnaria* et *Tunnaria*.

(4) Emplacement d'eau stagnante où l'on garde des poissons; voir du Cange, voc. *Morta*.

(5) Ces deux mots ne se trouvent point dans les lexiques; mais le sens aide à les comprendre. *Raisii* désigne les gens employés à la pêche, de *rete* signifiant *filet*. Il est moins facile d'expliquer *marfaragius* ou *marfaragium*; est-ce une espèce d'enveloppe ou de filet contenant le poisson, ce qui auroit de l'analogie avec *Marfaca* de du Cange?

(6) Je crois que ce mot désigne les poissons échoués, considérés comme *épaves*, de *spavia*, *spavia*, qu'on trouve dans les écrits du moyen âge; voir du Cange, voc. *Spavia*.

(7) Je n'ai trouvé ce mot dans aucun glossaire. Pline, liv. IX, chap. XVIII, donne le nom de *Pelamides* aux jeunes thons. Peut-être on appeloit *Palemedi* les navires occupés à cette pêche.

eius locumtenens, debet habere vnum quintale tonninae (1), suis vtilitatibus applicandum.

XXX. Item dictus admiratus, seu eius locumtenens, debet habere pro qualibet barca seu xabica (2) cum quibus piscatur, qualibet septimana, causa honoris, rotulum vnum piscium, a dominis, seu patronis dictarum barcarum, seu xabacarum.

XXXI. Item, quod omnes marinarij, seu nautæ, et alij nauigantes, reperti in terris et locis, in quibus consulem non habent, pro quæstionibus ciuilibus, et criminalibus coram dicto admirato, seu eius locumtenente, conueniantur, et respondere teneantur. Si vero consulem habuerint, in ciuilibus coram eorum consule, in criminalibus coram dicto admirato, vel eius locumtenente, respondere teneantur. Si vero marinarij fuerint de terra in qua non est consul, tunc tam ciuilitè, quam criminaliter coram admirato, vel eius locumtenente, respondere teneantur (3).

XXXII. Item dictus admiratus debet habere omnes stracquaturas (4) inventas in maritimis prædictis insularum, suis vtilitatibus applicandas : de quibus stracquaturis quinta pars viceadmirato pro suo labore penitus acquiratur.

XXXIII. Item dictus admiratus debet habere omnes anchoras, dimissas per inimicos, inuentas, tam cum signali, quam absque signali, suis vtilitatibus applicandas.

XXXIV. Item dictus admiratus debet habere omnes anchoras, inuentas in insulis præfatis sine signalis, suis vtilitatibus applicandas.

XXXV. Item totum ius scalinorum (5), et litterarum patentium faciendarum armantibus ad piraticam exercendam, vt in capitulis officij continetur, sit, et esse debeat viceadmirati, pro suis commodis, et vtilitatibus faciendis.

XXXVI. Item debet habere viceadmiratus quintam partem quintarum et iurium prouenientium de omnibus et singulis fustibus et vassellis, de quibus dictus admiratus acquirit, vt in capitulis officij continetur.

XXXVII. Item totum ius olei, vini, fructuum, salis, vassellorum, terraneorum, et lignorum, prouentuum, dicto admirato ex forma capitulorum, vbi de prædictis mentio fit, sit, et esse debeat viceadmirati prædicti, suis vtilitatibus applicandum.

XXXVIII. Item debet viceadmiratus curiam regere, et iustitiam administrare simul cum iudice et notario, per dictum admiratum confirmatis, singulis piratis, et alijs marinarijs, comitibus, nocherijs, et alijs, tam pro eis, quam contra eos in curia prædicta conquerentibus, et totum ius curiæ tam poenarum, quam tricesimarum, quam aliorum iurium suis vtilitatibus applicetur.

XXXIX. Item, quod omnes, et singuli familiares dicti admirati, et etiam viceadmi-

(1) *Thon salé*; voir du Cange, voc. *Tonina*, *Tonnina*.

(2) Ce mot, dérivé de l'arabe, est le même que *xabeque*, espagnol; il désigne un petit navire.

(3) Ce chapitre doit être rapproché du statut de Gaète, qu'en trouve page 251 ci-dessus.

(4) *Objets échoués*; voir ce que j'ai dit, t. IV, page 583, note 1.

(5) Je n'ai trouvé ce mot dans aucun glossaire.

rati, tam comites, quam cæteri ab eo priuilegiati, in alio foro, nisi in præsentia, seu curia dicti admirati, vel suorum officialium, conueniri, et compelli non possint, nec teneantur, nec debeant.

XL. Item, quod omne genus lignorum, tam galeæ, ligna, barcæ, naues, nauiculæ, quam quæcunque alia vasa, vexilla et pennones debent apportare, in quibus sint et esse debeant arma admirati prædicti, et debeant ea apportare, sub pœna vnciarum auri quatuor, soluendarum admirato prædicto, vel suo locumtenenti.

XLJ. Item, quod omnes, et singuli marinarij maritimarum regni huius, nauigantes extra, vel infra regnum, in eorum recessu viagij, et eis aliqua secreta ab extra noua, primo debent dicere seu reuelare admirato prædicto, vel suo locumtenenti : quod si defe erint, per dies xv in carceribus, ad sui pœnam, debeant permanere.

PRAGMATIQUE DU 23 JUILLET 1604 (1).

Ordinamo et comandiamo che tutti i marinari et altre genti che serono in dette navi, mentre a loro sono dati danari da' padroni di esse, perche servano in quelle ne' viagi per loro noleggiati, non debbano in conto alcuno partire da dette navi, ma attendere al servizio, conforme sono obbligati, sotto pena di perdere duplicatamente quello, che haveranno ricevuto, la quale vogliamo che vada in beneficio de' padroni di dette navi ed altra pena etiam corporale, à nostro arbitrio riservata, etc.

Nous voulons et ordonnons que tous matelots et autres personnes qui seront engagés pour un navire, aussitôt qu'ils auront reçu un à-compte des patrons, envers qui ils se seront loués pour le voyage, ne puissent en aucune manière sortir de ce navire; ils devront au contraire faire exactement leur service, ainsi qu'ils s'y sont obligés, sous peine de perdre le double de ce qu'ils auront reçu, laquelle indemnité tournera au profit du patron dudit navire; et encore sous toute autre peine corporelle à l'arbitrage des juges.

ORDONNANCE SUR LES ASSURANCES DE 1622 (2).

Ordiniamo, e comandiamo. . . che di tutte le sicurtà, seu assicurazioni, che si faranno tanto in questa città, come nell'altre città, piazze, fiere e luoghi del regno, s'habbia da pagare la ragione di carlini cinque, per ogni cento ducati di sicurtà,

Nous voulons et ordonnons. . . . que pour toutes assurances qui seront faites, tant dans cette ville (Naples) que dans les autres villes, places, foires et lieux de ce royaume, on paye un droit de cinq carlins par cent ducats de l'assurance qui aura été faite, tant sur les marchandises que sur l'argent ou la vie

(1) On trouve le texte de ce document, précédé d'un préambule qu'il m'a paru inutile de recueillir, à la page 108 du tome I^{er} de la collection des *Pragmaticæ, edicta, decreta regni Neapolitani per Blasium Altomarum*, 3 vol. in-8°, Neapoli, 1682.

(2) Cette pragmatique et la suivante sont dans le recueil indiqué à la note précédente, pages 194 et suivantes. Quoique son objet unique soit d'établir un droit fiscal, elle constate l'usage des assurances, et sur les choses et sur la vie des personnes; mais on n'y trouve aucune disposition relative au droit; très-probablement on suivoit les règles usitées en Espagne.

seu assicuratione, che si facesse, tanto sopra mercanzie, quanto sopra contanti, ò assicurazioni di vita di qualsivoglia persona; quale pagamento vogliamo, che sia tenuto esigerlo il notaro, ò mastro d'atti, che riceverà la sicurtà per renderne poi conto, e pagarlo in potere degli ufficiali, e persone deputande, come di sopra. Et acciòche di tutte le sicurtà, et assicurazioni si possa haver certa notitia, vogliamo, et ordiniamo, che gli ufficiali, ò mastro d'atti, che le ricevesse, et i sensari, ò altri, per mano di quali passassero, habbiano obbligo di dare in nota à detti ufficiali, ò persone, ut supra deputande, il sabbato di ciascheduna settimana tutte le sicurtà, seu assicurazioni, che haveranno negotiato quella settimana, dando detta nota in un foglio sottoscritto di loro mani, con dichiarare il principale, che l'haverà fatta, e gli assicuratori, sotto pena à chi controverrà di pagare dieci per cento di tutta la quantità, che sarà stata assicurata, e non data in nota, d'applicarsi come di sopra. Oltre, che dichiariamo nulle, et invalide tutte le sicurtà, seu assicurazioni, et atti d'esse, che non si truovassero date in nota frà dette termine; volendo ancora, che à dette sicurtà, seu assicurazioni, che si troveranno date in nota à detti ufficiali, ò persone deputande, non si possa impugnare, nè impedire l'essecutione parata per qualsivoglia causa: e di detta notitia data à registro, se n'habbia à stare à fede de' medesimi ufficiali, ò persone deputande, tanto in questa fidelissima città, come nell'altre città, fiere, piazze, e luoghi del presente regno, etc.

de quelque personne que ce soit; le payement de ce droit sera exigé par le notaire ou maître d'actes qui recevra l'assurance; il en rendra compte et en fera le versement aux officiers et personnes à ce préposés.

Et, afin qu'on puisse acquérir une connoissance certaine de toutes les assurances, nous voulons que tous les officiers, notaires ou maîtres d'actes qui les recevront, et les courtiers ou autres, par les mains de qui elles passeront, soient obligés de donner auxdits officiers ou autres à ce préposés, le samedi de chaque semaine, une note de toutes les assurances qu'ils auront négociées dans la semaine, laquelle note sera sur une feuille écrite de leur main, contenant les noms de ceux qui se seront fait assurer et des assureurs, à peine pour les contrevenans d'une amende de dix pour cent de la quantité assurée, dont il n'aura pas été fourni de note, comme il est dit.

En outre, nous déclarons nulles et sans force toutes assurances et actes les constatant dont il n'aura pas été fourni de note dans ledit délai; voulant encore que les assurances dont la note aura été fournie aux préposés, ainsi qu'il est dit, ne puissent être impugnées ni arrêtées dans leur exécution parée, de quelque manière que ce puisse être; et pour la connoissance à donner de ces actes, on devra ajouter foi auxdits officiers et préposés, tant en cette ville qu'en tous autres lieux du royaume.

ORDONNANCE SUR LES ASSURANCES DE 1623.

Primieramente ordiniamo, che tutte le sicurtà, seu assicurazioni, che si faranno da quà avanti, in questa detta città,

En premier lieu, nous ordonnons: que toutes assurances qui seront faites à l'avenir, dans cette cité et royaume, tant sur des

e regno, tanto sopra vascelli, quanto sopra mercantie, noli, avarie, getto, vite, et ogn' altra cosa, si debbano fare e notare ne i fogli di stampa, che dal detto arrendatore si faranno stampare, et saranno sottoscritti di sua mano, e non in altra scrittura; quali fogli si consegneranno dal detto arrendatore a' notari, et attuari, che attenderanno à simili contratti, havendoci offerto darne à quelli quella quantità, che loro bisognerà, con la debbita ricevuta però de' detti notari, et attuarii, per haverne poi à dare conto, quando ne saranno richiesti. E conteneranno detti fogli l'atto, seu cautela dell'assicuratione, co i luoghi in bianco, dove il notaro, seu attuario potrà, e dovrà ponere le parole mutabili, come sono il nome dell'assicurato, la mercantia, robba, ò vita che s'assicura, il nome del vascello, e di chi lo padroneggia, il luogo, dove e per dove s'assicura, con la data, seu giornata, che si fa la sicurtà. Osservandosi l'istesso nelle sicurtà de' negotii di terra, ò per terra, tanto di contanti, come di robbe, e mercantie, ò altra qualsivoglia cosa, ò pure sicurtà di vita. Ne i quali fogli, e non in altra scrittura s'haveranno da firmare, e sottoscrivere gli assicuratori per loro nomi, e cognomi, con le quantità, che si assicurano, et à che ragione, e dichiarare, se sono stati pagati dell'assicuratione, et in detto foglio in fine l'arrendatore, ò suo sustituito haverà da notare, che è sodisfatto del diritto di detta gabella. Il quale foglio così compilto e sottoscritto, come di sopra, si debba consignare all'assicurato per sua cautela, registrato prima dal detto notaro, ò attuario, nel suo protocollo, ò libro, dove tali contratti si notano, sotto pena à detti notari et attuarii, che facessero atti ò contratti di dette sicurtà d'altro modo, di ducati dieci per ogni cento ducati di tutta la quantità, che sarà stata assicurata, da applicarsi detta pena sino

v.

navires que sur des marchandises, nolis, avaries, jet, vie et toutes autres choses, devront être faites et écrites sur papier marqué, que le fermier des droits fera marquer et signera de sa main, et non d'autre écriture; lequel fermier devra remettre aux notaires et personnes chargées de rédiger ces sortes d'actes la quantité de feuilles qui leur seront nécessaires, sur le reçu desdits notaires et rédacteurs d'actes; et ils seront tenus de lui en faire compte à toute réquisition.

Ces feuilles contiendront la formule de l'acte d'assurance, avec l'espace en blanc pour l'indication du nom du notaire ou autre officier qui recevra l'acte, et des énonciations susceptibles de varier, telles que le nom de l'assuré, l'indication des marchandises, des choses, de la vie, assurées; le nom du navire, du patron, le lieu où et pour lequel est faite l'assurance, la date ou indication du jour où elle est convenue.

On observera ces choses dans les assurances pour affaires de terre ou par terre, tant sur l'argent que sur les effets ou marchandises ou autres choses, et pour les assurances sur la vie. Sur ces feuilles et non sur aucune autre écriture, on fera signer et souscrire les assureurs, en indiquant leurs noms, prénoms, avec indication des quantités assurées par eux, à quelle prime, s'ils ont été payés comptant; et sur cette feuille, le fermier ou son préposé devra énoncer le paiement du droit qu'il aura reçu.

Cette feuille, ainsi complète et signée comme il vient d'être dit, devra être remise à l'assuré pour sa garantie, après avoir été préalablement enregistrée par le notaire ou actuaire sur son protocole ou livre destiné à ces enregistrements; à peine, contre les notaires ou actuaires qui feront des actes et contrats d'assurances en autre manière, d'une amende de dix ducats par cent, de toutes les valeurs et quantités assurées, applicable conformément à ce qui est déterminé par notre ordonnance du 23 septembre 1622; et

34

ad altro nostro ordine, conforme per detto bando de' 23 di settembre 1622 fu ordinato; e questo, oltre il pagamento del diritto dell'assicurazione, che à detto arrendatore si dee: oltre, che dette sicurtà, fatte contra la forma del presente bando, vogliamo, che restino di niun valore, nulle et invalide.

Ordiniamo ancora, che dette sicurtà si debbano rivelare, e dare in nota à detto arrendatore, ò suoi sustituiti, e deputati l'istessa settimana, che saranno state fatte, ò pure cominciate à fare, con che non ecceda il sabbato di quella settimana, conforme per detto bando fu ordinato: e questo resti in obbligo, non solo del notaro, ò attuario, che farà tal contratto, mà ancora de i sensari, e mezzani per mano de' quali passassero, sotto l'istessa pena, d'applicarsi, ut supra, da eseguirsi contra ciascheduno che controverrà; oltre la nullità et invalidità della sicurtà, conforme per detto bando fu ordinato.

cela outre le payement du droit qui sera dû audit fermier: en outre, l'assurance faite contre la forme de la présente ordonnance sera nulle et sans effet.

Nous ordonnons encore que lesdites assurances devront être indiquées et données en note audit fermier ou à ses préposés et délégués, dans la semaine où elles auront été faites ou auront commencé à être faites, sans plus de délai que le samedi de cette semaine, ainsi que le porte notre ordonnance; et à cela sont obligés non-seulement les notaires ou actnaires qui feront lesdits contrats, mais encore tous les courtiers par l'entremise desquels elles seront négociées, sous la peine susdite, qui sera prononcée contre tout contrevenant, indépendamment de la nullité ou invalidité de l'assurance, ainsi qu'il est déclaré dans notre susdite ordonnance (1).

(1) Une ordonnance du 21 janvier 1637 a prescrit l'exécution de celles de 1622 et 1623, et une autre du 28 septembre 1660 en a reproduit littéralement les dispositions. J'ai cru qu'il étoit inutile de les recueillir.

CHAPITRE XXXII.

Droit maritime de la Sardaigne.

La situation de la Sardaigne, au centre de la partie la plus large de la mer Méditerranée, à peu de distance de l'Italie, de l'Espagne et de l'Afrique; la multitude et la sûreté des rades qui en découpent le rivage; les plaines fertiles, les immenses forêts qui couvrent son sol, tout devoit concourir à attirer l'attention des premiers navigateurs qui des côtes de l'Asie vouloient s'avancer vers l'Europe.

Il n'y a rien d'in vraisemblable à croire que les Phéniciens y ont formé des établissemens; et soit que déjà, ce qui est douteux, les indigènes se livrassent à la navigation, ou que les habitans de l'Étrurie, de quelque nom qu'on les appelle, y eussent d'anciennes relations; soit que le commerce de cette île ait dû ses premiers progrès à l'influence et à l'exemple des Phéniciens, du moment où ce commerce eut pris une certaine extension, il dut être régi par des lois, ou plutôt par les usages, qui partout ont précédé les lois écrites. Ces usages furent sans doute ceux qu'on suivoit dans la Méditerranée orientale, et dont le souvenir a été conservé avec le nom des Rhodiens, qui très-probablement devoient leur droit maritime aux Phéniciens.

Lorsque la Phénicie, et surtout Tyr, sa ville principale, virent s'éclipser leur ancienne grandeur; que leur commerce du Pont-Euxin fut tombé entre les mains des Grecs, et celui de l'Occident entre les mains des Carthaginois, ces navigateurs habiles reconnurent l'importance de la Sardaigne. Sans rechercher l'époque de leurs tentatives et de leurs succès plus ou moins prompts, nous savons qu'en l'an 509 avant J. C., lorsque la république romaine fit un traité de navigation avec Carthage, moins dans l'intérêt propre de son commerce maritime, que dans celui de ses alliés et des autres peuples d'Italie, sur qui elle préparoit ses conquêtes, par le patronage, il existoit des établissemens carthaginois en Sardaigne.

Les victoires des Romains les rendirent maîtres de cette île en l'an 237 avant J. C., et leur domination ne cessa qu'à la chute de l'empire d'Occident.

On peut donc dire de la Sardaigne, comme je l'ai dit de la Sicile et d'autres contrées, que son droit maritime fut originairement celui que les Phéniciens avoient fait connoître aux Grecs et aux Carthaginois, celui que les Romains empruntèrent des Rhodiens, et qu'ils établirent ou conservèrent dans tous les pays soumis à leur empire.

En l'an 435 de l'ère chrétienne la Sardaigne fut envahie par les Vandales;

mais l'empereur Léon la reprit en 468. Momentanément conquise par les Goths, elle rentra sous l'autorité de Justinien, par les victoires de Bélisaire.

Après quelques siècles de repos, elle fut occupée par les Sarrasins vers le commencement du VIII^e siècle. Il est incertain si les Lombards en chassèrent les Sarrasins; si Charlemagne, vainqueur des rois lombards, comprit cette île dans une donation au saint-siège; mais on ne peut douter que sous le règne du fils de ce grand empereur les barbares n'aient été forcés à abandonner leur conquête jusqu'au commencement du XI^e siècle, époque à laquelle le roi sarrasin nommé *Muzet* la reprit. Elle lui fut promptement enlevée par les efforts réunis des Pisans et des Génois.

On peut croire sans peine que, pendant ces vicissitudes de la Sardaigne, l'ancien droit maritime continuoit d'y être observé. Jamais les conquérans n'y restèrent assez longtemps et assez paisiblement pour penser à donner de nouvelles lois à ce pays : quand ils l'auroient fait, la Sardaigne, délivrée de leur joug, se fût empressée de reprendre ses anciennes coutumes.

Il est probable que les établissemens faits, à compter du XII^e siècle, par les républiques de Pise et de Gênes sur quelques portions littorales de la Sardaigne n'apportèrent point de modifications au droit maritime qu'on y suivoit depuis la conquête romaine. Les statuts de ces républiques, ainsi que je l'ai dit dans les chapitres XXVII et XXVIII, avoient conservé le droit ancien, en se bornant, sous quelques rapports, à en compléter les dispositions; leurs usages durent être introduits en Sardaigne, non précisément par des actes de souveraineté, mais par cette tendance qu'on a généralement, dans un pays dont le commerce est passif, à imiter les étrangers qui viennent y trafiquer.

La Sardaigne étoit, avant les expéditions entreprises par les Pisans et les Génois pour la délivrer des Sarrasins, partagée en districts appelés *judicatures*, à la tête desquelles étoient des chefs, presque souverains, appelés juges, les uns électifs, les autres prétendant à l'hérédité : ces juges avoient, chacun dans leur territoire, l'exercice de la puissance publique. Les républiques de Pise et de Gênes cherchoient à s'assurer dans chacune des judicatures où leurs nationaux étoient établis, une grande influence sur la nomination et l'exercice de l'autorité des juges; mais, même aux époques où quelques circonstances donnèrent le plus d'extension à cette influence, elle n'alla jamais jusqu'au point de faire considérer ces républiques comme maîtresses et souveraines en Sardaigne. Toute leur politique consistoit à intervenir, tantôt comme auxiliaires, tantôt comme conciliateurs, dans les différends entre ces juges; en un mot, à acquérir par le fait une autorité qu'elles n'auroient osé réclamer par droit. On en voit la preuve dans un arbitrage du consul de Gênes, de 1191, entre les divers prétendans à la judicature d'Arborée.

M. Manno, dans sa belle Histoire de la Sardaigne (édit. de Milan, 1835),

a donné à ce sujet des détails extrêmement curieux, qu'il n'entre point dans mon plan de reproduire ; il a surtout publié, tome I^{er}, pages 339 et suivantes, l'arbitrage dont je viens de parler, et, page 383, un traité inédit conclu en 1294 entre Gênes et la ville de Sassari, à qui cet acte donne le nom de république.

Le même historien fait connoître aussi un traité inédit de 1266, entre Pise et le juge Mariano II, qui s'intitule *Domicello de Arborea, pro se et tutore viri nobilis comitis Nicolai de Capraria filio, quondam bonæ memoriæ, Guillelmi comitis Caprariæ judicis Arboreæ et tertix partis regni Callaritani*. Dans ce traité, le peuple de Pise accorde le titre de citoyen à Mariano et à Nicolas, qui, de leur côté, promettent que les Pisans jouiront dans leur juridiction de la franchise des douanes et de la libre extraction de blés, pourvu qu'ils soient destinés à Pise, ainsi que de l'exportation des bestiaux, sauf les chevaux. Les clauses de ce traité ressemblent beaucoup à celui de la ville de Sassari avec Gênes, et font assez voir que les deux républiques n'avoient point, à proprement parler, de souveraineté en Sardaigne.

Ce nom d'Arborée rappelle le souvenir de la célèbre *Carta di logu*, publiée dans cette judicature vers la fin du XIV^e siècle par la princesse Éléonore, et qui mérita dans la suite, lorsque la Sardaigne passa sous la domination aragonnaise, de former le droit coutumier de l'île entière. Il ne paroît point que dans cette charte on se soit occupé de droit maritime.

On peut tenir pour constant, d'après les considérations ci-dessus, que, sous le rapport de la navigation et du commerce maritime, la Sardaigne étoit toujours régie par le droit romain, complété ou modifié par les usages que durent y introduire les rapports fréquens et la grande influence, des républiques de Gênes et de Pise.

Celle de Gênes s'exerça surtout dans la partie du nord ; et c'est là qu'étoit en effet située Sassari, où le traité de 1294, cité plus haut, nous apprend que les Génois formoient une sorte de nation superficielle, gouvernée par ses propres consuls, à l'instar de ce qui avoit lieu dans leurs comptoirs de la Terre-Sainte et de la Crimée.

On ignore si la république de Gênes fit rédiger quelques statuts pour régir ses sujets qui habitoient cette partie de la Sardaigne, comme nous verrons bientôt que Pise en fit rédiger pour les siens dans la partie méridionale, et comme elle-même, ainsi que nous l'avons vu, t. IV, pages 423 et suivantes, en avoit rédigé pour ceux de Gazarie, de Pera, de Chypre, etc. Mes recherches ne m'en ont point fait découvrir. Il faut en conclure que les consuls génois se conformoient aux statuts de la métropole, sauf les modifications que les besoins locaux rendoient nécessaires.

Mais la cité ou république de Sassari eut une législation propre, dans laquelle on trouve quelques rares dispositions sur le droit maritime. Aucun

des écrivains qui ont fait l'histoire de la Sardaigne avant M. Manno n'avoit parlé de cette législation, encore inédite. Le savant académicien de Turin en a donné une analyse sommaire, son plan ne lui permettant pas de publier ce document *in extenso*. Il a bien voulu, d'abord me donner l'indication des chapitres de ce code qui lui paroissent avoir des rapports avec le droit maritime, et ensuite prier son ami M. le chevalier Tola, savant très-distingué de Sassari, de transcrire ces chapitres.

Voici ce qui résulte des renseignemens fournis par ces deux savans, à qui je ne peux trop exprimer ma reconnaissance.

Le manuscrit qui existe aux archives de Sassari annonce une rédaction faite en 1316, et porte le n° 690, in-folio, sur parchemin.

Je serois porté à croire que cette date de 1316 est celle d'une révision; Sassari étoit organisée en république bien avant cette époque, ainsi qu'on l'a vu, et devoit avoir rédigé des statuts municipaux qui peut-être furent d'abord écrits en latin, et dans la suite traduits en langue sarde.

En effet, M. Manno, par sa lettre du 28 janvier 1838, m'apprend qu'il existoit aux archives de Sassari deux originaux de ce code : l'un en latin, dont il ne reste que quelques fragmens sur parchemin; l'autre, dont il m'a envoyé les extraits, en langue sarde septentrionale, qui est le dialecte le plus noble de la Sardaigne. Cet exemplaire est le plus complet; encore y manque-t-il à la fin quelques feuillets, ce qui rendra imparfait un des chapitres que je dois publier.

M. Manno, craignant avec raison que je n'éprouvasse de la difficulté à entendre certains mots ou certaines expressions du dialecte sarde, a poussé l'obligeance jusqu'à joindre à la copie du texte qu'il m'envoyoit une traduction littérale en français, que je reproduirai presque textuellement.

J'ai dit que la prépondérance des Pisans s'exerça plus particulièrement dans la partie méridionale de la Sardaigne, qu'on appeloit *Judicatura*, et quelquefois *Regnum Kallaritanum* (Cagliari).

M. Manno donne dans son histoire des détails intéressans sur les tentatives sans cesse renouvelées, et suivies avec cette persistance que l'ambition d'un commerce exclusif inspiroit à toutes les républiques italiennes, par lesquelles les Pisans cherchoient à s'assurer une influence sans partage sur le midi de la Sardaigne. On voit même qu'ils aspirèrent à acquérir la souveraineté entière de l'île, en sollicitant l'investiture des empereurs d'Allemagne (1).

La jalousie de Gênes et la puissance de ses armes s'y opposèrent; mais il est certain que les Pisans avoient très-anciennement et conservèrent longtemps à Cagliari, et dans quelques villes ou îlots voisins, des comptoirs dans lesquels des capitaines, consuls et juges de leur nation, exerçoient leurs

(1) Tronci, *Annali Pisani*, ad ann. 1217, 1250 et 1257.

fonctions, sauf le recours et l'appel au gouvernement et aux tribunaux de Pise. C'est ce que constatent les rubriques I^{re} et XVIII du *Constitutum legis* de 1156, et la rubrique II^e du *Constitutum usus* de 1160, dont j'ai fait connaître les manuscrits inédits, tome IV, pages 553 et suivantes.

Dans la vue de réformer des abus introduits dans ce comptoir, abus dont il est facile de présumer l'étendue à ces époques d'anarchie, et pour concilier les intérêts de la république avec ceux des habitans du pays, le gouvernement de Pise chargea, en 1314 (1315, ère pisane), des commissaires de se rendre à Cagliari pour inspecter la conduite des agens que la république y entretenoit. Ce document a été publié par Borgo, *Raccolti di scelti diplomati Pisani*, pages 315 et suivantes.

Le recueil de Borgo étant rare en France, et ce document pouvant donner des notions utiles sur l'état des Pisans en Sardaigne, et servir même à interpréter le document de 1319 dont je vais bientôt parler, je crois convenable de le transcrire.

«IN SANCTISSIMI DEI NOMINE, AMEN. Nos Johannes Riccardi judex prior
«antianorum Pisani populi, Bestialinus Familiati, Jacobus Franza Bellomi,
«Nicolaus Nocchi de Advane notarius, Chellus Rustichelli judex, Nocchus
«Benni, Johannes Magnifici Falconis, Franciscus de Seta, Jacobus Miccari
«coriarius, Rainerius Compagni, et Guccius de Quarata vinarius, antiani
«ejusdem Pisani populi, et Johannes Domini Betti de Vico judex, Bonnac-
«curtius de Colle, Johannes Facca, Gaddus Gattus, et Leonardus Frenetti
«notarius, sapientes viri ab antianis Pisani populi electi, et in eorum
«presentia constituti, una cum eisdem antianis habentes de his plenam
«bailiam et liberam potestatem, auctoritate consilii Pisani populi celebrati
«in ecclesia S. Sixti, ubi fiunt consilia populi, sub anno Domini MCCCXIV,
«indictione XII, septimo idus Februarii.

«Eligimus sapientem virum dominum Petrum Buccii de Cortona juris-
«peritum, in officialem et modulatorem Pisani comunis in Sardineam, et
«Giambertinum notarium de Bolognana, notarium cum eo, in termino
«novem mensium, incipiendorum die qua pervenerint ad civitatem Pisanam,
«et officium suprascriptum juraverit, super investigando, inquirendo, vel
«modulando infrascriptos omnes, et absolvendo, et absolvendos, et condem-
«nando, et condemnandos infrascriptos officiales, qui modulati non sunt,
«et eorum complevisserint officia, tempore quo dominus modulator pervenerit
«in insula Sardinie, seu complebunt ab inde ad unum mensem proxime ven-
«turum, non obstante aliquo privilegio; videlicet, castellanos, et judices
«castelli, seu castri, vicarium, seu vicarios regni Kallaritani, salinarios sali-
«narum de Kallari, custodes salis; rectores et judicem, seu judices Ville-
«ecclesie; judices de foro regni Kallarum si ibi sunt, armamentarios ar-
«mamentariorum, et majores villarum; operarios omnes regni Kallarum;
«potestatem, sive potestates, et camerarios domus nostre, et camerarios

«Pisani comunis in castello Castri, et in Villa-ecclesie pro communi Pisano;
 «et eorum, et cujusque eorum notarios; et eorum, et cujusque eorum
 «tagliatores grani, et tagliatores grani castelli Castri, et consules portus
 «castelli Castri; castellanos, et subcastellanos; camerarios sive habentes
 «in custodia fornimenta castrorum, scilicet castrorum Aque-fredde, et ejus
 «burgi Orgogliosi, et Chine, et omnes et singulos Guelchos, et omnes,
 «et singulos domicellos, et birruarios suprascriptorum officialium, vel alio-
 «rum eorum; et sergentes castrorum, et omnes alios qui in dicto judicatu,
 «sive regno Kallarum fuissent officiales pro communi Pisarum; et intelli-
 «gantur officiales sive duret eorum officium duobus mensibus, sive majori
 «tempore, seu minori, et etiam substituti, sive vicarii predictorum officia-
 «lium, vel aliorum eorum quicunque;

«Et omnes et singulos ambaxiatores, et provisores, et capitaneos guerre,
 «et etiam vicarium, sive vicarios judicatus Galluri; potestatem sive potes-
 «tates Terre-Nove, et camerarios in Terra-Nova pro comuni Pisano, et
 «eorum, et cujusque eorum notarios, et judices de facto; castellanos, et
 «subcastellanos, camerarios, sive custodes fornimentorum castrorum dicti
 «judicatus Galluri, et eorum burgorum; armamentarios armamentariorum,
 «et majores villarum; et operarios, et omnes, et singulos domicellos, et
 «birruarios suprascriptorum officialium, vel aliorum eorum, vel sergentes
 «castrorum, et generaliter omnes alios qui fuissent officiales pro communi
 «Pisano in dicto judicatu Galluri, qui modulati non sunt, et eorum comple-
 «vissent officia tempore quo dominus modulator pervenerit in insula Sar-
 «dinie, seu complebunt ab inde ad unum mensem tunc proxime ventu-
 «rum (et intelligantur officiales omnes illi, ut supra dictum est in judicatu
 «Galluri) de eorum, et cujusque eorum gestis administratis, et neglectis
 «in eorum officiis, et delictis, et excessibus commissis ab eis, vel aliquo
 «eorum, durantibus eorum officiis.

«Et in predictis inquirendis, et inveniendis sive investigandis, habeat
 «merum et liberum arbitrium inquirendi, investigandi per inquisitionem,
 «indicia, et tormenta, et alio quocumque modo, quo placuerit, etiam
 «non servata aliqua juris solemnitate; et nihilominus possit procedere
 «prout et sicut ipsi modulatori secundum qualitatem facti et fame vide-
 «bitur convenire.

«Et quando ivêrit ad castra Pisani communis utriusque judicatus, teneatur
 «portare secum in scriptis omnia fornimenta que esse debent in quo-
 «libet castrorum, et cui ipsa fornimenta et a quo recomandata fuerint, et
 «per ipsam scripturam requirere ipsa fornimenta, et videre si ibi sunt.
 «Et si non invenerit, et ibi singulariter, prout data fuerint et recomen-
 «data, condemnet illum, cui comendata fuerint, in duplo ejus quod
 «non invenerit ibi de ipsis fornimentis. Et in emendatione ipsorum forni-
 «mentorum, que deficerent, quas recommandationes fornimentorum notam

«camerariorum Pisani comunis in castello Castri, et in Terra-nova, dare
«teneantur in scriptis dicto modulatori antequam ad castra vadat.

«Et possit, et debeant D. modulator vigilem seu vigiles et castaldicentes
«terre, seu comunis Ecclesie, qui modulati non essent, et eorum comple-
«vissent officia, vel complebunt infra mensem post adventum D. modu-
«latoris ad insulam Sardinie, de eorum et cujusque eorum actu, gestu,
«et administratione, et aliis sicut per dictos officiales Sardinee, et quod
«dicti vigil, et vigiles, et castaldicentes, et quilibet eorum teneantur et
«teneatur stare et parere modulationi dicti officialis modulatoris, sicut
«predicti officiales Sardinie; et D. modulator teneatur, et debeat omnes
«qui moccobellum pecunie, vel aliarum rerum dedissent alicui, vel
«aliquibus ex predictorum officialium Sardinie Pisani communis, et omnes
«qui fuissent mediatores, vel mezzani dictorum moccobellorum, vel fecis-
«sent, seu ordinassent dari moccobellum alicui, vel aliquibus dictorum
«officialium, condemnando suo arbitrio, prout sibi videbitur, spectata qua-
«litate conditionis, criminis, vel pene, nisi sponte confiteantur ipsi quod
«dederint moccobellum, vel fuerint mediatores ipsum moccobellum esse
«datum, et conditionem facti ipsius; qui dantes, seu mediatores mocco-
«belli si ultro confessi fuerint in nihilo condemnentur.

«Et qui D. officialis modulator non possit, nec debeat procedere ad con-
«demnandum, seu confiteri facere aliquem predictorum officialium ex dicto,
«et attestatione contra eum reddito, et reddita ab aliquo, seu aliquibus,
«quem, vel quos ipse officialis in suo vel pro suo officio condemnasset in
«solidis quadraginta de Pisana moneta, vel inde supra, vel fuisset came-
«ratus vel positus in carcere, nec ex dicto patris, filii, vel germani fratris
«condemnati.

«Et quod D. modulator in sententiis absolutionum, et condemnationum
«quas tulerit et fecerit teneatur, et debeat reservare, et expressim dicere,
«et exprimere, et scribi, et poni facere sic: salvo, et reservato comuni
«Pisano in perpetuum, et etiam proximo suo successori, tantum quod
«possit procedere nihilominus contra ipsos officiales tam absolutos, quam
«condemnatos, si reperiretur illos umquam tempore deliquisse, vel com-
«misisse ultra ea que in ipsis sententiis continerentur, aut dolum, vel
«fraudem in eorum officiis commisisse.

«Qui officialis, et modulator teneatur facere condemnationes in castello
«Castri de officialibus Sardis, et aliis Sardis absolvendis, et condemnandis
«ab eo de dicto judicatu Kallaritano, et de officialibus Sardis judicatus
«Galluri, et in castro Terre-nove de Gallura, et condemnatis debeat
«assignare ad solvendum condemnas terminum unius mensis, et consignet
«scripturas condemnationum de Sardis regni Kallaritani comunis Pisani
«camerariis in castello Castri; et de Sardis judicatus Gallure camerariis Pisa-
«nis in Terra-nova.

« Qui camerarii dictas condemnationes cum effectu exigere, et recolligere
 « teneantur, et habeant, et habere, et secum ducere teneantur pro dicto
 « suo officio, et in dicto ejus officio exercendo duos notarios bonos et
 « legales, forenses, amatores boni status Pisani comunis, et populi, compu-
 « tata persona supradicti Ser Giambertini, et quorum unus sit dictus Ser
 « Giambertinus, qui in simili officio, cum aliquo alio modulatore non
 « fuerint, et famulos quatuor forenses, quorum duo sint ab armis adminis-
 « tratores ad minus.

« Et habeat pro salario suo, et notariorum, et famulorum suorum pre-
 « dictorum, et vecturis equorum et expensis, eundo, et redeundo, in dicto
 « et predicto termino novem mensium, a commune Pisano, libras mille dena-
 « riorum pisane monete sine gabella, solvendas ei de pecunia Pisani comunis
 « in duabus paghis, videlicet in prima paga medietatem in civitate Pisana
 « postquam fuerit modulatus; et habeat navigium de Pisis in Sardineam,
 « et de Sardinea Pisas, expensis comunis Pisani, et etiam habeat a comuni
 « Pisano cartas necessarias pro suo officio exercendo.

« Et teneatur D. modulator cum dictis suis notariis, et sergentibus dis-
 « cedere de civitate Pisana pro eundo in Sardineam infra quindecim dies
 « proximos, postquam pervenerit ad ipsam civitatem Pisanam. Et in dicta
 « insula Sardinea moram contrahere cum eis pro dicto suo officio exercendo
 « sex mensibus, scilicet quatuor in regno Kalari, et duobus in judicatu
 « Gallure, et postea immediate redire ad civitatem Pisanam, et suum com-
 « plere officium in residuo dicti temporis novem mensium, postquam
 « redierit ad civitatem Pisanam, ut dictum est, ad absolutionem et con-
 « demnationem suorum processuum, et inventos culpabiles condemnet, et
 « condemnare possit, et teneatur suo arbitrio, secundum qualitatem delicti;
 « ita quod si aliquis dictorum officialium inventus fuerit culpabilis, et ha-
 « buisse pecuniam, vel alias res contra formam sui officii, ipsam pecuniam,
 « vel alias res teneatur restituere comuni Pisano duplicatam, et duplicatas;
 « et nihilominus, parti quam leserint, teneantur ad emendationem lesionis;
 « et nihilominus condemnet in pecunia, et in privatione officiorum Pisani
 « comunis, seu populi loquentis de hoc. Ita tamen quod privare non te-
 « neatur aliquum officialem, nisi pro moccobello, vel offensione facta in
 « socium.

« Teneatur, et debeat ipse officialis seu modulator de Sardinea in con-
 « demnationibus faciendis ab eo, et predictis officialibus assignare, et dare
 « terminum in dictis condemnationibus illis quos condemnaverit, unius
 « mensis, de solvendo condemnationes factas ab eo, de pena quanti pluris
 « fecerit ipsius condemnationes.

« Et quod D. modulator possit, et debeat procedere contra quoscumque
 « etiam non officiales recipientes moccobellum, vel prestantes auxilium vel
 « favorem per moccobellum aliquibus eorum quibuscumque officialibus

«Pisani comunis insule Sardinie, contra quos possit procedere, prout supra de officialibus recipientibus moccobellum, et mediatoribus ipsorum moccobellum dicitur et continetur. A quibus condemnationibus appellari non possit, nec ipse condemnationes remedio nullitatis infringi possint agendo, vel excipiendo.

«Et dominus Pisanus Potesta, et capitaneus Pisani populi teneantur, et debeant ipsas condemnationes omnes, elapso termino predicti mensis, exigere, et exigi facere cum effectu, juribus sui officii, infra quinquindem dies, ad penam librarum ducentarum denariorum Pisane monete sui salarii; et nihilominus ad executionem faciendam teneantur simili pena, donec exacte fuerint.

«Ejus officii modulationis iurisdicio declinari non possit ab aliquo qui fuerit antianus populi Pisani, vel notarius antianorum; et eidem modulatori pro suo officio privilegium aliquod antianitatis, vel notariatus antiani, vel aliquod aliud privilegium non possit opponere.

«Teneantur etiam vicarii Pisani comunis, qui erunt in Sardinea in regno Kallaretano, et in Gallure, dare, et concedere eidem officiali modulatori de masnada Pisani comunis ab equo, et pede, quando, et sicut ipsi modulatori placuerit, et necesse fuerit pro dicto suo officio exercendo: salvo quod non teneantur ei dare equos pro equitando pro se, et sua familia.

«Et teneatur D. modulator cum suis notariis, quos secum habebit pro suo officio exercendo, et facere ire in castellum Castri, Villam-Ecclesie, Domum novam, et ad castra predicta Pisani comunis, et in qualibet curatoria iudicatum de Kallari, et Gallure, et stare ibidem, et in qualibet terra moram contrahere pro dicto suo officio exercendo, secundum quod necesse fuerit, et conveniens.

«Qui modulator, et notarius suprascriptus, et alii omnes de sua familia veniant, vadant, morentur, et redeant ad propria, suo risico et periculo, et suis expensis omnibus in omni casu et eventu.

«Et habeat in Sardinea hospitium in qualibet parte ad quam iverit, et steterit pro suo officio, pro se, et dictis suis notariis, et familia, durante dicto officio, expensis illius comunis seu iudicatus, in quo moram pro dicto suo officio exercendo contraxerit.

«Et quando D. modulator, pro executione dicti officii steterit in castello Castri, habeat de sergentibus castelli Castri sergentes sex, et totidem de sergentibus Ville-Ecclesie, quando in ipsa villa steterit, et quando iverit per iudicatum Kallaretanum, habeat de stipendiariis Pisani comunis ab equo; et quando esset in Gallura, habeat sergentes sex a pede, et habeat etiam D. modulator in scriptis omnes officiales, quos modulare tenetur, et omnia que dicti officiales servare tenentur.

«Qui etiam modulator teneatur, cum venerit in Sardineam pro dicto suo officio, perquirere nomina aliorum officialium Pisani comunis qui non

«erunt modulati, et eos modulare, ut alios quorum nomina habet scripta.

«Qui dominus Petrus modulator, deposito dicto suo officio, pro predictis
«omnibus, et pro dicto, et de dicto suo officio, teneatur et debeat cum
«dictis notariis, et famulis, et familia sua stare, et parere per dies quindecim
«in civitate Pisa pro sui et dictorum notariorum, et famulorum, et
«familie modulatione, et ipsos notarios, famulos, et familiam stare, et
«comparere facere dicto tempore coram syndico Pisani comunis constituto,
«et constituendo super modulando rectores Pisane civitatis, et quoscumque
«alios officiales forenses, et ei parere, et solvere comuni Pisano quidquid
«fuerit ab eo modulatus, vel condemnatus, si syndicus predictus fuerit in
«civitate Pisana, alioquin moduletur per sapientes viros ab antianis
«eligendos; ita quod non possit eligere aliquem modulatum ab ipso
«modulatore, vel ejus consanguinem usque in quartum gradum, aut
«socerum, generum, sive cognatum carnalem vulgariter intellectum, vel
«ejus consortem.

«Et teneatur et debeat dictus modulator cogere camerarios Pisani comunis
«in castello Castri, et camerarios Pisani comunis in Villa-ecclesie, tempore
«quo ibi fuerit, recolligere introitus et redditus Pisani comunis, prout
«sibi modulatori videbitur convenire.

«Et habeat jurisdictionem contra vicarium, castellanos, stipendiarios
«Pisani comunis, et rectores Ville-ecclesie in cogendo ipsos ad dandum
«auxilium et favorem predictis camerariis in predicta exactione facienda,
«et contra dictos camerarios inobedientes, et etiam pendentibus eorum
«officiis, et eos puniendi, et condemnandi suo arbitrio.

«Et quod dictus modulator teneatur in modulatione, quam faciet de
«supradictis camerariis, quos modulare tenetur, librum introitus, et exitus
«dictorum camerariorum reddituum Pisani comunis per calculatores ab
«antianis Pisani populi eligendos, facere calculare, et videre in curia
«sua, postquam Pisas redierit de dicto suo officio; qui calculatores non
«sint consanguinei alicujus quem debet modulare, usque in quartum
«gradum.

«Et quod teneatur, et debeat cogere heredes cujuscumque officialis in
«suo officio, vel post ipsum officium defuncti, quos ipse modulator possit
«si invenerit ad solvendum et restituendum comuni Pisano, et quidquid
«apparuerit ad ipsum defunctum, pervenisse de bonis Pisani comunis, vel
«que pertinere possent ad comune Pisanum ita tamen ut in aliquam penam
«dicti heredes non succedant.

«Et habeat similem jurisdictionem, et officium contra omnes, et singulos
«fidejussores, et fidejussorum heredes sicut contra supradictos officiales, ad
«faciendum observare a dictis fidejussoribus omnia et singula que in eorum
«promissionibus continerentur. Et quod contra predictos omnes et singulos
«contumaces existentes, possit procedere ad exbanniendum et condem-

«nandum prout sibi videtur, tanquam si essent presentes, habita eorum
«contumacia post bamni decretationem pro confessione.

«Et quod dominus modulator teneatur mittere preconium in quolibet
«judicatu, quando pervenerit, quod nullus Pisanus de officialibus supradictis,
«qui non sit burgensis alicujus predictorum judicatum debeat morari in judi-
«catu in quo habuerit officium pro comuni Pisano toto tempore officii
«domini modulatoris, quando erit in judicatu ubi officialis habuerit officium;
«et si invenerit aliquem contra facere, habeat eum pro confesso de omnibus,
«de quibus inquit contra eum, dummodo primum mitti faciat bamnum
«in Terra-nova, castello Castri, Villa-ecclesie, et Domo-nova, non admittet
«probationem in contrarium. Et quod si invenerit aliquem de dictis offi-
«cialibus esse in aliquo officio Pisani comunis, de novo non permittat ibi
«esse. Et quod modulator debeat cogere omnes officiales ad solvendum ga-
«bellam pro tempore quo steterit in officio ultra tempus anni.

«Qui modulator supradictus teneatur predictum officium ad dictam
«electionem de eo faciam eo modo, ut supra dicitur, accipere, vel ipsi
«electioni, et officio renunciare infra tertiam diem postquam dicta electio
«eidem per syndicum Pisani comunis fuerit denunciata, et presentata. Et
«si predictam electionem, et officium non acceptaverit, vel ipsi officio et
«electioni non renunciaverit infra suprascriptam tertiam diem, idem modu-
«lator prefata electione et officio careat, et dicta electio ex nunc sit, et
«esse debeat, et intelligatur cassa et irrita, et nullius momenti; et in dicto
«casu modulatori predicto ex dicta electione et officio, et ejus occasione
«nullum jus acquiratur vel acquisitum sit, aut esse intelligatur contra
«comune Pisani, vel ejus bona, aut eorum singulares personas Pisane
«civitatis, vel eorum bona aliqua.

«Actum Pisis in palatio Pisani populi in sala ubi morantur domini
«antiani Pisani populi, presentibus, Leopardo notario de Morenna cancel-
«lario antianorum Pisani populi, et Ricciardo notario de Calcinaria scriba
«publico predictorum antianorum, etc. ad hec rogatis. Dominice incarna-
«tionis, anno millesimo trecentesimo quintodecimo. Indictione XII. pri-
«die kalendas septembris.»

On peut croire que ce fut par le résultat de l'inspection ordonnée, ainsi qu'on vient de le voir, et pour établir une police commerciale conforme aux intérêts des deux peuples, que fut rédigé en 1319 un *Breve portus Kallaritani*, sur lequel je dois attirer particulièrement l'attention, parce qu'il est inédit.

L'indication du manuscrit dans lequel est ce document m'avoit été donnée par la *Storia dei tre celebre popoli*, etc., publiée par M. Fanucci. A la page 247 du tome I^{er}, il en parle, non pour faire connoître le *Breve*, mais pour citer un fragment d'une petite chronique transcrite à la fin du manuscrit par un copiste qui, suivant l'usage du temps, ne vouloit pas laisser sa

dernière page sans emploi. Avant M. Fanucci, un académicien de Pise, appelé Masi, prenant le nom de *Chirone Epidaurico*, avait parlé de ce document dans une dissertation *Della navigazione e commercio della repubblica Pisana*, imprimée à Pise en 1797; et même il en avait publié quelques fragmens.

Ces deux auteurs annonçant que ce document se trouvoit à Pise, dans les archives de la maison Roncioni, je m'empressai d'en demander une copie, et je l'obtins dès 1826 par les soins de M. Coletti, garde de ces archives.

Le manuscrit est en parchemin, in-f°, d'une très-belle conservation, écrit en lettres rondes, les initiales peintes en azur et en rouge.

La première page présente une table des rubriques à la suite de laquelle est le *Breve portûs Kallaritani*, en soixante-huit rubriques, avec la date du 15 avril 1319.

Le document qui suit est l'extrait d'un *Breve* pour les consuls du port de Cagliari, écrit en lettres cursives, mais de la même époque que le premier, sous la date du 14 septembre 1320, avec une approbation du 17 février 1321.

Ensuite est une petite chronique, contenant le récit de quelques événemens du XII^e siècle. Plusieurs des articles de cette chronique se trouvent dans la *Chronica varia pisana*, publiée par Muratori, *Rerum Italicarum scriptores*, t. VI (1).

A la même époque où je m'occupois du soin d'obtenir une copie du manuscrit à Pise, je prenois des renseignemens à Cagliari pour savoir si ce document y étoit connu, et s'il existoit dans quelque dépôt public ou privé.

M. le consul de France, qui a bien voulu me rendre le service de faire des recherches, a trouvé un manuscrit de ce *Breve* entre les mains d'un particulier, dont il ne m'a pas fait connoître le nom, qui s'est invariablement refusé à en laisser prendre une copie, en répondant qu'il se disposoit à le publier. J'ignore s'il a tenu cette parole, et j'en doute, puisque le document ne paroît pas avoir été connu de M. Manno.

Ce possesseur a permis cependant à M. le consul de copier les rubriques des chapitres; elles sont exactement et littéralement celles du premier document, daté du 15 avril 1319; mais il ne paroît pas que ce manuscrit contienne les autres pièces qu'on y a jointes dans celui de l'archive Roncioni.

Ce document, dans l'état où le présente le manuscrit, et même qu'il paroît être dans la copie montrée à M. le consul de France, est évidemment la traduction d'un travail rédigé originairement en latin; c'est ce que

(1) Au nombre des fragmens qui ne se trouvent point dans Muratori est le suivant, relatif au manuscrit des Pandectes qu'on assure avoir été trouvé à Amalfi. Je le transcris, uniquement comme un objet de curiosité, sans entendre discuter la question très-controversée sur ce fait: *Anno Domini MCXXXVIII, Pisani fecerunt exercitum supra Roggerium regem Siciliae, et Schalam maiorem tributariam fecerunt; similiter Sorrenti; eadem die Rivelli civitatem in monte positam vicerunt (vicerunt) et eam devastaverunt igne (igne) et succiderunt eos et ad mare duxerunt. In his tribus diebus Malfi, Traini, civitates Schale, Schabelle et Fratte-Roccha et Pulgerule et totum ducatum Malfetanorum sub tributo posuerunt, et inde habuerunt Pisani Pandettam; et tenuerunt Neapolim per VII annos.*

démontre le chapitre LVII, où le courtier dont il s'agit jure qu'il sera toujours muni de son bref pour le communiquer, et qu'il le devra *sempre tenere e avere volgarisato*, expression qui n'a pu être employée que par opposition à une rédaction originale et authentique, faite en latin.

Il n'est pas possible de méconnoître la très-grande imperfection de ce document; le même chapitre et quelquefois la même phrase présentent une rédaction en style direct et en style indirect; une phrase commence au singulier et continue au pluriel.

Il paroît que les Pisans avoient fait rédiger encore d'autres *Breve* pour leur comptoir de Cagliari. Le manuscrit Roncioni en contient quelques fragmens; les uns ont des rapports indirects avec celui de 1319 dont je donne le texte, et les autres concernent la surveillance à exercer sur les vendeurs de certaines espèces de marchandises pour en prévenir l'altération et obvier aux fraudes.

Je ne dissimule point que ce document est d'une médiocre importance, mais il est inédit; et puisque j'en possédois une copie, j'aurois peut-être, à juste titre, encouru des reproches si j'avois omis de le publier.

L'époque à laquelle les Pisans firent rédiger ces réglemens pour le port de Cagliari est très-voisine de celle où leur puissance dans la Sardaigne fut détruite par l'établissement de la domination aragonnaise. Pise fut obligée de souscrire, en 1326, un traité au moyen duquel le fort de Castro et le port de Cagliari lui furent inféodés par le roi d'Aragon, moyennant un cens annuel (1). Dans cette position, elle conservoit encore quelques avantages commerciaux qui s'évanouirent peu à peu, à mesure que déclinait sa puissance, qui disparut entièrement dans le reste de ce même siècle.

Un long temps s'écoula encore dans des guerres, soit contre les Pisans eux-mêmes, soit contre les Génois, soit contre les chefs locaux qui se partageoient le territoire de l'île, avant que la puissance des rois d'Aragon fût complètement assise sur la Sardaigne. Ce résultat ne fut obtenu que dans la seconde moitié du XV^e siècle. Cependant on ne peut douter que des privilèges n'aient accordé à Cagliari, et peu après à Sassari et à Alghier, l'usage des coutumes civiles observées à Barcelonne. Je n'en connois pas la date, car un privilège inédit de 1327, que m'avoit indiqué M. le baron Manno, et dont il a depuis eu la bonté de m'envoyer une copie entière, ne dit rien à ce sujet. Mais on trouve dans la compilation de Dexart, livre I^{er}, titre IV, chapitre IV, un texte assez remarquable pour que je doive le transcrire : « Item per quant en algunes ciutats del present regne, hi hà privilegi « de comunicato dels privilegis, constitucions, y usatjes de Barcelona, y en « algunes ciutats se han rebut en observancia, y son molt observades al- « gunes de dites constitucions, y en particular la constitucio *de impuberibus*,

(1) Traité du 7 mai 1326, dans l'archive de la réformation de Florence.

«y la constitucio *hac nostra*, y altres, lesquels en Barcelona restan respectivamente ampliades, ò limitades, ò declarades, ò ab sentencias promulgades en la real audiencia de Barcelona, o ab altres noves constitucions, «y esbe que se lleve tot dupte, en ocasio de sucehir tal dupte, que V. E. «mana decretar, que en la observancia de dites constitucions, se seguesca «lo que en Barcelona se observa, y de la manera, y ab les matexes limitacions, y ampliacions, que en dita ciutat de Barcelona se observan. »

Quoique ce texte ne nomme point expressément les lois ou les coutumes maritimes de la Catalogne; quoique le commentateur ne cite que des lois purement civiles, on ne peut douter que les mêmes motifs d'utilité n'aient dû faire adopter dans les tribunaux sardes les usages maritimes d'un pays dont ils empruntoient la législation civile.

On en acquiert la certitude lorsqu'on lit dans le chapitre IX des demandes faites par les cortès en 1605, et approuvées par le roi, que : *los consols..... proschexen summeriament et de plà, conformament as capitolos de Consolat*; lorsque dans la compilation des pragmatiques de Vico, sanctionnée par le roi en 1603, on lit aux chapitres I, II et III du titre XLVIII, des renvois aux chapitres de procédure qui précèdent le Consulat, et qu'on croyoit généralement en faire partie; lorsque enfin le commentateur de ces pragmatiques cite divers chapitres du Consulat, notamment le chapitre CCXLV [290], relatif aux prises et reprises des navires.

Azuni, dans la section XXIX du chapitre IV de son droit maritime, ainsi que dans l'article XXVIII de l'extrait qu'il en a publié, sous le titre *Origine et progrès du droit et de la législation maritime*, assure que l'on conserve aux archives de Cagliari un texte en langue catalane des documens dont est formé le livre du Consulat. M. le consul de France, que j'avois prié de faire des recherches à ce sujet, n'a trouvé aux archives qu'un manuscrit de la traduction italienne, dont j'ai parlé t. II, page 41, note 3.

On voit par là que, pour le temps sur lequel portent mes recherches, on ne peut espérer de trouver dans les codes rédigés en Sardaigne de textes étendus sur le droit maritime.

Ce que je vais en publier consistera dans les chapitres extraits de la coutume inédite de Sassari de 1316; dans le *Breve portús Kallaritani* de 1319, et dans quelques chapitres des *Cortes* et des pragmatiques royales, que m'ont fournis les collections de Dexart et de Vico.

EXTRAITS

DES STATUTS DE L'ILE DE SARDAIGNE

RELATIFS AU DROIT MARITIME.

EXTRAIT DU STATUT DE SASSARI DE 1316 (1).

PART. I, CAP. LVI.—*Dessos patronos
dessos lignos.*

Sos patronos dessos lignos qui haen benner ad portu de Turres, sos quales lignos sos mercatantes aen naulizzare ad gicher sa mercatantia, sien tentos de dare suffitiente securitate que sas cosas et mercatantias sas quales in cussos lignos aen promitter de portare integramente aen reciver et ganiare in cussos. Data sa securitate predicta ad Potestate, over qui aet tenner locu suo, et apita per issos mercantes sa puliza, dane su mare de portu pobhan exire cun sa dicta mercatantia et cosas sas quales aen voler ganiare, senza alcuna atera paraula, over bufa de corte; et issu portonargiu lasset cussos andare senza alcuna atera paraula. Et si per avventura su contractu aen facher et de cussa mercatantia alcuna cosa in terra aet

PART. I, CHAP. LVI.—*Des patrons de
navires.*

Les patrons de navires qui viendront au port de Torres et qui auront été frétés par des marchands pour transporter leurs marchandises, seront obligés de donner un écrit (2) suffisant pour garantir que les objets et marchandises qu'ils auront promis de transporter en entier seront reçus et chargés dans leurs navires.

Lorsque cet écrit aura été donné devant le podestat ou devant son lieutenant, et que le marchand aura retiré sa police de chargement, les navires pourront sortir du port et mettre en mer avec les marchandises et leur chargement, sans autre permission de cour, verbale ou écrite; et l'inspecteur du port les laissera passer librement.

Et s'il arrive qu'après la convention faite, quelque partie de ces marchandises reste à terre, le patron payera tous les dommages

(1) J'ai dit, page 268, que je devois à l'obligeance de M. le baron Manno le texte de l'extrait de ce statut inédit, et même une traduction française littérale, qui m'a été d'un grand secours pour la rédaction de la mienne, l'idiome sarde différant beaucoup de la langue italienne.

(2) Un examen attentif de cette disposition me conduit à revenir sur une opinion que j'ai émise, t. IV, page 567. J'ai dit que les mots *naulegare u sigurare*, qu'on trouve dans le chapitre XLVII du *Breve portus Kallaritani*, dont je donnerai le texte page 307, étoient une trace du contrat d'assurance; je crois m'être trompé. Le mot *sigurare* me paroit faire allusion à l'engagement écrit que les patrons donnoient au moment où ils nolisent leurs navires, suivant l'usage constaté par le statut de Sassari. Du reste cela ne change rien à mon opinion, que le contrat d'assurance étoit connu au commencement du XIV^e siècle, le passage de Pegolotti que j'ai cité ne me paroissant pas laisser la moindre incertitude; j'en donnerai des preuves nouvelles, pages 331 et 332.

remaner paghet su patronu totos sos dapnos et interesses, sos quales sos mercantes aen sustenner et aver dessoras cosas et mercatantias que aen remaner, e no aen esser in su lignu recivitas. Et si a su patronu no aen data sos mercatantes sa mercanzia ad issu promissa in su termen ordinatu, siat tentu su mercatante de pagare assu patronu, de novu quale et de plenu.

CAP. CXXXII.

Ordinamus que qualunque furisteri Sardu ovvero terramangesu aet accumendare in sa terra de Sassari, cio est inter dessoras muros, alcuna quantitate de moneta over cosa mobile, de qualcunque conditione siat, cum carta de notariu, over senza, que aet comparare in sa terra de Sassari, over in su districtu, over per ateru modu, aet acquittare benes istabiles, per alcun accidente de guerra over de rapsaglia, ad cussu codale furisteri per issu commune de Sassari, over per alunu officiale de su commune, o per cussu o cussos ateres ait esser data sa rapsaglia, novitate alcuna no se fatat in dever levare de sas predictas cosas, over in alunu modu mancare. Ma sos dictos benes sian ad issos salvos, quasi per guerra, quale per pache; selon si pro alunu factu sou propriu sos dictos benes et issas dictas possessiones essereu a issos imparato.

PART. III, CAP. XLIX.

Ordinamus que nexunu de sa jurisdictione nostra dae como innanti deppiat

(1) Je crois qu'on peut induire de ce chapitre que le Consulat de la mer, où la même matière est traitée avec une extrême diffusion et dans un sens différent, par les chapitres xxxviii et xxxix [83 et 84], n'étoit point connu à Sassari en 1316. Le statut de cette ville est le seul, jusqu'à présent, où j'aie trouvé cette obligation imposée aux patrons de donner sûreté de l'exécution de leurs engagements, pour transports de marchandises, envers les chargeurs.

(2) Je ne dois point, dans une simple note, faire une histoire de ce droit barbare, dont malheureusement les guerres de la révolution française ont fourni des exemples : il consistoit à confisquer les biens des sujets d'une nation avec qui l'on étoit en guerre. Mais en faisant remarquer tout ce qu'il y a de sage et de bonne politique dans ce statut de Sassari, j'ajouterai que le chapitre xxxv du livre V du statut de Marseille, plus ancien, contient une disposition semblable.

et intérêts qui seront dus aux marchands pour les marchandises qui n'auront pas été chargées sur le navire.

Et si les marchandises n'ont pas été livrées au patron dans le délai convenu, le marchand sera tenu de lui payer le fret du vide comme du plein (1).

CHAP. CXXXII.

Nous ordonnons que si quelque étranger, Sarde ou non, a confié en commande, dans le territoire de Sassari, c'est-à-dire dans son enceinte, une certaine quantité d'argent ou de choses mobilières, avec ou sans écriture de notaire; que s'il a acheté dans la ville ou la banlieue de Sassari, ou s'il a, de toute autre manière, acquis des biens immeubles, il ne sera permis, en cas de guerre ou de représailles, ni à la ville de Sassari, ni à quelqu'un de ses officiers auxquels peut appartenir le droit d'ordonner des représailles, d'apporter aucun trouble à ces acquisitions, en s'emparant de ces objets en tout ou en partie.

Au contraire les susdits biens seront saufs et entiers, aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix, à moins qu'ils ne soient saisis pour quelque fait particulier de leurs propriétaires (2).

PART. III, CHAP. XLIX.

Nous ordonnons qu'aucune personne sujette à notre juridiction ne pourra naviguer

navigare in lignu de cursu alcunu contra alcuna persona que no essere inimicu de su commune nostru de Sassari, ne cun a issos corsales esser consortes o cumpagnia alcuna facher, ne ad issos adjuvamentu reale o personale dare publicamente over privamente, ne alcunu de cussos in domo o in ateru logu receptare, ne dessas cosas per issos levatas alcuna comparare o in ateru modu reciver o aver. Et impero che no ait esser proude facher sa prehesa si no est que cussas mantengat et defendat, volimus que sa Podestade qui est et pro tunc aet esser, appat supra sas dictas cosas et cascatura de cussas plenu et ispetiale arbitriu, si que fata ad isse sa denuntia, per prehesa que saet jectare in sa cassetta ad hoc ispecialmente deputata, o in alcunu ateru modu, s'iat tentu per propriu sacramentu in cussa dinuntia per offitiu suo et arbitriu supra hoc ad isse datu cun diligentia chircare sa veritate. Et si at anattare per vias legitimas que alcunu in lignu et corsales apat navigadu pro fagher cursu, si coment est narratu dae supra, et arrobamentu, rapina, over omiciddu aver factu, pothas et deppiat ad coure pena corporale dare, cio est de impiccarelu, et totu sos benes suos adpropriare ad su commune. Et si de cussu cursu alcuna cosa aet aver acquistatu, fathatsi de cussos benes plenu satisfachimentu ad cussos dannificados per isse in sas dies octo deunde cussos aen aver proratu sa intentione sua daennanti de sa Potestade per legitima prova. Et si alcunu saet anattare per legitima prova, commente est narratu, esser consortes cun cussos corsales o a cussos aver factu alcuna compagna o ad issos aver datu juvamentu reale o personale, pena de dinari sia condannaptu, cio est de libras c dessa moneta que se usat. Et si de gotale cumpagnia o ajuvamentu alcuna de sas cosas adrobatas ad isse aet

en course contre des personnes qui ne seroient pas ennemies de la république de Sassari : qu'il ne sera pas permis d'être associé avec des pirates, ni de leur donner assistance réelle ou personnelle en public ou en particulier, de les recevoir chez soi, d'acheter, ni d'aucune manière avoir ou recevoir des choses prises par eux.

Et pour qu'il n'y ait rien de valable, si l'on ne se conforme point à cette ordonnance, nous voulons que le podestat actuel et ses successeurs exercent sur ces matières une entière juridiction, en sorte qu'aussitôt qu'on lui aura fait la dénonciation de quelque prise, soit en jetant cette dénonciation dans la boîte destinée à cet effet (1), soit de toute autre manière, il soit obligé, en vertu de son serment, de rechercher la vérité sur ce qui lui aura été dénoncé.

Et s'il parvient à découvrir régulièrement que quelqu'un a navigué en course pour faire le métier de pirate, ainsi qu'il a été dit, et qu'il a commis des vols, des rapines ou des meurtres, il le condamnera au gibet, et confisquera ses biens au profit de la république.

Si la personne condamnée a pris quelque chose dans sa piraterie, tout le dommage qu'elle aura fait sera remboursé sur le produit de ses biens, dans la huitaine à compter du jour où les parties lésées auront produit leur demande d'une manière probante devant le podestat.

Et si de la même manière on découvre que quelqu'un se soit associé avec des pirates ou leur ait donné assistance réelle ou personnelle, le coupable sera condamné en cent livres de la monnaie courante.

Si, par le fait de cette association, cette personne a reçu quelques choses volées, le

(1) Voir sur cette boîte des dénonciations la *Storia de Sardinia*, de M. Manno, page 389.

esser acquistata, per issa Potestate se cosingrat cussa o su extimamentu de cussa dare et assegnare in manos dessu Massaju de su commune, et per isse se vardet in sa camera dessu commune sinu in tantu que saet torrare, si comente est narratu dae supra. Et si alunu aet receptare alunu de cussos corsales, siat condannaptu dae sa Podestate in libras XXI de Gen.; salvu si no isquet que cussu esseret corsale, et esset verisimile que cussu non deveret ischire. Et que aet comporare, over in alunu ateru modu aver alcuna cosa levata dae quafunque corsale, salva si no isquirit cussas cosas esser gassi levatas, et esseret verisimile que no lu deveret isquiere, siat condannaptu per issa Podestate ad issas cosas o su extimamentu de cussas dare et consignare in manos de su Massaju dessu commune, et cusse las vardet in sa camera de su commune, sinu a tantu que saeu torrare si comente dae supra se narrat; et niente de minu siat condannaptu dae sa Potestate in x libr. de Jan. per cuscatuna libra de extimamentu de...

podestat l'obligera à les déposer ou à en déposer la valeur dans les mains de l'administrateur des deniers de la ville, qui les gardera dans la maison commune jusqu'à ce qu'elles soient restituées à leur maître.

Et si quelqu'un a donné retraite aux pirates, le coupable sera condamné à vingt et une livres de Gênes, à moins qu'il n'ignorât que la personne qu'il a reçue étoit un pirate, et que cette ignorance ne paroisse vraisemblable.

Et celui qui achètera, ou qui de toute autre manière recevra des choses déprédées par un pirate, à moins qu'il ne prouve son ignorance, et que cette excuse ne paroisse vraisemblable, sera condamné par le podestat à remettre et déposer ces choses ou leur valeur entre les mains de l'administrateur de la ville, qui les conservera comme il a été dit ci-dessus; et en outre il sera condamné en dix livres de Gênes pour chaque livre du montant de l'estimation.

BREVE PORTUS KALLARETANI 1319 [1318] (1).

I. In nomine Patris et Filii et Spiritu Santi, amen.

Noi consuli dei mercanti del porto di Callari, iuriamo alle Sante Dio uaela, corporalmente dannoi tocchando lo libro, che lo castello di Castro del porto di Callari, a buona fe, sansa fraude, salueremo, difendremo e guarderemo da ogni persona e luogo, a honore della cita di Pisa, e de mercanti di Pisa e del porto di Callari, e di coloro che quine habitranno allonore della cita di Pisa; e non saremo in consi-

I. Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, ainsi soit-il.

Nous, consuls des marchands du port de Cagliari, jurons, en touchant corporellement le livre des saints Évangiles de Dieu, que de bonne foi, sans fraude, nous conserverons, défendrons et garderons le château de Castro, du port de Cagliari, contre toutes personnes et toute nation quelconque, pour l'honneur de la cité et des marchands de Pise, et du port de Cagliari, et de ceux qui viendront s'établir ici, ou qui l'habitent pour l'honneur de la cité de Pise; et que, ni par conseil, ni par fait, ni par consentement, ni par

(1) Je n'ai pas dissimulé, page 279, que tous les chapitres de ce bref ne présentent pas une égale importance; mais il m'eût été difficile de le scinder, et peut-être m'eût-on reproché de ne l'avoir pas donné entièrement. Du moins, pour ne pas multiplier les documens qui n'ont pas d'utilité véritable, je me dispenserai de faire imprimer un extrait du *Breve castellanorum*, annexé dans le manuscrit au bref des consuls, sous la date de 1321 [1320], qui d'ailleurs ne contient rien de relatif au droit maritime.

glio ne in facto, ne in consentimento uero assettamento, che la cita di Pisa uero li mercanti di Pisa, li quali quine habitranno allonore di Pisa, perdano la signoria del dicto castello, ellonore, ella forza laquale anno uero ebbero e aranno da quinci innanti arae la cita di Pisa; e se sapremo alcuna persona che alcuna cosa uoglia fasre di quello castello contra l'onore della cita di Pisa e saluamento, iusto lo nosso podere lo disteremo, distornere-mo; e se distornare nol' potremo, a quella persona che in quello castello per la citta di Pisa signoregera piu tosto che potremo per noi ouero per altrui sillo manifestere-mo, e operemo e studieremo chello dicto castello sempre sia e acrescasi e non simenimi e tegnasi per la cita di Pisa.

II. Di fare lofficio.

Item. Juriamo alle Sancte Dio uaela che tucto lo tempo del nostro consolato a buona fe, sansa fraude, lofficio del consolato potremo e tracteremo a bene e a utilita della cita di Pisa e del porto di Callari e de mercanti e dellendiche di quello porto li quali mercatanti ci fino tenuti per saramento, e a tucte altre persone che per forma di nostri breui ci fusseno tenuti.

III. Delli richiamj.

Item. Juriamo alle Sante Dio uaela che se alcuno richiamo, per ascione tenere, innansi da noi in Callari, da alcuno cittadino di Pisa o da alcuno del distrecto di Pisa che sia mercante uero del porto di Callari facto mifi quello richiamo riceuero e difiniro per ascione, laudamento u uso, se per laudamento u uso mi sera

arrangement quelconque, nous ne nous emploierons jamais pour que la cité de Pise, ou les marchands de Pise qui font le commerce ici en l'honneur de la cité de Pise, perdent la seigneurie dudit château, et l'honneur et la force qu'ils ont, qu'ils ont eue ou qu'ils auront dans la suite; et si nous connoissons quelque personne qui veuille faire quelque entreprise sur ce château contre l'honneur de la cité de Pise et sa conservation, nous l'en détournerons selon notre pouvoir; et si nous ne réussissons pas à l'en détourner, aussitôt que nous le pourrons, par nous ou par autre, nous le dénoncerons à la personne qui gouvernera ledit château pour la cité de Pise; et nous emploierons tous nos efforts pour la conservation dudit château, pour qu'il s'accroisse, qu'il n'éprouve aucune diminution, et qu'il se maintienne au pouvoir de la cité de Pise (1).

II. De l'obligation de remplir la charge.

Nous jurons pareillement sur les saints Évangiles de Dieu que, pendant tout le temps de notre consulat, nous remplirons notre charge de bonne foi et sans fraude, et que nous nous en acquitterons pour l'avantage et l'utilité de la cité de Pise et du port de Cagliari, des marchands et des magasins des marchands de ce port qui nous sont tenus par serment, et de toutes autres personnes qui en vertu de nos brefs doivent nous être tenues (2).

III. Des réclamations.

Item. Nous jurons sur les saints Évangiles de Dieu que si quelque demande pour former action devant nous à Cagliari nous étoit faite par quelque citoyen de Pise, ou par quelque marchand du district de Pise ou du port de Cagliari, je la recevrai et je la terminerai par arbitrage, ou d'après le code de l'*Usus* (3), selon que les parties voudront être jugées par l'une ou par l'autre voie, le mieux que je connoîtrai et qui me semblera

(1) On trouve à la suite de ce bref une formule latine de serment, datée de 1320 [1319], par laquelle le consul s'engage à obéir à tous les ordres que lui transmettra le consul du port de Pise. Il m'a paru inutile de la transcrire.

(2) Ce bref ne donne pas de règles sur les élections des consuls. Le manuscrit contient, sans date, un règlement sur cet objet, qui n'a aucune importance.

(3) Voir ce que j'ai dit à ce sujet, t. IV, page 548.

posto, dalle parti meglio che cognoscero e a me parra, ello piu tosto che potro, sansa fraude, secondo buono uso e usanza del dicto porto; siuefamente che qualunqua persona si richiamera dinanti da noi, possa dimandare, se uorra, sansa parentorio. E uasti che di quello di che si richiamera appaia scriptura per lo notaio del porto, e che a colui a cui sie domandato, sia tenuto di rispondere incontenente, e di non dimandare chelli sia dato altro libello u parentorio; e che tucte le proue che l'una parte u l'altra dare uorra, sia tenuto di dare infra di xv; saluo che se per suo saramento dicesse alcuna delle parti auere proue fuori dell'isula di Sardigna che allora li siamo tenuti di dare lo piu breue termine che potremo dare. Esse lo dicto termine adimandato ci fusse per fraude, la quale appaia, cioe che non producesse le carte u proue per le quali adimandasse la dilatione, u non prouasse li testimoni per liquali auesse dimandato lo termine, che quello cutale debbia essere condanato in soldi II di denari pisani per liura, e di quante liure fusse lo piato; e se lo piato fusse di mercatantia secondo lo stimo ella ualuta di quella mercatantia, fare figurare al camerlingo del porto, da quella parte che la indusgia domandasse a pena di liure x di denari pisani auuopo del porto. Siche riceuuto imprima lo pegno di denari XII pisani per liura, da ciascheduna delle parti, siche la somma non monti oltra a liure xxv di pisani; e a colui che dinansi a noi perdra per sentensa u laudamento o usansa li tolleremo per dirittura, denari XII di denari pisani per liura, e non piu di quello che perdra. E quello pegno non rendremo ne rendere faremo seno rimara per cascione di pouerta in del quale caso lo dicto pouero non sia tenuto di figurare. E quello medesimo faro di tucti li foretani e forestieri liquali

le meilleur, et ce, le plus promptement possible, sans fraude, selon les bons usages et coutumes dudit port, de telle manière que toute personne quelconque qui se présentera devant nous puisse former son action, si elle le veut, sans péremptoire (1).

Et il suffira que l'objet de la demande paroisse justifié par écriture émanée du notaire du port, pour que le défendeur soit tenu de répondre immédiatement, sans pouvoir demander qu'on lui donne une autre assignation ou qu'on lui accorde un péremptoire; et toutes les preuves que l'une ou l'autre partie voudra faire devront être produites dans un délai de quinze jours, à moins qu'une des parties n'affirmât qu'elle a des preuves hors de l'île de Sardaigne; et alors nous serons obligés de lui donner le plus court délai possible.

Et si ledit délai a été demandé par fraude constatée, c'est-à-dire si celui qui l'a obtenu ne produit pas les écrits ou preuves pour lesquels il a demandé ce délai, ou ne fait pas comparoître les témoins pour l'audition desquels il a demandé ce délai, il sera condamné à deux sous de deniers pisans, pour livre, de la valeur du procès, ou si le procès a pour objet des marchandises, selon la valeur et l'estimation de ces marchandises; laquelle somme je ferai verser dans les mains du trésorier du port par la partie qui aura demandé le délai, à peine de x livres de deniers pisans au profit du port.

Je ferai verser d'avance, à titre de gage, par chaque partie, douze deniers pour livre, si le montant de la demande ne s'élève pas à xxv livres; et celui qui, dans la suite, sera condamné d'après l'arbitrage ou l'*Usus*, payera douze deniers pisans, et non plus, de la somme à laquelle il sera condamné; et je ne restituerai point, ni ne ferai restituer ce gage, si ce n'est pour cause de pauvreté, dans lequel cas la personne pauvre ne doit pas être tenue de consigner.

Et je ferai la même chose à l'égard de tous les forains et étrangers qui voudront plaider,

(1) Voir à ce sujet, t. IV, page 369, la rubrique III du *Constitutum usus* de Pise.

uorranno u seranno sforsati di stare a ragione dinansi da noi; saluo et excepto che ad alcuno Sardo non toglero pegno u dirittura. E quello che per sentensia u laudamento u conuento dicto aremo siccome dicto oe e osseruare e fermo tenere e obedire justo lo nostro podere, senza fraude faremo se non rimarra per paraula dicului che sirichiamera. Siche questo cauato s'intenda di questo capitulo che anessuno de dicti Sardi u forestieri siano tenuti di fare razione, saluo che se per loro spontanea uolonta alla ragione delli dicti consuli soctoponere si uolesseno; e che siano tenuti e debiano di diffinire tucte le questioni che per li castellani commesse fosseno loro. E che ad alcuna sentensa che data fusse contra ad alcuna persona per li consuli et consiglieri uero la maggiore parte di loro appellare non si posa fine in liura dugento di pisani. E che noi consuli siamo tenuti per saramento e a pena di liure x di pisani auuo del porto, diffinire, sentensare e terminare tucti li piati u richiami che dinanansi annoi u ad alcuno di noi motti cifino, infra uno mese dal di che mocto ci fusse, collo consiglio del nostro consiglieri et del iudici del dicto porto u de la maggiore parte di loro, se parra alli consuli e a consiglieri d'auerui lo dicto iudice.

IV. *Di fare rendere lo debito.*

Item. Juriamo che tucto lo deuto loquale si fara in Callari per li soprascripti mercatanti quine lo renderemo sie che a Pisa nulla se ne debbia pagare.

V. *Di chiamare li consiglieri.*

Item. Juriamo che infra octo di, poi che iurato aremo lofficio del consolato in pubrico parlamento, chiameremo u chia-

ou seront contraints de plaider devant moi; sauf et excepté que je ne prendrai aucun gage ou imposition à aucun Sarde. Et tout ce que par sentence, ou arbitrage, ou accord, nous aurons dit, ou la décision telle qu'elle aura été rendue, je la ferai observer, tenir pour ferme et exécuter de tout mon pouvoir, sans fraude, à moins que je n'en sois empêché par le consentement du demandeur.

On doit encore considérer, comme extrait de ce chapitre, que nous ne sommes tenus de juger des causes concernant les Sardes ou les étrangers, que dans le cas où ils se soumettroient spontanément à la juridiction des consuls; ceux-ci seront tenus et obligés de terminer tous les différends que les châteaux leur auront soumis.

Aucune sentence prononcée contre quelque personne par les consuls et conseillers, ou la majorité, ne sera sujette à appel jusqu'à concurrence de deux cents livres de deniers pisans.

Et nous, consuls, sommes obligés par serment, sous peine de x livres de deniers pisans envers le port, de juger, conclure et terminer tous les procès ou réclamations qui seront portés devant nous, ou quelqu'un d'entre nous, dans l'espace d'un mois, à dater du jour qu'il aura été intenté: le tout avec le conseil de nos conseillers ou de la majorité, et du juge dudit port, s'il paroît convenable aux consuls et aux conseillers d'appeler ledit juge (1).

IV. *De l'obligation de faire payer les dettes.*

Item. Nous jurons qu'en tous cas de dettes contractées à Cagliari par les marchands susdits, nous les ferons acquitter ici, de manière que rien n'en soit payé à Pise.

V. *De l'appel des conseillers.*

Item. Nous jurons que dans l'espace de huit jours, après que nous aurons prêté serment pour la charge du consulat, en parle-

(1) Le manuscrit porte en marge: *non terrano ragione altro che in questa corte*; ce qu'on peut traduire ainsi: *nous ne rendrons la justice que dans cette cour*. Voir les rubriques XIX, XXXI et LXVI.

mare faremo XII homini delli mercatanti del porto, delli migliori e de piu utili che annoi parra, liquali abbiano entica e trattino in Callari, delli quali nullo sia fidele ne uassallo d'alcuno signore, u donna di Sardigna, u iurato, u per tempo beneficiato; e delli quali XII consiglieri li quatro siano di quelli che non funno consiglieri in nel tempo delli nostri antecessori. Essiano tenuti che andranno a consiglio incontenente che ne fusseno richiesti d'alcuno de consoli, a pena di soldi x di pisani a uolunta de consuli, se non fusse iusta cagione; esse li dicti consuli u alcuno di loro consiglieri uscira di Callari, e stara oltra a di xv, altri u altro ne faro a consulo, u a consiglieri chiamare in loro luogo. A liquali consiglieri cosi eletti comanderemo per saramento che di tucte le cose delle quali noi domanderemo u faremo dimandare, ci debiano dare consiglio lo migliore che sapranno u cognosceranno; e quello consiglio oserueremo e non rimoueremo. E simigliantemente chiameremo uno camarlingo loquale faremo jurare si come di socto si contiene; e a ciascuno delli consiglieri dicti, faremo dare ogni anno per amescere, di ualsuta di soldi uinti d'aguilini. E che ciascuno di noi consuli possa e debia auere per suo salario ogni anno, uero in del tempo del suo consulo, libre quatro d'aguilini; esse lo consulo non stesse tucto lo anno in del dicto officio debbia essere pagato per quello tempo che allo dicto officio morasse e per piu prendere non possa, e per amescere di ualsuta di soldi quaranta d'aguilini. E chiamare uno iudice per lo dicto porto loquale abbia e auere debbia per suo salario soldi quaranta d'aguilini, ell' amescere come di sopra; ello notaio del dicto porto per suo salario soldi quaranta d'aguilini, ell' amescere come di sopra; ello camarlingho del dicto porto per suo salario soldi quaranta, ell' amescere

ment public, nous appellerons et ferons appeler douze hommes parmi les marchands du port, des meilleurs et des plus éclairés qu'il nous paroitra parmi ceux qui tiennent magasin et qui exercent le commerce à Cagliari, desquels nul ne soit sujet, ni vassal d'aucun seigneur ou dame de Sardaigne, ou tenu de foi, ou bénéficier à temps. De ces douze conseillers, quatre devront n'avoir pas exercé leurs fonctions du temps de nos prédécesseurs. Ils seront tenus de se présenter au conseil immédiatement après qu'ils auront été requis par quelqu'un des consuls, sous peine de dix sous de deniers pisans, à la volonté des consuls, à moins d'empêchement par un juste motif; et si lesdits consuls ou quelqu'un de leurs conseillers sort de Cagliari et reste absent au delà de quinze jours, j'en ferai appeler un autre, ou d'autres en leur place.

Nous exigerons des conseillers ainsi élus le serment de nous donner le meilleur conseil, d'après ce qu'ils seront à même de savoir et de connoître sur toutes les choses que nous leur demanderons ou ferons demander; et nous suivrons ce conseil, et nous ne nous en écarterons pas. Et pareillement, nous nommerons un trésorier que nous ferons jurer ainsi qu'il suit; et à chacun de nos conseillers nous ferons payer chaque année, pour indemnité de présence, le prix de vingt sous d'aquilins.

Chacun de nous, consuls, devra recevoir pour son salaire, chaque année, ou pendant son consulat, quatre livres d'aquilins; et si le consul ne restoit pas toute l'année dans la charge susdite, il devra être payé pour le temps qu'il y seroit resté, et ne pourra prendre pour indemnité plus que la valeur de quarante sous d'aquilins.

Et nous demanderons un juge pour le port susdit, lequel aura et devra avoir pour son salaire quarante sous d'aquilins et en outre l'indemnité, comme il est dit ci-dessus; et le notaire dudit port aura pour son salaire quarante sous d'aquilins et l'indemnité, comme il est dit ci-dessus; et le trésorier dudit port aura pour son salaire quarante sous, avec l'indemnité comme il est dit ci-dessus; et l'huissier du port aura pour son salaire quarante

come di sopra; e al messo del porto per suo salario soldi quaranta, senza altro amescere. E che lo nosso pesatore da Bagniaia sia tenuto e debbia dare ogni anno, per la festa di Santa-Maria-Anunziata di marso, liure diece d'aguilini allo camarlingo del porto, per lo dicto porto, e oferere all' opera di Santa-Maria-di-Porto, in della dicta festa, libre diece di cera in uno cero. E non debbia pigliare per la statera, maggiore salario che usato sia, ne auere dal porto ne salario, ne amescere; el dicto pesatore, si chiami per li dicti consuli e consiglio, infra di xv poi che intrati fino in del dicto officio del consolato. Li quali salari e amescere lo dicto camerlingo possa dare e pagare delli beni del dicto porto. E quelli che fusse electo consiglieri, u camerlingo del dicto porto, secondo la forma del dicto breue, quello officio rifiutare non possa u debbia se non per giusta cagione; e chi rifiutasse, debbia in contenente essere cacciato delli porti di Sardigna, elli e tucti suoi compagni, e quine stare non possono da inde a uno anno.

VI. *Delli pesatorj e misuratori.*

Item. Juriamo he infra xv di chiameremo in castello di Castro pesatori e misuratori tanti e quanti ci saranno bisogno per la mercatantia, li quali non siano ne essere posano sensali, elli quali siano di buona fama; e in del saramento de quali si contegna, che lo loro officio faranno e trateranno lealmente e assaluamento delle parti, non tirando, secondo che di socto si dira; e che nulla fraude ui cometano, ma secondo che alloro parra meglio e conueneuile sia per utilita della mercatantia, saluando e tenendo quello che di sopra dicto. E sia questo inteso che tre misuratori siano e essere debbiano per canna, e non più, e che non debbiano tirare in ullo modo, nel uenditore, nel

v.

sous, sans qu'il puisse prétendre aucune autre indemnité.

Et que notre peseur de Bagnaja sera tenu et devra chaque année, pour la fête de l'Annonciation du mois de mars, donner x livres d'aquilins au trésorier au profit dudit port, et offrir à l'établissement de Sainte-Marie-du-Port, le jour de ladite fête, un cierge de dix livres de cire.

Et il ne pourra prendre pour son pesage un salaire supérieur à celui d'usage, ni recevoir du port d'autre salaire et indemnité; et ledit peseur sera nommé par lesdits consuls et conseil dans les quinze jours après notre entrée en charge.

Les salaires et indemnités ci-dessus seront acquittés par ledit trésorier sur les revenus dudit port. Et ceux qui seront élus conseillers ou trésoriers, suivant la forme du bref, ne pourront refuser la charge susdite, si ce n'est pour une juste cause; et celui qui refuseroit devra être immédiatement banni des ports de la Sardaigne, lui et ceux qui agiront de même, et ils ne pourront revenir s'y établir qu'après une année expirée.

VI. *Des peseurs et mesureurs.*

Item. Nous jurons que dans quinze jours nous appellerons au château de Castro des peseurs et mesureurs autant qu'il en faudra pour le pesage et mesurage des marchandises, lesquels ne seront ni ne pourront être courtiers, et jouiront d'une bonne réputation; et dans leur serment il sera énoncé qu'ils exerceront et agiront loyalement dans l'intérêt de toutes les parties, n'inclinant point en faveur de l'une au préjudice de l'autre, selon qu'il sera dit ci-dessous; et qu'ils ne commettront aucune fraude, mais qu'ils agiront selon ce qui leur semblera le mieux et le plus convenable pour l'utilité de la marchandise, observant tout ce qui a été dit, et s'y conformant. Il doit être entendu qu'il y aura trois mesureurs par canne et non plus, et qu'ils ne doivent incliner en aucune manière vers le vendeur, le mesureur ou l'acheteur, sous

37 .

misuratore, nel comperatore, a pena di soldi quaranta di denari pisani per ciascuna uolta, auuo del porto. E lo consolo sia tenuto per saramento, a pena di fiure x di pisani, quella pena fare pagare quando li fusse acusato. Esse trouero alcuno che faccia contra le dicte cose, lui dello officio cacero, e da quinde innanti non sosterro che sia al dicto officio tucto lo tempo del mio consolato. Ello dicto breue alloro legere faro, e loro amoniro che cusi fare e oseruare debbiano a quella medesima pena.

A questo capitulo, che tucti li misuratori che fino chiamati per lo modo di sopra debbiano essere messi ciascheduno per nome in una tascha; e quando lo compratore e uenditore uoranno misurare, si debbia alloro petitione tragere quello u quelli, per numero che bisognera a quella misura; e nessuno possa altramente misurare se cusi cauato non fusse in presensa delli consuli o d'alcuno; esse misurasse alcuno che non fusse cauato per lo sopra-scripto modo, li consuli siano tenuti di condannare per ciascuna uolta chi contra-facesse in soldi x di denari pisani auuo del porto. E similmente si debbia osseruare delli pesatori delle stateie e de li misuratori del grano, e orso; e quello medesimo si dica e intenda precisamente delli misuratori dell'oglio. Ella dicta tasscha debbia stare in della dicta loggia.

VII. *Di non lassare lo mercatante essere pesatore.*

Item. Juriamo che alcuno de mercanti del porto non laseremo essere pesatore; e che nullo mercatante non s'approprii nullo pesatore, u misuratore; e chi contra facesse, per ciascheduna uolta sia punito in soldi XL di denari pisani.

VIII. *Di fare legere lo breue.*

Item. Juriamo che infra di xxx da l'antrata del nosso officio, faremo legere al

peine de quarante sous de deniers pisans pour chaque fois, envers le port. Et le consul sera tenu par serment, sous peine de x livres de deniers pisans, de faire payer cette amende lorsqu'elle aura été encourue.

Et si je découvre quelqu'un qui contrevienne à ces dispositions, je le destitueraï de son emploi, sans jamais permettre qu'il y rentre pendant tout le temps de mon consulat. Et je leur ferai lire ledit bref, et je les avertirai qu'ils doivent ainsi agir et s'y conformer, sous la peine susdite.

Il est ajouté à ce chapitre que tous les noms des mesureurs qui seront appelés en la manière ci-dessus indiquée doivent être mis dans une bourse; et lorsque l'acheteur et le vendeur voudront mesurer, on devra, à leur demande, extraire de cette bourse un ou plusieurs noms, en nombre nécessaire pour faire le mesurage: et personne ne pourra mesurer si son nom n'a été extrait en présence des consuls ou de quelqu'un du conseil; et si quelqu'un mesurait sans que son nom fût extrait en la manière susdite, les consuls seront tenus de condamner chaque fois celui qui contreviendra en dix sous de deniers pisans envers le port.

Et les mêmes règles seront observées relativement aux peseurs par pesons, et aux mesureurs du grain et de l'orge; il en sera de même pour les mesureurs d'huile. La bourse dont il a été parlé plus haut restera dans ladite loge.

VII. *De ne pas souffrir que le marchand soit peseur.*

Item. Nous jurons qu'aucun des marchands du port ne pourra être peseur, et qu'aucun marchand ne pourra s'attacher exclusivement un peseur ou un mesureur; et tout contrevenant sera puni chaque fois d'une amende de quarante sous de deniers pisans.

VIII. *De l'obligation de faire lire le bref.*

Item. Nous jurons que, dans trente jours de notre entrée en charge, nous ferons lire

nostro notaio questo breue, impresenza nostra, e del consiglio, e di quelli mercanti che auere potremo, liquali si debbiano richiere per lo messo del nostro porto.

IX. *Di trouare le canne.*

Item. Juriamo che studieremo senza fraude di trouare per lo camarlingo del porto tucte le canne del comune delli mercatanti del porto, lequale d'alli miei antecessori sinno mandate e portate in castello, e quelle faremo stare appo lo dicto camerlingo per la comunita delli mercatanti del dicto porto; esse cio non faremo e non obserueremo, pena soldi XX di pisani, e al camarlingo soldi diece di pisani. E cio siamo tenuti di cercare ciascuno due mesi; e che si debbiano assegnare al camarlingo del porto con carta; e con carta la sengni al suo successore; e di ciascuna canna che non asengnasse segnata di quello sengno del porto, li sia tolto soldi uenti di pisani auuo del porto.

X. *Di comandare delle canne.*

Item. Che in del primo parlamento uero raunamento de dicti mercanti, comandremo per saramento a tucti mercanti del porto, liquali tegnono canne, elliquali mi sienno tenuti per saramento, che ciascuno di loro cogliano u facciano cogliere le loro canne, guerate bene ellealmente, e justa e diritta, sicome quelle che sono colte alla misura delle canne, le quali li misuratori da Pisa portano, infra di VIII, che quelli cotali mercatanti non debbiano misurare se non colla dicta canna ferrata e colta. E in cio siamo tenuti noi consuli di cercare infra uno mese, dall'entrata del nostro officio, e siano tenuti li consuli di cercare le canne elle

par notre notaire ce bref en notre présence et en celle du conseil et des marchands que nous pourrons réunir par l'intimation que leur donnera l'huissier de notre port (1).

IX. *De la recherche des cannes.*

Item. Nous jurons que nous ferons chercher sans fraude, par le moyen du trésorier, toutes les cannes de la communauté des marchands du port, que nos prédécesseurs ont envoyées et fait porter au château; et nous veillerons à ce qu'elles soient déposées chez ledit trésorier pour les besoins de la communauté des marchands dudit port, sous peine, en cas d'inexécution de cet engagement, d'une amende de vingt sous de deniers pisans contre nous, et de dix sous de deniers pisans contre le trésorier. Cette recherche sera réitérée tous les deux mois; ces cannes seront marquées par le trésorier du port, d'une marque en papier, et il les remettra ainsi marquées à son successeur; et par chaque canne qui ne seroit pas marquée de la marque du port, il lui sera retenu vingt sous de deniers pisans au profit du port.

X. *De l'ajustement des cannes.*

Item, que dans le premier parlement ou assemblée desdits marchands nous ordonnerons, sous la foi du serment, à tous les marchands du port qui possèdent des cannes et qui sont tenus de nous obéir, que chacun d'eux, dans le délai de huit jours, ajuste ou fasse ajuster ses cannes, bien et loyalement exactes et droites comme celles qui sont ajustées à la mesure des cannes que portent les mesureurs de Pise, avec défense à ces marchands de mesurer autrement qu'avec une canne ainsi ferrée et ajustée.

Nous, consuls, sommes tenus d'en faire la vérification dans le mois de notre entrée en fonctions, et de faire également rechercher les cannes et toutes les mesures de grain,

(1) On a vu, t. IV, pages 461, note 2, et 565, que tel étoit l'usage à Gènes et à Pise, et certainement il étoit général à une époque où l'imprimerie ne multiplioit pas les copies des lois.

misure tucte del grano, oglio e d'ogni cosa, elli pesi delle stateie e delli marchi, e bilancie di banchi, almeno uolte tre in delloro officio. Esse dopo lo dicto comandamento troueremo alcuna delle dicte cose canne non essere dricte e juste, quelle canne fiacheremo, e a colui di cui la dicta canna fi tolleremo per pena soldi xx di pisani.

XI. *De consiglieri di castello.*

Item. Juriamo che quando si fara la elezione de consiglieri del dicto porto, se, entran li consiglieri che allora saranno, fusse electo alcuno che non fusse iurato del dicto porto e non auesse endica laquale mandasse a Pisa, quello cutale essere non laseremo consiglieri; anzi ne chiameremo altro in suo luogo.

XII. *De beni dei morti.*

Item. Juriamo che tucti e ciascheduni beni di ciascuno che morisse, che annoi per saramento ci fusse tenuto, dimandremo erichiereremo, e in mano del nostro camerlingo peruenire faremo con iscriptura publica del nostro notaio, liquali beni tenere e guardare si debbiano per lo dicto camerlingo per cului che rascione auesse insu li dicti beni. Ecio non s'intenda se elli ara facto testamento, ellasato fideli comessali, delliquali uno almeno ne sia presente: siueramente che quando lo dicto mercatante fara testamento, che li dicti consuli u l'uno di loro sia tenuto d'andare afflui, esse di uolunta di cului che fa lo testamento procedra, lo consulo sia tenuto di fare scriuere li dicti beni al dicto notaio del porto.

XIII. *Di non ponere data.*

Item. Juriamo che non diremo ne

huile, et de chaque chose, et ainsi que les poids des pesons et des marques et balances des bancs, au moins trois fois pendant nos fonctions. Et si, après cette ordonnance, nous découvrons quelques-unes de ces cannes qui ne seroient pas droites et justes, nous les briserons, et le propriétaire de la canne payera l'amende de vingt sous de deniers pisans.

XI. *Des conseillers du château.*

Item. Nous jurons que, lorsqu'on fera l'élection des conseillers dudit port, si parmi ceux qui s'y trouveront alors quelqu'un est élu qui ne seroit pas juré dudit port, ou n'y auroit pas magasin pour un commerce de commission avec Pise, nous ne permettrons pas qu'il soit conseiller; nous en appellerons au contraire un autre à sa place.

XII. *Des biens des personnes décédées.*

Item. Nous jurons qu'au décès de toute personne qui nous étoit tenue par serment nous demanderons et requerrons et ferons en sorte que les biens délaissés par elle soient remis aux mains de notre trésorier, avec acte public de notre notaire; lesquels biens devront être tenus et gardés par ledit trésorier pour le compte de celui qui y aura droit.

Cela n'aura pas lieu lorsque le défunt aura fait un testament, et laissé des fidéicommissaires, desquels un, au moins, seroit présent: mais si le marchand qui aura fait son testament a ordonné que lesdits consuls ou l'un d'entre eux devra se rendre chez lui, ce consul, d'après la volonté de celui qui a fait ainsi son testament, sera tenu de faire inventorier lesdits biens par ledit notaire du port (1).

XIII. *De ne pas établir de taxes.*

Item. Nous jurons que nous ne proposerons

(1) On a vu ci-dessus, page 136, note 1, combien les législateurs avoient pris de sages précautions sur cet objet. Ce chapitre a un rapport direct avec les rubriques du *Constitutum legis* de Pise que j'ai indiquées tome IV, page 556.

consentiremo in alcuno consiglio di castello di Castro, che alcuna data ui si pogna alli mercatanti del porto, li quali siano tenuti annoi per saramento, o siano stimati a Pisa, sansa uolonta di miei consiglieri uuero della maggiore parte di loro; ansi loro iusto lo nostro podere difenderemo: esse contra le dicte cose faremo, perdiamo del nosso salario liure tre di pisani per ciascuna uolta.

XIV. Chi non uolesse jurare.

Item. Juriamo alle Sancte Dio uaela che se alcuno mercatante non uorra fare lo saramento del porto infra di xv possa che per lo messo nostro fusse richiesto, piu tosto che potro, in della prima naue u leugno che andasse a Pisa, lo mandremo, dicendo al consolo di Pisa, nominando colui che facto noll'auesse, e neentedimeno li togleremo per pena liure xx di pisani; e che sia diuietato del porto; e delli mercatanti che nesuno possa collui fare mercatantia fine atanto ch'elli facesse lo saramento e auesse pagato lo bando.

XV. Di fare jurare li custori e misuratori (tagliatori).

Et justo lo nostro podere, faremo jurare tucti custori e tagliatori di pani e di calce, di fare l'arte loro bene e lealmente senza fraulde alcuna cometerui; elli panni li quali tagleranno non renderanno sansa la paraula delli mercatanti liquali gli auesseno uenduti. Esse alcuno di loro contra facesse dia e paghi lo pregio tucto di quello panno, al mercante di cui fusse, infra di III, e lo camarlingo del porto per pena soldi x di pisani, per ciascuna uolta. Esse alcuno delli dicti custori o tagliatori rifiuta di fare lo dicto saramento, in contenente comandremo alli mercanti tucti del porto, che non li debbiano dare alcuno panno, ne esiandio stare

ni ne consentirons dans aucun conseil du château de Castro l'établissement de taxes sur les marchands du port qui nous seroient tenus par serment, ou qui sont réputés Pisans, sans la volonté de nos conseillers ou de la majeure partie d'entre eux; au contraire, nous les protégerons de tout notre pouvoir: et si nous faisons le contraire, nous subirons chaque fois sur notre salaire une retenue de trois livres de deniers pisans.

XIV. De celui qui ne voudra pas prêter serment.

Item. Nous jurons sur les saints Évangiles de Dieu, que si quelque marchand ne veut pas prêter le serment du port dans les quinze jours après qu'il en aura été requis par notre huissier, aussitôt que cela sera possible, nous profiterons du premier navire ou bâtiment qui fera voyage à Pise pour en informer le consul de Pise, en désignant celui qui n'aurait pas prêté le serment; et indépendamment de cela, nous lui ferons payer pour amende xx livres de deniers pisans, et il sera interdit du port, et les marchands ni personne ne pourront faire avec lui le commerce jusqu'à ce qu'il ait prêté le serment et payé l'amende.

XV. Du serment à demander aux couturiers et aux tailleurs.

Et selon notre pouvoir, nous ferons jurer par tous les couturiers et tailleurs de draps et de chausses, qu'ils feront leur métier bien et loyalement, sans commettre aucune fraude, et qu'ils ne rendront pas les draps taillés sans ordre des marchands qui les auroient vendus.

Et si quelqu'un est contrevenant, il donnera et payera tout le prix de ce drap au propriétaire dans trois jours, et au trésorier du port, pour amende, dix sous de deniers pisans chaque fois.

Et si quelqu'un desdits couturiers ou tailleurs refuse de prêter ledit serment, nous défendrons de suite à tous les marchands du port de lui donner du drap, et même de rester devant sa boutique.

innanti le loro boteghe. E che li maestri de panni non debbiano auere piu di soldi octo d'aguilini di cateuna robba da homo : e intendasi robba, tre conci; e della gonella sola, soldi III, e tanto della guarnaccia; e ciotta o mantello, soldi II; e di ciascuno fiodulo, soldi II e non piu; siueramente che non intenda robba rinuergata, affectata, u d'intagli, effi calsaiuoli non debbiano togliere del paio delle calse a coscia piu di denari VII, e delli stiualecti piu di denari VI; e intendasi a suoi spendi, ne di puntali ponitura piu di denari III d'aguilini. E chi contra facesse sia condanato in ciascuna uolta da soldi II in soldi X d'aguilini.

XVI. *Sopra le maghagne de panni.*

Et iuriamo che infra di XV da l'antrata del nostro officio chiameremo tre mercatanti del dicto porto, li quali debbiano essere sopra uedere e difinire le magagne delli panni lani, e di lino, e de baraccani. E alloro comandremo per saramento chelle magagne tucte debbiano uedere e sentensare abbuona fe, senza fraude, lo meglio che sapranno asaluamento delle parti. Esserano electi da alcuna persona, per estimare corredi di matrimoni, o quelli corredi stimeranno abbuona fe, senza fraude, asaluamento delle parti; li quali abbiano, e auere possano per liura delli corredi, liquali stimasseno, denari, uno, da ciascuna delle parti, e dequali denari siano tenuti di dare ogni anno, al camarlingo del porto, soldi cinque d'aguilini.

XVII. *Di chiamare modulatori.*

Et juriamo che chiameremo tre modulatori de mercatanti del porto, liquali debbiano cercare e inuestigare tucto cio

Les maîtres des draps ne pourront exiger plus de huit sous d'aquilins pour chaque habillement d'homme. (*Le reste de cette rubrique contient une nomenclature de vêtements dont je ne pourrais essayer de faire la traduction sans courir le risque de commettre beaucoup d'erreurs. Au surplus, cette traduction n'offriroit aucun intérêt.*)

Et tout contrevenant sera condamné pour chaque fois à une amende de deux à dix sous d'aquilins.

XVI. *Sur les défauts des draps.*

Et nous jurons que dans les quinze jours de notre entrée en fonctions nous appellerons trois marchands dudit port, qui devront surveiller et juger les défauts des draps de laine et de lin et des bouracans. Et nous leur ordonnerons, en prenant leur serment, de voir et juger tous les défauts, de bonne foi, sans fraude, le mieux qu'ils sauront, dans l'intérêt des parties.

Et s'ils sont choisis par quelques personnes pour évaluer des trousseaux de nocces, ils évalueront ces trousseaux de bonne foi, sans fraude et dans l'intérêt des deux parties: ils doivent avoir et auront, pour chaque livre du prix des choses qu'ils estimeront, un denier de chacune des parties, sur laquelle rétribution ils seront tenus de donner chaque année au trésorier du port cinq sous d'aquilins (1).

XVII. *De l'appel des vérificateurs.*

Et nous jurons que nous appellerons trois vérificateurs parmi les marchands du port, qui devront rechercher et examiner tout ce

(1) Le manuscrit contient, sous la date de 1320 [1319], un tarif des droits dus pour l'introduction des draps. Je n'ai pas cru devoir le faire imprimer.

che lo camerlingo del porto ara aministrato. E cio che si trouera appo lo dicto camerlingo uechio sia tenuto di dare er-rinunsare al camerlingo nuouo infra di octo, a pena di liure x di pisani.

XVIII. *Di non fare mercatantia a x miglia preso a castello di Castro.*

Et iuriamo chese alcuno mercatante del porto mi sera acusato, e legittimamente li sera prouato, che alcuna mercatantia presso a x miglia a castello di Castro, faccia u tracti (e sopra cio senza che siano accusati, siano tenuti li consuli di dimandare o cercare se alcuno facesse mercatantia infra le dicte confine), ecepto uino, li tolleremo per pena soldi L di denari pisani. Esse cio noi consuli non faremo, perdiamo di pena in soldi XL di pisani.

XIX. *Di fare iurare li testimoni.*

Et iuriamo alle Sante Dio uaela che li piati che fusseno incominciati dinanti danoi, e di quello piato sia bisogno di dare testimoni, quelli testimoni faremo iurare si che le parti siano presenti, u richieste; e quelli testimoni dimandremo collo nostro notaio; ello dicto di quelli testimoni faremo scriuere al dicto notaio. Essel dicto piato alcuna delle parti mi dira u dimandra che noi n'abbiamo consiglio di sauio, che noi quello consiglio aremo, a spese di colui chello dimandra se parra a consuli e consiglio. Ello dicto consiglio del sauio faremo scriuere al notaio nostro, e cio che si contera in del dicto consiglio, faremo e osseruemo, e fare e osseruare faremo.

XX. *D'andure alli castellani.*

Et iuriamo alle Sancte Dio uaela che quante uolte saremo richiesti da alcuno mercatante del porto, per andare collui alli castellani, u ad alcuno signore u

que le trésorier du port aura administré. Et tout ce qui se trouera chez ledit trésorier sorti de fonction devra être délivré au nouveau trésorier dans huit jours, sous peine de dix livres de deniers pisans.

XVIII. *De la défense de faire le commerce à dix milles près du château de Castro.*

Et nous jurons que si quelque marchand du port est accusé et légalement convaincu d'avoir fait le commerce à dix milles près le château de Castro (ou même sans qu'il soit besoin d'une dénonciation, les consuls seront tenus de rechercher et de s'enquérir si quelqu'un fait le commerce dans ladite limite), à l'exception du vin, nous condamnerons le contrevenant à une amende de cinquante sous de deniers pisans. Et si nous, consuls, manquons à cette obligation, nous payerons une amende de quarante sous de deniers pisans.

XIX. *Du serment à prêter par les témoins.*

Et nous jurons sur les saints Évangiles de Dieu que, dans les procès qui seront intentés devant nous, et pour le jugement desquels il faudroit faire entendre des témoins, nous leur ferons prêter serment et faire leurs dépositions, parties présentes ou requises; nous interpellons ces témoins avec l'assistance de notre notaire, et leurs dépositions seront écrites par ledit notaire. Et si, dans ledit procès, une des parties requiert ou demande que nous prenions l'avis du jurisconsulte attaché à notre cour, nous ferons donner ce conseil aux frais de celui qui le demandera, si le consul ou le conseil le jugent convenable. Nous ferons écrire l'avis de ce jurisconsulte par notre notaire; et ce qui sera contenu dans ledit avis, nous le ferons et l'observerons et le ferons observer.

XX. *Des visites aux châtelains.*

Et nous jurons sur les saints Évangiles de Dieu que, toutes les fois que nous serons requis par quelque marchand du port d'aller avec lui chez les châtelains ou chez quelque seigneur ou officier, pour cause de quelque

ufficiale, per cagione d'alcuna ingiura che li fusse facta da alcuno, andremo collui. E quello che si conuerra di dire sopra cio per utilita di quello mercatante, diremo e proporemo dinansi d'allui, quello che piacera al mio consiglio. Elli consoli siano tenuti di fare consiglio d'andare alli castellani, a petitione di quello che dicesse riceuere injuria, e sopra cio si dica quello che per lo consiglio fi diliberato. E se contra questo faremo, cadiamo in pena di soldi xx di pisani, per ciascuna uolta. E ciascuno mercatante loquale noi facessemo richierere per uenire connoi allora, e non uolesse uenire, li torremo per pena di ciascuna uolta che contra facesse, soldi xx di pisani.

XXI. *Di non tollere auaria.*

Et juriamo noi consuli, che nulla auaria tolleremo ouero tollere faremo per li pagamenti dei fei e delli amescere de consoli, e consiglieri, e d'alcuno altro ufficiale del dicto porto, de quali salari e amescere sisodisfaccia loro, della intrata del naulo, delli pondi che sirecasseno in delli legni, sigurati per lo porto sansa naulo. E se alcuna cosa mancasse, si si facciano per orrata, e ciasscheduno cosi lo consulo come gli altri che auere deno.

XXII. *Della opera della ecchiesa.*

All'onore della beata Vergine Maria, noi consuli siamo tenuti di fare dare dal padrone di catuno legno loquale si naulegiase in Pisa u in Callari per lo porto, loquale caricasse da L pondi in giuso soldi v d'aguilini, e da L pondi in suso, soldi x d'aguilini minuti, al camarlingo ouero operaio del dicto porto in Callari, li quali si debbiano dare in dell'opera della ecchiesa Santa-Maria-di-Porto,

injustice qui lui auroit été faite par quelqu'un, nous irons avec lui, et ce qu'il conviendra de dire dans l'intérêt de ce marchand, nous le dirons et le proposerons devant lui, ainsi qu'il aura été convenu avec notre conseil.

Les consuls seront obligés, en conséquence, de tenir conseil avant d'aller chez les châtelains, à la réquisition de celui qui diroit avoir éprouvé une injustice, et les réclamations seront faites d'après ce qui aura été délibéré par le conseil. Et si nous faisons le contraire, nous encourrons une amende de vingt sous de deniers pisans chaque fois.

Et tout marchand que nous ferons requérir pour venir avec nous, et qui s'y refuseroit, nous lui ferons payer par chaque contravention une amende de vingt sous de deniers pisans.

XXI. *Qu'il ne sera point exigé d'avaries.*

Et nous, consuls, nous jurons que nous ne demanderons ni ne permettrons de rien demander à titre d'avaries (1) pour le paiement des salaires ou droits d'assistance du consul, conseillers et autres officiers du port, qui seront tenus, pour lesdites rétributions, de se contenter des droits d'entrée sur les nolis ou sur la cargaison que le patron s'est obligé de prendre sans nolis : et s'il y a quelque déficit, il sera supporté au prorata, tant par le consul que par les autres ayants-droits.

XXII. *De la fabrique de l'église.*

En honneur de la bienheureuse Vierge Marie, nous, consuls, sommes tenus de faire payer par le patron de chaque bâtiment qui seroit affrété à Pise ou à Cagliari pour le port, et dont le chargement seroit au-dessous de cinquante charges, cinq sous de petits aquilins; et de cinquante charges ou plus, dix sous de petits aquilins: ces sommes seront versées au trésorier ou gardien dudit port de Cagliari, qui devra les verser à l'œuvre de l'église de Sainte-Marie-du-Port, à la volonté

(1) J'ai souvent eu occasion de faire observer combien le mot *avarie* avoit d'acceptions diverses. Évidemment il n'a ici aucun rapport avec le droit maritime, et signifie seulement *dépenses extraordinaires*.

a uolonta e ordinamento dei consuli delli mercatanti del soprascripto porto di Callari.

XXIII. *Della luminara.*

Item. Faremo fare e tenere in della festa di Santa-Maria-Anunziata del mese di marso, appo la ecchiesa di Santa-Maria-di-Porto, luminara di tucti gli omini jurati del porto soprascripto di Kallari, si degli artefici come de mercatanti. La cera della quale luminara faro uenire alle mani di colui che piacerà al consiglio del soprascripto porto di Callari, per la soprascripta ecclesia.

XXIV. *Di fare jurare lo camerlingo.*

Item. Juriamo che faremo jurare ciaschuno delli camarlinghi, alle Sante Dio uaela, che tucto quello che alle loro mani uerra, u d'altrui per lui, cagione dello officio del camarlingatico, di guardare e saluare, e fraude non comectere; el quanti consuli del porto di Kallari, u alloro camarlingo rinunsare e dare tucto che alle suoi mani uerra per lo dicto porto, saluo li fei elli amesceri, liquali sideno dare secondo la forma di questo breue, ecepto quello che si spendesse per paraula delli consuli, u dello uno di loro, com paraula del consiglio u della maggiore parte di loro. Loquale camarlingo, in dello officio del camarlingatico, debbia obedire alli consuli, a pena di soldi XL di pisani, per ciascuna uolta; laquale pena, li consoli siano tenuti di toglierli per saramento. E che tucti li deuuti, li quali lo dicto camerlingo suo antessore arra facti, e allui facta prima rascione come tenuto e rinunsera, noi consuli rendere faremo delli beni del dicto porto: saluo che lo camerlingo di suo propio in fine in liure xv d'aguilini, possa e debbia prestare se bisogno fusse per rendere alli sucessori. E non possa alcuno essere chiamato, ne chiamato jurare

V.

et sur l'ordre des consuls des marchands du susdit port de Cagliari.

XXIII. *De l'illumination.*

Item. Nous ferons faire et exécuter à la fête de sainte Marie du mois du mars, près de l'église de Sainte-Marie-du-Port, une illumination par tous les hommes jurés du port ci-dessus de Cagliari, les artisans comme les marchands. Je ferai remettre la cire nécessaire pour cette illumination à la personne désignée par le conseil dudit port de Cagliari pour l'église ci-dessus dénommée.

XXIV. *Du serment à prêter par le trésorier.*

Item. Nous jurons que nous ferons prêter serment sur les saints Évangiles à chaque trésorier, que tout ce qu'il percevra directement ou par des tiers, à raison de cette charge, il le gardera et conservera sans en rien retenir frauduleusement; et à tous les consuls du port de Cagliari ou à leur trésorier, qu'ils déclareront et verseront tout ce qui parviendra dans leurs mains, à l'occasion dudit port; sauf les salaires et droits d'assistance, qui doivent leur être payés selon la forme de ce bref; sans autre déduction que ce qui seroit dépensé par ordre des consuls ou de l'un d'entre eux, avec ordre du conseil ou de la majeure partie d'entre eux.

Ce trésorier, dans sa charge, devra obéir aux consuls, sous peine d'une amende de quarante sous de deniers pisans chaque fois; les consuls seront tenus par serment de le forcer à payer ladite amende. Et tous les engagements pris par son prédécesseur, dont il aura fait raison à ce dernier, et dont il justifiera que celui-ci est rempli, nous, consuls, les ferons payer avec les biens dudit port: sauf néanmoins que le trésorier devra faire ces paiements à son prédécesseur de son propre argent, jusqu'à la concurrence de quinze livres d'aquilins.

Et personne ne pourra être élu à la charge de trésorier, ni, s'il y étoit élu, en

38

l'officio del camerlingatico, se a quello medesimo officio sia stato per anni due innansi.

prêter le serment, s'il n'a été deux ans sans occuper cette même charge.

XXV. *Delle credense.*

Et juriamo noi consuli, che le credense lequali imporro alli miei consiglieri jo in credensa terro, ne dremo paraula ad alcuno delli nostri consiglieri di manifestare quelle, ne dare faro, in fine al termine posto in quella credensa.

XXV. *Du secret.*

Et nous jurons, nous consuls, que nous veillerons à ce que les secrets que nous imposerons à nos conseillers soient bien gardés; et nous ne permettrons à aucun de nos conseillers de les manifester ou de les dévoiler jusqu'au terme fixé lors de la communication que nous leur en aurons faite.

XXVI. *Di fare quello che fidato per consiglio.*

Et juriamo che tutto quello che dato ci fosse per consiglio dalli nostri consiglieri u dalla maggiore parte di loro, quello faremo e compieremo, se non rimanesse per altro consiglio, che saramento facto ne fusse, e che non si possa rompere alcuno consiglio, se quello medesimo consiglio u per simile con alquanti aiunti non si rompesse.

XXVI. *De l'obligation de faire ce qui aura été décidé par le conseil.*

Et nous jurons que nous ferons et exécuterons les conseils qui nous auront été donnés par nos conseillers, ou par la majeure partie d'entre eux, si le contraire n'a été décidé par un autre conseil donné sous serment; aucune résolution ne pouvant être annulée, à moins que le conseil, tel qu'il étoit formé, ou avec le concours d'adjoints, ne change d'avis.

XXVII. *De bandi e diuieti.*

Bandi e diuieti se alcuno ne facessemo o imponessem, per consiglio facto nel nostro modo, la pena quine imposta a colui che contra facesse, tolleremo infra di VIII possa che caduto ui sera. Elli dicti bandi e diuieti facti, noi consuli oserueremo si come lidicti mercatanti, ella pena al dicto camerlingo pagheremo. Esse non faremo pagare le pene per lo modo che dicto e, che s'imporrano infra lo dicto termine, se delli peni delli delinquenti tanto trouare si potra, cadiamo noi consuli per ciascuna uolta in della pena del doppio di quello che lasciasemo di ricogliere.

XXVII. *Des bans et prohibitions.*

Si nous faisons quelque ban ou si nous imposons quelque prohibition par délibération prise en conseil, suivant le mode ordinaire, nous ferons payer les amendes encourues par ceux qui y contreviendroient, dans la huitaine du jour qu'elle aura été encourue. Et nous, consuls, ainsi que les marchands, nous observerons lesdits bans et prohibitions, et nous payerons l'amende audit trésorier.

Et si nous ne faisons pas payer les amendes de la manière établie et dans le délai fixé, lorsque les biens des contrevenans offriront de quoi répondre, nous, consuls, payerons chaque fois le double de ce que nous aurons omis de recouvrer.

XXVIII. *Delli legni.*

Nulla naue u legno acatremo im Pisa o in Sardigna, laquale non debbia portare

XXVIII. *Des navires.*

Nous n'achèterons aucun bâtiment ou navire à Pise ou en Sardaigne, qui ne soit

cantara XX per pondo, ellegati XXX di lana per pondo, e cantara XX d'ogna lana Sardesca u del Garbo in sachi o in isporte u boldroni per uno pondo, e staia XXIV di grano, e staia XXX d'orso in uno pondo, e inde cantari de mercatanti portare, portare parispuoli, e machaiche, e scarpigli. E quelle tucte, scriuere in quaderno, e che lo camerlingo, ello nigheo jurino come in delloro breue si contiene. E che non dremo paraula alcuna alli marinari et nighei di quelle cose che sono tenuti di fare.

XXIX. *Di non essere consulo.*

Et juriamo che se alcuno sera consulo, o capitano d'alcuno porto di Sardigna, non possa ne debbia essere consulo de mercatanti del soprascripto porto di Kallari in quello anno u tempo.

XXX. *D'auere fermo cio che fi facto per li antecessori.*

Et noi consuli juriamo alle Sante Dio uaela di fare e obseruare, e fermo auere tucte le cose lequali li nostri antecessori o l'uno di loro ara facto per lo dicto porto, con uolonta del consiglio o della magiore parte di loro, nonostante alcuno capitolo di questo breue.

XXXI. *Di cognoscere le discordie.*

Et noi consuli juriamo alle Sante Dio uaela che se alcuna discordia sera tra mercatanti, quella discordia difinire e cognoscero sansa induscio di fuori d'ordine, per rascione, u laudamento, u conuento, se per laudamento u conuento in noi posto sera, a buona fe, senza fraude.

XXXII. *Di pagare li deuiti delli antecessori.*

Et juriamo chelli deuiti liquali li consuli nostri antecessori u alcuno di loro

capable de porter vingt cantares pour une charge, et trente balles de laine pour une charge, et vingt cantares de laine de Sardaigne ou de Garbo, en sacs ou cabas, ou en toisons pour une charge, ou vingt-quatre boisseaux de froment, et trente d'orge pour une charge; et en outre les effets et les armes ou equipemens des marchands.

Le trésorier et le nocher seront tenus d'enoncer toutes ces choses sur le registre et de les affirmer comme il est exprimé dans leur bref. Nous jurons encore que nous ne donnerons aucun ordre aux marins et nochers sur toutes les choses qu'ils doivent faire.

XXIX. *De ceux qui ne doivent pas être consuls.*

Et nous jurons que si quelqu'un est consul ou capitaine de quelque port de Sardaigne, il ne pourra et ne devra pas être consul des marchands du port susdit de Cagliari, dans le même temps et la même année.

XXX. *De l'exécution de ce qui aura été décidé par les prédécesseurs.*

Et nous, consuls, jurons sur les saints Évangiles de Dieu de faire et observer, et avoir pour arrêté, tout ce qui l'aura été par nos prédécesseurs, ou l'un d'eux, pour ledit port, avec volonté de tout le conseil ou de la majeure partie, nonobstant tout chapitre contraire à ce bref.

XXXI. *Du jugement des contestations.*

Et nous, consuls, jurons sur les saints Évangiles de Dieu, que s'il s'élève quelque discussion entre les marchands, je l'instruirai et la jugerai de bonne foi, et sans fraude, sans observer les délais des procédures ordinaires, par droit, arbitrage ou transaction, si nous sommes autorisés à suivre l'un ou l'autre de ces deux derniers modes.

XXXII. *Du payement des dettes des prédécesseurs.*

Et nous jurons que si des dettes, faites par les consuls nos prédécesseurs, ou quelqu'un

ci rinunsera, pagheremo u pagare faremo al camerlingo del porto, infra uno mese proximo dalla intrata del nostro officio, de beni del dicto porto.

XXXIII. *Se alcuno dicesse uillania a consuli o a consiglieri.*

Et juriame se alcuno de mercatanti del porto dira alcuna uillania u paraula ingiuliosa ad alcuno de consuli u de consiglieri, per casgione delloro officio, allui condannero et togliero per pena liure x di pisani e piu, a uolonta del consiglio; e fareli uenire in mano del nostro camerlingo, e nondimeno lo faremo accusare alli castellani.

XXXIV. *Se alcuno auesse riceuuto dono.*

Et juriame che se alcuno sapremo u troueremo delli nostre antecessori, consuli u altri officiali del dicto porto, da iv anni proximi indirietro passati, per cagione d'alcuno legno u naue sigurata per lo dicto porto, alcuno dono, pregio o seruigio, auere riceuuto u auuto, per se u per altrui, o che auesse dato alcuno aiuto o consiglio ad alcuno sbandito del soprascripto porto, u che auesse facto alcuna altra cosa contra la forma dello breue, u contra l'utilita ellonore de mercatanti e della mercatantia del soprascripto porto, lo recro al consiglio delli nostri consiglieri, e cio che alloro, u alla maggiore parte di loro ne piacera, si ne faremo e oserueremo.

XXXV. *Di cercare e inuestigare li beni del porto.*

Et juriame che cercheremo e inuestigremo tucti li beni elle cose del porto, lequali cose serano uenute alle mani delli nostri antecessori u a altre persone, e

d'eux, n'ont pas été payées, nous les ferons acquitter par le trésorier, dans le mois après notre entrée en fonctions, avec les biens dudit port.

XXXIII. *De ceux qui diront des injures aux consuls ou aux conseillers.*

Et nous jurons que si quelqu'un des marchands du port disoit quelque injure ou parole offensante à quelqu'un des consuls ou des conseillers, à l'occasion de leur charge, je le condamnerai, et je lui ferai payer pour amende x livres de deniers pisans et davantage, selon la volonté du conseil; et je ferai remettre cette amende au trésorier, et en outre je traduirai l'offenseur devant les châtelains (1).

XXXIV. *De celui qui aura reçu un présent.*

Et nous jurons que si nous apprenons ou savons que quelqu'un des consuls nos prédécesseurs, ou autres officiers dudit port, dans les quatre années antérieures, a reçu, par lui ou par intermédiaire, quelque don ou présent à l'occasion de quelque bâtiment ou navire affrété pour ledit port, ou qu'il ait donné quelque assistance ou conseil à quelque banni dudit port, ou qu'il ait fait quelque autre chose contre la teneur du bref ou contre l'utilité et l'honneur des marchands et des marchandises dudit port, je le dénoncerai à la réunion de nos conseillers, et ce qu'il plaira à eux ou à la majeure partie d'eux d'ordonner sera fait et exécuté (2).

XXXV. *De la recherche et de l'examen des biens du port.*

Et nous jurons que nous rechercherons et examinerons tous les biens et toutes les propriétés du port qui auroient été détournés par nos prédécesseurs ou d'autres personnes; et nous agirons et emploierons tous nos moyens

(1) Le *Constitutum legis* de Pise contient des dispositions sur cette matière, et même on en trouve un extrait latin dans le manuscrit dont je me sers pour publier le présent bref.

(2) Ce chapitre s'explique par le document de 1315, transcrit pages 271 et suivantes ci-dessus.

operremo e studieremo che uegnano alle mani del nostro camarligo.

pour qu'ils soient réintégrés aux mains de notre trésorier.

XXXVI. *Di pesare tucte le mercatantie.*

Et ordiniamo che tucte le mercantie cosi sardesche come l'altre fusseno recate, che si comperanno u uendranno in castello di Castro, cioe quelle mercatantie che sono usate di pesare a cantari, si debbiano pesare a cantari del comune di castello di Castro, e simigliante tucte le mercantie che si comperanno u uendranno in castello di Castro a centenaio, si debbiano pesare al centenaio grosso del dicto comune, e none ad altro peso; e intendasi che noi ci abbiamo una statea grossa a cantare, e una di centenaio, cioe quella del dicto comune.

XXXVI. *Du pesage de toutes les marchandises.*

Et nous ordonnons que toutes les marchandises sardes, ainsi que les marchandises venant du dehors, achetées ou vendues au château de Castro, c'est-à-dire les marchandises qu'on est accoutumé à peser au cantare, soient pesées au cantare de la commune du château de Castro, et pareillement toutes les marchandises qui s'achèteront ou vendront au château de Castro, au cent, soient pesées au quintal gros de ladite commune, et non à un autre poids; en conséquence, nous aurons une balance grosse à cantares et une à quintaux, qui sera celle de ladite commune.

XXXVII. *Di elegere homini sopra le nauì e legni da caricare.*

Et che noi consuli siamo tenuti infra di x della intrata del nostro officio, fare elegere a consiglieri del nostro porto, u alla magiore parte di loro, in nostra presenza, due cittadini jurati del nostro porto, liquali cittadini cosi electi cosi siano tenuti per saramento, a pena di soldi xx di pisani, andare al porto di Bagnaja a uedere e cercare qualunqua naue o legno fusse naulegiato per alcuno mercante, se li corredi fosseno sufficienti, u la naue bene concia per nauigare. Esse la dicta naue o legno non fosse bene concia, e aparechiata di buoni corredi, che quello mercatante che naulegiato l'auesse, caricare non possa infine che non fusse concia a saluamento; e in della dicta naue e legno ponere l'anella al sauamento del carico. Inanti che cominci a caricare, sia tenuto, a pena di liure x di pisani, andare alli consuli u a uno di loro, e dire che debbiano mandare li dicti mercatanti cosi electi a cercare, e uedere ladicta naue e legno, e mettere

XXXVII. *De l'élection des visiteurs de navires et bâtimens à charger.*

Et nous, consuls, sommes tenus, dans les dix jours de notre entrée en charge, de faire élire par les conseillers de notre port ou par la majorité d'entre eux, en notre présence, deux citoyens jurés de notre port, lesquels ainsi élus, seront tenus par serment, sous peine de vingt sous de deniers pisans, d'aller au port de Bagnaja examiner et visiter tout bâtiment et navire quelconque frété par des marchands; s'assurer si l'équipage est suffisant et le navire en état de naviguer, ou si lesdits navires et bâtimens ne sont pas bien fournis et appareillés avec de bons agrès. Et s'ils trouvent que ces navires ne soient pas en bon état et bien fournis d'agrès, ils défendront au marchand qui aura nolisé de le charger avant qu'il ait été mis en bon état de navigation, et qu'on y ait placé l'anneau de garantie contre les excès de chargement.

Avant de commencer à charger, le patron devra, sous peine de x livres de deniers pisans, aller chez les consuls ou chez l'un d'eux, les requérir d'envoyer lesdits marchands ainsi élus pour examiner et visiter le navire ou bâtiment, et mettre l'anneau ainsi qu'il est dit.

l'anella come dicto oe. Esse poi lo padrone della dicta naue u legno caricasse oltra ledicte anella, lidicti consuli siano tenuti di fare quello soperchio scaricare, e neente-meno togliere al padrone per pena liure x di pisani. Liguale mercatanti cosi electi auere debbiano de beni del porto, per loro salario, soldi XL d'aguilini catuno, l'officio de quali durare debbia mesi iv.

XXXVIII. D'auere una logia u botega per lo porto.

Et noi consoli siamo tenuti d'auere e di procurare una bottega in della ruga delli mercatanti, la uue piacerà a noi e al nostro consiglio, e per quella pigione che allora piacerà, in della quale bottega debbiano stare le canne elle statere. La pigione della quale si debbia pagare de beni del dicto porto. E auerui panuesi, esspiedi u lance quante parra a consuli o consiglio; e intendasi chella dicta bottega u loggia sia tralle due trauerse, siueramente che in quella bottega non si possa fare alcuno giuoco li giorni che banchi o botteghe si tegnano, negli altri giorni ui si possa giocare a gioco per lo breue delli castellani diuietato. Esse alcuno ui giocasse contra ladicte forma, per ciascuna uolta li consuli siano tenuti di togliere per pena di ciascuna uolta in soldi XL di denari pisani. Esse alcuno cosi cittadino come borghese contendesse, li consuli e lo loro consiglio siano tenuti d'acusarli alli castellani, per saramento e pena di liure due di denari pisani, auuo del porto.

XXXIX. Capitulo dei sensali.

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen. Jo sensale, chiamato da consuli pisani del porto di Kallari e dalloro

Et, si le patron dudit navire ou bâtiment chargeoit au-dessus dudit anneau, lesdits consuls seront tenus de faire décharger le surplus, et en outre de faire payer au patron une amende de x livres de deniers pisans (1).

Lesdits marchands, ainsi élus, doivent avoir sur les revenus du port, pour leur salaire, quarante sous d'aquilins chacun, et leur charge durera quatre mois.

XXXVIII. De l'obligation d'avoir une loge pour le port.

Et nous, consuls, sommes tenus d'avoir et de procurer une loge dans la rue des marchands, ainsi qu'il conviendra à nous et à notre conseil, et pour le loyer qu'ils jugeront convenable, dans laquelle loge doivent rester les cannes et les balances.

Le loyer de cette loge devra être payé sur les revenus dudit port; et il y aura des boucliers, des épieux et des lances autant qu'il paroîtra nécessaire aux consuls et au conseil: ladite loge devra être entre les deux chemins de traverse, de manière que dans cette loge on ne puisse faire aucun jeu les jours que l'on tiendra les banques et les boutiques, ni que les autres jours on ne puisse jouer à aucun jeu défendu par le bref des châtelains.

Et si quelqu'un jouoit en contravention, chaque fois les consuls seront tenus de lui faire payer pour amende quarante sous de deniers pisans.

Et si quelque citoyen ou bourgeois fait quelque opposition ou résistance, les consuls et leur conseil seront tenus, en vertu de leur serment, de porter plainte aux châtelains, à peine de deux livres de deniers pisans au profit du port.

XXXIX. Chapitre des courtiers (2).

Au nom du Père, du Fils et du Saint Esprit, ainsi soit-il. Moi, courtier, appelé par les consuls pisans du port de Cagliari, et par

(1) On a vu dans les lois, statuts d'Arles, de Marseille, de Gênes, de Pise et de Venise, les mesures prises pour prévenir les surcharges des navires et s'assurer de leur bon état au départ.

(2) La série de chapitres placés sous cette rubrique formoit probablement un document spécial sous le nom de *Bref des courtiers*.

consiglio, u da castellani, u dalloro consiglio, u da unde fosse chiamato, per ordine di comune, juro alle Sancte Dio uaela, che questo mio officio del sensalatico al quale chiamato sono, farò, geiro, tractero, e portro a onore e a utilità e acrescimento del populo di Pisa e del nominato castello di Castro e suo populo, e al saluamento del uenditore e comperatore. Studieremo d'acrescere e migliorare tucte merce lequali alcuna alcuno Pisano cittadino e del su distrecto uendesse u comperasse, u me non sapiente di comperare o di uendere uollesse, a utilità e proficto e acrescimento di tucti li Pisani cittadini e borghesi del dicto castello e nigòssante del pisano distrecto. Et me lealmente e puramente aro in tucti mercati fare e compiere assaluamento delle parti per lequali affare sarò. E che ueritate laquale dal comperatore e uenditore a me data fi, sopra lo facto ouero quantita del pregio del mercato, alloro e a ciascheduno di loro, sansa fraude, dirò et etiamdio non quinde adomanda'o. Esse cognoscero chelle cose uero mercancie alcune lequali per mio sensalatico uendute siano u uendersi debbiano, siano magagnate, u abbiano magagna, quella magagna dirò e manifesterò al comperatore e al uenditore, esiamdio non quinde adimandato. Esse alcuna discordia fusse tra'l comperatore el uenditore d'alcuna magagna laquale fusse in delle merce u cose, lequali per mio sensalatico uendute fusseno, esse della dicta magagna fusse discordia, e in me posta fusse, quella finiro, lo meglio che sapro, senza fraude e sansa scripti. E se discordia alcuna fi intra'l uenditore ello compratore d'alcuno o per alcuno mercato, u per sua cascione, e che per mio sensalatico sia facto, e quinde adimandato farò da signori consoli u da alcuno di loro, u arbitri, u albitro quinde chiamato uerita tucta, laquale quinde sapro dirò e manifesterò, senza frodo. E a quelle persone u persona, le-

leur conseil, ou par les châtelains ou leur conseil, ou par quiconque m'aura appelé par ordre de la commune, je jure sur les saints Évangiles de Dieu que, dans cette charge de courtage à laquelle je suis appelé, je me comporterai, je gèrerai et traiterai dans l'intérêt de l'honneur, de l'utilité et du profit du peuple de Pise, du susdit château de Castro et de ses habitans, et à l'avantage du vendeur et de l'acheteur. Je tâcherai de faire valoir et d'améliorer toutes les marchandises que des citoyens de Pise ou de son district vendroient ou achèteroient, ou même, sans m'en avoir chargé, voudroient vendre ou acheter pour l'utilité, le profit et l'avantage de tous les citoyens pisans et bourgeois dudit château et des négocians du district de Pise.

Et je me comporterai loyalement et sans fraude dans l'accomplissement et la conclusion de tous les marchés, dans l'intérêt des parties pour lesquelles j'emploierai mes services. Et je dirai la vérité qui m'auroit été déclarée par l'acheteur ou le vendeur sur le fait ou la quantité des prix du marché, à eux et à chacun d'eux, sans fraude et même sans être interpellé.

Et si je connoissois que dans les choses ou les marchandises, ou quelques choses vendues par mon entremise ou qui doivent se vendre, il y en a de mauvaise qualité ou qui aient quelque défaut, je le dirai et le déclarerai à l'acheteur et au vendeur, quand même je ne serois pas interrogé.

Et s'il y avoit quelque différend entre l'acheteur et le vendeur sur quelque défaut dans la marchandise ou les choses vendues par mon intermédiaire, ce qui donneroit lieu à une contestation qu'il seroit en mon pouvoir d'accommoder, je la terminerai le mieux que je pourrai, sans fraude et sans écrit.

Et si quelque discussion s'élève entre le vendeur et l'acheteur au sujet de quelque marché ou négociation qui auroit été fait par mon intermédiaire, dans le cas où je serois interrogé par les consuls ou par quelqu'un d'eux, ou par un ou plusieurs arbitres, je dirai là-dessus toute la vérité, comme je la saurai, sans fraude.

Et à toutes les personnes ou à toute personne

quali poste saranno u sera sopra riceuere la intrata del comuno di castello e tucte le cose uendente dei forestieri, tucte le quali per mio sensalatico uendute seranno, u a me date fino, u sapro che uendute siano, delle quali diritto si debbia dare, diro e manifesterò. Esse contra farò, li consuli del dicto porto, ciasscuna uolta mi possano e debbiano a me tollere per pena di soldi c, in fine in libre L di pisani, alloro uolonta, spectro alla qualita del peccato e della persona.

XL. Anco juro alle Dio Sancte uaela chello dicto officio della sensaria non riceuero se io non saro cittadino di Pisa, u borghese di castello di Castro, u nato in del contado u distrecto di Pisa, e in el quale soprascripto castello sia stato borghese per anni x continui. Ne jurero se saro uergente ad inopia, u aro pagata la mia moglie, u aro in alcuna parte facta galliga u in alcuno judicio saro condannato per falsita; e uasti ad intendere che abbia facto galiga, che fusse cessato coll' altrui di libre c in su di pisani. Esse contra farò, li dicti consuli mi possano e debbiano tollere per pena libre xx di pisani, e nondimeno del dicto officio me cacciare. Esse li dicti consuli alcuno sensale justo lo loro podere, contra la dicta forma, lasera sensalia fare, u non punira li contra facienti, caggia in pena per ciascuna uolta, e per ciascheduno sensale, contra ladicta forma facendo l'officio della sensalia, in liure x di pisani, auuo del porto di Callari.

XLI. Anco juro alle Dio Sante uaela che infine atanto che alcuno sensale, con alcuno mercatante sera per fare alcuno mercato, non andro al dicto mercatante, esiamdio s'ello mercatante per comprare alcuna cosa fi senza sensale, ma me quinde tanto cessero che non possa essere ueduto dal uenditore ne dal comperatore.

qui seront ou sera préposée pour recevoir le droit d'entrée de la commune du château et toutes les choses vendues par les étrangers. (1), je déclarerai celles qui seroient vendues par mon intermédiaire, ou qui me seroient confiées, ou que je saurai avoir été vendues, et sur lesquelles on doit payer quelque droit; et si je contreviens à cet engagement, les consuls dudit port pourront et devront chaque fois me prendre pour amende depuis cent sous jusqu'à L livres de deniers pisans, à leur gré, eu égard à la qualité de la faute et de la personne.

XL. Je jure aussi sur les saints Évangiles de Dieu que je n'accepterai pas ladite fonction de courtier, si je ne suis pas citoyen de Pise ou bourgeois du château de Castro, ou né dans le territoire ou district de Pise, ou ayant eu dans le susdit château la qualité de bourgeois pendant dix ans continus.

Je n'affirmerai point contre la vérité que je ne suis pas mal dans mes affaires, ou que j'ai payé ma femme, ou que je n'ai pas fait faillite quelque part, ou que je n'ai pas été condamné pour faux dans quelque tribunal; et il suffira pour que je sois considéré en état de faillite, que je me trouve en retard de payer une dette de c livres de deniers pisans et au-dessus. Et si je fais le contraire, lesdits consuls pourront et devront me faire payer pour amende xx livres de deniers pisans, et en outre me destituer de ladite fonction. Et si lesdits consuls n'usent pas de leur pouvoir pour empêcher quelque courtier d'exercer en contravention à ce qui vient d'être dit, ou s'ils ne punissent pas les contrevenans, ils encourront chaque fois, et pour chaque courtier qu'ils laisseroient exercer indûment le courtage, une amende de x livres de deniers pisans envers le port de Cagliari.

XLI. Je jure aussi sur les saints Évangiles de Dieu que, lorsqu'un courtier sera en termes de conclure quelque contrat avec quelque marchand, je n'irai pas chez ledit marchand, quand même ce dernier n'auroit pas de courtier, pour faire des achats, et je m'en abstiendrai de manière à n'être vu ni par le vendeur, ni par l'acheteur.

(1) Peut-être cela signifie-t-il, choses provenant de l'étranger, qui seroient vendues dans le port de Cagliari.

Esse cofitra faro, li dicti consuli, ciascuna uolta, mi possano e debbiano togliere, per pena, soldi c infine in liure x di pisani; e di questo si dia fede al dicto del mercatante; e quinde nulla sensalia auere non possa ne debbia.

XLII. Anco juro alle Dio Sancte uaela che infine a tanto che in del dicto officio della sensaria saro, non mercatro, ne mercatantare faro, u mercatantia fare, u fare fare faro in alcuno modo o rascione alcuna. Esse contra faro, li dicti consuli, ciascuna uolta, possano e debbiano a me tolere, per pena, liure L di pisani, e neentidimeno dal dicto officio cacciare. Esse questo capitolo li consuli non osseruerano, caggiano in pena ciascheduno, per ciascuno sensale, che contra ladicta forma laseranno in delo officio della sensalia, di liure x di pisani, auuo del dicto porto.

XLIII. Anco juro alle Sancte Dio uaela che lo dicto officio della sensalia non riceuero u riceuere possa u debbia in alcuno modo u ragione alcuna, se jo saro usorieri u a usura presti u dia, u prestare u dare faccia. Esse contra faro, possa e debbia da dicti consuli essere punito e condannato in liure xx di pisani, e neentidimeno dal dicto officio cacciato.

XLIV. Anco juro alle Dio Sante uaela che non faro ne riceuero se non per mesi VI, tanto e non oltra, e gli altri mesi VI uachi e uacare debia dalla dicta sensalia. Esse contra faro, possa e debia, ciascuna uolta, essere punito e condanato da dicti consuli in liure xx di denari pisani, e neentemenno casato dal dicto officio. Si ueramente chelli sensali non possano essere ne debbiano piu di XII, e debbiansi chiamare per li consuli e consiglio a scottino secreto; saluo del numero delli sensali e delle uacagioni, se per li castellani, u per loro consiglio, u per lo consiglio

v.

Et si je fais le contraire, lesdits consuls pourront et devront, à chaque contravention, me faire payer une amende de c sous jusqu'à x livres de deniers pisans; et, sur ce, le marchand sera cru à sa déclaration; et je ne pourrai ni ne devrai avoir aucun courtage.

XLII. Je jure aussi sur les saints Évangiles de Dieu que, tant que je resterai dans ma fonction de courtier je ne commercerai pas, ne ferai, ni ne ferai faire pour mon compte aucun commerce ou trafic de marchandises en aucune manière. Et si je fais le contraire, lesdits consuls pourront et devront chaque fois me faire payer une amende de L livres de deniers pisans, et en outre me destituer de ladite charge. Et si les consuls n'observent pas ce chapitre, ils encourront l'amende chacun de x livres de deniers pisans envers le port, pour chaque courtier qu'ils laisseront exercer le courtage contre ce qui est ici prescrit.

XLIII. Je jure aussi sur les saints Évangiles de Dieu que je n'accepterai ni ne pourrai accepter en aucune manière ou raison ladite charge de courtier, si je suis usurier, si je prête ou fais prêter à usure. Et si je fais le contraire, je payerai et devrai être condamné par lesdits consuls à payer xx livres de deniers pisans, et en outre être destitué de ladite fonction.

XLIV. Je jure aussi sur les saints Évangiles de Dieu que je n'exercerai et ne recevrai des commissions que pendant six mois seulement et pas au delà, et les autres six mois je devrai m'abstenir et m'abstiendrai dudit courtage. Et si je fais le contraire, je pourrai et devrai chaque fois être puni et condamné par lesdits consuls en xx livres de deniers pisans, et en outre être destitué de mon emploi de courtier. Les courtiers ne pourront jamais être plus de douze, et ils doivent être nommés par les consuls et le conseil au scrutin secret; sauf ce qui concerne le nombre des courtiers et les vacances, si par les châtelains ou par leur conseil, ou par le conseil des consuls, les trois quarts étant d'accord, un autre mode que celui-ci avoit été ou étoit établi. Si ce

delli consuli, le tre parti delle quatro in concordia altro prouedranno che quello modo u aueseno proueduto; senon oseruino questo capitulo, e quale facesse sensalia che non fosse di questi XII, u d'altro numero, per lo consiglio delli castellani u consoli chiamato, non uaglia ne tegna suo mercato, e sia condannato per ciascuna uolta in liure x di pisani. E questo non s'intenda per coloro che l'ano per consiglio da Pisa.

XLV. Anco juro alle Dio Sante uaela [che non farò] senza alcuno intendimento a me dato, u che innanti mi si desse preso, u che a me dare si potesse, che per mio sensalatico u per sua cagione lo quale farò u fare debbia, non tollero u pigliero, ne togliere ne pigliare farò ne lasero dono, merito u guigliardone alcuno altro, pio che disotto in questo breue si contiene. Esse cognosgero dinansi al mercato facto, u poi essere dato, u riceuuto quello u lo suo ualore, caggia im pena d'altrectanto, auuo del porto. Esse contra farò, li dicti consuli possano e debbiano me punire e condannare in liure xx di pisani per ciascuna uolta. E di cio siano tenuti li consuli di fare inquisitione ogna tre mesi, e punire chi fi trouato contra li dicti u di socto scripti ordinamenti pigliare, a pena di liure x di denari pisani, auuo del dicto porto.

XLVI. Anco juro alle Sante Dio uaela che per questo mio officio della sensalia, nulla setta, compagnia u cospirazione con alcuna persona u luogo farò u fare farò in alcuno modo u razione; e se quella fei con alcuno u alcuni in alcuno modo uue razione, quella cassero e quella non terro, ne tractero in nullo modo alcuno tempo. Esse contra farò, possa e debbia da dicti consuli essere punito e condannato in liure L di pisani, e neentedimeno dal dicto officio essere cacciato.

chapitre n'étoit pas observé, et si quelqu'un exerçoit le courtage sans être de ce nombre des douze ou de tout autre nombre fixé par le conseil des châtelains ou les consuls, ce qu'il aura fait sera nul et de nul effet, et il sera condamné pour chaque fois à x livres de deniers pisans.

Mais cela ne doit pas être entendu de ceux qui ont été autorisés par le conseil de Pise à exercer le courtage.

XLV. Je jure aussi sur les saints Évangiles de Dieu que je n'exercerai mon ministère qu'en vertu de commissions qui m'ont été données déjà ou qui pourront m'être données; que pour mon courtage ou pour cause de celui que je ferai ou devrai faire, je ne prendrai ou n'accepterai, ni je ne laisserai ou ferai prendre ou accepter aucun don, récompense ou présent au delà de ce qui est établi ci-dessous dans ce bref.

Et si je connois, avant ou après la conclusion du marché, qu'un tel don ou sa valeur a été fait ou reçu, j'encourrai l'amende d'une valeur égale envers le port. Et si je fais le contraire, lesdits consuls pourront et devront me punir et condamner chaque fois en xx livres de deniers pisans; et à ce sujet les consuls seront tenus de faire enquête tous les trois mois, et celui qui aura été trouvé en contravention aux dispositions précédentes encourra une amende de x livres de deniers pisans envers ledit port.

XLVI. Je jure aussi sur les saints Évangiles de Dieu que, pour cause de cette charge de courtier je ne ferai aucune association, compagnie ou coalition avec aucune personne ou avec quelque pays que ce soit, et que je n'en ferai faire en aucune manière ou raison; et si je l'avois faite avec quelqu'un ou quelques-uns, en quelque manière ou raison, je la romprai et ne la tiendrai en aucune manière et dans aucun temps. Et si je fais le contraire, que je puisse et doive par lesdits consuls être puni et condamné en L livres de pisans, et de plus être destitué de ladite fonction.

XLVII. Anco juro alle Sancte Dio uaela che non andro u mandro, u mandare faro, per me u per altrui, ad alcuno legno vegnente al porto di Bagnaia di castello di Castro, u uero stante in del dicto porto, in alcuno modo uue ragione per quello legno naulegare, u sigurare ne alcuno mercato, u sansalatico fare u fare fare di fuori di castello alcuna cosa, u mercie d'alcuna persona u luogo. Esse contra faro, ciascuna uolta possa e debbia da dicti consuli essere punito e condanato in liure xx di pisani, e nondismeno essere cacciato dal dicto officio.

XLVIII. Et che nullo possa l'officio della sensalia fare ne esercere, se non quelli che ciascuno vi mesi, secondo che di sopra e ditto, chiamato sera sensale. E chi contra facesse possa e debbia dalli dicti consuli essere condannato in liure xxv di pisani, e nentedimeno cacciato dal dicto officio.

XLIX. Anco juro alle Sancte Dio uaela che non andro ad alcuna casa u bottega con alcuno mercatante, u in altro modo, per fare alcuno mercato, se io quine alcuno sensale uedro, fine atanto che quine fi; e se contra faro, ciascuna uolta li dicti consuli mi possano condannare in liure x di pisani in fine in liure L, posto mente la qualita del peccato e delle persone; e di questo si creda e fede si dia alla simprice paraula del mercatante, con testimonia d'un altro mercatante degno di fede.

L. Anco juro alle Sancte Dio uaela che sella caparra o lo denaio a me dato fosse sopra alcuno mercato che si fara, che sopra quella caparra altrui oltra lo denaio di Dio non riceuero, ne mercato faro, ne alcuna persona sopra quello mercato menero se in prima la prima caparra,

XLVII. Je jure aussi sur les saints Évangiles de Dieu que je n'irai, ni n'enverrai, ni ferai envoyer au-devant d'aucun navire venant au port de Bagnaja du château de Castro ou restant dans ledit port pour fréter ce navire ou s'en faire promettre la location (1); que je ne ferai par moi ni ne ferai exécuter au dehors aucun marché ou courtage pour des choses ou marchandises de quelque personne ou venant de quelque lieu que ce soit: si je contreviens à cet engagement, je pourrai et devrai par chaque contravention être condamné à une amende de xx livres de deniers pisans, et en outre être destitué de ladite charge.

XLVIII. Et personne ne pourra faire ni exercer la charge de courtier, si ce n'est celui qui, tous les six mois, selon qu'il a été dit ci-dessus, aura été appelé à l'être. Et quiconque agira au contraire pourra et devra être, par lesdits consuls, condamné en une amende de xxv livres de deniers pisans, et en outre être révoqué de ladite charge.

XLIX. Je jure aussi sur les saints Évangiles de Dieu que je n'entrerai dans aucune maison ou boutique pour faire un marché avec aucun marchand, ou en autre manière, lorsque j'y verrai quelque courtier, et tant qu'il y restera; et si je fais le contraire, chaque fois lesdits consuls pourront me condamner à une amende de x livres de deniers pisans jusqu'à L livres, eu égard à la qualité de la faute et des personnes; et sur ce fait on pourra ajouter foi à la simple assertion du marchand, jointe au témoignage d'un autre marchand digne de confiance.

L. Je jure aussi sur les saints Évangiles de Dieu que, si quelques arrhes ou argent m'ont été donnés sur quelque marché qui aura été fait, je ne recevrai d'aucun autre des arrhes ou un denier à Dieu supérieur; que je ne ferai aucun marché ni n'engagerai personne à faire un marché sur le même objet, avant que les premières arrhes ou denier à Dieu aient été

(1) Voir, page 281, note 2, les motifs qui me portent à traduire dans ce sens, ainsi que dans les rubriques XXI et XXXIV, le mot *sigurare*, et à n'y pas voir une convention d'assurance.

o denaio di Dio sera renduta a colui chella caparra o la paraula a me diede di dare lo denaio di Dio. Esse contra faro, li dicti consuli mi possano e debbiano condannare ciascuna uolta da liure x, infine in liure L di pisani, posto mente alla qualita del peccato e della persona, e neentemeno dal dicto officio essere cacciato. E al soprascripto sacramento e pena sia tenuto ciascuno sensale, che alcuno mercato loquale alcuno mercante l'importra che cerchi, non debbia ne possa ad altro mercatante rasionare fino atanto che da colui che prima negli ara imposta data, e sia in tucto partito dallui, auendo lo mercatante intucto quello mercato lasato.

LI. Anco juro alle Dio Sante uaela che se alcuno forestieri del distrecto di Pisa uendra meco alcuno auere d'alcuno Pisano citadino o borghese del dicto castello u del distrecto di Pisa, per lo dicto auere non portro caparra, per lo dicto forestieri, senno per mercato facto e compiuto, e non per riuenderlo. E se contra faro, li consuli mi possano e debbiano condannare in liure xx di denari pisani, e neentedis- meno essere cacciato dal dicto officio.

LII. Et juro alle Sancte Dio uaela che tucti li comandamenti qualunqua li dicti consuli u alcuno di loro a me faranno, liquali no siano contra questo mio officio u andanno u amenimamento di rascione d'alcuna persona. Cheselo comandamento facto mi fi per alcuno de consuli con uolonta dell' altro, e della maggiore parte del consiglio, chella condannasgione paghero, e dello officio no mai m'impacero, se conceduto no mi fi per li consuli e consiglio, per la maggiore parte di loro, faro e oseruero senza fraude. E se contra lo mio sacramento e officio faro, e li soprascripti consoli o l'uno di loro amme comandaseno, che di questo officio della sensaria me no intromectere, facto a me lo coman-

rendus à celui qui m'avoit donné sa parole. Et si je fais le contraire, lesdits consuls pourront et devront me condamner chaque fois depuis x livres jusqu'à L livres de deniers pisans, eu égard à la qualité de la faute et de la personne, et en outre ils pourront me destituer de ladite charge.

Et aux susdites obligations et amendes sera soumis tout courtier qui, étant chargé par quelque marchand de conclure quelque marché, se seroit adressé à un autre marchand avant d'avoir entièrement fini son premier engagement avec celui à qui il s'étoit adressé au commencement, et s'être désisté complètement de l'affaire du marché.

LI. Je jure aussi sur les saints Évangiles de Dieu que si quelque étranger du district de Pise vend, avec mon concours, quelque effet d'un citoyen de Pise ou d'un bourgeois dudit château ou du district de Pise, je ne prendrai des arrhes dudit étranger que pour marché fait et accompli, et non pour la résolution de la vente. Et si je fais le contraire, les consuls pourront et devront me condamner en xx livres de deniers pisans, et en outre me destituer de ladite charge.

LII. Je jure aussi sur les saints Évangiles de Dieu d'exécuter tous les ordres quelconques que lesdits consuls ou l'un d'eux me donneront, qui ne seroient pas contraires à ma charge ou préjudiciables à l'intérêt de quelque personne. Aussitôt que l'ordre m'aura été donné par un consul, avec le consentement de l'autre ou de la majorité du conseil, je payerai l'amende et je ne m'immiscerai plus dans la fonction de courtier, si la faculté ne m'en est pas accordée par les consuls et le conseil, ou par la majeure partie d'entre eux; ce que je ferai et observerai sans fraude.

Et si je fais quelque chose contre mon serment et ma charge, et que les susdits consuls ou l'un d'eux m'ordonnent de ne plus m'immiscer dans cette charge de courtier, une fois l'ordre donné je ne m'en mêlerai plus sans leur consentement ou le consentement de

damento, jo senza loro u l'uno di loro paraula, quine no m'itromectero, ne quello faro, se sercero in alcuno modo u ragione. Esse contra faro, possa e debbia da dicti consuli essere punito e condannato in soldi c di denari pisani, ciascuna uolta, e nondismeno dal dicto officio essere cacciato.

LIII. Anco juro alle Dio Sancte uaela che se uedro u sapro, in alcuno modo o ragione alcuno, fare e exercere lo dicto officio della sensalia, senon da culoro tanto che ciascheduni VI mesi a quello officio della sensalia chiamati fieno, secondo che dicto oe, incontenente a quelli consuli, o alcuno di loro, diro e manifesterò; etiamdio, se io cognoscero alcuno delli miei compagni sensali, contra lo saramento di questa arte fare, quello di o lo sequente, poi che colui contra lo saramento cognoscero auere facto, alli soprascripti consuli u alluno di loro lo rinonsero. Le credense le quali mi fienno imposte dalli consoli u da alcuno di loro per lo facto della mia sensaria, le quale non siano menimamento d'alcuna persona della cita di Pisa, u del distrecto o di castello di Castro, in credensa terro e a danno della credensa a nulla persona lo manifesterò. Esse contra faro, possa e debbia da dicti consuli ciascuna uolta essere punito e condannato da soldi c. infine in liure x di pisani.

LIV. Et juro alle Sante Dio uaela che no diedi u promisi u dare u promectere fei u per me u per altrui, alli soprascripti consuli o alli soprascripti consiglieri loro u ad alcuno di loro, alcuna cosa, per questo mio officio della sensalia auere. Esse sapro alcuno no essere Pisano cittadino u del suo distrecto, u borghese del dicto castello, lo quale sia sensale, u lo dicto officio faccia, alli soprascripti consuli, u all' uno di loro lo diro, e manifesterò infra di III poi

l'un d'eux, ni ne ferai plus le courtage en aucune manière ou raison.

Et si je fais le contraire, je pourrai et devrai être, par lesdits consuls, puni et condamné en cent sous de deniers pisans chaque fois, et en outre être destitué de ladite fonction.

LIII. Je jure aussi sur les saints Évangiles de Dieu que si je vois ou apprends en aucune manière ou raison que ladite fonction de courtier est exercée par d'autres que ceux qui sont appelés à cette charge tous les six mois, selon qu'il a été dit, je les dénoncerai sans délai, et j'en instruirai les consuls ou l'un d'eux, et encore bien qu'il fût un de mes compagnons courtiers, je ferai connoître qu'il a agi contre le serment de cet art; ce que je ferai le même jour ou le jour après celui où j'aurai appris qu'il a agi contre le serment.

Je garderai fidèlement les secrets qui me seroient imposés par les consuls, ou par quelqu'un d'entre eux, pour le fait de mon courtage, lorsqu'ils ne seront en rien contraires à l'intérêt de quelque personne de la cité de Pise, ou du district ou du château de Castro; et au préjudice de ce secret je ne révélerai rien à quelque personne que ce soit. Et si je fais le contraire, je pourrai et devrai être, par lesdits consuls, puni et condamné depuis cent sous jusqu'à x livres de deniers pisans.

LIV. Et je jure sur les saints Évangiles de Dieu que je n'ai donné ni promis ou fait promettre, par moi ou par autres, aux susdits consuls ou aux susdits leurs conseillers, ou à quelqu'un d'eux, aucune chose, pour obtenir cette charge de courtier; et si, à ma connoissance, quelqu'un qui ne seroit pas citoyen de Pise, ou de son district, ou bourgeois de son château, faisoit le courtage ou exerçoit la fonction de courtier, je le dirai et ferai connoître auxdits consuls ou à l'un d'eux dans trois jours de la connoissance que j'en aurai acquise.

chello sapro. Et che non diro altrui con quale procurero di fare alcuno mercato; e se contra faro, debbia essere condannato, per catuna uolta, in soldi c di denari pisani. U che io dica, *Possolo auere per cotanto pregio*; u, *Cotale uole a me dare per cutanto pregio le cose e merce*; simigliantemente delle quali procuro di fare mercato; esse contra le dicte cose faro, sia condannato in soldi c di denari pisani.

LV. Anco juro alle Dio Sante uaela di no prendere ne auere, u prendere, u auere fare per me o per altrui d'alcuna persona, o luogo, per mio sensalatico, se non secondo lo infrascripto modo, cioe dal uenditore e compratori da ciascuna parte.

LVI. Et juro alle Sante Dio uaela che tucti li mercatanti che a me si faranno di qualunqua cose e mercie, per casgione di mio officio della sensalia, rehero inscripti u recare faro, si che quandunqua amme si domandasse del dicto mercato e del tempo, liberamente mossare possa e debbia, e quella scriptura appo me sempre aro e terro; in del mostramento della quale scriptura, ne una cosa pigliare possa ne debbia, u pigliare fare. Esse contra le dicte cose faro, li consuli me condanare possono et debiano per catuna uolta in soldi quaranta di pisani.

LVII. Et juro alle Sancte Dio uaela questo mio breue appo me sempre tenere e auere sempre uolgarisato, e quello mostrare e mostrare fare a ciascheduno dimandante, e uolente quello uedere. E quello mio breue leggero e leggere faro, e alle genti lo diro chetamente e pacefficamente ciascheduni III mesi di tucto lo tempo del

Je jure encore que je ne dirai à personne le nom de celui avec qui je négocierai quelque affaire; et si je fais le contraire, je devrai être condamné chaque fois en cent sous de deniers pisans. Et, si je dis fausement, *Je peux avoir cette chose à tel prix*; ou, *Un tel veut me donner à tel prix ces choses et ces marchandises*; ou de même de celles dont je veux faire la vente, j'encourrai la condamnation de cent sous de deniers pisans.

LV. Je jure aussi sur les saints Évangiles de Dieu de ne prendre ni de ne faire prendre par moi ou par autres, d'aucune personne et dans aucun lieu, pour mon courtage, rien de plus que ce qui est déterminé ainsi qu'il suit (1); c'est-à-dire du vendeur et de l'acheteur de chaque côté.

LVI. Et je jure aussi sur les saints Évangiles de Dieu que je rédigerai ou serai rédiger par écrit tous les marchés de quelque marchandise ou chose que ce soit qui auroient lieu par mon entremise, et à l'occasion de ma fonction de courtier; de sorte que, si quelque partie intéressée s'adresse à moi pour attester ledit marché, ou le temps où il a lieu, je puisse et doive lui montrer librement cet écrit, que j'aurai et garderai toujours chez moi, sans que je puisse prendre ou faire prendre aucun salaire pour en donner communication. Et si je fais le contraire, les consuls pourront et devront me condamner chaque fois en quarante sous de deniers pisans.

LVII. Et je jure sur les saints Évangiles de Dieu de porter toujours avec moi le présent bref, de l'avoir toujours écrit en langue vulgaire (2), et de le faire voir à quiconque le demanderoit ou voudroit le voir. Et je lirai et ferai lire ce bref en public, à voix lente et intelligible, tous les trois mois, pendant tout le temps de ma fonction; et si je ne remplis et n'observe pas cette obligation, je pourrai et

(1) Je n'ai pas cru devoir faire imprimer ce tarif, qui, du reste, a été publié dans l'ouvrage de Masi, dont j'ai parlé page 278; il n'offroit point, pour faire connoître les usages du XIV^e siècle, l'intérêt des autres rubriques.

(2) Ainsi nous n'en avons qu'une traduction; l'original a probablement été rédigé en latin.

mio officio; e se questo no faro e non obseruero, possa e debbia dalli consuli essere punito e condanato in soldi XL denari pisani, e nondismeno essere dal dicto officio cacciato.

LVIII. Ordiniamo che se alcuno mercato si facesse per alcuno sensale, e lo dicto mercato rimanesse per giusta cagione, la quale cagione si discerna per li consuli e per loro consiglio u per la maggiore parte di loro, che lo dicto sensale, di quel mercato auere ne tollere debbia, ne una cosa da nulla parte. Esse contra facesse, li dicti consuli posano e debbiano quello cutale sensale catuna uolta punire e condannare in soldi XL di pisani.

LIX. Et juriamo noi consuli alle Sante Dio uaela che infra uno mese alla intrata del nostro officio comandremo u comandare faremo a tucti li mercatanti del porto di Callari, a pena di liure XXV di pisani auuo del porto, che tucti e ciascheduno legni da cinquanta pondi in su, che per loro u per alcuno di loro u per altra persona per loro, si naulegerano per andare a Pisa, lo quale legno fusse di forestieri, che in quel mercato di naulegiamento, metcano e fermino che lo padrone di quello legno debbia auere e menare uno pedoto pisano, u del distrecto di Pisa, e marinaio buono et sufficiente, a spendi e salario del padrone; e altramente naulegiare non possano ne debbiano, alla pena soprascripta. E nondismeno s'intenda che nullo legno di forestieri si possa del porto partire senza pedoto per andare a Pisa. Elli consuli siano tenuti iusta loro podere di farlo oseruare a pena di liure X per ciascheduno, di ciascheduno legno che senza pedoto si partisse. La quale li dicti consuli siano tenuti di farla pagare a camerlingo del porto, appena per ciascheduno di loro di liure X pisani. E tucti legni che si naulegiano per andare a Pisa, si debbiano naulegiare per li dicti merca-

devrai être par les consuls puni et condamné en quarante sous de deniers pisans, et en outre destitué de ladite charge.

LVIII. Ordonnons que si quelque marché fait par un courtier n'a pas d'exécution pour quelque juste cause appréciée par les consuls et la totalité ou la majorité du conseil, le courtier intermédiaire de ce marché ne pourra avoir ou exiger aucune chose de l'une ni de l'autre des parties.

Et s'il fait le contraire, lesdits consuls pourront et devront le punir, et le condamner chaque fois en quarante sous de deniers pisans.

LIX. Et nous, consuls, jurons sur les saints Évangiles de Dieu que dans un mois, à compter de notre entrée en charge, nous ordonnerons et ferons ordonner à tous les marchands du port de Cagliari, sous peine de xxv livres de deniers pisans envers le port, que lorsque des navires de cinquante charges et au-dessus seront, par eux, ou par quelqu'un d'eux, ou par autre personne en leur nom, affrétés pour aller à Pise, lesquels navires appartiendroient à quelque étranger, nous ferons insérer dans le marché d'affrètement que le patron de chaque navire sera tenu d'avoir et de conduire un pilote pisan ou du district de Pise, marin bon et suffisant, aux frais et salaire du patron; et les parties ne pourront autrement contracter et nolisier sous la peine ci-dessus.

Et, de plus, il est entendu qu'aucun navire appartenant à un étranger ne pourra mettre à la voile dans ce port pour aller à Pise sans avoir un pilote. Et les consuls seront tenus, selon leur pouvoir, de faire observer cette disposition, en punissant les contrevenans d'une amende de x livres chacun, pour chaque navire qui mettroit à la voile sans pilote, laquelle amende les consuls seront tenus de faire payer au trésorier du port, sous peine, pour chacun d'eux, de x livres de deniers pisans. Et à l'égard de tous les navires qui seront affrétés ou nolisés par lesdits marchands pour aller à Pise, lesdits patrons seront tenus de

tanti, che siano tenuti li dicti padroni di rendere e dare alle loro spese la mercantantia e cose che in Callari caricaranno, in Pisa, tralli due ponti; e altramente naulegiare non possano ne debbiano, alla suprascripta pena.

LX. Et simigliante a tucti li cittadini di Pisa che finno in castello infra lo suprascripto termine, comandremo per saramento, che quando mostra d'arme da cavallo o dappiedi si fa in castello, che non debbiano alcuna loro arme o d'alcuna persona prestare, ne fare prestare; e chi la prestasse o facesse prestare sia condannato da dicti consuli in liure x di pisani per catura uolta che contra facesse. E cio si faccia e si consenta, peroche li borghesi sano da loro armati.

LXI. Et siano tenuti li dicti consuli per saramento e pena liure xxv di pisani, che quando elli uedesseno o sentiseno, che in del dicto castello di Castro si uolesse giocare o combattere a massaschudo, in contenente ellino con quelli cittadini che parra loro, andranno alli castellani, e operare alloro podere, che quello giuoco u battaglia non si faccia in alcuno modo.

LXII. Et ciascheduno mercatante che habiti in della rugha de Mercanti, cosi borghese come cittadino, non debbia tenere li di delle feste alcuno tettarello chinato, anzi sia tenuto di leuarlo, si che sia leuato anzi che suoni alla messa, a pena di soldi x di pisani; laquale pena siano tenuti li consuli di farla pagare al camerlingo del porto, per saramento, a pena loro di soldi x di pisani.

LXIII. Et che alcuno officio del nosso porto non si possa ne debbia chiamare alcuna persona che non sia cittadino u jurato al porto, a pena di soldi c di pisani, a chi chiamasse u riceuesse. E questo non

rendre et livrer à leurs frais les marchandises et les choses chargées à Cagliari, entre les deux ponts à Pise. Et aucun nolisement ne pourra ni ne devra être fait autrement, sous la peine ci-dessus.

LX. Et pareillement nous ordonnerons à tous les citoyens de Pise qui se trouveront présens dans le château, que lorsqu'on y fera une revue d'armes à pied ou à cheval, ils ne doivent prêter aucune de leurs armes ou en faire prêter par qui que ce soit; et celui qui les prètera ou les fera prêter sera condamné par lesdits consuls en x livres de deniers pisans, chaque fois qu'il contreviendra.

Et que ceci se fasse et soit exécuté, parce que les bourgeois doivent être munis de leurs propres armes.

LXI. Et soient tenus lesdits consuls, par serment, sous peine de xxv livres de deniers pisans, lorsqu'ils verront ou entendront dire que dans ledit château de Castro on voudra jouer ou combattre au jeu de la chance, de se rendre immédiatement, avec ceux des citoyens qu'ils jugeront convenable, chez les châtelains, et d'agir selon leur pouvoir, afin que ce jeu ou combat n'ait lieu en aucune manière.

LXII. Et chaque marchand qui habite dans la rue des Marchands, tant bourgeois que citoyen, ne doit tenir aucune bannière abaissée les jours de fête; au contraire, il sera tenu de la lever, de sorte qu'elle soit levée avant qu'on sonne la messe, sous peine de dix sous de deniers pisans; et seront tenus les consuls, en vertu de leur serment, de faire payer cette amende dans les mains du trésorier du port, sous peine contre eux-mêmes de dix sous de deniers pisans.

LXIII. Aucune charge de notre port ne pourra et ne devra être demandée par aucune personne qui ne seroit pas citoyen ou juré du port, sous peine de cent sous de deniers pisans contre celui qui la demanderoit ou l'accepteroit. Cette disposition ne doit pas être appliquée au

s'intenda, ne del pesatore, ne del messo del soprascripto porto, ne de misuratori, ne sensali.

peseur ou à l'huissier dudit port, ni aux mesureurs ou courtiers.

LXIV. Et juriamo noi consuli chella piassa delle . . . terremo e guarderemo per lo porto, e quella possedremo e alloggiheremo, se ci parra annoi e al nostro consiglio, a quel pregio; siueramente che non s'intenda, si possa allogare, senno in suo tempo catuno consulato, e alloggihi per lo camarlingo, con uolonta de consuli e consiglio, u la magiore parte di loro. E ciaschuno che contra facesse sia condannato in liure x di pisani.

LXIV. Et nous, consuls, jurons que nous tiendrons et garderons pour le port, la place des . . . et nous la posséderons et la louerons, s'il paroît convenable à nous et à notre conseil, au prix que bon nous semblera, de telle manière qu'il soit entendu qu'on ne pourra la louer que pour le temps déterminé de la durée de chaque consulat; elle sera louée par le trésorier, avec approbation des consuls et du conseil ou de la majeure partie; et quiconque contreviendrait sera condamné en x livres de deniers pisans.

LXV. Et che noi consuli juriamo e siamo tenuti, a pena di liure xxv, la botega che ora tegnamo per lo porto, o altra che piacesse annoi et al nostro consiglio, si che al postucto una bottega abbia lo porto, per tenerui ragione e armadure, altre cose bisognueili, quella terremo e manterremo, per onore della cita di Pisa, e di castello di Castro e del nostro porto, et del nosso officio, et delli nossi mercatanti, pagando de beni del nosso porto la pigione a cului di cui e la casa, u fosse per inanti; in della quale continuamente debia stare la prospera del notaio del porto, ello notaio debia dimorare e sedere. Ello dicto notaio sia e essere debia cittadino uero borghese in castello, e sia Ghibellino e amadore di Pisa, e di parte Ghibellina, buono e suficiente, e sia chiamato per li consuli e loro consiglio; siueramente che sia notaio quelli che abbia le tre parti delle quatro parti dele voci delli consuli e consiglio.

LXV. Et nous, consuls, jurons et sommes tenus, sous peine de xxv livres d'amende, de tenir et garder la loge qui sert maintenant pour le port, ou toute autre qui nous plaira ou à notre conseil; de sorte que le port ait en tout temps une loge pour tenir séance, et les armes et autres choses nécessaires; et nous la tiendrons et conserverons, pour l'honneur de la cité de Pise et du château de Castro, et de notre port, et de notre charge, et de nos marchands, en payant avec les revenus de notre port le loyer à celui qui sera propriétaire de la maison ou qui l'auroit été auparavant; dans laquelle maison devra rester continuellement le bureau du notaire du port, qui devra y demeurer et y siéger.

Et ledit notaire sera et devra être citoyen ou bourgeois dans le château, Gibelin, et dévoué aux intérêts de Pise et du parti Gibelin, bon et suffisant, et il sera désigné par les consuls et leur conseil; de manière que pour être élu notaire il faille réunir les trois quarts des voix des consuls et du conseil.

LXVI. Et questo breue li consuli che ora sono, e quelli che per lo innasi siano tenuti e debiano in tucto questo breue oseruare, e non alcuno altro breue. Saluo che in quelle cose che non sono in questo spacefficate, sine serueremo lo breue del mare della citta di Pisa. E se in quello

LXVI. Et les consuls actuels et ceux à venir seront tenus et devront en tout observer ce bref, et non un autre; excepté que dans les choses qui ne s'y trouvent pas spécifiées ils auront recours au bref de la mer de la cité de Pise.

Et si dans ce bref ils ne trouvent pas décidé

non si uedesse chiaro quello che uedere uolessemo sine seguitino lo consiglio delli loro consiglieri al postucto, esse piace loro quello del auocato del porto, e qualunqua persona dimandra che uoglia sauio u auocato, che quello li sia dato, se parra alli consuli e al consiglio d'aueruclo; altramente no; e di cio si debbia fare partito tra consiglieri u la maggiore parte di loro.

LXVII. Et ciascuno mercatante stante in castello di Castro, debbia auere e tenere in casa sua balestro fornito di quadrella e di moschecte, e targia e lancia, corasse u corecto, e ubidire li consoli di cio che comandranno; siueramente che sia cosa ordinata per questo breue, uuero per li consiglieri loro, u per la maggiore parte di loro, della quale apaia scriptura per lo notaio del porto, a pena di chi contra feccesse, di soldi v denari pisani, in fine in liure cento, secondo che parra alli dicti consuli e consiglieri; e facciasì quella condanagione, a scottino secreto, loquale scottino riceua lo notaio del porto, elli solo, senza altra compagnia, e elli lo tegna credensa per saramento e suprascripta pena.

LXVIII. Et ordiniamo che per li consuli si debbia chiamare tre homini buoni e leali li quali debbiano uedere lo grano e l'orso che si compera per li mercanti u altre persone che tenute siano al dicto porto, s'ello grano ell'orso e buono e sufficiente, e non magagniato. E se buono e suficiente non fusse, che quello grano e orso non si debbia riceuere per colui a cui uolesse essere dato. E che li consuli siano tenute e debbiano fare inquisizione contra colui a cui fusse trouato alcuna biada magagnata. Esse troueremo chi questo facesse, sia punito e condanato da soldi c di pisani, in fine in liure L di pisani, secondo lo peccato; ello simile s'intenda di culoro chello comprano. Esiandio siano

clairement ce qu'ils voudroient y chercher, ils suivront l'avis de leurs conseillers, et enfin, si bon leur semble, celui de l'avocat du port, et de tout prud'homme ou avocat qui sera demandé par une partie, s'il paroît convenable aux consuls et au conseil d'en appeler; autrement non : ceci étant laissé à la décision du conseil ou de la majorité.

LXVII. Et chaque marchand demeurant dans le château de Castro devra tenir et avoir dans sa maison une arbalète munie de flèches, mousquets, targe et lance, cuirasses et armures, et obéir aux consuls sur tout ce qu'ils ordonneront et qui sera ordonné par ce bref, ou par leurs conseillers, ou la majorité constatée par un acte dressé par le notaire du port, sous peine, contre celui qui contreviendrait, d'une amende de cinq sous de deniers pisans jusqu'à c livres, selon qu'il paroît auxdits consuls et conseillers; et cette condamnation sera faite au scrutin secret, reçu par le notaire du port, seul, sans autre compagnie, et qui en gardera le secret par serment, et sous la peine ci-dessus.

LXVIII. Et nous ordonnons que les consuls doivent appeler trois hommes bons et loyaux, lesquels doivent inspecter le grain et l'orge achetés par les marchands et autres personnes dudit port, pour s'assurer si ce grain et cette orge sont bons et suffisans, et non défectueux.

Dans le cas où ils ne seroient pas bons et suffisans, ce grain et cette orge ne seront pas reçus par celui à qui on voudroit les livrer; et les consuls seront tenus et obligés de faire enquête contre celui qui seroit propriétaire de quelques blés défectueux; et s'ils découvrent celui qui en auroit, ils le condamneront à une amende depuis cent sous de deniers pisans jusqu'à L livres, selon l'importance du délit; et il en sera de même de celui qui achètera des grains de mauvaise qualité.

Les consuls seront aussi tenus par serment,

tenuti li consuli per saramento e pena di liure x di pisani, di fare inuestigare chi questo facesse, oga mese almeno una uolta e pio, come parra alloro. E se uedeseno u alloro fusse accusato, che alcuno riuendugliolo magagnasse u fraude alcuna cometesse in alcuna biada, contra colui siano tenuti e debbiano procedere e condannare, e fuori della terra cacciare, si come parra loro e alloro consiglio. E se per alcuna altra persona questo fosse commesso, e per loro non si potesse procedere, che siano tenuti d'andare alli castellani, u ad altri ufficiali, e quello cutale acusare, e ordinare si justo loro podere, che quelli che fusse trouato in questo peccato sia punito e condannato da quelli ufficiali, e nentedimeno cacciato sicome di sopra si contiene. E sia diuietato in tucto del porto, e nesuno del porto possa collui fare alcuna compra u uendita, ne darli alcuno aiuto ne consiglio, a pena di liure xxv di pisani auuo del porto; e questa pena siano tenuti li consuli di fare oseruare.

et sous peine de x livres de deniers pisans, de faire rechercher une fois par mois au moins, et plus souvent, ceux qui commettraient ces délits; et s'ils découvrent, ou si on leur dénonce quelque revendeur qui corrompît les grains ou y fit quelque fraude, ils seront tenus de procéder contre lui, de le condamner et de le chasser hors du territoire, selon qu'il paroîtra à eux ou à leur conseil.

Et si ce délit est commis par quelque autre personne contre qui ils ne pourroient pas procéder, ils seront tenus d'aller trouver les châtelains ou autres officiers, de leur dénoncer les coupables, et de prendre les mesures qui seront en leur pouvoir pour que le délinquant soit puni et condamné par ces officiers, et en outre chassé, comme il a été dit ci-dessus.

Il sera interdit du port, et personne du port ne pourra faire avec lui aucun achat ou vente, ni l'aider ou conseiller, sous peine de xxv livres de deniers pisans envers le port; et cette peine, les consuls seront tenus de la faire exécuter (1).

EXTRAIT DES CHAPITRES DES CORTÈS DE 1605 (2).

CAPITUL. IX. *Item.* Com de les causes mercantivols en primera instancia sian jutges competens los consols, los quals prosexen sumariament y de pla en les dites causes, conforme à capitols de Consolat; y per consuetut, y appellació, recorre la part ques sent agraviada al illustrissim floctinent y capitá general, los quals declaran axí be en iudici de appellació ab prohomens mercantivols; y al-

CHAP. IX. Les consuls sont juges compétens pour connoître en première instance des causes de commerce, dans lesquelles ils doivent procéder sommairement et sans retard, conformément aux chapitres du Consulat (3); il est néanmoins d'usage que les parties qui se croient lésées par leur jugement portent leur appel devant le lieutenant et capitaine général, qui prononce sur cet appel d'après l'avis de prud'hommes marchands; mais certaines personnes, dans la vue de différer ou d'éviter le jugement, ont

(1) Le manuscrit contient, à la suite du tarif des droits sur les draps, dont j'ai parlé, page 294, note 1, un tarif des droits sur les grains, qu'il étoit également inutile de faire imprimer.

(2) Ce chapitre, dont je me borne à transcrire l'exposé fait par les cortès, est suivi d'une approbation du lieutenant général, ratifiée par le roi. On le trouve dans la collection de Dexart, t. II, page 356, en langue catalane; qui étoit celle dont se servoient les états du pays par suite de leurs relations habituelles avec la Catalogne.

(3) On voit qu'il ne peut y avoir aucun doute sur l'autorité du Consulat dans les tribunaux chargés de statuer sur les contestations maritimes.

guns per dilatar y diffugir recorren à altres tribunals per llevar lo judici als consols, en gran dany dels mercaders y negociants. Perçó per lo benefici de aquells, supplican dits sindichs, mane V. S. I. decretar, que, mentres los consols no hauran declarat en dites causes mercantivols, no puga ninguna de les parts recorre a ningun tribunal, y en cas recorreguessen, que no se lis puga admetter sedules, sots decret de nullitat; y puix après de haver declarat los dits consols, tenen lo recors de la appellació per als dits illustrissims Hochtinentes generals.

Item. Supplica que attes molts Genovesos, que son habitants de la present ciutat, en lo que à ells lis apar que lis es util, se someten al consol de llur nació Genovesa, declinant del for axí del veguer real de dita ciutat, com del consol de la nació Sarda, y de la mateixa manera en lo que tambe lis apar que lis conve, declinan del consol de llur nació, y se someten à la iuridició dedit veguer y del dit consol de la nació Sarda, dehont se causan perjudicis à la jurisdicció dels veguers, los quals son juges ordinaris, y al dit consol en cosas de cambis, y mercaderies de mar, y se fan molts abusos: que perçó mane V. S. I. decretar en persona de Sa Magestat, que lo consol de dita nació Genovesa no puga conoxer de les causes de Genovesos que sian habitants, sino lo di veguer, y consol de nació Sarda, y que si acas los dits Genovesos, que seran habitants se voldran sotsmetre, y consentir en la jurisdicció del consol de llur nació, *ipso facto*, perden la naturelesa, y habitació, per que nos es be que gosant de las franquesas y privilegis dels habitants, tingan altre luge del que tenen los naturals. Que lo consol de Genovesos

recours aux autres tribunaux, afin d'enlever la connoissance de leurs causes aux consuls, ce qui occasionne un grand dommage aux marchands et négocians.

Par ces motifs, les syndics (de la ville de Cagliari) demandent qu'il plaise à V. S. d'ordonner que, jusqu'à ce que les consuls aient prononcé sur lesdites causes, il ne soit permis à personne d'avoir recours à d'autres tribunaux, et que, s'ils le font, aucune requête ne puisse être admise, à peine de nullité, puisque, après le jugement des consuls, il est permis à chacun d'en appeler à l'illustrissime lieutenant général.

Item. Comme il arrive qu'un grand nombre de Génois (1), habitans de notre ville, se soumettent, lorsqu'ils le croient utile pour leurs intérêts, au consul de leur nation, déclinant le tribunal royal de la ville ou le consul sarde, et que, d'un autre côté, ils invoquent la juridiction du tribunal royal ou du consul sarde lorsqu'ils y trouvent de l'avantage, ce qui cause préjudice à la juridiction des viguiers, qui sont juges ordinaires, et des consuls qui doivent connoître des lettres de change et des faits du commerce de mer, d'où suivent beaucoup d'abus :

En conséquence, qu'il plaise à V. S., au nom de Sa Majesté, de décider que le consul de la nation génoise ne pourra connoître des causes des Génois domiciliés dans la ville, parce que le jugement en appartient au juge royal ou au consul sarde; et que, dans le cas où lesdits Génois voudroient se soumettre à la juridiction du consul de leur nation, ils perdront de plein droit leur qualité de domicile et de naturalisation, n'étant pas convenable qu'ils jouissent des franchises et privilèges des autres habitans, s'ils ne sont pas soumis aux mêmes charges.

Et que le consul des Génois ne pourra

(1) Cette seconde partie du chapitre a pour objet de restreindre dans de justes limites les droits des consuls étrangers, et quoiqu'elle n'ait qu'un trait indirect au droit maritime, j'ai cru qu'il étoit utile de la recueillir, d'autant plus qu'elle a des rapports avec la rubrique 111 du *Breve portis Kalleritani*.

no conega de altres causes, etiam que los litigants sian Genovesos, sino de aquelles que com à consol de Genovesos tant solament pro conocer, sots decret de nullitat.

connoître, même entre Génois, que des causes dont il est spécialement autorisé à connoître.

EXTRAIT DES CHAPITRES DES CORTÈS DE 1615 (1).

CAPITUL. VI. *Item.* Supplican que per quant alguns consols se usurpan la jurisdició ordinaria, decretant curadors als bens dels que moren ò fallexen, y fan secrestos voluntaris, taxant salaris, y coses semblants de persones que habitan en la present ciutat y appendicis, y tenen butigas de mercadurias, y altres mercadurias en la present ciutat : Mane V. E. provehir y decretar que ningun consol pugua crear, ni nomenar curadors, tachar allivients, ni fer coses semblants, tocants à jurisdició de persones que habitan en la present ciutat y appendicis, sino que tantum entengan en cosas de mar, y no altrament.

CHAP. VI. *Item.* Comme il arrive que quelques consuls [des marchands] usurpent la juridiction ordinaire, en nommant des curateurs aux biens de ceux qui meurent ou qui font banqueroute, en ordonnant des séquestres volontaires, en taxant des salaires dans des affaires qui concernent ceux qui habitent la ville et les faubourgs, qu'on y tiennent boutique de marchandises :

Plaise à V. Exc. d'ordonner que les consuls ne pourront nommer des curateurs et faire des taxations en tout ce qui concerne les habitans de la ville et des faubourgs, et que leur juridiction sera bornée seulement aux affaires de mer.

EXTRAIT DES CHAPITRES DES CORTÈS DE 1633 (2).

CAPITUL. LII. *Item.* Per quant moltes voltas per molta ausencia, ò altre legitim impediment de alguns dels consuls de les altres nacions paran los negocis en danny de les parts litigants, que son forsades esperat que vinga altra nominació del superior de la tal nació, com es lo consul de Genovesos, que vacant, se espera que la sennoria de Genova nomeni altre, y en lo de Catalans se esperra la subrogació del consul, que vuy es en Barcelona, y per la distancia del lloch, y perill de la mar se sobre seu moltes voltes mes de un anny esperant la dita nominació, y creació

CHAP. LII. *Item.* Comme il arrive souvent que, pour cause d'absence ou d'empêchement légitime de quelque consul étranger, les affaires des plaideurs sont suspendues, et qu'ils sont dans la nécessité d'attendre la nomination du nouveau consul (ce qui a présentement lieu pour le consul génois et le consul catalan, dont on attend encore la nomination), laquelle se fait quelquefois attendre longtemps, au moyen de la grande distance des lieux et des dangers de la mer, qui souvent ont retardé de plus d'une année la nomination et l'installation d'un nouveau consul :

(1) Ce chapitre est suivi de l'approbation du lieutenant général, ratifiée par le roi. Le texte est également en catalan dans le tome II, page 357, de la collection de Dexart.

(2) Ce chapitre est dans la collection de Dexart, tome II, page 358.

de nou consul: Perçó la dita ciutat de Caller supplica à V. S. I. y R. que per la breu expedició de las causas tocants als consolsats de ditas nacions, y escusar lo danny, que destas dilacions reben las parts, mane provehir y decretar, que en dits casos de ausencia, mort, ò altre legítim impediment de dits consuls, ò que agia espirat llur nominació, puga y dega lo consul de la nació Sarda provehir de justicia en les causas de ditas nacions, y acudir al breu despacho de aquells.

Pourquoi ladite ville de Cagliari supplie V. M. I. et R. qu'il lui plaise, pour la prompte expédition des causes consulaires desdites nations, et pour remédier aux dommages que ces retards causent aux parties, ordonner que, dans le cas d'absence, de mort ou d'empêchement des consuls étrangers, ou d'expiration de leurs pouvoirs, le consul de la nation sarde pourra et devra rendre justice dans les causes des étrangers, et les expédier le plus promptement possible.

EXTRAIT DE LA COMPILATION DES PRAGMATIQUES DE 1633.

TITULO XLVIII. *Del officio de consul y de su jurisdiccion.*

CAPITULO I. *Consul de que causas puede y deve conocer.*

El officio de consul, segun el cap. XXII del libro del Consulado, es solamente para determinar todas las lites, pleytos, y diferencias, que tratan de fletes, y noli-tos de ropas y mercaderias, que se han encomendado a padrones y marineros, y cargado en navios, ó hechado por ellos á la mar por naufragio. Y juntamente para conocer de las diferencias del dinero, que el patron y marineros se han prestado, para acomodar sus navios; y finalmente de todas las diferencias que pudieren suceder entre los capitanes, padrones, y marineros de los vaxeles, por razon de la navegacion, fletes, y otras deudas y servicios pertenecientes á la navegacion, segun en el dicho capitulo XXII se contiene. E qual como a cosa útil y necessaria, queremos y mandamos, que con puntualidad se guarde, de manera que en primera istancia, *ex officio*, no se quite al consul ó consules del dicho nuestro

TITRE XLVIII. *De l'office du consul et de sa jurisdiction.*

CHAPITRE I^{er}. *De quelles causes le consul peut et doit connoître.*

L'office du consul, conformément au chapitre XXII du livre du Consulat, a pour unique objet de statuer sur toutes les affaires, contestations et différends relatifs aux navires, aux nolis de chargemens, aux commandes de marchandises qui sont faites à des patrons ou matelots et sont portées par eux sur mer, et aux naufrages. Il peut également connoître des emprunts que les patrons ou les équipages auroient faits pour les besoins de leurs navires, et finalement de toutes les contestations qui peuvent s'élever entre les capitaines, patrons, et les gens de leurs équipages, à l'occasion de la navigation, des navires et autres objets, ensemble des locations de services concernant la navigation, ainsi qu'il est expliqué audit chapitre XXII.

Et comme cette jurisdiction est utile et nécessaire, nous voulons et ordonnons qu'on s'y conforme, de manière qu'en toute cause de première instance le consul ou les consuls de notre royaume aient et gardent la connoissance sommaire de toutes lesdites contes-

reyno el conocimiento sumario de todas las sobredichas causas, en las quales las partes no quisieren acudir al juez ordinario en primera instancia, reservada empero la appellacion, y recurso á los agravados, para ante el juez de apeles, en la forma que hasta oy se ha costumbrado.

CAPITULO II. Jurisdiccion del consul en los casos deste capítulo no es privativa.

Algunos pleytos y diferencias, que han sucedido entre mercaderes, por razon de cambios, y pólizas, ó cedulas protestadas, se han tratado delante de los consules de las ciudades del dicho nuestro reyno y se passado por ello, non porque toca al consul con jurisdiccion privativa del ordinario, si non porque han entendido las partes ser mas facilmente y con menos gastos despachados de sus pleytos. Y porque esto no ha de ser en perjuizio de la jurisdiccion ordinaria, á laqual directamente toca el universal conocimiento de todas las causas. Estatuyamos y ordenamos, que en semeyantes causas, sea en eleccion el actor demandante emplaçar, y convenir á su parte contraria delante del consul, ó del juez ordinario del lugar, de manera que haziendose la demanda de los pleytos de cambio, y protestos, delante del ordinario del lugar, non pueda pretender el consul, que le toca privativamente el conocimiento dellos, ni hazer istancia, que se le remita para reconocer, y sentenciar en ellos. Ordenamos y mandamos, que las que se trataren ante el dicho consul se conozcan summariamente, y sin figura de juyzio; y que la sentencia, que dieren la puedan executar ellos mismos en los bienes muebles del condenado, y la execucion de los sitios la remitan á los juezes ordinarios del lugar, donde se hallaren á quienes, y no á los consules, toca

tations, pour lesquelles les parties ne pourront se pourvoir devant le juge ordinaire en première instance, sauf l'appel que les parties lésées auront droit de porter devant le juge d'appel, dans la forme accoutumée.

CHAPITRE II. La juridiction du consul, dans les cas du présent chapitre, n'est pas exclusive.

Divers procès et différends qui s'élèvent entre les marchands à l'occasion des changes, promesses, ou billets protestés, sont de nature à être portés devant les consuls des villes de notre royaume et à être jugés par eux; mais cependant, sans que le consul ait une juridiction exclusive de celle des tribunaux ordinaires, parce que sa juridiction est établie seulement dans la vue que les parties soient expédiées plus facilement et avec moins de frais de procédures; et par conséquent il n'est point préjudicié aux droits de la juridiction ordinaire, à qui appartient directement et d'une manière générale la connoissance de toutes les contestations.

Nous voulons et ordonnons en conséquence que dans ces sortes d'affaires il soit au choix du demandeur d'assigner son adversaire, soit devant le consul, soit devant le juge ordinaire des lieux; de manière que si l'on a porté une cause de change ou de protêt devant le juge ordinaire, le consul ne puisse prétendre que la connoissance de ces causes lui appartient exclusivement, ni qu'elle doit lui être renvoyée pour rendre jugement entre les parties.

Nous voulons et ordonnons encore que toutes les affaires qui seront portées devant les consuls soient instruites sommairement et sans figure de procès; et que les sentences qu'ils rendront soient exécutées par eux sur les biens meubles du condamné; l'exécution sur les immeubles étant attribuée aux juges ordinaires des lieux dans le ressort desquels ils seront situés, les consuls n'en doivent point faire l'exécution; le tout conformément à

hazer execucion en los sitios, segun lo ordena el capitulo xxvii del libro del Consulado.

CAPITULO III. Salario de las del consulado.

El officio de consul fue introducido para conocer de las causas en los precedentes capitulos referidas summariamente, y sin figura de juicio, assi por conbenir esto al estado de los padrones, marineros, y mercaderes, como tambien por evitar los gastos que con sigo traen los pleytos, que se tratan por tela judiciaria ante los juezes ordinarios; y por los abusos, y excessos, que en esto ha vido hasta oy, vemos que son mayores los gastos que se hazen delante el consul, que en los pleytos que se tratan delante de juez ordinario, porque se paga al consul salario de sentencia, al notario, ó escrivano de los autos, de la misma manera que en la audiencia, governaciones, y otros tribunales ordinarios; y á mas desto, los prohombres que assisten á la declaracion de las sentencias, ó intermedios, se hazen pagar cada vez, por cada intermedio, cada uno dellos 3, 4 y 6 panes de açucar, que es un gasto excessivo á las partes. Y porque semejante exceso es digno de ser rimediado, ordenamos y mandamos, que de á quí adelante, no se pague á cada uno de los prohombres, mas de uno, hasta dos reales, y consul diez reales por cada sentencia, y non mas, sin que se pueda tomar açucar, pimienta, ni otra cosa alguna, so pena de 200 ducados, y privacion de su officio, y de restituir á la parte el doble de lo que le abra tomado.

ce qui est dit au chapitre xxvii du livre du Consulat.

CHAPITRE III. Salaires des membres du consulat.

Les consuls ont été institués pour connoître de tous les procès mentionnés dans les chapitres précédens, sommairement et sans solennité de jugement, parce que cela est dans l'intérêt des patrons, des gens de l'équipage et des marchands, et parce que l'on évite de cette manière les frais auxquels donnent lieu les jugemens ordinaires; et comme en raison des abus et des excès qui se sont introduits, nous sommes informé que les frais des causes consulaires sont plus considérables que ceux qu'entraînent les causes jugées aux tribunaux ordinaires, parce qu'on paye au consul et à son greffier les mêmes épices que dans les autres tribunaux du royaume, et qu'en outre les prud'hommes qui assistent à la déclaration des jugemens se font délivrer chacun et chaque fois, trois, quatre ou six pains de sucre.

Un tel abus devant être réformé, nous voulons et ordonnons que dorénavant on ne paye à chaque prud'homme que d'un à deux réaux, et au consul dix réaux par chaque jugement, et rien de plus, sans qu'ils puissent accepter du sucre, du poivre ou autres objets de cette sorte, sous peine de deux cents ducats d'amende, d'interdiction de fonctions et d'une double restitution.

CHAPITRE XXXIII.

Droit maritime de la Catalogne, de l'Aragon, de Valence et de Majorque.

La vaste péninsule que nous connoissons aujourd'hui sous le nom d'Espagne n'a commencé à être un royaume uni que sous Charles-Quint, petit-fils d'Isabelle de Castille et de Ferdinand d'Aragon. Chacun des états dont l'Espagne a été formée avoit ses lois propres, et même quelques-uns conservèrent encore, après l'union, le droit d'être régis par leurs coutumes anciennes.

Toutefois, sous le rapport de la législation et des usages maritimes, on peut diviser l'Espagne en deux grandes parties. La première, composée de la principauté de Catalogne, et des royaumes d'Aragon, de Valence et de Majorque, sera l'objet du présent chapitre; dans le suivant, je ferai connoître le droit maritime des provinces méridionales et occidentales, dont la réunion avec celles de la partie orientale a fini par constituer le royaume d'Espagne.

Il ne peut y avoir aucun doute sur l'autorité que la législation maritime des Romains a eue sur les contrées dont je m'occupe dans ce chapitre. Elles étoient devenues une des plus importantes conquêtes de la république. A la chute de l'empire d'occident, elles passèrent, ainsi que le reste de la péninsule, sous la domination des Visigoths, qui y promulguèrent le code célèbre connu dans les collections sous le nom de *Codex Wisigothorum*, et qui n'a cessé de conserver un grand crédit en Espagne sous la dénomination locale de *Fuero juzgo*. L'académie royale d'histoire de Madrid en a donné en 1815 une édition latine et en langue castillane, infiniment supérieure à celles que nous connoissions jusqu'alors, parce qu'elle est le résultat de la collation d'un grand nombre de manuscrits. J'ai recueilli dans le tome I^{er} de ma collection, pages 151 et suivantes, divers extraits de ce code qu'il est inutile de reproduire; il suffit de faire remarquer qu'on y trouve, pour le moyen âge, le plus ancien témoignage du droit accordé aux navigateurs étrangers d'être jugés par des magistrats ou des arbitres de leur nation, et d'après leurs lois propres.

Ce texte remarquable donne lieu à deux conséquences : la première, que les pays d'où venoient ces navigateurs (et ce ne pouvoit être que de la Gaule méridionale, de l'Italie et de l'empire grec) avoient des lois ou des usages maritimes formés des souvenirs et des traditions du droit romain; la seconde, que le code des Visigoths ayant gardé le silence le plus absolu sur toutes les négociations relatives au commerce maritime, ces mêmes

traditions romaines devoient également être observées en Espagne par les nationaux qui se livroient à la navigation.

Mais à mesure que l'industrie et le commerce se développoient, les usages nécessaires pour suppléer au silence ou à l'imperfection des lois anciennes prirent de l'extension et de la fixité, et on sentit le besoin de les constater par écrit.

Barcelone avoit dès le XI^e siècle, sous le nom d'*Usatici*, une coutume dans laquelle on ne trouve rien sur le droit maritime, tel que je le considère relativement à ma collection.

Mais puisque l'histoire et les savantes recherches de Capmany ne permettent pas de douter que cette ville n'eût une navigation très-active dès les X^e et XI^e siècles, peut-être même plus anciennement, il faut admettre que des usages locaux, analogues à ceux qu'attestent les statuts de Marseille et de Pise, étoient déjà suivis à Barcelone pour déterminer les obligations des patrons des navires et des matelots. S'ils ont été rédigés par écrit, les textes n'en ont pas été conservés, puisqu'ils ont échappé aux scrupuleuses investigations de Capmany. Les deux volumes de documens qui font partie de ses mémoires sur Barcelone en contiennent un assez grand nombre du XII^e siècle, relatifs au commerce intérieur; mais le plus ancien où l'on trouve des règles sur les négociations maritimes est un règlement fait par les prud'hommes de Barcelone, et homologué par le roi Jacques en 1258, dont je vais bientôt parler.

Ce prince, qui ne fut pas moins remarquable par ses expéditions guerrières que par sa législation, ayant en 1238 conquis Valence sur les Sarrazins, y publia, dès 1250, un corps de lois très-étendu, sous le nom de *Costumes de Valencià*.

De tous les monumens de la législation du XIII^e siècle, ce corps de lois est celui qui mérite le plus d'être remarqué, par l'influence que durent exercer sur sa rédaction les légistes et les docteurs versés dans l'étude du droit romain. Cette coutume est écrite en langue vulgaire; mais presque toutes ses dispositions sont des traductions libres des textes du Digeste et du code de Justinien, parmi lesquels on a souvent intercalé des règles différentes ou nouvelles.

Elle ne paroît point avoir été connue de Capmany, qui n'en parle ni dans ses mémoires sur le commerce de Barcelone, ni dans son *Codigo de las costumbres maritimas*; il assure même, page xlvj de la préface, que Valence n'avoit point de législation maritime qui lui fût propre. S'il avoit eu connoissance de notre coutume, il en auroit sans doute donné des extraits, comme il l'a fait pour les *Partidas* d'Alphonse X.

Cette coutume de 1250, imprimée à Valence en 1527, un vol. in-f^o, sous le titre *Fori regni Valentie*, avec des additions et des lois postérieures, quelques-unes intercalées dans le corps, la plupart réunies en appendices, contient un assez grand nombre de dispositions sur le droit maritime.

Mais elles étoient loin de répondre à tous les besoins, et dans l'année 1258 Jacques I^{er} homologua un règlement sur la navigation, préparé et proposé par les prud'hommes de Barcelone, dont il est évident que les dispositions furent suivies dans le reste de ses états.

Rien ne porte à croire que les prud'hommes dont il étoit l'ouvrage eussent une juridiction contentieuse (1). Il est probable qu'ils décidoient arbitralement beaucoup de procès; qu'ils servoient de conseil au juge royal, comme nous verrons dans la suite qu'ils en ont servi aux consuls créés plus tard: c'est même ce qui est constaté par quelques dispositions du règlement de 1258, dont je m'occupe en ce moment.

On voit bien par ce règlement, et par deux privilèges de 1266 et 1268 (2), que les magistrats et prud'hommes désignaient des consuls chargés de prononcer sur les contestations qui s'élevoient dans les navires pendant la traversée, et d'exercer les mêmes fonctions en pays étranger, ce qui étoit aussi pratiqué en France, ainsi que je l'ai dit tome IV, page 233. Mais cette juridiction avoit lieu hors de la Catalogne, et les juges du roi étoient encore les seuls qui connussent dans ses états des contestations commerciales; c'est ce que prouve un privilège de 1279, qui permet aux commerçans de Barcelone d'élire deux d'entre eux pour l'administration du commerce, avec exclusion de la juridiction (3). L'établissement de juges spéciaux pour le commerce n'eut lieu dans la Catalogne et les pays dépendans des rois d'Aragon qu'à la fin du XIV^e siècle.

A mesure que la navigation prenoit de l'extension, de nouvelles questions se présentoient; l'indiscipline des matelots, la mauvaise foi des patrons, exigeoient des lois plus complètes; le règlement de 1258 dont je viens de parler devint insuffisant: ce fut ce qui donna lieu à une ordonnance publiée en 1340 ou 1341 par le roi Pierre IV et rédigée par Bernard Cabrera.

Elle a été imprimée dans toutes les éditions du Consulat, où le préambule et tous les articles réglementaires se trouvent en langue catalane; mais le manuscrit de la Bibliothèque royale, dont j'ai fait la description tome II, page 33, donne le préambule et la formule d'exécution en latin. J'ai voulu m'assurer quel étoit le véritable état des choses dans les archives de la couronne d'Aragon. Les extraits authentiques qui m'ont été envoyés attestent qu'en effet le préambule et la formule d'exécution sont rédigés en langue latine, qui étoit celle des chancelleries; mais que tous les articles du règlement sont en catalan. Ainsi le manuscrit de la Bibliothèque royale mérite, sous ce rapport, plus de confiance que les éditions imprimées, même que celle de 1494.

Dans l'intervalle qui sépara la publication du règlement de 1258 et celle

(1) Capmany, *Código de las costumbres marítimas*, disc. de l'édit. pages xlv et xlvj.

(2) Le même, *Memorias históricas sobre la marina..... de Barcelona*, tome II, pages 32 et 33.

(3) Le même, *ibid.* tome II, page 367.

de l'ordonnance de 1340, les rois d'Aragon reconnurent la nécessité de distraire les contestations maritimes de la juridiction ordinaire.

En 1283 Pierre III d'Aragon institua à Valence une juridiction des consuls de la mer (1). Le privilège contient une expression *prout est in Barchinonâ fieri consuetum*, qui pourroit porter à croire que déjà il existoit à Barcelone quelque institution du même genre; et Capmany assure en effet qu'une commission temporaire de prud'hommes, élus par l'*ayuntamiento*, conseil de ville ou municipal, jugeoit en premier ressort les contestations maritimes (2); mais cette opinion semble contraire à ce qui résulte du privilège de 1279, que j'ai cité à la page précédente. On voit même par un privilège de 1319 (Capmany, tome II, page 81), que le roi en permettant aux magistrats municipaux de Barcelone de faire des réglemens, ordonne à ses juges d'en assurer l'exécution et de s'y conformer.

L'institution faite à Valence en 1283 fut complétée en 1284 par l'établissement d'un juge d'appel des sentences rendues par les consuls (3).

Cette juridiction reconnut la nécessité d'un règlement sur ses attributions et sur le mode de procéder tant en première instance qu'en appel. Ce fut l'objet du document dont j'ai maintenant à parler.

Il a été imprimé dans toutes les éditions du Consulat de la mer, en tête de cette compilation, à commencer de l'édition de 1494, et même on a fini par le considérer comme partie intégrante du Consulat; mais j'ai donné, tome II, pages 1 et 2, des explications qui ne permettent pas de s'arrêter à cette apparence, et par ce motif je me suis réservé de publier ce document dans le chapitre des lois maritimes de l'Espagne orientale.

La date précise n'en est indiquée dans aucune des nombreuses éditions qui en ont été données; il ne paroît pas que l'original existe aux archives du royaume ou de la cité de Valence; au moins c'est ce qu'atteste ma correspondance. Je suis donc réduit à des conjectures.

Ce règlement ne peut être antérieur à 1283, année dans laquelle Pierre III a, comme on l'a vu, créé la juridiction consulaire de Valence: il ne peut pas être de 1284, car c'est dans cette année que le même prince, perfectionnant l'institution de 1283, créa un juge d'appel des sentences des consuls; et notre règlement traite de l'élection et des devoirs de ce juge. Il a dû même être rédigé assez longtemps après 1284, car le privilège qui créoit le juge d'appel en réservait la nomination au roi; le règlement, au contraire, le fait élire par les mêmes prud'hommes qui éliosoient les consuls. A la vérité on dit dans le chapitre III que le roi ou son procureur n'ayant *jamais usé de cette*

(1) *Privilegia regni Valentiae*, fol. 33, verso, et fol. 34, recto. Ripol, *De magistratibus logie maris antiquitate*, page 3.

(2) Capmany, *Memorias*, t. I^{er}, part. II, pages 154 et 155; *Código*, disc. de l'édit. page xlv.

(3) Ce privilège est daté de 1283 dans le *vidimus* d'une confirmation faite en 1331 (Capmany, *Memorias*, t. IV, page 93); mais la copie que j'en ai reçue des archives d'Aragon, et le recueil des *Privilegia regni Valentiae*, f^o 36, recto, le datent de 1284.

faculté, le juge d'appel a toujours été élu par les prud'hommes ; mais l'assertion est inexacte, car dans le privilège de 1284 le roi avoit nommé ce juge.

On peut même, avec beaucoup de vraisemblance, croire que cet abandon de la prérogative royale n'avoit pas encore été fait en 1331, puisque Alphonse, en confirmant le privilège de 1284, le transcrit littéralement, et ne déroge point au droit de nomination royale, ainsi qu'on peut s'en assurer dans Capmany (1).

D'un autre côté, la rédaction de notre règlement est au plus tard de 1343, puisque c'est dans cette année que, par un privilège du 31 mai, dont le texte est dans un recueil des privilèges des consuls de Perpignan imprimé en 1651, Pierre IV autorisa les consuls de Majorque à s'y conformer.

Barcelone elle-même, qui avoit certainement un commerce et une navigation plus considérables que Valence, demanda que ce règlement lui fût appliqué: elle obtint cette faveur par un privilège du même roi Pierre IV, du 10 mars 1347, rapporté par Capmany (2).

Néanmoins notre document, qui n'est pas postérieur à 1343, ne peut être antérieur à 1336, époque à laquelle Pierre IV est monté sur le trône d'Aragon ; car dans son privilège de 1343 on lit : *capitula et ordinationes super officium consulatûs maris civitatis Majoricarum ad modum et formam civitatis Valentie per jam dictum dominum regem jurata*. En outre, Capmany (3) rapporte un privilège de Pierre IV du 12 des kalendes de novembre 1336, dans lequel on lit que le roi, informé de la lenteur des procédures devant les consuls de Valence, et pour en corriger les inconvénients, veut qu'elles soient décidées, *breviter, summarie et de plano, absque strepitu judicii et figurâ, solâ facti veritate attentâ, prout de usu et consuetudine maris fieri est assuetum*. Or, précisément ce privilège est rappelé et traduit au chapitre XXXVI de notre règlement dans les termes suivans : *Los consols, per carta que han del senyor rey, han poder quels' pleyts è questions que dauant ells se menen, ojen, è aquelles per fideguda determenen breument, sumaria, è de pla, sens brogit, è figura de iuy (solâ facti veritate attentâ)..... segons que de us, è costum de mar es acostumat de fer*.

Il est donc certain que ce document n'est ni antérieur à 1336, ni postérieur à 1343, et c'est, je le crois, avoir atteint l'exactitude aussi près que possible. Je me borne à ajouter que, dans l'opinion de Bosch, *Summari index ò epitomé dels titols de honors de Cathalunya*, lib. IV, cap. XXIV, § 3, ce règlement seroit de l'année 1343.

Plusieurs chapitres de ce règlement se réfèrent aux coutumes de la mer,

(1) Capmany, *Memorias*, t. IV, pag 93.

(2) Le même, *ibid.* t. II, page 124. Ce privilège fut encore confirmé en 1490 par un autre qu'on trouve au recueil des *Privilegia regni Valentie*, fol. 181, verso.

(3) Capmany, *Memorias*, t. IV, page 94.

et même le chapitre XLI dit : *les costumes SCRITES de la mer*. Ces expressions désigneroient-elles le *Consulat de la mer*, qui, comme on le sait, n'avoit point originairement cette dernière dénomination, et qui porte, dans le manuscrit de la Bibliothèque royale, ainsi que dans plusieurs chapitres, le nom de *costumes, capitols de mar*?

J'ai dû examiner cette question, tome II de ma collection, dans le discours qui précède le Consulat; mais quelques nouvelles réflexions sur ce point ne me paroissent pas inutiles.

Ce seroit, je le reconnois, fermer les yeux à l'évidence que de soutenir qu'à l'époque où le privilège de 1283 a été concédé, et surtout à celle où fut rédigé le règlement de procédure pour le consulat de Valence, on n'eût pas un corps d'usages embrassant toutes les parties du droit maritime, tel qu'il pouvoit exister aux XIII^e et XIV^e siècles, où les assurances n'étoient pas encore connues. On ne peut en douter d'après la très-curieuse nomenclature de ces matières qu'offre le chapitre XXII de ce règlement, ainsi conçu : *Los consols determenen totes questions que son de nolit, è de damnatge de robes que sien carregades en naus, de loguers de mariners, de part de nau à fer, de encantar, de fet de git, de comandes fetes à patró, ò à mariner, de deute degut per patró qui haja manleuat à ops è à necessari de son vexell, de promisió feta per patro à mercader, ò de mercader à patro, de roba trobada en mar deliura ò en plaja, de armaments de naus, galeres ò lenys; è généralment de tots altres contractes los quals en los costumes de mar son declarats*. Il faut même ajouter que ce corps d'usages maritimes étoit écrit; on l'a vu par le chapitre XLI du même règlement, *costumes scrites de la mar*.

Mais avoit-il été rédigé par l'ordre ou par les soins de l'autorité publique? Étoit-ce la compilation qui nous est parvenue sous le nom de *Consulat de la mer*?

La première question me paroît devoir être résolue négativement. Si, avant 1283, il avoit existé à Valence ou à Barcelone un code, un statut traitant avec détail de tous les objets indiqués dans le chapitre XXII du règlement sur la procédure consulaire, est-il probable qu'on en eût parlé si mesquinement dans la coutume rédigée en 1250, par ordre de Jacques I^{er}, et dans l'ordonnance maritime approuvée par le même roi en 1258? Auroit-on fait en 1340 une autre loi, plus complète sans doute que celles de 1250 et de 1258, mais infiniment moins que la compilation connue aujourd'hui sous le nom de *Consolat de mar*?

Quant à la seconde question, je n'hésite point à croire que les *costumes scrites* dont parle le règlement de 1343 n'étoient pas la collection d'usages qui nous est parvenue sous le nom de *Consulat*.

Il est démontré qu'aux premiers temps où l'imprimerie a propagé les ouvrages réputés les plus utiles, on a imprimé une édition du Consulat,

différente de l'édition de 1494, devenue le type de toutes les subséquentes.

L'exemplaire de cette édition, vendu, en 1770, avec la bibliothèque de Gaignat, est passé en Espagne, où Capmany l'a eu entre les mains et en a donné une description sommaire, ainsi qu'on l'a vu tome II, pages 37 et suivantes, de ma collection. Tout porte à croire, comme je l'ai dit ci-dessus, pages 12 et suivantes, que c'est sur un exemplaire ou sur un manuscrit semblable qu'a été faite la traduction italienne imprimée en 1539. Or, nous voyons par cette traduction que le chapitre XCIX, tenant lieu des chapitres 154, 155, 156 des éditions vulgaires du Consulat (CIX, CX, CXI de mon édition), reproduit littéralement le chapitre 1^{er} de l'ordonnance de Pierre IV de 1340. Le chapitre C tenant lieu du chapitre 157 des éditions vulgaires (chapitre CXII de mon édition), reproduit aussi littéralement le chapitre II de la même ordonnance de 1340.

Il est donc naturel d'en conclure que la plus ancienne rédaction connue du *Consulat de la mer* étoit postérieure à 1340. Ce n'est donc ni cette rédaction, ni à plus forte raison celle qui a été imprimée en 1494, qu'on avoit en vue lorsque, dans les documens de 1283 et de 1343, on parloit des *Coutumes écrites de la mer*.

Il en existoit sans doute, je le reconnois. Je crois même que par l'effet d'un grand nombre d'explications, de développemens, de *déclarations*, car c'est le mot dont on se sert dans le Consulat, on est parvenu à former la compilation qui nous est parvenue sous ce nom.

En effet, dans la plupart des chapitres, à la suite d'un principe énoncé avec assez de brièveté, on trouve de longues observations, quelquefois même des corrections, *per emendar*, comme nous le lisons souvent.

A la suite d'un chapitre presque toujours laconique, on en trouve d'autres qui s'y réfèrent et qui annoncent qu'on les a faits pour lever des doutes ou pour changer l'usage.

Je crois même que le règlement dont je m'occupe en ce moment aide à comprendre comment le Consulat a été rédigé. On y voit que les consuls étoient simplement instructeurs du procès; lorsque la procédure étoit terminée, ils alloient, si la cause concernoit la navigation, trouver les prud'hommes de mer, à qui ils faisoient rapport des faits et des moyens respectifs, et qui décidoient la question.

A mesure que les contestations se multiplièrent, les prud'hommes durent sentir l'utilité d'un livre où les principes et les usages seroient rappelés; ce livre fut formé de leur jurisprudence; aussi trouvons-nous à toutes les pages du Consulat que les questions ont été résolues par les *savis homens de la mar*.

Dans le dernier état du Consulat qui nous est parvenu, c'est-à-dire dans l'édition de 1494 et dans les suivantes, le règlement de procédure du Consulat de Valence en forme les premiers chapitres.

Persuadé, comme l'étoit aussi Capmany, comme cela est d'ailleurs prouvé par le manuscrit de la Bibliothèque royale et par la traduction italienne faite en 1539, que ce règlement ne fait point partie du Consulat, je ne l'ai point publié avec le texte inséré dans le tome II de ma collection. Je me suis réservé de le placer dans le chapitre relatif aux pays dépendans de la couronne d'Aragon, et j'exécute maintenant cette promesse.

Si ce règlement étoit exclusivement relatif à la procédure, je croirois encore utile de le recueillir, car il constate de très-anciens usages dont le temps et l'expérience ont confirmé la sagesse. Mais, outre les formes de procéder, tracées avec beaucoup d'exactitude, il offre dans les chapitres XXXII, XXXIII et XXXIV, des dispositions d'un très-grand intérêt sur les privilèges et les droits que des créanciers peuvent exercer sur les navires. Il consacre notamment, à ce sujet, une distinction entre le navire récemment construit, qui n'a pas encore voyagé, et le navire qui a déjà voyagé; et il en fait la base d'une différence importante entre les droits des créanciers : cette distinction est encore suivie dans la législation moderne, comme on le verra par les notes qui accompagnent ma traduction.

Je me suis conformé, pour la publication du texte du règlement de 1343, à l'édition de 1494 et au manuscrit du Consulat que possède la Bibliothèque royale. Je n'ai pas cru pouvoir, à l'exemple de Capmany, intervertir l'ordre des chapitres, sous prétexte de les ranger en un ordre plus méthodique.

Les éditeurs du Consulat ont placé à la fin de cette compilation une série de chapitres relatifs aux expéditions pour la course maritime. Capmany et les critiques les plus éclairés sont d'accord pour reconnoître que ces chapitres ne font point partie du Consulat.

Le manuscrit de la Bibliothèque royale donne, à cet égard, une preuve matérielle qu'il est important de remettre sous les yeux des lecteurs. Après le chapitre du Consulat qui, dans les éditions imprimées, porte le numéro 297 [CCLII], avec la rubrique, *De patrò è mariners qui s' volran abstrer d'anar en lo viatge*, et qui, dans ce manuscrit, porte le numéro 259, avec la rubrique, *Si algun seynior de nau ò de leny acordará on aurá acordats mariners*, etc., le même manuscrit annonce la clôture du Consulat. On y lit au folio 148, verso, les deux dernières lignes seulement du chapitre dont je viens de parler, suivies des mots : *Finit es lo libre è acabat. Gloria è laor sia dada à Jehu Christ. Amen.*

La série des chapitres sur les armemens en course commence seulement au folio 149, formant un nouveau cahier de papier qui n'est point indiqué, comme dans les précédens, par une réclame. Ces chapitres sont d'une écriture autre, meilleure et plus moderne que ceux du Consulat.

Mais si j'ai dû ne pas publier ce document avec le Consulat de la mer, comme on ne sauroit nier qu'il n'ait été rédigé et observé dans la Catalogne, sa place étoit naturellement dans le présent chapitre.

Capmany en attribue la rédaction à Barcelone, ce qui est très-probable, non en ce sens qu'il ait été l'ouvrage des magistrats de cette ville, mais en ce sens que Barcelone ayant toujours eu la navigation la plus considérable dans cette partie de l'Espagne, et une multitude de documens recueillis par Capmany attestant que les Barcelonais faisoient sans cesse des armemens en course, on a dû y rédiger les usages particuliers à ces sortes d'expéditions.

On se feroit une fausse idée de cette série de chapitres si l'on supposoit qu'ils ont pour objet de poser des règles sur le droit de course, la légitimité des prises ou la manière de juger les contestations auxquelles les captures peuvent donner lieu.

Il n'en est pas dit un mot; ces chapitres ne sont consacrés qu'à régler de la manière la plus minutieuse les divers engagemens pris entre les armateurs et les équipages de navires expédiés en course. Ils présentent, je l'avoue, beaucoup moins d'intérêt que les autres lois ou réglemens parmi lesquels je les publie. Mais j'eusse encouru des reproches fondés si je les avois exclus de ma collection, puisque même, dans l'opinion de quelques personnes, ils passent pour faire partie du Consulat.

Capmany a cru pouvoir intervertir ces chapitres pour les ranger dans un ordre qui lui paroissoit plus méthodique, ainsi qu'il l'avoit fait pour le règlement de procédure des consuls de Valence; je ne saurois approuver ce mode de publier des documens. Ce n'est pas les faire connoître véritablement que d'en changer l'ordre, lorsqu'on n'y est autorisé par aucun manuscrit ni par aucune édition assez ancienne pour en tenir lieu.

Le document dont je viens de parler, n'ayant point le caractère d'un acte émané de l'autorité publique, peut être mis sur la même ligne que le Consulat de la mer, c'est-à-dire considéré comme un simple recueil d'usages rédigés par un homme privé.

Nous n'avons aucun renseignement sur l'époque à laquelle il a été composé. Deux lois de 1330 et 1334 rapportées par Capmany, tome II, pages 94 et 99, paroissent y faire allusion, par ces mots, *secundum consuetudinem armatorum*. Capmany le croit même de la moitié du XIII^e siècle; mais, à mon avis, il remonte trop haut. Je pense que la rédaction en est postérieure à celle du Consulat: si elle étoit antérieure, il est probable que le Consulat s'y référeroit, et qu'il en auroit adopté quelques dispositions; tandis que, dans le manuscrit et dans les éditions vulgaires, les chapitres des courses sont toujours mis à la suite, et même dans le manuscrit ils sont d'une main plus récente.

Je crois cependant ces chapitres antérieurs à trois ordonnances que Pierre IV fit rédiger en 1354 et 1356 par Bernard Cabrera, auteur de celle de 1340, relativement aux armemens en course, soit par les navires du roi, soit par ceux des particuliers. Ces ordonnances m'ont paru assez importantes pour que j'aie dû leur donner place dans ma collection.

Je crois aussi convenable d'y comprendre deux réglemens de 1381 et 1386 sur les consulats d'Alexandrie et de Damas, qui ne sont pas sans quelque intérêt.

Le 21 novembre 1435 les magistrats de Barcelone publièrent une ordonnance sur les expéditions maritimes et les obligations des patrons, des chargeurs et des équipages, destinée évidemment à compléter la jurisprudence constatée par le Consulat, dont elle fait une mention expresse, en même temps qu'elle lui assure une sorte de sanction législative.

Le même jour ils firent aussi un règlement sur les assurances, dont l'usage étoit alors très-répandu parmi les navigateurs de la Méditerranée, mais dont le Consulat ne contenoit pas un mot.

Ce règlement fut successivement corrigé et augmenté en 1436, 1458 et 1461; ces premières ébauches furent enfin refondues dans une ordonnance de 1484.

Les quatre ordonnances dont je viens de donner l'indication sont contenues dans le manuscrit de la Bibliothèque royale. Elles ne se trouvent point dans les éditions du Consulat, parce que ces éditions ayant été faites après l'année 1484, les ordonnances d'une date antérieure étoient devenues hors d'usage.

Mais dans mon but, qui est de faire connoître la marche progressive de la législation, je ne peux les omettre, et je les publierai, tant d'après le manuscrit de la Bibliothèque royale, que d'après le recueil des documens diplomatiques de Capmany, qui avoit judicieusement senti de quelle utilité il étoit pour l'histoire de la législation barcelonaise de les sauver de l'oubli.

Quoique l'ordonnance de 1435, pour les assurances, soit la plus ancienne qu'on connoisse en Europe sur cette matière, elle contient la preuve incontestable de l'existence de lois antérieures. Plusieurs articles annoncent qu'ils ont pour objet de remédier à des abus, et de décider certains points controversés.

La Catalogne étant donc le pays où l'on a rédigé les plus anciennes lois connues du moyen âge sur les assurances maritimes, il est assez naturel de rappeler ici ce que j'ai eu occasion de dire à ce sujet dans plusieurs chapitres de ma collection.

Il est incontestable que ni le droit des peuples anciens avant les Romains, dont je me suis occupé dans les deux premiers chapitres, ni le corps de droit rédigé par l'ordre de Justinien au VI^e siècle, ni même la compilation des Basiliques faite vers le X^e, ne contiennent aucune disposition sur les assurances.

Ce n'est point assurément, et j'en ai fait l'observation tome I^{er}, p. 59, que les jurisconsultes dont les ouvrages nous font connoître la législation maritime des peuples anciens aient ignoré les chances de pertes ou d'accidens auxquelles étoient exposés les navires et leurs chargemens. Plusieurs textes du Digeste, transportés dans les Basiliques, constatent que ces chances étoient souvent des conditions casuelles et aléatoires de certains contrats; d'ailleurs nous trouvons, comme on l'a vu tome I^{er}, page 46, la formule entière d'un

contrat de prêt à la grosse, dans les plaidoyers de Démosthènes; les compilations de Justinien et les Basiliques ont des titres assez étendus sur ce contrat; et tout le monde sait que les règles relatives aux risques maritimes sont les mêmes dans le contrat d'assurance et dans le prêt à la grosse. C'est ce que les législateurs modernes ont reconnu et constaté, ainsi qu'on le voit dans l'article 5 du titre VI du livre III de l'ordonnance de France de 1681; c'est ce qui résulte d'ailleurs de la lecture des premières lois sur les assurances rédigées en Europe au xv^e siècle.

On voit bien, par la compilation grecque, faussement appelée *Droit naval des Rhodiens*, dont j'ai donné le texte, tome I^{er}, page 231 et suiv., que l'usage d'une sorte d'assurance mutuelle contre les principaux accidens de la navigation entre les patrons des navires et les différens chargeurs, étoit introduit au xii^e siècle dans quelques parages; les lois de Venise, d'Ancône et de Trani prouvent que cet usage avoit lieu spécialement dans les villes maritimes situées sur l'Adriatique. Mais cette assurance mutuelle qui a bien pu donner dans la suite l'idée des assurances à primes, en diffère trop essentiellement pour qu'il soit permis de les confondre.

Nous avons la certitude qu'on faisoit des conventions contre le *rischio di mare e di genti*, à Florence, au temps où écrivoit Pegolotti, c'est-à-dire en 1330. Le texte de cet auteur, quelque peu développé qu'il soit, ne permet pas d'en douter; et comme il parle, page 200, des salaires des courtiers pour ces négociations, salaires qui étoient à tant pour cent des sommes convenues, on ne peut y méconnoître les conventions d'assurance à prime, c'est-à-dire les conventions par lesquelles une personne prend à ses charges, moyennant une certaine somme, les risques de la chose qui appartient à une autre.

Il est bien vrai que la loi la plus ancienne de Florence que nous connoissons sur les assurances est de 1522 à 1523; mais j'ai prouvé, tome IV, page 568, que des lois antérieures avoient existé; et d'ailleurs les usages sont souvent observés bien avant d'être convertis en lois. Toujours est-il qu'on ne trouve pas, avant 1300, le moindre témoignage que les assurances aient été connues en Europe.

On peut être surpris sans doute que les commerçans aient été si longtemps avant d'arriver à un si grand perfectionnement. Cela s'explique.

Les sciences du domaine de la logique et de la philosophie firent à Rome beaucoup plus de progrès que les sciences exactes. Les anciens ont eu quelques habiles mathématiciens, mais on ne trouve, à ce qu'il paroît, dans leurs ouvrages, ou dans ce que nous savons de ceux qui ont disparu, aucune preuve qu'ils eussent porté leurs études sur les calculs des probabilités.

Le Digeste, livre XXXV, titre II, fr. 68, offre un texte dans lequel on établit divers calculs d'après la durée probable de la vie; mais ce ne sont que de simples approximations sans base exacte.

Le jurisconsulte Ulpien avoit à décider une question fort embarrassante au premier coup d'œil, relative à l'application de la quarte falcidie : on sait que c'étoit une sorte de réserve accordée à l'héritier pour que l'excès des legs particuliers ne lui rendît pas sa qualité onéreuse.

Il falloit, pour établir la computation, apprécier les legs ; et on se demandoit comment seroit appréciée la durée probable d'une prestation viagère. Rien ne seroit plus facile aujourd'hui, à l'aide des tables de mortalité.

On peut croire que personne, au IV^e siècle, ni avant, ne s'étoit encore livré à des calculs de ce genre. Ulpien résout la difficulté par de simples approximations. Il décide que de l'enfance à l'âge de 20 ans on est présumé pouvoir vivre encore 30 ans ; de 20 à 25 ans, il ne donne plus que 28 ans ; de 25 à 30, il en présume 25 ; de 30 à 35, il en présume 22 ; de 35 à 40, il en présume 20 ; de 40 à 50, il suppose la durée de la vie pendant autant d'années qu'il en faut pour compléter 60 ans ; de 50 à 55, il donne 9 ans ; de 55 à 60, 7 ans ; après 60, quelque âge qu'ait le légataire de la rente, il compte 5 ans.

Il n'y a point, comme on voit, dans cette computation de véritables bases mathématiques, mais une approximation, qui même n'étoit pas généralement admise, ainsi que le dit Macer en rapportant le sentiment d'Ulpien.

Nous ne savons point si lorsque, vers la fin du XIII^e et le commencement du XIV^e siècle, de hardis spéculateurs entreprirent d'assurer contre les risques de la navigation, ils eurent quelques bases fondées sur des combinaisons mathématiques ; s'ils opérèrent ou non au hasard, de manière que le temps et l'expérience aient seuls produit les théories modernes.

Il est digne du savant M. Libri de traiter cette matière et de se livrer à des recherches qui ne pourront qu'enrichir sa belle *Histoire des sciences mathématiques en Italie*. Je reconnois mon incapacité pour aborder une question de ce genre : je me borne à constater l'usage des assurances à prime à Florence dès le commencement du XIV^e siècle, peut-être même à la fin du XIII^e, et à indiquer d'après M. Libri, tome II, pages 188 et 189, une trace de calculs des probabilités qui sembleroit se reporter au temps de Dante, c'est-à-dire au XIV^e siècle.

Lorsque, dans le chapitre XXXV de ma collection, je traiterai du droit maritime de Portugal, je ferai connoître une loi de D. Ferdinand, qui régna de 1367 à 1383, où il est très-expressément parlé des assurances maritimes ; mais cette loi constate plutôt une assurance mutuelle, ou la constitution d'une sorte de *bourse commune* entre les expéditeurs de navires et de marchandises, qu'un contrat de garantie promise par des assureurs à des assurés. La législation de Barcelone est donc la première où cette sorte de négociation soit présentée d'une manière précise.

EXTRAITS

DES LOIS DE LA CATALOGNE ET DE L'ARAGON

RELATIVES AU DROIT MARITIME.

EXTRAIT D'UN PRIVILÈGE DE 1243 (1).

Jure vel occasione naufragii a navibus et butis (2), galeis, taridis, galiotis, sagitiis (3) et quibuslibet aliis barchis et lignis, quocunque nomine nomenclantur, et rebus et mercibus et hominibus undecunque fuerunt, extraneis et privatis, et rebus eorum, quæ ex maris et aquæ periculo vel tempestate ribaverint (4), infra terminum regni vel civitatis Valentie, aliquod a nobis vel nostris, vel ab aliquibus aliis nunquam exigatur, nec accipiat, nec detur : et si occupata fuerint restituantur libere dominis rerum.

EXTRAITS DE LA COUTUME DE VALENCE DE 1250 (5).

LIB. II. — RUB. XVI.

§ I. Nauxers, tauerners, hostalers, qualque cosa ò mercaderia, de grat ò de voluntat, ò en altra manera rebran d'alçú, saluament les restituensquen : è no tan solament aquells sien tenguts per lo lur feyt propi, ò per lur culpa propia, mas encara los nauxers sien tenguts per tots los mariners qui seran logats per ells, axí com lo tauerner, è l'ostaler es tengut per lo feyt dels viandants. Encara, lo nauxer es

§ I. Les nochers, cabaretiers, hôteliers doivent rendre en bon état de conservation toutes choses ou marchandises qu'ils ont reçues volontairement ou de toute autre manière; et non-seulement ils sont tenus de leur propre fait, mais encore ces nochers sont tenus des faits de tous les matelots loués par eux, comme le cabaretier et l'hôtelier sont tenus des faits de ceux qu'ils reçoivent.

En outre, dans le cas où les choses seroient

(1) Ce privilège, concédé à Valence le 8 octobre 1243, contient un grand nombre d'autres dispositions étrangères au droit maritime. Je l'ai trouvé dans les *Privilegia regni Valentie*, fol. 7, recto.

(2) Espèce de navire; peut-être ce mot est-il pour *bosis*; voir du Cange, voc. *Bosa*.

(3) *Sayètes*, navires de guerre ou de course armée dont il est parlé souvent dans les lois de Catalogne et d'Aragon, et dans celles des villes d'Italie.

(4) *Sont échoués sur le rivage*. Ce mot, qui n'est point dans les glossaires, vient de *riba*, synonyme de *ripa*; voir du Cange, voc. *Riba*.

(5) J'ai adopté, pour tous les documens en langue catalane, le système orthographique suivi par M. Liébaut dans le texte du Consulat de la mer; voir ce que j'ai dit t. II, p. 46.

tengut de les coses qui seran posades en la riba de la mar pus que les haurá una vegada rebudes, jat sie có que encara no sien meses en la nau, si el ribatge de la mar perien, si donchs cas de ventura no sesdeuenia, axí com de naufragi, ò per alguns qui mesessen foch.

§ II. Si nauxer dirá ans que reeba les coses que cascú daquells qui les aduran ni les aportaran en la nau, quart les sues coses, è que nol's seriá tengut de dan que haguessen, et aquels qui aportaran les coses sues consentran è atorgaran có que aquell nauxer haurá dit, despuys aquell nauxer no es tengut.

§ III. Si molts homens hauran una nau, è alcunes coses se perdran en la nau cascú daquells dels quals será la nau es tengut de les coses que seran perdudes, per aqueella part que haurá en la nau.

§ IV. Si, ab voluntat del pare, lo fill, ò ab voluntat del senyor lo seruu, usaran de menar nau, ò usaran de tenir tauerna, ò usaran de tenir hostaleria, lo pare, ò el senyor seran tenguts per lo tot de có que sera feyt per aquelles.

§ V. Ereu del nauxer, ò del tauerner, è de l'hostaler sie tengut de la comanda que será feyta al pare, axí com lo pare, có es à saber segons la part de que ell heretará en los bens del pare. Aquest sur smena è romança lo senyor rey.

perdues sur le rivage, le nocher en sera responsable à compter du moment où elles auront été déposées, puisqu'il les aura reçues, encore bien qu'elles n'aient pas été placées sur le navire; à moins que la perte n'arrive par force majeure, telle que naufrage ou incendie (1).

§ II. Si un nocher déclare, avant de recevoir les effets, que chacun de ceux qui les chargent et les apportent dans le navire ait à veiller à leur conservation, et qu'il n'entend pas être responsable du dommage qu'elles éprouveront; si ces personnes y consentent et adhèrent à ce que le nocher aura dit, celui-ci n'encourra aucune responsabilité (2).

§ III. Si le navire appartient à plusieurs personnes, et s'il y a perte de quelques objets qu'on y avoit chargés, chacune d'elles est responsable de cette perte en proportion de la part qu'elle avoit dans le navire (3).

§ IV. Si le fils, avec le consentement de son père, ou l'esclave, avec le consentement de son maître, exploite un navire ou une hôtellerie, le père et le maître sont tenus de tous les faits du fils ou de l'esclave (4).

§ V. L'héritier d'un nocher, d'un cabaretier ou d'un aubergiste, sera tenu du dépôt fait à son auteur de la même manière que l'étoit celui-ci, c'est-à-dire pour sa part dans la succession de son auteur; telle est la correction et l'explication faite par le seigneur roi (5).

(1) Ce paragraphe est littéralement emprunté du fr. 1, § 8, et du fr. 3 pr. et § 1 du titre ix du livre IV du Digeste, *Nautæ, cauponæ*, etc.

(2) Ce paragraphe est la traduction littérale du dernier alinéa du pr. du fr. 7 du titre ix du livre IV du Digeste, *Nautæ, cauponæ*, etc.

(3) Ce paragraphe est une traduction exacte du § 3 du fr. 7 du titre ix du livre IV du Digeste, *Nautæ, cauponæ*, etc.

(4) Ce paragraphe est la traduction littérale du § 3 du fr. 3 et du § 6 du fr. 7 du titre ix du livre IV du Digeste, *Nautæ, cauponæ*, etc.

(5) Le commencement de ce paragraphe est emprunté du § 4 du fr. 3 du titre ix du livre IV du Digeste; mais le rédacteur de la coutume y ajoute une explication, ou, comme il le dit, une modification, qui exclut toute solidarité entre les héritiers et réduit la responsabilité de chacun à sa part héréditaire.

LIB. III. — RUB. XVII.

§ X. No es en colpa aquell qui per empenyiment d'altre ò per força de vent, darà ò farà dan à altre; car cosa que no es en colpa no deu sofferre ni haver dan.

§ X. On ne peut considérer comme coupable de faute celui qui, par l'embarras que lui cause un autre ou par la force du vent, est réduit à la nécessité de causer ou de faire causer du dommage à un autre [navire]; car puisqu'il n'est pas en faute, il ne doit ni souffrir ni avoir de dommage (1).

LIB. IX. — RUB. XII.

§ III. Si alcú.... d'altruys taules ò postes fabregarà, ò farà nau ò armari, si d'aquelles coses serà feyta forma que pusca esser tornada à la primera materia... serà d'aquell primer senyor de qui erà la materia.

§ III. Si quelqu'un.... fabrique un navire ou un meuble avec les planches ou madriers appartenant à un autre, dans le cas où ces choses pourroient être rendues à leur ancienne forme, elles appartiendront à leur maître primitif (2).

§ VII. Totes aquelles coses que seran gitades en mar per força de temps, ò de tempestat de mar per rahó de liurar la nau, ò el leny, ò qualque nom siá appellat, totes aquelles coses son dels senyors qui aquelles coses gitaren per aytal rahó; è si alcú aquelles coses que seran gitades de fora per les ondes de la mar, ò la jus en la mar pendrà, ab voluntat è ab cor que les se retengua prenen è retincn, aquelles fa ladronici.

§ VII. Toutes choses qui seront jetées en mer pour cause de gros temps et de tempête, dans la vue de soulager le navire, la barque, ou tout autre bâtiment quelque nom qu'il porte, continuent d'appartenir à ceux qui en ont souffert le jet par les motifs ci-dessus; et si quelqu'un s'empare des objets ainsi jetés, flottans sur la mer, ou portés sur le rivage, et les garde avec intention, il doit être traité comme voleur (3).

LIB. IX. — RUB. XIV.

§ III. Aquelles coses que seran preses dels enemichs de la fé chrestiana en temps de guerra, son d'aquells qui les hauran preses, e có que serà nat d'aquelles coses que seran preses, es d'aquells qui les hauran preses. Emperó si fugiran de poder de aquells qui les hauran preses, è tornaran als enemichs, no son de puix d'aquells qui les hauran preses, ans retornen en propietat è en senyoria del primer senyor.

§ III. Les choses prises aux ennemis de la foi chrétienne, en temps de guerre, appartiendront à ceux qui les auront prises, et tout ce qui sera produit par ces choses leur appartiendra aussi (4).

En outre, si elles cessent d'être au pouvoir de ceux qui les ont prises et retournent aux ennemis, elles ne sont plus considérées comme appartenant à ceux qui les avoient prises, mais comme retournées au pouvoir du premier propriétaire.

(1) Cette disposition est empruntée du fr. 29 du titre 11 du livre IX du Digeste, *Ad legem Aquilianam*.

(2) Ce fragment, que j'ai cru devoir extraire sans transcrire la totalité du chapitre, est la traduction du § 7 du fr. 7 du titre 1^{er} du livre XLI du Digeste, *De adquirendo rerum dominio*.

(3) Ce paragraphe est la traduction du § 8 du fr. 9 du titre 1^{er} du livre XLI du Digeste, *De adquirendo rerum dominio*.

(4) Ce paragraphe est une sorte de glose du § 7 du fr. 8 du titre 1^{er} du livre XLI du Digeste, *De adquirendo rerum dominio*.

LIB. IX. — RUB. XVII.

§ I. Nos no prenam ne alcó no prena, ne deman alcuna cosa per dret, ò per ocasió de naufrag de les naus, ne dels lenys, ne de les coses, ne dels esmerçaments, ne dels homens de quelque loch que seran, stranys ò priuats, ne de les coses de aquells qui arribaran ò trencaran per perill de mar ò per tempestat, dins lo terme del regne è de la ciutat de Valencia. Et si alcunes coses de aquelles seran preses per nos, ò per altre, aquelles coses sien restituhides als senyors de qui eren.

§ VI. Si alcuna cosa per naufrag, ò per forca de robadors perirá en nau, ò en quelque altre leny, lo naucher en nenguna cosa no siá tengut, si donchs non será en colpa.

§ VII. Fem fur nou que quant la nau será en mar, è haurá mal temps, è s'acordaran los nauchers ab los mercaders que giten, pus que tots los mercaders ò la major partida si acordaran, que primerament començant qualsevol dels mercaders de gitar, è depuys tots aquells qui seran en la nau que facen atretal, è que tot allo que gitaran que s'partesca, è que s'pach del hauer que romandrá en la nau, cominalment per sou, è per liura. Axí que totes quantes coses seran en caxes ne en altres coses dins la nau hi sien comptades, el cors de la nau que hi pach, è hi meta per la meytat del preu que valrá la nau. E si per

§ I. Nous ni personne ne prendrons aucune chose pour droit ou occasion de naufrage pour les navires, barques, objets chargés, ou marchands, ou hommes, de quelque lieu qu'ils soient, ou étrangers ou nationaux, ou de ce qui leur appartient, qui arriveront ou aborderont par péril de mer ou tempête dans le territoire du royaume et de la cité de Valence. Si quelques objets de ce genre sont pris par nous ou par d'autres, la restitution en sera faite à ceux à qui ils appartenoient (1).

§ VI. Si quelque chose est perdu dans un navire par naufrage ou par pillage de pirates, le nocher n'en sera point responsable, pourvu qu'il n'y ait pas faute de sa part (2).

§ VII. Nous ordonnons que lorsqu'un navire est en mer et éprouve une tempête, si l'équipage et les marchands, ou la majeure partie, sont d'accord de faire jet (3), un des marchands, quel qu'il soit, doit commencer, et ceux qui sont dans le navire suivront son exemple (4), et tout ce qui sera jeté sera réparti sur les portions du chargement qui resteront sur le navire, proportionnellement au sou la livre (5); et de même que les objets en caisse ou de toute autre manière contribueront, de même le corps du navire doit contribuer pour moitié de sa valeur (6).

Si par mouillage ou par vol, ou par autre

(1) Ce paragraphe est suivi des chapitres II, III, IV et V, contenant le tarif de ce qui doit être payé par les navires abordant au territoire de Valence. Il ne m'a point paru utile de les recueillir.

(2) Ce paragraphe reproduit une des dispositions du § 1^{er} du fr. 3 du titre IX du livre IV du Digeste, *Nauta, caupones*, etc.

(3) Cette règle est conforme au § 1^{er} du fr. 2 du titre II du livre XIV du Digeste, *De lege Rhodiæ de jactu*.

(4) Cette manière d'opérer le jet n'est point écrite dans le Digeste; mais on la trouve dans le chapitre xxxviii de la troisième partie de la compilation rhodienne, et elle étoit devenue un usage général dans la navigation du moyen âge.

(5) Ce principe est emprunté de divers textes du titre II du livre XIV du Digeste, *De lege Rhodiæ de jactu*.

(6) Ce n'est point évidemment dans le droit romain que cette règle a été puisée: ce droit faisoit contribuer le navire, sans réduire la contribution à moitié de sa valeur (Dig. liv. XIV, tit. II, fr. 2, § 2). Les Rôles d'Oléron faisoient contribuer le navire ou le fret, au choix du patron. La disposition de la coutume de Valence est dans un système spécial.

mullar, ò per ladronici, ò per alcuna altra rahó se perdrá alcuna cosa de la nau la qual cosa lo senyor de la nau deia smenar, que l' senyor de la nau ho smen ab los parçoners de la nau ensemps, en axí que cascun pach per la part que haurá en lo cors de la nau. E si aquelles parts del cors de la nau no bastaran à aquella cosa à smenar, que l's parçoners no sien tenguts de mes à donar en aquella cosa; mas lo senyor de la nau sia tengut de smenar, è de pagar dels altres bens seus çò quen fallirá. E si per aventura lo senyor de la nau sens voluntat dels mercaders, è dels mariners, entrarà ab la nau en alcun port on ells coneguen que entrar no dejen, ò no volrá ormejar la nau, axí com mester hauia pus dels mercaders ne será amonestat, ò será amonestat d' adobar aquella nau axí com pusca è deja, è sobre açò alcun mal pendran los mercaders d' aquella nau ò l's bens que aqui seran, que lauors lo senyor de la nau sia tengut de smenar del seu tot aquell mal, è dan : axí que l's parçoners no y meten res del lur, è si l's bens del senyor de la nau no y bastaran que l's parçoners ho paguen de les part que hauran el cors de la nau per sou, è per liura : mas los altres lurs bens no y sien obligats. Enadeix lo senyor rey que çó que es dit de nau sia entes en tot leny, ò barca poca ò gran.

cause, quelques-uns des objets chargés sont perdus ou endommagés, le patron du navire doit des indemnités : elles seront supportées, tant par lui que par les copropriétaires ensemble, en proportion de ce que chacun aura dans le navire (1).

Si les parts du corps du navire ne suffisent pas pour payer cette indemnité, les actionnaires ne sont pas tenus de payer au delà; mais le patron sera tenu de payer sur ses biens tout ce qui manquera (2).

Si, par événement, le patron, sans y être autorisé par les marchands et les matelots, entre avec le navire dans un port où, à leur avis, on ne doit pas entrer, ou s'il ne veut pas amarrer convenablement le navire lorsqu'il en aura été averti par les marchands, ou si, après qu'il aura été averti, il refuse de radoubler le navire comme il le peut et le doit, de manière qu'il en arrive du dommage pour les marchands et le chargement, il doit le réparer de ses deniers, sans que les actionnaires doivent rien y mettre du leur : et si les biens du patron du navire ne suffisent pas pour payer cette indemnité, le dommage sera réparti au sou la livre seulement sur les parts des copropriétaires et non sur leurs autres biens.

Le seigneur roi a décidé que ce qui vient d'être dit d'un navire doit s'entendre aussi d'une barque, petite ou grande.

LIB. IX. — RUB. XXVII (3).

§ I. Los mariners qui fugiran de les galeres, si l's senyores de les galeres trobaran aquells, destrenguen los que reten la soldada en doble; è si la galera era en Spania, si l's armadors trobaran aquells

§ I. Lorsque des matelots désertèrent d'une galère pour le service de laquelle ils se sont loués, si les armateurs peuvent les trouver ils auront droit de les arrêter, jusqu'à ce qu'ils aient payé le double de la solde convenue; et si le navire alloit en Espagne (4), et

(1) Il n'est plus ici question de jet, mais d'un dommage causé par le patron, et dont les armateurs sont tenus; cette règle est empruntée du § 5 du fr. 7 du titre IX du livre IV du Digeste, *Nautæ, cauponæ*, etc.

(2) Cette disposition n'est point dans le droit romain, dont j'ai cité le texte à la note précédente; mais elle me paroît en être la conséquence nécessaire.

(3) Les règles contenues dans cette rubrique paroissent en général avoir pour objet les armemens en course; mais il est facile de voir qu'elles étoient susceptibles d'application aux expéditions commerciales.

(4) A l'époque où la coutume de Valence a été rédigée, on distinguoit le reste de la péninsule des états soumis aux rois d'Aragon et de Valence.

mariners qui seran fuyts, prenguen los, è tinguen los tant longament preses entro que la galera sia venguda : perço que l' comit d'aquella galera haja calonia d'aquells qui seran fuyts.

§ II. Si l' nauxer de les galeres, ò d'altres lenys se leuará contra son comit perda la part sua, è l'armement.

§ III. Los nauxers pusquen destrenyer sens cort los mariners qui hauran emblades alcunes coses de les mercaderies, ò de les coses de les galeres, ò dels altres lenys que restituhesquen aquelles coses als senyors à qui seran emblades, et la cort ponesque aquells axí com à Hadres.

§ IV. Los comits è l's nauxers de les galeres, dels altres lenys pusquen pendre mariners assoldadats, è l's mariners del leny de una tira, pusquen se mettre en la galera ; ells emperó reten, è tornan la soldada al senyor del leny, si donchs lo leny no erá varat per rahó de partir, è demeure de aqui.

§ V. Los mariners qui seran assoldadats, è fogats, è fugiran del leny, reten la soldada en doble al senyor del leny, el senyor del leny prengue aquells, è tengue l's tant preses en tró que li hajen la soldada retuda en doble.

que l'armateur trouve ces déserteurs, il aura droit de les arrêter, et de les garder en prison jusqu'au retour du navire, afin que le comite (1) du navire puisse diriger ses poursuites contre ces déserteurs (2).

§ II. Si le nocher d'une galère ou de tout autre bâtiment lève la main contre son comite, il perdra sa part dans l'armement (3).

§ III. Les nochers peuvent arrêter, sans intervention de justice, les matelots qui auront volé des marchandises, ou des objets dépendans de l'armement des galères ou d'autres bâtimens, jusqu'à ce qu'ils aient restitué les choses volées à leurs propriétaires ; et la cour devra punir ces matelots comme voleurs (4).

§ IV. Les comites et les nochers des galères pourront prendre à leur solde des matelots de barques, ou ceux-ci s'engager pour former l'équipage d'une galère ; mais ils devront rendre et restituer au patron de la barque les salaires qu'il aura avancés à ces matelots, à moins que cette barque étant disposée à partir, elle ne fût restée par cette cause (5).

§ V. Si des matelots qui se seront mis à la solde et loués désertent du navire, ils rendront le double de la solde qui leur avoit été promise, et le patron du navire aura droit de les arrêter ou de les détenir jusqu'à ce qu'ils aient restitué cette double solde (6).

(1) Voir sur l'explication de ce mot ce que je dirai dans la note 3 de la page 396, ci-après.

(2) On ne trouve point de disposition semblable dans le droit romain, d'où les textes précédens ont été empruntés ; mais notre paragraphe constate des usages qu'on a vus et qu'on verra encore dans toutes les législations maritimes.

(3) Il y a lieu de faire ici la même observation que sur le paragraphe précédent.

(4) Le Digeste contenoit bien, dans le titre v du livre XLVII, des dispositions relatives aux vols faits par les matelots ; mais elles n'ont pour objet que de déterminer la responsabilité des patrons, et notre paragraphe concerne la poursuite directe contre les voleurs.

(5) Il seroit inutile de chercher le principe de cette décision dans le droit romain ; elle tient à des causes locales ; et du reste, en consacrant une sorte de droit de préhension, elle pourvoit à l'indemnité.

(6) Le droit romain n'avoit point de disposition analogue ; mais on en trouve dans toutes les lois maritimes du moyen âge.

ORDONNANCE SUR LA POLICE DE LA NAVIGATION DE 1258 (1).

Noverint universi quod nos Jacobus, Dei gratia, rex Aragonum, Majoricarum et Valentiae, comes Barchinonae et Urgelli et dominus Montispessulani : Attendentes ordinationes inferius scriptas, quas vos Jacobus Grunni, fidelis noster, de voluntate, assensu et mandato nostro fecistis et ordinavistis cum consilio proborum hominum ripariae Barchinonae (2) super facto et ordinatione ejusdem ripariae : auditis, visis, et intellectis dictis ordinationibus fore factis ad honorem nostri, et utilitatem et bonum statum totius ripariae et civitatis Barchinonae, cum hoc authentico nostro, sigilli nostri munimine roborato, laudamus, approbamus et in omnibus confirmamus omnes et singulas subscriptas ordinationes, per vos et dictos probos homines auctoritate nostra factas. Volentes dictas ordinationes duraturas et observaturas quamdiu nobis placuerit et dictis probis hominibus ripariae Barchinonae. Praeceptiendo bajulis et vicariis (3) nostris praesentibus et futuris firmiter ac districte, si de nostri confidunt gratia vel amore, quod omnes subscriptas ordinationes et singulas observent et inviolabiliter faciant observari, ita quod non sinant ab aliquo ipsas perturbari.

I. Primum ordinamus, volumus et praecipimus quod dominus navis cujuslibet vel ligni, et nautae atque marinarii eorundem non dimittant vel desemparent navim vel lignum in quo pervenerint, quousque merces omnes quae fuerint in ipsa navi vel ligno sint discarricatae in terra, et quousque ipsa navis vel lignum sit saonata vel ormejata (4). Dominus vero ipsius navis vel ligni cum suo scriptore possit exire in terra cum incepit discarricare, si fuerit maris tranquillitas; et si forsan tempus eveniret quod discarricare non posset, dictus dominus in continenti, si in terra fuerit, recolligat se in dicta navi vel ligno, et si recolligere non poterit ratione praedicti temporis, suus nauta (5) habeat plenam licentiam et potestatem recedendi cum ipsa navi vel ligno de loco in quo pervenisset, et eundi ad portum vel mittendi se in mari. Verumtamen, si dictus dominus se recolligere noluerit, sui mercatores possint sibi injungere et firmiter praecipere, ex parte domini regis et dicti Jacobi Grunni, quod se recolligat in dicta navi vel ligno, et imponere sibi poenam quam dictus Jacobus Grunni posset eis imponere. Praeterea dictus dominus non audeat jacere in terra, quousque omnes merces, quae in dicta navi vel ligno pervenerint, sint discarricatae; et si mercatores exire voluerint de dicta navi vel ligno, et fortuna temporis eveniret post eorum exitum; dominus navis vel ligni, si ibi fuerit, vel suus nauta, habeat licentiam recedendi

(1) Je donne le texte d'après Capmany, *Memorias*, t. II, pages 23 et suivantes. Ce savant s'est borné à en faire une traduction castillane dans son *Codigo de las costumbres*, t. II, pages 15 et suivantes. Cette ordonnance contient un grand nombre de dispositions semblables à celles que présente le Consulat de la mer; mais, comme dans mon opinion elles n'en ont pas été empruntées, je n'ai pas dû les rappeler dans des notes.

(2) On voit ici la preuve que les prud'hommes de mer formoient un conseil d'administration qui faisoit des réglemens, ou du moins qui les proposoit à l'approbation souveraine.

(3) Ainsi les officiers de justice étoient chargés de l'exécution et de l'application des lois, comme je l'ai dit page 323, et comme le constate encore un document de 1279, que j'ai cité.

(4) Le mot *saonata*, qui sera écrit, chapitre x, *saorrata*, signifie *lesté*, parce que, si l'on ne tiroit pas le navire sur terre après son déchargement, il falloit le contenir par du lest; quant à *ormejata*, il désigne l'action d'*amarrer*, quoiqu'il signifie aussi quelquefois *équiper*, *appareiller*.

(5) *Nocher*; on a vu que dans tous les documens anciens les *domini* ou *patroni navium* n'avoient pas la direction du navire, laquelle étoit confiée au nocher, *nauclerus*, *noclerius*, *nauta*.

de loco in quo esset cum ipsa navi vel ligno et cum mercibus in eisdem existentibus, et eundi ad portum vel mittendi se in mare. Verumtamen, si marinarii prædicta non compleverint, sustineat unusquisque pœnam decem solidorum barchinonensium, et dominus navium quinquaginta solidos et dominus ligni triginta solidos : et ultra dictam pœnam domini navium et lignorum totum damnum, quod dictæ merces culpa eorum passæ fuissent, restituere teneantur. De pœnis vero, tam præscriptis quam subscriptis : medietas sit domini regis, et alia medietas sit ordinationis (1) ripariæ Barchinonæ. Hæc autem pœna et omnes subscriptæ solvantur dum fuerit de voluntate proborum hominum ripariæ Barchinonæ.

II. *Item.* Ordinamus quod quælibet navis et quodlibet lignum habeat scriptorem juratum in unoquoque viagio, qui scriptor non scribat aliquid in capito brevi (2) ipsius navis vel ligni, nisi ambæ partes fuerint præsentés, videlicet dominus et mercatores, vel dominus et sui marinarii (3); et dictus scriptor sit bonus et legalis, et faciat expensas bene et legaliter : et omnes marinarii teneantur jurare dominis navium et lignorum, ut pro eorum possibilitate salvent, protegant et deffendant ipsum dominum et omnes res suas, et navem vel lignum et omnes suas exarcias et apparatus, et omnes mercatores cum eo euntes, et omnes res et merces eorum in mari et in terra, bona fide et absque omni fraude (4) : præterea dictus scriptor sit ad minus in ætate viginti annorum : et si domini navium vel lignorum dictum scriptorem habere noluerint, non recedant de Barchinona vel de alio loco in quo essent, quousque habeant dictum scriptorem, si ipsum potuerint invenire.

III. *Item.* Ordinamus quod omnis navis quæ carriget in mari, ex quo carrigaverit merces convalentes usque ad duo milia solidorum Barchinonæ, quod medietas marinariorum ipsius navis cum uno nauzerio teneantur jacere in unaquaque nocte cum suis armis, in dicta navi; et postquam aliquod lignum carricaverit in mari merces convalentes usque ad mille solidos Barchinonæ, medietas marinariorum ipsius ligni cum uno nauzerio teneantur jacere in suo ligno in unaquaque nocte cum suis armis.

Ordinamus (5) etiam quod dominus navis vel ligni teneat victualia in ipsa navi vel ligno ad quindecim dies necessaria; videlicet, panem, vinum, carnes salsas, legumina, oleum, aquam et duos rotols (6) de candelis. Et si dictus dominus tam navis quam ligni hoc facere noluerit, sustineat pœnam viginti solidorum; et quilibet dictorum marinariorum et nautarum sustineat pœnam quinque solidorum.

IV. *Item.* Ordinamus quod si aliquod lignum vel navis de Barchinona erit in aliquo portu vel stassi (7) salvador (8), et viderit aliquod lignum vel navim de Barchinona in-

(1) *La corporation*; voir du Cange, *voc. Ordinatio*.

(2) *Registre de l'écrivain appelé Cap-Breu*, dans le Consulat.

(3) On trouve des dispositions semblables dans le statut de Marseille antérieur à ce règlement, et dans l'ordonnance de Trani, beaucoup plus ancienne; voir t. IV, page 278, et ci-dessus, page 242.

(4) Une semblable formule de serment se trouve dans le chapitre LI du statut de Venise de 1255.

(5) Capmany, dans sa traduction espagnole, forme le chapitre IV du reste de ce chapitre, et par ce moyen le numéro des chapitres suivans est changé.

(6) Mot roman, pour *rotulos*, à moins que le manuscrit dont Capmany a fait usage ne contint ce dernier mot en abréviation.

(7) Ce mot, d'idiome catalan, répond, je crois, au mot *strica* ou *straca*, employé dans le statut d'Arles de 1150, précisément à l'occasion d'une décision identique; voir t. IV, page 253.

(8) Autre mot catalan qui a pour objet d'annoncer que le navire est à l'abri.

trans vel intrans in dicto portu vel stassi, fortuna temporis, in continenti lignum vel navis, quod vel quæ erit in ipso portu vel stassi, teneatur armare barcham suam, et ire ad dictum lignum vel navim et juvet ipsum vel ipsam ad remolcar (1), quousque dictum lignum vel navis sit in loco tuto, et dicta barcha armata non recedat a præfato ligno vel navi, quousque idem navis vel lignum sint ormejata; et si forsan evenierit quod dominus navis vel ligni qui primo fuerit in dicto portu vel stassi, non erit in eodem ligno vel navi, quod nauta suus possit se pleuire (2) de una anchora et de una guma, quas secum defferat vel transmittat in dicta barcha armata ad dictum lignum vel navim in dicto portu intrans vel intrans, ad hoc ut possit ipsum lignum vel navim juvare et salvare. Et cum dicti ligni vel naves erunt in dicto portu vel stassi, et fuerit de voluntate ipsorum dominorum lignorum vel navium et mercatorum, ut faciant conservaticum (3), quod faciant ipsum bona fide et ipsum observent sub fide sacramenti et pœna inter eos comprehensa, quousque pervenerint ad locum in quo dictum conservaticum debeat conservari: et omnia prædicta teneantur facere et observare sub virtute sacramenti nobis ab ipsis præstiti et dictis probis hominibus ripariæ supradictæ; de pœna uero, si inter eos fuerit comprehensa ratione dicti conservatici, et in eadem inciderint, medietas confiscetur domino regi, et alia communi superius nominato (4).

V. *Item.* Ordinamus quod aliqua barcha de viagio non carriget, nec mittat aliquas merces de vivo en sus (5); et si caricabit de mercibus de penso (6) non audeat caricare nisi quousque ad mediam tabulam de contoal (7); et quod dominus ipsius barchæ ducat ipsam barcham amarinatam et apparatam, sicut erit comprehensum inter ipsum dominum et mercatores de quibus erunt ipsæ merces; et si dicti mercatores timebunt se pignorari (8) in aliquo loco, dominus ipsius barchæ non intret neque se divertat cum dicta barcha in dicto loco suspecto pignorandi, sine voluntate dictorum mercatorum. Præterea unaquæque barcha teneatur defferre duas balistas cum suis apparamentis, et centum tractas et duos clypeos; et quilibet marinarius teneatur defferre unam lanceam, et unum ensem, vel penatum (9). Et si prædicti domini barcharum prædicta infringerent, sustineant pœnam decem solidorum.

VI. *Item.* Ordinamus quod si aliqua navis vel lignum, vel barcha erit conductus

(1) On voit ici encore un mot catalan pour exprimer l'action de remorquer un navire.

(2) Ce mot, qui n'est dans aucun glossaire, doit équivaloir à *munire*; aussi Capmany l'a traduit par *proveerse*.

(3) On trouve dans le statut de Marseille un chapitre sur les conserves qui contient des règles semblables; voir t. IV, page 277.

(4) Au moyen de la coupure admise par Capmany dans le chapitre précédent de sa traduction castillane, ce chapitre y porte le n° 3, et ainsi de suite des autres.

(5) Cette expression catalane se rapporte à la distinction qu'on fait dans un navire entre ce qu'on appelle *œuvres vives* et *œuvres mortes*. Le mot *œuvres vives* désigne toute la partie de la carène depuis la quille jusqu'à la ligne d'eau en charge; le mot *œuvres mortes* désigne tout ce qui est au-dessus de la ligne de flottaison; voir l'Escallier, *Dictionnaire des termes de marine*, voc. *Œuvres*.

(6) *Marchandises de poids*; voir du Cange, voc. *Pensa*, *Pensum*.

(7) Ce mot, qui ne se trouve dans aucun glossaire latin ou catalan, a été conservé, non traduit, et écrit en italique, par Capmany dans sa traduction espagnole. Je n'ai aucun moyen d'en faire l'interprétation.

(8) S'ils craignent quelque sequestre, c'est évidemment ce que signifie *pignorari* dans le sens dont il s'agit; voir du Cange, voc. *Pignorantia*.

(9) Espèce de glaive, et très-probablement un poignard; voir du Cange, voc. *Pennatus*.

cum communi (1) ad partes Barbariæ vel ad alias partes, non capiat loguerium nisi sicut comprehensum fuerit inter dominum ipius ligni et parciarios dicti communis.

VII. *Item.* Ordinamus quod quilibet marinarius navis, qui teneatur facere servitium ballistarii, defferat duas ballistas duorum pedum, et unam de strepo (2) et trecentas tractas, et capellum ferreum et perpuntium, vel coriacas et ensem vel penatum. Similiter ballistarii de aliis lignis teneantur eandem armaturam defferre; alteri vero marinarii navium teneantur defferre, quilibet lorica et capellum ferreum, vel cofam maresam (3) et scutum, et duas lanceas et ensem vel penatum. Marinarii vero lignorum teneantur defferre quilibet perpuntium vel coriacas, scutum et capellum ferreum vel cofam maresam et duas lanceas et ensem vel penatum. Et si dicti marinarii prædicta armamenta non habuerint, domini navium et lignorum non ducant ipsum marinarium; et si ipsum duxerint, solvant pro unoquoque marinario quinquaginta solidos pro pœna.

VIII. *Item.* Ordinamus quod marinarii lignorum vel barcharum teneantur juvare abstrahere lignum vel barcham in terra, quandocumque dominus ligni vel barchæ voluerit ipsum abstrahere in terra; dum tamen ipsi marinarii sint præsentés : et hoc teneantur facere sub virtute sacramenti ab eis præstiti.

IX. Ordinamus quod domini grundularum (4) et discarricatores discarrigent bene et ordinate de navibus, lignis et barchis merces cum suis grundulis et barchis, et non carrigent nimium dictas grundulas sive barchas, et si ipsas grundulas vel barchas nimium carrigaverint, stent inde in cognitu et mandato duorum proborum hominum, quos Jacobus Grunni vel ejus locum tenens simul cum consilio suorum consiliariorum ad hoc ordinaverit; et si dicti domini grundularum mandatum et cognitionem dictorum duorum proborum hominum transgressi fuerint, reficiant totum damnum quod dictæ merces inde passæ fuissent, ad cognitum dictorum duorum proborum hominum.

X. *Item.* Ordinamus quod aliquis dominus grundulæ vel barchæ non ausus sit abstrahere in terram aliquem marinarium navis vel ligni, vel barchæ, quousque dicta navis vel lignum sint discarricata et saorrata, et usque dicta barcha sit discarricata; et si contra prædicta fecerint, teneantur dare quinque solidos pro pœna pro unoquoque marinario quem abstraxissent de navi vel ligno.

XI. *Item.* Ordinamus quod omnis partiarius navis vel ligni, et omnis mercator,

(1) Peut-être s'agit-il d'un navire loué en entier à une compagnie de chargeurs, principe conforme au droit commun, qui se retrouve dans l'article 287 du Code de commerce de France, emprunté de l'article 2 du titre III du livre III de l'ordonnance de 1631. On peut encore, d'après le chapitre XVII ci-après, dire qu'il s'agit d'une expédition à compte commun entre le patron et les chargeurs, et la raison de décider est la même, de nos jours, d'après l'article 239 du Code de commerce français, emprunté de l'article 28 du titre 1^{er} du livre II de la même ordonnance.

(2) Arbalète à étrier; voir du Cange, voc. *Strepa*.

(3) Je n'ai trouvé nulle part la signification de cette épithète, que Capmany s'est borné à conserver sans la traduire. Quant au mot *cofa* il signifie *coiffure*; voir du Cange, *h. voc.*

(4) Le sens de ce mot, qui ne se trouve dans aucun glossaire, est très-facile à entendre; il doit signifier de petites embarcations que nous appelons *barques* ou *allèges*; Capmany l'a effectivement traduit en espagnol par *gondolas*.

et omnis conductor navis vel ligni, qui accipiat loguerium ab ipsa navi vel ligno, domino ejusdem navis vel ligni teneatur facere sacramentum, sicut alii marinarii qui non sunt partiarrii, nec conductores, nec mercatores; et hoc per sacramentum ab ipsis nobis præstitum.

XII. *Item.* Ordinamus quod lignum cum una cooperta non defferat aliquas merces supra coopertam, nisi tantummodo caxias marinariorum et mercatorum, et aquam et vinum quæ fuerint necessaria marinariis et mercatoribus : et si dictum lignum talametos (1) habuerit, in ipsis talametis non defferat aliquas merces nisi tantum suas armas et suorum marinariorum et mercatorum, et exarcias ejusdem ligni si ibi eas deponere voluerit. Præterea quodlibet lignum cum una cooperta defferat quatuor clypeos et unam duodenam de lanceis, ultra armas marinariorum et mercatorum qui navigaverint in ligno superius memorato; et si aliquas merces in dictis talametis portaverit, amittat nauleum quod habuerit ex dictis mercibus, quod nauleum inter dominum regem sit et commune dictæ ripariæ.

XIII. *Item.* Ordinamus quod lignum cum duabus coopertis non mittat nec defferat aliquas merces de medio arbore usque ad puppem, nisi tantum barcham suam cum suis apparamentis, et companyas (2) suorum mercatorum, et si aliquas merces in dicto loco mittere voluerit, quod hoc faciat cum voluntate suorum mercatorum, et ultra eorum voluntatem non ausus sit mittere aliquas merces in loco superius nominato. In camera vero puppis ipsius ligni defferat suam companyam et suorum mercatorum. Præterea in superiori cooperta ipsius ligni non ausus sit defferre aquam nec vinum, nec aliquas merces, nisi tantum caxias suas et suorum marinariorum et mercatorum; et in talametis ejusdem ligni non defferat aliquas merces, nisi tantum armas in eodem ligno euntes et exarcias, si aliquas ibi deponere poterit : nisi tamen hoc fecerit cum voluntate majoris partis suorum mercatorum, et si aliquas merces in dictis locis appor-taverint amittat nauleum, quod inde habuerit, sicut in superiori capitulo continetur.

XIV. *Item.* Ordinamus quod quilibet dominus navis vel ligni, cujuscunque generis sit, expediat suam navim vel lignum et temones de omnibus avariis (3) in quacunque duana vel dominio fuerit, sive sit Christianorum, sive Sarracenorum, sine omnibus mercatorum missionibus et expensis. Eodem modo mercatores expediant omnes eorum merces in quacunque duana vel dominio fuerit, sine omnibus missionibus dominorum navium vel lignorum; et si alias missiones oportuerit dictum dominum facere, stent inde in cognitu duorum proborum hominum, quos ipsi elegerint in dicta navi vel ligno.

XV. *Item.* Ordinamus quod omnis mercator vel marinarius, qui defferat per se vel cum aliis sociis aliquod commune ad partes Barbariæ vel ad alias partes, antequam recedat a partibus Barchinonæ, veniat ad compotum cum tribus, vel quatuor, aut pluribus de suis compartiarriis, secundum quod ex ipsis plures poterit congregare de toto dicto communi; et emptionibus, expensis factis et ratione ipsius communis,

(1) Ce mot ne se trouve dans aucun glossaire; Capmany le traduit en espagnol par *toldillas*. Je serois porté à croire qu'il s'agit de petites chambres appelées *camerelæ* dans le chapitre xxvi du statut de Venise de 1255; voir t. IV, page 27. Le mot *talametus* peut venir de *thalamus*, lieu où l'on se couche.

(2) Ce mot a le même sens que *res de compagna*, qu'on lit dans les statuts de Gènes; voir t. IV, page 464. Il signifie les *vivres*, du catalan *companatge*.

(3) Ce mot signifie ici les droits et perceptions locales sur les navires dans les lieux où ils abordent.

et dictus mercator sive commune defferens, non accipiat a suis dictis compartariis aliquas merces, nisi secundum quod voluerint illa die qua ipsas recipiet; et hoc sub pœna sacramenti ab ipsis præstiti nobis et probis hominibus prælibatis.

XVI. *Item.* Ordinamus quod mercatores vel marinarii, sive aliæ personæ defferentes prædictum commune ad aliquas partes non capiant loguerium nec portatas, quousque revisi (1) fuerint in Barchinona; et tunc, cum compotum fecerint cum partiaris dicti communis, habeant et capiant suum loguerium et portatas ad cognitum suorum ipsorum partiariorum, cum quibus pervenerint ad compotum de communi superius memorato. Et si dictus mercator non erit marinarius, vel non fecerit officium marinarii, non capiat loguerium nec portatas.

XVII. Ordinamus quod mercatores vel marinarii vel aliæ personæ defferentes commune, non ausi sint defferre aliquas res vel pecuniam in denariis de suo vel de aliis personis, ultra commune quod secum detulerint. Immo, omnia quæ secum portaverint sint communia, et ipsi communi obligata, et quæcunque vendiderint et emerint, sive aliquo modo distraxerint, emanant et vendantur, in quibuscunque partibus fuerint, ad bonum et utilitatem communis superius prætaxati.

XVIII. *Item.* Ordinamus quod omnes homines, qui submissi sunt huic ordinationi, in quibuscunque partibus fuerint, diligant se ad invicem ac protegant et manuteneant se, tam in personis quam in rebus contra quaslibet personas, tanquam bona specialia uniuscujusque; et hoc adimpleant bona fide et absque omni fraude, sub virtute sacramenti nobis præstiti et probis hominibus ripariæ Barchinonæ.

XIX. *Item.* Ordinamus quod si aliqua navis vel lignum se atturaverit (2) in riparia Barchinonæ, ita quod in continenti non possit varari, quod omnes domini navium et lignorum ipsius ripariæ cum suis marinariis, quamvis sint præparati varare suas naves vel ligna, dictam navim vel lignum quod se atturaverit, varare et mittere in mari juvent, et non recedant ab ipsa navi vel ligno usque penitus sit varatum; et si hoc facere noluerint, dominus navis vel ligni sustineant pœnam quinquaginta solidorum et marinarius quinque solidorum.

XX. *Item.* Ordinamus quod si aliquis marinarius obierit faciendo servitium aliqujus navis vel ligni, ex quo ipsa navis vel lignum moveatur in scharo (3), vel de surgitorio (4), vel de aliquo portu, dictus marinarius habeat totum suum loguerium sicut erit scriptum in capibrevio ipsius navis vel ligni. Et si aliquis marinarius in-

(1) Pour *reversi*; voir du Cange, voc. *Revidare*.

(2) Le sens de ce mot, qui ne se trouve dans aucun glossaire, est facile à saisir; il signifie l'événement par lequel le navire, s'enfonçant dans la vase ou la grève, éprouve une sorte d'échouement qui l'empêche d'aborder.

(3) On a vu, t. IV, page 270, que le statut de Marseille parloit de navires loués *ad scarum*; ce n'est point évidemment le sens du mot *scharum* de notre chapitre. On a vu aussi, même tome, page 447, que les navires devoient être mesurés à Gênes *in scharis*, ce qui doit signifier l'emplacement, le chantier où ils ont été construits. Ici je crois que *scharum* signifie le bassin, l'espace d'anse ou de petit port dans lequel est un navire.

(4) Ce mot ne se trouve dans aucun glossaire; il doit avoir la même signification que *scharum*; c'est un lieu d'où l'on part, *unde surgit navis*.

firmabitur vel se smajaverit (1) in suis membris ex quo navis vel lignum erit varatum in mari, dominus ipsius navis vel ligni faciat dicto marinario sua necessaria in victualibus per totum ipsum viaticum, si idem marinarius fuerit in prædicto viatico; et idem marinarius habeat totum suum loguerium (2); si vero dictus marinarius ire noluerit in dicto viagio, non habeat aliquod loguerium. Verum, si idem marinarius accepit tale magayamentum faciendo servitium dictæ navis vel ligni, ita quod ire non possit in dicto viagio, ad cognitum duorum proborum hominum ripariæ, habeat tantummodo medium loguerium; et si dominus dictæ navis vel ligni exsolverit totum suum loguerium dicto marinario, non teneatur mittere alium marinarium loco illius qui remansisset. Et si dictus dominus exsolverit dicto marinario medietatem sui loguerii, idem dominus teneatur mittere alium marinarium loco illius qui remansisset, et dare residuam medietatem prædicti loguerii quam non exsolvisset prædicto marinario. Sui vero mercatores teneantur dare dicto marinario posito loco alterius, aliam medietatem dicti loguerii.

XXI. *Item.* Ordinamus quod in qualibet navi vel ligno recedente de riparia Barchinonæ ordinentur et eligantur ab hominibus in ipsa navi vel ligno euntibus, duo proceres (3) secundum eorum notitiam et legalitatem, quorum ordinationi obligentur, tam dominus ipsius navis vel ligni quam marinarii, quam mercatores in eadem euntes, et omnes teneantur stare et obedire ordinationi dictorum duorum procerum. Qui duo proceres eligant alios [quinque] viros dictæ navis cum quorum consilio faciant et ordinent omnia quæ ordinanda erunt in dicta navi; et quicquid ordinatum fuerit per dictos septem sit ratum in omnibus atque firmum per omnes homines in dicta navi euntes. In ligno vero, dicti duo proceres eligant alios duos, cum quorum consilio ordinent omnia quæ ordinanda erunt in dicto ligno. Sed electio dictorum duorum procerum fiat infra quatuor dies vel octo ante recessum dictæ navis vel ligni a littore Barchinonæ et quotquot homines Barchinonæ invenerint in aliquibus partibus tam Christianorum quam Sarracenorum, teneantur stare et obedire ordinationi et consilio dictorum septem vel dictorum quatuor. Quicquid vero dicti electi fecerint vel ordinarint, facient et ordinent ex parte domini regis et salva sua jurisdictione et ex parte consilii proborum hominum ripariæ Barchinonæ. Si vero dicti duo electi in navibus recesserint a loco in quo pervenerint cum ipsa navi, in eorum recessu eligant alios duos cum consilio dictorum quinque consiliariorum, qui obtineant in omnibus vices suas, et duo electi in lignis eligant alios duos cum consilio dictorum duorum consiliariorum : et si duo electi a dictis duobus recesserint, eligant alios duos, et sic per ordinem subsequantur : et quicquid per dictos electos actum fuerit vel ordinatum, ratum ab aliis in omnibus habeatur; et hoc præcipimus de mandato domini regis, et in virtute sacramenti. Datum Barchinonæ VII kal. septembris, anno Domini millessimo ducentesimo quinquagesimo octavo.

Signum Jacobi, Dei gratia, regis Aragonum, Majoricarum et Valentia, comitis

(1) Ce mot est ici pour *smacaverit*, du verbe *smacare* ou *smaccare*, qui signifie *blesser*; voir du Cange, *h. voc.*

(2) Ce passage a beaucoup de rapports avec l'article 7 des Rôles d'Oléron, qui étoient connus en Espagne au XIV^e siècle, comme on l'a vu t. I^{er}, page 306.

(3) J'ai donné, t. IV, page 233, l'extrait de l'ordonnance de 1246 pour Aigues-Mortes, qui atteste une semblable institution; mais elle existoit en Sicile dès 1129; voir Baluze, *Miscellanea*, t. VI, page 188.

Barchinonæ et Urgelli et domini Montispessulani, qui prædicta viginti (1) capitula, sicut superius sunt scripta et expressa, de verbo ad verbum laudamus, concedimus et approbamus, et etiam confirmamus, prout plenius et melius superius continentur. Prædictam itaque concessionem in suo robore volumus duraturam quamdiu nobis placuerit, et universitati procerum ripariæ Barchinonæ.

PRIVILÈGE DE 1266 (2).

Noverint universi quod nos Jacobus, Dei gratia, rex Aragonum, Majoricarum et Valentia, comes Barchinonæ et Urgelli et dominus Montispessulani, ex certa scientia, damus et concedimus plenam licentiam et potestatem consiliariis et probis hominibus Barchinonæ, præsentibus et futuris, quod ipsi (3) auctoritate nostra ponant et eligant singulis annis, consules, secundum voluntatem dictorum consiliariorum et procerum, in navibus et lignis ad partes ultramarinas navigantibus. Qui consules habeant plenam jurisdictionem ordinandi, gubernandi, compellendi, ministrandi, puniendi et omnia alia faciendi super omnes personas de terris nostris ad ipsas partes ultramarinas navigantes, et in ipsa terra residentiam facientes, et super omnes naves et alia ligna de terris nostris illuc navigantia, sive portum facientia, et super res earundem personarum quæ illuc fuerint, tam in terra quam in mari, sicut habent in illis partibus consules de aliis provinciis ibi positi seu constituti super personas et navigia et alias res hominum earum provinciarum. Volumus etiam quod si prædicti consules, vel aliquis eorum noverint in ipsis partibus exivernare sive moram facere, possint ipsi ibidem eligere et ponere alios consules qui eandem jurisdictionem et posse habeant in prædicta terra et mari et personis et rebus, quam concessimus prædictis consulibus electis per consiliarios et probos homines Barchinonæ : possint etiam prædicti consules, a consiliariis et probis hominibus electi, imponere et ponere pœnam prædictis aliis, quos ipsi electi eligent, sub qua pœna teneantur recipere dictum consulatum, et tenere et regere ipsum usque in fine temporis; quod eis ab ipsis electoribus ad dictum regimen fuerit præfinitum. Item, damus plenum posse et jurisdictionem prædictis consiliariis et probis hominibus Barchinonæ puniendi secundum eorum arbitrium consules supradictos, ab eis electos, et illos etiam quos ipsi consules elegerint (4) si deliquerint quoquomodo. Volumus etiam, et constituimus, quod prædicti consules, electi per consiliarios et probos homines Barchinonæ, jurent tempore electionis in posse eorum, ad sancta Dei Evangelia, quod in prædicto consulatu se bene et fideliter habeant ad honorem et fidelitatem nostri et successorum nostrorum, et ad commodum et utilitatem civitatis et habitantium Barchinonæ et omnium hominum Cathalonie bona fide : et hoc idem jurent in posse dictorum consulum alii consules, qui ab ipsis consulibus fuerint constituti. Hanc autem

(1) Le nombre des chapitres indiqué ici de vingt est de vingt et un dans l'édition latine de Capmany, et de vingt-deux dans sa traduction castillane, ce qui tient aux divisions arbitraires faites par les copistes.

(2) Ce document est rapporté par Capmany, *Memorias*, t. II, page 32.

(3) Deux cédules de 1351 et 1352 (Capmany, t. II, pages 127 et 128) attestent que le roi, ayant fait quelques nominations, renonça à ce droit sur les représentations des magistrats de Barcelone.

(4) Capmany, t. II, page 339, rapporte une cédula royale de 1519, qui accorde, ou plutôt qui confirme cette faculté pour les consuls de nommer leurs substitués, et déclare qu'ils en seront responsables.

concessionem, sive privilegium præsens vobis damus et concedimus, quamdiu nobis placuerit duratura.

Datum Barchinonæ XVII kal. septembris, anno Domini millessimo ducentesimo sexagessimo sexto (1).

PRIVILÈGE DE 1269 (2).

CAP. II. Præterea damus et concedimus vobis et vestris in perpetuum, ac etiam statuimus quod si quis comandam aliquam fecerit alicui, causa portandi ipsam in uno viatico, tantum et postquam de ipso viatico reversus fuerit ille qui comandam receperit insinuat cum illo qui ipsam comandam sibi tradiderit per decem annos in Barchinona, et infra ipsos decem annos ipsam comandam non petierit, comandatarius ex tunc eandem petere non possit, nec habeat firmitatem aliquam nec valorem instrumentum aliquod si quod de ipsa comanda ostenderetur, exceptis tamen de hujusmodi statuto nostro et concessione, pupillis minoribus XIV annorum (3).

PRAGMATIQUE DE 1271 (4).

Nos Jacobus, fidelibus nostris vicario et bajulo Barchinonæ, salutem et gratiam, etc.

Intelleximus quod cum aliqui homines mercatores Barchinonæ faciunt viaticum ad quascumque partes, recipiendo comandas ab aliquo vel aliquibus civibus Barchinonæ, et in ipso viatico moriuntur, uxores illorum faciunt ipsas comandas suas et ad se pertinere asserunt et petunt ratione sponsalitorum; unde cum hoc sit contra omnem rationem, dicimus et mandamus vobis, quatenus si forte casus prædictus accidit vel acciderit in futurum, nonobstante petitione uxorum ipsorum mercatorum defunctorum, comandas reddi et restitui faciatis illis qui ipsas eis tradiderint et hoc ostenderint per publicum instrumentum vel publica instrumenta aut per testes sufficientes, et hoc aliquatenus non mutetis. Datum, etc. (5).

(1) Le même roi Jacques I^{er} concéda, le huitième jour des ides d'août 1269, un semblable privilège pour la nomination des consuls de Barcelone en Grèce et en Levant. Capmany l'a publié, *Memorias*, t. II, page 34. Le même auteur rapporte aussi, tome II, page 85, un privilège de 1321, pour établir des consuls en Corse et en Sardaigne. On trouve enfin, à la page 347, un document très-curieux de 1332, présentant le tableau de tous les consuls que Barcelone entretenoit en différens pays, avec les formules de leurs commissions.

(2) Ce privilège se trouve dans le manuscrit de la Bibliothèque royale, sans date; il n'est point en traduction catalane dans les éditions du Consulat, ni en traduction castillane dans Capmany. Je l'ai trouvé avec la date de 1269 dans les *Constitutions de Cathalunya*, t. II, page 113, édition de 1588 et 1589.

(3) On a vu, t. IV, pages 255 et 266, dans les statuts de Montpellier et de Marseille, des règles sur les commandes qui très-évidemment étoient observées en Catalogne, d'après ce qu'atteste ce privilège.

(4) Cette ordonnance est en latin dans le manuscrit, mais sans date. On la trouve traduite en catalan dans les éditions du Consulat, et Capmany l'a traduite en castillan, *Codigo*, t. II, page 56; dans toutes ces traductions elle porte la date de 1271; ce qui est exact, car elle est entière avec cette date dans les *Constitutions de Cathalunya*, t. II, pages 113 et 114.

(5) Cette pragmatique peut être considérée comme une addition à la précédente; on trouvera encore ci-après d'autres dispositions faites en 1283 et 1304.

EXTRAIT DU *RECOGNOVERUNT PROCERES* DE 1283 (1).

CAP. XXIII. *Ut mercatores vel marinarii qui sunt in recessu non teneantur placitare* (2).

Item. Quod mercatores vel marinarii, qui sunt recessuri per mare, non teneantur placitare super novis causis dummodo assecuraverint se prosequi causam in reditu viatici, et postquam lignum vel barcha vel navis fuerit in mari vel parata ad varandum (3).

CAP. LXIX. *De viaticis in commandis* (4).

Item. Si aliquis portat commandas in viaticis, quod uxor illius qui tenet commendam, vel alius creditor non possint petere vel defendere merces aliquas quæ aportantur de illo viatico in quo res fuerint commendatæ, ratione sponsalitii vel alia ratione, quousque illi qui fecerint commandas recuperaverint illas commandas, vel merces emptas de illa pecunia (5).

CAP. LXXII. *De commanda pro qua aliquis capitur* (6).

Item. Quod quilibet tenens commandam capiatur pro commanda dummodo ostendatur instrumentum commandæ contra eum, purum, scilicet quod non sit ibi fidejussor, nec juramentum nec terminus : et si tale instrumentum ostendatur non capiatur.

 PRAGMATIQUE DE 1288 (7).

Noverint universi quod cum nobis Alphonso, Dei gratia regi Aragonum, Maioricarum et Valentiae, et comiti Barchinonæ, extiterit significatum, quod quidam de Cathaloniam præsumperunt extorquere in aliquibus locis Cathalonie, sub prætextu

(1) Cette collection est imprimée dans les *Constitutions de Catalunya*, t. II, pages 30 et suivantes.

(2) Ce chapitre se trouve en latin dans le manuscrit du Consulat de la Bibliothèque royale; il n'est qu'en traduction catalane dans toutes les éditions imprimées; Capmany l'a recueilli dans ses *Memorias*, t. II, page 43, et l'a traduit en espagnol dans son *Codigo*, t. II, page 56.

(3) Le principe de ce chapitre étoit de droit commun, ainsi que le prouvent la rubrique 111 du *Constitutum usus* de Pise, que j'ai donnée t. IV, page 360, et divers autres documents postérieurs.

(4) Le texte latin, qu'on trouve dans le manuscrit de la Bibliothèque royale, est traduit en catalan dans toutes les éditions du Consulat. Capmany ne l'a point recueilli dans ses *Memorias*; mais il en a donné une traduction espagnole dans son *Codigo*, t. II, page 56.

(5) Ce chapitre reproduit presque littéralement l'ordonnance de Jacques I^{er} de 1271, qu'on trouve ci-dessus, page 347.

(6) Quoique ce chapitre ne se trouve ni dans le manuscrit du Consulat, ni dans les éditions imprimées, et qu'il n'ait pas été recueilli ou traduit par Capmany, j'ai cru devoir l'admettre, puisqu'il complète la législation sur les commandes. La même disposition a été reproduite dans le chapitre v des ordonnances des cortès de 1321, que je ne crois pas nécessaire de recueillir.

(7) Ce document relatif aux naufrages se trouve à la page 143 du tome II des *Constitutions de Catalunya*, imprimées en 1588 et 1589. Capmany l'a inséré dans ses *Memorias*, t. II, page 53.

naufregii, quasdam res, quæ de quibusdam barchis et lignis periclitantibus fuerant salvæ factæ, et hoc sit contra jus et justitiam : idcirco constituimus, et ordinamus ex certa scientia, quod de cætero, in tota Cathalonia non audeat aliquis cujuscumque conditionis existat, capere, vel usurpare, ac etiam detinere aliquas res nomine naufragii, vel etiam trobaduræ, quæ fuerunt de aliquibus navibus, lignis, barchis, vel aliis vasis periclitantibus (1).

PRAGMATIQUE DE 1288 (2).

I. Alphonsus, etc. Mandamus et dicimus vobis, quatenus si aliquis pirata, seu cossarius voluerit armare contra inimicos, quod assecuret, et caveat sufficienter in posse vestro, antequam de loco ubi armaverit recedat, quod non faciat malum in locis seu rebus amicorum, vel treugarum, et, antequam ad alia loca divertat, revertatur in eodem loco, ubi armaverit cum galione, seu ligno, et rebus omnibus quas cepit. Statuimus etiam et volumus quod aliquis officialis noster non possit habere nec habeat partem in hujusmodi armatis. Præterea volumus, et mandamus vobis, quod si forte constiterit, vel quod aliqui de piratis hujusmodi fecerint malum aliquid in locis vel rebus amicorum, vel treugarum, illos capiat incontinenti, et captos detineatis, ut contra eos possimus procedere, justitia mediante, et res quas detulerint capiat, et custodiat, ut possint restitui illis quibus fuerint depredatæ.

II. Mandamus et dicimus vobis, quatenus si de cætero contingat aliquos piratas applicare ad aliqua loca jurisdictionis nostræ cum præda, ipsos, visis præsentibus, capiat et res quas aportaverint emparetis, et emparatas teneatis, donec veritas sciri possit, utrum prædictæ res captæ per eos fuerint de loco pacis, vel treugarum, ut si fuerint de loco pacis, vel treugæ, quod possit inde restitutio fieri, ut fuerit faciendum : volentes, ut piratæ qui armare voluerint, prædicta ydonee assecurent.

PRAGMATIQUE DE 1304 (3).

Considerantes talem esse scriptam consuetudinem Barchinonæ, quod quilibet tenens comandam capiatur pro comanda, dummodo ostendatur instrumentum contra eum purum, scilicet quod non sit ibi fidejussor, nec juramentum, nec terminus, et si tale instrumentum ostendatur, non capitur; et dicta consuetudo fuerit legitima, scripta et approbata in curia generali Barchinonæ celebrata per illustrissimum dominum regem Petrum, bonæ memoriæ, patrem nostrum, et dicta consuetudo fuerit aliquo tempore legitima ad præscribendum, usitata et interpretata in judiciis per vicarium et baiulum

(1) On trouve ici les principes généralement admis par les lois, quoique fort mal exécutés dans l'usage, qui promettoient protection aux naufragés.

(2) Cette pragmatique se trouve dans les *Constitutions de Cathalunya*, t. II, page 117; les éditeurs du Consulat ne l'ont pas recueillie. Capmany en donne le premier paragraphe, *Memorias*, t. II, page 56.

(3) Cette pragmatique se trouve dans les *Constitutions de Cathalunya*, t. II, page 114. Ni les éditeurs du Consulat, ni Capmany ne l'ont recueillie.

Barchinonæ et litigantes coram ipsis, hoc scilicet modo, quod cum creditor ostendebat instrumentum comandæ purum in judicio, in quo non erat terminus, juramentum, vel fidejussor, et reus confitebatur simpliciter dictam comandam, non opponendo aliquam exceptionem, quod capiebatur dictus reus qui dictam comandam acceperat, et captus detinebatur usque ad satisfactionem dictæ comandæ: si vero opponebat aliquam exceptionem peremptoriam, scilicet satisfactionis, pacti de non petendo, vel amissionis comandæ, alicujusque fortuiti casus, vel diceret dictam comandam non esse reuera comandam, sed fuisse alium contractum præter comandam, quod recipiebatur a tali reo firma juris cum fidejussore, et non capiebatur usquequo condemnatus esset per sententiam quæ transiisset in rem judicatam: prout hæc omnia, et singula pro parte universitatis Barchinonæ nostræ fuerant magnificentiæ intimata, pro parte cujus etiam didicimus, quod ex prædictis, propter calumnias, et malicias, et diffugia recipientium dictas comandas, fiunt et generantur diversarum causarum litigia, gentibus onerosa, pariter et damnosa, et hujusmodi rei recipientes comandas rumpebant fidem suam, et damnificabant in hoc valde creditores suos credentes eas comandas; propterea consilarii, et ciues Barchinonæ hanelantes ad bonum statum civitatis, et tranquillum, et cupientes justitiam esse in civitate Barchinonæ, et extirpare calumnias a maleuolis hominibus, et calumniantibus, supplicaverint nobis, ut hujusmodi calumniis, diffugiis, et malitiis dignaremur, de remedio competenti, eis et civitati prædictæ, ex regia providentia ac sollicitudine providere.

Ideoque nos, ad supplicationem pro parte dictorum consiliariorum, et proborum hominum civitatis præmissæ, habita deliberatione, providimus super prædictis, et constituendo constituimus et statuimus perpetuo in dicta civitate Barchinonæ taliter observandum, quod si creditor comandam faciens ostendat in judicio instrumentum comandæ purum, et reus nullam opponat exceptionem peremptoriam, quod capiat, et captus teneatur, quousque satisfactum fuerit creditori: si vero opposuerit dictus reus aliquam exceptionem peremptoriam, scilicet satisfactionis, pacti de non petendo, vel alicujus casus fortuiti, vel similis, quod incontinenti habeat præstare ydoneum, vel ydoneos fidejussores, ad cognitionem judicis ordinarii, recepta prius firma juris, et assignentur sibi triginta dies, infra quos habeat proponere et probare exceptionem suam; alias, lapsis dictis triginta diebus, ex tunc ipse reus, et fidejussor ab ipso datus compellantur ad solvendum comandam petitam, sine mora, et fiat executio in bonis dicti rei et fidejussoris, seu fidejussorum ab eo datorum, et incontinenti etiam capiat dictus reus, et tamdiu captus teneatur, quousque satisfactum fuerit de dicta comanda. Veruntamen si dictus reus post dictos triginta dies velit probare dictam exceptionem, ipso existente capto possit eam probare, et habere dilationes legitimas, prout ante hujusmodi constitutionem nostram probare poterat, et in hoc casu, actor non teneatur providere in alimentis reo, pendente dicta causa: et si reus elapsis dictis triginta diebus quandocunque elegerit potius solvere comandam petitam, quam captus existere, quod audiat, et a carcere dimittatur, valeatque ducere causam suam, et exceptionem probare, prout hoc erat ante hujusmodi nostram constitutionem fieri consuetum, quod eo casu actor teneatur dare, et præstare ydoneum fidejussorem, aut fidejussores; quod si reus posset probare dictam suam exceptionem legitime post triginta dies, ut dictum est, actor, et fidejussor, seu fidejussores ejus teneantur restituere dictam comandam, et vicarius habeat tertium suum, finita dicta causa, nisi reus probaverit exceptionem suam: jubemus etiam et statuimus, ut victus victori condemnetur in

expensis, quamquam juratum fuerit de calumnia per partes in dicta causa, nonobstante usu hactenus observato.

ORDONNANCE MARITIME DE 1340 (1).

Petrus Dei gracia rex Aragonis, etc., etc., Nobilibus et dilectis procuratori nostro ejusque vices gerentibus gubernatori generali regni Sardignie et Corsice et aliis officialibus regni ejusdem, bajulis generalibus Catalonie et regni Valencie, vicario, subvicario et bajulo Barchinone necnon vicariis, justiciis, çalmedinis merinis, juratis, alcaldis aliisque universis et singulis bajulis localibus quorumcumque locorum regnorum Aragonis, Valencie, Sardignie et Corsice ac comitatibus Barchinone necnon consulis quibuscumque ubilibet per nos constitutis et constituendis, et universis aliis et singulis officialibus et subditis nostris presentibus et qui pro tempore fuerint vel locatinentibus eorundem salutem et dileccionem.

Sagax humana previo rerum eventus metiens et ex conjectura preteritorum, futura providens, quanto majora timet esse dispendia, tanto promciores et perfecciores cautelas preparari oppinat. Cum itaque noverimus hactenus ab experto quod quia naves, lenibi et alia quevis marina vehicula, nec debitis, nec completis gubernaculis regebantur nedum perdicionem rerum infinitarum et mercium contigerunt, verum etiam plurimorum mortis pro dolo inopinate tormenta : volentes igitur predicta personarum et rerum discrimina quantum possibile nobis fuerit sublevare, ac securitati navigancium providere, capitula tenorum secuentium providimus ordinanda.

Primerament que tot mariner ò bal-lester ò seruicial, è tot altre qui sia acordat de nau ò galera ò de leny ò d'altre vexell sia tengut è dega seruar è complir al patró de nau ò de leny ò altre vexell, qui acordat será, tot çó que en lo seu acordament haurá promes de seruar è complir. Axí que aqueñ mariner ò bal-lester ò altre acordat de nau ò de leny ò altre vexell, si

Premièrement. Tout matelot, balestrier, serviteur, et tout autre qui se sera engagé au service d'un navire, d'une galère, d'une barque, ou de tout autre bâtiment, sera tenu d'accomplir, envers le patron, tout ce qu'il aura promis (2).

De même, lorsqu'un matelot, balestrier, et autre engagé, aura reçu un paiement ou avance du patron ou de son second, ils doivent achever le voyage qu'ils ont promis de faire, à moins qu'ils n'en soient empêchés

(1) Cette ordonnance se trouve dans toutes les éditions du Consulat, immédiatement après les chapitres sur les prises, que je donnerai plus bas. On la trouve également dans le manuscrit du Consulat de la Bibliothèque royale, avec des variantes que je recueillerai à la fin de ce volume. Quoique le préambule et le mandement d'exécution y soient en latin, les chapitres ont été dès l'origine rédigés et promulgués en catalan; voir ce que j'ai dit à ce sujet, page 323. Capmany s'est borné à la traduire en espagnol dans son *Código*, t. II, pag. 39 et suivantes. On ne la trouve ni dans les *Privilegia*, ni dans les *Fori regni Valentie*. Le préambule m'a été envoyé des archives de la couronne d'Aragon, et je le reproduis littéralement sans corriger l'orthographe et la latinité, très-défectueuses. Quoique dans mon opinion la compilation du Consulat n'ait été rédigée qu'après cette ordonnance, comme d'autres auteurs, notamment Capmany, assignent au Consulat une date antérieure, j'ai cru devoir indiquer dans des notes les rapprochemens entre l'un et l'autre document.

(2) La même règle est présentée d'une manière plus diffuse dans les chapitres CVIII, CIX, CX, CXI, CXII, et CXIII [153, 154, 155, 156, 157 et 158] du Consulat de la mer; voir ci-dessus, page 327.

haurá presa paga ò prestech de son patró ò loctinent de patró que dega seguir lo viatge que haurá promes, si donchs no haurá necessitat de malaltia ò que prenga muller, ò si alguna heretat li sera perueguda despuys que será acordat : è que de continent que malalt será, ò presa muller haurá, ò la heretat li será perueguda, que ú deia denunciar à aquell, de qui acordat será, è retre çó que près haurá de paga ò prestech. E qui contrafará, en aquest cas dega esser près, è que reta al patró lo prestech ò paga, que haurá près, et que pach de pena c sous, ò stiga près cent dies al castell; et tot altre patró qui l'acordará, ò l's enmen pusque li sia denunciat, que es acordat d'altre, pach de pena c sous. En axí que l'escruiá de nau ò altre vexell en lo acordament que l'patró ò loctinent de patró farà dels mariners, ballesters ò seruicials, deia metre les conuinençes en scrit en lo cartolari del dit acordament. E que l' dit scriuá ans que comença vsar del offici, faça sagrament en poder del batle de Barcelona ò de son loctinent ò del loch on lo patró scriuá posará en la dita nau ò vexell, de usar son offici lealment.

II. *Item.* Que tot mariner ò ballester ò altre acordat qui fuge ò desempar per por de mals lenys ò per por de fortuna, la nau ò lo leny ò altre vexell, perque será acordat, si donchs lo patró no la desemparrará primer ò son loctinent del patró, que deia esser penjat per la gola. Emperó si lo patró ò son loctinent de patró desemparrará la nau ò altre vexell, que ans que isqua de la dita nau ò altre vexell, que en presència de aquells qui aquí seran presents, dega dir, que ell desemparrará aquell vexell, axí com aquell qui no l'pot saluar, è que licentia tot hom qu'il desempar.

par maladie ou parce qu'ils voudront prendre une femme (1), ou parce qu'une succession leur sera échue depuis qu'ils se sont engagés. Aussitôt que l'un de ces événemens leur sera survenu, ils doivent en faire part à celui envers qui ils se seront engagés, et, dans ce cas, ils doivent restituer ce qu'ils auront reçu de paye ou d'avances.

Quiconque contreviendra à cette disposition doit être arrêté; restituer au patron ce qu'il aura reçu, payer cent sous de peine, ou rester cent jours en prison : tout autre patron qui engagera ou prendra cet homme, après qu'on lui aura fait connoître qu'il s'étoit engagé envers un autre patron, sera condamné en cent sous d'amende. Les accords que le patron ou son second fera avec les balestriers, les matelots et autres serviteurs, doivent être écrits par l'écrivain sur son cartulaire.

Avant d'entrer en fonctions l'écrivain doit faire serment devant le baile de Barcelone ou son lieutenant, ou devant celui du lieu dans lequel le patron aura reçu cet écrivain, de remplir loyalement ses fonctions (2).

II. *Item.* Tout matelot, balestrier ou autre, qui, par peur de corsaire ou de tempête, abandonnera le navire pour lequel il s'est loué, si le patron ou son second ne le quitte pas le premier, doit être pendu.

Mais si le patron ou son second quitte le navire, il doit, avant d'en sortir, dire, en présence de tous ceux qui s'y trouvent, qu'il abandonne le navire parce qu'il ne peut le sauver, et qu'il licencie tous ceux qui y sont.

(1) Une disposition semblable se trouve dans le chapitre CXI [156] du Consulat.

(2) Ce chapitre étoit presque littéralement contenu dans le chapitre CIX [154] du Consulat, formant le chapitre XCIX de la rédaction d'après laquelle a été faite la première traduction italienne imprimée en 1539; voir ci-dessus, page 327.

E de aquest desemparament faça fé l'escriuá, si en lo dit vexell será.

Et l'écrivain, s'il est sur le navire, rédigera un acte de cet abandon (1).

III. *Item.* Que tot mariner ò ballester ò altre acordat qui tall orri de nau ò de altre vexell, ò leuará volta al orri de nau ò de leny, que n'vaia en terra sens voluntat del patró ò de son loctinent, que sia penjat per la gola.

III. *Item.* Tout matelot, balestrier ou autre engagé au service d'un navire, qui, sans permission du patron ou de son second, coupera une amarre du navire ou détachera un câble de manière à faire échouer le navire, sera pendu (2).

IV. *Item.* Que tot mariner ò ballester ò altre acordat qui fuge à nau ò à leny ò altre vexell despuys que seran partits de la plaia de Barchinona ò de altre loch on sia acordat, è no haia seruit lo temps de que será tengut à la nau ò altre vexell, si es trobat que sia prés, et que dega retre en tot cas tot çó que haurá prés de la nau ò leny ò altre vexell, è que perda tot çó que haurá seruit à la nau ò altre vexell (è que sia del patró); è que pague de pena c sous, ò que stiga cdies al castell ò en presó.

IV. *Item.* Tout matelot, balestrier ou autre engagé au service d'un navire, qui désertera depuis qu'il sera parti de la plage de Barcelone ou de tout autre lieu où il se sera engagé, sans avoir servi le temps convenu, s'il est trouvé et pris, doit rendre tout ce qu'il aura reçu du navire, et perdre les loyers de tout le temps qu'il aura servi (ces loyers doivent rester au patron); il devra, en outre, payer cent sous d'amende, ou être cent jours au château ou en prison (3).

V. *Item.* Que tot mariner ò ballester ò altre acordat ò altre hom de qualque condició sia, qui moga baralla en nau ò en galera ò en leny ò en altre vexell, que dega esser prés per los altres acordats del dit vexell, si lo patró ò son loctinent los homana de part del senyor rey, è que l' degan mettre en un cep, è que y stiga tant tró que sia en terra de la senyoria del rey, è que sia liurat à la cort, et que pach cc sous, è que no compte lo seu loguer, tant quant stará al cep, è sia del patró. E si los mariners no l' volien pendre, que pach de pena c sous quascú. Emperó si per la dita baralla se seguia

V. *Item.* Tout matelot, balestrier ou autre homme engagé pour le service d'un navire, de quelque condition qu'il soit, qui cherchera querelle dans le navire, doit être mis en état d'arrestation par les autres hommes de l'équipage, si le patron ou son second le leur ordonne de par le seigneur roi; ils doivent le mettre aux fers, et l'y garder jusqu'à ce que le navire soit revenu dans les terres du seigneur roi; alors cet homme doit être livré à la cour; il payera deux cents sous d'amende, et les loyers qui auront couru pendant tout le temps qu'il étoit aux fers seront perdus pour lui et appartiendront au patron: si les autres matelots ne veulent point l'arrêter, ils payeront chacun une amende de cent sous.

Mais si la querelle étoit suivie de bles-

(1) Ce chapitre, comme le précédent, avoit été inséré dans l'ancienne édition du Consulat, d'après laquelle fut faite la traduction italienne imprimée en 1539; il y formoit le chapitre c, qu'on ne retrouve plus dans l'édition de 1494 et les suivantes. Le principe qu'il consacre se trouve dans les réglemens sur les armemens en course, que je publierai ci-après, pages 393 et suivantes.

(2) On trouvoit une disposition presque semblable dans le chapitre II de la troisième partie de la compilation rhodienne.

(3) On a vu une disposition semblable dans le chapitre XLIII de l'Assise des bourgeois du royaume de Jérusalem, dans le chapitre cxii [157] du Consulat, et dans le chapitre xv du livre IV du statut de Marseille; elle se retrouve dans presque tous les autres documens.

nafra ò nafres, que l' dit barallant dega hauer aquella pena que de usatge ò de dret deurá hauer, segons la qualitat dels actes.

VI. *Item.* Que tot patró de nau ò de leny ò d'altre vexell sia tengut à mariner è à ballester è à altre son acordat, de pagarli lo loguer que li haurá promés, com haia seruit lo temps è l' viatge de que será tengut al patró. Emperó si lo patró li donaua paraula abans que l' temps no hagues seruit, que l' dega pagar de tot ço que li sia tengut, axí com si tot lo temps li hauia seruit; si donchs no li daua paraula per ladronici prouat, ò per baralla ò per gabelle, ò si no estaua à comandament de son maior. E axí emperó que no li dega esser dada paraula en loch de Sarrahins.

VII. *Item.* Que si lo mariner ò altre acordat pren colp en la nau ò altre vexell, faent lo seruey de la nau, ò y pren malaltia, que dega comptar son loguer, mentre sia en la nau ò altre vexell, axí com si era sá, è que l' patró li dega pagar son loguer è altres coses complir segons forma è condició del seu acordament. Emperó si era en viatge de ultra mar, que l' patró sia tengut è dega en tot cas tornar aquell ab aquella nau ò leny ò altre vexell comptant son loguer, tró que l' haia la on acordat será stat.

VIII. *Item.* Que tot mariner ò ballester de nau ò de leny ò d'altre vexell qui prengá loguer de nau, sia tengut de metre armes, ço es à saber bones cuyraces, gorgera è capell de ferre, spasa, è coltell, è bones

sures, l'auteur doit subir la peine qu'il est d'usage ou de droit de décerner, suivant la nature des violences (1).

VI. *Item.* Tout patron de navire est tenu de payer aux matelots, balestriers et autres engagés, les loyers qu'il leur aura promis pour le temps qu'ils auront servi dans le voyage, et auquel ils étoient tenus.

Mais si le patron les congédioit avant qu'ils eussent accompli leur temps d'engagement, il doit les payer entièrement, comme s'ils eussent servi pendant tout ce temps, à moins qu'il ne les congédie pour vol prouvé, quelque, contrebande, ou pour désobéissance à leur supérieur.

Néanmoins le patron ne doit point les congédier en pays sarrasin (2).

VII. *Item.* Si le matelot ou autre engagé reçoit quelque blessure en faisant le service du navire, ou tombe malade, ses loyers doivent lui être payés, pendant qu'il sera sur le navire, comme s'il étoit bien portant; on doit les lui payer, et accomplir envers lui tout ce qui lui a été promis suivant convention.

Et s'il étoit en voyage d'outre-mer, le patron sera tenu de le ramener dans son navire, et de lui payer son loyer jusqu'au lieu où il l'avoit engagé (3).

VIII. *Item.* Tout matelot ou balestrier qui s'engagera sera tenu d'apporter ses armes, qui doivent consister en bonnes cuirasses, gorgerel, chapeau de fer, épée, sabre, deux bonnes balistes, un croc, un carquois, deux cents flèches d'arbalètes ou viretons, et il doit

(1) Il y a beaucoup de rapports entre ce chapitre et ce qui est décidé par le chapitre v de la troisième partie de la compilation rhodienne. Le Consulat, chapitre LXXX [125], donnoit au patron le droit de congédier le matelot querelleur.

(2) Ce chapitre est entièrement conforme au chapitre LXXX [125] du Consulat, que les chapitres LXXXI et LXXXII [126 et 127] développent avec quelques détails; mais on trouve ici la défense expresse de congédier un matelot dans un pays infidèle, qui résulloit implicitement du chapitre CVII [152] du Consulat.

(3) Cette disposition étoit déjà dans le chapitre XX de l'ordonnance de 1258; voir encore les chapitres LXXXII et LXXXIII [127 et 128] du Consulat.

dues ballestes, è un croch, è CC passadors ò viratons; è que dega aquelles armes emprar tota vegada que per son maior ne sia request per defensió de la nau ò del leny. E qui contra farà, pagará per ban quascuna vegada XX sous. E si aquell mariner no metrá les armes desusdites en nau ò leny ò altre vexell de qui acordat será, è aquelles com request ne será no emprará, que no dega hauer comptat de son loguer del temps que seruit haurá, ans sia guanyat al patró.

IX. *Item.* Que tot mariner ò ballester de nau ò de leny que sia acordat que viaia en viatge de ultra mar è haia prés prestech ò paga, deia iature en la nau ò leny depux que la nau ò leny haurá començat à carregar si n'es request del patró è dels mercaders, axí que de quatre nits n'y iaga la una quascuna ab les sues armes, axí que faça hom compte que l' quart de la compaña iaga en la nau tots vespres; è aquella nit haia è compte tot son loguer segons que pendrá lo mes. E si es à viatge, haia la nit XII diners barchinones, si donchs en lo acordament no será emprés que sens loguer hi hagen à iature. Emperó en açó no es entés les nits, que en la dita nau ò vexell iauran, après que aquella nau ò leny se comença desormeiar per anar en son viatge. E qui contra farà pagará per pena cada vegada XX sous.

X. *Item.* Que tota nau ò leny ò altre vexell que haia començat ò no començat de carregar, si noues de galeres ò de altres vexells de enemichs ò cossaris seran en lo loch on la nau ò leny será, que tots los mariners è ballesters acordats qui hagen prés prestech ò paga, feta requesta à ells per lo patró ò scriuá ò altre en loch

prendre ces armes toutes les fois que son supérieur l'en requerra, pour la défense du navire; et s'il manque à cette obligation, il payera chaque fois, pour amende, vingt sous.

Si le matelot n'apporte pas les armes susdites dans le navire pour le service duquel il se sera engagé, ou s'il ne les prend pas quand il en sera requis, il ne doit point recevoir de loyers pour le temps qu'il aura servi; au contraire, ses loyers seront acquis au patron (1).

IX. *Item.* Tout matelot ou balestrier, engagé pour aller en voyage d'outre-mer, qui aura reçu des avances, doit coucher dans le navire, à partir du jour où le chargement aura été commencé, s'il en est requis par le patron et par les marchands, de manière que le quart de l'équipage soit toutes les nuits dans le navire avec ses armes; alors, pour cette nuit, chacun doit recevoir toute sa paye, suivant ce qui lui est dû par mois.

Mais s'il s'est engagé au voyage et non au mois, il doit avoir pour la nuit douze deniers barcelonais, à moins qu'il n'ait été convenu qu'il devra coucher dans le navire sans paye particulière pour chaque nuit. Les dispositions ci-dessus ne sont point applicables aux nuits passées dans le navire depuis qu'il a commencé à appareiller pour aller en voyage. Celui qui contreviendra à cet ordre payera, pour chaque contravention, vingt sous (2).

X. *Item.* Lorsqu'un navire aura ou n'aura pas commencé à charger, si l'on apprend la nouvelle que des galères, corsaires ou autres navires ennemis, armés, sont dans les mêmes parages, les matelots, balestriers et autres engagés qui auront reçu des avances, doivent, s'ils en sont requis par le patron, l'écrivain ou autres à leur place, entrer avec leurs armes dans le navire pour le défendre, et

(1) Cette disposition étoit déjà dans le chapitre VII de l'ordonnance de 1258. Le chapitre CXXXIII [178] du Consulat en contenoit une semblable sur l'obligation d'avoir des armes; et si le matelot les vendoit, le chapitre CXXVII [172] permettoit au patron de le punir, sans toutefois déterminer la peine.

(2) On trouve des dispositions semblables, mais beaucoup moins développées, dans le chapitre III de l'ordonnance de 1258, et dans le chapitre CXXIX [174] du Consulat de la mer.

d'aquells, deian entrar en la nau ò leny ab lurs armes per defendre, è que y degan star tant com al patró ò à son loctinent placia; axí emperó que l's dits mariners compten à tot loguer. E si lo mariner ò altre acordat no s' recollia, feta la requesta, pach xx sous.

XI. Item. Que tot mariner ò ballester ò seruicial ò altre acordat de nau ò leny ò altre vexell dega estar à manament è à obediencia del patró ò de son loctinent, de qui acordat será; e si algú d'aquests contrastaua irosament ò ab malicia al dit patró ò à son loctinent, que l's mariners è altres acordats de la nau ò vexell prenguen aquell ò aquells, qui aquest contrast faran, è que l' meten en cep, è tenirlo, tró que aquell haien en senyoria del loch on será lo patró è aquell meten en poder del ordinari del senyor rey, qui n' faça có que de dret è per iusticia lo s' parrá faedor. E que lo dit acordat no compte de son loguer, mentre stará al cep.

XII. Item. Que tot mariner è ballester se dega recollir aquell dia que l' patró li haurá dit, si la nau ò leny se desormeiará, è que encontinent que sia recollit, dega comptar en tot son loguer. E si algun mariner ò ballester trobat será en terra, com la nau ò leny haia feta vela, que dega pagar per pena xx sous.

XIII. Item. Si algun mariner ò ballester ò seruicial partirá ò exirá de nau ò de leny ò altre vexell sens voluntat del patró ò de notxer ò de lur loctinent, que pach per pena quascuna vegada v sous, ò stiga v dies prés in lo castell, si pagar no l's

y rester tant qu'il plaira au patron ou à son remplaçant; dans ce cas, chacun doit recevoir l'intégralité de ses loyers.

Tout matelot ou autre engagé qui ne se rendroit pas à cette réquisition doit payer vingt sous (1).

XI. Item. Tout matelot, balestrier, serviteur et autre engagé doit obéir d'une manière absolue au patron ou à son remplaçant (2); et si quelqu'un d'eux s'y refuse par malice, les matelots et les autres engagés doivent arrêter le désobéissant, le mettre aux fers, et l'y retenir jusqu'à ce qu'il ait été livré à la justice du lieu où sera le patron; et celle-ci doit le remettre au pouvoir du préposé du seigneur roi, qui fera ce qui par droit et justice devra être fait.

Le matelot désobéissant ne recevra pas de loyers depuis qu'il aura été mis aux fers (3).

XII. Item. Tout matelot ou balestrier doit se rendre au jour que le patron lui aura indiqué pour l'appareillage du navire; et du moment qu'il sera rendu, il a droit à l'intégralité de sa paye (4). Si quelque matelot ou balestrier est trouvé à terre après que le navire aura fait voile, il doit payer pour peine vingt sous (5).

XIII. Item. Si quelque matelot, balestrier, serviteur, ou tout autre engagé, sort du navire sans la permission du patron, du nocher ou de leur remplaçant, il doit payer cinq sous chaque fois; et s'il ne le peut, il doit être pris et retenu au château cinq jours: ou bien, si le patron le préfère, il peut le mettre

(1) Ce chapitre a une grande ressemblance avec le chapitre cxxvi [171] du Consulat de la mer.

(2) Ce chapitre est semblable au chapitre cxvii [162] du Consulat.

(3) Une disposition semblable se trouve dans le chapitre cxviii [163] du Consulat, relativement au matelot qui frappe son patron; et ce chapitre prononce même la perte des salaires contre les autres gens de l'équipage qui refusent d'arrêter le délinquant.

(4) Cette disposition n'est pas littéralement dans le Consulat; mais elle me paroît résulter du chapitre xci [136].

(5) Une disposition analogue se trouve dans le chapitre cxxiv [169] du Consulat.

pot; ó si lo patró ho volra, que stiga al cep de la sua nau per sinc dies, è que no compte sou.

XIV. Item. Si algú ò alguns mariners ò ballesters ò seruicials partiran de nau ò de leny sens voluntat del patró ò de notxer ò son loctinent de barca, que pach per pena quascuna vegada, si es barca de penescalm de nau, çò es quascun d'aquells xx sous; è si es barca altra de nau ò altre vexell, pach quascú d'aquells, x sous per pena. E si pagar no l's pot, que stiga quascú d'aquells per quascun sou, un dia al castell.

XV. Item. Que si algun mariner se auendrâ ab lo patró ò ab son loctinent de star en nau ò leny stant en plaia ò en algun altre loch, è aquell mariner exirà fora la nau ò leny sens voluntat del patró ò son loctinent, que pach per pena quascuna vegada xx sous, è que perda lo loguer, que li será degut tró en aquell dia.

XVI. Item. Que si algun mariner ò altre acordat será atrobat dormant à la sua guayata, que per quascuna vegada pach per pena, si es mariner de popa dos sous, è si es de proa un sou.

XVII. Item. Si alguna nau ò leny ò altre vexell per fortuna de mar ò de vent vendrà en terra à fons, que l's mariners è ballesters è seruicials è altre hom qui seran acordats de aquella nau ò leny ò altre vexell, sien tenguts è degan ajudar continuament à restaurar è à saŭar la nau ò leny ò altre vexell è l'arnes d'aquella, è encara les robes è mercaderies, que en aquella seran. Axí que l's dits mariners è seruicials compten tota hora à tot lur

aux fers cinq jours, pendant lesquels ses loyers ne courront pas (1).

XIV. Item. Si un ou plusieurs matelots, balestriers, serviteurs ou autres, sortent du navire ou du bâtiment avec la barque, à l'insu du patron, du nocher, ou de son remplaçant, ils doivent payer chaque fois pour peine, si c'est avec la barque principale du navire, vingt sous; si c'est avec une autre barque, dix sous.

Et s'ils ne peuvent payer, ils doivent être emprisonnés au château un jour pour chaque sou (2).

XV. Item. Si quelque matelot s'engage envers le patron ou son remplaçant à rester dans le navire lorsqu'il sera en plage ou en autres lieux, et en sort sans le consentement de l'un ou de l'autre, il doit payer chaque fois, pour peine, vingt sous, et perdre les loyers qui lui seront dus jusqu'à ce jour.

XVI. Item. Si quelque matelot ou autre engagé est trouvé endormi, étant en vigie, il doit payer, pour chaque fois, savoir : le matelot de poupe, deux sous, le matelot de proue, un sou (3).

XVII. Item. Si quelque navire, par fortune de mer ou par force de vent, échoue ou touche le fond, les matelots, balestriers et autres serviteurs engagés doivent aider, sans perdre de temps, à dégager et sauver le navire, son gréement, les effets et marchandises qui y seront.

Dans ce cas, les matelots et autres employés doivent recevoir tous leurs loyers, jusqu'au

(1) Ce chapitre, à l'exception des dispositions pénales, ressemble beaucoup au chapitre CXXIV [169] du Consulat.

(2) Ces trois chapitres ne font point double emploi. Le XIII^e contient une défense générale de sortir; le XIV^e défend de sortir avec une barque; le XV^e concerne un homme spécialement engagé à rester sur le navire lorsqu'il est amarré.

(3) Le chapitre CCVI [251] du Consulat prononce des peines différentes, mais, du reste, il a le même objet.

loguer, tró que l'patró los ho diga. Axí que si aquells mariners ò seruiçials s'enpartiran è s'enlunyan, axí que no ajudaran à saluar la nau ò leny è exarcias è arnes d'aquella, ne les robes ò mercaderies que en aquella seran, que no hagen comtat del temps que seruit hauran, ans hagen à reitre có que prés hauran à prestech ò à paga al patró; è no res menys, si l's mariners ò seruiçials qui ajudar no volran hauran arnes seus è robes en aquella nau ò leny ò altre vexell è seran saluades, è no ajudaran à saluar è à restaurar la dita nau ò leny ò altre vexell, que l'arnes è les robes d'aquells sien confiscades al senyor rey. E que tota hora hagen aquells mariners ò ballesters ò seruiçials qui no ajudaran, star présos tró que l'prestech ò paga hagen tornat al dit patró.

XVIII. *Item.* Si algun mariner ò seruiçial será acordat per patró de nau ò de leny ò d'autre vexell ò per l'escruiá d'aquella cocha ò leny, que d'aquell acordament ò paga ò prestech dega esser cregut lo patró ò scriuá de aquella nau leny ò altre vexell; axí que la cort del loch on lo patró ò scriuá acusará ò requerrá lo mariner ò seruiçial de seruar les conuinençes entre ells empréses, dega encontinent pendre lo mariner ò seruiçial, è aquell prés tenir, tró que haia sàtisfet plenariament al dit patró ò à son loctinent, en có que aquell mariner ò seruiçial será tengut segons la conuinença del seu acordament.

XIX. *Item.* Que algun barquer ò mariner ne altre no gos traure ne descarregar de nits, de nau ò de leny ò altre vexell, ò en nau ò en leny ò altre vexell grá, ne altres robes, sens voluntat del patró ò de son loctinent. E qui contrafará pach per pena

moment où le patron leur dira de cesser leurs fonctions. Mais si les matelots ou autres engagés partoient ou s'éloignoient de manière qu'ils n'aidassent point à sauver le navire, ses apparaux, son gréement, ses effets et marchandises, non-seulement le temps qu'ils auront servi ne leur sera pas compté, mais encore ils devront rendre ce qu'ils auront reçu pour avances ou paye; et néanmoins, si les matelots ou autres engagés qui n'auront point voulu donner aide ont dans le navire quelques objets qui soient sauvés, ils doivent être confisqués au profit du seigneur roi.

Dans tous les cas, les matelots, balestriers et autres engagés, qui n'auront pas aidé, doivent être mis en prison jusqu'à ce qu'ils aient restitué les avances ou la paye qu'ils avoient reçue (1).

XVIII. *Item.* Si quelque matelot ou autre engagé s'est accordé avec un patron ou avec l'écrivain d'un navire, ceux-ci doivent être crus au sujet du service, de la paye ou des avances; en conséquence le tribunal du lieu où le patron ou l'écrivain requerra le marinier ou serviteur de remplir les conventions prises (2), doit sans retard faire arrêter cet homme jusqu'à ce qu'il ait pleinement satisfait le patron ou son remplaçant sur ce qui aura été convenu entre eux.

XIX. *Item.* Il est interdit à tout barquier, matelot ou autre, de tirer ou de décharger de nuit, ni grains ni autres objets du navire, ni d'y en charger sans le consentement du patron ou de son remplaçant.

Celui qui contreviendra à cet ordre payera

(1) Le principe de ce chapitre se trouve bien dans le chapitre CCII [247] du Consulat, mais d'une manière occasionnelle et sans aucune sanction pénale.

(2) On trouve des dispositions analogues dans les chapitres CIX, CXI et CXIII [154, 156 et 158] du Consulat.

quascuna vegada c sous, è no res menys; sia aquell qui cometrà tals faenes tengut de star à dret al dit patró ò à son loctinent, en çò que deurá.

XX. Item. Que si alguna persona farà fer nau ò leny ò barca ò altre vexell en la plaia de Barchinona, è à ops de la construcció de aquella nau ò leny ò barca comprará fusta, stopa, clauo, cotons, ancores è altres forniments è exarcies necessaries à ops de la dita nau ò leny ò altre vexell, per les quals deurá diners als persones de qui compradés les haurá, ò si per aquell patró ò exercidor será degut per iornals als mestres prestant lurs obres en construcció d'aquella nau ò leny ò altre vexell, è aquella persona qui construirá aytal nau ò leny ò altre vexell dementre que s' construirá se morrá ò se absentará, ò aquella nau ò leny ò altre vexell nauegar no porá axí que conuendrà de vendre aquella nau ò leny ò altre vexell; que aquelles persones à qui será degut per raó de fusta, clauo, stopa, cotons, ancores è altres forniments comprats à ops de la dita nau ò leny ò altre vexell, ó per rahó de iornals, sien primers en temps è pus poderosos en dret en lo preu que s' haurá de aquella nau ò leny ò altre vexell, ensemps ab les altres persones d'aquella nau ò leny ò altre vexell, en çò que bestret hauran; axí que muller ne altre creador d'aquella persona no puga esser primer en temps ne pus poderos en dret à aquelles persones à qui será degut per les dites raons, tró que la nau ò leny ò altre vexell haia feta vela en lo loch on será construïda, sens enbarch d'aquelles persones à qui per aquella rahó será degut. Feta emperó vela d'aquella nau

cent sous et rien de moins; et celui qui se rendra coupable de cette infraction sera à la disposition du patron ou de son remplaçant pour ce qui lui sera dû (1).

XX. Item. Si quelqu'un fait construire un navire, une barque ou autre bâtiment sur la plage de Barcelone, et si, pour le besoin de cette construction, il achète du bois, de l'étoupe, des clous, du coton, des ancres et autres fourniments et agrès nécessaires à l'utilité dudit navire, dont il n'a pas payé le prix aux vendeurs; ou bien s'il est dû aux constructeurs des journées pour cette construction; s'il arrive que celui qui faisoit construire le navire meure pendant le temps de la construction, ou s'absente, de manière que ce navire ne puisse naviguer, et qu'il y ait lieu de le vendre; dans ce cas, les personnes à qui il sera dû pour prix de bois, clous, étoupes, cotons, ou pour des journées, seront, sur le prix qui en proviendra, payées par privilège et préférence, en concurrence avec ceux qui ont déjà fourni des deniers; de manière que la femme ni d'autres créanciers ne puissent être admis ni préférés; mais seulement tant que le navire n'aura fait voile du lieu où il a été construit, sans empêchement des personnes à qui il seroit dû pour les raisons susdites (2).

En conséquence, lorsqu'un navire aura

(1) On trouve une semblable disposition dans les chapitres xvi et cxxii [61 et 167] du Consulat.

(2) Cette première hypothèse est facile à saisir. Tant que le navire nouvellement construit n'a pas fait de voyage, sans opposition des créanciers pour fournitures et constructions, ils sont préférés sur le prix à tous autres créanciers du débiteur plus anciens en date, ou plus favorisés que les autres par le droit commun. Cet avantage est accordé sans distinction à ceux qui ont prêté pour payer les fournitures, et à ceux à qui elles sont dues; on verra, page 389, comment ce principe fut modifié par le chapitre xxxii du règlement de procédure.

ò leny ò altre vexell sens contrast d'aquelles persones à qui será degut, que de puys qualque vegada si la dita nau ò leny se haurá à vendre, que en lo preu de aquella, venguen primers, aquells que dret comú ordon ; saluo tota vegada, que l'personer sia primer en la sua part à tota altra persona, qui será creador d'aquella persona, qui aytal nau ò leny ò altre vexell haurá construit.

XXI. *Item.* Que algun barquer no gos traure de nau ò de leny ò altre vexell mariner ò seruicial sens voluntat del patró ò de son loctinent. E qui contra fará, que pague per pena c sous.

XXII. *Item.* Que algun exauaguer, pescador, ne altre, no gos metre ne lançar nances ab pedra, ne ab senalles, ne en altra manera en la mar, de fons de xxv passes en iús; çó es axí com es del mur de la dre-cana en senyes de axa loch tró al mur de Sanct-Daniel per aquelles metexes senyes. E qui contra fará que pague per pena c sous. E no resmenys que l'patró ò son loctinent ò los mariners de nau ò de leny ò altre vexell pugan aquelles nances, si trobades seran en la mar, axí com diú de mur a mur, pendre è tallar sens alguna pena. Emperó si algun pescador, exaueguer ò altre volrá calar nança ò nances dins los dits termes, ho puxen fer, tansolament calant aquelles ab senales plenes de arena.

XXIII. *Item.* Que algun barquer ò grondoler no puga hauer ne tenir en son alberch per barqueiar sclaus, sino tansolament dos, axí que al lauor de descarregar ò carregar no puga tenir ne hauer sino tansolament dos sclaus, axí que aquells sien seus propis, è no d'altre. E qui contra fará, que perda aquell ò aquells sclaus, que més haurá en aquell lauor.

XXIV. *Item.* Que algun patró ò

fait voile sans opposition de ces personnes, s'il est vendu, les créanciers qui sont les premiers d'après le droit commun seront payés les premiers, en observant toutefois que le participant doit primer pour sa part tout autre créancier de celui qui aura fait construire le bâtiment.

XXI. *Item.* Il est interdit à tout barquier de conduire un matelot ou autre engagé hors du navire à l'insu du patron ou de son remplaçant: celui qui contreviendra à cette disposition payera pour peine cent sous.

XXII. *Item.* Qu'aucun patron de petite embarcation (1), pêcheur ni autre, n'ose mettre ni lancer des nasses avec pierre ou bouée, ni avec toute autre chose, dans la mer, à la distance de vingt-cinq pas du bord, c'est-à-dire en dehors du mur de l'arsenal en direction jusqu'au mur de Saint-Daniel, et toujours dans la même direction. Celui qui contreviendra à cet ordre payera pour peine cent sous, et le patron ou son lieutenant, les mariners ou autres qui trouveront de telles nasses en la mer, dans cet espace d'un mur à l'autre, pourront les prendre ou les couper sans courir le risque d'aucune peine.

Mais si quelque pêcheur ou autre veut caler des nasses dans lesdites limites, il peut le faire, pourvu qu'il cale avec des signaux remplis de sable.

XXIII. *Item.* Aucun barquier ou gondolier ne pourra avoir ni tenir en sa maison, pour le service de sa barque, plus de deux esclaves; il ne pourra aussi avoir que deux esclaves pour charger et décharger, pourvu qu'ils lui appartiennent.

Ceux qui contreviendront à cet ordre doivent perdre les esclaves qui excéderont ce nombre.

XXIV. *Item.* Aucun patron ou armateur,

(1) Les lexiques catalans et espagnols indiquent *xabega*, *xavega* comme signifiant un petit navire; c'est évidemment la racine du mot *exavager*, désignant le chef ou maître d'un tel navire.

exercidor ò sobre posat en loch de patró no puga manleuar sobre les parts ne à ops d'aquelles, les quals los personers hauran fornides en nau ò en leny ò altre vexell, si aquells personers seran presents en lo loch on aquella manleuta se farà. Ne aquell prestador no haia alguna obligació sobre les parts d'aquells personers, la on lo seu prestech diga que sia conuertit en profit d'aquella nau ò leny ò altre vexell, si donchs no ú fá de expres consentiment d'aquells personers.

XXV. *Item.* Que tot personer ò de nau, de leny ò altre vexell puga per la sua part donar à l'encant la nau ò leny ò altre vexell ab les sues exarcies, è aquella vendre à qui mes hi do, publicament, è lo preu rebre è à si satisfer, sens embarch è contrast del patró d'aquella; ans si request ne será lo patró sia tengut de loar aquella venda qui feta será; è que haia à pendre, có que sobrarà del preu, leuada la part daquell personer, en tot loch on se vulla lo personer, saluo en terra de Sarrahins. Axí emperó que l'comprador de aquella nau ò leny ò altre vexell haia à seguir è complir lo viatge lo qual la nau ò leny ò altre vexell ferman haurá.

XXVI. *Item.* Que si alguna persona construirá nau ò leny ò altre vexell, è aquella construcció será en conuinent ab alguna persona que li dega fornir è fer certa part, è será entre ells emprés de certes mesures de aquella nau ò leny ò altre vexell de que promesa será aquella certa part, que aquell personer haia à fornir è pagar dels seus bens aquella part de la qual convengut será entre ells. Axí que l'batle del senyor rey dega aquella persona forçar à

ou subrécargue en sa place, ne pourra emprunter sur les parts, ni pour l'utilité des parts que les participans auront dans le navire, lorsqu'ils seront présens sur les lieux où se fera l'emprunt; si un emprunt est fait en contravention à cette disposition, le prêteur n'aura aucune action sur les parts desdits copropriétaires qu'il y aura affectées, quand même le contrat de prêt énoncerait qu'il a été fait dans l'intérêt et pour les besoins du navire, à moins qu'il n'ait agi du consentement exprès de ces copropriétaires (1).

XXV. *Item.* Tout copropriétaire de navire peut, en vertu de son intérêt, provoquer la licitation du navire avec ses agrès, et les faire vendre publiquement à celui qui en donnera le plus, en recevoir le prix et en prendre sa part, sans que le patron ait droit de s'y opposer; au contraire celui-ci, s'il en est requis, sera tenu d'approuver la vente et d'en recevoir le prix, distraction faite de la part du copropriétaire; ce qui aura lieu partout où un copropriétaire l'exigera, sauf cependant dans le territoire sarrasin.

Mais l'acheteur du navire devra suivre et accomplir le voyage qui aura été convenu avant que le navire fût mis en vente (2).

XXVI. *Item.* Si quelque personne construit un navire, et fait pour cette construction une convention avec quelqu'un qui lui a promis de s'intéresser pour une certaine part, et si l'on est convenu d'une mesure déterminée, l'actionnaire doit payer, même sur ses biens, la part qu'il a promis de prendre.

Dans ce cas, le bailli du seigneur roi doit le forcer à fournir la somme promise à celui

(1) Ce chapitre doit être comparé avec le chapitre CXCIV [239] du Consulat; voir surtout la note 2 de la page 225 du tome II de ma collection, dont on voit ici la confirmation.

(2) Si l'on compare ce chapitre avec les chapitres X, XI, CLXXXIV, CXCIX et CC [55, 56, 239, 244 et 245] du Consulat, il paroît évident que ces derniers sont les développemens, produits par l'expérience et la jurisprudence, d'un principe simplement énoncé dans notre ordonnance de 1340.

fer compliment à aquella part conuenguda entre ells. Emperó si les mesures crexara lo dit construent sens voluntat d'aquell personer, que en aquest cas no sia tengut de fer la dita part.

XXVII. *Item.* Que si alguna nau ò leny ò altre vexell serà carregada ò carregat de robes è mercaderies, è aquella nau ò leny ò altre vexell sofferrà fortuna ò tempestat de mar ò de vent è correra quella fortuna de mal ò de vent, ò serà la dita nau ò leny ò altre vexell oppresa de naus ò leny ò galeres de enemichs ò altres, axí que la dita nau ò leny ò altre vexell prestaumentement de les persones ò de la nau ò leny ò altre vexell è mercaderies è robes que en aquella seran, haurà à fer git de les robes è mercaderies qui en aquella ò aquel seran que l' patró ne son loctinent no puga ne dega fer git de aquelles robes è mercaderies sens voluntat dels mercaders qui en aquella nau ò leny ò altre vexell seran ò de la maior partida de aquells, è de qui més robes è mercaderies haurà en la nau ò leny ò altre vexell ò de lurs loctinents. Emperó si en la dita nau ò leny ò altre vexell mercader ò son loctinent no haurà, è conuendrà s' de fer lo git per lo mes dan esquiar, que l' patró no puga fer lo git d'aquelles robes sens voluntat ò requesta dels mariners qui aqui seran, ò de la maior partida d'aquells. Declaran emperó que si lo dit git se haurà à fer è s' fá, que totes robes è mercaderies è moneda è tot argent axí en peça, com en vaxella, com en ioyes è cambi è cartes de deutes que s' façen per rahó de la nau ò de les merca-

avec qui il en aura fait la convention. Mais, si la mesure du navire a été accrue sans le consentement de ce participant, il ne sera pas tenu de fournir sa part (1).

XXVII. *Item.* Si quelque navire ou autre bâtiment a chargé des effets ou autres marchandises, et éprouve fortune de mer ou tempête, force de vent ou de vaisseau ennemi, et si, pour sauver les personnes, les marchandises, les effets, il faut faire jet, le patron ni son remplaçant ne pourront le faire sans le consentement de tous les marchands qui auront chargé des marchandises sur ce navire, ou de leurs représentants, ou de la majeure partie, c'est-à-dire de ceux qui y auront chargé la plus grande quantité de marchandises et d'effets (2).

Mais si, dans le navire, il n'y a point de marchand ou quelqu'un pour le représenter; et si, pour éviter un plus grand désastre, il est nécessaire de faire jet, le patron ne pourra le faire qu'avec le consentement des gens de mer qui seront à bord ou de la majeure partie (3).

Déclarant au surplus que si le jet devient nécessaire et se fait, tous les effets, marchandises, monnoies, tout argent, soit en pièce, soit en vaisselle, les joyaux, changes et titres de dettes qui auront été contractées par rapport au navire, ou les marchandises qui y seront, les perles, draps d'or, de soie, et

(1) Ce chapitre donne lieu aux mêmes observations que le précédent; il pose un principe dont les chapitres II, III, IV, V, VI, CXCIII, CXCIX et CCXXXVIII [47, 48, 49, 50, 51, 243, 244 et 283] du Consulat, offrent de très-longs développemens, d'après l'expérience et la jurisprudence.

(2) Cette nécessité de consulter les intéressés, exigée par tous les documens que j'ai déjà recueillis, et notamment, pour ce qui concerne les pays soumis aux rois d'Aragon, par le § 7 de la rubrique XVII du livre IX de la coutume de Valence de 1250, est expliquée d'une manière très-diffuse dans le chapitre LIV [99] du Consulat; le chapitre CCXXXIX [284] contient encore une longue discussion pour exposer les différens systèmes qui étoient un objet de controverse.

(3) Ce cas est prévu et décidé dans le même sens par le chapitre LXVI [111] du Consulat, qui reproduit et complète une disposition analogue du chapitre LIV [99].

deries que en aquella seran , è margarites è draps d'or è de seda , è totes altres coses deguen pagar, exceptat caixes, çó es la fusta, è armes è vestidures è arnes de lits de quelque persones seran ; è sia que les robes sien en cuberta , ò sien sota cuberta.

XXVIII. *Item.* Que les robes saluades è gitades degan esser preades è estimades, axí com valran en lo loch on la nau ò leny ò altre vexell port fará per rahó del seu descarregament.

XXIX. *Item.* Que la nau ò leny ò altre vexell dega esser estimat segons la valor que valrá après que será escapada de la fortuna, è será en lo loch on port fará per descarregar, axí que dega pagar en lo git per la meytat de la valor que estimada será.

XXX. *Item.* Que dega pagar la dita nau ò leny ò altre vexell ò son patró en lo dit git per tot lo nolit que li será degut, axí per les robes gitades con saluades, axí que l' dit patró haia tot son nolit, axí de robes gitades con saluades. E axí meteix que l' patró sen puxa retenir per çó que será degut per lo loguer als mariners, ò que li conuendrà à pagar en aquell git, de çó que será degut à aquells mariners, sens contrast è embarch algú.

toute autre chose doivent contribuer, excepté cependant les coffres, c'est-à-dire le bois, les armes, vêtemens et garnitures de lits de toutes personnes, sans distinction si les effets sont sur le tillac du navire ou dessous (1).

XXVIII. *Item.* Les effets sauvés et jetés doivent être appréciés et estimés suivant ce qu'ils vaudront là où le navire abordera pour opérer son déchargement (2).

XXIX. *Item.* Le navire doit être estimé suivant la valeur qu'il aura, après qu'il sera échappé du danger, et qu'il sera rendu au lieu où il aura abordé pour décharger; et ensuite il doit contribuer au jet pour la moitié de la valeur résultant de l'estimation (3).

XXX. *Item.* Le navire ou son patron doit contribuer au jet, pour tout le nolis qui lui sera dû, aussi bien à raison des effets jetés qu'à raison des effets sauvés, parce qu'il doit être payé de son nolis, tant sur les effets jetés que sur les effets sauvés (4). Et même le patron pourra retenir, sur la part dont il sera tenu dans cette contribution, tout ce qui sera dû et qu'il aura à payer aux matelots (5), sans que personne puisse s'y opposer ni faire de contestation (6).

(1) Ces règles sont empruntées du droit romain et de la rubrique XVII du livre IX de la coutume de Valence de 1350. Le chapitre LXVII [112] du Consulat n'indiquoit la contribution que d'une manière générique.

(2) Le mode d'évaluation a été un objet longtemps controversé, ainsi qu'on l'a vu tome II, page 21. Notre ordonnance adopte les principes du droit romain, des rôles d'Oleron et du plus grand nombre des législations du moyen âge. Le Consulat de la mer, chapitre LIII [97], présente un système très-différent : il distingue si le jet a été fait pendant la première moitié du voyage ou pendant la seconde. Si c'est dans la première moitié, on estime les marchandises jetées ce qu'elles valoient au lieu du départ; si c'est dans la seconde moitié, ce qu'elles valent au lieu où l'on aborde après le sinistre. Mais on n'y voit point que ce mode d'évaluation s'applique aux choses conservées et grevées de contribution. J'avois dit, tome II, page 21, que le mode d'estimation adopté par le Consulat n'avoit été admis dans aucun pays; mais c'est une erreur que je dois rectifier: on trouve cette règle dans les usages d'Amsterdam, dont le texte et la traduction sont à la page 417 du tome I^{er} de ma collection, et un texte meilleur à la page 30 du tome IV.

(3) La même obligation de contribution se trouve dans les chapitres L et LIII [95 et 98] du Consulat; voir la note 2 de la page 103 du tome II.

(4) Cette contribution des navires pour le fret est l'objet des chapitres LIII, CLI et CCXXXIX [98, 196 et 284] du Consulat.

(5) Les chapitres LXXXVI et LXXXVII [131 et 132] du Consulat présentent une règle différente, qui a été le plus généralement adoptée.

(6) La traduction de Capmany est différente, parce qu'il a lu, comme dans plusieurs éditions, è *in Barchinona*, au lieu de è *sens embarch*, qui est la véritable leçon, attestée par le manuscrit.

XXXI. Item. Que si algun patró ò son loctinent metrà è carregarà algunes robes ò mercaderies sobre la cuberta de la nau ò leny ò altre vexell sens voluntat del mercader de qui seran , è aquelles robes ò mercaderies conuendrà per la dita fortuna gitar, que les robes ò mercaderies axí carregades se degan perdre al patró è no al mercader, si donchs no seran carregades en la cuberta de voluntat expressa del dit mercader ; axí que les robes de sotacuberta ne altres d'aquelles desus expressades en quesque sien no façen à les robes que sien sobre cuberta. Declaran encara que aquelles robes se haien primer à gitar que aquelles que fan les unes à les altres.

XXXII. Item. Declaran que les robes qui iran de sota cuberta no façen à les mercaderies qui seran de sobre cuberta, si donchs non eren robes ò mercaderies que fossen dins caxes.

XXXIII. Item. Que sia licit al patró ò à son loctinent de nau ò de leny ò de altre vexell de aturarse tantes robes ò mercaderies de aquelles que aportades seran en la nau ò leny ò altre vexell, qui basten al valer del nolit, è del git, ò de algun de aquells.

XXXIV. Item. Que si alguna nau ò leny ò altre vexell será prés per cossaris, enemichs ò altres, è aquella nau ò leny ò altre vexell se haurà à rescatar, que l's mariners haien à pagar en aquell rescat per lo loquer.

XXXI. Item. Si quelque patron ou son remplaçant charge quelques effets ou marchandises sur le tillac du navire, sans le consentement des marchands à qui elles appartiennent, et s'il convient de les jeter, elles doivent être perdues pour le patron et non pour les marchands qui n'auroient pas autorisé ce mode de placement d'une manière expresse; en sorte que les effets chargés sous le tillac, ni ceux mentionnés ci-dessus, quels qu'ils soient, ne répondent pas de ceux qui seront chargés sur le tillac (1).

Déclarons encore que les effets qui seront sur le tillac seront jetés avant ceux qui seront dessous, et qui répondent l'un pour l'autre (2).

XXXII. Item. Déclarons au surplus que les effets qui seront sous le tillac du navire ne répondront point de ceux qui seront dessus, à moins qu'ils ne fussent en coffre (3).

XXXIII. Item. Il sera libre au patron ou à son remplaçant de retenir sur les effets et marchandises qu'il portera, tout autant qu'il en faudra pour la valeur du nolis et de la contribution au jet, ou de l'un des deux (4).

XXXIV. Item. Si un navire est pris par un corsaire ennemi ou autre, et se rachète, les matelots contribueront à ce rachat en raison de leurs loyers (5).

(1) On trouve une disposition semblable dans le chapitre CXL [186] du Consulat et dans le chapitre xx du livre IV du statut de Marseille. Cette règle est, du reste, un droit commun attesté par tous les documens.

(2) On ne trouve point cette disposition d'une manière expresse dans le Consulat, mais elle résulteroit implicitement du chapitre CXL [186].

(3) Cette disposition paroît être une restriction à ce qui a été dit dans le chapitre précédent, qu'on ne réparerait point la perte des effets chargés sur le tillac; voir la fin du chapitre xxvii ci-dessus.

(4) Voir la note 2 de la page 103 du tome II.

(5) On ne trouve point de disposition textuelle semblable dans le Consulat, mais on peut dire que les chapitres Lxxxvi et Lxxxvii [131 et 132], n'affranchissant que les salaires des matelots ou les portées qui en tiennent lieu, ont laissé la question dans le droit commun, d'après lequel les matelots, profitant du rachat qui leur conserve la liberté, doivent y contribuer.

XXXV. *Item.* Que si alguna nau ò cocha, ò altre vexell gros dels sotsmeses del senyor rey, nauegant à la vela encontra à galera ò coches ò altres lenys armats de enemichs ò d'altres cossaris, è aquella nau ò cocha ò altre vexell gros se entendrà à defendre als enemichs, que l's patrons de aquella nau ò cocha ò altre vexell gros per esquiuar lur perill puxen esfondrar ò desfer ò metre à fons ò fer esfondrar ò desfer ò metre à fons, si será vist faedor á la maior partida dels mariners de aquella nau ò cocha ò altre vexell gros, totes tarides, lenys ò barques ò altre vexell poch qui ensemps ab aquella nau ò cocha de aquells sotsmeses nostros nauegaran, feta primerament denunciació als nauegants en aquella tarida, leny ò barcha ab scritura feta per l'escriuà d'aquella nau ò cocha, con lo patró è mariners de aquella se volent defendre de aquells enemichs per saluar lurs persones è lurs bens, sens que no sien tenguts on pena alguna ne en restitució faedora de aquells tarides, lenys ò barques, ni robes que en aquells seran. Emperó si les tarides ò lenys ò altres vexells pouchs stant surts, è à qui meteix haurá cocha ò altre leny gros, è los dits enemichs ò cossaris sobreuendran en aquel loch on aquelles tarides ò lenys ò altres vexells pouchs seran surts, è la dita cocha ò altre vexell gros se volrá defendre, que en aquest cas sia lícit al patró de la dita cocha ò altre vexell gros, denunciand ho als patrons de les tarides ò lenys ò altres vexells pouchs, que per saluament de lur cocha ò altre vexell gros se entenen à defendre, puxen metre à fons les dites tarides ò lenys ò altres vexells pouchs, per lur saluament. En axí emperó que la dita cocha ò altre vexell gros è les robes que en aquella seran, hagen à pagar lo dan donat à aquelles tarides ò lenys ò altres vexells pouchs à sou è liura comptant, è axí meteix que les dites tarides ò lenys ò altres vexells pouchs hagen à pagar per

XXXV. *Item.* Si quelque navire, grosse galère, ou autre gros bâtiment des sujets du seigneur roi, naviguant à la voile, rencontre une galère, bâtiment de transport ou autre navire ennemi, armé ou corsaire, et veut se défendre contre eux, le patron de ce gros bâtiment pourra, afin d'échapper à sa perte, faire échouer, ou briser, ou couler à fond, suivant l'avis de tous ou de la majeure partie des matelots, tous vaisseaux, barques et autres petits bâtimens qui seront avec lui, pourvu néanmoins que préalablement il leur ait fait dénoncer par un écrit fait par son écrivain, qu'il veut se défendre pour sauver les personnes et le chargement de son navire; et alors ledit patron ne sera tenu à aucune peine ni à aucune restitution envers les autres petits navires, barques et effets qu'ils portoient.

Mais si les vaisseaux, ou bateaux, ou autres petits bâtimens, étant à l'ancre, dans le lieu même où il y aura une grosse galère ou autre gros vaisseau; et si les ennemis ou corsaires survenant dans ce lieu, le gros vaisseau veut se défendre, dans ce cas, il sera libre audit patron de dénoncer aux autres navires que, pour sauver le sien, il veut se défendre, et de couler à fond lesdits bâtimens ou petits navires, si cela est nécessaire pour son sauvement.

Dans ce cas, le gros vaisseau et autres de cette espèce, ainsi que les effets qu'ils contiendront, devront payer le dommage qu'ils auront fait aux bateaux et autres petits navires, au marc la livre; et de même les petits navires et leurs effets doivent supporter, en proportion de leur valeur, le dommage éprouvé, et ce également par sou

lur valor, è per les robes que en aquells seran, en la quantitat del dan donat, è axí meteix per sou è per liura, per semblant forma que es ordenat en git.

XXXVI. Item. Que l'patró haia à nauegar la nau ò leny ò altre vexell ab aquelles plaçes netes, è ab aquells mariners ò altres apparellaments que será conuengut entre ell è los mercaders noliciants aquella nau ò leny ò altre vexell. E si lo patró carregará la nau ò leny ò altre vexell è fará ultra la conuinença que será coneguda entre lo patró è los mercaders, que lo mercader ho haia à denunciar ò notificar al ordinari si s' volrá, per tal que aquell patró sia punit en la pena que posada será entre lo mercader è lo patró en lo noliciament. E semblantment lo patró dels mercaders en los conuinents per ells promesos.

XXXVII. Item. Que nulla persona estranya que no sia de la iurisdicció del senyor rey, no gos boscar ne tallar ne trer ne fer trer fusta de roure ò de olzina de les terres del senyor rey; è qui contra fará, que la fusta sia confiscada al senyor rey, ò pague per pena mil sous; è axí meteix lo patró de la nau ò leny ò altre vexell qui aquella carregada haurá ò assaiará de traure, que pague per pena altres mil sous. Declaran emperó que l' notxer è scriuá è guardiá son entesos per loctinent de patró quascú de aquells com lo patró no será present. E axí meteix aquell, qui per patró será posat per lo senyor è ver patró de aquella nau ò leny ò altre vexell.

XXXVIII. Item. Que l' senyor rey ne officials seus ne altres no pugnen enquerir de manar ò hauer les desusdites penes dels mariners ò ballesters ò alguns, qui seran cayguts en aquells bans, sino com será

et livre, suivant la forme ordonnée dans les cas de jet (1).

XXXVI. Item. Le patron doit laisser dans le navire ou barque, ou autre bâtiment, autant d'emplacement libre, et y avoir autant de matelots et d'appareux qu'il en aura été convenu avec les marchands lors du nolisement.

Si le patron charge son navire et ne se conforme pas à la convention faite avec les marchands, ils pourront le dénoncer au juge des lieux, si cela leur fait plaisir, afin de le faire condamner à la peine convenue lors du nolisement.

Le patron aura les mêmes droits envers les marchands, s'il y a lieu (2).

XXXVII. Item. Aucun étranger qui ne sera pas de la juridiction du seigneur roi ne pourra exploiter, ni couper, ni tirer, ni faire tirer du bois de chêne ou d'yeuse, des terres du seigneur roi : si quelqu'un contrevient à cet ordre, le bois sera confisqué au profit du seigneur roi, et il sera condamné à une amende de mille sous, et le patron du navire, de la barque ou de tout autre bâtiment qui l'aura chargé ou qui essayera de l'emporter, payera aussi mille sous.

Déclarant au surplus que le nocher, l'écrivain et le gardien sont considérés comme remplaçans du patron lorsqu'il ne sera pas présent. Il en sera de même de celui qui aura été substitué, comme patron, par le propriétaire et le véritable patron de ce navire, de cette barque ou autre bâtiment.

XXXVIII. Item. Le seigneur roi, ni ses officiers, ni autres, ne pourront réclamer ni exiger des matelots ou balestriers, ou tous autres, des amendes, que pour les infractions au service qui seront déclarées par le patron, ou son remplaçant, ou l'écrivain, et non

(1) Le Consulat, ni aucun des documens que j'ai publiés, ne contiennent de règles de cette espèce.

(2) Ce chapitre présente des règles analogues à celles que le Consulat expose d'une manière très-diffuse, chapitre xli [86].

denunciat per lo patró ò son loctinent ò scriuà de aquella nau ò leny ò altre vexell è no en altra manera. Dels quals bans ò penes, ò qualsque altres quantitats guanyades de part à part, haia la cort ò iutge òn seran conuengudes, les dues parts, è aquell qui l'accusará la terça part. E d'aquestes coses deguen hauer manament tots officials del senyor rey è consols de seruar è tenir aytant com al senyor plaurá.

en autre manière. De ces peines, ou bans, ou indemnités pécuniaires dues de partie à partie, la cour ou le juge devant qui elles seront exigées doit avoir les deux parts, et l'accusateur la troisième.

Il est ordonné à tous les officiers du seigneur roi et aux consuls de tenir la main à l'exécution de toutes ces dispositions, tant qu'il plaira au seigneur roi.

Quocirca, vobis et unicuique vestrum dicimus, et districte precipiendo mandamus, quatenus predicta capitula et eorum quodlibet, quæ pro evidenti utilitate et publica sunt (ut predicatur) ordinata, juxta eorum series servetis actenus et servari faciatis ab omnibus inconcusse. Datis Barchinone decimo kalendas decembris anno Domini millesimo ccc° xl° — Guillelmus de Villa, mandato regis facto per Bernardum de Olzinellis, legum doctorem, thesaurarium.

ORDONNANCE RELATIVE AUX CONSULS EN SICILE DE 1341 (1).

I. Primerament ordenaren los consellers è l's promens de la ciutat de Barchinona per tots mercaders è patrons de naus è de tots altres vexells de dita ciutat en açó requests è apellats, que lo consol que será tramés à Mecina ò à Saragossa ò à Palerm ò à Trapani, sia tengut de iurar, que faça tenir è obseruar è de maintenir de son poder tots los furs è priuilegis, que la ciutat de Barchinona è de Mallorques è la uniuersitat d'aquels han en Sicilia, è de maintenir tots los mercaders è patrons de naus è de tots altres vexells è tot altre home qui sia de

I. En premier lieu, les conseillers et prud'hommes de Barcelone ordonnent, en présence des marchands et patrons de navires et autres bâtimens pour ce requis et convoqués, que le consul qui sera envoyé à Messine, à Syracuse (2), à Palerme, ou à Trapani, sera tenu de jurer qu'il maintiendra et fera observer de tout son pouvoir les droits et privilèges que les villes de Barcelone et de Majorque et leur communauté ont en Sicile, et de défendre et protéger tous les marchands et patrons de navires ou autres bâtimens, et tous les sujets du roi d'Aragon et de Majorque, de quelque condition qu'ils soient, ainsi que tout ce qui leur appartient, soit devant les tribunaux, soit devant les douanes, soit partout

(1) Cette ordonnance est sans date dans le manuscrit et les éditions du Consulat. Capmany ne l'a point insérée dans les documens qui composent les tomes II et IV de ses *Memorias*; mais il en parle tome I^{er}, partie II, page 188, et lui donne la date de 1341. Longtemps avant, les rois d'Aragon, devenus maîtres de la Sicile, avoient accordé aux Catalans des privilèges en 1285, 1288 et 1299, que Capmany a insérés dans le tome II, pages 49, 54 et 65. On y trouve encore, page 167, une autre ordonnance des magistrats de Barcelone, du 12 juin 1383, sur le même sujet, qui n'offre aucun intérêt. Le manuscrit de la Bibliothèque royale contient, sous la date de 1340, un tarif des émolumens dus aux consuls de Barcelone en Sardaigne, qui suppose l'existence de réglemens semblables à celui que je donne ici; et en effet on en trouve quelques traces dans le privilège de 1321, qui autorise la ville de Barcelone à nommer un consul en Sardaigne. (Capmany, t. II, page 85.)

(2) Les éditions imprimées et le manuscrit portent *Saragossa*; mais évidemment il s'agit de Syracuse.

la senyoria del rey d'Aragó, è de la senyoria del rey de Mallorques, de qualseuol condició que sia, è totes les lurs coses en cort è en doana è en tot altre loch on los fos fet tort è sobres.

II. *Item.* Ordenaren que tots mercaders è patrons de naus è de tots altres vexells è mariners deuen iurar en poder del consol de manifestar la moneda que hauran esmerçada en aquell consolat è de la mercaderia que hauran venuda, è que sia pagat lo dret al consol, segons que d'auall es contengut; è quascú sia cregut per son sagrament.

III. *Item.* Ordenaren que tot mercader qui vendrà en Mecina ò en Saragossa ò en Palerm ò en Trapani, vullés que sia de la senyoria del senyor rey d'Aragó, ò del senyor rey de Mallorques, que dega pagar al consol de tota la mercaderia, que portará 1 grà è mig per onça; è que l'mercader ne sia cregut per son sagrament. E si per ventura algun mercader no porá vendre la sua mercaderia en algun de aquests lochs de Sicília, è la volia portar en altres parts, dien que pague 1 grà menys quart per onça, è no pus.

IV. *Item.* Dien que si algun mercader ò altra persona portará moneda ò cambi en Sicília, è la esmerçará, que

ailleurs lorsqu'il leur sera fait quelque tort ou grief (1).

II. *Item.* Ils ont ordonné que tous marchands, patrons de navires et matelots feront, devant le consul, serment de lui déclarer la monnaie qu'ils auront employée, et les marchandises qu'ils auront vendues dans le ressort de ce consulat, et de lui en payer les droits selon ce qui sera dit ci-après; sur ces diverses choses chacun sera cru à son serment.

III. *Item.* Ils ordonnent que tous marchands qui viendront à Messine, à Syracuse, à Palerme ou à Trapani, et qui seront sujets du royaume d'Aragon ou du royaume de Majorque, payeront au consul, sur la marchandise qu'ils apporteront, un grain et demi par once; le marchand en sera cru à son serment.

S'il arrivoit qu'un marchand ne pût vendre ses marchandises dans un des lieux susdits de Sicile, et qu'il fût obligé de les porter ailleurs, il ne payera au consul qu'un grain moins un quart par once, et pas plus.

IV. *Item.* Ils décident que si quelque marchand ou autre personne porte de la monnaie ou des lettres de change (2) en

(1) On a vu, dans le chapitre XVII [18] du livre I^{er} du statut de Marseille (t. IV, page 257), que les consuls de cette ville envoyés en pays étrangers prêtoient serment. *Le Breve portus Kallaretani* (ci-dessus, pages 284 et suiv.), contient aussi une formule de serment des consuls. Je dois cependant dire que la formule de la présente ordonnance est la plus complète.

(2) On ne doit point être surpris qu'il soit question de lettres de change dans un document de 1341. Ce genre de négociation étoit connu depuis plus d'un siècle. On voit dans Muratori, *Antiquitates Italiae mediæ ævi*, t. I^{er}, col. 890, que Grégoire IX, en 1233, tiroit ses revenus d'Angleterre par le moyen de lettres de change; suivant Menken, *Scriptores rerum germanicarum*, t. II, page 1335, Innocent IV déposa, en 1246, à la Banque de Venise, une somme considérable, pour la faire parvenir à un banquier de Francfort. Un document de 1256, rapporté par Rymer, t. I^{er}, partie II, page 16, constate une négociation du même genre. Suivant Marin, *Storia... del commercio de' Veneziani*, t. V, page 296, il est question de lettres de change dans une loi de Venise de 1272. Enfin, s'il faut en croire Weber, *Ricerche sull' origine e sulla natura del contratto de cambio*, on se seroit servi de lettres de change à Venise en 1171; mais ce dernier fait auroit besoin d'être prouvé. J'avois cité dans l'Introduction du tome II, page cxij, le statut d'Avignon, auquel j'attribuois la date de 1243. Mais la rubrique de *litteris cambii* qui se trouve effectivement dans le manuscrit de ce statut (4657, anc. fonds), est une addition écrite au XVI^e siècle, et d'un autre côté, ni ce manuscrit 4657, dont le reste du texte paroit écrit au XIV^e siècle, ni les autres, ne portent de date. Je ne peux plus découvrir ce qui m'a décidé à donner celle de 1243, et j'ai lieu de croire que j'ai commis une erreur.

dega pagar al consol i grà è mig per onça axí com dit es.

V. *Item.* Ordenan que tot patró de nau ò altre vexell dega pagar al consol per quascuna cuberta que la nau haia, v tarins, è l's vexells attretat, çó es à saber per quascun viatge, que l' vexell carregará, ò descarregará.

VI. *Item.* Que quascun mariner dega pagar per quascun viatge que la nau ò lo vexell farà un carli al consol, çó es à saber, que vengà fora de Sicília. Emperó dien, que si algun mariner haurá mercaderia que puge à mes de VII onz, que dega pagar per la mercaderia, è no pague res per la sua persona.

VII. *Item.* Dien que algun patró de nau ò de altre vexell no pague res al consol per la sua persona, mas tots los altres deuen pagar. Mas si lo senyor de la nau ò del vexell haurá mercaderia ò moneda ò cambi, que dega pagar axí com los mercaders pagaran.

VIII. *Item.* Ordenaren que tot patró de nau ò d'altre vexell è tots mercaders è mariners degan pagar al consol tot lo que li sia degut per son consolat, abans III iorns que s' degan partir de la terra ne del port.

IX. *Item.* Ordenen que tot patró de nau ò d'altre vexell è tots mercader è mariner paguen lo que deuen pagar al consol, la on lo vexell farà port. E si en algun altre loch de Sicília descarregará alguna roba, que pague de la dita roba alla hon descarregará, si la y ven, çó es lo consolat, de tant com aquella roba sia venuda. E com haia pagat consolat, aquell consol li deu fer albara de ayant, com haurá pagat per aquella roba, è puy que no sia tengut de pagar consolat en altre loch, pusque puga mostrar albara d'açó que haurá pagat en algun loch de Sicília on haurá venut.

V.

Sicile, et en fait emploi, il payera au consul un grain et demi par once, comme il a été dit ci-dessus.

V. *Item.* Ils ordonnent que tout patron de navire ou autre bâtiment payera au consul, pour chaque pont qu'aura ce navire, cinq tauris, et les vaisseaux autant, à chaque voyage où ils chargeront ou déchargeront.

VI. *Item.* Ils ordonnent que tout matelot venant du dehors de la Sicile payera au consul un carlin par chaque voyage que fera le navire. Mais si quelque matelot a des marchandises valant plus de sept onces, il doit payer pour ces marchandises, et rien pour sa personne.

VII. *Item.* Ils ordonnent que les patrons ne payeront rien pour leur personne, mais que toutes les autres payeront pour la leur. Cependant, si le patron apporte des marchandises, de l'argent ou des lettres de change, il payera les mêmes droits que les autres marchands.

VIII. *Item.* Ils ordonnent que tous ces payemens seront faits par les patrons de navires, marchands ou matelots, trois jours avant de quitter la terre ou le port.

IX. *Item.* Ils ordonnent que les payemens auxquels sont tenus les patrons de navires ou autres bâtimens, ainsi que les marchands et les matelots, seront faits au lieu où le navire abordera. Si les patrons font des déchargemens de marchandises dans quelques autres lieux de la Sicile, ils payeront pour ces objets, dans le lieu où ils les déchargeront, les droits de consolat, si la marchandise y est vendue. Le consul doit donner quittance de tout ce qui lui aura été payé; et dans ce cas il n'y aura plus d'autre paiement à faire, puisqu'on pourra justifier de la quittance des droits payés dans un endroit de la Sicile où l'on aura vendu.

X. *Item.* Ordenan que si voluntat de Deu era que algun mercader ò altra persona moria en Sicília, et aquell no hagues companyó, que les coses de aquell procura s' volen, que l' consol ab promens mercaders degan pendre los bens è les coses de aquell defunt, è que n' degan fer inuentari, è que sia més en loch saluo per als amichs del mort ò als consellers.

XI. *Item.* Ordenan que si cas se esdeuenia que fossen companyons qui haguessen tretes comandes de Barchinona ò de Mallorques ò d'altre loc, è que fos discordia entre ells è que lo un no volgues seguir la voluntat de l' altre, è que lo un de aquells volgues portar la meytat de les comandes en altra part, saluo en la ciutat de Barcelona ò en Mallorques, ò all on fos tengut de les comandes, è l'altre companyó no ú volgues è que requeris lo consol que li n' aiudos, dien que lo consol no li ú deu donar leser, ans ho deu liurar à aquell qui les comandes vulla tornar la don les haia tretes, emperó assegurant, que no les port en altre loch.

XII. *Item.* Ordenan que si cas será, que l' consol è los promens mercaders ve-hien è connexien, que algun mercader qui comandes tengues d'altre ò d'altres, è per ioch ò per altra follia gastaua è malmetia có que hon li hauia comanat, dien que l' consol ab los altres promens mercaders qui aquí serien que li degan leuar tota la moneda que li trobassen, è les altres mercaderies, è que ab consell seu li esmerçassen en có que esmerçar faes, è puix que lo y metessen en la nau, que anas en Cathalunya ò en Mallorques, è ell meteix vengues en la nau, on la roba sia. E que fos escrit en lo cartolari del scriuà de la nau que ell non pogues

X. *Item.* Ils ordonnent que si, par la volonté de Dieu, quelque marchand ou autre personne meurt en Sicile sans laisser de fondé de pouvoir qui puisse gérer ses affaires, le consul et les prud'hommes marchands se mettront en possession de tous les biens que le dévédé aura laissés, ils en feront dresser inventaire, et les déposeront d'une manière sûre entre les mains d'amis du défunt, ou de conseillers (1).

XI. *Item.* Ils ordonnent que, s'il arrive que des associés ayant reçu des commandes à Barcelone ou à Majorque il s'élève quelque discord entre eux, l'un ne voulant pas suivre la volonté de l'autre, l'un voulant porter la moitié des commandes dans un lieu autre que Barcelone ou Majorque, où elles avoient été prises, et l'autre s'y refusant, de manière qu'on ait recours à l'autorité du consul, la prétention du premier ne soit point admise; au contraire le consul doit ordonner que les marchandises seront livrées à l'associé qui voudra les retourner dans le lieu d'où elles ont été tirées, à la charge par lui de donner sûreté qu'elles ne seront pas portées ailleurs (2).

XII. *Item.* Ils ordonnent que, si le consul et les prud'hommes marchands apprennent et découvrent qu'un négociant qui tenoit des commandes d'un autre, en fait mauvais emploi, en les jouant ou en les dissipant, le consul et les prud'hommes doivent s'emparer de toutes ces valeurs et marchandises, et, après l'avoir entendu, faire du tout l'emploi dont il étoit chargé, et embarquer les marchandises et le commanditaire lui-même sur un navire qui retourne en Catalogne ou à Majorque.

On écrira sur le registre du navire que cet homme n'a pas le droit de vendre ou

(1) On a vu, t. IV, pages 253 et 264, plusieurs documens antérieurs qui contiennent des mesures semblables.

(2) Cette disposition importante, et qui étoit évidemment une règle de droit commun, se rapporte à ce qui a été dit des commandes, ci-dessus, pages 347 et 348.

vendre gens ni alienar, è que dega esser liurada à aquells de qui tengues les commandes. E si aquell no s'en volia venir ab la nau, dien que l' consol ab los mercaders metessen en loch saluo les coses d'aquell, entro que aquells de qui serien les commandes hi haguessen tramés, è que n' fos fet có que ells ne manarien.

XIII. *Item.* Ordenan que si algun mercader ò patró de nau ò altre vexell havien mester lo consol, è ell ne hauia anar fora del loch on fos, per defendre ò per maintenir algú, aquell li deu fer sos ops de menjar è de beure è de caualcadures axí com à consol pertanga, è aquell consol no degua pendre salari.

XIV. *Item.* Ordenan que si cas se esdeunia que per duaners ò per altres officials del seynior rey de Sicília era fet tort a tots los Catalans en general, è que conuengues anar dauant lo seynior rey, dien que sien fetes les missions al consol, qui y irá axí com à consol pertany, è les missions se degan fer per tots cominalment, có es à saber, que fos feta talla als mercaders è als patrons dels vexells qui en aquell loch sien.

d'aliéner lesdites marchandises, mais qu'elles seront livrées à ceux qui avoient fait des commandes à ce dissipateur; et s'il ne veut pas s'en retourner avec le navire, le consul et les prud'hommes mettront les marchandises en lieu sûr, jusqu'à ce que les propriétaires aient décidé ce qui doit en être fait, et on exécutera leurs ordres.

XIII. *Item.* Ils ordonnent que, si quelque marchand ou patron d'un bâtiment quelconque a besoin que le consul l'accompagne pour aller hors de sa résidence défendre ou réclamer ses droits, ce marchand doit faire toutes les dépenses de nourriture et transport telles que l'exige le rang du consul; et celui-ci ne doit exiger aucun salaire.

XIV. *Item.* S'il arrivoit que, par les agens des douanes ou tous autres officiers du seigneur roi de Sicile, il fût causé quelque tort aux Catalans en général, et qu'il fût nécessaire que le consul s'adressât personnellement au roi, on remboursera au consul toutes ses dépenses, lesquelles seront payées par toute la communauté, c'est-à-dire par une taxe répartie sur tous les patrons et marchands qui se trouveront dans le lieu (1).

ORDONNANCE DES MAGISTRATS DE BARCELONE DE 1343 (1).

Ordenaren los consellers è l's prohomens de la ciutat :

I. Que nengun mercader ne nenguna altra persona per ell, de quelque condició sia, no gos emprendre ne demanar à negun patró de cocha ò altre vexell, dementre lo noliejament se farà per anar en ultra mar,

Les conseillers et prud'hommes de la ville ordonnent (2) :

I. Aucun négociant ni autre personne à sa place, de quelque condition qu'elle sera, ne pourra se permettre de prendre ou d'exiger d'aucun patron de galère ou d'autre navire, pendant qu'on traitera du fret pour aller outre mer, ni avant ou après, aucune somme

(1) Ce document a été publié par Capmany, *Memorias*, tome II, page 419. Une cédula royale de 1357, rapportée par le même auteur, t. II, page 138, reconnoissoit aux magistrats de Barcelone le droit de faire des réglemens de navigation.

(2) Cette ordonnance suppose des réglemens locaux d'après lesquels tous les navires devoient être affrétés par ceux qui en avoient besoin, dans un ordre de rôle que le règlement a pour objet de faire respecter. C'est l'objet unique qu'on s'y propose; il ne donnera lieu à aucune autre note.

ne abans ne après, neguna quantitat de diners per servey, ò en altra manera, ne leixament de nòlit, ne loguer, ne neguna altra cosa amagadament ne manifesta, ne per entreposada persona, ne en neguna altra manera ò fenta; è qui contra farà pagarà per ban cada vegada II mille solidos.

II. Encara que cascun mercader qui hage fet noliejament per anar en ultra mar ab alcun patró ò altre per ell, ò irá en lo vexell del dit patró per mercader, haja è sia tengut de jurar ans que partescha ab lo dit vexell als sants Evangelis de Deu en poder del batle de Barcelona sens tota requesta, que ell no ha emprés ne demanat, ne es en convinença ab lo patró ne ab altre per ell, ne ab neguna altra persona que haja negun servey de diners, ne altra cosa, ne neguna altra franquesa per rahó del dit noliejament. Et qui lo dit sagrament no farà, pagarà per ban cada vegada c sols.

III. Encara que negun patró ne escrivá de cocha ò d'altre vexell que vaja en oltra mar, ne altre per ell, no gos dar, ne prometre, ne metre en speranza per si, ne per entreposada persona, negun mercader ab lo qual hajen fet lo noliejament, ne altre persona qui vaja en la dita cocha ò altre vexell, negun servey de diners ne de loguer, ne de leixar nòlit, ne de neguna altra cosa : è qui contra farà pagarà per ban cada vegada II mille sols per cascun à qui haurá fet lo servey.

IV. Encara que cascun patró ò escrivá de cocha ò altre vexell qui sia noliejat per anar à les dites parts de ultramar, ans que la cocha ò altre vexell partescha de la plaja de Barcelona, degen è sien tenguts de jurar als sants Evangelis de Deu, sens tota requesta, en poder del batle de Barcelona, que ells ne negun d'ells no han dat ne daran, ne han promés, ne més en speranza per si, ne per entreposada persona à

d'argent à titre de gratification ou autrement, aucune remise de fret, ni intérêts, ni aucune autre chose, clandestinement ou publiquement, ni par personne interposée, ni d'aucune autre manière, secrète ou indirecte; et quiconque agira en contravention payera pour amende, chaque fois, deux mille sous.

II. Encore, tout négociant qui aura fait un contrat de fret pour aller outre mer avec un patron ou un autre pour lui, ou celui qui voyagera dans le navire dudit patron, pour un négociant, sera tenu, avant de partir, de jurer sur les saints évangiles de Dieu, entre les mains du bailli de Barcelone, et sans en être requis, qu'il n'a ni pris, ni demandé, et qu'il n'est pas convenu avec le patron, ni avec un autre pour lui, ni avec aucune autre personne, de gratification en argent ou autre chose, ni aucune autre remise sur ledit fret; et celui qui ne prêtera pas ce serment payera, chaque fois, une amende de cent sous.

III. Encore, aucun patron ou écrivain de galère ou d'autre navire qui va outre mer, ni autre pour lui, ne se permettra de donner, ou promettre, ou faire espérer, directement ou par personne interposée, à aucun négociant avec qui on aura traité pour le nolis, ni à aucune autre personne qui voyage avec ladite galère, aucune gratification en argent ou intérêts, ni abandon de fret, ni aucune autre chose. En cas de contravention, on payera, pour chaque fois, deux mille sous pour chaque personne à qui une gratification aura été faite.

IV. Encore, chaque patron ou écrivain de galère ou autre navire, qui sera frété pour aller auxdits pays d'outre mer, doivent et sont tenus, avant que ladite galère ou autre navire parte de la rade de Barcelone, de jurer sur les saints évangiles de Dieu, sans en être requis, entre les mains du bailli de Barcelone, qu'eux ni aucun d'eux n'ont donné ni ne donneront, n'ont promis ni fait espérer, par eux-mêmes ni par personne interposée, à aucun négociant qui a contracté pour le fret avec lui ou avec eux, ni à autre qui feroit le voyage

negun mercader qui haja fet noliejament ab ell ò ab ells, ne à altre qui vaja en aqueïl viatge ab la dita cocha ò altre vexell, de negun servey de diners, ne de loguer, ne de lexament de nolit, ne d'altra cosa. E qui lo dit sagrament no farà pagará per ban cada vegada c sols.

V. Encara que negun corredor de haver de Levant ò altre, sia Crestiá ò Juheu, no gos tractar ne empendre ab negun patró de cocha, è d'autre vexell, qui vaja en ultramar, ne ab negun mercader de la ciutat ò altre, que per lo noliejament de la dita ò altre vexell sia donat negun servey de diners ò promés, ne de loguer ne de lexar nolit, ne d'altra cosa. E qui contra farà, que sia escobat per la ciutat, è que per null temps no puxa tornar en l'offici; dels quals bans de diners haurá les dues parts lo batle, et la terça lo acusador.

E retenense los consellers que si en les dites coses havia res qui fos dubtos ò escur, ò hagues ops declaració ò interpretació, que sia feta per ells è à lur coneguda, è no per ninguna altra persona.

VI. E per tal que los dits corredors no sobrepuen forma en demanar có que haver dehuen de corredures, ordenen los dits consellers è prohomens, que cascun corredor, sia Crestiá ò Juheu, qui faça noliejament de ninguna cocha ò altre vexell qui vaja en oltramar ò en Flandres, ò en Venecia, v sols per centenar de salmes d'aytant com port ò puixa portar, è de tota nau, coche ò altre vexell qui vaja en Caller, ò en Sicilia, ò à Tuniz, ò en Nàpols, ò en Xibilia, hage de corredures per centenar de salmes de có que hauran ferman, III sols; les quals corredures se paguen per la part del patró tant solament.

(1) Mesure connue principalement en Catalogne pour les grains; elle correspond à quatre fanègues castillanes.

dans ladite galère ou autre navire, aucune gratification en argent ou intérêts, ni aucun abandon de fret, ni autre chose.

Quiconque ne prêtera pas ce serment payera, chaque fois, une amende de cent sous.

V. Encore, aucun courtier de marchandises du Levant ou autres, qu'il soit chrétien ou juif, ne pourra recevoir d'aucun patron de galère ou d'autre navire qui va outre mer, ni d'aucun négociant de la ville ou autre, ni se faire promettre, pour le fret de ladite galère ou autre navire, aucune gratification en argent ou intérêts, ni une remise sur le fret ou autre chose, ni rien de semblable. Celui qui contreviendra à cela sera promené par la ville et ne pourra jamais rentrer dans sa charge; des susdites amendes, le bailli aura les deux tiers, et l'accusateur le troisième.

Et les conseillers se réservent que si, dans cette ordonnance, il y a quelque chose de douteux ou d'obscur, ou qui ait besoin de déclaration ou d'interprétation, elle sera faite par eux et à leur connoissance, et non par une autre personne.

VI. Et afin que lesdits courtiers ne commettent point d'abus dans la demande de ce qui leur est dû pour courtage, lesdits conseillers et prud'hommes ordonnent que tout courtier, chrétien ou juif, qui négocie le fret d'une galère ou autre navire, aura pour courtage du fret d'une galère ou autre navire qui va outre mer, ou en Flandre, ou à Venise, cinq sous par cent salmes (1) que le navire portera ou pourra porter; et de tout bâtiment, galère et autre navire qui va à Cagliari, ou en Sicile, ou à Tunis, ou à Naples, ou à Séville, il aura pour courtage, par cent salmes de ce qu'il aura négocié, trois sous; lequel courtage sera payé uniquement par le patron.

RÈGLEMENT DE PROCÉDURE CONSULAIRE DE 1343 (1).

CAPITOL I.

En quel manera son elets los consols è lo jutge de les appellacions quascun any.

Quascun any, lo vespre de la festa de Nadal de Nostre Senyor, los promens nauegants, patrons è mariners, ò partida de aquells, apleguen consell en la esglesia de sancta Tecla de la ciutat de Valencia; è aqui per electió, è no per redolins, tots en una concordants, ò la maior partida, elegexen dos bons homens de la art de mar en consols; è un home de la dita art de la mar, è no d'alguna altra art ò offici ò sciencia, en jutge de les appellacions que s'fan de les sentencies dels dits consols. E les dites eleccions son fetes per priuilegi que los promens de la dita art de la mar han del senyor rey è de sos antecessors.

CAP. II.

Del jurament que fan los consols.

Lo dia de Nadal los dits consols elets iuren en poder de la justicia ciuil de la

CHAPITRE I^{er} (2).

De quelle manière sont élus, chaque année, les consuls et le juge des appels.

Chaque année, la veille de la fête de la Nativité de Notre-Seigneur, les prud'hommes navigateurs, patrons et matelots, ou partie d'eux, se réuniront en conseil dans l'église de Sainte-Thècle de Valence; et là, par élection et non par le sort, ils nommeront, à l'unanimité ou à la majorité, deux hommes de la corporation des gens de mer, pour être consuls, et un autre homme de la même corporation et non d'aucune autre, ni d'aucune compagnie de jurisconsultes, pour être juge d'appel (3) des sentences que rendront les consuls.

Ces élections seront faites en vertu des privilèges que lesdits prud'hommes de mer ont reçus du seigneur roi et de ses prédécesseurs.

CHAPITRE II.

Du serment que prêtent les consuls.

Le jour de Noël, lesdits deux consuls élus jureront entre les mains du juge civil de la-

(1) J'ai dit, page 325, que ce règlement, contenu dans toutes les éditions du Consulat et dans le manuscrit, fut concédé à Majorque en 1343, à Barcelone, en 1347, et à Perpignan, en 1348. La concession faite à Barcelone fut confirmée et amplifiée par des privilèges de 1401, 1440, 1444, 1510 et 1599, qu'on trouve dans Capmany, t. II, pages 192 et suivantes, et pages 250 et suivantes, et t. IV, pages 299 et 324. On lit beaucoup de détails sur les consuls de mer, leur juridiction et leurs prérogatives, dans le chapitre xx du livre IV de Bosch, *Titols de honors de Catalunya*, etc., imprimé en 1628, et dans Ripoll, *De magistratus logiæ maris antiquitate*, imprimé en 1655.

(2) Capmany, dans son édition et sa traduction, a omis les sept premiers chapitres.

(3) Dans l'origine, les consuls seuls étoient élus par les commerçans, le roi s'étant réservé la nomination du juge d'appel, ainsi qu'on le voit par le privilège de 1284, dont je donne le texte d'après une copie qui m'a été délivrée aux archives de la couronne d'Aragon, où le document est conservé dans le *Regestrum 4 Petri* II D. pars 1^a f^o 82 b. « Concedimus vobis, consulibus maris civitatis Valencie et probis hominibus ac universitati civitatis predicte, quod quolibet anno quando elegantur et creabuntur consules maris, in civitate predicta, eligatur et assignetur per nos vel per procuratorem regni Valencie aut ejus locum tenentem in absentia nostra quidam bonus vir et fide dignus de arte maris, ad quem omnes appellaciones quas fieri contingat de processibus vel sentenciis seu compositionibus vel dictis dictorum consulum devolvantur et per eum determinentur loco nostri, secundum consuetudinem et usum maris inter homines maris; et de presenti eligimus et assignamus Jacobum de Vicco, civem Valencie, qui hoc anno audiat et determinet appellaciones, si quas admitti contigerit, de predictis consulibus, ut superius est expressum. » Ce privilège fut confirmé par un autre de 1331. (Capmany, t. IV, page 93.)

dita ciutat, dins la esglesia de nostra dona sancta Maria de la Seu, apres que l'dit justicia ha jurat en poder del senyor rey ò de son batle, que bé è lealment se hauran en lo offici del dit consolat; que daran dret axí al maior com al menor, è al menor com al maior, saluant tota hora la féeltat è léaltat al senyor rey.

CAP. III.

Com lo jutge d'apells es presentat, è com jura.

Passada la dita festa de Nadal los consols ab alguns promens de mar presenten lo dit jutge elet al portant veus de procurador en lo regne de Valencia, ò à son loctinent, è jura en poder d'aquell, que bé è lealment se haurá en lo dit offici. E aquell qui per los dits consols es, al dit procurador presentat en jutge de les dites appellacions, aquell reb lo dit procurador en jutge de dites appellacions. E axí es acostumat de fer, no contrastant que en lo priuilegi al's dits promens de mar per lo senyor rey sobre la elecció del dit iutge atorgat, sia contengut, que l'dit iutge quascun any per lo dit senyor rey ò per son procurador siá elet; com d'açó lo dit senyor rey ne lo dit procurador seu après la dació del dit priuilegi no haien usat null temps. E axí serues segons que dessus es dit.

CAP. IV.

Com los consols reben per à si è per lo iutge de apells scriua.

Los consols reben à si aquell escriuá que ben vist los es. E si l's par sufficient aquell scriuá que stat hi es l'any passat,

dite cité, dans l'église de Notre-Dame-Sainte-Marie de la Seu, après que ce juge civil aura lui-même prêté serment entre les mains du seigneur roi ou de son bailli, qu'ils se comporteront bien et fidèlement dans leur office du consulat, qu'ils rendront justice au grand comme au petit, gardant toujours fidélité et loyauté envers le seigneur roi.

CHAPITRE III.

Comment le juge d'appel est présenté et fait serment.

Le lendemain de Noël lesdits consuls, accompagnés de quelques prud'hommes, présenteront le juge d'appel élu, à celui qui exerce la charge de procureur du royaume de Valence ou à son lieutenant, et ce juge prêterá entre les mains de cet officier le serment de se comporter bien et loyalement dans ses fonctions; et ainsi présenté par les consuls, il sera reçu par le procureur du royaume en qualité de juge desdits appels.

Tel est l'usage, encore bien qu'il soit dit dans le privilège accordé aux prud'hommes de la mer par le seigneur roi, au sujet de l'élection dudit juge d'appel (1), qu'il sera nommé chaque année par le seigneur roi ou par son procureur; car ledit seigneur roi et son procureur n'ont jamais exercé cette faculté en aucun temps depuis la concession de ce privilège. On agira donc ainsi qu'il est dit ci-dessus.

CHAPITRE IV.

Comment les consuls choisissent un écrivain, pour eux et le juge d'appel.

Les consuls admettent pour écrivain (greffier) celui qui leur paroît convenable; et si celui qui a été en charge l'année précédente

(1) Ce privilège est celui dont j'ai donné le texte dans la note 3 de la page précédente; s'il faut en croire notre document le roi n'avoit plus usé de son droit depuis la concession du privilège, et le juge d'appel étoit élu de la même manière que les consuls. Cela est possible, mais certainement le privilège de 1284 constate que le juge d'appel fut nommé par le roi: *De presenti eligimus et assignamus Jacobum de Vicco, civem Valencie, qui hoc anno audiat et determinet appellaciones*. On peut même, ainsi que je l'ai dit page 324, douter que le roi eût renoncé à son droit en 1331.

comanenli la scriuania en lo lur any. E après los altres consols qui après de aquells son elets en lo dit offici, si aquell tenen per sufficient. E en poder d'aquell scriuá dels dits consols lo iutge fá sos afers, per tal que l'enantament del iutge se seguesca après aquells dels consols. Emperó los dits consols dins l'any è tota hora que ben vist los es, poden remoure lo dit scriuá de la dita scriuania, è aquella à altre scriuá comanar. E açó lo dit scriuá al qual la dita scriuania primerament será comanada, no pot contrastar.

CAP. V.

De la forma del segell dels consols.

Los consols han segell en la lur cort, redon, en lo qual ha vn scut, les dues parts senyal roal, lo ters à la fi del scut, ondes de mar; entorn del dit segell escrit: *Sigillum consolatus maris Valentie pro domino rege*. Ab aquest segell meteix segella lo iutge lur, si res ha à sagellar. Aquest segell es tengut per l'escriuá de la lur cort.

CAP. VI.

Qui poden esser consols, è qui iutge, è qui no.

Aquells qui son vn any consols no ú son en l'any seguent, abans hi son altres mudats; axí meteix lo iutge si muda quascun any. Mas aquells qui son stats consols è iutge, hi poden esser elets vn any part altre; encara mes, que lo vn d'aquells qui será elet consol, pot esser elet en l'any seguent en iutge de les appellacions; è axí meteix aquell que será estat iutge pot en l'any seguent esser elet en consol.

(1) On voit, par une cédula royale du 13 août 1359, rapportée par Capmany, t. IV, page 133, que le roi avoit accordé au greffier de Majorque le privilège de l'irrévocabilité; mais, sur la réclamation des consuls, la cédula abrogea ce privilège. Il en fut autrement à Perpignan; le greffier, originairement révocable, fut, à la demande des consuls, déclaré à vie par un privilège du 11 mars 1456, cité dans le recueil imprimé à Perpignan, en 1651.

(2) Le manuscrit présente ici la lacune d'un feuillet.

(3) Il est assez remarquable que cet usage de ne pas permettre la réélection se soit maintenu jusqu'à nos jours, puisque nous le retrouvons en France dans l'article 623 du Code de commerce.

leur paroît capable, ils peuvent le continuer dans cet emploi; et ceux qui les remplacent auront la même faculté, si cet écrivain leur paroît capable. Le juge d'appel expédiera ses affaires par l'écrivain des consuls, de sorte que les affaires du juge soient expédiées après celles des consuls.

Mais au cours de l'année les consuls auront toujours et à tout instant le droit de révoquer ledit écrivain et d'en nommer un autre, sans que l'écrivain révoqué puisse contester ce droit (1).

CHAPITRE V.

De la forme du sceau des consuls.

Les consuls ont, en leur cour, un sceau de forme ronde portant sur deux parts l'emblème royal, et sur la troisième, qui est inférieure, des ondes de la mer. Autour dudit sceau est écrit : *Sceau du consulat de mer de Valence, pour le seigneur roi*. Avec ce sceau, leur juge scelle ce qui doit être scellé, et la garde en est confiée à l'écrivain de leur cour.

CHAPITRE VI.

De ceux qui peuvent être élus consuls et juges d'appel.

Ceux qui ont été consuls une année ne peuvent l'être l'année suivante et avant que d'autres aient exercé les mêmes fonctions; de même le juge (d'appel) sera changé chaque année. Mais les consuls et le juge peuvent être nommés de nouveau après une année d'intervalles; et même un des consuls sortant de charge peut être élu juge d'appel pour l'année suivante (2); et pareillement le juge d'appel sortant de fonctions peut être élu consul (3).

CAP. VII.

Com los consols poden comanar lur loch à qui l's plau.

Los consols ab duy ò l'un d'aquells per malaltia, ò per affers, ò si s'en ha de partir de la ciutat de Valencia, poden comanar lur loch à qui l's plau, ab que sia de la art de la mar; è açó meteix pot fer lo iutge.

CAP. VIII.

Segueuxe la forma com usen los consols en lur offici; è primerament de la demanda en escrits.

Com demanda per scrit deuant ells es proposada de algun fet, la coneixença è la determinació de l' qual se pertanga al consolat, segons les costumes de la mar; de aquella demanda es tramés translat per un saig à la part demanada; è la part demanada ha à respondre à aquella demanda al terme per lo dit saig de manament dels dits consols assignat. E lo demanat ab la resposta ensemps posa rahons en defensió, si n' ha algunes contra la dita demanda; encara demanda de reconuenció, si n' ha contra aquell qui conuengut en iuy l'aurá. A la qual demanda de reconuenció, è raons de defensió, si posades son, lo primer demanador es tengut respondre; è ab la resposta ensemps posar rahons de defensió, si n' ha contra la dita demanda de reconuenció; à les quals raons de defensió aquell qui la dita demanda de reconuenció haurá feta, es tengut respondre. A aquests enantaments à fer es feta assignació de tres en tres dies ò mes ò menys, segons que als consols es ben uist. Fetes aquestes respostes, si es demanat per les parts, en altra mañera no, ni l'proces non

CHAPITRE VII.

Comment les consuls peuvent se faire remplacer par qui ils voudront.

Les consuls ou l'un d'eux peuvent, pour cause de maladie ou d'affaires, ou s'ils sont forcés de s'absenter de Valence, se faire remplacer à leur choix par une personne de la corporation des navigateurs : il en sera de même du juge [d'appel] (1).

CHAPITRE VIII (2).

Suit la forme de procéder devant les consuls; et d'abord de la demande par écrit.

Voici comment a lieu la procédure devant les consuls, lorsqu'une demande est formée devant eux par écrit sur des faits dont la connoissance et le jugement appartiennent au consulat, suivant les coutumes de la mer. La demande sera transmise au défendeur par un messenger, et ce défendeur doit y répondre par le même messenger dans le délai déterminé par les consuls.

Il fera connoître dans sa réponse ses défenses contre la demande, ainsi que les conclusions reconventionnelles, s'il en a, contre l'action formée contre lui.

Le demandeur est tenu de répondre à ces défenses et à ces reconventions, s'il a des réponses à présenter : son adversaire, à son tour, sera tenu de faire ses répliques, s'il veut en présenter.

Pour tous ces actes de procédure il sera accordé des délais de trois jours en trois jours, et même plus ou moins, selon que les consuls aviseront. Ces réponses faites, si les parties le demandent et non autrement (mais la procédure ne seroit pas nulle pour cela), les

(1) Cet usage s'est encore maintenu en France, ainsi que le constate l'article 4 du décret du 6 octobre 1809, portant règlement pour les tribunaux de commerce.

(2) Ce chapitre est commenté avec beaucoup d'étendue par Ripoll, chapitre ix.

es nulla, deu esser fet sacrament de calumnia, è de veritat à dir per les dites parts, è de respondre per aquell à les demandes è ralhons per l' una è per l'altra part posades. E sobre açò que negat será deu esser atorgat dilació per proua à les parts, si per aquelles la dita dilació demanada será: çò es deu dies per primera dilació; è poden hauer quatre dilacions de deu en deu dies, iurant que la quarta no la demanen per malicia ni per alongar lo plet. E si es cas, que hagen à donar testimonis de proues, que sien en par lunyadanes, es los atorgat temps conuinent per dilació, segons la lunyesa del loch, hon la part affermarà que enten donar sos testimonis. En quascuna dilació es manat à la part que sia present continuament per veure iurar los testimonis que la part demanant dins la dilació dar enten; en altra manera que en la absencia sua seria rebut lo sacrament de aquells. Les dilacions passades, è los testimonis publicats, à requisició de les parts, encontinent los consols assignen dia à les parts à oyr sentencia, sens que no cal, ni es necessari que les parts renuncien à mes dir, ni per aquesta rahó lo proces no pot esser dit nulla, ni n'es nul·lat. Pero abans de la publicació dels dits testimonis ò après, pot quascuna de les parts pledeiants traure en proua cartes è altres scriptures publiques, en ajuda de la sua proua.

CAP. IX.

De obicir testimonis.

Los testimonis publicats, no es consentit à alguna dels parts que posen obicions per scrit contra los testimonis que en lo fet rebuts seran, ni altra reprobació de testimonis no y es rehuda per scrit ni de paraula. Pero si per alguna de les parts de paraula es allegat, que los dits testi-

parties prêteront le serment de calomnie (1), de dire la vérité, et de répondre de bonne foi aux demandes et raisons réciproques. En cas de dénégations, il sera accordé, pour fournir les preuves, un délai si les parties en requièrent; le premier sera de dix jours; et il pourra en être accordé quatre, chacun du même nombre de jours, à la charge par celui qui demandera le quatrième délai d'affirmer qu'il ne le requiert, ni par malice, ni pour prolonger le procès.

S'il arrive que les parties veuillent faire entendre des témoins dont la demeure est éloignée, il doit leur être accordé un délai en proportion de la distance à laquelle la partie qui veut faire entendre ses témoins affirmera qu'ils se trouvent. Chacune des ordonnances qui accorderont ces délais prescrira à la partie adverse qu'elle doit être continuellement présente pour voir prêter serment aux témoins que l'autre veut produire, faute de quoi il sera procédé à la réception du serment en son absence.

Les délais expirés, et les témoins ayant été entendus publiquement sur la réquisition des parties, les consuls leur assigneront immédiatement un jour pour entendre prononcer la sentence, sans qu'il soit besoin qu'elles déclarent qu'elles renoncent à alléguer d'autres faits ou à prendre d'autres conclusions, et sans que cette omission puisse faire annuler la procédure. Mais avant ou après l'audition des témoins, chacune des parties peut produire des lettres ou des écrits publics, et s'en servir pour prouver ses prétentions.

CHAPITRE IX.

De la récusation des témoins.

Les témoins entendus, aucune des parties ne sera reçue à faire des objections par écrit contre les témoignages reçus, ni à faire aucune récusation verbale ou écrite.

Mais s'il est allégué verbalement par une partie que les témoins ou quelques-uns d'eux

(1) J'ai traduit littéralement, à cause de la difficulté de trouver un équivalent. Le *Sacramentum calumnie* consistoit dans l'affirmation du demandeur que son action étoit bien fondée, et dans une semblable affirmation du défendeur pour ses exceptions. Voir du Cange et Carpentier, voc. *Calumnia*.

monis ò alguns d'aquells son parents daquell qui dats los haurá, ò enemichs d'aquell contra qui dats seran, ò son persones de algun mal vici, açó es à conexença dels dits consols, è de aquells ab que consell han sobre el dit fet, hagut esguart à les persones dels dits testimonis, è à la fama è condició de aquells.

CAP. X.

Com se dona sententia à la demanda en scrits.

Feta la assignació per los dits consols à les parts à oir sentencia, los dits consols ab lo lur scriuá van sen als promens mercaders de la dita ciutat, è fan legir dauant aquells l'anament è proces del fet, è han sobre aquell consell dels dits promens mercaders. En après apleguen consell de promens de mar, è fan los semblantment legir lo dit anament è proces, è han d'aquells lur consell. E à les vegades han primerament lo dit consell dell dits promens de mar, è açó segons que l's es auinent. E si abduy los consells son concordants donen sentencia en lo fet. E si aquests consells no son concordants, çó es lo consell dels promens mercaders ab aquell dels promens de mar affronten los ensemps. E en cas que l's dits promens de mar no s'concorden ab los promens mercaders, ò afrontar ab aquells no s'vullen, donen los dits consols la dita sentencia segons lo consell dels promens de mar; car de consell d'aquells han los contractes à determinar, è no segons lo consell dels dits promens mercaders, si hauer no l'vullen; car no n' son constrets per priuilegi del senyor rey, ni per altra manera, sino per çó com es axí acostumat è han usat d'algun temps en ça.

sont parens de celui qui les a fait entendre (1), ou ennemis de celui contre qui ils ont déposé, ou qu'ils ont une mauvaise réputation, il appartient aux consuls ou à leur conseil d'avoir égard à ces reproches et de les apprécier, en se décidant d'après la condition et la réputation desdits témoins.

CHAPITRE X.

Comment est rendue la sentence sur une demande par écrit.

Les consuls, ayant intimé les parties pour entendre prononcer la sentence, se rendront, accompagnés de leur écrivain, à l'assemblée des prud'hommes marchands de la ville, feront lire la demande et la procédure dont il s'agit et prennent le conseil desdits prud'hommes. Ils réuniront ensuite le conseil des prud'hommes de mer, devant qui ils feront lire pareillement la demande et la procédure, et leur demanderont conseil. On commencera par prendre les voix des prud'hommes de mer, si cela convient aux consuls.

Si les deux conseils sont d'accord, la sentence sera prononcée sur le fait. S'ils ne sont pas d'accord, c'est-à-dire si l'avis du conseil des prud'hommes des marchands est différent de celui des prud'hommes de mer, ou si ces derniers ne sont pas d'accord avec les prud'hommes marchands ou ne veulent pas s'y réunir, les consuls rendront leur sentence d'après la décision des prud'hommes de mer; car c'est d'après leur avis et non d'après celui des prud'hommes marchands que les contestations doivent être terminées, si les consuls le veulent; cette consultation n'étant point prescrite par le privilège du seigneur roi, ni d'aucune autre manière, si ce n'est qu'on suit en cela une coutume déjà ancienne (2).

(1) Ici finit la lacune du manuscrit que j'ai indiquée page 376, note 2.

(2) On voit, par ce chapitre et les suivants, que les consuls étoient des instructeurs et rapporteurs qui ne prononçoient point seuls le jugement, comme le font actuellement les tribunaux de commerce. C'est un reste de la forme des jugemens par échevins, dont les livres sur la procédure rédigés au XIII^e siècle en France ont conservé tant de souvenirs curieux.

CAP. XI.

De la appellació.

De aquesta sentència aquell qui s' sentirà aggrauiat, se pot appellar dins deu dies, comptadors del dia de la proclació de aquella. E la dite appellació li es rebuda, è es remes al jutge de les appellacions del consolat ab lo proces dauant los dits consols actitat, en loch de apostols: en la qual appellació ha à metre los greuges, nullitats è iniusticies per los quals de la dita sentència se sentirà agrauiat.

CAP. XII.

Com enanta lo iutge de les appellacions.

Aquell qui s' será appellat es tengut presentar dauant lo iutge ab l'escruià de la cort del consolat lo dit proces è appellació, requirient à aquell que reuoch, esmen è corrige la dita sentència dels dits consols. E lo iutge, rebuda la presentació del dit proces, encontinent assigna dia à oir sentència en la dita appellació, al qual dia cita la part apellada per oir aquella. E si dins los dits deu dies lo condemnat no s' será appellat de paraula ò per escrit, la sentència passa en cosa iutiada.

CAP. XIII.

Com en la appellació no s' pot res posar ne prouar de nou.

En aytal plet de appellació alguna cosa de nou no s' pot posar ne prouar per alguna de les parts. Mas lo iutge ab lo proces

(1) L'expression *apostols*, qu'on lit dans le texte, est relative aux anciens usages dont parle le glossaire de Rageau, voc. *Apôtres*, d'après lesquels le juge à quo délivroit des lettres rémissaires; on dit ici que l'envoi des pièces du procès en tiendra lieu. Boucher a traduit en lieu *apostolique*, ce qui prouve qu'il ne connoissoit ni le catalan, ni l'ancienne procédure.

(2) Boucher a traduit ici le mot *greuges*, par *grugeries*, et dans le chapitre XIII, par *dommages*.

CHAPITRE XI.

De l'appel.

Celui qui se croit lésé par la sentence peut en interjeter appel dans le délai de dix jours à compter de celui où elle a été prononcée publiquement. Cet appel est reçu et transmis au juge des appels du consulat, avec la procédure instruite devant lesdits consuls, en place de lettres rémissaires (1): cet acte d'appel contiendra l'énoncé des griefs (2), nullités et injustices dont se plaint l'appelant.

CHAPITRE XII.

Comment on procède devant le juge d'appel.

L'appelant est tenu de présenter devant le juge, en se faisant accompagner de l'écrivain du consulat, la procédure et l'acte d'appel, en le requérant de révoquer, émender ou annuler la sentence des consuls; et le juge ayant reçu la production de la procédure doit incontinent indiquer le jour pour prononcer son jugement sur ledit appel, auquel jour la partie intimée sera citée.

Si dans le délai de dix jours susdit la partie condamnée n'a pas fait appel verbalement ou par écrit, la sentence des consuls aura force de chose jugée.

CHAPITRE XIII.

Comment en instance d'appel on ne peut présenter de nouveaux moyens.

Dans la procédure sur l'appel, aucune demande nouvelle ne peut être mise en avant, ni prouvée par aucune des parties; mais le

principal dauant los consols actitat, è ab la dita appellació è greuges, ha hauer son consell è donar sentència en lo dit plet de appellació. E de açó han los promens de mar carta del senyor rey.

CAP. XIV.

Com è en quant se ha à proseguir la appellació.

Aquest plet d'appellació se ha à proseguir continuament per lo appelant. E si passen trenta dies *continuos vel divisim*, çó es departidament, après lo dia de la appellació, que no men son plet, la appellació es deserta, è la sentència dels consols passa en cosa iutiada.

CAP. XV.

Com se dona sentència en la appellació.

Lo iutge ab l'escruià ha son consell sobre lo dit plet de appellació, axi ab promens mercaders, com de mar, no ab aquells qui ia en lo plet principal han donat lur consell, mas ab altres en la forma desus declarada. E si attroba ab consell la sentència dels dits consols esser ben donada, conferma aquella; è si attroba esser mal donada, reuoca aquella ò la corregeix, segons lo dit consell. E de la sentència del iutge quelque sia, alguna de les parts no s'pot appellar. E açó per priuilegi que n'han los dits promens del senyor rey.

CAP. XVI.

De excepció declinatoria de for.

Com en algun fet après la demanda

juge, sur le vu de la procédure tenue devant les consuls, et de l'acte d'appel ou des griefs, doit prendre conseil et prononcer son jugement sur l'appel. C'est ainsi que le décide le privilège accordé par le roi aux prud'hommes de mer.

CHAPITRE XIV.

Comment et dans quels délais on doit suivre l'appel.

L'appelant doit suivre son appel sans interruption. S'il laisse écouler trente jours de suite ou interrompus (1), à compter du jour de son appel, sans poursuivre le plaid, l'appel est réputé déserté, et la sentence des consuls aura force de chose jugée.

CHAPITRE XV.

Comment est rendu le jugement sur l'appel.

Le juge, assisté de l'écrivain, prend conseil sur le plaid d'appel, tant des prud'hommes des marchands que des prud'hommes de mer, autres toutefois que ceux qui ont été consultés lors de la sentence des consuls, en observant la forme ci-dessus indiquée. S'il reconnoît, d'après ce conseil, que la sentence est juste, il la confirme; sinon il la révoque ou la corrige, conformément audit conseil.

Aucun appel ne peut être interjeté du jugement ainsi rendu sur l'appel.

Tel est le privilège que le roi a accordé aux prud'hommes (2).

CHAPITRE XVI.

Des exceptions declinatoires.

Lorsque, dans une contestation, il est formé

(1) Le texte et les traductions de Paleja et de Capmany donnent uniformément ce sens; je crois que les mots *continuos vel divisim* signifient que les jours fériés n'interrompent pas le délai.

(2) Une cédula royale de 1380 (Capmany, t. II, pages 154 et 155) défend de porter les appels devant aucune autre juridiction. Cet auteur a reproduit le même privilège sous la date de 1381, t. IV, page 158; et il donne, page 199, une décision royale de 1398, qui, consacrant le même principe, rejette un pourvoi contre le jugement d'appel.

excepció declinatoria de iuy per lo demanat es proposada, los consols coneixen abans de aquella excepció que en als sia anantat. E si atroben de consell que la conexença del dit fet pertanga à ells, forçen lo demanat a respondre à aquella è ananten en lo fet, segons que desus es declarat. E si atroben de consell que l' fet no pertanga à ells, remeten les parts à aquell iutge aqui s' pertany.

CAP. XVII.

De demanda proposada de paraula, è de la sentència.

Com la demanda es proposada dauant los consols de paraula, hoides les rahons de quascuna de les parts, è rebuts testimonis de paraula per los dits consols, cartes ò altres informacions, los dits consols ab les dites parts ensemps van dauant los promens mercaders per demanar de consell, è les parts compten dauant aquells lur rahó. E açó s' fá per tal que les parts no pusquen dir que la lur rahó per los consols no era donada à entendre, segons que ells la hauien posada als promens ab los quals hauien hagut consell sobre lo fet. E los consols dien çó que han los testimonis testificat, è mostren les cartes ò altres informacions que les parts los hauran donades. E après les parts se ixen dell consell, è puy los promens mercaders donen consell als dits consols sobre lo dit fet. E semblantment è en la forma desus declarada los dits consols van à demanar de consell als promens de mar sobre lo dit fet; è haguts los dits consells de paraula donen sentència en lo fet. Emperó si per alguna de les parts es request que la dita sentència li sia mesa en forma publica, è que li n' sia feta carta testimonial, deu esser fet. Aquest anan-

après la demande, une exception déclinatoire, par le défendeur, les consuls doivent la juger avant de s'occuper d'aucune autre question. S'ils reconnoissent, de l'avis de leur conseil, que la cause leur appartient, ils doivent obliger le défendeur à répondre à la demande, et la juger ainsi qu'il a été dit ci-dessus; mais s'ils trouvent que l'exception est fondée, ils doivent renvoyer la cause devant les juges à qui la connoissance en appartient (1).

CHAPITRE XVII.

De la demande formée verbalement et du jugement.

Lorsque la demande a été proposée verbalement devant les consuls, après avoir entendu les raisons de chacune des parties, les dépositions verbales des témoins, vu les écrits et tous autres renseignemens, ils se rendent, accompagnés desdites parties, devant les prud'hommes marchands, pour demander conseil, et les parties exposent leurs moyens à ces prud'hommes; et cela a lieu afin que ces parties ne puissent prétendre que les consuls n'ont pas exposé exactement aux prud'hommes, dont ils prennent conseil, les moyens tels qu'ils avoient été présentés.

Les consuls rendent compte des dépositions faites par les témoins, et présentent les écrits ou autres renseignemens que les parties leur ont fournis. Cela fait, les parties se retirent, et les consuls demandent avis aux prud'hommes marchands sur la question dont il s'agit.

De même, dans la forme expliquée ci-dessus, ils se retirent devant les prud'hommes de la mer pour les consulter sur la question à juger : les conseils ainsi donnés verbalement, les consuls prononcent leur sentence.

Mais si une partie requiert que la sentence lui soit délivrée en forme authentique et qu'il lui en soit donné preuve écrite, on fera droit à sa demande.

Les procès ainsi instruits verbalement ne

(1) Ces principes sont encore ceux des temps modernes, comme le prouve l'article 424 du Code de procédure civile de France.

tament aytal que s'fá de paraula es fet sens donar dilació de proua è altra solemnitat de iuy.

CAP. XVIII.

De appellació de sentència de paraula.

De aquesta sentència pot esser appellat de paraula dins deu dies per aquell qui s'sentirà agreuiat. E lo iutge en aytal cas vé dauant los consols, è, presents les parts, certificques d'aquells per qual raó se son moguts à donar la dita sentència. E en après, ab les dites parts presents, va demanar de consell sobre lo dit fet als dits promens mercaders è de mar en la manera desus declarada, no ab aquells que seran stats al primer consell, mas ab altres; è puy, segons que trobada consell, dona sentència al dit fet, la qual sentència ha à donar en scrits, è açó segons carta del senyor rey. Aquest plet de appellació ha esser determenat dins trenta dies, sino la sentència passa en cosa iutiada, segons que damunt se conte.

CAP. XIX.

De les messions fetes en lo primer plet.

Los consols en lo primer plet, çó es en lo plet principal, no comdamnen nengú en les messions del dit plet.

CAP. XX.

De les messions en lo segon plet.

Lo iutge, si conferma la sentència dels consols, comdemna en sa sentència lo appellant en les messions fets per lo appellat dauant lo dit iutge. E si reuoca la sentència dels consols è la corregeix è la esmena, no comdamna lo appellant en les dites messions, com hagues iusta causa de fer la dita appellació; ne aytan poch y comdamna lo appellat.

(1) Le manuscrit indique en note qu'un privilège, dont il ne donne pas la date, autorise à condamner aux dépens un plaideur de mauvaise foi. Ce privilège est de 1460. (Capmany, tome IV, page 266.)

seront soumis à aucun délai de procédure ni à aucune formalité de justice.

CHAPITRE XVIII.

De l'appel en causes verbales.

Les sentences rendues dans les cas du chapitre précédent pourront être attaquées par celui à qui elles feront grief dans le délai de dix jours. Le juge d'appel va trouver les consuls, et, en présence des parties, s'informe près d'eux des motifs qui les ont décidés à rendre leur sentence. Il va ensuite, accompagné des parties, demander l'avis des prud'hommes marchands et des prud'hommes de mer, ainsi qu'il a été expliqué plus haut, c'est-à-dire en consultant d'autres que ceux qui ont donné conseil aux consuls; puis, après s'être ainsi consulté, il rend sa sentence, qu'il est tenu de donner par écrit, suivant le privilège du seigneur roi.

Cette instance d'appel doit être terminée dans le délai de trente jours, faute de quoi la sentence des premiers juges acquiert la force de chose jugée, ainsi qu'il a déjà été dit.

CHAPITRE XIX.

Des dépens faits en première instance.

Les consuls, dans la cause qui est jugée par eux en première instance, ne condamnent personne aux dépens (1).

CHAPITRE XX.

Des dépens faits en cause d'appel.

Le juge d'appel qui confirme la sentence condamne l'appelant aux frais de la procédure faite devant lui.

S'il révoque, corrige ou modifie la sentence, il ne condamne point l'appelant aux frais, puisqu'il a eu un juste motif d'appeler; mais il n'y condamne point non plus l'intimé.

CAP. XXI.

Dels anantaments que poden esser fets dauant lo un consol.

Dauant abduy los consols ò lo un de aquells, l'autre absent occupat de alguns affers, son posades demandes è fets qual-seuol anantaments tro à sentència ò à alguna interlocutoria ò conexença, la qual sentència ò interlocutoria se ha à donar, ò la dita conexença fer per abduy los dits consols, è no per lo un de aquells.

CAP. XXII.

Les causes qui se guarden à la iurisdicció dels consols.

Los consols determenen totes questions que son de nolit, è de damnatge de robes que sien carregades en naus, de loguers de mariners, de part de nau à fer, de encantar, de fet de git, de commandes fetes à patró ò à mariner, de deute degut per patró qui haia manleuat à ops è à necessari de son vexell, de promisió feta per patró à mercader, ò de mercader à patró, de roba trobada en mar deliura ò en plaia, de armaments de naus, galeres ò lenys, è generalment de tots altres contractes los quals en les costumes de mar son declarats.

CAP. XXIII.

De la execució de les sentencies.

Los consols menen à execució en los bens mobles del condemnat, axí en vexells de mar, com en altres bens lurs sentencies

CHAPITRE XXI.

Des demandes qui peuvent être faites devant un consul.

Devant les deux consuls, ou l'un d'eux lorsque l'autre est absent ou occupé à d'autres affaires, on peut former des demandes ou faire d'autres actes jusqu'à sentence définitive, interlocutoire ou d'instruction; mais ces sentences, ou interlocutoires, ou informations doivent être faits par les deux consuls et non par un seul.

CHAPITRE XXII.

Des affaires qui sont de la compétence des consuls.

Les consuls statuent sur toutes les questions qui concernent les nolis, les dommages survenus aux marchandises chargées sur des navires, les loyers des matelots, les parts d'intérêt dans les navires, les ventes de navires, le jet, les commandes confiées à des patrons ou matelots, les dettes contractées par le patron qui a emprunté pour le besoin et les nécessités de son navire, les engagements pris par le patron envers les marchands et par ceux-ci envers le patron, les objets trouvés en pleine mer ou sur la côte, les armemens de navires, galères ou barques, et généralement tous contrats dont il est parlé dans les coutumes de la mer (1).

CHAPITRE XXIII.

De l'exécution des sentences.

Les sentences des consuls, et les jugemens d'appel sont exécutoires sur les meubles, les navires et sur tous autres biens des

(1) Ce chapitre et le chapitre xxxi ci-après paroissent, comme je ne l'ai point dissimulé pages 325 et 326, prouver que dès le commencement du xiv^e siècle il existoit un recueil écrit de coutumes de la mer; mais il est peu probable que ce fût le Consulat. On ne doit pas perdre de vue que les titres divers de la coutume de Valence de 1250, l'ordonnance de Jacques I^{er} de 1258, et celle de Pierre IV de 1340, statuoient sur toutes les matières énoncées dans ce chapitre. Je ne dois pas omettre de faire remarquer que les droits de la juridiction commune étoient réservés contre les patrons qui faisoient des captures injustes, soit sur leurs concitoyens ou des amis, soit même sur des ennemis; c'est ce qu'on lit expressément dans une loi de 1447, insérée aux *Privilegia regni Valentiae*, folio 198 verso.

è aquelles del iutge, en aquesta forma : que manen à la part condemnada à requesta d' aquell qui ha obtenguda la sentència, que dins deu dies après del dit manament comptadors, haia pagat çó en que es condemnat, ò mostrats bens mobles clars è desembargats en los quals ladita sentència sia menada à executió; en altra manera que rebran l'offerta dels bens mobles que per la part los será demostrada.

CAP. XXIV.

De la executió de bens mobles del condemnat.

Feta la oferta de bens mobles, axí vexells com altres, per lo condemnat ò per la part en defalt de aquell, aquells bens sien subastats per publich corredor per la ciutat per deu dies, è passats los deu dies es feta venda de aquells bens al mes donant, publicament; è del preu es satisfet à la part de açó que li será iutiat, è de les messions per aquell fetes en la dita executió, donant fermançes de tornador si algun apparex primer en temps è millor en dret en lo dit preu qu' ell.

CAP. XXV.

Del creador si no porà dar fermança.

Si es estrany ò encara de la ciutat è iurará si no hauer la dita fermança de tornador, es feta crida per la ciutat per publich corredor ab só de trompeta, que con los dit sconsols hagen à deliurar aytal preu hagut d' aytals ben de aytal hom à n' aytal, è aquell haia iurat si no hauer fermança de tornador, que si hi ha algú qui haia ò entena hauer demanada ò dret en la cosa venuda ò en lo preu de aquella, que dins trenta dies comparega dauant los dits consols per mostrar de son dret, en altra manera que lo dit preu li será

personnes condamnées, en la forme suivante. A la requête de celui qui a obtenu la sentence ou le jugement, il est fait commandement à la partie condamnée que dans les dix jours à compter de la réquisition elle ait à payer le montant de la condamnation, ou à indiquer des biens meubles liquides et libres sur lesquels la sentence puisse être exécutée, faute de quoi il sera procédé à l'exécution sur les biens que le poursuivant aura désignés (1).

CHAPITRE XXIV.

De la saisie des biens-meubles des condamnés.

Les biens meubles, navires ou autres, désignés par la partie condamnée, ou, à son défaut, par le poursuivant, seront mis à l'encan par le crieur de la ville pendant dix jours, après lequel délai ils seront adjugés au plus offrant par adjudication publique; sur le prix en provenant, la partie poursuivante sera payée de ce qui lui est dû, ainsi que des frais faits pour parvenir à ladite vente, en donnant caution de rapporter la somme touchée à celui qui se présentera avec la preuve d'une créance antérieure et mieux fondée.

CHAPITRE XXV.

Du créancier qui ne peut trouver une caution.

Si le créancier est étranger, ou encore si étant de la cité, il fait serment qu'il ne peut trouver une caution pour garantir ladite restitution, on fera crier dans la cité de Valence par le crieur public, à son de trompe, que les consuls ayant à délivrer le prix provenant de tels biens, à telle personne, cette personne a fait serment qu'elle ne pouvoit trouver de caution; que si quelqu'un a ou prétend avoir quelque prétention sur la chose vendue ou sur le prix, il est tenu de comparoître dans le délai de trente jours pour justifier de son droit, faute de quoi, et ce terme expiré, le prix sera adjugé sans caution à celui qui a provoqué la vente.

(1) Cette exécution appartient aux juges consulaires, suivant une cédula de 1334, publiée par Capmany, t. II, page 133.

deliurat sens fermança de tornador. E en aytal cas si demanant no y ha vengut dins los trenta dies, lo preu, çó es la cosa iutiada, à es à aquell deliurada per los dits consols sens fermança de tornador.

CAP. XXVI.

De execució de bens seents del condemnat.

Si cas es que l'condemnat bens mobles alguns no haurá, vexells de mar ne altres, è haurá bens seents, ladonchs los consols scriuen à la iusticia de la ciutat ò del loch on aquells bens son, que com ells haïen donada sentència contra n' aytal de aytanta quantitat iutiada à n' aytal, è aquella sia confirmada per sentència de lur iutge, si appellació hi es entreuenguda, è lo dit condemnat no haia bens mobles en que los dits consols menen aquella sentència à execució, que requeren lo dit iusticia que en loch d'ells è per ells, men la dita sentència à execució en los bens seents del dit condemnat, com los dits consols de la venda de aquells bens seents no s'vullen entremetre, ne ho hagen acostumat fer. E adonchs lo dit iusticia, axí com à mer execudor, mena les sentències dels dits consols è del iutge de aquells à execució en los dits bens, segons forma del fur de la ciutat ò costum del loch on los bens son.

CAP. XXVII.

De patró qui demana son nolit, è lo mercader lo y contrasta, per roba que li fall, ò que será mullada.

Si algun patró de nau ò altre vexell se clama de son mercader del nolit de sa roba que aportada li haurá, è aquell mercader allega que no li es tengut de pagar lo dit nolit, tro lo dit patró li haia delivrada aytal roba que affermará que li fall d'aquella per letra de son companyó, ò

Dans ce cas, si dans ce délai de trente jours personne ne se présente, le prix, c'est-à-dire le montant de la condamnation, sera délivré par les consuls sans exiger une caution de restitution.

CHAPITRE XXVI.

De la saisie des biens immeubles des condamnés.

Dans le cas où la personne condamnée n'auroit ni meubles, ni navires, ni autres objets mobiliers, mais des propriétés immobilières, les consuls doivent écrire aux juges de la cité ou du lieu dans lequel les immeubles sont situés, qu'ayant rendu une sentence contre *un tel* qui le condamne à *telle* somme envers *un tel*, laquelle sentence a été confirmée par le juge d'appel (s'il y a eu appel), et le condamné n'ayant pas de biens meubles sur lesquels ladite sentence puisse être exécutée, ils requièrent lesdits juges qu'à leur place et pour eux ils la fassent exécuter sur les biens du condamné, lesdits consuls ne voulant pas se mêler de faire exécuter cette vente, et n'ayant point cet usage.

Alors les juges du lieu, comme simples exécuteurs, feront exécuter la sentence desdits consuls ou du juge d'appel, suivant la forme du privilège de la cité, ou la coutume du lieu où les immeubles sont situés.

CHAPITRE XXVII.

Du patron qui demande son nolis, lorsque le marchand excipe de perte ou d'avarie de marchandise.

Si le patron d'un navire ou autre bâtiment demande à un marchand le nolis de la marchandise qu'il a transportée, et si ce marchand allègue qu'il n'est pas tenu de payer avant que le patron lui ait délivré telle marchandise qu'il affirmerait lui manquer et que, d'après la lettre de son associé ou de toute autre manière il allègue avoir été chargée; ou s'il sou-

per altra manera dirá, que li son carregada, ò que li haia à esmenar algun damnatge, loqual affermará que per lo patró ò culpa d'aquell li será donat en les sues robes, si donchs per lo patró aquestes coses atorgades no seran, lo mercader encontinent, sens altre alongament, es forçat pagar al dit patró lo nolit de la roba que lo patró li haurá liurada, axí de la exuta com de la banyada ò guastada, donant primerament è abans lo dit patró fermança en poder dels dits consols, que de plá en plá fará dret al dit mercader sobre la dita roba que affermará que li fall, ò sobre la banyadura ò guastament que affermará que es stat fet en la sua roba à culpa del dit patró. E de aytal demanda de nolit no n'cal res posar per scriptura, ab que lo nolit se mostre è sia clar per cartes ò atorgament del dit mercader, ò per altra manera.

CAP. XXVIII.

De loguer ò salari de mariner.

De loguer de mariner, qui s'clama de son patró, no n'cal demanda nenguna posar per scriptura.

CAP. XXIX.

De la execució que s'fa contra patró per deute de prestech.

De deute degut ab carta per algun patró à prestador, no n'cal demanda posar per scriptura, mas lo prestador vé à la cort dels consols è clames del patró ab la carta. E si lo terme de la paga del dit deute es passat, los consols manen al dit patró que dins tres ò quatre dies fins en deu, hagut sguart à la quantitat que será deguda

tient que sa marchandise a été endommagée par la faute dudit patron, tandis que celui-ci soutient le contraire, le marchand est tenu de payer, de suite et sans autre retard, au patron, le nolis des marchandises que celui-ci lui a délivrées, tant de celles qui sont bien conditionnées que de celles qui auront été mouillées ou endommagées; en donnant par le patron caution devant les consuls, qu'il fera complètement raison au marchand de la marchandise que celui-ci prétend être perdue, ou mouillée, ou endommagée, par la faute du patron.

Une telle demande en payement de nolis n'a pas besoin d'être instruite par écrit, pourvu que le montant du nolis soit constaté par acte, par l'aveu du marchand ou de toute autre manière (1).

CHAPITRE XXVIII.

Des salaires de matelots.

Un matelot n'est pas tenu de former par écrit une demande contre le patron en payement de ses loyers; il suffit qu'il l'intentie verbalement (2).

CHAPITRE XXIX.

De l'exécution contre le patron pour cause de prêt.

La créance résultant d'un billet d'emprunt souscrit par le patron n'a pas besoin d'être demandée par écrit; il suffit que le prêteur se présente à la cour des consuls et réclame son payement en montrant son titre. Si le terme du payement est échu, les consuls ordonnent que dans le délai de trois ou quatre jours, jusqu'à dix, eu égard à la quotité de la dette, le patron sera tenu de payer ce qu'il doit ou de désigner des biens meubles clairs et libres,

(1) Cette faveur d'un payement provisoire du fret paroît avoir été de droit commun; mais les règles d'application varioient. D'après les chapitres xv, xxxviii, ccxv et ccxxx [61, 63, 270 et 275], le patron pouvoit exercer un droit de rétention ou exiger caution; la rubrique xxii du statut d'Ancône (pages 136 et suivantes, ci-dessus) contenoit des règles analogues à celles de notre règlement.

(2) Un privilège de 1395, rapporté par Capmany, t. IV, page 186, attribue aux consuls la taxe des salaires des matelots qui portent secours aux navires échoués.

do è pach al dit prestador lo dit deute, ò nostre bens mobles clars è desembarcats en que la dita carta sia menada à executió; en altra manera que ells faran la dita executió en los bens mobles que per lo dit creador mostrats los seran. E aquesta executió de aquest deute se fá, è lo dit deute es deliurat al creador en la forma expresada damunt à fer en les execucions de les sentençies per los consols donades.

CAP. XXX.

De seguretat de iuy.

Si per lo demanador es demanat de paraula ò por escrit que l' demanat do fermança que li stiga à dret sobre la sua demanda, en altra manera que sia anantat contra aquell, si lo demanat es estranger, encontinent deu donar la dita fermança; en altra manera deu esser près è més en la presó comuna è stant près menar son clam. E si iura que no ha de que pagar çó en que será condemnat deu, esser gitat de la presó, si donchs no era près per alguns casos contenguts en les costumes de la mar, per los quals deu esser estar tostemps près è en ferres tro haia satisfet çó en que será condemnat. E si lo dit demanat es de la ciutat, è los consols sabran que ha bens bastants à açó que demanat li será, fanli assignació dins la qual do la dita fermança de dret. E si los consols apres que requests ne seran, no forçaran lo demanat à donar la dita fermança de dret, è aquell demanat se absentará que no porá esser atrobat, ò bens alguns no haia de que pac çó en que será condemnat, los dits consols è lurs bens romanen obligats la cosa iutiada à pagar.

CAP. XXXI.

Del poder dels consols.

Los consols de la mar han tot poder ordinari en tots los contractes que per us

sur lesquels l'exécution du contrat puisse avoir lieu, sinon que cette exécution aura lieu sur les biens que le créancier désignera.

L'exécution faite, le prix sera délivré au créancier par les consuls, de la manière qui a été expliquée plus haut relativement aux sentences ou jugements.

CHAPITRE XXX.

De la caution du jugé.

Lorsque dans un procès introduit verbalement ou par écrit, le poursuivant requiert que son adversaire soit tenu de donner caution d'ester en droit sur la demande, faute de quoi sa personne sera détenue, si cet adversaire est étranger, il doit donner immédiatement cette caution, faute de quoi il doit être mis dans la prison commune, et y rester pendant la durée du procès. S'il affirme qu'il n'a pas de quoi payer la somme à laquelle il pourra être condamné, il doit être mis hors de prison, à moins qu'il n'ait été arrêté pour quelques-uns des cas prévus dans les coutumes de la mer, en vertu desquels il doit toujours rester en prison, jusqu'à ce qu'il ait satisfait à la condamnation.

Mais si le condamné est de la cité, et si les consuls savent qu'il a des biens suffisans pour payer, ils devront lui assigner un terme dans lequel il sera tenu de présenter caution. Si les consuls, après qu'ils en auront été requis par l'autre partie, n'obligent point le défendeur à donner caution, alors s'il s'absente ou si l'on ne peut trouver sa personne ou ses biens, et s'il n'a pas de quoi payer la condamnation, lesdits consuls et leurs biens seront tenus à ce paiement.

CHAPITRE XXXI.

Du pouvoir des consuls.

Les consuls de mer ont toute juridiction au sujet de tous les cas qui doivent être jugés

è costum de mar se han à determenar, è en les costumes de la mar son declarats, dits è specificats.

CAP. XXXII.

Si vexell nou sera executat, qui es primer en dret.

Si à instancia de creadors nau ò leny ò altre vexell qui de nou será construit, abans que sia varat è leuat de les stepes, ò abans que haia fet algun viatge, será venut; en lo preu d'aquell son millors en dret los iornalers è aquells als quals será degut per fusta, pega, clauo è stopa, è altres exarcies comprades à ops del dit vexell, iatsia que n' haie cartes ò no cartes, que algun altre creador del construent lo dit vexell, ò prestador à la construcció de aquell, posat que n' haian cartes.

CAP. XXXIII.

Si lo preu no bastará als dits creadors.

E si lo preu hagut del dit vexell no bastará à açó que será degut als dits iornalers è aquells los quals fusta, pega, clauo, stopa, è altres exarcies hauran liurades à la construcció del dit vexell, aquell preu deu esser departit entre aytals creadors per sou è liura, car quascú de aquells es en un meteix dret en lo dit preu, è en aytals creadors prioritat de temps no s' pot posar ni allegar.

CAP. XXXIV.

Si vexell será venut après de fet viatge, qui es primer en dret.

Si la dita nau ò altre vexell après que

d'après les us et coutumes de la mer, et qui sont dénommés et spécifiés dans lesdites coutumes (1).

CHAPITRE XXXII.

Des privilèges sur un navire neuf.

Si, à la requête d'un créancier, un navire, de quelque grandeur qu'il soit, nouvellement construit, et avant qu'il ait été lancé et enlevé de dessus les acores, ou avant qu'il ait fait aucun voyage, est vendu, les journaliers sont les premiers en droit pour être payés sur le prix, ainsi que les fournisseurs à qui il sera dû pour bois, poix, clous, étoupes et autres objets achetés pour les besoins du navire, qu'ils aient ou qu'ils n'aient pas de titre écrit, lors même que d'autres créanciers ou prêteurs pour la construction se présenteroient porteurs de titres écrits (2).

CHAPITRE XXXIII.

Du cas où le prix ne suffit pas pour payer tous lesdits créanciers.

Si le prix provenant de la vente dudit navire n'est pas suffisant pour payer les journaliers et ceux qui ont fourni le bois, la poix, les clous, étoupes et autres objets nécessaires au navire, il doit être distribué entre eux, au sou la livre, chacun d'eux ayant un droit égal sur ce prix, et la priorité de temps ne devant point être prise en considération entre ces sortes de créanciers.

CHAPITRE XXXIV.

Du cas où le navire est vendu après un voyage, qui est le premier en droit.

Si, sur la poursuite des créanciers, un

(1) Voir la note 1^{re} de la page 384, ci-dessus, le chapitre xxii, ci-dessus, et le chapitre xli, ci-après.

(2) Ce chapitre modifie le chapitre xx de l'ordonnance de 1340, ci-dessus. L'expérience a confirmé la sagesse des dispositions contenues dans ce chapitre et les suivans, sur les privilèges des créanciers, comme le prouvent les articles 16 et 17 du titre xiv du livre 1^{er} de l'ordonnance française de 1681 (t. IV, pages 343 et suiv.). Valin, qui a si souvent cité le Consulat de la mer, dont notre règlement étoit réputé faire partie, d'après la traduction italienne dont il s'est servi, n'a point indiqué les chapitres dont il s'agit ici; mais Emérigon, *Traité des assurances*, t. II, page 562, les a cités.

haurá fet algun viatge será venit à instància de creadors del preu hagut del dit vexell, son pagats primerament los seruiçials è mariners del dit vexell de açó que l's será degut per lurs loguers; è açó sens fermança de tornador, com en aqueül preu algú no y sia primer en temps ne millor en dret que los dits seruiçials è mariners; è après de aquells, los prestadors creadors del dit vexell, çó es aqueül que per lo calendari de la carta del seu prestech se mostrará hauer prestat primer, è puy los altres axí com venen primers, quascú donant fermança de tornador, ò faent la solemnitat de la crida de xxx dies desus inserta, si iurará no hauer la dita fermança de tornador. E en aquest cas, çó es puy lo dit vexell haurá fet viatge, si alguna cosa es deguda als iornalers, ò per fusta, ò clauo, pega, stopa, è exarcies del dit vexell, aquells aytals creadors, si donchs cartes no hauran del lur deute, en lo cas desus dit, no han alguna prerogatiua, prioritat de temps, ne milloria en dret als altres creadors prestadors del dit vexell ab cartes. E si les parts del patró que les dites manleutes haurá fetes no abastaran à pagar aquelles, allo es pagat als dits prestadors de les parts dels personers, si fermen à la manleuta feta per lo dit patró; en altra manera los dits personers no n' son tenguts, com lo dit patró no haya poder de obligar los bens de casa dels dits personers, si donchs de aquells procuració ò altre plen poder ab carta no hauia.

CAP. XXXV.

Com la muller del patró es primera en temps è millor en dret.

E si lo patró del dit vexell ha muller è aquella ha obtengut sentència contra los bens de aqueül del seu dot è escreix per

navire ou autre bâtiment est vendu après avoir fait un voyage, on payera sur le prix qui en proviendra : 1° les serviteurs et matelots pour ce qui leur sera dû de loyers, sans qu'ils soient tenus de donner caution de rapporter, parce que personne ne peut les primer en temps et en droits; 2° les prêteurs et créanciers sur le navire, à savoir, ceux qui, par la date de leur contrat, seront reconnus être les premiers, et ensuite les autres qui viennent dans l'ordre de la date de leurs créances, chacun donnant caution de rapporter le prix qu'il aura reçu; et on fera la solennité de la criée de trente jours, ainsi qu'il a été dit, s'ils affirment qu'ils ne peuvent fournir caution.

Dans le cas où le navire aura fait un voyage, s'il est dû quelque somme aux journaliers et fournisseurs de bois, poix, clous et étoupes, et autres objets nécessaires au navire, ces créanciers, s'ils n'ont pas de titre, n'auront, dans ce cas, aucune prérogative de droit et de temps sur les autres créanciers ou prêteurs ayant des titres.

Si les parts du patron qui a fait lesdits emprunts ne suffisent pas pour les payer, le surplus sera acquitté sur celles des autres copropriétaires qui auroient garanti l'emprunt; autrement ils ne sont pas tenus de payer, le patron n'ayant pas eu le pouvoir d'engager leurs biens, s'il n'avoit procuration ou autre plein pouvoir par écrit (1).

CHAPITRE XXXV.

Comment la femme du patron est préférée en rang et en droit.

Si le patron du navire a une femme qui ait obtenu condamnation sur les biens de son mari pour sa dot et augment de dot et pour

(1) Cet alinéa reproduit les dispositions du chapitre xxiv de l'ordonnance de 1340.

alguna iusta causa, è lo marit no ha alguns altres bens en los quals ladita dona se puga integrar en la dita dot è escrèix, è haurá discutits aquells bens, è la dita dona se oposará al preu hagut del dit vexell, è per lo calendari de la carta sua dota l'aparrá primera en temps en los bens del dit marit seu, que l's altres creadors del dit vexell, en aquest cas la dita dona, çó es en les parts que l'dit marit seu hauia en aquell vexell, es primera en temps è millor en dret que l's altres creadors del dit marit seu.

CAP. XXXVI.

Com deuen esser determenats los plets per los consols.

Los consols, per carta que han del senyor rey, han poder, que l's plets è questions que dauant ells se menen, ojen, è aquells per fideguda determenen breument, sumaria è de plá, sens brugit è figura de iuy, *solâ facti veritate attentâ*, çó es sola veritat del fet atesa, segons que de us è costum de mar es acostumat de fer.

CAP. XXXVII.

Del salari que prenen los consols de les parts.

De les demandes que son posades dauant los consols, axí de paraula, com per scrit, sobre les quals ells donen sentència, prenen abduy los consols per lur salari tres diners de quascuna part per liura, çó es que si demanda es posada de cent liures, è los consols determenen per sentència que aquell qui demana cent liures no n'heu hauer sino vint, ò no res, de totes les cent liures, han tres diners per liura de quascuna part, axí segons mes ò menys.

(1) Ce principe a dû être abandonné dans les législations modernes, qui n'ont point considéré les navires comme susceptibles d'hypothèques; voir la note 1^{re} de la page 122 du tome IV de ma collection.

(2) Ce privilège est celui de 1336, rapporté par Capmany, *Memorias*, t. IV, page 94. Notre texte en es la traduction littérale.

juste cause, dans le cas où son mari n'aurait pas d'autres valeurs sur lesquelles elle puisse exercer ses droits, ou si elle les a discutés, elle sera admise à faire opposition sur le prix de la part de son mari dans le navire, et dans le cas où, par la date de son contrat de mariage, elle seroit antérieure, sur les biens de son mari, aux créanciers du navire, elle leur sera préférée sur les parts que son dit mari avoit dans le navire (1).

CHAPITRE XXXVI.

Comment doivent être jugés les procès devant les consuls.

Les consuls, en vertu du privilège du seigneur roi ont, relativement aux contestations portées devant eux, le droit de les juger brièvement, sommairement, sur-le-champ, sans bruit ni figure de procès, et sur la simple vérification des faits, ainsi qu'ils sont habitués à le faire d'après les us et coutumes de la mer (2).

CHAPITRE XXXVII.

Des rétributions que les consuls ont droit d'exiger des parties.

Dans toutes demandes verbales ou écrites sur lesquelles ils rendent sentence, les consuls ont le droit d'exiger de chaque partie trois deniers pour livre; bien entendu que si la demande est de cent livres, et si les consuls décident que celui qui demande cette somme ne doit avoir que vingt livres, ou même rien, les consuls peuvent exiger de chaque partie trois deniers par livre sur les cent livres, et ainsi, selon que la demande est plus ou moins considérable.

CAP. XXXVIII.

Del salari del iutge de les appellacions.

Lo iutge pren salari de açó que l'sconsols hauien iutiat, è de que s' será appellat, tres diners per liura de quascuna part, si dauant lo iutge vé algun fet per appellació, è no en altra manera.

CAP. XXXIX.

Si se haurá sospita dels consols.

Quant l' un dels consols ò abduy en algun fet son recusats per sospitosos per alguna de les parts qui pledeiaran dauant aquells, è les rahons de sospita seran aparents, han à si acompanyar un home de l' art de la mar, si l' un es recusat; è si abduy son recusats, han à si acompanyar dos bons homens de la dita art de mar à les parts no sospitosos. E ab aquests ensemps fan lurs anataments è donen sentencies en los affers; è no han mes salari dels dits tres diners per liura per quascuna de les parts, los quals se parteixen entre ells.

CAP. XL.

De sospita del iutge de les appellacions.

Lo iutge axí meteix si es recusat per sospitos, ha ab si acompanyar un home de l' art de la mar, no suspitos à les parts, è ab aquell lo plet de la appellació determenar, è lo seu salari ha à partir ab aquell.

CAP. XLI.

Com los consols è lo iutge donen lurs sentencies per les costumes de la mar, per consell.

Les sentencies que per los dits consols è iutge son donades, se donen per

CHAPITRE XXXVIII.

Des rétributions que le juge d'appel a droit d'exiger des parties.

Le juge d'appel prend son salaire sur le montant de la condamnation prononcée par les consuls, si la cause a été portée devant lui par voie d'appel; autrement non.

CHAPITRE XXXIX.

Des récusations des consuls.

Lorsque l'un des consuls ou les deux sont récusés pour cause de suspicion dans quelque procès par l'une des deux parties qui doivent plaider devant eux, si les faits de récusation paroissent admissibles, un prud'homme de mer, non suspect aux parties, doit être appelé en cas de récusation d'un seul, et on doit en appeler deux si les deux consuls sont récusés.

Tous ensemble font l'instruction et rendent sentence; mais le salaire n'est pas augmenté, et ils ne perçoivent que trois deniers pour livre de chaque partie, qui sont partagés entre eux tous.

CHAPITRE XL.

De la récusation du juge d'appel.

Si le juge d'appel est récusé pour cause de suspicion, il doit appeler auprès de lui un prud'homme de mer non suspect aux parties, et avec cette adjonction il doit terminer le procès d'appel, et le salaire est réparti entre eux.

CHAPITRE XLI.

Comment les consuls et le juge d'appel rendent leurs jugements, par conseil, d'après les coutumes de la mer.

Les sentences des consuls et la décision du juge d'appel sont rendues conformément

los costumes scrites de la mar, è segons que en diuersos capitols de aquelles es declarat. E la on les costumes è capitols no basten, donen se à consell de promens mercaders è de mar, çó es tota hora à les mes veus del consell, hagut esguart à les persones qui donen aquell.

CAP. XLII.

De fermança de dret sobre quals empare es rebuda.

Sobre totes les empare fetes per los consols es rebuda fermança de dret; exceptat sobre empara feta de roba de la qual roba, çó es de si meteixa, será degut nolit, sobre la qual empara fermança alguna no y es rebuda.

aux coutumes écrites de la mer, selon qu'il est expliqué dans les divers chapitres (1); et dans le cas où les coutumes de la mer ne décideroient rien, d'après le conseil des prud'hommes de mer, mais cependant à la pluralité des voix du conseil, en ayant égard aux personnes qui opinent.

CHAPITRE XLII.

De la caution qui doit être donnée en cas de sequestre.

Dans tous sequestres qui seront ordonnés par les consuls de la mer, il doit être fourni caution de droit, excepté pour les sequestres des marchandises sur lesquelles sera dû un nolis; dans ces sortes de sequestres on n'est point obligé de donner caution.

PRIVILÈGE POUR LES ARMATEURS EN COURSE DE 1330 (2).

Pateat universis : quod Nos Alfonsus, Dei gratiâ, rex Aragonum, Valentîæ, Sardinîæ et Corsicæ, ac comes Barchinonæ, sollicita meditatione pensantes, qualiter vos fideles nostri consiliarii, probi-homines, et universitas civitatis Barchinonæ, nunc pro exaltatione regalis coronæ nostræ, ac pro nostro servitio et honore, et ad propellandas innumerabiles violentias, necesse, rapinas, injurias, et offensas quas improbi Januenses (3), intrinseci et extrinseci, ac Sahonenses, absque aliqua justa causa publici hostes nostri, vobis et aliis fidelibus subditis et naturalibus nostris nimis injuste hactenus intulerunt, providistis et ordinastis armari certum numerum galearum, navium, et aliorum lignorum seu vassellorum, cum quibus feliciter, actore Domino, contra ipsos hostes publicos in virtute Altissimi insurgentes, eos ad restituendum ablata et ad desistendum ab hujusmodi insolentiis atque dispendiis, possitis potenter atque viriliter cohibere. Idcirco cum de præsidente vel capitaneo, quem jam dicto stolio (4) vel armatæ præficere debetis, habueritis inter vos diligens studium et solertem tractatum; demum præhabita deliberatione plenaria, nobilem et dilectum nostrum G. de Cervilione, nunc gerentem vices procuratoris in Cathalonia, ad hæc elegeritis; et

(1) On trouvera plus bas des lois additionnelles de 1405, 1409, 1510 et 1599.

(2) L'ordre chronologique auroit dû faire placer ce document à la page 351, avant l'ordonnance maritime de 1340. J'ai cru devoir renoncer à cette rigoureuse régularité, afin de présenter ensemble les divers documens relatifs aux armemens en course. Celui que je donne ici a été publié par Capmany dans le tome II de ses *Memorias*, pages 94 et suivantes.

(3) C'est à l'occasion de la guerre qu'il soutenoit contre les Génois que le roi d'Aragon, Alphonse III, concéda ce privilège, pour encourager les armemens en course. Peut-être en existe-t-il de plus anciens, mais ils ne sont pas connus. Celui que je donne ici est fort développé, et constate très-probablement des usages généraux sur les droits des particuliers qui armoient en course.

(4) Ce mot désigne une réunion de navires armés en guerre; voir du Cange, voc. *Stolus*.

cum ipsius Guillelmi ab antiquis progenitoribus in eo derivata nobilitas et constans ab experto strenuitas, ac approbata erga nos et inclitam domum nostram fidelis sinceritas et laudabilis probitas, ipsum reddant idoneum multumque sufficientem et aptum officio memorato; eundem Guillelmum de Cervilione, de voluntate, licentia, et expresso consensu nostro proposueritis, statueritis, præfeceritis, et ordinaveritis, seu ordinare, proponere, statuere, ac præficere intendatis in capitaneum, præsidem, et præfectum armatæ vel stolio supradictis (1), quamdiu duraverit, et dum de vestra processerit voluntate; nobisque supplicaveritis, ut quamdiu ipse nobilis jam dictum geret officium, subscriptas concessiones et gratias sibi concedere debeamus: ideo vestris benigne supplicationibus annuentes, placet nobis et volumus, quod dictus nobilis Guillelmus de Cervilione per se suosque subcapitaneos et commissarios, quos de voluntate et assensu vestro expresso, et non aliter, possit statuere pro vobis et nomine vestro, prædictum capitaniæ et præidentis regat officium ad honorem, servitium, et fidelitatem nostram, et ad vestrum et dictæ armatæ commodum et profectum, et quod caveat ac cavere teneatur in posse vestri consiliariorum et proborum hominum civitatis prædictæ, recipientium nomine universitatis jam dictæ, sub virtute sacramenti et homagii vobis præstandi, ac aliis cautionibus et securitatibus, de quibus vobis videbitur, quod ipsum officium reget, ut dictum est, pro vobis et nomine vestro (2), tam fideliter, legaliter ac etiam diligenter, quodque in communibus periculis, in mutatione armatæ, et in facienda teraçania (3), et in aliis negotiis arduis, occurrentibus vel ingruentibus eidem capitaneo, aut dicto stolio vel armatæ, stabit consilio illorum consiliariorum, quos sibi adhibebitis, quique ibunt cum eo in stolio supradicto; nec consilium ipsorum transgredietur in aliquo, sed illud inviolabiliter observabit (4).

Nos enim, tenore præsentium, eidem nobili Guillelmo de Cervilione concedimus, quod ipse vel ille aut illi, quem vel quos ad hæc loco sui statuerit, de causis et quæstionibus civilibus et criminalibus, quæ inter homines dicti stolii vel armatæ quomodo libet insurrexerint, de illis videlicet quæ contractæ vel inchoatæ fuerint postquam dicta armata incepta fuerit, et ipsa armata durante, cognoscat et cognoscere valeat ad arbitrium suum, secundum statum et consuetudinem armatæ (5), et singulis conquærentibus justiciam faciat et ministret. Quam tamen cognitionem exercent et exerceri faciat de causis et quæstionibus, quas moveri contingat a quindecim diebus antecedentibus diem assignatam ad recolligendum, et in antea usque ad alios quindecim dies postquam dicta armata cursum suum peregerit, seu donec ipsæ galeæ fuerint desarmatæ. Excipimus tamen a cognitione ipsius capitanei et commissariorum suorum omnes quæstiones seu actiones reales, quas locorum ordinariis reservamus.

Ordinamus insuper atque concedimus dicto nobili Guillelmo, quod dum dicta armata, quæ nunc de novo construitur, seu dum in posterum reparabitur, prædictus

(1) C'étoit la ville de Barcelone qui avoit formé et équipé cette escadre de navires pour la course. Voilà pourquoi le roi confirme ou autorise le choix du chef. Mais l'intervention de l'autorité royale n'avoit pas lieu lorsque de simples particuliers armoient en course; on le verra dans le document suivant.

(2) Quoique le roi eût autorisé et approuvé le choix du chef de l'armement, la ville de Barcelone en avoit seule la direction et le profit.

(3) Je n'ai trouvé ce mot dans aucun glossaire; il signifie évidemment *descente sur terre*, comme on le verra dans les *xvi^e* et *xxxiii^e* chapitres sur les armemens en course, pages 411 et 420 ci-après.

(4) On verra dans le document suivant, plus spécialement relatif à des armemens privés, que le chef ne pouvoit rien faire d'important sans prendre l'avis des intéressés.

(5) On trouve ici la concession d'une juridiction civile et criminelle, qui est souvent supposée dans les autres documens sur les courses; elle est accordée *secundum statum et consuetudinem armatæ*, ce qui, très-évidemment, suppose l'existence d'usages et de règles antérieurs.

nobilis, vel substitutus ab eo, de quæstionibus criminalibus et civilibus, quæ inter magistros galearum ipsarum, lignorum, seu vassellorum, et magistros axiæ et calafatos, eorumque discipulos et cæteros operarios, de illis scilicet quæ contractæ sint postquam ipsa opera seu reparationes in quibus ipsi fuerint, inceptæ fuerint, et durantibus ipsis operibus vel reparationibus motæ fuerint vel insurrexerint, cognoscat, et cognoscere aut cognosci facere valeat, ipsasque secundum justitiam fine debito terminet et decidat : prædictique magistri et alii prælibati coram dicto capitaneo et ordinatis ab ipso, et non coram aliis officialibus respondere in judicio compellantur.

Declaramus tamen, quod si aliquis ex prædictis cum alio vel aliis alterius conditionis quam suorum consilium in officiis supradictis, civiles vel criminales quæstiones habuerint, etiam tempore operum prædictorum de ipsis, non per dictum capitaneum aut deputatos ab eo, sed per officiales ordinarios, prout de ratione fuerit, cognoscatur (1). A prædicta vero cognitione prorsus eximimus quoscumque tenentes darazanalía (2) nostra, qui non coram eo, sed coram suis respondere ordinariis teneantur. A prædicti etiam capitanei ejusque substitutorum cognitione prorsus eximimus quæstiones seu actiones reales quas locorum ordinariis, ut prædicitur, reservamus.

Et quod vos consilarii et probi-homines ex vestra industria, et absque aliquo pecuniario suffragio nostro ad omnia supradicta ex natura, et fidelitate proceditis; volumus, ordinamus, ac ex certa scientia vobis concedimus, quod de bonis, armis, mercibus, et aliis quibuscumque rebus existentibus in navibus, galeis, lignis, et aliis quibuscumque vassellis dictorum Januensium intrinsecorum ac Sahonensium, ac aliorum quorumcumque inimicorum nostrorum, cujuscumque legis, status, aut conditionis existant, ac de personis eorum capiendis per armatam vel stolium supradictum, cui dictus nobilis Guillelmus de Cervilione, aut deputati seu ordinati ab eo præfuerint, insimul vel divisim, non nobis vel curiæ nostræ, sed vobis dictis consiliariis et probis-hominibus, aut cui seu quibus vos volueritis vice aut nomine universitatis dictæ civitatis Barchinonæ, teneatur dumtaxat dictus capitaneus respondere, vosque nomine et pro parte universitatis prædictæ, ea omnia integra habeatis et recipiatis in dictæ armatæ seu stolii sumptibus et aliis necessariis committenda; super quibus omnibus dictus capitaneus fidelitatem, sacramentum et homagium, aut alias idoneas cautiones ad vestri cognitionem, præstet et teneatur vobis præstare. Idem quoque decernimus atque concedimus de navibus, galeis, lignis et aliis vassellis, per dictum stolium ut prædicitur capiendis, ut ea videlicet omnia cum eorum exarctis et apparatibus universis, vobis et dictæ armatæ usibus et necessariis applicentur (3).

Et insuper generaliter vobis dictis consiliariis, nomine universitatis prædictæ, damus, conferimus atque concedimus quæcumque lucra (4) facta fuerint per armatam vel stolium supradictum, de quibus provideatis dicto capitaneo et deputatis ab eo ipsorumque familiis in suis stipendiis et aliis necessariis, prout cum eis concor-

(1) Le seul intérêt de l'expédition ayant porté à déroger au droit commun, le chef de l'armement ne connoissoit que de ce qui y avoit directement et spécialement rapport.

(2) Ce mot ne se trouve point dans les glossaires. Je crois qu'il a la même signification que *Tersana*, qu'on a vu tome IV, page 590, note 4, et qu'il signifie un port intérieur où étoient les bureaux et les administrations de la douane. Peut-être aussi signifie-t-il l'arsenal, comme *terzenale* dans les rubriques LXXII et autres du statut d'Ancône. On excepte de la juridiction concédée les employés de ces établissemens.

(3) C'est la concession du droit de bonne prise sur tous les objets dont on pourra s'emparer.

(4) Un document de 1362, rapporté par Capmany, *Memorias*, t. II, page 30, constate que le roi percevoit un droit sur les prises, et qu'il en faisoit quelquefois la remise pour encourager les armateurs en course; je crois que les mots *quæcumque lucra* ont ici le même objet.

dandum duxeritis, atque possitis convenire; retinemus tamen ac inhibemus expresse, firmiterque præcipimus, ne personis, terris aut bonis quibuscumque aut quorumcumque, qui in pace vel in treuga nobiscum fuerint, per dictum capitaneum, aut dictum stolium vel armatam, aut per personas consistentes in illis, aliquod damnum, offensa, injuria, violentia, vel gravamen quomodolibet inferantur (1).

Mandamus itaque per præsentem cartam nostram ammiratis, procuratoribus, gubernatoribus, eorumque vices gerentibus, administratoribus, capitaneis, potestatibus, vicariis, justitiis, bajulis, curiis, ac cæteris aliis quibuscumque officialibus et subditis nostris, per omnia regna et terras nostras constitutis, et constituendis, tam præsentibus quam futuris, quod dictum nobilem Guillelmum de Cervilione pro capitaneo dictæ civitatis Barchinonæ ac armatæ prædictæ habeant et teneant, eique et commissariis statutis et aliis ordinatis ab eo, de omnibus quæ ad ipsius officii negotium, ut supra contentum est, spectare noscuntur, ad honorem, servitium, et fidelitatem nostram et dictæ civitatis, pareant, respondeant, obediant efficaciter et intendant. Hanc autem concessionem durare decernimus dum de vestri consiliariorum et procerum prædictorum processerit voluntate. In cujus rei testimonium, præsentem cartam nostram inde fieri et sigillo nostro pendenti jussimus communiri (2).

Datum Valentia decimo kalendas februarii, anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo. Rex Alphonsus.

CHAPITRES SUR LES ARMEMENS EN COURSE

[XIV^e SIÈCLE] (3).

Ací parla de les naus armades è de les galees et de les sageties; com deven partir ne com deven pagar à aquells qui ab ells hiran.

Il est question ci-après des galères et des sayetes; comment elles doivent faire part et payemens à ceux qui les monteront (4).

(1) Cette réserve, de droit, étoit, de plus, garantie par l'obligation de fournir un cautionnement de *non offendendo amicos*, attestée par le document de 1288; voir ci-dessus, page 349.

(2) Capmany rapporte dans le même tome II, page 99, un privilège semblable de 1334, qu'il étoit absolument inutile de reproduire. On trouve dans le même volume, page 408, un document de 1331 extrêmement curieux par le détail de tout ce qui constituait les armemens des navires destinés à la guerre.

(3) J'ai dit, page 329, que la date de ce document étoit inconnue; mais on peut, avec beaucoup de vraisemblance, l'attribuer au commencement du XIV^e siècle. Il est évident qu'à l'époque de sa rédaction l'usage de l'artillerie n'étoit pas connu. Je ne doute pas que plusieurs usages qu'il constate ne soient antérieurs à 1330, ainsi que je l'ai fait observer page 394, note 5.

(4) Cette série de chapitres ayant été jointe au Consulat de la mer dans les éditions de 1494 et suivantes, je crois devoir, en les numérotant, indiquer aussi le chiffre que chacun de ces chapitres porte dans les éditions imprimées, où on les a donnés comme une continuation du Consulat, en les faisant précéder de la rubrique suivante : *Fins açi haven parlat de les leys è ordinacions de actes maritims mercantivols, ara posarem ordinacions en fet de armada maritima*. Mais dans le manuscrit on trouve seulement le titre que je publie. Le document, dans son ensemble, est évidemment formé de deux morceaux distincts : le premier, composé des chapitres I [298] jusques et y compris VIII [305]; le second, des chapitres IX [306] jusques et y compris XXXVII [334]. Je n'ai point adopté l'ordre de classement que Capmany a établi arbitrairement, sans se fonder sur aucun manuscrit ni sur aucune autre édition; mais j'indiquerai les numéros de la sienne. Le texte du manuscrit de la Bibliothèque royale, dont j'ai donné la description, t. II, pages 33 et suiv., quoique semblable pour l'ordre des matières et le sens à celui de l'édition de 1494, en diffère par l'emploi des mots et des locutions, à un tel point qu'on seroit tenté de croire qu'il a existé, au moins pour plusieurs chapitres, une rédaction primitive, que les copistes ont transcrite très-librement. Je ne vois aucun intérêt à relever les variantes, qui n'offriroient pas des sens différens ou des additions.

CAP. I [298].

CHAPITRE I [298] (1).

Ordinacions de tot vexell qui armará per anar en cors è de tota armada que s' faça per mar. E primo de almirall, capitá è armadors.

Primerament deuen iurar lo almirall è lo capitá è los armadors que ells pagaran los senyors de les naus è de les galeres è de les sageties del guany que farà la nau; que, pagada la vianda qui será manleuada è exarcia è alguna manleuta, que s' farà per autoritat de la nau, que pagada aquesta manleuta è despesa, que ells deguen donar à quascun leny la sua part, è en aquesta forma paguen aytambe les altres messions quascuna à la sua forma. E si peruentura algun hom fos en la nau, qui per autoritat de la nau hagues manleuat, è fos fermança per comandament del almirall è dels armadors, qui hagues manleuat è fet fermança sobre los seus bens, aquell almirall lo n' deu trer è fer pagar del primer guany que la nau faça è los lenys qui van ab ella. E perçó fon fet aquest capitol, car moltes naus se desermarien, que alguns regidors manleuen, è fan fer fermançes per que se struxen les naus, è fan lur viatge.

Ordonnances pour tout navire qui armera pour aller en course, et pour toute expédition armée qui aura lieu sur mer. Et d'abord de l'amiral, du capitaine et des armateurs.

Premièrement. L'amiral (2), le capitaine (3) et les armateurs (4) doivent jurer qu'ils tiendront compte (5) aux propriétaires des navires ou des galères, ou des saïques, du gain que le navire fera, après avoir payé les vivres qui auront été achetés à crédit, ou les appareux, ou tout emprunt fait au nom du navire; et qu'après avoir acquitté ces emprunts ou dépenses, ils donneront à chaque bâtiment sa part (6); et que, de cette manière, ils payeront aussi les autres dépenses, chacune selon sa nature.

Et si par événement il y a quelque homme à bord qui, pour l'utilité du navire, auroit fait ou cautionné quelque emprunt (6) par ordre de l'amiral et des armateurs, de ses propres deniers, l'amiral doit l'en acquitter et faire payer la dette sur le premier gain que feront le navire ou les bâtimens qui vont avec lui.

Et pour cela ce chapitre a été rédigé, car beaucoup de navires seroient forcés de désarmer, si les commandans n'empruntoient pas et ne fournissent pas des sûretés qui les obligent (7); et ainsi les navires sont en état de faire leurs voyages.

(1) Ce chapitre est le **xxix^e** dans la traduction de Capmany; il porte dans le manuscrit de la Bibliothèque royale la rubrique : *È primerament com l'almirall è lo capitá deven jurar*. Celle que je donne ici appartient aux éditions imprimées.

(2) Voir les chapitres **viii**, **ix** et **xxxi** [305, 306 et 328], et les notes qui s'y réfèrent.

(3) Voir le chapitre **xxxii** [329] et les notes qui s'y réfèrent.

(4) Je crois que dans ce chapitre, et dans tout le reste du document, ce mot désigne ceux qui prenoient à loyer le navire d'autrui pour l'employer à la course, en promettant au propriétaire, pour lui tenir lieu de fret, une part des prises.

(5) Le chapitre **cxcv** [240] du Consulat contient aussi cette obligation de rendre compte à la fin du voyage. On verra dans le chapitre suivant quelle étoit la proportion de parts, dans les prises, attribuée au navire, et par conséquent revenant à ceux qui en étoient propriétaires.

(6) Le chapitre **lxi** [106] du Consulat de la mer oblige les chargeurs à prêter au patron en cas de nécessité; mais hors ce cas l'emprunt n'obligeoit pas les actionnaires.

(7) Ce chapitre, et ce qui sera dit dans le chapitre **xxx** [327] ci-après, ne permettent pas de savoir exactement si ces sortes de prêts étoient à la grosse. On a vu, t. II, page 225, note 2, que le Consulat n'offroit rien de bien positif sur ce contrat : il est douteux aussi que le chapitre **xxxiv** de l'ordonnance de 1340 y soit relatif. On ne peut toutefois tirer un grand argument du silence des documens; les lois romaines, qui formoient le droit commun en Catalogne, traitent avec étendue des contrats à la grosse; et j'ai déjà eu plusieurs fois l'occasion de faire observer que le principal objet des lois ou des coutumes rédigées au moyen âge étoit de faire des modifications ou des supplémens au droit romain, dans les pays où ce droit s'étoit conservé.

CAP. II [299].

*Com deu esser comptada la messió
è lo guany en nau armada.*

Encara deuen saber com se farà de aquells homens qui venen en nau com han guanyat, ò no guanyat; que losdits homens qui venen, es mester que paguen axí bé lurs parts de la dita messió com si y havién stat tota via, è segons que l'om será, deu hauer millorament ò pijorament d'aytant com hi haurá stat ò y stará. Axí com ará que un home entre en la nau, è no y sta mes de deu iorns ò un mes ò dos ò quant que y stiga, è los altres hi hauran stat un any ò mes, è hauran refrescat la nau dues veguades ò tres del guany que hauran fet ò de manleutes, aquells qui mes hi hauran stats aquells ne deuen hauer millor millorament. Mas en açó deuen hauer l'al-mirall è lo capitá è lo notxer maior è los clauaris è lo scriuá esguart sobre lur sagrament que ells ho degan arbitrar segons stat, è segons la forma del hom : car aquell porá esser tant prous, ò que fos tant bo d'armes que aquell deurá hauer tant bona part, com si tota via hi hauia stat.

CAP. III [300].

*De comit ò senyor de la galera ò de
fusta manca armada.*

Si algun qui irá per si matex ab galera ò ab sagetia sol que vage menys de nau ò de armada de senyoria, deu hauer la quinta, et tots los homens son tenguts de fer son comandament, axí com à comit deuen fer. Encara si va de tras nau, ò

CHAPITRE II [299] (1).

*Comment doivent être comptés la dépense et
le gain dans un navire armé.*

Encore ils doivent savoir comment il faut agir avec les hommes qui entrent dans le navire qu'il ait gagné ou non : ces hommes qui arrivent doivent payer leur part dans la dépense faite, comme s'ils avoient été toujours présents ; et selon son grade chaque homme a ou n'a pas droit à une gratification pour le temps qu'il aura été ou qu'il restera sur le navire. Ainsi, par exemple, qu'un homme entre dans le navire et n'y reste que dix jours ou un mois ou deux, plus ou moins, les autres au contraire y auront été un an ou plus, ils auront approvisionné le navire deux ou trois fois avec le gain qu'ils avoient fait ou au moyen d'emprunts ; il est juste que ceux qui y auront été le plus longtemps aient des parts plus considérables.

L'amiral, et le capitaine, et le contre-maître en chef (2), et les clavaires (3), et l'écrivain (4), doivent donc y avoir égard, sous la foi de leur serment, et distribuer le gain selon l'état et les qualités de chacun (5) : car il peut se trouver un homme tellement utile qu'il paroisse convenable de lui donner plus qu'à d'autres ; et alors il pourra recevoir une part aussi forte que s'il avoit toujours été sur le navire.

CHAPITRE III [300] (6).

*Du comite ou chef d'une galère ou d'une
moindre embarcation armée.*

Celui qui navigue pour son propre compte sur une galère ou sur une saïque, sans navire ou escadre du gouvernement, doit avoir le cinquième des prises, et tous les hommes sont obligés d'obéir à ses ordres, comme ils doivent le faire à un comite (7). Encore, s'il navigue à la suite ou en conserve d'autres

(1) Ce chapitre est le xxx^e dans la traduction de Capmany. Voici la rubrique qu'il porte dans le manuscrit de la Bibliothèque royale : *De nau com ha guanyat.*

(2) Voir le chapitre xxxv [332] et les notes qui s'y réfèrent.

(3) Voir le chapitre xxxiv [331] et les notes qui s'y réfèrent.

(4) Voir le chapitre xxxiii [330] et les notes qui s'y réfèrent.

(5) Dans la plupart des chapitres suivans on explique comment les gratifications peuvent être accordées.

(6) Ce chapitre est le iv^e dans la traduction de Capmany. Voici la rubrique, d'après le manuscrit : *De la quinta de hom qui vage per si matex.*

(7) Voir le chapitre suivant, relatif aux fonctions du comite.

que sia ab companya de nau, è la nau haia per si de nau ò altre leny estrena, si es estrena de deu besants, deu ne hauer lo comit tres, è si es de sinc besants, deu ne hauer dos. E en aytal forma, que estrena de sinc besants en auall son del comit dos besants, è un besant es del capitá, è los dos besants deuen esser del notxer de la nau. E si monta mes de sinc besants, deu venir en poder del almirall è del cominal de la nau; mas tota via aquest tres al comit saluats, si son mes de sinc besants. E si son mes ò menys, en aquella forma ne deu hauer. Encara mes, que si lo dit comit pren leny de batalla, que sia altre leny armat, deu hauer les armes del altre comit; è encara que pot cambiar les armes per millors fins al cap del viatge. Encara de tot leny que prenga à batalla galera ò altre leny que sia, deu hauer una ancora è la senyera. Encara deu hauer de refrescament que la nau aye una part è mija. E tots aquells qui son en la galera deuen fer lo comandament del comit, ò sia galera ò sagetia ò altre leny.

CAP. IV [301].

De comit.

Comit deu iurar è fer homenatge al almirall è al cominal de la nau de no partir sens la voluntat del almirall ò cominal en pena de la persona; è de no tallar

navires, et si le sien reçoit d'un navire ou bâtiment dix besans (1) à titre de gratification, le comite doit en avoir trois; et si la gratification est de cinq besans, il doit en avoir deux : de telle manière que dans une gratification de cinq besans le comite ait deux besans et le capitaine un besant, et les deux autres doivent être pour le contre-maître du navire.

Et si la gratification monte à plus de cinq besans, l'amiral et l'équipage du navire (2) doivent y avoir part, sauf toutefois les trois besans pour le comite, s'il y a plus de cinq besans; et lorsqu'il y aura plus ou moins, on doit toujours observer les mêmes proportions. Encore plus, si ledit comite prend un bâtiment après combat, et si ce bâtiment est armé, il doit avoir les armes de l'autre comite, et même il peut changer ces armes pour de meilleures jusqu'à la fin du voyage.

Encore, de tout navire qu'il prendra en combattant, soit galère ou autre bâtiment quelconque, il doit avoir une ancre et le pavillon; en outre, il doit avoir des provisions du navire capturé, une part et demie. Et tous ceux qui sont sur une galère, une saïque ou tout autre bâtiment, doivent obéir au commandement du comite (3).

CHAPITRE IV [301] (4).

Du comite (5).

Le comite doit prêter serment à l'amiral et à l'équipage du navire, de ne pas partir sans leur volonté, sous peine d'en répondre personnellement; de ne point couper le câble du navire, à moins qu'il n'empêche de ma-

(1) Cette monnoie, en usage au moyen âge, est si connue que des explications seroient superflues; on peut consulter du Cange, *voc. Byzantinus*.

(2) Le mot *cominal* me paroît une de ces expressions dont le sens est plus ou moins étendu, suivant la place qu'il occupe. Il me paroît désigner tous les intéressés, sans distinction, dans les chapitres ix et xxxi [306 et 328], et dans ce sens il seroit synonyme de *commú*, qu'on trouve quelquefois; le plus généralement il ne signifie que l'ensemble de l'équipage du navire.

(3) Le manuscrit porte : *Lo comandament del comit del qui sia la galea ò sagitia ò altre leny ell pot lo comit farí affer tos comptat los partes dels homens è lur roba*. Ces mots n'offrent aucun sens.

(4) Ce chapitre est le 5^e dans la traduction de Capmany. Voici la rubrique, d'après le manuscrit : *Del sagrament è homenatge del comit*.

(5) La loi 4 du titre 24 de la seconde partie des *Partidas* publiées en 1266 par le roi Alphonse de Castille, contient une définition du comite qui mérite d'être rapportée. En voici la traduction; on en trouvera le texte dans le volume suivant : *On appelle comites les hommes qui commandent sur mer, sous l'amiral. Chacun d'eux peut commander les gens de son navire, etc.*; mais comme je le dirai, page 435, note 1^{re}, cette définition concerne plus particulièrement la marine royale. Voir du Cange, *voc. Comes*, n^o 2, le § 4 de la rubrique xxvii du livre ix de la coutume de Valence, et la rubrique lxxxii du statut d'Ancône.

cap de nau, si donchs lo raiayere no li prenia lo timó; è si ell lo tallaua, que l'heu al pustost que pusca recobrar. E si ell per altra raó ho fahia, ell es tengut per falls è per desleal, è deu perdre la má, si ell lo talla ò l'fa tallar. E si tant será que ell lo tallas, que fos fet per rasa ò per altra trayció, que hom lo y puga prouar, deu esser mes un pal per lo ces, è que li isca al cap.

CAP. V [302].

De conuinences.

Començem : Primerament de la nau è de la vianda que l'almirall è los armadors è lo capitá è aquells qui armaran la nau faran segons que s'empendran è segons que se partiran : mas l'almirall è lo capitá ho deuen manifestar, si n' son demanats, è si no n' son demanats no son tenguts de dir ho; en aytant empero, que l'almirall deu donar poder al scriuá, que ell ho manifest, è deu ho dir als homens qui vendran en terra è en nau per acordarse, que axí es, que com los armadors armen la nau, ells poden metre segons que ells se posaran. E com los homens se acordan, guardense si y volen anar ò no.

CAP. VI [303].

De les parts que s' deuen fer en nau armada.

Encara deuets saber quantes parts deu fer la nau è quantes no. Si la nau es

nœuvrer le gouvernail; ou s'il le coupoit, qu'il le remplacera le plus tôt possible.

Dans le cas où il le couperoit ou le feroit couper sous quelque autre prétexte, il sera réputé faux et déloyal, et il doit perdre la main (1).

Et s'il arrive qu'il le coupe par malice ou par autre trahison, dont la preuve seroit acquise contre lui, il doit être empalé (2).

CHAPITRE V [302] (3).

Des conventions.

Commençons premièrement à parler du navire et des victuailles : l'amiral, les armateurs, le capitaine et ceux qui équiperont le navire doivent agir selon qu'ils seront convenus, et se conformer à ce dont ils seront tombés d'accord. L'amiral et le capitaine doivent annoncer publiquement ces conventions s'ils en sont requis; ils n'y sont pas tenus lorsqu'ils n'en sont point requis; mais l'amiral doit autoriser l'écrivain à les faire connoître, et celui-ci doit en instruire les hommes qui viendront à terre et à bord pour s'enrôler; car, de même que les armateurs lorsqu'ils arment le navire peuvent faire les conventions qu'ils veulent, de même les hommes qui s'enrôlent doivent savoir à quoi ils s'obligent, pour décider s'ils veulent aller ou non sur le navire.

CHAPITRE VI [303] (4).

De la distribution des parts dans un navire armé.

Encore on doit savoir combien de parts le navire doit donner. Si le navire navigue avec

(1) Cette peine semble prouver que ces chapitres sont antérieurs à l'ordonnance de 1354, dont le chapitre xvii l'a abolie; voir ci-après, page 442.

(2) Le manuscrit porte : *Un pal mes per la natura è que li hisque lo curgoros*; puis il ajoute : *en axí com los savis filosoffs qui juraren los altres capitols per aquels mateys, juraren leyalment com se partiran çó que havien guanyat*. Cette dernière phrase est sans doute une transition au chapitre suivant; mais ces expressions suffisoient seules pour démontrer que notre recueil de chapitres n'a point un caractère officiel, et qu'il est, comme le Consulat, un travail privé, dans lequel on a inséré des dispositions pénales empruntées probablement de lois dont les textes n'ont pas été conservés.

(3) Ce chapitre est le xxxi^e dans la traduction de Capmany; en voici la rubrique, d'après le manuscrit : *De conuinences à manifestar*.

(4) Ce chapitre est le xxxii^e dans la traduction de Capmany; en voici la rubrique, d'après le manuscrit : *Com se donen parts de nau armada*.

ab galeres ò ab lenys armats, si son mil persones, deuen fer sis milia docentes parts. Encara si la nau ha D persones ab los lenys armats, deu fer III milia C parts; encara si la nau ha CCL persones, deu fer mille è DL parts; encara si la nau ò leny ha CL homens, deu fer DCCLXXV parts; è axí com crexen los homens en axí s'crexen les parts. E ab les parts se milloraran los homens, segons que l's homens seran stats prous è sufficients de l's officis que faran. Emperó açó deu iurar lo capitá è lo notxer maior è los clauaris è los conestables, en aquesta forma que hi deu hauer III notxers los millors que y sien en la nau, è tres proers è dos clauaris è dos ballesters ab lo conestable lur, è dos homens d'armes ab lur conestable, que no puguen res fer per parentesch ni per altre seruey, que degan hauer, ò que n'hagen prés, è en axí ab voluntat de tot lo cominal de la nau, axí de la una part com del altra, aquells hi diguen ab veritat, è que partesquen lealment en presencia del almirall, è aquell qui farà à millorar, qu'ell millorem. E axí bé deuen millorar l'almiral sobre les sues parts com los altres, si ell es digne de millorament è que sia sufficient de millorar encara atresi clauaris è notxers è ballesters à tots homens d'armes. Mas à nengú no poden tolre res de les lurs parts, çó es si es proer ò ballester ò altre hom, segons que deu hauer.

des galères ou avec de petits bâtimens armés, et si tous les équipages forment mille personnes, on doit faire six mille deux cents parts; si le navire avec les autres bâtimens forme cinq cents personnes, on doit faire trois mille cent parts; s'il y a deux cent cinquante personnes, on doit faire quinze cent cinquante parts; si le navire et autres bâtimens forment cent cinquante hommes (1), on doit faire sept cent soixante et quinze parts; et ainsi en proportion, selon que le nombre des hommes est plus grand, on doit augmenter le nombre des parts. Et ces parts servent à récompenser les hommes, selon qu'ils auront été bons et suffisans pour leurs emplois. Le capitaine, le contre-maitre en chef, les clavaires et les connétables (2) doivent jurer qu'ils se décideront par l'avis d'une assemblée de trois contre-maitres, des meilleurs du navire, de trois matelots de proue, de deux clavaires, de deux arbalétriers avec leur connétable, et de deux hommes d'armes avec leur connétable; qu'ils ne feront rien en faveur de leurs parens, ni pour des présens reçus ou à recevoir; et qu'ainsi, avec la volonté de tout l'équipage du navire, d'un côté comme de l'autre, ils diront la vérité; qu'ils feront une répartition loyale en présence de l'amiral, et gratifieront celui qui méritera d'être gratifié.

Et ils doivent accorder une gratification à l'amiral, comme à tous autres, s'il en est jugé digne, et s'il y a suffisamment de quoi gratifier aussi les clavaires, les contre-maitres, les arbalétriers et tous les hommes d'armes.

Mais ils ne peuvent rien ôter à personne de la part qui revient à chacun en qualité de matelot de proue, d'arbalétrier, ou pour tout autre emploi.

CAP. VII [304].

De notxers è altres officis, è de la partió.

En tota nau de cors de C mariners deu hauer XVI notxers, è XXIV proers, sol

CHAPITRE VII [304] (3).

Des contre-maitres et autres emplois, et de la répartition.

En tout navire armé en course, avec cent matelots et portant mille hommes, il doit y

(1) Tous les textes et le manuscrit portent CL, mais il faut évidemment CXXV.

(2) Du Cange, voc. *Comes stabuli*, indique une acception de ce mot, qui sert très-bien à expliquer ce dont il s'agit ici. C'étoit, dit ce savant, un *inspector et praepositus artificii*; nous verrons effectivement que les différentes classes d'hommes employés au service du navire avoient chacune son connétable.

(3) Ce chapitre est le XXXIII^e dans la traduction de Capmany. Voici la rubrique, d'après le manuscrit: *En tota nau que age C mariners deu haver XVI notxers.*

que y haia mil persones; è si n'hi ha deu hi hauer XII notxers; è si n'hi ha CCL deu hi hauer VIII notxers. E l'escruià è l'notxer maior deuen hauer millorament de notxers: saluant la conuinença que haurà feta l'almirall al notxer, que si li conué mil morabatins sobre les X parts ell los deu hauer: emperó que l'capità sia à la conuinença è l'escruià maior, saluant que aqueſt notxer hi sia sufficient; è si no y es sufficient, pot l'on gitar è metre hi altre. Encara scriuà deu hauer deus parts axí com notxer, è capellà è metge ay-també, è aquest son aquells, qui deuen hauer part de notxer en nau. Mas si peruentura res que hagues conuengut notxer ò proer ò altre homen en la nau, è no sables fer, ò que no y fos sufficient, axí com es dit dels notxers, axí es fet dels proers è dels altres.

Encara tornen à la partió de les parts: que com sera leuada la vianda è l'fet de la nau, los senyors, ço es à dir l'almirall è capità è ls armadors, deuen hauer fet encant à VIII iorns, en pena de les parts; è deu esser partit, com l'encant será fet, en IV iorns. E perçó fon fet aquest capitol, car los almiralls è los capitans è los altres armadors farien tant star los homens en les terres, que ells ne haurien damatge è molts destrichs. Encara deu donar l'almirall poder al scriuà è al notxer maior, que ells puguen pendre tantes de robes que ells puguen metre penyora fins que la nau volrà encantar, per que l'escruià pugà prestar del fet de lur guany, per

avoir seize contre-mâtres, vingt-quatre matelots de proue; s'il y a cinq cents hommes, il doit y avoir douze contre-mâtres; et s'il y en a deux cent cinquante, il doit y avoir huit contre-mâtres (1); et l'écrivain et le contre-maitre en chef doivent avoir une gratification de contre-maitre: sauf la convention que l'amiral aura faite avec ce dernier, parce que s'il lui promet mille morabatins (2) en sus de ses dix parts, il doit les lui donner (3); mais il faut que le capitaine et l'écrivain principal (4) aient été présens à la convention, et que le contre-maitre soit capable de remplir son emploi; s'il ne l'est pas, le capitaine peut le congédier et en prendre un autre (5). Encore, l'écrivain doit avoir dix parts, ainsi que le contre-maitre, et l'aumônier, et le médecin aussi: tels sont ceux qui doivent avoir part de contre-maitre dans le navire. Mais si, par événement, le contre-maitre ou le matelot de proue, ou tout autre homme de bord qui s'est engagé pour un service n'a pas les connoissances ou les forces nécessaires, ce qui a été dit des contre-mâtres doit être fait à l'égard des matelots de proue et des autres.

Encore, revenons à la distribution des parts. Quand on aura prélevé la dépense des vivres et ce qui est attribué au navire, les chefs, c'est-à-dire l'amiral, le capitaine et les armateurs doivent procéder à la vente aux enchères dans huit jours sous peine de perdre leurs parts; et quand la vente aux enchères aura été faite, le prix doit être distribué dans quatre jours. Voici par quels motifs a été fait ce chapitre: car l'amiral et le capitaine et les autres armateurs feroient rester sur les lieux les gens de l'équipage si longtemps qu'ils en souffriroient des dommages et beaucoup de préjudices. Encore, l'amiral doit autoriser l'écrivain et le contre-maitre en chef à prendre autant de marchandises qu'il sera nécessaire d'en mettre en gage, jusqu'à ce que le navire ait été vendu aux enchères, afin que l'écrivain puisse faire des avances aux gens sur leur gain, et que

(1) On a vu, dans les statuts de Gazarie (t. IV, pages 481 et suiv.), des dispositions du même genre qu'on retrouvera page 449, dans l'ordonnance de 1354.

(2) Voir sur cette monnaie, très-connue autrefois en Espagne, du Cange, voc. *Marabotinus*.

(3) Le manuscrit rédige ainsi cette disposition: *Al nautxer maior de les quals parts ell y haurà conuengudes de sobre les x parts que si li convé mil marabotins que l's ne deu hauer*.

(4) On verra dans le chapitre XXXIII [330] que l'écrivain du navire pouvoit avoir un commis, et même chapitre XXXIV [331], que les clavaires avoient un écrivain particulier. Cependant, partout où l'écrivain est nommé d'une manière générique, cela s'entend de l'écrivain principal, quoique le mot *major* ne soit pas ajouté.

(5) Cette règle de droit commun est souvent rapportée dans le Consulat, notamment chapitre LXXIX et LXXX [124 et 125], et dans un grand nombre d'autres documens; on la retrouvera dans le chapitre XXXI [328], ci-après.

que los homens se puguen fornir de menjar e de beure; fins que la nau haia fet tant de guany que, pagades les manleutes, hi sobrarà, al scriuà ab lo notxer se deu donar de açó senyoria, que ells degan pendre tanta de roba de la nau, que aqueills homens pugan hauer que menjar e que vestir, segons que ells veuran lo guany; emperó que l' guany sia sufficient e bastant per a la demun dita cosa; e per aquesta procuració deu hauer l'escriuà dos milleresos, e la meytat es del notxer. E l'escriuà es tengut de fer albara a quascú d'açó que haurà prés. E si los homens prenen mes que no deuen, l'escriuà n' es tengut, que perçó son donats a aqueills dos millaresos al scriuà e al notxer. E l'escriuà e lo notxer deuen tenir leal compte per tots los homens qui en la nau iran, e per los armadors. E aquesta batlia ha lo notxer ab l'escriuà en fet de cors e de nau armada e altre leny.

CAP. VIII [305].

De almirall.

Almirall pot fer millor de part a qui s' volrà, de II parts e de V e de III, fins en X, e aqueills deuen esser de V homens fins en VIII.

Almirall pot fer conestables, e pot los millorar de una part sobre los altres, e sobre la coneguda de aqueills qui hauran multiplicades les parts.

Almirall pot millorar tot official, sol

ceux-ci puissent se procurer de quoi vivre, jusqu'à ce que le navire ait été vendu; et s'il paroît que le navire a fait assez de gain pour qu'après avoir couvert les emprunts il doive y avoir du reste, on doit donner faculté à l'écrivain et au contre-maître de prendre assez de marchandises pour que les gens puissent avoir de quoi vivre et s'habiller, selon que le gain paroitra considérable; mais il faut que le gain soit suffisant pour satisfaire à ces prélèvements; et pour ce travail l'écrivain doit avoir deux millarès (1), dont la moitié pour le contre-maître.

Et l'écrivain est obligé d'ouvrir compte à chacun pour ce qu'il aura pris. Et si les gens prennent plus que ce qui devra leur appartenir, l'écrivain en est responsable: car c'est pour cela que ces deux millarès sont données à l'écrivain et au contre-maître. L'un et l'autre doivent tenir un compte loyal pour tous les hommes qui iront à bord, et pour les armateurs.

Tels sont les droits que le contre-maître et l'écrivain ont en fait de course et de navire, ou autre bâtiment armé (2).

CHAPITRE VIII [305] (3).

De l'amiral.

L'amiral peut donner à qui bon lui semble une gratification de deux, de trois, de cinq et même de dix parts, et le nombre des personnes qu'il gratifiera peut être de cinq à huit.

L'amiral peut nommer les connétables, et leur donner gratification d'une part de plus qu'aux autres, mais seulement d'après l'avis de ceux qui auront formé les parts (4).

L'amiral peut donner une gratification à

(1) Le millarès étoit une monnoie d'argent en usage à Alexandrie et dans tous les ports de Barbarie. Quoiqu'il ne soit pas facile, à cause de ses différentes variations, d'en bien déterminer la valeur, on peut assurer qu'au ^{xiv}^e siècle vingt millarès répondoient à une once d'argent. Jacques I^{er} d'Aragon avoit fait frapper des millarès dans sa monnoie de Montpellier.

(2) Le manuscrit finit le chapitre aux mots *fet de cors*.

(3) Capmany a refondu le commencement de ce chapitre avec le suivant dans sa traduction, en lui donnant le n^o 1; le reste a été omis par lui comme faisant double emploi. On ne peut, en effet, se dissimuler, ainsi que je l'ai déjà dit, que notre règlement est une réunion de deux documens distincts; le premier, trop concis et omettant beaucoup de dispositions nécessaires, ce qui a motivé la rédaction du second, dans lequel on a rapporté, ou textuellement, ou par équivalent, ou avec développemens, une partie de ce que contient le premier. Dans le manuscrit, ce chapitre enforme trois, portant chacun la rubrique *De l'amiral*; je les marquerai par des alinéa distincts; mais, entre le premier et le second de ces chapitres, le manuscrit en a inséré un, que j'indiquerai dans la note suivante.

(4) Ici le manuscrit a inséré, sous la rubrique *De capitā*, quelques lignes, qu'on trouvera dans le chapitre xxxii [329] ci-après.

que sia sufficient ab voluntat del cominal de la nau. Tot açó, axí com desus es dit, fo fet è fermat, tot en axó com los altres capitols.

CAP. IX [306].

Ordinacions de cors.

En les costumes del cors de nau ò de leny de rems (sia entes que tot leny qui no rem, è que haia gabia, fá aytal capitol com nau), axí fo stablit.

Començen al l'almirall, qui será damunt l'armada : que primerament deu iurar als armadors, que ell sia feel è leal è observant en totes coses que conuenguen à la nau è als personers qui armaran, çó es

tout officier, pourvu qu'il soit jugé capable et que tel soit l'avis de l'équipage du navire : tout ce qui vient d'être dit a été fait et arrêté de même que les autres chapitres.

CHAPITRE IX [306] (1).

Ordonnances de course.

D'après les usages de la course par des navires ou bâtimens à rames (2), (il faut entendre que le bâtiment qui ne va pas à la rame, et qui n'a des hunes, est dans la même condition que le navire); les choses ont été établies ainsi qu'il suit :

Commençons par l'amiral qui commande le navire armé (3) : il doit premièrement jurer aux armateurs (4) qu'il sera fidèle, loyal, et exact en toutes les choses qui intéresseront le navire et les copropriétaires qui ont fait l'armement; c'est-à-dire relativement au navire et

(1) Ce chapitre, augmenté d'une partie du précédent, forme le premier de la traduction de Capmany. Il a certainement eu raison, en logique, de commencer par ce qui concerne l'amiral; mais ce n'étoit plus faire connoître le document tel qu'il existoit réellement. Voici la rubrique, d'après le manuscrit : *De les costumes dels cors*. Ces mots sont remarquables; on y voit la preuve que, dans l'origine, notre série de chapitres étoit simplement considérée comme un recueil d'usages, et que les éditeurs ont remplacé le mot *costumes* par *ordinacions*. On voit très-bien que l'intention du rédacteur de cette série de chapitres étoit de réunir tout ce qui concernoit les armemens en course, et peut-être même cette partie n'a-t-elle pas été rédigée dans le même lieu que la précédente. Un compilateur les aura recueillies et mises à la suite l'une de l'autre; c'est ce qui paroît résulter des derniers mots du chapitre précédent : il y avoit d'autant plus de raison, que la première, quoique fort abrégée, contient des dispositions qu'on ne trouve point dans la seconde et qui méritoient d'être conservées.

(2) Le manuscrit commence par ces mots : *Axi comencen les costumes dels cors, çó es à entendre de nau ò de leny de rems*; nouvelle preuve que les huit premiers chapitres formoient un document distinct.

(3) La loi 3 du titre 34 de la seconde partie des *Partidas* contient une définition de l'amiral qu'il convient d'autant plus de citer, que les *Partidas* étant de 1266 sont un moyen naturel d'interpréter des documens qui appartiennent à une époque voisine. On appelle amiral, dit cette loi, *le chef de tous ceux qui composent l'équipage des navires armés en guerre, et il a sur la flotte, qui est comme le corps d'armée principal, ou sur une escadre qui en seroit détachée, le même pouvoir que le roi lui-même, s'il étoit en personne*. Mais les termes de cette définition et le reste de la loi démontrent qu'il s'agit de flottes ou d'escadres armées par le gouvernement, et même c'est l'objet unique du titre 34 du livre IV de la 2^e partie des *Partidas*. Il est impossible de se dissimuler que notre règlement concerne les entreprises et les armemens en course faits par des particuliers. Nous n'y voyons pas que l'amiral soit nommé par le roi; évidemment il l'est par les entrepreneurs de l'armement. Cet armement peut consister en une association de plusieurs navires, et cette sorte d'escadre est dirigée souverainement par l'amiral, avec qui les intéressés ont traité, sauf les cas où cette escadre étoit formée par une ville; alors, comme on l'a vu dans le privilège de 1330, le choix de ce chef étoit soumis à l'approbation royale. L'expédition pouvoit être d'un seul navire, et il paroît encore, précisément par notre chapitre, que le chef portoit le nom d'amiral. On sait que vers les XII^e et XIII^e siècles rien n'étoit plus commun et plus vague que ce nom d'amiral : longtemps il fut donné à des chefs de terre, avant de rester réservé à la marine; longtemps il fut porté par le commandant d'un seul navire armé, avant d'être réservé à celui qui commandoit une flotte.

(4) Ainsi, l'amiral dont il s'agit ici n'est point un officier, un préposé du roi; c'est l'homme choisi par les armateurs, comptable et responsable envers eux. Le nom d'amiral est l'expression de son droit de commander l'expédition privée dont il a été constitué chef, mais elle ne lui attribue aucun rang social. Enfin, ce qui doit être remarqué, et ce que constate expressément notre chapitre, celui qui commandoit son propre navire avoit tous les droits et devoirs d'un amiral : c'étoit une affaire de lui à l'équipage qu'il avoit engagé et qui s'étoit soumis à lui obéir, comme c'étoit l'affaire des propriétaires du navire ou des navires, quand les armateurs avoient choisi un amiral et avoient traité avec lui pour qu'il commandât l'expédition.

de la nau è de exarcia que ell prometrà è haurà assignada als armadors. E si algú es leuat almirall, ò la nau sia sua, ell deu manar al notxer ab pena de sacrament, que ell dega manifestar tot çó que pertanga al cors de la nau per ajudar se de tot lo que ha menester. E lo dit notxer maior ab los panesos, los quals son apellats notxers en cors, hi deu anar ab III, fins en VIII, è aquells ab lo dit notxer deuen ho manifestar à la nau è al almirall ab sacrament, en axí, que ells no puguen dir si no la veritat. E l'almirall, tot en axí com lo notxer ab aquells altres notxers ab sacrament hauran dit, ell ho deu fer à saber als armadors aytambé per sacrament, que el no y faes dir mes ni menys de la veritat. E si l'almirall axí no ù fa, ell deu perdre x parts de les sues, è deuen tornar al cominal de la nau, sia la nau sua, ò no. Encara lo ban que será posat en nau à qui s'periurara, çó es la pena que seria donada à algú per sacrament fals, tot en axí deu ell pagar aquella pena, è qualseuol altre del menor tro al maior.

Encara si lo notxer hauia fet ab ell algun pati, que ell digués de la exarcia ò de les altres coses, lo que no será, lo dit notxer deu perdre les sues parts, è totes les armes, è deuen esser del cominal de la nau.

Encara l'almirall deu fer scriure en poder dels armadors, çó que l'notxer haurà dit de la exarcia è de les altres coses; è si lo notxer no dirà la veritat, deu hauer la dita pena.

L'almirall deu açó fer als mercaders en pena sobre dita.

aux appareaux qu'il promettra et qu'il aura signalés aux armateurs. Et celui qui est nommé amiral d'un navire d'autrui, ou à qui le navire appartient, doit ordonner au contre-maitre, sous peine de parjure, de faire connoître tout ce qui est nécessaire au navire qui va aller en course, afin de se pourvoir des choses nécessaires. Et ledit contre-maitre en chef, accompagné des matelots de poupe, qui, sur des navires en course, sont appelés contre-maitres (1), au nombre de trois jusqu'à huit, doivent visiter le navire, et ils déclareront tout ce qu'il faut à l'amiral sous serment, de manière qu'ils ne disent rien autre chose que la vérité. Et tout ce que le contre-maitre en chef avec les autres contre-maitres auront ainsi déclaré sous la foi du serment, l'amiral doit le faire savoir aux armateurs, sans pouvoir dire ni plus ni moins que la vérité. Et si l'amiral n'agit pas ainsi, il doit perdre dix de ses parts, lesquelles doivent tourner au profit de la communauté (2), soit que le navire appartienne à lui ou à d'autres.

En outre, il doit subir la peine qui, d'après le règlement publié dans le navire, est encourue par les parjures, cette peine devant atteindre tout le monde, tant le plus petit que le plus grand (3).

Encore, si le contre-maitre avoit fait quelque convention avec lui pour déclarer, au sujet des appareaux et des autres choses, ce qui ne seroit pas vrai, ledit contre-maitre doit perdre ses parts et toutes les armes, lesquelles tourneront au profit de la communauté (4).

Encore, l'amiral doit faire écrire et remettre aux mains des armateurs ce que le contre-maitre aura dit au sujet des appareaux et des autres choses; et si le contre-maitre ne dit pas la vérité, il doit subir la peine ci-dessus (5).

L'amiral doit faire ces déclarations aux marchands, sous ladite peine.

(1) Ce passage, qu'on trouve littéralement reproduit dans le chapitre xxxiii [330], sert, ce me semble, à comprendre le sens du mot *Panesos*, du chapitre xlviii [93] du Consulat, que j'ai traduit par *officiers de poupe*. Ce mot désigne les contre-maitres en général, qui étoient ordinairement appelés *notxers*. Le contre-maitre en chef porte le nom de *notxer major*, dans le chapitre xxxv [332], ou même simplement *notxer*, comme dans le Consulat et dans le chapitre x [307], ci-après. Voir la note 2 de la page 126.

(2) Je crois que c'est ici le sens du mot *cominal*, qui répond à ce que plus bas on appelle *commu*.

(3) Le manuscrit fait de cet alinéa un chapitre distinct, sous la rubrique *De bant*.

(4) Le manuscrit fait encore un chapitre de cet alinéa, sous la rubrique *De bant*.

(5) Le manuscrit fait de cet alinéa et de tous les suivants autant de chapitres distincts, sous la rubrique *De l'almirall*.

E los mercaders deuen atendre al almirall sots pena dobla çó que li hauran conuengut.

L'almirall es tengut al notxer è à tot hom de dir, quant pren per la nau è per la vianda, et com manleua è com no, si lo y domanen.

Encara almirall no deu mettre algun son parent per notxer maior sots la dita pena, si no ù fahia ab voluntat dels personers è armadors, è del capitá.

Sapiau encara que almirall no pot metre capitá, ne capitá almirall sino ab voluntat dels armadors.

Encara almirall ni capitá no pot gitar algun hom de offici per alguna esquirea que li haurá, si ell no era malmerint, ò que hague fet perque, è que tot lo cominal ho conegues, ò que no fos sufficient; en tal cas lo n'pot gitar è metre altre. Empero [que almirall ne pot mettre altre en la nau] que no valgues menys d'aquell, si donchs no ù fahia ab conseil de la nau. E l'almirall deu iurar de atendre çó que promes haia à tot home, sia personer, sia armador, sia notxer, sia conestable, sia hom d'armes ò seruicial, sia mercader, sia Sarrahi ò Crestia ò Jueu; è tot çó que prometrá en la nau ò en terra à tot official de la nau, ell ho deu tenir tot en axí com promes los haurá; saluant empero,

Les marchands doivent exécuter envers l'amiral ce dont ils seront convenus avec lui, sous peine du double (1).

L'amiral est obligé, lorsqu'on lui en fait la demande, de dire au contre-maitre et à tout homme, ce qu'il prend pour le navire et pour les provisions, et s'il empruntera ou non (2).

Encore, l'amiral ne doit admettre aucun de ses parens pour contre-maitre en chef (3), sous ladite peine, à moins que ce ne soit avec la volonté des actionnaires, des armateurs et du capitaine.

Sachez encore que l'amiral ne peut mettre un capitaine, ni celui-ci un amiral (4), autrement que du consentement des armateurs.

Encore, ni l'amiral, ni le capitaine ne peut congédier aucun homme de son emploi par malveillance, à moins qu'il ne soit d'une mauvaise conduite ou brouillon, ou d'une incapacité reconnue par tout l'équipage. En ce cas il peut le congédier, et mettre un autre à la place (5).

Mais [l'amiral ne peut admettre dans le navire un autre homme] (6) moins capable que celui qu'il congédie, s'il ne l'a pas pris avec le conseil de l'équipage du navire (7).

L'amiral doit jurer de tenir tout ce qu'il aura promis à quelqu'un, qu'il soit actionnaire ou armateur, ou contre-maitre, ou connétable, ou homme d'armes, ou serviteur, ou bien marchand, Sarraasin, Chrétien ou Juif; et tout ce qu'il promettra à bord ou en terre à quelque officier du navire, il doit en tout l'observer, ainsi qu'il le lui aura promis, pourvu cependant que cet homme sache

(1) Le manuscrit ajoute : *E de la nau tot en axí com dels armadors hauran per conuinença com se podran posar.*

(2) Le manuscrit ajoute : *E si no lo hi demanda, no li n'es tengut; en axí com será fet, que sia fet.*

(3) La formation de l'équipage devoit naturellement être confiée à celui qui, chargé de le commander, avoit le plus d'intérêt à un bon choix; il suffisoit, comme on l'a fait ici, de prévenir quelques abus. Le plus considérable eût été que l'amiral choisit pour contre-maitre en chef un de ses parens, sans y être autorisé par les intéressés. Le chapitre XII [57] du Consulat contient une disposition analogue sur le choix de l'écrivain.

(4) On verra, dans la suite, que le capitaine étoit, en quelque sorte, le second de l'amiral, et agissoit sous ses ordres et en son nom. Il est donc facile de comprendre la nomination du capitaine par l'amiral; la chose n'est pas aussi aisée pour la nomination de l'amiral par le capitaine. Très-probablement voici comment les choses se passaient : lorsqu'on entreprenoit une expédition, les armateurs, faisoient un traité avec un amiral, comme on l'a vu, chapitre IX [306]; par le fait, ils le nommoient, puis l'amiral présentoit le capitaine au choix ou à l'approbation des armateurs. Mais, après cela, si l'amiral mourait ou se retiroit de toute autre manière, le capitaine qui, provisoirement et pour ne rien laisser languir, avoit dû en faire les fonctions, désignoit un amiral à l'approbation des armateurs.

(5) On applique ici, et à *fortiori*, les règles sur le congédiement, que présentent les chapitres LXXIX [124] et suivans du Consulat.

(6) J'ai intéressé ici ces mots entre deux crochets, sur la foi du manuscrit.

(7) Le manuscrit ajoute : *Ab que hom conegues que lo dit almirall mal li volgues.*

que aquell sapia fer çó perque la conuinença li haurá feta l'almirall; et si aquell no sabia fer ne dir ne obseruar çó que haurá conuengut, l'almirall no li es tengut de la conuinença que li hauria feta, è pot ne metre un altre qui hi sia sufficient en presencia del cominal de la nau.

Encara almirall deu demanar de consell com deu partir de algun loch, à tot lo cominal de la nau.

Item. Si manleua res en la mar ò pren de sos amichs res, atrestal.

Encara si deu fer una ferida, atrestal; encara si cambia nau, atrestal; è y fá torres, atrestal.

Encara de exarcia ò de alguna gran cosa, atrestal.

Almirall qui va à parts pot refrescar, sol que los armadors è personers ho vullen.

Encara almirall ò senyor de nau no pot donar ni pendre exarcia de v besants amunt, sens sabuda dels armadors è dels personers. E si munta mes de v besants tot lo commú ha à demanar; è si n'hi haurá sol un mes de la part qui digues hoc, encara que l'altra part diga no, l'almirall ho pot fer; è atrestal pot fer de aquella part que dirá no.

Mas açó s' deu iurar per los notxers è per los proers è sobre tots per los armadors è per los personers qui son ab ells ensempls d'aquella part maior. Encara deu l'almirall ab coneguda è ab voluntat dels notxers è dels proers, metre clauaris, è dels ballesters è homens d'armes, çó es de un notxer è un personer, çó es armador è

faire le service pour lequel l'amiral l'a engagé. Et si cet homme ne sait pas faire, ni dire, ni observer ce qu'il auroit promis, l'amiral n'est pas obligé à la convention qu'il avoit faite avec lui, et peut mettre à sa place un autre qui soit suffisant, en présence de l'équipage du navire (1).

Encore, l'amiral doit demander conseil (2) à tout l'équipage du navire lorsqu'il s'agit de partir de quelque lieu.

Il fera de même s'il veut emprunter sur mer ou demander quelque chose à des amis (3).

De même s'il s'agit de faire une attaque (4), s'il échange le navire, ou donne un retour pour l'échange (5).

De même s'il faut acheter des appareils, ou quelque autre chose importante.

L'amiral qui est à la part peut rafraîchir les provisions, mais avec le consentement des actionnaires et armateurs.

Encore, l'amiral ou le capitaine ne peut donner ni vendre aucune chose d'une valeur de cinq besans et au-dessous, sans consulter les armateurs et les actionnaires; et si la valeur excède cinq besans, il doit demander le consentement de tout l'équipage, et si la moitié plus un y consent, encore que l'autre partie s'y refuse, l'amiral peut le faire malgré la minorité refusante.

Mais il faut l'affirmation des contre-mâtres et des matelots de proue, et surtout des armateurs et actionnaires qui forment avec eux la majorité (6).

Encore, l'amiral doit préposer des clavaires avec le concours et la volonté des contre-mâtres, des matelots, des arbalétriers et des hommes d'armes, c'est-à-dire, de deux contre-mâtres, d'un armateur, d'un matelot et d'un homme d'armes, de lance ou

(1) Le manuscrit ajoute : *Sol que aquell quel hi volrà metre hi sera oficial, no li pot alguna res dir.*

(2) Quoique ce document renferme une multitude de détails minutieux et presque inutiles, on ne peut s'empêcher de remarquer le fond de sagesse qui y règne. Cette disposition est de ce nombre; elle est encore une règle de nos temps modernes: le capitaine d'un navire, qui en est le chef suprême, ne peut rien résoudre d'important sans prendre avis de l'équipage. L'article 2 des Rôles d'Oléron, qui sont évidemment antérieurs à notre document, contenoit une règle semblable.

(3) Le manuscrit ajoute ces mots : *Çó es à entendre que no sien ses enemichs.*

(4) J'ai substitué à *farida*, des éditions imprimées, *ferida* du manuscrit; on voit, en effet, dans du Cange, que *ferita* étoit synonyme de *pugna*.

(5) Le manuscrit fait de ce paragraphe deux chapitres au moyen de répétitions de mots inutiles.

(6) Le manuscrit ajoute : *Ce es à entendre, mes que l'altra.*

un proer è un hom d'armes de lança ò ballester. E açó que la maior força s'acordará, sien fets los clauaris è scorcolladors atrestal com de clauaris.

Almirall pot metre proer à coneguda del notxer, per çó car lo notxer coneix los mariners.

Almirall pot metre è leuar conestable dels ballesters ab voluntat del capitá.

Almirall pot leuar ganfanoner ab voluntat del capitá.

Almirall pot leuar guardians dels Sarrahins è de la vianda.

Almirall pot leuar gabiers è timoners et sobre-guardians.

arbalétrier; et selon ce que la majorité accordera, les clavaires seront nommés, et les vérificateurs de même que les clavaires.

L'amiral peut choisir un matelot, avec l'avis du contre-maitre, parce que le contre-maitre connoît les matelots (1).

L'amiral peut choisir et nommer un conestable des arbalétriers, avec l'avis du capitaine.

L'amiral peut nommer un enseigne, avec le consentement du capitaine.

L'amiral peut nommer les gardiens des Sarrahins et des vivres.

L'amiral peut nommer les gabiers, les timoniers et sur-gardiens.

CAP. X [307].

De notxer.

Notxer deu hauer honrament, çó es que si pren algunes armes ell les pot tenir, fins al cap del viatge, è en totes parts res que li sia donat de vianda, deu esser seu, è pot se n'pendre. E totes coses que pren en esuehiment de nau, que valla de v besants en auall, es seu. E en tot carnatge se pot pendre una bestia de millo-rament.

Notxer pot manar totes coses que fagen à fer en nau.

Notxer deu hauer de honrament, com refrescament vé en nau, una part è quarta.

Notxer deu hauer x parts, è puy deu star à cosiment de les sobre parts que faran.

CHAPITRE X [307] (2).

Du contre-maitre (3).

Le contre-maitre doit avoir une gratification, c'est-à-dire, que s'il prend quelques armes, il peut s'en servir jusqu'à la fin du voyage; et partout où on lui donnera des provisions il peut les prendre, et elles doivent lui appartenir. Toutes les choses qui se trouvent dans un navire pris, qui valent moins de cinq besans, lui appartiennent. Et sur tout bétail qu'on prendra, il aura une bête pour gratification.

Le contre-maitre peut exiger toutes les choses nécessaires au navire.

Quand il arrive des provisions fraîches à bord, le contre-maitre doit en avoir une part et un quart pour gratification.

Le contre-maitre doit avoir dix parts, et ensuite pour les parts de surplus qu'on distribuera il doit être à discrétion.

(1) A l'époque où nous reporte notre document, il pouvoit se trouver sur les navires des officiers très-capables de commander une attaque et pleins de courage, sans qu'ils eussent toutes les connoissances de détail suffisantes pour choisir des hommes dans chaque spécialité. Le comite, le contre-maitre en chef, devoient avoir les connoissances spéciales de la manœuvre, qui ne se trouvoient pas toujours dans l'amiral et le capitaine.

(2) Ce chapitre est le huitième dans la traduction castillane de Capmany. Le manuscrit l'a subdivisé en six chapitres, portant chacun la rubrique *De nautxer*.

(3) Je me suis déjà expliqué, page 405, note 1, sur l'acception du mot *notxer*; il est souvent générique, ainsi qu'on l'a vu au chapitre VII [304], et répond alors au mot *panesos*. Ici il me paroît signifier le contre-maitre en chef, appelé *notxer major* dans beaucoup d'endroits de notre document. Ce qui me décide, c'est que les chapitres VII et IX [304 et 306] reconnoissent qu'il y avoit sur les navires plusieurs *notxers*, et même qu'ils étoient très-nombreux; ici, au contraire, on ne s'explique qu'au singulier, et les dispositions ne peuvent s'appliquer qu'à une seule personne.

Notxer pot pendre del encant menys un besant.

Notxer deu hauer una vela de mig que sia en entena, è si no es en entena, prenga qualseuol.

CAP. XI [308].

De proers.

Los proers deuen esser à comandament dels notxers de popa, è deuen saluar è guardar tota la exarcia.

E deuen hauer una ancora è una guma, la millor que troben enferida à la ancora; è si peruentura no y hauia guma enferida à la ancora, deuen pendre la millor que troben en la nau, è deuen hauer quascú v parts. E de les parts que s' faran en la nau de millorament, lo notxer è l's dos proers è dos clauaris deuen iurar, que per diners ni per parentesch, ni per amistat, ni per desamistat no diran, que aquells qui faran à millorar, que sien millorats.

E si proer no ha meses les armes que deu metre, [lo amiral è l' capitá les poden] metre per ell, è metre les hi en tal preu com ells se volran, à la paga que li faran.

CAP. XII [309].

Ballesters.

Ballesters deuen hauer en axí com estan per conuinent ab los armadors è almirall è capitá, è com deuen hauer dues ballestes de dos peus, una de strep, è CCC passadors, è perpunt, è cuyraces, è facet, è colteíl, è cuxera, è capell de ferre, è 11 crochs. E si açó conué è no ù met, sta à mercé del almirall. E l'almirall ho pot

Le contre-maitre peut prendre le navire au prix des enchères, moins un besant (1).

Le contre-maitre doit avoir une voile du milieu attachée à l'antenne, et s'il n'y en a pas il peut prendre celle qu'il voudra.

CHAPITRE XI [308] (2).

Des matelots de proue.

Les matelots de proue doivent être sous les ordres des contre-maitres de poupe, et ils doivent recueillir et garder tous les appareils.

Ils auront pour eux une ancre et un câble, le meilleur qu'ils trouveront attaché à l'ancre; et si par hasard il n'y avoit point de câble attaché à l'ancre, ils peuvent prendre le meilleur qu'ils trouveront dans le navire, et ils ont droit chacun à cinq parts.

Quant à celles qui seront données dans le navire à titre de gratification, le contre-maitre et les deux matelots de proue, et deux clauaires doivent jurer qu'ils ne se décideront à désigner personne, ni par parenté, ni par amitié ou par haine.

Et si le matelot de proue n'a pas apporté les armes qu'il devoit avoir, l'almirall et le capitaine peuvent (3) les fournir pour son compte, au prix qu'ils jugeront convenable, sur le salaire promis à ce matelot.

CHAPITRE XII [309] (4).

Arbalétriers.

Les arbalétriers doivent recevoir ce dont ils seront convenus avec les armateurs, l'almirall et le capitaine; ils doivent avoir deux arbalètes à deux pieds, et une à étrier, et trois cents flèches, un pourpoint, une cuirasse, un jupon, un couteau, une visière, un casque de fer et deux crocs. Celui qui, ayant pris l'engagement de les apporter, ne le fait pas, est à la merci de l'almirall, qui peut acheter ces objets et les fournir pour cet homme,

(1) La construction elliptique de cette phrase la rend difficile à comprendre. Cependant la leçon du manuscrit: *Notxer pot encantar à l' encant meyn un besant*, m'a semblé conduire au sens de la traduction que je propose, quoique différente de celles de Capmany et des autres traducteurs. On a voulu, selon moi, accorder au contre-maitre une sorte de droit de retrait.

(2) Ce chapitre est le 1^{er} dans la traduction castillane de Capmany. Le manuscrit l'a subdivisé en trois chapitres, dont le premier porte la rubrique *De prohomens*, et les deux autres la rubrique *De proer*.

(3) Les mots entre crochets, nécessaires pour le sens, ont été ajoutés d'après le manuscrit.

(4) Ce chapitre est le 2^e dans la traduction castillane de Capmany. Le manuscrit l'a divisé en trois chapitres, portant chacun la rubrique *Ballesters*.

comprar è metre per ell, è pot li n' comptar de un diner dos, à la voluntat del dit almirall è del capitá è dels armadors.

Ballester deu hauer v parts, è de les parts que s' deuran millorar sia en coneguda de III ballesters ab lur conestable, qui ù deu iurar ab aquells III ballesters, en axí com lo notxer iurará per los mariners; è lo capitá hi deu dir aytambé per lo sacrament, que ell haurá fet.

Ballesters deuen hauer tots los cayrells què trobaran en la cuberta de la nau qui s' pendrá, è tots los crochs qui abans hi seran.

CAP. XIII [310].

Homens d'armes.

Los homens d'armes çó que han promé al almirall è à sos companyons, deuen metre, è si no, per aquell cap en que son los ballesters, serien ells à voluntat del almirall. Los homens d'armes deuen hauer tot çó que pugan tolre als altres homens d'armes que tenguen al cap á l' esuahir que faran; mas pus que la nau será esuahida no l's deuen tocar res; è han IV parts.

Mas tot çó que l'almirall los prometrá per esuahir ò per muntar, ò per fer armes, los deu donar ell è lo capitá, è ells deuen fer axí com han conuengut, è per la conuinença, que l'almirall los ha feta, è si la los atten, ells son tenguts de tenir è de guardar la sua persona à mort è à vida. E si ell no la l's aten, ells aytampoch no li n' son tenguts.

CAP. XIV [311].

Gabiers.

Gabiers deuen hauer axí com hauran empres è prometran; è deuen esser en

même à un prix double des prix courans, le tout à la volonté dudit amiral, du capitaine et des armateurs.

L'arbalétrier doit avoir cinq parts, et quant aux autres qui sont destinées à des gratifications, on suivra l'avis de trois arbalétriers et de leur connétable, qui doivent faire serment ensemble, de même que le contre-maître le fait relativement aux matelots; et le capitaine doit aussi donner son avis, sous le serment qu'il aura fait.

Les arbalétriers doivent avoir toutes les cordes qu'ils trouveront sur le tillac du navire capturé, et tous les crocs qui étoient à son usage.

CHAPITRE XIII [310] (1).

Hommes d'armes.

Les hommes d'armes doivent apporter ce qu'ils ont promis à l'amiral et à ses associés, faute de quoi ils seront à la merci de l'amiral, de la même manière que le sont les arbalétriers. Les hommes d'armes doivent avoir tout ce qu'ils pourront prendre aux autres hommes d'armes qu'ils auront devant eux quand ils aborderont; mais après que le navire aura été envahi, ils ne doivent rien prendre de plus; et ils ont quatre parts.

Mais tout ce que l'amiral leur promettra pour aborder ou pour monter sur le navire ennemi ou pour combattre, lui et le capitaine doivent le leur donner. Et ils doivent agir ainsi qu'il a été convenu, et selon la convention qu'ils auront faite avec l'amiral; et si celui-ci l'exécute, ils sont obligés de tenir et garder sa personne à la vie et à la mort. Mais s'il n'exécute pas sa promesse, ils ne sont pas obligés de tenir la leur (2).

CHAPITRE XIV [311] (3).

Gabiers.

Les gabiers (4) doivent avoir tout ce dont ils seront convenus; et il doit y en avoir deux

(1) Ce chapitre est le XI^e dans la traduction castillane de Capmany. Il porte, dans le manuscrit, la rubrique *De homes d'armes*; mais voir la note suivante.

(2) Ce reste du chapitre en forme un distinct dans le manuscrit, sous la rubrique *Promissió de almirall*.

(3) Ce chapitre est le XII^e dans la traduction castillane de Capmany.

(4) Voir ci-dessus, la note 1^{re} de la page 156, où je rectifie une erreur que j'avois commise dans les notes 7 de la page 466, et 1^{re} de la page 470, du tome IV.

proa dos, è dos en mig; è deuen hauer les armes dels altres gabiers.

à la proue et deux au milieu; et ils doivent avoir les armes des gabiers du navire capturé.

CAP. XV [312].

De pes è mesura.

Si algun home té fals pes, ò té falses mesures, ò metrá aygua en lo vi despuix que l'haurá cridat, deu perdre la bota del vi è tot çó que n'haurá hagut, è deuen ho pendre los consols è dar al cominal de la nau. E si los consols hi consenten, deuen esser marcats al front de foch.

CHAPITRE XV [312] (1).

Des poids et mesures.

Si quelque homme a de faux poids ou de fausses mesures, ou met de l'eau dans le vin après qu'il en aura annoncé le débit, il doit perdre la barrique de vin et toute la recette qu'il en aura tirée; et les consuls doivent prendre ces choses et les donner à l'équipage du navire. Et si les consuls ont été de connivence, ils doivent être marqués au front d'un fer chaud (2).

CAP. XVI [313].

Sobre-gardians.

Sobre-gardians deuen esser VIII, è deuen hauer per cert VIII besants per home, è los archs è les sabates d'aquells que hom pren en terracenia è les sperdenyes.

CHAPITRE XVI [313] (3).

Sur-gardiens.

Les sur-gardiens (4) doivent être huit, et ils doivent avoir fixement huit besans chacun, et les arcs, les souliers et les espartilles de ceux qu'on prend dans une descente à terre.

CAP. XVII [314].

Timoners.

Timoners deuen hauer axí com l'almirall è lo capitá è lo notxer empandran ab ells. E l'almirall es tengut de fer lur paga, saluant lurs parts.

CHAPITRE XVII [314] (5).

Timoniers.

Les timoniers doivent avoir tout ce dont ils conviendront avec l'amiral, le capitaine et le contre-maître, et l'amiral est obligé de les faire payer, sans préjudice de leurs parts.

CAP. XVIII [315].

Barbers.

Barbers atrestal com los timoners; è sentiners axí com se poran posar.

CHAPITRE XVIII [315] (6).

Chirurgiens.

Les chirurgiens (7) auront les mêmes droits que les timoniers, et ceux qui ont soin des fonds de cale seront rétribués suivant leurs accords.

(1) Ce chapitre est le xxxv^e dans la traduction castillane de Capmany. Il porte, dans le manuscrit, la rubrique: *Pena d'om qui té fals pes è mesures et des consols si y consenten.*

(2) Voir le chapitre xxxvi [333], ci-après.

(3) Ce chapitre est le xlii^e dans la traduction castillane de Capmany.

(4) Il n'est pas facile de dire exactement en quoi consistoit le service de ces hommes. On verra chapitres xxxiii et xxxvi [330 et 333], qu'il y avoit sur le navire plusieurs espèces de gardiens: les sur-gardiens étoient sans doute chargés de les surveiller.

(5) Ce chapitre est le xiv^e dans la traduction castillane de Capmany.

(6) Ce chapitre est le xxviii^e dans la traduction castillane de Capmany.

(7) Je n'ai point hésité à traduire le mot *barbers* par *chirurgiens*. A cette époque, c'étoit le mot qui les désignoit. Mais il paroît qu'outre ces hommes il y avoit un médecin sur le navire, ainsi que le constate le chapitre vii [304], ci-dessus.

CAP. XIX [316].

Ganfanoners.

Ganfanoners deuen hauer v besants per ganfanoner; è si ha senyera en proa en la nau que pendran, deu esser lur.

CAP. XX [317].

Barquers.

Barquers deuen hauer tots los coltells d'aquells qui remen, è totes les testes de les besties qui s'engen de refrescament en la nau.

CAP. XXI [318].

Esuehidors.

Esuehidors deuen hauer çó que l'almirall los prometrá, ò L besants ò C ò X; è açó deuen tenir tots aquells de la nau per ferm.

CAP. XXII [319].

Afferadors.

Afferadors deuen hauer v besants è tots los rampogalls que sien en cadena de l'altra nau.

CAP. XXIII [320].

De la guarda del almirall.

Tots los homens de la nau son tenguts

CHAPITRE XIX [316] (1).

Enseignes.

Les enseignes doivent avoir cinq besans chacun; et s'il y a pavillon à la proue du navire qu'on prendra, il doit être pour eux.

CHAPITRE XX [317] (2).

Hommes de chaloupe.

Les hommes de chaloupe doivent avoir tous les couteaux des rameurs du navire capturé, et toutes les têtes des bêtes qui seront mangées dans le navire à titre de rafraichissement.

CHAPITRE XXI [318] (3).

Hommes d'attaque.

Les hommes d'attaque (4) doivent avoir ce que l'amiral leur promettra, soit cinquante besans, soit cent ou dix: et tous ceux qui montent le navire doivent respecter cette convention.

CHAPITRE XXII [319] (5).

Hommes d'abordage.

Les hommes d'abordage doivent avoir cinq besans, et tous les grappins (6) qui sont à la chaîne de l'autre navire.

CHAPITRE XXIII [320] (7).

De la garde de l'amiral.

Tous les hommes du navire sont obligés

(1) Ce chapitre est le xv^e dans la traduction castillane de Capmany.

(2) Ce chapitre est le xvi^e dans la traduction castillane de Capmany.

(3) Ce chapitre est le xvii^e dans la traduction castillane de Capmany. Il porte, dans le manuscrit, la rubrique *De coveydors*.

(4) Ce mot, qu'on ne trouve point dans les dictionnaires catalans, a été traduit, par Paleja, par le mot espagnol *proviedores*, qui signifieroit *pourvoyeurs*. Capmany le traduit par *assaldatores*, et j'ai cru devoir l'imiter; d'ailleurs le chapitre xiiii [310] ci-dessus ne permet pas de doute. Il est clair, du reste, qu'il n'en est pas des *esuehidors* et des *afferadors*, comme des employés nommés jusqu'ici; ils ne forment pas de classes spéciales. On les prenoit dans tous les rangs, selon le besoin.

(5) Ce chapitre est le xviii^e dans la traduction castillane de Capmany.

(6) C'est ainsi que je crois convenable de traduire *rampogalls*, qui répond au *rampogollo* des statuts de Gazarie; voir t. IV, page 467, note 7.

(7) Ce chapitre est le second dans la traduction castillane de Capmany. Il porte, dans le manuscrit, la rubrique *De que sont tenguts al almirall los homes de la nau*.

per lealtat al almirall de saluar è de guardar à mort è à vida de tot çó que li prometran en loch de homanatge, aytant com ab ell staran en aquell present viatge, è mentre que sien al cors. E l'almirall es tengut à ells de tot çó que l's prometrà de attendre de son poder, saluant que ells li sien sufficients. E si l'almirall no l's atenia çó que promés los haurá, aquells no li son tengut d'alguna conuinença, pusque ell la l's pusca atendre de son poder; car altrament ells li son tenguts, pusque ell no ho pot fer.

CAP. XXIV [321].

Escorcolladors.

Escorcolladors deuen hauer x besants per home. E si menaran amor à algú, deuen hauer les lurs parts encorregudes, sol que hom los ho puga prouar. E deuen hauer de tota moneda que s' trobe en l'escorcoll de c besants v millaresos, è de c canes de tela v. E si peruentura hauran feta maestria, è que diguessen que no ù han vist, è que fossen en altra part que guardassen, è que l's lexassen passar, deuen perdre lo un ull.

CAP. XXV [322].

Seruicials.

Seruicials deuen hauer dues parts, è deuen pensar de l's Sarrahins malaits è de l's malaits de la nau, è escombrar la nau. E si lo seruicial es hom d'armes, deu lo millorar lo capitá en la sua lealtat axí com ha iurat.

par serment envers l'almirall, de le garder et défendre à la vie et à la mort, d'exécuter tout ce qu'ils lui auront promis au lieu du départ, tant qu'ils seront avec lui dans le voyage, et pendant toute la durée de la course. Et l'almirall est tenu envers eux à exécuter de tout son pouvoir ce qu'il leur aura promis, pourvu qu'ils soient capables de leur service. Et si l'almirall n'exécutoit pas ce qu'il leur aura promis, ils ne sont pas obligés de remplir leur convention, puisque lui-même l'aura rompue; mais il faut qu'il soit en son pouvoir de la tenir, car autrement ils sont obligés envers lui, dès qu'il se trouve dans l'impossibilité de remplir ses propres engagements.

CHAPITRE XXIV [321] (1).

Inspecteurs.

Les inspecteurs doivent avoir dix besans par homme. Et s'ils agissent avec passion envers quelqu'un, ils doivent perdre leurs parts, pourvu qu'on le leur puisse prouver. Et ils doivent avoir de tout l'argent qui se trouve dans la caisse du navire capturé, sur cent besans, cinq millarès, et sur cent cannes de toile, cinq. Et si par événement ils ont fait l'omission de quelques objets, prétendant qu'ils ne les ont pas vus, ou s'ils regardoient ailleurs, de manière qu'ils les aient laissé soustraire, ils doivent perdre un œil.

CHAPITRE XXV [322] (2).

Serviteurs.

Les serviteurs (3) doivent avoir deux parts; ils doivent avoir soin des Sarrahins malades et des autres malades, et balayer le navire. Et si le serviteur est homme d'armes, le capitaine doit lui donner une gratification pour ses bons services, ainsi qu'il en a fait le serment.

(1) Ce chapitre est le xix^e de la traduction castillane de Capmany. Il porte, dans le manuscrit, la rubrique *De scorcolladors*.

(2) Ce chapitre est le xx^e dans la traduction castillane de Capmany. Il porte, dans le manuscrit, la rubrique *De cervicials*.

(3) Il est parlé dans le chapitre ccxxviii [323] du Consulat de ces hommes qui, tout en étant attachés au navire plus qu'aux personnes, y remplissoient des offices de domesticité. L'ordonnance de 1340 les assujettissoit au même régime pénal que l'équipage. On voit par notre chapitre que plusieurs étoient hommes d'armes. Il est encore question de ces serviteurs d'armes dans le chapitre xxxiii [329].

CAP. XXVI [323].

Mestre d'aixa.

Mestre d'aixa deu hauer los ferraments del altre mestre d'aixa ab que clauará.

CAP. XXVII [324].

Ballester.

Ballester deu hauer tots los ferres dels altres ballestes, è es tengut de fer cordes è de adobar ballestes als ballestes è à la nau, è de amostrar com ho façen los altres qui fer no sabran çó que s' pertany à ballestes, de empenar è de fer astes è cordes è serralles. E perçó deu hauer los ferres del ballester qui será en l'altra nau, è lo seu apparellament qui pertanyerà à ballester.

CAP. XXVIII [325].

Calafat.

Calafat deu hauer los ferros dels altres calafats è una gonella ò una cota del altre calafat.

CAP. XXIX [326].

Rey de seruicials.

Rey de seruicials deu hauer los millors ferros que sien en la nau è un caldero entre ell è los infants. E deu lo dit rey pendre v parts, è no n' deu vendre sens voluntat dels infants. E si lo dit rey se vol, no deu algun home metre daus en taulell, si no ell; è si algú n'y met, ell los pot gitar.

(1) Ce chapitre est le xxix^e dans la traduction castillane de Capmany. Il porte, dans le manuscrit, la rubrique *De mestre d'axa*.

(2) Ce chapitre est le xxviii^e dans la traduction castillane de Capmany. Il porte, dans le manuscrit, la rubrique *De ballester*.

(3) Ce chapitre est le xxii^e de la traduction castillane de Capmany. Il porte, dans le manuscrit, la rubrique *De calafat*.

(4) Ce chapitre est le xxiii^e dans la traduction castillane de Capmany. Il porte, dans le manuscrit, la rubrique *Del rey de l's seruicials*.

(5) Cet homme paroît être le chef de cuisine, que dans l'usage on nomme *Coq*, du latin *coquus*.

(6) Un grand nombre de statuts locaux, au moyen âge, prohiboient les jeux de dés; il paroît qu'ils étoient tolérés sur les navires en course, mais avec une précaution qui permettoit d'exercer la surveillance. On verra cependant, page 443, ci-après, que le chapitre xix de l'ordonnance de 1354 les prohiboit sur les escadres de l'état.

CHAPITRE XXVI [323] (1).

Maître charpentier.

Le maître charpentier doit avoir les instrumens propres à son travail qui appartiennent à son confrère du navire capturé.

CHAPITRE XXVII [324] (2).

Maître arbalétrier.

Le maître arbalétrier doit avoir tous les outils des arbalétriers du navire capturé, et il est obligé de faire les cordes et de raccommoder les arbalètes des arbalétriers du navire, et d'instruire ceux qui ne savent pas comment doit opérer un arbalétrier, par exemple, emplumer des flèches, en faire le bois, ajuster les cordes et les pointes de flèches : et pour cela il doit avoir les instrumens du maître arbalétrier du bâtiment capturé, ainsi que les outils qui appartiennent à ce maître arbalétrier.

CHAPITRE XXVIII [325] (3).

Calfat.

Le calfat doit avoir les outils et un surtout ou une casaque de calfat du navire capturé.

CHAPITRE XXIX [326] (4).

Roi des serviteurs.

Le roi des serviteurs (5) doit avoir les meilleurs fers de cuisine qui seront dans le navire capturé, et un chaudron pour lui et les garçons. Il doit prendre cinq parts, et ne doit rien vendre sans la volonté des garçons. Personne ne doit mettre des dés sur table (6), si ce n'est lui, ou avec son consentement; et si quelqu'un y en met, il peut les jeter.

CAP. XXX [327].

Consols.

Si l'almirall vol leuar consols, ell ho deu fer ab tot lo cominal de la nau. E deuen iurar de attendre tot çó que l's capitols que hauran fets diran, è que ells de son poder sien tenguts, è deuen hauer de les penes è bans mesos en la nau, la meytat.

CAP. XXXI [328].

De conuinences.

L'almirall deu tenir è donar tot çó que haurá conuengut ò promés als officials ò à altre hom de la nau; è si ell lo y aten, lo dit hom li es tengut de tot çó que li promés, axí com si era son hom, çó es en lo dit viatge, è à mort è à vida, è aiuda contra tots homens qui sos guerrers fossen; è si l'almirall no ù attendrà, aquell no li es tengut de res, per que ell li rompla sua conuinença. E perçó fon stablit en axí que l'almirall attena la conuinença à aquell pus aquell sia sufficient è bastant à aquella conuinença è à aquell offici que haurá conuengut al almirall que ù sapia fer; è si no, l'almirall no li n' es tengut.

L'almirall è lo capitá deuen leuar del primer guany que la nau farà, tot çó que deurá per manleuta ò per tolta que haia

CHAPITRE XXX [327] (1).

Consuls.

Si l'amiral veut nommer des consuls (2), il doit le faire de concert avec tout l'équipage du navire. Et ils doivent jurer d'observer tout ce que diront les chapitres qui auront été faits (3), et de les faire exécuter de tout leur pouvoir : et ils doivent avoir la moitié des peines et des amendes prononcées dans le navire (4).

CHAPITRE XXXI [328] (5).

Des conventions (6).

L'amiral doit tenir et donner tout ce dont il sera convenu ou qu'il aura promis aux officiers ou à tout autre homme du navire. Et s'il le lui tient, ledit homme est obligé envers lui à tout ce qu'il lui a promis, comme s'il étoit son vassal, c'est-à-dire, pendant ledit voyage, à la vie et à la mort (7), et à l'aider contre tous hommes qui seroient ses ennemis. Et si l'amiral ne tient pas ce qu'il aura promis à un homme, celui-ci n'est pas obligé envers lui, puisqu'il a lui-même manqué à sa convention. Et par ce motif il a été établi que l'amiral doit tenir son engagement envers un homme, pourvu que cet homme soit propre au service et capable d'accomplir ce qu'aura promis et d'exercer l'emploi convenu avec l'amiral; sinon l'amiral n'est pas obligé envers lui (8).

L'amiral et le capitaine doivent déduire sur le premier gain que le navire fera (9) tout ce qui sera dû pour emprunt ou pour préhension qu'il auroit faite de vivres ou

(1) Ce chapitre est réuni au chapitre xxxvi dans la traduction castillane de Capmany. Il porte, dans le manuscrit, la rubrique *Del almirall qui pot levar consols*.

(2) Je donnerai dans les notes du chapitre xxxvi [333] quelques explications au sujet de ces consuls; il suffit de faire observer ici qu'il n'en existoit pas nécessairement sur les navires armés en course: l'amiral jugeoit s'il étoit nécessaire d'en établir.

(3) Le manuscrit ajoute: *De qualche cosa stablida*.

(4) Sans doute en vertu du règlement de police dont il est parlé dans le chapitre ix [310] ci-dessus.

(5) Ce chapitre est le xxxvi^e dans la traduction castillane de Capmany, sauf quelques passages qu'il a refondus dans le chapitre 1^{er}. Dans le manuscrit, il porte pour rubrique *Que deu fer almirall*, et il est subdivisé en 20 chapitres, dont les autres sont tous intitulés *Almirall*.

(6) Nonobstant la généralité de cette rubrique, elle n'est, dans le fait, qu'une addition à ce qu'on a déjà dit de l'amiral et de ses droits dans le chapitre ix [306] ci-dessus.

(7) Le chapitre xxiii [320] ci-dessus contient une disposition semblable à celle-ci, ce qui sans doute a décidé Capmany à la transporter dans le chapitre ii de sa traduction.

(8) Cet alinéa est une reproduction presque littérale du chapitre xxiii [320] ci-dessus.

(9) Voir le chapitre 1^{er} [298] ci-dessus, qui contient une disposition analogue.

feta de vianda ò de exarcia; è pot ho leuar è pagar sens demanar al cominal de la nau.

L'almirall è lo capitá si han presa roba à hom de la nau ò leny, son tenguts de retreia, sol que aquell proue qui la haurá perduda, ells son tenguts de retre, per que ells poden leuar de les parts aytant, com aquella roba valrá, è poden leuar del primer guany que la nau farà. E si los demanadors principals no y son, deuen ho stoir à guardar entro que damanat los sia. E deuen trametre letres, la on los sabran, que venguen pendre la lur roba; è si axí no ù fan, la senyoria lo s' pot donar rompiment pusque l's homens tots ensempts seran dexelats, que ells ho hauran prés.

Totes les coses que l'almirall haurá despeses en menjar è en altres coses à maintenir la companya que tendrá ell, despuys que ell comença de anar al viatge è que ell fo leuat almirall en aquell present viatge, tot ho deu pagar del cominal, fins que la nau haia desarmat.

Almirall pot fer iusticia de tolre orrelles ò de correr la nau ò per ila que sia poca on sia la nau surta, en que no haia senyoria.

Almirall no deu metre scriuá sens paraula dels armadors.

Almirall deu fer algun clauari, è fer tenir à quascú en les cambres è en les caxes tancadures.

Almirall pot iusticiar tot hom qui rompa caxa ò bala ò farcell de roba.

Almirall pot fer iusticia de homens, per que no faran comandament dels officials qui seran mesos en la nau.

d'apparaux : et il peut faire cette déduction et payer ces choses sans en demander l'autorisation à l'équipage du navire.

L'amiral et le capitaine, s'ils ont pris des marchandises à quelqu'un du navire ou du bâtiment, sont obligés de les payer, pourvu que celui à qui elles ont été prises prouve son droit. Cette obligation est fondée sur ce qu'ils ont droit d'emprunter sur les parts le montant de ce que les marchandises vaudront, et de le faire payer sur le premier gain que fera le navire. Et si les propriétaires de ces marchandises ne sont pas sur le navire, l'amiral et le capitaine doivent mettre ce prix en réserve et le garder jusqu'à ce qu'il leur soit demandé. Et ils doivent envoyer des lettres aux intéressés pour qu'ils viennent recevoir le prix de leurs marchandises; et s'il n'agissent pas ainsi, la justice peut les punir, pourvu que tous les hommes ensemble puissent assurer qu'ils ont pris ces marchandises.

Toutes les choses que l'amiral aura dépensées pour vivres et pour la nourriture des gens qu'il avoit lorsqu'il a commencé le voyage et qu'il a été nommé amiral de ce même voyage doivent être au compte commun (1) jusqu'à ce que le navire ait désarmé.

L'amiral peut faire justice jusqu'à faire couper les oreilles ou faire passer par les baguettes sur le navire ou dans une petite île (2), lorsqu'on est amarré en un lieu où il n'y a point de tribunal.

L'amiral ne doit point admettre un écrivain sans l'autorisation des armateurs (3).

L'amiral doit nommer des clavaires et veiller à ce que chacun ait des serrures dans les chambres et les caisses.

L'amiral peut punir tout homme qui brise une caisse, une balle ou un ballot de marchandises.

L'amiral peut punir les gens qui n'obéiront pas aux ordres des officiers établis dans le navire.

(1) Il est bien évident qu'ici le mot *cominal* désigne la communauté, la totalité des intéressés, et non pas simplement l'équipage; voir la note 2 de la page 399 ci-dessus.

(2) J'ai suivi le sens adopté par Paleja et Capmany; mais, d'après la traduction italienne, il faudroit dire l'amiral *peut*. . . . *par les baguettes, ou prononcer toute autre peine moindre*. J'ignore sur quel texte ce traducteur s'est fondé.

(3) Cette disposition est conforme au chapitre xvi [57] du Consulat de la mer.

Almirall deu hauer de XX parts fins en XL, segons que s'posará ab los armadors de XX ò de XXV ò de XXX ò de XL, tro en axí com será ab ells auengut.

Almirall deu hauer, com nau se pendrà, un guarniment ò vestidura, lo qual se volrà, ò que lo millor home vesta, qui será en la nau que será presa.

Almirall deu hauer un lit de roba de quascuna nau que prenguen.

Almirall deu hauer una copa d'argent de nau que prenguen.

Almirall deu hauer tots los scuts, saluant aquells dels gabiers.

Almirall deu hauer un anell que tenga algun hom de la nau en má, que valega de XX besants en ius.

Almirall pot hauer ioya, sens damnatge de la armada, de XX besants en auall; è si munta mes de XX besants, deu tornar al cominal de la nau.

Almirall es tengut al senyor de la nau de ferlo pagar en axí com ab ell è ab los seus companyons hauran emprés, quant la nau haurá guanyat.

Almirall, com la nau fá camp, deu hauer honrament sobre les parts à conexença è à voluntat del cominal. E ell deu iurar com la nau haurá feta vela, è partirá del port on haurá armat, de tenir lealment, có que ha promes, saluant si l'ome no era sufficient en la cosa que haurá promesa.

Almirall deu prestar axí com ell manleua à la gent; è si ell manleua, deu los ho fer à saber. E los mariners è tots los homens del cominal de la nau lo deuen seguir fins que ell desarm pusque sien à parts. E si lo mariner lo segueix ell pot

L'amiral doit avoir de vingt parts jusqu'à quarante, selon qu'il sera convenu avec les armateurs d'en avoir vingt ou vingt-cinq, ou trente, ou quarante, c'est-à-dire jusqu'à la somme dont ils seront convenus.

L'amiral, quand on prendra un navire, doit avoir une garniture ou habit complet, à son choix, tel que le meilleur homme en portoit, parmi ceux qui seront dans le navire pris.

L'amiral doit avoir le linge d'un lit de chaque navire qu'on prendra.

L'amiral doit avoir une coupe d'argent du navire qu'on prendra.

L'amiral doit avoir tous les boucliers (1), excepté ceux des gabiers.

L'amiral doit avoir un des anneaux que des hommes du navire pris portoient à la main, pourvu qu'il soit d'une valeur moindre de vingt besans.

L'amiral peut avoir un joyau d'une valeur moindre de vingt besans, sans faire tort à la flotte : si l'objet monte à plus de vingt besans, il doit tenir compte de l'excédant au fonds commun.

L'amiral est obligé de payer au propriétaire du navire la part de gain qu'il aura promise à ce propriétaire ou à ses armateurs.

L'amiral, quand le navire fait quelque prise, doit avoir une gratification sur les parts, d'après la décision et la volonté de l'équipage. Et il doit jurer, quand le navire aura fait voile et partira du port où il aura armé, d'observer loyalement ce qu'il a promis, sauf les cas où un homme ne seroit pas capable pour le service auquel il s'étoit engagé.

L'amiral doit prêter aux gens, comme il leur emprunte; et s'il emprunte, il doit le leur faire savoir. Et les matelots et tous les hommes de l'équipage (2) du navire doivent le suivre jusqu'à ce qu'il désarme, s'ils vont à la part (3).

Et si un matelot le suit, il peut ravitailler le

(1) Toutes les éditions portent *scuts*, c'est-à-dire *écrits*, et les traductions, même celle de Capmany, sont faites dans ce sens; mais il paroît fort extraordinaire que, sur un navire corsaire au moyen âge, les gabiers tinssent des écritures. Le manuscrit porte *scuts*, et j'en ai préféré la leçon; car, précisément comme on l'a vu note 1 de la page 156, les gabiers étoient garantis par un entourage de boucliers, *pavesii*, et cet entourage étoit appelé *pavesade*.

(2) Il est bien évident qu'ici le mot *cominal* désigne l'équipage; voir la note 2 de la page 399, ci-dessus.

(3) Voir le chapitre CCII [247] du Consulat, relativement à la location des matelots à la part.

refrescar en totes parts, aytant com ell se vulla. E si lo mariner lo segueix fins à la sua volun tat, è desarma, ell no pot res dir als mariners ne als homens, qui en la nau seran de dem anar res que prestat los haia : encara que en algunes parts à la sua voluntat haia refrascat que no roman per los homens.

Mas si y hauia algú qui n'volgues exir, ans que la nau desarmas, deu retre tot có que haurá pres, è leixar totes les armes en la nau : è açó no pot fer sens voluntat del almirall, fins que haia refrascat dues vegades par armar de nou. E pusque dues vegades haurá armat de nou ell ho pot fer, axí com es dit damunt que reta los diners è lexe les armes. E per có fon fet aquest capitol, que l's prenedors dels diners no deuen retre res, per có com l'almirall no ret res als prestadors com manleua, có es de un diner dos, è axí com ell ho reb des armadors, en axí ho ret l'almirall als armadors.

CAP. XXXII [329].

Que deu fer capitá.

Capitá es tengut de atendre tot có que conué ò promet de ajudar en la nau, aytant com ell puga fer iusticia tenir.

Capitá deu fer à saber al almirall è als armadors totes coses que sapia que fossen damnatge de la nau. E deu esser, en la iusticia, cominal à tots cells de la nau, è fer tenir tot có que prometran al almirall è al dit capitá.

Capitá deu fer ò dar compte al scriuá lo dia que la nau haia feta vela d'allá on

navire en tous lieux, autant qu'il le voudra. Si ce matelot le suit à sa volonté, et jusqu'au désarmement, il ne peut rien demander aux matelots et aux hommes qui seront dans le navire des avances qu'il aura faites pour ravitailler quelque part à sa volonté, parce qu'il n'est pas resté à cause d'eux.

Mais, s'il y avoit quelqu'un qui voulût quitter le navire avant le désarmement, il doit rendre tout ce qu'il aura pris, et laisser toutes les armes dans le navire; et même il ne peut le quitter sans la volonté de l'amiral, jusqu'à ce que le navire ait rafraichi deux fois, pour armer de nouveau. Seulement, lorsque le navire aura armé de nouveau deux fois, le matelot peut quitter, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, en rendant l'argent qu'il a reçu et en laissant ses armes. Ce chapitre a été fait pour décider que les hommes qui empruntent de l'argent au navire ne doivent point en payer d'intérêt, parce que l'amiral n'en paye point quand il emprunte, c'est-à-dire que pour un denier il n'en rend pas deux; de la manière qu'il reçoit l'argent des armateurs, de la même manière il le leur rend (1).

CHAPITRE XXXII [329] (2).

De ce que doit faire le capitaine.

Le capitaine est obligé de tenir tout ce qu'il a promis et de veiller autant qu'il le pourra à ce que justice soit rendue à bord du navire.

Le capitaine doit faire savoir à l'amiral et aux armateurs toutes les choses qu'il prévoira porter dommage au navire. Et dans l'administration de la justice il doit être impartial à l'égard de tous les hommes du navire; et il doit faire exécuter tout ce qui aura été promis à l'amiral et à lui-même (3).

Le capitaine doit faire rendre compte par l'écrivain, le jour même que le navire aura

(1) Le manuscrit porte : *En axí com el ho ret als armadors, en axí com ho reten ells al amiral è als armadors*; ce qui ne change pas beaucoup le sens. Mais la disposition en elle-même n'est pas facile à comprendre. Les mots *no retre res* signifient littéralement, *ne rendre rien*, ce qui seroit absurde, à moins qu'il ne s'agit d'un emprunt à la grosse, que rien n'indique ici. Il m'a paru que ces mots étoient expliqués par ceux qu'on lit plus loin, *có es de un diner dos*, et qu'on a voulu dire que les prêts faits à un homme de l'équipage ne produisoient pas d'intérêt, parce qu'à son tour l'amiral n'en payoit pas aux armateurs.

(2) Ce chapitre est le 111^e de la traduction castillane de Capmany. Il est divisé, dans le manuscrit, en trente-six chapitres, portant tous pour rubrique, *Capitá*.

(3) Le manuscrit porte au contraire : *Tot có que promettrá l' amirall ne lo dit capitá*. Après cet alinéa, qui forme un chapitre, le manuscrit en contient un autre ainsi conçu : *È à ço deu jurar lo primer dia que entre en mar, al cominal de la nau*.

haurá armat ò refrescat, si hom ne vol hauer compte; è aquest compte se deu fer ab III notxers, è ab IV clauaris, è ab IV proers, è ab III ballesters, è ab dos homens d'armes.

Capità deu mostrar, è dir ò tot çò que l'almirall deu fer à algun hom en la nau; si l'almirall li ten tort, que ell ab lo cominal de la nau li ho deu mostrar è pregar fins que sia fet.

Capità deu axí bé guardar la part en la nau dels maiors com dels menors, que quascú haia son dret, è deu guardar que l's consols ne l's officials que son en la nau puguen rcs fer qui tort ò damnatge tornas de la nau ni del almirall.

Capità deu tenir loch de almirall si l'almirall no es en la nau; è ha aquell poder.

Capità deu trametre lenys en totes parts ab consell del almirall è ab manament.

Capità deu anar parlar per l'almirall, è per sí, è per lo cominal de la nau à totes naus per saber qui seran, è çò que ell farà será tengut.

Capità deu metre en les galeres è en los altres lenys, cap cell qui ell volrà en loch seu, è puix menar lo dauant l'almirall, è çò que ell comandará, allo s'faça.

Capità deu fer partides dels homens qui van en las leny armats, è metre è gitar qui s'vol.

Capità deu fer atrestal al leny de rems è de veles è de tot çò que ops sia.

Capità deu fer donar la vianda en axí com ell volrà, è per aytants iorns.

Capità deu stablir les batalles de tots los lochs de la nau, è de tots los homens.

Capità deu hauer responsió de conestable, è darse guarda, è si no ho fan bé, ell ho deu mostrar al almirall, è çò que l'almirall ne dirá, que sia fet.

mis à la voile du lieu où il auroit armé ou rafraîchi, si quelqu'un veut qu'on rende ce compte; ce qui s'exécutera en présence de trois contre-maitres, de quatre clavaires, de quatre matelots de proue, de trois arbalétriers et de deux hommes d'armes.

Le capitaine doit prononcer sur ce que l'amiral est obligé à donner ou à faire envers un homme du navire, et si l'amiral s'y refuse, le capitaine avec l'équipage doivent le lui dire et le prier jusqu'à ce qu'ils l'aient obtenu (1).

Le capitaine doit garder dans le navire les intérêts des grands comme des petits, et faire que chacun soit traité suivant son droit; et il doit prendre garde que ni les consuls, ni les officiers du navire, ne fassent rien qui cause un tort ou un dommage au navire ou à l'amiral.

Le capitaine doit tenir lieu d'amiral, si l'amiral n'est pas dans le navire, et il a ce pouvoir.

Le capitaine doit envoyer des embarcations partout où cela lui est conseillé ou commandé par l'amiral.

Le capitaine doit aller parler, au nom de l'amiral, de lui et de l'équipage, à tous navires qu'on rencontrera, pour savoir qui ils sont; et ce qu'il fera sera valable.

Le capitaine doit nommer pour chef, à sa place, dans les galères et dans les autres bâtimens, telle personne qu'il voudra, et après il la conduira devant l'amiral, et on devra faire ce qu'elle commandera.

Le capitaine doit distribuer les gens qui vont sur les bâtimens armés, placer et révoquer celui qu'il voudra.

Le capitaine doit faire de même pour un bâtiment à rames, comme pour un bâtiment à voiles, en tout ce dont il seroit besoin.

Le capitaine doit faire distribuer les vivres de la manière et pour les jours qu'il voudra.

Le capitaine doit disposer les emplacements du navire pour les combats, ainsi que tous les hommes.

Le capitaine doit répondre des connétales et les bien surveiller; et s'ils ne se comportent pas bien, il doit le déclarer à l'amiral, et ce que celui-ci décidera sera exécuté.

(1) Les textes imprimés portent, *Pagar sins que sia fet*, et Capmany a traduit dans ce sens; j'ai cru devoir préférer la façon du manuscrit.

Capità deu fer mostrar è apparellar è partir les armes que son cominals en la nau.

Capità deu gitar los homens con van à tarracenia, è aytal poder ha los homens, com es fora la nau, com ha l'almirall en la nau, que l'almirall lo li deu donar.

Capità ha aytal poder com l'almiral, quant l'almirall no y es, que ell té lo seu loch, totavia faent à saber si ell será en la nau.

Capità deu metre los ganfanoners en aquell loch on veurà que faça à fer.

Capità deu fer recollir la gent totavia è destrenyer los.

Capità deu hauer lo quart de les iusticies è dels bans que s'fan en la nau.

Capità deu esser cominal en los consols, que si la un consol ha ab l'altre contrast ell ho deu iutiar.

Capità deu stojar tota la roba del mort à sos amichs ò à sa muller, è si s'en pert res ell ho deu esmenar als amichs del mort.

Capità pot fer encantar la roba del mort si s'volrà.

Capità deu veure en los fets de la partió del refrescament que s'dona en la nau.

Capità pot millorar lo seruicial d'armes ab voluntat del almirall de mija part.

Capità deu partir los draps de vestir si hom fá vestidures, è altres empreses que facen à donar ab voluntat del almirall è dels armadors.

Capità deu fer fer leals pesos è mesures als consols; è si ells no ù fan lealment en poder seu deuen esser marcats al front si ells consenten en alguna malesa.

Le capitaine doit faire montrer, appareiller et distribuer toutes les armes qui seront communes dans le navire.

Le capitaine doit désigner les gens qui iront à terre (1), et quand il est hors du navire, il a autant de pouvoir sur les hommes que l'amiral en a à bord, et l'amiral doit le lui donner.

Le capitaine a autant de pouvoir que l'almiral quand celui-ci n'y est pas ou qu'il tient sa place; toujours, néanmoins, en lui rendant compte de sa conduite, s'il est à bord.

Le capitaine doit mettre les enseignes là où il verra qu'il en est besoin.

Le capitaine doit réunir les hommes quand il le juge à propos, et les y forcer.

Le capitaine doit avoir le quart des peines et bans qui seront prononcés dans le navire.

Le capitaine doit être médiateur entre les consuls, et si un consul a une contestation avec l'autre, il doit la juger.

Le capitaine doit garder tous les effets des morts pour les rendre à leurs proches ou à leurs femmes; et s'il en est perdu quelque chose, il doit les en indemniser.

Le capitaine peut faire vendre aux enchères les effets d'un homme décédé, s'il le croit convenable.

Le capitaine doit inspecter la distribution des rafraichissemens qu'on donne à bord.

Le capitaine peut donner en gratification au serviteur d'armes une demi-part, avec volonté de l'almiral (2).

Le capitaine doit distribuer les draps pour l'habillement, s'il y a lieu d'habiller les gens ou de faire d'autres fournitures qui l'exigent, mais avec le consentement de l'almiral et des armateurs.

Le capitaine doit veiller à ce que les poids et mesures dont se serviront les consuls soient fidèles; et s'ils n'emploient pas des poids exacts, tels que l'ordonnera le capitaine, ils doivent être marqués au front, lorsqu'il en sera

(1) Le mot *tarracenia* qu'on lit dans le texte et qu'on a vu dans le chapitre XVI [313] ne permet pas de douter du sens que j'ai donné à *terraccenia* dans le document de 1330. Voir page 394, note 3.

(2) Cet alinéa n'est point ici dans le manuscrit; il y forme un chapitre intercalé dans ceux qui concernent l'almiral, ainsi que je l'ai dit notes 3 et 4 de la page 403.

E per çó fon fet aquest capitol que ells stiguen lealment al cominal de la nau.

Capità es tengut, que penyora que sia mesa en nau à tauerna ò à vianda, no la leix vendre, tro que la nau isca de cors.

Capità es tengut, que algun home de nau no vena vi, ni carn, ni vianda, sens que lo dit capità no la veia, è que veia lo pes è la mesura; è si la troba falsa, lo dit capità li ù pot tolre ab los consols ensem, è los consols ho deuen donar al cominal de la nau.

Capità es tengut, que si la penyora que será mesa à la vianda, no ù valrà, que ell la deu fer valer com en la nau se encantarà da çó que haurà guanyat, è fer restituir que aqueh no y perda.

Capità es tengut que y faça venir los consols si aygua se met al vi qui s' vena en nau, despuys que será cridat.

Capità deu hauer xxv parts ò mes si fos voluntat dels personers al començament del viatge, è si es voluntat del almirall; mas aquelles xxv parts no li poden fallir.

Capità deu hauer totes les spases de la nau ò leny qui será prés; mas es à entendre que spasa que s' port à vendre, que sia ligada en bala no deu esser sua, sols aquelles que s' portan per fer armes en nau; ò que algun home la porta per son armar, aquelles son sues.

Capità deu hauer totes les senyeres en que haia corda stada ligada ò fil ò agulla.

Encara deu hauer de quascun Sarahi qui s' venia, mig besant per testa, axí bé del poch com del gran. Encara del

résulté quelque injustice (1). Et ce chapitre a été fait afin que les consuls se conduisent loyalement avec l'équipage du navire.

Le capitaine est obligé de ne point laisser vendre le gage donné pour fournitures de vin et de vivres faites à bord, jusqu'à ce que le navire ait achevé sa course.

Le capitaine doit veiller à ce qu'aucun homme du navire ne vende du vin, de la viande et autres comestibles, sans qu'il les ait inspectés et qu'il se soit assuré si cet homme tient des poids et mesures exacts; et s'ils sont trouvés faux, le capitaine avec les consuls ensemble peuvent les confisquer, et les consuls doivent les distribuer à l'équipage du navire (2).

Le capitaine est obligé, dans le cas où un gage donné pour des vivres ne suffiroit pas pour payer la dette, à veiller pour qu'à l'époque où l'on procédera aux enchères des prises, le débiteur solde ce qu'il redoit sur ce qu'il aura gagné, et il doit faire payer le créancier, afin qu'il ne perde pas.

Le capitaine est obligé d'appeler les consuls, dans le cas où on auroit mis de l'eau dans le vin qui se vend à bord, après qu'on l'aura publié.

Le capitaine doit avoir vingt-cinq parts et même plus, si les actionnaires l'ont promis au commencement du voyage, d'accord avec l'amiral; mais jamais il n'aura moins de vingt-cinq parts.

Le capitaine doit avoir toutes les épées du navire ou du bâtiment qui sera pris; bien entendu que si ce sont des épées qu'on porte pour vendre, et attachées en balles, elles ne doivent point lui appartenir; il a droit seulement à celles qu'on porte à titre d'armes à bord, ou que quelqu'un porte pour sa défense, et celles-là lui appartiennent.

Le capitaine doit avoir tous les pavillons dans lesquels il y auroit corde attachée, ou fil, ou aiguille (3).

Encore, il doit avoir de chaque Sarasin qui sera vendu un demi-besant par tête, ainsi du petit que du grand. Encore, du

(1) On a vu la même disposition dans le chapitre xv [312], et on la retrouvera dans le chapitre xxxvi [333], ci-après.

(2) On a vu également une disposition analogue dans le chapitre xv [312], sauf qu'ici il y a concours du capitaine à la surveillance et à la confiscation.

(3) Le manuscrit porte : *Ni fil ni agulle*.

Sarrahi qui s' rema mes de c besants deu hauer v besants, è de c besants en auall II.

Item. Deu hauer totes les capes, ço es à entendre gelebies è atzuars è capes que porten Sarrahins.

Capità pot pendre algunes armes si li fallen, ò que n' pogues millorar, però que torn les sues al comú de la armada, ço es à entendre cotell de ferre ò golero ò cuy-races ò capell de ferre ò golero ò altres, sols un.

CAP. XXXIII [330].

Scriuá.

Scriuá deu esser leal axí à la una part com al altra, è deu açó iurar en presen-cia del almirall è dels armadors; è com es en mar que han feta vela deu iurar en presència del cominal de la nau.

Scriuá deu retre compte als proers è als notxers è als ballesters è als homens d'armes, com hauran feta vela, en axí que los notxers ni deuen metre IIII è los proers IIII, è los ballesters IIII, è los homens d'armes II, è los clauaris IIII, è à aquells ell deu retre compte per tot lo cominal de la nau.

Scriuá deu tenir lo cartolari, on algun hom no puga escriure, ne legir, ne tenir; è si alguna persona lo té fora ell, no deu res valer lo cartolari, è l'escriuá deu perdre totes les sues coses è parts, è deu esser gitat de la scriuania, è pert la mà en poder de cort, si prouat li es.

Sarrasin qui se rachètera pour plus de cent besans, il doit avoir cinq besans, et de cent besans ou au-dessous, deux.

Item. Il doit avoir tous les manteaux, c'est-à-dire, les gelebies, azuvars et manteaux que portent les Sarrasins.

Le capitaine peut prendre quelques armes, s'il en a besoin ou s'il en veut de meilleures que les siennes; mais alors il doit remettre celles-ci à la communauté, telles que, couteau, cuirasses, chapeau de fer ou golile, ou autres armures, et en garder seulement une.

CHAPITRE XXXIII [330] (1).

De l'écrivain (2).

L'écrivain doit être loyal, sans favoriser plus une partie que l'autre; et il doit le jurer (3) en présence de l'Amiral et des armateurs: s'il est en mer et qu'on ait mis à la voile, il doit prêter serment en présence de l'équipage du navire.

L'écrivain doit rendre compte (4) aux matelots de prone, aux contre-maitres, aux arbalétriers et aux hommes d'armes, aussitôt qu'on aura mis à la voile; ce compte sera rendu à un conseil formé de quatre contre-maitres, quatre matelots de prone, trois arbalétriers, deux hommes d'armes et quatre clavaires, qui représenteront tous les intérêts du navire.

L'écrivain doit conserver le cartulaire; aucun homme ne peut y écrire ou y lire, ni ne peut l'avoir; si quelque personne autre que l'écrivain l'a eu en sa possession, le cartulaire cessera de faire foi; dans ce cas, l'écrivain doit perdre tous ses effets et parts, être destitué de son emploi, et si sa mauvaise foi est prouvée, les juges le condamneront à perdre la main (5).

(1) Ce chapitre est le VII^e dans la traduction castillane de Capmany. Il est divisé, dans le manuscrit, en 27 chapitres, portant tous *Scriuá*.

(2) On trouve dans ce chapitre la plupart des règles que contient le Consulat, relativement aux écrivains. Le chapitre XXXI [328] détermine par qui l'écrivain est nommé.

(3) C'est précisément le serment dont le chapitre XII [57] du Consulat développe la formule. On en a vu une semblable dans le chapitre LII du statut maritime de Venise de 1255.

(4) Cette obligation de rendre compte est développée et appropriée au commerce maritime par le chapitre XV [60] du Consulat. Comme il s'agit ici d'une expédition dont les résultats intéressent la communauté du navire, le compte doit être rendu aux représentants de cette communauté, mais évidemment d'après les règles générales expliquées dans le Consulat.

(5) Il y a une ressemblance frappante entre cette disposition et les chapitres XII et XIV [57 et 59] du Consulat, sauf que la peine est différente.

Scriuá es posat à la maior leyaltat de la nau è de testimoni, car l'escriuá val per III testimonis, et tot çó qu' el scrivá fá aten la nau.

Scriuá hi deu esser com l'almirall promet alguna cosa à algun hom de nau, è tot çó que prometrá l'almirall à altre hom, que l'escriuá ho oia, ell ho deu scriure, è no deu metre res sino axí com será stat dit. E si no ù scriú, è l'on demanen à testimoni en demanda ò plet, ell deu dir la veritat de çó que n'oi ò vee. E à çó deu fer axí ben en mercaderia com en cors; car tots los testimonis de la nau venen al scriuá.

Scriuá no deu res scriure en nau si la dita nau no es à prois, çó es com en mar, car no seria tengut.

Scriuá es posat en loch de lealtat è tot çó que ell fá es tengut, de nolieiar è de comprar ò de vendre ò de donar vianda à alguns homens. E despuys que ha iurat deu esser cregut per sa plana paraula.

Scriuá ha aytal batlia, que no es res tengut en la nau de alguna conuinença si l'escriuá no es en presencia. Encara sol que l'escriuá oia la una part è l'altra è ell es en mar, que sia à prois la nau ell ho pot scriure; è es tengut, encara que no y sia la una part ni l'altra.

Encara si l'escriuá no tramet als guardians de la nau, no deuen rebre ni donar res sens albará del scriuá ab son segell, que si s'perdia no seria tengut. Encara mes que sens voluntat del scriuá lo senyor de la nau no pot à algú donar algun hauer sens albará del scriuá.

Ne algun mariner no y gosa tocar sots la pena del capitól.

L'écrivain est établi pour la fidélité de ce qui se passe sur le navire et pour en rendre témoignage, car l'écrivain équivaut à trois témoins (1), et le navire est tenu de ce qu'il fait.

Quand l'amiral promet quelque chose à quelqu'un du navire, l'écrivain doit être présent, et tout ce qu'il entendra que l'amiral a promis à quelqu'un, il doit le consigner par écrit, et il ne doit rien écrire que conformément à ce qui a été dit. S'il ne l'écrit pas et si on lui demande de rendre témoignage dans une demande ou un procès, il doit dire la vérité de tout ce qu'il a entendu ou vu. Cette obligation lui est imposée lorsque le navire va en marchandise (2) comme lorsqu'il va en course; car c'est l'écrivain qui atteste tout ce qui se passe sur un navire.

L'écrivain ne doit rien écrire dans le navire qui n'est pas amarré, c'est-à-dire quand il est en mer, car l'obligation ne seroit pas valable (3).

L'écrivain occupe une place de confiance, et on est obligé à tout ce qu'il fait, comme fréter, acheter, vendre ou donner des vivres à quelques hommes. Et après qu'il a juré, il doit être cru sur sa simple parole.

L'écrivain a un tel pouvoir; qu'on n'est tenu sur le navire d'aucune convention si l'écrivain n'y a pas été présent. Encore, lorsqu'il a entendu l'une et l'autre partie étant en mer, il peut l'écrire dès que le navire sera amarré, et l'écrit sera obligatoire quoique ni l'une ni l'autre partie n'y soient.

Encore, si l'écrivain ne donne pas un ordre aux gardiens du navire, ils ne doivent recevoir ni donner rien sans billet de sa main et muni de son sceau; car si, faute de ces précautions, quelque chose se perdoit, il n'en seroit pas responsable. Encore plus, sans volonté de l'écrivain, le patron du navire ne peut donner aucun effet à une personne qui n'auroit pas un billet de l'écrivain.

Aucun matelot ne peut toucher à rien sous la peine du chapitre (4).

(1) Le chapitre xv [60] du Consulat dit seulement que le registre de l'écrivain fait plus de foi qu'une écriture privée.

(2) C'est ce que prouvent les divers chapitres du Consulat, relatifs aux fonctions de l'écrivain.

(3) Une disposition littéralement semblable se trouve dans le chapitre xv [60] du Consulat; et le chapitre ccviii [253] en présente les développemens.

(4) Probablement le chapitre cxxii [167] ou le chapitre cxxviii [173] du Consulat.

Encara que si algun nolit es fet ab lo senyor de la nau, no es tengut si la part se vol, si l'escriuà no y es, ò non hi ha carta feta. E si l'escriuà hi es, es tengut, sol que ell ho haia oit que totavia ho pot scriure.

Scriuà pot encara acordar tot mariner, sol que no sia proer defora; è lo senyor de la nau es li tengut axí bé com si ell lo hauia acordat.

Scriuà deu ésser en totes les coses que porten en nau, sia vianda ò altres coses. E si peruentura vé vianda à la nau, de present l'escriuà ho deu fer partir, è à la sua voluntat pot millorar qualseuol.

Scriuà pot pendre lo millor terme è fer fer à la sua voluntat de la porta enuers proa. E pot hauer l'escriuà sota ell, seruiçial; mas aquell scriuà qui será sota ell, no deu tenir lo cartolari, que l'escriuà ne hauria la pena damun dita.

Scriuà deu hauer en nau armada segons un dels panesos, qui son notxers appellats, x parts. Encara deu hauer tots los libres qui valen menys de v besants lo libre; è si eren que valguessen mes de v besants no, ne libres que fossen en bala tan poc. E tot paper qui fos en caxa ò en altre loc es del scriuà, è tots tinters de scriure, et totes les ahines de scriure que fossen del altre scriuà.

Item. Si l'altre scriuà de la nau que prenguessen, hauia algunes armes millors, ell les pot canviar per les sues.

Item. Deu hauer à tot encant, ii millaresos per persona, è de persona que s' renbra, v millaresos, et en totes parts que sia despuys que el será leuat scriuà, la nau li deu fer sos ops à el è à son seruiçial, de menjar è de beure è de sabates.

Scriuà pot damnar home, pus ha seruit son temps, que hom no l'pot retenir

Encore, si quelque fret est convenu avec le propriétaire du navire, la partie qui ne veut pas exécuter l'obligation n'y est pas tenue lorsque l'écrivain n'étoit pas présent, ou n'en a point rédigé d'écriture. Et si l'écrivain a été présent, et seulement s'il le déclare, on est obligé, parce qu'il peut l'écrire à toute heure.

Encore, l'écrivain peut enrôler les matelots, sauf ceux de proue; et le propriétaire du navire est obligé envers ces hommes de même que s'il les avoit enrôlés.

Encore, il doit être présent à tout ce qui intéresse le navire, qu'il s'agisse de vivres ou d'autres choses: et si on apporte des vivres à bord, l'écrivain doit les partager à l'instant, et il peut donner gratification à qui il veut.

L'écrivain peut choisir le meilleur emplacement, et en disposer à sa volonté, de la porte jusqu'à la proue: il peut avoir un sous-écrivain commis; mais ce sous-écrivain ne doit point avoir le cartulaire, autrement l'écrivain encourroit la peine susdite.

L'écrivain, sur un navire armé, doit, comme un des matelots de poupe qui sont appelés contre-mâtres (1), avoir dix parts.

Encore, il doit avoir tous les livres qui valent moins de cinq besans le livre, mais non ceux qui vaudroient plus ou ceux qui seroient en ballots. Mais tous papiers renfermés dans des malles ou ailleurs appartiennent à l'écrivain, ainsi que toutes les écritures et tous les étuis à écrire qui appartiennent à l'écrivain du navire pris (2).

Item. Si l'écrivain du navire capturé avoit quelques armes meilleures que les siennes, il peut les prendre en échange.

Item. En toute vente de prisonniers, il doit avoir deux millarès par personne; et d'une personne qui se rachète, cinq millarès: et quelque part qu'il soit, après qu'il aura été nommé écrivain, le navire doit payer à lui et à son commis les frais de nourriture et les souliers (3).

L'écrivain peut licencier un homme qui a fait son service, et personne ne peut le

(1) On a déjà vu la même chose chapitre ix [3-6].

(2) A compter des mots è tots tinters, le manuscrit présente la rédaction suivante en trois chapitres distincts: *È tots calamars è los trameters d'escriuà son sens. Encara tota la tinta è totes les calors. Encara totes les aynes de escriuà qui fossen de altre scriuà.*

(3) Le chapitre xv [60] du Consulat contient une disposition semblable.

per força, pus conuinença li feu hom, que hom lo pagarà, com hom lo trasch en la nau ò quant arma; açó es ferm è cert.

Scriuá es tengut que ell pot leuar del primer guany que la nau faça la manleuta, è que s' pach qualque manleuta que sia de que la nau haurá refrescat en algun loch. E no s' deu res partir fins que les manleutes sien pagades; è d'açó ha poder scriuá.

CAP. XXXIV [331].

De clauaris.

Quant clauaris seran leuats en la nau, ells son tenguts lealment ab l'escriuá de la nau de guardar è fer escriure è quascú ne deu hauer un scrit, et quascú deu hauer sa tancadura, è que l'un menys del altre no puga obrir ni metre, ni traure; è totavia lo scriuá sia ab ells al metre è al traure.

E si peruentura ni hauia algú que prengues ò donas per comendament del almirall ò d'altre qui fos en la nau, sens sabuda d'aquells companyons ò del scriua, aquell deu perdre la má, è esser gitat de la clauaria, è esser en mercé del cominal de la nau, è perdre les sues parts.

Clauaris han un march d'argent en lo cors.

Clauaris han de quascuna nau una caxa la millor que y sia, menys de roba, sol lo fust.

Clauaris han totes les tancadures que fossen en la nau ò leny que hom prengues.

Clauaris han totes les cordes dels farcells.

Clauaris han tots los aguts qui sien

retenir par force, s'il a été ainsi convenu lorsque cet homme a été loué et qu'on l'a fait entrer dans le navire, ou quand on a fait l'expédition; car cette convention est valable.

L'écrivain est tenu de prélever les emprunts sur le premier gain que fera le navire; il doit veiller aussi à ce qu'on paye tous ceux qui ont été faits pour le navire lorsqu'il a rafraîchi en quelque lieu : on ne doit rien distribuer jusqu'à ce que les emprunts aient été payés (1); et l'écrivain a pouvoir de l'exiger.

CHAPITRE XXXIV [331] (2).

Des clavaires.

Lorsque des clavaires (3) ont été nommés dans le navire, ils sont obligés loyalement avec l'écrivain du navire de garder ce qui appartient à la communauté, et d'en faire rédiger écriture, dont chacun d'eux doit avoir copie; chacun aussi doit avoir sa serrure, de manière que l'un sans l'autre ne puisse ouvrir la caisse, n'y rien mettre ou n'en ôter rien sans la présence de l'écrivain, qui doit toujours assister aux entrées et sorties de fonds.

Et si, par événement, il y en avoit un qui prît ou délivrât quelque chose, même par ordre de l'amiral ou d'autre qui seroit sur le navire, sans connoissance de ses compagnons ou de l'écrivain, il doit perdre la main, être destitué de son emploi, être à la merci de l'équipage du navire, et perdre ses parts.

Les clavaires ont un marc d'argent dans la course.

Les clavaires ont une caisse de chaque navire pris, la meilleure qui s'y trouvera, sans les effets, mais seulement le bois.

Les clavaires ont toutes les serrures qui seront dans le navire ou bâtiment qu'on prendra.

Les clavaires ont toutes les cordes des balots.

Les clavaires ont tous les clous trouvés

(1) On a déjà vu cette disposition, chapitres 1^{er} et xxxi [298 et 328]; mais ces chapitres imposaient ce devoir à l'amiral.

(2) Ce chapitre est le xxvi^e dans la traduction castillane de Capmany. Il est divisé, dans le manuscrit, en dix chapitres, portant tous *Clavaris*.

(3) Le mot *clavaire* est générique et désigne les conservateurs des deniers et même des titres d'une corporation, ainsi qu'on l'a vu t. IV, page 430; voir aussi du Cange, voc. *Clavarius*. Ici il s'agit des proposés à la garde des deniers appartenant à l'entreprise de course maritime.

en la nau, que no sien en bala ne en farcell, ne en esporta.

Clauaris han de quascun Sarrahi II millares; è ells deuen donar los claus, ab que clauen les cormes.

Clauaris han los scarpres, qui no sien de mestre d'aixa, è deuen los prestar à ops de la nau.

E deuen dar cordes à ligar farcells, entro que s'encanten, è à clauar è à desclauar los presoners. E deuen donar cordes à ligar los presoners, è à badafions à ops de la nau si non hauien.

CAP. XXXV [332].

Notxer maior.

Notxer maior de la nau es tengut al almirall, è al capitá, è als armadors de la nau de esser leal, è de no donar triga à les coses de utilitat, que s'puguen fer en un iorn, que non hi meten altre, perçó com nau armada sta quascun iorn è quascuna hora en speranza de seguir son enemich, ò de fugir, si ops li era, perque l'notxer deu fer al pustost è sauiaement çó que haurá à fer; è açó deu iurar.

Item. Que per parentesch ni per hauer que li n'fos donat, ell no stiga, que no coman de atots aquells qui ben poran fer; è açó deu iurar lealment.

Item. Que per maluolença que ell haia à algun home, que no l'meta, la on sapia, que altre ho farà millor que aquell; è açó deu iurar.

Item. Deu dir totes les maganyes que son en la nau, de arbres, è de antenes, è de ancores, è de exarcia, que y sia. E si u cela, è que li sia prouat, ell deu perdre les sues parts è les armes.

Item. Si veu res emblar ò rasa ò bando fer, deu ho manifestar è castigar, è si no

dans le navire pris, qui ne seront, ni en balle, ni en ballot, ni en paniers.

Les clavaires ont de chaque Sarrahin deux millars, et ils doivent fournir les clous avec lesquels on rive les menottes.

Les clavaires ont les ciseaux, sauf ceux du maître constructeur, et ils doivent les prêter pour le service du navire.

Ils doivent fournir des cordes pour attacher les ballots jusqu'au moment de la vente à l'enchère, et prêter leurs ciseaux pour clouer et déclouer les prisonniers: ils doivent fournir les cordes pour attacher les prisonniers et pour serrer les voiles du navire, s'il n'y en avoit pas (1).

CHAPITRE XXXV [332] (2).

Du contre-maître en chef.

Le contre-maître en chef (3) du navire est obligé envers l'amiral, le capitaine et les armateurs, d'être loyal, et de ne point différer de faire les choses utiles; si elles peuvent être exécutées en un jour, il ne doit pas en employer plusieurs, parce qu'un navire en course est chaque jour et à chaque heure en espoir de poursuivre son ennemi, ou de prendre la fuite s'il le faut; pour cela, le contre-maître doit exécuter ce à quoi il est tenu, le plus tôt et le mieux possible, et il doit le jurer.

Item. Il jurera encore que, par parenté, ni par dons qui lui seroient faits, il ne différerait pas de commander toutes les personnes qui pourroient être utiles; et il doit jurer cela loyalement.

Item. Que par malveillance contre quelque homme, il ne le placera pas là où il sauroit qu'un autre est plus propre au service; et il en fera le serment.

Item. Il doit déclarer tout ce qui manque au navire, en mâts, antennes, ancres et apparaux; s'il le dissimule et qu'on le lui prouve, il doit perdre ses parts et ses armes.

Item. S'il voit voler quelque chose ou s'élever des disputes, ou commettre des contra-

(1) Le manuscrit porte: *presoners è ab badaffions è altres moxells, è al obs desclavar si non havia.*

(2) Ce chapitre est le vi^e dans la traduction castillane de Capmany. Il est divisé, dans le manuscrit, en vingt-huit chapitres, dont le premier porte la rubrique, *De nautxer major*, et les autres, *Nautxer*.

(3) Voir le chapitre x [307], qui dans mon opinion, ainsi que je l'ai dit, concerne exclusivement le contre-maître en chef.

se n'volen star, deu ho dir al almirall ò al capitá.

Item. Que ell no faça hom acordar en la nau, si no l'conex, ne diga que aqueñ sia mariner, si no u es, è si u fa, tot lo dampnatge que la nau ne prengues, sia sobre ell. E si mar li fahia mal, que ell no se'n pogues ajudar, si la nau ne hauia à logar altre, lo notxer l'a à pagar.

Item. Ell deu fer totes coses que ell sapia; è si peruentura ell no les sabia fer, è que altre hagues hom à logar, entro que sia fet, ell ho deu pagar, có es à entendre tot có que en la nau se pertany per lo nauegar; car à altres coses fora lo nauegar no y es tengut; mas de tot l'als es tengut, pusque à notxer maior la hom puiat. Encara si fer no u sabia, deu ne esser gitat, è deu perdre có que hom li hauia promes; altrament ell deu atendre có que haurá promes, è hom axí meteix à ell có que hom li prometrá.

Item. Que ell no deu exir de port, ne entrar en port sens voluntat del almirall è del capitá è del cominal de la nau.

Tot açó deu iurar; è encara que per amistat del almirall ne del capitá ne d'algun hom no cele có que veurá que fará à fer, ne diga có que no fará à fer, è que faça è faça fer tot có que sia profit de la nau; è si li era vedat, deu ho dir al almirall è al capitá, è ells deuen li ajudar à tot saluament de la nau.

E si no li aiuden ne li atenen, có que li hauran promes, ell no l's es tengut de res.

Notxer deu hauer aytal batlia en la nau, que com será lo consell donat dell è del almirall è del capitá è dels promens de la nau, ell deu fer collar è metre

ventions, il doit en informer et les punir; et si les contrevenans sont récalcitrans, il doit le dire à l'amiral ou au capitaine.

Item. Il ne doit enrôler aucun homme dans le navire s'il ne le connoît bien, ni dire d'un homme qu'il est bon matelot s'il ne l'est pas; et s'il le fait, tout le dommage que le navire en souffrira doit retomber sur lui. Et dans le cas où cet homme seroit atteint du mal de mer, en sorte qu'il ne pût faire son service, si le navire est forcé d'en louer un autre, le contre-maitre doit le payer (1).

Item. Il doit faire tout ce qui est de ses fonctions; et s'il arrive qu'il ne les sache pas remplir, et qu'on soit obligé de louer un autre homme, il doit le payer : bien entendu dans ce qui concerne le navire relativement aux manœuvres; car pour d'autres choses étrangères à la navigation, il n'y est pas obligé; mais pour cet objet il y est obligé, puisqu'on l'a nommé contre-maitre en chef.

Encore, s'il ne savoit pas le faire, il doit être destitué et perdre ce qu'on lui avoit promis; autrement, s'il tient ce qu'il a promis, on doit aussi tenir ce qu'on lui aura promis (2).

Item. Il ne doit point sortir du port ni y entrer sans la volonté de l'amiral, du capitaine et de l'équipage du navire.

Tout cela il doit le jurer (3), et encore, que, par amitié pour l'amiral, ni pour le capitaine, ni pour aucun homme, il ne cachera point ce qu'il verra être nécessaire à faire; qu'il ne conseillera point aussi des choses inutiles, et qu'il fera ou fera exécuter tout ce que réclamera l'intérêt du navire; et si cela lui étoit impossible, il doit le déclarer à l'amiral et au capitaine, qui doivent l'aider pour garantir la sûreté du navire.

Et s'ils ne l'aident pas, ou s'ils ne tiennent pas ce qu'ils lui ont promis, il ne leur est obligé en rien.

Le contre-maitre a un tel pouvoir dans le navire, que quand il aura été tenu conseil de lui, de l'amiral, du capitaine et des prud'hommes du navire (4), il doit afferer et

(1) Le manuscrit ajoute : *Per lo dampnatge que hauria la nau presa que altre n'y havia mes.*

(2) Ce paragraphe est presque littéralement conforme au chapitre XVII [62] du Consulat.

(3) Le manuscrit fait de cet alinéa deux chapitres, au moyen de répétitions qui, dans la réalité, ne changent point le sens.

(4) Ce mot est le seul dans notre document de relatif à ces prud'hommes de navires, dont au reste il est question dans les ordonnances de 1256 et de 1268.

veles, com ell conexerà que faça à fer.

Notxer ha à comendar à exir de port entro que sia en pelech fora.

Item. Que totavia que la nau deu mudar, ell deu comandar à popa, è donar saluament, è collar.

Item. Que com volrà pendre volta, que u deu demanar al almirall è al capitá è als panesos, è com seran acordats, que ell faça mudar.

Item. Al entrar de algun port ell deu comandar, è mesa una ancora d'açó, è l'altre d'alla, ell don son loch à aqueüll, à qui l'haurá donat lo iorn de comandar.

Item. Que com veurá, que faça argir è collar de mig, si ops será, è mudar l'altra vela, que conega que faça à mudar que u faça fer. E si y fa à iunyer alguna vela, ell la pot iunyer, et si fa aminuar, ell la deu minuar, sens licencia.

Item. Que neguna ancora no s'heu donar à la nau que ell no y sia demanat.

Item. Que si gumena ò algun grupial fa à tallar ò à iunyer, ell ho pot fer.

Item. La nau no deu mudar sens paraula del notxer, ne leuar ancora ne prois sens sa paraula.

Ne deu partir barca de nit sens sa paraula; è si n'partira, deu ho manifestar al capitá. E lo notxer deu partir als altres sos companyons la venda de comandar, ells faent à saber al notxer çó que faran.

Notxer deu esser à arbitrar les parts, perçó com ell coneix lo mariners, è deu iurar lealment è dir ab aqueülls qui y diran.

Notxer maior no es tengut de fermaça que ell faça, pus l'ome será anat en la nau un mes, que ell l'acorda, è l'amena per autoritat de la nau.

Notxer pot cambiar les sues armes ab altres si millors les troba, si prenen nau; è les pot tenir, fins que la nau désarme è puys que les torn al cominal de la nau;

déployer les voiles selon qu'il connoitra qu'il faut le faire.

Le contre-maitre doit commander en sortant du port, jusqu'à ce qu'on soit en haute mer.

Item. Toutes les fois que le navire doit virer, il doit commander à la poupe, et assurer et affermer les voiles.

Item. Quand il voudra prendre une bordée, il doit le demander à l'amiral, au capitaine et aux officiers de poupe; et quand ils seront d'accord, il fera virer.

Item. En entrant en quelque port, il doit commander; et après qu'on aura mis une ancre en deçà et une autre au delà, il se fera remplacer par celui qui est en tour de commander.

Item. Quand il verra qu'il faut assujettir une voile, ou y prendre des ris et changer l'autre voile, il peut le faire exécuter: s'il faut serrer quelque voile, ou la diminuer, le contre-maitre peut faire ces opérations de sa seule volonté.

Item. On ne doit donner aucune ancre au navire qu'on ne la lui ait demandée.

Item. S'il faut couper quelque gomène ou le câble, ou le serrer, il peut le faire.

Item. Le navire ne doit point virer sans la permission du contre-maitre, ni lever ancre ni câble sans cette permission.

Aucune barque ne peut aussi partir dans la nuit sans sa permission; et s'il en partoit, il doit le dénoncer au capitaine. Le contre-maitre doit distribuer à ses autres compagnons le tour de commander, et ceux-ci l'instruiront de ce qu'ils auront fait (1).

Le contre-maitre doit assister à la répartition des parts, parce qu'il connoît les matelots; et il doit jurer de dire son opinion loyalement avec ceux qui la diront.

Le contre-maitre en chef n'est pas obligé de garantir l'homme qu'il a engagé plus d'un mois après que celui-ci étoit dans le navire, parce qu'il a agi au nom du navire.

Le contre-maitre peut changer ses armes avec d'autres, s'il en trouve de meilleures, quand on prend un navire; et il peut les garder jusqu'à ce que le navire désarme, après quoi il les rendra à la communauté,

(1) Cet alinéa forme un chapitre distinct dans le manuscrit, où il est placé après l'alinéa suivant.

car ell deu esser armat, qui stá en popa, mas una arma deu esser sua.

Item. Deu hauer la quarta part de vianda de millorament. Et de tota nau que s'rembra, x besants, è de leny v besants.

Item. Deu hauer de tota vela qui s'partesca ab los altres notxers una part è quarta; è pot demanar de refrescament un besant à tota nau è leny.

Notxer es tengut de star en la nau fins que tots aquells de la nau s'en sien anats, è de no partir entro sia à saluament la nau desarmada. E si la nau hauia son cabal, no es tengut lo notxer, si s'en vol anar, pus la maior força s'en anas.

parce que lui qui est à la poupe doit être armé; mais une arme doit lui appartenir.

Item. Il doit avoir le quart de ration de vivres pour gratification. Et de tout navire qui se rachètera (1), il doit avoir dix besants, et de tout autre bâtiment, cinq.

Item. De toute voile qui se divise avec les autres contre-mâtres il doit en avoir une part et un quart. Et il peut demander un besant pour rafraichissement à tout navire et bâtiment.

Le contre-mâitre est obligé de rester dans le navire jusqu'à ce que tous ceux qui le montent en soient sortis, et il ne doit pas partir jusqu'à ce que le navire soit en sûreté et désarmé; et, cela fait, il n'est pas obligé de rester dès que le plus grand nombre en est sorti.

CAP. XXXVI [333].

Dè consols.

Consols deuen iurar en poder del cominal de la nau, è dels notxers è dels armadors, è dels proers, è dels ballesters, è dels homens d'armes, que ells, per algun senyor qui sia en la nau, ni per parent ni per altre hom ells no faran sino à la maior lealtat que fer puguen è conegan, è totavia ab consell d'aquells qu'ells parrá; è que per parentesch, ni per hauer ni per res, no fagen sino la lealtat. E deuen

CHAPITRE XXXVI [333] (2).

Des consuls.

Les consuls (3) doivent jurer entre les mains de l'équipage du navire, des contre-mâtres, des armateurs, des matelots de proue, des arbalétriers et des hommes d'armes, que ni par égard à la dignité d'une personne à bord, ni pour parenté, ni pour autre motif, ils ne manqueront point d'agir avec la plus grande loyauté, ainsi qu'ils pourront faire et qu'ils connoîtront; qu'ils feront toujours les partages avec ledit conseil, et que, par parenté, ni pour argent, ni pour aucune chose, ils ne manqueront point à la loyauté.

(1) Ce recueil de chapitres ne contient rien sur les rachats; mais cette matière est très-développée dans les chapitres CLXXXV et CLXXXVI [230 et 231] du Consulat.

(2) Ce chapitre est le XXIV^e dans la traduction castillane de Capmany. Il est subdivisé, dans le manuscrit, en dix chapitres, dont le premier porte la rubrique *Dels consols*; les autres sont intitulés *Nautxer*, ce qui est évidemment une erreur; d'autres ont des rubriques qui seront indiquées plus bas.

(3) Il n'y a certainement aucune ressemblance entre les consuls dont il s'agit ici et les fonctionnaires qui portent ce nom dans les autres documens que j'ai publiés. Ces consuls ne sont ni des membres d'un tribunal comme ceux dont il est parlé dans le règlement de 1343, ni des agens publics destinés à défendre et protéger leurs concitoyens en pays étranger, tels que les présente le privilège de 1266, ni même des juges temporaires pour la traversée, comme ceux dont il est question dans le règlement de 1258, et dans le chapitre LXXIV [119] du Consulat, dont j'ai parlé, tome II, page 119, note 5. En rapprochant ce qui concerne les consuls dont il s'agit ici, on voit que, d'après le chapitre xxx [327], ils étoient nommés par l'amiral, de concert avec l'équipage; que, d'après le chapitre xv [312] et notre chapitre xxxvi, ils doivent veiller à la fidélité des poids et mesures, et à la bonne qualité du vin et des autres choses débitées dans le navire. Ils pacifioient les différends, mais le capitaine en étoit le juge, suivant le chapitre xxxii [329]. Leurs attributions étoient purement économiques et d'administration intérieure. Je crois devoir, en outre, faire remarquer que, dans les huit premiers chapitres qui, selon moi, ont formé un document distinct, il n'est point parlé de ces consuls, et cela s'explique lorsqu'on voit que, d'après le chapitre xxx [327], la nomination de ces agens étoit purement facultative.

fer leals mesures de vi è de tot có que s'vena en la nau. E deuen hauer un scriuá, è deuen hauer xv besants per consol; è deuen donar al capitá lo terç de les iusticies de la lur part è una part al scriuá.

Item. Deuen hauer la meytat de les iusticies. E deuen hauer de quascuna nau, que prenguen, un tapit.

Item. Deuen hauer de quascuna nau ii besants per hom, có es à entendre per consol, per los contrasts dels homens que partexen.

Item. Es tengut quascun consol que faça lealment; è si ell consent maluestat, deu perdre les sues parts è l'consolatge, è deu esser marcat al front.

Los guardians qui son senescals deuen iurar lealment que donen ayntanta vianda al un com al altre, fora al almirall iii parts, è al capitá è al notxer maior una part è un quarto de part. E no deuen donar al maior mes que al menor, sens paraula del almirall è del capitá è del scriuá.

Deuen hauer los guardians les pells de les besties qui en la nau se mengen de refrescament. E deuen hauer los sachs è les sarries del pá, si la nau guanya.

Item. Deuen hauer de quascun Sarahi iv millaresos è ells deuen los guardar è clauar è desclauar, è si los Sarrahins se remen, deuen ne hauer un besant.

Item. Los guardians deuen hauer les parts, segons que será; è si los Sarrahins fugen, ells ne son tenguts.

Ils doivent maintenir de loyales mesures du vin et de tout ce qui se vendra dans le navire; ils doivent avoir un écrivain, et ils recevront quinze besans chacun; ils doivent donner au capitaine le tiers de la portion qui leur reviendra des amendes, et une part à l'écrivain (1).

Item. Ils doivent avoir la moitié des amendes; ils doivent aussi avoir un tapis de chaque navire qu'on prendra.

Item. Ils doivent avoir de chaque navire capturé deux besans par homme, c'est-à-dire par chaque consul, en considération de ce qu'ils sont chargés de terminer les disputes des hommes.

Item. Chaque consul est obligé d'agir loyalement, et s'il est complice de quelque mauvaise action, il doit perdre ses parts et son emploi, et être marqué au front (2).

Les gardiens (3) qui sont sénéchaux (4) doivent jurer loyalement qu'ils donneront autant de vivres à l'un qu'à l'autre, excepté à l'amiral trois parts, au capitaine et au contre-maitre en chef une part et quart; et ils ne doivent pas donner davantage au plus grand qu'au plus petit, sans le consentement de l'amiral, du capitaine et de l'écrivain.

Les gardiens doivent avoir les peaux des bêtes qui sont mangées pour rafraîchissement dans le navire. Ils doivent avoir les sacs et les paniers à pain, si le navire en gagne (5).

Item. Ils doivent avoir de chaque Sarasin quatre millarès, et ils doivent le garder, l'enchaîner et le déchaîner; et si les Sarasins se rachètent, ils doivent en avoir un besant.

Item. Les gardiens doivent avoir les parts, ainsi qu'il y aura lieu; et si les Sarasins s'enfuient, ils en sont responsables.

(1) Le chapitre xxx [327] contient une disposition semblable. Les cinq derniers mots du texte manquent dans le manuscrit.

(2) On a vu une disposition littéralement semblable dans le chapitre xv [312].

(3) Le manuscrit forme ici six chapitres, dont le premier est intitulé *Des guardians qui son dits seneschals*, et les autres, *des seneschals*. Je crois qu'ici le manuscrit est plus exact que les éditions imprimées. Capmany, quoiqu'il ne connût pas ce manuscrit, a fait une division semblable en plaçant ce paragraphe en tête du chapitre xxv de sa traduction.

(4) Ce passage peut servir à interpréter le mot *senescalchus* des statuts de Gazarie, sur lequel j'ai éprouvé de l'embarras, comme on peut le voir t. IV, page 490, note 3, et prouve que j'ai bien expliqué ce mot, par *distributeur de vivres*.

(5) Le manuscrit de la Bibliothèque royale ajoute : *Item deuen hauer les estores que sien en altra nau è orri de pá*.

CAP. XXXVII [334].

Com se leuen les quintes.

Si algú armará nau ò leny ò galera ò altre vexell, si costará d'armar deu milia sous ò mes ò menys, si los dits vexells guanyaran, del cabal è del guany deuen esser leuades dues quintes, è la una quinta deu esser del almirall è dels notxers, è l'altra deu esser partida entre aquells qui hauran part en lo fust.

Item. Si algú armará, è no guanyará, mas acabalará, de aquel cabal deuen esser leuades dues quintes, è partides axí com d'amunt es dit.

Item. Si algú armará è no guanyará, ne acabalará, de tot çó que portará sia poch ara sia molt, deuen aytanbe esser leuades dues quintes, è partides axí com dit es.

Item. Si algun notxer emprará algú, que li arm la sua notxeria, si aquell la li arma, è será empres entre ell à que ell la li arma à mig seguint è à mig plant, si lo vexell on armará, guanya, lo guany dels diners que armará, deu esser mesclat ab çó, que pertanyerà al notxer de la notxeria ; è esser partit mig per mig. E si lo dit vexell no guanyará, lo dit notxer es tengut de donar à aquell qui armat li haurà, la meytat de la notxeria.

Item. Si li armará à tot plant è à tot seguint, si lo vexell guanyará, lo guany dels diners deu esser tot d'aquell qui arma, è axí lo guany que l'notxer farà en sa notxeria deu esser tot seu. E axí lo armador no es tengut de res al notxer, ni lo notxer al armador, sia que aquell leny guany ò perda, pus axí com desus es dit será fet lo dit armament.

Item. Se leuan axí les quintes, que si

CHAPITRE XXXVII [334] (1).

Comment on prélève les cinquièmes.

Si quelqu'un arme un navire ou petit bâtiment, ou galère, ou autre embarcation qui coûtera à armer dix mille sous, plus ou moins, lorsque lesdits bâtimens auront fait des gains, on prélèvera sur le capital et le gain deux cinquièmes, dont un doit être pour l'amiral et les contre-maîtres, et l'autre doit être distribué entre ceux qui auront part dans le bâtiment.

Item. Si quelqu'un arme et ne gagne pas, mais retire son capital, sur ce capital on doit prélever deux cinquièmes pour être divisés ainsi qu'il est dit ci-dessus.

Item. Si quelqu'un arme, mais ne gagne pas, et même ne retire pas son capital, sur tout ce qui restera, soit peu, soit beaucoup, on doit aussi prélever les deux cinquièmes et les diviser comme il est dit.

Item. Si quelque contre-maître trouve une personne qui lui fournisse de quoi exercer sa profession de contre-maître, à condition d'être à compte à demi, lorsque le bâtiment sur lequel il aura armé fera du gain, le profit produit par l'argent que ce contre-maître aura mis dans l'expédition doit être joint à celui qui lui revient pour sa profession de contre-maître et être divisé par moitié. Et si le bâtiment ne gagne rien, ledit contre-maître est obligé de donner à celui qui l'aura armé la moitié du salaire qu'il aura touché en qualité de contre-maître (2).

Item. Si l'armateur fournit les fonds à ses seuls risques et profits, lorsque le bâtiment gagnera, le profit produit par le capital doit appartenir en entier à celui qui l'aura armé, mais aussi le gain que le contre-maître fera dans son emploi doit être entièrement pour lui : et ainsi l'armateur n'est obligé en rien envers le contre-maître, ni celui-ci envers l'armateur, soit que le bâtiment gagne ou perde, puisque l'armement a été fait de la manière ci-dessus.

Item. On prélève les cinquièmes de

(1) Ce chapitre est le xxxiv^e dans la traduction castillane de Capmany. Il porte, dans le manuscrit, la rubrique, *Com se deven levar los quintes*; mais voir la note suivante.

(2) Cet alinéa forme dans le manuscrit de la Bibliothèque royale un chapitre distinct portant la rubrique: *De armar la nautzeria*.

monta en suma de x milia sous, leuen hom per les quintes IIII milia, è si mes monta, mes, è si deualla à menys leuen hom, segons que sera.

manière que si le fonds à partager monte à la somme de dix mille sous, on doit en prélever pour les cinquièmes quatre mille dans la même proportion, selon qu'il y aura plus ou moins (1).

ORDONNANCE SUR LES ESCADRES DE GUERRE DE 1354 (2).

In civitate Barchinonæ, die quinta januarii, anno a Nativitate Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo quarto, serenissimus ac potentissimus dominus Petrus, Dei gratia, tertius, rex Aragonum, firmavit, laudavit, et approbavit, ac juravit, et decernit in perpetuum observari, capitula et ordinationes qui sequuntur.

CAP. I.

Com deu estar lo capità à la batalla.

Com ara se a costum tro aci (lo qual costum no creu que antiguament se faés) que l'capità ab tota sa companya esta, com batalla es, de peus entorn del estandart, lo qual estandart es posat al terç de la galéa, è açò no sia ben fet, per tal com les batalles de la mar duren molt; è sol de estar tant garnit de peus lo dit capità, ha prou que fer, è no pot menar ne ordenar çó que ha à fer en la galéa, è en la batalla: per la qual cosa par que deia esser

CHAPITRE I^{er}.

Où le général doit se tenir pendant la bataille.

Comme il a été d'usage jusqu'à présent (usage que je ne crois pas ancien) que le général (3) avec toute sa compagnie se tint debout pendant la bataille près de l'étendard, lequel étendard se trouve au milieu de la galère, et comme cela n'est pas bien, vu que les batailles de mer durent longtemps, et que s'il se borne à se tenir debout tout armé, le général en a assez à faire, et ne peut donner les ordres nécessaires, ni commander ce qui doit être exécuté dans la galère et au cours de la bataille: par ces motifs, il paroît plus convenable que le

(1) Les éditions du Consulat de 1494, et autres, dans leur système de considérer le règlement sur les prises comme partie du Consulat, placent, après ce chapitre, la formule de clôture suivante: *Açi acaba lo libro vulgarement appellat de Consolat, en lo qual sont los capitols è leys è bones ordinations que los antichs ordenaren per los fets maritims et mercantivols, è encara en fets de cors ò armada*; mais le manuscrit se borne à écrire ces mots: *Finito libro, sit laus gloria Christo*.

(2) Cette ordonnance, dont j'ai annoncé, page 329, que je donneroie le texte, n'a pas, j'en conviens, un rapport aussi direct avec le droit maritime privé, objet spécial de ma collection, que les chapitres qui précèdent, et que les deux autres ordonnances suivantes. Elle m'a cependant paru mériter d'être recueillie. Composée peu de temps après l'ordonnance de 1340, et par le même rédacteur, Bernard de Cabrera, elle fait connoître de plus en plus l'esprit de la législation relative à la police des gens de mer, à une époque où leur indiscipline étoit portée au plus haut degré, et où cependant les expéditions maritimes acquéroient un grand développement. Elle n'est point inédite; mais l'ouvrage dans lequel Capmany l'a recueillie, intitulé *Ordenanzas de las armadas navales*, publié à Madrid en 1787, est peu connu en France et rare en Espagne. J'ai suivi exactement le texte de cet auteur. On verra par ma traduction française que les dénominations de grades des commandans et les règles de police sont très-différentes de celles qu'on trouve dans le document précédent: à cet égard j'ai pris pour guide la version castillane de Capmany, qui, ayant dû trouver sur les lieux des secours qui me manquent, et étant d'ailleurs un savant très-distingué, devoit m'inspirer une entière confiance. Pour mettre les lecteurs à portée d'apprécier le parti que j'ai pris, je donnerai, page 451, à la suite de cette ordonnance, la version castillane de Capmany.

(3) C'est ainsi qu'à l'exemple de Capmany j'ai cru devoir traduire le mot *capità*, qui, très-évidemment, n'a point, dans notre ordonnance, la même signification que dans le document précédent. Le mot *amiral*, plus conforme aux dénominations actuelles, n'auroit pu convenir, puisqu'on verra, dans les chapitres XI et XII, que, dans l'escadre, il y avoit un *amiral* subordonné au *capità*. Cette dernière dénomination répond, ce me semble, à ce que, longtemps encore après 1340, on appeloit le général des galères, dont il est souvent question dans les ordonnances de Louis XIV. On a vu, dans l'ordonnance de 1330, que le chef suprême de l'armement fait par la ville de Barcelone s'appeloit *capitaneus*.

millor que la on l'estandart es, se posen per lo comit dues taules bones, una deça altra della, en que se puxen ben estar aqueills qui garden l'estandart, en lo qual loch estia la companya del capitá : è que l's sien dats pavesos per la cort, de que la companya se puxe ben cobrir entorn lo dit estandart; è que l'capità segua à la popa, è estiali de cascuna part un conseller, aqueills que ell volrà triar, ab los quals sobtosament se puxe aconsellar de ço que viares li será.

E aquests dos consellers deien guardar que l'timoner vaia è fira, è anar haia, en aquella part on lo capitá manará. E entorn del capitá estien enpavesats qui l'cobren : è encara que à la sua popa estien galees sotils, lenys, è barques que haver porà, les quals tramete la on viares li sia per tota la batalla, è ell que s'prena guarda de tot, è enviu missatges è ajuda la on necesari será.

Pero si dins la sua galèa nengú entra-va, lavors deu s'en anar al estandart, per deffendre aquell, ò morir prop ell. E per aquesta rahó sien dats à la galea del dit capitá, mes avant que à les altres galees, xx pavesos grans per fer les coses desus dites.

CAP. II.

De ço que l's vis-almiraylls deuen fer.

Primerament : que tots temps que l'capità sia justat ab estol, que los vis-almiraylls venguen à ell requerir lo que l's do ordinaçió, axí de navegar, com de batalla si cas se venia; è cascun faça viassosament que aquelles ordinations haien, è que les donen als comits de les lurs

comite (1) établisse au lieu où est l'étendard, et de chaque côté, deux bons échafaudages où se puissent tenir ceux qui gardent l'étendard, au lieu où se trouvera la compagnie du général, et qu'il soit donné, par ordre du roi, des pavois qui puissent garantir la compagnie près de l'étendard; et que le général soit assis à la poupe, ayant de chaque côté un des deux conseillers qu'il voudra choisir, avec lesquels il délibérera, sans perdre de temps, sur ce qui sera utile.

Ces deux conseillers auront soin que le gouvernail donne et se dirige, ainsi que le général l'aura commandé. Autour du général se tiendront des hommes armés de pavois pour le couvrir : il y aura de même à la poupe des petites galères, des chaloupes et des barques autant qu'on pourra en trouver, que le général enverra partout où besoin sera pendant la bataille; car il doit avoir soin de tout, et envoyer des messagers et du secours partout où cela pourra être utile.

Mais si sa galère est envahie, il doit alors se retirer auprès de l'étendard pour le défendre ou y mourir. Par ce motif, il est donné à la galère que monte le général, en sus de ce que reçoivent les autres, vingt grands pavois pour l'usage susdit.

CHAPITRE II.

De ce que doivent faire les vice-amiraux.

Premièrement, chaque fois que le général se trouvera à l'escadre, les vice-amiraux (2) iront lui demander ses ordres, tant pour naviguer que pour la bataille, si le cas se présente. Chacun d'eux exécutera le plus promptement possible ce qui lui aura été ordonné.

Ils transmettront les ordres aux comites

(1) Voir la note 1 de la page 435 ci-après.

(2) Ces officiers, nommés également par le roi, étoient sous les ordres du général (*capità*) ou de l'amiral lorsqu'il n'y avoit point de général. Il n'en est point question dans les chapitres sur les armemens en course, et cela se conçoit. Ces chapitres sont relatifs aux expéditions des particuliers, dans lesquelles l'amiral, chef d'un ou peut-être quelquefois de plusieurs navires, et nommé par les intéressés, avoit sous ses ordres le capitaine de chaque navire, appelé *capità* dans ces chapitres, et que notre ordonnance appelle simplement *patró*, comme on le verra au chapitre suivant.

galees, manant à aquells que les seguesquen ; car algunes vegades per negligencia dels comits no s' fa. E si son trobats en falta, per levar la culpa à si mateix, aquells amenen devant lo dit capitá qui l's ponescha segons son albitre.

CAP. III.

De çó que l's patrons deuen fer.

Les patrons de les galees deuen l'exar lo marinatge è lo navegar de les galees à lurs comits, è lo regiment d'aquellas; bé es ver, que si veen alguna cosa en que lo comit faça errada, que no sia profit de la galéa, que li ù deuen dir.

Mas lo patró de :i mateix deu fer açó. Primerament : deu fer regonexer los ballesters qui son en les galees, si han bones ballestes, è bones cordes, è bons viratons, è altres bones armes : è encara deu aquells asmestrar, si venen en batalla, que no tiren tretes vanes, ne com deuen estar. Encara los dits patrons deuen dir al comit è al timoner en quin loch vol que firen com batalla es.

Encara deuen fer los dits patrons, que com les galees fan teraçanies, que deuen exir defora ab un panó que li porten devant, è deuen tenir las gents de les sues galees capdellades è ordonades è en bon regiment : que al tornar faça recollir la sua companya bé al mils que porá. En aquest cas que axí s' faça, par que l' dit patró deia hauer de tot çó que la sua companya guanyará en terra la quarta part, per lo treball que d'açó haurá. Empero si lo patró vol, ne fa exir lo comit à la

de leurs galères, en leur enjoignant de les suivre; car quelquefois ils ne sont pas exécutés par la négligence des comites. Et si ces derniers sont trouvés en faute, les vice-amiraux, pour se disculper eux-mêmes, les traduiront devant le général, qui les punira arbitrairement.

CHAPITRE III.

De ce que les capitaines doivent faire.

Les capitaines des galères (1) doivent abandonner le pilotage, la navigation et la direction des galères à leurs comites : toutefois, s'ils s'aperçoivent de quelque erreur du comite ou de quelque chose contraire à l'utilité de la galère, ils l'en avertiront.

Mais le capitaine doit faire en personne ce qui suit. Premièrement: il doit visiter les arbalétriers qui sont dans les galères, et examiner s'ils ont de bonnes arbalètes, de bonnes cordes, de bons dards, et si les autres armes sont en bon état; encore, il doit les instruire pour qu'ils ne tirent pas de coups inutiles si l'on vient à donner bataille, et leur montrer comment ils doivent se placer. Lesdits capitaines doivent également, lorsqu'un combat est près de se livrer, indiquer au comite et au timonier vers quel point il veut qu'ils se dirigent.

Il est encore du devoir desdits capitaines, lorsque les galères effectuent des débarquemens, de descendre à terre, précédés d'une bannière, et de tenir la troupe de leur galère réunie en bon ordre et en bonne tenue : au retour, ils feront réunir leurs gens le mieux qu'ils pourront. Si un capitaine agit ainsi, il est équitable qu'il ait le quart de tout ce que sa troupe prendra étant à terre, à cause de la peine qu'il se sera donnée. Mais si le capitaine veut, il peut faire aller audit débarquement le comite, auquel il abandonnera alors ce quart (2); et le comite, quand la troupe sera rentrée, doit représenter les

(1) C'est ainsi qu'en prenant encore Capmany pour guide j'ai traduit *patrons de les galees*, qu'on lit dans le texte. Ce chapitre a beaucoup de rapports avec le chapitre xxxii [330] sur les armemens en course. L'un et l'autre font connoître que le capitaine n'étoit point un homme de mer. Il doit, dit notre chapitre, *abandonner le pilotage, la manœuvre et la direction de la galère au comite*; il n'a qu'un droit de direction et de surveillance supérieure; et en général ses fonctions sont militaires. Dans les armemens privés, il avoit aussi un grand nombre d'attributions économiques, de police et d'administration, que probablement il exerçoit sur les galères royales. Sanuto, qui, dans son ouvrage intitulé *Secreta fidelium crucis*, lib. II, part. IV, cap. xix, entre dans beaucoup de détails sur les différens chefs des navires armés, ne parle que des amiraux et des comites, et ne nomme point le capitaine.

(2) Voir la note 1 de la page 436 ci-après.

dita teraçania, per que li deia dar la quarta part; lo comit, pero, com la companya se reculla, regonegue les armes que n'auran tretes, si donchs rahó no y hauia que no les hi deguessen hauer tornades.

E encara lo dit patró è comit garden que no sia tocada ne barrejada la roba à la companya de la mar que guanyada hauran pus avant de çó que es dit.

E encara que en batalla de la mar lo dit patró deu estar à la popa de la galéa, si donchs no veyà que à alguns lochs de la dita galéa fos necessari : è en aquell cas, que y acorregues.

CAP. IV.

Del elegir los comits, è de çó que deuen fer.

Per çó, com gran res del bé de la galéa ò del mal esta en lo comit, lo qual dia è nit se deu vetlar è mirar en la sua galéa è en la xurma d'aquella, com la sua honor è el seu bé, si bon hom es, esta en allo; es necessaria cosa que en les armades sia provehit de bons comits; è per çó, com en puxevol de molts, è encara prechs de notables persones, noen molt à açó, car per aquells avegades n'y ha à metre alguns qui no son sufficients, è qu'en trobaria hom de melors : per aquesta rahó sia ordinació, que null hom qui prech per ell, que sia comit, ne encara que nengú qui u prech, no u puxe esser. E per çó sien anadides x lliures à cascun comit à lur salari, oltra aquell que vuy prenen, per tal que melors persones è pus sufficients hi sien atrobades.

(1) On a vu, page 181 ci-dessus, que le *comite*, en italien *comito* et même *ghometo*, comme dans le statut d'Ancône, étoit chef d'une galère destinée à la course. C'est ainsi encore qu'on le désigne dans le paragraphe 4 de la rubrique xxvii du livre IX de la coutume de Valence de 1240, et surtout dans les chapitres sur les armemens en course. En lisant ces documens, on peut croire que le comite avoit principalement autorité sur la chiourme et la direction des manœuvres du navire; que le capitaine, appelé dans notre ordonnance *patró*, avoit l'autorité sur les hommes d'armes et étoit supérieur au comite. C'est ce que nous lisons encore expressément ici. On verra, dans le chapitre ix, que le capitaine, quoique chef spécial des hommes d'armes, pouvoit déléguer au comite le soin de faire et de commander une descente armée sur terre.

(2) On sent bien qu'il ne s'agit ici que des galères employées au service du roi.

armes qu'on aura tirées de la galère, à moins qu'il n'y ait de justes motifs pour ne pas les rapporter.

Lesdits capitaines et comites auront encore soin qu'il soit fait distribution à la troupe du butin qu'elle aura fait, à la déduction du quart dont il a été parlé.

Enfin, pendant le combat, ledit capitaine doit se tenir à la poupe de la galère, à moins que sa présence ne soit nécessaire sur d'autres points du bâtiment, auquel cas il doit y accourir.

CHAPITRE IV.

Du choix des comites et de ce qu'ils doivent faire.

Le salut et la perte d'une galère dépendant surtout du comite (1), qui, nuit et jour, doit en avoir soin et surveiller l'équipage, ainsi qu'y sont engagés son honneur et son intérêt, s'il est homme de bien, il est très-nécessaire qu'on ait de bons comites dans les flottes. Mais comme, par l'effet de nombreuses sollicitations et même des prières de gens notables, il a souvent été commis beaucoup de fautes à ce sujet (car souvent on admet des hommes qui ne sont pas capables, quand on pourroit en trouver de meilleurs) : par ce motif, il est ordonné que nul ne pourra être comite s'il a sollicité cet emploi ou si on l'a sollicité pour lui (2).

Eu égard à cette mesure on ajoutera dix livres au salaire que les comites reçoivent aujourd'hui, afin que l'on trouve pour ces places des sujets meilleurs et plus capables.

E encara los dits comits haïen la quarta part de tot çó que la xurma guanyará en la mar, de la qual part dó la quarta part al patró, si es en la galéa com lo guany se fará.

E encara haïen los dits comits, de çó que guanyaran en la terra, s'y son, la part que es mesa en lo capitol ó ordinació dels patrons; pero no l's gosen tocar à altra cosa del lur; ans si nengú los ho tocas, aquells los ne defenen, è l's ne mantenguen.

CAP. V.

Contra los comits qui perdran galées per mal regiment lur.

Item. Que tot comit qui perdrá la sua galéa, si per temporal no u fa, çó es, per enemichs; que si no era mort ò prés en la presó de la dita galéa, que aquest sia penjat è roçegat sens tota mercé.

Si empero galees de enemichs la fahien ferir en terra, que altre no pogués fer, è que les galees fossen mes avant de dues, en aquest cas fos quitte de la dita pena. Si empero eren galees que haguessen almirayll, capità, ó visalmirayll, ó encara lochtinens d'aquells, que facen çó que aquell fará.

CAP. VI.

Contra los comits qui no ferran ab la lur galea à la batalla.

Item. Que tot comit que no firá ab la galéa en la batalla on será ab lo capitá del

Les comites auront encore le quart de tout ce que l'équipage prendra en mer (1), de laquelle part ils donneront le quart au capitaine s'il se trouve dans la galère au moment où la prise sera faite.

Lesdits comites auront encore, de ce qu'on prendra à terre, s'ils s'y trouvent, la part mentionnée au chapitre ou ordonnance des capitaines (2); mais ils ne doivent pas toucher à autre chose de ce qui doit revenir à ces derniers, et si quelqu'un veut le faire, ceux-ci doivent défendre et soutenir leurs intérêts.

CHAPITRE V.

Contre les comites qui perdront les galères par leur mauvaise gouverne.

Item. Tout comite qui perdra sa galère, si ce n'est par une tempête ou par le fait d'ennemis, ou s'il n'est tué ou fait prisonnier à la prise de ladite galère, sera pendu et écartelé sans aucune grâce (3).

Mais si les galères ennemies le forcent de s'échouer à terre, parce qu'il ne peut faire autrement et que ces galères soient plus de deux, il ne sera pas passible de ladite peine. Si toutefois il y a, dans le lieu, des galères qui aient à bord l'amiral, le général, un vice-amiral ou leur lieutenant, le comite se dirigera d'après leur exemple.

CHAPITRE VI.

Contre les comites qui ne donnent pas avec leurs galères à la bataille.

Item. Tout comite qui ne donne pas avec sa galère dans une bataille où se trouve le

(1) Ce passage constate très-bien la distinction entre le capitaine et le comite. Celui-ci est principalement un homme de mer; et si, dans un combat naval, le navire fait une capture, le comite en a le quart: le capitaine étant un chef militaire, si on fait du butin sur terre, il en a le quart. Mais les attributions sont moins tranchées dans les chapitres sur les armemens en course.

(2) Le chapitre auquel on renvoie est le précédent, qui effectivement attribue le quart au capitaine, et qui autorise ce dernier à charger le comite d'aller à sa place faire une descente.

(3) Le chapitre IV, sur les armemens en course, le condamnoit à être empalé. L'adoucissement que les lois pénales ont reçu dans notre siècle peut porter sans doute à se récrier contre cette excessive sévérité. Cependant nos lois modernes prononcent encore la peine capitale contre le crime dont il s'agit; il n'y a de changé que le mode du supplice.

senyor rey, ò ab almirayll, ò visalmirayll, ò lochtinent d'aquells, en cas que l'sdessus dits firen, que sia penjat è roçegat sens tota mercé. Car aquest fa gran falsia : primerament al capitá, que veu en gran perill ; è encara fa falsia à aquells de la sua galéa, qui no poden complir çó que deurién envés qui dat los es per cap.

E en aço no haia nenguna excusa, si donchs no provave que l'patró li u hagues manat. E en aquell cas, lo patró estigues en aquella pena que lo comit deuriá estar, si donchs no ú fahia per ordinació del capitá.

CAP. VII.

De çó que l's comits han à fer per lur offici.

Item. Que negun comit no gos vendre vin ne tenir tauler, car no s'pertany à nenguna bona persona, ans per son offici deu fer çó que s'segueix. Primerament, que no do leher que negun galióth ne altre acordat juich en la sua galéa armes, ne vestidures, ne viandes, ne barrils, ne les met à penyora un à altre ; è si u fan, que l's ponescha ab pena que no sia de diners. E que aquell qui haurá prestat en la roba, ne la tendrá penyora, ò l'aurá guanyada, haia à tornar aquella sens que res no li n'sia satisfet, ans perda çó que y haurá prestat ò guanyat : è aquell qui la roba haurá jugada, correga la cossia ab açots.

E encara lo dit comit, per çó com se deu molt mirar en la sua galéa, è encara en la companya d'aquella, si veu que algun hom haia en la sua galéa, qui sia galióth, que çó qui li deu bastar à quatre mesos, se menjuch en dos ; deu los ho

général du seigneur roi, ou l'amiral (1), ou un vice-amiral, ou leur lieutenant, au cas où ceux-ci donneront, sera pendu et écartelé sans aucune grâce ; car il commet une grande trahison, d'abord à l'égard du général qui se trouve dans un grand danger, et ensuite à l'égard des hommes de sa galère, qui ne peuvent remplir leurs devoirs envers leur chef.

Et à ce sujet aucune excuse ne sera admise, à moins que ce comite ne prouve que le capitaine lui a commandé d'agir ainsi ; et, dans ce cas, le capitaine subira la peine encourue par le comite, à moins d'ordres particuliers du général (2).

CHAPITRE VII.

De ce que les comites doivent faire à raison de leur charge.

Item. Aucun comite ne pourra vendre du vin ou tenir table de jeu ; car cela ne convient pas à un homme de bien. Mais, en vertu de sa charge, il doit faire ce qui suit : Premièrement, il ne doit permettre à aucun homme d'équipage ou autre enrôlé de jouer dans sa galère ses armes, habits, vivres, boissons, ou de les engager à un autre ; et s'ils le font, il leur infligera une peine qui ne sera pas simplement pécuniaire. Celui qui aura prêté sur les choses de ces sortes, et les tiendra en gage, ou qui les aura gagnées, doit les rendre sans être remboursé de rien ; il perdra au contraire ce qu'il aura gagné ou prêté, et celui qui aura joué ses effets passera par les verges.

De plus, ledit comite devant veiller à sa galère et à son équipage, s'il voit qu'il y a quelqu'un des enrôlés qui dissipe en deux mois ce qui doit lui suffire pour quatre, il lui dira d'une manière convenable, et lui fera comprendre quels risques il court en consommant ainsi sa paye, puisqu'il ne reste-

(1) Il ne faut pas confondre l'amiral dont il s'agit ici avec ceux dont il est parlé dans les chapitres sur les armemens en course. Cet amiral est un chef nommé par le roi, qui avoit le commandement de l'expédition lorsque le général, appelé *capitá* dans notre ordonnance, n'étoit pas sur la flotte. Les amiraux dont parlent les chapitres sur les armemens en course étoient des chefs choisis par les particuliers qui armoient des navires pour leur propre compte, ce qu'on appelle *corsaires*.

(2) Telles sont enc. re de nos jours les règles de la discipline militaire.

dir ab bona manera, è deu los ho dar à entendre, que faran après que allo hauran menjat, è hauran mes à servir la galéa.

Encara : si veu que sien massa jugadors, deu los ne reprendre ab bona manera; è encara, que si son embriachs, no l's ho deu riure, ans semblanment los ne deu rependre : car, jatsia que ell no l's ho vet les dessus dites coses, pero si l's ne repren moltes vegades, se estaran de no fer per vergonya d'ell. E si açó no fá lo dit comit, sie ponit à albitre del capitá, almirayll, ò visalmirayll, ò de lur lochtinent.

CAP. VIII.

Contra los comits qui s'embriagaran.

Item. Que tot comit qui s'embriagará estia à ponició del capitá.

CAP. IX.

Que l's comites no firen les gents ab lances ne ab darts.

Item. Que negun comit no firá ab lança ne ab dart null hom de la sua galéa; car melor ferir es ab una correia, ò ab basta, ò ab verga, è no destroueix hom la gent, ne afolla hom les armes. E si ho fa, que pach les armes en doble.

CAP. X.

En qual manera los comits deuen tenir asguart que les companyes no l's fugen.

Item. Que los comits deuen esser diligents è curosos de tenir lur galéa endressada, è armada, è enanda, perque deuen

roit rien, dans le cas où il auroit à servir plus longtemps dans la galère.

Encore, s'il y en a qui soient gros joueurs⁽¹⁾, il les avertira d'une manière convenable; de même s'il y a des ivrognes, il ne doit pas se borner à en rire, mais il les avertira également; car bien qu'il ne leur défende pas les choses susdites, s'il les avertit souvent ils finiront par s'en abstenir.

Et si le comite ne fait pas cela, il sera puni arbitrairement par le général, amiral, vice-amiral, ou leur lieutenant.

CHAPITRE VIII.

Contre les comites qui s'enivrent.

Item. Tout comite qui s'enivrera sera puni par le général.

CHAPITRE IX.

Que les comites ne doivent pas frapper les gens avec des lances ou des dards.

Item. Les comites ne doivent point frapper les gens de leur galère avec des lances ou des dards; car il vaut mieux les corriger avec une courroie, ou un bâton, ou une verge (2), et ainsi on ne met pas les hommes hors de service et on n'endommage pas les armes. S'il agit autrement, il payera deux fois le prix des armes.

CHAPITRE X.

Quelles précautions les comites doivent prendre contre la désertion de leurs gens.

Item. Les comites doivent mettre tous leurs soins à ce que leur galère soit bien en ordre, armée et courante; ils doivent tra-

(1) Ces mesures sont sans doute à la fois politiques et morales; mais enfin on voit ici une tolérance du jeu dans une certaine mesure; les chapitres XIX et XXX ci-après, pages 443 et 448, contiennent des prohibitions plus expresses.

(2) La rubrique LXXXI du statut d'Ancône contient une semblable disposition; elle permet de frapper avec un bâton ou une courroie, sans effusion de sang.

esser molt recelosos que la companya no l's fuge; per çó, que com la companya hi fall, lo senyor rey ha perdut çó que la companya li costa; è encara lo dit comit, qui no pot fer sa honor ne son profit ab la dicta galéa. Per la qual cosa como la galéa aygua, ò lenya, ò sorra, ò farà per qualque rahó teraçania, es necessari que ab gran cura è ab gran diligencia faça ell en persona tal guarda ab aquells que viarés li será, que null hom no li puxa fugir.

E encara : com per rafrescament, ò per altra manera, haurá à trametre null hom en terra, que esguard que no y jaquescha exir null hom qui sia sospitos, è si ho fá,acompanyeli tals, qui l'tenguen be approp.

Et si lo comit es en açó negligent, ò y dona mal recapte, es rahó qu'en sia ponit, è que vengua davant lo capitá, lo qual li dó ponició segons son albitre.

vailler à ce que la troupe ne déserte pas; car si les gens de l'équipage s'en vont, le roi perd ce qu'ils lui coûtent; en outre ledit comite ne peut gagner ni honneur ni argent avec sa galère.

Par ces motifs, si la galère a besoin de s'approvisionner d'eau, de bois, de lest, ou de toucher la terre pour toute autre cause, il est nécessaire que le comite en personne, accompagné de telles gens qu'il jugera utiles, fasse avec grand soin et grande diligence la garde, pour que personne ne s'enfuie.

Encore, si pour se rafraîchir ou pour un autre motif il est obligé d'envoyer quelqu'un à terre, il prendra garde de ne laisser sortir personne de suspect, et si cela a lieu, il le fera accompagner par des hommes sûrs.

Si le comite est négligent en cela ou s'il n'y fait pas bien attention, il est convenable qu'il soit traduit devant le général, qui le punira arbitrairement.

CAP. XI.

Que l's comits no gosén jaure fora la galéa après que haie salutad.

Item. Que negun comit, pus que la sua galéa haia salutad, no gos jaure en negun loch, per segur que fos, fora la dita galea, sens licencia del capitá, ò dels visalmiraylls, sots pena de la terça part de son salari.

CHAPITRE XI.

Que les comites ne peuvent coucher hors de la galère après l'avoir saluée.

Item. Aucun comite, après avoir salué sa galère, ne doit coucher en aucun lieu, quelque sûr qu'il soit, hors ladite galère, sans la permission du général ou des vice-amiraux, sous peine de perdre le tiers de ses gages.

CAP. XII.

Contra aquells qui seran desobedients, ò diran injuríes als comits.

Item. Que si algun no es obedient à son comit, ò li diu alguna vilania, lo dit comit haia poder de pendre aquell è de menarlo devant lo capitá, ò almirayll, ò visalmirayll, ab mans ligades, qui aquell

CHAPITRE XII.

Contre ceux qui seront désobéissans ou qui diront des injures aux comites.

Item. Si quelqu'un n'obéit pas à son comite ou lui dit quelque mot grossier, celui-ci pourra le faire arrêter et conduire les mains liées devant le général, ou amiral, ou vice-amiral, qui le punira arbitrairement, après avoir vérifié le fait de l'injure; et tous et

ponescha segons son albitre, regonexent la injuria que dita li haurá, è que tots è sengles de la dita galéa li ayden à la dita presó, si mester hi será.

CAP. XIII.

De avolotament contra els comits.

Item. Tot hom de la galéa qui avolotarà son comit de paraula, que perda la lengua sens tota mercé; è si de fet l'avolota, qui sia penjat en l'antena sens tota mercé.

CAP. XIV.

Contra aquells qui s'partiran del estol sens licencia.

Item. Es feta ordinació, que si alguna galéa, ultra voluntat de son comit ò de son patró, s'entorna, ne força aquells de anar en algun loch, que tots aquells deien esser penjats sens tota mercé : per tal, com pus à ells son comanats, per que ells se deien regir, es manera de rebellió, per que no es cosa que s'deia soferre. E encara que negun oficial del senyor rey no haie poder de perdonar, ne de guiar à aquells, ne encara de pendre diners.

CAP. XV.

Contra els patrons è l's comits qui s'partiran del estol sens licencia.

Item. Si son galées, qui haien capitá, ò almirayll, ò lochtinent lur, è alguna d'aquelles s'entorna sens licencia de aquells à qui son comanades, que lo patro è lo comit deien morir sens tota mercé, si donchs no provaven que la xurma los hagués d'acó forçats. En quell cas tota la xurma moris, çó es, que fossen penjats sens tota mercé.

chacun des hommes de ladite galère doivent, s'il y a lieu, l'aider pour arrêter le délinquant.

CHAPITRE XIII.

Des insultes contre les comites.

Item. Tout homme de la galère qui insultera son comite perdra la langue sans aucune grâce, et s'il commet à son égard une voie de fait, il sera pendu à l'antenne, sans aucune grâce (1).

CHAPITRE XIV.

De ceux qui quitteront la flotte sans permission.

Item. Il est ordonné que si l'équipage d'une galère, contre la volonté de son comite ou de son capitaine, s'en va ou force ceux-ci d'aller en quelque lieu, tous les coupables seront pendus sans aucune grâce ; car étant obligés de se laisser diriger, c'est une espèce de rébellion qu'on ne doit pas souffrir.

Encore, aucun officier du seigneur roi n'aura le droit de leur pardonner, de leur donner des sauf-conduits, ni de les tenir quittes pour de l'argent.

CHAPITRE XV.

Contre les capitaines et les comites qui quitteront la flotte sans permission.

Item. Si des galères se trouvant sous les ordres du général, de l'amiral ou de leur lieutenant, une d'elles s'en va sans l'autorisation de celui qui commande, le capitaine et le comite doivent être punis de mort sans aucune grâce, à moins qu'ils ne prouvent que l'équipage les y a forcés (2). Dans ce cas, l'équipage sera puni de mort ; c'est-à-dire que tous les hommes seront pendus sans grâce.

(1) La même règle se trouve déjà dans les chapitres V et XI de l'ordonnance de 1340.

(2) On trouve une disposition analogue dans le chapitre CXCIII (238) du Consulat.

Empero açó se enten , en cas que temps no l's departis per força, è en aquest cas fossen tots escusats; axí pero que no desarmassen , ans en totes maneres fessen lur poder de anar là on lo capitá fos, ò en loch on lo capitá los hagues assignat. E si no u fahian , que fossen cayguts en la dita pena lo dit patró è comit.

E si no s' fahia en colpa dells , mas en colpa de la xurma que no u volgues fer, que la dita xurma fos cayguda en aquella pena. E en cas que la xurma no y contrastas , mas que y hagues algú que y vengues contra , que aquell caygues en la dita pena.

Açó es fá , com de fet ha hom vist que grans damnatges è desonors se son seguides per aquesta desobediencia.

CAP. XVI.

Contra los que cridan avolotadament la pagua, ò loch per anar à desarmar.

Item. Si alguna galéa crida pagua , ò crida algun loch on vulla desarmar, los comits de la galéa sien tenguts , que aquells qui cridaran prenguen encontinent , è aquells denuncièn è amenen al capitá , qui à aquells faça tolre la lengua; car açó es manera de avolot , è qui requer gran castich. E si lo comit açó no fa , è u calla , sia prés è tret dal ofici , è encara que sia feta ponició segons albitre del dit capitá; è no res menys sien ponits à perdre la lengua aquells qui aytal avolot hauran mogut.

E açó s' fá per tal com molts damnatges s'en son seguits en moltes armades per semblants avolots. Pero açó s'enten entro que haien licencia del dit capitá que vaien desarmar en lo dit loch. Pero si volen res al capitá , que tres ò quatre puxen venir devant ell per demanar è soplicarli que l's pach , ò l's do vianda , ò çó que haien mester , si venir hi volen. E si

v.

Mais il est entendu que la force du temps est une excuse, pourvu toutefois qu'ils ne désarment pas, et qu'ils fassent tout ce qu'ils pourront à l'effet d'aller au lieu où se trouve le général, ou au lieu que le général leur aura assigné. S'ils ne le font pas, le capitaine et le comite auront encouru ladite peine.

Et si ce n'est pas leur faute, mais celle de l'équipage, les gens subiront la même peine.

Dans le cas où tout l'équipage ne s'oppose- roit pas, mais où la résistance viendrait d'un seul homme, ce dernier encourra la peine sus- dite.

Cela est établi parce qu'on a reconnu que cette désobéissance a produit de grands dom- mages et un grand déshonneur.

CHAPITRE XVI.

Contre ceux qui par des cris séditieux de- mandent leur paye , ou d'aller désarmer au port.

Item. Si un équipage demande séditieuse- ment sa paye , ou d'aborder à un lieu où il veut désarmer, les comites de la galère sont tenus d'arrêter incontinent ceux qui crient, de les dénoncer et de les traduire devant le général, qui leur fera couper la langue; car c'est une action coupable et qui exige une punition sévère.

Si le comite n'agit pas ainsi ou se tait, il sera arrêté, chassé de son emploi et encore puni à la discrétion dudit général; et les mo- teurs de cette sédition n'en seront pas moins condamnés à avoir la langue coupée.

Et cela doit avoir lieu parce que des dom- mages considérables ont été causés dans plu- sieurs flottes par ces séditions. Mais cela s'en- tend du cas où l'équipage n'auroit pas été autorisé par le général à aborder dans un lieu. Ainsi, lorsque les hommes auront quel- que chose à demander au général, trois ou quatre pourront, s'ils le veulent, se rendre devant lui pour le prier et le supplier de les payer, ou de leur donner des vivres ou ce qui leur manque. Et si le comite a tort en cela, il

56

lo comit en açó ha tort, que estie en aquella pena sobre açó. Abans que la ponició se faça dels avolotadors, sien interrogats per qui ho fan, car pot y esser consent lo comit.

CAP. XVII.

De conexer les galees del capitá è dels visalmiraylls.

Item. Que tots temps que estoí sia de quaranta galéa en sus, que la galéa del capitá port un estendart no tan gran com lo maior, lo qual estia en lo tendal sobre el tabernacle, per tal que hom conegue la sua galéa. E los visalmiraylls tenguen sobre lo tabernacle de les lurs galees una bandera reyal, per tal que hom conegue les lurs galees.

CAP. XVIII.

Que negun acordat no perda peu ni puny.

Item. Que sia feta ordinació, que null acordat de alguna galéa per neguna colpa no perda puny, ne peu, per có com despuys aquel hom no es à res bo, perque li valdria mes la mort que la vida; mas sia ponit en correr vila ò cossia ab açots, ò en perdre lengua, orelles, ò en esser penjat, segons que la colpa será.

CAP. XIX.

Que l's notxers è prohers puxen vendre vin sots certa forma.

Item. Sia ordenat que l's notxers è los prohers puxen vendre vin en galéa; pero que no y puxen guanyar de v sols per lliura à avant. E si u fan, que perden lo vin que venut hauran è mes avant à la

sera passible de la peine prescrite (1). Avant que la punition des mutins ait lieu, ils seront interrogés pour qu'on sache sur l'instigation de qui ils ont agi ainsi; car le comite peut être leur complice.

CHAPITRE XVII.

Comment on reconnoît les galères du général et des vice-amiraux.

Item. Chaque fois que la flotte est de quarante galères ou plus, la galère du général portera un étendard moins grand que le grand étendard, lequel sera placé sur le pavillon au-dessus du gaillard, afin qu'on puisse reconnoître sa galère; et les vice-amiraux placeront au-dessus du gaillard de leurs galères une bannière royale, afin qu'on les reconnoisse.

CHAPITRE XVIII.

Qu'aucun homme engagé ne puisse perdre le poing ou le pied.

Item. Il est ordonné qu'aucun homme engagé dans une galère ne pourra perdre pour aucune faute le poing ou le pied (2), parce qu'ensuite cet homme n'est plus bon à rien et que la mort lui vaut mieux que la vie; mais il sera condamné à passer par les verges, ou à perdre la langue ou les oreilles, ou à être pendu, selon la gravité de sa faute.

CHAPITRE XIX.

Les nochers et hommes de proue pourront vendre du vin sous certaines conditions.

Item. Il est ordonné que les contre-mâtres et les hommes de proue pourront vendre du vin dans la galère, mais à condition de ne pas gagner plus de cinq sous par livre; s'ils y contreviennent, ils perdront le vin qu'ils auront vendu, et moitié en sus, dont moitié au profit

(1) Un cas semblable est prévu par le chapitre cxciii [238] du Consulat.

(2) En comparant cette disposition avec les chapitres sur les armemens en course, on est porté à croire que notre ordonnance est postérieure, puisqu'elle interdit des peines qui y étoient énoncées; voir la note 1^{re} de la page 400 ci-dessus.

dobla, è que la meytat sia del comit, è l'altra meytat sia d'aquell à qui lo vin hauran venut. E açó sia tengut lo comit de tenir que n'guart la companya que comandada li es, è que faça que axí s'segueixca. E en cas que s'trobas que y faes frau, ne y hagues part, que perdes lo ofici, è encara lo salari que reebut hauria per aquell.

Pero lo notxer, ne proher, ne altre acordat de galéa, no puxen tenir tauler en la dita galéa, ne encara en terra, ne levar ò daus, ne à taules, è destachs, car occasió es de damnatge de la xurma de la dita companya; ans haian pena per cascuna vegada que guanyat hi hauran, de pagar lo guany ab la dobla d'aquell, è que l'dit tauler sia trencat.

CAP. XX.

Contra aquells qui acordadament fugen à les armades.

Item. Es ordenat que tot hom qui acordadament fuge à la armada pus que haia presa pagua, que sia penjat sens tota mercé : è negun oficial del princep no li puxe perdonar, ne l'puxe guiar, ne n'puxe pendre diners : è si u fa, que no valla.

E encara, que placia al princep, que si ell perdonava ò guiava aytals homens, que no y fos decebut, que no sia tengut ne observat, si donchs abans no era informat del almirayll, capitá, ò visalmirayll, ò de lur lochtinent, que volgues que açó s'fes de certa sciencia : la qual cosa li placia de no fer, si vol honor de les sues armades, ne conservació d'aquelles.

(1) Les chapitres xv et xxxvi sur les armemens en course prévoyent aussi les franchises dans le débit du vin ; mais c'étoit aux capitaines et aux consuls qu'ils attribuoient la surveillance.

(2) J'ai cru devoir traduire ainsi le mot *acordat*, que Capmany rend par *alistado*, parce qu'on voit que ces *acordats* sont mis en opposition avec les hommes de la chiourma.

(3) Voir la note 1^{re} de la page 438, ci-dessus.

(4) Le paragraphe 5 de la rubrique xxvii du livre IX de la coutume de Valence se bornoit à prononcer une peine pécuniaire. Mais l'ordonnance de 1340, chapitre 11, avoit prononcé, même dans la marine marchande, la peine de la potence, comme dans notre chapitre.

(5) Cette disposition paroît extraordinaire dans un acte émané du roi ; elle étoit évidemment dans le projet rédigé par Cabrera, et on l'a conservée par mégarde.

du comite et l'autre moitié au profit de celui à qui le vin aura été vendu (1).

Et le comite est tenu de veiller attentivement sur l'équipage qui est confié à ses soins, et de faire que ces dispositions soient observées. S'il est convaincu de s'être trouvé en fraude ou d'y avoir pris part, il perdra son emploi et le salaire qu'il auroit reçu.

Mais ni nocher, ni homme de proue, ni autre homme enrôlé pour la défense de la galère (2), ne pourra tenir table de jeu dans cette galère ni à terre, ni jeu de dés, d'osselets ou de dames : car c'est une occasion de préjudice pour l'équipage ; chaque fois qu'ils y auront gagné, ils payeront ce qu'ils auront gagné et le double en sus, et ladite table de jeu sera brisée (3).

CHAPITRE XX.

De ceux qui, étant engagés, désertent les flottes.

Item. Il est ordonné que tout homme enrôlé qui déserte la flotte après avoir reçu sa paye sera pendu sans aucune rémission (4), et aucun officier du roi ne pourra le gracier, ou lui donner une sauvegarde, ou recevoir de l'argent de lui, à peine de nullité.

Et de plus, qu'il plaise au roi que, s'il accorde pardon ou une sauvegarde à un tel homme, afin de n'être pas trompé, ces grâces seront nulles et sans effet si des informations préalables n'ont pas été prises près de l'amiral, du général ou du vice-amiral, ou de leurs lieutenans ; car il faut qu'elles ne soient accordées que de science certaine : qu'il plaise donc au roi de ne pas le faire (5), s'il veut assurer l'honneur de ses flottes et leur conservation.

CAP. XXI.

Que nengú no gos pendre teraçania, sino en certa forma.

Item. Que tota galéa ò galees, com pendran teraçanies en loch de enemichs, axí poblat com despoblat, no gos null hom exir en terra de la companya, fins que algun notxer, ò proher, ò escrivá de la galéa haia sabut l'estament de la terre, è sia tornat à la galéa; per çó com alguns engans se son seguits per aquesta rahó.

CAP. XXII.

Com deuen navegar les galees del estol en temps de fortuna, ò de foscha nit.

Item. Sia ordinació general, que tots temps que estol navegará ab fortuna, ò ab foscha nit, que cascuna galéa port una lanterna, è aquella del capitá ne port dues ab lo pharaó ensemps, çó es, la una à la una part del pharaó, è l'altra à l'altra part. E si lo patró ò lo comit veyen que s'lunyassen, è que l's fos perill, que l' poguesen apagar.

CAP. XXIII.

Que l's comits è timoners deuen vetllar è tenir asguart que una galéa no s'embarch ab l'altra.

Item. Sia ordinació, per çó, com en los estoís veu hom que s'dona damnatge en colpa del comit ò del timoner per embargar una galéa ab altra, è per aquesta rahó se trenquen bandes, vogues, rems, è altres coses, qui son dan è destorp de la galéa, è encara, com es alguna fortuna, ò de nits, poria esser perill de la dita galéa, è açó fan los dits comits, los uns per escurament, los altres que no volen exir de lur via, los altres per çó com volen anar pus apres de la galéa del capitá, los altres per çó que à la posta puxen esser

CHAPITRE XXI.

Que personne n'ose descendre à terre que sous certaine condition.

Item. Lorsqu'une galère ou des galères font des descentes en pays ennemi, habité ou non, personne de l'équipage ne pourra aller à terre avant qu'un contre-maître, homme de proue ou écrivain de galère, n'ait examiné l'état du pays et ne soit revenu à la galère, parce qu'il en est résulté de grands dommages.

CHAPITRE XXII.

Comment doivent naviguer les galères d'une flotte pendant le gros temps et la nuit obscure.

Item. On doit observer généralement que chaque fois qu'une flotte naviguera pendant le gros temps ou pendant la nuit obscure, toute galère doit porter une lanterne, et celle du capitaine doit en porter deux, outre le fanal, l'une d'un côté du fanal et l'autre du côté opposé; et si le patron ou le comite voient qu'ils s'éloignent et qu'il peut en résulter du danger pour eux, ils pourront les éteindre.

CHAPITRE XXIII.

Que les comites et timoniers doivent veiller et faire attention à ce qu'une galère n'aborde pas une autre.

Item. On a souvent vu dans les flottes de grands dommages résulter de la faute du comite ou du timonier, qui laissent des galères s'entre-choquer, par suite de quoi des bandes, ragues et rames, et autres objets, se brisent, ce qui cause des pertes et dommages pour la galère, qui même tout entière seroit en danger pendant le gros temps et la nuit; les comites font ces choses, les uns à cause de l'obscurité, les autres parce qu'ils ne veulent pas quitter leur route, d'autres pour aller plus près de la galère du général, d'autres pour être les premiers au poste, d'autres enfin parce qu'ils s'endorment quelquefois pendant la nuit et ne font pas bonne garde: par ces motifs, il est ordonné que le

primers, los altres que algunes vegades de nits s'adormen, è no fan bona guayta; per çó es ordenat, que l'comit que d'açó será trobat en colpa, pach tot çó que costará de adobar la galéa, è encara los remes qui trencats se seran, è tot dan qui fet s'y sia, encontinent.

Pero si lo'comit ha manat al timoner lo contrari, è u proba, en pena pach lo timoner; è si pagar no u pot, ne ha de que, segue mig dia en terra en una bota alt, devant la popa de la galéa que ferida haurá, en gonella, descalç, ab un govern en les mans axí com si servaba, per tal que tots veien que ell ha feta errada en lo servir, è que s'y guarden mils.

Encara es gran rahó que si la colpa es del comit, que sia ponit, per tal com ell deu guardar que no destoescha la galéa qui comanada li es; è encara deu guardar que ab aquella no destoescha altra.

Pero si la colpa es del timoner, es gran rahó que sia ponit, car ell deu tenir tots temps los seus ulls à guardar la via que la galéa fa, perque deu guardar que no li faça fer tal via, que n' puxe pendre damnatge, ne encara lo puxe dar à les altres galees; per çó met hom bones persones en les dites galees, è l's dona hom bon salari, que s'guarden d'aquest perill è dels altres.

CAP. XXIV.

Contra aquells qui dues ò mes pagues ò senyals hauran preses de les taules de acordar.

Item. Com algunes vegades se tengue taula en dos ò en tres lochs, axí à Barcelona, com à Valencia, com à Malorques, com encara en altres lochs, è encara que algunes vegades done hom libertat à patrons è armadors que puxen tenir taules de acordar, è alguns malvats homens prenen senval ò paga de dues,

comite qui dorénavant sera trouvé en faute payera tout ce que coûtera le radoub de la galère, et encore les rames qui seront brisées, et tout le dommage qu'on aura souffert.

Mais si le comite a commandé au timonier de ne pas agir ainsi, et qu'il le prouve, le timonier, pour sa punition, payera les dépenses ci-dessus; et s'il ne peut payer et n'a pas de quoi, il sera assis pendant la moitié d'un jour, à terre, sur un tonneau élevé devant la poupe de la galère qu'il aura abordée, en robe de femme, les pieds nus, et avec un gouvernail dans la main comme s'il s'en servoit, afin que tous puissent voir qu'il s'en est mal servi, et qu'il y fasse mieux attention.

En effet, il est très-raisonnable que le comite, si le désastre arrive par sa faute, soit puni; car il doit veiller à ce que la galère qui lui est confiée ne soit pas brisée, et encore qu'elle n'en brise pas d'autres.

Mais si la faute est du timonier, il est encore parfaitement raisonnable qu'il soit puni; car il doit tenir constamment ses yeux sur la route de la galère, veiller à ne pas lui faire prendre une route dont il puisse résulter du dommage pour elle ou pour d'autres galères; et pour cela on met des personnes capables dans les galères, et on leur paye un bon salaire pour qu'elles les préservent de ce danger et d'autres.

CHAPITRE XXIV.

Contre ceux qui auront pris deux ou plusieurs fois une paye ou des arrhes aux bureaux d'enrôlement.

Item. Comme quelquefois on établit des bureaux d'enrôlement en deux ou trois lieux différens, par exemple à Barcelone, à Valence et à Majorque, et encore en d'autres lieux, et l'on donne même quelquefois à des patrons et à des armateurs la permission d'établir des bureaux d'enrôlement; et comme des hommes pervers pourroient prendre des arrhes ou une paye, deux ou plusieurs fois, ils seront punis,

ò de mes; que aquells sien ponits, è de çó del lur, si hom lurs atroba, restituesquen ho à la taula ò taules de que derrement ho hauran pres, è estien al castell tots nus dos dies per lo senyal, è après sien remesos è liurats à aquells qui primer los acorda, è aquell servesquen.

Pero si dues pagues ò mes havien preses, estiguen al castell quatre dies, è perden les orelles tot lo sobre, pus fos fet per la forma desus dita; pero si no havien de que pagar, ò de que restituir çó que pres haurien, per la dita forma estiguen al castell al dobla.

CAP. XXV.

Contra aquells qui iran en conserva, è lexaran lur conserva perdre.

Item. S'es ordonat, que tots temps que vaïen dues galees en conserva, è que s'troben ab tres que sien d'enemichs, è à aquells sia dada cassa per aquestes, que si una conserva lexa l'altra, en manera que s'perda per preso dels dits enemichs, è que no y vaia per defendre aquella; que aquell comit deia morir, si donchs açó no fa per comandament del patró: la qual cosa si u feya, que l'dit patró estie en aquella pena que l'comit deuria estar.

Car certa cosa es que dues galees que vaïen en conserva deuen escapar à tres que l's encalçen. E encara es certa cosa que dues galees, sperant aquelles, se defenen tot dia de tres, perque es rahonable cosa que s'deïen posar en aquest perill, abans que la una se perda; è en cas que algun de la dita galea, axí notxer com proher, com altre qualsevulle, hi donas destorp ne lagui perque la cosa no s'fes, que moris per semblant forma sens tota mercé. E axí mateix sia entes de tres galees à quatre, è de quatre à sinch, è de sinch à set.

et ils restitueront de leur fortune, si l'on en trouve, au dernier ou aux derniers bureaux où ils auront reçu des arrhes; ils seront mis en prison, tout nus, pendant deux jours; et ensuite ils seront transmis et livrés à ceux qui les auront engagés les premiers, et ils les serviront (1).

Mais s'ils ont pris deux payes ou plus, ils resteront en prison pendant quatre jours, et ils perdront la partie supérieure des oreilles, après qu'on aura procédé dans la forme susdite; mais s'ils n'ont pas de quoi payer ou restituer ce qu'ils auront reçu, ils resteront en prison pendant le double du temps en ladite forme.

CHAPITRE XXV.

Contre ceux qui allant en conserve laissent leur conserve se perdre.

Item. Il est ordonné que chaque fois que deux galères allant de conserve rencontrent trois galères ennemies, qui leur donnent la chasse, si l'une des galères de conserve abandonne l'autre, de manière que celle-ci se perde, étant prise sans que l'autre y fût pour la défendre, le comite doit mourir, à moins qu'il n'ait agi par les ordres du capitaine: si cela est, le capitaine encourra la peine que le comite auroit dû subir.

Car il est certain que deux galères allant de conserve doivent échapper à trois qui les chassent, et il est encore certain que deux galères se prêtant secours peuvent se défendre pendant toute la journée, et par suite il est raisonnable qu'elles s'exposent toutes deux au danger plutôt que l'une laisse l'autre se perdre. Et en cas que quelque homme de ladite galère, soit contre-maître, homme de proue, ou tout autre, empêche ou retarde cette défense, il sera pareillement condamné à mort, sans aucune grâce. Et il en sera de même de trois galères à quatre, de quatre à cinq et de cinq à sept.

(1) Voir, sur ces bureaux d'enrôlement, un règlement publié par Capmany, *Ordenansas*, pages 101 et suivantes.

CAP. XXVI.

*Contra les guaytes qui seran atrobades
dorment en galéa.*

Item. Lo comit es tengut que faça ben guaytar la sua galéa. E si per ventura aquell à qui es comanada la guayta es trobat dormant, pach encontinent à aquell que axí l'trobará dormant, dos sols barchelonesos; è no res menys l'endemà en publich sia gitat en la mar, pero en manera que no n'muyra. E si lo comit açó calla, è cobra, è no u manifesta al almirayll, capitá, ò visalmirayll, ò lochtinent lur, que pach encontinent dos florins d'or.

CAP. XXVII.

*Contra los comits que totes setmanes
no regonexeran dejus cuberta lurs
galees.*

Item. Que tot comit sia tengut per sagrament, lo qual faça com entrarà en son ofici, que cascuna setmana almenys deie entrar desota en la sua galéa per regonexer è estreynar aquella : è si açó no fa, que perda lo salari que muntará tota la setmana, lo qual sia guanyat, çó es, les dues parts al patró, è la terça part al visalmirayll.

CAP. XXVIII.

*Que l's visalmiraylls ordonen dues
galees à la guarda.*

Item. Es feta ordinació, que tots temps quel estol sia armat, hi haien dues galees ordonades à la guarda, è los visalmiraylls sien tenguts que tots temps que estol prena posta, ò estia en aquella, les dites dues galees estien en la dita guarda.

E com l'estol farà via, que les dites dues galees facen lur poder que estien è

CHAPITRE XXVI.

*Contre les sentinelles qui seront trouvées
dormant dans la galère.*

Item. Le comite est tenu de faire bien garder sa galère; et si par événement celui à qui est confiée la garde se trouve endormi, il payera incontinent à celui qui l'aura trouvé dormant, deux sous barcelonais, et néanmoins il sera le lendemain jeté à la mer, mais sans qu'il se noie (1).

Et si le comite cache cela, s'en tait, et ne le dénonce pas à l'amiral, général, vice-amiral, ou leur lieutenant, il payera deux florins d'or.

CHAPITRE XXVII.

*Contre les comites qui ne visitent pas chaque
semaine leur galère au-dessous du pont.*

Item. Tout comite sera tenu, en vertu du serment qu'il prêtera en entrant en charge, de descendre au moins une fois par semaine au fond de sa galère, pour la visiter et l'examiner; et s'il néglige cela, il perdra son salaire d'une semaine, qui profitera pour deux tiers au capitaine et pour le troisième au vice-amiral.

CHAPITRE XXVIII.

*Que le vice-amiral doit commander deux
galères à la garde.*

Item. Il est ordonné que chaque fois que la flotte est armée, deux galères doivent être commandées à la garde, et le vice-amiral sera responsable de ce que, pendant tout le temps que la flotte devra prendre son poste ou qu'elle s'y trouvera, les deux galères soient placées en garde.

Et quand ladite flotte naviguera, les deux galères doivent faire leur possible pour aller

(1) Des peines analogues se trouvent prononcées par le chapitre CCVI [251] du Consulat et par le chapitre XVI de l'ordonnance de 1340.

vaien après del capitá : è haia pena à l's comits de les galees, que tota vegada que no sien trobades en la guarda, que paguen cascuna vegada dos dobles d'or.

CAP. XXIX.

Que l'comit de la galéa del capitá, com l'estol será en posta, ò tindrà escala en terra, ordon dues guardies en terra.

Item. Que tots temps que l'estol sia en posta, ò tengue escala en terra, lo comit de la galéa del capitá sia tengut de tenir dues guardies en terra; per tal que, si veien res, que la una tornas, è l'altra romangues en la guardia, è si mester era, fessen senyals.

E cascuna vegada que l'dit comit será trobat en falta d'acó, pach una dobla d'or. Axí mateix, si la dita guardia no s' recollis com la dita galéa será aperallada de partir, que la guardia pach mijat dobla d'or.

CAP. XXX.

Que l's scrivans de les galees guarden que null hom no juich deus cuberta de nits ne de dies.

Item. Que l'scrivá de cascuna galéa sia tengut de guardar que null hom no juich de die deus cuberta; è si u fan, que los diners que jugaran è los daus se puxen pendre, è sia tot seu. E si de nit juguen, acó s' deu pus fort esquivar, axí que y sia la pena dessus dita, è encara mes avant, cò es, que l's ne trague ab bones bastonades; è encara perden la ració del pá que deurien haver la dia seguent.

E si lo scrivá es en acó negligent, sie castigat : axí que l'comit sia tengut de amernarlo al capitá, que l'ponescha segons son albitre. E si lo comit acó calla, ò y es negligent, que deie esser ponit al albitre del dit capitá.

(1) Voir la note 1^{re} de la page 438, ci-dessus.

et marcher près du général, et chaque fois que lesdites galères ne se trouveront pas à la garde, les comites seront punis d'une amende de deux doublons d'or.

CHAPITRE XXIX.

Que le comite de la galère du général, lorsque la flotte se trouvera à sa place ou tiendra échelle en terre, doit commander deux gardes à terre.

Item. Chaque fois que la flotte sera à son mouillage ou tiendra échelle en terre, le comite de la galère du général sera tenu d'avoir deux sentinelles à terre, afin que si elles aperçoivent quelque chose, l'un se retourne et l'autre reste à la garde; et s'il est nécessaire, elles feront des signaux.

Et chaque fois que le comite sera trouvé en faute à ce sujet, il payera un doublon d'or : de même, si la sentinelle ne se retire pas quand la galère sera appareillée pour partir, elle payera un demi-doublon d'or.

CHAPITRE XXX.

Que les écrivains des galères veilleront à ce que personne ne joue sous le pont de jour ou de nuit.

Item. L'écrivain de chaque galère doit veiller à ce que personne ne joue sous le pont pendant le jour, et si quelqu'un le fait, il pourra confisquer à son profit l'argent du jeu et les dés (1). Si des hommes jouent, de nuit, la faute est encore plus grave, de sorte que la punition susdite doit être rendue plus rigoureuse, c'est-à-dire qu'on doit les chasser du jeu avec de bons bâtons, et en outre supprimer leur ration de pain du lendemain.

Si l'écrivain est négligent à cet égard, il sera puni; le comite devra donc le traduire devant le général, qui le punira arbitrairement; et si le comite en est instruit et néglige de le réprimer, il sera à la disposition du général.

CAP. XXXI.

Que tota galéa qui s'arm en la senyoria del senyor rey haia haver les companyes è armes contengudes en aquest capitol.

Item. Sia ordonat que tota galéa que s'armará en la senyoria del senyor rey haia haver un patró si terç de companyons, per çó que la popa sia mils guardada en cas de batalla, è que sia mils temut.

Item, haia comit, è sota-comit. *Item,* notxers VIII, dels quals sia l'un scrivá. *Item,* ballesters XXX. *Item,* prohers VIII. *Item,* cruillers VI. *Item,* aliers VI. *Item,* spatlers VI. *Item,* remers CLVI. *Item,* lances CCCC. *Item,* darts M. *Item,* viratons VM. *Item,* romanyoles XXX. *Item,* ronçoles VI. *Item,* destrals X. *Item,* dalls VI. *Item,* pavesos CXX. *Item,* cuy-races fornides C.

Pero açó s'enten com s'armaran poches galees; car en estoí sia fet à coneguda del almirayll ò capitá.

CAP. XXXII.

Que tot comit, abans que us de son ofici, sots certa pena haia haver translat d'aquesta ordinació.

Item. Es ordonat que com armades se faran, cascun comit, abans que us de son ofici, haia haver un translat d'aquesta

CHAPITRE XXXI.

Que toute galère armée dans les domaines du seigneur roi doit avoir les équipages et armes dénommés en ce chapitre (1).

Item. Il est ordonné que chaque galère armée dans les domaines du seigneur roi doit avoir un capitaine avec garnison, afin que la poupe soit bien gardée en cas de bataille, et qu'il soit craint davantage.

Item. Elle aura un comite et un sous-comite. — *Item,* huit contre-maitres, dont l'un sera écrivain. — *Item,* trente arbalétriers. — *Item,* huit hommes de proue. — *Item,* six cuirulleros (2). — *Item,* six soldats de défense des bas bords (3). — *Item,* six chefs de rameurs (4). — *Item,* cent cinquante-six rameurs. — *Item,* quatre cents lances. — *Item,* mille dards. — *Item,* cinq mille viratons. — *Item,* trente romanyoles (5). — *Item,* six roncoles (6). — *Item,* six haches. — *Item,* six faux. — *Item,* cent vingt pavois. — *Item,* cent cuirasses garnies.

Cela s'entend lorsqu'on arme des galères détachées (7); car lorsqu'on arme une flotte on suit les ordres de l'amiral ou du général.

CHAPITRE XXXII.

Que tout comite, avant d'exercer sa charge, doit, sous certaine peine, avoir une copie de cette ordonnance.

Item. Il est ordonné que, lorsqu'on fait un armement, tout comite, avant d'exercer sa charge, sera tenu d'avoir une copie de la pré-

(1) Les statuts de Gazarie, rédigés à Gênes, sont évidemment le document qui contient le plus de détails sur les diverses fournitures et sur les armes que devoient avoir les navires destinés à la course; voir t. IV, pages 483 et suivantes. Ce document, quoique appartenant au xv^e siècle, reproduit des statuts du xiv^e.

(2) Ce mot, que Capmany a traduit tel que je le donne, ne se trouve pas dans les dictionnaires espagnols. Il est évident du reste qu'il désigne des hommes employés au service des galères.

(3) C'est le sens que les dictionnaires espagnols donnent au mot *alieros*, employé par Capmany, et qui se trouve dans les *Partidas*, part. II, tit. xxiv, ley 6.

(4) C'est également le sens que les dictionnaires espagnols donnent au mot *espalderos*, employé par Capmany pour traduire *spatlers*.

(5) Je me suis borné à conserver le mot du texte, comme l'a fait Capmany; il s'agit sans doute de quelque instrument tranchant que les statuts de Gazarie nomment *manarolle*; voir tome IV, page 466, note 5.

(6) J'ai encore, à l'exemple de Capmany, conservé le mot du texte; il s'agit probablement d'un instrument de fer, nommé *ronchon* dans les statuts de Gazarie; voir tome IV, page 466, note 10.

(7) Voir le chapitre VII [304] sur les armemens en course.

ordinació, per çó que n'puxa seguir. E si no u fa, que perda lo dit ofici, è pach aytant com muntat la terça part de son salari. E que l'scrivá de la galéa haia scriure lo dit translat, sens que l'scrivá de la taula no li n'puscha res demanar.

CAP. XXXIII.

Que null hom no gos portar bandera à son senyal apres que haurá saludat, sino en la forma contenguda en aquest capitol.

Item. Que en negun estol, on haie capitá, almirayll, visalmirayll, ò lochtinent lur, null hom no gos portar bandera à son senyal (si donchs no es noble ò richom seynor de senyera) apres que la galéa dels dessus dits haurá saludat; ans haie à portar tant solament bandera à senyal del senyor rey, è altre senyal del almirayll, ò capitá, ò d'aquell qui será cap de l'armada. Empero puixen portar panos de quarter à lur senyal, è encara à la proha, aquells que s'volran.

CAP. XXXIV.

Moderació de les penes contengudes en la present ordinació.

Tots los capitols dessus dits, se fan à endressament, è à informació del almirayll, capitá, ò visalmirayll, ò lochtinent lur, per tal que troven en memoria les coses dessus dites. Empero si l'damunt dit capitá, almirayll, visalmirayll, ò lochtinent lur, será viases que les penes dessus dites en algun feyt se deien agreujar, ò axí mateix moderar, ò encara jaquir, que haien poder de ferlo.

sente ordonnance en ce qui le concerne. S'il ne l'a pas, il perdra sa charge, et il payera une amende égale au tiers de ses appointemens.

Et l'écrivain de la galère doit faire ladite copie, sans que l'écrivain du bureau d'enrôlement puisse rien exiger de lui.

CHAPITRE XXXIII.

Que personne ne peut porter bannière à sa devise après avoir salué, et qu'il doit la porter conformément à ce chapitre.

Item. Dans toute flotte où il y a général, amiral, vice-amiral, ou leur lieutenant, personne, après le salut de la galère (à moins qu'il ne soit de haute noblesse ou rico-hombre, seigneur d'étendard), ne pourra porter que la bannière à la devise du roi, et autre devise de l'amiral ou général, ou de celui qui sera le chef de la flotte; mais ils pourront porter des étendards de quartier à leur devise, et encore ceux de la proue tels qu'ils voudront.

CHAPITRE XXXIV.

Modération des peines contenues dans la présente ordonnance.

Tous les chapitres ci-dessus seront exécutés sur l'ordre et l'instruction de l'amiral, du général, vice-amiral, ou leur lieutenant, qui devra avoir présentes à la mémoire lesdites choses; mais si le susdit général, amiral, vice-amiral, ou leur lieutenant, croit utile en quelque occurrence d'aggraver les peines susdites, de les modérer ou de les supprimer, il aura le pouvoir de le faire.

TRADUCTION CASTILLANE DE L'ORDONNANCE DE 1354 (1).

CAP. I.

Como debe estar el general en la batalla.

Como haya sido costumbre hasta aquí (cuya costumbre no cree que antiguamente se usase) que el general con toda su gente, quando se dá batalla, está de pié derecho al rededor del estandarte, el qual está puesto en el tercio de la galera; y esto no sea bien hecho, por quanto las batallas de mar duran mucho, y solo de estar tan armado en pié dicho general tiene harto que hacer, y no puede mandar ni ordenar lo que conviene proveer en la galera y en la batalla: por este motivo parece será mejor, que allí donde está el estandarte, se pongan por el cómitre dos tablados buenos, uno en una parte, y otro en otra, en que puedan estar bien los que guardan el estandarte, en cuyo sitio esté la guardia del general, á la qual se daran paveses de cuenta del rey, con que los de dicha guardia se puedan bien cubrir al rededor de dicho estandarte; y que el general esté sentado á la popa entre dos consejeros, los que él quisiere escoger, con quiénes, sin perder momento, pueda aconsejarse de lo que le pareciere mas conveniente.

Estos dos consejeros deben procurar que el timonel embista, hiera, y se dirija á la parte adonde mandáre el general. Al rededor del general estarán hombres empavesados que le cubran; y asimismo á su popa habrá galeras sutiles, leños, y barcas, quantas haber pueda, las quales enviará adonde le pareciere necesario por toda la linea de batalla: pues debe aten-

der á todo enviando edecanes y socorra adonde fuese preciso.

Pero si su galera fuese entrada, entónces debe recogerse al estandarte, para defenderlo, ó morir junto á él. Por esta razon se darán á la galera de dicho general, mas que á las otras, veinte paveses grandes para hacer las cosas sobredichas.

CAP. II.

De lo que deben hacer los vice-almirantes.

Primeramente: siempre que el general se junte con una esquadra, los vice-almirantes vendrán á su presencia á pedirle les dé sus órdenes; así de navegar, como de batalla, si viniese el caso. Cada uno comunicará prontamente las órdenes que hubiese recibido á los cómitres de sus galeras, mandándoles que las observen, y en nada las contravenga. Asimismo todas las órdenes que dispusiere el general, serán manifestadas á dichos cómitres, y vigilarán si se siguen; porque algunas veces por negligencia de los cómitres no se executan: y si los hallasen en falta, para purgarse de la falta á sí mismos, los llevarán delante de dicho general paraque los castigue á su arbitrio.

CAP. III.

De lo que deben hacer los capitanes.

Los capitanes de las galeras deben dexar el pilotage, y la maniobra, y el gobierno de ellas á sus cómitres: bien es verdad que, si sobreviniere alguna cosa en que el cómitre cometiese yerro en

(1) J'ai cru, ainsi qu'on l'a vu ci-dessus, page 432, note 2, devoir publier cette traduction castillane, afin de justifier le sens que j'avois donné à plusieurs dénominations et à plusieurs expressions du texte catalan de cette ordonnance, qui s'éloignent du sens que les mêmes mots ont dans d'autres documens de la même époque. Cette traduction est aux pages 1 et suivantes des *Ordenanzas* publiées, en 1787, par Capmany.

perjuicio de la galera, debe advertírsele. Pero el capitán debe practicar por sí mismo lo siguiente.

Primeramente: debe hacer reconocer los ballesteros que van en las galeras si llevan buenas ballestas, buenas cuerdas, y buenos dardos, y otras buenas armas. También debe amaestrarlos, para que quando lleguen á batalla, no disparen tiros vanos, y como deben colocarse. También dichos capitanes deben ordenar al cómitre y al timonel á qué parage quieren que hieran quando se dá el combate.

También dichos capitanes, quando las galeras hacen desembarcos, deben salir á tierra con una vándera que les lleven delante, teniendo las gentes de sus galeras reunidas y ordenadas, y en buena regla; y al volver, harán recoger su tropa bien y lo mejor que podrán. Y en el caso que así se haga, parece que dicho capitán debe percibir de todo lo que su tropa pillare en tierra, la quarta parte, por razon del trabajo que en esto habrá tenido. Pero si el capitán quiere, ó hace salir al cómitre á dicho desembarco para que le haya de dar el quarto de su parte; el cómitre, quando la tropa se recoja, revistará las armas que habrán sacado de bordo; si ya no hubiese razon para no deberlas volver.

También dicho capitán y cómitre procuraran que no se toque ni revuelva á la tropa de la mar el botín que hubiese ganado, mas allá de lo que queda dicho.

También en el combate dicho capitán debe estar á la popa de la galera; ménos quando viere que es necesario estar en otros lugares, que en tal caso, acudirá á ellos.

CAP. IV.

De la eleccion de los cómitres.

Por quanto la cosa principal del bien ó del mal de la galera está en el cómitre, quien de dia y de noche debe velar y

mirar en la suya, y en la chusma, por estar en ello su honor y su provecho, si es hombre de bien; por tanto es necesario que en las armadas se provea de buenos cómitres. Y como por solicitud de muchos, y aun ruegos de personas distinguidas, se perjudica mucho en esto, pues por ellos á las veces se han de admitir algunos que no son idoneos, pudiendo encontrar otros mejores; por esta razon se ordena que ninguno que lo solicite, ni tampoco quando por él lo rueguen otros, pueda ser cómitre. Por esto se le añadirán diez libras á cada cómitre á su salario sobre el que hoy perciben, á fin de que se encuentren mejores y mas idoneas personas.

También dichos cómitres percibirán la quarta parte de todo lo que la chusma ganare en la mar; de la qual parte darán el quarto al capitán, si se hallare en la galera quando se hiciese el pillage.

También percibirán dichos cómitres, de lo que pillaren en tierra, si se hallaren en la faccion, la parte que se señala en el capítulo ú ordenanza de dichos capitanes: pero no se atreverán á tocarles otra cosa de lo suyo; ántes bien si alguno se lo tocáre, los capitanes los defenderán, y se lo mantendrán.

CAP. V.

De los cómitres que pierden galeras por su mala direccion.

Item. Todo cómitre que perderá su galera, y no fuese por causa de temporal, ó por la de enemigos, si no hubiese muerto ó sido hecho prisionero en la presa de dicha galera, el tal será ahorcado y arrastrado sin remission alguna.

Pero si galeras de enemigos le hacian barar en tierra, no pudiendo hacer otra cosa, y aquellas galeras fuesen mas arriba de dos; en este caso será libre de dicha pena. Pero si anduviese con galeras que

llevasen almirante, capitan general, ó vice-almirante, ó lugarteniente de ellos, haga lo que estos harán.

CAP. VI.

De los cómitres que no hirieren con su galera en la batalla.

Item. Todo cómitre que no hiera con su galera en la batalla, en que se halláre con el capitan general del señor rey, con almirante, ó vice-almirante, ó lugarteniente de ellos, en el acto en que los sobredichos herirán, será ahorcado y arrastrado sin remision alguna. Pues este comete gran traycion, primeramente al general á quien vé en gran peligro; y tambien á las gentes de su galera, que no pueden cumplir su deber con aquel que les fué dado por xefe.

Y en esto no habrá excusa alguna, si ya no probase que el capitan se lo habia mandado. En este caso el capitan incurrirá en la pena que al cómitre se debia dar; á ménos de que no lo hiciere por órden del general.

CAP. VII.

De lo que deben hacer los cómitres per razon de su oficio.

Item. Ningun cómitre podrá vender vino, ni tener mesa de juego, por no pertenecer á ninguna buena persona; ántes por su oficio debe hacer lo que se sigue. Primeramente, no dará lugar á que ningun galeote ni otro alistado juegue en su galera armas, ropa, ni comida, ni bebida, ni las empenen el uno al otro; y si lo hicieren, los castigará con pena que no sea de dinero. Y el que hubiere prestado sobre prenda, y la retubiese empeñada, ó hubiese ganado, deberá restituirla sin que nada le sea satisfecho; ántes pierda todo lo que hubiere prestado ó ganado: pero el que la habiese jugado, correrá la cruzía con azotes.

Tambien dicho cómitre, por quanto debe vigilar mucho en su galera, é igualmente en la tripulacion de ella, si viere que algun hombre de ella, que fuese galeote, se comiese en dos meses lo que ha de alcanzarle para quatro; debe decírselo con buena maña, y darle á entender, que harán despues que se habrán comido lo que habian metido para servir en la galera.

Tambien, si viere que son demasiado jugadores, debe reprehendérselo con buena maña: y asimismo, si se emborracharen, no se lo debe reir; ántes bien debe tambien reprehendérselo: porque aunque no les prohiba las sobredichas cosas; pero si se las reprehende muchas veces, se abstendrán de hacerlo por vergüenza de el. Y si esto no lograre dicho cómitre, serán castigados á voluntad del capitan, general, almirante, ó vice-almirante, ó su lugarteniente.

CAP. VIII.

Contra los cómitres que se embriagaren.

Item. Todo cómitre que se embriagare, sera castigado á disposicion del general.

CAP. IX.

Que los cómitres no hieran á la gente con lanzas ni dardos.

Item. Ningun cómitre herirá con lanza ó con dardo á hombre alguno de su galera, pues mejor es castigar con una correa, con baston, ó con vara: y así no se estropea la gente, ni se mellan las armas. Si esto hiciere, pagará las armas al doble.

CAP. X.

En qué manera los cómitres deben precaver que las tripulaciones no se les huyan.

Item. Los cómitres deben ser diligentes

y ouidadosos en tener su galera zafa, armada, y corriente; porque deben ser muy reocelosos que la tripulacion no se les huya: pues faltando la tripulacion, el señor rey pierde lo que ella le costó.

Tambien el cómitre, que no puede hacer su honor y su provecho con la dicha galera; por esto, quando la galera tomáre aguada, leña, ó lastre, ó por qualquiera razon tubiese que hacer desembarco, es necesario que con gran cuidado y gran diligencia haga en persona tal guardia con aquellos que le pareciere preciso, que ningun hombre se le pueda huir.

Tambien, quando por tomar refresco, ó por otro motivo, tendrá que enviar algun hombre en tierra, se guardará de dexar salir alguno que sea sospechoso: y si lo hiciere, acompañelo con tales, que lo tengan bien custodiado. Este cuidado y otros pondrá para tener la gente guardada.

Y si el cómitre fuere en esto negligente, ó diere mal recaudo, es razon que sea castigado, y que venga ante el general, el qual le dará el castigo á su arbitrio.

CAP. XI.

Que los cómitres no pueden dormir fuera de la galera despues de haber ésta saludado.

Item. Ningun cómitre, despues de haber su galera saludado, podrá dormir en ningun parage, por seguro que fuese, fuera de la dicha galera, sin licencia del capitan general, ó de los vice-almirantes, baxo la pena de la tercera parte de su salario.

CAP. XII.

Contra los que fuesen inobedientes, ó dixesen injurias á los cómitres.

Item. El que no fuese obediente á su cómitre, ó le dixese algun vilipendio,

dicho cómitre tendrá poder de prenderle, y llevarle maniatado, á presencia del capitan general, del almirante, ó vice-almirante, para que lo castigue á su arbitrio, reconociendo la injuria que le habrá dicho: y todos y cada uno de la dicha galera le ayudarán para la prision, si lo necesitase.

CAP. XIII.

Del amotinamiento contra cómitres.

Item. Todo hombre de la galera que alborotáre á su cómitre de palabra, perderá la lengua sin remision alguna. Mas si de obra le maltratáre, sera ahorcado en la entena sin remision alguna.

CAP. XIV.

Contra los que se ausentaren de la esquadra sin licencia.

Item. Se ordena que si alguna galera, contra la voluntad de su cómitre ó de su capitan, se retira, ó los fuerza á ir á otro parage, todos los que la tripulan deben ser ahorcados sin remision alguna; por quanto, pues ellos están encomendados para dexarse gobernar, es manera de rebellion: por lo que no es cosa que se deba tolerar. Tampoco ningun oficial del señor rey tendrá en esto poder para indultarlos, darles pasaporte, ni admitirles dinero.

CAP. XV.

Contra los capitanes y cómitres que se separasen de la esquadra sin licencia.

Item. Si hubiese galeras que llevasen capitan general, ó almirante, ó lugarteniente de ellos, y alguna de aquellas se retirase sin licencia de aquel á quien están encomendadas; el capitan y el cómitre deberán morir sin remision alguna; á ménos que probasen que la chusma los

habia forzado á ello. En este caso toda la chusma morirá, esto es, serán todos ahorcados sin remision alguna.

Pero esto se entiende en caso que el temporal no los hubiese separado por fuerza: porque en tal caso, serán todos perdonados, siempre que no desarmasen, ántes por todos los medios hiciesen quanto les fuese posible para juntarse adonde estuviese el general, ó al parage que este les hubiese señalado. Y si esto no hiciere, incurrirán en la referida pena dicho capitán y cómitre.

Y si no se executáre, no por culpa de ellos, sino por culpa de la chusma, que no quisiese hacerlo, aquella chusma incurrirá en la referida pena. Y en el caso que la chusma no se opusiere á ello, y si solo hubiese alguno que lo resistiere, aquel careá en la misma pena.

Esto se ordena por haber visto por experiencia qué grandes daños y deshonoras se han seguido de esta desobediencia.

CAP. XVI.

Contra los que gritan tumultuariamente paga, o puerto para ir á desarmar.

Item. Si alguna galera grita paga, ó algun lugar donde quiera desarmar; el cómitre está obligado á prender incontinenti á los que gritaren, acusándolos y conduciéndolos ante el general, á quienes hará cortar la lengua, por ser esto una manera de motin que requiere gran castigo. Si el cómitre esto no executa, ó la calla, será preso y separado del oficio, y además recibirá el castigo al arbitrio del dicho general: y asimismo serán castigados á perder la lengua los que tal motin hubieren movido.

Esto se ordena por quanto mucho daños se han seguido en muchas armadas de semejantes molines. Pero esto se entiende hasta que tengan licencia del dicho

general para que vayan á desarmar á dicho lugar. Pero si quieren pedir alguna cosa al general, pueden tres ó quatro venir á su presencia para pedirle y suplicarle les pague, ó les dé víveres, ó lo que hagan menester, si venir quisiesen. Y si el cómitre en esto no tubiese razon, incurrirá en lo pena impuesta sobre ello: y así, ántes que se execute el castigo de los alborotadores, serán interrogados por quien lo hacen, pues puede ser en ello cómplice el cómitre.

CAP. XVII.

Como se han de conocer las galeras del general y de los vice-almirantes.

Item. Siempre que haya esquadra de quarenta galeras arriba, la galera del general llevará un estandarte no tan grande como el mayor, el qual estará en el tendal sobre la carroza, á fin de que se conozca su galera. Y los vice-almirantes tendrán sobre la carroza de sus galeras una bandera real, á fin de que se conozcan ser suyas.

CAP. XVIII.

Que ningun alistado pierda por castigo pié ni puño.

Item. Se ordena que ningun hombre alistado en galera, por ninguna culpa pierda puño ni pié: porque despues aquel hombre para nada es bueno, pues mas le valdrá la muerte que la vida. Antes bien será castigado en correr villa ó cruxía con azotes, ó en perder la lengua ú orejas, ó en ser ahorcado, segun fuere la culpa.

CAP. XIX.

Los nocheros y proeles pueden vender vino baxo de cierta forma y regla.

Item. Se ordena que los nocheros y

proeles puedan vender vino en galera; pero que en él no puedan ganar mas arriba de cinco sueldos por libra. Y si lo hicieren, perderán el vino que vendido hubiesen, y en adelante el doble, cuya mitad será del cómitre, y la otra de aquel á quien hubiesen vendido el vino. Y así estará obligado el cómitre á tener cuidado de mirar por la tripulacion que le está encomendada, y de hacer que así se observe. Mas el caso que se le encontrase con fraude, ó que tubiese en ello parte, perderá el oficio, y tambien el salario que por él hubiere percibido.

Pero ni nocheró, ni proel, ni otro alistado de galera podrá tener tablero á bordo, ni tampoco en tierra, ni juego de dados, ni de taba, ni de tablas, por ser ocasion de perjuicio á la chusma de dicha tripulacion; ántes bien sufrirá la pena, por cada vez que en ello habrá ganado, de pagar la ganancia al doble, y de romperseles el tablero.

CAP. XX.

Contra los que despues de alistados huyen de las armadas.

Item. Se ordena que todo aquel, que alistado huye de la armada despues de haber tomado paga, sera ahorcado sin remision: y ningun ministro real le puede indultar, ni conceder pasaporte, ni tomarle dinero; pues si lo hiciere, no valga.

Ademas será del beneplácito del rey, que aun quando él indultase ó guiasse tales hombres; para que en ello no reciba engaño, no sea tenido ni observado; á ménos de haberse ántes informado del almirante, capitan general, ó vice-almirante, porque quisiese que esto se hiciera de cierta ciencia. Pero sea de su real beneplácito no hacerlo, si desea el honor y conservacion de sus armadas.

CAP. XXI.

Que ninguno haga desembarco sino baxo de cierta forma.

Item. De ninguna galera, ó galeras, quando tomáre tierra en lugar de enemigos, bien sea poblado ó despoblado, podrá persona alguna de la tripulacion salir, sin que algun nocheró, proel, ó escribano de la galera haya explorado el estado del pays, y vuelto ya á bordo: por quanto se han seguido algunos daños por este motivo.

CAP. XXII.

Como deben navegar las galeras de una esquadra en tiempo de borrasca, ó de noche cerrada.

Item. Sea ordenanza general, que siempre que una esquadra navegáre con borrasca ó noche cerrada, que cada galera lleve una linterna, y la del general lleve dos juntamente con el farol, esto es, la una á una parte, y la otra á la otra. Y si el capitan ó el cómitre viesen que se alejaban, y de ello les corriese peligro, podrán apagarlas.

CAP. XXIII.

Que los cómitres y timoneles deben velar, y tener la mira en que una galera no se enrede con otra.

Item. Por quanto en las esquadras se vé que se causan daños por culpa del cómitre, ó del timonel, por enredarse una galera con otra, por cuya razon se rompen bandas, bogas, remos, y otras cosas, que hacen daño, y estorbo á la galera; y tambien, quando hay algun temporal, ó bien de noche, podria correr peligro dicha galera: lo qual hacen los cómitres, unos por la obscuridad, otros por no querer desviarse, otros por querer ir mas

cerca de la galera del general, otros para ser los primeros al surgidero, y otros porque algunas veces de noche se duermen, y no hacen buena centinela. Por esto se ordena: que el cómitre que fuese hallado culpado en esto, pague luego al punto todo lo que costáre de componer la galera, los remos tambien que se hubiesen quebrado, y todo el daño que en ella se hubiese causado.

Pero si el cómitre hubiese mandado al timonel lo contrario, en pena lo pagará el timonel. Y si pagarlo no pudiese, ó no tubiese con que, se sentará medio día en tierra encima de una bota, delante la popa de la galera que habrá maltratado, en gonella y descalzo, con un gobierno en las manos como si dirigiese, á fin de que todos vean el yerro que cometió en el dirigir, y así él pondra mas cuidado.

Es tambien mucha razon que si la culpa fuere del cómitre, sea este castigado, puesto que él debe cuidar que no se destruya la galera que le está encomendada. Debe tambien evitar que aquella no destruya á la otra: mas si la culpa es del timonel, es mucha razon que sea castigado, porque debe siempre tener el ojo en guardar la via que la galera lleva; pues debe evitar hacerla tomar tal rumbo, que la pueda ocasionar daño, ni lo pueda causar á las otras: por esto se ponen personas idóneas en las dichas galeras, y se les dá buen salario para que eviten este y otros riesgos.

CAP. XXIV.

Contra los que hubiesen tomado dos ó mas pagas ó señales de las mesas de glistamiento.

Como algunas veces se ponen mesas en dos ó tres lugares, así en Barcelona, como en Valencia, Mallorca, ú otros pueblos; y otras veces tambien se dá fa-

v.

cultad á algunos patrones y armadores para tener mesas de alistar, y algunos hombres malvados toman señal ó paga en dos ó mas de ellas; los tales serán castigados, y de sus bienes, si se les encontraren, lo restituirán á la mesa ó mesas, de donde últimamente lo hubiesen tomado; y estarán en la carcel desnudos dos dias por la señal; y despues se remitirán y entregarán al que primero los reclutó, y á este servirán.

Pero si hubiesen tomado dos ó mas pagas, estarán en la carcel quatro dias, y perderán la parte superior de las orejas, despues de haberlo hecho en la forma sobredicha: y si no tubieren de que pagar ó restituir lo que habian recibido, en la referida forma estarán en la carcel al doble tiempo.

CAP. XXV.

Contra los que yendo en conserva dexasen perder su conserva.

Item. Se ordena que siempre que vayan dos galeras en conserva, y se encuentren con tres de enemigos, y estas les dieren caza; si una conserva dexa á la otra, de manera que se pierda por tomarla dichos enemigos, y no por defenderla; aquel cómitre deberá morir, á ménos que esto lo hiciere por orden del capitan. Y si la tal cosa hiciere dicho capitan, cayga en la pena á que el cómitre debería estar sujeto.

Es, pues, cosa cierta que dos galeras que van en conserva deben escapar de tres que les vayan al alcance. Y es tambien cierto que dos galeras que esperen á las otras se defienden todos los dias de tres; porque es cosa razonable que se pongan en este peligro, ántes que la una se pierda. Y en el caso que alguno de la dicha galera, así nochero como proel, ú otro qualquiera, ponga estorbo ó detencion para que la cosa no se execute, mo-

rirá en la misma forma sin remision. Y lo mismo deberá entenderse de tres galeras respecto á quatro, de quatro á cinco, y de cinco á siete.

CAP. XXVI.

Contra las centinelas que se encontráren dormidas en galera.

Item. El cómitre está obligado á hacer velar bien su galera. Y si por ventura aquel á quien está encomendada la centinela, se encuentra dormido, pagará incontinenti al otro que lo hubiese encontrado así durmiendo, dos sueldos barceloneses : y á mas de esto, al dia siguiente en público sera arrojado al mar, pero de manera que no muera de ello. Y si el cómitre esto calla, ó encubre, ó no lo delata al almirante, capitan general, ó vice-almirante, ó al lugarteniente de ellos, pagará incontinenti dos florinos de oro.

CAP. XXVII.

Contra los cómitres que todas las semanas no registráren sus galeras debaxo cubierta.

Item. Todo cómitre se obligará, con juramento que debe prestar al entrar en su oficio, de que cada semana á lo ménos entrará debaxo de su galera para reconocerla y ascarla. Y de no hacerlo, pierda el salario que importáre toda la semana, el qual será adjudicado, esto es, las dos terceras partes al capitan, y la tercera al vice-almirante.

CAP. XXVIII.

Que los vice-almirantes destinen dos galeras para la guardia.

Item. Se ordena que siempre que la esquadra esté armada, haya en ella dos galeras destinadas para la guardia : y los vice-almirantes tendrán obligacion que siempre que la esquadra tome surgidero,

ó esté en él, dichas dos galeras hagan la referida guardia. Y quando la esquadra navegáre, aquellas dos galeras harán lo posible por juntarse y seguir detrás del comandante. Y á los cómitres de aquellas galeras se impondrá la pena, de que por cada vez que no fuesen encontradas en la guardia, paguen dos doblas de oro.

CAP. XXIX.

Que el cómitre de la galera del general, quando la esquadra estubiese en surgidero, ó con escala en tierra, nombre dos guardias en tierra.

Item. Siempre que la esquadra esté en surgidero, ó tenga escala en tierra, el cómitre de la galera del comandante, estará obligado á nombrar dos guardias en tierra, á fin de que si algo vieren, que la una vuelva, et la otra permanezca en la guardia, y si fuese menester, harán señales.

Y por cada vez que el cómitre fuese encontrado en falta sobre esto, pagará una dobla de oro. Y asimismo, si aquella guardia no se recogiese quando la dicha galera esté lista para partir, pagará dicha guardia media dobla de oro.

CAP. XXX.

Que los escribanos de las galeras cuiden que nadie juegue baxo de cubierta de dia ni de noche.

Item. El escribano de cada galera estará obligado á cuidar que nadie juegue baxo cubierta de dia ; y si alguno lo hiciere, que los dineros que jugasen y los dados, puedan tomarlos para si todo. Si jugaren de noche, se debe esto mas rigurosamente evitar ; de modo que la pena sobredicha se aumente, esto es, sacándolos del juego con buenos palos, y ademas con pérdida de la racion de pan que debian tomar el dia siguiente.

Y si el escribano en esto fuere negligente, será castigado, por manera que el cómitre está obligado á presentarlo al general para que lo castigue á su arbitrio. Y así, si el cómitre lo calláre, ó fuere en esto descuidado, deberá ser castigado á arbitrio del dicho general.

CAP. XXXI.

Que toda galera que se arme en los dominios del señor rey deberá tener la tripulacion y armas aquí contenidas.

Item. Se ordena que toda galera que se armase en los dominios del señor rey debe tener un capitan con un tercio de la guarnicion, á fin que la popa sea mejor guardada en caso de batalla, y él sea mas temido. *Item.* Tendrá cómitre, y sota-cómitre. *Item.* Ocho nocheros, de los quales sea uno el escribano. *Item* ocho proeles. *Item,* treinta ballesteros. *Item,* seis curulleros. *Item,* seis alieros. *Item,* seis espalderos. *Item,* ciento cincuenta y seis remeros.

Item, quatrocientas lanzas. *Item,* mil dardos. *Item,* cinco mil virotos. *Item,* treinta romañolas. *Item,* seis ronzoilas. *Item,* diez destrales. *Item,* seis guadañas. *Item,* ciento y veinte paveses. *Item,* cien corazas fornidas. Esto se entiende así, quando se armasen pocas galeras; porque en una esquadra se hará á juicio del almirante ó capitan general.

CAP. XXXII.

Que todo cómitre, ántes que use de su oficio, debe tener, baxo de cierta pena, una copia de estas ordenanzas.

Item. Se ordena que quando se hagan armadas, cada cómitre, ántes que use de

su oficio, debe tener una copia de esta ordenanza, por lo que le toque observar. Si no lo hiciere, perderá su empleo, y pagará el importe del tercio de su salario.

El escribano de la galera es quien debe escribir la dicha copia; sin que el escribano de la mesa de alistamientos pueda exigirle nada.

CAP. XXXIII.

Que nadie pueda llevar bandera con su divisa despues que la galera habra saludado, sino en la forma aquí contenida.

Item. En ninguna esquadra, donde haya capitan general, almirante, vice-almirante, ó lugarteniente de ellos, nadie podrá llevar bandera con su divisa, excepto él que fuese noble, ó rico-hombre señor de pendon, despues que la galera de los sobredichos habrá hecho el saludo. Antes bien deberán llevar tan solamente bandera con la divisa del señor rey, y la del almirante, capitan general, ó del que fuere xefe de la armada. Pero podrán llevar banderolas quadras con su propia divisa quantas quieran en la proa.

CAP. XXXIV.

Moderacion de las penas contenidas en las presentas ordenanzas.

Todos los sobredichos capitulos se hacen para direccion é instruccion del almirante, capitan general, ó vice-almirante, ó del lugarteniente de ellos, á fin de que tengan presentes las cosas arriba referidas. Pero si el sobre dicho almirante, capitan general, ó vice-almirante, ó su lugarteniente, hallaren por conveniente que las sobredichas penas en algun caso se deban agravar, ó moderar, ó dexar, tendrán facultad de hacerlo.

ORDONNANCE SUR LA NAVIGATION EN TEMPS DE GUERRE DE 1354 (1).

Petrus, Dei gratia, rex Aragonum, Valentiae, Maioricarum, Sardiniae et Corsicae, comesque Barchinonae, Rossilionis, et Ceritaniae : Fideli consiliario nostro, Petro Çacosta, bajulo Cathaloniae generali, vel ejus locumtenenti, salutem et gratiam.

Cum nos, pro utilitate nostrae reipublicae, ordinaverimus quaedam capitula super modo navigandi (2), quae vobis transmittimus nostro sigillo sigillata; ideo vobis dicimus et mandamus, quatenus, visis praesentibus, dicta capitula per loca assueta rippariae Cathaloniae voce praekonae publicari faciatis, eaque observetis, et observari faciatis juxta eorum seriem et tenorem, et contra non faciatis, vel veniatis aliqua ratione.

Datum Barchinonae, quarta die martii, anno a nativitate Domini millesimo trecentesimo quinquagesimo quarto.

Ara ojats : Que us fa saber l' honrat en Pere Çacosta, conseller del senyor rey, è batle general de Catalunya, que com lo senyor rey haja trameses à ell, sobre la manera de navegar, los capitols següents :

I. Primerament : mana è ordona lo senyor rey, que alguns navilis è vexells, grans è poch, no pusquen ni gosen partir de la plaja de Barchelona, ne d'altres ports è plajes de Catalunya, sens licencia è albarà de les persones d'avall nomenades.

II. Empero mana lo dit senyor rey, è dona licencia que tots navilis è vexells, grans è poch, pusquen navegar del cap de Laucata, qui es en Rosselló, fins al cap de Cervera, navegant per la costa, è aquets ayals vexells è navilis no pusquen ne dejen partir de la plaja è ports damunts dits, sens licencia è albarà dels d'avall nomenats; exceptats empero navilis è vexells qui naveguen de Tortosa fins à Roses, çó es à saber, per la costera; è aquells ayals no sien enteses que hajan

Or écoutez : L'honorable don Pierre Zacaosta, conseiller du seigneur roi et bailli général de Catalogne, vous fait savoir que le seigneur roi lui a transmis les chapitres suivans, relatifs à la navigation.

I. Premièrement, mande et ordonne le seigneur roi, qu'aucun navire ou vaisseau, grand ou petit, ne doit partir de la rade de Barcelone, ni d'autres ports ou rades de Catalogne, sans une permission et un ordre de passe des personnes ci-après désignées.

II. Mande toutefois ledit seigneur roi et permet, que tous navires et vaisseaux, grands ou petits, pourront aller du cap de Leucate, qui est en Roussillon, jusqu'au cap de Cervera, en longeant la côte; mais ces navires ou vaisseaux ne doivent pas quitter la rade ou les ports dessus dits, sans la permission ou l'ordre de passe des ci-après nommés, excepté les navires et vaisseaux qui vont de Tortose jusqu'à Roses, lesquels n'auront pas besoin de demander la permission et un ordre de passe.

(1) Ce document a été publié par Capmany, dans le recueil intitulé *Ordenanzas*, pag. 127 et suiv., et dans le tome IV des *Memorias*, pag. 108 et suiv. Le même auteur a recueilli dans le second volume de cet ouvrage, page 139, un document de 1353 en latin, qui a le même objet, mais qui est beaucoup moins développé.

(2) L'état de guerre rend toujours nécessaires des réglemens particuliers sur la navigation, soit en vue de prévenir les prises que feroient les ennemis, soit pour prévenir des intelligences avec eux. Il en est ainsi dans nos temps modernes. J'ai cru devoir publier cette ordonnance pour donner un exemple de ce qu'on faisoit au XIV^e siècle; mais il étoit inutile de multiplier ces sortes de documens.

à demanar licencia ne albará. Manant empero lo dit senyor espresament, sots pena de cors è d'haver, que aytals navilis ò vexells no gosen ni presumesquen portar alcuna especiaria, draps, ne cera, ne cambis, ne alcunes altres coses de semblants ò de maior valor, sino en lenys, ò barches, ò laúts armats, qui vajen per la costa à pres de terra. Empero declara lo dit senyor rey, que vexells ò navilis qui vajen de Tortosa fins à Roses, çó es à saber per la costa, que aquets aytals vexells ò navilis no hajen à demanar licencia ni albará.

III. *Item.* Mana lo dit senyor, sots la dita pena, è encara declara, que alguns navilis ò vexells, grans ò poch, no gosen ni dejen anar ò navegar en les illes de Sardènia, de Malorques, de Menorques, ni de Eviça, ni en altres parts, si donchs no son galea ò galeas, ò nau ò naus armades, è aquestes aytals galeas ò naus no gosen ne deien partir de la plaja ò ports de Cathalunya, sots la dita pena, tro hajen licencia ò albará del consell del senyor rey, qui es romas en Barchelona; è en absencia del dit consell, del batle general de Cathalunya, ò de son lochtinent, ò deputats per ell à dar les dites licencies. Empero declara lo dit senyor, que en aytals galea ò galeas, ò nau ò naus, pusque trametre tot hom qui s' volrà, ses robes, è ses mercaderies, ò cambis, exceptades coses vedades. E encara declara è mana lo dit senyor, sots la dita pena, que la dita nau ò naus dejen anar armades è amarinades sots la forma seguent.

IV. Primerament : mana lo dit senyor que tota nau ò naus de tres cubertes pugue è puxen anar la hon se vullen, obtenguda primerament licencia è albará dals d'amunt dits, exceptat empero loch ò lochs de enemichs del dit senyor rey; è que la dita nau ò naus hajen è dejen

Ordonne toutefois ledit seigneur expressément, sous peine de corps et de biens, que ces navires ou vaisseaux ne doivent prendre en chargement aucune épicerie, drap, cire, lettres de change, ni autres choses de valeur semblable ou supérieure, si leurs radeaux, barques ou bateaux ne sont armés et ne suivent la côte sans s'éloigner de la terre.

Déclare toutefois ledit seigneur roi que les vaisseaux ou navires qui vont de Tortose jusqu'à Roses, c'est-à-dire par la côte, n'ont pas besoin de demander permission ou ordre de passe.

III. *Item.* Mande ledit seigneur roi sous ladite peine et déclare encore, qu'il est défendu à tout navire ou vaisseau, grand ou petit, d'aller ou de faire voile vers les îles de Sardaigne, de Majorque, de Minorque, d'Iviça, ni autre port, à moins que ce ne soit une ou plusieurs galères, un ou plusieurs navires armés en guerre, et ces galères ou navires ne doivent pas, sous les peines susdites, quitter la rade ou les ports de Catalogne sans avoir obtenu une permission ou lettre de passe du conseil du seigneur roi qui est resté à Barcelone, ou en l'absence dudit conseil, du bailli général de Catalogne, ou de son lieutenant, ou de ceux qu'il aura commis pour donner lesdites permissions. Et ledit seigneur roi déclare que, dans ces galères ou navires, on peut prendre à bord tout homme que l'on voudra, ses effets et marchandises, ou lettres de change, excepté des choses prohibées.

Et encore déclare et ordonne ledit seigneur roi, sous ladite peine, que lesdits navires doivent aller armés et pourvus de la manière suivante.

IV. Premièrement, ordonne ledit seigneur que tout navire de trois ponts peut aller là où il veut, ayant préalablement obtenu la permission et l'ordre de passe des personnes ci-dessus, excepté dans les lieux au pouvoir des ennemis dudit seigneur roi, et que ledit navire doit avoir à bord cent cinquante hommes engagés au service du navire, c'est-

menar cent sincuanta persones tengudes de nau, çó es à saber, vuytanta mariners, quaranta ballesters, è trenta servicials; è que tots hajen de setse anys à ensus, è tots hajen lurs armes.

V. *Item.* Mana lo dit senyor que tota nau ò naus de dos cubertes, pusque porten dos mil salmes, puegue ò puxen anar la hon se vullen, obtenguda primerament licencia è albará dels d'amunt dits, exceptat empero loch ò lochs de enemichs del dit senyor rey; è que la dita nau ò naus hajen ò dejen menar cent persones tengudes de nau, çó es à saber, seixanta mariners, vint ballesters, è vint servicials; los quals hajen de setse anys à ensus, è tots hajen lurs armes.

VI. *Item.* Que tota nau ò naus de dos cubertes, ò d'una cuberta, pusque porten mil sinch centes salmes, puegue è puxen anar la hon se vullen, obtenguda primerament licencia è albará dels d'amunt dits, exceptat empero loch ò lochs de enemichs del dit senyor rey; è que la dita nau ò naus hajen è dejen menar vuytanta persones tengudes de nau, çó es à saber, quaranta mariners, vint ballesters, è vint servicials; los quals hajen de setse anys à ensus, è tots hajen lurs armes.

VII. *Item.* Mana lo dit senyor que totes les d'amunt dites nau ò naus sien è dejen esser encuyrades, è fornides d'armes, de veles, è de exarcies, è d'ormeygs, è d'altres forniments necesaris, à coneguda dels d'amunt dits, segons que s'conte en lo tercer capitol d'amunt dit; è encara dejen anar desempatxades, è desevolmades, à coneguda dels d'amunt dits.

VIII. *Item.* Mana è declara lo dit senyor, que en aquesta inhibició no sien enteses alcun navilis ò vexells, qui sien de persones de estranya nació, ans aquestes

à-dire quatre-vingts mariners, quarante arbalétriers et trente mousses, chacun âgé de plus de seize ans, et chacun muni de ses armes

V. *Item.* Ordonne ledit seigneur que tout navire de deux ponts, s'il jauge deux mille salmes, peut aller où il veut, ayant obtenu préalablement les permission et ordre de passe comme il est ci-dessus dit, excepté dans des lieux au pouvoir des ennemis dudit seigneur roi, et que ledit navire doit avoir à bord cent hommes engagés au service dudit navire; savoir : soixante mariners, vingt arbalétriers et vingt mousses, qui seront âgés de plus de seize ans, et qui tous auront leurs armes.

VI. *Item.* Tout navire de deux ponts ou d'un pont, s'il jauge mille cinq cents salmes, peut aller où il veut, ayant obtenu préalablement les permission et ordre de passe susdits, excepté dans les lieux au pouvoir des ennemis dudit seigneur roi; que ledit navire doit avoir à bord quatre-vingts hommes engagés au service du navire, savoir : quarante mariners, vingt arbalétriers et vingt mousses, qui seront âgés de plus de seize ans, et qui tous auront leurs armes.

VII. *Item.* Ordonne ledit seigneur que tous les navires ci-dessus désignés seront et doivent être couverts de cuir, et munis d'armes, de voiles, d'agrès, de câbles, et d'autres fournimens nécessaires, au dire des personnes mentionnées au chapitre III ci-dessus, et encore ils ne doivent point être surchargés ni embarrassés, au jugement des mêmes personnes.

VIII. *Item.* Ordonne et déclare ledit seigneur que dans cette prohibition ne sont pas compris les navires et vaisseaux qui appartiennent à des étrangers; au contraire, ceux-ci

pusquen venir è anar à lur voluntat, è comprar, è vendre, à traer lurs mercaderies, exceptades empero coses vedades, que aseguren que açó que hic trauran, no porten en terra d'enemichs del dit senyor rey; è salvant empero que no sien enemichs del dit senyor rey, aquells que hic vendran; è exceptat empero que no gosen ne pusquen persona ò persones traure de la terra del dit senyor rey, sie que sien tenguts dels dits vexell ò vexells, ne encara pelegrins, ne encara alcunes robes è mercaderies de les sotsmeses de la senyoria del dit senyor rey, è que d'açó façen sacrament los dits estrangers. E si eren trobats en lo contrari los estrangers, fosen punits del frau è perjuria, è los dits sotsmeses del dit senyor rey, que aquell ò aquells sotsmeses sien encorreguts en cors è en haver, que ab los dits estrangers hic isquesen; çó es, la persona ò persones, è les robes foçen confiscades al dit senyor rey, axí com d'amunt es dit, d'aquell ò d'aquells qui ab lo dit navili ò navils dels dits estrangers les hic faesen trer.

IX. Item. Mana è declara lo dit senyor, que los sotsmeses del dit senyor rey, no contrestant la dita inhibició, puguen è puxen trer lurs mercaderies è robes de la senyoria del dit senyor rey; exceptades cosas vedades, ab navili ò navilis de estranya nació, pus que aseguren que pasen drete via dellá l'estret de Gibraltar.

X. Item. Mana è declara lo dit senyor, que si cas ere que alcun sotsmes del dit senyor rey fes venir en la senyoria del dit senyor rey, axí grà com altra vitualla, ab lo navili ò navilis de estrangers, que l' dit sotsmes puxe taurer mercaderies è robes, valents la valor del dit grà ò vitualla, ab lo dit navili ò navilis dels dits estrangers, è no mes avant; empero que no hic puxe trer, ne fer trer coses vedades.

pourront aller et venir comme il leur plaira, et acheter et vendre et exporter leurs marchandises, sauf toutefois les choses prohibées, et à condition qu'ils affirment que ce qu'ils exporteront d'ici, ils ne le porteront pas en terre ennemie dudit seigneur roi, et bien entendu que ceux qui viennent ici ne sont pas ennemis dudit seigneur roi; mais il leur est interdit de faire sortir des hommes des pays soumis audit seigneur roi, soit comme engagés au service du navire, soit comme passagers, ni des effets ou marchandises appartenant aux sujets du seigneur roi, et lesdits étrangers affirmeront ces choses par serment.

Et s'ils sont trouvés en contravention, ils seront punis comme fraudeurs et parjures, et lesdits sujets du seigneur roi qui sortiront d'ici avec les étrangers seront punis de corps et de biens, c'est-à-dire que les personnes et les biens seront confisqués au profit du seigneur roi, comme il est dit ci-dessus de celui ou de ceux qui en feront sortir dans des navires étrangers.

IX. Item. Ordonne et déclare ledit seigneur roi que, malgré ladite prohibition, les sujets du seigneur roi peuvent exporter dans des navires étrangers leurs marchandises et effets du territoire du seigneur roi, excepté les choses prohibées, s'ils affirment que ces objets sont destinés à passer en droiture au delà du détroit de Gibraltar.

X. Item. Ordonne et déclare ledit seigneur roi que si quelqu'un de ses sujets fait venir, sur son territoire, des grains ou d'autres vivres dans des navires étrangers, il pourra exporter dans des navires étrangers des marchandises et effets en valeur égale à celle desdits grains ou vivres, mais pas plus; bien entendu qu'il ne peut exporter ni faire exporter des choses prohibées.

XI. *Item.* Mana è ordona lo dit senyor, que negú mercader, ne notxer, ne mariner, ne ballester, ne infant, ne neguna altra persona de la senyoria del dit senyor rey, no gos, ni deje anar ne navegar, sino tant solament ab navili dels sotsmeses è de la senyoria del dit senyor rey, è açó sots pena de cors è d' haver.

XII. *Item.* Mana è ordona lo dit senyor, que en cas que à ell fos bé vist faedor, ò à aquells à qui ell ho comanarà, d' enviar ò de licenciar alcun leny armat per misatgeria, ò per pendre lengua, que en aytal cas se puxe fer; empero que lo dit leny armat, ò barcha armada, ò laút armat, no hic pogues trer cambis, ni mercaderies, ne altres robes, ne pelegrins, ni altres persones, sino tan solament aytantes persones com fosen necessaries en armament del dit leny armat, barcha armada, ò laút armat, si donchs no n' havia licencia dels d' amunt dits; è si lo patró del dit leny ò barcha ò laút eren trobats en lo contrari, que sien encorreguts en cors è en haver.

XIII. *Item.* Vol è ordena lo dit senyor rey, que ls scrivans qui seran deputats per los d' amunt dits à fer los albarans de les dites licencies, no demanen, ni receben per cascun albará, per gran que sie, sino quatre diners, è dos diners per albará de resposta dellá on seran anats, è no mes à avant : è que ls dits albarans sien tots registrats largament, per lo qual registrar no prenguen res, sino segons que dit es : è alcun dels dits scrivans no presumesca, ne gos pendre mes avant, ne donen alcú empatxament als d' amunt dits, per haverne mes, sots pena de la ira del senyor rey, è de perdre lurs ofis.

XIV. *Item.* Si per ventura alcun ò alguns, per lur follia fayen ò venien contra los dits capitols, ò alguns d' aquells, sien caúts è encorreguts en les penes

XI. *Item.* Mande et ordonne ledit seigneur roi qu'aucun marchand, nocher, marinier, arbalétrier, mousse, ni tout autre homme du territoire dudit seigneur roi, ne peut ni ne doit aller, ni naviguer, qu'avec des navires des sujets dudit seigneur roi, et cela sous peine de corps et de biens.

XII. *Item.* Mande et ordonne ledit seigneur roi qu'en cas où il plairoit, à lui ou à ceux qui commandent à sa place, d'envoyer avec une licence un bateau armé pour porter des messages ou pour prendre langue, cela peut avoir lieu; mais ledit bateau armé ou ladite barque ne peut exporter d'ici ni lettres de change, ni marchandises, ni autres biens, ni passagers, ni autres personnes, mais seulement les hommes qui seront nécessaires pour le service dudit bateau armé ou de ladite barque armée, à moins d'une permission particulière des personnes susdites; et si le patron dudit bateau ou de ladite barque est pris en contravention, il aura encouru confiscation de corps et de biens.

XIII. *Item.* Veut et ordonne ledit seigneur roi que les écrivains qui seront délégués par les conseillers susdits pour délivrer les permis de passe ou lesdites autorisations, ne doivent demander ni recevoir pour chaque ordre ou permission, quelque étendus qu'ils soient, que quatre deniers, et deux deniers pour la permission de retour, et pas plus; tous les ordres de passe seront transcrits en totalité, et pour la transcription ils ne prennent rien de plus que ce qui est dit. Il est défendu à tout écrivain de prendre plus, ni de faire éprouver des retards aux parties intéressées, afin d'obtenir quelque gratification, sous peine d'encourir la disgrâce du seigneur roi, et de perdre sa place.

XIV. *Item.* Si, par événement, quelqu'un ou quelques-uns, par leur imprudence, contreviennent auxdits chapitres ou à un d'eux, ils auront encouru les peines ci-dessus.

damunt expresades. La execució è punició de les quals penes, axí de persona com de bens, è de mercaderies, faessen ò feçen fer los damunt dits deputats, segons la forma dels capitols d'amunt dits.

Per çó lo dit batle general mana de part del senyor rey, que tot hom, de qualque condició ò stament sia, serva, è sia tengut de servir los capitols è ordinations damunt dites, los quals per lo dit senyor rey è per son consell en la forma dessus dita son stats ordonats, sots la pena continguda en los capitols d'amunt dits.

L'exécution et l'application desdites peines, tant contre les personnes que contre les biens et marchandises, aura lieu sur les ordres des délégués ci-dessus, selon la teneur des chapitres précédens.

Pour cela ledit bailli général ordonne, de la part dudit seigneur roi, que tout homme, de quelque condition et état qu'il soit, maintienne et soit tenu de maintenir les chapitres et ordonnances ci-dessus, lesquels ont été ordonnés par le seigneur roi et par son conseil en la teneur susdite et sous les peines contenues dans lesdits chapitres (1).

ORDONNANCE SUR LES COURSES MARITIMES DE 1356 (2).

Petrus, Dei gratia, rex Aragonum, Valentia, Majoricarum, Sardinia et Corsica, comes Barchinonae, Rossilionis et Ceritaniae : Fidelibus suis Bonanato de Maçaneto, et Ferrario Caserra, civibus Majoricarum, salutem et gratiam.

Ecce quod nos ordinavimus et deputavimus vos, super exequendis quibusdam capitulis, quae deliberate ordinavimus super modo quem tenere et servare debent armatores galearum et navium in Majorica, et in insulis Minorica et Evica, prout in dictis capitulis quae vobis transmittimus latius continetur : ideo vobis dicimus, committimus, et mandamus, quatenus capitula praedicta exequamini, et compleatis juxta

(1) Quelques modifications furent apportées à cette ordonnance par une autre de 1336, rapportée par Capmany, *Memorias*, tome IV, page 116.

(2) Cette ordonnance a été publiée d'abord par Capmany, dans son recueil intitulé *Ordenanzas*, imprimé en 1787, page 127. Il l'a ensuite insérée dans le tome IV de ses *Memorias*, page 112. Elle est un des monumens les plus développés du système adopté par les gouvernemens pour encourager les armemens en course. Les chapitres que j'ai publiés page 396 et suivantes n'étoient relatifs qu'aux armemens faits par des particuliers avec des navires qui leur appartenoient ou qui leur étoient loués par des propriétaires à qui une part dans les prises étoit accordée pour prix de cette location. Dans notre ordonnance de 1356 on voit que le roi fournissoit des navires aux armateurs, et qu'il se réservoir, pour prix de cette location et du risque qu'il couroit de perdre ses navires, une part dans les prises. C'est l'objet des dix-huit premiers articles. On prévoit dans les articles 19 et suivans le cas où les armateurs emploient leurs propres navires ; mais le roi vient encore à leur secours, en leur faisant l'avance d'un mois de l'équipage et de quatre mois de vivres, à raison de quoi il a un intérêt dans les prises proportionné au capital de ces avances. On voit enfin dans le même article que si le roi ne faisoit aucune avance, il ne s'attribuoit aucun droit sur les prises, ce qui étoit une dérogation à la règle générale d'après laquelle, même dans ce dernier cas, les armateurs auroient été tenus de payer au fisc une part de leurs bénéfices. Un document de 1331, rapporté par Capmany, tome II, pages 408 et suivantes, constate que les villes faisoient de semblables conventions avec des armateurs. Cet usage n'a pas été particulier à la Catalogne ; il étoit général au moyen âge, où les gouvernemens n'avoient pas toujours assez d'équipages et de navires pour former des escadres. Il a été suivi dans des temps plus rapprochés de nous. Le règlement fait par Louis XIV, le 15 octobre 1674, semble copié sur cette ordonnance de 1356 ; ou, ce qui est plus probable, car il est douteux qu'elle fût connue en France, les mêmes besoins et les mêmes situations produisoient les mêmes mesures. Le document de 1331, que je n'ai pas cru nécessaire de réimprimer, contient un détail très-développé et très-curieux de tout ce qui composoit l'armement des navires ainsi prêtés par la ville de Barcelone à des particuliers armant en course. Il n'est pas douteux que les mêmes usages étoient suivis relativement aux navires que le roi prêtoit aux particuliers.

eorum seriem et tenorem, quoniam nos vobis super prædictis omnibus et singulis vices nostras committimus plenarie cum præsentì.

Datum Barchinonæ vigesima sexta die februarii, anno a natiuitate Domini millesimo tercentesimo quinquagesimo sexto. — *Ex provisione.* — *Ferrarius de Magarola* (1).

I. Primerament, lo senyor rey ordona que per continuar la guerra als Genoveses enemichs seus, que en la sua senyoria sien armades galees è naus per armadors, en la forma seguent; es à saber: que l' senyor rey prestarà à tot sotsmes seu qui vulla armar galees, les galees adobades, è aparellades, è varades, è entunç de navegar, ab armes, rems, exarcies, maçaresos, seu, è altres forniments à aquells necesaris.

II. *Item.* Lo senyor rey los armarà la pagua de un mes, al sou acostumat, si la volran.

III. *Item.* Los armarà panatiga à quatre mesos, si la volran.

IV. *Item.* Lo senyor rey los dona de bona guerra tots Genoveses, è tots sotsmeses del senyor de Millà, è tots Moros, salvant los Moros del rey de Granada, è encara tots aquells qui faran ò vendran contra la inhibició general del senyor rey en la forma que s' conté en aquella inhibició.

V. *Item.* Lo senyor rey dona als armadors tota jurisdicció civil è criminal, en è sobre tots è sengles que seran acordats è tenguts de les dites galees, axí en mar com en terra, del dia avant que seran acordats tro que haien desarmat.

I. Premièrement, le seigneur roi ordonne que, pour continuer la guerre contre les Génois, ses ennemis, des armateurs armeront en son territoire des galères et navires de la manière suivante, savoir: le seigneur roi prêtera à tous ses sujets qui voudront armer en course, des galères radoubées et appareillées et en état de naviguer, avec armes, rames, agrès, appareils, suif et autres fournimens nécessaires (2).

II. *Item.* Le seigneur roi leur avancera la solde pour un mois, au prix courant, s'ils le désirent.

III. *Item.* Il leur sera donné des vivres pour quatre mois, s'ils le désirent (3).

IV. Le seigneur roi leur accordera le droit de bonne prise contre tous les Génois et tous les sujets du seigneur de Milan, et tous les Maures, sauf les Maures du roi de Grenade, et encore tous ceux qui enfreindront les prohibitions générales du seigneur roi de la manière spécifiée dans lesdites prohibitions.

V. *Item.* Le seigneur roi attribue aux armateurs toute juridiction civile et criminelle, entre et sur tous et chacun de ceux qui seront engagés au service desdites galères, tant en mer qu'à terre, du jour qu'ils seront engagés jusqu'à leur désarmement (4).

(1) Dans le tome IV des *Memorias* on annonce que l'envoi est fait à des bourgeois de Barcelone.

(2) On a vu tome IV, page 594, une mesure semblable prise par le gouvernement de Florence, pour l'encouragement du commerce maritime et des expéditions marchandes. L'histoire de la navigation de Venise et de la plupart des villes maritimes en offre des exemples multipliés, ou plus anciens ou plus récents.

(3) Les chapitres II et III n'en forment qu'un seul dans les *Memorias*.

(4) Le document de 1330, ci-dessus page 393, constate que, dans l'usage, *secundum statum et consuetudinem armata*, les chefs des armemens faits ou par des corps de ville, ou par des particuliers, jouissoient de ce droit de juridiction. Capmany a publié d'autres privilèges où ces concessions sont reproduites, savoir: un de 1388, tome II, page 462; un de 1393, page 364; un autre de 1424, page 212. Je n'ai pas cru qu'il fût nécessaire de les recueillir.

VI. *Item.* Lo senyor rey otorga als dits armadors, è à tots aquells qui seran acordats è tenguts de les dites galees, aquells privilegis, guiatges, è alongaments qui son acostumats de otorgar en armades reyal, axí empero que l's dits guiatges è alongaments no s'hagen à pòblar ab veu de crida; è que tots aquells qui seran acordats, è guiats, è alongats, haïen anar en les dites galees, è que lesdits armadors fassen sagrament è homenatge, que no lexaran anar alcun, ne faran que alguns s'alegren dels dits guiatges è alongaments, si no servexen per lo temps que seran acordats.

VII. *Item.* Vol lo senyor rey è ordona, è deputa En Bonanat Descoll è En Guillelm Morey, ciutadans de Barcelona, los quals deguen conèixer si l's armadors que armaran en Barcelona, è de Cadaqués tró à Tortosa, havien fet dan è damnatge à alcú è alguns qui fosen en paxa è en treua ab lo senyor rey; axí que negun altre oficial del senyor rey no puxe conèixer sino los dits En Bonanat è Guillelm. Axí mateix los damunt dits hagen à conèixer del dret del senyor rey, è seu, è defenesquen lurs comptes, axí que l' mestre racional, ne altre oficial del senyor rey no s'pusque entrometre dels dits armadors,

VI. *Item.* Le seigneur roi accorde auxdits armateurs, et à tous ceux qui seront engagés au service desdites galères, les privilèges, sauf-conduits et sursis que l'on accorde habituellement dans les flottes royales (1), de manière toutefois que lesdits sauf-conduits et sursis ne soient pas annoncés par des crieurs publics (2), et que tous ceux qui se seront engagés et auront obtenu des sursis et sauf-conduits fassent la campagne avec lesdites galères, et que lesdits armateurs fassent serment et hommage de ne laisser partir personne, ni de laisser jouir personne desdits sauf-conduits et sursis, s'ils ne servent pendant le temps pour lequel ils se seront engagés.

VII. *Item.* Le seigneur roi veut et ordonne, et donne commission à D. Bonanat Descoll et D. Guillaume Morey, bourgeois de Barcelone, pour vérifier si les armateurs qui armeront à Barcelone, et de Cadaqués jusqu'à Tortose, ont fait quelque tort ou dommage à quelqu'un qui seroit en paix ou en trêve avec le seigneur roi; de manière qu'aucun autre officier du roi ne pourra en connaître, si ce n'est D. Bonanat et D. Guillaume.

De même ils connaîtront des perceptions revenant au seigneur roi et à eux-mêmes, et ils apureront les comptes de manière que le maître des comptes ni aucun autre officier du seigneur roi ne puisse se mêler des affaires desdits armateurs et de leurs comptes, mais

(1) Cette disposition fait allusion au chapitre vi de l'ordonnance de 1354 ci-dessus. C'étoit encore un usage général d'encourager les marins à prendre part à des expéditions en course, par des sauf-conduits. Voici la formule d'un de ces privilèges, daté de 1349, que Capmany a publié tome II, page 136 : « Nos Petrus guidamus et assecuramus omnes illos et singulos, qui se acordabunt in illis galeis quas facit armari universitas civitatis Barchinonæ ibidem de præsentis, ita quod quicumque se voluerit acordare in ipsa armata, non possit per nos vel aliquem officialem nostrum aut alium vice nostra capi, detineri, aut quomodolibet impediri prætextu vel occasione criminum per eum commissorum, vel de quibus extiterit inculpatus; dum tamen se acordaverit infra duos dies ex quo fuerit in dicta civitate Barchinonæ personaliter constitutus. In præsentis autem guidatico non intendimus nec volumus comprehendere illos qui commiserunt crimen læsæ majestatis, nec proditores, baustores, insidiatores, seu raptores itinerum ac pacium et treugarum, falsatores monetæ, hæreticos, sodomitas, nec etiam illos qui civibus Barchinonæ intulerint injuriam personalem. Præsentis quidem guidaticum durare volumus et tenere per biduum ex quo illi qui se acordabunt, fuerint in civitate Barchinonæ et in dicta armata et per quindecim dies postquam ad civitatem Barchinonæ rediverint et dictæ galeæ fuerint desarmatæ. Mandantes per præsentis, gerenti vices procuratoris in Cathalonia, Vicario et Bajulo Barchinonæ, ac aliis quibuscumque officialibus nostris vel locatinentibus eorumdem, quod dictum guidaticum inconcussa teneant et observent, ac faciant ab omnibus inviolabiliter observari. »

(2) On ne vouloit point de publication pour ne pas encourager les désordres; cette espèce d'amnistie ne devant être appliquée que sous la garantie morale des armateurs.

ne de lurs comptes, sino los damunt dits, è fesen apoches è fins.

VIII. *Item.* Lo senyor rey ordona è deputa En Berenguer de Ripoll è En Pasqual Maçana, habitants de Valencia, qui hagen semblant poder en los armadors de Valencia, als quals de continent sia feyt saber, è tramés translat dels presents capitols, è dels altres, è poder bastant.

IX. *Item.* Lo senyor rey ordona è deputa En Bonanat de Maçanet è En Ferrer Çaserra, ciutadans de Malorques, que hagen semblant poder en los armadors de Malorques, è de Manorque, è de Evîça, è sie l's tramés per semblant forma.

X. *Item.* Lo senyor rey ordona è deputa En Berenguer Amoros de Copliure, è En Johan Volá de Perpenyá, que hagen semblant poder en los armadors de Rosselló, è sie l's tramés per semblant forma.

XI. E los dits armadors prometran è aseguran en poder de les dites persones, çó es, aquells de Barchelona è de Cadaqués tró à Tortosa, en poder d'aquells de Barchelona; è aquells de Valencia, en poder d'aquells de Valencia; è aquells de Malorques, en poder d'aquells de Malorques; è aquells de Rosselló, en poder

seulement les susnommés, qui donneront quittances et décharges (1).

VIII. *Item.* Le seigneur roi accorde et donne commission à D. Bérenger de Ripoll et D. Pasqual Maçana, habitants de Valence, qui auront un pouvoir semblable relativement aux armateurs de Valence, auxquels sans perdre de temps on donnera connoissance et on transmettra une copie des présents chapitres et des autres, avec des pouvoirs suffisans.

IX. *Item.* Le seigneur roi accorde et donne commission à D. Bonanat de Maçanet et à D. Ferrer Çaserra, bourgeois de Majorque, afin qu'ils aient un pouvoir semblable pour les armateurs de Majorque, de Minorque et d'Ivîça, et les présentes leur seront pareillement transmises.

X. *Item.* Le seigneur roi accorde et donne commission à D. Bérenger Amoros, de Collioure, et à D. Johan Vola, de Perpignan, qui auront un pouvoir semblable pour les armateurs du Roussillon, et les présentes leur seront transmises également.

XI. *Item.* Et lesdits armateurs promettent et affirmeront entre les mains des commissaires susdits, c'est-à-dire ceux de Barcelone et de Cadaqués jusqu'à Tortose, entre les mains de ceux de Barcelone; et ceux de Valence, entre les mains de ceux de Valence; et ceux de Majorque, entre les mains de ceux de Majorque; et ceux du Roussillon, entre les mains de ceux du Roussillon,

(1) Ce chapitre donne lieu à deux observations importantes relativement à la législation des courses au moyen âge : 1° Les commissaires du roi sont chargés de vérifier, chacun dans leur district, si les armateurs ont fait quelque tort aux alliés du roi, ou à ceux qui sont en paix avec lui; 2° on a vu, page 349 ci-dessus, un privilège de 1288 qui imposait l'obligation d'un cautionnement de *non offendendo amicos*. L'usage en étoit général, comme le prouvent un statut de Gazarie de 1339, et le chapitre xxxiii du *Breve maris* de Pise, de 1298, dont j'ai donné le texte tome IV, pages 440 et 586. On ne peut douter que, dans le xiv^e siècle et même plus anciennement, nonobstant l'état d'anarchie presque générale qui existoit en Europe, les gouvernemens ne fissent tous leurs efforts pour protéger les amis et les neutres. L'équité, ou si l'on veut la politique, leur en faisoit un devoir. Capmany a recueilli, tome II, page 100, deux ordonnances de Philippe le Long, roi de France, de 1333 et 1335, qui constatent qu'en général les souverains ne refusoient pas de faire droit aux réclamations pour prises injustes. Le premier de ces documens a été inséré en partie dans la collection des ordonnances de la troisième race, tome III, page 289. On trouve également dans la collection manuscrite de la Bibliothèque royale, connue sous le nom de Doat, tome LI, pages 207, 277, 335, 404, 438, plusieurs lettres patentes de 1305, 1309, 1312, 1313, 1326; et il y en a deux autres de 1351 dans les ordonnances, tome IV, page 39, par lesquelles le roi de France requéroit le gouvernement génois de rendre justice à des navigateurs déprédés, et accordoit des lettres de représailles pour vaincre le refus. J'ai déjà dit, note 1 de la page 384, que les juges consuls ne connoissoient pas de ces matières.

d'aquells de Rosselló, que ells armaran les dites galees à quatre mesos bé è complidament, à coneguda de les dites persones.

XII. Item. Que dins los dits quatre mesos, ò quatre mesos è mitg, en sinch mesos après que hauran saludat è seran partits, sien tenguts de tornar les dites galees ab armes, rems, exarcies, maçaresos, è altres forniments, segons que l's sien liurades ab inventari.

XIII. Item. Que l's dits armadors sien tenguts de tornar desarmar en aquells lochs lion hauran armat dins lo dit temps.

XIV. Item. Que l's dits armadors sien tenguts de dar al senyor rey, ò à aquella persona qui per lo dit senyor, ò per les dites persones hi será deputada, la part d'acò que hauran guanyat, prorata del pan è de la paya quel dit senyor los haurá armat, bé è leyalment, à coneguda de les dites persones, levat lo cabal è les messions, à coneguda dels damunt dits.

XV. Item. Que l's dits armadors, encontinent que hagen desarmat, sens tota altra requesta, sien tenguts de fer adobar les dites galees bé è complidament, segons que l's seran liurades, à coneguda de les dites persones, è fer traure aquellas, es à saber, de tot lo guany en comun, levat lo cabal è les messions; è fet lo dit adob, çó que sobrarà del dit guany, partesque s' per sou è per liura, segons que dit es. E enten emperó lo senyor rey, que si per ventura alcun ò alguns dels dits armadors, com tornaran, no havian res guanyat, que en aquell cas no sien tenguts de fer adobar les dites galees, mas que sien tenguts de fer traure aquelles, è los forniments d'aquelles, à ses propres messions.

(1) Le roi accordoit quelquefois cette part aux équipages et aux veuves ou enfans des hommes tués pendant l'expédition, ainsi qu'on le voit par la chronique de Ramond Muntaner, chapitre xx (édition de 1558, folio xviii). Cet usage a été suivi dans les temps modernes; voir pour l'Angleterre le statut de 1664, et pour la France l'ordonnance de 1681, livre III, titre iv, art. 15.

qu'ils armeront lesdites galères pour quatre mois, bien et complètement, au jugement desdits commissaires.

XII. Item. Que dans lesdits quatre mois ou quatre mois et demi, jusqu'à cinq mois, après qu'ils auront salué et qu'ils seront partis, ils seront tenus de restituer lesdites galères, avec armes, rames, agrès, apparaux et autres fournimens qui leur auront été livrés, conformément à l'inventaire.

XIII. Item. Que lesdits armateurs seront tenus de venir désarmer au même lieu où ils auront armé, et dans le temps ci-dessus prescrit.

XIV. Item. Que lesdits armateurs seront tenus de donner au seigneur roi, ou à la personne à ce préposée par ledit seigneur roi, ou par ses commissaires, la part de leurs prises, au prorata des vivres et de la paye que ledit seigneur leur aura avancés, au jugement desdits commissaires, sous la déduction du capital et des frais, au jugement des susnommés (1).

XV. Item. Que les susdits armateurs, aussitôt après avoir désarmé, et sans aucune sommation, seront tenus de faire radoubier lesdites galères et de les remettre dans l'état où elles leur auront été livrées, au jugement desdits commissaires, et de les faire mettre à terre, bien entendu aux frais du profit commun, après prélèvement du capital et des dépenses; et ledit radoub étant exécuté, ce qui restera dudit profit sera réparti par sou et par livre, selon ce qui a été dit.

Entend néanmoins le seigneur roi que si, par événement, quelques-uns desdits armateurs de retour n'ont rien pris, ils ne seront pas tenus de faire radoubier les galères; mais ils seront tenus de les faire transporter à terre, ainsi que leurs fournimens, à leurs propres frais.

XVI. *Item.* Que l's dits armadors puxen tenir encant è encants en quals lochs se volran, è pendrer refrescament, sens pagar dret alcun.

XVII. *Item.* Que les galees, armes, rems, è altres forniments d'aquellas, vagen à risch et à ventura del senyor rey.

XVIII. *Item.* Que en cas que l'senyor rey arm la dita paga de un mes è la panatica de quatre mesos, que en cascuna de les dites galees vaia una persona per guardar è reebre lo dret del senyor rey, la qual persona hi pusquen metre per nom del senyor rey les dites persones. La qual persona sia tenguda de fer sagrament è homenatge en poder de les dites persones de haverse sobre açò, è de respondre al senyor rey, ò à qui ell volrà, bé è leyalment del dit dret.

XIX. *Item.* Ordonà lo senyor rey, que si alcun patró ò patrons de nau ò de naus, ò de qualseuol persones, volien armar nau ò naus per entrar en cors, que en aquell cas lo senyor rey los armas la paga de un mes, al sou de la nau ò naus, è panatica de quatre mesos, axí que l's dits armadors sien tenguts de dar al senyor rey, ò à aquella persona qui per lo senyor rey hi será deputada, per sou è per liura del guany que l's dits armadors faran; emperó que çó que l'senyor rey hi metrà, vaia à risch è à ventura del dit senyor, è los dits armadors sien tenguts de fer aquellas seguretats, è altres coses que son tenguts de fer los armadors de les galees.

E en cas que l's dits armadors no' prenguesen lo sou è panatica del dit senyor, que no fosen tenguts de dar altre guany è dret al senyor rey, mas que poguesen entrar en cors, faents les dites seguretats.

Enten emperó lo senyor rey, que les dites nau ò naus sien de port de mil salmes en sus, è que aquestes aytals naus sien

XVI. *Item.* Que lesdits armateurs pourront vendre à l'encan dans tous les lieux où ils voudront, et y prendre des rafraîchissements, sans payer aucun droit.

XVII. *Item.* Que les galères, armes, rames et autres fourniments, sont aux risques et périls du seigneur roi.

XVIII. *Item.* Que dans le cas où le seigneur roi avance ladite paye d'un mois et les vivres pour quatre mois, il doit se trouver à bord de chacune desdites galères une personne pour surveiller et recevoir le droit du seigneur roi, laquelle personne sera nommée en son nom par lesdits commissaires.

Cette personne sera tenue de faire serment et hommage entre les mains desdits commissaires, de surveiller le tout, et de rendre compte desdits droits au seigneur roi ou à qui il voudra, bien et loyalement.

XIX. *Item.* Ordonne le seigneur roi, que si un ou plusieurs patrons de bâtimens ou navires, ou toutes autres personnes, veulent en armer pour faire la course, dans ce cas le seigneur roi leur avancera la solde d'un mois, au taux du navire, et les vivres pour quatre mois, à condition que lesdits armateurs seront tenus de donner au seigneur roi ou à la personne qu'il aura désignée, au sou et à la livre, sa part des prises qu'ils feront; bien entendu que ce que le seigneur roi avancera sera à ses risques et périls; et lesdits armateurs seront tenus de faire les promesses et autres choses que sont tenus de faire les armateurs de galères.

Et si lesdits armateurs ne prennent pas la solde et les vivres dudit seigneur, ils ne seront tenus de faire part d'aucun gain, ni d'en rien payer au seigneur roi; mais ils pourront entrer en course dès qu'ils auront fait les soumissions requises.

Le seigneur roi entend toutefois que lesdits navires seront d'un port de plus de mille salmes, et que ces navires seront tenus

tengudes de metre è de menar cent vint persones combatents per nau, è que no pusquen levar ne portar alcuna mercaderia ò robes de que haguesen nòlit, sens voluntat del senyor rey, sots pena de perdre la nau ò naus, è las mercaderias, è les persones dels patrons è dels mercaders estien à merci del senyor rey; axí emperó que sien tenguts de tornar desarmar en aquell loch ò lochs on hauran armat, dins vuyt meses après que seran partides.

XX. *Item.* Que l's dits armadors sien tenguts de assegurar convenientment en poder dels oficials reyls dels lochs ont armaran, es à saber, aquells de Cadaqués tró à Tortosa, en poder del batle general de Catalunya; è aquells de Valencia, en poder del batle general de Valencia; è aquells de Rosselló, en poder del governador de Rosselló; è aquells de Malorques, en poder del batle de Malorques; è aquells de Sardenya, en poder del governador de Sardenya, ò de lurs lochti-nents tant solament, à coneguda de les dites parts, que no faran mal ne dan à amichs del senyor rey, sino à aquelles que l dit senyor los dona de bona guerra, segons que dit es, è que l'sdits oficials hagen à reebre la dita seguretat, à coneguda de les dites persones.

XXI. *Item.* Que l's dits armadors de les dites galees, partent dels lochs ont hauran armat, sien tenguts de portar è posar un misatge ò letra en lo loch del Alguér, en cas que no entrasen en Espanya, ne pasen l'estret; è que no sien tenguts d'als. Emperó que de posar lo dit misatge ò letra al Alguér fosen escusats si enemichs havia en lo golf de Alguér, en tal manera, que sens gran perill no s' poguesen acostar al dit loch, è que d'acó los dits armadors sien creeguts per lur sagrument.

d'avoir à bord cent vingt hommes combattant pour le navire, et qu'ils ne pourront charger et porter des marchandises ou effets qui payent un fret sans la permission du seigneur roi, sous peine de confiscation des navires et des marchandises, et que les personnes des patrons et des marchands seront à la merci du seigneur roi. Ils n'en seront pas moins tenus de venir désarmer au lieu ou aux lieux où ils auront armé, dans les huit mois après leur départ.

XX. *Item.* Que lesdits armateurs seront tenus de fournir un cautionnement convenable entre les mains des officiers royaux des lieux où ils armeront, savoir : ceux de Cadaqués jusqu'à Tortose, entre les mains du bailli général de Catalogne; ceux de Valence, entre les mains du bailli général de Valence; ceux du Roussillon, entre les mains du gouverneur du Roussillon; ceux de Majorque, entre les mains du bailli de Majorque; ceux de Sardaigne, entre les mains du gouverneur de Sardaigne, ou seulement de leurs lieutenants, suivant la décision desdites autorités de ne faire aucun mal ni tort aux amis du seigneur roi, et seulement à ceux que ledit seigneur leur accorde de bonne prise, selon ce qui a été dit; et lesdits officiers recevront lesdits cautionnements, dont l'appréciation est laissée à l'arbitrage des personnes désignées ci-dessus.

XXI. *Item.* Que les armateurs desdites galères, en partant des lieux où ils auront armé, seront tenus de se charger et d'exécuter un message, ou de porter une lettre au lieu d'Alger, en cas qu'ils n'entrent pas en Espagne ni ne passent pas le détroit, et ils ne seront pas tenus d'autre chose.

Ils seront excusés de rendre lesdits message ou lettre à Alger, s'il y a des ennemis dans le golfe d'Alger, de sorte que sans un grand danger ils ne puissent approcher dudit lieu; et à cet égard on s'en rapportera au serment desdits armateurs.

XXII. *Item.* Que l's armadors per tenir è observar è complir tots los dits capitols, è cascun d'aquells, façen sacrament è homenatge en poder dels oficials reyal on armaran : es à saber, aquells de Cadaqués tró à Tortosa, en poder del batle general de Catalunya; è aquells de Valencia, en poder del batle general de Valencia; è aquells de Rosselló, en poder del governador de Rosselló; è aquells de Majorques, en poder del batle de Majorques; è aquells de Sardenya, en poder del governador de Sardenya, ò de lurs lochtiens, obligant si mateix è lurs bens, è dar aquellas seguretats que seran necessaries als dits afers, à coneguda de les dites persones.

XXIII. *Item.* Que l's dits Bonanat Deçcoll è Guillém Morey façen sacrament è homenatge en poder del procurador de Catalunya; è l's dits Berenguer Ripoll è Pascual Maçana, en poder del governador de Valencia; è l's dits Bonanat de Maçanet è En Ferrer Çaserra, en poder del governador de Majorques; è l's dits Berenguer Amoros è Johan Volà, en poder del governador de Rosselló, ò de lurs lochtiens, que bé è leyalment s'auran en los dits afers.

XXIV. *Item.* Que l'senyor rey, ò son conseil, juren de no tocar à les dites galées ò naus, ne à la xurma è companya d'aquelles per neguna rahó, dementre que ells les tendran en la mar, si donchs abans realment è de fet no l's pagaba çó que ells costaria, stant d'açó à l'ur sacrament.

Dominus rex mandavit Ferrario de Magarola, in cujus posse prædicta juravit, et ejus consilium (3).

XXII. *Item.* Que les armateurs feront serment et hommage entre les mains des officiers royaux du lieu de l'armement, savoir : ceux de Cadaqués jusqu'à Tortose, entre les mains du bailli général de Catalogne; ceux de Valence, entre les mains du bailli général de Valence; ceux du Roussillon, entre les mains du gouverneur du Roussillon; ceux de Majorque, entre les mains du bailli de Majorque, et ceux de Sardaigne, entre les mains du gouverneur de Sardaigne, ou de leurs lieutenans, de tenir, d'observer et de remplir tout ce qui leur est prescrit par les présens chapitres, et chacun d'eux obligeant sa personne et ses biens; et ils donneront telles sûretés qui seront reconnues nécessaires en pareilles circonstances, au jugement desdites personnes (1).

XXIII. *Item.* Que lesdits Bonanat Descol et Guillaume Morey feront serment et hommage entre les mains du procureur de Catalogne, lesdits Bérenger Ripoll et Pasqual Maçara, entre les mains du gouverneur de Valence, lesdits Bonanat de Maçanet et D. Ferrer Çaserra, entre les mains du gouverneur de Majorque, et lesdits Bérenger Amoros et Johan Vola, entre les mains du gouverneur du Roussillon, ou de leurs lieutenans, de se conduire bien et loyalement dans la commission qui leur est donnée.

XXIV. *Item.* Que le seigneur roi ou son conseil jurent de ne pas disposer desdites galères ou navires, ni de leur chiourne et garnison (2), pour aucune raison, aussi longtemps qu'elles tiendront la mer, à moins d'un paiement préalable de tous les frais, sur lesquels les armateurs seront crus à leur serment.

(1) Les mots depuis *es à saber* jusqu'à *Sardenya* ne se trouvent pas dans le tome IV des *Memorias*.

(2) Cet article fait allusion au droit que les gouvernemens exerçoient dans le moyen âge, et qui d'ailleurs subsiste encore partout, de prendre les marins du commerce pour le service de l'état. En Angleterre, on le nomme *press*; en France, il est beaucoup mieux organisé par les lois sur les *classes* ou conscription maritime.

(3) Cette formule latine est uniquement relative au serment du roi et de son conseil.

RÈGLEMENT SUR LE CONSULAT D'ALEXANDRIE, 1381 (1).

En nom de Deu sia. Com per rahó dels grans affers, negocis, è mercaderies qui s'fan è s'acostumen de fer en la ciutat de Alexandria per los sotsmeses del senyor rey d'Aragó, senyor nostre, se seguesca gran honor al dit senyor, è gran profit als dits seus sotsmeses, è los navilis è navigants ne seran molt mes en nombre en les terres del dit senyor que no serien si en altre manera cessaven, è en especial en la ciutat de Barcelona: Perçó los honrats En Ramon Zarovira, Galceran Marquet, Guillem de Sencliment, consellers aquest any de la ciutat de Barcelona, ensemps ab los honrats misser P. Zacalm, absent de dita ciutat, è En Gabriel Ros, defunt: qui per auctoritat de diverses privilegis reyls, als dits consellers atorgats, è per long us han acostumat d'eleger è posar consol en la ciutat de Alexandria, è en altres lochs è terres ultramarines; volents posar en disposició è bon estament lo dit consolat è lo alfondech de Alexandria, axí en elecció del consol com en altre manera: haút sobre açó consell è acord moltes vegades ab los honrats consols de la mar de la ciutat de Barcelona, è ab molts è diverses mercaders è prohomens antichs de la dita ciutat, à honor del dit senyor rey, è à bé è profit dels seus sotsmeses, è perçó que

Au nom de Dieu. Comme les affaires, négoce et transactions considérables de commerce qui se font habituellement en la ville d'Alexandrie, par les sujets du seigneur roi d'Aragon, notre seigneur, procurent un grand honneur audit seigneur et un grand profit à ses sujets; qu'ils ont pour résultat d'augmenter le nombre des navires et des navigateurs dans les terres dudit seigneur roi, et surtout en la ville de Barcelone :

Par ces motifs, les honorables D. Ramon Zarovira, Galceran Marquet, Guillaume de Saint-Clément, conseillers de l'année présente de la ville de Barcelone, ensemble les honorables P. Zacalm, absent de ladite ville, et D. Gabriel Ros, défunt: Considérant que par autorité de plusieurs privilèges royaux, octroyés auxdits conseillers, et par un long usage, ils ont habituellement élu et nommé un consul dans la ville d'Alexandrie, et dans d'autres places et lieux d'outre mer; voulant faire des dispositions relatives au règlement et bon ordre dudit consolat et comptoir d'Alexandrie, tant au sujet de la nomination du consul que sur d'autres objets: ayant tenu sur cela conseil et discussion à plusieurs reprises avec les honorables consuls de la mer de la ville de Barcelone, et avec plusieurs et différens marchands et anciens prud'hommes de ladite ville, pour l'honneur dudit seigneur roi, et pour le bien et le profit de ses sujets, et afin que leurs affaires, avec l'aide de Dieu, prospèrent de mieux en mieux, ont fait les ordonnances suivantes,

(1) J'ai publié, à la page 367, un règlement des consuls de Barcelone, relatif aux consulats de Sicile, et on peut avec vraisemblance croire que les principes qu'il contient étoient suivis dans les autres pays de chrétienté où les Barcelonais avoient des consuls; c'est même ce que donnent à entendre quelques autres documens beaucoup moins développés, que par cette raison je n'ai pas recueillis, sur les consuls que Barcelone entretenoit à Pise et dans plusieurs villes d'Italie. Mais la position des chrétiens dans les pays musulmans rendoit nécessaires des règles différentes; c'est par ce motif que je publie le règlement pour Alexandrie, et à la suite le règlement pour Damas. Celui qui concerne Alexandrie a été recueilli par Capmany, *Memorias*, t. II, page 158, et c'est d'après le texte de cet auteur que je le fais imprimer. Le préambule constate que l'établissement consulaire étoit de beaucoup antérieur à 1381, et que le règlement a pour objet de corriger des abus qu'on avoit reconnus. Je n'ai point trouvé ces plus anciens documens; on voit seulement par celui que j'ai publié, page 346 ci-dessus, que dès 1266 le roi Jacques I^{er} avoit autorisé les magistrats de Barcelone à nommer des consuls en résidence à Alexandrie. Ce document suppose quelque traité ou convention diplomatique avec les Soudans d'Égypte; mais le plus ancien qui ait été imprimé est de 1292 (Capmany, *Memorias*, t. IV, page 17); toutefois il constate qu'il en avoit été fait avant cette époque.

lurs affers ab lo adjutori de Deu prosperen en mils; proçehiren en les ordinaçions d'avall següents, les quals volgueren fossen tengudes è servades axí com expedients è profitoses al dit consolat è alfondech, è als dits mercaders è sotsmeses del dit senyor, navigants è concorrents à la dita ciutat d' Alexandria.

I. Primerament, per esquivar los perills qui per algun cas sinistre, çó que Deu no vulla, se porien seguir en l'alfondech de Alexandria, è als sotsmeses del dit senyor estant en aquella, los quals y estan evidentment aparellats segons que d' açó son los dits consellers certificats per persones bones è de fé; ordonaren è volgueren los dits consellers qu' el consolat d' Alexandria sia hom discret è de bona fama è sufficient à reger lo dit consolat axí com mils se porá atrobar; è que algun hom infamis, ne que sia estat abatut de la ciutat de Barcelona, ne d' altres lochs per deutes, no deje ne puxe esser elet en consolat, ne rebut al dit consolat.

II. Axí que, aquell qui será consolat sea elet de tres en tres anys, qui li començen de comptar del jorn que será en Alexandria, è será en possessió de son consolat continuament següents.

III. Es emperó entes, que si lo consolat, qualque será, es persona de bé, è tal que los mercaders s' en loen è l' vulen, en aquest cas, è no en altre, li puxe esser refermat lo dit consolat à altres tres anys següents.

IV. Item. Qu' el consolat, qui elet será, è en Alexandria irá, abans que partecha de la ciutat de Barcelona, déjà fer sacrament è homenatge en poder del honorat batle de Barcelona, que en los dits tres anys qu' el regirá lo dit consolat, ò apres quant que quant si mes lo regirá, no vendrá ne farà vendre à companyes

et veulent qu'elles soient gardées et observées comme utiles et profitables audit consulat et comptoir, et auxdits négocians et sujets dudit roi qui naviguent et commerceront à ladite ville d' Alexandria.

I. Premièrement : pour éviter les dangers qui, par quelque cas malheureux, ce que Dieu ne veuille, pourroient arriver dans le comptoir d' Alexandria, et aux sujets dudit seigneur roi qui y séjournent, et dont ils paroissent menacés, selon ce que lesdits conseillers ont appris par des hommes bons et dignes de foi, lesdits conseillers veulent et ordonnent que le consul d' Alexandria soit homme discret et de bonne réputation, et capable de diriger ledit consulat le mieux qu' il se pourra; et qu' un homme infâme ou interdit du commerce de la ville de Barcelone ou d' un autre lieu pour dettes, ne puisse être élu consul ni admis audit consulat.

II. Celui qui sera consul sera élu de trois ans en trois ans, qui compteront du jour où il se trouvera à Alexandria, et sera sans interruption en possession de son consulat.

III. Il est toutefois entendu que le consul, s' il est homme de bien et tel que les négocians s' en louent et le désirent, pourra, dans ce cas et non dans tout autre, être confirmé dans le consulat pour trois autres années.

IV. Item. Le consul qui sera choisi et se rendra à Alexandria doit, avant de partir de Barcelone, prêter serment et hommage entre les mains de l' honorable bailli de Barcelone, en promettant que, pendant lesdites trois années qu' il dirigera ledit consulat, et ensuite s' il le dirige plus longtemps, il ne vendra ni ne fera vendre par ses associés, ni autre personne, et qu' il ne permettra que

sues ne à alcuna altre persona, ne sostendrá que per alcun hom à alcuna fembra de qualche lig ò condició, sia venit vi dins l'alfondech de Alexandria en gros ne à menut.

V. Declaren emperó que en lo capitol prop dit no sia entes ò compres vi qu'el consol haje mes per ses meses ò messes, ans aquell puga è puguen vendre en gros à tota persona que s'volran ò poran, è no pas à menut; si donchs no s'venia à persona habitant dins l'alfondech, à les quals persones lo dit consol è altres puguen aquell consentir en gros ò à menut.

VI. *Item.* Qu'el dit consol, ne hom per ell, no gos logar ne prestar alcuna botiga à alcuna persona de qualche lig ò condició sia, per metre ni tenir mercaderies, per tal com son de gran necessitat als mercaders. Entes pero que les puxa prestar ò logar à persones de passatge, ò à pelegrins, si donchs non havia mercaders ò altres de la nació qui les haguessen mester.

VII. *Item.* Qu'el dit consol, ne hom per ell, no gos logar ne prestar alcuna cambre ne casa ò botiga del alfondech à alcun Moro ne Juheu en riegun cas; ans açó deje esquivar sobre totes coses.

VIII. *Item.* Qu'el dit consol no gos logar ne prestar alcuna cambre à alcun Christia per tenir mercaderia, exceptat

par aucun homme ou femme, d'aucun lieu ou d'aucune condition, il soit vendu du vin dans le comptoir d'Alexandrie, ni en gros ni en détail (1).

V. Déclarent toutefois que dans le chapitre ci-dessus n'est entendu ni compris le vin que le consul aura fait charger pour son propre compte (2); il pourra directement, ou par les autres, vendre ce vin en gros, mais non en détail, à toutes personnes qu'il voudra, qui n'habiteroient pas dans le comptoir; quant à celles qui habitent le comptoir, ledit consul ou autres pourront leur vendre, soit en gros, soit en détail.

VI. *Item.* Que ledit consul, ni autre pour lui, ne pourra louer ni prêter aucune boutique à des personnes [étrangères], de quelque état ou condition qu'elles soient, pour y placer et tenir des marchandises; car les négocians [sujets du roi] en ont grand besoin (3). Bien entendu qu'il les pourra prêter et louer à des passagers et à des pèlerins, s'il n'y a pas de marchands ou autres nationaux qui en aient besoin.

VII. *Item.* Que ledit consul, ni autre pour lui, ne pourra louer aucune chambre, ou maison, ou boutique du comptoir, à des Maures et à des Juifs, en aucun cas; au contraire, il doit l'éviter plus que toute autre chose.

VIII. *Item.* Que ledit consul ne doit louer ou prêter aucune chambre à aucun chrétien (4) pour y tenir des marchandises; seulement il

(1) On a vu des dispositions presque identiques dans le chapitre xvii du livre I^{er} du statut de Marseille, t. IV, page 257, de ma collection.

(2) J'ai éprouvé quelque embarras pour traduire l'expression *per ses meses*. Le mot *meses* est susceptible de plusieurs acceptions. J'ai dû chercher le sens d'après l'objet qu'on se propose. Il est évident qu'on interdit au consul la faculté de faire le commerce des vins en détail, parce que l'influence de sa place lui auroit bientôt donné le moyen d'éteindre toute concurrence; il seroit parvenu à se faire vendre tout le vin apporté pour d'autres commerçans, et il auroit fait un véritable accaparement. Mais il lui étoit probablement permis d'emporter pour son compte une certaine quantité de vin, qui passoit pour provenir de sa récolte, et que, par l'effet d'une tolérance dont les exemples ne sont pas rares, il étoit autorisé à vendre dans le pays. C'est, je crois, de cette quantité de vin qu'il est question.

(3) On trouve une disposition semblable dans le chapitre xvii du livre I^{er} du statut de Marseille.

(4) Cette prohibition concerne la défense de louer des *chambres*, c'est-à-dire des appartemens d'habitation; le chapitre vi ci-dessus est relatif aux *boutiques*, ce qui permet de les concilier.

que les puga logar è prestar à pelegrins ò à persones de passatge; si donchs no y havia ò no y venien mercaders ò altres de la nació qui l's haguessen mester.

IX. Es emperó entes, que si cas se esdevendrà, que algun mercader ò altre persona, qui no será sotsmesa del senyor rey, ans será d'altre senyoria, è irà en Alexandria ab navili de sotsmeses del senyor rey qui carregat hauran en loch sotsmes del dit senyor; que aqueh ò aquehls, si mercaders pero sotsmeses del senyor rey qui lla seran, açó volran, puxe ò puxen ells è lurs robes estar è habitar, axí en cambres com en botigues dins lo dit alfondech.

X. Axí emperó, que si mercader ò mercaders, no sotsmeses del senyor rey, per cas de capitol dessus dit, se esdevendrà que estia dins l'alfondech, sia tengut de pagar dret de consolat per semblant forma dels sotsmeses del rey, ò haje à pagar loguer de cambres è de botigues al dit consol, à coneguda dels mercaders qui lla seran.

XI. *Item.* Qu' el dit consol, si per necessitat non es escusat, haje esser tots jorns, que robes se pesaran en duana per sotsmeses del senyor rey, si request ne será, en la duana : è açó quant les robes se pesaran è el nader è testimonis suiran.

XII. *Item.* Qu' el dit consol haje è sia tengut de tenir dos escuders vestits de lureya, qui l'acompanyen com irà per la terra, ne devant lo senyor, ne en duana.

XIII. E per satisfacció faedora al consol del levament de les tavernes è del no gosar vendre vi, è per honor del dit consolat, è per relevar axí com dit es, que

pourra les louer et prêter à des pèlerins et passagers, à moins qu'il n'y ait ou qu'il ne se présente des marchands ou autres nationaux qui en auront besoin.

IX. Il est toutefois bien entendu que si quelque négociant ou autre personne, qui n'est pas sujet du roi, mais d'un autre seigneur, alloit à Alexandrie avec un navire de sujets du seigneur roi qui auroit pris son chargement dans un lieu appartenant audit seigneur, ce négociant ou ces négociants pourront, avec le consentement des marchands sujets du seigneur roi qui s'y trouveront, se loger eux et leurs marchandises, tant en chambres qu'en boutiques, dans ledit comptoir (1).

X. Bien entendu que les négocians non sujets du seigneur roi dont il s'agit dans le chapitre précédent, qui se trouveront dans le comptoir, seront tenus d'acquitter le droit de consulat comme les sujets du roi, ou de payer un loyer des chambres et boutiques audit consul, au jugement des négocians qui s'y trouveront.

XI. *Item.* Que ledit consul, à moins d'un empêchement de première nécessité, devra, s'il en est requis, se trouver à la douane le jour où l'on y pèsera des marchandises, pour défendre les sujets du roi; et il sera accompagné de l'inspecteur (2) et des témoins.

XII. *Item.* Que ledit consul ait et soit tenu d'avoir deux écuyers, vêtus de leurs livrées, qui l'accompagneront lorsqu'il ira dans le pays, ou devant le seigneur des lieux, ou à la douane.

XIII. Et pour indemniser le consul de la suppression des tavernes et de la défense de vendre du vin, pour l'honneur du consulat, et pour empêcher, comme il a été dit, qu'il y ait dorénavant des tavernes, des taver-

(1) Cette restriction, ou plutôt cette explication, confirme ce que j'ai dit dans la note précédente.

(2) Le mot *nader* appartient à la langue arabe et signifie *inspecteur*.

d'aquí à avant tavegnes ne taverners, ne males sembres, ne alshomens, ne Juheus no habiten dins l'alfondech d'Alexandria, n'el consol haje nom de taverner, n'els sotsmeses del dit senyor rey no sien menyspreats, axí com son estats fins al dia de vuy, ordenen qu'el dit consol per sustentació de sa vida è de sa honor haje è deja haver de tot sotsmes del senyor rey, qui per la duana d'Alexandria ò dins los murs d'Alexandria metrá robes, argent, diners, ò altres coses per mercaderia, VIII quirats per centenar de lliures barcelonesas, en è segons la forma en lo capitol seguent contegudes.

Có es que tot mercader ò altre persona, axí com dit es, qui robes, argent, diners, ne altres coses metrá dins la ciutat de Alexandria per mercaderia, pach VIII sols per dret de consolat per centenar de lliures, è açó segons lo manifest qu'en haurá fet en nau, lo qual l'escrivá sia tengut de denunciar al consol, si ell ho volrá.

XIV. Es entes, que si cas se esdeven-drá, que alcun navili será en Alexandria, è robes, è mercaderies alcunes tendrá, è aquelles no posará en terra, que aquelles per bé que manifestades fossen, no sien tengudes pagar negun consolat.

XV. *Item.* Tot navili de dues cubertes ò de tres pach per dret de consolat I liure XII quirats. *Item.* Tot navili de una cuberta pach per dret de consolat I liure. *Item.* Tot navili de cent salmes en jus pach per dret de consolat XII quirats. *Item.* Tot mariner ò tengut de navili, qui en Alexandria irá, pach per dret de consolat I quirat.

niers, des femmes de mauvaise vie (1), des étrangers, ou des Juifs, qui demeurent dans le comptoir d'Alexandrie, afin que le consu ne soit pas considéré comme un tavernier, et que les sujets dudit seigneur roi ne soient pas méprisés, comme cela est arrivé jusqu'à ce jour, il est ordonné que ledit consul, pour soutenir son existence et son rang, aura et doit avoir de tous les sujets du seigneur roi qui déposeront des marchandises et de l'argent, et autres effets destinés au commerce, dans la douane ou l'enceinte d'Alexandrie, VIII carats par cent livres barcelonaises, de la manière indiquée au chapitre suivant.

C'est-à-dire que tout marchand ou autre personne, comme il a été dit, qui déposera des marchandises, argent, monnoies ou autre chose, dans la ville d'Alexandrie, pour faire le commerce, payera huit sous de droit de consulat par cent livres, et cela selon la déclaration qu'il en aura donnée dans le manifeste du navire, que l'écrivain sera tenu de communiquer au consul, si celui-ci l'exige.

XIV. Il est entendu que si un navire arrive à Alexandrie chargé de marchandises ou autres effets, et qu'il ne les débarque pas, bien qu'il en ait fait la déclaration, il ne sera tenu de payer aucun droit de consulat.

XV. *Item.* Tout navire de deux ou trois ponts payera, pour droit de consulat, une livre douze carats. *Item.* Tout navire d'un pont payera, pour droit de consulat, une livre. *Item.* Tout navire de plus de cent salmes payera pour droit de consulat, douze carats. *Item.* Tout matelot ou engagé dans un navire qui ira à Alexandrie payera, pour droit de consulat, un carat.

(1) On trouve la même prohibition contre les femmes de mauvaise vie dans le chapitre XVII du livre I^{er} du statut de Marseille.

RÈGLEMENT POUR LE CONSULAT DE DAMAS DE 1386 (1).

Capitols fets è concordats entre los honrats En Guillem de Cabanielles, è En Francesch Merlès, consols de la mar de Barcelona, entrevinents en açó molts dels notables mercaders de la dita ciutat de una part, è En Bernat Maresa, consol novellament elet en la ciutat de Damas, de la altra. Los quals capitols los honrats consellers de la dita ciutat volguerén fossen registrats en lo registre de lur scrivania à memoria del esdevenidor.

Primerament, que lo consol de Damas sia elegit de tres en tres anys, qui li començen à comptar del jorn que será junt en Baruth ò à Damas, è será en possessió de son consolat continuament següents.

Es emperó entes, que si lo consol, qual que sia, será hom de bé, è tal que los mercaders qui navigaran s' en loen è l' vulen, en aquest cas, è no en altre, li puxa esser refermat lo consolat de altres tres anys següents.

Item. Qu' el dit consol, qual que sia, qui elet será en Damas, jur abans que partisca de la ciutat de Barcelona, è déjà fer sagrament è homenatge en poder del honrat batle de Barcelona, que en los dits tres anys que ell regirà lo consolat, è après, quant que quant, si mes lo regirà, no vendrà ne farà vendre vi à companyes sues, ne à alguna altra persona dins la casa ò habitació on lo dit consol estarà.

Item. Qu' el dit consol tots jorns que el moxer de Damas passará robes, axí d' entrada com d' exida, y haya à esser

Chapitres faits et convenus entre les honorables D. Guillaume de Cabanielles et D. François Merlès, consuls de la mer de Barcelone, avec l'intervention de beaucoup de notables négocians, d'une part; et D. Bernard Maresa, consul nouvellement élu pour résider en la ville de Damas, d'autre part.

Les honorables conseillers de Barcelone ont ordonné que lesdits chapitres seront transcrits sur le registre de leur secrétariat, pour en conserver la mémoire.

Premièrement, le consul de Damas sera élu de trois en trois ans, qui compteront du jour où il sera arrivé à Bairout ou à Damas, et qu'il continuera d'être en possession de son consulat (2).

Il est toutefois entendu que si le consul, quel qu'il soit, est homme de bien, et tel que les marchands qui naviguent se louent de lui et le demandent, dans ce cas, et non dans tout autre, le consulat pourra lui être confirmé pour trois autres années consécutives.

Item. Que ledit consul, quel qu'il soit, qui sera nommé pour Damas, doit, avant de partir de la ville de Barcelone, prêter serment et hommage entre les mains du bailli de Barcelone, et jurer que pendant les trois ans qu'il dirigera le consulat, et ensuite s'il le dirige pendant plus longtemps, il ne vendra, ni ne fera vendre de vin par des gens de sa maison ni par aucune autre personne, dans la maison ou habitation dudit consul.

Item. Que ledit consul, tous les jours que le moxer (3) de Damas fera vérifier des marchandises, tant pour l'importation que pour

(1) Je publie ce document tel que l'a donné Capmany, *Memorias*, t. II, page 174. Un document de 1382 (Capmany, *ibid.*, page 161), portant remplacement d'un consul à Damas, suppose que déjà il y avoit des réglemens pour ce consulat.

(2) Ce chapitre et plusieurs des suivans sont semblables à ceux du règlement pour le consulat d'Alexandrie.

(3) Ce mot arabe, ou plutôt corrompu de l'arabe, désigne l'officier chargé de recueillir les droits du Sultan.

personalment, è no deja d'aquí partir fins que los mercaders hajen lurs robes passades è tretes del oxér.

Item. Si lo moxér del oxér, ò altre qualsevol persona, pendrà ò farà pendre en l' oxér de Damas, ò fora l' oxér à algun mercader ò sotsmes del senyor rey, de que lo dit consol haja dret de consolat, algunes robes, que lo dit consol, si request será per aquell ò aquells de qui les robes seran, haja à ser tota la sua punya que aquelles robes li sien tornades, è si mester será ne request, ne haja anar devant Melich Almara, ò devant tota altre persona, per qui lo dit mercader puscha cobrar les dites robes.

Item. Qu'el dit consol haja è sia tengut de tenir dins los tres anys, è encara aytant com estarà en Damas, dos escuders homens bons è de bona parensa, è una fembra ò un fadrí, ò un hom que li cuyn, è li servesca en casa, per manera que com lo dit consol irá fora casa, que los dits dos escuders continuament vajan ab ell, è la dita fembra ò fadrí romanga en casa per cugnar.

Item. Qu'el dit consol aytant com nau ò nauç haurá en Baruth, haja à tenir continuament un prebere que cant missa al dit consol è mercaders, per tal que no hajen anar à missa à casa d'altre consol.

Item. Que si lo dit consol haurá del Solda jamequia tota ò la major partida, que ell en aquesta haja tenir continuament lo dit prebere.

E per satisfacció faedora al dit consol, son taxades les coses següents. Primerament, que tot mercader ò altre persona, qui partirá de la ciutat de Barcelona,

l'exportation, y assistera en personne, et ne s'en ira pas avant que les négocians n'aient leurs marchandises vérifiées et retirées de l'oxer (1).

Item. Si le moxer de l'oxer, ou quelque autre personne, saisit ou fait saisir dans l'oxer de Damas, ou en dehors, des marchandises appartenant à un négociant ou sujet du seigneur roi, sur lequel ledit consul aura droit de consulat, ledit consul, s'il en est requis par celui ou ceux à qui les marchandises appartiendront, fera tout son possible pour leur faire restituer lesdites marchandises; et en cas de besoin, et s'il en est requis, il se rendra devant le Melich-Almara (2), ou devant toute autre personne par l'entremise de qui ledit marchand pourra recouvrer lesdites marchandises.

Item. Que ledit consul aura et sera tenu d'avoir, pendant les trois années et plus longtemps qu'il restera à Damas, deux écuyers, hommes probes et de bonne famille, et une femme, ou un domestique ou autre homme, qui lui fasse son ménage et qui le serve dans sa maison, de manière que lorsque ledit consul se montrera au dehors, lesdits deux écuyers l'accompagnent partout, et ladite femme ou le domestique reste à la maison pour faire le ménage.

Item. Que ledit consul, chaque fois qu'il se trouvera un ou plusieurs navires à Bairout, entretiendra un prêtre, qui dira la messe pour ledit consul et les négocians, de sorte qu'ils ne soient pas obligés d'aller entendre la messe dans la maison d'un autre consul.

Item. Que si ledit consul obtient du Sultan une jamequia (3) en entier ou en partie, il y entretiendra sans interruption ledit prêtre.

Et pour indemniser ledit consul sont établies les taxes suivantes : premièrement, tout négociant ou autre personne qui partira de Barcelone, et qui placera à Damas

(1) Mot arabe désignant le local où se perçoivent les droits sur les marchandises.

(2) Titre des gouverneurs généraux des provinces sous les sultans.

(3) Mot arabe, qui signifie église ou maison de congrégation.

qui metrá robes en Damas, argent, diners, ò altres coses, pach per centenar de lliures barceloneses la terça part de xx darams, axí que per ccc lliures haja lo consol xx darams. E d' açó haja à passar, segons lo manifest que haran fet en la nau, lo qual l' scriva sia tengut de denunciar al consol si ell ho volrá.

Es entes emperó, que si algun navili vendrá en Baruth, è en lo dit navili haurá algunes robes, diners, bens è mercaderies, è aquelles no s' posaran en terra, que en aquest cas lo consol no haja de les robes, diners, bens, è mercaderies negun dret.

Item. Que si algun mercader ò altre persona, partent de Barcelona, posará robes en la illa de Xipre, vullas que la nau vage primer à Baruth, vullas primer en Xipre, è aquelles robes vendrá en Xipre, è venudes, çó que d' aquelles robes exirá, trametrá en esmerç, ò en cambi esmerçar en Damas; que en aquest cas lo mercader ò altra persona sia tenguda de pagar lo consolat al consol segons lo manifest de Barcelona, çó es, segons que hauran costat les robes en Barcelona. Es entes emperó, que si lo dit mercader ò altra persona trestejará la moneda de Xipre en Damas, que per ayntantes vegades com la trestejará, sia tengut de pagar lo dit consolat.

Item. Que si algun mercader ò altre persona vendrá axí ab navili de Catalans, ò ab altre navili en Baruth, ab robes, diners, bens, è mercaderies de los parts de Sicilia, de Rodes, de Romania, de Turquia, de Xipre, ò de quals se vull altres parts, ab que no venga drete via d' Barcelona, pach è sia tengut de pagar consolat bé è leyalment al dit honrat consol de tot çó que li costaran les robes espatxades è meses en nau. E si lo consol ù volrá, que li n' sia tengut de fer segurtat, è que lo

des marchandises, argent, deniers ou autre chose, payera par cent livres barcelonaises le tiers de vingt darams, de sorte que par trois cents livres le consul ait vingt darams; et cette perception sera faite d'après le manifeste du navire, qui sera communiqué par l'écrivain au consul, s'il le demande.

Il est toutefois entendu que si quelque navire arrive à Bairout chargé de marchandises, deniers, biens et effets, sans qu'il en soit rien débarqué à Bairout, dans ce cas le consul n'aura aucun droit sur lesdites marchandises, deniers, biens et effets.

Item. Que si un marchand ou autre personne, partant de Barcelone, débarque des marchandises en l'île de Chypre, soit que le navire aille d'abord à Bairout, soit qu'il aborde d'abord en Chypre, y vende ces marchandises, et, après les avoir vendues, en transmette le prix pour l'employer dans le commerce ou dans le change à Damas, dans ce cas le marchand ou autre personne sera tenu de payer le droit de consulat au consul, selon la déclaration de Barcelone, c'est-à-dire selon le prix d'achat à Barcelone.

Bien entendu que si ledit négociant ou autre personne envoie l'argent de Chypre à Damas, pour autant de fois qu'il fera cet envoi, il sera tenu de payer ledit droit de consulat.

Item. Que si quelque négociant ou autre personne arrive avec un navire catalan ou avec un autre navire à Bairout, portant des marchandises, deniers, biens et effets, de Sicile, de Rhodes, de Morée, de Turquie, de Chypre, ou de tout autre port, et n'arrive pas simplement en ligne directe de Barcelone, il sera tenu de payer bien et loyalement audit honorable consul le droit de consulat pour tout ce que lui auront coûté les marchandises expédiées et chargées dans ledit navire. Et si le consul l'exige, on sera tenu de lui en donner caution, et le florin de Florence ou ducat sera compté pour

florí de Florença ò ducat li sia comptat per xv sols barceloneses : axí que lo dit consol haja per son dret , de cd ducats ò florins, xx diners.

Item. Que si entre lo dit honrat consol è algun ò alguns mercaders ò mercader haurá contrast per qualsevol rahó ; que en aquest cas lo dit honrat consol hagues elegir un mercader Catalá, è lo dit mercader ò mercaders altre , en poder dels quals lo dit contrast se hagues à terminer.

quinze sous barcelonais ; de sorte que ledit consul aura pour son droit de quatre cents ducats ou florins, vingt deniers.

Item. Que si entre ledit honorable consil et plusieurs négocians, il s'élève une discussion pour une cause quelconque, dans ce cas ledit honorable consul devra choisir un négociant catalan, et ledit ou lesdits négocians un autre, lesquels arbitres auront pouvoir de terminer ladite contestation.

Die Martis nona die mensis januarii, anno à Nativitate Domini millesimo trecentesimo octuagessimio sexto, venerabiles consiliarii præfatæ civitatis mandarunt michi Andreæ Figuera, notario et consilii dictæ civitatis scriptori, ut dicta capitula per alphabetum divisa, inter duo transumpta prædictis partibus tradita, redigerem in præsentis registro, necnon de eis, si opus esset et requisitus existerem, per partes ipsas, facerem et traderem utrique dictarum partium testimoniale instrumentum, præsentibus testibus Petro Boschani scriptore, et Jacobo Alcilionis virgario.

CÉDULE RELATIVE A LA JURIDICTION DES JUGES CONSULS DE 1405 (1).

Nos Martinus, Dei gratia, rex Aragonum, etc. Cum legis condendæ dispositio ad principem, qui caput reipublicæ esse cernitur, spectare sit clarius, esse necessarium sanxit legislator, ut ejus interpretatio ipsimet principi sit sola peculiaris; non est autem qui nesciat privilegia leges esse privatorum, de quibus cum suscitatur dubium, ipsius principis est procul dubio interpretari, et etiam enodare. Suscitata igitur in nostro consistorio sacro pridem quæstione, intelleximus quod prætextu privilegiorum per prædecessores nostros et per nos civitati Barchinonæ concessorum in quantum concernunt ipsius civitatis consulatum maris, et signanter privilegii ultimate in contractu periagii communiter nuncupati, certa dubia inter ipsos consules, eorumque judicem appellationum, consiliarios item civitatis Barchinonæ parte ex una, nostrique fisci procuratorem ex altera, sunt exorta, quibus dubiis causam dedisse dicuntur, certa verba in privilegiis ipsis inserta, per quæ, si jurisdictio ipsis consulibus, et eorum appellacionum judici sic asserunt esse concessa, quod nos nec officiales nostri de judicatis vel diffinitis per eos non possumus nec possunt intromittere quovismodo.

(1) Cette cédula a été publiée par Capmany, *Memorias*, t. IV, page 210, où elle est insérée dans le privilège de 1409. Il s'agissoit de régler un conflit entre les consuls et la juridiction civile ordinaire. Les questions furent résolues en faveur de celle-ci; mais cette décision fut révoquée par un privilège de 1409, que je donnerai immédiatement, page 483.

Primum autem dubium illud fuit : An consules maris, vel iudex ipse appellacionum, de restitutione in integrum per minores vel alios principaliter postulata, possunt cognoscere, et eam concedere, vel per alium quemque concedenda declarare, vel habeat ad nos vel officiales alios nostros haberi recursus (1)?

Secundum : Si per ipsos consules, vel eorum iudicem appellacionum, malitiose, vel alias culpabiliter actorum copia denegetur vel processus seu sententiæ executio retardetur, ad nos, non obstantibus verbis dictorum privilegiorum, possit quovismodo haberi recursus (2)?

Nos igitur, auditis et intellectis dictis dubiis, et quod partes, et eorum advocati in præmissis dicere voluerunt, habitoque digesto et maturo consilio, sic duximus ut sequitur nostræ intentionis propositum declarandum, et alias id quod jure est sciendum vel statuendum.

Super primo siquidem dubio declaramus : quod si per minores vel alios quospiam, ex clausula forte generali, vel alias ex juris dispositione in integrum restitutio a sententia dictorum consulum vel eorum iudicis appellacionum, vel prætextu alicujus læsionis alterius, principaliter et rite postuletur ad nos, vel alios officiales nostros qui ex eorum officio capaces sunt alias talis jurisdictionis, recursus habeat et accessus haberi, decernentes talem restitutionem in integrum per ipsos consules seu per eorum appellacionum iudicem non posse nec debere concedi, nec concedenda declarari.

Super secundo autem dubio sic declaramus : quod ipsius privilegii verbis non obstantibus, ullo modo, in dictis casibus, et eorum quolibet ad nos, dum tamen alias rite per viam etiam querelæ simplicis, possit aditus haberi, et nos in illis casibus querelantibus possimus et habeamus per justitiam providere, cum talis intellectus verborum, quo ad nos non possit per afflictos vel per justitiæ denegatione oppressos haberi recursus, sit omni jure damnatus.

Quare mandamus gubernatori Cathalonie, vicario et bajulo, necnon consiliariis, et consulibus maris ac appellacionum iudici supradictis, cæterisque officialibus et subditis nostris, et dictorum officialium locatinentibus, præsentibus et futuris, de certa scientia et consulte, sub nostræ iræ incursu, quatenus hujusmodi nostram declarationem vocatis partibus et auditis ut prædicitur, pro salubri utilitate reipublicæ, cujus nos caput sumus et protector, facta et in ea contenta teneant irrefragabiliter et observent, et non contrafaciant, seu veniant aliqua ratione; quinimo contrafacientes, seu contrafacere attentantes, prohibeant jure remediis opportunis, alias dicti nostri officiales taliter se opponant, ne quis in sui justitiæ colore dicti privilegii ultra ejus veram intentionem hujusmodi declarationem per ipsos consules, sive appellacionum iudicem, seu alios protensi agravetur, vexetur, seu aliquatenus molestetur. Per hanc autem declarationem non intendimus ipsi privilegio, nec etiam nostris et nostrorum officialium jurisdictioni et juribus in aliis derogari.

In cujus rei testimonium præsentem vobis fieri jussimus, nostro sigillo munitam.

Dat. Barchinonæ die vigesima octobris, anno millesimo quadringentesimo quinto — Bernardus Michaelis.

(1) Cette restitution avoit un but assez semblable à la voie qu'on nomme chez nous *requête civile*. Il étoit naturel de décider en faveur de la compétence des juges de commerce; aussi la cédula qui attribuoit ces sortes d'affaires à la juridiction civile fut-elle abrogée en 1409.

(2) Il s'agissoit ici de cas qui donnoient lieu à ce que nous appelons *prise à partie*.

PRIVILÈGE RELATIF A LA JURIDICTION DES JUGES CONSULS, DE 1409 (1).

In Christi nomine. Pateat universis : Quod nos Martinus, Dei gratia, rex Aragonum, etc. Moderanda est ordinatio quam experientia, rerum magistra, damnosam arguit et litium utique nutritivam; ut igitur querelæ multorum fidelium nostrorum, onerantes hucusque fastidio aures nostras, præsentis auxiliaris nostræ provisionis remedio conquiescant, cujus remedii metu, cum metus omnia componat, circuitus recursus cabilliosi, qui in causis seu litibus maritimis et mercantilibus consulatus maris civitatis Barchinonæ, per quosdam, præcogitata malitia anfractus litium vestigantes sæpissime allegentur, penitus repellantur : Visis et digestis, recognitis in nostro consilio privilegiis salubribus in favorem dicti consulatus et artis mercantiæ, per illustres prædecessores nostros reges Aragonum concessis, et per nos ampliatis, utique et confirmatis; necnon quadam ordinatione seu declaratione facta per nos super recursibus ad nos fiendis et habendis a judiciis quæ fiunt in dicto consulatu, cujus quidem declarationis tenorem, ut clarius elucescat declaratio nostra præsens, hic inseri volumus, et est talis (2) :

Quamquam restitutionum in integrum principaliter intentarum consulibus maris et judici appellationum dicti consulatus cognitio non sit attributa, et concedendi aut denegandi illas, aut intromittendi se de eisdem non habeant facultatem; attamen ad supplicationem perhumilem super his nobis factam per dilectos et fideles nostros consiliarios civitatis Barchinonæ, ut reppellatur callida subtilitas nonnullorum qui sub velamine dictarum restitutionum, causas seu quæstiones mercantiles et maritimas, quas celeri justitia convenit expediri, satagunt facere immortales; tenore præsentis privilegii, cunctis temporibus perpetuo valituri, quod vim legis pactionatæ obtinere volumus, providemus, ordinamus utique et sancimus : quod ab inde cognitio restitutionum in integrum per minores pariter et majores postulandarum principaliter aut incidenter in causis ad jurisdictionem dictorum consulum et judicis appellationum pertinentibus, et ipsarum restitutionum decisio, concessio, seu denegatio, consulibus et judici appellationum prædicti consulatus pertineant totaliter et spectent, ordinatione seu declaratione præinserta minime obsistentibus. Adjicientes ulterius, sanctientes, et utique ordinantes pro bono statu dicti consulatus, et totius artis mercantiæ, quod si amodo in casibus in præinserta declaratione expressis, aut eorum aliquo, ad nos, primogenitum nostrum, aut portantes vices gubernatoris, seu audientiam nostram vel ipsorum, aliquis recurrerit de et super re judicata jam vel finita per consules, seu judicem præambuli consulatus, quem succumbere contigerit a dicto attentato recurso ut subeat suæ intentionis litigiosæ dispendium quod parti obtinenti malitiose præparabat; eo casu protinus, ipso facto quo succubuerit, condemnatur talis recurrrens, et ipsum condemnari decrevimus in expensis triplicatis factis per partem contrariam in prosecutione talis recursus. Satis etenim inaperte censetur malitiosus recurrrens, qui post sententiam latam contra ipsum subcumbit ex justitia debita

(1) Ce privilège a été publié par Capmany, *Memorias*, t. IV, page 210. Il a pour objet de révoquer la cédule ci-dessus de 1405.

(2) Ici le privilège transcrit la déclaration de 1405, dont j'ai donné le texte plus haut, page 481.

à recursu, quatenus expensarum triplicatarum tertia pars nobis et residuæ duæ partes obtinenti, seu militanti in recursu, totaliter absque remissionis fiducia acquirantur. Si tamen dictum recursum fieri contigerit de rebus seu gravaminibus non judicatis, seu finitis per consules, aut judicem appellationum dicti consulatus, vel alterum ipsorum, si etiam aliquis ex allegatis se pauperem et miserabilem, dictum recursum fecerit, et postea visum extiterit talem non esse pauperem seu miserabilem, et alio præcedenti casu, per nos, primogenitum nostrum, aut portantes vices gubernatoris, vel nostram seu eorum audientiam, pronunciatum fuerit malitiose et indebite recurrisset; in his casibus tales recurrentes indebite et calumniose in dictis expensis triplicatis, modo præexpresso dividendis, itidem irremissibiliter condemnentur.

Cæterum ut quæ ab Excellentia nostra prodeunt dampnosis quæstionum dilationibus minime protelentur, sed breviter sine strepitu et figura judicii terminentur; providemus et ordinamus præmaticam sanctionem et legem perpetuam facientes : quod omnes dicti recursus fiendi nobis, primogenito nostro, vel gerenti vices gubernatoris, nostræ sacræ audientiæ vel eorum, in casibus prænarratis, per nos, et ipsos, infra octo dies numerandos continue a die qua recursus fuerit habitus, et nobis seu eis præsentatus per recurrentem, habeant terminari finaliter, totaliter et decerni. Si tamen per acta et processa jam facta, et non fienda seu actitanda decisio venerit promulganda, aut si talis recursus terminari et decidi haberet per noviter super eodem producenda, et amplius actitanda, istis casibus dictus recursus habeat terminari pariter et decidi infra quindecim dies continue numerandos a die qua recursus fuerit habitus, et per recurrentem nobis, primogenito nostro, seu gerenti vices gubernatoris, aut nostræ vel eorum audientiæ, ut prætangitur, extiterit præsentatus; quibus octo vel quindecim diebus currentibus modo præexpresso, si talis recursus non fuerit decisis et totaliter terminatus, ipso facto dictus recursus habitus et ejus instantia, deseratur et totaliter evanescat, et causa ejusdem ad consules et judicem appellationis dicti consulatus, protinus ipso facto et jure, libere remissa censeatur, et eam, omni obstaculo quiescente, remitti volumus serie cum præsentibus; per quam declaramus pariter et sancimus quod recursus aliquis de re judicata vel finita per dictos consules et judicem appellationum, si fundaretur aut causaretur in gravamine facto seu irrogato contra jus litigatoris, sive partis recurrentis, nullatenus admittatur (1).

Mandantes per hanc eandem, etc. Dat. Barchinonæ vigesima secunda die aprilis, anno à Nativitate Domini millesimo quadringentessimo nono, regni quoque nostri quattordécimo. — Sperendeu. — Signum Martini, Dei gratia, regis Aragonum, Valentiniæ, Majoricarum, Sardinie, et Corsicæ, comitisque Barchinonæ, Rossilionis et Ceritanie. — Rex Martinus.

(1) On a vu plus haut plusieurs dispositions qui défendent de s'opposer à un jugement consulaire, sous prétexte d'une qualité personnelle d'une partie qui l'auroit affranchie de la juridiction consulaire : on peut croire cependant que cette espèce d'abus continuoit d'avoir lieu; on verra dans une pragmatique de 1510 que le roi fut encore obligé de faire droit aux réclamations des consuls, dont ces sortes d'exceptions entravoient la juridiction. Les ordonnances sur les assurances de 1435, 1458 et 1484, qu'on trouvera ci-après, constatent aussi les précautions que les consuls prenoient pour empêcher de décliner leur juridiction.

PRIVILÈGE EN FAVEUR DES JUGES CONSULS DE 1432 (1).

Pateat universis : Quod nos Alphonsus, Dei gratia, rex Aragonum, Siciliae, etc. Considerantes pro parte universitatis civitatis Barchinonae circa tuitionem, conservationem et augmentum artis mercantiae in qua tota fere nedum civitatis ipsius, verum regnorum et terrarum nostrarum res publica conquiescit, tota vigilantia intendentis, fuisse nobis humiliter postulatum : quod, licet per Dominum Petrum tertio idus januarii anno MCCLXXXIII, et per Dominum Jacobum, reges Aragonum, illustrissimos praedecessores nostros memoriae laude dignae, tertio nonas junii anno MCCCIV. concessa fuerint universitati civitatis ipsius duo capitula, quorum tenores unius post alterum sic sequuntur. — « Item concedimus capitulum, quod quicumque tenens officium vel ministerium, qui emerit aliquam mercaturam ad opus officii vel ministerii sui, sive sit mercator sive alius, qui se abatat (2), capiatur in persona, sicut capetur pro comanda; nisi ostendere potuerit quod casu fortuito amiserit eam. » Ideo statuimus perpetuo observari in dicta civitate Barchinonae, quod quicumque receperit aliquid ad officium suum, et requisitus coram iudicibus nostris ordinariis non satisfecerit suo creditori, intelligatur per abatut, et capiatur incontinenti, et captus detineatur juxta constitutionem memoratam. Et juxta concessionem capitulorum nostrorum quorum exequutio ad iudices nostros ordinarios spectat, de quorum numero consules maris dictae civitatis Barchinonae, in quantum eorum tangit officium et jurisdictio protenditur, existunt, potuissent per ipsos consules dicta capitula praticari : quia tamen, tempore concessionis ipsorum capitulorum non fuerat consulatus maris officium dictae universitati concessum (3), ipsis capitulis praefati consules usi minime fuere hucusque : nobis propterea supplicantes, ut ipsa capitula, seu usum et practicam eorundem, ad praefatos consules tanquam ordinarios in iurisdictione comissa eisdem ampliare et protendere : et ut etiam fraudibus quae per nonnullos praestationem cautionis et iudicato solvendo juxta laudabile capitulum dicto consulatus officio rescriptis regiis indultum, bonam fidem super eisdem petite actoribus agnoscentes penitus obvietur et via pracludatur omnino, providere et ordinare ac ducere perpetuis temporibus observandum, quod omnes et singuli veritatem et bonam fidem de petitis eis debitis agnoscentes cogantur per consules ipsos de re confessa solvenda vel notitiae ipsorum consulem idonee assecuranda.

Demum, cum juxta capitula consulatus ejusdem, parti appellanti a sententiis quae per consules promulgantur eosdem, concessi fuerint triginta dies, infra quos pars appellata juxta ritum consulatus nequit suam appellationem proseguire, et propterea justitiae deferetur, et plerumque impeditur, pro amputandis dilationibus littigiorum quae in mercantilibus odiosae maximumque damnosae existunt, dignaremur de salubri remedio pro conservatione et augmento dictae artis de nostri solita regia munificentia providere :

Nosque dictis supplicationibus, velut consonis, et utilitatem totius reipublicae civitatis ipsius et conservationem dictae mercantis artis concernentibus, benignius incli-

(1) Ce privilège est un complément des dispositions contenues dans le règlement de 1343 sur la compétence des consuls. Je le publie d'après Capmany, *Memorias*, t. IV, pages 221 et suivantes.

(2) *Abatare* signifie faire faillite ; voir du Cange, *h. v.* qui cite ce même passage, d'après un manuscrit, en lui donnant la date de 1385.

(3) La juridiction consulaire n'a effectivement été établie à Barcelone qu'en 1347, comme je l'ai dit page 374, note 2, ci-dessus.

nati, ut regiam decet celsitudinem; tenore præsentis nostri privilegii perpetuis temporibus valituri, ducimus observandum in officio consularis prædicti, ac consulis maris dictæ civitatis Barchinonæ præsentibus et futuris concedimus, pariter injungentes, quod quotienscumque requisiti fueritis capitulis præinsertis et utroque ipsorum quæ ad ipsos tanquam ordinarios iudices in causis tamen quarum cognitio et jurisdictio alias ex privilegio Domini regis Martini proavunculi nostri pertinet ad eosdem, ampliamus et protendi volumus, utantur et uti possint arbitrio eorundem juxta ritum consularis prædicti.

Cæterum, fraudibus quæ per aliquos qui præstationem cautionis de judicato solvendo evadere nituntur volentes viam procludere prout decet; providemus, ordinamus ac ducimus in dicto consulari per consules præsentis et futuros firmiter et perpetuo observandum, quod omnes et singuli super eorum debitis conventi coram consulis prædictis, et bonam fidem agnoscentes coram ipsis, cogi possint et valeant per dictos consules de consilio procerum si requisitum fuerit, de re seu debito confesso solvenda, vel idonee notitiæ dictorum consulum assecuranda, nisi alias consilio seu arbitrio dictorum consulum et procerum fuerit idonee assecuratum; alias quod capiantur vel arrestentur, et capti seu arrestati detineantur donec suis satisfecerint creditoribus ut teneantur, vel idoneam dictorum consulum et procerum arbitrio de solvendis dictis debitis sive rebus præstiterint cautionem.

Demum, ut dilationes et diffugia quæ causantur sæpius in dicto consulari, occasione triginta dierum concessorum appellantis ex sententiis quæ per dictos consules promulgantur, et infra quos ut prædicitur pars appellata, juxta ipsius consularis ritum, suam non potuit appellationem prosequi, amputentur omnino; per hoc idem privilegium statuimus etiam, ordinamus et ducimus in dicto consulari perpetuo observandum, quod in omnibus et singulis causis appellationum consularis prædicti, tam appellatus quam appellans, si voluerit, prosequi et finaliter decidi facere possint appellationes easdem, non obstante ritu dicti consularis, cum ita de jure et ratione fiendum existat.

Mandantes per hoc idem privilegium locumtenenti ac gubernatori nostro generali, ejusque vices gerentibus, necnon vicario, bajulo, et aliis officialibus ac etiam consulis maris ipsius civitatis Barchinonæ præsentibus et futuris, ac locatenentibus officialium jam dictorum, sub incursum nostræ indignationis, pænæque quinque mille florenorum auri de Aragonia a nobis contrafacientis cujuslibet irremissibiliter habendorum et nostro aplicandorum ærario, quatenus ipsi consules præsentis utantur cum casus evenierit privilegio, alique prædicti illud teneant firmiter et observent, teneant et observari inviolabiliter faciant per quoscumque, ipsosque consules uti sinant eodem libere et absque contradictione, nec ipsos impediunt aut impediri seu contraheri permittant, quinimo in observatione privilegii memorati omne præstent eisdem consulis auxilium, consilium et favorem. Nos enim ad uberiores cautelam contrahendi vel veniendi aut in præmissis impedimentum aliquod faciendi, dictis nostris officialibus et aliis quibuslibet omnem tollimus potestatem: decernimusque irritum ineficax et inane si fiat aut attentetur oppositum præmissorum.

In cujus rei testimonium præsens nostrum privilegium fieri jussimus, nostri sigilli communis pendenti munimine roboratum. Dat. Barchinonæ vicessima quinta die madii, anno à Navitate Domini millesimo quadringentesimo tricessimo secundo, regni quoque nostri decimo septimo. — Rex Alfonsus.

ORDONNANCE DES MAGISTRATS DE BARCELONE SUR LA POLICE MARITIME DE 1435 (1).

Per manament del honorable mossen Guillem de Sent Climent, cavaller, veguer de Barcelona, è del honorable En Matheu Dezvall, batle de la dita ciutat, çó es, de cascuns dells tant com se pertangue à llur juridicció; ordonaren los consellers è prohomens de la dita ciutat per favorir è endreçar los navilis è altres fustes è la mercaderia.

I. Que d'aciavant tots è sengles patrons de navilis è altres fustes qui sien de port de sinchcentes salmes en sus hajen è sien tenguts haver è manar ab tals navilis è fustes scrivá jurat, lo qual hajen à fer jurar segons capitol de Consolat, è que servarán les ordinacions presents; axí que sens scrivá jurat, tals navilis ó fustes no puxen esser navegats ne patronajats, ne scrivá no puxen comptar, ne gonyar sou de lurs officis de patronies ne scrivanies.

II. *Item.* Ordonaren los dits consellers è prohomens, que d'aciavant tots è sengles cambis ò prestechs fets ò donats à risch de navilis ò fustes, hajen apparer ab cartes publiques è auctentiques, axí que altrament no sia feta execució ne paga per cambis ne prestechs alguns donats à risch de navilis ò fustes, segons dit es, si no s'mostren per les dites cartes. En les qualles cartes hajen à fermar los dits patrons è encara los scrivans si n' y haurá

Par mandement de l'honorable mossen Guillaume de Saint-Clément, chevalier, viguier de Barcelone, et de l'honorable D. Mathieu Desvall, bailli de ladite ville, chacun d'eux en ce qui concerne sa juridiction, les conseillers et prud'hommes de ladite ville voulant favoriser et régler ce qui regarde les navires et autres bâtimens, ainsi que le commerce, ordonnent ce qui suit (2):

I. Que dorénavant tous les patrons de navires et autres bâtimens d'un port de plus de cinq cents salmes, auront et seront tenus d'avoir, et de conduire à bord de leurs navires ou bâtimens un écrivain assermenté, auquel ils feront prêter serment conformément au chapitre du Consulat (3), et d'observer les dispositions de la présente ordonnance, de manière que, sans un écrivain assermenté, ces navires ou bâtimens ne pourront mettre en mer, ni avoir un patron ou un écrivain qui ait droit de prétendre à la moindre chose pour sa charge de patron ou d'écrivain.

II. *Item.* Ordonnent lesdits consuls et prud'hommes, que dorénavant tous les changes et prêts, faits ou donnés sur le risque des navires ou bâtimens, devront être constatés, par actes publics et authentiques, de sorte qu'on ne pourra faire ni exécution, ni paiement de changes ou prêts faits à risques de navires ou bâtimens, comme il a été dit, s'ils ne sont prouvés par lesdits titres.

Dans ces titres, lesdits patrons et encore les écrivains, s'il y en a, devront énoncer qu'ils y consentent, et déclarer, sous serment,

(1) Cette ordonnance, que je date de 1435, a été imprimée sous cette date dans toutes les éditions du Consulat. Capmany l'a insérée dans ses *Memorias*, t. II, page 423, sous la date de 1436; et il l'a traduite en castillan dans son *Codigo*, t. II, pages 49 et suivantes, en la datant de 1435. On la trouve aussi dans le manuscrit de la Bibliothèque royale, f^o 183 et suivans.

(2) Les chapitres n'ont point de numéro dans les imprimés ni dans le manuscrit: je leur en donne pour rendre les vérifications et les renvois plus faciles.

(3) Ce chapitre est, d'après les textes du Consulat qui nous sont connus, le xii^e [57]; il étoit le x^e dans le très-ancien texte catalan, d'après lequel a été faite la traduction italienne imprimée en 1539. Je crois important de faire remarquer que, pour la première fois, on donne le nom de *Consulat* à la compilation d'usages maritimes dont j'ai publié le texte dans le tome II de cette collection.

hi conssenten, confessant tots ab jurament que aquellas cantitats qui s'donen à cambi ò altre contracte à risch dels dits navilis ò fustes son preses revera, tot fraucessant, per obs è per necessitat ò per spatxament lur; è que faran è tindran compte espart en lo llibre de la nau de cascun spatxament obs è necessitat de cascun loch ò part don partiran per fer ò seguir lur viatge; à fi que los prestadors à tals cambis ò contractes puxen saber è mostrar, si obs será, en quin spatxament obs ò necessitat seran estats preses è convertits los dits cambis ò prestechs ò se hauran revera à convertir, tot fraucessant, per los dits patrons ò scrivans, los quals sien tenguts è hajen à servir è complir *ad unguem* les ordinacions de Barcelona è capitols de Consolat tant com s'esguarden à cascun dells. E si lo contrari faran, que no puxen comtar ne gonyar sou algu de llurs oficis de patronies ne scrivanies; ans sien gonyat als altres personers; è mes avant los scrivans de les dites fustes encorreguen en les penes contengudes en los capitols de Consolat. Hoc encara los patrons contrafahents sien è romanguen obligats en bens è persones per tals cambis ò contractes, encara que los navilis se perden, è en tot cas, si donchs no mostraran legitimament devant los consols de la mar à lur coneguda, que tals cambis ò contractes revera è tot fraucessant hajen servit ò haguessen à servir revera en espatxament obs ò necessitat d'aquells navilis ò fustes.

(1) Le contrat à la grosse étoit évidemment en usage avant cette ordonnance, et, comme je l'ai dit plusieurs fois, il devoit être régi par le droit romain. Mais les textes de cette législation laissent beaucoup à désirer sur les formes externes du contrat; notre ordonnance consacre très-probablement ce que l'usage avoit introduit.

(2) On renvoie ici au Consulat; mais cette compilation ne contient que des notions extrêmement vagues sur les prêts à la grosse, à tel point qu'on peut douter si réellement il y en est question; voir t. II, page 225, note 2. On pourroit sup. oser que les mots *cambis* qui se trouvent dans l'ordonnance de 1341, pour les consulats en Sicile, sont relatifs aux prêts à la grosse, souvent appelés *changes* ou *changes maritimes*, mais je ne le crois pas; et dans la note 2 de la page 368 je n'ai pas hésité à dire qu'il s'agissoit de lettres de change.

(3) Ces peines sont l'emprisonnement, c'est-à-dire très-probablement la contrainte par corps, prononcée par les chapitres CXCIV et CXCV [339 et 240] du Consulat, chapitres qui étoient les 171 et 172 dans l'ancien texte qui a servi à faire la traduction italienne de 1539.

que ces sommes, qui sont données par change ou autre contrat à risque desdits navires ou bâtimens, sont emportées en effet et sans fraude pour leur usage, besoin et expédition; et qu'ils feront et tiendront un compte détaillé, dans le journal du navire, de chaque emploi, besoin et expédition en tout pays ou localité d'où ils partiront pour suivre leur voyage; afin que les prêteurs, par ces changes ou contrats, puissent savoir et prouver au besoin pour quels expéditions, besoins et usages lesdits changes ou emprunts auront été contractés et employés, et si véritablement et sans aucune fraude ils ont été employés par lesdits patrons ou écrivains (1), lesquels seront tenus et devront suivre exactement les ordonnances de Barcelone et les chapitres du Consulat (2), en tant qu'il appartiendra à chacun d'eux :

Et, s'ils font le contraire, ils ne pourront compter ni recevoir un seul sou pour leurs charges de patron ou d'écrivain, mais tout sera confisqué au profit des armateurs; et de plus les écrivains desdits bâtimens encourront les peines infligées par les chapitres du Consulat (3).

En outre les patrons en faute seront et resteront obligés sur leurs biens et personnes pour ces changes et contrats, même lorsque les navires se perdroient, et en toute circonstance, s'ils ne démontrent pas par des preuves légales, aux consuls de la mer, que ces changes ou contrats ont en effet et sans aucune fraude, servi ou ont dû servir pour l'expédition, l'usage et les besoins desdits navires ou bâtimens.

III. *Item.* Ordonaren los dits consellers è prohomens, que d'aciavant tots è sengles cambis ò contractes donats ò fets à risch de qualsevol navilis ò fustes dels quals constará en la manera dessus dita, de tant com seran donats è presos per un mateix spatxament, obs ò necessitat de un mateix loch ò part, encara que haja diferencia en tals cambis ò contractes de temps, có es, que uns seran dats primers è altres derrers, ò abans ò après, ò pus luny ò pus prop, hajen esser graduats, executats, è pagats dels dits navilis ò fustes, ò dels nolits è guanys d'aquells è, en son cas, dels bens del patró ò obligats altres egualment, comtant è compartint aquells cambis ò contractes à sou è à lliura sens prioritat de temps ne milloria de dret.

IV. *Item.* Ordonaren los dits consellers è prohomens que d'aciavant patrons alguns ne altres per ells no puxen pagar, dir ne distribuir dels nolits gonyats ò gonyadors en un mateix viatge ab alguns navilis ò fustes, quantitat alguna per rahó de cambis ne credits dels navilis ò fustes que patronejen en prejudici del sou degut ò pertanyent à la companya, tenguts de aquels navilis ò fustes de tot aquell viatge : è si ho faran, que dels bens de casa los patrons sien tenguts fer compliment del sou degut à la companya, è tenguts d'aquels navilis ò fustes.

V. *Item.* Ordonaren tots los dits consellers è prohomens que tots è sengles mariners, servicials, è tenguts de navilis è altres fustes, qui après que hauran reebut prestech, senyal ò paga, recusaran

III. *Item.* Lesdits conseillers et prud'hommes ordonnent que dorénavant tous les changes ou contrats consentis ou faits sur risques de navires ou bâtimens, et dont l'existence sera prouvée de la manière indiquée ci-dessus, s'ils ont été consentis ou faits pour les mêmes expéditions, nécessités et besoins dans un même lieu (encore bien qu'il y eût une différence de date dans ces changes ou contrats, c'est-à-dire quand même les uns seroient faits les premiers et les autres les derniers, ou les uns avant et les autres plus tard) doivent être réglés, exécutés et payés par lesdits navires ou bâtimens et de leur fret et gain, et, s'il y a lieu, sur les biens du patron ou autres obligés, de manière égale, en comptant et colloquant lesdits changes ou contrats au sou la livre sans priorité de temps, ni préférence de droit (1).

IV. *Item.* Ordonnent lesdits consuls et prud'hommes, que dorénavant aucun patron, ni autre pour lui, ne pourra payer ou distribuer aucune partie du fret gagné ou à gagner dans un voyage, pour satisfaire à des charges ou dettes du navire ou bâtiment qu'ils commandent, au préjudice de l'argent dû ou appartenant aux gens de l'équipage engagés pendant ce voyage dans le navire ou bâtiment; et s'ils le font, les patrons seront tenus de fournir de leur fortune particulière l'argent dû aux gens de l'équipage engagés dans ce navire ou bâtiment (2).

V. *Item.* Ordonnent lesdits conseillers et prud'hommes, que tous les matelots, serviteurs ou engagés dans des navires ou bâtimens, qui, après avoir reçu un prêt, des arrhes ou la paye, refuseront, sans une excuse reconnue valable, d'après les chapitres

(1) On trouve les mêmes principes dans le chapitre xx de l'ordonnance de 1340, et dans les chapitres xxii, xxiii et xxiv du règlement de procédure de 1343; mais déjà j'ai fait remarquer qu'il étoit douteux que ces chapitres fussent relatifs à des emprunts à la grosse.

(2) Le Consulat de la mer consacroit déjà ces principes de priorité au profit des gens de l'équipage par les chapitres xliii, xviii, xciii, xciv, cxlviii et clxxxii [58, 63, 138, 139, 193 et 227], qui formoient les 12^e, 16^e, 83^e, 84^e, 126^e et 159^e du texte d'après lequel a été faite la traduction italienne de 1539; on observe encore les mêmes règles dans nos temps modernes.

seguir lo viatge d'aquells navilis ò fustes sens causa justa segons capitols de Consolat, no solament hajen perdut lur prestech, senyal ò paga, segons vol lo capitol de Consolat, mes encara sien tenguts tornar la dobla als patrons de açó que reebut hauran d'aquell viatge, è si los servicials no poran pagar la dobla, sien scobats per Barcelona.

VI. Item. Ordonaren los dits consellers è prohomens, que tots è sengles mariners, servicials è tenguts de navilis è altres fustes se hajen à recullir en los navilis ò fustes don seran acordats ab lurs armes ò furniments, pus que tinguen prestech, senyal ò paga, tota vegada que seran per partir en lur viatge, ò per dubte de mal temps, ò en altra manera se hauran à levar del lur staci hon que sien è pus que n' sien raquest per los patrons ò scrivans de paraula, ò sia tocat revera à recullir per la trompeta sots pena de scobar als servicials è als mariners, è altres tenguts de navilis, ò altres fustes, sots pena ò ban de c sols per cascuna vegada, los quals los puxen esser meses en compte de paga de lur sou.

VII. Item. Mes ordonaren los dits consellers è prohomens, que tots è sengles mariners, servicials è tenguts de navilis ò altres fustes, mentre sien en viatge, sien tenguts è hajen à servir aquells navilis ò fustes don seran acordats, no exint ne departint se d'aquells de nits ne de dia sens licencia expressa del patró, ò del notxer, ò del scriva, sots pena de perdre lo sou qui ll's será degut; ò si res hauran

du Consulat, de faire le voyage avec des navires, ne perdront pas seulement leurs parts, arrhes ou payes, comme le veut le chapitre du Consulat (1), mais encore ils seront tenus de payer aux patrons le double de ce qu'ils auront reçu pour ce voyage, et si les serviteurs n'ont pas de quoi payer, ils seront fouettés par la ville de Barcelone.

VI. Item. Ordonnent lesdits conseillers et prud'hommes, que tous mariners, serviteurs, ou engagés pour des navires ou autres bâtimens, devront, après avoir reçu un prêt, des arrhes ou une paye, se rendre dans les navires et bâtimens pour lesquels ils seront engagés, chaque fois que, pendant le voyage, par crainte de mauvais temps ou autre cause, on devra partir de la station où l'on se trouve, après en avoir été requis par les patrons ou les écrivains, de vive voix ou par la trompette qui a sonné la retraite à bord (2), sous peine pour les serviteurs d'être fustigés, et quant aux matelots ou autres hommes de l'équipage desdits navires, de cent sous pour chaque fois, qui pourront être retenus sur leur paye.

VII. Item. Lesdits conseillers et prud'hommes ordonnent de plus, que tout marinier, serviteur, ou autre engagé au service d'un navire ou autre bâtiment, sera tenu pendant le voyage de servir dans ce navire ou bâtiment pour lequel il sera engagé, et de ne pas le quitter ni abandonner, tant de jour que de nuit, sans la permission expresse du patron, du nocher ou de l'écrivain, sous peine de perdre la solde qui leur sera due, ou, s'ils ont reçu quelque chose, sous peine d'en restituer le double : ils or-

(1) On se réfère ici aux chapitres CXII, CXIII et CCXXIII [157, 158 et 268] du Consulat, mais pour en sanctionner la disposition par une peine. Ces trois chapitres ne faisoient point partie du texte d'après lequel a été faite la traduction italienne de 1539; ils y étoient remplacés par le chapitre II de l'ordonnance de 1340. Ainsi les magistrats de Barcelone se réfèrent dans leur ordonnance de 1435 à la plus moderne rédaction du Consulat, très-évidemment à celle que nous possédons aujourd'hui, dans l'édition *princeps* de 1494, et même dans le manuscrit de la Bibliothèque royale, dont les textes sont différens de celui qui a servi à faire la traduction italienne de 1539; je ne peux dire s'il en étoit ainsi de l'édition sans date dont j'ai parlé tome II, pages 37 et suivantes.

(2) L'usage très-ancien de rappeler à bord par le son de la trompette est constaté par le chapitre xv de la troisième partie de la compilation rhodienne; voir t. I^{er}, page 246, note 2.

reebut, sots pena de restituir çó que reebut hauran ab la dobla : è que los patrons sien [en libertat de haver è donar tals mariners è servicials] tenguts de nau per fugitiu è scapolar aquells cascuna vegada que contra faran, è encara los servicials encorregan pena de esser scobats.

VIII. *Item.* Mes ordonaren los dits consellers è prohomens, que tots è sengles mariners, servicials è tenguts de nau, vidents de viatge ab qualsevol navilis ò fustes en la plage de Barcelona ò en la costa, sien tenguts è hajan star à servir en aquells navilis ò fustes à voluntat è ordinació dels patrons, è acompanyar aquells trossus que sien licenciats per los patrons, sots ban de c sols.

IX. *Item.* Encara mes ordonaren los dits consellers è prohomens que tots è sengles patrons è scrivans de navilis ò altres fustes, qui s' seran fetes ò construïdes de nou ò en lestar, ò seran comprades ja fetes, abans que partesquen per fer viatge, sien tenguts de finir è cloure los comptes è libres del cost è de la construïció d'aquells è de lur spatxament : è que tals comptes è libres jaquesquen en Barcelona en poder dels personers, ò de alguna terça persona à lur voluntat; en los quals comptes è libres los dits patrons è scrivans sien tenguts, è hajan scriure è continuar los forniments de les parts que cascuns dels personers hauran fornides, è çó qui n' resta à fournir de cascun. E si lo contrari faran, que no puxen comptar ne gonyar sou ne salari algú de lurs officis de patronies ne scrivanies, ne metre en compte aquell à personer algú d'aquells navilis ò fustes.

donnent que les patrons seront autorisés (1) à faire condamner ces matelots, mariners, serviteurs et engagés dans le navire, comme déserteurs, et de les congédier chaque fois en cas de contravention; et les serviteurs encourront encore la peine d'être fustigés.

VIII. *Item.* Ordonnent de plus lesdits conseillers et prud'hommes, que tous les mariners, serviteurs et engagés au service d'un navire, revenant d'un voyage avec un navire ou bâtiment à la rade de Barcelone ou à la côte, devront rester au service de ces bâtiments, selon la volonté et les ordres des patrons, et ne pas les quitter jusqu'à ce qu'ils soient licenciés par les patrons, sous peine d'une amende de cent sous (2).

IX. *Item.* Ordonnent de plus lesdits conseillers et prud'hommes, que tous les patrons et écrivains de navires ou autres bâtiments qui auront été construits à neuf ou en partie, ou qui auront été achetés déjà construits, devront, avant de partir pour ce voyage, terminer et clore les comptes du coût et de la construction de ces navires et de leur expédition; et ces comptes et livres doivent rester à Barcelone entre les mains des copropriétaires ou d'une tierce personne par eux désignée (3). Lesdits patrons et écrivains seront tenus de faire écrire et porter sur ces comptes et livres les sommes versées par chacun des copropriétaires, et ce qui reste dû par eux.

En cas de contravention, ils ne pourront compter et gagner aucune solde ou salaire de leurs charges de patrons ou d'écrivains, ni les porter en compte à aucun copropriétaire des navires ou bâtiments (4).

(1) Le texte imprimé par Capmany porte, *è que los patrons sien tenguts de nau*. J'ai suppléé, sur la foi du manuscrit, les mots entre crochets, qui sont évidemment nécessaires pour rétablir le sens.

(2) Ce chapitre reproduit par équivalent les chapitres CXXXV et CXXXVI [180 et 181] du Consulat; mais il en assure l'exécution par une disposition pénale.

(3) L'imprimé de Capmany porte *certa persona*, le manuscrit *terça persona*, ce qui est plus exact et ce que justifie le chapitre suivant.

(4) Voir le chapitre 11 ci-dessus, page 487.

X. *Item.* Mes ordonaren los dits conseillers è prohomens, que tots è sengles patrons è scrivans de navilis ò altres fustes sien tenguts, è hajen cascun viatge comptar ab lurs personers de tots nolits, profits, emoluments è guanys d'aquels navilis ò fustes segons vol capitol del Consolat, è donar è liurar en scrits à cascuns personers albarans dels emolumentes, profits, è guanys qui l's pertouquen d'aquell viatge, mostrant è comunicant à cascun personer à sa voluntat los libres è comptes de la nau, ò alguna terça persona de la quall se acordaren. En cas que no s'en puxen ò vullen concordar, los dits libres è comptes, à requesta de qualseuol personer, hajen à venir en poder dels consols ò aquells qui per ells hi seran elegits; los quals emperó, que abans que algun patró ne scrivá puxa fer altre viatge ab aquell navili, ne puxa comptar ne gonyar sou en aquell, sien tenguts è hajen à donar fi è conclusió als dits libres è comptes, è pagar çó qui sia degut als personers per les lurs parts d'aquells navilis ò fustes d'aquell viatge.

XI. *Item.* Mes ordonaren los dits conseillers è prohomens, que tots è sengles patrons è scrivans de navilis ò altres fustes, abans que partesquen per fer lur viatge, sien tenguts è hajen à donar è fer mostra d'aquells als consols de la mar, ò aquells qui per ells hi seran assignats, si seran navigadors, encunts, accompagnats, fornits è ostanyats, segons s' deuen ò axí com se pertany : è si lo contrari faran, que no puxen gonyar ne comptar sou algú de lurs officis de patronies ne scrivanies de tot aquell viatge.

En cas emperó que la dita mostra donada ò feta será, è per los consols será vist ò conegut algú defaliment en aquells

X. *Item.* Lesdits conseillers et prud'hommes ordonnent de plus, que les patrons ou écrivains de navires ou autres bâtimens seront tenus, à chaque voyage, de régler avec leurs armateurs les comptes du fret, profit, gains et produits de ces navires ou bâtimens, selon la disposition du chapitre du Consulat (1), et de donner et livrer par écrit à chaque armateur un bordereau des produits, profits et gains qui lui reviennent pour ce voyage, en montrant et communiquant à chacun, s'il le désire, les livres ou comptes du navire, ou à une tierce personne (2) dont ils seront convenus.

S'il y a quelque discussion entre eux, lesdits livres ou comptes seront remis, à la requête de l'un des copropriétaires, aux consuls ou à celui qu'ils auront désigné, qui toutefois, avant que le patron ou l'écrivain puisse faire un autre voyage avec ce navire, et y gagner ou obtenir ce salaire, devront clore et apurer lesdits livres et comptes, et payer aux armateurs ce qui leur sera dû pour leurs parts dans les produits du navire ou du bâtiment pour ce voyage.

XI. *Item.* Ordonnent de plus lesdits conseillers et prud'hommes, que tous les patrons et écrivains de navires et autres bâtimens seront tenus, avant de partir pour un voyage, de montrer leurs navires aux consuls de la mer ou à ceux qui seront désignés par eux pour examiner s'ils sont navigables, pourvus de caisses, armés, fournis et en bon état, comme ils doivent l'être. En cas de convention, ils ne pourront gagner ou compter aucune solde de leurs charges de patron ou d'écrivain.

Dans le cas où après ledit examen les consuls auront vu et reconnu quelque défaut dans ces navires ou bâtimens, ils pour-

(1) Ce chapitre est le cxcv^e [240], pour le patron, et le xv^e [60], pour l'écrivain.

(2) L'édition de Capmany et le manuscrit s'accordent à mettre *terça persona*, ce qui justifie la correction indiquée dans la note 3 de la page précédente.

navilis ò fustes, qui hi puxa esser per ells provehit, migençant consell de prohomenes à carrech de qui s' pertangue per conservació è utilitat de la cosa publica.

XII. Dels quals bans pecuniaris sien fetes tres parts eguals, la una de les qualls sie del official qui farà la execució, è la altra part sie del acusador, è la restant terça part sie de les obres dels murs è dels valls de la dita ciutat.

XIII. Retenense emperó los dits consellers è prohomenes que si en les presents ordinacions ò bans havia algunes coses escuras ò duptoses, que ells è lurs successors ho puxen esmenar è declarar è interpretar aytantes vegades com se vullen à llur coneguda.

ront y pourvoir d'après l'avis des prud'hommes charges de veiller à la conservation et à l'utilité de la chose publique.

XII. Les amendes prononcées par la présente ordonnance seront partagées en trois parts égales, dont l'une appartiendra à l'officier qui aura fait l'exécution, l'autre à l'accusateur, et le restant à l'œuvre des murs et remparts de ladite ville.

XIII. Se réservent toutefois lesdits conseillers et prud'hommes, que si dans les présentes dispositions ou peines il y a quelque chose d'obscur et de douteux, eux et leurs successeurs pourront l'émender, déclarer et interpréter autant de fois qu'ils voudront.

ORDONNANCE DES MAGISTRATS DE BARCELONE SUR LES ASSURANCES DE 1435 (1).

Per manament del honorable mossen Guillem de Sent-Climent, cavaller, veguer de Barcelona, è del honorable En Matheu Dezvall, batle de ladita ciutat; çó es, de cascuns d'ells tant com se pertangue à llur juridicció :

Ordonaren los consellers è prohomenes de la dita ciutat, per extirpar totes fraudes è dans, questions, è debats que s' poguesen seguir en la dita ciutat per rahó de assegurar navilis è altres fustes, è per assegurar mercaderies, robes, è havers; è axí

Par commission de l'honorable seigneur Guillaume de Saint-Clément, chevalier, viguier de Barcelone, et de l'honorable don Mathieu Desvall, bailli de ladite ville, chacun d'eux en ce qui concerne sa juridiction;

Ordonnent les conseillers et prud'hommes de ladite ville, pour extirper toutes les fraudes et dommages, discussions et débats qui pourront avoir lieu en ladite ville, à l'occasion d'assurances sur navires et autres bâtimens, et sur marchandises, effets et biens (2), et aussi pour l'avantage des assurés;

(1) Je donne à cette ordonnance la date de 1435, parce que le certificat du crieur constate qu'elle a été publiée le 21 novembre 1435, le même jour que celle qui est relative à la police maritime, qu'on trouve ci-dessus, page 487. Capmany est le seul auteur qui en ait publié le texte, *Memorias*, t. II, page 383. Je donne le mien, tant d'après son édition que d'après le manuscrit de la Bibliothèque royale. Capmany n'a point traduit cette ordonnance en castillan dans son *Código de las costumbres marítimas*.

(2) Il est évident, ainsi que je l'ai dit plusieurs fois, notamment page 330 ci-dessus, que les assurances étoient en usage à Barcelone avant 1435. C'est ainsi qu'on a vu, t. IV, pages 566 et suivantes, qu'elles étoient pratiquées à Florence dès le commencement du XIV^e siècle, quoique la plus ancienne ordonnance des magistrats de cette ville soit de 1523. Il est à regretter que les lois antérieures à ces époques n'aient pas été conservées; elles offriroient probablement des notions intéressantes pour l'histoire du commerce, et même pour celle de la législation, dont on suivroit mieux les progrès. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'en 1435 on faisoit des assurances à Barcelone, qu'elles étoient soumises à des règles, et que déjà des abus et des fraudes assez graves avoient attiré l'attention des magistrats.

per sguard dels asseguradors com dels assegurats : Que d'aquí avant, navilis ò altres fustes, qui no sien de vassalls del senyor rey, ne cambis donats à risch de tals navilis ò fustes, no puxen esser assegurats en Barcelona en tot, ne en part en alguna manera. E si será contrafet, tals seguretats no puxen aprofitar als assegurats, ne per aquelles à pagar puxen esser convinguts los asseguradors en juy ne fora juy; ans siens gonyats los preus de tals seguretats.

II. *Item.* Ordonaren los consellers è prohomens de la dita ciutat, que los navilis nostrats ò altres fustes de vassalls del dit senyor puxen esser assegurats en Barcelona trossus en los tres quarts tant solament de la valor dels dits navilis ò fustes; de la qual valor deu constar en la carta ò scriptura de la seguretat que s'en farà segons estimació lavors fahedora per los consols de la mar de consell de prohomens. Axí que dels tres quarts en sus en Barcelona en tot ne en part los dits navilis ò altres fustes no puxen esser assegurats à requesta de patrons ne personers, ne altres; ans si s'prenien cambis à risch dels dits navilis ò fustes, tals cambis hajen esser compreses sots la dita extima è deduits en son cas de les seguretats qui fetes seran en tot ò en part fins als tres quarts de la valor dels dits navilis, ò fustes, ò parts de aquells juxta la dita extima. E si será contrafet, tals seguretats no puxen

Que, dorénavant, des navires ou autres bâtimens qui n'appartiennent pas à des sujets du seigneur roi (1), ou des prêts à la grosse (2), faits sur ces navires ou bâtimens, ne pourront, en aucune façon, être assurés à Barcelone, ni en totalité, ni en partie. En cas de contravention, ces assurances ne pourront pas profiter aux assurés, et les assureurs ne pourront être poursuivis à ce sujet ni en justice, ni hors de justice; même les prix de ces assurances leur seront acquis.

II. *Item.* Ordonnent les conseillers et prud'hommes de ladite ville, que les navires nationaux, ou autres bâtimens des sujets du dit seigneur roi, pourront être assurés à Barcelone jusqu'aux trois quarts seulement de leur valeur (3); laquelle valeur doit être énoncée dans la police ou le contrat d'assurance selon l'estimation à faire, à l'époque du contrat, par les consuls de la mer, de l'avis des prud'hommes.

De cette manière les patrons, armateurs, ou toute autre personne, ne pourront faire assurer à Barcelone lesdits navires ou bâtimens ni en partie, ni en totalité pour ce qui surpasse lesdits trois quarts; et même si l'on emprunte à la grosse sur lesdits navires et bâtimens, ces emprunts doivent être imputés sur ladite estimation et déduits des assurances qui auront été faites, en tout ou en partie, jusqu'aux trois quarts de la valeur desdits navires ou bâtimens, ou de partie de ces objets, selon l'estimation (4).

En cas de contravention, ces assurances ne pourront profiter aux assurés pour la par-

(1) On trouve ici un reste de cet esprit de monopole et de prévention contre les étrangers, dont les lois du moyen âge contiennent un grand nombre d'exemples; mais l'expérience amena bientôt des modifications qu'on trouvera dans le chapitre 1^{er} de l'ordonnance de 1458, ci-après, page 508.

(2) On a déjà vu dans l'ordonnance de 1435, rapportée page 487 ci-dessus, des règles sur les prêts à la grosse. Dès que les assurances furent connues, les prêteurs, qui couroient le risque de n'être pas payés si le navire ou les choses affectées aux prêts périssoient, furent conduits naturellement à faire assurer ces objets. Cette théorie est encore observée dans nos temps modernes.

(3) Cet usage de forcer l'assuré à conserver une portion non assurée, un *découvert*, dont il couroit les risques sans qu'il lui fût permis de la faire assurer par qui que ce fût, s'est maintenu longtemps. L'article 18 du titre x du livre III de l'ordonnance de France de 1681 fixoit ce découvert obligé à un dixième.

(4) Cette disposition prouve que la théorie des assurances étoit très-bien comprise, et nous n'avons rien fait de mieux depuis quatre siècles. Celui qui a emprunté à la grosse sur un navire ou sur des marchandises n'en court plus le risque jusqu'à concurrence de cet emprunt; car il ne payera pas le prêteur si les choses affectées périssent. S'il faisoit assurer ce même navire ou ces mêmes choses il y auroit double emploi; il stipuleroit à son profit la garantie d'un risque qu'il ne court pas.

aprofitar en lo sobrepus als assegurats, ne per aquelles à pagar puxen esser convençuts los asseguradors en juy ne fora juy; ans sien gonyats los preus de tals seguretats. Entes emperó, que en altre part no s' puxen assegurar sino fins à compliment dels dits tres quarts : è si ho faran, que sia nulla çó que mes hauran assegurat, de que sien tenguts los assegurats tornar als asseguradors de Barcelona tot çó è quant se mostra ells mes esserse fets assegurar en qualsevol part ò manera dels dits tres quarts.

III. *Item.* Ordonaren les dits consellers è prohomens, que algú ò alguns qui no sien vassalls del dit senyor no puxen esser assegurats en Barcelona directament ne indirecta, ne en alguna manera, en ò de robes, mercaderies, ò havers, si donchs no seran carregades ò carregats sobre navilis nostrats, ò altres fustes qui sien de vassalls del dit senyor, tot frau cessant. E si será contrafet, tals seguretats no puxen aprofitar als assegurats, ne per aquellas à pagar puxen esser convençuts los asseguradors en juy ne fora juy; ans hajen gonyats los preus de tals seguretats; les quals seguretats no puxen esser fetes sino fins en los dos terços d'acó que los mercaders strangers hauran sobre tals navilis ò fustes segons dejus.

IV. *Item.* Ordonaren los dits consellers è prohomens, que tots è sengles vassalls del dit senyor puxen esser assegurats en Barcelona en ò de robes, mercaderies, è havers que carregaran ò carregar faran sobre navilis ò altres fustes qui no sien

tie excédante, et les assureurs ne pourront être poursuivis à ce sujet en justice, ni hors de justice; mais les prix des assurances leur seront acquis.

Il est bien entendu qu'ils ne peuvent se faire assurer (1) dans une autre localité que jusqu'au complément desdits trois quarts (2); s'ils le font, le surplus de l'assurance sera nul, et les assureurs seront tenus de rembourser aux assureurs de Barcelone tout ce qu'ils seront convaincus d'avoir fait assurer au-dessus desdits trois quarts, de quelque manière et en quelque localité que ce soit (3).

III. *Item.* Ordonnent lesdits conseillers et prud'hommes, que les personnes qui ne sont pas sujets dudit seigneur roi ne peuvent faire assurer à Barcelone, ni directement, ni indirectement, ni en aucune manière, des effets, marchandises ou biens, à moins qu'ils ne soient chargés sur des navires nationaux ou autres bâtimens appartenant à des sujets dudit seigneur roi (4), sans aucune fraude.

En cas de contravention, ces assurances ne pourront profiter aux assurés, et les assureurs ne pourront être poursuivis, pour le payement, ni en justice, ni hors de justice, mais les primes de ces assurances leur seront acquises; lesquelles assurances ne pourront monter que jusqu'aux deux tiers des valeurs chargées par les négocians étrangers, sur ces navires ou bâtimens, comme ci-dessus.

IV. *Item.* Ordonnent lesdits conseillers et prud'hommes, que tous les sujets du seigneur roi ne peuvent faire assurer à Barcelone des effets, marchandises et biens, qu'ils chargeront ou feront charger sur des navires ou autres bâtimens appartenant à des étrangers, que pour la moitié seulement de leur

(1) L'édition imprimée de Capmany porte *no s' puxen assignar*; mais la leçon du manuscrit, *no s' puxen assegurar*, me paroît préférable et commandée par le sens; je l'ai donc admise, et j'y ai conformé ma traduction.

(2) On veut empêcher que l'obligation d'un découvert ne soit éludée; ainsi, quelque part qu'on se fasse assurer et quelle que soit la date des contrats, les assurances réunies ne peuvent jamais avoir d'effet que jusqu'à concurrence de la valeur qu'il est permis de faire assurer.

(3) L'intention est de favoriser les assureurs nationaux; l'excédant d'assurance tourne à leur décharge, ce qui est une exception à la règle qu'on trouvera dans le chapitre VII ci-après.

(4) On voit toujours ici la continuation du système exclusif qui tendoit à favoriser les nationaux en leur réservant le bénéfice du fret surdes propriétés d'étrangers.

de vassalls del dit senyor, solament en la meytat d'açó que hauran sus tals navilis ò fustes, è d'aquí avant tals seguretats res no valegan, ne algu puxa esser convengut en juy ne fora juy à pagar aquelles; ans los asseguradors hajen gonyats los preus de tals seguretats.

V. Item. Ordonaren los dits consellers è prohomens, que en è sobre tots è sengles navilis è altres fustes de vassalls del senyor rey, puxen esser assegurats en Barcelona tots è sengles vassalls del dit senyor en ò de robes, mercaderies, è havers per les tres quarts de çó que hauran en los dits navilis è fustes, è no mes avant. E si lo contrari será fet, que tal seguretat no valega sino fins en los dits tres quarts; mas que los asseguradors hajen gonyats los preus de tals seguretats. Mas si cambis seran presos à risch de les dites robes, mercaderies, è haver, hon se vulla fossen carregades ò carregats, vuelles en navilis nostrats com altres, que tals cambis hajen esser compreses sots les seguretats dessus limitades en los dits capitols, è hajen esser deduits en son cas de les seguretats qui fetes seran en tot ò en part fins à la valor d'açó qu'à ells es promés de assegurar segons los dits capitols. E si cas será, que la valor d'açó que faran assegurar en la carta ò scriptura sia incerta, è los qui s'faran assegurar volen far metre la valor d'açó que faran assegurar en la carta ò scriptura qui s'farà de la seguretat, ò per aquella valor será altercació entre les parts, que la extimació ò tatxació de la valor de çó que faran ò será fet assegurar sia tramesa als dits consols ab

valeur (1), et le surplus de ces assurances sera nul, et personne ne pourra être poursuivi pour payement, ni en justice, ni hors de justice, mais les assureurs auront acquis les primes de ces assurances (2).

V. Item. Ordonnent lesdits conseillers et prud'hommes, que tous les sujets du seigneur roi peuvent faire assurer à Barcelone les biens, effets et marchandises chargés sur des navires ou bâtimens de sujets dudit seigneur, jusqu'aux trois quarts de leur valeur et pas lpus (3).

Les assurances faites en contravention de cette disposition ne seront valables que pour lesdits trois quarts, mais les assureurs auront acquis la prime.

Si des emprunts à la grosse avoient été pris sur lesdits biens, marchandises et effets, chargés sur des navires nationaux ou autres, ces emprunts doivent être compris dans les limites des assurances indiquées aux chapitres ci-dessus (4), et ils devront être déduits, le cas échéant, des assurances faites sur la totalité ou une partie de ce qui aura été assuré licitement, selon lesdits chapitres.

S'il arrive que la valeur de ce qu'on fait assurer ayant été laissée incertaine dans la police ou le contrat, les assurés veulent faire énoncer cette valeur assurée, dans ladite police ou contrat, ou s'il s'élève entre les parties quelques contestations relativement à la valeur des choses assurées, l'estimation ou taxation en sera renvoyée auxdits consuls, qui y procéderont avec l'avis des prud'hommes.

(1) On voit encore une preuve de défiance contre les étrangers; mais elle est facile à expliquer et à justifier. Il s'agit d'assurance sur des navires construits à l'étranger, et soumis pour la visite, ainsi que pour le jugement de l'aptitude à naviguer, à d'autres lois que celles de Barcelone. On pouvoit avec raison craindre que ces navires ne présentassent plus de chances de pertes.

(2) Cette disposition a été changée par l'ordonnance de 1436, ci-après, page 507; le manuscrit contient même une note indicative de ce changement.

(3) Cette disposition, qu'il faut rapprocher du chapitre 11 ci-dessus, a été modifiée par l'ordonnance de 1436, qu'on trouvera ci-après, page 507.

(4) Voir la note 4 de la page 494, ci-dessus.

consell de prohomens. Mas que en algun cas no s' puxen assegurar alguns fora la present ciutat qui s' sien ací assegurats en alguna part ò manera, sino fins à compliment d' açó qu' il s' resta assegurar, segons los presents capitols, è axí com dessus es contengut.

VI. Declarat emperó, que forment, ordi, ne civada, ne vi qui venga en Barcelona, no sien compreses sots les presents ordinacions.

VII. *Item.* Ordonaren los dits consellers è prohomens per tolre questions è debats entre les parts, es declarat, que per les seguretats qui s' faran ne fetes son, no puxa esser prioritat de temps ne milloria de dret per rahó de les fermes dels asseguradors d' una mateixa seguretat, encara que sien fetes sots diverses jornades, per tal com totes les fermes dels asseguradors han sguart à la primera ferma d' aquell qui posa la seguretat, è à una mateixa obligació ó contracte.

VIII. *Item.* Ordonaren los dits consellers è prohomens, que per refrenar la ambició de molts asseguradors qui en un mateix navili ò fuste è d' un mateix viatge fermen en diverses seguretats, que algú ò algun qui hajen assegurat una vegade sobre algun navili ò fusta, ò sobre robes, mercaderies ò havers, no gosen fermar en altra seguretat en ò d' aquell mateix navili ò fusta, è d' aquell mateix viatge, sens sabuda è voluntat expressa d' aquell qui s' fa assegurar. E si lo contrari será fet, que los asseguradors hajen à restituir al assegurat los preus que rebuts hauran de les seguretats, romanent les lurs obligations en sa força è valor.

IX. *Item.* Ordonaren los dits consel-

Mais en aucun cas on ne pourra faire assurer ailleurs des marchandises déjà assurées dans cette ville que pour compléter ce qu'il est permis de faire assurer, selon les présens chapitres et ce qui est dit ci-dessus (1).

VI. Déclarent, au reste, que le froment, l'avoine, ni le vin, qui sont introduits à Barcelone, ne sont compris dans la présente ordonnance.

VII. *Item.* Ordonnent lesdits conseillers et prud'hommes, pour éviter les discussions et débats entre les parties, que, dans les assurances faites et à faire, il n'y aura pas de priorité de temps, ni de privilège de droit, entre les signatures des assureurs d'une même assurance, même lorsqu'elle a été souscrite à des jours différens, car toutes les signatures des assureurs se rapportent à la première de celui qui a conclu l'assurance, à la même obligation et au même contrat.

VIII. *Item.* Ordonnent lesdits conseillers et prud'hommes, pour mettre un frein à l'ambition de plusieurs assureurs, qui souscrivent plusieurs polices, sur un même navire ou bâtiment, et pour le même voyage, que ceux qui auront souscrit une police, pour un navire ou bâtiment, ou pour des effets, marchandises ou biens, ne devront pas souscrire une autre assurance sur le même navire et bâtiment, et pour le même voyage, sans la volonté et le consentement exprès de celui qui se fait assurer.

Si le contraire a lieu, les assureurs devront restituer aux assurés les primes qu'ils auront reçues, et néanmoins leurs obligations conserveront leur force et valeur.

IX. *Item.* Ordonnent lesdits conseillers et

(1) On trouve ici exprimé le principe essentiel des assurances, tel qu'il est encore et a toujours été observé, savoir qu'on ne peut plus faire assurer une chose déjà assurée.

lers è prohomens, que los notaris ò altres qui faran ò scrivran les seguretats, sien tenguts è hajan à posar aquelles no departintse ne passant los limits de les presents ordinacions clarament è distincta, tant com sia possible sens confusió, en les quals seguretats hajan primer fermar aquell ò aquells qui s' faran assegurar, ò altre per ells havent plen poder, ò obligantse en son propi nom *de rato habendo*, è jurant que aquellas coses que fan assegurar son lurs propres ò d'aquells per qui fan assegurar, è que no y participa algun estranger; è que per rahó d'aquella seguretat faran juy devant los consols en son cas, com request ò citats seran per aquellas seguretats seguent la forma dels presents capitols; è que los asseguradors se obliguen en les seguretats en bens è en persona axí com per cambis; è que axí los assegurats com los asseguradors juren que aquellas seguretats son vertaderes è no fictes, è que no s' son fets assegurar en altre part, è si ho son ò si u faran, que u denonciaran als asseguradors.

X. Item. Que les paraules acostumades posar en algunes seguretats *valeguen mes ò menys, ò haje ò no haje*, è semblants, no s' puxen posar ne enprendre d'aciavant en les seguretats en alguna manera; è si posades ò empreses seran, sien nulles, axí que no puxen aprofitar ne noure al assegurat ne al assegurador.

XI. Item. Ordonaren los dits consellers è prohomens, que tots è sengles qui faran assegurar, hajan è sien tenguts donar obra ab acabament de pagar complidament è reyalment è de fet, tantost en

prud'hommes, que les notaires ou autres personnes qui feront ou écriront les assurances, seront tenus d'observer et de ne pas outrepasser les présentes dispositions, et de les rédiger clairement et distinctement, autant que possible, sans confusion; et ces assurances devront être signées d'abord par l'assuré, ou par celui qui a sa procuration ou qui se fait fort, en son propre nom, de la ratification, avec déclaration par serment que les objets assurés lui appartiennent en propre ou à ceux pour qui il prend l'assurance, et qu'aucun étranger n'y a part (1); et qu'à raison de ces assurances ils entreront en jugement devant les consuls dans le cas où ils seroient requis et assignés pour ces assurances, conformément aux présents chapitres; et les assureurs s'obligeront, pour lesdites assurances, en leurs biens et personnes, comme pour lettres de change; les assurés ainsi que les assureurs jureront que les assurances sont véritables (2) et non simulées, qu'ils ne se sont pas fait assurer dans une autre localité, et que s'ils l'ont fait, ou le feront, ils en avertiront les assureurs.

IX. Item. Que les mots *vaille plus ou moins, ou fasse ou ne fasse pas*, qu'on a l'habitude d'insérer dans quelques polices, et autres termes semblables, ne pourront dorénavant entrer dans aucune police (3); et si on les y a insérés, ils seront nuls, de sorte qu'ils ne pourront ni profiter, ni préjudicier à aucune des parties.

XI. Item. Ordonnent lesdits conseillers et prud'hommes, que tous ceux qui se font assurer seront tenus d'effectuer un paiement oomplet et réel de la prime (4) d'assurance aussitôt que la police sera signée; et ce paiement doit être constaté dans la police ou le contrat de

(1) L'ordonnance de 1461 ci-après a pour objet d'assurer cette prohibition.

(2) On voit que déjà des abus s'étoient introduits, en faisant des assurances fictives, qui n'étoient dans la réalité que des paris, prohibés encore actuellement par la plupart des législations.

(3) Voilà encore une preuve que le jeu des paris s'étoit introduit et vicioit les contrats d'assurance.

(4) Longtemps l'usage de payer les *primes* comptant a subsisté; quelques auteurs même ont cru que ce mot venoit de ce que le prix promis par l'assuré à l'assureur étoit payé *primo*, à l'instant du contrat; mais cette étymologie me paroît forcée; je crois que le mot *prime* vient de *præmium*, *præmium periculi*.

l'acte de la seguretat à cascun assegurador los preus de las seguretats; de la qual paga haie apparer en la carta ò scriptura qui s' farà de la seguretat; axí que la dita seguretat no haja eficacia ne valor, ne per lo assegurat ne per lo assegurador trosus è lavors com lo preu de la seguretat será pagat è rebut, è no abans.

XII. Item. Ordonaren los dits consellers è prohomens, que tots è sengles asseguradors sien tenguts è hajen à pagar à cascun qui s' faça assegurar en Barcelona les quantitats assegurades, ò aquella part que demanada será, dins quatre ò tres meses, differenciats segons les distancies de les parts, en la forma acostumada, comptadors après que nova certa sia en Barcelona del dan, sinistre ò cas enseguits al navili ò fusta, ò coses, mercaderies, ò havers, ò ahon seran fetes les seguretats: per les quals sia feta execució prompta axí con de cambis. Mas si per part dels asseguradors será opposada alguna justa excepció ò aparent ò coneguda dels consols, de no pagar las quantitats assegurades ò altre qualsevol, que en tot cas, pus que nova certa sie en Barcelona del dan, sinistre ò cas enseguits à les coses assegurades à coneguda dels consols, è sia passat lo temps dessus prefigit, si request será per los assegurats sien executats los asseguradors juxta la forma de la seguretat, totes excepcions repellides.

XIII. Declaren emperó los dits consellers è prohomens, que los assegurats qui reebre volran tals seguretats, sien tenguts è hajen à donar primer caució als asseguradors, si request será, ab fermança ò fermanças à coneguda del consols, è hon no donen caució, encara sien tenguts en tot cas de restituir è tornar las quantitats que hauran reebudes dels asseguradors

l'assurance; de sorte que ladite assurance n'aura aucune force ou valeur, ni pour l'assuré, ni pour l'assureur, qu'à dater du moment où la prime de l'assurance sera payée et reçue, et pas avant.

XII. Item. Ordonnent lesdits conseillers et prud'hommes, que les assureurs seront tenus et obligés de payer à ceux qui se sont fait assurer à Barcelone les sommes assurées ou la quantité exigée dans les quatre ou trois mois, selon les distances des localités, et en la forme usitée (1), à compter du jour où l'on a reçu à Barcelone nouvelle certaine du dommage, sinistre ou accident, arrivé au navire ou bâtiment, effets, marchandises ou biens assurés; pour lequel payement il y aura lieu à exécution à court délai, comme pour lettres de change.

Mais si les assureurs forment une exception juste, ou qui paroisse telle aux consuls, à l'effet de ne pas payer les sommes assurées, il y aura, dans tous cas, si les assurés l'exigent, lieu à exécution contre lesdits assureurs, sans égard à ces exceptions, si l'on a à Barcelone nouvelle certaine du dommage, sinistre ou accident, arrivé à la chose assurée, au dire des consuls, et si le délai ci-dessus énoncé est expiré.

XIII. Déclarent toutefois lesdits conseillers et prud'hommes, que les assurés qui exigeront le payement de ces assurances devront d'abord, s'ils en sont requis, fournir caution aux assureurs par une ou plusieurs garanties agréées par les consuls, et, s'ils ne donnent pas caution, ils seront néanmoins tenus de restituer et de rembourser, en tous cas, les sommes qu'ils auront reçues des assureurs, avec les frais, dépens, et deux sous par livre d'intérêt de change par an, si les-

(1) Il est donc évident que des usages existoient. Les avoit-on rédigés officiellement? C'est ce que nous ignorons.

ensemps ab totes messions, è despeses, è ab dos sols per lliura de interés de cambi de moneda à rahó d'any, si per avant los dits asseguradors provaran è mostraran devant los dits consols à lur coneguda, que los assegurats hajen mal ò indegudament reebut en tot ò en parts, comtant prorata de les quantitats assegurades.

XIV. Los quals caucions sien prestades tant solament en los casos, hon les excepcions seran justes ò apparents à coneguda dels consols, è per aquell temps que los consols assignaran à llur coneguda, lo qual temps no puxe passar per totes dilacions mes avant de un any.

XV. E si será cas, que del navili ò fusta ahon ò sobre lo qual será feta la seguretat no s' sapia nova alguna, per tal com à vegades perexen en la mar que no s'en pot res saber, è seran passats sis meses que nova alguna no s'en sab en Barcelona; que en tal cas hajen loch los dits capitols axí com si era nova certa, è puxen esser demanades è executades les seguretats.

XVI. En cas emperó que los assegurats no puxen è no vullen dar les dites caucions qui demanades lus seran è conegudes per los consols, è jaquiran possehir als asseguradors les quantitats assegurades, è après los asseguradors dins los temps que per los consols será prefigit no provaran les excepcions opposades de no pagar, è ò subcumbiran de les dites excepcions; que tant temps com los assegurats seran dilatats de no reebre haver realment è de fet les quantitats assegurades à culpa dels asseguradors ultra lo temps de la paga, sien ells tenguts è hajen à portar semblant carrech de messions è despeses, è dos sols per lliura d'interés à rahó d'any, segons dessus es declarat, trossus que hajen

dits assureurs prouvent et font apparôître aux consuls que les assurés ont reçu à tort et indûment toute la somme ou une partie, calculés au prorata des sommes assurées.

XIV. Les cautions seront fournies seulement dans le cas où les exceptions seront justes ou paroîtront telles aux consuls, et pour le temps seulement fixé par eux; lequel temps ne pourra, sous aucun prétexte, être prolongé au delà d'un an.

XV. Dans le cas où on n'auroit aucune nouvelle du navire ou bâtiment assuré, comme il arrive quelquefois que les navires se perdent sans qu'on en puisse rien savoir, lorsque six mois se seront passés sans qu'on ait reçu aucune nouvelle à Barcelone, dans ce cas les chapitres ci-dessus seront appliqués comme si l'on avoit nouvelle certaine, et le paiement des assurances pourra être exigé et exécuté (1).

XVI. Mais, dans le cas où les assurés, ne pouvant ou ne voulant pas fournir les cautions qui leur seront demandées, et qui seront déclarées être dues par la décision des consuls, laisseroient entre les mains des assureurs les sommes assurées, si ces derniers ne prouvent pas, dans le temps fixé par les consuls, les exceptions qu'ils ont formées contre le paiement, ou, s'ils en sont déboutés, ils seront tenus à leur tour de supporter les frais, dépens et deux sous par livre d'intérêt annuel, comme il est dit ci-dessus, pour tout le temps qu'ils auront retardé, par leur faute, le paiement des sommes assurées au delà de l'époque de l'échéance, jusqu'à ce que les consuls aient reconnu que le paiement a été effectué selon les termes des présens chapitres; de même, si les assurés l'exigent, les assureurs seront tenus de donner une caution de satisfaire au jugement pour les

(1) Déjà, comme on le voit, la présomption légale de perte étoit admise et fondée sur défaut de nouvelles; mais on n'avoit pas encore fixé expressément des délais d'après les distances des lieux.

pagades les quantitats assegurades à coneguda dels consols, seguint la forma dels presents capitols. Emperó si per los assegurats será demanat, hajan à donar seguretat de juy los asseguradors als assegurats, en tot cas per les quantitats assegurades è per lo sobreplus à coneguda dels consols.

XVII. Item. Ordonaren los dits consellers è prohomens, que algun corredor no puxa ne gos entrevenir en alguna manera en fer seguretats contra forma de les presents ordinacions, ò alguna d'aquellas, sots ban de cent sols, è privació perpetual de son ofici.

XVIII. Item. Ordonaren los dits consellers è prohomens, que corredor algun no puxa ne gos pendre ne haver dels contractes de les seguretats per son salari è treballs ne en altre manera, mes avant de dos sols per centenar de lliures, los quals hajan à pagar los assegurats, è no pas los asseguradors.

XIX. Item. Ordonaren los dits consellers è prohomens, que tots è sengles corredors sien tenguts è hajan à tenir è servir ad unguem la present, è totes altres taxacions de corredures ja fetes, les quals son scrites en una post qui penja en la lotja, è que no n'gosen ne n'puxen demenar, reebre, ne haver en alguna manera directa ò indirecta, mes avant d'açó qui es tatxat, sots ban de cent sols, è privació perpetual de llur ofici.

XX. Item. Ordonaren los dits consellers è prohomens per tolre sospites è fraus, qui s'poden seguir en tot contractes hon entrevenen corredors qui han deute ò affinitat à los mercaders contraents ò algú dells : que algun corredor per si ne per altre no puxa entrevenir ne participar en alguna manera en contractes alguns qui s'façen entre persones hon afronta algú ab qui sie en deute de parentela ò

sommes assurées, et pour le surplus au dire des consuls.

XVII. Item. Ordonnent lesdits conseillers et prud'hommes, qu'aucun courtier ne pourra intervenir dans la négociation d'une assurance formée contrairement aux présentes dispositions, ou aucune d'elles, sous peine d'une amende de cent sous et d'exclusion perpétuelle de sa charge.

XVIII. Item. Ordonnent lesdits conseillers et prud'hommes, qu'aucun courtier ne pourra recevoir, à l'occasion d'un contrat d'assurance, pour son salaire ou sa peine, ou autrement, plus de deux sous pour cent livres, qui seront payés par les assurés et non par les assureurs.

XIX. Item. Ordonnent lesdits consuls et prud'hommes, que tous les courtiers devront exécuter et observer exactement la présente disposition, et tous les autres tarifs de courtage déjà faits, lesquels sont écrits dans une table suspendue à la loge; et que d'aucune manière ils ne doivent avoir, demander ou accepter, ni directement, ni indirectement, plus que la taxe, sous peine d'une amende de cent sous, et d'exclusion perpétuelle de leur charge.

XX. Item. Ordonnent lesdits conseillers et prud'hommes, pour faire disparaître les soupçons et fraudes qui pourroient naître à l'occasion de contrats où interviennent des courtiers parens ou alliés des parties ou de l'une d'elles, qu'aucun courtier, ni lui-même, ni par une tierce personne, ne pourra intervenir ni participer d'aucune façon dans des contrats où figureroit quelqu'un son parent ou allié, jusqu'au degré de fils de cousin germain inclusivement; aussi bien si la parenté ou alliance existe entre le

afinitat fins en grau de fills de cosin germans inclusivament; axí bé si lo dit deute ò affinitat ere entre lo mercader è lo corredor com entre llurs mullers ò infants, sots ban de cent sols, è privació perpetual de son ofici. E semblant ban de cent sols encorreguen los mercaders parents qui contractaran sots mitja ò participi de tals corredors, als quals no sia dada fé en res qui toch à ventatge ò profit del mercader ab lo qual será lo dit parentat ò affinitat, per tal com los contractes fets sots intervenció de tals corredors no freturen de dol è de sospita.

Dels quals bans pecuniaris sien fetes tres parts eguals; la una de les quals sie del oficial qui farà la execució; è la altre part sie del acusador; è la restant terça part sie de les obres dels murs è dels valls de la dita ciutat.

Retenense emperó los dits consellers è prohomens, que si en les present ordinations è bans habia algunes coses scures ò dubtoses, que ells è los successors lurs ho puxen esmenar è declarar, è interpretar aytantes vegades com se vullen à llur coneguda.

négociant et le courtier, que si elle existe entre leurs femmes ou enfans, sous peine de cent sous et d'exclusion perpétuelle de sa charge.

Une amende semblable de cent sous sera encourue par les négocians parens qui contracteront par l'intervention de ces courtiers, lesquels, de plus, n'auront aucune créance dans ce qui touche l'avantage ou le profit du négociant parent ou allié, car les contrats faits par l'intervention de ces courtiers sont souvent entachés de dol ou de soupçons.

Il sera fait trois parts égales de ces amendes, l'une desquelles appartiendra à l'officier qui aura fait l'exécution, l'autre à l'accusateur, et la troisième part profitera à l'œuvre des murs et remparts de ladite ville.

Se réservent lesdits conseillers et prud'hommes, que si dans les présentes ordonnances il y a quelque chose d'obscur ou de douteux, eux, ou leurs successeurs, pourront l'émender et l'interpréter autant de fois que cela leur paroîtra utile.

ORDONNANCE DES MAGISTRATS DE BARCELONE SUR LES ASSURANCES DE 1436 (1).

Per manament del honorable mossen Guillem de Sent-Climent, cavaller, veguer de Barcelona, è del honorable En Matheu Dezvall, batle de la dita ciutat, çó es de cascun dells tant com se pertangue à llur jurèdició: perçó com les ordinations fetes sobre les seguretats maritimes ò mercantivolos qui s' fan en Barcelona sobre robes ò mercaderies de vassalls del senyor rey,

Par mandement de l'honorable seigneur Guillaume de Saint-Clément, chevalier, viguier de Barcelone, et de l'honorable don Mathieu Desvall, bailli de ladite ville, c'est-à-dire, de chacun d'eux en tant qu'il dépend de leur juridiction; vu que les ordonnances rendues sur les assurances maritimes et commerciales faites à Barcelone, sur effets et marchandises des sujets du seigneur roi, chargés sur navires et bâtimeus étrangers, et qui défendent de rien assurer au delà de la

(1) Le certificat du crieur constate que cette ordonnance a été publiée le mardi 14 août 1436. Elle se trouve dans le manuscrit de la Bibliothèque royale; Capmany est le seul auteur qui en ait publié le texte, *Memorias*, t. II, page 426; mais, par inadvertance, il l'a placée à la suite et comme faisant complément de l'ordonnance de 1435 sur la police maritime.

qui s'carreguen en navilis ò fustes de strangers prohibints que algú no si puxa assegurar sino en la meytat del cost, attés lo temps qui corre, è per altres esguarts no sien praticables à profit de la cosa publica, ans freturen de correcció è adob.

I. Percó ordonaren los consellers è prohoms de la dita ciutat corregints è esmenants les dites ordinacions ja fetes tant com toquen les coses dejus scrites per vigor de la retenció en les ditas ordinacions conteguda : que d'aquí avant sobre robes è mercaderies carregades ò carregadores en navilis ò fustes d'estrangers puxen esser assegurats los vassalls del senyor rey en los tres quarts tantolsament del vertader cost ò valor de les robes ò mercaderies qui s'y carregaran ò seran carregades, ensemps ab les mesions ò segons que son ò seran espatxades als drets ò vectigals, tot frau cessant, sens emperó lo cost de la seguretat d'aquellas robes ò mercaderies, romanent les altres coses de les dites ordinacions en lur força è valor.

II. *Item.* Ordonaren los dits consellers è prohoms corregints è esmenants segons que dessus per los dits è altres sguarts sobre les ordinacions prohibint que robes ne mercaderies de vassalls del senyor rey qui son ò seran carregades sobre navilis nostrats no puxen esser assegurades en Barcelona sino fins en tres quarts : que d'aquí avant tots è sengles vassalls del senyor rey puxen esser assegurats en Barcelona en è sobre qualsevol robes è mercaderies carregades, ò qui s'carregaran sobre navilis ò fustes qui sien vertaderament de vassalls del senyor rey, è per tot lo vertader cost

moitié du prix coûtant, attendu les circonstances actuelles, et par autres raisons, ne sont pas praticables dans l'intérêt du bien commun, mais ont besoin de correction et de révision :

I. A ces causes, ordonnent les conseillers et prud'hommes de ladite ville, corrigeant et émettant lesdites ordonnances faites antérieurement, en tant qu'elles touchent les choses dessus dites, en vertu de la réserve contenue dans les ordonnances susdites ;

Que dorénavant, sur effets et marchandises chargés dans des navires ou bâtimens étrangers, les sujets du seigneur roi peuvent se faire assurer pour les trois quarts au plus du véritable prix ou valeur des effets ou marchandises qui y sont ou seront chargés, ensemble les frais ; ou selon qu'elles seront énoncées par les expéditions des droits et gabelles, toute fraude cessante, indépendamment du prix de l'assurance de ces effets ou marchandises : les autres dispositions desdites ordonnances conservant leur force et valeur (1).

II. *Item.* Ordonnent lesdits conseillers et prud'hommes, corrigeant et émettant comme dessus, pour les raisons susdites et autres, relativement aux ordonnances qui portent que des effets ou marchandises de sujets du seigneur roi, chargés sur des navires nationaux, ne peuvent être assurés à Barcelone pour une somme excédant les trois quarts de leur valeur : que dorénavant tous et chacun des sujets du seigneur roi peuvent se faire assurer à Barcelone, sur toutes sortes d'effets ou de marchandises chargés ou à charger sur navires ou bâtimens qui appartiennent véritablement à des sujets du seigneur roi, pour tout le véritable prix d'achat (2), ensemble des frais relatifs auxdits effets et marchandises, ou selon qu'ils sont ou seront déclarés pour la perception des droits et gabelles,

• (1) Ce chapitre modifie le chapitre IV de l'ordonnance précédente de 1435, ainsi que je l'ai dit ci-dessus, page 496, note 2.

(2) On modifie encore ici le chapitre II de l'ordonnance de 1435, qui ne permettoit de faire assurer que les trois quarts ; voir ci-dessus, page 496, note 3.

ab les messions de llurs robes è mercaderies, ò segon que son ò seran spatxades als drets ò vectigals tot frau cessant, sens emperó lo cost de la seguretat d'aquellas robes ò mercaderies : è semblantment puxen esser assegurats qualsevois navilis ò fustes qui revera sien de vassalls del senyor rey per tot lo valor d'aquells, romanent en tot cas les altres coses contingudes en cascuna de les dites ordonnances sots lur força et valor.

III. Retenense emperó los dits consellers è prohomens que si en les presents ordonnances havia algunes coses scures ò dubtoses, que ells ò llurs successors ho puxen esmenar è declarar è interpretar aytantes vegades com se vullen, à llur coneguda.

toute fraude cessante, excepté toutefois le prix de l'assurance desdites marchandises et effets; et également pourront être assurés tous navires et bâtimens qui appartiennent véritablement à des sujets du seigneur roi, pour toute leur valeur; les autres dispositions contenues dans chacune desdites ordonnances conservant, dans tous autres cas, leur force et valeur.

III. Se réservent, toutefois, lesdits conseillers et prud'hommes, si dans les présentes ordonnances il y avoit quelque chose d'obscur et de douteux, le droit pour eux et leurs successeurs de l'émender, déclarer et interpréter autant de fois qu'ils voudront, selon que cela leur pourra être utile.

ORDONNANCE DES MAGISTRATS DE BARCELONE SUR LA POLICE MARITIME DE 1436 (1).

Per manament dels honorables mossen G. de Sent-Climent, cavaller, veguer de Barcelona è de Vallés, de Agualada, de Moyá, è de Moyanès, è del honorable En Matheu Dezvall, batle de la dita ciutat; çò es, de cascú dells tant com se pertangue à sa juridicció.

Ordonaren los dits consellers è prohomens de la ciutat de Barcelona per benefici de la cosa publica, è per sosteniment de les galeas de mercaderia nostrades, ab les quals durant aquest temps de guerra les robes è avers qui ixen de Barcelona è sos termens pus segurament son navegades que ab galeas de strangers,

Par ordre de l'honorable seigneur G. de Saint-Clément, chevalier, viguier de Barcelone et de Vallées, de Agualada, de Moya et de Moyanès, et de l'honorable D. Mathieu Desvall, bailli de la susdite ville, chacun d'eux en ce qui concerne sa juridiction.

Ordonnent lesdits conseillers et prud'hommes de la ville de Barcelone, pour l'utilité publique et pour le profit des galères de notre marine marchande, par lesquelles, en ce temps de guerre, les marchandises et biens exportés de Barcelone et de son territoire sont transportés avec plus de sûreté que par des galères étrangères, qui mettent peu de soin à défendre les marchandises appartenant à

(1) L'attestation du crieur constate que cette ordonnance a été publiée le samedi 18 août 1436. Elle ne se trouve point dans le manuscrit de la Bibliothèque royale; Capmany est le seul auteur qui l'ait publiée en texte catalan, *Memorias*, t. II, page 388; mais il ne l'a pas traduite dans son *Código de las costumbres marítimas*. Par inadvertance, sans doute, il l'a placée à la suite de l'ordonnance de 1435 sur les assurances, que j'ai donnée ci-dessus, page 493; et réciproquement il a placé après l'ordonnance de 1435 sur la police maritime, celle du 14 août 1436 relative aux assurances.

qui poch curen de la deffensió de las robes de Catalans llá on hajen encontra de enemichs; ans, que pijor es, en lurs terres han tolt è vedat als mercaders Catalans de carregar lurs robes en altres fustes sino en galeas lurs, jatsia de gran temps après no fossen prestes :

I. Que d' aciavant algú ò alguns, de qualsevol nació ò condició sie, no puxen metre ne carregar mercaderies, robes, ne coses algunes per qualsevol part sobre galeas qui no sien vertaderament de vassalls del senyor rey, pus que s' tropien è s' esperen ab veritat altres galea ò galeas de vassalls del senyor rey en la present ciutat dins tres mesos apres juncta de les dites galea ò galeas de strangers continuellement següents, per aquelles parts on tals galeas de strangers deuen fer lur viatge; si donchs tantes è tals robes no s' trobaven en Barcelona, que les galeas nostrades no les poguessen ò no volguessen levar ò carregar. E en tal cas (pus que n' sia feta fadiga la qual aparega à aquell ò aquells qui auran carrech de les galeas nostrades qui sich speran, ò sich trobaran dins los dits tres mesos, è levar ò carregar no volran tantes ò tals robes), que lavors se puxen carregar aquelles robes de que seran fadigats en les dites galea ò galeas de strangers, è no altrament.

Entes emperó, que de les robes, mercaderies è coses qui s' carregaran en les galea ò galeas nostrades no sien forsats aquells de qui seran pagar majors nolits que son ò seran tatxats ò limitats è conservats en poder dels consols de la mar. E qui lo contrari farà, sie encorregut en ban de mil sols barceloneses.

II. *Item.* Loant è confirmant lo capitòl de les ordinacions derrera fets

des Catalans lorsqu'ils rencontrent des ennemis, et qui, ce qui est bien pire, ont, dans leurs pays, défendu aux négocians catalans de charger leurs marchandises sur d'autres galères que celles desdits pays, lors même que longtemps après elles n'étoient pas encore prêtes :

I. Que dorénavant personne, de telle nation et condition que ce soit, ne pourra placer ni charger de marchandises, biens ou tous autres effets, pour aucune destination, que sur des galères qui appartiennent en réalité à des sujets du seigneur roi, lorsqu'il y a à Barcelone, ou lorsqu'on y attend dans les trois mois après l'arrivée des galères étrangères, une ou plusieurs galères appartenant à des sujets du seigneur roi qui doivent faire voile pour la même destination que celles-ci, à moins que les galères nationales ne voulassent ou ne pussent pas prendre à bord ou charger lesdites marchandises.

Dans ce cas (après qu'on aura attendu, ce qui sera attesté par ceux qui ont intérêt aux galères nationales qu'on attend ou à celles qui se trouvent à Barcelone dans les trois mois, et qui n'ont pas voulu prendre à bord lesdites marchandises), ces marchandises, après avoir attendu, pourront être chargées sur lesdites galères appartenant à des étrangers, et pas autrement (1).

Bien entendu que les propriétaires des effets, marchandises et biens chargés à bord de galères nationales, ne pourront être forcés de payer un fret plus élevé que celui qui sera fixé et estimé par les consuls de la mer (2). Ceux qui contreviendront à cette disposition encourront une amende de mille sous barcelonais.

II. *Item.* Ils approuvent et confirment le chapitre dernièrement inséré dans les ordon-

(1) Ce chapitre a beaucoup de rapports avec les dispositions de l'ordonnance royale de 1354, dont j'ai donné le texte ci-dessus, page 460.

(2) On trouve des dispositions semblables dans les rubriques LXIX et XCVII du statut d'Ancône de 1397, pages 175 et 197 ci-dessus, et l'on peut facilement croire que c'étoit un usage général.

sobre los navilis è altres fustes, que abans que partésquen per fer lur viatge sien tenguts è hajan à donar è fer mostre als consols de la mar, ò à qui per ells será elegit, si tals navilis ò fustes seran per navegar encunts, acompayants, fornits è stanyats segons deuen, ò axí com se pertany : è si lo contrari faran, que los patrons ne escrivans no puxen gonyar ne comtar algun de lurs officis de patronies ni scrivanies ; è que per los consols ab consell de prohomens à carrech de qui pertangue puxe esser provehit à qualsevol defalliment qui vist ò conegut será en aquells navilis ò fustes.

Ordonaren los dits consellers è prohomens, anadint al dit capitol per major observança de aquell, è per utilitat è conservació dels navilis qui partexen è naveguen indegudament, que tots è sengles patrons è scrivans è altres hajan à tenir è servir les dites coses : è qui lo contrari farà d'aciavant, encorregan cascuna vegada en ban de cent lliuras.

III. Dels quals bans sien fetes tres eguals parts, la una de les quals sie del official qui n' farà la execució, è l'altre part de les obres dels murs è dels valls de la dita ciutat, è la restant terça part del acusador.

IV. Per les presents però ordinacions no entenen los dits consellers è prohomens à denagar ne perjudicar à qualsevol privilegi, per los senyors reys de gloriosa memoria passats, à la dita ciutat atorgats sobre carregaments faedors en fustes de Barcelona.

Retenense emperó los dits consellers è prohomens, que si en les presents ordinacions haurá res scur ò dubtos, que ells ò lurs successors consellers ho puxen enterpretar è declarar, corregir, è esmenar, tota vegada quel s' será vist faedor.

(1) Les dispositions auxquelles on fait allusion sont celles du chapitre XI de l'ordonnance de 1435, ci-dessus, pages 492 et 493.

nances sur les navires et autres bâtimens, portant qu'avant de partir pour un voyage ces bâtimens doivent être visités par les consuls de la mer, ou ceux qu'ils auront délégués pour examiner s'ils sont convenablement calfatés, armés et pourvus du nécessaire ; en cas de contravention, les patrons ou écrivains ne pourront rien gagner ou rien mettre en compte de leurs gages, et les consuls, de l'avis des prud'hommes qui en seront chargés, pourront pourvoir à tout ce qui leur paroitra manquer dans ces navires ou bâtimens (1).

Ordonnent lesdits conseillers et prud'hommes, ampliant ledit chapitre, pour en assurer l'exécution, et pour l'utilité et la conservation des navires qui partent et naviguent sans être en bon état, que tout patron, écrivain ou autre personne, sera tenu d'observer lesdites dispositions, et que dorénavant, en cas de contravention, ils encourront chaque fois une amende de cent livres.

III. Il sera fait trois parts égales de ces amendes, l'une pour l'officier qui aura fait l'exécution, l'autre pour l'œuvre des murs et remparts de la ville, et la troisième pour l'accusateur.

IV. Lesdits conseillers et prud'hommes entendent par ces présentes dispositions ne déroger ni préjudicier en rien aux privilèges accordés par les seigneurs rois, de glorieuse mémoire, à ladite ville, et relatifs aux chargemens à faire à Barcelone.

Se réservent lesdits conseillers et prud'hommes que si, dans la présente ordonnance, il y a quelque chose d'obscur ou de douteux, eux et leurs successeurs le pourront interpréter et déclarer, corriger et emender, autant de fois que cela leur paroitra utile.

ORDONNANCE DES MAGISTRATS DE BARCELONE SUR LES ASSURANCES MARITIMES DE 1458 (1).

Per manament del honorable mossen Arnau Guillem Pastor, regent de la vegueria, è del honorable En Pere Johan Serra, batle de Barcelona, çó es de quiscun dells tant com se pertany à sa juridicció : Ordonaren los honorables consellers è promens de la dita ciutat que com en temps passat sien stades fetes ordinacions sobre les seguretats maritimes è mercantivois qui s' fan sobre rischs è perills de navilis, robes, cambis, mercaderies, è havers, les quals per la concurrencia del temps han mester correcció, mutació, è esmena, que aquells dites ordinacions sien continuades en los capítols seguens, è aquells tant solament de vuy avant en è sobre totes seguretats d'aquen fahedores sien observades.

I. Primerament : Ordonaren los dits consellers et promens, que navilis ò fustes de strangers, çó es, que no sien de vassalls è subdits del senyor rey, ne cambis donats à risch de aquells, ne robes ò havers qui s' carreguen ò s' naveguen sus è ab aquells on se vulla è de qui s' vulle sien, no puxen esser assegurats ò assegurades en Barcelona en tot ò en part en alguna manera : è si será fet lo contrari, tals seguretats no puxen aprofitar als assegurats ne noure als aseguradors; abans totes obligacions qui serien ò seran fetes per rahó d'aquells, *ipso facto* sien nulles è haüdes per no fetes, ne per aquelles puxe algú esser convengut ne s' en puxe fer juy en alguna manera.

Par mandement de l'honorable seigneur Arnaud-Guillaume Pastor, régent de la viguerie, et de l'honorable D. Pierre-Jean Serra, bailli de Barcelone, chacun en ce qui concerne sa juridiction.

Les honorables conseillers et prud'hommes de ladite cité, considérant que dans les temps passés il a été publié des ordonnances relatives aux assurances maritimes et commerciales qui se font sur les risques et dangers des navires, marchandises, prêts à la grosse, biens et effets, et que l'expérience et le temps ont fait connoître qu'il falloit y apporter des corrections, changemens et modifications, ont ordonné qu'elles seront remplacées par les chapitres suivans, qui seront seuls observés dorénavant en ce qui concerne les assurances à faire.

I. Premièrement, ordonnent lesdits conseillers et prud'hommes, que les navires et bâtimens d'étrangers, c'est-à-dire de ceux qui ne sont pas vassaux et sujets du seigneur roi, ni les prêts à la grosse faits sur ces navires, ni les biens ou marchandises qui y seroient chargés et transportés, en quelque lieu que ce soit ou par qui que ce soit, ne pourront jamais être assurés ou assurées Barcelona, en tout ou en partie, en aucune manière (2); et si le contraire a lieu, de telles assurances ne pourront profiter aux assurés ni nuire aux assureurs (3); mais toutes obligations qui seroient ou seront consenties à raison de ces assurances seront de plein droit nulles et de nul effet; personne ne pourra être poursuivi sur ce fondement, et elles ne seront admises en justice d'aucune manière.

(1) Cette ordonnance ne se trouve point dans le manuscrit de la Bibliothèque royale. Capmany est le seul qui l'ait fait imprimer dans ses *Memorias*, t. II, pages 449 et suivantes. Il en a donné de plus une traduction castillane dans son *Codigo*, t. II, pages 70 et suivantes; mais j'ai reconnu que l'édition de Capmany étoit quelquefois défectueuse. Je n'ai eu d'autre ressource que de la corriger à l'aide de l'ordonnance de 1484, qui reproduit avec peu de différences celle de 1458.

(2) Ce chapitre reproduit en partie les chapitres I et III de l'ordonnance de 1435.

(3) Voir ci-après l'ordonnance de 1461, faite pour assurer l'exécution de ce chapitre.

II. Emperó, per quant en les parts de Ponent, çó es dellà lo stret de Gibraltar afins en Flandes è Anglaterra fort à tart naveguen navilis ò fustes de vassalls del senyor rey, è si no s' podien los dits vassalls del senyor rey assegurar carreguant en navilis ò fustes de strangers, la negociació pendria detriment; pertantes declarat, que no obstant lo dit capitol, tots è sengles vassalls del senyor rey se puxen assegurar en Barcelona sobre totes è sengles robes, mercaderies, è havers è cambis dats à risch d'aquelles qui s' daran ò s' carregaran en les dites parts d' exida tan solament en qualsevol fustes de strangers, fins en los dos terços de la valor ò cost de les dites mercaderies, robes è havers è cambis dats à risch d'aquelles, en los quals valor è cost sien compresos los spatxament è cost de seguretats è no pus avant, è si era fet lo contrari, sia servat lo capitol dessus scrit en la forma en aquell contenguda.

III. *Item.* Ordonaren los dits consellers è promens, que navilis, è fustes de vassalls et subdits del senyor rey, è tots cambis dats à risch d'aquells, è totes robes, mercaderies è havers qui s' carregaran sus, ò s' navegaran ab aquells en qualsevol part è de qualsevol sien, çó es, axí de vassalls del dit senyor rey com de strangers, puxen esser assegurats è assegurades en Barcelona fins en los tres quarts tansolament de la valor ò cost d'aquelles, en lo qual cost ò valor puxen esser compresos tots los spatxaments è costs de tals seguretats. E si era fet lo contrari, que en tant com seria mes avant dels dits tres quarts, sia nulle è no aprofit als assegurats, è los asseguradors hajen guanyats tots los preus de les seguretats, ne per tant com seria mes dels tres quarts los asseguradors puxen esser convenguts, n' en puxe esser fet jutj algú.

II. Mais comme des navires et bâtimens de sujets du seigneur roi naviguent dans les parages du Ponant, c'est-à-dire au delà du détroit de Gibraltar, jusqu'en Angleterre et en Flandre fort avant vers l'Occident, et que si lesdits sujets du seigneur roi, dont les chargemens seroient faits sur des navires d'étrangers, ne pouvoient pas se faire assurer, le commerce souffriroit des dommages considérables, il est déclaré que, nonobstant le chapitre précédent, tous et chacun des sujets du roi peuvent faire assurer à Barcelone, sur des navires étrangers, toutes sortes de marchandises, biens, effets, prêts à la grosse, chargés ou faits pour lesdits parages, mais dans un but d'exportation seulement : et cela jusqu'aux deux tiers de la valeur ou du coût desdites marchandises, effets, biens et prêts à la grosse ; dans laquelle valeur et coût sera compris le montant de la prime d'assurance, mais non au delà ; et si le contraire a lieu, le chapitre ci-dessus conservera toute sa force en la manière y contenue (1).

III. *Item.* Ordonnent lesdits conseillers et prud'hommes, que les navires et bâtimens appartenant à des sujets et vassaux du seigneur roi, et tous les prêts à la grosse faits sur eux, ainsi que tous les biens, marchandises et effets qui y seront chargés pour quelque destination que ce soit, et à qui que ce soit qu'ils appartiennent, tant à des sujets du roi qu'à des étrangers, pourront être assurés à Barcelone, mais jusqu'aux trois quarts seulement de leurs prix et frais, dans lesquels frais et prix pourra être compris le coût de l'assurance.

En cas de contravention, si plus que les trois quarts ont été assurés, cet excédant sera nul et ne profitera pas aux assurés ; mais les assureurs auront acquis la totalité de la prime sans qu'ils puissent être poursuivis pour ce qui excéderoit les trois quarts, et il ne pourra être rendu aucun jugement de condamnation à ce sujet (2).

(1) L'objet de ce chapitre est de modifier, sous quelques rapports, le chapitre 1^{er} ci-dessus, page 507.

(2) Ce chapitre a de l'analogie avec les chapitres II et V de l'ordonnance de 1435, ci-dessus, pages 495 et 496.

E si sobre tals navilis è fustes, robes, mercaderies, ò havers seran presos cambis, que aqueills tals cambis se hajen à deducir de la stima de tals navilis ò dels costs ò valors de tals robes, mercaderies è havers è ultra aqueills cambis los assegurats en lo que resterà hajen à tolrer lo quart del risch en la forma dessus expressada.

E mes emperó que abans no puxen esser fetes tals seguretats sobre los dits navilis è fustes ò cambis donats à risch d'aqueilles, hajen esser extimats è extimades per los honorables consols ab consell de promens, è juxta aquella extima, la qual se haje à designar en les cartes de tals seguretats se haje à deduir lo quart, per lo risch lo qual son tenguts correr los assegurats segons dessus es deduhit; axí emperó, que tot lo risch de tals navilis è fustes puxa esser reduhit è assegurat sobre lo buch d'aqueilles. Emperó si cas será que lo buch de tals navilis, lo risch de les quals será reduhit è assegurat sobre lo buch, se perderia è los membres è correus d'aqueills se trobaven ò s'salvaven; que la valor d'aqueills correus hajen à contribuir per prorata de lur valor en la perdua del dit buch, çó es per la valor de çó que d'aqueilles se salverá; è en tal cas los dit buch è correus sien haüts per agermanats, è sia comptat axí com si eren agermanats.

IV. *Item.* Ordonaren los dits consellers è promens, que algú que s' será fet assegurar [en altre part no s' puxa fer assegurar] en Barcelona sino per tant com li mancaria fins à la summa dels dits tres quarts, ne lo qui s' será fet assegurar en Barcelona no s' puxen fer assegurar en altre part, sino fins en los dits tres quarts: è si será fet lo contrari, no puxe valer al

Et si sur ces navires ou bâtimens, effets, marchandises ou biens, il a été emprunté à la grosse, ces emprunts devront être déduits du prix des navires ou de la valeur des effets, marchandises et biens, de sorte que les assurés supportent les risques du quart restant, en la forme susdite (1).

Et de plus, avant de faire les assurances sur lesdits navires ou bâtimens, ou des emprunts à la grosse sur iceux, il devra en être fait estimation par les consuls, de l'avis des prud'hommes; et selon cette estimation, qui sera insérée dans les contrats d'assurance, on déduira le quart dont les assurés doivent supporter les risques, selon ce qui a été dit ci-dessus, mais de sorte que tout le risque dudit navire ou bâtiment pourra être réduit et assuré sur leur corps (2).

Et s'il arrive que le navire, dont tout le risque aura été assuré sur le corps, se perd, et que des débris ou agrès soient retrouvés ou sauvés, la valeur de ces objets doit contribuer au prorata à la perte du corps, c'est-à-dire pour la valeur de ce qui en sera sauvé, et dans ce cas, le corps et les agrès seront réputés comme répondant l'un pour l'autre, et le compte sera fait en conséquence (3).

IV. *Item.* Lesdits conseillers et prud'hommes ordonnent, que celui qui se sera fait assurer [en un lieu quelconque, pour une certaine somme, ne pourra se faire assurer] (4) à Barcelone, que pour ce qui restera libre du montant desdits trois quarts; et celui qui se sera fait assurer à Barcelone ne pourra se faire assurer dans un autre lieu que pour ce qui restera libre desdits trois quarts: si le contraire a lieu, l'assuré n'en pourra profiter, et l'assureur ne pourra être

(1) Voir ce qui a été dit sur les chapitres II et V de l'ordonnance de 1435, ci-dessus, pages 494 et 496.

(2) Ce chapitre doit être rapproché du chapitre V de l'ordonnance de 1435, ci-dessus.

(3) Cette disposition n'existait point dans les ordonnances précédentes.

(4) J'ai ajouté les mots entre deux crochets avec le secours du texte du chapitre V de l'ordonnance de 1484, ci-après, car il manque évidemment une ligne dans l'édition de Capmany.

assegurats ne noure als asseguradors, ne, segons dit es, puxe n'esser convenguts ne n' puxe esser fet juy algú, guanyants tostemps los asseguradors à compliment los cost de tals seguretats : è que çó que demés se serien fets assegurar après tals seguretats sia profit è util dels dits asseguradors, çó es, que l's haje esser è sia pres en compte de les quantitats per ells assegurades.

V. *Item.* Ordonaren los dits consellers è promens, que totes les seguretats se hajan à ser ab cartes publiques, preses per notaris publichs de Barcelona è no pas ab polices ò albarans è altres scriptures privades : è si seran fetes ab polices ò altres privades scriptures directament ò indirecta, que tals seguretats, polices, ò scriptures privades *ipso facto* sien nulles è de negun effecte, ne à pagar aquelles los asseguradors puxen esser compellits ne juy algú ne sia ò puxe esser fet. E ultra los nullitats d'aquelles, los assegurats è asseguradors è lo tercer ò corredor que en tals actes entrevenir se scaurá, sien incorreguts è incorreguen quiscun dells *ipso facto* en ban, çó es, lo assegurat de tanta quantitat com se faria assegurar, è lo assegurador de tanta quantitat com hauria assegurada, è lo corredor ò tercer encorregua en ban de x lliures : è dels dits bans la terça parts sia adquisida al senyor rey, è l'altre al accusador, è l'altre terça à la lotje de la dita ciutat, è per aquella als deffenedors de la mercaderia.

VI. *Item.* Ordonaren los dits consellers è promens, que tots è sengles qui s'faran assegurar en nom propi [ò de altre havent plen poder ò promettent en nom propi] de rato habendo, hajan primer à jurar que aquelles seguretats son vertaderes è no fictes, è que les coses que fan

poursuivi ni condamné pour cet excédant ; néanmoins les assureurs auront acquis les primes de ces assurances, et ce qui sera assuré de trop profitera aux assureurs, c'est-à-dire qu'il entrera en compte des quantités par eux assurées (1).

V. *Item.* Lesdits conseillers et prud'hommes ordonnent, que toutes les assurances doivent être contractées par acte public passé devant un notaire de Barcelone, et non par polices, billets ou autres écritures sous seing privé ; s'il en est fait directement ou indirectement par polices ou autres écritures sous seing privé, ces actes seront de plein droit nuls et de nul effet, et les assureurs ne pourront être poursuivis ni condamnés pour en payer le montant.

Outre la nullité, les assurés et les assureurs, et le tiers ou courtier qui seront convaincus d'avoir prêté leur ministère à ces conventions, encourront, chacun de plein droit, une amende, c'est-à-dire l'assuré de la somme qu'il se sera fait assurer, l'assureur de la somme qu'il aura assurée, et le courtier ou tierce personne une amende de dix livres ; et de ces amendes, le tiers appartiendra au seigneur roi, un autre au dénonciateur, et le troisième à la loge de ladite ville, et, par son intermédiaire, aux conservateurs du commerce (2).

VI. *Item.* Ordonnent lesdits conseillers et prud'hommes, que tous ceux qui se font assurer en leur nom propre [ou en promettant en leur nom pour d'autres personnes dont ils ont le pouvoir] (3), avec promesse de faire ratifier, seront tenus d'affirmer que les assurances qu'ils stipulent sont sincères et non fictives, et que les choses qu'ils font

(1) Voir le chapitre II de l'ordonnance de 1435.

(2) Voir le chapitre IX de l'ordonnance de 1435.

(3) L'addition que j'ai faite entre crochets est commandée par le sens, et je l'ai empruntée du chapitre IX de l'ordonnance de 1484.

assegurar son lurs propres ò d'aquelles per qui s' fan assegurar è de lurs particips; è que posen è designen en les dites seguretats distinctament è clara, tant com possible li sia, les coses sobre les quals se fan assegurar, çò es nombre, pes, cost, valor, è extima, è que no s' son fetes ò posades sobre aquelles coses seguretats en altre part ne s' en hi faran ò poseran après d'aquelles en autre part : è si seran fetes ò s' faran, que encontinent que ho sapien ne avisaran los asseguradors è n' faran fer menció en lo peu de la seguretat, narrant com son avisats que sobre aquelles coses abans ò après se son fets assegurar è lo loch on seran fetes è les quantitats que y seran fetes. E si no ho hauran denunciât è será declarat per los consols tal qui ha posada la seguretat haver ho sabut è po haver ho denunciât, que en tal cas seguretats sien haúdes per frauduloses è posades ab frau è fictes, è no sien d'algun effecte, tots temps havents guanyats los asseguradors los preus de tals seguretats.

VII. *Item.* Ordonaren los dits consellers è promens que tots è sengles asseguradors abans que no fermeran en les seguretats, hajen à jurar que la ferma que entenen à fer en la seguretat es vertadera è no ficta ne feta per frau ò decepció alguna, ne per que sots color de la sua ferma è per la ferma que fer designe altres hi ferment.

VIII. *Item.* Ordonaren los dits consellers è promens, que los assegurats è asseguradors en l'acte è ferme de les seguretats hajen à deduir totes les presents ordinacions entre ells en pacte, è fer è causer aquelles juxta forma de les presents ordinacions, è jurar è prometre que en tot è per tot serveran aquells à la letra, è que per rahó de les dites seguretats

assurer appartiennent à eux ou à ceux pour qui ils se sont fait fort, ou à leurs associés; ils désigneront dans lesdites assurances, distinctement et clairement, autant que faire se pourra, les choses qu'ils feront assurer, c'est-à-dire le nom, le poids, la valeur et l'estimation, déclarant que sur ces choses aucune assurance n'a été ni ne sera prise dans un autre lieu, et que dans le cas où il en auroit été et où il en seroit pris, ils en avertiront les assureurs aussitôt qu'ils en auront connoissance, et qu'ils en feront faire mention au bas de la police d'assurance, en énonçant qu'ils ont reçu avis, qu'avant ou après, des assurances avoient été ou ont été prises sur ces choses, ainsi que le lieu et la quotité.

S'ils négligent d'en donner avis (1), et si les consuls déclarent que celui dont les choses étoient déjà assurées l'a su et n'en a pas donné avis, l'assurance stipulée par lui sera réputée frauduleuse et feinte, et en conséquence déclarée nulle; les assureurs auront toutefois acquis la prime (2).

VII. *Item.* Lesdits conseillers et prud'hommes ordonnent, que les assureurs, avant d'apposer leur signature à un contrat d'assurance, devront jurer que la garantie qu'ils ont l'intention de donner est véritable et non feinte, qu'elle n'est point donnée par dol ou fraude, et que par leur signature ils n'entendent pas faire autre chose qu'une assurance.

VIII. *Item.* Lesdits conseillers et prud'hommes ordonnent, que les assurés et les assureurs devront rappeler dans leurs contrats toutes les dispositions de la présente ordonnance, et s'y conformer scrupuleusement, avec serment qu'en tout et pour tout ils en exécuteront les dispositions à la lettre, et qu'à raison desdites assurances ils n'intenteront d'action que devant la cour du consulat et non ailleurs, ni devant un autre tribunal, renonçant à leur juridiction propre, attri-

(1) Le texte de Capmany porte, *è si ho hauran denunciât*, ce qui signifieroit, *s'ils en ont donné avis*; c'est tout juste le contraire; il faut donc lire *no* avant *ho*, ainsi que je l'ai fait imprimer.

(2) Voir pour ce chapitre et le suivant le chapitre VIII de l'ordonnance de 1435.

faran juy en la cort del consolat è no en altre part ò juy, è renuncièn à lur propi è apropiat ò privilegiat for è en è per la forma que devall en un capitol será declarat è per los notaris millor porá esser adeptat à la substancia d'aquell.

IX. *Item.* Ordonaren los dits consellers è promens, que per tant com les dites seguretats son contractes tals qui s'faran per endreça de la mercaderia è es impertinent de è per les questions que n'surten è execucions qui s'han à fer per causa d'aquelles, se hajen à fer juy devant altres consistoris ne persones sino devant los dits consols de mar, è en cas d'appellació del jutge d'appells, qui tals questions determenen è han à determenar segons forma de les presents ordinacions, è segons custom de consolat, de è ab consell de promens, que d'aquí avant algú qui s' será assegurat no puxe declinar de for ò judici de la dita cort del consolat, ne evocar per calitat alguna les causes de les dites seguretats de la dita cort. E si será fet lo contrari, que lo qui s' será assegurat recorrent del dit judici en altre part per qualitat ò en qualsevol altre manera, encorregua en ban, è aquell de bon grat en la carta se impos è consenta: que la acció que à ell se pertanyia abans de esser paguat per causa de les obligacions à ell fetes, sia perduda, è los asseguradors reus sien absolts è liberats, è en tal cas se impose silenci. E si après que seran paguats los asseguradors ò assegurats fahien evocar les causes per qualitats ò en altre manera exir del juy dels dits consols, incorreguen en ban, lo qual ab les cartes de bon grat se imposen, è de restituir les quantitats que rebudes haurien è adquirides als asseguradors, tota exceptió postposada. E los asseguradors que tal for declinarièn ò per qualitat, ò en altre ma-

buée et privilégiée; le tout suivant la forme qui sera expliquée dans un autre chapitre, laquelle déclaration sera par les notaires adaptée le mieux possible à la rédaction de l'acte (1).

IX. *Item.* Lesdits consuls et prud'hommes, considérant que les assurances sont des contrats ayant pour objet le commerce, et qu'il n'est pas convenable que les discussions élevées à l'occasion de ces actes, et les exécutions qui s'ensuivent, soient débattues devant d'autres tribunaux ou personnes que devant les consuls de la mer, et, en cas d'appel, devant le juge d'appel, investis du droit de connoître de ces contestations, selon la forme de la présente ordonnance et selon la coutume du consolat, par l'avis des prud'hommes, ordonnent que dorénavant aucun assuré ne pourra décliner la compétence ou juridiction de ladite cour du consolat, ni porter des affaires d'assurances ailleurs qu'à ladite cour, en invoquant un privilège quelconque.

Si le contraire a lieu, l'assuré qui se sera adressé à un autre tribunal, sous prétexte de sa qualité, ou pour toute autre cause, encourra l'amende, qui de gré à gré aura été fixée et consentie dans le contrat; son action en paiement des obligations contractées envers lui sera perdue, les assureurs poursuivis seront renvoyés et acquittés, et on lui imposera silence.

Si, après le paiement, les assureurs ou assurés font évoquer leur affaire, à cause de leurs qualités personnelles, ou si de toute autre manière ils la distraient du jugement des consuls, ils encourront l'amende fixée de gré à gré dans le contrat, et ils devront restituer aux assureurs les sommes reçues et acquises, toute exception devant être rejetée.

De même les assureurs qui déclineront la compétence du tribunal, ou feront évoquer

(1) Ce chapitre est en partie conforme au chapitre VIII de l'ordonnance de 1485.

nera, del consolat tals causes evocarien en alguna manera, incorreguen en ban, è aquell ban ab les cartes è promissions è obligacions que faran, se imposen è consenten que *ipso facto* les quantitats que seran demanades sien haüdes per confesades, è totes excepcions à ells pertanyents è per les quals se pusquen excusar de tal pagua, sien *ipso facto* nulles : è aquelles als assegurats remetèn è renuncien, è arà per favors è favors per arà à pagar à ells mateys condampnen, per pena è en loch del dit ban que de bon grat se imposen, als dits assegurats aquella quantitat que per tals seguretats los será demanada, ensemps ab totes les messions que per demanar aquelles se serien fetes : roborant totes les dites coses ab juraments [è encara ab] renunciacions de propi for, è ab totes aquelles clausules è stipulacions que seran vistes esser útils è necessaries al negoci, à coneguda del notari rebent ho ò en poder del qual se fermeran seguretats.

X. *Item.* Ordonaren los dits consellers è promens, que en seguretats algunes no puxen esser posades ò meses per pacte algú paraules algunes derogatorias à les presentes ordinacions, ne que diguen : *valegua ò no valegua, ò haje ò no haje*, ne per alguna manera puxe esser renunciàt à les presents ordinacions, com sien fetes è s' façen en favor è utilitat de tota la cosa publica ; è hon tal renunciació fos attemptada fer, sia *ipso facto* nulle è no d' algun effecte.

XI. *Item.* Ordonaren los dits consellers è promens, que tots è sengles notaris en poder dels quals tals seguretats seran fermades, hajan primer è abans de totes coses haver jurament dels asseguradors, è miençant aquell aquells dits asseguradors interrogar, que la ferma que entenen

les affaires du consulat, pour une cause quelconque, encourront l'amende fixée dans le contrat de police, et de plein droit les sommes demandées seront tenues pour avouées, et toutes les exceptions qui leur appartiennent, et par lesquelles ils pourroient se défendre de payer, seront nulles.

Ils seront réputés y avoir renoncé au profit des assurés, et s'être condamnés eux-mêmes par punition, et au lieu de ladite amende qu'ils se seront imposée de leur propre volonté, à payer auxdits assurés la somme qui, par suite du contrat d'assurance, leur sera demandée, ensemble tous les frais.

Toutes lesdites choses devront être promises par serment, avec renonciation à la juridiction personnelle, et avec toutes les clauses et stipulations qui paroîtront utiles et nécessaires pour le contrat, selon l'opinion du notaire qui le reçoit et par le ministère de qui il est fait (1).

X. *Item.* Lesdits consuls et prud'hommes ordonnent, que dans les contrats d'assurance on ne pourra insérer ni mettre, par aucune stipulation, des clauses déroatoires aux dispositions de la présente ordonnance, ni les expressions *vaille ou ne vaille pas*, ou *se fasse ou ne se fasse pas*; et d'aucune autre façon on ne pourra renoncer aux dispositions de la présente ordonnance, parce qu'elle est faite pour le bien et l'utilité de la chose publique; si une telle renonciation avoit été insérée au contrat, elle sera de plein droit nulle et de nul effet (2).

XI. *Item.* Lesdits conseillers et prud'hommes ordonnent, que tous les notaires par le ministère de qui des contrats d'assurance sont souscrits doivent d'abord, et avant toute autre chose faire prêter serment aux assureurs, et sur la foi de ce serment faire déclarer par eux que la signature qu'ils entendent apposer à ce contrat est véritable, et qu'ils ne le

(1) On voit ici une preuve de l'influence qu'avoient les consuls de mer sur la rédaction des lois commerciales, et les précautions qu'ils prenoient contre les empiétements de la juridiction commune.

(2) Ce chapitre est emprunté du chapitre x de l'ordonnance de 1435.

à fer en tal seguretat es vertadera, è que no la fan per frau ò salvateria alguna, è que no u fan perque altres après dells ferment : è causen les dites seguretats segons forma de les presents ordinacions, è no desexints ne partintsse d'aquelles, è que abans que recben ferma alguna d'algun assegurador, hajen primer haver la ferma d'aquell qui s'fa assegurar. E si lo contrari faran, sien tenguts al dan è interesses que lo assegurat ò assegurador haurien per elles no haver fetes les dites coses.

XII. Item. Ordonaren los dits consellers è promens, que les seguretats que s'faran no puxen haver efecte algú ne vallenguen fins à tant los preus de tals seguretats sien integrament paguats è realment è de fet; è los assegurats hajen fermada la seguretat en la forma dessus dita.

XIII. Item. Ordonaren los dits consellers è promens, que les fermes dels asseguradors d'un mateix contracte hajen força d'un mateix contexte, encara que sien fetes sots diverses kalendaris, è que prioritat de temps entre ells en lurs fermes no puxe esser allegada ne per juy algú sia admesa.

XIV. Item. Ordonaren los dits consellers è promens, que si s'convendra fer posar ò fermar seguretat alguna sobre navilis ò fustes, cambis, mercaderies, robes ò havers qui s'carregaran ò partesquen d'altre part fora de la present ciutat, è aquelles fustes, cambis, mercaderies, robes, ò havers eren já perduts ò cas s'i havia seguit; en tal manera que lo die de la ferma dels asseguradors ò d'algú d'aquells podia esser sabuda nova en Barcelona de la perdua ò cas seguit, que tal seguretat sia nulle è haúda per no feta, è los asseguradors no hajen guanyat preu algú : ans hajen à restituir aquell, tota

font ni par dol, ni avec arrière-pensée, ni afin que d'autres souscrivent après eux. Ils rédigeront les contrats d'assurance selon la forme de la présente ordonnance, sans en excéder les dispositions ni s'en départir, et avant d'admettre la signature d'aucun assureur, ils exigeront d'abord la signature de l'assuré.

En cas de contravention, ils seront tenus des dommages et intérêts que l'assureur ou l'assuré pourront réclamer par suite de ce que ces formalités auront été négligées.

XII. Item. Lesdits conseillers et prud'hommes ordonnent, que les contrats d'assurance n'aient aucun effet ou valeur à moins que la prime d'assurance n'ait été intégralement payée en réalité et de fait, et que les assurés aient souscrit le contrat en la forme susdite (1).

XIII. Item. Lesdits conseillers et prud'hommes ordonnent, que les signatures des assureurs dans un même contrat formeront des engagements identiques, lors même qu'elles auroient été apposées à des jours différens, et qu'aucune priorité de temps entre eux, à cause des signatures, ne pourra être alléguée ni admise par aucun tribunal (2).

XIV. Item. Lesdits conseillers et prud'hommes ordonnent, que s'il est contracté des assurances sur navires, bâtimens, prêts à la grosse, marchandises, biens ou effets, qui seront chargés ou partiront d'un autre lieu que ladite ville, et si ces bâtimens, prêts à la grosse, marchandises, effets ou biens, sont déjà perdus ou avariés, en sorte qu'au jour de la signature des assureurs ou de quelqu'un d'eux on ait pu recevoir à Barcelone la nouvelle de la perte ou de l'avarie, une telle assurance sera nulle et non avenue, et les assureurs n'auront pas acquis de prime.

Ils auront au contraire à restituer cette

(1) Ce chapitre est emprunté du chapitre XI de l'ordonnance de 1435.

(2) Ce chapitre est emprunté du chapitre VII de l'ordonnance de 1435.

excepció remoguda, ne los asseguradors à pagar tals seguretats puxen esser compellits en juy en alguna manera, ne juy algú ne puxe esser fet.

E per remoure tot dubte dels temps dins lo qual poria esser sabut, declaren los dits consellers è promens ordonants: que si tal fusta se perdia deça del mar, có es en tal part que nova se n' puxe saber per terra sens pasar mar, sia entés per haverhi bastant temps comptant quiscuna legua per hora, có es per tantes leguas tantes hores del loch è de la hora qui s' convendrà perdre ò seguir cas algú à les coses assegurades, per lo qual los asseguradors haguessen à pagar les seguretats ò quantitat alguna en Barcelona; è si s' perdrà ò s' seguirà lo cas en tal part, que la nova haje à passar golf ò mar, sia comptat tal temps del loch è hora ahon deça mar la noua seria primer venguda ò s' seria sabuda, è daquell loch comptant legua per hora. Et si per ventura tal noua [venia] de punta per mar en Barcelona, que aquell temps sia comptat è haút per cert daquell moment que la dita fusta hauria dada lengua ò presa terra en tal manera que pus temps abastas à coneguda dels consols à poder esser pervengut à noticia del assegurat abans que tals seguretats no s' fermaren, aquelles seguretats sien nulles en la forma dessus declarada.

XV. *Item.* Ordonaren los dits consellers è promens, que si per algun qui hauria posada è fermada seguretat è ab aquella haurà jurat simplement que aquella seguretat es verdadera, segons dit es, que encara que après se demanas per tal assegurat restitució dels preus de tals seguretats, per tant com les robes no s' serien carregades, ò si carregades no totes, è que la fusta no seria entrada ò exida, è que los asseguradors no haguesen corregut lo risch, ò si corregut no à compli-

prime, sans égard à aucune exception, et les assureurs ne pourront en aucune manière être poursuivis en jugement pour le paiement de ces assurances, et aucun jugement ne pourra être prononcé à ce sujet.

Et pour prévenir tout doute relatif au temps dans lequel la nouvelle sera réputée reçue, déclarent et ordonnent lesdits conseillers et prud'hommes, que si un bâtiment se perd en deça de la mer, c'est-à-dire dans un lieu d'où il sera possible de donner des nouvelles sans passer la mer, on présumera qu'il y a eu temps suffisant en calculant une heure par lieue, c'est-à-dire autant de lieues autant d'heures du lieu et du moment où la perte ou l'avarie sera arrivée aux biens assurés, pour lesquels les assureurs auroient à payer la totalité ou une partie de la somme assurée à Barcelone; et si la perte ou l'avarie arrivent dans un lieu tel que la nouvelle doive passer la mer ou un golfe, on calculera le temps du lieu et du moment où la nouvelle aura été communiquée et sue premièrement en deça de la mer, et de ce lieu on comptera une heure par lieue.

Et si, par événement, cette nouvelle vient (1) par mer en droiture à Barcelone, le temps sera compté et tenu pour suffisant du moment que le navire aura communiqué avec la terre ou abordé, de sorte que si, au jugement des consuls, il y a temps suffisant pour que la nouvelle ait pu parvenir à la connaissance de l'assuré avant la signature du contrat d'assurance, il sera nul, de la manière indiquée ci-dessus.

XV. *Item.* Lesdits conseillers et prud'hommes ordonnent, que si quelqu'un, ayant consenti et souscrit une assurance, et ayant juré qu'elle est sincère, comme cela est expliqué plus haut, on vient plus tard lui demander la restitution de la prime, sous prétexte que les choses n'avoient pas été chargées ou ne l'avoient pas été en totalité, ou que le navire n'a pu entrer ou sortir, de manière que les assureurs n'aient couru aucun risque ou n'aient pas couru la totalité du risque, lesdits assureurs contre qui une demande seroit formée ne seront pas tenus de restituer les primes des assurances qu'ils auront

(1) J'ai dû suppléer dans le texte de Capmany le mot *venia*, nécessaire pour le sens.

ment; que los dits asseguradors que tal penser haurá passat no sien tenguts restituir los preus de les dites seguretats que haurien rebuts si no s' mostrave á coneguda del juy del consolat que tals robes no fossen stades ò pogudes carregar en tot ò en part, ò tal fusta no esser poguda entrar ò exir, è ò navegar per algun just impediment, no procurat ò causat per frau algú, tots temps á juy è determinació del dit consolat. E si per tant com lo assegurat no porá esser cert já tals avers si s' carregaran ò no, ò tal fusta entrará ò exirá ò no, è perçó no s' porá jurar tal seguretat per aquella part esser verdadera; per tant ordonaren los dits consellers è promens, que en tal cas lo assegurat en la carta de la seguretat haje à posar è metre la clausula consemblant à la seguent : *Entés emperó que si per ventura les dites robes ò avers no eren carregats ò si n' i havien carregats però no tants que abastassen à compliment de les quantitats assegurades è quart del seu risch, ò los cambis no eren dats ò naus exides ò entrades, que en tal cas los asseguradors no hajan guanyats los preus en tot ne en part, sino per tant com haurien correut de risch.*

E en tal cas com en lo prop dit capitol es contengut, encara que cas algú de perdua ò dan se seguis al navili ò coses assegurades è d'aquells fos nova certa, è lo temps prefigit à pagar los passat segons devall se conté, los asseguradors no sien tenguts pagar, ne lo capitol de la paga devall insert haje loch, fins à tant sia monstat à coneguda del dit juy del consolat les dites robes è avers esser stats carregats, ò navilis è fustes sien entrats ò exits ò cambis donats : è constat d'allo, la paga haje loch segons en lo capitol devall insert se conté, è no abans.

XVI. *Item.* Ordonaren los dits consellers è promens, que forments, ordis,

reçues, si l'on ne prouve devant le tribunal consulaire que ces effets n'avoient pu être chargés en totalité ou en partie, ou que le navire n'a pu entrer ou sortir, ou naviguer, à cause d'un empêchement légitime qui n'aura pas été amené par fraude, toujours selon le jugement et la décision dudit consulat.

Et comme il se peut que l'assuré n'ait pas connu si les marchandises ont été chargées, ou si le navire est entré ou sorti, et que, par conséquent, il ne puisse affirmer pour quelle partie l'assurance étoit effective, lesdits conseillers et prud'hommes ordonnent que dans ce cas l'assuré doit faire insérer dans le contrat d'assurance la clause suivante, ou une analogue : *Bien entendu toutefois que si, par événement, lesdits effets ou biens ne sont pas du tout chargés, ou ne sont pas chargés en quantité suffisante pour former la somme assurée, et le quart qui reste à son risque, ou si les prêts à la grosse n'ont pas été donnés, ou si les bâtimens ne sont pas sortis ou entrés, dans ce cas les assureurs ne gagneront pas la totalité ou une partie de la prime, mais seulement en proportion du risque qu'ils auront couru.*

Et dans ce cas, selon la disposition du chapitre ci-dessus, bien que le navire et les effets assurés se perdent ou soient avariés, et qu'on en reçoive avis après le temps fixé ci-dessus pour la validité du contrat, les assureurs ne seront pas tenus de payer, et le chapitre ci-dessus sur le payement ne sera pas appliqué, jusqu'à ce qu'on ait prouvé devant le tribunal consulaire que lesdits effets ou biens ont été chargés, ou que les navires ou bâtimens sont entrés ou sortis, ou que les prêts à la grosse ont été effectués; et ces faits prouvés, le payement aura lieu conformément au chapitre ci-dessous, et non avant.

XVI. *Item.* Lesdits conseillers et prud'hommes ordonnent, que le froment, l'a-

civades, legums, è vi è oli carreguat revera per portar en Barcelona puxen esser assegurats en Barcelona, en res no obstant les presents ordinacions per lo cost ò stima que s' concorderan, è sobre tots navilis ò fustes, ara sien de subdits è vassalls del senyor rey, ara de no subdits è vassalls del dit senyor, è tant com les presents ordinacions à la present facultat obvien no obstant en alguna manera; però en totes les altres coses hajen esser observades.

XVII. Item. Ordonaren los dits consellers è promens, que per tant que pus facilment sia provehit en haver ferros, ancores, lenyam, exarcia de les parts de ponent, ordonaren los dits consellers è promens que tot ferro no obrat è ancores, lenyam è exercia de canem, carregat deilà lo stret de Gibraltar sus qualsevol fustes, axí de subdits del senyor rey è pus sia revera d' aquells dits vassalls è subdits del senyor rey, puxe esser assegurat en Barcelona per lo vertader cost, en lo qual no sia comprés lo cost de les seguretats, no obstant les presents ordinacions en quant à les dites coses obvien, è en totes les altres coses totes les ordinacions sien observades.

XVIII. Item. Ordonaren los dits consellers è promens, que los asseguradors è quiscun d' aquells sien tenguts è hajen à pagar les quantitats que hauran assegurades, è ò aquella part que de è per aquelles los seran demanades dins dos, tres, quatre, ò sis mesos differenciats segons les distancias dels lochs, è devall es declarat, comptadors après que nova certa será stada en Barcelona à coneguda dels consols, de la perdua, dan, ò cas enseguet à la nau è ò à les coses assegurades per les quals seguretats sia feta prompte

voine, le foin, les légumes, le vin et l'huile, chargés effectivement pour être portés à Barcelone, pourront y être assurés pour la totalité du coût ou de l'estimation convenue, nonobstant les dispositions de la présente ordonnance, et sur tous navires ou bâtimens, tant de sujets et vassaux dudit seigneur roi, que de ceux qui ne sont pas ses sujets et vassaux, toutes dispositions contraires de la présente faculté restant sans effet; mais elles seront observées dans tous les autres cas (1).

XVII. Item. Lesdits conseillers et prud'hommes, pour faciliter l'importation des fers, ancras, bois et agrès des contrées d'Occident, ordonnent que le fer non ouvré, les bois, les agrès de chanvre, les ancras, importés de delà le détroit de Gibraltar, sur des bâtimens d'une nationalité quelconque, tant des sujets du seigneur roi [que d'étrangers] (2) à condition que ces matériaux appartiennent effectivement à des sujets du seigneur roi, pourront être assurés à Barcelone pour leur véritable prix de revient, non compris le coût de l'assurance, nonobstant les dispositions de la présente ordonnance, en tant qu'elles sont contraires à cela; lesquelles seront observées en tous les autres points.

XVIII. Item. Lesdits conseillers et prud'hommes ordonnent, que les assureurs, et chacun d'eux, seront tenus et devront payer les sommes assurées ou telle portion qui leur en sera demandée, dans deux, trois, quatre ou six mois, selon la distance des lieux, ainsi qu'il sera dit ci-après, à compter du moment où il y aura eu à Barcelone, au jugement des consuls, nouvelle certaine de la perte, dommage ou avarie arrivée au navire ou aux effets assurés, pour lequel paiement il y aura lieu à prompte exécution, comme pour lettres de change.

(1) Ce chapitre reproduit le chapitre vi de l'ordonnance de 1435.

(2) J'ai cru devoir ajouter les mots entre crochets, comme exigés par le sens; car l'ordonnance de 1484 ne contient pas de texte identique avec ce chapitre.

execució axí com de cambis. Mas si per part dels asseguradors serà oposada alguna justa excepció ò apparent, à coneguda del consols de no pagar les quantitats assegurades ò altres qualsevol, que en tot cas, pus que nova sia certa en Barcelona del dan ò cas enseguit à les coses assegurades à coneguda dels consols è sia passat lo temps dessus prefigit, si request serà per los assegurats sien executats los asseguradors juxta la forma de la seguretat, totes excepcions repel·lides.

E si per part dels dits asseguradors seran apposades è exprimides clarament è distincta excepcions algunes per les quals pretenguen que los assegurats no puxen ne dejen reebre ò haver les quantitats que l'sseran demanades, è aquelles per lo dit juy sera conegut que son tals que lo assegurat qui reebre volrà tals quantitats assegurades es tengut provar ò mostrar çó que li serà demanat ò oposat; ò provades per los asseguradors se hauria à judicar los dits assegurats no deure haver tals quantitats; que en tal cas tal assegurat qui reebre volrà, haje è sia tengut fer è prestar caució (paguant emperó aquells caució ò caucions quiscuns dels asseguradors qui aquelles caucions demanaran è no pas lo assegurat), ab fermaça ò fermaçes idonea ò idoneas, à coneguda dels dits consols de tornar la quantitat à quiscun dels asseguradors ensemps ab totes messions è despeses que los asseguradors haurien fetes, è ab dos sous per liure de interés à rahó d'any, si dins un any comptedor die que la quantitat li serà paguada no ha fet declarar en lo dit juy ò cort del consolat per sentència passada en cosa jutjada, que ell dit assegurat ha ben rebuda la quantitat la qual se hauria feta pagar.

E per tant com no es cosa tollerable que los assegurats qui s' son fets assegurar

Mais si, de la part des assureurs, il est opposé une exception légitime ou apparente, au jugement des consuls, à l'effet de ne pas payer les sommes assurées en totalité ou en partie, en tout cas, lorsqu'il y aura nouvelle certaine à Barcelone, au jugement des consuls, du sinistre ou dommage arrivé aux choses assurées, et que le temps fixé ci-dessus sera expiré, si les assurés l'exigent, les assureurs seront contraints à payer selon la forme du contrat, nonobstant toute exception (1).

Et si, de la part desdits assureurs, il est formé et produit clairement et distinctement des exceptions, en vertu desquelles ils prétendent que les assurés ne peuvent ni ne doivent recevoir ou avoir les sommes qu'ils réclament, et si ledit tribunal en reconnoît la force, l'assuré qui voudra toucher les sommes assurées sera tenu de prouver ou de montrer ce qui lui sera demandé ou opposé; et si les assureurs prouvent leurs dires on devra juger que l'assuré ne doit pas recevoir cette somme.

Dans ce cas, l'assuré qui voudra toucher la somme devra fournir caution (mais les frais de la caution seront payés par l'assureur qui la demande et non par l'assuré), au dire des consuls; l'objet de cette caution sera de garantir que l'assuré restituera la somme à chacun des assureurs, avec les frais et dépenses que ceux-ci auront faites, et avec deux sous par livre d'intérêt annuel, si, dans un an, à compter du jour où la somme lui sera payée, il n'a pas fait déclarer par le tribunal, ou la cour du consulat, par sentence passée en forme de chose jugée, qu'il a légitimement reçu la somme qu'il s'est fait payer.

Et comme il n'est pas juste que les assurés ayant payé les coûts de l'assurance, dans

(1) Cet alinéa reproduit le chapitre XII de l'ordonnance de 1435.

è han paguat lo cost de les seguretats per intenció de cobrar les quantitats assegurades sens altra despesa, è los asseguradors hauran volgudes fer è oposar excepcions tals, que aquelles no obstant es declarat lo assegurat haver ben rebut: per tant ordonaren los dits consellers è promens, que lá hon los dits asseguradors subcumbiran de tals excepcions, sien condemnats è hajen à pagar als assegurats totes è qualsevol messions al assegurat haurá convengudes fer per fer declarar en la forma dessus dita.

XIX. Item. Ordonaren los dits consellers è promens, que si s'convendrá los assegurats restituir les quantitats per no haver fet declarar, segons dit es, que en tel cas après feta la dita restitució quiscuna de les parts romanguen en son dret, obligació, è acció, axí que après se puxe è s'haje à concixer si los asseguradors seran tenguts pagar les dites quantitats assegurades, romanents los interesses rebuts als dits asseguradors, los quals no sien tenguts restituir, encara que fos declarat deure ells pagar les dites quantitats assegurades, è çó que l's seria demanat per aquells; la qual conexença se haje à fer per los dits consols, è en cas de appellació per lo jutge d'appels è no per altres ne en altre part.

XX. Item. Ordonaren los dits consellers è promens, que si per cas per los dits consuls era vist los assegurats deure prestar caucions segons dit es, è sens donar la dita caució ò d'acceptar d'aquella los assegurats leixeran possehir als asseguradors les quantitats assegurades ò çó que demanat los será per aquelles, è après per juy del dit consolat era vist aquelles dits asseguradors esser tenguts pagar çó que l's será demanat, no obstant les excep-

l'intention de toucher les sommes assurées sans autres frais, les assureurs leur opposent des exceptions, malgré lesquelles le paiement seroit déclaré dûment reçu, lesdits consuls et prud'hommes ordonnent que si les assureurs succombent dans ces exceptions, ils seront tenus de payer à l'assuré tous les frais qu'il aura jugé utile de faire pour faire prononcer de la manière susdite (1).

XIX. Item. Lesdits conseillers et prud'hommes ordonnent, que si les assurés tenus de restituer les sommes n'ont pas fait prononcer comme il est dit ci-dessus, chaque partie restera en ses droits, obligations et action après que cette restitution aura été faite; de sorte qu'après cela on doit décider si les assureurs sont tenus de payer lesdites sommes assurées; les intérêts restant acquis aux assureurs, qui ne seront pas tenus de les restituer, lors même qu'on jugeroit ultérieurement qu'ils doivent payer les sommes assurées ou ce qui leur en sera demandé; la décision de cette question continuera d'appartenir aux consuls, et, en cas d'appel, au juge d'appel et non à d'autres personnes ni ailleurs (2).

XX. Item. Lesdits conseillers et prud'hommes ordonnent, que si lesdits consuls condamnent les assurés à fournir caution comme il est dit ci-dessus, et si, sans fournir la caution et sans la contester, les assurés laissent entre les mains des assureurs les sommes assurées ou ce qui en sera exigé, et si dans la suite il est jugé par ledit consulat que les assureurs doivent payer ce qui leur est demandé, malgré les exceptions qu'ils avaient présentées, les assureurs seront tenus de payer aux assurés tous les frais qu'ils auront faits, selon la déclaration et taxa-

(1) Cet alinéa et le précédent reproduisent le chapitre XIV de l'ordonnance de 1435.

(2) Ce chapitre reproduit le chapitre XIII de l'ordonnance de 1435.

ciones per lur part fetes, en tal cas los dits asseguradors sien tenguts pagar als assegurats totes les messions que hauran fetes à coneguda è tatzacio dels dits consols ensemps ab interesse de cambi à rahó de any de dos sous per lliura per tant temps com hauran dilatada la pagua. E per aquelles quantitats è interesses, si per lo assegurat será request, sien tenguts è hagen à dar seguretat de juy, si donchs aquells tals assegurador ò asseguradors no farà ò faran deposit de la quantitat assegurada de continent que par ell è per ells será feta excepció de pagar è será vist deure pagar ab la dita caució.

XXI. *Item.* Ordonaren los dits consellers è promens, que si corrent lo temps de la pagua, çó es, dels dos, tres, quatre, ò sis mesos differenciats segons les distancias dels lochs, los asseguradors requerran è volran que sobre les excepcions per lur part fahedores, fetes en deffençar que no son tenguts pagar, ans que sia entrat en meritis è declarat, que puxe esser fet; axí emperó que si aconseguít lo temps de la pagua la causa no era decidida, que sens passar pus avant los asseguradors sien tenguts è hagen à pagar, totes excepcions repel·lides è segons dessus es clarament deduhit, è paguat, proseguesquen lur causa.

XXII. *Item.* Ordonaren los dits consellers è promens, que los mesos de la pagua hagen loch en la forma seguent, çó es, dins dos mesos si les fustes deuen esser navegades, ò robes, ò avers portades ò trameses dins lo principat de Cathaluña, ò regnes de Valencia, ò de Mallorca, Menorques, ò Yuiça; è dins tres mesos, si seran navegades, portades, ò trameses ultra los dits lochs, pus no passen los regnes de Nàpols, Sicília, Barberia, è decà lo stret de Gibraltar; è

tion desdits consuls, ensemble l'intérêt de change, à raison de deux sous par livre, par an, pour tout le temps qu'ils auront différé le payement.

Et pour ces sommes et intérêts, si les assurés l'exigent, ils doivent fournir caution de *judicatum solvi*, à moins que les assureurs ne déposent la somme assurée au moment même qu'ils formeront l'opposition contre le payement, et qu'il aura été déclaré qu'ils devoient payer sous ladite caution (1).

XXI. *Item.* Lesdits conseillers et prud'hommes ordonnent, que si avant l'expiration des délais de payement, c'est-à-dire pendant les deux, trois, quatre ou six mois fixés selon la distance des lieux, les assureurs demandent et requièrent que les exceptions à former par eux contre le payement soient débattues et jugées, on devra y procéder; mais de sorte que, si le délai expiré le procès n'est pas fini, les assureurs, sans passer outre, seront tenus d'effectuer le payement, malgré toute exception, et comme il est clairement expliqué ci-dessus; et après le payement ils poursuivront l'instance.

XXII. *Item.* Lesdits conseillers et prud'hommes ordonnent, que les délais mensuels de payement seront réglés en la forme suivante, c'est-à-dire, dans deux mois, si les navires doivent aller, ou les effets et biens être portés ou envoyés dans la principauté de Catalogne, ou les royaumes de Valence, de Majorque, Minorque ou Iviça, et dans trois mois, s'ils doivent aller, être portés ou transmis au delà desdits lieux et qu'ils restent en deçà des royaumes de Naples, de Sicile, de Barbarie et du détroit de Gibraltar; et dans quatre mois, s'ils doivent être portés ou transmis au delà desdits lieux, quelque

(1) Ce chapitre reproduit le chapitre XVI de l'ordonnance de 1435.

dins IIII mesos si seran navegades, portades, ò trameses ultra los prop dits lochs en qualsevol parts, è dins sis mesos après que nova ò sabuda no será de tal fusta ò navili.

Es emperó entés è declarat, que jatsia lo regne de Sicilia citra Farum, per successió del illustrissimo senyor lo senyor rey don Alfonso de recomendació loable, sia rey è senyor lo illustre don Fernando, fill del dit senyor rey, que los subdits del dit regne de Sicilia, è navilis, havers d'aquelles sien entesés è compresés en les presents ordinacions axí com si fossen veritaders vassals è subdits del dit nostre senyor è la senyoria fos una matexa, axí com era vivint lo dit senyor rey don Alfonso.

Dels quals bans sien fetes tres parts eguals, la una de les quals sia del oficial qui n' farà la executió, l'altre terça part del acusador, è la restant terça part sia de les obres dels murs è valls de la dita ciutat.

Retenense emperó los dits consellers è promens poder d'interpretar, corregir, è esmenar tot çó è quant los apparrà scur ò duptos en les dites coses, tota vegada que ls será ben vist à lur coneguda.

part que ce soit; et dans six mois après qu'on n'aura reçu aucune nouvelle du navire ou bâtiment.

Il est entendu et déclaré qu'au moyen de ce que, par succession du seigneur roi don Alphonse, d'heureuse mémoire, l'illustre seigneur don Ferdinand, fils dudit seigneur roi, a hérité du royaume de Sicile, au delà du Phare, les sujets dudit royaume de Sicile, ainsi que leurs navires et biens, sont regardés dans la présente ordonnance comme s'ils étoient véritables sujets et vassaux de notredit seigneur, et comme si la souveraineté étoit la même, ainsi que cela fut pendant la vie dudit seigneur roi don Alphonse.

Les amendes prononcées par la présente ordonnance seront divisées en trois parties égales, dont l'une appartiendra à l'officier chargé de l'exécution, l'autre au dénonciateur, et la troisième à l'œuvre des murs et remparts de la ville.

Se réservent, lesdits conseillers et prud'hommes, le pouvoir d'interpréter, corriger et émender tout ce qui leur paroîtra obscur ou douteux dans lesdites dispositions, chaque fois qu'ils le jugeront utile.

ORDONNANCE SUR LES ASSURANCES DE 1461 (1).

Per manament dels honorables vaguer è batle de la ciutat de Barcelona, çó es, de quiscú dells tant quant se pertany à sa juredicció. Com per certes ordinacions fetes per los honorables consellers è promens de la ciutat de Barcelona è publicades à XVII de novembre del any MCCCCLVIII sia statuit è ordonat que seguritats maritimes è mercantivols no sien fetes sobre navilis strangers, è sobre aquelles è signantment contra la serie è tenor del VII capitol

Par ordre des honorables viguier et bailli de Barcelone, chacun d'eux en tant que cela touche sa juridiction :

Comme par une ordonnance faite par les honorables conseillers et prud'hommes de la ville de Barcelone, publiée le 17 novembre 1458, il a été statué et ordonné que les assurances maritimes et de marchandises ne doivent pas être faites sur des navires étrangers;

Et comme à ce sujet, et surtout contrairement à la disposition et teneur du septième

(1) Capmany est le seul auteur qui ait publié le texte de cette ordonnance, *Memorias*, t. II, page 458 ; il l'a traduite en castillan dans son *Código*, page 78.

contengut en les dites ordinacions, sia per vias indirectes è exquisides granment abusat, è seguits de tal abus grans dans è inconuenients als poblats en la dita ciutat, axí negociants en l'art mercantivol com altres, emperamor de có los honorables consellers è promens de la dita ciutat per utilitat è benavenir de la cosa publica d'aquella è per direcció de la mercaderia, è per evitar que los dits dans è inconvenients per avant no s'aguesquen; interpretant, declarant è ajustant à les dites ordinacions è signament al dit VII capitol:

Ordonaren que d'aquí avant algun mercader ò altre qualsevol persona de qualsevol condició sia, no gos ne presumescha directament ò indirecte fer procures à algú fora la dita ciutat ne contractes de debitoris, vendes, companyes è altres contractes ò scriptures publiques ò privades eo en altre manera per assegurar è esser assegurats sobre navilis de strangers è robes, mercaderies è avers que s'carreguen sobre aquells, ne puxe cometre per letres algunes ne dar comissió à algú en altre part de poder pendre tals seguretats, ne alguns notaris puxen pendre ò rebre tals procures ò contractes de debitoris, vendes, companyes è altres sots qualsevol nom que dir è adaptar se puxen à seguretats, có es, que per aquells tal contractes los qui carregaran ò hauran tals navilis, puxen esser en tals navilis, robes, mercaderies, cambis, ò avers directament ò indirecte assegurats en alguna manera. E si lo contrari será fet, lo qui tal seguretat fará è aquell qui la fará incorreguen en ban ò pena *ipso facto* de tanta quantitat com assegurada será: è lo notari ò altre qualsevol que prendrà ò rebrá, ò scriurá tals cartes ò scriptures publiques ò privades incorregua en ban de L lliuras per quiscuna vegada, è per tantes vegades com será fet lo contrari.

(1) L'ordonnance de 1458 défendoit les assurances au profit d'étrangers; mais les simulations, qui sont si fréquentes de nos jours, éludoient la prohibition par toutes sortes de voies.

chapitre de ladite ordonnance, il se commet des abus graves par voies indirectes et détournées, desquels abus il résulte des dommages et torts considérables pour les habitants de ladite ville, tant négocians que autres;

Par ces motifs, les conseillers et prud'hommes de ladite ville, voulant pourvoir à l'utilité et à la prospérité de la chose publique, et au règlement du commerce, et pour empêcher la continuation de ces torts et inconveniens, interprétant, déclarant et réformant ladite ordonnance, et notamment ledit septième chapitre:

Ordonnent qu'à l'avenir aucun négociant ou autre personne d'un état quelconque ne doit s'aviser de prêter son nom, directement ou indirectement, à des personnes étrangères à ladite ville (1), ni à des contrats de dettes, ventes, sociétés publiques ou privées, ou d'aucune autre manière, pour assurer ou être assuré sur des navires étrangers, ou des effets, marchandises, chargés sur ces navires, ni écrire aucune lettre ou donner aucune commission à qui que ce soit, pour ce faire: aucun notaire ne pourra prendre ou recevoir des contrats de procurations, d'obligations de dettes, ventes, sociétés ou autres, sous quelque nom qu'on les désigne, qui puissent avoir l'effet de ces assurances, de manière que, par l'effet de tels contrats, ceux qui chargeront ou auront chargé dans ces navires ne pourront, en aucune façon, être ni directement, ni indirectement assurés pour les effets, marchandises et changes chargés ou pris sur ces navires.

S'il est contrevenu à cette défense, celui qui y contreviendra, ou en faveur de qui sera faite la contravention, encourra de plein droit une amende égale à la somme assurée; et le notaire ou tout autre qui prendra, recevra ou écrira de tels actes, ou écrits publics ou privés, encourra chaque fois, et par chaque contravention, une amende de cinquante livres.

E si algun corredor d'orella d'aciavant entrevendr  com   corredor   mijencer en les dites coses contra forma de la present   altres ordinacions fetes sobre les seguretats maritimas, *ipso facto*, ultra lo ban ja imposat, sien inhibits de l'ur offici,   no puxen d'aquel d'alliavant usar en alguna manera.

Entenen emperó   declaren los dits consellers   promens, que per la present interpretació, declaració   addició, no sia fet prejudici, novació,   derogació   les dites primeres ordinacions,   signantment   la ordinació conteguda en lo XXI capitol disponent que forments, ordis, civades, legums, vi, oli, se puxen assegurar sobre navilis   fustes axi de vassals del senyor rey com de strangers; ans lo dit capitol   tot los altres mencionats en les dessus dites ordinacions stiguen   romanquen en l'ur plena força, efficacia,   valor.

Del qual ban sien fetes tres parts eguals, la una de les quals sia del official qui n'farà la execució, l'autre terça part del acusador,   la restant terça part de les obres dels murs   valls de la dita ciutat.

Retenense emperó los dits consellers   promens poder d'interpretar, corregir,   esmenar tot     quant los apparr  scur   duptos en les dites coses, tota vegada que l's ser  ben vist á l'ur coneguda.

Si un courtier intervient en cette qualit  ou comme entremetteur dans des opérations contraires à la présente ordonnance et à celles qui ont été faites au sujet des assurances maritimes, de plein droit, et outre l'amende susdite, il encourra la peine de la destitution, et ne pourra à l'avenir exercer cette charge.

Entendent toutefois et déclarent lesdits conseillers que par la présente déclaration, interprétation et addition, il n'est, en aucune manière, préjudicié, innové ni dérogé aux précédentes ordonnances, et notamment à celle dont l'article XXI déclare que le froment, l'orge, l'avoine, le vin, les légumes, l'huile, peuvent être indistinctement assurés sur des navires des sujets du seigneur roi, comme sur des navires étrangers; au contraire ledit chapitre et les autres contenus dans ladite ordonnance conserveront leur pleine force et valeur.

Les amendes prononcées par la présente ordonnance seront partagées en trois parts: l'une pour l'officier qui fera l'exécution, l'autre pour le dénonciateur, la troisième pour l'œuvre des murs et remparts de la ville.

Se réservent de plus lesdits conseillers et prud'hommes d'interpréter, corriger et  m nder ce qui leur paroîtra obscur ou douteux dans la présente ordonnance, chaque fois qu'ils le jugeront convenable.

ORDONNANCE SUR LES ASSURANCES DE 1484 (1).

Ara hoiats tot hom generalment: Per manament del honorable mossen Antoni Pere de Roca-Crespa, caualler regent la vegueria, à de mossen Guil-

Que ceci soit porté à la connoissance de tous, par ordre d'honorable M. Antoine-Pierre de Roca Crespa, chevalier, régent de la viguerie, et de Guillaume Ponsgen, bailli

(1) Cette ordonnance est la seule, sur les assurances faites à Barcelone, qu'on trouve dans les recueils du Consulat, et que les auteurs d'ouvrages sur le droit maritime aient citée. J'ai donné l'explication de ce fait page 330 ci-dessus. Capmany, qui avait recueilli dans ses *Memorias* les ordonnances de 1435, 1436, 1458 et 1461, n'y a point inséré celle de 1484; il s'est content  de la traduire en castillan, dans son *Codigo*, tome II, page 80 et suivantes; elle ne se trouve point dans le manuscrit de la Bibliothèque royale, qui contient seulement les ordonnances de 1435 et 1436: il ne m'a donc été possible d'en donner le texte que d'après diverses  ditions faites à Barcelone, lesquelles sont en général imprimées avec peu de soin. J'ai inutilement écrit dans cette ville pour savoir s'il seroit facile de la trouver dans les registres publics, mais je doute qu'elle y soit, puisque Capmany, qui a fait un grand usage de ces sources, déclare qu'il a rédigé sa traduction castillane d'après le livre intitulé *Consolat*.

Iem Ponçgen, batle de la present ciutat de Barcelona, çó es de cascun dells tant com ha esguart à sa iurisdicció :

Ordenaren los consellers è promens de la dita ciutat, que com en temps passat sien stades fetes diuerses ordinacions sobre les seguretats maritimes è mercantiuols, qui s'fan sobre rischs è perills de nauilis, robes, cambis, mercaderies, è hauers, les quals per la concorrencia del temps han mester correcció, mutació, è esmena, que aquelles dites ordinacions sien conmutades en los capitols següents; è que les presents ordinacions tansolament de huyauant, en è sobre totes seguretats daquen faedores sien obseruades, hauents per reuocades è nulles qualseuol ordinacions fins lo dia present fetes sobre les dites seguretats.

CAPITOL I.

Primerament ordenaren los dits consellers è promens, que tots è sengles nauilis è fustes axí de vassals è subdits del senyor rey com de estrangers, de qualseuol nació sien, è tots cambis dats à risch d'aquels, è totes robes, mercaderies, è tots hauers qui s'carregaran sobre los dits nauilis è fustes, è s'nauegaran ab aquells en qualseuol parts del mon, de qui s'vulla sien, çó es axí de vassalls del dit senyor rey, com de estrangers, pügan esser assegurats è assegurades en Barcelona, çó es de vassals del senyor rey de les VIII parts fins en VII parts, è de estrangers de les IV parts fins les III parts tansolament, del ver cost d'aquelles; en loqual cost puguen esser compresos tots los espatxaments è altres despeses è cost de tals seguretats. E que lo qui s'farà assegurar, è de qui seran los

de la ville de Barcelone, chacun en ce qui concerne sa juridiction.

Les conseillers et prud'hommes de ladite cité ont ordonné ce qui suit :

Comme dans les temps passés il a été publié diverses ordonnances relatives aux assurances maritimes et commerciales qui se font sur les risques et dangers des navires, marchandises, prêts à la grosse, effets et chargemens, auxquelles, au moyen des changemens de circonstances, il faut apporter des corrections, changemens et modifications, lesdites ordonnances seront remplacées par les chapitres suivans, qui dorénavant seront seuls exécutés et observés, tous autres antérieurs demeurant révoqués (1).

CHAPITRE I^{er} (2).

Premièrement, lesdits conseillers et prud'hommes ordonnent (3) que tous navires et autres bâtimens des sujets du seigneur roi, de même que ceux des étrangers, de quelque nation qu'ils soient, tous les prêts à la grosse faits aux risques de ces navires, et toutes les marchandises y chargées ou transportées par eux dans telle partie du monde que ce soit, et qui appartiennent à qui que ce soit, tant sujets du seigneur roi qu'étrangers, pourront être assurés à Barcelone, savoir, ceux des sujets du seigneur roi pour les sept huitièmes, et ceux des étrangers pour les trois quarts du prix réel qu'auront coûté les choses assurées, dans lequel prix pourront entrer les frais des expéditions, le coût des assurances et autres dépenses.

Ceux qui se feront assurer, et à qui appartiendront les navires, changes, effets

(1) Ces mots ne doivent pas être pris à la lettre pour les chapitres XVIII et suivans de l'ordonnance de 1435 qui régloient les devoirs des courtiers; voir la note 1 de la page 536 ci-après.

(2) Ce chapitre ne porte point de rubrique dans toutes les éditions dont j'ai fait usage.

(3) Ce chapitre remplace les chapitres 1, II et IV de l'ordonnance de 1435, I et II de celle de 1436, I de celle de 1458.

nauilis, cambis è robes, mercaderies è hauers, hagen à correr risch, çó es los vassalls de la magestat del senyor rey de la vuytena part, è los estrangers de la quarta part vertaderament. E si era fet lo contrari directament ò indirecta, que en tant com seria de mes auant de les set parts dels vassals del senyor rey è de les tres parts dels estrangers, sia nulla è no à profit als assegurats, è les asseguradors hagen gñanyat tots los preus de les seguretats, ne per tant com seria mes de les set parts è de les tres parts los asseguradors puxen esser conuenguts, ne n'puxa esser fet iuy algú. Entés emperó è declarat que si no s'porà hauer lo vertader cost de les robes, qui s'carregaran en Barcelona, se haia à metre lo cost segons l'espatxament del general. Et si sobre tals nauilis, fustes, robes, mercaderies ò hauers seran presos cambis que aquells tals cambis se hagen à deduir de la estima de tals nauilis ò del cost de tals robes, mercaderies, ò hauers. E mes ultra aquells cambis los assegurats haien à correr risch, çó es los vassalls del senyor rey la vuytena part, è los estrangers lo quart en la forma desus expressada.

Entés emperó è declarat, que robes ne nauilis qui sien de persones qui sien enemigues del senyor rey, ne de amichs qui tenguen participi ab aquells en dites

et marchandises et autres objets de chargement, devront courir de bonne foi le risque, savoir : les sujets de sa majesté pour un huitième; les étrangers pour un quart (1).

Si l'on contrevient, directement ou indirectement, à ces dispositions, toute assurance faite au delà des sept huitièmes, pour des sujets du seigneur roi, et des trois quarts pour les étrangers, sera nulle et ne profitera point aux assurés; mais les assureurs gagneront la prime pour la totalité de l'assurance, et néanmoins ils ne seront pas tenus de réparer les pertes au delà desdits sept huitièmes ou trois quarts; ils ne pourront être poursuivis pour l'excédant, ni condamnés à le payer.

Il est encore entendu et déclaré que si l'on ne peut connoître le véritable coût des marchandises chargées à Barcelone, on se conformera à celui qui aura été déclaré à la douane (2).

S'il a été fait des emprunts à la grosse sur ces navires, effets, marchandises ou chargemens, le montant en sera déduit sur les évaluations (3) et sur le montant net; après ces déductions, les assurés courront le risque, savoir : les sujets du seigneur roi pour un huitième; et les étrangers pour un quart, ainsi qu'il a été dit ci-dessus.

Il est toutefois entendu et déclaré que si des chargemens de navires appartiennent à des sujets de souverains ennemis du seigneur roi, ou à des amis qui soient en participa-

(1) Pour bien comprendre cette nouvelle disposition, il faut se reporter aux précédentes. 1^o Par le chapitre 1^{er} de l'ordonnance de 1435 il étoit absolument interdit de faire assurer à Barcelone des navires et objets quelconques qui intéressoient des étrangers; et même le chapitre iv ne permettoit aux Catalans de faire assurer des objets à eux appartenant sur des navires étrangers, que pour moitié de leur valeur. Le chapitre 1^{er} de l'ordonnance de 1458, tout en maintenant la première de ces dispositions, modifia la seconde en faveur des nationaux qui chargeoient, sur des navires étrangers, des marchandises destinées à outre-passer le détroit de Gibraltar; ils obtinrent la faculté de faire assurer les deux tiers. 2^o Par le chapitre ii de l'ordonnance de 1435 les nationaux ne pouvoient faire assurer leurs propres navires, et les marchandises y chargées, que pour les trois quarts; mais le chapitre ii de celle de 1436 leur permit l'assurance pour le tout. 3^o Les étrangers ne pouvoient faire assurer leurs marchandises, même sur des navires catalans, que jusqu'à concurrence des deux tiers. Le chapitre 1^{er} de notre ordonnance de 1484 permet à toute personne de faire assurer, soit sur navires nationaux, soit sur navires étrangers; les nationaux pour les sept huitièmes et les étrangers pour les trois quarts. Ce paragraphe reproduit, *mutatis mutandis*, une semblable disposition des chapitres i et ii de l'ordonnance de 1435 et du chapitre iii de celle de 1458.

(2) Cette disposition reproduit les principes sur les évaluations des marchandises contenues dans les chapitres ii de l'ordonnance de 1435, ii de celle de 1436 et ii de celle de 1458.

(3) Cette disposition reproduit celle des chapitres ii et v de l'ordonnance de 1435 et iii de celle de 1458, sur la déduction des emprunts à la grosse.

robes è nauilis, no puxen esser assegurades è assegurats en Barcelona directament ò indirecta, presupposat fossen guiades è guiats dites robes è nauilis; è si serà fet lo contrari, que tals seguretats sien nulles è no se n' puga fer iuy.

Entés emperó que abans no puguen esser fetes tals seguretats sobre los dits nauilis è fustes ò cambis donats à risch d'aquells, hagen esser estimats è estimades per los honorables consols ab conceill de promens; è iusta aquella estima, la qual se haia à designar en les cartes de tals seguretats, se haia à deduir la vuytena part per lo risch de les fustes, qui seran de vassals del senyor rey, è lo quart per les fustes que seran de estrangers, lo qual risch son tenguts correr los assegurats, segons desus es dit. Axí emperó que tot lo risch de tals nauilis è fustes puga esser reduit è assegurat sobre lo buch d'aquelles. Emperó si cas serà que lo buch de tals nauilis, lo risch dels quals serà reduit è assegurat sobre lo buch, se perdrà, è los membres è arreus de aquells se trobuen ò s' saluauen, que la valor d'aquells arreus haia à contribuir per porrata de lur valor en la perdua del dit buch, çó es per la valor d'açó que d'aquells se saluará, è en tel cas dits buch è arreus sien haguts per agermanats è sia contat, axí com si eran agermanats.

CAPITOL II.

Que robes carregades d'allà l'estret per portar en Flandes ò en Barbaria, etc., ne nauilis no s' puguen assegurar.

Item. Ordenaren los dits consellers è promens que robes algunes qui s' carre-

tion d'intérêts dans ces chargemens faits par des ennemis, l'assurance ne pourra en être faite ni directement, ni indirectement à Barcelone, en supposant même que ces navires ou marchandises eussent obtenu des sauveconduits (1); si l'on fait le contraire, les assurances seront nulles et ne pourront donner lieu à aucun jugement.

Il est encore entendu qu'avant que de telles assurances puissent être consenties sur les navires ou sur de l'argent prêté sur les risques desdits navires, l'estimation doit en être faite par les honorables consuls avec le conseil des prud'hommes; et sur cette estimation, qui sera exprimée dans l'écrit d'assurance, on déduira un huitième pour les navires appartenant à des sujets du seigneur roi, et un quart pour ceux des étrangers. Les assurés devront courir ces risques, ainsi qu'il est expliqué ci-dessus, mais de manière que tout le risque de ces navires pourra être réduit et assuré sur le corps (2).

Néanmoins, s'il arrive que le navire sur le corps duquel ce risque aura été réduit et assuré se perde, et que les débris ou accessoires soient sauvés, la valeur de ces objets contribuera à la perte au *prorata*. Dans un tel cas, le corps perdu et les accessoires sauvés seront considérés comme un seul tout (3).

CHAPITRE II.

Que les marchandises chargées de l'autre côté du détroit pour aller en Flandre ou en Barbarie ne peuvent être assurées (4).

Item. Les consellers et prud'hommes ont ordonné que les marchandises chargées au

(1) Cette disposition n'avoit pu se trouver dans les ordonnances de 1435, 1436 et 1458, dont le système étoit différent de celle de 1484 relativement aux étrangers. On a vu plus haut que l'interdiction contre ceux-ci avoit été levée; mais on ne voulut pas étendre cette faveur jusqu'aux sujets de nations en guerre avec la Catalogne. Voir la note 1 de la page 528 ci-après.

(2) Cette disposition est empruntée des chapitres II et V de l'ordonnance de 1435 et III de celle de 1458.

(3) Cette disposition reproduit la dernière du chapitre III de l'ordonnance de 1458.

(4) Voici comment la rubrique est conçue dans les éditions de 1517 et 1523 : *Que robes qui s' carregaran delà lo estret de Gibaltar per portar en Flandres, ò en Anglaterra, ò dallà lo stret, ò en Barbaria ne navilis no s' puxen assegurar si donchs no eren de ciutadans de Barcelona.*

garan d'allà l'estret de Gibaltar en qualseuol loch ò lochs per portar à les parts de Flandes ò de Anglaterra ò en qualseuol altre loch d'allà l'estret de Gibaltar ò en tota la Barbaria ne les fustes qu'y nauegaran, per quant es ignorat, quines fustes son, ne se n'pot saber la veritat de les robes, qui s'carregan en dites fustes, no pogan esser assegurades en Barcelona ni se n'puga fer iuy algú; ans los asseguradors *ipso facto* sien absolts de tals seguretats. Exceptat emperó les robes qui seran de ciutadans de Barcelona, que aquelles puguen esser assegurades, corrent lo risch les assegurats de la vuytena part, segons damunt es dit. E si les robes seran carregades d'allà l'estret de Gibaltar è les fustes vendran d'acà l'estret, pus no vagen en la Barbaria, pogan esser assegurades en Barcelona, corrent lo risch de la vuytena part los vasalls del senyor rey, è los estrangers del quart, segons que es dit damunt.

CAPITOL III.

Que totes robes è nauilis qui venguen en Barcelona ò n'iscan se podan assegurar.

Item. Ordenaren los consellers è promens de la dita ciutat, que qualseuol robes è mercaderies qui s'carregaran en qualseuol parts del mon, per aportar en la present ciutat de Barcelona, è per semblant qualseuol nauilis ò fustes ab qui s'carregaran dites robes, ò cambis dats à risch dels dits nauilis ò de robes, è les robes è mercaderies qui s'carregaran en Barcelona, encara que sien de ene-

delà du détroit de Gibraltar, en quelque lieu que ce soit, pour aller en Flandre, ou en Angleterre, ou ailleurs au delà du détroit et dans toute la Barbarie, ainsi que les navires ayant la même destination, ne pourront être assurés à Barcelone, vu qu'on ignore quels seront les navires, et qu'on ne peut connoître les marchandises qui devront y être chargées (1); ces assurances ne pourront donner lieu à aucune action, et les assureurs en seront dégagés de plein droit.

Sont exceptées néanmoins les marchandises appartenant à des citoyens de Barcelone qui pourront être assurées, à la charge par les assurés de courir le risque d'un huitième, comme il a été dit. Et si les marchandises sont chargées au delà du détroit, sur des navires qui viendront en deçà, pourvu qu'elles n'aillent pas en Barbarie, elles pourront être assurées à Barcelone, à la charge, par les assurés, de courir le risque d'un huitième s'ils sont sujets du seigneur roi, et d'un quart s'ils sont étrangers, selon ce qui a été dit ci-dessus.

CHAPITRE III.

Que toutes les marchandises qui arriveront ou qui sortiront de Barcelone peuvent être assurées (2).

Item. Les conseillers et prud'hommes de ladite cité ont ordonné que, quels que soient les effets ou marchandises qu'on chargera, en quelque partie du monde que ce soit, pour porter à Barcelone, ainsi que les navires sur lesquels elles seront chargées, ou sur lesquels il aura été prêté de l'argent au risque des navires chargés d'effets ou de marchandises à Barcelone, lors même qu'elles appartiendroient à des ennemis du seigneur roi, peuvent être assurées à Barcelone jusqu'à concurrence seulement des trois quarts, et

(1) Les motifs qu'on donne de cette disposition prouvent qu'on hésitoit encore sur l'admission des assurances sur des navires non désignés dans la police. L'article 2 du chapitre XII du Guidon de la mer, évidemment postérieur à 1484, indiquoit l'usage de laisser en blanc le nom du navire. Dans la suite, ainsi qu'on l'a vu par l'ordonnance pour la France de 1681, livre III, titre X, article 4, on permit les assurances sur navires non désignés, lorsqu'il s'agissoit de chargemens hors de l'Europe, et tel est encore le droit commun en cette matière.

(2) Voici comment est conçue la rubrique, dans les éditions de 1517 et 1523 : *Que totes mercaderies è tots nauilis que venguen en Barcelona è les que exiran de Barcelona encara que sien de Genovesos ò de enemichs puizen esser assegurades.*

michs del senyor rey, è los nauilis ò fustes ab qui s'carregaran dites robes, è los cambis dats à risch de dits nauilis ò de fustes ò de robes, puixen esser assegurades en Barcelona fins en los tres quarts, è no mes auant, del ver cost, comprés los espatxaments è cost de la seguretat.

CAPITOL IV.

Robes carregades en Alexandria se poden assegurar al que valran al comptant en Alexandria, è que se n' puxen concordar.

Item. Ordenaren los consellers è promens, que per quant moltes robes, mercaderies è hauers se carreguen en Alexandria, è aquelles no s' compren à diners comptants, ans les han per mija de barates de altres robes, mercaderies è hauers ab gran sobremesa, è per consegut bonament no porien metre lo cost vertader de les dites robes, mercaderies ò hauers en les cartes de tals seguretats, per tant ordenarem los dits consellers è promens, que d'aciuant en les dites cartes de les seguretats hagen à metre lo que valran al comptant aquelles tals robes è mercaderies, qui s'carregaran en Alexandria; è d'acó se puguen concordar los assegurats è los aseguradors, estimant aquelles robes è mercaderies lo que valen al comptant honestament.

CAPITOL V.

Que los aseguradors no hagen guanyat, sino per lo que hauran corregut de arrisch.

Item. Ordenaren los dits consellers è

non plus, de leur valeur véritable, y compris les frais de l'expédition et le coût de l'assurance (1).

CHAPITRE IV.

Les marchandises chargées à Alexandria peuvent être assurées pour ce qu'elles vaudront comptant à Alexandria, et selon que les parties conviendront (2).

Item. Les conseillers et prud'hommes, prenant en considération que beaucoup d'effets et de marchandises sont chargés à Alexandria sans avoir été achetés à deniers comptants, mais qu'on se les procure par le moyen d'échanges avec de grands bénéfices, et que, par conséquent, on ne peut en établir le véritable coût dans les contrats d'assurance, ont ordonné qu'à l'avenir dans les actes d'assurance on devra énoncer le prix que les marchandises chargées vaudront comptant à Alexandria, et qu'à ce sujet les assureurs et les assurés pourront s'accorder en faisant cette estimation d'une manière loyale (3).

CHAPITRE V.

Que les assureurs n'ont de droits à la prime que pour les risques qu'ils ont courus.

Item. Les conseillers et prud'hommes ont

(1) Il me paroît assez difficile de concilier ce chapitre avec la disposition du chapitre 1^{er}, qui défend l'assurance de navires ou marchandises appartenant à des ennemis.

(2) Voici comment la rubrique est conçue dans les éditions de 1517 et 1523 : *Que les robes qui s'carregaran en Alexandria puixen esser assegurades lo que valran al comptant en Alexandria è que se n' puxen concordar los assegurats è los aseguradors.*

(3) Cette disposition, qui ne se trouve point dans les précédentes, est devenue une règle de droit commun pour tous les cas où des marchandises ont été achetées en troc ou échange, ainsi que le prouvent les articles 2 du chapitre XIII et 15 du chapitre XV du Guidon de la mer; voir l'article 65 du titre X du livre III de l'ordonnance française de 1681.

promens, que si cas será, que les dites robes, mercaderies ò hauers no eren carregades, ò si n'hi hauia de carregades, pero no tantes que bastassen à compliment de les quantitats assegurades è à la vuytena part del risch, si seran de vassalls del senyor rey, ò del quart, si seran de estrangers, ò los cambis no eran dats, ò les naus ò nauilis ò altres fustes no eran exides ò entrades, que en tal cas los asseguradors no hagen guanyats los preus de tals seguretats, ni en tot ni en part, sino per tant quant haurien correut de risch. E si no y hauia res carregat, ò los dits cambis no eren dats, ò les naus, nauilis ò altres fustes no eren entrades ò exides, en tal cas los asseguradors sien tenguts restituir los preus que haurien rebuts de tals seguretats.

CAPITOL VI.

Que algú no puga esser assegurat en altra part mes auant de les set parts, los vasalls del rey corrent lo risch de la vuytena part, è los estrangers de les tres quarts.

Item. Ordenaren los dits consellers è promens, que algú qui s' será fet assegurar en altra part no s' puixa fer assegurar en Barcelona, sino per tant com li mancaria fins à la suma de les set parts, si seran de vassalls del senyor rey, corrent tostemps lo risch de la vuytena part, è si seran de estrangers del tres quarts, corrent lo risch del quart. Ne lo qui s' será fet assegurar en Barcelona no s' puga fer assegurar en altra part, sino fins à compliment de les set parts, si seran de vasalls del senyor rey, corrent tostemps lo risch à la vuytena part; è si seran de estrangers, fins à compliment dels tres quarts, corrent tostemps lo risch del quart. E si será fet lo

ordonné que, si les marchandises ne sont pas chargées, ou si l'on n'en charge pas jusqu'à concurrence de la quotité assurée, et du huitième qui doit être au risque des assurés s'ils sont sujets du seigneur roi, ou du quart s'ils sont étrangers, ou si les prêts à la grosse n'ont pas été contractés, ou si les navires ne sont point sortis ou entrés, dans tous ces cas, les assureurs ne gagneront les primes des assurances, en tout ou en partie, que pour les risques qu'ils auront courus.

Et s'il n'y a pas eu de chargement, ou si les emprunts à la grosse n'ont pas été contractés, ou si les navires ne sont point sortis ou entrés, les assureurs seront tenus de rendre la prime d'assurance qu'ils auront reçue (1).

CHAPITRE VI.

Nul ne peut être assuré en un autre lieu pour plus des sept huitièmes, s'il est sujet du roi, en courant le risque du huitième, et les étrangers pour plus des trois quarts.

Item. Les conseillers et prud'hommes ont ordonné que celui qui se sera fait assurer dans un autre lieu ne pourra se faire assurer l'excédant à Barcelone que jusqu'à concurrence de sept huitièmes s'il est sujet du seigneur roi, et qu'il devra toujours courir le risque d'un huitième; s'il est étranger, il devra courir le risque d'un quart.

De même celui qui se sera fait assurer à Barcelone ne pourra faire assurer l'excédant en pays étranger que jusqu'à concurrence de sept huitièmes s'il est sujet du seigneur roi, un huitième restant toujours à ses risques; et, s'il est étranger, pour les trois quarts, le dernier quart restant toujours à ses risques.

En cas de contravention, l'assurance ne

(1) Cette disposition, qui n'étoit pas littéralement écrite dans les ordonnances précédentes, résultoit néanmoins implicitement des chapitres XIV et XV de celle de 1458.

contrari, no puga valer al assegurat, ni noure als asseguradors, ne segons dit es, puguen esser conuenguts, ne n'puga esser fet iuy algú, guanyant tostemps los asseguradors los costs de tals seguretats, è çó que de mes se serian fets assegurar après tals seguretats, sia à profit è à util dels dits asseguradors, çó es que l's haia esser è sia pres en compte de les quantitats per ells assegurades.

CAPITOL VII.

Que totes les seguretats se hagen à fer ab cartes publiques.

Item. Encara mes ordenaren los consellers è promens, que totes les seguretats se hagen à fer ab cartes publiques preses per notaris publichs de Barcelona è no ab polices ò albarans ò altres scriptures privades. E si seran fetes ab albarans, polices ò altres priuades scriptures, directament ò indirecta, que tals seguretats, albarans, polices è escriptures priuades *ipso facto* sien nulles è de nengun effecte, ne à pagar aquells los asseguradors puxen esser compellits, ne iuy algú ne sia ò puxa esser fet. E ultra les nullitats daquelles los assegurats è asseguradors è lo terçer ò corredor qui en tals actes entreuenir se estendran sien encorreguts è incorreguan quascuns de ells *ipso facto* en ban, çòes lo assegurat de tanta quantitat, com se faria assegurar, è lo assegurador de tanta quantitat com hauria assegurada; è lo corredor ò terçer encorrega en ban de deu liures. E de dits bans la terça part sia adquisida al official qui faria la execució, è l'altra al acusador, è l'altra terça part à la obra de la lotia de la dita ciutat.

peut valoir ni nuire aux assureurs, suivant ce qui a été dit ci-dessus : aucune action ne peut être formée ni aucune condamnation prononcée contre eux, sans que pour cela ils perdent la prime de l'assurance : ce qui aura été assuré en sus sera au profit des assureurs, c'est-à-dire que cet excédant sera considéré dans leur intérêt comme ayant fait partie de l'assurance (1).

CHAPITRE VII.

Que toutes assurances doivent être faites par écrit public (2).

Item. Les conseillers et prud'hommes ont ordonné que toutes assurances doivent être contractées par acte public, passé devant un notaire de Barcelone, et non par polices, cédules simples ou autres écrits sous seings privés.

S'il en est fait directement ou indirectement par cédules, polices ou autres écritures privées, ces espèces d'assurance seront de plein droit nulles et de nul effet, les assureurs ne pourront être poursuivis pour payer, ni aucun jugement ne pourra être prononcé contre eux.

Indépendamment de cette nullité, les assurés et les assureurs, ainsi que les tiers ou courtiers qui seront intervenus auxdites négociations, payeront chacun une amende, savoir : les assurés, du montant de ce qu'ils auront fait assurer ; les assureurs, de ce qu'ils auront assuré ; les tiers ou courtiers, de dix livres.

Un tiers de cette amende sera attribué à l'officier qui en poursuivra le paiement, un tiers au dénonciateur ; le troisième sera appliqué au trésor de la loge de cette ville (3).

(1) Cette disposition étoit déjà dans les chapitres 11 de l'ordonnance de 1435 et 14 de celle de 1458.

(2) Les éditions de 1517 et 1523 ajoutent après le dernier mot de la rubrique : *preses per notaris è no ab polices ò albarans*.

(3) Le fond de ce chapitre est dans les chapitres 11 et VIII et même dans tout l'ensemble de l'ordonnance de 1435 ; mais il est plus spécialement emprunté du chapitre 14 de celle de 1458. La crainte des abus qui, dans l'origine, avoit fait exiger des actes notariés, a subsisté encore très-longtemps.

CAPITOL VIII.

Que algun corredor no gos fer contra les presents, sots priuació de son offici.

Item. Ordenaren los dits consellers è promens, que algun corredor no gos fer contra les presents ordinacions, sots pena de esser inhibit è priuat de son offici, ultra la pena damunt contenguda.

CAPITOL IX.

Que los qui asseguraran hagen à iurar, è que designen les robes per cost.

Item. Ordenaren los dits consellers è promens, que tots è sengles qui s'faran assegurar en nom propi ò de altre hauent plen poder, ò promettent en nom propi *de rato habendo*, haia primer à iurar, que aquelles seguretats son vertaderes è no fictes, è que les coses que fan assegurar son lurs propres, ò de aquells per qui s'fan assegurar, ò de lurs participis ò d'autres hauents part ò interès. E que posen è designen en les dites seguretats distinctament è clara, tant quant possible los sia, les coses sobre les quals se fan assegurar, çò es pes, nombre, cost ò valor, è si seran nauilis, la estima, segons damunt es dit; è que no s' son fetes è posades sobre aquelles coses seguretats en altra part, ni se n' hi faran ò posaran après de aquelles en altra part; è si seran fetes ò s' faran, que encontinent que ho sapien, ne auisaran los asseguradors, è n' faran fer menciò en lo peu de la seguretats, narrant com son auisats, que sobre aquelles coses abans ò après se son fetes assegurar en lo loch que s' seran fetes è les quantitats que y seran fetes. E si ho hau-

CHAPITRE VIII.

Qu'aucun courtier ne se permette de rien faire contre la teneur des présentes, sous peine de privation de son office.

Item. Lesdits conseillers et prud'hommes ont ordonné qu'aucun courtier ne pourra rien faire contre la teneur des présentes ordonnances, sous peine d'être destitué et privé de son office, sans préjudice de l'amende ci-dessus (1).

CHAPITRE IX.

Que ceux qui se feront assurer seront tenus de prêter serment; et qu'ils devront évaluer les choses suivant leur juste coût (2).

Item. Les conseillers et prud'hommes ont ordonné que ceux qui se feront assurer en leur nom propre, ou au nom d'un autre, soit en vertu de procuration, soit en se portant fort, seront tenus d'affirmer que les assurances qu'ils stipulent sont sincères et non fictives, et que les choses assurées appartiennent à eux ou à ceux pour qui ils stipulent l'assurance, ou à leurs associés, ou à tout autre ayant intérêt.

Ils doivent, dans les contrats, désigner clairement et distinctement, autant que possible, les choses qu'ils font assurer, c'est-à-dire le poids, le nombre, les coûts et la valeur; et si c'est un navire, l'estimation qui en sera faite, ainsi qu'il a été dit.

Ils doivent déclarer de plus que ces choses ne sont pas assurées et qu'ils ne les feront point assurer ailleurs; que si, par événement, elles étoient déjà assurées ou qu'on les fit assurer ailleurs, aussitôt qu'ils en seront instruits, ils en préviendront les assureurs et en feront faire mention au bas de l'acte d'assurance, en y énonçant de quelle manière ils ont été prévenus, et les lieux où, soit avant, soit après, ils ont été assurés, et en y mentionnant les sommes assurées.

Si les assurés n'ont pas fait ces déclara-

(1) Ces dispositions sont semblables à celles du chapitre XVII de l'ordonnance de 1435, et à l'ordonnance de 1481.

(2) Voici la rédaction de la rubrique dans les éditions de 1517 et 1523 : *Tots los qui faran assegurar haïen à jurar que les seguretats son vertaderes, è que designen les robes per cost ò valor.*

ran [sabut è] no u hauran denunciât, è serâ declarat per los consols tal qui ha posada la seguretât, hauer ho sabut è no hauer ho denunciât, que en tal cas tals seguretats sien hagudes per fraudulentoses è posades ab frau è fictes, è no sien de algun effecte, tostemps hauent guanyat los asseguradors los preus de tals seguretats. E en tal cas tals assegurats sien encorreguts en ban de cent liures barceloneses, del qual ban sia adquisida la terça part al acusador, l'altra terça part al official qui n'faria la executiô, è la restant terça part à la obra de la lotia.

CAPITOL X.

Que los asseguradors hagen à iurar que la ferma que fan es verdadera è no ficta.

Item. Ordenaren los dits consellers è promens, que tots è sengles asseguradors abans que no ferman en les seguretats hagen à iurar, que la ferma que entenen à fer en la seguretât, es verdadera è no ficta ne feta per frau ò decepciô alguna, ne per que altres sots color de la sua ferma, ne per la ferma que designa altres hi ferman.

CAPITOL XI.

Que les seguretats se hagen à causer per pacte segons les presents ordinations.

Item. Ordenaren los dits consellers è promens, que l's assegurats è asseguradors en l'acte è ferma de les seguretats hagen à deduir totes les presents ordinations entre ells en pacte, è fer è causer aquelles iuxta forma de les presents ordinations, è iurar è prometre, que en tot

tions, et s'il est décidé par les consuls qu'un tel a fait faire une assurance et ne l'a pas déclarée, quoiqu'il en fût instruit, l'assurance stipulée par lui sera considérée comme frauduleuse et jugée telle; en conséquence elle sera de nul effet, et néanmoins les assureurs auront gagné la prime des assurances (1).

En pareil cas les assurés encourront une amende de cent livres barcelonaises, dont un tiers pour le dénonciateur, un tiers pour l'officier qui fera l'exécution et l'autre tiers pour le trésor de la loge (2).

CHAPITRE X.

Les assureurs doivent jurer que la signature qu'ils apposent est sincère.

Item. Les conseillers et prud'hommes ont ordonné que les assureurs, avant de signer leur engagement, seront tenus d'affirmer que la signature qu'ils vont apposer est véritable et non fictive, qu'elle n'est donnée ni par fraude, ni par déception, ni dans l'intention de signer pour une autre personne que celle désignée (3).

CHAPITRE XI.

Que les pactes d'assurances doivent être faits conformément aux présentes ordonnances.

Item. Les conseillers et prud'hommes ont ordonné que, dans leurs contrats, les assureurs et les assurés doivent rappeler toutes les dispositions des présentes ordonnances, et s'y conformer scrupuleusement, avec promesse qu'en tout et pour tout ils les exécuteront à la lettre, et qu'en cas de contestation ils se feront juger par la cour du consulat et

(1) Capmany a omis ce membre de phrase dans sa traduction castillane.

(2) Ce chapitre, à l'exception du dernier alinéa, reproduit le chapitre v de l'ordonnance de 1458, qui lui-même reproduisoit le chapitre viii de l'ordonnance de 1435.

(3) Ce chapitre reproduit littéralement le chapitre vi de l'ordonnance de 1458, qui lui-même avait emprunté cette disposition du chapitre viii de l'ordonnance de 1435.

ò per tot sèruaran aquelles à la letra; è que per rahó de les dites seguretats faran iuy en la cort del consolat, è no en altra part ò iuy, è renuncien à lur propri è apropiat è priuilegiat for, en è per la forma que dauall en un capitol será declarat, è per los notaris millor parrà esser adaptat à la substancia de aquell.

CAPITOL XII.

Que no poden declinar de for dels consols.

Item. Ordenaren los dits consellers è promens, que per tant com les dites seguretates son contractes tals que s'fan per endreça de la mercaderia, è es impertinent de è per les questions qui n' surten è execucions qui s' han à fer per causa d' aquelles, se haia à fer iuy dauant altres consistoris ne persones, sino dauant los dits consols de mar, è en cas de appellació, del iutge dels apels, que tals questions determena è ha determenar, segons forma de les presents ordinacions, è segons costum de consolat, è ab consell de promens : que d' aquíauant algú qui s' será assegurat, ò haurá assegurat, no puga declinar de for ò iuy de la dita cort del consolat, ni euocar per qualitat alguna les causes de les dites seguretats de la dita cort. E si será fet lo contrari, que lo qui s' será assegurat recorrent del dit iudici en altra part per qualitat ò en qualseuol altra manera encorrega en ban, è aquell de bon grat en la carta se impos è consenta que la acció que à ell se pertanyerá abans de esser pagat per causa de les obligacions à ell fetes, sia perduda è los asseguradors reos sien absolts è libertats, è en tal cas se impose silenci. E si apres que seran pagats los

non ailleurs, renonçant à tous privilèges personnels ou à toute loi contraire; le tout suivant la forme qui sera expliquée dans un des chapitres suivans, ainsi qu'il paroîtra le plus convenable aux notaires d'adapter ces déclarations à la rédaction de l'assurance (1).

CHAPITRE XII.

Que l'on ne peut décliner la juridiction des consuls.

Item. Lesdits conseillers et prud'hommes, considérant que les assurances ont pour but l'avantage du commerce, et qu'il n'est pas convenable que les contestations qui en résultent, et les exécutions qui s'ensuivent, soient portées devant d'autres tribunaux ou personnes que les consuls de mer, et, en cas d'appel, devant le juge des appels du consulat, investis du droit de décider ces questions suivant la forme des présentes ordonnances et les usages du consulat, par le conseil des prud'hommes :

Ont ordonné qu'à l'avenir aucun assuré ou assureur ne pourra décliner la compétence ou la juridiction de la cour du consulat, ni porter des causes d'assurances ailleurs qu'à la dite cour, en invoquant des privilèges quelconques. Si on fait le contraire, l'assuré qui se sera adressé à une autre juridiction, sous prétexte de sa qualité ou pour tout autre motif, encourra l'amende à laquelle, de sa volonté et de son consentement, il se sera soumis par le contrat; il devra perdre l'action qu'il avoit à cause du contrat d'assurance, s'il n'a pas été encore payé; les assureurs seront renvoyés de toute demande formée contre eux, sans être obligés de se défendre.

Si après que les assurés (2) auront été payés,

(1) Ce chapitre reproduit littéralement le chapitre VII de l'ordonnance de 1458, qui développait le même principe inséré dans le chapitre VIII de l'ordonnance de 1435.

(2) Capmany a traduit le mot *assegurats* par *asseguradores*, ce qui est ou une inadvertance ou une faute d'impression.

assegurats fahien euocar les causes per qualitats ò en altra manera exir del juy dels dits consols, encorregan en ban, lo qual ab les cartes de bon grat se imposen, è de restituyr les quantitats que rebudes haurien è adquisides als asseguradors, tota excepció postposada. E los asseguradors qui tal for declinarién ò per qualitat ò en altra manera del consolat tals causes euocarien en alguna manera, encorreguen en ban, è aquell ban ab les cartes è promissions è obligacions que faran se imposen è consenten, que *ipso facto* les quantitats que seran demanades, sien hagudes per confessades è totes excepcions à ells pertanyents, è per les quals se puguen escusar de tal paga, sien *ipso facto* nulles, è aquelles als assegurats remetem è renunciem: è arà per lauors è lauors per ara à pagar à ells meteixs condemnem, per pena è en loch del dit ban que de bon grat se imposen, als dits assegurats aquella quantitat que per tal seguretat los será demandada ensemps ab totes les messions que per demanar aquelles se serien fetes; roborant totes les dites coses ab iurament, è encara ab renunciacions de propi for, è ab totes aquelles clausules è stipulacions, que seran vistes esser útils è necessaries al negoci à coneguda del notari rebent, ò en poder del qual se fermaran tals seguretats.

CAPITOL XIII.

Que no gossen posar paraules derogatories à les presents ordinacions.

Item. Ordenaren los dits consellers è promens, que en seguretats algunes no puxen esser posades ò meses per pacte algú paraules algunes derogatories à les presents ordinacions, ne que digan *valega* ò *no valega*, ò *haia* ò *no haia*, ne

quelqu'un fait évoquer la cause, sous prétexte de quelque qualité ou autre motif, devant d'autres juges que les consuls, il encourra l'amende convenue dans le contrat, et restituera ce qu'il aura reçu, sans pouvoir opposer aucune exception.

Les assureurs qui déclineront le tribunal des consuls sous prétexte de leur qualité ou par tout autre motif, ou qui porteront la cause devant une autre juridiction, encourront la peine convenue par le contrat qu'ils ont consenti, c'est-à-dire que de plein droit les demandes intentées contre eux seront considérées comme avouées et reconnues, et toutes exceptions qui leur appartiendroient, qu'ils auroient pu faire valoir pour se dispenser de payer, seront de même perdues pour eux, et ne pourront être opposées aux assurés.

Et ils se seront, par cela seul, condamnés eux-mêmes à payer aux assurés, par forme de peine et d'amende qu'ils se seront imposées, la somme qui leur sera demandée, ainsi que les frais de l'instance.

Dans tous ces cas, les stipulations seront appuyées du serment des parties, de renonciation à leur propre juridiction, et de toutes les clauses et stipulations qui auront été reconnues nécessaires par le notaire qui aura rédigé le contrat (1).

CHAPITRE XIII.

Qu'il est interdit d'insérer des clauses déroatoires aux présentes ordonnances.

Item. Lesdits conseillers et prud'hommes ont ordonné que dans aucune assurance il ne pourra être inséré de pacte ou clause déroatoire aux présentes ordonnances, ni celle de *vaille* ou *non vaille*, ou bien, *soit* ou *non soit*; ni que l'assuré, s'il est sujet du seigneur roi, ne pourra convenir qu'il ne courra pas le

(1) Ce chapitre reproduit entièrement le chapitre XI de l'ordonnance de 1458

que l'assegurat si serà vassall del senyor rey no correga la vuytena part de risch, è si serà estrangier, lo quart; ne per alguna manera puixa ésser renunciat à les presents ordinacions, com sien fetes è s' facen en fauor è utilitat de tota la cosa publica, ò tal renunciació, si fos attentada de fer, sia *ipso facto* nulla è no haia algun effete.

CAPITOL XIV.

De pena de notari.

Item. Ordenaren los consellers è promens que tots è sengles notaris en poder dels quals tals seguretats seran fermades, hagen primer è abants de totes coses hauer iurament dels asseguradors, è migençant aquell aquells dits asseguradors interrogar, que la ferma que entenen à fer en tal seguretat, es verdadera, è que no la fan per frau ò saluataria alguna, è que no u fan, perque altres après dells fermen; è causen lesdites seguretats segons forma de les presents ordinacions, è no desexint ò partintse d'aquelles. E que abans que reben ferma alguna de algun assegurador, hagen primer hauer la ferma d'aquell qui s'fa assegurar. No per lo semblant fer senyal algú en dita seguretat, ne per alguna de les dites parts permettre hi sia fet, per loqual fos causa de no correr risch del vuyte è del quart, segons damunt es dit. E si lo contrari faran, sien tenguts al dan è interés, que lo assegurat ò assegurador haurien per ells no hauer fetes lesdites coses.

CAPITOL XV.

Que les seguretats que no seran pagades no valegan.

Item. Ordenaren los consellers è pro-

risque du huitième ou un étranger celui du quart. Ainsi d'aucune manière il n'est permis de renoncer aux présentes ordonnances parce qu'elles sont faites pour l'utilité publique et le bien général; et si l'on fait de telles renunciations, elles seront de plein droit nulles et de nul effet (1).

CHAPITRE XIV.

De la peine contre le notaire.

Item. Les conseillers et prud'hommes ont ordonné que tous notaires par le ministère de qui les assurances seront faites doivent d'abord, et avant tout, prendre le serment des assureurs et leur faire déclarer que la garantie qu'ils donnent est véritable, qu'ils ne la donnent pas par fraude ou dol, et notamment qu'ils ne la donnent pas pour engager d'autres à la donner après eux; et ils doivent rédiger les assurances suivant la forme des présentes ordonnances et ne point s'en écarter.

Avant de recevoir la signature des assureurs, ils doivent préalablement recevoir celle des assurés. Ils ne doivent insérer aucune disposition dans les assurances, ni permettre que les parties en introduisent, tendant à eluder les dispositions ci-dessus, relatives au risque du huitième ou du quart.

Si les notaires contreviennent à ces dispositions, ils seront tenus à des dommages-intérêts envers les assurés et les assureurs, pour n'avoir pas fait ce à quoi ils étoient tenus (2).

CHAPITRE XV.

Que les assurances qui n'ont pas été payées sont nulles.

Item. Les conseillers et prud'hommes ont

(1) Ce chapitre reproduit le chapitre ix de l'ordonnance de 1458, qui lui-même avoit emprunté cette disposition du chapitre ix de l'ordonnance de 1435.

(2) Ce chapitre reproduit le chapitre x de l'ordonnance de 1458.

mens que les seguretats que s'faran, no puguen hauer effecte algú, ne valeguen fins à tant los preus de tals seguretats sien entegrament pagats realment è de fet, è los assegurats hagen fermada la seguretat en la forma desus dita.

CAPITOL XVI.

Que les fermes dels asseguradors hagen força de un meteix concepte.

Item. Ordenaren los dits consellers è promens, que les fermes dels asseguradors de un meteix contracte hagen força de un meteix concepte, encara que sien fetes sots diuersos kalandaris, è que prioritat de temps entre ells en lurs fermes no puga esser allegada, ne per iuy algú sia admesa.

CAPITOL XVII.

Que si era noua de la perdua, que no valega.

Item. Ordenaren los dits consellers è promens, que si s'conuendrà fer posar ò fermar seguretat alguna sobre nauilis, fustes ò cambis, mercaderies, robes ò hauers, qui s'carregaran ò partescan d'altra part fora de la present ciutat, è aquelles fustes, cambis, mercaderies, robes è hauers, eran ia perduts ò cas si hauia seguit en tal manera, que lo dia de la ferma dels asseguradors ò d'algú d'aquells podia esser sabuda noua en Barcelona de la perdua ò cas seguit, que tal seguretat sia nulla è haguda per no feta, è l's asseguradors no hagen guanyat preu algú, ans hagen restituir aquell tota excepció remoguda; ne los asseguradors à pagar tal seguretat puguen esser compellits en iuy en alguna manera, ne iuy algú puga esser fet. E per

ordonné que les assurances seront nulles si les primes d'assurance n'ont pas été payées comptant et entièrement, et si les assurés n'ont pas signé le contrat d'assurance en la forme susdite (1).

CHAPITRE XVI.

Que les signatures des assureurs soient considérées comme données ensemble.

Item. Les conseillers et prud'hommes ont ordonné que les signatures des assureurs données sur un même contrat, encore qu'elles aient eu lieu à diverses dates, n'emportent aucune priorité de temps, et que cette priorité ne pourra jamais être alléguée ni admise en justice (2).

CHAPITRE XVII.

Que si l'on avoit connoissance de la perte, l'assurance sera nulle.

Item. Les conseillers et prud'hommes ont ordonné que si l'on est convenu de prendre et de signer des assurances sur navires, prêts à la grosse, marchandises, effets ou autres choses à charger ou à partir hors de Barcelone, lesquelles choses seroient déjà perdues, et si, le jour de la signature des assureurs ou de quelques-uns d'eux, on a pu avoir nouvelle de cette perte à Barcelone, l'assurance doit être nulle et non avenue; les assureurs n'en auront pas gagné le prix et devront le restituer, nonobstant toutes exceptions.

De même les assureurs ne peuvent être appelés en jugement pour payer de telles assurances, et aucune condamnation ne peut être prononcée contre eux à ce sujet. Et, pour lever toute incertitude relativement au

(1) Ce chapitre reproduit le chapitre xii de l'ordonnance de 1458, qui avoit emprunté la même disposition du chapitre xi de l'ordonnance de 1435.

(2) Ce chapitre reproduit exactement le chapitre xii de l'ordonnance de 1458, emprunté lui-même du chapitre vii de l'ordonnance de 1435.

remoure tot dubte del temps dins lo qual poria esser sabut, declaram los dits consellers è promens ordenants, que si tals fusta se perdrá deça mar, çó es en tal part què noua se pugasaber per terra sens passar mar, sia entès per hauer hi bastat temps, comptat cascuna legua per hora, çó es per tantes legues tantes hores, del loch ò de la hora que s'conuendrà perdre ò seguir cas algú à les coses assegurades per lo qual los aseguradors haguessen à pagar les seguretats ò quantitat alguna en Barcelona. E si s'perdrá ò s'seguirá lo cas en tal part, que la noua haia à passar golf ò mar, sia comptat tal temps del loch è hora, à on deça mar la noua seriá primer venguda ò s'seriá sabuda, è daquell loch comptant legua per hora. E si peruentura tal noua venia de punta per mar en Barcelona, que aquell temps sia comptat è hagut per cert d'aquell moment que la dita fusta haurá dada lengua ò presa terra en tal manera, que pus temps bastas à coneguda dels consols à poder esser peruengut à noticia del assegurat, abans que tals seguretats no s'fermaren, aquelles seguretats sien nulles en la forma desus declarada. E si será cas que lo qui s'fará assegurar sabrá la noua de la fusta perduda ans de fer la seguretat, en tal cas encorrega en ban de cent liures barceloneses, del qual ban sia adquisida la terça part à l'accusador, è l'altra terça part al official qui n'feria la execució, è la restant terça part à la obra de la lotia.

CAPITOL XVIII.

Que virtualles poden esser assegurades en tota manera.

Item. Ordenaren los dits consellers è promens que forments, ordis, ciuades, legums, arroços, vi, è oli carregat reuera

temps où une telle nouvelle peut avoir été connue, lesdits conseillers et prud'hommes déclarent et ordonnent que, si le navire s'est perdu en deçà de la mer, c'est-à-dire sur un point d'où la nouvelle de la perte puisse être connue par voie de terre, sans qu'il y ait eu un trajet maritime, le temps suffisant pour être censé avoir connu la nouvelle sera compté sur le pied d'une heure par lieue, c'est-à-dire autant de lieues que d'heures, depuis le point et l'instant où est arrivé aux choses assurées l'accident pour lequel les assureurs doivent payer aux assurés tout ou partie de l'assurance à Barcelone.

Si le navire se perd en un lieu d'où l'avis de la perte doit passer par un golfe ou par mer, on calculera le temps de l'heure ou du lieu d'où la nouvelle a pu d'abord arriver; et de ce lieu on comptera une heure par lieue.

Si la nouvelle arrive droit par mer à Barcelone, le temps sera compté et la nouvelle tenue pour connue du moment où le navire aura pris langue ou aura touché terre, de manière que si ce temps paroît suffisant, d'après le jugement des consuls, pour que l'assuré ait pu connoître la perte avant de signer, l'assurance sera déclarée nulle, comme il a été dit ci-dessus (1).

Si, par événement, celui qui a fait assurer connoissoit la perte avant de faire faire l'assurance, il encourra une amende de cent livres barcelonaises, dont un tiers pour l'accusateur, un tiers pour l'officier qui fera l'exécution, et l'autre tiers pour le trésor de la loge.

CHAPITRE XVIII.

Que les vivres peuvent être assurés de toutes manières.

Item. Lesdits conseillers et prud'hommes ont ordonné que le froment, l'avoine, les légumes, les haricots, le vin, l'huile, vérita-

(1) Tout ce qui précède est littéralement conforme au chapitre XIV de l'ordonnance de 1458.

per portar en Barcelona puguen esser assegurades en Barcelona, en res no obstant les presents ordinacions, per lo cost ò estima, que s' concordaran, è tant com les presents ordinacions à la present facultat obuiam no obstant en alguna manera, pero en totes les altres coses hagen esser observades.

CAPITOL XIX.

De la paga de les seguretats.

Item. Ordenaren los dits consellers è promens, que l's asseguradors è cascú de aquells sien tenguts è hagen à pagar les quantitats que hauran assegurades, ò aquella part, qui de è per aquelles los seran demanades, dins dos, tres, quatre, è sis mesos, diferenciats segons les distancies dels lochs è deual es declarat, comptadors après que noua certa será stada en Barcelona è intimada à l's asseguradors ò à la maior part d'aquells, à coneguda dels consols, de la perdua ò dan ò cas enseguit à la nau ò altre nauili ò à les coses assegurades; per la qual sia feta prompta execució axí com de cambis. Mas si per part dels asseguradors será oposada alguna iusta excepció ò apparent à coneguda dels consols de no pagar les quantitats assegurades ò altres qualseuol, que en tot cas pusque noua sia certa en Barcelona del dan ò cas seguit à les coses assegurades à coneguda dels dits consols, è sia passat lo temps desus prefigit, si request seran per los assegurats sien executats los asseguradors iuxta la forma de la seguretat, totes excepcions repellides. E si per part dels dits asseguradors seran oposades è exprimides clarament è distincta excepcions algunes, per les quals pretenquen que l's assegurats no puxen ne deguen rebre ò hauer les quantitats que l's seran demanades, è aquelles per lo dit iuy será conegut, que son tals, que lo

blement chargés pour Barcelone, pourront être assurés dans cette cité (nonobstant les prohibitions ci-dessus) pour leur entière valeur de coût ou d'estimation, dont on conviendra, quoique les chapitres ci-dessus s'y opposent, lesquels du reste seront observés sur tous les autres points (1).

CHAPITRE XIX.

Du payement des assurances.

Item. Les conseillers et prud'hommes ont ordonné que les assureurs, et chacun d'eux, seront tenus de payer le montant des quantités qu'ils ont assurées ou les sommes qu'ils devront à cause de ces assurances, dans deux, trois, quatre ou six mois, suivant les distances des lieux ci-après déclarées, à compter du moment où sera parvenue à Barcelone et aura été notifiée à eux ou à la majorité (ce qui devra être constaté par les consuls) la nouvelle de la perte ou du dommage arrivé au navire ou aux marchandises ou autres effets assurés; pour lequel payement il sera accordé prompte exécution, comme en matière de change.

Quand même les assureurs feroient valoir quelques exceptions justes ou paroissant probables aux consuls pour ne pas payer les quantités assurées ou autres quelconques, dès que la nouvelle du dommage ou de la perte sera devenue certaine à Barcelone, suivant la décision des consuls, et que le temps déterminé sera écoulé, si les assurés exigent leur payement, ils devront y être contraints, nonobstant leurs exceptions.

Si, toutefois, les assureurs allèguent d'une manière précise quelques exceptions tendant à prouver que les assurés ne peuvent ou ne doivent pas recevoir les sommes qu'ils demandent, et si, aux yeux des juges, ces exceptions paroissent telles que l'assuré qui demande ces sommes doive prouver et justifier son droit, contre ce qui est prétendu et allégué par les assureurs qui soutiennent que

(1) Ce chapitre est littéralement conforme au chapitre XVI de l'ordonnance de 1458.

assegurat qui rebre volrá tals quantitats assegurades, es tengut prouar è mostrar çó que li será demanat ò oposat, ò prouades per los asseguradors se haurá à iudicar dits assegurats de no deure hauer tals quantitats; que en tal cas tal assegurat qui rebre volrá haia è sia tengut fer è prestar caució (pagant emperó aquelles caució ò caucions quascun dells asseguradors qui aquelles dites caució ò caucions demanaran è no pas lo assegurat) ab fermaça ò ab fermances idonea ò idoneas à coneguda dels dits consols de tornar la quantitat à cascú dels asseguradors, ensembs ab totes messions è despeses, que l's asseguradors haurien fetes, è ab 11 sous per liura de interes à raó de any, si dins 1 any comptador del dia que la quantitat li será pagada, no ha fet declarar en lo dit luy ò cort del consolat per sententia passada en cosa iutiada, que el dit assegurat ha ben rebut la quantitat, la qual se haurá feta pagar. E per quant algunes persones poch timents Deu se son fetes pagar d'algunes seguretats sens que les robes ò mercaderies no eren stades carregades, ò los nauilis ò les fustes entrades ò exides ò cambis donats : per tant los dits consellers è promens ordenaren que daquíauant si alguna persona ò persones se faran pagar d'alguna seguretats ò seguretats, que les robes ò mercaderies no seran stades carregades, ó les fustes no seran entrades ò exides, ò los cambis donats, que en tal cas encorregan en ban les persones qui tals actes faran de altres 11 sous per liura ultra los 11 sous damunt dits de la quantitat que s'hauran feta assegurar; del qual ban de dos sous per liura sia adquisida la terça part als dits consols, è que aquella terça part hagen à metre en compte de les iudicatures, è l'altra terça part al asseguradors, è l'altra terça part à la obra de la lotia ò als defenedors de la mercaderia per aquella. E per tant com no es cosa tolerable, que los

l'assuré ne doit pas recevoir une aussi forte somme, en ce cas l'assuré qui réclame ne pourra être payé sans donner une caution (dont les frais seront supportés par celui ou par ceux des assureurs qui l'auront exigée et non par l'assuré) dont la solvabilité sera appréciée par les consuls, de restituer aux assureurs les sommes par eux payées, les frais et dépens, et l'intérêt de deux sous par livre par an, si dans l'année du paiement les assurés n'ont pas fait juger par la cour du consulat, par sentence définitive, que le paiement reçu par eux a été valable et doit leur rester.

Comme il est arrivé que des personnes qui n'avoient pas la crainte de Dieu se sont fait payer des assurances sans que les choses eussent été chargées, que les navires fussent entrés ni sortis, ou les prêts à la grosse effectués, lesdits prud'hommes et conseillers ont ordonné qu'à l'avenir, si quelques personnes se font payer des assurances sans que les choses aient été chargées, que les navires soient entrés ou sortis, ou que les prêts à la grosse aient été effectués, elles encourront une amende de deux sous par livre, outre celle de deux sous qui est prononcée ci-dessus, de la somme qu'elles auront fait assurer.

Le tiers de cette amende de deux sous par livre sera attribué aux consuls, pour être mis en compte des droits de justice qui leur sont dus; le second tiers sera pour les assureurs; et le dernier sera pour l'œuvre de la loge ou pour les administrateurs du commerce.

Comme il est contraire à l'équité que les assurés qui ont fait faire des assurances, et

assegurats qui s' son fets assegurar, è han pagats los costs de les seguretats per intenció de cobrar les quantitats assegurades sens altra despesa, è los asseguradors hauran volgudes fer è oposar excepcions tals, que aquelles nonobstants es declarat, lo assegurat hauer ben rebut : per tant ordenaren los dits consellers è promens que alla on los dits asseguradors succumbiran de tals excepcions, sien comdemnats, è hagen à pagar als assegurats totes è qualseuol messions, que al assegurat haurà conuengudes fer per declarar en la forma desusdita.

CAPITOL XX.

Si los assegurats per no hauer fet declarar hauran à restituir les quantitats.

Item. Ordenaren los dits consellers è promens, que si s' conuendrà los assegurats restituir les quantitats per no hauer fet declarar, segons es dit, que en tal cas feta la dita restitució cascuna de les parts romanga en son dret, obligació è acció, axí que après se puxa è s' haia à conexer si los asseguradors seran tenguts pagar les quantitats assegurades, romanints los interesos rebuts als dits asseguradors, los quals no sien tenguts restituir, encara que fos declarat deure ells pagar les dites quantitats assegurades, ò açó que l's seria demanat per aquelles. La qual conexença se haia à fer per los dits consols, è en cas de apellació per lo iutge de appels, è no per altres ni en altra part.

CAPITOL XXI.

Si los assegurats lexaran posseir als asseguradors les quantitats fins sin declarat.

Item. Ordenaren los dits consellers è

qui en ont payé le prix avec intention de recouvrer les sommes assurées sans autres frais, soient exposés à des exceptions faites par les assureurs, nonobstant lesquelles on déclareroit que lesdits assurés ont justement reçu, les conseillers et prud'hommes ont ordonné que, dans le cas où les assureurs succumbroient dans leurs exceptions, ils seront condamnés à payer aux assurés tous les dépens faits par eux pour parvenir au payement, comme il a été dit ci-dessus (1).

CHAPITRE XX.

Du cas où les assurés, pour n'avoir point fait prononcer, auront à restituer.

Item. Les conseillers et prud'hommes ont ordonné que, dans le cas où les assurés seroient obligés de restituer les sommes reçues par eux, pour n'avoir pas obtenu le jugement expliqué au chapitre précédent, cette restitution faite, chacune des parties restera dans ses droits, obligations et actions, de manière qu'ultérieurement on puisse juger si les assureurs seront tenus de payer les quantités assurées; mais ils conserveront pour eux les intérêts qu'ils ne seront pas tenus de rendre, encore bien qu'ils fussent déclarés débiteurs des sommes assurées ou de ce qui leur seroit demandé; le tout ainsi que le décideront les consuls, et, en cas d'appel, le juge des appels, et non autres, ni en autre lieu (2).

CHAPITRE XXI.

Du cas où les assurés laissent les assureurs jouir des sommes jusqu'au jugement.

Item. Les conseillers et prud'hommes ont

(1) Ce chapitre reproduit le chapitre xviii de l'ordonnance de 1458; mais il ajoute le quatrième alinéa, dont l'objet est de prévoir et de punir un cas de fraude, encore assez commun de nos jours, qui a lieu lorsque des chargeurs se font assurer des choses qu'ils n'ont pas réellement chargées.

(2) Ce chapitre reproduit littéralement le chapitre xix de l'ordonnance de 1458.

promens, que si per cas per los dits consols era vist, los assegurats deure prestar caucions, segons dit es, è sens donar la dita caució ò disceptar de aquella, los assegurats leixaran posseir als asseguradors les quantitats assegurades ò çó que demanat los será per aquells, è après per iuy del dit consolat, era vist aquells dits asseguradors esser tenguts pagar çó que l's será demanat, no obstant les excepcions per lur part fetes; en tal cas los asseguradors sien tenguts de pagar als assegurats totes les messions que hauran fetes, à coneguda è à tatxació dels dits consols, ensemps ab interesos à rahó d'any de dos sous per liura, per tant temps com hauran dilatada la paga. E per aquelles quantitats è interesos, si per lo assegurat será request, sien tenguts è hagen à dar seguretats en iuy, si donchs aquell tal assegurador ò asseguradors no farà ò faran deposit de la quantitat assegurada de continent que per ell ò per ells será feta excepció de paga è será vist deure pagar ab la dita caució.

CAPITOL XXII.

Que, corrent lo temps de la paga, los asseguradors puguén entrar en mèrits de excepcions, si oposar ne volran.

Item. Ordenaren que si, corrent lo temps de la paga, çó es dels dos, tres, quatre ò sis mesos, diferenciats segons les distancies dels lochs, los asseguradors requerran è volran, que sobre les excepcions per lur part faedores en defensar que no son tenguts pagar, sia entrat en mèrits è declarat, que puga esser fet; axí emperó, que sia conseguit lo temps de la paga la cosa no era decidida, que sens passar pus auant los dits asseguradors sien

ordonné que si, les consuls ayant décidé que les assurés doivent donner caution, ces derniers ont laissé les assureurs conserver les sommes assurées ou demandées, sans donner caution et sans s'opposer à la décision; et s'il est décidé ultérieurement par les juges du consulat que les assureurs sont obligés de payer les assurés nonobstant leurs exceptions, lesdits assureurs seront tenus de rembourser aux assurés tous les dépens par eux faits, suivant la décision et la taxe des consuls, avec les intérêts sur le pied de deux sous par livre par an, pour tout le temps de retard.

Et pour ce paiement de capital et intérêts, ils seront, s'ils en sont requis, tenus de donner des cautions, si mieux ils n'aiment, après qu'ils auront présenté leurs exceptions, et qu'il aura été reconnu qu'une caution doit être donnée, déposer immédiatement les sommes assurées (1).

CHAPITRE XXII.

Pendant la durée du terme pour le paiement, les assureurs peuvent établir le mérite des exceptions qu'ils entendent opposer.

Item. Ils ont ordonné que si, avant l'expiration du terme de paiement, c'est-à-dire des deux, trois, quatre ou six mois, suivant la distance des lieux, les assureurs demandent et veulent que les exceptions à présenter par eux pour prouver qu'ils ne peuvent être tenus de payer soient discutées, et si un jugement est rendu à cet égard, cela peut avoir lieu, mais en ce sens que si le terme de paiement arrive avant le jugement de la cause, les assureurs sont tenus de payer sans égard auxdites exceptions, et selon ce qui a été dit ci-dessus,

(1) Ce chapitre reproduit littéralement le chapitre xx de l'ordonnance de 1459.

tenguts, è hagen à pagar, totes excepcions repellides è segons desus es clarament deduit; è pagat proceesquen lur causa.

sauf à eux à les faire juger après qu'ils auront payé (1).

CAPITOL XXIII.

Del temps de la paga que han à fer los asseguradors.

Item. Encara mes ordenaren que los mesos de la paga hagen loch en la forma seguent : çó es, dins dos mesos, si les fustes deuen esser nauegades, ò robes ò hauers portades ò trameses dins lo principat de Cathalunya ò regne de Valencia ò de Mallorques, Manorca, Iuiça; è dins tres mesos, si seran nauegades, portades ò trameses ultra los lochs, pus no passen los regnes de Napols, Sicilia, Barbaria è d'aça l'estret de Gibaltar; è dins IV mesos si seran nauegades, portades ò trameses ultra los predits lochs en qualseuol parts; è dins VI mesos après, que noua coneguda ò sabuda no será de tal fusta ò nauili.

CHAPITRE XXIII.

Des délais dans lesquels les assureurs doivent payer.

Item. Il est ordonné que les payemens seront faits dans les délais ci-après :

Dans les deux mois, si les objets ou marchandises étoient destinés pour la principauté de Catalogne, les royaumes de Valence, Majorque, Minorque ou Iviça;

Dans trois mois, s'ils étoient destinés pour des lieux qui ne dépassent point les royaumes de Naples, de Sicile, ou la Barbarie en deçà du détroit de Gibaltar;

Dans quatre mois, s'ils sont destinés pour d'autres lieux au delà;

Dans six mois, si l'on n'a aucune information ou nouvelle du navire (2).

CAPITOL XXIV.

Que les seguretats fetes abans de les presents ordinacions no sien encloses en dites ordinacions.

Item. Ordenaren los dits consellers è promens que qualseuol seguretats, fetes en la present ciutat sobre qualseuol robes, mercaderies è sobre nauilis ò fustes è sobre cambis dats à risch de dits nauilis ò de robes, ò sobre qualseuol altres coses fins lo iorn de la publicació de les presents ordinacions, sots qualseuol forma ò pactes sien fetes ò concebudes, sien valides è fermes, è les presents ordinacions ne les qui ia eren fetes, no puguen derogar à dites seguretats ia fetes. Emperó que daquiauant publicades les presents ordi-

CHAPITRE XXIV.

Les assurances faites avant les présentes ordonnances ne seront pas soumises à leurs dispositions.

Item. Lesdits conseillers et prud'hommes ont ordonné que toutes assurances faites dans la présente cité sur des effets, marchandises, navires, argent prêté à risques de navires ou de marchandises ou quoi que ce puisse être, jusqu'au jour de la publication des présentes ordonnances, sous quelque forme et en quelques termes qu'elles soient conçues, resteront fermes et stables, et ni les présentes ordonnances ni autres à venir ne peuvent y déroger.

Mais, à l'avenir, les présentes ordonnances ayant été publiées à cri public et aux lieux

(1) Ce chapitre reproduit littéralement le chapitre XXI de l'ordonnance de 1458.

(2) Ce chapitre reproduit littéralement le chapitre XXII de l'ordonnance de 1458.

nacions ab veu de crida per los lochs acostumats de la dita ciutat, les seguretats qui s' faran, no s' puguen fer en la present ciutat, sino iuxta la forma de les presents ordinacions.

accoutumés dans la présente cité, il ne pourra y être fait d'assurance que suivant ce qu'elles prescrivent.

CAPITOL XXV.

Del iurament que primerament los consols deuen pendre dels assegurats è asseguradors.

Item. Ordenaren los dits consellers è promens que los consols qui ara son è per temps seran, no puguen fer iuy algú de seguretats algunes sens que primer no hagen pres iurament del assegurat è asseguradors, que no han fet pacte algú contra les presents ordinacions axí en scrits com de paraula. E si pacte algú haurien fet contra les presents ordinacions, que de aquell pacte no puguen fer iuy algú.

Retenense emperó los dits consellers è promens poder de interpretar è corregir è esmenar tot çó, que en les dites coses los parrá escur ò dubtos, tota vegada que ben vist los serà à lur bona coneguda.

CHAPITRE XXV.

Du serment que les assureurs et les assurés doivent prêter devant les consuls.

Item. Les conseillers et prud'hommes ont ordonné que les consuls qui maintenant sont en fonctions, et ceux qui y seront dans la suite, ne peuvent prononcer aucun jugement sur les assurances, sans que préalablement l'assuré et l'assureur n'aient affirmé par serment devant eux qu'ils n'ont fait aucune convention, par écrit ou verbalement, contre lesdites ordonnances; et si quelque pacte contraire a été fait, il ne pourra produire aucune action en justice.

Lesdits conseillers et prud'hommes se réservent en outre le pouvoir d'interpréter, corriger ou modifier tout ce qui leur paroîtra obscur ou douteux, ainsi qu'ils le jugeront utile (1).

PRAGMATIQUE RELATIVE A LA JURIDICTION CONSULAIRE DE 1510 (2).

Nos Ferdinandus, Dei gratia, rex Aragonum, Siciliæ citra et ultra Farum, etc. Ea quæ cultum, et bonam administrationem justitiæ concernunt, nedum libenter concedimus, sed totis viribus totoque conatu amplecti desideramus. Exhibitis itaque et majestati nostræ humiliter præsentatis pro parte dilectorum nostrorum consulum,

(1) Le chapitre 1^{er} de cette ordonnance annonce expressément qu'elle abroge les précédentes sur la matière des assurances; mais il ne faut pas le prendre à la lettre. Celle de 1435 contient dans les chapitres xvii, xviii, xix et xx des dispositions sur les devoirs des courtiers qu'on ne retrouve pas dans celle de 1484. On n'en doit pas conclure qu'elles aient été abrogées; mais comme c'étoient des règles générales, applicables à toutes les affaires commerciales qui exigent des intermédiaires, elles sont devenues l'objet de réglemens particuliers sur la profession des courtiers.

(2) Cette pragmatique destinée à compléter les lois et réglemens antérieurs sur la compétence des juges-consuls, et sur la procédure suivie devant eux, ne se trouve dans aucune des éditions du Consulat, ni dans le manuscrit de la Bibliothèque royale; Capmany l'a publiée dans ses *Memorias*, tome IV, page 299, et je reproduis son texte.

et deffensorium mercanciæ logiæ civitatis nostræ Barchinonæ supplicatione et capitulis bonam administrationem et cultum justitiæ [respicientibus] seriei sequentis :

Serenissimo et potentissimo señor : Per la Real Majestat, è per los predecesors de aquella, per la mercé y clemencia de sa Majestat, per augment de la mercaderia se fa en la ciutat de Barchelona, è direcció de la justicia, es estat placent donar als consols de la mar de la dita ciutat molts privilegis per la administració è justicia, donant à dits consols en la decisió de les causes la civil jurisdicció en loch de sa Majestat en les causes mercantivols, è emergents è deppendents de aquelles, segons en dits privilegis, capitols, è altres gracies se conté, lo qual modo s'es servat è vuy se serva; è per aquell clarament se veu, que per millor expedició de dita justicia, è per abreviar los plets è litigis los quals entre mercaders deuent esser sumaries, parria molt útil è necessari que per vostra excellencia fossen atorgats en forsa de privilegis, los capitols següents; è axó ho suppliquen :

I. E primerament. Il·lustrissimo señor, mostrat ha experiència que en les causes que s'menan en dit consolat mercantivols, emergents è deppendents de aquelles, per les malicias dels littigants se posson en escrits tot quant donam è dien per causa de llurs plets, hon les dites causes se dilaten molt è duren per gran temps, è axí les parts fan moltes despeses, è tals que à les voltes munten tant com la causa de la qual se litiga è en son molt excessives, lo qual ordena grandissim dan à la mercaderia : perçó et alias los dits consols suppliquen à sa Real Majestat placia proveir manar è atorgar los privilegis; que de aquíavant en lo dit consolat no s' rebe ne rebre se puscha

Sérénissime et très-puissant seigneur, il a plu à sa majesté royale et à ses prédécesseurs, en vertu de leur bienveillance et de leur grâce royale, pour l'utilité du commerce qui se fait en la ville de Barcelone, et pour le bien de la justice, d'accorder aux consuls de la mer de ladite ville plusieurs privilèges pour l'administration et la justice, qui investissent lesdits consuls de la juridiction civile au lieu et place de sa majesté dans les affaires commerciales et celles qui résultent de faits de commerce, selon que l'attestent lesdits privilèges, chapitres et autres grâces, lequel mode de procédure a été continué jusqu'aujourd'hui (1); et comme il est bien constant que, pour une expédition plus convenable de la justice, et pour abrégier les plaidoyers et les contestations, qui entre négocians doivent être sommaires, il paroît utile et nécessaire que votre excellence accorde, pour avoir force de privilèges, les chapitres suivans, et ainsi il est requis :

I. Et premièrement, illustrissime seigneur, l'expérience a prouvé que dans les affaires commerciales et résultant des faits commerciaux qui sont poursuivies devant ledit consolat, les parties, par méchanceté, mettent par écrit tout ce qu'elles disent et font valoir dans leurs plaidoiries; d'où il résulte que les causes prennent une extension considérable et durent longtemps, et ainsi les parties font des frais considérables, qui quelquefois surpassent les sommes en litige et sont excessifs, ce qui cause un très-grand dommage au commerce :

Pour ce et autres causes, lesdits consuls supplient sa majesté royale qu'il lui plaise régler, ordonner et accorder comme privilège que dorénavant, dans ladite juridiction du consolat, les consuls ne seront plus obligés de recevoir dans les procès d'autres

(1) Ce mode de procédure est celui qu'avoit déterminé le règlement de 1343 qu'on trouve ci-dessus, pages 374 et suivantes; il y avoit été fait quelques additions par des privilèges de 1409 et 1432, dont j'ai donné le texte, pages 463 et suivantes.

per dits consols en los dits plets en scripts sino tantum la demanda fará lo agent, y la resposta del deffendent, axí articulada com no articulada, è les dilacions donaran dits consols à probar les dites demandes è deffenses, è los testimonis, cartes, sentencies axí interlocutories com diffinitives, totes altres testimonis è actes remogudes, à fi los littigants sien apartats de despeses.

Placet regiae majestati, ad regiae majestatis beneplacitum.

II. *Item.* Illustrissimo señor, mostra experiencia que moltes vegades los littigants, axí en lo principi de la causa com en lo progrès, posen diverses excepcions dilatorias, è aquelles no alleguen en temps, mes stutament deduexen aquelles en diverses temps, per hon les causes son molt differents, è los littigants reben molts dans. Per tant et alias dits consols suppliquen sa Majestat los placia atorgar privilegi que d'aquíavant dits littigants, dins tres dies après la demanda será dada, hajan allegar totes quantes excepcions tindran dilatorias, y aquelles probar dins sis dies; los quals passats, si posades aquelles è probades no hauran, no sien oyt per via alguna.

Placet regiae majestati, ad regiae dignitatis beneplacitum.

III. *Item.* Illustrissimo señor, suppliquen los dits consols sa Real Majestat los placia atorgar privilegi : que si los dits consols en les dites excepcions dilatorias declaren haver loch ó no, è la part, contra qui será declarat, volrá interposar

écrits que la demande du demandeur et la réponse du défendeur, articulées ou non articulées; les concessions de délais accordés par les consuls pour établir les demandes et les exceptions, produire les preuves ou les lettres, et les sentences interlocutoires et définitives; tous les autres documens et actes écrits étant déclarés non recevables, afin que les parties supportent moins de dépenses (1).

II. Illustrissime seigneur, l'expérience a prouvé que souvent les parties, tant au commencement qu'au cours de la poursuite d'une affaire, proposent des exceptions déclinatoires qu'elles ne produisent pas toutes ensemble, mais seulement, par astuce, elles les font valoir successivement, ce qui est cause que les contestations durent longtemps et que les parties souffrent des dommages considérables.

Par ce motif et autres encore, lesdits consuls supplient sa majesté de leur octroyer le privilège suivant : que dorénavant les parties, trois jours après la formation de la demande, devront indiquer tous les moyens déclinatoires qu'elles veulent faire valoir, et les prouver dans six jours, lesquels passés sans que lesdites parties aient proposé et prouvé ces moyens, elles n'y seront plus admises (2).

III. Illustrissime seigneur, lesdits consuls supplient sa majesté qu'il lui plaise leur accorder le privilège que si, dans le cas où lesdits consuls auroient déclaré ledit déclinatoire valable ou non valable, la partie déboutée vouloit en appeler devant le juge d'appel donné au consulat par sa majesté, cet appel devra être

(1) Il étoit évidemment dans l'esprit du règlement de 1343 que toute la procédure fût sommaire, mais on y distinguoit entre les demandes verbales et les demandes par écrit. Quoique, sans le moindre doute, ce qui étoit dit sur ces dernières ne s'entendit que des libellés et des conclusions, sans autoriser une instruction écrite, la rapacité des gens d'affaires et la mauvaise foi des plaideurs avoient introduit des abus auxquels il étoit important de remédier.

(2) C'étoit encore une conséquence du règlement de 1343, que les déclinatoires dussent être vidés promptement, et surtout, que si l'on avoit plusieurs exceptions de ce genre, on dût les faire valoir toutes ensemble.

apellació al jutge de appellacions donat per sa Majestat al dit consolat, que aquella tal hage interposar dita appellació dins tres dies, è proseguir fins deu dies, è finir aquella; è per lo semblant sie fet de qualsevol sentència interlocutoria : remanent illès è salvo lo privilegi parlant que de les sentències diffinitives se hage lo agreviat pretès appellar dins deu dies, è proseguir è finir la causa de appellació dins trenta dies, è açó perque mes sumariament se puga venir à la decissió dels mèrits de la causa.

Placet regiæ majestati, ad regiæ majestatis beneplacitum.

IV. *Item.* Illustrissimo señor, per vostra Majestat, è per predecessors de aquella, es stat atorgat en privilegi que dits consols convengan è decidan les causes mercantivols emergents è deppendents de aquelles, è se seguexen moltes voltes que alguns littigants per diffugir la prompta expedició de dit consolat, evouen les causes axí per qualitat, com alíes, è après contradients dits consols eo l'altre littigant que tal causa evocar no s'pot, obstant privilegis als dits consols atorgats, eo altres drets, feta legitima examinació per lo real consell, será vist que la dita causa se deu restituir al dit consolat, è axí de fet los es restituyda; è après algun temps lo mateix littigant, ò successors de aquell, eo l'altre littigant, tornen à supplicar la dita causa sie tornada à evocar, per hon es molt turbada la jurisdicció dels dits consols, è no s'fará sino per differir la causa : que d'aquíavant, evocada una vegada si será dita causa, è aquella per sa Majestat eo loctinent de aquella restituida; si après qualsevol de dites parts ni los successors de aquells tornaven supplicar fos tornada evocar, que no sie oyt, ni sie per

interjeté dans les trois jours, et poursuivi et terminé dans les dix jours; et il en sera de même de toute sentence interlocutoire : sans préjudice du privilège qui dispose, relativement aux sentences définitives, que celui qui se croit grevé doit appeler dans les dix jours, et poursuivre et terminer la cause en seconde instance dans les trente jours, et cela afin que la cause principale soit plus promptement appréciée (1).

IV. *Item.* Illustrissime seigneur, votre majesté et ses prédécesseurs ont accordé auxdits consuls le privilège de décider les affaires commerciales et les autres résultant de faits du commerce; mais souvent il est arrivé que des plaideurs, pour retarder la prompte exécution dudit consulat, font évoquer les causes, tant en invoquant leur qualité que sous tout autre prétexte; les consuls ou l'autre partie répondent que l'affaire ne peut être évoquée à cause des privilèges accordés aux consuls, ou pour tous autres moyens de droit; le conseil royal ayant examiné la clause, déclare qu'elle doit être restituée aux consuls, ce qui a lieu en effet; mais après quelque temps, la même partie ou ses héritiers, ou l'autre partie, recommencent à requérir l'évocation de la même cause, ce qui ne sert qu'à troubler la juridiction des consuls et à allonger les procès :

Ils demandent en conséquence que, dorénavant, une cause ayant été évoquée une fois et attribuée aux consuls par sa majesté ou son lieutenant, si, après, une des parties ou leurs successeurs requièrent de nouveau qu'elle soit encore évoquée, cette prétention ne soit pas accueillie, et que le chancelier, vice-

(1) Le règlement de 1343 n'avoit statué que sur les appels des jugemens définitifs; mais, à plus forte raison, il y avoit lieu d'abrégier les délais de droit commun, pour les appels des jugemens relatifs aux exceptions déclinatoires.

canceller, vicecanceller, ò regent cancelleria mes evocada ò proveida; que los tals evocats ò evocant, eo supplicant, sie condemnat en totes les despeses suportades: è axí los dits consols expediran molts negocis mercantivols, lo que vuy fer no poden per causa de les inhibicions que sovint los fan per causa de dites evocacions.

Placet regiæ majestati, ad regiæ majestatis beneplacitum.

V. *Item.* Illustrissimo señor, es cosa certa que dits consols, sots virtut de dits privilegis è gracies atorgats per vostra Majestat è los predecessors daquella, no han sino la civil jurisdicció, è de la criminal conexas no poden; è s'esdevenga algunes vegades que los pledejants se atrevessen à dir axí als dits consols, com als altres littigants, eo als del concell, advocats è ministres, paraules injurioses, fahent presuposit que dits consols no proceyraran criminalment contra ells: que l's placia atorgar privilegi, que d'aquíavant dits consols, havent la cosa devant ells mal dita per notoria, à llurs verguers puguen manar prenguen los tals mal parlants è injurians com es dit, è los posen en lo carcer; remetent è scrivint aquells al official al qual se sguardará la punició, è dells haurá jurisdicció, à fi que degut honor sia servat en aquells, los quals son en dit exercici en persona è loch de la Real Majestat.

Placet regiæ majestati, ad regiæ majestatis beneplacitum.

VI. *Item.* Excellentissimo señor, com les coses de la lotja de aquesta sua ciutat, los consols, dessenedors, è altres officials è

chancelier ou directeur de la chancellerie, ne puisse plus l'évoquer ni en connoître; et que ceux qui auront formé la demande ou requête en évocation soient condamnés à tous les frais. Ainsi les consuls expédieront beaucoup d'affaires commerciales qu'ils ne peuvent expédier aujourd'hui à cause des inhibitions qu'on leur fait par suite de ces évocations (1).

V. *Item.* Illustrissime seigneur, il est certain que lesdits consuls, en vertu des privilèges et grâces octroyés par votre majesté et par ses prédécesseurs, n'ont que la juridiction civile et ne peuvent pas connoître d'affaires pénales, et il arrive quelquefois que les plaideurs osent dire aux consuls, à leur partie adverse, aux conseils, avocats et procureurs, des paroles injurieuses, dans la persuasion que lesdits consuls ne procéderont pas criminellement contre eux:

Plaise en conséquence à votre majesté leur accorder le privilège que, dorénavant, les consuls, tenant pour constant qu'une injure a été dite devant eux, pourront ordonner à leurs huissiers d'arrêter ceux qui ont proféré les injures et de les mettre en prison, à la charge d'en avertir par écrit l'officier qui aura à prononcer la peine en vertu de sa juridiction, afin que le respect dû soit gardé envers ceux qui, dans ces fonctions, représentent la personne de la majesté royale (2).

VI. *Item.* Excellentissime seigneur, comme la loge de cette ville, où sont les consuls, défenseurs et autres officiers et ministres de

(1) Très-probablement les héritiers n'invoquoient pas, dans le cas dont on parle ici, la même exception qui avoit été rejetée contre leur auteur: mais eux-mêmes pouvoient n'être pas naturellement justiciables de la juridiction consulaire; et, sous ce prétexte, ils refusoient de la reconnoître. On consacre ici un principe, qui est devenu une règle de droit en France par l'article 426 du Code de procédure.

(2) Les consuls n'étoient pas investis du droit de punir les offenses qui leur étoient faites; mais il étoit juste qu'ils pussent faire arrêter les coupables et les renvoyer aux juges compétens; ce qui a encore lieu.

ministres de aquella cosa, pera gran benefici de la mercaderia è negociació mercantivol, è per bon orde del exercici mercantivol, sien posats per lo servey de sa Majestat, è del augment del stament mercantivol.... stiguen allí posats è ordonats cascun per direcció ò servey de aquella cosa axí per la administració de la justícia dels arts mercantivols, com de la exacció del dret dit de *periatge*, que en virtut de privilegis reals pera comoditat è sustentació de la mercaderia se cull en la dita casa de la lotja, esdevé moltes vegades que per alguns pocha tements Deu è la correcció de la justícia, se atrevesquen en injuriar è maltractar sobergament aut alias als dits oficials, axí principals, com menors, en gran menyspreu de la Alteza sua, no mirant, ni tement com se portan, y lo que s'pot seguir en..... per lo deservay fan à sa Majestat; perçó et alias pera major reputació de la dita lotja, suppliquen los dits consols: sie de sa mercé voler fer gracia à la dita lotja, è als consols, deffenedors, ò altres tots oficials è ministres de la dita lotja, è del dit dret de *periatge*, de salvaguarda, è posar aquella è aquells, families è bens llurs, en sa protecció, com en la manera è forma que novament ha posada la casa de la diputació del general del principat de Cathaluna, diputats, oydors de comptes, è à tots los altres oficials, è ministres del dit general à fi que per los temeraris è altres qui estan aparellats à desordens, mills sien reverits, è hagen causa de mes guardar è no ultrajar aquells.

cet établissement, a été instituée pour l'utilité du commerce, et pour le bon ordre dans ses affaires et pour le service de sa majesté, et que chacun y est placé pour le service de cet établissement et pour l'administration de la justice entre marchands, ainsi que pour la perception du droit dit de *periatge*, qui, en vertu de privilèges royaux pour l'utilité du commerce, se perçoit dans ledit établissement; et comme il arrive souvent que des personnes qui ne craignent pas Dieu et les punitions judiciaires osent injurier et maltraiter, par témérité ou autrement, lesdits officiers, tant supérieurs qu'inférieurs, au mépris de son altesse, sans réflexion de ce qu'ils font et de ce qui leur peut arriver pour ce mépris de l'autorité royale;

Pour ce, et autres causes, afin d'affermir le respect dû à la loge, supplient lesdits consuls qu'il vous plaise de faire la grâce à la loge, aux consuls, défenseurs, à tous autres officiers et aux percepteurs des droits de la dite loge et du droit de *periatge*, de leur accorder sauvegarde et de les placer, eux, leurs familles et biens, en sa protection, de la manière nouvellement établie pour la maison de la députation du receveur des droits de la principauté de Catalogne, députés, auditeurs des comptes et tous autres officiers et représentants dudit receveur, afin que ceux qui sont enclins à commettre des désordres les respectent mieux et prennent garde de les outrager.

Placet regiæ majestati ut supplicatur, et quod super illis expediatur privilegium in forma cancellariæ.

Fuitque deinde majestati nostræ humiliter supplicatum, pro cultu et bona administratione justitiæ, dicta capitula dictis consulibus præsentibus et futuris concedere de nostra solita benignitate dignaremur: atque nos subditorum nostrorum supplicationes, cultum et bonam administrationem justitiæ concernentes, benigne exaudientes, visis et perfectis dictis capitulis, tenore præsentis, de nostra certa scientia, deliberate et consulto, nostro regio beneplacito perdurante, dictis consulibus mercantiæ civitatis

Barchinonæ presentibus et futuris, eadem capitula et omnia et singula in eis contenta concedimus juxta sui seriem et tenorem; volentes et concedentes dicta capitula in omnibus et per omnia teneri, et inviolabiliter observari.

Serenissimæ propterea Johannæ, reginæ Castellæ, Legionis, Granatæ, etc., principi Gerundæ, archiducissæ Austriæ, ducissæque Burgundiæ, etc., filiæ et primogenitæ nostræ carissimæ, gubernatricique generali, ac post felices, et longævus dies nostros in omnibus terris et regnis nostris immediata heredi, et legitimæ successorî, intentum nostrum apperientes, sub paternæ benedictionis obtentu, dicimus et rogamus; spectabilibus, præterea, nobilibus, magnificis consiliariis dilectis et fidelibus nostris, locumtenenti generali, gerenti vices nostri generalis gubernatoris, vicario, bajulo, et consiliariis Barchinonæ, consulibus insuper logiæ, et mercanciæ dictæ civitatis Barchinonæ, cæterisque universis et singulis officialibus et subditis nostris, etc. Datum in villa Montisconi, die decimo septimo mensis maii, anno à nativitate Domini millesimo quingentesimo decimo, regnorumque nostrorum, videlicet, Siciliæ ultra Farum anno XLIII; Aragonum et aliorum XXXII; Siciliæ autem citra Farum et Hierusalem VIII. YO EL REY. Dominus rex mandavit mihi Petro Johanni. — Visa per vicecancellarium thesaurarium, et conservatorem generalem.

PRAGMATIQUE RELATIVE A LA JURIDICTION CONSULAIRE DE 1599 (1).

Nos Philippus, Dei gratia, rex Castellæ, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliæ, etc. Quia regalis favor tunc debet esse propensior et amplior, cum justis populorum supplicationibus imploratur, hiis præcipue quæ commodum et utilitatem dictorum populorum respiciunt: Hinc est quod cum pro parte fidelium nostrorum consulum, mercatorum logiæ maris præsentis nostræ civitatis Barchinonæ fuerint nobis oblata, et in scriptis humiliter præsentata, in viam supplicationis, quædam capitula quorum tenores, videlicet unus post alium, sequuntur in hæc verba:

Senyor, com per lo rey don Phelip, pare de vostra Majestat y senyor nostre, y ses predecessors de felice recordació, sien estats concedits y atorgats diversos privilegis als consols y mercaders de la Hlotje de la mar de la presente ciutat de Barcelona, per major conservació del estament mercantivol, y policia del orde judiciari, en coneixer y determinar les causes se susciten en lo magistrat de dita Hlotje, sobre los negocis y fets maritims y

Seigneur, comme le roi don Philippe (2), père de votre majesté et notre seigneur, et ses prédécesseurs d'heureuse mémoire, ont concédé et octroyé plusieurs privilèges aux consuls et négocians de la loge de la mer de la présente cité de Barcelone, pour l'utilité du commerce et le règlement de l'ordre judiciaire, qui leur attribuent le pouvoir de connoître et prononcer dans les causes portées devant le magistrat de ladite loge, sur les affaires maritimes et commerciales; et comme il est juste que le commerce soit pourvu par votre majesté de nouvelles grâces

(1) Cette pragmatique ne se trouve pas dans le recueil du Consulat, mais Capmany l'a publiée dans le tome IV de ses *Memorias*, page 324.

(2) Ce roi étoit Philippe II; mais je n'ai point trouvé, dans les recueils qui étoient à ma disposition, de lois de ce prince relatives au consulat de Barcelone.

mercantivols : y sia cosa molt justa per vostra Majestat lo dit estament mercantivol ab noves gracies y privilegis sie augmentat, y no reba diinunció alguna; suplican los dits consols y mercaders de dita flotje à vostra Majestat, sie de son real servey concedir y atorgarlos las cosas infrascriptas, en forma de real privilegi :

I. Primerament. Per quant ab real privilegi del rey Don Martí, de digna memoria, dat als xv de janer MCCCCI, lo qual esta ab viril observança, sie privativament concedida als consols de la flotje de la mar la coneixença y determinació de les causes resultants de fets maritims y mercantivols, y que les sentencies y determinacions del magistrat de dits consols, remogut tot generó de appellació y recors sien en execució posades ab clausula de decret irritant; que placia à vostra Real Majestat, ampliant y declarant lo dit real privilegi, atorgar y concedir per major expedició de dites causes, que aquelles in prima y segona instancia, de qualsevol suma ò quantitat que sien, no puguén ésser evocades à la real audiencia, etiam sots prætextu de viduitat, pupillaritat, pobresa, y religió, ò altra alguna qualitat.

Plau à sa Majestat de concedirlos ho en causes que sien menors de tres centes lliures, compresa la reconvençió, durant la mera llibera voluntat de sa Majestat.

et privilèges, et ne souffre pas de diminution, lesdits consuls et marchands de ladite loge supplient votre majesté qu'il lui plaise leur accorder et octroyer les choses dessus dites, en forme de privilège royal.

I. Premièrement. Attendu que par privilège royal du roi don Martin, de digne mémoire, donné le 15 janvier 1401, qui est aujourd'hui généralement observé (1), il a été concédé aux consuls de la loge de la mer la connoissance et le jugement des causes commerciales, et comme les sentences et jugemens du tribunal desdits consuls avec suppression de tout genre d'appel et de recours sont mis à exécution avec la clause de décrets irrévocables;

Plaise à votre royale majesté, ampliant et déclarant ledit privilège royal, accorder et concéder pour la meilleure expédition desdites causes :

Que ni en première, ni en deuxième instance, de quelque importance qu'elles soient, elles ne puissent être évoquées à l'audience royale, pas même sous prétexte de viduité, minorité, pauvreté, ordre ecclésiastique ou autres causes quelconques.

Il plaît à sa majesté le leur concéder, dans les causes qui ne montent pas à trois cents livres y compris la reconvention, durant le bon plaisir de sa majesté (2).

(1) Je n'ai pas cru qu'il fût nécessaire de recueillir le texte de ce privilège, qu'on trouve dans Capmany, *Memorias*, tome II, page 192 et suivantes. Voici ce qu'il contient de plus important : « Ducimus perpetuo concedendum, quod ipsi consules maris civitatis prædictæ, et judex appellationum quæ ab eorum sententiis emittentur, qui nunc sunt, et pro tempore fuerint, vel eorum loca tenentes, non solum de causis seu quæstionibus et debatis marinis, ut consueverunt alias, sed etiam de omnibus quæstionibus, litibus, controversiis, contrastibus et debatis civilibus, tantum motis seu movendis, aut inceptis seu incipiendis, descendentibus, seu qualitercumque, principaliter tamen provenientes ex quibuscumque societatibus, cambiis, contractibus, seu artibus mercantilibus, factis seu fiendis intus dictam civitatem Barchinonæ, vel alibi, ubicumque in terra et in mari inter quascumque personas cujuscumque legis, status, gradus, præeminentiæ et conditionis existant in dicta civitate Barchinonæ vel alibi domiciliatas, et de quibuscumque rebus qualitercumque, ex arte principaliter mercantili cujusvis nature, generis et speciei existant, possint et valeant libere, ex facultate plenaria quam eis cum præsentis conferimus, plene cognoscere, et ipsas lites, quæstiones, controversias, contrastus et debata non possumus, nec [officiales nostri] possint cognoscere, nec inde per viam simplicis querelæ, appellationis, supplicationis, aut alterius cujuscumque recursus intromittere quovis modo. »

(2) Le privilège du 15 janvier 1401 ne contenoit pas de limitation; il est évident qu'on le modifie sous ce rapport.

II. *Item.* Com per lo capitol xv de Consolat estigue statuit è ordenat, que de la sentència feta per lo jutge de appels, sie confirmatoria ò revocatoria de altra primera sentència y provisió proferida ò feta davant dels consols de la dita llotje, alguna de les parts no s' pot appellar; que si de fet per alguna de les parts será interposada appellació ò recors de dites sentències ò provisions de dits jutge de appels à la real audiència : que no obstant aquella, è inhibició de dita real audiència emanada, placia à vostra Majestat sien dites sentències y provisions, de qualsevol summa ò quantitat, posades en executió; saltem, prestada per la part qui executar voldrà aquelles idonea caució.

Plau à sa Majestat concedirlos executió de sentències difinitives, ò provisions tenints força de difinitives, en les quals la condemnació no pujará la suma de sinch centes lliures, prestada emperó caució idonea, y açó durant la mera y libera voluntat de sa Majestat.

III. *Item.* Per quant se sdevé moltes vegades que les causes que toquen à la coneixença dels consols y prohomens, y jutje de appels de dita llotja, requerexen molta discució axí en lo fet com en lo dret, per rahó dels comptes y scriptures entre les parts aportades, y axí sie necessari fer nominació de dos mercaders reladors de dita causa y fet de aquella, y axí tambe de hú ò dos doctors en drets, paraque digan en lo punt de justícia lo que convé : que perçó placia à vostra Majestat donar privilegi en que dits consols, prohomens, y jutje de appels, segons la qualitat y quantitat del negoci de que s' tracte, puguén taxar salari competent à dits doctors y mercaders reladors, sens disminució alguna del salari degut à dits consols, y jutje de appels, y sens diffi-

II. *Item.* Comme par le chapitre xv du Consulat il a été statué et ordonné qu'aucune des parties ne peut appeler de la sentence du juge d'appel, soit qu'elle confirme ou qu'elle infirme le premier jugement rendu par les consuls de ladite loge; que si néanmoins une des parties interjette un appel ou forme un recours contre la sentence du juge d'appel devant l'audience royale, lesdits arrêts et ordonnances, sur quelque somme qu'ils statuent, soient mis à exécution, au moins si la partie qui demande cette exécution fournit une caution suffisante.

Il plaît à sa majesté leur accorder l'exécution des arrêts définitifs, ou des ordonnances qui ont force définitive, dans lesquels la condamnation n'excédera pas la somme de cinq cents livres, à la charge de donner caution suffisante, et cela durant le bon plaisir de sa majesté (1).

III. *Item.* Attendu qu'il arrive souvent que les causes du ressort des consuls et prud'hommes et du juge d'appel de ladite loge requièrent une longue discussion tant en fait qu'en droit, à raison des comptes et pièces présentés par les parties, et qu'ainsi il devient nécessaire de nommer deux négocians rapporteurs des faits de ladite cause, aussi bien qu'un ou deux docteurs en droit, afin qu'ils déclarent ce qui convient en point de droit.

Qu'en conséquence il plaise à sa majesté accorder le privilège que les consuls, prud'hommes et juges d'appel puissent, selon l'importance et la qualité de l'affaire en contestation, fixer des honoraires convenables auxdits négocians et docteurs rapporteurs, sans préjudice des honoraires dus aux consuls et juges d'appel, et sans préjudice de la somme due au droit de *periatge* de ladite loge,

(1) On a vu ci-dessus, page 381, note 2, que dans aucun cas la juridiction royale ne recevoit les appels; il est évident que ce principe fut modifié en 1559.

nició del salari degut al dret del periatge de dita llotja, segons de temps immemorial es usat y practicat en los dits magistrats.

Plau à sa Majestat concedirlos ho, encarregantlos ses constitucions en que los taxen moderats.

IV. Item. Com no sia cosa justa que los estrangers de la present ciutat, y fills de estrangers del regne de Cathalunya, sien de igual ò millor condició que los naturals, y de molt temps domiciliats en dita ciutat, y fills de naturals de dit regne; que placia à vostra Real Majestat atorgar y concedir en forma de real privilegi, que de ací avant persona alguna no sie admesa à la matricula del estament mercantil, ni matriculada en los officis y bosses de dita llotja de mar, que no sie domiciliada en la present ciutat per temps de quatre anys, è que no sie fill ò net de pare ò avi Cathalà.

Plau à sa Majestat.

V. Item. Per quant los negociants y mercaders de aquesta ciutat y principat no tenen commoditat de poder negociar sos diners, y moltes vegades per negociarlos en terres estranyes, perden aquells del tot, y resten arruïnats y destruits, y per dlt respecte deixen moltes viudes, pobres pubills, y sos tudors y curadors de negociar sos diners; lo que no farien, si en aquest principat y regnes de Aragó y Valencia podien negociar aquells: que placia à vostra Majestat per lo bé publich y mes commoditat dels negociants, de concedir privilegi à dita lotja en que puegue fer tres fires quiscun any, en aquestos regnes de Aragó, Valencia, y Cathalunya: có es, en Zaragoza una per Pasqua de resurrecció; y altra en Valencia per lo die de Nostra Senyora de Agost; y altra en Barcelona, per lo die de Sant Thomas; axí que no sien forsats dits negociants haver de negociar sos diners, y haver de enviar aquells, en grans perills en les

comme ces magistrats en ont usé de temps immémorial.

Il plaît à sa majesté le leur accorder, leur enjoignant de taxer avec modération, conformément à ses ordonnances.

IV. Item. Comme il n'est pas juste que les étrangers à cette ville, et les fils d'étrangers au royaume de Catalogne soient de condition égale ou meilleure que les nationaux domiciliés depuis longtemps en ladite ville, et les fils de nationaux dudit royaume;

Plaise à votre majesté d'octroyer et concéder le privilège royal que dorénavant personne ne sera admis à la matricule de l'état des marchands, ni porté sur les registres et rôles de ladite loge de la mer, qui ne soit domicilié en notre ville depuis quatre ans et qui ne soit fils ou petit-fils de père ou aïeul catalan.

Accordé par sa majesté.

V. Item. Comme les négocians et marchands de cette ville et principauté manquent d'occasions de négocier leur argent, et souvent le négocient à l'étranger, le perdent en totalité et sont ruinés et deconfits, et que pour cette cause beaucoup de veuves, de pauvres orphelins et leurs tuteurs, ne font souvent aucun placement de leur argent, ce qui n'auroit pas lieu s'ils trouvoient à négocier leurs fonds dans cette principauté et royaume d'Aragon et de Valence;

Plaise à votre majesté, pour le bien public et l'utilité des négocians, d'accorder à ladite loge, le privilège de tenir chaque année trois foires dans ses royaumes d'Aragon, de Valence et de Catalogne, c'est-à-dire une à Saragosse à Pâques, une autre à Valence le jour de l'Assomption, et la troisième à Barcelone le jour de la Saint-Thomas; de sorte que lesdits négocians ne soient pas forcés de placer leur argent et de l'envoyer à grand risque dans les villes de Lyon, de

ciutats de Lió, Plasencia, y altres parts fora de Spanya.

Plau à sa Majestat concedirlos ho, durant sa mera libera voluntat.

VI. *Item.* Que com sie rahó que quiscú sapia si es ensaculat ò no, en les bosses dels officis de la lotja, y axí sie just que dita ensaculació sie publica, y despres de feta se manifesta; que placia à vostra majestat concedir facultat als consols de dita lotja, y als mercaders qui s'tindran en los dits officis y bosses de insacular, de poder publicar la ensaculació despres será feta, axí que quiscú sapia si es insaculat ó no.

Plau à sa Majestat.

VII. *Item.* Com los redolins de les persones ensaculades en los dits officis de la lotje fins vuy sien stats de cera, y en los dies se son tenguts de extraurer hagen estat en una bossa de cuyro, y sie molt millor y mes policia que quant se hage de fer extracció de algun offici, los dits redolins estiguen en una bacina plena de aigua, y que alli naden, y lo hú no impedesca al altre: que placia à vostra Majestat donar licencia à dits consols, en que sempre que se hage de fer extracció de algun offici, ò de molts, facen redolins de cera, y aquells posen dins una bacina de aigua axí com se fa en la casa de la diputació de la present ciutat; y será ferlos singular gracia y mercé.

Plau à sa Majestat.

Supplicando nobis humiliter ut præinserta capitula, et unumquodque eorum, et omnia et singula in eis et eorum quolibet contenta, dictis consulibus logiæ maris, et eorum in dicto officio successoribus, de nostra solita benignitate concedere et elargiri dignemur. Nos itaque, animadvertentes capitula præinserta quæ visa et recognita fuerunt per magnificum et dilectum consiliarium nostrum Salvatorem Fontanet utriusque juris doctorem, ex cujus relatione nobis constituit et constat pro bono regimine et auctoritate totius logiæ maris et mercatorum status expedire, eorum supplicationibus inclinati, præinserta capitula, et unumquodque eorum, et omnia et singula in eis contenta juxta decretationes et responsiones in calce cujuslibet eorum, ut præmittitur, factas, dictæ logiæ maris, et ejus consulibus, et mercatoribus præsentibus et futuris, mera et libera voluntate nostra durante, concedere et elargiri decrevimus,

v.

Plaisance, et autres lieux situés hors de l'Espagne.

Accordé par sa majesté durant son bon plaisir.

VI. *Item.* Comme il est juste que chacun sache si son nom a été jeté ou non dans la boîte aux offices de la loge, et comme il convient que ce fait soit public et manifeste quand il a eu lieu;

Plaise à votre majesté permettre aux consuls de ladite loge et aux marchands qui président à l'acte de jeter les noms dans les sacs, d'en pouvoir publier une liste après que le fait aura eu lieu, afin que chacun sache si son nom y a été jeté ou non.

Accordé par sa majesté.

VII. *Item.* Comme les bulletins sur lesquels sont écrits les noms ont été jusqu'aujourd'hui de cire, et que le jour où on procédoit à l'extraction ils sont placés dans un sac de cuir; comme cependant il est mieux et plus convenable que, les jours où l'extraction aura lieu, lesdits bulletins se trouvent dans un bassin d'eau, et qu'ils y nagent afin que l'un ne se mette pas en travers de l'autre;

Plaise à votre majesté de permettre aux consuls que chaque fois qu'une extraction pour une ou plusieurs charges aura lieu, ils fassent des bulletins de cire et qu'ils les posent dans un bassin d'eau, comme cela se pratique dans la maison de la députation de cette ville; et ce sera leur faire une grâce singulière.

Accordé par le roi.

70

prout per præsentem, de nostra certa scientia, deliberate et consulto concedimus, elargimur, laudamus et approbamus, ac nostræ regiæ concessionis munimine et præsidio roboramus, et validamus, auctoritatemque nostram regiam interponimus pariter et decretum.

Quocirca illustribus, spectabilibus, venerabilibus, nobilibus et magnificis dilectis consiliariis nostris quibuscumque, locum tenentibus et capitaneis generalibus in dictis nostris regnis Aragonum, Valentia, et principatu Cathalonie, et comitatibus Rossionis et Ceritanie, etc.

Dat. in nostra civitate Barcinonæ, die decimo tertio mensis julii, anno à nativitate Domini millesimo quingentesimo nonagesimo nono; regnorum nostrorum regionum anno secundo. YO EL REY.

Dominus rex mandavit mihi D. Petro Franquesa. Visa per Covarrubias, vicecancellarium; Sabater, regentem cancelariam; Fontanet pro generali thesaurario, et me conservatorem generalem.

FIN DU TOME V.

TABLE DES CHAPITRES

CONTENUS DANS CE VOLUME.

	Pages
AVERTISSEMENT de l'auteur.....	V.

CHAPITRE XXIX.

Droit maritime de Venise et des pays maritimes appartenant à la monarchie autrichienne.....	1.
---	----

CHAPITRE XXX.

Droit maritime des États pontificaux.....	99.
---	-----

CHAPITRE XXXI.

Droit maritime du royaume des Deux-Siciles.....	215.
---	------

CHAPITRE XXXII.

Droit maritime de la Sardaigne.....	267.
-------------------------------------	------

CHAPITRE XXXIII.

Droit maritime de la Catalogne, de l'Aragon, de Valence et de Majorque...	321.
---	------

FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES.

